



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 2044 103 168 373

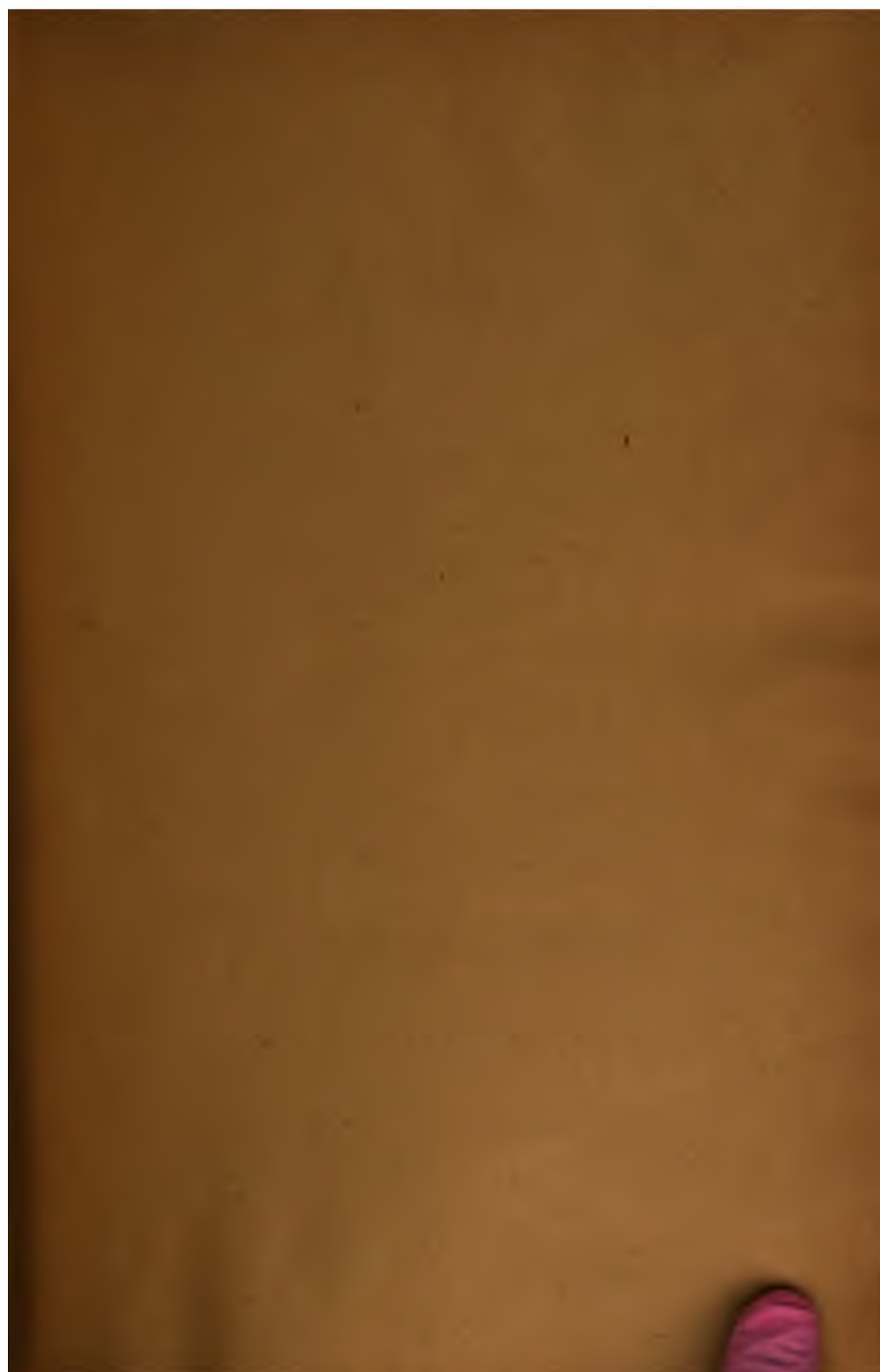


Bd. Nov. 1928



HARVARD LAW LIBRARY

Received Dec. 18. 1925



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 23 avril 1889.)

QUINZIÈME ANNÉE

1891

PARIS

LIBRAIRIE MARCHAL ET BILLARD, 27, PLACE DAUPHINE

MELUN

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE

1891

15
1891
"

75

DEC 18, 1925

3

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 17 DÉCEMBRE 1890

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Nominations de M. G. Dubois, comme vice-président, de MM. les présidents Flandin et Turcas et de MM. Léveillé et Rivière comme membres du Conseil de direction. — Communication de M. le Président. — Résumé des Rapports sur la question *du danger des courtes peines* aux Congrès de Rome et de Saint-Petersbourg, par M. le comte Le Courbe.

La séance est ouverte à 4 h. 20.

M. LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons, si vous le voulez bien, procéder au renouvellement d'une partie du Conseil de direction. Aux termes de notre règlement, il y a à remplacer un vice-président et quatre membres parvenus à l'expiration de leurs mandats : ce sont MM. Théophile Roussel, vice-président, Georges Dubois, Boullaire, de Corny et Passez, membres sortants.

Votre Conseil vous présente, comme vice-président, M. Georges Dubois, et, comme membres du Conseil de direction, MM. le président Flandin, le professeur Léveillé, Rivière et Turcas.

M. LE COURBE. — Je crois être l'interprète de toute l'assemblée en proposant de nommer par acclamation M. Dubois comme vice-président. (*Assentiment.*)

M. Georges Dubois est nommé vice-président à l'unanimité.

Il est procédé au vote pour la nomination de quatre membres du Conseil de direction.

Sont nommés membres du Conseil de direction, à l'unanimité des voix : MM. Flandin, Léveillé, Turcas et Rivière.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois soumettre à votre vote une question qui vous est renvoyée par votre Conseil de direction. Il s'agit d'autoriser une dépense de 1.000 francs qui a été votée par votre Conseil. Nous pensions que les statuts n'exigeaient qu'une chose : une délibération de votre Conseil de direction. Mais lorsqu'on a voulu vendre une valeur de 1.000 francs pour réaliser la somme dont il s'agit, votre Trésorier a rencontré des objections : on lui a dit que, pour plus de régularité, il fallait l'approbation de l'assemblée générale. Dans ces conditions, je viens vous prier de vouloir bien autoriser l'aliénation de la valeur dont il s'agit jusqu'à concurrence de 1.000 francs, en d'autres termes, de donner votre approbation à ce qui a été voté par votre Conseil de direction. S'il n'y a pas d'objection, il sera mentionné que l'assemblée générale a ratifié la proposition du Conseil de direction et a décidé que le Trésorier serait autorisé à aliéner une somme de 1.000 francs sur le capital qui appartient à la Société. Nous présenterons la délibération de votre Conseil de direction, qui d'après les statuts suffirait, et nous y ajouterons, comme complément, votre délibération ; avec ces deux pièces, votre Trésorier pourra procéder à l'aliénation nécessaire.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le danger des courtes peines et le projet de loi de M. Béranger ; M. le comte Le Courbe veut bien nous donner le résumé des rapports présentés sur cette question au congrès international de Saint-Petersbourg.

M. LE COURBE. — La question du danger des courtes peines d'emprisonnement est depuis de longues années à l'ordre du jour des congrès pénitentiaires internationaux et, si tout le monde a toujours été d'accord pour en constater les dangers et les inconvénients, pour reconnaître qu'elles encombrant les prisons, qu'elles sont inefficaces ou illusoire et qu'elles corrompent au lieu de corriger, on n'est pas encore arrivé à s'entendre sur les peines qui pourraient utilement les remplacer.

Au premier congrès pénitentiaire international de Londres en 1872, une des questions qui furent discutées était ainsi rédigée :

Est-il possible de remplacer les peines d'emprisonnement ou le non paiement des amendes par le travail obligatoire, sans privation de liberté ? Tout le monde y fut d'accord en principe, sur l'utilité de la substitution du travail obligatoire à l'emprisonnement de courte durée, mais en présence des difficultés de l'application, la question non résolue fut renvoyée au prochain congrès.

Le congrès de Stockholm, en 1878, ne traita qu'incidemment la question, en constatant seulement que les courtes peines d'emprisonnement étaient une des causes de la récidive.

Ce n'est qu'au congrès de Rome, en 1885, que notre question fut l'objet de discussions très approfondies et très complètes dans deux des sections du congrès (Questions 2 des 1^{re} et 2^e sections).

Dans la première section, la 2^e question était ainsi rédigée : *Ne pourrait-on pas utilement remplacer pour certains délits, les peines d'emprisonnement ou de détention par quelques autres peines restrictives de la liberté, telles que le travail dans quelque établissement public sans détention, ou l'interdiction à temps d'un lieu déterminé, ou bien, en cas d'une première faute légère, par une admonition.*

Le rapporteur de cette question à la section, après avoir constaté que la peine de l'emprisonnement pour une courte durée est non seulement inefficace mais tout à fait nuisible au condamné non moins qu'à la société, conclut à la nécessité de substituer à la peine de la prison d'autres peines moins onéreuses et plus afflictives. En première ligne, il place la réprimande judiciaire (*ammonitione*) qui venant du droit romain, et passant par le droit canonique, était, dès le commencement de ce siècle, inscrite dans les anciens codes de l'Italie. Il rappelle qu'elle est aujourd'hui, dans le code italien, peine principale et peine accessoire suivant les cas : peine principale pour les délits de simple police et peine accessoire pour les délits correctionnels et pour les délits de police.

Il serait d'avis d'étendre cette peine à d'autres délits, mais il la voudrait mieux réglée dans son application. Ainsi il demanderait qu'à la parole de blâme prononcée par le juge, le condamné réponde par l'assurance de son repentir et la promesse, sur son honneur, d'éviter toute récidive, et enfin, pour donner plus d'efficacité à l'admonition et mieux assurer l'accomplissement de la promesse faite, que le juge puisse obliger le coupable à fournir une caution qui constituerait une amende à ajouter à la peine principale en cas de récidive.

Une autre peine à substituer, propose-t-il, à la peine de détention, serait *l'interdiction locale*, négative ou positive : négative quand elle consisterait dans la défense de résider dans un lieu déterminé, ce qui serait un exil limité, ou de rester sur le territoire de la patrie, ce qui constituerait le bannissement ; positive, quand elle obligerait le coupable d'habiter un endroit déterminé ou dans une île ou plus simplement de rester enfermé dans sa propre maison. Il rappelle qu'elle était admise dans les lois romaines comme peine disciplinaire : *Potest præses quemdam damnare ne domo suâ procedat*, et appliquée dans le code des Deux-Siciles (art. 58), comme peine de police pour une durée de trois jours au moins et de vingt-neuf jours au plus.

Quant au troisième moyen, à savoir : le travail dans un établissement public sans détention, il ne pourrait être recommandé aux législateurs, pour remplacer la détention, qu'au cas où l'impuissance de payer ses amendes exposerait le coupable à la peine de la prison. Le produit de ce travail devrait revenir à l'État ou aux communes à titre de paiement des amendes infligées.

En conséquence, il proposait à la section les résolutions suivantes :

1° *Le travail dans un établissement public ou dans des chantiers, au bénéfice de l'État, des communes ou des provinces, pourra être substitué à la peine de la détention qui remplace généralement elle-même la peine de l'amende, en attribuant une partie du bénéfice au condamné et une partie à l'État en vue d'éteindre la dette du condamné.*

2° *La réclusion à domicile sera adoptée comme peine de police au lieu de la prison, au choix du juge, tandis que la relégation et l'exil seront plus largement appliqués pour les délits correctionnels qui ne proviennent pas de passions déshonorantes.*

3° *La réprimande publique sera employée comme peine, au choix du juge, pour tous les délits de police et pour tous ceux qui, en raison des circonstances qui les accompagnent, ne comporteraient pas une punition supérieure à un mois de prison.*

Ces propositions soulevèrent de vives objections de la part d'une partie des membres de la section. On reprochait à la substitution du travail au profit de l'État, en cas d'impossibilité de paiement des amendes, d'être une lourde obligation pour l'État, qui serait obligé de pourvoir à l'occupation et à la surveillance d'une grande quantité d'individus ; on objectait que les travaux seraient difficiles à organiser et très coûteux et qu'enfin, si restreinte que fût leur durée, ils rappelleraient trop la peine des travaux

forcés. On ajoutait que, quoique posée depuis treize ans, au congrès de Londres, cette question en était toujours au même point et que les partisans de cette idée n'avaient pas encore fait connaître s'ils cherchaient à créer des ateliers pénitentiaires ou des colonies agricoles pénales, ou s'ils se bornaient à recommander l'envoi des condamnés dans des ateliers de l'État concurremment avec les ouvriers libres. On n'avait pas encore discuté la question de savoir si les travaux exécutés par cette catégorie d'individus seraient organisés par l'État, par les municipalités ou par les particuliers.

L'interdiction de résidence, disait-on, ne peut se justifier que par la nécessité de sauvegarder la sécurité publique ou privée et ne s'explique que contre les malfaiteurs dangereux. L'interdiction de sortir de son domicile pendant un certain temps, en admettant qu'elle puisse être pratique, serait une peine assurément inégale, empêchant les uns de gagner leur vie et celle de leur famille, ne frappant pas au contraire ceux qui ont à domicile tous leurs moyens et leurs habitudes de travail. Cette peine ne serait-elle pas du reste si difficile à surveiller dans son exécution qu'elle entraînerait un nouveau délit analogue à la contravention aux arrêts d'expulsion et un travail considérable pour la surveillance. D'ailleurs, ceux qui ne posséderaient rien et ne trouveraient pas d'ouvrage dans le lieu de résidence qui leur serait assigné devraient vivre aux frais de l'État.

Quant à l'admonition ou réprimande publique, on objectait que, malgré son existence dans plusieurs législations, elle n'a presque jamais été appliquée, parce qu'elle n'est prise au sérieux ni par le juge ni par le coupable. Elle ne peut se concevoir que comme mesure disciplinaire, mais elle risquerait d'être vaine et dérisoire comme pénalité, puisque son efficacité dépend de la nature du coupable qui peut s'en moquer, s'il le veut, ou en être frappé d'une façon plus pénible que par une détention, puisqu'elle entacherait l'honneur.

Quelques membres de la section auraient voulu, reconnaissant l'inefficacité pénitentiaire des peines de courte durée, leur substituer une peine pécuniaire dans tous les cas où l'emprisonnement serait prononcé pour moins de *quatre mois*. Ils demandaient qu'au-dessous de ce minimum, toutes les peines fussent remplacées par des amendes proportionnées à la fortune des coupables. En cas de refus, ceux-ci seraient emprisonnés jusqu'à parfait paiement, les frais de détention devraient être supportés par eux ; en cas

d'insolvabilité, ils seraient soumis à une taxe hebdomadaire ou mensuelle sur le produit de leur travail. Ces taxes ou amendes seraient perçues, non au profit de l'État, mais d'une caisse spéciale qui ferait des répartitions à ceux qui ont été lésés par le délit et sur leur demande expresse. Mais on a répondu, pour repousser cette proposition, que ce serait établir une confusion entre l'amende et les dommages-intérêts que toute partie lésée a le droit d'obtenir soit directement, soit en s'associant à l'action du ministère public.

Laissez-moi, Messieurs, vous lire le rapport que notre collègue M. Dreyfus avait été chargé par la section de présenter à l'assemblée générale du congrès sur cette question :

« Tout le monde, parmi les hommes qui se sont préoccupés de la réforme pénitentiaire, repousse les condamnations à l'emprisonnement pour les cas de courtes peines. En effet, la peine de la prison applicable aux petits délits dépasse souvent la mesure. Elle est inefficace ou dangereuse ; si elle est subie en commun, loin de corriger le condamné, elle le perd, il en sort pire qu'il n'y est entré, car la prison en commun est l'école des criminels. Si elle est subie en cellule, elle est moins périlleuse pour le condamné ; mais, même quand elle ne dure que quelques jours, elle flétrit l'homme qui l'a subie, elle le décline, elle l'irrite contre la société et elle prive la famille du secours de son travail. Il est donc intéressant de rechercher par quels moyens on peut remédier aux courtes peines de l'emprisonnement appliquées aux délits de petite importance et qui dans certains pays amènent dans les prisons un si fâcheux encombrement.

« Plusieurs systèmes ont été proposés et soutenus à cet effet au sein de votre première section. On a demandé notamment que le travail dans un établissement public ou dans des chantiers, au bénéfice de l'État, des communes ou des provinces, puisse être substitué à la peine de la détention qui remplace généralement elle-même la peine de l'amende, en attribuant une partie des bénéfices au condamné et une partie à l'État.

« On a demandé aussi que la réclusion à domicile soit adoptée comme peine de police, au lieu de la prison, au choix du juge, et que la relégation et l'exil soient plus largement appliqués pour les peines correctionnelles ne provenant pas de délits déshonorants.

« On a demandé enfin que la réprimande publique soit employée comme peine, au choix du juge, pour tous les délits de police et

pour tous les délits ne comportant pas une punition supérieure à un mois de prison. Votre première section a examiné avec soin ces différents systèmes qui ont trouvé des interprètes éloquents et chaleureux.

« La substitution du travail en commun à la peine de la prison pour les petits délits lui a paru pleine d'inconvénients: Ne serait-elle pas dans la pratique, dans les grandes villes surtout, d'une application difficile? Ne rappellerait-elle pas, si restreinte qu'elle fût, la peine infamante des travaux forcés, qui répugne aux mœurs d'un certain nombre de pays? Ne rétablirait-elle pas, sous une forme plus choquante encore, la promiscuité entre les condamnés, école mutuelle de perversité que nous avons tous à cœur d'éviter? En fait, au cas d'inertie volontaire du condamné, ne serait-on pas obligé de la remplacer, le plus souvent, par un emprisonnement plus ou moins prolongé?

« La seconde peine proposée est l'interdiction locale: dans la pensée de la minorité de la section, cette peine peut être négative ou positive; négative, si elle consiste dans la défense de résider dans un lieu déterminé; positive si elle consiste à rester enfermé dans sa propre maison.

« L'interdiction de résidence, pour garder le caractère de peine légère et n'être pas assimilée soit à la relégation, soit au bannissement, doit être évidemment de courte durée. De premier abord on est séduit par cette pénalité presque adéquate à la faute et éloignant temporairement le coupable du lieu qu'il aura troublé par ses écarts de conduite. Mais cette nouvelle peine, qui ne serait ni l'emprisonnement ni l'amende, serait si difficile à surveiller dans l'exécution, que, dans un grand nombre de cas, elle entraînerait le condamné à s'y soustraire. Voit-on alors la police judiciaire poursuivre le citoyen qui, au mépris d'un jugement, sera rentré chez lui, l'arracher à son domicile et le rejeter hors du rayon de son intimité. S'il n'a pas de foyer, peu lui importel'éloignement; s'il a un foyer, une famille, des intérêts à gérer, cet éloignement le condamne à l'inaction, dérisoire dans certains cas, excessive dans les autres, susceptible parfois de porter au désordre l'homme qui aurait été forcé de rompre avec les habitudes de la vie régulière et sédentaire. Quant à l'interdiction positive, c'est-à-dire à l'obligation de rester enfermé dans sa propre maison, on a fait observer qu'elle nécessiterait, dans les grandes villes surtout, des mesures de police sur l'étendue et la possibilité desquelles ses auteurs ne se sont pas expliqués. En admettant même

qu'il fût possible d'organiser cette peine, elle serait bien inégale, puisqu'elle empêcherait ceux qui travaillent au dehors de gagner leur vie, et que, pour ceux qui travaillent à domicile, elle serait purement vexatoire.

« Reste la peine de la réprimande publique, appliquée par un certain nombre de législations, notamment le Code pénal italien, le Code pénal toscan, et connue dans l'ancien droit français sous le nom de *loi du pardon*.

« Il n'a pas paru à la majorité de votre première section que la simple admonition pût, à titre de peine, être étendue aux infractions de droit commun. Qu'on la maintienne en matière disciplinaire, soit à l'égard des officiers ministériels, soit à l'égard de ces personnes sur lesquelles elle puisse produire quelque effet ; une simple injonction de ne plus manquer au devoir professionnel est pour elles un avertissement respectueusement écouté, dont la portée même dépasse de beaucoup celle d'une amende. Rencontrerait-on les mêmes sentiments dans l'ensemble des justiciables, chez qui la notion des devoirs généraux et le respect de la justice sont beaucoup moins accentués ? Il est permis d'en douter. Il faut en effet considérer l'alternative à laquelle on aboutirait. Ou bien l'admonition donnerait lieu à une mention au casier judiciaire, et, en ce cas, elle serait hors de proportion avec la faute légère qui l'aurait motivée, ou bien elle ne laisserait aucune trace, et, dans cette hypothèse, elle risquerait d'être vaine.

« Les différents moyens proposés par la minorité ayant ainsi été discutés et approfondis, votre section a pensé que, pour répondre à la question proposée, il était bon de se référer aux décisions déjà prises par le congrès international pénitentiaire, décisions qui pouvaient lui servir de guide. Or le congrès, ayant à discuter la latitude à laisser au juge dans la détermination de la peine, a décidé, dans la séance du 18 novembre, que le juge pourrait se mouvoir entre un maximum et un minimum fixés par la loi, mais qu'en cas de circonstances atténuantes, il lui serait loisible de descendre même au-dessous de ce minimum et de substituer une peine à une autre. C'est dans cette latitude, ainsi que dans le droit de mettre en mouvement l'action publique, que se trouvent les véritables remèdes à l'abus et aux conséquences funestes des courtes peines.

« Le système des circonstances atténuantes, tel qu'il fonctionne dans un certain nombre de législations, permet au juge de faire descendre la peine de deux degrés, et conséquemment pour les délits

de petite importance (c'est de ceux-là seulement que nous parlons), de substituer la peine de l'amende, et même d'une amende très faible, à la peine de la prison.

« Quant à l'admonition, il paraît inutile de lui donner, en l'inscrivant dans les codes, un caractère formel de pénalité propre. Dans les usages judiciaires de plusieurs pays, elle est le complément habituel des petites condamnations ; les termes dans lesquels elle est faite peuvent varier suivant la nature des justiciables et la sanction légère qui l'accompagne est destinée à en perpétuer le souvenir.

« En résumé les législations qui permettent aux juges, en cas d'admission de circonstances atténuantes, de substituer pour les petits délits et sauf le cas de récidive, l'amende à l'emprisonnement, nous paraissent suffisantes pour remédier à l'abus des courtes peines et à l'encombrement des prisons, et votre première section, à la majorité, a l'honneur de vous proposer la conclusion suivante qui lui paraît corollaire de celle que vous avez précédemment adoptée :

La décision déjà prise par le congrès pénitentiaire international et en vertu de laquelle le juge, en présence de circonstances atténuantes, peut descendre au-dessous même du minimum et substituer une peine à une autre, concilie suffisamment les droits de l'humanité avec les exigences de la justice.

Voici maintenant le rapport fait au nom d'une très forte minorité par M. Pierantoni, sénateur et professeur à l'université de Rome :

« En l'absence du rapporteur de la minorité, je veux indiquer les opinions que j'ai soutenues dans la première section. Si je ne change pas l'opinion de la majorité, j'aurai en tous cas rendu plus solennelle la discussion ; je ne ferai ni du sentiment, ni de la théorie, je parlerai d'après l'expérience.

« L'emprisonnement est la peine par excellence dans les sociétés civilisées, mais la condamnation à la prison n'est pas toujours nécessaire ; sans nécessité absolue toute peine est illégitime. A quoi bon mettre en prison pour des fautes légères un père de famille, un ouvrier, un jeune homme ? Un emprisonnement de courte durée, qui ne peut être accompagné de l'obligation du travail, compromet le condamné aux yeux de ses compagnons. Il n'existe pas de peines infamantes, mais dans la réalité, l'effet d'un empri-

sonnement condamne ceux qui en sortent à l'abandon, à la gêne, à la mendicité. Le législateur, sans le vouloir, joint à la misère qui est la loi du destin, une misère qui est le fait du droit de punir et qui retombe, hélas ! sur la femme et sur les enfants. La récidive est en grande partie la conséquence de la peine au début dans la criminalité. Le jeune homme, le chef de famille qui font cinq jours de prison pour tapage nocturne, pour une rixe, subissent une pénalité plus qu'inutile, elle est cruelle. Il faut être paternel pour les individus qui débutent par de petites infractions, et sévère à l'égard des récidivistes. Le système contraire dominant dégrade et ruine le délinquant et le livre par désespoir à la récidive. MM. Bentham et Spencer ont parlé de la nécessité de diminuer la contrainte physique de la prison.

« Si le mal est facilement démontré, les remèdes sont difficiles. On dit, à l'ordinaire, que le progrès est un retour au passé. Si le délinquant est solvable, au lieu de la contrainte, il faut employer l'amende. Les peines pécuniaires ont été rejetées ; la confiscation est immorale parce qu'elle atteint l'innocent à cause du coupable. La peine de l'amende n'est pas immorale, elle est appréciable, mais elle est possible seulement pour des personnes qui jouissent d'un certain degré de fortune. Pourquoi ne pas imposer à l'insolvable quelques journées de travail au profit de la personne lésée et non à celui de l'État.

« Pourquoi pour les délits dont le préjudice est minime, ne pas admettre l'admonition, le jugement de blâme, la perte de certains avantages, tels que la participation aux sociétés de secours mutuels ? On peut même étudier la condamnation sans exécution immédiate, c'est-à-dire, avec menace de l'exécution en cas de rechute. Cette mesure aurait une certaine analogie avec la libération conditionnelle, ce serait la *condamnation conditionnelle*.

« En Angleterre, pour le cas de rixes, de coups et d'injures, il y a le dépôt d'une caution pour un temps déterminé. »

L'orateur reconnaît que, malgré les études considérables qui ont été faites sur cette importante question, les opinions diverses ne sont pas encore fixées, qu'il faut encore attendre avant de se prononcer ; en conséquence, il propose que la question soit renvoyée à l'étude du prochain congrès.

En présence du vif assentiment qui accueille cette proposition, le rapporteur ne s'opposant pas au renvoi, l'assemblée vote le renvoi de la question au prochain congrès.

Dans la deuxième section et à propos de la deuxième question ainsi libellée : *Quelle serait la meilleure organisation pour les prisons locales destinées à la détention préventive ou à l'exécution des peines de courte durée ?* notre éminent collègue de Belgique, M. Prins, après avoir fait remarquer que cette question se rattache intimement à une autre question examinée par la première section (c'est celle, Messieurs, que je viens de vous résumer), ajoute :

« En effet, avant de discuter l'organisation des prisons locales, nous devons nous demander s'il n'y a pas un moyen d'en diminuer la population. On est très embarrassé vis-à-vis de ces nombreux condamnés à de courtes peines dont les prisons regorgent ; l'on est convaincu que la prison n'est pas ce qu'il faut pour eux et l'on serait heureux de trouver autre chose. Il faudrait pour cela entrer dans la voie qui conduit à remplacer la prison par le blâme, l'amende, les journées de travail, etc. On pourrait aussi condamner à la prison sous condition que la peine ne sera mise à exécution que dans le cas de récidive. On peut enfin, comme en Angleterre, condamner au dépôt d'un cautionnement en espèces pendant un temps déterminé, avec la faculté pour le délinquant de reprendre son argent, s'il n'a donné lieu à aucune plainte pendant le délai fixé. L'application de ces peines est très pratique lorsqu'il s'agit d'infractions légères, injures, rixes, coups, etc. Deux individus, condamnés pour s'être battus à déposer une certaine somme d'argent pendant un ou deux ans, se réconcilient rapidement, et le désir de rentrer dans leurs foyers, les calme bien mieux que ne le ferait la prison. On peut donc diminuer considérablement la population des petites prisons. »

Un autre de nos collègues, M. Gautier de Rasse, donne ensuite lecture du rapport de M. Thonissen, ministre de l'intérieur et de l'instruction publique en Belgique, qui avait été chargé du rapport sur cette question et qui n'avait pu se rendre au congrès.

Après avoir constaté qu'en Belgique il n'y a plus que deux peines dans le Code pénal : l'amende et l'emprisonnement, il se demande si, dans ces conditions, l'échelle des peines était suffisante et si la peine uniforme de l'emprisonnement ne constituait pas, pour une catégorie de petits délits et de contraventions, une pénalité trop sévère dépassant le but à atteindre et excédant les limites du droit de punir. Il examine successivement *le travail dans un établissement public ; l'interdiction à temps d'un lieu déterminé ; l'admonestation* ; et après avoir reconnu à ces trois sys-

tèmes des inconvénients assez graves, il appelle l'attention des membres du congrès sur la proposition de loi présentée par M. Béranger au Sénat français, qui consiste dans la suspension de l'application de la peine prononcée par le juge. Il recommande cette mesure, car dit-il, il faut accueillir avec sympathie une réforme qui permettrait aux juges d'épargner au coupable les rigoureuses conséquences de la détention, tout en réprimant par une peine efficace le trouble apporté par le délit à l'ordre social.

J'ai cru devoir vous parler longuement de ce qui s'est passé au congrès de Rome, bien qu'il fût lointain, pour vous montrer la genèse des efforts qui ont été tentés pour substituer aux peines de courte durée des peines nouvelles et plus adéquates.

Au congrès de Londres, on ne parle que du travail sans emprisonnement. Au congrès de Rome, au contraire, trois ou quatre propositions se présentent. L'une, c'est l'amende, avec cette distinction tout à fait originale, d'employer le produit à indemniser les parties lésées. L'autre, c'est le travail à l'air libre sans être détenu. La troisième, c'est l'admonition. Enfin la quatrième, c'est le *confino*, c'est-à-dire le domicile forcé, sans pouvoir sortir; les arrêts, comme pour les militaires.

Je crois que nous pouvons maintenant aborder, en toute connaissance de cause, le résumé des rapports qui ont été, sur notre question, envoyés au Congrès de Saint-Petersbourg.

Cette question, qui était la quatrième de la première section, était ainsi rédigée :

Pour quel genre d'infractions à la loi pénale, sous quelles conditions et dans quelle mesure, conviendrait-il d'admettre dans la législation : 1° le système des admonitions ou remontrances adressées par le juge à l'auteur des faits reprochés et tenant lieu de toute condamnation ; 2° le mode de suspension d'une peine, soit d'amende, soit d'emprisonnement ou toute autre que le juge prononce, mais qu'il déclare ne devoir être appliquée au coupable tant qu'il n'aura pas encouru de condamnation nouvelle ?

Il n'y a plus, comme au Congrès de Rome, quatre systèmes pour suppléer les peines d'emprisonnement de courte durée, il n'y en a plus que deux : l'admonition qui, ainsi que je vous l'ai déjà rappelé, est inscrite dans le Code pénal italien et dans celui de Portugal, et la suspension de la peine qui a pris naissance au sein de notre Société, et dont la Belgique a fait usage depuis 1888.

Avant d'aborder le compte rendu des rapports, je crois qu'il est utile de vous donner un aperçu des législations étrangères sur les deux propositions.

L'admonition vient du Droit romain (Digeste XV, 3, § I), où elle était appelée *severa interlocutio* ; elle existait dans le Droit canonique sous le nom de *monitio canonica*, d'où elle a passé dans notre ancien Droit français (V. *Domat*), sous le nom de *correction par la bouche du juge* ou de *blâme* et constituait une peine emportant note d'infamie et laissée à l'arbitraire du juge. Elle fut introduite par les Parlements, en vertu du pouvoir de haute police dont ils étaient en possession, sans avoir toutefois été sanctionnée par l'autorité royale (Dalloz, V. *Peine*, n° 75). Elle était anciennement appliquée en Italie, en Allemagne et en France. Elle disparaît de nos lois en 1791, et dans le Code pénal de 1810 il n'en est plus trace. Mais elle reparait dans différents États de l'Europe : en 1813, dans le Code bavarois, article 22 (*Gerichtlicher Werweis*), puis dans le Code des Deux-Siciles où on en avait fait une peine purement accessoire *publica reprehensione*. Le Code criminel de Charles-Albert, de 1839, et celui du Piémont de 1859, en faisaient une peine accessoire en général, mais, par exception, ils l'appliquaient comme peine principale pour les fautes légères. Il en était de même dans le Code de la Toscane (art. 13 et 23). Les Codes du canton de Vaud de 1840, de l'Espagne, du Portugal, de la Russie, et les lois criminelles de l'île de Malte admettaient l'admonition soit comme peine principale, soit comme peine accessoire.

Le Code criminel de l'Empire d'Allemagne n'applique les peines de l'admonition et de la remontrance que pour les délits et contraventions commis par des mineurs de douze à dix-huit ans, ayant agi sans discernement.

La loi criminelle russe sanctionne dans trois espèces de cas l'admonition et remontrance appliquées par sentence judiciaire : 1° comme peine spéciale pour crimes et délits des fonctionnaires publics (*Code pénal*, art. 65) ; 2° comme peine pour crimes d'un caractère général énumérés dans la partie spéciale du Code (art. 40) ; 3° comme peine pour contraventions aux règlements de l'État, commises sans intention de nuire et uniquement par négligence. Mais pour cette troisième catégorie, les juges de paix l'appliquaient si rarement qu'elle était devenue lettre morte, et que les auteurs du nouveau Code pénal russe l'ont éliminée de l'échelle générale des peines, ne la conservant que comme mesure disciplinaire pour les fonctionnaires

Le nouveau Code pénal italien (art. 26 et 27) a rétabli l'admonition sous le nom de *répréhension judiciaire*; elle est considérée non pas comme une peine accessoire ni comme une peine principale, mais comme *le substitutif des peines légères à courte durée ou des peines pécuniaires inférieures*.

Voici ces articles :

« Art. 26. — Quand la peine édictée par la loi n'excède pas un mois de détention ou d'arrêt, trois mois de confinement, ou trois cents livres de l'une ou de l'autre espèce d'amende, si les circonstances atténuantes sont admises et que le coupable n'ait jamais encouru de condamnation à la suite de délit, et n'ait pas été atteint, à raison d'une contravention, d'une peine supérieure à un mois d'arrêt, le juge *peut* déclarer qu'à la peine par lui prononcée est substituée la *réprimande judiciaire*. La réprimande judiciaire consiste dans un avertissement approprié à la situation particulière de la personne et aux circonstances du fait, avertissement qu'au sujet des prescriptions de la loi violée et des conséquences de l'infraction commise, le juge adresse au coupable en audience publique. Si le condamné ne se présente pas à l'audience fixée pour la réprimande, ou s'il ne la reçoit pas avec respect, la peine portée par la sentence, à raison de l'infraction commise, devient applicable.

« Art. 27. -- Dans le cas prévu par l'article précédent, le condamné doit s'obliger personnellement et, lorsque le juge le croit opportun, même avec le concours d'une ou de plusieurs cautions idoines et solidaires, à payer une somme déterminée à titre d'amende, au cas où, dans le délai fixé par la sentence, qui ne peut pas dépasser deux ans pour les délits et un an pour les contraventions, le condamné commettrait une autre infraction, sauf, pour cette nouvelle infraction, l'application de la peine édictée par la loi. Il appartient au juge de statuer sur l'idonéité des cautions. Si le condamné ne se soumet pas à l'obligation précitée, ou ne présente pas de cautions idoines, la peine portée par la sentence, à raison de l'infraction commise, devient applicable.

On peut ajouter que l'article 29 fixe la substitution obligatoire de l'admonition, lorsqu'il y a lieu d'abaisser la peine et qu'il s'agit pour les transgressions de mesures de police d'un emprisonnement (*arresto*) ne dépassant pas cinq jours ou d'une amende n'excédant pas cinquante francs.

Enfin le Portugal, dans son Code pénal de 1852, a éliminé l'admonition du nombre des peines et ne l'a conservée que comme simple mesure d'avertissement que le juge a la faculté de substituer à la peine, dans les articles 81 et 119 dont voici la teneur :

« Art. 81. — Ne sont pas considérées comme peines... § 4. L'admonition que le juge peut substituer à l'application de la peine dans le cas de l'article 119.

« Art. 119. — Les juges pourront, lorsqu'il existera des circonstances atténuantes exceptionnelles, et lorsque le délinquant aura toujours tenu une conduite irréprochable, se borner à l'admonester en l'avertissant qu'à la prochaine infraction, il encourra *comme récidiviste* la peine prévue par la loi. — Les juges devront ne pas oublier que l'admonition n'est pas une réprimande mais un avertissement en termes convenables, fait sans appareil anormal de publicité, à ceux qui n'ont pas encore perdu tout sentiment du devoir. »

Pour être complet, j'aurais encore à citer les Codes criminels de divers cantons de la Suisse et les Codes des principautés allemandes et enfin à vous donner la liste des auteurs étrangers qui se sont prononcés pour ou contre sur cette question. Mais je craindrais d'abuser de votre bienveillante attention et je me contenterai de rappeler l'ouvrage de notre éminent collègue M. Bonneville de Marsangy : *De l'amélioration de la loi criminelle*, dont l'un des chapitres intitulé : *Étude de l'admonition préventive*, doit être connu de beaucoup d'entre nous.

Quant à la suspension de la peine ou à la condamnation conditionnelle, qui formait la seconde proposition présentée au congrès de Saint-Pétersbourg, elle a, Messieurs, une histoire beaucoup plus nouvelle, et bien connue de vous, puisqu'elle a pris naissance dans notre Société. Elle n'a commencé à être étudiée et discutée parmi nous qu'à la suite d'une proposition de loi déposée par M. le sénateur Bérenger au Sénat; et, dans nos séances de 1887 et de 1888, elle a été longuement discutée. La section de la Société vota à une grande majorité « qu'il n'y a pas lieu à introduire dans la législation française l'admonition répressive, ni comme peine, ni comme substitutif de peines légères, mais qu'on pourrait bien modifier l'article 463 du Code d'instruction criminelle, en y introduisant la suspension judiciaire de la peine ». Les conclusions suivantes ont été adoptées (1) par la première section, sur le rapport de M. Rivière :

(1) *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1888, p. 150.

« Il n'y a pas lieu d'introduire dans notre législation pénale l'admonition répressive. Il y a lieu de modifier l'article 463 du code pénal ainsi qu'il suit : « En cas de condamnation à un emprisonnement de moins d'un mois, si les circonstances sont atténuantes, si, en outre, l'inculpé n'a pas subi de condamnation, et que sa conduite antérieure, sa situation, ses marques de repentir paraissent offrir des garanties suffisantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, après avoir prononcé la condamnation, à ordonner, par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine tant que le condamné ne donnera pas de nouveaux sujets de plainte. — En cas de seconde condamnation dans le délai de cinq ans, la première peine est d'abord exécutée et ne peut se confondre avec la seconde ; — son exécution commence à courir du jour de l'arrestation. Cette condamnation ne sera pas inscrite aux bulletins n° 2 qui seront délivrés aux simples particuliers. »

Je dois ajouter que ces conclusions, qui ne pouvaient, aux termes de nos statuts, être l'objet d'aucun vote dans les assemblées générales, n'ont pas été adoptées par tout le monde et qu'elles ont été l'occasion de discussions très vives dont vous retrouverez les traces dans nos Bulletins.

En Autriche, le Ministre de la justice, Schenborn, a présenté à la Chambre des députés, le 29 mai 1889, le projet de loi suivant : « Le tribunal pourra ajourner l'exécution d'une sentence de détention pour un terme allant jusqu'à six mois. Il décrétera, dans ces cas, que la peine sera considérée comme subie, si le condamné, durant un espace de temps à déterminer par le tribunal, mais ne dépassant pas trois ans, n'a commis ni crime ni délit. Une sentence de ce genre ne pourra être statuée par le tribunal qu'à l'égard de sujets non condamnés auparavant pour crime ou délit, s'il y a lieu de s'attendre à leur amendement et si leur lieu de naissance est connu. La sentence de suspension de la peine ne pourra pas avoir lieu à l'égard de privation de liberté venant à remplacer des amendes, en cas d'insolvabilité.

« A l'expiration du temps déterminé par la sentence, le tribunal décrétera l'abrogation de la peine. La disposition statuant ajournement de l'exécution de la sentence de condamnation n'entraînera pas une invalidation des peines supplémentaires (*Nebenstrafen*) ou des conséquences juridiques de la sentence. Si l'accomplissement de ces conséquences juridiques venait à coïncider avec le moment d'accomplissement de la peine, ce moment sera jugé

accompli à l'époque où le tribunal statuera l'abrogation de la peine. » Cette proposition n'a pas reçu encore la sanction législative.

Ainsi, Messieurs, c'est à la France et à notre président honoraire, M. Béranger, qu'appartient l'honneur d'avoir soulevé les premiers cette question dans le domaine de la législation pénale. Mais c'est la Belgique qui, le premier de tous les États, l'a introduite dans son code par la loi du 31 mai 1888, dans les termes suivants :

« Les cours et tribunaux, en condamnant à une ou plusieurs peines, peuvent, lorsque l'emprisonnement à subir, soit comme peine principale ou subsidiaire, soit par suite du cumul de peines principales et de peines subsidiaires, ne dépasse pas six mois et que le condamné n'a encouru aucune condamnation antérieure pour crime ou délit, ordonner par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution du jugement ou de l'arrêt pendant un délai dont ils fixent la durée à compter de la date du jugement ou de l'arrêt, mais qui ne peut excéder cinq ans.

« La condamnation sera considérée comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle pour crime ou délit.

« Dans le cas contraire, les peines pour lesquelles le sursis a été accordé et celles qui font l'objet de la nouvelle condamnation sont cumulées ».

Je n'ai pas besoin de mettre en regard de ces deux textes de loi le projet de M. Béranger, il est présent à la mémoire de tous (1).

J'arrive enfin au résumé des rapports présentés sur cette question, aux discussions du congrès de Saint-Petersbourg.

Onze rapporteurs ont traité cette question.

M. von Liszt, professeur à l'université de Hall. — Il admet qu'on doit restreindre, autant que possible, l'application des courtes peines de prison, et parlant des divers systèmes proposés en remplacement de cette peine, il s'arrête aux deux propositions sur la question, et conclut que l'admonition simple est une mesure trop peu efficace. Car, pour quelques-uns, elle n'a aucun effet intimidant, bien que, pour d'autres, elle puisse être plus grave et plus dure que quelques jours de prison.

(1) *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1890. p. 278.

Il la définit ainsi : *Pour l'homme d'honneur, l'admonition est un pardon avec humiliation pour le pardonné ; pour celui qui ne l'est pas, c'est le pardon avec l'humiliation pour la justice.*

Si à l'admonition on ajoute une caution de bonne conduite, c'est alors une condamnation conditionnelle à une peine pécuniaire, et il ne la croit pas convenable.

Il préfère sans restriction le système de la suspension de la peine, selon la loi belge du 31 mai 1888.

« Et, dit-il, afin que la culpabilité de l'accusé soit établie par un jugement qui aura force de chose jugée, on ne pourra lui pardonner qu'après que la faute aura été reconnue. » — Selon lui la suspension de la peine a tous les avantages de l'admonition répressive sans en avoir les inconvénients. Elle épargne la honte à l'homme honnête qui a commis pour la première fois une légère infraction ; elle conserve à la justice son caractère répressif sans lequel elle perdrait toute autorité ; enfin, en menaçant d'une prompte exécution de la peine en cas de récidive, elle conserve encore suffisamment le caractère préventif.

Il ne veut pas entrer dans les détails, parce que, dit-il, *le but des assemblées internationales n'est pas de rédiger des projets de loi, mais seulement de proclamer les principes dont doivent s'inspirer les législations.* La loi belge pourrait, à son avis, servir de modèle aux autres pays ; elle est susceptible, sans doute, d'amendements, mais pour y apporter des changements, il convient d'en attendre les résultats. Il conclut par cette prophétie : *La libération conditionnelle a fait le tour du monde, la condamnation conditionnelle l'imitera dans sa marche triomphale.*

M. de Kirchenheim, professeur à l'université d'Heidelberg, reconnaît qu'on doit apporter des remèdes aux funestes effets des courtes peines de prison, et il estime que l'admonition est un excellent moyen de punition pour les jeunes délinquants, et même indispensable dans quelques cas ; qu'elle devrait être appliquée seulement aux fautes légères commises par des délinquants non récidivistes, et qu'afin de la rendre plus efficace, on pourrait y ajouter une *caution judiciaire* comme l'a organisée le nouveau Code pénal italien, et en conservant toujours à cette mesure le caractère d'une peine.

Quant au second moyen de la condamnation conditionnelle, il s'en déclare nettement l'adversaire, parce que, selon lui, elle est contraire aux principes fondamentaux du droit pénal, et qu'elle

constitue une sorte de *bill* d'indemnité pour les actes criminels commis pour la première fois. Il lui reproche de provoquer des injustices et de l'arbitraire et de bouleverser les idées de morale et de droit pénal déjà si fort méconnues dans le peuple.

Comme tempérament, il propose que, dans aucun cas, la décision sur la suspension de la peine n'appartienne à l'autorité judiciaire, mais qu'elle soit réservée au pouvoir exécutif. C'est là une nouveauté assez curieuse de la part d'un professeur de droit.

M. Enrico Pessina, *professeur de droit pénal à l'université de Naples, et sénateur.* — Il déplore l'abus des petites peines de prison et les tristes conséquences qui en dérivent. Puis, venant à parler des moyens proposés pour remplacer cette peine, parmi lesquels il compte l'admonition répressive, dont il fait l'histoire, et la suspension de la peine, il finit par proposer la résolution suivante pour le prochain congrès : *La science pénitentiaire peut bien reconnaître comme des réformes recommandables pour la petite criminalité, l'adoption, soit de la réprimande judiciaire comme substitutif des peines d'emprisonnement de courte durée, aux termes des nouveaux codes du Portugal et de l'Italie, soit de la suspension de la peine, aux termes de la loi belge du 31 mai 1888.*

M. Antoine Woulffert, *professeur agrégé de l'université de Moscou.* — Ce rapporteur parle spécialement des avantages de l'admonition judiciaire comme remplaçant les courtes peines d'emprisonnement et ne devant être appliquée qu'aux conditions suivantes : l'admonition devra toujours conserver le caractère de moyen suppléant la peine, et n'être appliquée qu'à certaines infractions pour lesquelles la loi édicte la prison, la détention ou une peine pécuniaire.

Le juge devra décider, étant données les circonstances de la cause et la personne du coupable, si l'admonition est préférable à toute autre mesure pénale.

L'admonition, quand elle sera reconnue utile, devra être prononcée dans une forme solennelle. Dans le cas où elle serait reçue avec dédain et où le coupable aurait une conduite indécente à l'audience, la peine plus forte après celle de l'admonition devrait lui être appliquée.

Quand un individu déjà censuré commettra dans l'année un nouveau délit, il sera, pour celui-ci, condamné au maximum de la peine.

Tout en se prononçant en faveur de l'admonition judiciaire, il reconnaît cependant la grande utilité de l'autre système destiné à restreindre l'application de l'emprisonnement, c'est-à-dire la condamnation conditionnelle inaugurée en Belgique par la loi du 31 mai 1888. Il serait d'avis de combiner les deux systèmes pour obtenir une plus grande graduation des peines ; puisque, pour certains délinquants la seule condamnation à l'emprisonnement, bien que conditionnelle, peut être une flétrissure trop sensible et peu juste.

M. Garofalo, *vice-président du tribunal de Naples*. — Il propose que toutes les peines de réclusion, de détention, ou de prison ne soient jamais prononcées pour moins de six mois.

Quand le juge croira devoir appliquer ce spécial *minimum* de peine et que le coupable sera digne d'indulgence pour sa bonne conduite antérieure, il ordonnera un sursis à l'exécution du jugement, à la condition que, dans l'espace de cinq ans, celui-ci n'encoure pas une nouvelle condamnation.

S'il y a une *partie lésée*, ledit sursis ne pourra être accordé qu'après qu'il y aura eu réparation pour les dommages soufferts, ou que le coupable aura indemnisé le plaignant en lui payant une somme déterminée et acceptée par lui. Le sursis pourra être encore accordé afin que le coupable puisse payer, par acomptes et en proportion de ses gains, une somme convenue et fixée par le juge ; et en cas de non paiement de la première échéance, la peine deviendrait immédiatement exécutable.

Ces conditions devraient s'appliquer avec plus ou moins de douceur selon les différents pays et les diverses circonstances, et la condamnation conditionnelle ne devrait jamais être accordée quand la forme du délit prend un caractère endémique et imitatif, ou quand il a été accompli par une secte ou une association de malfaiteurs, ou même au cas où le plaignant par menace ou intimidation de la part du coupable se contente d'une indemnité dérisoire et retire sa plainte. On pourrait encore faire travailler le délinquant insolvable au profit de la partie lésée, au cas où l'indemnité ne serait pas payée.

Par ces moyens on arriverait à la suppression de ces peines correctionnelles et on épargnerait aux coupables la honte de la prison avec sa dépravation, son oisiveté ou son stérile travail.

Enfin il se prononce délibérément contre le système de l'admonition judiciaire.

M. Makarow, *procureur impérial à Saint-Petersbourg*. — Le système des admonitions et réprimandes judiciaires ne peut remplacer avec utilité les peines d'un autre genre, qu'autant que, par cas exceptionnel et sur quelques individus, il peut avoir une influence salutaire. [D'où il conclut qu'il ne faut pas ériger en règle générale ce qui sera toujours l'application d'un cas plus ou moins rare, mais bien résister au désir de substituer à tout prix ce système aux courtes peines d'emprisonnement parce qu'elles peuvent être pernicieuses sous plusieurs rapports, et réfléchir mûrement avant d'adopter à la place d'une mesure reconnue peu satisfaisante, une autre qui le sera peut-être encore moins.

M. Sloutchewsky, *professeur à l'école de droit de Saint-Petersbourg*. — Au sujet de la condamnation conditionnelle, après avoir exposé dans quelles conditions un tel système a été introduit dans les différentes législations, il démontre à quels inconvénients il peut donner lieu, et, tout en le reconnaissant digne d'examen, il ne le croit applicable que dans très peu de cas et seulement quand les conditions spéciales d'un pays permettront d'attribuer au juge des pouvoirs aussi étendus et de constater, d'une manière précise, les cas dans lesquels les condamnés ne satisferont pas aux conditions dont on fait dépendre leur libération.

Par suite il est d'avis qu'il vaut mieux rechercher d'autres moyens pour combattre les pernicieux effets des courtes peines d'emprisonnement en s'occupant de la réforme intérieure de la peine en question.

M. Thalberg, *professeur à l'université de Kiew*. — Il admet en principe que l'idée de remplacer les courtes peines d'emprisonnement par les systèmes de l'admonition judiciaire et de la condamnation conditionnelle est louable, mais il fait observer que de telles mesures supposent de hautes qualités morales et un sens exquis de l'honneur chez les personnes qui en doivent être l'objet et que, d'autre part, il est constaté par les statistiques une augmentation continuelle des délits et des récidives ; il ne croit donc pas qu'il soit utile, dans de telles conditions d'atténuer la répression pénale, il voudrait, au contraire, la rendre plus rigoureuse. En tous cas ces mesures ne pourraient s'appliquer qu'avec de grandes restrictions et avec une extrême prudence.

Il conclut qu'on arriverait plus aisément à diminuer les effets nuisibles de l'emprisonnement en faisant une plus large applica-

tion du système des amendes et en perfectionnant l'organisation des travaux obligatoires.

Messieurs, si vous ne me trouvez pas trop long, je crois qu'il serait peut-être utile d'ajouter à ce rapport de M. Talberg les chiffres statistiques qu'il a fournis ; il y en a très peu, les voici :

« Les faits, dit-il, ne semblent guère justifier une telle proposition d'atténuation ; dans les États européens, la criminalité n'a cessé de s'accroître. D'après les plus récentes statistiques, pendant la dernière période de cinquante ans (1836 à 1885), le nombre des délits, en France, a augmenté de 250 p. 100, et celui des récidives de 17 p. 100. En Angleterre, pendant une période de vingt-cinq années (1857-1882) la criminalité a doublé ; en Prusse, elle a subi pendant la période 1854-1882 une augmentation de 150 p. 100. Les cas de récidive ont triplé en Belgique pendant la période 1835-1881 (1). »

J'arrive maintenant au rapport de notre Président, M. le conseiller Petit, mais je n'aurai pas le mauvais goût d'en faire le résumé, du reste, chacun de nous, l'a lu, il a été publié dans le Bulletin, et je crois avancer ma tâche en vous engageant à vous y reporter.

Il en est de même pour M. Dreyfus qui, ayant été rapporteur de cette question au congrès de Rome, a tenu à envoyer au congrès de Pétersbourg un rapport où il conclut à peu près dans les mêmes termes qu'il avait conclu à Rome. « Il est opposé à l'admonition qui n'a pas, dit-il, le caractère d'une vraie peine et qu'il faut appliquer seulement en matière disciplinaire ; quant à la condamnation conditionnelle il la croit plus utile et en recommande l'adoption. »

J'arrive enfin au dernier des rapporteurs : M. Puybaraud, inspecteur général des services administratifs au Ministère de l'intérieur. Il est favorable aux deux propositions, l'admonition et la suspension de la peine. Voici quelles sont ses conclusions :

« *Système de l'admonition.* — Depuis l'âge fixé par la loi comme point de départ de la responsabilité pénale jusqu'à l'âge fixé pour la plénitude des droits civils, l'individu qui aura commis une infraction à la loi pénale jouira du bénéfice de l'admonition quand

(1) *Bulletin de la Société générale des prisons* 1888, p. 934-936; *Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale*, juillet 1887, p. 31 et 32.

l'infraction par lui commise n'aura porté aucun préjudice matériel à autrui ou lorsque le dommage aura été préalablement réparé.

« Si les conséquences de l'infraction à la loi pénale sont irréparables ou si satisfaction n'a point été donnée à la partie lésée dans une mesure suffisante, l'inculpé sera puni conformément à la loi. »

« *Système de la suspension de la première peine.* — Tout individu ayant atteint l'âge de l'exercice de ses droits civils, lorsqu'il sera traduit en justice *pour la première fois*, bénéficiera de la *suspension* de la peine prononcée contre lui, dans les deux cas suivants : 1° Si l'infraction à la loi pénale commise par lui n'a causé aucun préjudice à autrui ; 2° Si l'infraction pénale commise par lui ayant même causé un dommage matériel à autrui, ce dommage a été préalablement à la poursuite, réparé dans des conditions telles que la justice apprécie que tout préjudice ait disparu.

« Si les conséquences de l'infraction à la loi pénale sont irréparables ou si satisfaction jugée suffisante n'a point été fournie à la partie lésée, la peine prononcée contre l'inculpé sera exécutée conformément à la loi.

« En cas de récidive, la nouvelle condamnation quelle qu'en soit la cause, s'ajoutera à la première demeurée en suspens, et l'une et l'autre seront subies consécutivement.

« L'extrait du casier judiciaire délivré à un particulier sur sa demande ne portera jamais mention de l'admonition. Il ne mentionnera pas la première condamnation tant que l'effet en demeurera suspendu. Dès qu'une seconde condamnation aura été prononcée, la première figurera ainsi que les suivantes à l'extrait délivré.

« En matière de contravention de simple police, c'est-à-dire d'inobservation des règlements d'administration locale, l'admonition préalable devra toujours être prononcée, quel que soit l'âge du contrevenant à condition qu'il y ait eu auparavant réparation du dommage causé. »

Je suis arrivé, Messieurs, à la fin de mon résumé des différents rapports; je ne pourrais, même si j'en avais le désir, vous présenter des conclusions, puisque, comme vous l'avez vu, les opinions des rapporteurs sont diverses et contradictoires et que, par suite de ces divergences, le congrès en assemblée générale a conclu de renvoyer la question aux délibérations d'un autre congrès. Je

me contenterai de rappeler que, sur les onze rapports, dont je viens de faire le résumé, trois seulement sont favorables à l'adoption des deux systèmes de l'admonition judiciaire et de la suspension de la peine; par contre deux rapports sont opposés à ces deux propositions; enfin, tandis que trois autres rapporteurs sont favorables à l'admonition et opposés à la suspension de la peine, les trois derniers sont défavorables à l'admonition et au contraire partisans de la suspension de la peine.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un désire-t-il présenter des observations à la suite du rapport que M. Le Courbe a eu la bonté de nous faire et dont nous lui sommes tous reconnaissants ?

Si personne ne désire prendre la parole sur cette question, elle devra être considérée comme épuisée. Vous venez d'entendre le résumé de ce qui s'est passé à Saint-Petersbourg. Le congrès n'a pas voulu prendre de parti sur la question; de sorte que voilà deux congrès consécutifs qui, en face d'une question nettement posée, se dérobent à une solution. La divergence des opinions se manifeste par la divergence des rapports.

Je pense que nous ne pouvons pas prolonger indéfiniment le débat sur cette question, nous en avons d'autres à soumettre à vos discussions. Du reste, tous les arguments à l'appui d'un système comme à l'appui de l'autre ont été énoncés.

Je crois donc que nous devons clore la discussion. Nous n'avons pas de vote à émettre : nos statuts disent que les travaux soumis aux réunions ne sont l'objet d'aucun vote; toutes les opinions se sont manifestées librement — on peut en trouver la trace dans notre Bulletin — des arguments ont été indiqués de part et d'autre, mais il me semble que nous avons consacré assez de temps à cette étude considérable de la question qui va revenir devant la Chambre, pour que nous puissions aborder l'examen d'autres questions.

M. LE COURBE. — Je dois faire connaître à la réunion les lettres qui ont été adressées à M. le Président par M. le Ministre de l'instruction publique, demandant que la Société prenne part au prochain Congrès des Sociétés savantes et appelant spécialement l'attention sur deux sujets d'étude qu'il désirerait voir discuter. L'une des questions a trait aux conditions de l'habitation dans différentes parties de la France spécialement à l'usage des paysans. La seconde s'occupe des changements qui sont survenus depuis cinquante ans dans le salaire des ouvriers et dans les conditions matérielles de leur existence.

M. ARBOUX. — Cela paraîtra dans le Bulletin ?

M. LE COURBE. — Ces sujets ne sont pas pénitentiaires et ne seraient pas à leur place dans le Bulletin. Les personnes qui désireraient prendre connaissance de ces thèses pourront les trouver à notre secrétariat.

Puisque nous avons le plaisir d'avoir parmi nous M. James-Nattan, il pourrait entretenir l'assemblée du rapport qu'il va présenter au nom de la Société, au prochain congrès des Sociétés savantes.

M. JAMES-NATTAN. — Je crois qu'il serait peut-être un peu prématuré de donner aujourd'hui quelques indications. Ce que je puis dire, c'est que la Société a bien voulu me charger d'un rapport sur la question de la transportation proposée à l'examen du prochain congrès des Sociétés savantes qui aura lieu à la Pentecôte.

Ce rapport a été examiné par la première section de notre Société qui a bien voulu donner au rapporteur un grand nombre d'indications fort utiles ; celui-ci doit s'entretenir avec M. de Lavergne, chef du bureau des colonies au Ministère de la marine, pour faire certaines modifications. Dès que ces modifications seront faites — et elles le seront dans un très bref délai — le rapport paraîtra dans le Bulletin de la Société et pourra être discuté en assemblée générale.

M. LE COURBE. — Il serait peut-être bon que les membres de la Société connussent à l'avance la question qui sera débattue au Congrès des Sociétés savantes. Nous sommes convaincus que M. Nattan fera dans un délai assez rapproché le rapport qui lui a été confié et chacun de nous, en le lisant, pourra se faire une opinion. Je propose de mettre la question au prochain ordre du jour.

M. JAMES-NATTAN. — Je puis m'engager à faire mon rapport pour ce moment.

M. LE PRÉSIDENT. — Il faudra porter à l'ordre du jour de la prochaine réunion d'autres questions que celle dont il vient d'être parlé, par la très bonne raison que pour qu'une discussion soit sérieuse il faut qu'on ait sous les yeux un document sérieux.

Le rapport de M. Nattan sera très complet, puisqu'il veut bien tenir compte des observations qui lui ont été indiquées et compléter son travail par les renseignements qu'il compte demander à des personnes compétentes.

Je crois que nous aurons à la prochaine séance des rapports sur les questions discutées aux congrès de Saint-Petersbourg et d'Anvers. M. Joly a bien voulu se charger d'un de ces rapports, lesquels pourront donner lieu à des échanges d'observations.

M. LE COURBE. — Nous avons inscrit à notre prochain ordre du jour le rapport de M. Voisin, sur les travaux de la troisième section du congrès de Saint-Petersbourg.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons pas de rapport sur le congrès d'Anvers. Mais je dois dire que trois personnes ont bien voulu se charger de rapports à ce sujet. Il y a le rapport de notre nouveau collègue M. Berthélemy, professeur agrégé de la faculté de Lyon, celui de M. le président Flandin, et un dernier de M. de Mouléon, qui a été transmis par M. le sénateur Bérenger.

— Dans tous les cas nous aurons, à la prochaine séance, le rapport de M. Félix Voisin sur les travaux de la troisième section du Congrès de Saint-Petersbourg. M. Félix Voisin n'écrit pas son rapport, mais vous aurez autant de plaisir que de profit à l'entendre. Nous espérons aussi que notre très zélé collègue, M. le pasteur Robin, consentira à nous faire un rapport oral sur le congrès d'Anvers.

La séance est levée à 5 h. 50.

Le Secrétaire,
GRIPON.

RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX DE LA DEUXIÈME SECTION

DU

CONGRÈS INTERNATIONAL D'ANVERS

*Pour l'étude des questions relatives au patronage des détenus
et à la protection des enfants moralement abandonnés.*

OCTOBRE 1890

DEUXIÈME SECTION. — PATRONAGE DES DÉTENUS ET DES LIBÉRÉS

La 2^e section s'est réunie les 10 octobre et jours suivants au palais du Gouverneur. M. Bérenger, sénateur, membre de l'Institut et du Conseil supérieur des prisons a été nommé *Président de la section* à l'unanimité des membres présents.

Ont été nommés ensuite :

Vice-président: M. Fuchs, conseiller intime des finances à Carlsruhe.

Secrétaires: M. Alphonse Ryckmans, avocat, à Anvers, et M. Seitz, président du consistoire protestant d'Anvers.

Le programme de la section se composait des questions suivantes :

1^o *Quel est le meilleur système pour le patronage des détenus et des libérés ?*

2^o *L'institution des asiles provisoires doit-elle être recommandée ? Comment ces asiles doivent-ils être organisés ?*

3^o *La surveillance spéciale de la police peut-elle se concilier avec l'œuvre du patronage ?*

Est-il possible de remplacer la surveillance de la police et comment ?

Si elle doit être maintenue, comment faut-il l'organiser ?

D'intéressantes discussions se sont établies sur chacune de ces questions surtout sur l'utilité des asiles, leur organisation, les visites dans les prisons, les abus du casier judiciaire, entre

MM. *Fuchs*, *Stevens*, directeur de la prison de Saint-Gilles de Bruxelles, *Bérenger*, sénateur, *De Latour*, directeur général des prisons et de la sûreté publique en Belgique, *Layton-Lowndes* ancien président du tribunal à Schrophire (Angleterre), *Rethaan-Macaré*, officier de justice près le tribunal d'arrondissement de Harlem (Pays-Bas), *Bogelot*, avocat à la cour d'appel de Paris, *de Trooz*, membre de la Chambre des représentants, président du comité de patronage de Louvain, *Ross*, inspecteur de la prison départementale de Strasbourg, *Pellat*, inspecteur général des services pénitentiaires en France, *Batardy*, secrétaire particulier du Ministre de la justice de Belgique, *Flandin*, vice-président du tribunal civil de la Seine, *Seitz*, *de Monléon*, secrétaire général de la Société générale pour le patronage des libérés de Paris, *Guelton*, avocat à Louvain, *Nyssens*, professeur de droit criminel à l'université de Louvain, les aumôniers des prisons de Bruxelles, Anvers et Louvain.

Quatorze résolutions ont été arrêtées :

1° Le patronage des libérés est le complément indispensable de tout système pénitentiaire normal.

2° Il doit revêtir la forme la mieux appropriée aux traditions, aux mœurs et à la législation de chaque pays.

Sans en proscrire aucune, le Congrès considère que, pour produire tous ses effets, le patronage doit surtout être l'œuvre de l'initiative privée, encouragée et soutenue par l'appui moral, et, s'il est besoin, par les secours financiers des Gouvernements.

3° Le Congrès émet le vœu qu'il se crée des sociétés de patronage dans tous les lieux où il existe un établissement de répression, avec une organisation qui permette de suivre les libérés aux lieux où ils se rendent.

4° Le Congrès émet le vœu de voir les comités de patronage se recruter parmi toutes les classes et professions et s'assurer la collaboration, non seulement des chefs d'industrie, mais encore des contremaîtres et ouvriers ou des corporations représentant les corps d'état.

5° Il recommande de rattacher entre elles les institutions de chaque pays par une organisation centrale, qui, tout en conservant à chaque société son caractère propre et son autonomie, multiplie ses moyens d'action par l'échange des idées et des informations, et l'association des efforts.

6° Il est en outre désirable que des relations s'établissent entre

les institutions des divers pays, pour favoriser l'action commune, dans les termes du vœu émis par le récent congrès de Saint-Petersbourg.

7° Le patronage doit être préparé avant la libération. A cet effet des visites sont faites dans les prisons par des membres des sociétés agréées par le Gouvernement, en respectant les règlements de la prison et sans empiéter sur les attributions du service pénitentiaire.

8° Le patronage consiste avant tout dans la recherche, et, s'il est possible, dans l'organisation du travail.

La réconciliation avec les familles ou les anciens patrons, le rapatriement, l'expatriation et, pour les jeunes gens, la mise en apprentissage et l'engagement militaire, suivant les usages des divers pays et les circonstances, sont également recommandés.

9° Le secours en argent ne doit être admis qu'exceptionnellement, pour un besoin déterminé et le plus souvent à titre de prêt.

10° Le patronage doit, autant que possible, comprendre l'assistance des membres de la famille à la charge du détenu ou du libéré.

11° Il conviendrait que le pécule du libéré pût être confié aux sociétés de patronage pour lui être remis par fractions et suivant ses besoins.

12° Le Congrès considère, suivant le vœu émis par le congrès de Saint-Petersbourg, comme une entrave réelle pour le patronage, comme un obstacle à toute reprise du travail et par conséquent comme une cause fatale de rechute pour les condamnés libérés, la divulgation qui serait trop facilement faite aux particuliers des renseignements contenus aux casiers judiciaires ou se trouvant entre les mains de la police.

13° Les refuges ou asiles qui ont pour but de recueillir, à titre essentiellement provisoire, les libérés sans ressources ou de leur donner du travail, à défaut de placement à l'extérieur, sont un moyen d'action nécessaire pour les sociétés qui ont à assister un grand nombre de patronnés. La division des libérés par petits groupes est recommandée partout où elle peut être établie sans trop de frais.

Les principes essentiels pour l'organisation des asiles consistent dans la libre entrée, la libre sortie, un règlement précis sur la durée du séjour et les motifs de prolongation, un régime simple, une discipline appropriée au but moral à atteindre et l'installation de moyens pour procurer du travail aux réfugiés.

14° La mise sous la surveillance de la police est un grave obstacle à l'œuvre du patronage. En l'état de la législation pénale, il serait désirable que l'individu placé sous la surveillance spéciale de la police fût relevé de cette surveillance, pendant qu'il est soumis à l'action du patronage, soit par la grâce, soit par la libération conditionnelle.

L'article 4 a été inséré sur la proposition de M. Batardy ; quant à l'article 7, il a été voté malgré l'opposition de MM. Stevens et Ross qui y voient de grands inconvénients au point de vue de l'administration pénitentiaire. M. Béranger a été désigné pour faire le rapport sur les travaux de la section et a défendu ses résolutions à l'assemblée générale.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 14 OCTOBRE

L'assemblée générale du Congrès a eu lieu à deux heures de l'après-midi dans la salle du conseil départemental sous la présidence de M. Jules Guillery, avocat, ancien président de la Chambre des représentants, président de la fédération des comités de patronage de Belgique, pour discuter et approuver les résolutions de la 2^e section.

M. Le Jeune, ministre de la justice, assistait à la séance.

M. Béranger a fait un rapport verbal dans lequel il a développé les propositions soumises au Congrès.

Une discussion s'est élevée sur la 2^e et sur la 14^e.

Sur le premier point, M. Nyssens a demandé que la personnalité civile fût reconnue aux sociétés de patronage : l'assemblée n'a pas cru qu'elle pût être accordée de plein droit, laissant à chaque Gouvernement le soin de prescrire les conditions auxquelles la reconnaissance de l'utilité devait être soumise.

Sur le second point, M. Van Schoor, procureur général près la cour d'appel de Bruxelles, soutenu par M. Smekens, président du tribunal de 1^{re} instance d'Anvers, a exprimé la crainte que la rédaction proposée par la section n'impliquât un vœu en faveur de l'abolition de la surveillance de la haute police, et, tout en se montrant disposé à admettre des modifications aux règles sur lesquelles repose cette institution dans la plupart des législations, il a insisté sur la nécessité de son maintien contre les individus dangereux.

M. Flandin, vice-président du tribunal civil de la Seine, et M. Thiry, professeur à l'université de Liège, vice-président de la

fédération des comités de patronage de Belgique, ont représenté avec force les inconvénients de la surveillance et se sont montrés favorables à sa suppression. M. Rethaan-Macaré dit, de son côté, que cette pénalité n'existait plus dans les législations des Pays-Bas et que son absence n'avait donné lieu à aucun inconvénient. M. Béranger, rapporteur, fait observer que le vœu soumis par la section à l'assemblée générale n'implique pas la question délicate soulevée par M. Van Schoor. La section, tout en se montrant peu favorable au maintien de la surveillance de la haute police, n'a pas cru devoir proposer à cet égard une solution : elle s'est bornée à demander que, lorsqu'un individu placé sous la surveillance réclamerait le patronage, le Gouvernement considérât que l'action de la société était d'une efficacité au moins égale à celle de la police, et qu'il fit cesser par la grâce, ou plutôt par la libération conditionnelle, les effets de la surveillance pendant la durée du patronage.

Ainsi formulé, ce vœu ne peut présenter aucun des inconvénients qu'on paraît redouter, puisque, si l'individu est indigne, la société ne tardera pas à lui retirer le patronage et la surveillance pourra reprendre son effet.

La section considère cette mesure comme tout à fait indispensable, le patronage lui paraissant incompatible avec l'exercice de la surveillance.

Après les explications données par M. le Rapporteur, l'assemblée générale a maintenu la proposition de la section. Sur l'article 10, relatif à l'assistance à donner aux membres de la famille du libéré, M. Rethaan-Macaré a demandé qu'elle soit aussi accordée aux membres de la famille du détenu, car c'est surtout pendant la détention du condamné que la femme et les enfants peuvent se trouver sans aucune ressource.

La commission et ensuite l'assemblée générale acceptent cet amendement. Toutes les autres propositions sont votées sans modification et la séance levée à 4 heures.

Paul DE MONLÉON,
*Secrétaire général de la Société générale
pour le patronage des libérés.*

RAPPORT

SUR LE

CONGRÈS INTERNATIONAL D'ANVERS

La clôture du 4^e congrès pénitentiaire, tenu à Saint-Petersbourg, venait à peine d'être prononcée, et les résolutions qu'on y avait prises étaient encore inconnues du public, lorsque le Gouvernement belge eut l'idée de provoquer une nouvelle consultation de spécialistes sur quelques-uns des plus intéressants problèmes de la science pénale.

La France fut dignement représentée à Anvers, autant par le nombre de ses délégués que par la valeur exceptionnelle de quelques-uns d'entre eux.

Deux sections sur trois ont été présidées par nos compatriotes, MM. les sénateurs Théophile Roussel et Béranger; sur six rapporteurs chargés de défendre en assemblée publique les idées qu'ils avaient fait triompher en section, quatre étaient Français aussi : MM. L. Brueyre, Béranger, Paulian et le signataire de ces lignes.

Les débats ont été dirigés avec autorité par l'ancien président de la Chambre des représentants, M. J. Guillery.

Le congrès a duré une semaine. Plusieurs des séances ont été honorées de la présence de M. Le Jeune, ministre de la justice.

Les questions soumises aux quatre grands Congrès précédents se réfèrent également aux trois divisions de la science pénitentiaire : à ce qui concerne la *répression*, à ce qui concerne l'*amendement*, à ce qui concerne la *prévention*.

La tâche des congressistes d'Anvers était plus spéciale : les mesures préventives étaient seules en cause, mesures à l'égard des enfants abandonnés, mesures à l'égard des mendiants ou des

vagabonds, mesures à l'égard des prisonniers libérés. Le champ à parcourir étant moins vaste, nous avons eu le loisir de le mieux connaître et nos discussions ont gagné en profondeur ce qu'elles perdaient en étendue.

Quelques idées nouvelles se sont fait jour ; d'autres ont triomphé qui n'avaient été, jusque-là, que timidement soulevées. Une marche certaine vers le progrès se révèle à la comparaison des délibérations de cette assemblée et des débats antérieurs.

PREMIÈRE SECTION. — PROTECTION DE L'ENFANCE

Les questions posées au Congrès sur la protection de l'enfance étaient surtout des questions de classement et de méthode. Les congressistes ont étendu le débat ; ils ont soulevé et résolu d'importantes questions de principe.

J'accorderai à celles-ci une attention spéciale. Je ne signale les autres que pour mémoire.

Par quel régime, nous demandait-on, convient-il d'assurer le développement physique, intellectuel et moral des enfants qui, à des titres divers, doivent être mis sous la tutelle de l'autorité publique, spécialement :

Des enfants délinquants ou ayant commis un acte que la loi qualifie crime ou délit ;

Des enfants vagabonds ;

Des enfants moralement abandonnés ?

A ces divisions de fait, nous avons substitué les distinctions plus logiques admises par l'administration française, entre les enfants assistés, les enfants moralement abandonnés, et les enfants condamnés.

1° Les enfants trouvés, les orphelins — ceux qui portent chez nous le nom d'*enfants assistés* — doivent être confiés à des familles d'agriculteurs ou d'artisans ; c'est là qu'ils recevront, aux moindres frais, l'éducation la mieux appropriée à leur condition.

Ce mode de protection atteint mieux que tout autre le double but auquel on doit tendre ; il remplace pour l'orphelin la famille absente ; il lui procure l'apprentissage du métier dont il vivra plus tard.

M. Brueyre a rappelé les excellents résultats obtenus par le placement dans les familles appliqué aux tout jeunes enfants.

« Autrefois, nous a-t-il dit, on plaçait le jeune enfant chez une nourrice de campagne ; puis vers l'âge de trois ou quatre ans, on le faisait ramener à l'hospice dépositaire. . . . On laisse aujourd'hui l'enfant chez sa nourrice sans le rappeler. Il se produit entre la nourrice et le nourrisson un phénomène d'ordre psychologique, où la nature, accomplissant silencieusement son œuvre, crée des sentiments voisins de ceux de mère à enfant. . . .

« L'enfant assisté fait partie intégrante de la famille des paysans qui l'ont élevé ; il en partage le sort ; il en pratique le métier ; rien ne l'en différencie. »

Ces paroles si pleines de sens expliquent la supériorité du système de placement dans les familles ; elles contiennent en même temps la limitation des espérances qu'il peut faire concevoir.

Je ne partage pas l'admiration enthousiaste de certains de nos collègues du Congrès pour le même système, lorsqu'il s'agit de l'appliquer à des sujets qu'on prend à un âge relativement avancé, à huit ans par exemple.

Mais mon opinion personnelle importe peu ; c'est l'avis contraire, défendu avec un talent auquel je me plais à rendre hommage, par M. le professeur Thiry, qui l'a emporté. Une fois de plus, l'excellence du placement dans les familles a été proclamé sans restriction pour la catégorie des enfants assistés.

La catégorie des enfants *moralement abandonnés* comprend ceux qui, « par suite des infirmités, de la négligence, des vices de leurs parents ou d'autres causes, se trouvent livrés à eux-mêmes et privés d'éducation. »

Pour apprécier en connaissance de cause les moyens d'éducation recommandés par le Congrès à l'égard de cette classe d'enfants, il ne faut pas perdre de vue les considérations suivantes :

1° Il ne s'agit presque jamais d'enfants du premier âge ; les plus petits n'ont guère moins de cinq années.

2° Ces enfants ne sont pas nécessairement vicieux. On a vu qu'ils comprenaient les enfants de parents incapables en même temps que les enfants de parents indignes : les premiers seront ordinairement parfaitement sains. Au point de vue du traitement qu'il convient de leur appliquer, il n'y a pas de différence entre eux et les enfants assistés. Mais il est certain que les plus nombreux parmi les enfants moralement abandonnés sont ceux de parents indignes ; or il est à peu près impossible que ceux-ci n'aient pas subi dans leurs premières années les plus pernicieuses

des influences. Fils d'ivrognes ou de prostituées, habitués à prendre le mal pour le bien, rompus de bonne heure à toutes les débauches, dressés au vol parfois, à la mendicité presque toujours, ils constituent cette armée de petits vagabonds dépenaillés, ramasseurs de bouts de cigares, ouvriers de portières, marchands de lacets, attirant par leur jeunesse et leur mine piteuse, — ou provoquant par leurs obsessions — une imprévoyante charité, qui devient ainsi la pire des excitations au vice.

Ces enfants-là, que faut-il en faire ? On doit les soustraire à la puissance de leurs parents, tout le monde est d'accord sur ce point, et notre loi du 24 juillet 1889, qui autorise et parfois prescrit la déchéance de la puissance paternelle à l'égard des enfants moralement abandonnés, n'a trouvé au Congrès que des approbateurs.

Mais le problème n'est par là qu'à demi résolu : il faudrait dire encore suivant quelle méthode la société substituerait son action et sa surveillance à celles qu'on aura déclarées insuffisantes ou dangereuses.

Les réserves, que j'ai faites, en parlant du placement dans les familles au sujet des enfants assistés, préjugent, sur cette question, la solution que j'eusse désiré faire prévaloir. Pour les enfants moralement abandonnés, le placement dans les familles n'est que très exceptionnellement possible ; il est détestable s'il s'applique à un enfant vicieux ; il est médiocre toujours, puisqu'il ne s'agit pas d'un tout jeune enfant. Quelques congressistes, pourtant, n'ont pas craint de le proposer encore à titre de règle générale ; ils ont obtenu qu'il fût recommandé sur la même ligne que l'école d'apprentissage ou que le placement par groupes.

Peut-être, en se rendant à cette opinion qui me semble si peu pratique, le Congrès s'est-il laissé impressionner par une critique fort bien présentée, mais beaucoup trop sévère, dont les écoles d'apprentissage ont fait les frais.

Tous les remèdes ont du bon. Le tout est de choisir celui qui convient le mieux au mal dont on souffre : le quatrième vœu du Congrès ne signifie pas autre chose.

On y a joint un conseil que recommandaient tout à la fois les préceptes élémentaires d'une saine hygiène et d'une sage administration : « le placement des enfants moralement abandonnés sera, en règle générale, précédé d'une enquête sur la conduite et le caractère de l'enfant, la situation et la moralité de ses parents, et, s'il y a lieu, d'un temps d'observation et d'études spéciales sur l'enfant lui-même. »

La troisième catégorie d'enfants, suivant la classification de l'administration française, comprend ceux qui sont envoyés en correction. Elle se subdivise en trois branches :

1° Les enfants condamnés pour avoir commis des crimes et délits « avec discernement » (art. 67, c. p.) ;

2° Les enfants acquittés pour avoir agi sans discernement, mais envoyés jusqu'à leur vingtième année dans un établissement où ils recevront une éducation appropriée à leurs instincts ;

3° Les enfants emprisonnés par voie de correction paternelle.

C'est à propos de cette triple catégorie d'enfants qu'ont été débattues les questions de droit les plus importantes sur lesquelles le Congrès se soit prononcé.

L'une d'elles avait été posée en Russie quatre mois auparavant. « Quelles autorités, demandait-on, doivent être chargées de statuer sur le sort des enfants coupables, et sur quels éléments faut-il décider si les infractions par eux commises exigent une condamnation pénale, ou l'envoi dans une maison de correction, ou le placement dans un établissement spécial d'éducation ? »

Le congrès de Saint-Petersbourg n'a pas pris de résolution. Il décida (*Bulletin* n° 2) que la question serait réservée pour une prochaine assemblée « à raison de la diversité des opinions à débattre et de la complexité des solutions qu'elles pouvaient impliquer. »

Nous nous sommes montrés moins timides, moins divisés et peut-être aussi, moins prudents : c'est à la presque unanimité qu'a été formulée à Anvers, après une chaleureuse plaidoirie de M. Prins, une réponse radicale — je dirais volontiers révolutionnaire — aux questions analogues qui nous étaient soumises.

Lorsqu'on se préoccupe de l'influence de l'âge sur la responsabilité de l'individu, il apparaît que la vie humaine se partage en trois phases. La responsabilité pénale de l'enfant est nulle, celle de l'adolescent est douteuse, celle de l'homme est certaine. Il s'agit seulement de déterminer à quelles périodes de l'existence correspondent ces expressions. Or il est manifeste qu'il n'y a pas à cela de réponse absolue ; parce que le développement moral de l'homme, comme son développement physique, varie suivant les individus. Forcément, il faudra confier à un fonctionnaire, administrateur, juge ou juré, le soin d'apprécier la responsabilité dans toute hypothèse douteuse. Des présomptions seulement pourront limiter la liberté de cette appréciation.

C'est ainsi que la plupart des législations déterminent un âge au-dessous duquel l'irresponsabilité absolue est présumée. En Portugal et en Russie, on fixe cet âge à sept années, c'est le minimum. Dans quelques cantons de la Suisse, on le fixe à quatorze ans, c'est le maximum. Il va presque sans dire qu'en établissant ainsi l'impunité de certains enfants on permet toujours, contre les irresponsables par présomption, des mesures d'éducation correctionnelle. Cela répond aux objections soulevées contre la fixation d'une même règle pour des cas dissemblables.

En Belgique aussi bien qu'en France, aucune période d'irresponsabilité présumée n'a été fixée par le législateur. Les articles 66 et 67 de notre Code pénal (art. 71 et 72 du Code belge) laissent au juge, devant qui l'on renvoie un mineur de seize ans, le soin de décider si ce mineur *a agi ou non avec discernement*. Si la réponse est affirmative, le jeune âge de l'inculpé n'est plus qu'une excuse atténuante. La peine est diminuée ; mais il y a peine. Si la réponse est négative, le mineur est acquitté ; le tribunal peut seulement, suivant les circonstances, décider que l'enfant sera mis en correction pendant tel temps qui ne pourra excéder sa vingtième année.

L'infériorité de ce système ne vient pas, si l'on y regarde de près, de l'absence d'une limite au-dessous de laquelle la responsabilité n'existe pas. Pour la France, d'ailleurs, cette lacune n'est qu'apparente. Une circulaire du Ministre de la justice, en date du 26 mai 1855, rappelée par une instruction nouvelle en 1876, recommande aux membres du ministère public de s'abstenir de toute poursuite à l'égard des enfants de moins de huit ans.

Ce qui est défectueux en France et en Belgique, c'est la manière dont sont appliqués les articles 66 et 67 (71 et 72) ; et s'il était admis qu'on ne peut guère les appliquer différemment, ce serait la condamnation du principe écrit dans les textes.

Cette condamnation, le Congrès l'a prononcée en ces termes :

« La constatation du discernement visée par les législations positives en cas de poursuites exercées à la charge d'enfants de moins de seize ans, ayant commis des infractions, ne peut servir de base légale à la classification des enfants.

« Cette classification doit être laissée à l'administration. »

La formule radicale de cette résolution a été, après coup, l'objet de critiques assez nombreuses ; elles viennent de ce qu'on a mal compris la portée de ce qui était proposé.

Quelques-uns de nos collègues ont cru que nous voulions couvrir, en toute hypothèse, d'une présomption d'irresponsabilité absolue des actes commis par un mineur de seize ans; telle était peut-être la pensée de M. Prins; au moins est-il certain qu'elle n'était pas exprimée dans son projet de résolution; et pour ma part, en appuyant au nom des théoriciens français cette proposition d'un praticien belge, c'est autre chose que j'ai entendu soutenir. J'estime que c'est autre chose également que le Congrès a entendu recommander.

Le mineur de seize ans est-il ou n'est-il pas responsable? Telle est la question que nous ne voulons pas soumettre à un tribunal correctionnel ou à un jury. Mais il se peut qu'un mineur, après un examen que nous confierions à des fonctionnaires spéciaux, soit jugé responsable. Nous voulons qu'il soit alors renvoyé à ses juges naturels; nous laissons aux tribunaux correctionnels, ou au jury suivant les cas, le soin d'apprécier le fait et de punir le coupable. Voilà bien la question pour laquelle ils ont toute compétence. Leur rôle, leur mission est précisément de répondre à celle-ci, et rien qu'à celle-ci.

Si la formule adoptée par le Congrès devait entrer dans nos lois, voici, en un mot, comment les choses se passeraient: Tout enfant arrêté pour crime ou délit serait, par les soins du ministère public, remis à tels fonctionnaires que la loi déterminerait. Ces fonctionnaires feraient examiner le sujet au point de vue pathologique; une enquête serait faite par leurs soins, sur ses antécédents, sur sa famille, sur son éducation première; ils décideraient souverainement sur ces éléments, où le fait commis n'entre qu'à titre de cause occasionnelle de l'examen pratiqué, s'il y a lieu d'interner l'enfant dans une maison de correction, ou s'il doit être placé dans un établissement spécial d'éducation, ou s'il y a lieu enfin de le faire passer en justice, pour être jugé et condamné à raison du fait qu'il a commis. Nous ne pensons pas qu'un tel système soit impraticable, et que notre idéal soit une utopie.

La tâche qui a effrayé les congressistes de Pétersbourg est ainsi accomplie.

La question à laquelle je viens de consacrer ce long exposé en valait la peine. Une autre encore, non moins grave, plus nouvelle, a été tranchée aussi radicalement; elle est relative à l'emprisonnement par voie de correction paternelle.

On nous demandait quel traitement il convenait d'appliquer aux enfants incarcérés à ce titre. Le Congrès a répondu par cette

formule dépourvue de toute ambiguïté : « *l'emprisonnement par voie de correction paternelle doit être aboli.* »

Il ne suffisait pas, toutefois, d'effacer une institution dangereuse exceptionnellement, elle répondait à certains besoins : nous nous sommes préoccupés de leur donner une autre satisfaction, et nous avons spécifié que l'enfant incorrigible pourrait être, avec l'avis du juge, interné dans un *établissement d'éducation*.

Pour protéger l'enfant à l'égard duquel cette mesure deviendrait nécessaire, nous avons décidé, en outre, qu'il serait sage de le placer sous la tutelle de l'autorité publique. Puisque l'autorité paternelle s'est trouvée impuissante, il est indispensable qu'on y puisse substituer, à l'occasion, une tutelle mieux comprise, ou plus énergique ; c'est ce qu'on attendra de la tutelle administrative.

J'enregistre purement et simplement les vœux 6, 7 et 8 qui contiennent une critique fort douce de notre loi du 24 juillet 1889. Ils expriment l'avis du Congrès sur la déchéance de la puissance paternelle et sur les cas dans lesquels il peut y avoir lieu d'y recourir.

« Le Congrès émet le vœu que la déchéance de la puissance paternelle soit prononcée contre les parents ou ascendants frappés de condamnation pour crimes ou délits pouvant compromettre la moralité, la sûreté ou la santé de l'enfant.

« La déchéance sera obligatoire ou facultative selon la nature et la gravité des crimes et délits.

« La même déchéance pourra être prononcée contre les parents ou ascendants dont l'inconduite notoire, l'ivrognerie habituelle, les mauvais traitements ou les abus d'autorité compromettraient la moralité, la sûreté ou la santé de l'enfant.

« Les enfants de parents déchus seront placés sous la tutelle de l'autorité publique, à moins que la justice, n'en décide autrement.

« Il est désirable que la déchéance de l'autorité paternelle ne soit jamais prononcée d'une manière absolument définitive et irrévocable, mais que, dans tous les cas, celui qui l'a encourue puisse en être relevé judiciairement et reprendre l'exercice des droits qui lui sont nécessaires pour remplir à l'égard de ses enfants, le devoir d'éducation qui lui est imposé par la nature et par la loi. »

DEUXIÈME SECTION — PATRONAGE DES PRISONNIERS LIBÉRÉS

La 2^e section a été présidée par M. le sénateur Béranger ; il a été l'inspirateur de ses conclusions, le rapporteur de ses décisions. Le Congrès les a admises presque de confiance : c'est ce qu'il avait de mieux à faire. Leur ensemble constitue un petit code du patronage des libérés, un code dont les articles précis, clairs, complets se passeraient au besoin de commentaires.

Ces dispositions répondent à trois chefs :

1^o Des moyens propres à assurer l'efficacité du patronage et la prospérité des sociétés qui s'en occupent.

2^o Des formes du patronage aux regards des patronnés.

3^o De l'inconciliabilité du patronage avec certaines autres mesures préventives, notamment avec la surveillance de la haute police.

A. — Le patronage des libérés est, de toutes les formes de la charité, celle qui exige le plus exclusivement l'initiative privée.

Toute charité d'État est une charité obligatoire dont on ne doit de reconnaissance à personne. De tels bienfaits ne peuvent pas servir à moraliser ; ils ne laissent à celui qui donne aucune prise sur celui qui reçoit. Il ne convient pas que l'État soit charitable ; nous lui demandons de faire régner la justice ; le reste ne le regarde pas.

On objecte que certaines charités sont utiles à tous plus qu'à leurs destinataires ; celles-là, au moins, qui intéressent le bien public, ne sauraient être abandonnées à la seule initiative des particuliers ; car, si les particuliers négligeaient de s'en occuper, le bien public en souffrirait.

Nous répondons que la distance est énorme entre la charité faite par l'État et celle qu'il se contente de susciter, d'encourager, de subventionner.

Que l'État prenne les frais à son compte et ce sera le mieux ; mais qu'il nous délègue l'action. En cette matière, l'action est infiniment plus que l'argent.

L'État peut bien payer d'ailleurs en frais de mesures préventives ce qu'il économise en frais de répression. L'administration pénitentiaire de notre pays le comprend à merveille ; tout ce qu'elle exige de nous, c'est un effort nettement constaté ; à nos

demandes de subvention, elle répond par la maxime infiniment pratique : « Aide-toi, l'État t'aidera ». Elle se conforme ainsi de tous points au vœu émis en ces termes par le Congrès :

Pour produire tous ses effets, le patronage doit être l'œuvre de l'initiative privée, encouragée et soutenue par l'appui moral et, s'il est besoin, par les secours financiers des Gouvernements.

Le Congrès a émis également les vœux ci-après, qui se réfèrent au même titre :

Des sociétés de patronage doivent être créées dans tous les lieux où il existe un établissement de répression, avec une organisation qui permette de suivre les libérés aux lieux où ils se rendent. Les comités de patronage doivent se recruter parmi toutes les classes et professions et s'assurer la collaboration non seulement des chefs d'industrie, mais encore de contremaîtres et ouvriers ou des corporations représentant les corps d'état.

Les institutions de chaque pays doivent être rattachées entre elles par une organisation centrale, qui, tout en conservant à chaque société son caractère propre et son autonomie, multiplie ses moyens d'action par l'échange des idées et des informations et l'association des efforts.

Il est en outre désirable que des relations s'établissent entre les institutions des divers pays, pour favoriser l'action commune dans les termes du vœu émis par le récent congrès de Saint-Petersbourg.

B. — Le second chef auquel les rapports des solutions du Congrès d'Anvers en matière de patronage est relatif aux rapports des sociétés avec leurs clients, les patronnés.

Les différentes formes dont le patronage est susceptible sont à peu près les suivantes :

- 1° L'hospitalisation ;
- 2° La recherche d'un emploi ;
- 3° Les secours en vêtement ou en argent, soit au libéré, soit à ceux qui sont à sa charge ;
- 4° Le rapatriement ou l'expatriation ;
- 5° La réconciliation avec la famille ;
- 6° L'aide prêtée en vue de la réhabilitation.

Je ne fais pas une catégorie à part des simples conseils, des encouragements donnés aux libérés. Ils s'ajoutent à tout autre secours. Ils sont l'acte capital du patronage, quelquefois l'acte unique ; donnés avec autorité, avec fermeté, avec tact, ils peuvent avoir la plus grande efficacité,

Il est bon qu'il soient offerts avant la libération.

A cet effet, a dit le Congrès, des visites sont faites dans les prisons par des membres des Sociétés agréées par le Gouvernement, en respectant les règlements de la prison et sans empiéter sur les attributions du service pénitentiaire.

La plupart des autres actes de patronage ont eu leur place aussi dans les débats. La question de réhabilitation a été seule passée sous silence ; elle ne suscite pas de controverses.

L'hospitalisation, au contraire, a été longuement discutée, non quant à son principe, mais quant à sa forme. J'estime qu'on s'est montré trop favorable au système des asiles provisoires.

Je n'hésite pas à préférer de beaucoup la pratique que nous avons adoptée à Lyon. Deux sociétés charitables existent, avec lesquelles nous entretenons des relations continues : l'Hospitalité de nuit, l'Asile d'assistance par le travail ; nous adressons là et nous y retenons à nos frais (20 à 25 centimes par homme et par jour) les libérés auxquels l'hospitalisation doit être offerte. Cinq ou six libérés au plus, qui ne se sont jamais vus (nous avons soin de nous en enquérir), sont mêlés à quatre-vingts ou cent malheureux dont le passé est ignoré et dont l'honnêteté est présumée.

Est-ce un danger pour ceux-ci ? Nous ne le pensons guère, et si nous le pensions, nous nous dirions que ce danger est inévitable. On ne fait pas d'enquête sur les pauvres qui frappent librement à la porte de ces asiles. Combien dans le nombre, qui ne nous ont rien demandé, ne sont pas plus exempts de reproches que ceux qui viennent de notre part ? Volontiers, je préférerais les nôtres ; ils ont avoué leur péché ; les autres le dissimulent la plupart du temps.

L'asile spécial a été recommandé, cependant, comme un instrument indispensable quoique défectueux.

Les refuges qui ont pour but de recueillir à titre essentiellement provisoire les libérés sans ressources ou de leur donner du travail, à défaut de placement à l'extérieur, sont un moyen d'action nécessaire pour les sociétés qui ont à assister un grand nombre de patronnés.

La division des libérés par petits groupes est recommandée partout où elle peut être établie sans trop de frais.

Les principes essentiels pour l'organisation des asiles consistent dans la libre entrée, la libre sortie, un règlement précis sur la durée du séjour et les motifs de prolongation, un régime simple et une discipline appropriée au but moral à atteindre.

On a prohibé le secours en argent, sauf exception.

Les sociétés qui le pratiquent autrement font du patronage à rebours. L'une des exceptions — encore faut-il en user avec prudence, — a trait au cas où il s'agirait de secourir la famille du détenu ou du libéré. Une autre (on n'en a pas parlé au Congrès, mais tout le monde l'approuve) consiste dans l'avance destinée à faciliter au libéré le paiement des frais de son procès. Ce paiement est essentiel pour le cas où, plus tard, la réhabilitation serait demandée. L'argent avancé n'est pas trop risqué, puisqu'il retourne à la caisse de l' tat.

Il n'y a rien à signaler en ce qui touche la recherche d'un emploi, la réconciliation avec les familles, le rapatriement, l'expatriation, la mise des jeunes gens en apprentissage, leur engagement militaire ; ce sont les actes de patronage les meilleurs et les plus simples. Je signale seulement à nos agents chargés de la recherche des emplois et des rapports avec les patrons de bonne volonté cette recommandation déjà faite par le Congrès   Saint-Pétersbourg :

Le Congrès considère comme une entrave réelle pour le patronage, comme un obstacle à toute reprise du travail, et par conséquent comme une cause fatale de rechute pour les condamnés libérés, la divulgation qui serait trop facilement faite aux particuliers des renseignements contenus aux casiers judiciaires ou se trouvant entre les mains de la police.

C. — Le 3^e ordre de questions traitées au Congrès touchant le patronage, a trait à l'impossibilité de concilier cette mesure préventive avec certaines de celles qui sont prescrites dans nos lois, notamment avec la surveillance de la haute police.

Elle est, a dit le Congrès, un grave obstacle à l'œuvre de patronage.

En l'état de la législation pénale il serait désirable que l'individu placé sous la surveillance spéciale de la police f t relevé de cette surveillance pendant qu'il est soumis à l'action du patronage, soit par la grâce, soit par la libération conditionnelle.

La surveillance spéciale de la police est une mesure de défiance ; elle nuit à ce titre au relèvement et   la moralisation. Pour la plupart des ex-détenus, elle est   peu près superflue, tant il est facile de s'y dérober. Son inutilité devient complète lorsque le patronage est sérieusement pratiqué, puisqu'il s'y substitue, puisqu'il en a tous les effets pratiques, sans en présenter les inconvénients.

TROISIÈME SECTION. — MENDICITÉ ET VAGABONDAGE

La section chargée des questions relatives à la mendicité et au vagabondage a choisi pour rapporteur un des membres les plus sympathiques de l'assemblée, notre compatriote M. Louis Paulian.

L'excellent exposé qu'il a fait à l'appui des résolutions dont il était chargé de présenter la défense, a obtenu le succès dont il était digne, je veux dire un très grand succès. Il me suffit de résumer cet exposé pour justifier les opinions auxquelles nous nous sommes ralliés.

Quelles sont, demandait-on, les mesures préventives à prendre contre la mendicité et le vagabondage ?

La plupart des législations ont inscrit ces faits au nombre des délits. Cette manière de procéder est injuste parce qu'elle est trop absolue.

Les mendiants et les vagabonds comportent des types différents. L'infirme ne peut pas être traité comme le simple fainéant, lorsqu'il demande à l'aumône ce qu'il ne peut acquérir par le travail. Il faut ajouter que ceux-là même qui semblent vagabonder sans raison et mendier par métier comprennent toute une catégorie de gens qu'on peut appeler des vagabonds pathologiques. M. le professeur Bénédict a plaidé leur cause avec un rare talent. Ce sont des individus qui n'ont pas le *dos moral*, a dit spirituellement M. Masson ; ils ne savent pas, ils ne peuvent pas, moralement, se tenir debout.

La visite intéressante que les congressistes ont faite à la colonie de Merxplas, a fourni à ceux qui doutent de cette vérité l'occasion d'en faire la vérification expérimentale. L'établissement de Merxplas abrite tous les mendiants mâles, adultes, valides ou invalides du pays belge, mis à la disposition de l'administration par les tribunaux de police.

Ceux d'entre nous qui n'avaient pas l'habitude de voir de près les hôtes des prisons ont été frappés de l'étrangeté de ces physiologies ; l'aspect seul donne à penser que la plupart de ces malheureux ne sont pas des hommes comme les autres ; apparence trompeuse, disent les sceptiques, qui vient de leur costume, de leur face imberbe, de leur tête rasée !

Appellera-t-on de même ces particularités physiques signalées à tous par le professeur Bénédict ? Entouré d'un groupe de curieux, laissant les autres achever leur promenade à travers les salles, les

dortoirs, les ateliers, M. Bénédikt s'est plu à visiter les hommes, à les *expliquer* à ses collègues ; véritable clinique d'anthropologie, de craniologie, d'ostéologie. La démonstration a été si pressante, l'expérience si concluante, que la crainte du maître aurait pu être d'avoir dépassé le but ; ceux qui l'ont écouté ont gardé quelques instants cette vision que la prédisposition au vagabondage pouvait bien être, en toute hypothèse, une infirmité de notre pauvre nature, comme la surdité ou l'épilepsie.

Faisons la juste part à ces théories et retenons seulement pour indéniable, l'existence du type appelé par M. Bénédikt, *le vagabond pathologique*.

C'est pour celui-ci, aussi bien que pour les incurables de toute catégorie, qu'il faut reconnaître, dans une certaine mesure le droit de l'assistance. C'est pour lutter contre cette triste prédisposition qu'il faut *encourager et provoquer les mesures destinées à combattre l'alcoolisme qui en est, paraît-il, la cause la plus fréquente* ; mais il faut rayer de notre code les peines appliquées à ces malheureux, ce ne sont pas de vrais coupables. Le Congrès l'a dit en ces termes : *Tout individu reconnu absolument incapable de gagner sa vie a droit à l'assistance publique et ne peut être considéré comme mendiant ou vagabond, et être passible à ce titre de la loi pénale*. — Nous avons même été plus loin : sur la proposition du docteur Napias, nous avons spécifié — cela ne devait faire doute pour personne, et pourtant cela est contraire à la pratique de la plupart de nos hôpitaux — qu'un convalescent est encore un malade.

L'assistance publique a le devoir de garder ou d'aider efficacement les convalescents jusqu'à ce qu'ils aient acquis la force nécessaire pour exercer leur métier ou leur profession.

Ceux qui mendent par nécessité ou vagabondent par tempérament ne sont pas les seuls encore qu'il faille traiter plus doucement que ne le font nos codes.

La troisième résolution du Congrès a trait aux mendiants d'occasion, à ceux qui peuvent et veulent travailler, mais ne trouvent pas de travail. L'assistance pécuniaire leur est funeste, l'assistance par le travail leur est nécessaire.

C'est pour eux que le Congrès a voté le principe qui suit :

Les établissements et sociétés d'assistance publique et privée doivent compléter leur œuvre en s'occupant de rechercher du travail pour les indigents qu'ils assistent, et de les employer, en attendant, à un travail momentané qui couvrira une partie des frais de l'assistance donnée.

M. Georges Berry a fait ajouter un amendement. Faut-il avouer que nous appréhendons un peu qu'il ne reste à l'état de pure théorie? « Les administrations municipales sont invitées à employer *le plus possible les assistés dans les services publics.* »

Le Congrès a recommandé encore, pour les indigents qui encombrant les villes, le rapatriement dans les campagnes dont ils sont originaires, et qu'ils auraient mieux fait de ne pas quitter.

Telle est la part qui revient à la charité dans cette œuvre de préservation sociale. Le reste est de la compétence des tribunaux. « Grâce à ces mesures, dit M. Paulian, en forme de péroraison, nous avons assuré la vie matérielle à celui qui ne peut pas gagner son pain, du travail à celui qui peut travailler. Que reste-il? Il reste les faux mendiants, les aristocrates de la corporation; il reste tous ceux pour qui la mendicité est un métier lucratif, tous ceux qui, par le mensonge ou l'exhibition d'infirmités fausses ou réelles, cherchent à apitoyer le passant et à se constituer des rentes à ses dépens: de ceux-là nous nous désintéressons. Que les tribunaux fassent leur œuvre, et, avec les économies que nous aurons réalisées sur les faux mendiants, nous pourrons plus largement aider les vrais malheureux. »

Avant de se clore le Congrès a émis à l'unanimité un vœu général qui, nous l'espérons, sera entendu de tous les Gouvernements.

« Il faut que les pouvoirs publics favorisent dans la plus large mesure possible l'extension de l'initiative individuelle en faveur de toutes les œuvres de bienfaisance. »

Si je ne craignais de terminer ce compte rendu par un mot trop cruel pour être juste, je rappellerais ici, en forme de commentaire, cet adage encore plus vrai en matière de charité qu'en toute autre: « Le mal que fait le Gouvernement, il le fait bien, mais le bien qu'il fait, il le fait mal. »

Mettons que je n'ai rien dit et tenons-nous en au dernier vœu du Congrès.

II. BERTHÉLEMY,

Professeur agrégé des Facultés de droit.

REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : Œuvre de l'hospitalité de nuit. Asile Albert Brandenburg à Bordeaux.

FRANCE

Œuvre de l'hospitalité de nuit. Asile Albert Brandenburg à Bordeaux. (1)

Cette Œuvre intéressante dont nous avons déjà parlé a tenu son assemblée générale annuelle le 7 juin 1890, à l'asile, passage Leydet.

M. Charles Gaden, président, après avoir remercié chaleureusement les bienfaiteurs de l'Œuvre, a donné la parole à M. Rodel, secrétaire, qui a présenté le rapport.

Nous regrettons de ne pouvoir reproduire en entier ce très intéressant document ; nous en donnons la seconde partie qui renferme le nombre des admissions et indique les secours fournis.

« *Nombre d'admissions.* — L'Asile a reçu, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1889, 7.228 personnes, dont 10 femmes et 34 enfants. Par enfants nous entendons ici ceux qui sont venus avec leurs parents et qui ne sauraient voyager seuls. Une petite erreur a

(1) Voir *Bulletin* de mai 1890.

été commise à ce point de vue l'an passé ; dans mon rapport, le mot *enfants*, pris dans des sens différents, se trouve employé deux fois avec des chiffres paraissant contradictoires. Je tiens, cette année, à bien préciser : les 34 enfants dont il s'agit sont de petits enfants accompagnant leurs parents.

« Nos 7.228 pensionnaires ont fourni un total de 18.422 nuits, ce qui fait un peu plus de 2 nuits 1/2 en moyenne par personne. Nous n'arrivons donc pas au chiffre réglementaire de 3 nuits par homme, ce qui nous en donnerait 21.634, et nous n'en sommes qu'à 18.422. Encore faut-il, pour bien apprécier ce chiffre, se rappeler que nombre de pensionnaires ont couché plus de 3 nuits à l'Asile, car nous accordons souvent des nuits supplémentaires.

« Voici à cet égard un renseignement intéressant.

« Sur 7.228 pensionnaires,

2.506	n'ont couché à l'Asile qu'une nuit.
1.658	— — — que 2 nuits.
1.814	— — — 3 nuits.
1.250	y ont couché plus de 3 nuits.

« (Vous remarquerez à ce propos que la nuit du samedi au dimanche n'est pas comptée, ou plutôt est accordée réglementairement en sus des 3 nuits.)

« Il n'est peut-être pas sans intérêt, au point de vue de la comparaison, de vous faire connaître les chiffres atteints à Paris par la Société des Asiles de nuit, dans ses 4 Asiles où elle reçoit surtout des hommes, mais aussi des femmes. Voici les résultats pour 1889.

« 88.412 hommes et 2.059 femmes et enfants. — En tout 90.471 personnes qui ont couché pendant 235.561 nuits.

« Ici, c'est le 7 juillet que nous avons eu le moins de nouveaux entrants : 3 seulement. Par contre, le 17 octobre nous avons atteint notre maximum de nouveaux entrants : 43.

« Le 8 février est le jour où le moins grand nombre de personnes ont couché à l'asile : 20 seulement. Le maximum, 79, a été atteint le 29 octobre. En 1888, notre minimum avait été 27, notre maximum 87.

« En 1889, nous sommes descendus plus bas, mais nous ne sommes pas montés aussi haut. Vous avez certainement remarqué que les deux chiffres les plus élevés ont été obtenus en octobre. C'est

aussi ce mois qui tient la tête en 1889, tant pour le nombre total des admissions que pour le chiffre des nuits accordées. En 1888, c'est le mois de septembre qui occupait la première place. Que ce soit d'ailleurs l'un ou l'autre de ces deux mois, peu importe. La cause se retrouve toujours dans la migration des vendangeurs.

« Sur nos 7.228 pensionnaires, il en est 5.031 qui ne sont venus qu'une seule fois à l'Asile, qui n'y ont fait qu'un seul séjour, abstraction faite de la durée de ce séjour ; 2.197 au contraire y sont venus plus d'une fois. La proportion est donc d'à peu près 5/7. L'an passé, celle que je relevais était de 5/6. Nous savons très exactement, à l'aide de fiches, quels sont ceux qui reviennent plus d'une fois dans l'année ; d'ailleurs, le directeur et les surveillants reconnaissent facilement les anciens pensionnaires. L'expulsion punit toujours celui qui cherche à tromper à cet égard.

« Sur les 2.197 qui sont revenus à l'Asile,

1.377 y sont venus 2 fois

523	—	3	—
190	—	4	—
69	—	5	—
29	—	6	—
7	—	7	—
2	—	8	—

« Je vous rappelle, Messieurs, ce que je vous disais l'an passé à ce sujet. Certes, il est à désirer que les mêmes malheureux ne reviennent pas trop souvent à l'Asile, mais, dans la pratique, que d'exceptions à faire, que de tempéraments à apporter !

« *Nationalité.* — Nos 7.228 pensionnaires appartenaient à des nationalités très diverses. Nous en trouvons 6.912 de nationalité française et, chose singulière, ce chiffre est précisément égal au nombre total de pensionnaires reçus à l'Asile pendant ses 12 premiers mois d'existence. Sur ces 6.912 Français, 12 sont nés aux colonies, 19 à l'étranger, 130 sont des Alsaciens-Lorrains ayant opté pour la France.

« 316 de nos pensionnaires sont étrangers ; dans ce nombre, nous trouvons à peu près les mêmes origines que nous avait révélées le tableau de l'an passé. Cette année, ce sont les Suisses qui tiennent la tête au nombre de 86, enlevant ainsi le premier rang aux Espagnols qui ne sont plus que 78 et reculent d'un rang. La troi-

sième place revient aux Belges qui sont au nombre de 64, la quatrième aux Italiens dont 36 ont réclamé notre aide. Puis nous passons aux Allemands et aux Russes représentés respectivement par 9 et 7 de leurs nationaux.

« Le nombre d'étrangers pendant l'année 1889 est un peu inférieur à celui constaté pendant les 12 premiers mois d'existence de l'Asile. Nous en trouvons en effet 316 sur 7.228 au lieu de 340 sur 6.912. Pour 1889, cela ne fait pas tout à fait $\frac{1}{23}$, soit moins de 5 p. 100, au lieu que, dans notre premier tableau, nous arrivions à un peu plus de $\frac{1}{20}$, soit plus de 5 p. 100. La différence ne paraît comporter aucune réflexion particulière.

« Nous continuons à entretenir des relations suivies avec MM. les consuls, notamment avec ceux de Suisse, de Russie et de Belgique.

« *Origine par départements.* — Si nous passons à la division par départements d'origine des 6.912 Français reçus, nous constatons que 322 sont de la Gironde. L'an passé, sur 6.572 Français, nous en trouvions 403 de la Gironde et notre département tenait la tête du tableau. Cette fois-ci, c'est la Charente-Inférieure avec 334 de ses enfants au lieu que, l'année dernière, elle ne venait qu'au 5^e rang avec 282, laissant au 1^{er} rang la Gironde, au 2^e la Charente avec 300, au 3^e la Seine et la Dordogne avec 294. Cette année, la Charente accuse 317, la Dordogne 290, la Seine 258.

« La Corse est représentée par 12 pensionnaires ; les départements algériens le sont : Alger et Constantine par 10, Oran par 5.

« *Origine par cantons de la Gironde.* — Les cantons de Bordeaux, avec les communes suburbaines qu'ils englobent, donnent un chiffre de 140. Les cantons qui sont ensuite le plus fortement représentés sont :

Libourne par	14
La Réole —	11
Blaye —	11

« Cette année, Targón continue à ne pas figurer dans le tableau, mais Fronsac et Pellegrue y apparaissent. Tarbontre, Saint-Vivien et Saint-Laurent ont disparu cette année.

« *Age.* — Au point de vue de l'âge, nos pensionnaires se répartissent de la façon suivante :

15 ans et au-dessous	99 (1)
de 16 à 20 ans	1.560
— 21 à 30 —	2.101
— 31 à 40 —	1.505
— 41 à 50 —	1.156
— 51 à 60 —	577
— 61 à 70 —	191
— 71 à 80 —	23
— 81 à 90 —	16 (2).

« C'est toujours, vous le voyez, l'élément jeune qui domine. Nous nous en sommes souvent préoccupés, mais nous ne pouvons que constater le fait.

« Sur 7.228 pensionnaires, 1.659 ont vingt ans et au-dessous, et 230 seulement plus de soixante ans ; si vous comparez ces chiffres à ceux que nous donnions l'an passé, vous verrez que l'exactitude de nos observations se trouve confirmée.

« *Professions.* — Au point de vue de la profession, voici comment nos pensionnaires se répartissent. Nous avons toujours un peu de tout : 11 acrobates, 6 artistes lyriques, 47 comptables, 74 employés de commerce, 10 professeurs, 6 clercs d'avoué ou de notaire, 1 météorologue, ancien employé d'observatoire, etc. Nous avons même eu récemment un *agronome praticien* qui nous a fait hommage, en partant, d'une brochure de lui sur la reconstitution des vignobles. Je suis trop incompetent pour oser me prononcer sur la valeur de ce travail que nous tenons, d'ailleurs, à la disposition des personnes qui désireraient le consulter.

« *Provenances.* — Sur nos 7.228 pensionnaires :

141	provenaient des divers hôpitaux de Bordeaux ;
37	— des hôpitaux d'autres villes ;
13	— du Refuge des prisonniers libérés de Bordeaux ;
2	— du dépôt de mendicité de Bordeaux ;
2	— des dépôts de mendicité d'autres villes ;
1	— de l'Asile des aliénés de Marseille, etc.

(1) Dont 34 très jeunes, venus avec leurs parents.

(2) Il est à remarquer que dans ce chiffre figure plusieurs fois un vieillard de quatre-vingt-sept ans dont j'ai déjà eu l'occasion de vous parler l'an passé.

« Ce ne sont là, bien évidemment, que de simples indications fort incomplètes, ne permettant pas de formuler des conclusions précises. Ces chiffres d'ailleurs ne modifient en rien ceux que je vous ai donnés l'an passé ; ils n'entraînent donc aucune observation nouvelle.

« *Papiers d'identité.* — La plupart de nos hôtes continuent à se présenter porteurs de papiers établissant leur identité. Sur 7.228, nous n'en avons, pendant l'année 1889, reçu que 136 sans papiers. C'est beaucoup moins encore qu'au début, nous ne pouvons que nous en féliciter.

« *Expulsés.* — Le chiffre des expulsés a un peu augmenté : il s'est élevé à 107. Il est vrai que le total des admissions a été plus considérable. L'augmentation provient en partie de ce que, pour faire droit à certaines réclamations, nous vérifions toujours avec soin la question de savoir si nos pensionnaires sont porteurs de sommes d'argent. Nous en avons parfois trouvé avec des portemonnaie bien garnis et, comme nous sommes faits pour recevoir seulement les malheureux, nous avons souvent congédié des hommes qui venaient occuper sans droit des lits utiles à de plus malheureux qu'eux.

« La plupart des expulsions sont motivées par le refus de se soumettre aux mesures réglementaires de propreté ou par des actes de désobéissance. Rarement les choses prennent un caractère sérieux ; cependant cela s'est produit. Aussi voulons-nous qu'à l'avenir, chaque fois qu'il y aura lieu de procéder à une expulsion difficile, le gardien de la paix de service à la porte soit requis. Nous désirons éviter toute responsabilité à notre personnel, qui se bornerait, le cas échéant, à prêter main-forte à l'agent de l'autorité.

« *Le vestiaire.* — Nous avons, surtout pendant l'hiver, publié souvent dans les journaux des appels à la population en vue d'obtenir des vêtements, des chaussures, du linge, etc. Nous n'avons point à nous plaindre ; nous avons reçu une foule d'objets neufs ou vieux. Nous avons pu par suite distribuer :

575 articles d'habillement ou de lingerie ;
162 paires de chaussures (souliers, sabots, espadrilles) ;
74 coiffures (chapeaux ou casquettes).

« C'est par rapport au chiffre de l'an passé, une assez forte augmentation, sauf pour les chaussures sur lesquelles il nous faut noter une regrettable diminution. On ne nous donne pas assez de chaussures ; or, c'est justement ce dont nos pensionnaires ont le plus souvent besoin. Souhaitons que nous en recevions beaucoup à l'avenir !

« *Les dons en nature.* — Permettez-moi, à ce propos, de vous parler, d'une façon générale des dons en nature. On peut nous donner de tout, nous ne refusons rien. Il faut bien comprendre quelle situation est la nôtre. Bien des personnes ont pu être surprises en lisant dans les listes publiées : « Une charretée de fumier, 10 kilog. de peinture, un lot de graines potagères. » Mais tout cela nous est utile, précieux même ! Nous avons un jardin avec l'agrément du Bureau de Bienfaisance ; tant que nous aurons la bonne fortune de le posséder, il nous faudra du fumier. Il faut que nous y semions des graines pour avoir des légumes qui nourriront nos hommes. Il faut avoir de la peinture pour enduire les meubles que fabrique notre menuisier ou pour faire les raccords qui sont chaque jour nécessaires, etc.

« Que l'on n'hésite pas ! articles d'alimentation, objets de literie ou de vestiaire, mercerie, matériaux de construction, meubles, combustible, médicaments, livres, papeterie, tout sera utilisé. Chaque objet, quel qu'il soit, à nous donné, nous permettra de faire un peu de bien, de diminuer un peu de souffrance, d'aider, peut-être, à un relèvement moral.

« *Livrets, papiers.* — Nous avons distribué à nos pensionnaires qui le désiraient 13 livrets d'ouvriers ; nous en avons aidé nombre d'autres à se procurer leurs casiers judiciaires, leurs actes de l'état civil, des certificats, etc., le tout sans frais pour eux.

« *Rapatriement et placement.* — La grosse question, nous le disions l'an dernier, c'est bien évidemment le placement de nos hommes, le placement auquel se rattache le rapatriement. L'un et l'autre sont des formes essentiellement utiles et bienfaisantes de notre patronage ; leur mise en œuvre offre, il est vrai, des difficultés considérables. Nous les avons rencontrées dès le premier jour et elles n'ont pas diminué. Ai-je besoin de dire que nous n'avons pas reculé devant elles ?

« En ce qui concerne le rapatriement, nous avons continué à avoir recours à l'Administration préfectorale, notamment à l'ho-

norable M. Olivier, chef de Division, et aux diverses Compagnies de transport qui veulent bien nous prêter leur concours. Nous avons de la sorte rapatrié une soixantaine de nos pensionnaires. Il en est que nous avons expédiés jusque dans l'Amérique du Sud.

« Pour d'autres, nous nous sommes employés en vue d'amener un rapprochement entre eux et leurs familles. Nous avons souvent réussi à obtenir un pardon, à faire envoyer des subsides, à faire ouvrir de nouveau la maison paternelle à de malheureux égarés.

« Cinq enfants, échoués à l'Asile, ont été remis par nous à l'Assistance publique pour être placés aux Enfants assistés; nous avons fait entrer six de nos pensionnaires à l'hôpital.

« Enfin nous avons pu en placer, directement et par nos soins, 72 chez des patrons. Ce chiffre n'est pas bien élevé, il faut le reconnaître; il est inférieur à celui que je citais l'an passé. Mais aussi que de demandes et combien peu d'offres d'emploi! Lisez les journaux à leur quatrième page et vous vous rendrez compte des difficultés que nous devons rencontrer. Il faut s'occuper de ces placements pour comprendre combien ils sont difficiles! Il serait d'ailleurs inexact de croire que le nombre des placements doit augmenter avec le nombre des pensionnaires reçus; tout au contraire, la proportion va être inverse si l'on veut y réfléchir. C'est qu'il y a là une question de temps! M. le Directeur seul peut s'occuper des placements; en ces matières, c'est par les démarches personnelles que l'on réussit. Or, plus il y aura de pensionnaires, plus le Directeur aura de travail à l'Asile, moins, par suite, il aura le temps de s'occuper du placement de nos hôtes. Il faut bien le dire, dans la plupart des Asiles, s'ils ne sont pas dotés d'institutions spéciales comme celles que j'ai signalées l'an passé pour l'Asile de Vienne, les placements ne sont pas et ne peuvent pas être ce que l'on désirerait.

« *Les placements à Paris.* — En voulez-vous la preuve? Prenez le rapport de M. le baron de Livois, président de la Société des Asiles de nuit de Paris, sur l'exercice 1889, page 60. Vous lisez: « Il y a pléthore d'employés aujourd'hui; pour une vacance, il se produit cent demandes, et encore ces places sont-elles peu enviables, eu égard aux minces appointements qu'elles procurent. L'employé reconnaît trop tard qu'il aurait mieux fait d'apprendre un état manuel. En attendant, il faut qu'il vive et qu'il cherche à se caser. Nous avons pu en placer un dans l'année. Aussi comprendrez-vous sa joie et sa reconnaissance. »

« Ainsi donc, en un an, un seul employé a été placé par les soins de la Société de Paris. Cela s'explique à merveille. Ici, comme là-bas, les mêmes difficultés paralysent les efforts.

« *La Bourse du Travail.* — Mais, voici qu'une institution nouvelle va peut-être apporter quelques modifications à la situation actuelle. Je veux parler de la Bourse du Travail. Nous nous sommes adressés à ceux qui sont placés à sa tête et qui l'administrent. Après les pourparlers avec plusieurs personnes, notamment avec M. Chabrat, président du Syndicat mixte de la cordonnerie, nous avons établi le *modus vivendi* suivant :

« Nous demandons tous les soirs à nos pensionnaires quels sont ceux qui veulent être placés par les soins de la Bourse du Travail. Chaque matin, M. le Directeur dresse le tableau des hommes ayant répondu affirmativement et il le fait parvenir à destination. Puis il invite les intéressés à se présenter à la Bourse. A la fin de chaque mois, M. le Directeur fera retirer les états quotidiens envoyés par lui et relèvera dans les colonnes disposées à cet effet le nombre et la nature des placements opérés, d'après les mentions qu'aura apposées l'Administration de l'Établissement. Nous verrons ce que cette organisation, encore toute récente, produira ; ils nous est impossible de rien prévoir : il nous faut attendre. Hélas ! tous les efforts, toutes les combinaisons ne feront pas se produire en plus grand nombre les offres d'emploi ! Mais cela ne saurait empêcher de tenter tout ce qui peut être tenté ; aucun obstacle ne doit arrêter ceux qui, n'ayant qu'un but désintéressé, veulent faire le bien pour lui-même.

« *Les engagements militaires.* — En dehors des placements proprement dits chez les patrons, nous ne négligeons jamais, lorsque l'occasion s'en présente, les engagements ou rengagements militaires. Toutes les fois que nous sommes en présence d'un jeune homme aux prises avec une situation difficile, ne sachant pas comment il va passer les quelques mois qui le séparent du service militaire, nous lui conseillons de s'engager, si la chose paraît convenable. De cette façon nous sommes sûrs qu'il aura le vivre et le couvert, qu'il échappera à bien des tentations, qu'il pourra se bien conduire : peut-être fera-t-il un bon soldat et servira-t-il son pays avec honneur. Si, au contraire, nous l'avions laissé continuer sa vie misérable, qui sait par quelles épreuves il eût passé ! Qui sait si, au moment de servir la France, il n'eût pas eu un

casier judiciaire lui interdisant à tout jamais le port des armes ou le faisant, tout au moins, envoyer d'office dans un corps de disciplinaires !

« *Les rengagements.* — Nous poussons donc aux engagements militaires. De même, quand nous voyons un sous-officier libéré sans situation, ne sachant que devenir, alors qu'il pourrait peut-être continuer avec honneur la carrière militaire, nous lui conseillons de reprendre du service. Nous y réussissons souvent. Pour parvenir à ces résultats, nous accordons largement des nuits supplémentaires. M. le Directeur va lui-même au recrutement, s'occupe de réunir les pièces ; en un mot, nous ne négligeons rien.

« C'est que, Messieurs, nous tenons à exercer notre patronage et notre assistance par tous les moyens en notre pouvoir. Il en est même parfois d'assez imprévus. Un vieillard de quatre-vingt-sept ans que nous avons recueilli bien souvent ne vit guère que de charités ; nous lui avons fait fabriquer par le menuisier et le cordonnier de l'Asile une boîte en bois avec une courroie, afin de lui permettre de vendre du fil, des aiguilles, etc. Le voilà passé marchand ambulant !

« *La correspondance.* — Dans le courant de l'année 1889, nous avons affranchi 474 lettres écrites à l'Asile, ce qui fait en moyenne une lettre et demie par jour.

« Beaucoup de nos hôtes se font adresser leur correspondance à l'Asile : nous avons un registre à ce destiné. Souvent en nous quittant, ils nous demandent de leur faire suivre leur correspondance : inutile de dire que leur désir est scrupuleusement respecté.

« *La bibliothèque.* — Notre bibliothèque s'est enrichie, en 1889, de 35 volumes, offerts par MM. Sauvaire, Vincent, Lapierre. Elle en compte au total 169. On y voit maintenant figurer les œuvres d'anciens pensionnaires de l'Asile, comme le travail sur les vignobles français dont je vous ai parlé.

Les livres les plus demandés sont toujours les récits de voyage, les atlas, et ensuite les romans.

« *Utilité des Asiles de nuit.* — Je terminais, l'an passé, un rapport déjà bien long lui-même par des considérations peut-être un peu trop longues aussi, mais qui ne nous avaient point paru inutiles, sur la nécessité des Asiles de nuit.

« Je ne les reprendrai pas aujourd'hui, car je ne pourrais guère que me répéter. Je ne crois pas avoir grand'chose à modifier à ce que nous vous disions alors : l'expérience a confirmé ce que nous pensions.

« L'utilité des Asiles de nuit est reconnue chaque jour. Il s'en est créé deux en France récemment : l'un s'est ouvert à Boulogne-sur-Mer, le dimanche 23 juin 1889 ; le deuxième à Amiens le 26 octobre : moins favorisé que le nôtre, celui-ci ne recevait le jour de son ouverture que deux pensionnaires. A l'étranger, il se crée certainement aussi des Asiles, mais nous manquons de renseignements à leur égard. Nous lisons cependant dans le dernier rapport de M. le baron de Livois qu'un Asile a été fondé, il y a quelques mois, à Fitzroy, en Australie. Notre Œuvre a donc fait le tour du monde !

« Nous entretenons les meilleures relations avec les autres Œuvres charitables de Bordeaux, notamment avec la Société des prisonniers libérés et l'Œuvre des Enfants abandonnés, avec l'Assistance publique, spécialement avec l'Hôpital-hospice des Enfants, administré par un des membres de notre Conseil, M. Lanusse; avec le Dépôt de mendicité qui a à sa tête notre vice-président, M. le vicomte de Pelleport, etc. Toutes ces institutions se complètent ; elles doivent s'aider et se soutenir. Entre elles, il peut y avoir une émulation, celle de la charité : il ne saurait y avoir de rivalité !

« Nous sommes en rapport avec la plupart des Asiles de nuit de France, notamment avec ceux de Paris, de Lyon et de Marseille. Nous avons eu plusieurs fois à leur demander des renseignements ou à leur adresser de nos pensionnaires. Nous croyons qu'on pourrait encore, de la façon la plus profitable, resserrer les liens existant entre les différentes institutions similaires de France.

« Je vous disais l'an passé, Messieurs, que nous étions populaires que l'on s'intéressait à nous, que la sympathie nous était acquise dans tous les milieux, dans toutes les classes, dans tous les partis. Il en est toujours de même. Quand on organise un bal, une fête, un banquet, on pense à nous. On vient visiter l'Asile et il n'est pas rare de voir stationner d'élégants équipages devant notre modeste maison. Nous voudrions que l'on vînt davantage encore, car nous avons des trones qui ne se remplissent jamais et des étagères qui restent toujours vides : chaque visite aide à remplir les uns et les autres.

« On reconnaît nos services ; on les apprécie. Raison de plus pour essayer d'en rendre encore davantage !

« Je vous disais, il y a un an, Messieurs, que nous avions la satisfaction de trouver souvent de la reconnaissance chez nos pensionnaires. Cela arrive plus souvent peut-être qu'on ne le croit.

« Beaucoup de nos anciens hôtes ont à cœur de conserver des relations avec notre Œuvre qu'ils a secourus et peut-être sauvés. Leurs lettres, en même temps qu'elles nous apportent la preuve de leur reconnaissance, nous montrent aussi que notre patronage ne leur a pas été inutile.

« Les sentiments de gratitude qu'ils expriment, malgré leur forme parfois vulgaire et incorrecte, n'en ont pas moins un caractère touchant et digne de remarque. Je pourrais compulsuer longuement cette correspondance, je préfère me borner à en citer quelques fragments.

« Voici la lettre d'un sieur M., ancien sous-officier d'artillerie, que nous avons fait rengager dans l'artillerie de marine. Il est au Tonkin. Il y a quelque temps, il écrivait à M. le Directeur et, après lui avoir donné de nombreux et intéressants détails sur son voyage, il termine ainsi : « Je suis très heureux d'avoir contracté un rengagement dans l'artillerie de marine. Je vous remercie bien des grands services que vous m'avez rendus, et je vous jure, mon capitaine, que je ne vous oublierai jamais. En attendant le plaisir de vous revoir un jour, recevez, mon capitaine, les amitiés de celui qui pense à vous. »

« Un autre s'exprime ainsi : « Monsieur le Directeur et si bon capitaine (1). — Le silence n'est pas de l'oubli. Comment pourrais-je vous oublier, vous dont les moindres actes à mon égard ont été empreints de la plus exquise délicatesse ! Non, mon capitaine, je ne vous avais pas oublié ; je voulais avoir quelques bonnes nouvelles à vous donner, et il m'a fallu attendre jusqu'à ce jour.... Merci, mon capitaine, mille fois merci des services que vous m'avez rendus. »

« Un troisième qui s'est engagé, sur nos conseils, dans l'armée d'Afrique, malade à l'hôpital d'Oran, écrit : « Mon capitaine. — Il y a longtemps que vous avez reçu de mes nouvelles, car j'ai voulu devenir bon sujet avant de vous écrire. Aujourd'hui, mon capitaine, c'est le cœur content que je vous écris. »

(1) L'asile est dirigé par M. le capitaine en retraite Paul, chevalier de la Légion d'honneur.

« Mon capitaine, je finis en vous serrant la main. Et vous penserez à moi, à cet enfant qui, avant de partir pour l'Afrique, est allé recevoir vos bons conseils. »

« D'autres de nos pensionnaires, après nous avoir quittés, nous envoient, quand ils ont fait quelques économies, de petites sommes que nous recevons toujours avec autant d'émotion que de reconnaissance.

« Voilà, Messieurs, des documents et des actes que nous sommes heureux de rappeler et dont nous tenons à faire honneur à leurs auteurs, sans toutefois les nommer. Ils méritent vraiment d'être félicités, ces braves gens, car leurs vues ne sont point intéressées. Ils savent bien, en effet, que notre Œuvre ne peut rien pour ceux qui ont quitté l'Asile et qui sont au loin. Ils n'ont été mus que par le plus louable des sentiments. Félicitons-les, et reconnaissons qu'ils ont fourni de sérieux et solides arguments aux partisans de notre Œuvre ! Ils nous permettent de répondre aux critiques des sceptiques. Nous avons la bonne fortune de trouver dans la conduite même de nos pensionnaires la démonstration de l'excellence de notre Œuvre.

« Comme nous le disait en 1888 notre éminent ami, M Georges Picot :

« L'Œuvre de l'Hospitalité de nuit a le rare mérite de nous ménager ces surprises délicates, de nous offrir des marques de reconnaissance envoyées longtemps après par un homme qui raconte comment il a échappé aux derniers malheurs en frappant à la porte de l'Asile de nuit en une heure de désespoir. »

« C'est là ce qu'a admirablement résumé un partisan résolu de notre Œuvre, un des grands maîtres du barreau de Paris, M. Rousse, de l'Académie française. Je veux, en finissant, citer de lui ce beau passage :

« Jeunes et vieux, infirmes d'esprit et de corps, voyageurs sans abri, travailleurs sans pain, exilés sans patrie, pauvres honteux auxquels le souvenir et la fierté des jours heureux ont laissé la pudeur respectable de leur misère ; qu'ils entrent dans ce lieu d'Asile, tous les vaincus et tous les blessés de la vie ! Sur notre porte amie, ils ne liront pas le sinistre avertissement du poète : *Laissez ici l'espérance!*... C'est l'Espérance qui les accueille, qui les ranime et qui leur montre le chemin. »

Après le rapport de M. Rodel, M. J. Brandenburg a présenté le rapport sur la situation financière.

Les recettes se divisent en deux catégories, suivant la destination donnée par les souscripteurs :

1° Versements destinés à la constitution du fonds de dotation de l'Œuvre : il a été reçu pour cet objet 7.539 fr. 85 (y compris le solde de l'année précédente). — 7.500 francs ont été placés en rente 3 p. 100; il est donc resté au crédit de ce compte 39 fr. 85.

2° Dons et libéralités destinés aux dépenses quotidiennes de l'asile.

Le total des recettes — y compris le solde de l'année précédente — a été de	22.626 fr. 78
Les dépenses ont été de	<u>18.800 34</u>
Le solde créditeur au 31 décembre 1889	
était donc de	3.826 fr. 44

Dans notre dernier compte rendu, nous exprimions l'espoir que cette œuvre si utile étendrait encore son action bienfaisante. Notre espoir s'est réalisé, grâce au dévouement infatigable et éclairé de ceux qui dirigent l'Œuvre. Ils ne s'arrêteront pas en chemin, nous en sommes persuadés, et l'année prochaine nous aurons encore de nouveaux progrès à enregistrer.

C. DE CORNY.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Statistique judiciaire pénale d'Italie en 1887. — 2° La criminalité en Prusse et dans l'empire d'Allemagne de 1881 à 1887. — 3° Vingt et unième rapport de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein. — 4° Projet de loi austro-hongrois sur les condamnations suspensives. — 5° Bibliographie : Le code pénal italien de 1889, traduit, annoté et précédé d'une introduction par M. Lacointa. — 6° Informations diverses : *A la Nouvelle-Calédonie.* — *Quelques articles du Times.* — *Un moyen d'identification en Chine.* — *Recues étrangères.*

Statistique judiciaire pénale de l'Italie, la criminalité en 1887.

L'exposé de 1886 constatait un accroissement de la population de 1880 à 1886 (1.482.514 habitants) et parallèlement pour les crimes jugés par les cours d'assises une diminution (30,90 pour 100.000 habitants en 1880, et 23,0 en 1886). Le nombre des affaires venues en cour d'assises avait été de 4.340 en 1886 ; en 1887, il s'est élevé à 4.522 ; celui des affaires jugées de 4.202, en 1886, s'est élevé à 4.704 en 1887 : il restait donc 1.342 affaires à la fin de 1886 et seulement 1.104 à la fin de 1887.

Quant aux accusés, 7.042 furent jugés en 1886 et 7.944 en 1887 — augmentation faible si on la compare aux chiffres des affaires précédentes (9.475 en 1879, 10.581 en 1880, 10.364 en 1881, 8.228 en 1882, et 8.127 en 1883). -- En 1887, le nombre des accusés acquittés a été de 31 p. 100, proportion constante et qui prouve chaque année que le jury et la magistrature ne sont pas tous les jours du même avis.

Pendant cette même année 1887, M. Bodio constate un plus grand nombre de condamnations pour les accusés de crimes-personnes que pour les accusés de crimes-propriétés, un état stationnaire de la criminalité infantile (15 p. 100 du total des condamnés), enfin une recrudescence de la récidive.

En 1888, les cours d'assises ont eu à s'occuper de 4.082 affaires et de 4.892 si on y ajoute les 810 qui restaient à la fin de 1887, — soit 7.079 accusés, sans compter les 1.487 accusés de 1887 restés à juger, ce qui fait un total de 8.566 accusés à juger en 1888. Sur

ce nombre, 6.959 seulement passèrent en jugement ; 1.969 furent acquittés et 4.990 condamnés. La peine de mort a été prononcée 62 fois en 1888, sans être appliquée une seule fois. D'après le nouveau code, elle est remplacée par l'*ergastolo* ou réclusion à perpétuité dans une cellule. (Pendant les six premières années, séparation cellulaire continue, avec obligation du travail ; dans les années qui suivent, le condamné peut être admis au travail en commun avec d'autres condamnés sous l'obligation du silence.)

Les chiffres fournis par M. Bodio indiquent, pour 1888, 2.813 crimes contre les personnes et 2.200 crimes contre la propriété. Les crimes-personnes se répartissent ainsi : 16 parricides, 80 infanticides, 18 empoisonnements, 358 assassinats, 1.133 homicides volontaires simples, 500 coups suivis de mort, 694 coups ou blessures volontaires. Il y a un intérêt capital à revoir quels ont été, en 1888, les instruments préférés des criminels. Ce sont par ordre de fréquence : 1° les armes et instruments tranchants et pointus non insidieux (718 fois) ; 2° les armes à feu non insidieuses (652 fois) ; 3° les bâtons et autres instruments contondants et lacérants (355 fois) ; 4° les armes tranchantes et pointues insidieuses (181 fois). Il n'est donc plus vrai de considérer comme un attribut réel du caractère italien l'emploi du poignard. Au point de vue politique, les *tirate a cassa*, les *tirate a muscolo* (1) ne doivent plus être notées dans la caractéristique des régicides. Le poignard, le stylet ne sont plus des armes politiques depuis que l'idée d'une libre Italie est réalisée.

Les autres moyens ont été employés rarement ; la strangulation et la suffocation 54 fois, la submersion 6 fois, l'empoisonnement 5 fois. L'empoisonnement, l'arme des ignorants et des lâches, est le dernier moyen employé, le plus en défaveur. Le temps est loin où Grangousier ne voulait pas manger les saucisses de Bologne, tant il craignait *ly boucon de Lombard*, et redoutait le séjour de Rome où *gens infinis gagnent leur vie à empoisonner, à battre et à tuer*.

Que si maintenant on regarde de près le chapitre IV de l'introduction, où M. Bodio a résumé le mouvement de la criminalité de 1879 à 1888, on peut s'orienter facilement parmi ces longues colonnes de chiffres, car elles sont rapprochées, liées entre elles,

(1) Zilno dans sa médecine légale reconnaît deux sortes d'armes blanches : 1° celles destinées à tuer et adoptées dans les grandes querelles (longs couteaux à ressort, stylets, limes affilées, etc.), avec lesquelles on envoie les individus dans le cercueil — *tirate a cassa* ; 2° celles employées dans les disputes (couteaux ordinaires, rasoirs, etc.), avec lesquelles se font les *tirate a muscolo* ou blessures dans les muscles.

coordonnées dans l'ensemble d'un plan saisissable au plus rapide coup d'œil.

Le nombre des affaires dont les cours d'assises ont eu à s'occuper s'est abaissé à 1.504 de 1880 à 1888. L'année 1887, comme on l'a vu, a fourni aux cours d'assises un chiffre d'affaires bien supérieur aux chiffres de l'année précédente. 4.704 affaires en 1887, c'est 506 de plus que l'année 1886 et 347 de plus que l'année 1888. De 1879 à 1888, la proportion des accusés pour 10.000 habitants s'est abaissée de 3,33 à 2,43 et la proportion pour 100 condamnés de 73,03 à 72,11.

D'une excursion rapide à travers la statistique des crimes contre les personnes et des crimes contre les propriétés, de 1876 à 1888, on rapporte cette impression que les homicides, les attaques à main armée, avec ou sans homicides, sont en décroissance constante; — que les coups et blessures deviennent au contraire plus nombreux, aussi bien devant les préteurs que devant le jury; — que les vols qualifiés ou simples sont en diminution constante devant les cours d'assises, et aussi les crimes contre la sécurité publique.

Quant à *l'ammonizione*, elle a été prononcée par les préteurs contre 11.478 personnes en 1888 et élevée à 14.092 *ammoniti*. Comme à l'ordinaire, c'est la Sicile, cette Corse italienne, qui a fourni le plus d'*ammoniti*: 2.672 pour l'année 1888. *Quel pays!* comme disait le général Corvetto, *quel pays!* Je ne dis pas autre chose, si ce n'est que c'est une fortune pour l'Italie de n'avoir qu'une Sicile.

L'unification de la législation pénale aujourd'hui accomplie dira bientôt si la théorie de Montesquieu qui écrivait : *Les lois sont des rapports nécessaires qui résultent de la nature des choses*, est juste pour l'Italie ou bien si, comme il le disait encore, *les bons législateurs sont ceux qui se sont opposés aux vices du climat, et les mauvais, ceux qui les ont favorisés*.

(Archives de l'anthropologie criminelle.)

II

La criminalité en Prusse et dans l'Empire d'Allemagne pendant la période 1881-1887.

La statistique des maisons de peine et de détention dépendant du Ministère de l'intérieur de Prusse pour l'année 1887-1888, récemment publiée, fournit des renseignements très nombreux sur les résultats de ces établissements et sur les situations personnelles des détenus dans les maisons de force.

Les indications sur le nombre des condamnés qui entrent chaque année dans ces prisons offrent des moyens sûrs pour répondre à cette question : Est-ce que la grande criminalité en Prusse augmente ou diminue ?

Voici les chiffres :

PÉRIODE D'ENTRÉE	NOMBRE des ENTRANTS	PAR 10.000 HABITANTS Au-dessus de 12 ans
1881—1882.....	9.589	4,98
1882—1883.....	8.693	4,48
1883—1884.....	8.142	4,16
1884—1885.....	8.069	4,08
1885—1886.....	7.588	3,82
1886—1887.....	7.481	3,74

La diminution constante de ces chiffres absolument différents de ceux des années précédentes démontre que le groupe de la population prédisposée aux délits graves tend à diminuer.

Ce même résultat est confirmé pour tout l'Empire allemand par la statistique publiée par le bureau statistique de l'Empire, depuis l'année 1882, des causes criminelles définitivement jugées pour crimes ou délits contre les lois de l'Empire (vol. 8, 13, 18, 23 et 30).

D'après ce document, le nombre des accusés définitivement condamnés à la maison de force monte en :

1882	1883	1884	1885	1886
13.429	12.364	12.026	11.543	11.373

Tandis que le nombre des condamnés à la prison, pendant ces cinq années tendait à diminuer, le nombre de ceux à qui furent

infligées des amendes et des admonitions a considérablement augmenté ainsi que le démontre clairement la table suivante sur la proportion de 100 habitants.

	1882	1883	1884	1885	1886
A la peine de mort.. .. .	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02
A la maison de force.....	4,07	3,74	3,48	3,36	3,22
A la prison.....	69,13	68,02	66,89	65,72	64,65
A la relégation dans une for- teresse.....	0,03	0,03	0,05	0,05	0,02
A la détention.....	0,44	0,44	0,42	0,37	0,37
A l'amende.....	25,33	26,70	28,10	29,36	30,58
A l'admonition.....	0,97	1,04	1,04	1,12	1,14

Comme appendice aux proportions de la criminalité dans les années 1882-1887 ajouté à la statistique allemande, le tableau suivant fait connaître de quelle façon le nombre des condamnés pour crimes et délits se modifie continuellement d'après les différentes catégories des délits. Les chiffres sont calculés par 10.000 habitants d'au moins douze ans.

ANNÉES	CRIMES				
	CONTRE les lois de l'EMPIRE en général	CONTRE l'ÉTAT, l'ordre et la religion	CONTRE les PERSONNES	CONTRE la PROPRIÉTÉ	COMMIS par des fonction- naires publics
1882.....	103,1	16,1	33,6	52,9	0,5
1883.....	102,3	16,0	34,8	51,0	0,5
1884.....	106,6	17,3	38,6	50,2	0,5
1885.....	104,6	17,2	39,0	47,9	0,5
1886.....	106,6	18,2	40,5	47,4	0,5
1887.....	106,8	18,7	41,3	46,4	0,4

D'où il suit, que tandis que les délits contre la propriété diminuaient, les délits en général, et spécialement ceux contre l'État, l'ordre et la religion et contre les personnes, ne cessaient d'augmenter dans des proportions plus ou moins constantes.

Enfin les augmentations et les diminutions les plus notables se sont produites surtout dans deux catégories de délits : pour les blessures graves et les vols, ainsi que le démontrent avec évidence les chiffres suivants établis d'après le même système de proportion :

	1882	1883	1884	1885	1886	1887
Blessures graves.....	11,9	12,7	14,8	15,7	16,2	16,7
Vols.....	32,2	30,9	29,8	27,5	26,8	25,6

C^e L. C.

III

21^e rapport de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein.

Le rapport relatif à l'exercice 1889, présenté par M. le D^r Ponfick, dans l'assemblée générale que la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein a tenue le 28 janvier 1890, constate que le zèle de cette association ne s'est point ralenti, et que les résultats de son action ont été aussi satisfaisants qu'au cours des exercices précédents (1). Elle a continué de s'attacher tout particulièrement à relever les jeunes libérés, et à les mettre en état de mener une existence honorable; elle a eu plus d'une fois la consolation d'assurer ainsi l'avenir d'une famille entière, que la détention de son chef avait plongée dans la misère, et que son retour au bien a soutenue matériellement et réconfortée moralement.

Nous ne trouvons, dans le dernier rapport, aucune donnée statistique sur le mouvement du personnel; mais ce document affirme que la conduite des patronnés, considérée dans son ensemble

(1) V. l'analyse du 19^e et du 20^e rapports de la Société dans les *Bulletins* de mai 1889, p. 647, et janvier 1890, p. 106.

a été satisfaisante, et que la plupart des libérés que la Société avait placés dans des établissements privés ont trouvé, à leur sortie, une situation honnête et avantageuse.

Les recettes de l'association se sont élevées à 10.032 marcs 8 pfennigs (12.577 fr. 60); les dépenses, à 9.513 marcs 3 pfennigs (11.891 fr. 29). Les dons en argent et les souscriptions ont produit 3.813 marcs (4.766 fr. 25), sans compter les dons en nature.

Le rapport fait allusion au mouvement d'opinion qui s'est produit en Allemagne, en vue d'arriver à limiter le champ d'action des sociétés de patronage des libérés. On s'est généralement accordé à reconnaître qu'il convient de s'attacher au domicile d'origine du libéré, plutôt qu'au lieu de sa condamnation ou au lieu d'exécution de sa peine, pour déterminer quelle est l'association qui devra se charger de le patronner; la société qui siège au lieu où s'effectue la libération n'aurait guère d'autre tâche à accomplir que de rapatrier le libéré, en laissant à la société qui fonctionne au lieu de son domicile le soin de pourvoir à ses besoins ultérieurs et de travailler à son amendement moral. Quelques sociétés, telles que la Société des prisons de Nassau, qui a son siège à Wiesbaden, se sont jusqu'à présent refusées à faire de ces principes une règle absolue. Il est à désirer, pour la régularité et la promptitude de l'assistance à donner aux libérés, qu'ils soient adoptés comme base uniforme de leur patronage.

A la lecture du rapport a succédé une conférence intéressante de M. Streitke, directeur de la prison de Premgesheim près Francfort-sur-le-Mein; cette conférence à laquelle l'orateur a donné le titre un peu prétentieux d' « *échappées de lumière* » sur le régime pénitentiaire, a été suivie d'une courte discussion.

G. D.

IV

Projet de loi austro-hongrois sur les condamnations conditionnelles (1).

Dans les cas méritant une considération spéciale, le jugement peut accorder la suspension conditionnelle de l'emprisonnement, pourvu que l'accusé n'ait pas encore été condamné à une peine

(1). Nous publions ce projet de loi qui nous a été adressé par son auteur, M. Ladislaus Fazer, professeur de droit criminel à l'université de Buda-Pesth et annoncé comme annexe d'un ouvrage traitant de la réforme de la justice criminelle en Hongrie. — Note de la rédaction.

emportant privation de la liberté et que la peine de l'emprisonnement prononcée par le juge ne dépasse pas trois mois.

Si, dans les trois années qui suivront le prononcé et la publication du jugement de première instance, le condamné n'encourt pas une nouvelle condamnation emportant privation de la liberté, la peine sera considérée comme consommée.

Dans le cas contraire, il sera procédé à l'exécution de la peine, notamment sur les ordres du président du tribunal, dans les affaires relevant du tribunal, sur les ordres du juge de l'arrondissement, dans les affaires de son ressort, et sur les ordres du chef de police, dans les matières du ressort des autorités administratives.

La suspension conditionnelle de la peine a lieu moyennant cautionnement dans tous les cas où les moyens de l'accusé le permettent.

Le juge fixera le montant et le mode du cautionnement. Si, dans le délai fixé par le juge, le cautionnement fait défaut, il sera procédé à l'exécution de la peine.

En cas d'exécution de la peine, le cautionnement sera dévolu à l'État et employé au but prévu par la loi VIII de 1887. (Patronage.)

La suspension conditionnelle de la peine a lieu sans préjudice des dommages-intérêts.

Dans des cas méritant une considération spéciale, la suspension conditionnelle peut être appliquée aussi aux amendes sous les conditions ci-dessus prescrites pour les peines emportant privation de liberté.

D^r Ladislaus FAZER.

Professeur de droit criminel à l'université de Buda-Pesth.

Bibliographie : Code pénal italien de 1889

(Traduit, annoté et précédé d'une introduction par M. Lacointa.)

Le Comité de législation étrangère vient de publier, avec le concours de la Société de législation comparée, le Code pénal d'Italie du 30 juin 1889, traduit, annoté et précédé d'une introduction par M. Lacointa. Cet ouvrage présente le tableau le plus complet et le plus instructif de la législation pénale actuelle de tous les pays et mérite par sa haute valeur d'être signalé d'une manière spéciale à l'attention des criminalistes et du monde judiciaire.

Dans une introduction magistrale de plus de cent pages, l'auteur expose les longues et patientes études auxquelles a été soumise l'élaboration du Code italien ; il en indique ensuite

l'économie et en fait remarquer les heureuses innovations et les regrettables défauts.

« Une œuvre de codification pénale exige, dit-il, des qualités maîtresses : une profonde connaissance de l'histoire et des théories juridiques de l'ensemble des législations, non seulement quant au droit proprement dit, mais encore sur le régime pénitentiaire, base de toute loi pénale, — le souci constant d'approprier les dispositions aux mœurs et aux traditions du pays, — la pleine lumière que la science pure ne peut seule procurer et qui découle, pour une large part, des enseignements pratiques, — la ferme résolution de ne se laisser entraîner à aucune périlleuse innovation, de n'adopter aucune solution hasardée, de soumettre à des règles sûres les infractions généralement admises plutôt que d'en créer de nouvelles, — la claire perception du plan à réaliser, de la méthode à suivre, — un style net et sobre, — par dessus tout l'impartiale sérénité, la sagesse, qui constituent le mérite suprême du législateur. »

C'est en se plaçant à ces points de vue élevés que M. Lacointa examine surtout l'œuvre du législateur italien. Il en recherche l'esprit et en mesure la portée. Il en loue la rédaction claire et précise, les classifications rationnelles, l'ensemble harmonieux.

Que de progrès réalisés il signale dans le premier livre consacré aux infractions et aux peines en général ! La barrière de l'exterritorialité des prescriptions pénales, derrière laquelle s'abrite l'impunité, est abaissée ; la poursuite des délits commishors du royaume non seulement par les Italiens, mais même par les étrangers, est autorisée, sous certaines conditions, pour des infractions déterminées ; il est permis de devancer par l'offre la demande d'extradition, et d'incarcérer provisoirement dans ce but les non nationaux.

La réclusion et la détention, qui sont les peines appliquées au plus grand nombre des délits (le Code divise les infractions en délits et en contraventions seulement) sont rendues tout à la fois inflictives et réformatrices. Au régime de l'emprisonnement individuel est associé, après un certain laps de temps, le régime d'Auburn qui assujettit les condamnés, le jour, pendant qu'ils sont laissés ensemble, à l'obligation du silence, la nuit, à la séparation. La bonne conduite est encouragée et récompensée, soit par le transfèrement dans un établissement pénitentiaire agricole ou industriel, soit par l'affectation, sous la surveillance de l'ad-

ministration, à des travaux publics ou privés, soit enfin et surtout par la libération conditionnelle. — L'amende dénommée *multa* devient une peine d'exécution facile et efficace, grâce à la faculté donnée au condamné de l'acquitter en prestation de travail au profit de l'État, de la province ou de la commune. — La solidarité, quant à cette peine, des individus condamnés à raison d'une seule et même infraction, est supprimée. — Le temps passé en détention préventive est déduit de la durée totale de la peine privative de la liberté infligée. — Enfin la mesure la plus propre à exciter les inculpés au relèvement, la plus en harmonie, d'ailleurs, avec l'ensemble des prescriptions répressives, la *réprimande judiciaire*, peut, dans des limites sagement fixées, être seulement prononcée contre les inculpés qui n'ont pas encouru encore de condamnations pour délit, et en faveur desquels il existe, dans la cause, des circonstances atténuantes.

Dans un autre ordre d'idées, en ce qui concerne l'imputabilité, les causes qui l'excluent ou la diminuent, M. Lacointa loue avec raison le législateur italien d'avoir refusé d'admettre et consacrer la doctrine d'une nouvelle école, trop disposée à voir chez un grand nombre d'inculpés des victimes d'instincts héréditaires, de passions irrésistibles, des inconscients, des malades. Il l'approuve aussi d'avoir ouvert à l'enfance coupable les maisons d'éducation et de correction, et tenu compte de l'âge pour la peine à appliquer, laissant sans poursuite les faits commis au-dessous de neuf ans et élevant progressivement la peine, suivant que l'inculpé a, de neuf à quatorze ans, de quatorze à dix-huit ans, de dix-huit à vingt et un, limite où la responsabilité devient entière.

Les distinctions établies par le nouveau Code entre le méfait *tenté*, le méfait *manqué* et le méfait *consommé*, distinctions auxquelles correspond une augmentation proportionnée de la peine, traduisent le vœu de la généralité des criminalistes. Celles qui concernent les individus ayant concouru à la même infraction s'inspirent d'un sentiment de justice. Les auteurs, coopérateurs immédiats et les *instigateurs principaux* sont placés sur le même rang; les complices par excitation, promesses, instructions, aide ou assistance, restent au-dessous et sont traités moins sévèrement.

Le savant auteur mêle à des éloges mérités des critiques qui nous semblent parfaitement fondées. Il considère, comme de nature à compromettre la bonne administration de la justice, la

suppression de la peine de mort. « Cette peine, écrit-il, ne devrait plus être nécessaire; tel est le souhait profond des criminalistes, des magistrats, des penseurs; néanmoins aucune peine ne peut tenir lieu de la suprême expiation; toutes les combinaisons présentées dans ce but, ou bien sont cruelles par les longs tourments qu'elles impliquent et qui exigeraient des agents plus durs que les bourreaux, ou bien, par suite des adoucissements progressifs, des mesures gracieuses successivement provoquées et dont aucune disposition législative ne peut limiter la sphère d'action, empêchent la répression d'être en rapport avec l'énormité des attentats. Restreindre le plus possible les cas d'application de la peine de mort, c'est le vœu de tous, mais la conserver, avec la certitude de sa légitimité, c'est, si douloureuse qu'elle soit, une nécessité qui s'imposait, ce semble, au législateur italien. »

L'*ergastolo*, qui est au sommet de l'échelle pénale, ne justifie que trop cette appréciation. En quoi consiste-t-il en effet? Il consiste en une peine perpétuelle, insuffisante pour certains forfaits, purement illusoire en cas de perpétration de nouveaux. « Cette peine est subie, porte la loi, dans un établissement spécial où le condamné reste, durant les six premières années, en isolement cellulaire continu, avec soumission au travail. Pendant les années ultérieures, il est admis au travail en commun avec d'autres détenus, sous l'obligation du silence ». Supposez que le condamné à l'*ergastolo* commette l'attentat le plus grave, qu'il assassine par exemple un gardien, l'aggravation, qui en résultera seulement pour lui sera l'isolement cellulaire indéfiniment prolongé.

La suppression de la peine de mort a une autre conséquence fâcheuse; elle entraîne un abaissement général du niveau de la pénalité. Cet abaissement est d'autant plus regrettable que le Code exagère déjà, outre mesure, l'indulgence quand il s'agit d'infractions telles que l'infanticide et l'avortement, qui ne sont punies, la première, que de la réclusion, ou même, suivant les circonstances, d'une détention qui peut descendre à trois ans; la seconde, que d'une détention d'un à quatre ans. Pour sauvegarder l'honneur des familles, il favorise, d'un autre côté, l'impunité en subordonnant à la plainte de la victime ou de son représentant, la poursuite, par le ministère public, du viol, de l'attentat à la pudeur ou de la corruption.

Un article, qui a rencontré, en Italie comme ailleurs, une vive opposition, est, de la part de notre auteur, l'objet de très légitimes observations. C'est l'article 104, ainsi conçu :

« Quiconque commet un fait tendant à soumettre l'État ou une partie de l'État à la domination étrangère, ou bien à en amoindrir l'indépendance ou à en altérer l'unité, est puni de l'*ergastolo*. »

« L'amour de la patrie, dit M. Lacointa, est profond chez tous les peuples; il n'est pas de sentiment plus digne de respect. Mais les dispositions pénales qu'il inspire ne doivent pas moins être exprimées suivant les exigences de toute codification : cette sollicitude doit être plus marquée encore lorsqu'on touche à des préoccupations de nature à enflammer les esprits, à leur enlever le calme, la sereine impartialité indispensable à la justice. Aussi doit-on regretter la périlleuse élasticité de l'article 104. Si le fait prévu par ce texte était puni de quelques mois, de quelques années de détention, ce serait assez pour qu'il y eût un danger tangible, pour que la critique fût fondée. Combien ne l'est-elle pas davantage, quand on constate que ce fait, d'un caractère si peu précis, expose l'auteur à l'*ergastolo*, c'est-à-dire, la peine capitale étant abolie, au châtement le plus élevé, à la répression encourue par les assassins, avec la menace d'une poursuite qui ne sera prescrite qu'après vingt ans, alors qu'aux termes de l'article 105, celui qui porte les armes contre la patrie peut n'être atteint que de quinze ans de réclusion ! Dans la rédaction définitive on aurait dû, tout au moins, comme le demandait la commission de la Chambre des députés, substituer aux mots : « commet un fait tendant à, ... » ceux-ci : « *entreprend des actes d'exécution* ».

M. Lacointa ne s'est pas borné à étudier avec une remarquable sûreté d'appréciation, et une rare élévation de pensée et de style, le nouveau Code dans son ensemble et dans ses principales dispositions. Au bas des articles qui le composent, il a donné le commentaire le plus exact, les indications les plus précieuses. Des notes d'une extrême concision établissent des rapprochements pleins d'intérêt entre le droit romain, notre droit ancien et actuel, et la législation pénale de toutes les nations, de celle des grands États, tels que la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne, comme de celle des petits États, tels que le Portugal, la Hollande et même les cantons de la Suisse. Il y a là, sous une modeste apparence, des trésors de science et le fruit d'infatigables recherches.

Quand M. le Ministre de la justice d'Italie, désireux de donner à son projet de Code pénal un degré de perfection qui lui permit de supporter avec avantage la comparaison avec les meilleurs

Codes des autres pays, l'a soumis à l'examen des criminalistes les plus considérables, il a convié à cet examen M. Lacointa, qui, dans les hautes fonctions de la magistrature, au barreau et dans l'enseignement du droit des gens à l'Institut catholique de Paris, a conquis une grande et belle renommée. M. Lacointa a répondu à cet appel et M. Zanardelli l'en a remercié dans les termes les plus flatteurs. Aujourd'hui c'est le public qui est fait juge de l'œuvre du législateur italien. Ceux qui veulent s'en rendre un compte exact et connaître en même temps l'état actuel de toutes les législations pénales, consulteront avec profit l'ouvrage dont nous avons essayé de donner une fidèle bien que trop incomplète analyse.

Ch. PETIT,
Conseiller à la Cour de cassation.

VI

Informations diverses.

A la Nouvelle-Calédonie. — Quelques articles du Times. — Un moyen d'identification. — Revues étrangères.

A LA NOUVELLE-CALÉDONIE. — Les exécutions capitales sont devenues aussi fréquentes qu'elle étaient rares, avant que le Gouverneur, en conseil privé, ne fût autorisé à laisser la justice suivre son cours à l'égard des transportés qui se font condamner à mort dans la colonie pour de nouveaux crimes.

Le 15 avril, les nommés Jugy et Recordière ont été guillotins; le 18, c'était le tour de Pivet et de Boiron. Tous les quatre avaient été condamnés à mort pour assassinat : ils ont montré sur l'échafaud le cynisme le plus révoltant.

Les deux premiers avaient scié le cou d'un de leurs camarades avec un morceau de cercle de barrique.

Quelques jours après, on exécutait Markelet, Lecomte et Fontbertasse, puis c'était le tour du nommé Hortion.

Les trois premiers avaient assassiné un libéré dans la brousse et s'étaient enfuis en Australie.

Markelet était le célèbre chef de la bande de Neuilly qui dévalisait les villas et laissait un mot délicat sur les tables à l'adresse de ses victimes : « Votre vin est excellent ; nous nous proposons de revenir dans un mois ou deux ; ayez soin d'en faire provision » ; ou bien : « Votre argenterie laisse à désirer, il est nécessaire que vous la remplaciez promptement. »

Tous trois sont morts la rage au cœur et des paroles de haine à la bouche.

Quant à Hortion, il avait assassiné un colon de Pain. Il est mort en disant aux condamnés de la cinquième classe, présents, selon l'usage, à l'exécution : « Camarades, si je suis au pied de l'échafaud, c'est la faute à Boisdub. » Ce Boisdub, son complice, a été assez heureux pour s'en tirer avec cinq ans de réclusion.

Chacun de ces criminels avait de soixante à deux cents ans de travaux forcés à faire.

QUELQUES ARTICLES DU *TIMES*. — On sait quelle est l'autorité du journal anglais *The Times* ; toutes les questions importantes à l'ordre du jour y sont traitées avec une compétence incontestable. Les questions pénitentiaires ont eu nécessairement leur part dans les préoccupations du journal, et, à titre d'exemple, je voudrais analyser quelques-uns des articles publiés au cours de ces derniers mois.

Au mois de novembre 1889, à la prison Strangeways de Manchester, un détenu, nommé Gatcliffe, mourut dans des circonstances mystérieuses. Cet homme, qui était atteint de délirium tremens, avait été placé à l'infirmerie avec deux autres détenus ; la veille de sa mort, il avait subi une visite médicale et avait été trouvé en bon état ; aussitôt après le décès, on constata sur son corps des blessures graves et nombreuses (fracture du sternum et de plusieurs côtes, ecchymoses) qui paraissaient avoir été la cause immédiate de la mort. Une enquête judiciaire eut lieu, et un nommé Mitchell, gardien de nuit, fut traduit devant les assises de Manchester sous accusation d'avoir, par ses violences, causé la mort de Gatcliffe. Ce Mitchell fut acquitté aux applaudissements de l'auditoire et même publiquement félicité par le juge. — Ce résultat parut scandaleux au savant secrétaire général de l'Association Howard, M. William Tallack, qui, le 20 décembre, adressa au *Times* une lettre qui expose les faits en détail, explique que Gatcliffe n'a pu se blesser lui-même, que si Mitchell n'est pas l'auteur de sa mort, il y a un autre coupable qu'il faut rechercher ; la lettre se termine ainsi : « On est en droit de se demander si cette affaire restera une énigme insoluble ; elle intéresse pourtant la réputation de l'administration des prisons et même celle de la nation. »

La publication de cette lettre paraît avoir ému sérieusement l'opinion publique, car le Gouvernement ordonna une nouvelle

enquête, et, dans les derniers jours du mois de mars, l'affaire fit l'objet d'une interpellation à la Chambre des communes. Le *Times* consacre, dans son numéro du 1^{er} avril un article spécial à cet incident. Deux députés de l'opposition, MM. Pickersgill et O'Brien, non seulement insistèrent pour savoir du Ministre de l'intérieur ce qu'il comptait faire au sujet de l'affaire Gatliffe, mais énumérèrent un certain nombre d'irrégularités constatées dans le service pénitentiaire, et demandèrent un contrôle plus sévère. M. Matthews, secrétaire d'État au Département de l'intérieur, répondit que la nouvelle enquête n'avait pas permis d'intenter une poursuite autre que celle qui avait abouti à l'acquittement de Mitchell ; mais que, non seulement cet agent, malgré son acquittement et ses excellents antécédents, avait été destitué et ne serait plus jamais employé, mais qu'un autre agent nommé Rappely, dans le service duquel l'enquête avait révélé quelques irrégularités, avait été traité de même, et que le gouverneur de la prison lui-même, homme des plus recommandables, avait été l'objet d'une réprimande sévère pour avoir laissé mettre sa surveillance en défaut. Le Ministre dit en terminant que, sans doute, il est impossible d'éviter d'une manière absolue tout écart de conduite de la part des gardiens, mais qu'on peut espérer arriver aussi près que possible de la perfection dans une administration qui a à sa tête sir E. du Cane et les commissaires des prisons anglaises. — Un fait cité dans le discours de M. Pickersgill prouve en effet la sollicitude du Gouvernement anglais pour réparer les abus du régime pénitentiaire, lorsqu'il n'a pu les prévenir. Un individu, détenu préventivement, et qu'on avait indûment obligé à revêtir le costume des condamnés et à prendre le bain réglementaire pour ceux-ci, a reçu pour ce fait une indemnité de 75 livres sterling (1.875 francs).

Dans chacun des numéros des 1^{er}, 3 et 5 avril 1890, le *Times* a consacré un substantiel article à la comparaison du système employé dans deux prisons des États-Unis ; ces deux prisons sont celles de Détroit, dans l'État de Michigan, et celle de Concord, dans le Massachusetts. Les Américains, dit l'auteur de ces articles, poussent à leur dernières limites les principes qu'ils adoptent, quels qu'ils soient ; on en a un exemple par la pratique employée dans chacune de ces prisons. A Détroit, tous les détenus, hommes et femmes, au nombre de près de cinq cents, sont employés uniquement à fabriquer des chaises ; ce travail « continu et opiniâtre »

a, disent les administrateurs de la prison, le meilleur résultat moral. Au point de vue pécuniaire le système de Détroit est également très recommandable, car non seulement le travail des détenus suffit à payer toutes les dépenses de matériel et de personnel, mais encore il reste chaque année, en actif, un excédent de quinze mille dollars (75.000 francs).

A Concord, le système est absolument différent; on a appliqué, en le modifiant un peu, le système dit d'*Elmira*, qui consiste à entreprendre la transformation morale des coupables en élevant leurs idées. Dans ce but on a fait de la prison une sorte d'université ou d'académie de hautes études. Sous prétexte que le système ne peut aboutir que pour des criminels non endurcis, on ne reçoit que des individus âgés de moins de quarante ans et n'ayant pas subi plus de trois condamnations; il ne paraît pas absolument certain qu'on n'aura pas ainsi de criminels d'habitude; néanmoins la confiance des philanthropes qui préconisent ce système est telle qu'ils ont la certitude de convertir leurs pensionnaires en moins de cinq ans, car les condamnés sont libérés à l'expiration de ce délai maximum, et même souvent plus tôt lorsqu'ils ont subi avec succès les examens périodiques. Le moyen curatif destiné à changer en honnêtes gens de véritables criminels, puisqu'il s'agit de voleurs, de faussaires, d'incendiaires et même d'assassins, consiste, ainsi que je l'ai dit plus haut, à leur donner un enseignement universitaire. A cet effet, on leur fait, dans la prison, une série de cours et de conférences sur les sujets les plus variés. Voici, par exemple, les titres de quelques-uns des sujets de conférence: « Bénéfices et partage des bénéfices; le socialisme au point de vue chrétien; l'église primitive; une soirée à la Chambre des communes d'Angleterre; chance et travail. » Les cours complets d'étude comprennent l'économie politique, la musique, le dessin architectural, les mathématiques. Les récréations sont employées à des exercices de gymnastique et à faire du journalisme en rédigeant un journal spécial à la prison. Malheureusement ce beau programme paraît avoir le plus triste résultat; les détenus, dont on veut élever l'esprit, n'entrent nullement dans les intentions des inventeurs de la méthode; ils n'apportent aucune attention à suivre les cours et font même parfois un tapage qui empêche le professeur de se faire entendre. Le personnel enseignant coûte extrêmement cher, et le budget de la prison se solde par un déficit considérable. Aussi le rédacteur du *Times* ne ménage-t-il pas le blâme et même les quolibets à ce qu'il qualifie de niaiseries. Les détenus continueront,

dit-il, à interpréter à leur manière le partage des bénéfices dans la société, et les voleurs avec effraction tireront des conséquences toutes spéciales de la question ainsi posée dans un examen : « tracez une spirale à l'aide d'un instrument ».

Une autre série d'articles a été consacrée par le *Times* à la condition des déportés russes en Sibérie, tant détenus que libres. Dans les prisons, dit le journaliste, le régime est d'une dureté révoltante et la mortalité effroyable. Pour les déportés libres, qui ont généralement été envoyés en Sibérie par mesure administrative, les procédés sont également violents et arbitraires. Le numéro du 26 décembre 1889 contient, en trois colonnes, le récit d'une véritable tuerie d'un certain nombre de ces déportés par suite d'une méprise des autorités auxquelles ils avaient adressé une réclamation. Toutefois les faits relatés dans ce récit ne m'ont pas paru d'une vraisemblance absolue ; il est difficile de contrôler ce qui se passe dans ces régions éloignées, les témoignages provenant tous soit d'une source officielle, soit au contraire des déportés eux-mêmes (1).

P. VIAL.

UN MOYEN D'IDENTIFICATION. — Voici d'après le *Globe* les formalités auxquelles est soumis, en Chine, un voyageur qui désire un passeport.

Il doit s'enduire la main d'une teinture à l'huile et l'appliquer ensuite sur une feuille de papier fin et humide qui conserve l'empreinte des lignes.

Comme les lignes de la main de deux personnes différentes ne sont jamais identiques, on empêche ainsi aux voyageurs de se prêter leurs passeports.

La finesse des Chinois leur ayant fait découvrir que les empreintes des pouces de deux personnes différentes ne sont jamais semblables, la police se contente de conserver simplement l'empreinte des deux pouces de chaque délinquant.

Aussi celui-ci peut se raser ou porter perruque, paraître jeune et svelte ou vieillard très âgé, quel que soit son travestissement, il ne pourra jamais changer l'empreinte de ses pouces, que l'on peut en toutes occasions appliquer sur une feuille de papier et comparer avec les empreintes enregistrées aux archives de la police centrale du Céleste Empire.

(1) Nous prions nos lecteurs de se reporter à la conférence faite, sur ce sujet, par M. Komorsky, publiée au *Bulletin* de novembre 1890.

REVUES ÉTRANGÈRES. — SOMMAIRES :

ZEITSCHRIFT FÜR DIE GESAMMTE STRAFRECHTSWISSENSCHAFT (*Revue générale de droit pénal*. — *Sommaire du n° 4, vol. X*. — Les demandes à fin d'audition de témoins dans l'instruction criminelle, par M. STENGLEIN, conseiller au tribunal de l'Empire. — Procédure préparatoire et instruction criminelle, par M. le Dr KRONECKER, conseiller au tribunal de Berlin. — Déterminisme et répression, par M. Théodore KLIPPEL, à Nuremberg. — Jurisprudence du tribunal de l'Empire, du 1^{er} janvier au 31 mars 1889, communiquée et commentée par le professeur Reinhard FRANK, de Gieszen.

Supplément : Compte rendu de la 1^{re} session du groupe national « Empire allemand, » de l'union internationale de droit pénal, tenue à Hall les 26 et 27 mars 1890.

Sommaire des n° 5 et 6, vol. X. — La nouvelle école positiviste de droit pénal en Russie, par M. le Dr Alfred FRASSATI, de Turin. — Les procédures préparatoires inutiles et les pratiques du ministère public, étude tendant à une réforme de la procédure criminelle, par M. JULIUSBERG, assesseur de tribunal à Breslau. — Les rapports des présidents des tribunaux supérieurs et des procureurs généraux de Prusse, sur le système dit des *condamnations conditionnelles*, avec une discussion par M. le professeur VON LISZT. — *Revue étrangère* : Autriche (VIII), rapport de M. le professeur LAMMASCH 1888 et 1889). — *Revue bibliographique* : droit pénal, partie générale ; rapporteurs, MM. le professeur Dr BENNECKE et le Dr VON HIPPEL.

Supplément : Traduction allemande du Code pénal italien du 30 juin 1889, et de la loi sur la sûreté publique du même jour.

BULLETIN DE L'UNION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL (*Mittheilungen der internationalen kriminalistischen Vereinigung*).

Première année, n° 3. — Rapport sur les progrès de la législation pénale. — Première session de l'Union internationale de droit pénal, tenue à Bruxelles les 7 et 8 août 1889 : procès-verbaux (en français et en allemand). — Liste des ouvrages offerts à l'Union. — Membres nouveaux (15 oct. 1889). — Informations diverses.

Deuxième année, n° 1. — Statuts de l'Union. — Liste des membres. — Programme de la seconde session générale. — Programme de la première réunion des membres allemands. — Les groupes nationaux (Hongrie, Suisse). — Revenus et débours. — Informations diverses.

Deuxième année, n° 2. — Membres nouveaux. — Groupes nationaux. — Articles publiés sur l'Union et ses travaux. — Ouvrages offerts à l'Union. — Rapports : 1° de M. FOINITSKI sur la 2° question (c) (*Est-il nécessaire ou opportun de faire dépendre le traitement des jeunes délinquants de la question de savoir s'ils ont agi avec ou sans discernement ?*) ; 2° de M. BAUMGARTEN sur la 4° question (*Peut-on, dans certains cas, remplacer la peine privative de liberté de courte durée par le travail obligatoire sans incarceration ?*) ; 3° de M. ALIMENA sur la 3° question (*La législation peut et doit-elle s'occuper plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent de l'élément de réparation civile de l'infraction et des droits de la partie lésée ? Quels moyens peut-on proposer pour atteindre ce but ?*) ; de M. von LILIEN-THAL sur la 1° question (*Comment la législation doit-elle déterminer la notion des criminels d'habitude incorrigibles, et quelles sont les mesures à recommander contre cette catégorie de criminels ?*) ; de M. ZURCHER sur la 4° question.

RIVISTA PENALE, juillet 1890. — I. Les réformes du Code de procédure pénale en Belgique, par G. VACCA. — II. De l'obligation de lire à l'audience les motifs des sentences pénales, par M. G. SIGHDE. — III. *Jurisprudence contemporaine* : Jugements italiens. — IV. Discours d'ouverture, pour l'année 1890, prononcés par les représentants du ministère public près les cours et tribunaux italiens. — V. *Chronique* : Rapport sur le décret-loi du 1^{er} décembre 1889 sur le Code pénal. La compétence pénale dans la colonie d'Éritrée. Une association de malfaiteurs dans les Calabres. Rapport des travaux du tribunal fédéral suisse en matière pénale pour 1889. De l'application de la loi sur les récidivistes en France. Le pouvoir judiciaire dans la République Argentine. Les galériens japonais. La maison de peine d'Altorff en Suisse. Proposition de créer en France un ministère du travail. — VI. *Éphémérides* : Littérature ; gouvernement et parlement, cours et tribunaux. — Recueil de décisions. — *Collection législative* : 1° Italie, règlement pour l'exécution de la loi de sûreté publique, approuvé par décret royal du 8 novembre 1889 ; 2° Tunisie, loi du 15 juin 1889, sur la protection des œuvres littéraires et artistiques dans la Régence de Tunis ; 3° Italie-France, déclaration signée à Paris, le 8 décembre 1888, pour l'interprétation de l'article V de la convention consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862, relative à l'inviolabilité des archives consulaires ; 4° Italie, loi du 14 juin 1889, sur la réforme pénitentiaire. — IX. Bulletin bibliographique.

Août 1890. — I. Les réformes du Code de procédure pénale, par M. BENEVOLO. — II. De la véritable application de l'art. 432 du Code pénal, par MM. A. MORTARU, V. CANNAVINA, L. LUCCHINI. — III. *Jurisprudence contemporaine*: Jugements italiens. — IV. Les discours d'ouverture, pour l'année judiciaire 1890, prononcés par les représentants du ministère public près les cours et tribunaux italiens. — V. *Variétés*: Lettre sur le mouvement scientifique pénal en Espagne, de M. F. de ARAMBURE Y LULNOGA. — VI. *Chronique*: L'administration de la justice pénale au tribunal civil de Massana: les premiers résultats de la libération conditionnelle en France; les petits orgues et les droits d'auteur; la réforme pénitentiaire au Chili; le Congrès international d'hypnotisme; concours. — VII. Éphémérides de juin. — Recueil de décisions. — IX. Collection législative. — X. Bulletin bibliographique.

Septembre 1890. — I. Sur l'interprétation et l'application de de l'article 433 du Code pénal par M. A. ALPI. — II. Sur l'interprétation de l'article 203 du Code pénal par MM. A. MORTARA ET D. RUIZ. — III. *Jurisprudence contemporaine*: Jugements italiens, jugements étrangers. — IV. Les discours d'ouverture pour l'année 1890 prononcés par les représentants du ministère public près les Cours et Tribunaux italiens (fin). — V. Variétés. Le Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg par M. B. ALIMENA. — VI. *Chronique*: Le nouveau Code pénal du grand-Duché de Finlande; Le Congrès international d'Anvers pour le patronage des détenus et de l'enfance abandonnée; questions sur les droits d'auteur au Congrès dramatique de Rome. — VII. Éphémérides de Juillet. — VIII. Recueil de décisions. — IX. *Collection législative*: Belgique loi du 31 juillet 1888 qui établit la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal. — X. Bulletin bibliographique.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 21 JANVIER 1891

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Communication de M. le Président. — Nomination de M. Rivière comme secrétaire général adjoint. — Rapport de M. le conseiller Félix Voisin sur les travaux de la troisième section du Congrès de Saint-Petersbourg : MM. Bournat, Brueyre, M. le pasteur Arboux.

La séance est ouverte à 4 heures 20, sous la présidence de M. le conseiller Petit.

M. RIVIÈRE donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, notre très honoré et très cher secrétaire général, M. Desportes, ne pouvant, à raison de l'état de sa santé, suffire momentanément aux exigences multiples de la fonction qu'il remplit depuis tant d'années pour le bien et pour l'honneur de notre Société, avec autorité, éclat et un dévouement incomparable, votre Conseil de direction a pensé qu'il y avait lieu de lui adjoindre l'un de ses membres, M. Rivière.

Vous connaissez tous M. Rivière, vous savez quelle précieuse collaboration il prête à votre *Bulletin*, vous avez pu apprécier dans vos assemblées générales la distinction de son esprit et l'étendue de ses connaissances pénitentiaires. Votre Conseil de di-

rection a pensé, et vous penserez sans doute avec lui, que l'adjonction de M. Rivière à M. Desportes ne pourrait que contribuer à assurer, à agrandir, aussi bien au dehors qu'en France, le renom et l'influence de votre Société. (*Applaudissements.*)

M. Bogelot a bien voulu m'écrire pour me charger de l'excuser auprès de vous. Il est retenu en ce moment par une affaire qu'il plaide devant un tribunal du ressort de Paris.

M. le pasteur Robin, qui devait nous faire un rapport oral, s'excuse aussi de ne pouvoir assister à cette séance. Il est également empêché par une circonstance qu'il fait connaître.

M. RIVIÈRE, *secrétaire général adjoint*, donne lecture de la lettre d'excuses de M. le pasteur Robin.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces excuses sont agréées. Notre éminent collègue, M. le professeur Léveillé, a bien voulu consentir, sur la demande de M. Rivière, à rendre compte dans notre prochain *Bulletin* des travaux de la deuxième section du Congrès de Saint-Petersbourg. En attendant, nous serons extrêmement heureux d'entendre M. le conseiller Félix Voisin, qui assiste à notre séance et qui veut bien nous faire un rapport oral sur les travaux de la troisième section du même Congrès. Je lui donne la parole.

M. Félix Voisin. — Messieurs, quand M. le Président a eu la bonté de me demander de faire devant vous un rapport sur les travaux de la troisième section du Congrès de Saint-Petersbourg, j'ai beaucoup hésité parce que mes instants sont très comptés, parce que je n'avais pas le temps matériel de vous présenter un travail complet sur les travaux de la troisième section, et enfin parce que j'avais le sentiment très net, sentiment que j'ai encore, que je ne ferais pas, dans ces circonstances, un rapport digne du Congrès, digne de ceux qui nous ont reçus en Russie avec tant de cordialité, digne des importantes et nombreuses questions qui ont été traitées. Je ne puis vous apporter en effet ici, à défaut de travail écrit et de notes prises par moi à Saint-Petersbourg, que des souvenirs, et par conséquent vous voudrez bien excuser l'insuffisance du rapport que je vais avoir l'honneur de vous présenter. Je me bornerai à appeler votre attention sur les quelques points qui m'ont paru intéressants et sur lesquels l'attention de la Société générale des prisons ne peut pas, à mon sens, ne pas être appelée.

La troisième section du Congrès s'est occupée des questions qui touchent à l'enfance et aussi, d'une façon générale, des questions ayant trait au patronage, non seulement des enfants, mais encore des adultes, ayant trait au patronage considéré dans sa physionomie la plus vaste.

Les questions relatives aux enfants ont été plus particulièrement traitées au point de vue de notre loi de juillet 1889 sur la déchéance possible de la puissance paternelle ; par conséquent, je ne crois pas que j'aie ici à entrer dans de longs détails sur les *desiderata* qui ont été exposés, puisque la France a, sur ce terrain, devancé ce que le Congrès de Saint-Petersbourg a demandé ; mais tous les peuples ne sont pas, sur ce terrain de la protection de l'enfance, aussi avancés que nous le sommes depuis la loi de juillet 1889 ; on conçoit donc très bien que, quoique la France se soit prononcée sur cette importante question un an avant la réunion du Congrès de Saint-Petersbourg, les représentants des autres peuples aient voulu préciser et appeler l'attention des Gouvernements sur elle ; en ce qui nous concerne, nous avons été fort heureux de pouvoir dire au Congrès que, déjà, nous avions pris les devants, et, ce qui est certain, c'est que nous avons pu ainsi éclairer les solutions qui étaient présentées et qui ont été votées.

Il y a un point sur lequel j'appelle tout de suite votre attention, parce qu'il se rattache à la puissance paternelle, et parce qu'il a fait l'objet d'un vœu pour le prochain Congrès.

Tous ceux qui s'occupent des questions pénitentiaires sont surtout préoccupés des questions relatives à l'enfance, car, en définitive, c'est dans l'enfance, dans l'adolescence, que se prépare souvent le criminel, sous l'empire des mauvais conseils et des mauvais exemples. Par conséquent, chercher les moyens d'arrêter le mal dans sa source, c'est toujours ce que doivent avoir pour but les hommes d'État et les philanthropes. Aussi a-t-on émis un vœu qui présente un certain intérêt. Quelle peut en être la réalisation ? Je n'en sais rien, je n'ai même encore aucune opinion personnelle à cet égard ; du reste, chacun a parfaitement compris que la question n'était pas mûre pour une solution immédiate, car on en a renvoyé l'étude au Congrès de Paris, dans cinq ans. Je livre donc à vos méditations ce vœu, qui va très loin dans les précautions à prendre vis-à-vis des enfants ayant de mauvais instincts.

En voici les termes :

« Le Congrès, considérant qu'il est utile, avant tout, de pré-

venir la possibilité des délits des enfants, plus encore que de prendre des mesures pour le cas où ces délits auront été déjà commis, mais reconnaissant que cette importante préoccupation est en dehors du texte de la septième question, exprime le vœu que le prochain Congrès mette à l'étude la question de savoir s'il ne serait pas utile d'admettre, au nombre des moyens préventifs des délits des mineurs le droit, pour les pouvoirs publics, d'obliger les parents d'un enfant qui serait absolument récalcitrant à le placer dans un établissement d'éducation. »

C'est là, vous le voyez, Messieurs, un vœu très hardi, téméraire peut-être ; mais puisqu'il sera l'objet de délibérations futures, il était important que dès le début de mon rapport, vous en eussiez connaissance.

Il y a, Messieurs, une autre question qui a été l'objet d'une des premières études du Congrès de Saint-Petersbourg ; on a été unanime à reconnaître que la solidarité entre les œuvres de patronage, au point de vue international, laissait énormément à désirer ; sans doute, sur les frontières, on trouve quelques sociétés locales qui se mettent en relation avec les sociétés les plus voisines, mais les grandes questions sur le patronage des adultes ou des enfants se discutent isolément dans chaque pays, et on a pensé qu'il y aurait un intérêt immense à ce que l'on pût se grouper, à ce que l'on pût, entre les cinq années qui séparent un Congrès d'un autre, arriver à s'être déjà entendu, à se communiquer les problèmes venant à s'agiter successivement à Paris, à Saint-Petersbourg, à Berlin ou à Londres⁽¹⁾.

Et, après avoir émis ce vœu que des sociétés se forment en aussi grand nombre que possible pour le patronage, on a dit que, afin d'arriver pratiquement à établir ce lien entre les divers peuples, il était essentiel que, dans chaque nation, il y eût un organe central de patronage ; on aurait ainsi beaucoup moins à redouter les difficultés diverses qui peuvent se présenter, quand il s'agit pour une société privée de communiquer avec une autre société privée.

(1) Cette idée d'un lien international à établir entre les patronages créés dans chaque pays avait été émise par notre excellent collègue, M. Léon Lefébure, ancien président de la Société générale des prisonniers libérés, dans un rapport adressé au Congrès et qui malheureusement n'est pas parvenu à destination. M. Lefébure proposait d'établir à Berne un bureau central qui aurait réuni les indications relatives à toutes les œuvres de patronage et aurait permis non seulement de les bien connaître, mais, dans des cas déterminés, de provoquer leur action.

Ce vœu a été unanimement admis ; nous n'avons pas manqué de rappeler qu'en France, sans doute cette création n'était pas faite sous cette forme spéciale, mais que la Société générale des prisons s'occupait des questions de patronage dans tous les pays du monde, que son *Bulletin* était ouvert à toutes les communications et qu'elle était peut-être déjà constituée pour le fonctionnement de cet organe national central dont la mission serait de mettre les œuvres des divers pays en rapport les unes avec les autres.

Je crois, en effet, que cette question est intéressante, que c'est là le seul moyen pratique d'assurer les relations internationales, que sans cela on se perdra dans les infiniments petits. Si les sociétés françaises peuvent se grouper en un centre unique, ce centre unique aura ensuite pour mission de s'adresser aux autres groupes qui se formeront en Europe ou en Amérique, et de cette façon, il est évident qu'on arrivera à une étude générale et plus facile de tous les problèmes qui touchent à l'enfance et au patronage.

Voici un autre point qui m'a paru digne encore d'être soumis à vos méditations.

Nous nous sommes trouvés, dans la troisième section et au Congrès, en présence d'une proposition émanant de certains de nos collègues de la Suisse et de l'Allemagne, proposition assurément très intéressante, mais qui était de nature, à notre avis, à entraver les progrès mêmes du patronage. Il s'agissait, en effet, du patronage des libérés définitifs ou conditionnels, et on insistait surtout sur les libérés conditionnels, qui paraissaient plus intéressants que les autres.

Il est bien, disait-on, d'exercer sur eux un patronage personnel, mais on ne peut les patronner utilement, complètement, que si on se met en relation avec leurs parents, que si on patronne même dans une certaine mesure leurs familles, pendant qu'ils sont encore détenus. On apportera alors un soulagement énorme aux misères de celles-ci et, moralement parlant, le détenu qui a conservé quelque sentiment d'honneur sera très consolé à la pensée qu'il y a au dehors, tandis qu'il est détenu, des personnes s'occupant de sa femme, de ses vieux parents, de ses enfants.

Il est évident, Messieurs, que cette idée est très belle. Mais on a fait observer qu'en la présentant sous cette forme très vaste et très générale, on pouvait s'appliquer le proverbe : « Qui trop embrasse mal étreint. » Pour notre part nous avons dit qu'en

France il nous était quelquefois bien difficile de faire un patronage utile en faveur des libérés eux-mêmes, et que, sans exclure la pensée de chercher à se mettre en relation avec la famille, dans certaines circonstances malheureuses, il y aurait peut-être un danger à dire dans un Congrès aux sociétés de patronage : Si vous voulez faire un bien réel, il est indispensable que vous vous mettiez en relation avec toutes les familles des détenus, il faut patronner ces familles elles-mêmes.

La majorité a pensé qu'une thèse semblable était trop vaste, qu'on pourrait sans doute lui emprunter quelque chose, mais qu'il ne fallait pas la prendre tout entière. .

Après une très longue discussion à cet égard, discussion vivement soutenue par ceux qui l'avaient mise en avant, il a été convenu qu'on dirait seulement qu'il était désirable que « les sociétés de patronage pussent avoir la faculté de se préoccuper de la situation de famille du détenu avant qu'il ait recouvré la liberté. »

C'est ainsi que le Congrès a restreint, dans des limites pratiques, l'extension du patronage aux familles, et, afin de bien déterminer le caractère exceptionnel de sa résolution, il a ajouté que l'intervention des sociétés de patronage devait avoir lieu seulement « afin de secourir exceptionnellement les familles des détenus, si la prévention a causé un grave préjudice à des mères, à des vieillards ou à des infirmes. »

Vous connaissez maintenant, Messieurs, la thèse qui a été soutenue et la résolution qui a été votée, résolution dont je résume en quelques mots l'esprit : tout le monde a été touché de cette pensée généreuse, qu'on ne fait du patronage efficace et complet que lorsqu'on s'adresse non seulement au détenu, mais aussi à sa famille ; mais on a été d'accord pour dire que les sociétés de patronage n'étaient pas organisées d'une façon telle qu'elles pussent s'étendre immédiatement de la sorte, pour affirmer qu'il suffisait de rechercher si, en présence de tel individu détenu, il n'y avait pas au dehors des mineurs, des vieillards, des infirmes, des femmes se trouvant dans une situation particulièrement douloureuse.

Le Congrès s'est ensuite occupé des enfants moralement abandonnés, non pas seulement, comme nous le disions tout à l'heure, au point de vue de la déchéance paternelle, mais aussi au point de vue du principe général à poser pour leur éducation.

Vous connaissez tous cette question, Messieurs, et je vois devant moi notre honorable collègue, M. Brueyre, qui la connaît mieux encore que tout autre.

Je répète que la question qui s'est posée était celle de savoir comment on pouvait le mieux résoudre le problème de l'éducation des enfants moralement abandonnés. Était-ce en posant le principe absolu de l'éducation dans et par les familles ? Était-ce en posant le principe absolu de l'éducation dans des établissements ?

Les deux systèmes ont trouvé des défenseurs ; il y a eu les partisans de l'éducation par l'État, il y a eu les partisans de l'éducation par les familles.

Eh bien, Messieurs, ce n'est pas à un système exclusif dans un sens ou dans l'autre que le Congrès s'est arrêté.

Il a d'abord repoussé le système du placement exclusif dans les familles, non pas que, dans sa pensée, des familles bien choisies puissent être mauvaises pour l'éducation des enfants, mais parce que nombre de membres étrangers sont venus dire : si vous nous imposiez un principe comme celui-là, nous ne pourrions pas à l'heure actuelle l'appliquer dans notre pays, parce qu'il y a des enfants qui ne pourraient pas être placés dans des familles, des enfants pervers qui l'on ne voudrait pas introduire dans un élément sain, dans un milieu pur qu'ils viendraient corrompre. Pour ceux-ci des établissements sont nécessaires et des établissements créés autant que possible de longue date, vivant et faisant le bien avec l'expérience acquise : il ne faudrait pas se trouver pris au dépourvu, disait-on, et, si vous nous imposiez comme un devoir moral de placer tous nos enfants dans des familles, alors qu'il est certain que nombre d'entre eux ne pourraient pas y être maintenus, l'absence d'établissements déjà créés constituerait un danger sérieux.

La pensée qui a dominé dans le Congrès a donc été qu'on ne pouvait pas poser un principe absolu, qu'on devait sans doute recommander vivement l'éducation par les familles, mais qu'il fallait aussi recommander l'éducation dans des établissements, parce qu'il était important d'avoir des établissements créés, des établissements fondés de vieille date, ayant pu se perfectionner à la longue et offrant toutes garanties pour l'éducation des enfants.

Il est intéressant de noter que les conclusions qui ont été votées ont été présentées au Congrès par MM. Strauss, Théophile Rous-

sel, Peyron, Duvernoy et Gréber, représentants de la France, de l'Italie et de l'Allemagne :

Vu les expériences faites, il faudrait combiner le système du placement dans les familles avec celui du placement dans les établissements civils, attendu que les deux systèmes considérés séparément présentent des avantages et des désavantages.

Après avoir posé ce double principe, le Congrès a tenu à s'expliquer immédiatement sur les établissements, et il a dit quelles étaient ses préférences. C'est un pasteur suisse qui a rédigé cette seconde partie, et vous allez voir comment il a traduit très exactement la pensée de la section d'abord et celle du Congrès ensuite.

Les grands établissements, ceux comprenant 500 ou 600 jeunes gens, ont été l'objet de ses critiques et il a appelé l'attention des pouvoirs publics dans chaque État sur l'intérêt qu'il y a à ne pas créer des établissements aussi considérables. Voici comment la résolution a été votée :

Toutefois il faut tâcher, en ce qui concerne les maisons d'éducation en commun, de les éloigner autant que possible de l'éducation dite du régiment.

Tel est le mot qui a paru le plus convenable pour bien représenter ces agglomérations d'enfants justement critiquées.

A ce moment-là il a été naturellement question, dans la section, de Mettray ; et on a dit que si, à Mettray, il y avait un très grand nombre d'enfants, les inconvénients du grand nombre étaient atténués par leur division en familles ; et c'est pour répondre à cette pensée que le Congrès a terminé sa résolution en recommandant *d'organiser, autant que possible, l'éducation familiale d'après le système des petits groupes.*

Aucune idée n'est assurément plus juste, car nous savons tous que quand un chef d'établissement a plus de 150 ou 200 enfants, il lui est difficile de les connaître tous. Or on ne fait un bien réel aux enfants qu'autant qu'on peut appeler chacun par son nom, qu'autant qu'on connaît l'histoire de chacun d'eux. Quand on a 500 enfants sous sa direction, ce résultat si désirable ne peut être atteint, il est au-dessus des forces normales et il faut toujours faire des lois et des règlements en tenant compte des aptitudes moyennes des hommes.

Ainsi le Congrès a considéré les établissements comme nécessaires, mais il a eu pour idéal des établissements dans lesquels la vie

familiale puisse s'organiser, dans lesquels les enfants puissent se grouper, dans lesquels les maîtres puissent bien connaître et apprécier chacun d'eux.

Après avoir dit ce qu'il y avait lieu de faire pour les établissements, le Congrès est arrivé aussi à formuler certains vœux pour les familles, qui, dans sa pensée, conviendraient surtout aux tout jeunes enfants, appelés ainsi à se créer des relations, des amitiés devant être pour eux un point d'appui précieux dans le reste de leur vie ; mais il a recommandé qu'on écartât des familles les enfants déjà, moralement parlant, compromis, c'est l'expression dont on s'est servi, à raison des dangers qu'ils feraient, au point de vue des mauvais conseils, courir aux enfants mêmes de ces familles.

A ce moment là, une idée a été émise. Elle n'a pas reçu encore, si je ne me trompe, une grande application pratique dans notre pays. On a fait remarquer qu'en Allemagne, où il y avait des maisons d'éducation correctionnelle, on faisait succéder pour les jeunes détenus à l'éducation dans l'établissement, l'éducation, sous forme de patronage, dans les familles.

Cette idée a été très appuyée ; on a pensé que l'on pourrait corriger par là les inconvénients de la promiscuité des maisons de correction ; elle a été tout particulièrement recommandée aux méditations des hommes d'État et des philanthropes.

Je disais que la question de l'éducation par l'État avait eu ses défenseurs ; et, en effet, au moment où se discutait la question de savoir s'il fallait exclusivement confier aux familles les enfants moralement abandonnés ou s'il fallait les confier aussi aux établissements, quelques personnes ont soutenu cette thèse qu'il n'y avait que l'État qui eût une autorité assez forte pour élever les enfants et qui fût en situation d'inspirer toute garantie en si grave matière.

Cette pensée n'a pas été admise par le Congrès de Saint-Petersbourg, et voici en quels termes a été recommandée une tout autre théorie :

En ce qui concerne l'éducation en famille, il est à recommander que des sociétés d'éducation libres soient fondées, que les sociétés de patronage se chargent aussi au besoin de cette éducation, et que des comités soient appelés par les autorités publiques pour faire un choix des familles auxquelles peuvent être confiés les enfants, ainsi que pour diriger ces familles et les surveiller dans leur tâche éducatrice.

Cette rédaction laisse à désirer; mais on en retrouve de semblables dans tous les congrès internationaux, parce que, quelquefois, l'emploi de telle ou telle tournure de phrase, surtout dans une matière aussi spéciale que la nôtre, est ce qu'il y a de plus précis pour faire bien comprendre à tous ce qui a été la pensée commune. Quelle qu'elle soit, la rédaction précitée montre clairement que la pensée de confier l'éducation exclusivement à l'État a été écartée; ne pas exclure l'État, mais provoquer l'initiative privée, telle a été sur ce point la double idée du Congrès.

L'initiative privée en Russie joue un rôle considérable; les principaux établissements, pour les jeunes détenus, sont des établissements privés, soit à Saint-Petersbourg, soit à Moscou. Par conséquent, même dans ce pays d'autocratie, l'État s'est bien gardé de vouloir tout absorber et on trouve des personnalités ayant une fortune considérable et un cœur très large qui savent consacrer leur vie à la création d'établissements de ce genre.

Il était intéressant, pour nous Français, de constater que sur ce terrain il y avait à l'étranger une large part faite à l'initiative privée. Cette initiative n'est certes pas en retard en France, elle est même encouragée, aussi pouvons-nous remercier ceux qui, placés à la tête du pouvoir, permettent aux hommes de bonne volonté de faire leur œuvre et de la faire aussi largement que possible. (*Très bien.*)

M. le comte Henri Skarbek, qui est curateur d'un très grand établissement d'enfants en Galicie (1), a signalé au Congrès avec douleur — et c'est une douleur que vous partagez bien certainement avec lui — l'indifférence avec laquelle la masse de la population envisage les œuvres de patronage consacrées aux libérés adultes ou aux enfants. Il nous a tous interrogés pour savoir s'il était vrai que la même indifférence existât chez nous, et nous avons été forcés de lui dire que trop souvent nous la constatons aussi, que trop souvent tous ceux qui s'occupent de ces questions sociales rencontraient des gens qui leur disaient: « De quoi vous occupez-vous? Vous êtes bien bons! A quoi cela sert-il? Un tas de misé-

(1) La fondation Skarbek, instituée, en 1844, à Drohovijs, à 32 kilomètres à l'est de Lemberg, sur le chemin de Stryi, compte 400 orphelins agricoles, dont 150 filles. Elle possède une petite ferme de 80 morges avec 30 vaches (une boucherie). On y exerce les professions de jardiniers, cordonniers, tailleurs, boulangers, menuisiers, serruriers, maréchaux-ferrants, brosiers, etc. Son directeur est M. l'abbé Korjenlovski, qui était au Congrès.

rables ! ...» Il faut donc reconnaître que, sous toutes les latitudes, l'indifférence est la même ; on trouve de grands cœurs, on en trouve en nombre suffisant pour faire beaucoup de bien, mais il est évident que si le grand public s'intéressait plus à ces œuvres, s'il comprenait qu'elles sont, socialement parlant, essentielles pour se défendre contre les dangers que font courir les enfants pervers et les récidivistes, on arriverait à des résultats beaucoup plus importants.

M. le comte Skarbek a donc soulevé cette question, et a demandé au Congrès de formuler quatre vœux.

Il demande qu'un dimanche par mois soit choisi par les ministres des différents cultes pour parler de ces questions à leurs coreligionnaires. Vous le voyez, Messieurs, à l'étranger on ne sépare jamais les cultes, les représentants de l'idée divine, des questions philanthropiques et des questions sociales. Tel a été son premier mot, et ce mot a été couvert d'applaudissements (1).

Ce premier vœu répond à une idée juste. Je crois, en effet, que si, en France, on soulevait ces questions avec l'autorité qui s'attache à la parole des ministres des différents cultes, si on faisait voir qu'il y a là des problèmes sociaux de la plus haute importance, et que le devoir de chacun, au point de vue religieux, est de ne pas s'en désintéresser, on soulèverait certains esprits qui, aujourd'hui, sont encore plongés dans l'indifférence.

Il a demandé ensuite que tous ces problèmes fussent agités dans la presse. Rien n'est en effet plus puissant comme moyen d'action, mais à la condition que les questions agitées soient bien connues de ceux qui en parlent.

Il a demandé aussi que des conférences publiques fussent organisées ; je vois parmi nous des hommes qui ont, en France, déjà commencé l'œuvre, et auxquels nous ne pouvons demander qu'une chose, c'est de la continuer.

Enfin, il a insisté sur une idée qui m'a paru excellente. Il a dit : « Je voudrais voir entrer dans les œuvres de patronage, toutes les classes sociales ! » Oui l'idée est excellente ; en général, on

(1) Aux États-Unis, sur tout le territoire de l'Union, le 3^e dimanche d'octobre, dit *dimanche des Prisonniers*, est consacré à l'examen des questions pénitentiaires. *Bulletin*, 1889, p. 651.

n'y voit entrer que des hommes du monde, mais il serait nécessaire que les ouvriers et les paysans y participassent, parce que ces gens-là apprendraient à connaître ce que sont les questions, sociales, parce qu'ils pourraient rendre des services pour le placement des individus, services que nous ne pouvons pas toujours rendre nous-mêmes. Ne gardez pas, a-t-il dit, pour vous-mêmes membres élevés des sociétés, le patronage, soyez-en, si vous voulez, les fondateurs, mais faites comprendre aux diverses classes sociales, qu'il y a place pour tout le monde sur ce terrain et que ce sont là des problèmes qui ne doivent pas laisser indifférente telle ou telle catégorie d'individus.

Telles sont les pensées qui ont été développées par M. le comte Skarbek avec d'autant plus d'autorité qu'il s'occupe lui-même des enfants, de leur patronage, et que, comme tant d'autres, il a souffert de l'indifférence de ses compatriotes. (*Très bien.*)

Enfin, Messieurs, je n'ai plus que quelques mots à vous dire.

Le Congrès de Saint-Petersbourg a beaucoup insisté sur la nécessité de donner une très grande liberté d'action aux sociétés de patronage. Il a compris que le patronage officiel n'avait pas cette chaleur de sentiment nécessaire au succès des œuvres, il a pensé que quand un libéré allait sortir de prison, il importait qu'il pût être immédiatement mis en relation avec la société de patronage, et qu'on lui évitât autant que possible les formalités administratives, en laissant à la société de patronage le soin de les remplir, quand le bon ordre et la sécurité sociale y sont intéressés.

Sans doute, les sociétés de patronage assumeront alors de très grands devoirs et supporteront de lourdes responsabilités; aussi appartiendra-t-il aux pouvoirs publics de n'accorder leur confiance qu'à bon escient. Mais, étant donné qu'on est en présence d'une société qui a fait ses preuves, qui a à sa tête des hommes inspirant toute confiance, le Congrès de Saint-Petersbourg demande qu'on lui donne la plus grande autorité et la plus grande liberté.

C'est à ce moment que la question du casier judiciaire a été soulevée au Congrès. J'avais eu l'honneur, avant de partir, d'être reçu par le Garde des Sceaux, M. Fallières, déjà saisi de cette question par notre collègue, M. Béranger, et je savais que M. le Ministre ne voulait rien faire avant de savoir ce qu'une assemblée d'hommes venus de tous les pays du monde dirait à cet égard; or, à l'unanimité, on a été d'avis que, en présence du

mouvement actuel des choses, ce mouvement constituait un danger au point de vue de la récidive criminelle et qu'il y avait lieu de demander au Gouvernement de chercher à l'enrayer ; tout le monde a été d'accord pour reconnaître que le casier judiciaire était une excellente institution, on n'en a donc pas demandé la suppression, seulement on a fait remarquer que, bientôt, on ne pourrait plus entrer dans une situation quelconque sans produire son casier judiciaire et qu'ainsi tout homme frappé, au début même de sa vie, par la justice pouvait être irrévocablement perdu. Il y a là une injustice, a dit le Congrès ! comment veut-on, en effet, que fassent les sociétés de patronage, si on publie de la sorte toute condamnation, si on la publie non seulement dans les années qui la suivent, mais à perpétuité ? Alors que tout se prescrit en ce monde, au point de vue civil comme au point de vue criminel, le casier judiciaire reste éternellement là avec sa flétrissure ! Vous avez commis une faute à l'âge de dix ou douze ans — il y en a des exemples — vous avez été un petit voleur à l'étalage, on vous a donné huit jours de prison pour vol et jusqu'au jour où la réhabilitation sera intervenue, votre casier judiciaire vous fermera toutes les portes (1). Eh bien ! le Congrès a pensé que cette publicité présentait quelque chose d'inhumain ; quand on a expié sa peine, quand on s'est sincèrement repenti, il faut que le jour de la miséricorde arrive ; qu'il y ait des intérêts sociaux à défendre, soit, mais ces intérêts sociaux doivent-ils se défendre pendant toute la vie d'un homme ? et, pour une faute commise dans la jeunesse, est-on absolument perdu ? Non, cent fois non !

Il ne s'est pas dissimulé que les mesures pratiques à prendre seraient bien difficiles ; aussi n'a-t-il pu donner de solutions immédiates ; mais il a affirmé qu'il avait des mesures à prendre, qu'il fallait qu'on délibérât sur ces questions-là, dans les pays qui ont comme dans ceux qui n'ont pas de casier judiciaire, car, par la révélation des notes de police, les mêmes inconvénients existent, qu'il fallait lutter contre les abus de la trop grande et trop facile divulgation soit du casier judiciaire, soit des renseignements de police.

(1) Voir sur ce sujet les circulaires du Garde des Sceaux et les discussions de nos assemblées générales (*Bulletin*, 1889, p. 227 ; 1890, p. 8, 156, 704, 908).
(2) *Bulletin*, 1890, p. 829.

Vous savez, Messieurs, qu'en France le Gouvernement a constitué une commission qui s'occupe de cet important problème (1) soulevé dans le Parlement par M. le sénateur Béranger (2) et sur lequel il était bon que la grande voix du Congrès de Saint-Petersbourg se fit entendre.

J'ai terminé, et je m'excuse encore de vous avoir fait un rapport aussi incomplet; laissez-moi vous remercier, Messieurs, de votre bienveillante attention.

Vous avez pu voir, Messieurs, que les résolutions qui ont été prises au Congrès ne sont pas des résolutions contraires aux sentiments qui vous animent. La France a fait, là comme ailleurs, tout ce qu'elle a pu pour faire prévaloir l'influence de ses idées généreuses; elle y est arrivée, elle le pense, elle l'espère; la délégation française conduite par son chef éminent, M. Herbet, a reçu, en Russie, le plus cordial et le plus sympathique accueil; sa tâche a donc été facile, et, sur tous ces problèmes sociaux si palpitants d'intérêt, l'accord le plus complet a pu s'établir pour le plus grand bien de l'humanité, pour le plus grand bien des intérêts sacrés de l'enfance, dont il est avant tout si précieux de se préoccuper! (*1pplaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nos applaudissements peuvent rassurer M. Voisin au sujet des inquiétudes qu'il exprimait tout à l'heure. Son rapport est complet, il est excellent aussi bien dans la forme qu'au fond, et nous avons eu tous un plaisir extrême à l'écouter. (*Approbaton unanime.*)

Quelqu'un demande-t-il la parole sur ce rapport?

M. BOURNAT. — M. Félix Voisin a demandé si on pourrait lui indiquer, en France, quelque chose d'analogue à ce que demandait le Congrès, pour faire suite à l'éducation correctionnelle. Il expliquait qu'on s'était préoccupé de la transition subite de la vie correctionnelle à la vie libre. Il disait: « Des enfants ont été élevés jusqu'à vingt ans, ils sortent de la maison d'éducation correctionnelle, les voilà dans le monde, ne leur faut-il pas une protection intermédiaire? »

(1) *Bulletin*, 1890, p. 820.

(2) *V. Bulletin*, 1890, p. 776, le discours prononcé au Sénat par M. Béranger, le 27 juin 1890.

Généralement, quand on recherche des idées, on les trouve en France, et très souvent il nous arrive de n'avoir qu'à réimporter ce que les étrangers nous ont emprunté. Ainsi, pour les écoles industrielles, tandis que plusieurs en attribuaient l'idée aux Anglais ou aux Américains, nous avons entendu les fondateurs de ces écoles en Angleterre, nous dire loyalement à Paris : nous n'avons eu qu'à imiter Mettray (1).

Les législateurs de 1850 ont prévu la question qui a préoccupé le Congrès de Saint-Petersbourg et ils ont voulu la résoudre par cet article 19 de la loi du 5 août 1850 : « Les jeunes détenus sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'assistance publique pendant trois années au moins ».

Voilà bien la situation intermédiaire entre la maison d'éducation correctionnelle et la liberté.

M. BRUEYRE. — Cette disposition n'a jamais reçu d'exécution.

M. BOURNAT. — Parce que les législateurs avaient omis d'ajouter une sanction à leur disposition.

Si l'assistance publique n'a pas exercé ce patronage, ce n'est pas par indifférence pour les jeunes libérés, c'est parce que la loi ne lui donnait pas les moyens d'exercer ce patronage avec efficacité !

Donner une sanction à ce patronage serait une des améliorations les plus urgentes du système de l'éducation correctionnelle ; il faudrait ajouter à l'article 19 de la loi du 5 août 1850 un alinéa dans lequel il serait dit : « qu'en cas de mauvaise conduite, les enfants ainsi placés sous le patronage de l'assistance publique pourraient être réintégrés d'une manière provisoire ou définitive ».

J'ai pu me rendre compte dernièrement encore de la nécessité de retenir les jeunes libérés par la sanction de la réintégration. Il y a quelques semaines, M. le Ministre de l'intérieur signalait à la Société de patronage des jeunes libérés, un jeune détenu qui allait sortir, le 20 janvier, à seize ans, d'une maison d'éducation correctionnelle. Il n'avait personne pour le recevoir. La Société a dit à M. le Ministre : Nous voulons bien ce jeune libéré, mais si vous ne nous le donnez que le jour de sa libération définitive,

(1) De même l'institution des salles d'asile ne dut-elle pas, pour devenir populaire en France, faire le voyage d'Angleterre, et en revenir comme un de ses produits ?

nous n'aurons aucune influence sur lui, parce que nous ne lui aurons rendu aucun service. Rendez-le nous avant le jour fixé, par le jugement, pour sa libération définitive. Nous avons obtenu cette faveur pour ce jeune détenu que nous avons pu immédiatement placer, en lui fournissant ce qui lui était nécessaire pour l'apprentissage d'un excellent métier.

Le 20 janvier, à midi, à l'heure de l'accomplissement de sa seizième année, il a abandonné son patron et a disparu.

Si l'article 19 de la loi du 5 août 1850 avait une sanction, ce fait ne pourrait impunément se reproduire.

M. BRUEYRE. — Si la loi de 1850 n'a pas été exécutée en ce qui concerne la mise sous la surveillance de l'assistance publique, c'est parce que le législateur a oublié dans ce cas, comme il oublie toujours quand il se préoccupe simplement du point de vue théorique, d'en assurer les moyens; il a oublié de dire que l'assistance publique aurait à sa disposition les fonds nécessaires pour organiser ce service. Il a simplement indiqué le *desideratum*, mais il ne l'a pas fait suivre de la condition effective qui est de donner les ressources nécessaires à l'assistance publique.

M. BOURNAT. — Mettre des ressources à la disposition de l'assistance publique, pour l'exercice de ce patronage, n'eût pas été suffisant. La Société de patronage pour les jeunes libérés n'a jamais manqué des ressources nécessaires pour ce patronage qu'elle n'a jamais refusé. Ce qui lui a manqué, c'est la sanction de la réintégration provisoire ou définitive, sans laquelle il est impossible d'exercer un patronage sérieux.

M. BRUEYRE. — L'absence de M. le pasteur Robin est très regrettable, parce que, à la suite de la communication si intéressante de M. F. Voisin, M. le pasteur Robin aurait pu faire connaître ce qui a été fait au Congrès d'Anvers. Or, les questions qui ont été traitées à ce Congrès se trouvent être pour la plus grande partie celles qui ont été discutées au Congrès de Saint-Petersbourg. Ce qu'on peut dire, c'est que, d'une manière générale, on est arrivé à des solutions conformes.

Ainsi, dans l'exposé de M. le conseiller Voisin qui nous a fait faire un voyage à Pétersbourg autour de cette chambre, j'ai pu constater que les questions avaient été traitées dans le même état d'esprit et avec les mêmes solutions approximatives à Anvers et à Saint-Petersbourg. Je n'ai pas le texte entre les mains, mais je puis

dire qu'à Anvers on a posé tout d'abord le principe que tous les placements offraient des avantages et des inconvénients, et que la première condition était de savoir à quelle catégorie d'enfants on les appliquait. Il n'est pas possible d'appliquer la même nature de placements proprement dits aux différentes catégories d'enfants. C'est ce point qui a été bien précisé.

Il a été également parlé de la question de fédération des comités de patronage. Il est évident que l'on doit se fédérer de nation à nation et qu'il faut se fédérer dans chaque nation. Or, c'est un problème extrêmement difficile. Actuellement il est poursuivi en France non seulement pour le patronage, mais pour toutes sociétés s'occupant de la charité. Il est évident qu'il serait désirable d'arriver à un groupement de toutes les forces de la charité privée.

En France, comme vous le savez, notre collègue, M. L. Lefébure, vient d'organiser un Office central des institutions charitables (1) pour arriver à cette chose si désirable; et, à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, Société dont je suis le secrétaire général adjoint, on étudie en ce moment cette même question; on l'a discutée dans une des dernières séances et on est arrivé à voir combien ces questions sont délicates. On aurait voulu prendre l'exemple de l'Angleterre, et on tâchera d'arriver en France à quelque chose de pareil; mais il y a des difficultés extrêmes.

Par conséquent, avant de réaliser ce désir, je crois que nous verrons passer beaucoup de temps, et que, pour des raisons nombreuses, dans lesquelles, peut-être, des questions de politique et de religion pourraient être un obstacle également, ce groupement de sociétés de patronage de toutes natures sera difficile à réaliser.

Je n'avais à vous présenter que ces simples observations. M. le pasteur Robin pourra vous dire d'une façon sérieuse et complète ce qui s'est passé au Congrès d'Anvers. Ce sera le complément extrêmement utile de ce qui vient de nous être dit par M. le conseiller Voisin au sujet du Congrès de Saint-Petersbourg.

M. le pasteur ARBOUX. — En écoutant l'honorable rapporteur, M. Voisin, j'ai retenu ce qu'il disait d'un vœu qui aurait été

(1) V. *infra*, Revue du patronage.

nous n'aurons aucune influence sur lui, parce que nous ne lui aurons rendu aucun service. Rendez-le nous avant le jour fixé, par le jugement, pour sa libération définitive. Nous avons obtenu cette faveur pour ce jeune détenu que nous avons pu immédiatement placer, en lui fournissant ce qui lui était nécessaire pour l'apprentissage d'un excellent métier.

Le 20 janvier, à midi, à l'heure de l'accomplissement de sa seizième année, il a abandonné son patron et a disparu.

Si l'article 19 de la loi du 5 août 1850 avait une sanction, ce fait ne pourrait impunément se reproduire.

M. BRUEYRE. — Si la loi de 1850 n'a pas été exécutée en ce qui concerne la mise sous la surveillance de l'assistance publique, c'est parce que le législateur a oublié dans ce cas, comme il oublie toujours quand il se préoccupe simplement du point de vue théorique, d'en assurer les moyens; il a oublié de dire que l'assistance publique aurait à sa disposition les fonds nécessaires pour organiser ce service. Il a simplement indiqué le *desideratum*, mais il ne l'a pas fait suivre de la condition effective qui est de donner les ressources nécessaires à l'assistance publique.

M. BOURNAT. — Mettre des ressources à la disposition de l'assistance publique, pour l'exercice de ce patronage, n'eût pas été suffisant. La Société de patronage pour les jeunes libérés n'a jamais manqué des ressources nécessaires pour ce patronage qu'elle n'a jamais refusé. Ce qui lui a manqué, c'est la sanction de la réintégration provisoire ou définitive, sans laquelle il est impossible d'exercer un patronage sérieux.

M. BRUEYRE. — L'absence de M. le pasteur Robin est très regrettable, parce que, à la suite de la communication si intéressante de M. F. Voisin, M. le pasteur Robin aurait pu faire connaître ce qui a été fait au Congrès d'Anvers. Or, les questions qui ont été traitées à ce Congrès se trouvent être pour la plus grande partie celles qui ont été discutées au Congrès de Saint-Petersbourg. Ce qu'on peut dire, c'est que, d'une manière générale, on est arrivé à des solutions conformes.

Ainsi, dans l'exposé de M. le conseiller Voisin qui nous a fait faire un voyage à Pétersbourg autour de cette chambre, j'ai pu constater que les questions avaient été traitées dans le même état d'esprit et avec les mêmes solutions approximatives à Anvers et à Saint-Petersbourg. Je n'ai pas le texte entre les mains, mais je puis

dire qu'à Anvers on a posé tout d'abord le principe que tous les placements offraient des avantages et des inconvénients, et que la première condition était de savoir à quelle catégorie d'enfants on les appliquait. Il n'est pas possible d'appliquer la même nature de placements proprement dits aux différentes catégories d'enfants. C'est ce point qui a été bien précisé.

Il a été également parlé de la question de fédération des comités de patronage. Il est évident que l'on doit se fédérer de nation à nation et qu'il faut se fédérer dans chaque nation. Or, c'est un problème extrêmement difficile. Actuellement il est poursuivi en France non seulement pour le patronage, mais pour toutes sociétés s'occupant de la charité. Il est évident qu'il serait désirable d'arriver à un groupement de toutes les forces de la charité privée.

En France, comme vous le savez, notre collègue, M. L. Lefebure, vient d'organiser un Office central des institutions charitables (1) pour arriver à cette chose si désirable; et, à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, Société dont je suis le secrétaire général adjoint, on étudie en ce moment cette même question; on l'a discutée dans une des dernières séances et on est arrivé à voir combien ces questions sont délicates. On aurait voulu prendre l'exemple de l'Angleterre, et on tâchera d'arriver en France à quelque chose de pareil; mais il y a des difficultés extrêmes.

Par conséquent, avant de réaliser ce désir, je crois que nous verrons passer beaucoup de temps, et que, pour des raisons nombreuses, dans lesquelles, peut-être, des questions de politique et de religion pourraient être un obstacle également, ce groupement de sociétés de patronage de toutes natures sera difficile à réaliser.

Je n'avais à vous présenter que ces simples observations. M. le pasteur Robin pourra vous dire d'une façon sérieuse et complète ce qui s'est passé au Congrès d'Anvers. Ce sera le complément extrêmement utile de ce qui vient de nous être dit par M. le conseiller Voisin au sujet du Congrès de Saint-Petersbourg.

M. le pasteur ARBOUX. — En écoutant l'honorable rapporteur, M. Voisin, j'ai retenu ce qu'il disait d'un vœu qui aurait été

(1) V. *infra*, Revue du patronage.

émis à Saint-Petersbourg et qui est relatif à l'action que pourraient exercer les ministres des différents cultes précisément en ce qui concerne la protection des enfants ; il nous a parlé du conseil qui nous serait donné d'entretenir les fidèles de ce sujet si intéressant pour nous.

Cette idée est nouvelle chez nous ; mais si je ne me trompe, il en a été question à Londres. Eh bien, je dis, en nous plaçant sur le terrain de l'expérience de notre ministère, qu'elle serait difficilement réalisable en France ; en effet, le public est habitué, surtout dans les lieux qui sont consacrés aux cultes, à un enseignement général, à une prédication qui ne se spécialise pas, qui ne s'adresse pas à une catégorie restreinte de personnes ou qui n'est pas destinée à servir les intérêts de cette catégorie.

Quand nous avons besoin d'argent pour nos sociétés, il nous arrive de prêcher : mais si ce sermon venait périodiquement, régulièrement, souvent, le public se désintéresserait et il arriverait qu'on dirait : C'est aujourd'hui le jour de la fameuse réclame, restons chez nous (1).

Pratiquement on n'aurait pas le résultat qu'on attend.

M. Félix VOISIN. — Je reconnais que, dans la pratique, on a parlé d'un dimanche, je reconnais également que si la question revenait tous les mois ce serait peut-être trop ; mais l'idée peut être formulée ainsi : que les ministres des différents cultes ne désintéressent pas leurs ouailles de cette question.

UN MEMBRE. — Est-ce que cela ne s'est pas fait aux États-Unis ?

M. le pasteur ARBOUX. — L'idée n'est pas nouvelle. Ce qu'on fait, ce que nous faisons, c'est d'intéresser le public, sans pour cela avoir une réunion spéciale pour les œuvres de cette nature. Ceux qu'elles intéressent viennent écouter notre enseignement ; mais je ne crois pas qu'on puisse le faire chaque mois ni souvent. Il faut que ce soit à une occasion propice, lorsqu'on a une œuvre à fonder.

Vous voyez que les cultes y arrivent. Si on comparait ce que nous avons aujourd'hui et ce que nous avions il y a vingt ans !.... Autour de nous, indépendamment des œuvres qui ont un carac-

(1) En Amérique ce sermon n'a lieu qu'une fois par an. *Bulletin*, 1888, p. 551.

tère général et qui cependant, par certains côtés, s'occupent soit des détenus, soit des malheureux, nous sommes arrivés à avoir trois établissements, un pour les hommes, un pour les femmes, et un pour les enfants; celui des hommes étant insuffisant, il va bientôt être transformé et devenir un très grand établissement (1).

Ainsi si on comparait ce que nous avions et ce que nous avons, on verrait le progrès. Certainement le public ne se désintéresse pas, c'est une raison de plus pour ne pas le fatiguer et pour s'abstenir quand on le peut de faire une demande un peu solennelle.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous aurons pour notre prochaine réunion, il faut l'espérer, le rapport de M. le pasteur Robin sur le Congrès d'Anvers; d'autre part M. Berthélemy nous entretiendra de la manière dont on s'occupe du sauvetage de l'enfance, à Lyon.

M. BRUEYRE. — M. Berthélemy a fondé à Lyon une société qui s'occupe de l'enfance, société analogue à celle qui existe à Paris sous le nom de « L'Union française pour le sauvetage de l'enfance ». Il poursuit le but, très juste, du reste, d'arriver à une sorte de fédération des sociétés de cette nature et réduites à cette spécialité (2); il l'obtiendra facilement en ce qui concerne la société dont je m'occupe.

La séance est levée à 5 heures 55.

(1) La maison hospitalière de notre collègue, M. le pasteur Robin, va prochainement être transférée de la rue Clavel, 32 (*Bulletin*, 1890, p. 587), dans la rue Fessart, c'est-à-dire tout à côté.

(2) *Bulletin*, 1891, p. 42.

RAPPORT

ADRESSÉ

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

sur la mise en pratique de la Libération conditionnelle ⁽¹⁾.

(Loi du 14 août 1885.)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter l'exposé général de l'application de la loi du 14 août 1885, spécialement en ce qui touche mon département et pour ce qui concerne la mise en pratique du système de la libération conditionnelle.

Cet exposé est fourni ci-après avec les documents, faits et chiffres à l'appui, tel qu'il résulte du travail d'ensemble que m'a soumis le directeur de l'administration pénitentiaire, en y comprenant les éléments recueillis dans les opérations du comité de la libération conditionnelle, dont il est le président de droit, et par les soins de l'inspecteur général chargé des fonctions de vice-président.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre de l'intérieur,
CONSTANS.

La loi du 14 août 1885 a marqué comme but au système et au régime pénitentiaires l'encouragement direct de la bonne conduite et du travail des détenus; elle a donné pour sanction à l'autorité et à l'action du personnel, pour récompense aux condamnés reconnus capables d'amendement, la mise en liberté conditionnelle. L'idée est de faire gagner par l'intéressé lui-même la grâce qu'il sollicite, sans désarmer la loi pénale, et en assurant par avance à la société des garanties pour le retour à la vie honnête et laborieuse des individus dont les méfaits lui ont causé dommage.

(1) *Bulletin*, 1888, p. 871, 894; 1889, p. 319. La libération conditionnelle en Belgique : *Bulletin*, 1888, p. 934; en Italie: *Bulleiin*, 1890 p. 831.

Les procédés propres à favoriser l'amendement sont l'objet des plus constantes préoccupations. Il constituent, à vrai dire, au moral, toute l'œuvre pénitentiaire et le réel honneur des personnes qui s'y dévouent malgré les difficultés et les dangers multiples de leur tâche. Ils pourront faire l'objet d'explications spéciales, portant sur les diverses classes d'établissements et sur les diverses catégories légales de détenus, sans parler de l'infinie diversité des situations individuelles.

C'est encore à l'amendement — à l'amendement soutenu dans l'état de liberté — que se rattache la mission des sociétés et institutions de patronage qui a tant d'importance, qui appartient pour la plus forte part à l'initiative privée, et que vise, pour la stimuler, la loi du 14 août 1885. Elle comporterait, sans doute, des considérations et des renseignements sur lesquels il semble préférable de ne pas insister dans un exposé déjà chargé de documents, de faits et de chiffres.

Enfin les effets des dispositions tendant à simplifier et à faciliter les conditions de la réhabilitation ne sauraient trouver place ici ; et ce sont surtout les résultats positifs de la mise en pratique de la libération conditionnelle qu'il convient de mettre en lumière, avec la satisfaction de constater tout d'abord qu'ils répondent sans conteste aux espérances qu'on avait pu concevoir en introduisant dans la législation pénale et dans la pratique pénitentiaire une heureuse innovation dont elles sont désormais dotées de manière décisive et sûre.

Aux termes de la loi du 14 août 1885, tous condamnés ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté peuvent — après avoir accompli trois mois d'emprisonnement si les peines sont inférieures à six mois ou, dans le cas contraire, la moitié de leurs peines — être mis conditionnellement en liberté. Pour les individus en état de récidive légale, la durée minima de l'emprisonnement est portée à six mois si les peines sont inférieures à neuf mois, et aux deux tiers de la peine dans le cas contraire.

Les condamnés destinés à la relégation peuvent bénéficier aussi de la libération conditionnelle dans l'exécution de la condamnation à subir avant leur embarquement et ils sont en ce cas laissés en France. Mais l'autorité peut les ressaisir, pour cause de mauvaise conduite, pendant les dix années qui suivent la date d'expiration de la peine à exécuter dans la métropole.

Sauf cette exception, dont on comprend aisément les motifs, tout libéré conditionnel qui n'a pas encouru la révocation de la mesure prise en sa faveur avant l'expiration de la durée de sa peine est définitivement quitte. La révocation peut être prononcée pour inconduite habituelle et publique dûment constatée, ou pour infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération. En outre, les représentants de l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où se trouve un libéré conditionnel ont droit de faire procéder à son arrestation provisoire, à charge d'en donner immédiatement avis au ministre de l'intérieur.

Lorsqu'un libéré est réintégré dans la prison, c'est pour toute la durée de la peine qui restait à subir au moment où il a obtenu la libération conditionnelle.

Les décisions portant admission ou révocation de la liberté conditionnelle sont prises par arrêté du ministre de l'intérieur, après avis des préfets, des procureurs de la République, des directeurs de circonscriptions ou d'établissements pénitentiaires, ainsi que des commissions de surveillance, selon les cas.

A ces avis — dont la multiplicité a été motivée par le désir de donner toute confiance au public et aux divers services intéressés sur le mode d'application des mesures nouvelles — les ministres de l'intérieur munis de pouvoirs aussi considérables ont tenu à ajouter spontanément le contrôle et les lumières d'un comité consultatif, le *comité de la libération conditionnelle*, qui siège en leur ministère, et dans lequel figurent des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, de la chancellerie et de la direction de la sûreté générale.

Ce sont les travaux mêmes de ce comité qui ont fourni la plupart des constatations consignées plus loin ; et l'on appréciera les scrupules qui ont déterminé les représentants du gouvernement de la République à entourer eux-mêmes de garanties cette faculté de libération, équivalente dans ses effets à l'exercice du droit de grâce.

Les pièces annexées au présent rapport dispensent d'explications détaillées sur l'exécution donnée à la loi dans ses diverses parties suivant le genre d'établissement, la nature des méfaits commis et des condamnations encourues, la situation personnelle des condamnés, les lieux où ils devaient bénéficier de la libération conditionnelle, etc.

Mais on doit noter les observations générales qui ressortent de l'expérience faite, sur l'utilisation et le succès définitif de l'insti-

tation nouvelle, sur le caractère qu'elle a pris au regard des collaborateurs et agents des services pénitentiaires, des membres de la magistrature, des administrations locales, du public, des familles intéressées et des intéressés eux-mêmes.

Il suffira ensuite, pour conclure, de grouper les principaux résultats qui se traduisent en chiffres dans les tableaux.

I

Le système de la libération conditionnelle a dû passer par une première période d'essai, dont il a été rendu compte dans le cours de l'année 1888. La période d'application qui s'est écoulée depuis lors a fourni des résultats complets. Elle prouve qu'en l'état d'organisation acquise on a droit de réclamer pour l'institution tous les développements qu'elle comporte.

Sans doute, le succès d'une aussi sérieuse innovation devait dépendre des mesures et des précautions par lesquelles on la ferait pénétrer dans le fonctionnement des services publics et dans les habitudes de leur nombreux personnel, dans la confiance même et dans l'imagination des détenus. Proclamer un principe, si juste et si généreux qu'il soit, n'est qu'une partie — partie la plus heureuse, il est vrai — de la tâche du réformateur. La besogne la plus ingrate consiste dans l'adaptation du milieu où l'idée doit s'implanter, dans la préparation des personnes qui doivent la faire prospérer.

Les progrès de l'œuvre pénitentiaire, qui impliquent un accroissement de l'action morale sur les coupables, réclament, chez les représentants et agents de l'autorité, la conception, la conviction nette de l'agrandissement de leur mission. Il faut qu'ils croient à la possibilité du succès, malgré les mécomptes à prévoir lorsqu'on prétend relever des êtres déchus. Les impressions et les sentiments qu'il s'agit de susciter chez les condamnés doivent s'affirmer tout d'abord chez celui qui les tient. Ayant à exercer cette redoutable tutelle que confère la loi pénale à l'administration sur des individus privés de leurs droits et de leur liberté, c'est à l'éducation des tuteurs qu'il faut parer avant tout.

Toute réforme à réaliser suppose une sorte de rénovation chez ceux qui doivent en être, non pas les instruments inertes, mais les collaborateurs dirigeants. C'est là que devait porter l'effort de l'administration dès le début de l'application de la loi, et l'on se

félicite d'assister à cette rénovation qui s'opère dans les esprits et dans les méthodes, dans la gestion des services comme dans l'exercice de l'autorité sur les détenus.

Ce n'était pas seulement les principaux fonctionnaires qu'il fallait gagner à cette cause. La supériorité d'instruction et la largeur de vues qu'exigent les fonctions dirigeantes peuvent disposer plus aisément ceux qui les exercent à toute extension de leur rôle. Mais le nombre des directeurs d'établissements ou de circonscriptions pénitentiaires est relativement restreint ; il a été diminué encore par les simplifications de service et les suppressions d'emplois qui sont liées aux réductions budgétaires. Un même directeur doit s'occuper en moyenne des maisons pour courtes peines réparties en trois départements. Il s'y ajoute d'ordinaire quelque établissement pour longues peines, ou quelque prison de grand effectif placée dans un grand centre de population.

C'est donc le personnel de surveillance, ce sont les gardiens-chefs et les simples gardiens dont le concours moral est ici indispensable, autant que l'est leur aide matérielle pour le maintien du bon ordre. C'est jusque dans les rangs les plus modestes qu'il a fallu répandre le sentiment et le goût de l'action à exercer sur les détenus afin de les acheminer à l'application du nouveau système.

Une véritable propagande, appropriée au rôle de chacun, est indispensable pour suggérer à tous la même ambition de bien faire *en faisant du nouveau*. Si l'on songe à la dispersion des établissements jusque dans les moindres chefs-lieux et au labeur absorbant de chaque jour, on concevra comment l'appel au bon vouloir de tous et l'essai graduel de tous les moyens d'action devaient se continuer quelque temps avant que la révolution à produire dans les esprits se fît profondément sentir dans les faits.

Amener les surveillants à supputer ce que vaut chacun des individus qu'ils gardent, à observer et apprécier les crises morales d'un coupable, les signes de perversion ou les témoignages d'amendement, c'est une ambition indispensable mais lente à satisfaire. Tout développement théorique d'institutions reste vain s'il n'est accompagné d'une amélioration correspondante dans le rôle du personnel.

Les résultats poursuivis depuis plusieurs années, malgré les économies budgétaires, pour l'avantage et le bon recrutement des agents de surveillance, étaient une des premières conditions du progrès pénitentiaire.

On peut affirmer aujourd'hui, sans illusion, que le personnel tout entier a conscience des devoirs qui lui sont assignés. Le système de la libération conditionnelle l'investit d'une sorte de magistrature morale. Les gardiens, quoique choisis dans l'élite de l'armée, ne se trouvant pas d'ordinaire préparés à une mission aussi complexe, on a pris soin d'exciter parmi eux une incessante émulation. Dans toutes les enquêtes qui ont été ouvertes pour la solution de questions diverses, on a toujours recommandé de provoquer les réflexions et avis de ceux qui voient de près le détenu, qui vivent en contact avec les catégories, parfois si dissimilaires, d'individus que reçoit la prison. On a pu les mettre ainsi par degrés dans des dispositions d'esprit concordant avec la pensée du législateur. Leur rôle s'est relevé à leurs propres yeux. Ils se sont convaincus que les préoccupations de sélection morale à tenter, de liberté à préparer pour ceux-mêmes qui en sont privés par leur faute, n'était pas inspirées seulement par des doctrines généreuses, qu'elles pouvaient et devaient produire les effets les plus positifs.

Le personnel est donc prêt pour l'extension définitive du système de l'amendement et de la libération conditionnelle. Et ne mérite-t-il pas les sympathies et les félicitations les plus sincères dans ce zèle qu'il met à compliquer sa propre besogne au profit de de ceux envers lesquels il a charge de protéger la société ?

Si l'on se demande maintenant quel est le moyen matériel d'accroître rapidement le domaine et le contingent de la libération conditionnelle, une réflexion s'offre à l'esprit.

Quelque désir que l'on ait d'écarter des prisons, après un premier temps d'épreuve, les individus qui se repentent des fautes commises, qui prouvent leur résolution de se corriger et justifient de la possibilité de recouvrer l'honnêteté avec la liberté, le nombre d'individus méritant, à un moment déterminé, cette récompense est évidemment limité.

Ceux qui par leur conduite, par la compassion ou la confiance qu'ils parviennent à inspirer, ambitionnent une mesure gracieuse, sont portés à solliciter une remise ou réduction de peine, plutôt que la libération conditionnelle. La liberté sans conditions séduira toujours un homme qui souffre de son état de dépendance et d'humiliation, plus que ne ferait une levée d'écrou subordonnée dans son maintien aux clauses d'un permis. Il sait qu'il n'est pas soustrait encore aux chances de rigueurs, et qu'il demeure menacé

de perdre tout-à-coup, et même au delà, l'avance de liberté dont il aura joui. Car, en cas d'infractions ou de torts nouveaux, c'est pour toute la durée de la peine non subie qu'il sera réintégré en prison. Il ne se sera produit qu'un retard dans le paiement de sa dette pénale.

Aussi voit-on la plupart des condamnés viser plutôt à la clémence judiciaire qu'à la générosité administrative, renseignée par les directeurs et surveillants de prisons. S'il ne peuvent espérer remise du restant de la peine, ils sollicitent du moins quelque réduction. Cette réduction est mesurée sur le mérite du suppliant. Mais il n'a garde de négliger ensuite de présenter requête pour la libération conditionnelle, en sorte qu'après s'être fait payer une fois ce que valait sa conduite et avoir fait abrégé sa peine par la chancellerie, il vise à la faire supprimer tout à fait et à se faire récompenser une deuxième fois par le ministre de l'intérieur.

On conçoit quelle prudence cette situation impose à l'administration. Sans doute, la libération conditionnelle peut s'appliquer à la peine réduite par décision gracieuse. Mais on ne peut cependant annihiler les sentences judiciaires et les sanctions de la loi, en usant des prérogatives conférées au département de l'intérieur, au moment même où le condamné vient de bénéficier des prérogatives du département de la justice par le droit de réduction qui appartient à M. le président de la République.

De manière générale, il faut le reconnaître, tout ce qui est donné à la grâce est, au moins pour une part, retiré à la libération conditionnelle. C'est ce qui a été mis en lumière par échange de communications avec la chancellerie.

Les deux modes d'atténuation des condamnations répondent assurément à des conceptions différentes. La suppression absolue de tout ou partie de la peine peut être désirable dans des circonstances et pour des motifs auxquels ne répondrait pas la libération conditionnelle. Mais, dès longtemps déjà, l'on s'est demandé si le recours à la grâce ne pourrait être évité chaque fois que des raisons spéciales ne font pas considérer la libération conditionnelle comme insuffisante ou inefficace.

Des explications ont été données, sur ce sujet, qui témoignaient aux représentants de l'autorité judiciaire le désir de les voir s'associer aussi fréquemment que possible, et même par initiative spontanée, à la mise en pratique de la libération conditionnelle par le département de l'intérieur. On ne peut s'étonner qu'ils aient quelque penchant à suivre les anciens errements. On n'est pas

surpris que leur confiance dans l'efficacité de l'innovation n'ait pas été hâtive, et que le temps ait été nécessaire pour dissiper toute crainte.

Mais l'expérience, qui précédemment déjà était reconnue favorable, apparaît aujourd'hui comme assez clairement probante pour que nulle objection ne doive retarder l'élan d'une œuvre mise à l'épreuve durant plus de quatre années.

Mêmes constatations et conclusions s'offrent en ce qui concerne le public et les administrations générales ou locales qui ont qualité pour veiller à sa sécurité.

Il était bien légitime qu'ayant le sentiment de leur responsabilité, elles gardassent au début quelque appréhension du retour de condamnés, encore liés à la peine, dans les localités où la trace de leur méfait serait récente. Lorsque certains événements ont soulevé une émotion et des passions véhémentes, l'idée seule de voir soustraire le coupable à l'exécution d'une partie du châtiment peut exciter quelques répugnances, quelque mécontentement dans les esprits.

La loi permet d'interdire aux libérés conditionnels le séjour de lieux déterminés. Mais il s'agissait précisément de savoir s'il serait fait usage de ces dispositions avec assez de discernement pour ne pas inquiéter les populations et, d'autre part, pour ne pas condamner sans nécessité le libéré à une sorte d'exil qui l'exposerait d'autant plus à la récidive.

Et comment les magistrats locaux ne se seraient-ils pas demandé parfois s'il résulterait pour eux quelque embarras du voisinage d'individus en état de demi-libération, c'est-à-dire de demi-surveillance ?

Grâce aux recommandations faites en toutes occasions, grâce aux soins apportés dans l'examen des demandes et dans la détermination des conditions du permis, grâce au tact et à l'esprit de conciliation patiemment observés, il ne s'est pas produit d'incidents propres à compromettre le bon renom qu'il fallait assurer à la réforme nouvelle. Les préjugés se sont effacés ; les résistances ont disparu, et là encore la voie est ouverte à l'élan que l'œuvre doit recevoir.

Les familles et les personnes qui ont témoigné intérêt au condamné sont appelées, en cas de libération, à lui donner protection et tutelle officieuse. Ainsi s'exercent des influences bienfaisantes et se laisse désarmer souvent l'hostilité des tiers qui prévoyaient

et réclamaient peut-être un châtimement plus prolongé pour le coupable.

Sans doute, lorsque certains crimes ou délits ont jeté l'indignation ou l'inquiétude dans un pays — citons, par exemple, certains attentats contre les personnes ou contre les propriétés — les autorités qui concourent à l'instruction de la demande signalent le danger de presser la libération ou d'en laisser jouir le condamné, soit au siège de sa résidence, soit dans le lieu du méfait. C'est ici que les plus mûres délibérations ne sont jamais superflues. Au début surtout de la réforme, tout heurt était à prévenir. Qui ne sait combien le public est prompt et passionné dans ses jugements lorsqu'il se croit atteint dans ses intérêts ou dans ses sentiments les plus chers ?

Nombre d'infractions se traduisent par des dommages pécuniaires et par la ruine des familles. Il en est qui font souffrir toute une région, et tel est le cas des chutes d'entreprises industrielles, commerciales ou financières, des mésaventures d'officiers ministériels, de caissiers et de dépositaires de deniers publics. Il advient aussi que le coupable est réputé assez habile pour se ménager des ressources cachées, et rester riche par l'appauvrissement de ses victimes. La détention apparaît alors aux tiers lésés comme la seule satisfaction que reçoive la conscience publique. Si le coupable est rendu trop tôt à la liberté, la répression paraît illusoire, et les impressions les plus pénibles peuvent se produire.

Pour la masse du public la libération conditionnelle dont elle ne connaît pas les clauses, équivaut à la liberté véritable ; et ce n'est pas à l'époque où l'on a jugé nécessaires des mesures de rigueur accentuée contre les pires délinquants, qu'il aurait été sage de provoquer quelque réaction contre les doctrines les plus généreuses.

Appliquée avec prudence, la loi nouvelle a été des plus profitables, même à l'égard des condamnés pourvus d'antécédents judiciaires, même pour ceux qui ont encouru la relégation, comme il se peut d'ailleurs après deux fortes condamnations. La simple éventualité d'une dispense de l'expatriation, en récompense de la bonne conduite, a favorablement influé sur certains récidivistes, et il ne faudrait pas juger des conséquences de cette émulation par le nombre fatalement restreint des relégables admis à la libération, mais bien par le désir qu'un grand nombre avaient de prétendre à la même faveur.

A quelque point de vue que l'on se place le champ apparaît donc

libre pour l'extension du système inauguré et poursuivi en France et il n'est pas jusqu'au mode d'exécution adopté dès le début qui n'ait répondu aux besoins généralement ressentis.

Les clauses et conditions de libération qui avaient été arrêtées comme type et qui auront bientôt à être examinées, pour fixation définitive, par le Conseil d'État ont été reconnues dans la pratique assez complètes pour qu'il n'y ait eu qu'exceptionnellement des additions spéciales à faire aux formules préparées. On aura plutôt à simplifier maintenant, au moins dans la forme, afin de faciliter la procédure et les solutions ; car certaines précautions prises à l'origine peuvent être jugées moins essentielles lorsque toutes les autorités que la loi fait concourir à son exécution en ont acquis l'habitude.

Il est permis d'associer cette loi à l'ensemble des efforts accomplis pour combattre la criminalité et au résultat très appréciable dont les causes, il est vrai, sont multiples. On veut parler de la diminution graduelle des effectifs de détenus.

L'effectif moyen des condamnés de longues peines était, en 1880, de 14.268 hommes et de 2.890 femmes ; en 1885, de 14.515 hommes et 1.982 femmes ; en 1889, les chiffres sont tombés à 10.990 pour le sexe masculin et 1.453 pour le sexe féminin. Dans les maisons pour courtes peines, la population n'a pas sensiblement varié en ce qui concerne les hommes ; elle a considérablement baissé pour les femmes.

Ces faits, pour être éclairés, réclameraient une étude approfondie. Qu'il suffise de les avoir notés, pour l'encouragement de ceux qui luttent dans le présent et qui ont confiance dans l'avenir.

II

Les renseignements qui suivent portent principalement sur l'application du système de la libération conditionnelle depuis le jour où le comité consultatif a commencé de fonctionner (23 février 1888), jusqu'au 1^{er} janvier 1890.

Les opérations du comité ont, en effet, donné le moyen de recueillir des éléments complets d'information et d'appréciation par l'identité du mode d'instruction des affaires, par le groupement des renseignements de détail, par le classement des dossiers, par la comparaison des propositions et des demandes, par la constatation des circonstances et causes de chaque solution en sens quelconque.

Il est permis à cet égard de se féliciter et de féliciter les personnes associées à des opérations aussi minutieuses du dévouement assidu apporté à une tâche qui s'ajoute à leurs fonctions et travaux propres, et qui fait passer sous leurs yeux toute la variété des situations et des individualités soumises à l'autorité pénitentiaire.

Mais on tient à rappeler en même temps les résultats de la période initiale d'essai depuis la mise en vigueur de la loi, vers la fin de 1885, jusqu'au commencement de 1888.

Du 23 février 1883 au 1^{er} janvier 1890, 4.078 demandes ou propositions de toute nature, tendant à la libération conditionnelle, ont été examinées en comité.

Il conviendrait d'ajouter à ce total toutes les affaires qui, sans se traduire par des demandes ou propositions décisives, ont fait l'objet de communications et de correspondances et sont restées aux mains de l'administration. On imagine sans peine le mouvement et la besogne que peuvent occasionner, dans tous les rangs de l'administration, les requêtes de tous ceux qui agissent pour soi, pour des personnes de leur famille, pour des individus dont ils croient devoir s'occuper. L'institution nouvelle n'éveille-t-elle pas les espérances des malheureux, en ouvrant une voie de retour à la liberté ? Il a été paré à ce surcroît considérable de travail, grâce au bon vouloir du personnel, sans augmentation des cadres et même en dépit des réductions que l'on se fait honneur d'accomplir selon le désir des pouvoirs publics et pour l'avantage du budget de l'État. Les charges du budget pénitentiaire n'ont-elles pas été allégées de plus de 20 p. 100 dans l'espace de quelques exercices ?

Il convient de mentionner aussi 98 affaires dont le renvoi a dû être opéré par les avis du comité, parce qu'elles ne comportaient aucune suite au point de vue de la libération conditionnelle (dées ou libération définitive intervenant ; transmission à un autre département ministériel pour examen en vue de la grâce, en certains cas déterminés, etc.).

Voilà donc un total de 5.176 affaires traitées en moins de deux ans, avec la collaboration de personnes ayant pleine compétence pour envisager toutes les questions particulières ou générales, et se préoccupant de tous les intérêts mis en jeu.

En réalité, c'est une simplification qui devait résulter de cette apparente complication de procédure par débat des affaires en comité. Car les renseignements, les éclaircissements, les conclusions à échanger entre les services concourant à l'exécution de la

loi ont pu être fournis en chaque cas, avec le moins de retard possible, par le concours direct des représentants des deux ministères de la justice et de l'intérieur. Les communications de pièces, les voyages de dossiers, les consultations d'une administration à l'autre qui entraînent tant de perte de temps, ont pu être restreintes au minimum de ce qu'exigent la lettre et l'esprit de la loi.

Il faut bien remarquer, en effet, qu'ayant à se munir des avis les plus divers et à faire intervenir les différentes autorités judiciaires et administratives, on n'a pas à rechercher seulement si le condamné est un *bon détenu*, s'il a mérité par sa conduite et son travail dans la prison des notes favorables du personnel.

Il s'agit de savoir si son méfait et ses antécédents sont tels qu'une faveur puisse impressionner péniblement la conscience des juges, fasse tort aux nécessités normales de répression et paraisse énervier la loi pénale. Voilà pour l'autorité judiciaire, et ce n'est pas seulement un magistrat, ni un parquet qui peut toujours donner avis ; car en certaines occurrences il faut s'enquérir au lieu du crime ou du délit, du domicile ou de la résidence du condamné, comme au lieu de l'exécution de la peine.

D'autre part, il s'agit de connaître et d'apprécier les garanties d'innocuité, d'amendement et de moralité relative que donnera au dehors l'homme dont la conduite est correcte au dedans de la prison. On ne saurait oublier que le mal et par suite le danger sont, pour nombre de coupables, dans leur faiblesse morale beaucoup plus que dans une préméditation perverse. C'est le défaut de caractère qu'il faut redouter en eux plus que l'excès de tempérament. Soustraits à la ferme discipline et à la régularité forcée de la vie pénitentiaire, ils peuvent faire rechute même sans intentions mauvaises et malgré de bonnes intentions.

C'est dans le milieu où ils iront vivre, c'est à la famille, aux personnes disposées à quelque sollicitude pour eux, qu'il faut demander appui. C'est là qu'il faut chercher aussi d'ordinaire quelle impression sera produite par la suppression partielle de la pénalité. Car comment négligerait-on l'opinion publique en ce qui se réfère à l'exécution des peines, dans un pays où les méfaits les plus graves sont soumis au jury, considéré comme l'organe le plus naturel de la conscience publique ?

Les fonctionnaires des services de sûreté ne sont donc pas les seuls à consulter sur les inconvénients possibles d'une libération anticipée. Les magistrats municipaux sont désignés, par leur rôle

général autant que par leurs attributions de police, pour éclairer l'autorité supérieure ; et avec le préfet du département de la détention, ceux des lieux de condamnation ou d'accomplissement des méfaits peuvent avoir à transmettre leurs conclusions, en même temps que l'ensemble des éléments recueillis par leurs soins.

Tout en visant avec obstination à toutes abréviations d'instruction et aux simplifications de procédure, on voit combien se compliquent parfois des questions que l'on ne peut apparemment traiter par l'indifférence et l'omission, car on s'exposerait à des incidents qui seraient fâcheux en toute matière intéressant la sécurité publique, et qui seraient déplorables surtout pour une institution nouvelle. Ne convient-il pas, pour la développer, de la préserver des secousses ?

Pour échapper, comme on l'a fait, aux difficultés de tous genres, le concours du comité consultatif a été d'une efficacité spéciale.

Si l'on omet le chiffre d'affaires soumises au comité et celui des questions et communications dont l'administration pénitentiaire a dû s'occuper seule, pour noter seulement les solutions effectives, on constate que, durant la période de février 1888 à janvier 1890, 2.836 décisions de libération conditionnelle ont été prises sur l'avis favorable du comité. Il faut y ajouter 79 décisions accordées à des individus méritants, mais à l'égard desquels le temps manquait pour la procédure normale d'examen et rapport à faire en comité. Ces 79 libérés conditionnels étaient tous, sauf un, des condamnés de courtes peines (62 hommes et 17 femmes).

En se reportant à la période d'essai antérieure au 23 février 1888, on constate que jusqu'à cette date avaient été conditionnellement libérés 552 condamnés de longues peines et 309 de courtes peines, en tout 861. C'est donc au total, depuis l'application initiale jusqu'au 1^{er} janvier 1890, un ensemble de 3.776 personnes qui ont bénéficié de la libération conditionnelle.

Quant au nombre de ceux contre lesquels a dû être prononcée la révocation du 23 février 1888 au 1^{er} janvier 1890, il est de 25 ; en tout 27, si l'on remonte jusqu'au début de l'application de la loi.

Ce résultat d'ensemble, qu'il convenait de signaler tout d'abord, n'est pas indigne de l'attention des pouvoirs publics ; il montre qu'ils se sont engagés dans une voie juste et profitable en introdui-

sant dans la législation une réforme aussi importante pour l'œuvre pénitentiaire que celle du système de la libération conditionnelle.

Si l'on examine le tableau général (1) des demandes ou propositions soumises au comité consultatif, on remarque que sur 4.078, 2.838 ont fait l'objet d'un avis favorable, 1.203 d'un avis de rejet, et 345 d'une motion d'ajournement.

Les longues peines (excédant une année d'emprisonnement) figurent pour 1.706 admissions et les peines courtes pour 1.132. Le département de la Seine, qui ne compte que des prisons pour courtes peines, est inscrit dans ce contingent pour 153 personnes.

Les notes fournies sur les divers établissements et circonscriptions marquent la proportion de chacun dans le total des demandes et des solutions favorables. La maison centrale de Melun (hommes réclusionnaires) a obtenu 122 libérations conditionnelles; celle de Poissy (emprisonnement de plus d'un an), 121; celle de Loos, près Lille, 111; celle d'Eysses (Lot-et-Garonne), 109; celle de Lambèse (Algérie), 113. En ce qui concerne les femmes, la maison centrale de Clermont figure pour 137; celle de Montpellier, pour 90, et celle de Rennes, pour 82.

Ces simples chiffres indiquent quel peut être l'effet d'exemple et d'émulation produit sur la population d'une prison qui voit, durant le cours d'une année, récompenser par la liberté la bonne conduite dont elle est témoin.

En reprenant les chiffres de la première période d'essai, on note que jusqu'au 23 février 1888, sur 1.046 demandes ou propositions se référant à des peines courtes, 307 avaient été accueillies, soit 28 p. 100. Pour les longues peines (France), sur 2.442, 507 admissions, soit 23 p. 100. La proportion totale des admissions pour toutes catégories a été de 26 p. 100.

Or, depuis le 23 février 1888 jusqu'au 1^{er} janvier 1890, la proportion des admissions s'est élevée à 69 p. 100. On peut juger par là du progrès réalisé non seulement dans l'application exacte des conditions de demandes ou propositions, mais dans les efforts faits pour amener des solutions favorables, en assurant aux intéressés,

(1) Le tableau général et les huit tableaux qui le suivent se trouvent au *Journal officiel* du 15 juin 1890, p. 2802 et suiv.

avec le concours des familles, les moyens de vivre honorablement en liberté..

Si l'on considère le sexe, l'âge et la situation de famille des libérés conditionnels (tableau spécial n° I), on relève le chiffre de 630 femmes, dont la faiblesse relative s'explique par l'énorme disproportion du contingent des hommes comparé à celui des femmes dans la criminalité.

La grande majorité des libérés conditionnels sont dans toute la force de l'âge (de vingt-cinq à cinquante ans). Parmi les gens mariés, le nombre de ceux qui ont des enfants est infiniment supérieur (1.075) à celui des personnes sans enfants (192). C'est une preuve de plus de l'influence heureuse de la famille pour préserver de la rechute dans le mal.

Pour les métiers et professions exercés à l'époque de la condamnation (tableau n° II), on observe que toutes les situations sociales figurent dans des proportions établissant que l'on s'est efforcé d'étendre à tous le bienfait de la loi.

Le tableau n° III (antécédents judiciaires) prouve combien on tient à favoriser ceux qui n'ont encore commis qu'une faute grave (sans antécédents judiciaires 2.217; ayant des antécédents, 619). On a désiré cependant sauver du découragement ceux qui, ayant déjà subi des condamnations, prendraient la résolution d'échapper à de nouvelles récidives. De là cette proportion de libérés conditionnels ayant antérieurement subi plusieurs condamnations; et d'ailleurs c'est la nature même des condamnations qu'il importe d'envisager en chaque cas.

Il n'est pas jusqu'aux condamnés destinés à la relégation qui n'aient été appelés à mériter la liberté sous conditions. 13 l'ont obtenue; mais il faut ajouter que de ce nombre, 4, dont une femme, ont dû être repris et ont perdu par révocation la faveur obtenue; — preuve nouvelle des entraînements incurables et des habitudes professionnelles qui rejettent dans le délit ceux que l'intérêt le plus évident devrait maintenir en bonne conduite.

Le tableau n° IV donne la décomposition de l'effectif des libérés conditionnels d'après la nature de la peine en cours d'exécution; et le tableau n° V fournit les catégories principales de crimes ou délits qui avaient motivé la condamnation.

Quant à la durée de la peine qui restait à subir jusqu'à la libération définitive, le tableau n° VI montre quel total considérable de

mois et d'années de prison représentent les libérations conditionnelles effectuées, tant pour l'avantage des condamnés que pour celui de l'État, dispensé par là d'une charge appréciable.

Le tableau n° VII, concernant les moyens d'existence, établit que c'est surtout auprès de la famille (1.482) que les libérés conditionnels peuvent justifier de la possibilité de résider et de travailler honorablement. Le travail en dehors de la famille représente un contingent de 1.263 ; et il n'est que 64 libérés conditionnels qui aient bénéficié de moyens d'existence propres, *par ressources personnelles* ; ce qui est le signe manifeste que la situation de fortune et la *question d'argent* n'influent guère sur l'obtention de la libération anticipée.

On a jugé utile, pour terminer, de donner l'énumération des départements avec les nombres correspondants de libérés conditionnels qui ont déclaré y fixer leur résidence, et ce tableau (n° VIII) peut servir à rassurer tout ensemble les populations en leur montrant combien est faible le contingent mis parmi elles en état de libération *résolutoire*, et combien des appréhensions seraient vaines dans les conditions où le système s'applique.

Si l'on examine la situation des 79 individus (62 hommes et 17 femmes) qui ont été conditionnellement libérés, vu l'urgence, sans examen préalable de l'affaire en comité, on ne trouve rien qui se différencie sensiblement des conditions et propositions générales relevées ci-dessus pour les 2.836 personnes libérées sur avis favorable du comité.

On se borne à noter qu'une des difficultés de la pratique consiste précisément dans l'application de la loi aux condamnés dont les peines sont courtes et dont les demandes ne peuvent être utilement accueillies que pendant un délai très restreint. Il importe que, dans le cas où le bien-fondé de la demande semble certain, toute formalité d'instruction soit simplifiée autant que possible.

De l'examen détaillé que facilitent les tableaux et documents annexés au présent rapport, ressort la même conclusion qui se dégage des observations générales présentées plus haut. — Après la période initiale d'essai, après la période d'application décisive dont les résultats viennent d'être relevés, le système de la libération conditionnelle doit prendre pleine extension. En pratique,

comme en principe, il a des avantages qui peuvent le faire adopter dans un nombre considérable de cas que l'on était habitué précédemment à réserver pour les grâces.

Textes et chiffres en main, on peut constater les garanties fournies, les facilités offertes au pouvoir judiciaire pour utiliser l'institution nouvelle au bien de l'œuvre pénitentiaire, à la préservation de la sécurité et de la moralité publiques, sans inconvénient ni dommage pour la répression pénale.

Les questions semblent donc résolues à l'avance et les solutions toutes prêtes pour l'impulsion dernière à donner, de commun accord, à cette réforme à la fois pénale et pénitentiaire ; et les conditions d'application pourront être prochainement sanctionnées par décret à rendre en forme de règlement d'administration publique.

NOUVELLE-CALÉDONIE ET GUYANE

I

L'*Officiel* du 20 juillet (1) publie les renseignements suivants sur nos deux colonies pénitentiaires :

Renseignements sur la situation de la Nouvelle-Calédonie.

Les travaux de routes sont poussés avec activité ; tout porte à croire qu'ils seront cinq ou six fois plus considérables cette année qu'en 1889.

La colonie a acheté, au commencement de l'année, en Australie, une sonde à vapeur très perfectionnée (*Diamond Drill*). Cette sonde, dirigée par un technicien australien, est employée à la recherche des houillères. Elle fonctionne vite et avec une grande régularité. Le terrain sur lequel elle est placée paraît riche en charbon de terre. Sur d'autres points de l'île, à la Foa, à Monidou et à Voh, on espère trouver des couches épaisses. Les dépenses occasionnées par ces recherches, qui se poursuivent avec rapidité, sont remboursées par les propriétaires des mines à raison de 35 francs par mètre d'avancement.

Sur le domaine de la Ouaménie, les relégués sont chargés de défricher une certaine étendue de terrain, de construire des chemins d'exploitation et d'élever des cases, le tout destiné à l'installation d'un centre de colonisation libre. Plusieurs cultivateurs sont partis de France à destination de la Nouvelle-Calédonie et seront envoyés dans la Ouaménie, qui deviendra certainement une des parties les plus prospères de l'île, au point de vue agricole. Ajoutons que ce domaine aura été mis en valeur presque sans

(1) *Bulletin*, 1889, p. 937.

frais, exclusivement par la main-d'œuvre des récidivistes. C'est une double expérience que son succès fera répéter ailleurs.

La situation commerciale de la Nouvelle-Calédonie a fait des progrès considérables et pleins de promesses pour l'avenir. Le chiffre des importations pour les quatre premiers mois a été de 3.414.000 francs contre 2.474.000 francs dans la période correspondante de 1889. Le chiffre des exportations des quatre premiers mois atteint 2.042.000 francs contre 1.487.000 francs en 1889, et 518.000 en 1888. En deux ans, les exportations ont quadruplé.

La colonie a été sérieusement éprouvée au commencement du mois de mars par le passage de deux cyclones dans le voisinage de l'île.

Le 4 de ce mois elle était assaillie, au sud, par un ouragan et de fortes pluies, qui détruisirent une partie des récoltes. Trois jours plus tard, les 4^e et 5^e arrondissements subissaient aussi une violente tourmente, accompagnée de pluies torrentielles qui firent sortir toutes les rivières de leur lit.

Les cultures et les habitations ont eu beaucoup à souffrir du vent et surtout des inondations, qui ont atteint un niveau supérieur à celui des crues de 1880, époque du dernier cyclone.

Les colons de la vallée de Koné ont perdu la presque totalité de leurs récoltes; la mission de Baudé fut saccagée et ses bâtiments servant d'écoles, ainsi que son église, furent renversés par la violence du vent.

La société des mines du Nord éprouva aussi dans cette journée de fortes pertes, qu'elle estime à 150.000 francs.

Au point de vue agricole, la situation n'a rien de désespéré; les colons auront vite réparé les pertes qu'ils ont subies. Les planteurs de café, en particulier, feront une très belle récolte, malgré les dégâts dont eurent à souffrir leurs caféières.

Les éleveurs ont eu une année exceptionnellement favorable. Les pluies, qui ont précédé les coups de vent des 4 et 7 mars, ont alimenté une grande quantité de petits cours d'eau, qui étaient desséchés depuis plusieurs années et ont favorisé les pâturages.

Pendant ces journées de tempête, la colonie a perdu un de ses navires, le *C. Walker*, et elle a eu à enregistrer la mort de sept personnes : cinq se sont noyées sur la côte est, à Chio et à Nakéty, et deux ont été emportées par les rivières grossies.

Un voilier, la *Marie*, jaugeant 137 tonneaux, est entré à Nouméa avec 44 Néo-Hébridais immigrants. Il se prépare, ainsi que la goëlette *Mary-Anderson*, à retourner aux Nouvelles-Hébrides.

Service pénitentiaire aux colonies.

Depuis dix-huit mois, l'administration des colonies se préoccupe de réformer l'organisation des établissements pénitentiaires coloniaux, afin de restituer à la peine des travaux forcés son véritable caractère d'intimidation. Une commission a donc été chargée, il y a un an, d'étudier les modifications qu'il convenait d'apporter aux décrets et règlements d'administration publique qui ont été rendus en exécution de la loi du 30 mai 1854. En même temps, des instructions ont été adressées aux gouverneurs de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie pour que la main-d'œuvre pénale fût employée d'une manière plus effective aux travaux d'utilité publique et de colonisation.

Avant l'adoption de ces mesures, les condamnés aux travaux forcés étaient répartis dans des ateliers, des exploitations agricoles ou sur des chantiers de routes, et tous les travaux étaient exécutés en régie sous la surveillance des fonctionnaires et agents de l'administration pénitentiaire. Ce système, qui pouvait se justifier au début de la transportation des criminels atteints par la loi de 1854, c'est-à-dire à une époque où tout était à créer dans nos colonies pénitentiaires, devait être abandonné du jour où ces mêmes colonies pourraient, grâce au concours de l'élément pénal, mettre directement en valeur les richesses naturelles de leur sol.

Il y avait avantage, en effet, à supprimer la concurrence que l'administration pénitentiaire faisait aux colons libres et à concéder dans une plus large mesure aux particuliers une main-d'œuvre peu coûteuse, qui est indispensable pour le développement des industries minières ou agricoles, en accordant aux services locaux le nombre de condamnés suffisant pour l'exécution des travaux d'utilité publique.

L'attribution à des sociétés, à des particuliers et aux services locaux de la main-d'œuvre pénale ayant soulevé certaines critiques, il a paru utile de réglementer d'une manière précise les concessions de l'espèce. Un décret, approuvé par le Conseil d'État et qui va être soumis à la sanction de M. le Président de la République, a déterminé les conditions dans lesquelles cette main-d'œuvre pourrait être mise à la disposition :

1° Des services locaux ou des municipalités dans les colonies pénitentiaires et dans les colonies non pénitentiaires qui en feraient la demande;

2° Des particuliers, soit en vertu de contrats, lorsqu'il s'agirait d'un contingent d'au moins 100 hommes, soit à titre d'assignation individuelle pour les condamnés de bonne conduite et par application de l'article 11 de la loi du 30 mai 1854.

D'autre part, et ainsi d'ailleurs qu'il a été dit plus haut, des instructions ont été adressées dès le mois d'août 1889 au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en vue de la suppression :

1° Des fermes et établissements agricoles ;

2° Des ateliers de confection de la transportation.

En même temps, un contingent de 1.200 condamnés aux travaux forcés était mis gratuitement à la disposition du service local pour l'achèvement des voies de communication, pour la construction d'un bassin de radoub ou l'exécution de tous autres travaux d'utilité publique reconnus indispensables au développement industriel et commercial de la colonie.

Ces travaux doivent être exécutés par voie d'adjudication ; et le prix de la main-d'œuvre pénale évalué à raison de 2 francs par homme et par jour doit venir en déduction des sommes payées à l'entrepreneur.

Ces différentes mesures ont permis de réduire le personnel d'administration des travaux et de colonisation en Nouvelle-Calédonie et, par suite, de diminuer dans une certaine proportion les charges que le budget de l'État s'impose pour éloigner de la métropole les criminels et les récidivistes condamnés à la transportation et à la relégation en vertu des lois de 1854 et 1885.

L'économie réalisée de ce chef s'élève à plus de 200.000 francs pour 1891, et il est vraisemblable que d'autres réductions pourront être apportées au budget de la transportation en 1892.

Plusieurs règlements ont été soumis au Conseil d'État et ont été promulgués ou sont sur le point de l'être, pour consacrer ces dispositions. (Voir les principaux à la fin de l'article de M. X. *Bulletin*, 1890, p, 937.)

II

D'autre part, une correspondance de Nouméa, en date du 20 novembre 1890, apporte des renseignements intéressants sur un convoi de colons libres débarqués le 12 du même mois dans notre grande colonie pénitentiaire. On peut y voir le commencement de la réalisa-

tion du vœu précédemment émis par le Congrès national colonial (1), peut-être aussi un élément de nature à améliorer sensiblement, concurremment avec les instructions de M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux colonies, le régime décrit dans notre *Bulletin* de novembre 1889 p. 884 et suivantes.

Émigrants libres.

Le convoi d'émigrants libres parti de Marseille le 1^{er} octobre, à bord du *Yarra*, à destination de la Nouvelle-Calédonie, est arrivé le 12 novembre en parfait état de santé. Les colons sont au nombre de 53, formant en tout treize familles, originaires de Monpont (Dordogne). Je les ai vus à bord, avant leur débarquement : tous sont sains et vigoureux, gais et plein de courage. Il est incontestable qu'ils inspirent plus de confiance que les précédents convois et qu'ils paraissent avoir été plus sérieusement recrutés. Après avoir vu rouler dans les rues de Nouméa tant de ratés qui n'avaient jamais vu la campagne que pour y avoir été manger une friture le dimanche, et surtout le lundi, cela repose de retrouver en face de soi quelques braves têtes de paysans, pour lesquels la coupe de barbe et le nœud de cravate sont des préoccupations absolument secondaires.

Tout était prêt pour les recevoir, à Nouméa et à la Ouaménie, leur dernière destination, à une centaine de kilomètres du chef-lieu par la route coloniale. Mais comme le domaine qui leur avait été concédé par la Société de colonisation est facilement accessible par mer, c'est naturellement la voie qui a été choisie. Dans la nuit qui a suivi leur arrivée à Nouméa, ils embarquaient avec armes et bagages sur un petit vapeur spécialement affrété pour la circonstance par l'administration. De son côté le gouverneur prenait passage sur l'avis *Loyalty*, accompagné du directeur de l'intérieur et du directeur de l'administration pénitentiaire et du lieutenant de vaisseau Boulard, commandant du *Yarra*.

Le chef de la colonie tenait à présider lui-même à la première installation des nouveaux venus.

Vers deux heures, autorités et colons arrivaient au village, les femmes et les enfants perchés sur les voitures qui étaient venues prendre les bagages, les hommes à pied, la distance à parcourir étant d'ailleurs courte.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 444.

Afin d'éviter tout mécontentement et toute réclamation, les maisons d'habitation et les concessions ont été tirées au sort entre les émigrants. Tous paraissaient enchantés de ce qu'ils voyaient et beaucoup d'entre eux déclaraient qu'ils n'avaient point à regretter leurs maisons de France. Bref, la première impression a été bonne.

Les souhaits de cordiale bienvenue du gouverneur et quelques paroles du commandant Boulard, plein d'attention pour les émigrants pendant la traversée de Marseille à Nouméa, ont achevé de les reconforter, et ils ont promis de travailler avec ardeur et de se montrer dignes de la bienveillance et des soins dont ils ont été l'objet depuis leur départ, en France et dans la colonie.

La colonie qui a le plus grand intérêt à favoriser les mouvements d'émigration, a voulu, de son côté, ajouter quelques avantages à ceux qui leur avaient été déjà consentis par la Société de colonisation. Le budget local donnera à chacune des treize familles des animaux, des semences et des outils pour une somme de 150 francs, et, pendant six mois — plus longtemps, si ce secours paraît nécessaire — il distribuera aux enfants la ration de vivres. Elle était déjà prévue au contrat pour le père et la mère. Ce point a son importance, le convoi ne comptant pas moins de vingt-sept enfants.

MAISON DE RÉPRESSION DE NANTERRE

Le *Bulletin* a déjà parlé (1888, p. 751) de ce magnifique, trop somptueux établissement. Dans un mémoire adressé à M^{me} Sarah Monod, déléguée du Comité protestant de l'Œuvre des prisons (1) au Congrès d'Anvers, M^{me} d'A... commence par revendiquer pour ce Comité l'honneur d'avoir fondé, il y a plus de 35 ans, une *Œuvre des enfants* pour les enfants des détenues de Saint-Lazare et rappelle les résultats excellents obtenus dans l'Yonne, à la *Pépinière évangélique*, par le placement de ces enfants dans des familles de cultivateurs. Elle nous fait ensuite faire une visite complète dans : 1° les *quartiers de l'hospitalité*, qui relèvent de la préfecture de police (2) ; 2° le quartier cellulaire, qui relève de l'administration pénitentiaire.

I

Les quartiers de l'hospitalité s'ouvrent, sur une simple lettre du commissaire de police, devant les désespérés de la vie, de même que devant les enfants recueillis, après abandon, par l'Assistance publique (3) et devant les femmes libérées du quartier cellulaire qui en font la demande au Directeur.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 423 et 792 ; 1890, p. 55.

(2) *Bulletin*, 1890, p. 941.

(3) L'Assistance publique en élève 83.000 dans le département de la Seine et dans les autres départements. Ils se divisent en quatre catégories : 1° les enfants trouvés ; 2° les orphelins pauvres, enfants indigents sans père ni mère ; 3° les enfants abandonnés (dont les parents sont connus mais ont disparu) ; 4° les enfants secourus. (Voir la conf. de M. Brueyre, *Bulletin*, 1890, p. 59.) Ces quatre catégories forment un total de 125.000 pour la France, dont 83.000 à l'Assistance publique et 42.000 secourus. De ces 83.000 le département de la Seine en élève à lui seul 28.000 environ, les 55.000 autres sont à la charge des autres départements.

Il y a trois quartiers dans la maison hospitalière (1) :

1° Les mendiants libérés de l'article 274 C.P. ;

2° Les mendiants internés par mesure administrative ;

3° Les hospitalisés (pour les dénués qui s'abandonnent au désespoir).

Un quatrième quartier est formé par les infirmeries : incurables, paralytiques, infirmes, vieillards refusés partout ailleurs (2).

M^{me} d'A... nous rend ensuite compte des immenses services rendus par le patronage protestant, par l'Œuvre des prisons sur laquelle elle donne en note d'intéressants détails, ainsi que sur l'atelier du boulevard de Vaugirard, 4, enfin sur l'asile temporaire de jour de M^{me} Risler, 28, rue des Grands-Augustins (3).

Elle insiste avec raison sur la nécessité de la coopération de nombreuses sociétés de patronage à l'œuvre entreprise à Nanterre par l'Administration. Or, jusqu'à présent, hélas ! seule l'Œuvre des prisons lui apporte son concours.

Sur un second point, au contraire, elle a déjà reçu satisfaction. Quand elle sollicite avec ardeur (p. 27) *l'établissement d'un réseau de bienfaisance s'étendant sur tout Paris d'une manière uniforme*, prévenant l'entrée à Nanterre, *en fournissant du travail à celui qui n'en a pas*, elle ignore que trente-cinq jours plus tard, le 14 novembre 1890, devait se fonder à Paris, 3, rue de Champagne, l'*Office central des institutions charitables*, dont le but est précisément celui préconisé par l'auteur (4).

II

Le quartier cellulaire de Nanterre (5) renferme depuis le mois de mai 1890 les femmes condamnées à deux mois et au-dessous, qui auparavant étaient enfermées à Saint-Lazare (6).

M^{me} d'A... nous fait visiter les nouvelles cellules, dont l'aménagement est si remarquable, où le travail est actif et varié, où les

(1) *Bulletin*, 1888, p. 752.

(2) *Eod. loc.*, p. 755.

(3) Sur toutes ces œuvres M^{me} d'A... voudra bien nous fournir des renseignements précieux pour un de nos prochains *Bulletins*.

(4) V. *Infr.*, Revue du patronage.

(5) *Bulletin*, 1888, p. 754.

(6) *Bulletin*, 1888, p. 351 ; 1889, p. 421 ; 1890, p. 593.

visites du directeur, des surveillantes, de l'inspecteur, de l'aumônier, des dames visiteuses, de notre collègue M. le pasteur Arboux se multiplient. Les préaux sont, comme toujours, assez tristes, mais la bibliothèque fournit des livres malheureusement trop rares (1) à toutes les détenues. Enfin le dimanche, le service divin, entendu par la porte entrebaillée au moyen d'un système ingénieux de verrous, la correspondance, la lecture se partagent la journée (2). Ce quartier compte 120 cellules, un autre de 120 cellules est également prêt.

Quelle est l'influence du régime cellulaire sur la santé et le moral de la femme? Telle est la dernière question examinée par M^{me} d'A... Elle est loin de s'associer aux craintes exprimées par M. Ad. Guillot (3). Elle démontre excellemment que c'est surtout pendant les premiers jours de son internement que la femme est en proie à une vive exaltation, et elle en est la victime aussi bien dans la prison en commun que dans la prison cellulaire.

L'expérience à Nanterre est trop récente, ajoute-t-elle prudemment, pour qu'on cherche à en tirer des conclusions définitives; néanmoins elle a déjà remarqué que l'agitation, les tourments moraux cessaient rapidement en cellule alors que, soit à l'infirmerie, soit dans la prison en commun, ils se prolongeaient indéfiniment (p. 35-38).

Les cas de folie furieuse sont aussi fréquents sous le régime de la promiscuité(4) que dans la cellule; certainement il se produira encore des cas de folie à Nanterre : on aurait tort de les attribuer au régime (p. 42-43).

La loi de 1875 est un bénéfice qu'on n'a pas le droit de refuser à la femme condamnée. Aussi Mme d'A... déplore-t-elle que les condamnées à plus de deux mois jusqu'à un an et un jour soient

(1) Voir l'article de M. Paulian sur les bibliothèques pénitentiaires : *Bulletin*, 1890, p. 561.

(2) *Bulletin*, 1890, p. 687.

(3) *Les prisons de Paris et les prisonniers*. L'auteur est en principe favorable à l'emprisonnement cellulaire (*Bulletin*, 1890, p. 482); mais il le considère comme contraire à la nature essentiellement communicative de la femme et ne l'admet, pour elle, que pendant les premiers jours.

(4) Mais souvent le calme de la cellule les fait passer plus vite : *Bulletin*, 1885, p. 719; 1889, p. 103 et 112.

envoyées à Doullens (1) où elles retrouvent la société des récidivistes, des filles inscrites coupables de délits, où elles retrouvent en un mot toute l'odieuse promiscuité de Saint-Lazare, avec cette circonstance aggravante que les sociétés de patronage ne peuvent multiplier leurs visites à Doullens comme elles le faisaient à Saint-Lazare, ni se trouver à point nommé pour prendre soin de la détenue au moment même de sa libération. On a beau aller l'attendre à l'arrivée du train, à la gare du Nord, les mauvais conseils reçus en route ont suffi à la détourner, elle se dérobe en débarquant du train. Et c'est ainsi que l'éloignement de Doullens empêche le patronage d'accomplir son œuvre de préservation.

A. R.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 421 ; 1890, p. 594.

QUELQUES IDÉES PRATIQUES

SUR LE

RELÈVEMENT DES CONDAMNÉS

La communication suivante a été faite au Congrès d'Anvers, au sujet de l'amendement et du reclassement des condamnés, par M. W. P. M. Penders, industriel hollandais :

Messieurs,

Il est triste de voir qu'à côté des nombreuses écoles qui s'élèvent de tous côtés, il soit nécessaire de construire des établissements si multiples pour la correction des malfaiteurs. Je serais heureux si en exposant quelques-unes de mes idées je pouvais aider à l'amélioration du sort de ces malheureux qui, abandonnés à eux-mêmes, constituent un si redoutable danger pour la société.

Le système de correction surtout peut exercer une influence sur le moral des individus.

La réclusion à elle seule est insuffisante pour détruire le mal radicalement. Il est nécessaire d'y ajouter un régime très sévère et une séparation complète.

C'est pour cela que la prison cellulaire est préférable à la réclusion commune, à la condition d'y permettre, dans une certaine mesure, les entretiens, la lecture et le travail.

La réclusion commune pervertit le condamné. La séparation peut le réformer. Elle permet en effet de parler à chaque prisonnier suivant ses besoins particuliers.

L'expérience nous montre que les malheureux tombés pour la première fois préfèrent la cellule, la réclusion qui les soustrait à tout contact, tandis que les vrais criminels préfèrent la communauté.

En général il importe tout d'abord que l'on gagne la confiance des prisonniers, afin d'apprendre à les connaître. De cette connaissance il résultera que, dans les entretiens particuliers, on pourra leur dire de ces mots qui les touchent, les soulagent et réveillent en eux les derniers bons sentiments qui subsistent encore. Mais ici

tout se règle d'après chaque individu en particulier. L'un sera touché quand on lui parlera de sa mère, un autre quand on réveillera en lui ses sentiments d'honneur, un troisième quand on lui montrera ses vrais intérêts, un quatrième quand on lui prouvera qu'il peut encore se relever et que de meilleurs jours l'attendent, etc., etc. On peut ajouter que le moyen d'action le plus puissant est d'éveiller le sentiment religieux dans les âmes, quelle que soit la religion à laquelle appartienne le détenu, qu'il soit catholique, protestant ou israélite.

Il faut en outre que, à sa sortie de prison, le malheureux ne retombe pas dans un milieu vicieux, et, pour cela, il faut tâcher de lui procurer une position honnête dans la société. Les asiles sont peu recommandables dans ce cas, parce que l'on doit prévenir le contact avec d'autres prisonniers, afin qu'ils évitent le plus possible de se connaître. Cette connaissance amène souvent de graves désordres après la sortie de prison. C'est ainsi qu'ils se reprochent mutuellement de s'y être rencontrés, et qu'ils abusent du chantage, en se menaçant l'un l'autre de divulguer leurs méfaits. Le séjour dans ces asiles rend la rentrée dans la société bien plus difficile; d'autant plus que le public témoigne autant de mépris pour un individu sortant d'un asile que pour un libéré sortant de prison (1).

La surveillance de la police ne peut rien pour la réforme morale. Il faut, pour cette réforme, instituer un patronage. Il est à souhaiter que les prisonniers libérés trouvent des personnes respectables qui les tiennent sous leurs yeux, qui les soutiennent dans leurs tentations, qui leur donnent des conseils, qui les retiennent dans le chemin de l'honneur, en tâchant de fortifier en eux le sentiment moral, ce qui ne peut manquer d'avoir une influence considérable sur ces malheureux.

Ceux qui se mettront à la tête de pareils patronages auront bien mérité de la société. Car c'est une œuvre de dévouement et d'énergie que de travailler à la réhabilitation de son semblable. Aussi je termine en souhaitant qu'il se forme bientôt des sociétés qui, du reste, existent déjà en Hollande, et qui ont donné les meilleurs résultats.

Voici, Messieurs, les idées que m'a suggérées un sujet aussi délicat. Je serais heureux si vous pouviez y trouver une seule idée pratique.

(1) *Conf. Bulletin*, 1891, p. 29 et 42.

OBSERVATIONS PRATIQUES
AU SUJET
DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE
PAR M. ADOLPHE GUILLOT

L'éminent magistrat qui, dans un ouvrage d'une haute portée (*Les prisons de Paris et les prisonniers*) (1), avait déjà trouvé l'occasion d'exposer ses idées sur le traitement qui convient le mieux à l'enfance coupable, vient de réunir en une brochure, qu'il a modestement intitulée : *Observations pratiques au sujet des enfants traduits en justice*, une série d'articles publiés par lui, dans la *Gazette des tribunaux*, sur ce sujet à la fois si grave et si délicat. *Observations pratiques* ! Les réflexions et les conclusions que M. le juge d'instruction Guillot a puisées dans son expérience judiciaire méritent, au premier chef, cette qualification. Convaincu que le moyen le plus efficace de prévenir le développement de la criminalité et d'arrêter le flot des récidives est d'organiser pour les enfants un système d'éducation et de répression vraiment moralisateur, puisqu'il est démontré que c'est principalement parmi les enfants moralement abandonnés que se recrute l'armée du crime, il s'est attaché avec une généreuse passion à l'étude des améliorations que comporte le régime appliqué à ces pauvres êtres délaissés.

Il a exposé tout d'abord, avec quelques détails, le mécanisme d'une procédure nouvelle inaugurée au tribunal de la Seine et

(1) V. *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1890, p. 180.

consistant à substituer les garanties de l'instruction de droit commun aux formalités trop expéditives de la loi sur les flagrants délits, qui ne fournissent aux magistrats que des éléments d'informations insuffisants, et ne leur permettent point d'opter en connaissance de cause entre les diverses mesures applicables aux enfants qui sont traduits devant eux, savoir : l'acquiescement, la remise de l'enfant à ses parents, la condamnation à l'emprisonnement et l'envoi en correction. La question du discernement, la première à résoudre et en même temps la plus difficile, ne peut être éclaircie que par un interrogatoire développé et une enquête approfondie. Cette enquête doit, d'ailleurs, porter non seulement sur l'enfant lui-même, mais sur la situation morale, matérielle et sociale de sa famille, ainsi que sur le milieu dans lequel il a grandi et auquel il ne pourrait souvent être rendu sans se trouver exposé à une rechute certaine : les éléments de cette enquête sont préparés, au tribunal de la Seine, par un bulletin de renseignements que le commissaire de police doit remplir sur les indications des parents. Enfin, l'enquête doit avoir un dernier objet, le traitement à appliquer à l'enfant : le juge fera appel à la charité privée et l'intéressera à la misère des jeunes abandonnés qui viennent défilier dans son cabinet. M. Guillot préconise dans cet ordre d'idées, la fondation de maisons hospitalières permettant de soustraire l'enfant, dès le moment de son arrestation, à la promiscuité odieuse et corruptrice du Dépôt, et la création d'un vestiaire des enfants acquittés.

De toutes les solutions auxquelles la justice peut s'arrêter, lorsqu'après la clôture de l'information elle est appelée à statuer sur le sort de l'enfant, la remise de cet enfant à ses parents est, dans beaucoup de cas, la plus sage comme la plus humaine, car rien ne peut remplacer, pour son éducation morale, le foyer domestique. Mais l'indignité de la famille rendrait trop souvent cette mesure plus dangereuse qu'utile, et le juge doit alors chercher à placer l'enfant dans un des établissements publics ou privés qui sont destinés à recueillir des mineurs dans les cas prévus par les articles 17 et 19 de la loi du 24 juillet 1889, sur la déchéance de la puissance paternelle ; M. Guillot n'hésite pas à manifester sa préférence pour les petits groupements, à effectifs restreints (1) qui se rappro-

(1) Voir plus haut le rapport de M. le conseiller F. Voisin.

chent le plus de la famille, et cette préférence paraît justifiée par des considérations de l'ordre le plus élevé. Le *Comité de défense de l'enfance poursuivie devant les tribunaux*, récemment constitué sous la présidence de M. le bâtonnier Cresson, (1) a recommandé, pour faciliter l'action bienfaisante des magistrats, la création d'un bureau central, analogue à l'*Office central des œuvres charitables* que vient de créer M. Léon Lefébure, et ayant pour objet de fournir des renseignements sur les divers modes de placement. M. Guillot exprime, à son tour, l'espoir que le dévouement éclairé des avocats désignés pour assister les jeunes prévenus et leur entente avec les juges d'instruction contribueront aussi à faire choisir la mesure la plus propre au relèvement moral de ces infortunés. Il ne cache point que la condamnation des mineurs de seize ans à de courtes peines d'emprisonnement lui paraît la plus dangereuse de toutes les mesures laissées à l'appréciation du juge; il ne semble même disposé à accepter l'envoi en correction dans les colonies pénitentiaires qu'à la condition de donner au régime de la correction une durée assez longue pour lui laisser le temps de transformer l'enfant. Ces idées sont conformes à celles qui ont prévalu dans les discussions qui ont eu lieu, sur le même sujet, au sein de notre Société (*Bulletin*. 1880, page 7 et suiv).

G. D.

(1) V. *Infra*.

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : 1° Office central des institutions charitables. — 2° Union française du sauvetage de l'enfance. — 3° Patronage de l'enfance et de l'adolescence. — 4° Comité de défense des enfants traduits en justice. — ÉTRANGER : 14° Rapport annuel du bureau de bienfaisance de l'Ohio.

FRANCE

I

Office central des institutions charitables.

Notre dévoué collègue M. Léon Lefébure vient de fonder sous ce titre une *Œuvre libre d'assistance*, dans le but de rendre l'exercice de la charité, à Paris et en province, plus efficace, de faire connaître aussi exactement que possible l'état de la misère, de discerner et de propager les moyens les plus propres à la combattre et à la soulager.

Il se propose d'atteindre ce but :

1° En reliant et en mettant en communication entre elles les œuvres charitables de la capitale ;

2° En fournissant des indications sur ces œuvres et en servant d'intermédiaire auprès d'elles ;

3° En recueillant des renseignements sur les pauvres ;

4° En provoquant la création d'œuvres d'assistance par le travail et en aidant à leur développement ;

5° En facilitant le rapatriement des individus susceptibles de trouver des moyens d'existence hors de la capitale et en multipliant, à cet effet, le nombre de ses correspondants ;

6° En établissant des rapports suivis avec les œuvres charitables de province.

7° En correspondant et en échangeant des informations avec les œuvres charitables à l'étranger et en mettant à profit leur expérience ;

8° En propageant les institutions de prévoyance et notamment en facilitant les assurances ouvrières.

Dans l'exécution d'un tel programme, il est évident que celui qui a si bien défini le devoir (1) et les moyens (2) de patronner les libérés songera souvent à ces infortunés qu'il connaît si bien.

Mais, en outre, que de services une telle œuvre rendra à la société au point de vue préventif ! Combattre la misère, en donnant du travail aux dénués, en hospitalisant les gens sans asile (3), en fournissant des refuges aux infortunées victimes du vice et de la débauche, en abritant les convalescents en attendant qu'ils aient pu trouver de l'ouvrage, n'est-ce pas supprimer la plus fréquente cause des délits et des crimes ? S'occuper de faire recueillir et placer les orphelins, les abandonnés, les maltraités, les infirmes ou incurables ; rapatrier les indigents, les déclassés, n'est-ce pas supprimer la catégorie sociale qui fournit les plus gros contingents à l'armée du crime ?

« Que d'individus (4) qui n'ont aucune raison d'être dans la capitale, il serait possible d'en éloigner à un moment donné, de renvoyer en province, dans un milieu où l'on offre du travail, grâce à des correspondants zélés, ou de diriger sur nos colonies ou ailleurs, en se chargeant de prendre toutes les mesures nécessaires d'embarquement et autres. Ce sont ces malheureux, ces déclassés, ces vagabonds, qui finissent par remplir nos prisons et qui constituent cette pépinière de récidivistes, dont l'audace et le nombre croissants ont fini par effrayer l'opinion publique. On s'est flatté d'y remédier, en reléguant à grands frais le récidiviste dans nos colonies. Mais à quoi bon de telles mesures, dont l'efficacité est douteuse, et qui pèsent si lourdement sur les contribuables, si nous entretenons nous-mêmes, au sein même de la capitale, une fabrique de récidivistes ? (*Mouvement.*) Or, cette fabrique, elle existe, elle fonctionne tous les jours, et je la signale publiquement à votre attention.

« Et si quelqu'un doute de mes affirmations, qu'il aille assister aux séances du petit parquet. Chacun sait que l'on désigne sous ce nom une juridiction rapide, exercée par des magistrats chargés d'interroger d'urgence les nombreuses personnes mises à l'état d'arrestation chaque nuit dans l'aris, et de statuer sommairement

(1 et 2) *Bulletin*, 1879, p. 435. et 437.

(3) Voir le rapport de M. Lefébure sur l'hospitalité par le travail, dans le *Bulletin* p. 630, en fournissant des refuges aux infortunées victimes du vice et de la débauche, en abritant les convalescents en attendant qu'ils aient pu trouver de l'ouvrage.

(4) Discours prononcé par M. L. Lefébure à la Société d'économie sociale.

sur leur sort. On arrête en moyenne 150 personnes par jour. Il m'est arrivé maintes fois, grâce à la bienveillance des juges, d'assister à ces interrogatoires. Quel sujet d'étude pour le moraliste, le philosophe, l'homme politique, que le spectacle de ce long défilé de visages humains, où tant de misères, tant de vices se reflètent !

« Le plus souvent, un individu arrêté pour vagabondage, qui a passé la nuit sous un pont, sur un banc, n'ayant pas d'ailleurs de mauvais antécédents judiciaires, est remis en liberté. Quelquefois, il est trois heures ou quatre de l'après-midi. Un jour c'était un jeune garçon arrivé depuis peu à Paris, qui avait cru que l'ouvrage abondait dans la capitale, qui n'en avait pas trouvé, avait dépensé son petit pécule, s'était vu sans le sou en poche, ne connaissant personne, ne sachant plus que faire après s'être vainement adressé aux bureaux de bienfaisance, où on lui objectait qu'il n'était pas inscrit et ne pouvait l'être, à la préfecture de police où on lui disait qu'il n'existait pas de crédit pour donner des secours. Quand ce jeune homme fut mis en liberté, je me permis de dire au juge : « Vous voulez donc forcer ce garçon à faire quelque mauvais coup, ce soir, pour manger et pour se coucher. Vous savez qu'il n'a rien en poche, et vous le mettez dans la rue à une heure où vous êtes certain qu'il ne trouvera de travail nulle part. Ce qui peut lui arriver de moins fâcheux, c'est d'être ramené devant vous demain pour vagabondage et peut-être encore après demain. Alors vous le renverrez en police correctionnelle. Il sera condamné à quinze jours de prison : il aura un casier judiciaire qui le poursuivra toute sa vie. Ce sera un repris de justice, et on le mettra à la porte des ateliers où il sera employé, dès qu'on le saura. Ce sera un récidiviste, car repoussé de tous côtés, il n'aura plus de carrière à embrasser que celle de malfaiteur. — Tout cela est malheureusement très vrai, me répondit le juge, mais à qui adresser ces malheureux dont le sort me touche profondément. En dehors de l'Œuvre des prévenus acquittés (1) dont les ressources sont bien restreintes, je ne connais point d'institution dans Paris pour leur venir en aide. Je ne possède aucun crédit dans ce but. Je ne puis les expédier hors de la capitale. »

« Voilà, Messieurs, ce qui se renouvelle tous les jours. Je dois

(1) *Bulletin*, 1890, p. 5 et 16.

dire que l'Œuvre des prévenus acquittés a été fondée anciennement par MM. Casenave, De Metz et par un homme dont le nom se retrouve alors comme aujourd'hui partout où il y a une œuvre généreuse à établir, par M. Picot, le père de notre honoré vice-président (1). Mais comme l'Œuvre de l'hospitalité (2) fondée depuis peu de temps, elle ne peut apporter à cette situation qu'un remède tout à fait insuffisant.

« Revenant à l'exemple que je viens de citer, j'ajoute que j'ai connu des gens condamnés ainsi en police correctionnelle avec les meilleurs renseignements à leur dossier.

« Des condamnations qui pourraient être évitées se multiplient ; le nombre des casiers judiciaires s'accroît ; la prison, qui fait l'éducation des novices, achève trop souvent de corrompre les pervers ; et je le répète, l'État fabrique lui-même des repris de justice. Et quand il les a fabriqués, il demande de l'argent aux contribuables pour les amender, si c'est possible, ou pour les mettre hors d'état de nuire et nous en débarrasser, en les envoyant au loin. C'est comme si vous meniez une armée dans un pays pestilentiel, et que vous disiez ensuite au médecin : guérissez ces malades.

« On peut juger par une curieuse monographie, mise très remarquablement en lumière par M. Alexis Delaire, monographie d'une famille de malfaiteurs américains, the Jukes, véritable dynastie de voleurs qui s'est perpétuée pendant plusieurs générations, ce que coûtent en définitive aux contribuables de telles lacunes dans les mesures qui doivent prévenir le mal, le guérir à sa source. »

Nous reviendrons prochainement sur cette belle œuvre qui a obtenu d'importants résultats, bien qu'elle existe depuis quelques mois seulement et à laquelle plus de sept cents personnes ont déjà eu recours. Nous aurons l'occasion d'insister sur les moyens pratiques qu'elle est en voie de multiplier pour procurer aux malheureux une assistance plus prompte, plus efficace surtout que le simple secours accidentel et pour empêcher cette assistance de s'égarer et de se gaspiller ; ce sera montrer les services qu'elle est destinée à rendre de plus en plus à la charité publique ou privée.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 5 et 16.

(2) *Bulletin*, 1886, p. 690 déjà citée.

II

Union française du sauvetage de l'enfance (1).

L'Union française pour le sauvetage de l'enfance, qui recueille et élève les enfants maltraités ou en danger moral, a tenu le 3 novembre, une importante séance sous la présidence de M. Jules Simon.

Le principal objet de la réunion était la situation que créent à l'Union française la fondation par son secrétaire général, M. Rollet, d'une société nouvelle : le *Patronage de l'enfance et de l'adolescence*, et la démission de M. Rollet, qui désire s'occuper exclusivement de sa nouvelle œuvre.

L'Union française a déjà étendu sa protection à plus de 1.200 enfants. Son meilleur moyen d'action est la loi du 24 juillet 1889, qui permet de retirer la puissance paternelle aux parents indignes.

Voici les résolutions qui ont été prises par le conseil d'administration de l'Union, à l'unanimité des membres présents :

I. Le poste de secrétaire général est supprimé. L'Union française sera désormais dirigée par un administrateur délégué.

II. M. Gras, membre du conseil d'administration, est nommé administrateur délégué de l'Union française. MM. Brueyre, membre du conseil supérieur de l'assistance publique, ancien directeur du service des enfants assistés de la Seine, et Thomas, maire du 13^e arrondissement de Paris, sont nommés administrateurs délégués adjoints.

III. M. Henri Rollet reste attaché à l'administration de l'Union française comme membre du comité exécutif.

Pour éviter toute confusion avec le *Patronage de l'enfance et de l'adolescence*, voici comment son président, notre très honoré collègue M. Jules Simon, s'exprime après avoir sollicité la charité publique pour conquérir un revenu de 100.000 francs, en l'absence duquel il croirait n'avoir rien fait ! « C'est la Société fondée par Mme de Barrau et Mme Kergomard. J'en suis le président depuis l'origine, avec mon collègue au Sénat, M. Roussel (l'auteur

(1) *Bulletin*, 1890, p. 132, 163.

de la loi Roussel) et mon confrère à l'Institut, M. Frédéric Passy, Mmes Kergomard et Julie Toussaint, M. Gaufres, M. Thomas, l'un des maires de Paris, M. Henri Monod, directeur de l'assistance publique ; M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire ; M. Voisin, conseiller à la cour de cassation ; M. Flandin, vice-président du tribunal de la Seine ; MM. les pasteurs.... Mais je ne puis pas nommer ici tous mes associés, puisque nous sommes douze cents. J'espère bien que nous serons deux mille au commencement de l'année prochaine. Le siège notre société est place Dauphine, 14. Notre délégué est notre collègue, M. Gras ; et notre trésorier est notre collègue, M. Goudchaux, — M. Goudchaux, banquier, 102, rue Richelieu. Tout honnête homme qui veut contribuer à sauver la vie des enfants moralement abandonnés doit savoir cette adresse-là par cœur.

« Il doit aussi nous aider, par son obole, s'il est pauvre, et par une offrande proportionnée à sa fortune, s'il est riche, à atteindre promptement notre chiffre de 100.000 francs, dont nous ne pouvons rien rabattre. »

III

Patronage de l'enfance & de l'adolescence.

PROGRAMME

Le *Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence* est une œuvre de bienfaisance et de préservation sociale ayant pour objet la protection des enfants en danger moral.

Nous voulons maintenir dans la bonne voie ou ramener au bien les enfants (garçons ou filles) âgés de moins de dix-huit ans qui, pour des causes dépendant ou non de la volonté de leurs parents ou tuteurs, se laissent entraîner ou risquent d'être entraînés au vagabondage, au vol et à la débauche.

Les enfants que nous voulons protéger doivent avoir au moins l'âge de raison, c'est-à-dire de huit à dix ans ; au-dessous de cet âge ils ne sont en danger moral que si leurs parents sont notoirement indignes, et dans ce cas ils sont protégés par la loi du 24 juillet 1889,

Nous considérons comme étant en danger moral : Les enfants dont les parents sont honnêtes, mais qui, n'écoulant pas leurs conseils, cessent de fréquenter l'école et se laissent entraîner par de mauvais exemples ;

Les enfants que leurs parents ne peuvent surveiller parce qu'ils travaillent hors de chez eux du matin au soir ;

Ceux que la maladie ou l'infirmité des parents entraînent à la mendicité ;

Les garçons, orphelins de père, qui repoussent l'autorité maternelle ;

Les filles auxquelles manquent les conseils et la direction d'une mère ;

Les enfants qui s'éloignent de la famille, parce que le père ou la mère a convolé en secondes noces ou vit en union illégitime ;

Les jeunes gens ou jeunes filles qui ont perdu leurs parents avant d'avoir terminé leur apprentissage ;

Les enfants que leurs parents ont envoyés de province pour se placer dans une grande ville et qui, perdant leur place, se trouvent sans appui ;

Les jeunes gens qui, poussés par un goût prononcé pour les voyages ou l'état de marin, se figurent parfois qu'il suffit de se mettre en route pour atteindre le but désiré et arrivent sans ressources ni recommandations dans la capitale ou dans un grand port.

Nous pourrions multiplier les exemples, car les causes susceptibles d'amener la chute morale d'un enfant sont innombrables.

Les enfants en danger moral, qui n'ont pas été protégés assez tôt, viennent échouer à la prison.

Chaque mois, à Paris, le Dépôt, la Petite-Roquette, la Conciergerie reçoivent en moyenne 160 mineurs de seize ans (140 garçons et 20 filles). La plupart sont arrêtés pour vagabondage (ils dormaient sur un banc, sous un pont, etc.) ; quelques-uns se sont constitués prisonniers, parce qu'ils mouraient de faim ; d'autres sont arrêtés pour vol à l'étalage ou mendicité.

Les commissaires de police, les directeurs d'asiles de nuit, les dames visiteuses des prisons ou des hospices, les personnes charitables qui vont à domicile chercher les pauvres, les ministres des cultes, les membres de notre Société nous signalent les enfants qui

leur semblent devoir un jour arriver à la prison s'ils ne sont efficacement protégés.

Nous visitons les enfants arrêtés; nous entrons en relation avec leurs familles pour connaître la cause de leur chute morale.

Nous nous mettons à la disposition des juges d'instruction, des membres du parquet, des tribunaux pour leur prêter notre concours, s'ils le jugent utile.

Nous efforçons d'éviter à l'enfant une condamnation à l'emprisonnement qui flétrit sans moraliser et laisse une trace au casier judiciaire.

Nous plaçons immédiatement l'enfant, s'il peut être placé dans des conditions normales sans danger pour son avenir ni pour celui de la société.

Si l'enfant a eu besoin pour son amendement d'être placé dans une maison spéciale d'éducation et a été pour ces motifs acquitté mais placé jusqu'à vingt ans sous la tutelle de l'Administration pénitentiaire en vertu de l'article 66 du Code pénal, nous demandons à l'Administration de nous permettre de patronner encore l'enfant qui a été envoyé par elle dans une école professionnelle, une colonie agricole, une école de mousses, etc., et nous sollicitons sa mise en liberté provisoire dès que l'amendement paraît assuré.

Si l'enfant libéré provisoirement commet un nouveau délit, nous le remettons à l'Administration qui nous l'avait confié, en nous efforçant de lui éviter une condamnation.

Nous signalons les garçons à la Société de protection des engagés volontaires, dès qu'ils paraissent pouvoir contracter un engagement dans la marine ou dans l'armée.

Pour les enfants qui n'ont jamais été arrêtés, mais qui nous sont signalés comme étant en danger moral, nous examinons les causes du mal, et suivant les cas nous proposons le remède.

Si l'enfant peut rester chez ses parents, nous cherchons dans son quartier une personne charitable pouvant veiller sur lui et secourir les parents.

Nous provoquons la création de garderies dans lesquelles les ouvriers pourraient conduire leurs enfants en se rendant à l'atelier, et d'où les enfants seraient menés à l'école.

Si l'enfant doit être éloigné du milieu dans lequel il se trouve, nous le plaçons, soit dans un bon établissement laïque ou religieux en payant pension (si les parents sont indigents), soit isolément dans d'honnêtes familles de cultivateurs sous le patronage de correspondants de notre Société.

Nous provoquons la création de petits groupes de patronage pour des jeunes gens ou jeunes filles, privés ou séparés de leurs familles, qui sont placés en apprentissage.

Nous plaçons dans des écoles de mousses ou nous envoyons dans les colonies les jeunes gens qui veulent, avec le consentement de leurs parents, chercher fortune hors de France et auxquels un métier sédentaire ne saurait convenir. Nous n'envoyons nos protégés que dans les colonies dont le climat est sain et dans les régions où nous avons des comités de patronage.

Nous pensons que l'éducation religieuse est utile à la moralisation des enfants; nous veillons donc à ce que nos pupilles remplissent les devoirs prescrits par le culte auquel ils appartiennent, quel que soit ce culte.

Nous voulons réduire au minimum les frais d'administration; aussi invitons-nous les membres de la Société qui ont des loisirs à nous prêter généreusement un concours actif (1).

Nous vous demandons, nous demandons même aux enfants (si leurs parents y consentent) de protéger directement un ou plusieurs de nos pupilles. Nous ne demandons pas que le protecteur paie lui-même les frais occasionnés par le placement de l'enfant (ces frais seraient payés par la Société); mais nous demandons que le protecteur veille personnellement sur la conduite de son pupille, encourage les progrès de l'enfant, devienne son conseil préféré, son défenseur attitré (2).

Les personnes qui désirent être protecteurs d'un enfant, mais n'ont pas le loisir d'en remplir les fonctions, peuvent cependant recevoir ce titre en versant annuellement la somme de 200 francs à appliquer à l'éducation et à l'entretien d'un enfant (art. 12 des statuts).

Nous ne parviendrons peut-être pas à obtenir un protecteur pour chaque enfant, aussi avons-nous recours à des inspecteurs, inspectrices, correspondants; mais aucun d'eux ne reçoit de rémunération.

Dans les grands centres nous avons besoin : 1° d'asiles temporaires pour recevoir pendant quelques jours les enfants qu'il est urgent de recueillir et d'étudier avant de pourvoir à leur placement définitif; 2° de patronages d'apprentis pour recevoir les

(1) Il existe une notice spéciale sur les moyens de témoigner sa sympathie au Patronage.

(2) Il existe aussi une *instruction* spéciale pour les protecteurs et protectrices.

jeunes gens ou jeunes filles qui ne sont pas couchés chez leurs patrons. Nous préférons multiplier les petits groupes de dix apprentis ou apprenties que d'avoir de grands patronages. Chaque groupe est dirigé par une mère de famille, personne charitable, qui jouit de moyens d'existence suffisants pour n'avoir pas besoin de rémunération.

Nous invitons les membres de notre Œuvre qui habitent les départements ou les colonies à s'unir et à constituer des comités locaux.

Ces comités seraient utiles, d'une part pour patronner les pupilles de l'Œuvre placés dans leur ressort, d'autre part pour protéger les enfants en danger moral qui seraient signalés dans la région.

Nous invitons les personnes qui ont une compétence spéciale pour un certain ordre de placements, à s'unir entre elles à l'effet de faciliter le placement de nos pupilles. Par exemple, nous avons déjà un comité spécial pour le placement des jeunes gens en Algérie, nous favoriserons la création de comités spéciaux pour le placement en Tunisie, ou dans toute autre colonie, pour le placement dans des écoles de mousses (1), pour le placement dans tel ou tel corps de métier, etc.

(1) A propos de cette idée : « faire des marins », nous croyons intéressant de publier les deux lettres suivantes, de M. Rollet et de M. Angot, de la Compagnie générale transatlantique, sur les moyens d'utiliser des forces présentement perdues :

« Il ne manque pas en France d'enfants de treize à quatorze ans qui rêvent de la mer ; mais tous ne sont pas orphelins de marins ou protégés par des amiraux et c'est dire qu'ils ne peuvent être admis à l'école des mousses de Brest. La marine marchande offre des débouchés insuffisants ; aussi voyons-nous un très grand nombre de jeunes gens de quatorze à seize ans qui, partis de chez eux avec les meilleures intentions, déçus dans leur espoir de s'embarquer, viennent chercher fortune dans les grandes villes, à Paris surtout, ne s'attachent à aucun métier et sont exposés aux plus détestables fréquentations.

« S'ils deviennent de francs vauriens assez tôt pour mériter d'être envoyés en correction jusqu'à vingt ans, ils pourront encore avoir la bonne fortune d'être envoyés à l'école des mousses de Belle-Ile-en-Mer, qui dépend de l'administration pénitentiaire. Mais si, avant seize ans, ils n'ont pas commis de graves délits, ils ont tout au moins pris goût à une vie de paresse, d'aventures, de vagabondage ; ils oublieront volontiers l'heure de l'engagement dans les équipages et deviendront bientôt du gibier de police correctionnelle et de cour d'assises.

« Ce que je dis là, je le sais par expérience, car voilà trois ans que je lutte pour défendre les mineurs de seize ans devant le tribunal de la Seine et pour assurer leur avenir.

« Proposez donc la création d'écoles de mousses pour sauver ces malheureux enfants. Faites-en des marins ; empêchez-les de devenir des criminels. Vous le pouvez. Il vous suffit de traiter la question au point de vue pratique. Adressez un appel énergique ; les hommes compétents répondront à votre appel, les navires mis en réforme ne vous manqueront pas. Vous pouvez fonder une œuvre admirable.

« Pour moi, je ne vous demande pas de me nommer membre du conseil : il vous faudra des amiraux et de grands noms. Je vous prie seulement de me réserver

En résumé, nous demandons aux heureux de ce monde de se rapprocher le plus possible des enfants malheureux. Que chacun, dans la mesure de ses forces, nous aide à arracher au mal d'innocentes victimes.

En suivant le programme que nous venons de tracer, le *Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence* pourra, nous l'espérons, augmenter le nombre des honnêtes gens en diminuant d'autant celui des malfaiteurs; il aura accompli de bonnes actions et servi la Patrie.

des places de mousse pour mon bureau de recrutement qui est ouvert dès à présent, Je vous donnerai des gaillards qui seront répatés peut-être de mauvais sujets, qui auront pour la plupart dormi sous les ponts; mais ce sont des gars énergiques, durs à la fatigue, qui se plieront à la discipline dès que vous leur aurez donné un uniforme et un drapeau. Créez et multipliez des écoles de mousSES et vous n'aurez pas seulement contribué à notre renaissance physique, — vous aurez résolu une partie du problème cherché par les criminalistes et préparé une Renaissance morale. »

« Je suis un des collaborateurs de cet homme de bien, le regretté M. Demetz, le fondateur de cette belle colonie de Mettray qui, selon l'heureuse expression de lord Brougham, aurait suffi à l'honneur de la France et qui, dans tous les cas, y a beaucoup contribué. Pendant vingt-huit années, je me suis occupé officieusement de l'œuvre du patronage des libérés, et je crois bien connaître l'enfance abandonnée. Je me rappelle que, vers 1860, les enfants venus à Mettray de la Bretagne ou des côtes étaient atteints de nostalgie, malgré cette vie au grand air et en pleine liberté des champs. Savez-vous le remède apporté et qui réussit admirablement? Toute une mâture de frégate installée dans la grande cour de récréation, avec bordages simulant un navire!.. Si vous aviez vu ces gaillards-là grim pant aux haubans, et quinze jours plus tard les belles joues roses...

« Mais j'arrive à l'objet de ma lettre.... Que fait-on des enfants recueillis par la bienfaisance publique ou privée? On les place presque toujours dans les villes, où ils continuent à s'écroter, quand il serait si simple d'en faire de bons marins et des hommes robustes sans encombrer les ateliers urbains.

« Nous avons de l'autre côté de la Méditerranée des côtes magnifiques en Algérie et en Tunisie. Ces côtes sont à peine peuplées, à peine défendues contre les invasions possibles. La population maritime y est presque exclusivement recrutée parmi les étrangers! Danger manifeste et permanent. Quand nous envoyons des colons dans le pays, c'est toujours vers l'intérieur qu'on les dirige, et ce sont en général des hommes déjà mûrs, ayant des habitudes acquises et nullement acclimatés. Pourquoi ne pas procéder plus sagement? Il serait si facile d'établir sur les côtes d'Algérie et de Tunisie des écoles où les enfants abandonnés seraient élevés et instruits dans la profession de marins! Ils s'acclimateraient vite et pourraient plus tard, si le métier ne leur plaisait pas, peupler l'intérieur avec des chances de réussite. »

Ces deux lettres mettent en lumière avec beaucoup d'intensité une des applications les plus simples qu'il serait utile et sage de donner à notre vieil outillage naval: former des marins et spécialement des pêcheurs avec les épaves vivantes de nos grandes villes, puis établir ces pêcheurs, en leur donnant une maisonnette, un bateau, avec un monopole exclusif, sur le littoral de nos possessions africaines et plus particulièrement de la Tunisie. Voilà un projet pratique et un excellent mode de traitement moral pour nos enfants abandonnés ou délinquants, pour ces victimes des grandes agglomérations urbaines qui ne demandent qu'un dérivatif pour devenir des instruments de notre grandeur nationale.

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 2. — La Société a son siège à Paris, mais elle étend son action sur la province et sur les colonies.

ART. 5. — Le Conseil supérieur du Patronage se compose des président d'honneur, du directeur, du trésorier, du contrôleur des finances et d'un comité de quinze personnes élues pour cinq ans par l'Assemblée générale.

ART. 6. — Le Conseil approuve les règlements des comités locaux ou spéciaux organisés en vue de faciliter le placement des mineurs de dix-huit ans. Ces comités, une fois approuvés, peuvent se faire représenter par un délégué dans le Conseil.

ART. 7. — Toutes les fonctions administratives sont gratuites.

ART. 11. — Sont donateurs les personnes qui versent à la Société une somme supérieure à deux cents francs.

Sont sociétaires les personnes qui versent une cotisation annuelle dont le minimum est fixé à vingt francs ou qui ont versé une fois pour toutes la somme de deux cents francs.

Sont adhérents les personnes qui versent une cotisation annuelle inférieure à vingt francs.

ART. 12. — Ont le titre de protecteurs ou de protectrices les membres de la Société qui, agréés par le Conseil, ont accepté le patronage d'un ou de plusieurs pupilles de la Société, ou qui s'engagent à verser annuellement une somme de deux cents francs.

Les enfants peuvent recevoir ce titre avec l'assentiment de leurs parents.

Les protecteurs rendent compte au directeur tous les trois mois de la situation de leurs pupilles.

ART. 13. — Ont le titre de dames patronnesses les dames qui obtiennent dix adhésions à l'œuvre et s'engagent à recouvrer annuellement les dix cotisations correspondantes, à les verser au trésorier et à transmettre les quittances aux intéressés.

ART. 14. — L'Assemblée générale, composée des membres donateurs, sociétaires et protecteurs, se réunit au moins une fois par an.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. MAZEAU, sénateur, premier président de la Cour de Cassation.

M. HERBETTE, conseiller d'État, directeur de l'Administration pénitentiaire.

BUREAU

Président : M. QUESNAY DE BEAUREPAIRE, procureur général
près la Cour d'appel de Paris.

Vice-Présidents : MM. GEORGES BOUSQUET, conseiller d'État ;
CARRABY, avocat à la Cour d'appel ;
le docteur MOTET.

Secrétaire : M. MAURICE BARBET-MASSIN.

Directeur : M. ROLLET, avocat à la Cour d'appel.

Trésorier : M. ALBERT MIRABAUD, banquier.

Contrôleur des finances : M. le colonel GAUDON.

MEMBRES

MM. BRÉGEAULT, substitut du procureur de la République ;
J. CHAILLEY, économiste ;
DEMANGE, avocat à la Cour d'appel ;
FRÉMONT, juge d'instruction près le tribunal de la Seine ;
LÉPINE, secrétaire général de la préfecture de police ;
JACQUES MACHIELS ;
PASQUES, juge d'instruction près le tribunal de la Seine ;
PUIBARAUD, inspecteur général des services administratifs
au Ministère de l'intérieur ;
ALBERT RIVIÈRE, ancien magistrat ;
SELIGMAN, substitut du procureur de la République ;
VINCENS, chef du bureau des jeunes détenus au Ministère
de l'intérieur.

IV

Comité de défense des enfants traduits en justice.

Le pouvoir judiciaire a un rôle considérable à remplir dans la grande œuvre de la protection de l'enfance ; malgré des efforts individuels par lesquels beaucoup de bien a déjà été fait, l'action collective de la magistrature, jusqu'à ce jour, n'a pas donné tous les résultats qu'on doit en attendre, et cela, parce qu'elle a manqué d'unité et de méthode ; les enfants sont soumis aux régimes les plus divers, non pas à raison de la variété des faits dont ils ont à répondre, mais par suite de la diversité même des opinions de

ceux qui les jugent ; suivant les temps, suivant les lieux, des mineurs de seize ans sont, pour des faits identiques, tantôt acquittés, tantôt condamnés à quelques jours de prison, tantôt envoyés en correction jusqu'à leur majorité.

Ces décisions, par leur contradiction même, indiquent qu'une pensée commune, inspirée par une connaissance exacte du mal auquel il s'agit de remédier, n'inspire pas tous les tribunaux, et que leur attention n'est peut-être pas suffisamment appelée sur les problèmes d'ordre social se rattachant à l'enfance abandonnée ou coupable et sur les moyens pratiques de les résoudre.

Le désir de remédier à cette situation de plus en plus inquiétante, en présence de l'augmentation de la criminalité juvénile, a suggéré à un groupe d'hommes, ayant par leurs fonctions ou par leurs états une compétence spéciale dans ces matières, l'idée d'instituer, dans le Palais de justice même, un comité destiné à assurer la défense des enfants déferés à la justice.

La Société des prisons a trop souvent manifesté l'intérêt qu'elle porte aux questions de pénalité concernant les mineurs pour ne pas approuver un si utile dessein, et ne point se féliciter de l'appui qui va être ainsi procuré à tous ceux qui, s'efforçant de combattre le mal dans sa source même, cherchent pour les premières fautes de la jeunesse un système de correction vraiment réformateur.

Étranger aux œuvres diverses que l'initiative privée, cet indispensable auxiliaire de l'action de l'État, a organisées de toutes parts, se plaçant à un point de vue général, le comité se propose uniquement d'assurer aux jeunes prévenus une protection effective, égale, s'appuyant sur les mêmes principes.

Son but, a-t-on dit dans l'une de ses dernières séances, n'est pas de fonder des asiles, d'ouvrir des refuges, de distribuer des aumônes, mais d'étendre, de recommander à l'attention des pouvoirs publics, les questions de répression et d'assistance relatives aux enfants, de signaler aux magistrats les secours qu'ils peuvent trouver dans les établissements de la charité publique ou privée, d'assurer enfin aux jeunes prévenus la plénitude des garanties que la loi accorde aux adultes et avant tout le patronage d'un défenseur d'office.

Une erreur, souvent commise, a été de traiter de la même façon tantôt dans le sens d'une imprévoyante indulgence, tantôt dans le sens d'une excessive sévérité, tous les enfants arrêtés par les soins de la police ; les uns cependant ont commis des délits qui révè-

lent une véritable perversité ; les autres au contraire n'ont d'autre tort que d'être orphelins ou d'avoir des parents indignes.

C'est faute d'apporter à cette sélection une attention suffisante que des enfants vicieux, pour lesquels l'administration pénitentiaire est seule armée, s'en vont pervertir des établissements de bienfaisance, et que des enfants simplement abandonnés n'ont d'autre asile que les maisons de correction.

Par les méthodes d'instruction qu'il se propose de recommander, par les renseignements que les magistrats trouveront auprès de lui, sur l'existence des œuvres, le Comité espère soulager utilement des misères qui appellent la pitié et non le châtiment, en même temps qu'en combattant énergiquement le système profondément démoralisateur des courtes peines, il favorisera l'action de l'éducation correctionnelle.

Le programme du Comité répond donc pleinement aux vœux si souvent exprimés en faveur de l'enfance par les philanthropes et les criminalistes ; il peut contribuer dans une très large mesure à l'amélioration de nos lois pénales, et déjà il a obtenu gain de cause sur deux de ses points les plus essentiels : substitution de la procédure de droit commun à celle du flagrant délit au profit de tout enfant arrêté, et assistance d'un défenseur d'office.

Ne devrait-il pas obtenir d'autres succès, que déjà il aurait rendu un éminent service à la cause de l'enfance.

A. G.

ÉTRANGER

14^e Rapport annuel du bureau de charité de l'Ohio.

(69^e Assemblée générale. — Année 1889.)

Si le bureau de charité de l'Ohio doit continuer sa mission, il a besoin d'argent. Le secrétaire est en outre mal rétribué, il faudrait avoir une latitude jusqu'à 2.000 francs.

Il serait nécessaire de créer une installation spéciale pour les aliénés condamnés, ayant perdu la raison avant, pendant ou après condamnation. Les épileptiques auraient besoin aussi d'être dé-

tenus dans des bâtiments spéciaux. Pour employer les jeunes idiots il faudrait organiser des fermes. Les enfants abandonnés ont des *homes* spéciaux assez bien tenus ; il serait nécessaire d'en augmenter le nombre et de contraindre les officiers du comté à y envoyer les enfants.

Prisons de comté. — Dans l'Ohio, ainsi que dans les autres prisons d'Amérique, le détenu est en commun ; ces prisons sont mieux tenues qu'il y a vingt ans, pourtant la détention en commun est la même. Ce mode d'emprisonnement est contraire à ce qui est admis, il faudrait arriver à opérer la séparation. Dans 27 prisons de l'Ohio on peut atteindre ce but ; dans d'autres maisons une classification pourrait être faite, ce qui serait déjà une bonne amélioration. Une loi dans ce sens a été votée par le Sénat, mais la Chambre ne l'a pas mise à exécution.

Dans le pénitencier de l'Ohio, les résultats obtenus sont bons, la prison va arriver bientôt à se suffire. La libération conditionnelle commence à fonctionner avec de bons résultats.

La libération conditionnelle (loi du 24 mars 1884). — On n'est pas encore sorti de la période d'essai, mais la libération conditionnelle inaugurée depuis cinq ans a bien réussi ; 535 condamnés ont été mis en liberté provisoire, et sur ce nombre 8 p. 100 ont été ramenés pour violation de leur engagement, et 2 p. 100 sont revenus volontairement refusant d'accepter la faveur dont ils avaient été l'objet.

Récidivistes. — Les pénitenciers d'Amérique renferment 1/3 de prisonniers récidivistes qui dirigent et conduisent les autres. Dans l'Ohio suivant acte du 4 mai 1885, un individu condamné deux fois, peut être retenu toute sa vie en prison afin qu'il ne puisse plus nuire à autrui. Il en est ainsi notamment pour les voleurs, malheureusement cette loi ne s'exécute pas.

Les condamnés pour petits délits ne s'amendent pas non plus dans les *work-houses*. Il faudrait pouvoir prononcer contre eux des peines cumulatives, jusqu'à cinq années, avec facilité de libération conditionnelle au bout d'une année en cas d'amendement. L'Assemblée générale a voté cette mesure (vol. 86, p. 267) on pourra juger plus tard des résultats.

Prison de Lacbville dans l'Ohio. — Cette maison est bien organisée, les détenus ne peuvent communiquer entre eux, la surveillance est bonne et le gardien peut voir tout ce qui se passe sans sortir de chez lui. Le 3^e étage est organisé pour les femmes, les enfants, les aliénés, les malades. Des murs d'acier divisent les cellules, et le chauffage est organisé de façon à pouvoir chauffer les cellules occupées, sans déperdition dans les autres; mais d'après le plan fourni, le logement du gardien paraît trop important et pourrait être réduit, à ce qu'il semble, sans inconvénient.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° La Commission du casier judiciaire. — 2° Les prisons de Patras. — 3° Le journalisme dans la prison d'Elmira. — 4° Visite du président Griffith à Pittsburg. — 5° Bibliographie : A. Colonies d'Afrique ; B. Colonies pénales. — 6° Informations diverses : *Moralement abandonnés*. — *Aliénés*. — *Enfants assistés*. — *Régie*. — *Saint-Lazare*. — *Conseil supérieur des prisons*. — *Ben-Chicao*. — *Condamnés annamites*. — *Disciplinaires à O'ron*. — *Conseil supérieur des colonies*.

I

Commission du casier judiciaire (1).

La commission du casier judiciaire a tenu plusieurs séances au ministère de la justice, sous la présidence de M. Cazot, avant la séparation des Chambres, et a pris un certain nombre de décisions importantes.

Adoptant un système mixte entre les deux théories absolues, celle de la *publicité* et celle de la *clandestinité* du casier judiciaire, qui lui étaient proposées, elle a été d'avis de ne communiquer l'extrait complet du casier, tel qu'il est composé actuellement sous le nom de *Bulletin* n° 2, qu'aux magistrats du parquet et de l'instruction et aux administrations publiques de l'État.

A l'égard des particuliers, chacun pourra réclamer un extrait de son propre casier judiciaire, qui ne devra en aucun cas être délivré à un tiers. Cet extrait ne sera pas complet, un certain nombre de condamnations ne devant pas y être mentionnées. Ainsi la commission a voté l'exclusion absolue des applications de l'article 66 du Code pénal, des condamnations à des peines de simple police prononcées pour délits, des jugements déclaratifs

(1) *Bulletin*, 1890, p. 829.

de faillite ou de liquidation judiciaire, des condamnations à une simple amende inférieure à 500 francs, et de celles à moins de six mois de prison prononcées en vertu de l'article 69 du Code pénal. Elle a dispensé en outre, *de plein droit*, de l'inscription sur l'extrait délivré aux particuliers, toute *première* condamnation à *un mois ou moins d'emprisonnement*, et elle a décidé que, pour une *première* condamnation *supérieure à un mois et inférieure à un an*, le tribunal pourrait dire, dans son jugement, qu'elle ne figurerait pas sur l'extrait.

Toutefois la commission a entendu excepter de ces deux dernières dispositions les condamnations encourues pour délits dénotant chez leurs auteurs une improbité ou une immoralité certaine (vol, escroquerie, attentat aux mœurs, etc.)

Une sous-commission, composée de MM. *Lépine*, *Yvernès* et *Brégeault*, a été chargée de dresser la liste de ces délits exceptés, et de rédiger le texte d'un avant-projet, qui sera soumis aux délibérations de la commission.

Celle-ci se réunit de nouveau depuis le 30 janvier, pour examiner le texte de la sous-commission, ainsi que plusieurs questions importantes non encore résolues, notamment celle de la prescription de l'inscription de certaines condamnations au casier judiciaire. Ses travaux ne tarderont pas à être terminés.

Dans cette première séance du 30 janvier notamment, elle a décidé que désormais il y aurait trois *Bulletins* :

Le *Bulletin* n° 1, comme aujourd'hui ;

Le *Bulletin* n° 2, délivré à la magistrature et aux administrations publiques de l'État, semblable au *Bulletin* n° 1.

Le *Bulletin* n° 3, délivré aux particuliers.

Entre autres décisions, la Commission, après avoir entendu le directeur des affaires civiles, a voté l'inscription au *Bulletin* n° 3 des décisions disciplinaires portant destitution des officiers ministériels et publics.

En ce qui concerne les mineurs de seize ans, elle a, en outre, confirmé la non inscription sur le *Bulletin* n° 3 de la première petite condamnation prononcée contre eux à raison d'un délit (art. 67, C. P.) ; mais, pour les condamnations à raison de crimes (art. 68), elle a été d'avis que les cours et tribunaux auraient la faculté de décider dans leurs arrêts et jugements si elles devaient être mentionnées.

A l'égard des délais après lesquels l'inscription au bulletin ne devrait plus être faite, une savante discussion s'est engagée sur le point de savoir s'il s'agissait d'une véritable prescription. La commission a conclu négativement et a considéré qu'il s'agissait d'une sorte de péremption.

Elle a ensuite décidé, après une longue et vive discussion qu'un délai de sept ans, en cas de premier délit, et de quinze ans, en cas de deuxième condamnation, suffirait pour effacer toute trace pénale au bulletin. (Voir sur cette grave question des délais, les discours de MM. Béranger et Desportes à nos Assemblées générales de mai et juin 1887, pages 494 et 627.)

II

Les prisons de Patras (1).

Nous avons sous les yeux le rapport présenté au conseil provincial de la province d'Achaïe et d'Ilide par les membres de la commission chargée de l'inspection des prisons de Patras, MM. N. Panos, L. Stamati et N. Koryllos. A la veille du jour où les représentants de toutes les nations du monde doivent se réunir en Congrès à Saint-Petersbourg pour constater les progrès réalisés partout dans les nouveaux établissements pénitentiaires, nous autres nous continuons à appliquer le système pénitentiaire du siècle passé, mêlant dans la même prison les condamnés et les prévenus! C'est une grande ironie de nous avoir demandé des représentants pour ce Congrès, et si l'on avait su que nous mettions ensemble condamnés et prévenus, la porte en aurait été fermée aux délégués Hellènes.

Mais laissons parler la direction de nos établissements pénitentiaires. Le directeur de celui de Patras dit qu'il y a là trois établissements de prisons d'hommes destinés l'un aux condamnés délinquants, l'autre aux personnes retenues pour dettes et le troisième aux inculpés.

Mais malheureusement, cette distinction est seulement nominale, car dans chacune de ces trois prisons, on trouve des prisonniers des trois catégories précitées. Lors de la visite du directeur, il y avait dans la prison pour dettes 108 individus dont à peine 34 retenus

(1) *Thémis*, N° du 13 mai 1890. — *Conf. Bulletin*, 1888, p. 772.

pour dettes ; le reste était composé de 59 prévenus et de 25 individus condamnés à des peines variant de deux ans à quatre ans et demi. Ces cent-huit créatures humaines sont réparties dans sept chambres dont la plus grande mesure environ 15 mètres carrés et où vivent 22 individus.

Dans la prison soi-disant réservée aux condamnés, il y avait 134 individus condamnés et prévenus pêle-mêle, répartis dans trois pièces. Parmi les condamnés, 26 devaient subir une peine variant de deux à six ans et demi.

Dans la prison des prévenus, il y avait 135 individus occupant cinq chambres et comprenant, entre autres, 79 condamnés et 38 prévenus.

Le visiteur précité a éprouvé, à l'examen des prisons et des prisonniers, une impression d'horreur.

Et, en effet, nos prisons sont des sources intarissables des maux les plus dangereux de l'âme et du corps ; là sont tués avec un manque absolu de compassion, des hommes semblables à nous qui doivent bien se soumettre aux prescriptions des lois, mais nullement à la cruauté et à l'inhumanité des agents chargés de l'exécution des lois, qui ont le droit de prétendre de vivre même dans les prisons comme des hommes et non pas comme des pores, se vautrant dans la boue corporellement et moralement.

III

Le journalisme dans la prison d'Elmira.

Quand les adversaires de la cellule gémissaient sur la monotonie et les tristesses de la séparation individuelle, le *Bulletin* leur a parfois cité les concerts cellulaires (1880, p. 690) et les réveillons. Mais ces distractions ne peuvent être quotidiennes. Voilà que l'Amérique nous apporte une idée nouvelle et qui pourrait être d'un secours journalier pour rompre cette lourde uniformité de la vie cellulaire, même coupée par des visites nombreuses, par des lectures des classes, des conférences, des promenades et par un travail aussi varié que possible.

Un détenu de la maison de correction d'Elmira (1) a imaginé, nous apprend le *North american review*, un journal pour ses co-

(1) Sur le régime de cette prison, conf. *Bulletin*, 1885, p. 989 ; 1886, p. 642 ; 1888 p. 118 ; 1890, p. 186.

détenus. Il est gradué de l'Université d'Oxford et son organe, le *Summary*, date déjà de huit ans.

L'histoire de cette feuille que nous conte le *Temps*(1) ne manque pas d'intérêt : « Son premier numéro, publié en 1883, provoqua un grand enthousiasme dans le pénitencier. Son programme, assez ambitieux, comprenait un bulletin des nouvelles politiques, une revue des journaux, une page de critique littéraire, enfin une chronique locale. Le *Summary* se vendait deux cents (deux sous) et tira d'emblée à cinq cents exemplaires utiles. On aura une idée du tour de force professionnel qu'il représentait quand on saura que l'infortuné rédacteur en chef était en même temps rédacteur unique, compositeur, correcteur, imprimeur, administrateur et distributeur de sa feuille. La chose n'est guère possible qu'en Amérique, où les journalistes, quand ils débutent dans une petite ville neuve, sont fréquemment obligés de cumuler ces fonctions variées. Mais ici la difficulté se compliquait de ces circonstances aggravantes que le travail obligatoire du convict ne devait pas souffrir de son activité littéraire et que le règlement des prisons n'admet pas d'exceptions sur les heures du coucher et du lever. C'est donc à ses moments perdus, pendant les récréations et pour ainsi dire sur le pouce, que le journaliste d'Elmira Reformatory se voyait réduit à opérer en ses qualités diverses.

« Ajoutez que son outillage n'était pas des plus complets : 50 ou 60 livres de lettres moulées, une table en zinc, une vieille presse à bras qui se détraquait toujours au moment critique.

« Mais ces difficultés mêmes ne faisaient qu'aiguillonner le zèle de notre vaillant confrère. Non seulement il n'a jamais manqué de paraître à l'heure dite et de servir ponctuellement ses abonnés, mais il a graduellement élargi son recueil, il en a augmenté le format, il a créé un service d'annonces, acheté une presse à vapeur : en un mot, il est arrivé à vivre huit ans, ce qui est très beau pour un journal, même à l'air libre, et à plus forte raison en atmosphère confinée.

« Est-il besoin de dire que, pour ce grand homme anonyme, la principale difficulté est de remplir son numéro hebdomadaire, surtout au chapitre des nouvelles locales ? La liberté de la presse est naturellement peu respectée dans les prisons, et, comme les journaux français sous le régime du 2 Décembre, le *Summary* ne

(1) Conf. *Bulletin*, 1890, p. 189.

doit traiter que des sujets agréables au ministre de l'intérieur. Il s'ensuit que les nouvelles à sensation sont généralement celles dont on ne peut souffler mot. Il n'y a pas de théâtres, pas de tribunaux, pas de parlement. Défense de discuter les questions disciplinaires, ou même le menu quotidien et la qualité des lentilles. Il faut se rabattre sur les petits faits divers, beaucoup moins divers que dans la vie normale, et il ne reste même pas la ressource suprême de l'interview. Dans ces conditions, on conviendra qu'un journal corsé n'est pas chose facile à faire. Le rédacteur unique se tire d'embarras en donnant une large place à l'expression de ses opinions personnelles, — plus large, apparemment, qu'il ne l'a jamais pu en liberté, ou qu'il ne l'aimerait en cellule. Étant donnée la tolérance qu'elle trouve chez le censeur, il est à craindre que cette expression ne soit pas toujours d'une sincérité indiscutable.

« A diverses reprises, au cours de ces huit dernières années de labeur incessant, le rédacteur du *Summary* a tenté de se décharger, au moins partiellement, de son lourd fardeau en faisant appel à la collaboration de ses lecteurs et en ouvrant dans ses colonnes une tribune libre, sous le titre de : « Petite Correspondance ». Sans doute il espérait que la nombreuse population du Reformatory recèlerait d'autres journalistes comme lui, et que ces confrères s'empresseraient de venir à son aide. Mais, fait bien digne de remarque et tout à l'honneur de la presse yankee, il ne s'est jamais rencontré à Elmira un second journaliste en disponibilité. Les banquiers, les notaires, les avoués, les médecins, les gens d'affaires abondaient, mais point les gens de lettres. Force a été au rédacteur du *Summary* de faire lui-même sa « Petite Correspondance ». Ce sont évidemment de ces choses qui ne se voient qu'en prison.

« Mais pour parler sérieusement d'une tentative originale, à tout prendre, et plus émouvante que risible, constatons qu'il y a là une idée généreuse et féconde, digne d'être reprise par un honnête homme de talent et cœur : celle d'un journal fait expressément pour les damnés de l'enfer pénitentiaire, et qui leur apporterait, avec une bouffée d'air du dehors, une distraction saine, des conseils pratiques, des enseignements aimables. »

Le détenu d'Elmira a fait école et déjà plusieurs recueils périodiques sont fondés, rédigés, composés et imprimés dans les prisons des États-Unis par les détenus eux-mêmes et pour leur usage personnel.

IV

Visite du président Griffith à Pittsbury (comté d'Alleghany) (1).

G. S. Griffith président de « l'aid association » des prisons du Maryland, a visité le Work-house, la prison et un pénitencier de l'état de l'ouest. Il rapporte que le Work-house se compose d'un grand bâtiment muni de deux ailes contenant 1.050 cellules pour détenir les prisonniers ; la construction a coûté 1.100.000 dollars. Cette maison est bien tenue, le travail y est bien organisé, les administrateurs ont à leur disposition une grande ferme qui permet d'occuper beaucoup de détenus ; on a organisé la fabrication de la glace qui se débite fort bien, jusqu'à présent on n'a rien fait de mieux. M. Warner est le surintendant de cette maison depuis huit ans et demi. La direction ne permet que des louanges ; comme mode de punition il n'existe que la cellule obscure avec nourriture au pain et à l'eau.

La prison et le palais de justice ont coûté 2.000.000 L., tout cela semble beaucoup trop beau, on n'a jamais rien fait d'aussi bien en semblable matière. La prison proprement dite est située derrière l'habitation et communique avec elle par un passage couvert ; les cellules sont divergentes et la forme générale est circulaire ; ces cellules sont au nombre de 310, dont 40 pour les femmes ; les gardiennes ne font le service que le jour, et la nuit ce sont les hommes qui surveillent ; on rencontre aussi dans ce local des enfants qui attendent leur condamnation pendant plusieurs mois. C'est là une très mauvaise organisation.

Le pénitencier de l'état occidental renferme 757 convicts que l'on occupe à la confection de brosses et de paillassons. — La maison est belle et bien organisée, un bon chapelain y est attaché, mais cet établissement contient trop de détenus. — Grâce au patronage il y a moins de condamnés dans le Maryland.

V

Bibliographie.

A. — Colonies pénales africaines.

La *Revue française* des colonies de 1890, page 604 et suivantes, traite la question des colonies pénitentiaires en Afrique. Le capitaine Jérôme Becker, auteur de l'article, préconise la dissémi-

(1) *Baltimore american-monday morning*, July 7, 1890. *Conf. Bulletin*, 1887, p. 852.

nation des condamnés (1), après les avoir préalablement choisis avec soin: il faut d'abord qu'ils aient montré une bonne conduite persistante (2), ensuite qu'ils aient manifesté le désir de se rendre en Afrique.

B. — *Colonies pénales.*

Sur ce même sujet, la *Grande encyclopédie* vient de publier sous le mot *Colonies* un article très complet de notre collègue M. A. Rivière.

VI

Informations diverses.

Moralement abandonnés. — Aliénés. — Enfants assistés. — Régie. — Saint-Lazare. — Conseil supérieur des prisons. — Ben-Chicao. — Condamnés annamites. — Disciplinaires à Oléron. — Conseil supérieur des colonies.

MORALEMENT ABANDONNÉS. — Le 4 décembre 1890, le Sénat a voté le crédit de trois millions. déjà voté par la Chambre, en vue d'assurer l'application de la loi sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés (3).

Sur l'article 25 de cette loi et les charges que son exécution est appelée à imposer aux contribuables, voir la remarquable étude publiée par notre savant collègue, M. Léon Lallemand, dans l'*Annuaire de législation française* de 1890, pages 277 et 278.

ALIÉNÉS. — Le 19 janvier, M. Joseph Reinach a déposé sur le bureau de la Chambre la proposition de loi dont il est l'auteur sur le régime des aliénés.

La proposition, qui est précédée d'un exposé des motifs fort développé, abroge la loi de 1838 et la remplace par un texte portant dans ses parties essentielles, la reproduction du projet voté par le Sénat en 1887, après cinq années d'étude, sur le rapport de M. Théophile Roussel et qui, rapporté à la Chambre en 1889, n'a pu être discuté avant la fin de la dernière législature.

(1 et 2) Conf. *Bulletin*, 1889, p. 412 et 413.

(3) Texte de la loi. *Bulletin*, 1890, p. 525.

M. Reinach fait siennes les principales conclusions de l'ancienne commission de la Chambre, ainsi que celles du projet déposé en 1869, par MM. Gambetta et Magnin.

Mais comme l'avait fait le Sénat, M. Reinach substitue à l'intervention du jury pour l'internement des aliénés que proposait M. Gambetta, celle du tribunal réuni en chambre du conseil.

Les demandes de sortie pourront toujours être adressées, à quelque époque que ce soit, au tribunal, qui statuera sur le rapport des médecins inspecteurs.

Le projet institue des quartiers spéciaux pour les épileptiques, les idiots et les crétins, et des maisons spéciales pour les aliénés criminels (1) qui ne pourront être rendus à la liberté qu'avec un certificat du médecin déclarant, non seulement qu'il y a guérison, mais guérison sans chance de rechute. Cette disposition est empruntée à la loi anglaise de 1800.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE: ENFANTS ASSISTÉS. — Le 28 janvier le conseil supérieur de l'assistance publique a ouvert sa première session ordinaire de 1891, sous la présidence de notre collègue, M. Th. Roussel, sénateur. Notre collègue, M. Brueyre, a donné lecture de son rapport sur la revision de la législation relative aux enfants assistés (décret de 1811). La discussion s'est continuée les jours suivants, notamment sur l'importante question de la liberté, en cas du non rétablissement des tours, des abandons d'enfants pour les filles-mères et les mères légitimes.

Le conseil s'est réuni de nouveau, le 29 janvier, sous la présidence de M. Th. Roussel.

Il a voté l'alinéa suivant de l'article 4 du projet de loi de M. Brueyre.

« Si l'enfant est âgé ou paraît âgé de moins de trois mois et si la personne qui le présente refuse de répondre en tout ou partie au questionnaire, acte est pris de ce refus et l'admission est prononcée. Dans ce cas aucune enquête administrative ne sera faite. »

Cette généralisation pour toute la France du principe de l'admission à bureau ouvert a été admise à la suite d'un important discours de M. Jules Simon :

« Pour empêcher l'infanticide, pour prévenir l'avortement, a

(1) *Bulletin*, 1887, p. 350. — Conf. 1888, p. 764.

dit notre éminent collaborateur, il faut assurer à la mère, quelle qu'elle soit, le secret le plus absolu ; ne pas lui demander même un bulletin de naissance ; car, quand une femme a donné son nom, elle a tout donné.

« Nous voudrions ne pas faciliter l'abandon des enfants légitimes ; mais entre deux maux il faut choisir le moindre. Nous ne traçons pas ici le devoir des parents, mais celui du bureau dépositaire. Les choses sont ainsi faites, dans notre société, que la présence de tel enfant dans une famille légitime est, pour la mère, un opprobre et est contraire souvent aux intérêts mêmes de l'enfant, qui pourrait bien un jour ne pas vouloir se prévaloir de sa prétendue qualité d'enfant légitime.

« Quand le secret d'une faute se rencontre dans une famille légitime, il est d'autant plus redoutable. Je rends hommage à cet égard aux sentiments intelligemment généreux du conseil municipal de Paris, dont je suis séparé sur le terrain politique. Il a trouvé moyen de réaliser les avantages du système des tours sans ses inconvénients principaux.

« D'un autre côté, il ne faut pas craindre de provoquer la rupture des liens de famille. Quand une femme est mère à la face du soleil et qu'elle consent à abandonner son enfant, elle irait jusqu'à le supprimer ou l'empêcher de vivre ! »

RÉGIE (1). — On télégraphie de Lille au *Temps*, au commencement de janvier :

« La direction du service pénitentiaire, par ordre de M. Constans, va tenter un essai de régie par l'État pour le travail manuel des détenus de la maison centrale de Loos, près de Lille. L'État deviendra son propre entrepreneur général et aura des sous-traitants pour chaque genre d'industrie. Ce système permettra de décharger annuellement le budget d'une cinquantaine de mille francs pour cette seule maison centrale, qui renferme en moyenne un millier de détenus.

M. Vel-Durand, préfet du Nord, qui a préconisé cette mesure, s'occupe actuellement, avec M. Puibaraud, inspecteur général des services administratifs, d'assurer les détails de cette nouvelle organisation. »

(1) Voir sur cette si grave question la discussion tenue à l'Assemblée générale du 19 mars 1890 (*Bulletin* 1890, p. 390 et suiv.).

SAINT-LAZARE (1). — Saint-Lazare était autrefois, avec Sainte-Pélagie, une des prisons les plus mal organisées de Paris. Les prévenues, les détenues, les filles insoumises y vivaient dans une promiscuité relative, regrettable à tous égards. Depuis quelques années, des réformes notables ont été apportées. Tout d'abord, la population de Saint-Lazare a été considérablement réduite. En 1872-1873, on y trouvait jusqu'à 1.800 personnes. Actuellement, il a 600 détenues, dont 50 condamnées de droit commun, 200 prévenues et 20 ou 25 malades ou nourrices à l'infirmerie. Les condamnées appartiennent toutes aux femmes de mauvaise vie ou aux délinquantes contre les mœurs. Les prévenues sont séparées en prostituées et en *bonnes* prévenues.

Ces trois quartiers constituent la première section.

La deuxième section comprend deux quartiers : 1° les filles valides punies administrativement, au nombre de 100 ; 2° les filles malades, soumises et insoumises, logées dans l'infirmerie, au nombre de 250 ; au 1^{er} étage, les filles publiques ; au 2^e et 3^e étages les insoumises.

Une troisième section comprend les jeunes prostituées au-dessus de seize ans (2), qui ne sont pas reconnues malades par le dispensaire.

La réduction de la population a permis de mettre les services plus à l'aise, de placer en cellule les prévenues au lieu de les laisser en dortoir, ce qui les soustrait ainsi à la contagion si néfaste de la prison.

Une diminution aussi sensible de la population tient, d'une part, à ce que le département de la Seine a pu envoyer à Nanterre les condamnées à moins de deux mois de prison et à Doullens les condamnées de deux mois à un an (3). Il ne reste à Saint-Lazare, dans la section des « jugées », que les femmes de mauvaise vie, comme nous venons de le voir.

D'autre part, les changements apportés dans le fonctionnement du service des mœurs ont réduit dans une forte proportion le nombre des arrestations et, partant, celui des détenues de Saint-Lazare.

(1) *Bulletin* 1890, p. 131 et 591.

(2) Au-dessous de seize ans, elles sont à la Conciergerie, à moins qu'elles ne soient vénériennes. *Bulletin*, 1888, p. 348.

(3) Observons toutefois que toutes passent par Saint-Lazare avant de partir pour Nanterre ou Doullens, pour y attendre l'expiration des délais d'appel : même celles qui jugées en flagrant délit, restent au dépôt avant leur condamnation.

La situation de choses actuelle permettra assez facilement à l'administration préfectorale et au conseil général de la Seine de réaliser plus complètement les vœux des hygiénistes et des criminalistes sur la spécialisation des services de Saint-Lazare. Les bâtiments de la prison se composent de deux parties distinctes : la prison proprement dite, bâtie par saint Vincent de Paul sur les restes de l'ancienne léproserie de Saint-Ladre, composée de vieux bâtiments des moins utilisables, et l'infirmerie des contagieuses, une des mieux installées de Paris et dont l'édification ne date que de cinquante ans.

Rien ne serait plus facile, si une entente pouvait se faire entre l'administration pénitentiaire, la préfecture de police et le conseil général de la Seine, que de supprimer les services des prévenues, des condamnées et des insoumises, qui seraient transférés dans d'autres établissements pénitentiaires de Paris et à Nanterre. L'infirmerie de Saint-Lazare constituerait cette infirmerie spéciale que le conseil municipal voudrait établir à Paris pour les prostituées malades.

Quant aux bâtiments affectés à la prison, ils seraient démolis, et comme ils occupent une superficie de 13.000 mètres environ, leur emplacement, loti et mis en vente, procurerait une ressource de 5 millions environ avec lesquels on pourrait améliorer les établissements pénitentiaires actuels.

Le 10^e arrondissement qui, depuis si longtemps, réclame la disparition de Saint-Lazare, recevrait ainsi satisfaction.

Il est très vraisemblable que ces combinaisons seront proposées à l'examen du conseil général de la Seine et du conseil municipal de Paris, afin qu'elles puissent être adoptées au plus tôt.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES PRISONS. — Le 3 février, le conseil supérieur des prisons a tenu, au ministère de l'intérieur, la première séance de sa session annuelle.

Après la réélection de M. Schœlcher comme vice-président et la constitution du bureau, le conseil a reçu de M. Herbette communication des affaires et questions ci-après :

1^o Travaux du congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg en 1890.

A ce propos, M. Herbette a fourni des explications sur le futur congrès qui doit avoir lieu à Paris, en 1895.

Il a notamment promis la prochaine publication des résultats

des grands congrès pénitentiaires internationaux de Londres, Stockholm, Rome et Pétersbourg. Cette publication offrira le plus grand intérêt pour la préparation du prochain congrès.

2° Renseignements sur l'organisation définitive du musée pénitentiaire qui doit être constitué au palais du Champ de Mars.

3° Résultats généraux des statistiques judiciaires et pénitentiaires relevées jusqu'en 1889.

Ces résultats constatent l'abaissement actuel de la criminalité générale, abaissement qui coïncide avec l'accroissement de certaines récidives.

Le conseil a renvoyé à l'examen de sa 2^e sous-commission les questions relatives à l'exercice de la correction paternelle.

Il s'agirait notamment d'étendre la durée du renvoi en correction, actuellement limitée pour le président du tribunal à 6 mois et universellement reconnue comme absolument insuffisante, notamment en ce qui concerne les enfants assistés.

M. Herbetie a fait ensuite un exposé de l'application du régime de l'emprisonnement individuel durant l'année 1890.

Enfin, le conseil s'est occupé du classement de deux prisons appropriées et de deux autres prisons construites pour le régime cellulaire, à Bayonne (1), Mende (2), Foix (3) et Niort (4).

COLONIE AGRICOLE DE BEN-CHICAO. — On lit dans le *Temps* du 14 janvier 1891 :

« Le département de la Seine, on le sait, reçoit, dans son service des enfants assistés, tous les pauvres enfants que les familles abandonnent. Les tout petits sont envoyés en nourrice, en province, et tel est l'attachement que ces malheureux finissent par inspirer à leurs parents nourriciers, qu'au bout de quelques années ils sont, en fait, considérés comme faisant réellement partie de leur famille d'adoption.

« Le système de placement de l'Assistance publique parisienne est un des meilleurs que l'on puisse concevoir et, en fait, il a donné les résultats les plus satisfaisants. Le conseil général de la Seine

(1) *Bulletin*, 1887, p. 716

(2) *Bulletin*, 1885, p. 740.

(3) *Bulletin*, 1887, p. 236 et 668.

(4) *Bulletin*, 1885, p. 740; 1888, p. 1030.

et la direction de l'Assistance publique se sont demandé toutefois, s'il n'était pas possible de profiter de ce que ces enfants n'ont, en général, aucun lien qui les rattache à la France continentale pour contribuer au développement de la France d'outre-mer. L'Algérie est une colonie de peuplement(1); l'Assistance publique ne pourrait-elle y envoyer des jeunes gens, provenant de ses services d'assistés ou de moralement abandonnés, de bonne conduite, de robuste santé, aptes à faire d'excellents colons après une période d'acclimatement et d'apprentissage passée dans une ferme école algérienne ?

« On le pensa et on obtint du gouvernement deux concessions : l'une, de 1.200 hectares, dans la province d'Alger ; l'autre, de 1.800 hectares, à Aïn-Doura, dans la province de Constantine. Ces deux concessions sont bien situées ; la nature de leur sol est très bonne et le département de la Seine se proposait de les mettre complètement en valeur quand il eut la bonne fortune de bénéficier du legs important que lui fit l'abbé Roudil.

« Cet abbé possédait à Ben-Chicao, à 18 kilomètres de Médéah, sur la route de Laghouat, un domaine de 1.500 hectares. Sachant que le département de la Seine voulait fonder une ferme-école, l'abbé Roudil institua l'Assistance publique légataire de son domaine, à la condition qu'on y installerait cette ferme-école. Peu de temps après, l'abbé Roudil mourait et le département de la Seine était mis en possession du domaine.

« Mais les bâtiments, suffisants pour une exploitation agricole, n'étaient pas assez vastes pour recevoir et loger les jeunes colons. On soumit au conseil général un plan de constructions dont la dépense devait s'élever à 230.000 francs. Toutefois, comme le testateur avait fixé un délai pour la première installation des colons, on dut acquérir et aménager, pour une trentaine de mille francs un caravansérail, voisin de la concession, où l'on envoya de suite un premier convoi de colons. Il y en a actuellement 20 de quatorze à dix-sept ans et qui, depuis près d'un an, ont commencé à aménager le domaine.

« Malheureusement, la colonie n'est pas près de s'accroître. La construction de nouveaux bâtiments est arrêtée. Il paraîtrait, d'après les informations que nous avons recueillies, que le plan pri-

(1) Voir au *Bulletin* n° 4 de la Société internationale d'assistance, p. 219, le rapport du Dr Thullié proposant la création d'une école professionnelle agricole en Algérie ou en Tunisie.

mitif n'avait pas été suffisamment étudié. Le nouvel architecte de Ben-Chicao demande un supplément de crédits de 200.000 francs. L'administration de l'Assistance publique a introduit un mémoire devant la troisième commission du conseil général, et il paraîtrait que les membres de cette commission ne se montrent nullement disposés à voter, sans enquête préalable, ce surcroît imprévu de dépenses.

« On ne peut que l'approuver. Le département de la Seine n'est pas toujours très heureux avec ses architectes, témoin Nanterre. L'administration et la commission du conseil général feront bien d'examiner l'affaire dans ses moindres détails, la nouvelle assemblée départementale ne se souciant nullement de recommencer les « écoles » de ses devancières. »

N'avions-nous pas déjà prévu un peu ce gaspillage quand nous disions (*Bulletin*, 1888, p. 675) : « Il faut faire modestement, utiliser les ressources existantes, surtout ne pas se lancer dans les constructions neuves et grandioses. »

CONDAMNÉS ANNAMITES. — Le *Journal officiel* du 5 août publie le rapport suivant adressé par le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies au Président de la République :

« Les Annamites condamnés à l'internement pour faits politiques en vertu du décret du 25 mai 1881 sur l'indigénat subissent actuellement leur peine au pénitencier de Poulo-Condor. Il est cependant des cas où le simple emprisonnement de ces rebelles sur un point du territoire de l'Indo-Chine n'est pas une garantie suffisante pour la tranquillité du pays. Telle est, en effet, la popularité acquise par certains chefs de parti hostiles à notre domination, que, même après leur arrestation, ils continuent à jouir auprès de leurs partisans d'un prestige susceptible de porter atteinte à l'ordre public.

« L'internement de ces individus dans une autre colonie pénitentiaire, où ils se trouveraient isolés de leurs compatriotes, devient, dans ces conditions, nécessaire. Il rendrait plus efficaces les pénalités édictées par le décret du 25 mai 1881 et produirait un effet salutaire sur l'esprit de la population indigène.

« J'ai, en conséquence, préparé et j'ai l'honneur de soumettre à votre signature, d'accord avec M. le Garde des Sceaux, un projet de décret consacrant cette mesure et l'étendant à tous les condamnés des diverses juridictions de l'Indo-Chine. »

Suit un décret conforme.

DISCIPLINAIRES AU DÉPÔT D'OLÉRON. — Aux termes de la législation existante, les inscrits maritimes qui, au moment de leur levée ou pendant la durée de leur service militaire, ont encouru des condamnations correctionnelles entachant l'honneur sont momentanément éloignés du service des divisions et de celui de la flotte, et forment une compagnie de disciplinaires casernée, depuis 1870, sur un bâtiment-ponton amarré dans l'arsenal de Cherbourg.

Dans un rapport qu'il adresse au Président de la République, le ministre de la marine dit que l'expérience a démontré que cette organisation entraîne des frais assez élevés, sans donner d'ailleurs tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre au point de vue de la discipline.

En raison de ces motifs, il a paru au ministre qu'il serait préférable de supprimer la compagnie disciplinaire d'inscrits de Cherbourg et de la remplacer par une section spéciale du corps des disciplinaires des colonies au dépôt de l'île d'Oléron.

C'est dans ce but qu'un décret est promulgué au *Journal officiel* du 24 octobre.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES COLONIES. — La section du conseil supérieur des colonies saisie du projet relatif aux grandes compagnies de colonisation s'est réunie le 2 février, sous la présidence de l'amiral Vallon, député.

La réunion s'est occupée de la question des rapports entre l'État et les compagnies projetées.

Il a été admis que l'État exercerait son contrôle et sa surveillance par l'intermédiaire d'un haut commissaire que le gouvernement désignerait quand il en reconnaîtrait la nécessité et qui serait pourvu, au point de vue judiciaire, des pouvoirs dévolus aux autorités consulaires.

D'autre part, il a été décidé que le gouvernement pourrait autoriser les compagnies qui seraient constituées dans le voisinage des colonies pénitenciaires à avoir recours à la main-d'œuvre pénale dans des conditions déterminées.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 18 FÉVRIER 1891

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Observations de M. Bogelot : M. Rivière, M^{me} Dupuy. — Rapport de M. le pasteur Robin sur le Congrès d'Anvers (répression de la mendicité) : MM. Flandin et Rivière.

La séance est ouverte à 4 heures 15 sous la présidence de M. le conseiller Petit.

M. LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté.

M. BOGELOT. — Permettez-moi de faire une observation, non pas sur, mais à propos du rapport de M. le conseiller Voisin.

M. le conseiller Voisin a rappelé (page 84) que le Congrès de Saint-Petersbourg avait émis le vœu que les sociétés de patronage se fédérassent — le mot a été prononcé par M. Brueyre — en une réunion générale, et que M. Lefébure, notamment, avait fait un projet de bureau central de patronage. Je voudrais faire remarquer à ce propos que l'un de nos collègues, M. Camoin de Vence, a déjà émis ce vœu en 1889 au *Congrès des sciences économiques* et que moi-même, dans un rapport du mois de décembre 1889, rapport que la Société générale des prisons a bien voulu insérer dans son *Bulletin*, page 794, j'ai exprimé le même désir.

Cette petite revendication de priorité étant faite au nom de M. Camoin de Vence et au mien, je voudrais ajouter quelques

mots sur la façon dont une semblable fédération de sociétés devrait, à mon avis, fonctionner pour bien remplir le but visé.

Je comprends surtout cette fédération sous la forme d'une réunion mensuelle, par exemple, réunion dans laquelle seraient délégués le président, le secrétaire général ou un membre de chacune des sociétés et où ces représentants émettraient des vœux et se rendraient, sous forme de renseignements et de communications, des services réciproques.

Il arrive souvent qu'une société de patronage est arrêtée dans son fonctionnement parce que l'un de ses membres est israélite, ou protestant, ou catholique, et qu'il rencontre dans ses visites à la prison un détenu qui ne rentre pas dans les limites de la mission que cette société s'est fixée par ses statuts ou son règlement. Eh bien ! rien ne serait plus utile et facile, dans de semblables réunions mensuelles, que de faire savoir, par exemple à M^{me} d'Abbadie : « Voici une détenue protestante », à M^{me} Fouques-Duparc : « Voici une fille catholique », à M. Crémieux : « Voici une personne israélite qui est du ressort de votre œuvre ».

C'est ainsi, à mon sens, que ce groupement d'œuvres pourrait produire le maximum d'efforts et de résultats.

M. RIVIÈRE, *secrétaire général adjoint*. — Je regrette infiniment que notre si dévoué collègue, M. Lefébure, retenu à l'heure même de notre séance par un comité hebdomadaire où le réclament ses fonctions d'administrateur délégué à la Compagnie de l'Est, soit absent. Il vous eût certainement donné des renseignements extrêmement intéressants non seulement sur son projet de *Bureau central*, dont assurément il n'a jamais entendu contester la priorité à aucun précurseur, mais encore sur son *Office central des institutions charitables* qui, lui, n'est plus un projet, qui fonctionne et rend chaque jour des services au monde charitable de tout Paris et de la province.

Sur le premier point je rappelle seulement que notre collègue a été chargé par notre Conseil de direction de présenter au Congrès de Pétersbourg un rapport sur la question de savoir s'il convenait d'établir entre les Sociétés de patronage des libérés qui existent dans les divers pays du monde, des relations internationales, et comment ces relations pourraient se constituer ? Dans ce rapport, qui malheureusement n'est pas parvenu à destination, M. Lefébure a exposé par quels moyens un lien pourrait être utilement établi entre ces associations, et il a émis, dans son projet,

l'idée d'instituer en Suisse, à Berne, une sorte de bureau central qui assurerait le fonctionnement de ces relations internationales (1).

Sur le second point, je n'ai rien à ajouter à la notice que j'ai insérée dans notre dernier *Bulletin*, page 132. Je ferai seulement observer, pour bien éviter toute confusion dans l'esprit de personne, qu'il n'existe pas d'analogie entre l'institution préconisée à juste titre par notre excellent collègue M. Bogelot, et l'Office central des institutions charitables.

Celui-ci centralise les efforts de la charité privée et publique, en servant d'intermédiaire, de bureau de renseignements pour toutes les œuvres de bienfaisance de la capitale, de la province et même de l'étranger. Celle-là au contraire ne remplirait le même but que pour les œuvres de patronage. La mission de l'un est donc beaucoup plus large que celle de l'autre. J'ajoute que cette mission n'aurait pu être remplie par le moyen de simples conférences mensuelles. L'Office central est le manuel vivant des œuvres. Pour se tenir à la disposition du public, pour lui rendre les services qu'il lui rend déjà en si grand nombre et que la faveur publique proclame déjà si universellement, il lui faut un centre à part, un bureau toujours ouvert et facilement accessible à tous : hommes d'œuvres et indigents. Comment aurait-il pu, en quelques mois, à peine connu, fournir des renseignements à plus de 1.200 personnes et faire placer ou secourir sous des formes et par des œuvres diverses dans le trimestre qui vient de s'écouler plus de 400 personnes indigentes, s'il n'avait eu que ces réunions mensuelles ?

Je termine en affirmant que, sous cette forme de centralisation des renseignements sur les œuvres, l'Office central a toujours entendu scrupuleusement respecter l'individualité, l'autonomie de chacune d'elles. M. Lefébure a toujours énergiquement protesté de sa volonté de ne s'immiscer sous aucun prétexte dans la vie intérieure des œuvres, ni de porter la moindre atteinte à l'indépendance, à la personnalité d'aucune d'elles ; qu'il entendait, au contraire, se constituer le serviteur de toutes, s'appliquer à les faire mieux apprécier du public, et que s'il se proposait de recourir à elles en faveur des malheureux qui s'adressent à l'Office, il comptait bien aussi tourner vers elles, de plus en plus, les libéralités des gens charitables.

(1) Le *Bulletin* d'avril contiendra les statuts et le rapport de la Société centrale de patronage pour les libérés, dont un des buts caractéristiques est de pratiquer le patronage international.

Sur ce même compte rendu de M. le conseiller Voisin, je annonce dès maintenant la publication d'une très intéressante brochure de M^{me} Dupuy relative au patronage des condamnés et à l'éducation des enfants moralement abandonnés.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le pasteur Robin pour sa communication sur le Congrès d'Anvers.

M. le pasteur ROBIN. — Messieurs, si j'ai accepté de prendre la parole sur le Congrès d'Anvers, c'est pour vous parler des colonies agricoles de bienfaisance de l'État belge.

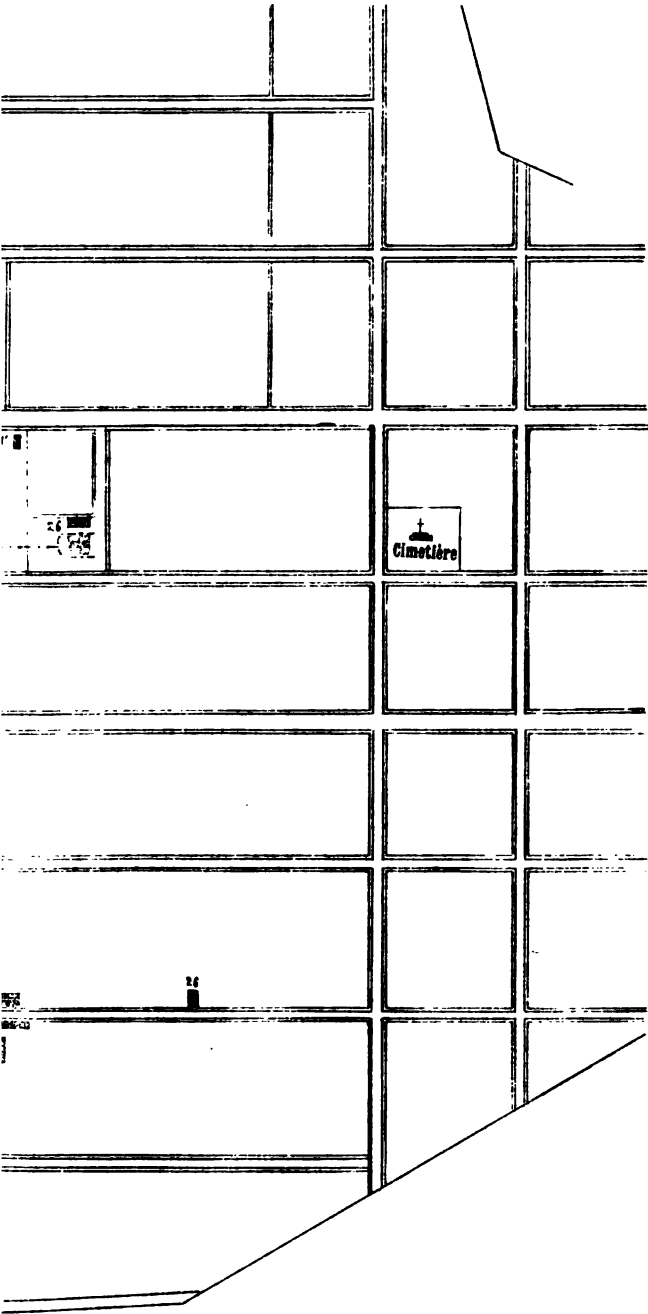
Notre *Bulletin* a déjà inséré trois rapports sur le Congrès d'Anvers. Ce Congrès était divisé en trois sections : la première s'est occupée de la protection de l'enfance ; la deuxième, du patronage des prisonniers libérés et la troisième, des mesures préventives pour combattre le vagabondage et la mendicité. J'ai fait partie de la troisième section. Mon intention n'est pas cependant de vous parler des discussions qui ont eu lieu au sein de cette section. Ces discussions ont été résumées dans un très beau rapport qui avait certainement sa place dans notre *Bulletin*, rapport qui a obtenu les applaudissements de l'assemblée générale et qui a été lu par un des membres de la délégation française M. Paulian. Je n'en parlerai que des colonies agricoles de bienfaisance de l'État.

Vous savez comment, d'une manière tout à fait inattendue, le Congrès d'Anvers a été convoqué presque aussitôt après la clôture du Congrès de Saint-Petersbourg. Le but du Gouvernement belge était de recueillir des informations utiles sur les réformes que le Congrès avait le projet d'accomplir ; ce but a été atteint, je l'espère, par le Gouvernement, qui nous a ménagé, outre le bon accueil que nous avons reçu à Anvers et à Bruxelles, une grande surprise : le Gouvernement a invité à visiter les établissements de ses colonies de bienfaisance qui étaient très peu connus et il nous a montré, du moins pour la partie répressive de la question de la mendicité et du vagabondage, le problème résolu.

Il nous a conduits dans un établissement admirable. Je n'ai pas à répéter ici ce qui a été dit d'une manière si excellente par le président Flandin et a été imprimé dans notre *Bulletin* (1), je tiens à vous donner mon impression. J'ai visité beaucoup d'établissements de ce genre, et je déclare que je n'ai vu nulle part un établissement présentant un tel ensemble.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 919.

SANCE DE L'ÉTAT BELGE



Sur ce même compte rendu de M. le conseiller Voisin, je vous annonce dès maintenant la publication d'une très intéressante lettre de M^{me} Dupuy relative au patronage des condamnés et à l'éducation des enfants moralement abandonnés.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le pasteur Robin pour sa communication sur le Congrès d'Anvers.

M. le pasteur ROBIN. — Messieurs, si j'ai accepté de prendre la parole sur le Congrès d'Anvers, c'est pour vous parler des colonies agricoles de bienfaisance de l'État belge.

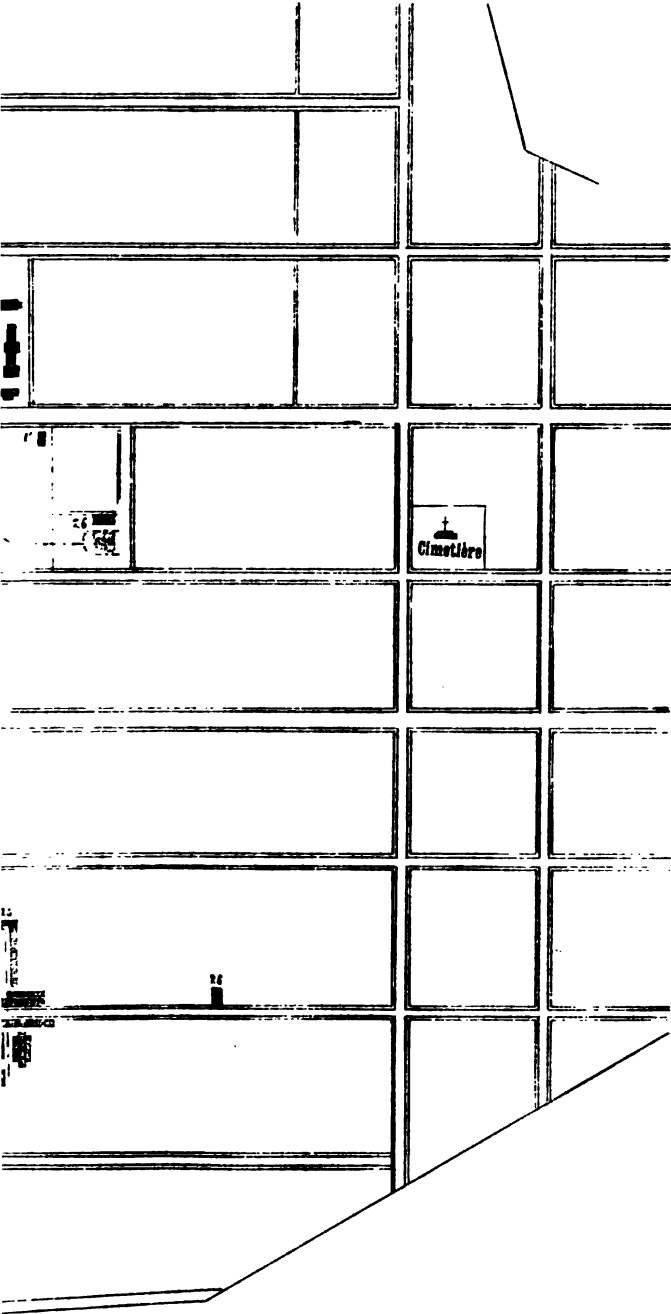
Notre *Bulletin* a déjà inséré trois rapports sur le Congrès d'Anvers. Ce Congrès était divisé en trois sections : la première section s'est occupée de la protection de l'enfance ; la deuxième, du patronage des prisonniers libérés et la troisième, des mesures préventives pour combattre le vagabondage et la mendicité. J'ai fait partie de la troisième section. Mon intention n'est pas cependant de vous parler des discussions qui ont eu lieu au sein de cette section : ces discussions ont été résumées dans un très beau rapport qui avait certainement sa place dans notre *Bulletin*, rapport qui a obtenu les applaudissements de l'assemblée générale et qui a été fait par un des membres de la délégation française M. Paulian. Je ne vous parlerai que des colonies agricoles de bienfaisance de l'État belge.

Vous savez comment, d'une manière tout à fait inattendue, le Congrès d'Anvers a été convoqué presque aussitôt après la clôture du Congrès de Saint-Petersbourg. Le but du Gouvernement belge était de recueillir des informations utiles sur les réformes qu'il avait le projet d'accomplir ; ce but a été atteint, je l'espère, par ce Gouvernement, qui nous a ménagé, outre le bon accueil que nous avons reçu à Anvers et à Bruxelles, une grande surprise : il nous a invités à visiter les établissements de ses colonies de bienfaisance qui étaient très peu connus et il nous a montré, du moins pour la partie répressive de la question de la mendicité et du vagabondage, le problème résolu.

Il nous a conduits dans un établissement admirable. Je n'ai pas à répéter ici ce qui a été dit d'une manière si excellente par M. le président Flandin et a été imprimé dans notre *Bulletin* (1), mais je tiens à vous donner mon impression. J'ai visité beaucoup d'établissements de ce genre, et je déclare que je n'ai vu nulle part un établissement présentant un tel ensemble.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 919.

ISANCE DE L'ÉTAT BELGE



Ce qu'il y a de remarquable dans cette création, c'est la disposition. On a évité l'agglomération des bâtiments ; le quartier principal a été entouré, et je dirai agrémenté, d'une série de constructions accessoires destinées à tout le personnel. J'ai ici le plan de cette colonie ; je crois qu'il pourrait être utilement inséré dans notre *Bulletin*. On y arrive par une grande route et on y remarque une série de constructions très élégantes pour les employés : d'abord celles des gardiens, chacune avec ses allées particulières et ses jardins garnis de fleurs. Elles sont au nombre de trente-huit et sont situées à proximité de la maison principale des hospitalisés.

Après, se trouvent d'autres bâtiments destinés aux employés de divers ordres : les comptables, MM. les aumôniers, les chefs des différents services, etc. Toutes ces maisons sont à portée du service auquel elles sont affectées. Il y a aussi une construction réservée au sous-directeur.

La colonie que nous avons visitée est celle de Merxplas ; elle est destinée aux mendiants et aux vagabonds valides. Mais il y a une autre colonie, non loin de la première, qui est destinée aux vagabonds et aux mendiants invalides ; c'est dans cette autre colonie qu'habite le Directeur.

Nous avons donc visité l'établissement de Merxplas. Nous avons été frappés de la belle ordonnance, de l'heureuse disposition et de l'aspect riant de ses constructions. On ne croirait jamais entrer dans un établissement répressif, quoique ce soit un établissement d'un caractère essentiellement répressif, même pour les invalides qui sont aussi des mendiants et des vagabonds, qui ont été l'objet de condamnations et qui ont été envoyés là par les tribunaux de police. Quelques-uns cependant ont été envoyés en hospitalité par le bourgmestre, mais c'est le plus petit nombre.

En voyant cet établissement aussi bien conçu que bien dirigé, j'ai eu un sentiment d'envie, je l'avoue. Un écrivain du commencement de ce siècle, en étudiant la philosophie dans un pays voisin, disait : « Je pense à la France. » Eh bien, nous, quand nous allons à l'étranger, Messieurs, nous pensons tous à la France, et quand nous voyons quelque chose de bien, nous pensons que nous serions heureux si nous pouvions le transférer dans notre pays. Ce qui est certain, c'est qu'en visitant l'établissement en question nous avons recueilli des indications qui peuvent nous être très utiles.

Cet établissement, ai-je dit, est remarquable par son vaste ensemble. J'ai désiré me rendre compte de ce que l'on nous mon-

trait et, en parcourant les constructions avec le Directeur qui en faisait les honneurs d'une manière charmante, je lui ai demandé s'il serait possible de savoir ce qu'elles avaient coûté. Il m'a répondu : « Je ne le sais pas moi-même : ces colonies sont, il est vrai, sous la direction du Ministre de la justice qui les surveille, mais elles ont leur autonomie. » Il ajouta : « Monsieur le pasteur, s'il m'est possible d'obtenir ce renseignement, je vous le communiquerai. » J'avais déjà fait la connaissance de M. le Directeur général au Ministère de la justice et le Directeur de Merxplas fut autorisé séance tenante à me donner le renseignement demandé. C'est ce renseignement extrêmement intéressant au point de vue économique que je vous apporte.

Cette colonie est estimée aujourd'hui, selon les données qui m'ont été fournies, après l'étude à laquelle on s'est livré, à 4.056.332 francs.

Voici comment se décompose ce chiffre :

1° Les terres figurent pour une somme de	750.000	fr.
2° Les constructions pour.....	2.834.290	
3° Le mobilier et le matériel agricole pour.....	375.615	
4° Le bétail pour.....	92.427	
Total.....	4.056.332	fr.

On nous a fait visiter une immense ferme modèle dont le chiffre de 92.427 francs ci-dessus indique l'importance.

Voici, Messieurs, ce que cet établissement a coûté à l'État belge :

Il n'est pas une création nouvelle, il existe depuis vingt ans.

1° Les frais d'acquisition, en 1862, de la propriété de Merxplas ont été de.....	800.000	fr.
2° Les subsides pour les constructions se sont élevés à.....	750.000	
Total.....	1.550.000	fr.

La plus-value, dans l'espace de vingt ans, est donc de 2.506.332 francs.

Cette différence en plus provient :

1° Du produit de la main-d'œuvre des colons travaillant à l'extérieur ; dans l'espace de vingt ans, ce produit du travail s'élève à.....	385.000	fr.
2° Les recettes de la ferme : vente de moutons, de beurre, etc.....	170.000	
Report.....	555.000	fr.

A reporter.....	555.000 fr.
3° Les diverses autres recettes : vente de bois de sapins, etc.....	15.000
4° La main-d'œuvre des colons ayant tra- vaillé aux constructions est évaluée à la somme de.....	884.790
Les terres ont acquis, par la suite des bon- nes cultures, de l'emploi des engrais, une valeur de.....	104.000
Enfin on a réalisé sur le prix des journées des colons un bénéfice qui s'est élevé pendant les vingt ans à	947.542
Total égal des bénéfices pendant les vingt années.....	2.506.332 fr.

En calculant le nombre des hospitalisés et le nombre des journées, on arrive à un total de 9.420.650 journées: le bénéfice net a été pour chaque journée de 0 fr. 10, ce qui donne comme bénéfice ce produit magnifique de 947.542 francs.

Quand on parle de la création d'établissements qui auraient pour but la répression de la mendicité et du vagabondage, on se préoccupe surtout de la dépense. Or, voilà un vaste établissement qui donne une plus value de 2.506.332 francs dans l'espace de vingt ans et qui ne coûte au Gouvernement qui l'a établi que 1.550.000 francs après avoir hospitalisé des mendiants et des vagabonds pendant 9.420.650 journées !

Ce résultat ne doit pas nous surprendre. La maison centrale de Clermont, il y a déjà plusieurs années, économisait 0 fr. 05 par jour sur les femmes ; je connais non loin d'ici une autre maison qui a économisé l'année dernière 40.000 francs par sa bonne direction. Si nous avons dans nos études précédentes parlé de l'atténuation de dépense qu'on trouverait dans l'emploi du travail des détenus, nous trouvons la confirmation de nos dires dans le résultat que place sous vos yeux cette statistique.

Il nous semble que le problème ne peut pas être, au point de vue économique, résolu d'une manière plus heureuse en ce qui concerne la répression de la mendicité et du vagabondage, après arrestation et condamnation.

Au point de vue pénitentiaire, la législation qu'on nous a fait connaître ne répond pas à ce résultat. Elle présente des lacunes regrettables en n'établissant pas de distinction entre les mendiants et vagabonds valides et les invalides, mais ces lacunes vont être

comblées par un projet qui a été la conséquence du Congrès d'Anvers et dont je dois donner connaissance à l'assemblée.

Voici actuellement quelle est la loi qui régit cet établissement :

« Tout individu *valide*, âgé de quatorze ans accomplis, trouvé en état de vagabondage, sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

« Tout individu *valide*, âgé de quatorze ans accomplis, trouvé mendiant, pourra également être arrêté et traduit devant le même tribunal.

« La durée de la peine varie de un à sept jours d'emprisonnement et de quinze jours à six mois de mise à la disposition du Gouvernement.

« Tout individu non *valide* ou âgé de moins de quatorze ans accomplis, trouvé mendiant ou en état de vagabondage, pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police. — Le terme de la mise à la disposition du Gouvernement pour ces derniers peut être étendu à deux ans.

« Les colonies reçoivent également les indigents qui s'y présentent *volontairement* pour autant qu'ils sont munis de l'autorisation du collège des bourgmestre et échevins, soit du lieu de leur domicile de secours, soit de celui où ils ont leur résidence.

« Ces derniers peuvent être libérés après un mois de séjour, si c'est leur première admission, et après six mois ou un an au plus, s'ils y sont rentrés dans l'espace des douze mois qui ont suivi leur précédente libération.

« Quant à ceux condamnés par le tribunal de police, ils doivent parfaire le terme prononcé par le juge.

« Toutefois, comme tempérament à cette disposition dans des cas spéciaux, le directeur propose à M. le Ministre de la justice la libération anticipée sur laquelle ce haut fonctionnaire statue en dernier ressort. »

Vous remarquez immédiatement les lacunes que présente cette loi. Tout d'abord on confond les valides et les invalides, ils sont tous soumis au même régime répressif ; or un mendiant invalide qui a dû mendier parce qu'il était frappé d'incapacité de travail ne peut pas être traité comme mendiant valide. De plus, parmi les hospitalisés figure la catégorie des indigents qui, incapables de gagner leur vie, sont envoyés par le bourgmestre, lequel s'engage à payer une certaine somme pour chaque journée. Or le prix de la journée pour les hospitalisés valides est de 0 fr. 65, le prix de la

journée pour les hospitalisés invalides est de 0 fr. 85; c'est sur ce prix que l'Administration fait une économie de 0 fr. 10 par jour, ainsi que cela a été constaté dans l'état que j'ai eu l'honneur de vous soumettre.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous me permettre une observation ? Il me semblait résulter de la lecture de cette loi qu'en ce qui concerne les mendiants invalides il n'y avait pas de condamnation ; si j'ai bien saisi, on les déférait au tribunal de simple police.

M. le pasteur ROBIN. — Ce sont des condamnés : la loi dont le résumé précède ne parle que des indigents comme admis *volontairement*. En tout cas, c'est un point qui peut être éclairci ; je ne m'étais pas posé cette question, parce que je croyais qu'il ne pouvait pas y avoir de doute.

La lacune importante que présente la législation actuelle porte sur la durée de la peine. On nous a confié qu'en effet les hommes passaient très rapidement dans cet établissement et qu'il n'y avait aucune action moralisatrice à exercer sur eux, qu'après la première condamnation on les voyait revenir, et que c'est ainsi que ces hommes ne trouvaient aucune influence bienfaisante dans le régime auquel ils étaient soumis.

Le Gouvernement belge s'est proposé de modifier cette législation et a mis la question à l'étude. A la séance du 12 novembre 1890, le Ministre de la justice a présenté un projet de loi dont voici les principales dispositions. Ce projet de loi fait disparaître la confusion qui existait entre les mendiants valides, et les mendiants invalides — malheureux et indigents — qui demandaient à être hospitalisés. Il crée trois genres d'établissements : le premier, pour la répression des mendiants valides, sous le nom de « Dépôt de mendicité », établissement purement répressif, n'ayant pas de caractère hospitalier ; le second est une maison de refuge pour les invalides ; le troisième genre d'établissement est destiné aux mineurs. La minorité qui était de quatorze ans est portée à seize ans ; c'est une amélioration que le projet introduit dans la législation belge. On a adopté le terme de la minorité fixé par la loi française.

Ce projet de loi a une très grande portée. Je ne me suis pas proposé de vous en faire un exposé complet, parce qu'il trouvera sa place dans notre *Bulletin*.

Il y a là des améliorations très importantes, notamment celle-ci sur laquelle je prends la liberté d'insister : c'est la distinction faite entre les mendiants valides et les mendiants invalides; les mendiants valides y sont sans doute l'objet de mesures bienveillantes de protection, mais d'un caractère répressif.

Ce sont des mesures différentes qui sont prises pour les mendiants invalides et d'un caractère purement hospitalier.

La connaissance de ce projet déposé par le Ministre de la justice après le Congrès d'Anvers m'a fait penser à nos travaux. En effet, nous avons consacré trois années de suite à l'étude de la question de la répression du vagabondage et de la mendicité; après ces études prolongées un projet de loi a été formulé. L'assemblée générale en a discuté les articles avec beaucoup de soin. Ce projet de loi, qui a pour auteur M. le professeur Duverger, a été voté dans une de nos séances et a été publié à la fin de 1886 dans notre *Bulletin*; depuis il y est resté.

Nous avons peut-être à nous préoccuper de nos études antérieures. Il ne faudrait pas que ce projet restât dans notre *Bulletin* comme dans un tombeau. Dans le courant de l'année 1887, M. Maurice Faure, député, en a extrait une partie, la partie relative à l'assistance préventive destinée aux détenus invalides, et en a fait l'objet d'une proposition de loi à la Chambre en juin 1887(1); mais notre projet est resté jusqu'ici dans l'oubli. Je viens proposer à la Société, à l'occasion du projet de loi belge et de l'expérience faite en Belgique, de remettre à l'étude la partie de notre projet relative à la répression du vagabondage et de la mendicité.

Nous faisons, Messieurs, une œuvre qui demande des efforts persévérants; nous ne sommes pas seulement une société d'études, nous poursuivons un but pratique. Je crois que nous avons obtenu quelques résultats par nos études; mais nos études ne seront fécondes que si nous poursuivons avec une persévérance soutenue l'objet de nos travaux. Ne serait-il pas possible de reprendre en effet cette question de la mendicité et du vagabondage à l'occasion de ce projet de loi belge dont je demande l'impression dans notre *Bulletin*, et ne pourrions-nous pas examiner à nouveau notre projet qui devra peut-être subir quelques modifications par suite du temps qui s'est écoulé.

Nous avons obtenu, d'une manière indirecte, une certaine satisfaction pour la première partie du projet, la partie préven-

(1) *Bulletin*, 1887, p. 673.

tive. L'opinion a été saisie de cette question, elle s'en est occupée. On cherche des solutions par l'institution de maisons d'assistance par le travail; c'est une grande préoccupation à notre époque, non seulement à Paris, mais dans plusieurs villes de province. A Lyon on a créé une maison de ce genre; il s'en crée une semblable à Marseille.

Je recevais dernièrement une visite d'un directeur de maison centrale qui, chose digne d'être remarquée, se préoccupe du moyen d'empêcher les gens d'entrer dans la maison centrale qu'il dirige. Il y a, Messieurs, vous le savez, deux courants aux abords des prisons, le courant de ceux qui sortent et le courant de ceux qui entrent. Les premiers — les libérés — sont l'objet d'un patronage de la part des sociétés de patronage qui peuvent, en effet, élever sur le chemin de la prison des barrières et empêcher plusieurs de ceux qui ont subi leur peine de revenir en prison. Mais l'autre courant est plus important, il représente cette foule d'hommes, de femmes, d'adultes, d'enfants qui, poussés par la misère, par les sollicitations de l'isolement, cèdent à la tentation de mendier et finissent par être arrêtés comme mendiants et vagabonds.

J'espère qu'il y aura un jour dans les mesures prises, un certain ensemble qui permettra d'arriver à une création importante d'établissements préventifs. On fait de très grands efforts dans ce moment pour créer ces maisons d'assistance par le travail.

Nous reprendrons ces questions pratiques; mais, tout en rappelant l'opinion que j'ai exprimée ici autrefois, qu'il valait mieux, avant de chercher à réprimer les vagabonds et les mendiants de profession, s'occuper d'organiser d'une manière complète les moyens de protection pour les mendiants d'accident, pour les malheureux, je crois que nous ferons bien dès maintenant de nous occuper des mendiants et vagabonds de profession et d'organiser à leur sujet d'une manière très sévère et très énergique la répression: nous ne pouvons plus tarder. Si, comme en Belgique, ces hommes incorrigibles sont soumis à un régime vraiment répressif, nous pourrons en leur imposant la loi salubre du travail les empêcher de revenir en prison.

Ce que nous remarquons dans l'essai fait en Belgique et surtout dans la nouvelle législation projetée, c'est qu'on reproduit l'expérience qui a été faite en Suisse. En Suisse (1) on a organisé depuis

(1) *Bulletin*, 1886, p. 1065.

1880 la répression de la mendicité; on a commencé comme en Belgique, par de petites condamnations, les hommes ont été envoyés pour six mois dans le canton de Vaud et dans le canton de Neuchâtel. On a trouvé que cette peine de courte durée ne corrigeait pas suffisamment ces mendiants de profession, et la durée de la détention a été portée à deux ans; on a trouvé que ce n'était pas encore suffisant pour les incorrigibles, et on a porté la durée de la peine à quatre ans. Nous, Messieurs, nous avons demandé dans notre projet de loi que la durée de l'emprisonnement fût de deux à quatre ans pour les récidivistes. En Belgique on est plus sévère: dans le projet que j'ai sous les yeux on porte la durée de la peine, pour les récidivistes, de deux à sept ans, se réservant la mise en liberté des hommes qui, par leur bonne conduite, par le changement qui s'est opéré en eux, donnent des preuves suffisantes pour que leur mise en liberté ne leur fournisse pas l'occasion de recommencer.

J'ai terminé ma communication sur ce projet du Gouvernement belge. J'ajoute un simple mot sur les réformes préparées déjà par l'initiative privée.

La troisième section était présidée par un homme distingué, un juge de paix, M. Gallet, d'Anvers, qui s'occupe beaucoup du patronage des libérés et qui, après nos discussions, a conçu le projet non seulement de développer son asile de nuit, mais de fonder une colonie pour organiser l'assistance par le travail. Il a réuni très rapidement les fonds nécessaires. Par une lettre que j'ai reçue le 19 janvier, on m'annonce qu'on va acquérir une propriété de 250 hectares au prix de 25 francs l'hectare et que, sur cette propriété qui est un terrain de bruyères comme celui où on a installé la colonie dont je viens de parler, on va créer, d'après les mêmes principes que ceux du Gouvernement belge, une maison purement préventive. C'est ainsi que la Belgique aura son œuvre préventive comme elle a depuis vingt ans son œuvre répressive.

Ce sont là les deux termes du problème que nous avons étudié, auquel nous avons donné une solution dans notre proposition de loi (1). Je conclus que tout en continuant de nous efforcer de résoudre le problème de l'action préventive par nos maisons de travail, nous ferons bien de remettre à l'étude à l'occasion du projet belge, la question de la répression de la mendicité et du vagabondage, afin

(1) *Bulletin*, 1887, p. 9.

d'arriver à combattre efficacement ces rechutes si nombreuses que constate notre statistique pénitentiaire. (*Applaudissements.*)

M. RIVIÈRE. — Je ne veux pas discuter ici la proposition de M. le pasteur Robin, parce que c'est en Conseil de direction seulement que nous avons le droit de discuter les questions d'ordre du jour. Cependant dès maintenant je dois faire remarquer à M. le pasteur Robin que nous avons déjà deux rapports à cet ordre du jour : c'est d'abord la communication qui doit nous être faite à la prochaine séance par M. le professeur Berthélemy qui vient exprès de Lyon pour nous exposer le système des œuvres charitables et du patronage dans la ville de Lyon ; c'est ensuite le rapport de M. James-Nattan sur la transportation, rapport qui est déjà prêt et qui doit être discuté après celui de M. Berthélemy.

En outre, je ferai remarquer à M. le pasteur Robin qu'il y a encore bien peu de temps que nous avons consacré près de deux ans à cette discussion sur la mendicité, pour déjà revenir sur cette question, quelque importante qu'elle soit. Nous sommes avant tout, ne l'oublions pas, une Société des prisons. Nous sommes libéraux et nous n'excluons pas les questions qui, à titre préventif, touchent de près ou de loin à la répression, et, à ce titre, nous avons toujours fait un large accueil aux questions concernant l'enfance et le vagabondage ou la mendicité ; mais, enfin, ne serait-ce pas un peu prompt de remettre dès maintenant en discussion ce problème, quelque répressif que soit son objet ?

M. DUBOIS. — Je partage, dans une certaine mesure, l'opinion de M. le Secrétaire général, et, si le Conseil de direction était saisi de la question de la mise à l'ordre du jour d'une nouvelle étude sur le vagabondage, je serais très disposé à voter dans un sens contraire ; mais la question peut venir, sans étude préalable, à la prochaine réunion en discussion générale. Je crois qu'en effet un travail de section ne produirait pas un très grand résultat, car il n'est pas survenu beaucoup d'éléments nouveaux d'information depuis la clôture de notre première enquête ; mais la question est très intéressante, et je crois qu'elle rentre absolument dans l'ordre de nos études et dans l'objet de la Société. Par conséquent je propose à l'assemblée d'ouvrir la discussion aujourd'hui et de la continuer, s'il y a lieu, à la prochaine séance.

M. le pasteur ROBIN. — Je demande à préciser ma conclusion. Je dépose sur le bureau le projet de la loi belge sur la ré-

pression de la mendicité et du vagabondage; j'en demande l'impression, et je dis que c'est après la publication de ce projet de loi que nous jugerons dans quelle mesure nous devons engager une discussion. Je propose, si le Conseil de direction en juge ainsi, l'examen de ce projet de loi. Nous n'avons pas fait autre chose jusqu'ici en nous occupant des Congrès.

Les Congrès ont pour avantage, non seulement de poser les questions une fois et de les traiter, mais d'y revenir. Le Congrès de Rome a voté la décision suivante :

« 1° Que l'assistance publique soit réglée de telle manière que chaque personne indigente puisse trouver des moyens de subsistance, mais seulement en récompense d'un travail adapté à ses facultés corporelles.

« 2° Que l'indigent qui, malgré une assistance ainsi réglée, se livre au vagabondage et tombe par conséquent sous le coup de la loi, soit puni sévèrement par des travaux obligatoires dans des maisons de travail placées sous la direction de l'État. »

Le Congrès d'Anvers a visé le premier paragraphe du double vœu du Congrès de Rome sous la forme que voici :

« Les établissements et les sociétés d'assistance publique et privée doivent compléter leur œuvre en s'occupant de rechercher du travail pour les indigents qu'ils assistent et de les employer, en attendant, à un travail momentané, qui couvrira une partie des frais de l'assistance donnée. »

Les questions sont ainsi posées dans les Congrès et on les traite de nouveau. Aussi j'espère qu'il nous sera donné à notre Congrès de 1895 d'offrir aux étrangers qui viendront nous visiter la vue d'un établissement répressif du genre de celui que nous avons tant remarqué en Belgique, qui a été si bien décrit par M. le président Flandin, et qui a fait notre admiration à tous.

Nous n'avons pas d'établissement répressif, mais j'espère que nous pourrions obtenir le même résultat qu'en Belgique, car nous avons quatre années devant nous. C'est pourquoi je crois qu'à l'occasion du nouveau projet de loi belge qui a été la conséquence des travaux d'un Congrès, nous pouvons reprendre utilement cette question de la répression de la mendicité et du vagabondage. Nous nous estimerons heureux dans quatre ans, lorsque le futur Congrès international se réunira à Paris, si nous pouvons montrer quelque chose de semblable à ce que nous avons vu en Belgique.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'il y aurait un moyen de concilier les idées qui ont été exprimées par M. le pasteur Robin et par M. Dubois. Sans doute nous ne pouvons pas, à intervalles trop rapprochés, remettre en discussion des questions qui ont été élucidées et longuement élucidées ; mais M. le pasteur Robin vient de nous faire un rapport sur le Congrès d'Anvers, à l'occasion de ce rapport toutes les observations peuvent se produire utilement, elles commenceront à se produire à notre séance d'aujourd'hui car il est très possible que, dans cette enceinte, il y ait plus d'une personne disposée à émettre une appréciation sur l'opportunité de la création immédiate des maisons de répression dont vient de vous parler M. le pasteur Robin.

Mais en dehors de cette séance, dans une séance ultérieure, des observations non moins utiles interviendront de la manière la plus pratique, lorsqu'on aura sous les yeux précisément le projet de loi qui a été présenté à la Chambre des députés de Belgique et qu'on pourra voir si dans ce projet il y a des améliorations à suivre.

Il me semble donc que nous pouvons ouvrir la discussion sur le rapport oral qui vient d'être fait par M. le pasteur Robin, sauf à continuer cette discussion ultérieurement, après le rapport de M. Berthélemy qui doit venir tout exprès de Lyon à notre prochaine réunion, et aussi après l'audition du rapport que M. James-Nattan se propose de nous présenter également à notre réunion de mars.

Par conséquent aujourd'hui nous pouvons examiner la question qui vient d'être si bien exposée par M. le pasteur Robin, sauf à reprendre et à continuer la discussion qui, ainsi que le faisait remarquer M. Dubois, trouvera naturellement sa place à la suite du rapport oral qui vient d'être fait par M. le pasteur Robin, rapport qui sera imprimé dans notre *Bulletin* ainsi que le projet de loi belge.

Je crois donc qu'il pourrait être opportun de voir dès maintenant si, au point de vue de la répression du vagabondage, il n'y aurait pas urgence à faire quelque chose et si nous ne pouvons pas profiter de l'expérience si bien faite en Belgique où on est parvenu à créer des établissements de 1.500.000 francs qui, à l'heure actuelle, ont été plus que payés par le résultat de l'exploitation de ces établissements. Il y a là un exemple que la France pourrait peut-être suivre utilement plus tard, lorsque des observations nouvelles auront été échangées.

Il faut espérer que, dans le sein même de notre Société, il se trouvera un homme politique assez important, ayant assez d'in-

fluence, au Parlement comme M. Bérenger par exemple, pour supplier le Sénat ou la Chambre des députés de se préoccuper de cette plaie de la mendicité et du vagabondage qui est la cause de cet envahissement continu de toutes nos maisons d'arrêt.

Je crois donc qu'il peut y avoir utilité dès maintenant à aborder la discussion, sauf à la reprendre et à la continuer plus tard.

M. CAMOIN DE VENCE. — A moins que, dans le sens que vient d'expliquer M. le Président, la discussion ne s'ouvre que sous la forme de simples observations.

M. LE PRÉSIDENT. — Si tel est votre sentiment, ces observations pourraient se présenter. Nous avons ici plusieurs personnes qui ont été à Anvers, qui ont pu constater *de visu*, comme M. le pasteur Robin, ce qui a été réalisé en Belgique, et qui, s'inspirant des réformes qui ont été introduites avec tant de succès, pourraient suggérer ici des observations dont le législateur ferait son profit.

M. CAMOIN DE VENCE. — Je prie M. le pasteur Robin de vouloir bien préciser en quoi consistent les réformes qui sont proposées par le projet de loi. Comment se fait notamment la classification des mendiants et des vagabonds ? Après cette classification sont-ils maintenus dans le même établissement ?

M. le pasteur ROBIN. — J'ai indiqué les trois sortes d'établissements qui sont dans le projet de loi : il y a le dépôt de mendicité pour les mendiants et les vagabonds de profession ; le refuge, pour les mendiants dignes d'intérêt, pour ceux qui sont incapables de se suffire ; enfin les maisons de bienfaisance pour les mineurs de seize ans.

M. CAMOIN DE VENCE. — Existait-il déjà des établissements de ces trois genres ?

M. le pasteur ROBIN. — Aucun. Comme je l'ai indiqué, les différentes catégories de mendiants et de vagabonds étaient l'objet de jugements de la part des tribunaux de police ou étaient envoyées par leurs communes et réunies dans le même établissement, car en Belgique il n'y a aucun établissement préventif, il y a seulement cinq ou six asiles de nuit. En Belgique, sous le rapport

de l'action préventive, on est en retard, on n'a pas encore commencé, on va commencer puisque je viens de dire que la Société de patronage des libérés d'Anvers va faire l'acquisition d'une grande propriété et construire une maison destinée aux malheureux, maison qui complétera l'œuvre des asiles de nuit qui existe déjà en Belgique.

La première réforme porte donc sur les catégories. La seconde est pour l'amélioration de l'enfance; la situation de l'enfance sera modifiée puisque la minorité qui était fixée à quatorze ans sera portée à seize ans.

M. CAMOIN DE VENCE. — Ces établissements de trois genres seraient créés par l'État ?

M. le pasteur ROBIN. — C'est une création d'État; on laissera à la charité privée le soin d'organiser ses établissements particuliers, mais l'État qui, actuellement, a les beaux établissements que nous avons vus, va les transformer. Je possède une lettre du Directeur général au ministère de la justice, qui dit que c'est probablement Merxplas qui va être affecté aux incorrigibles; les deux autres seront utilisés sans doute pour les indigents et pour les établissements préventifs hospitaliers, et on créera pour les enfants les établissements de bienfaisance dont parle le projet de loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Les mendiants invalides sont-ils séparés des mendiants valides condamnés ?

M. le pasteur ROBIN. — Je ne sais pas ce qui sera fait.

M. le président FLANDIN. — Notre collègue, M. Camoin de Vence, se préoccupe de la question que, malheureusement, je n'ai pas entendu traiter par M. le pasteur Robin, car j'arrive seulement à la séance; mais je suis sûr que M. le pasteur Robin vous a appris, et cela sous une forme bien meilleure, ce que je vais vous dire.

Pour renseigner M. de Vence sur Merxplas, voici ce que je peux lui faire connaître.

D'abord, comme point de départ, il existe en Belgique quelque chose de préférable à ce que nous avons en France. Chez nous, les vagabonds qui rôdent dans nos campagnes ne sont arrêtés que dans des proportions absolument insuffisantes; un vagabond se

présente à la porte de votre maison, et il en passe par jour plusieurs, dans certaines saisons de l'année ! On ne les arrête pas. Les propriétaires, la plupart du temps, leur donnent une aumône, et le maire de la localité, au lieu de les faire arrêter, les engage à aller sur la commune voisine ; le village suivant s'en débarrasse de la même façon, et, presque partout, en France, la mendicité et le vagabondage échappent à la répression, à raison même des complications qu'entraîneraient les poursuites.

Je parle seulement des localités rurales, là où le maire, s'il fait arrêter un mendiant ou un vagabond, non valides, se voit dans la nécessité de fréter une voiture pour faire conduire l'inculpé, non pas au chef-lieu de canton, puisque le juge de simple police n'est pas compétent, mais au chef-lieu d'arrondissement, siège ordinaire du tribunal de police correctionnelle.

Les Belges ont mieux compris la chose, et ils ont pris les devants pour inaugurer une réforme qui, je l'espère, ne tardera pas à être appliquée en France. Chez eux, c'est le juge de paix qui juge les vagabonds et prononce contre eux une sentence composée de deux éléments : 1° une peine d'emprisonnement de un à sept jours ; 2° à l'expiration de l'exécution de cette peine, le placement, d'office, sous la tutelle du Gouvernement, pendant un temps dont le maximum va jusqu'à deux ans. Très souvent même, le juge de simple police n'a pas à statuer ; et c'est, très heureusement, le cas le plus ordinaire, parce que, de cette façon, on épargne à l'inculpé la flétrissure d'une condamnation.

En effet, le dépôt de Merxplas est non seulement un lieu de détention, mais un asile ouvert à tout nécessiteux, de telle sorte que mendiants et vagabonds, valides ou non, peuvent y être admis, à la seule condition que la commune intéressée consente à payer une légère subvention, quotidienne, fixée à 0 fr. 65 pour les valides et à 0 fr. 85 pour les non valides.

Merxplas peut recevoir 4.000 individus. Nous y avons vu, M. le pasteur Robin et moi, quelque chose de magnifique au point de vue de l'installation. Les pensionnaires sont bien des prisonniers, c'est certain, mais ils prennent goût au travail et, une fois qu'ils ont subi leurs quelques jours d'emprisonnement, comme tous ont été placés, les uns dans un atelier de menuiserie, les autres dans un atelier de serrurerie, les autres dans un chantier de défrichement agricole, ou autre, ils se trouvent si bien traités au point de vue du salaire réalisé, qu'ils demandent eux-mêmes à rester un, deux, trois ou quatre mois. Au bout de ce temps, ils se sont fait

une masse de 50 francs, et au delà. Quand ils ont réuni cette masse, le Gouvernement s'adresse à une société de patronage; il indique à cette société que le nommé X.... va sortir tel jour avec une masse de, et il la prie de vouloir bien devenir la protectrice du libéré, à l'effet de lui trouver du travail, et momentanément sa tutrice à l'effet de se charger de son pécule et de ne le lui donner qu'au fur et à mesure de ses besoins.

Eh bien ! ce que nous avons vu à Merxplas (et je comprends ici la très grande utilité de la discussion que vous a indiquée M. le pasteur Robin) est quelque chose dont nous n'avons pas le pendant en France. Comme vice-président d'une chambre correctionnelle, comme magistrat chargé de juger très souvent des mendiants et des vagabonds, je suis allé visiter Nanterre : j'y ai reçu, de la part de son excellent directeur, l'accueil le plus courtois, j'ai examiné la maison dans toutes ses parties; j'ai vu un établissement splendide, où on a dû dépenser considérablement d'argent et où tout est confortablement aménagé; mais, par cela même qu'on y a mis toutes choses sur un très grand pied, nous aurions pu, semble-t-il, avec la même somme engagée, obtenir deux ou trois établissements du même genre répartis sur d'autres points du territoire.

Avec ses constructions en pierre de taille massive, avec les hautes murailles qui lui servent de clôture, Nanterre a trop l'air d'une prison; les vagabonds, les mendiants, les nécessiteux auxquels on n'a d'autres reproches à adresser que leur pauvreté, n'aiment pas à y être conduits.

Merxplas a un tout autre aspect, bien qu'il soit très vaste. Il y a, dans cette colonie, plusieurs hectares couverts de constructions extrêmement séduisantes à la vue. Ce ne sont pas, comme à Nanterre, de magnifiques moellons luxueusement assemblés; ce sont des bâtiments en briques, très simplement et très élégamment construits; les détenus ont édifié eux-mêmes les constructions; à très bas prix l'État belge a acheté des terrains qui n'avaient aucune valeur; il a commencé par mettre de la terre glaise entre les mains des détenus; parmi eux il a trouvé et créé des maçons; de telle sorte qu'il a construit le tout pour rien. Cela paraît invraisemblable, et cependant cela est ! Dans la grande et magnifique promenade que nous avons faite, M. Béranger, plusieurs de nos collègues et moi, nous avons séparément questionné les directeurs ainsi que le très habile architecte de cet œuvre colossal. Nous leur avons posé cette question : « Qu'est-ce que tout cela vous a coûté ? »

Ils nous ont répondu : « Extrêmement peu ; le prix d'achat seulement, car ce sont nos détenus qui, successivement, ont accompli toute cette main-d'œuvre qui ne nous a presque rien coûté. »

A Merxplas nous avons vu des ateliers de toutes sortes très bien aménagés. Presque tous les corps de métiers y sont représentés ; nous avons vu à côté de cela des fermes en plein état de culture et des terrains disposés pour être défrichés par les détenus, lesquels travaillent au dehors, tantôt librement, tantôt sous la surveillance d'un brigadier.

Au point de vue disciplinaire, il y a quelque chose que nous n'avons pas en France. A Merxplas, il faut que tout le monde soit occupé ; tout homme qui ne travaille pas est mis au pain sec et à l'eau ; et il est sans exemple que dès le troisième jour il ne cherche pas à améliorer sa pitance et ne demande pas à travailler.

Toutes ces questions se rattachent aux réformes que nous avons encore à faire pour l'amélioration de notre législation en matière de vagabondage et de mendicité ; elles sont d'une saisissante actualité, et je comprends très bien que M. le pasteur Robin vous demande de les laisser à votre ordre du jour.

Vous savez que le conseil municipal de Paris s'en occupe activement ; vous savez que nous avons en France des terrains qu'on pourrait acheter à bon compte, et qu'une campagne est ouverte de ce côté ; il serait donc très à propos de nous en occuper aussi et de joindre nos efforts à ceux de l'autorité compétente.

En Belgique, au point de vue des sociétés de patronage (cela se rattache à notre question par suite de la protection que les sociétés exercent sur les détenus), ils ont réalisé un progrès que nous devons prendre pour exemple : il s'agit de la *fédération* des sociétés de patronage.

Chez nos voisins, toutes les sociétés de patronage sont fédérées et publient un Bulletin officiel, dans lequel chaque société fait paraître son règlement intérieur. Ce Bulletin est porté à la connaissance de toutes les sociétés et, quand une société fait mieux que sa voisine, cette dernière suit le progrès, adopte la mesure préconisée, et il existe ainsi une association mutuelle qui amène les résultats les plus heureux.

Quelques exemples :

Voilà un vagabond qu'une société ne peut pas recevoir parce qu'il appartient à une province qui n'est pas du ressort de la société : elle l'envoie à la société de la province limitrophe. Un vagabond a-t-il besoin de s'embarquer dans un port de mer ? On l'envoie le

pupille à la société fondée dans ce port d'embarquement ; de même on échange des pupilles et on se les recommande réciproquement de société à société.

Je ne désespère pas qu'en France, grâce à ce précieux élan de charité qui existe en ce moment, on n'arrive à nous fédérer tous, fonctionnaires de tous ordres, avocats et magistrats, afin que nous puissions nous occuper un peu de toute cette classe souffrante et extrêmement digne d'intérêt. A droite et à gauche on fonde des sociétés et ces sociétés ne se connaissent même pas entre elles.

Au Palais de Justice, le bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel, votre éminent et dévoué vice-président, M. Cresson, est président d'un comité de sauvetage pour l'enfance, qui vient de se fonder. Nous sommes encore dans la période de création ; mais déjà de très utiles mesures ont été adoptées et je puis donner au public et surtout à vous-mêmes, mes chers collègues, cette assurance bien consolante qu'à l'heure actuelle pas un mineur de seize ans ne passe devant une chambre correctionnelle sans que son dossier ait été examiné avec le soin le plus attentif, et sans qu'on ait cherché à lui épargner, s'il en est digne, la maison de correction, et à le placer dans un établissement privé.

M. SAUTUMIER. — J'ai vu aussi Merxplas, un peu avant le Congrès d'Anvers, et j'ai visité cet établissement dans tous ses détails. Je voudrais faire ici une remarque qui me paraît ne pas avoir été mise en lumière : c'est que Merxplas se trouve situé dans un pays tout à fait inculte, près de la frontière belge. On a ainsi essayé de faire sur le continent une petite transportation, on a éloigné cet établissement des grands centres, des centres populeux. Ne pourrait-on pas trouver en France des endroits analogues à celui-ci, par exemple la Sologne ou les Landes, où l'on pourrait défricher la terre et faire une colonie présentant absolument les mêmes conditions que Merxplas ?

M. le président FLANDIN. — Assurément. Ainsi le conseil municipal cherche dès maintenant des terrains à bas prix pour tâcher d'y installer quelque chose d'analogue à Merxplas (1).

M. RIVIÈRE. — En ce qui concerne la fédération préconisée par M. le président Flandin, il faut reconnaître que nous rencontrons

(1) V. *infr.* *Asiles-ouvriers.*

en France de très grosses difficultés. Il existe une Société générale dont l'ambition était de fédérer ainsi toutes les sociétés de prévoyance, c'est précisément la Société générale de patronage des Libérés de notre éminent collègue, M. le sénateur Bérenger ; lorsqu'elle a été fondée elle devait être une société centrale, c'est-à-dire une société rayonnant sur toute la France, une société nationale servant de base à toutes les sociétés particulières. Eh bien, vous voyez, l'effort existe, mais le résultat ne se produit pas. En France on est trop particulariste dans toutes les œuvres de charité. Je ne crois pas que le même exclusivisme se manifeste à l'étranger ; car il est certain qu'aux États-Unis, en Angleterre, en Belgique la fédération amène des résultats féconds ; chez nous, elle n'aboutit pas. De sorte qu'à l'égard du *desideratum* exprimé avec tant d'à-propos par M. le président Flandin, j'ai peur, tout en souhaitant vivement de me tromper, que nous ne nous heurtions à une passion d'indépendance beaucoup trop absolue, de la part des différentes sociétés.

Quant au second vœu, c'est-à-dire à la création d'un *Bulletin central*, pourquoi élever église contre église ? Il existe chez nous, c'est une des parties les plus importantes du *Bulletin* de notre Société : la Revue du Patronage et des Institutions préventives (1).

Elle répond largement au désir développé par M. le président Flandin, et il faudrait bien peu de chose pour qu'elle y répondît complètement. Il suffirait de lui donner un peu plus d'ampleur, d'étendre nos relations à l'étranger comme en France, de publier plus souvent des statuts in extenso. Notre collègue, M. de Corny, s'y emploie avec un zèle et un bonheur auxquels je me plais à rendre hommage. Aidé de vos conseils il y parviendra absolument, j'en suis sûr.

En ce qui concerne le vagabondage, le moment serait peut-être venu de poser la question. On discute précisément en ce moment à la Chambre des députés la question de l'extension de la compétence des juges de paix.

Il est vrai qu'il s'agit de leur compétence civile. Mais je sais que M. Pontois doit déposer un projet d'article additionnel sur l'extension de leur compétence pénale. Il suffirait que cet article comprît dans son énumération les délits qui nous occupent (2). Il

(1) *Supr.* p. 85.

(2) En effet dans la séance du 21 février, M. Pontois, ancien magistrat, a pro-

me semble donc que la proposition de M. le président Flandin vient avec une rare opportunité. Les observations présentées par lui sont très frappantes, et je crois qu'il y aurait un grand intérêt, au point de vue de la répression, à ce que le juge de paix, c'est-à-dire le tribunal placé le plus près possible du justiciable, pût juger des questions aussi courantes et aussi simples que celles du vagabondage et de la mendicité.

J'arrive à la question de la prévention. Comme le disait M. le pasteur Robin, c'est peut-être la question la plus difficile à résoudre parce que celle-là ne relève pas de la loi et qu'il ne suffit pas de déposer un projet sur le bureau de la Chambre des députés et de le faire adopter. La question de prévention est une affaire d'exécution. Eh bien, c'est avec un véritable bonheur, et je dirai même avec une certaine fierté chauvine que je vois que c'est justement sur ce point le plus délicat que l'opinion publique a fait le plus de progrès. C'est à la suite des travaux de M. le pasteur Robin — nous pouvons tous ici lui rendre cet hommage — c'est certainement à la suite des études qu'il a faites et qu'il a divulguées par ses ouvrages et par sa parole que ces efforts ont été faits. Il y a un véritable mouvement qui s'est produit dans toute la France, et nous le voyons en particulier autour de nous se dessiner dans Paris.

posé d'augmenter la compétence des juges de paix en matière pénale et de leur attribuer la connaissance d'un grand nombre de délits contraventionnels et autres : forestier, de chasse, de pêche, d'outrages aux agents, de voies de fait, de dégradations, etc. « Ce que je demande en ce qui concerne l'extension de la compétence des juges de paix, c'est ce qui est appliqué dans tous les pays de l'Europe.

Je ne parle pas de l'Angleterre, car il n'y a guère d'assimilation à faire entre les juridictions anglaises et nos juridictions ; mais en Belgique, les juges de paix connaissent de deux délits des plus graves, pour lesquels je ne propose pas d'étendre la compétence de nos juges de paix ; ce sont les délits de vagabondage et de mendicité. En Allemagne, ils connaissent de toutes contraventions qui sont punies au maximum de trois mois d'emprisonnement et de 600 marcs d'amende, soit 750 francs. Vous voyez que si l'on accordait cette compétence à nos juges de paix, il en résulterait que beaucoup de délits du Code pénal seraient soumis à la juridiction des juges de paix. En Autriche, ils connaissent même des contraventions pour affaires de presse. En Russie, ils connaissent des contraventions pour outrages publics à la pudeur, des délits de mendicité, de chasse et de pêche, des délits de port d'armes, d'outrages aux personnes, de violences, menaces, vols simples et escroqueries. Ils peuvent prononcer l'emprisonnement jusqu'à une année et l'amende jusqu'à 300 roubles, c'est-à-dire 1.200 francs. Vous voyez qu'en Russie la compétence des premiers juges, de ceux qu'on appelle juges de paix, qui forment le premier degré de juridiction — car au-dessus c'est l'ensemble des juges de paix qui jugent en appel — en Russie cette compétence s'étend à toutes les matières pénales. En Italie, la loi leur confère le droit de juger tous les délits punis de 3 mois d'emprisonnement et 300 francs d'amende. En Suisse enfin ils jugent les délits de vagabondage, de mendicité et de rupture de ban. Ils peuvent dans certains cas, prononcer l'emprisonnement durant une année. »

Il serait injuste cependant de ne pas associer à M. le pasteur Robin, M. Mamoz qui, en 1871, a été le premier organisateur de l'assistance par le travail dans Paris. Il est juste d'y ajouter également M. Lefébure qui s'est dévoué d'une façon si absolue à l'œuvre de l'hospitalité d'Auteuil, sise aujourd'hui, 52, avenue de Versailles, et qui s'occupe d'en créer une semblable pour les hommes.

M. le pasteur ROBIN. — Cette œuvre est en effet antérieure à la nôtre.

M. RIVIÈRE. — Mais en dehors des trois œuvres si heureuses dont je viens de parler, nous en avons de nombreuses en voie de création. Tout d'abord M. de Crisenoy, que tous nous regrettons de ne pas voir parmi les membres de notre Société et dont notre *Bulletin* a publié une si remarquable étude sur les dépôts de mendicité (1), s'occupe d'organiser dans le 16^e arrondissement une agence d'assistance. D'autres agences seront installées successivement dans les autres arrondissements par la Société internationale d'assistance, dont il est le président.

Deux autres établissements vont s'ouvrir ces jours-ci dans le 17^e arrondissement, par l'initiative de deux conseillers municipaux, MM. Gaufres et Bompard.

Dimanche dernier nous avons assisté, 7, rue Blainville, à l'inauguration d'une œuvre également importante, M. le pasteur Robin ne l'ignore pas. C'est même un ancien comptable de sa maison de la rue Clavel, M. Schreiner, qui est directeur de cette institution. C'est là un notable effort qui sera probablement suivi de très beaux résultats.

Il y a un mois a été inauguré, 35, rue Juge, à Grenelle, un ouvroir-atelier pour 15 ou 16 ouvrières sans travail.

Enfin jeudi prochain doit se tenir à la mairie du 8^e arrondissement la première réunion du *Comité central des œuvres du travail*, qui fera précisément de la propagande dans le même but.

J'ai préparé sur ce sujet un article qui paraîtra dans notre *Bulletin* de mars. J'y parle longuement de cet asile-ouvroir et de celui ouvert près de Buttes-Chaumont par l'Armée du Salut, et

(1) *Bulletin*, 1889, p. 359.

de l'asile municipal de la rue Fessart, en face du futur local de M. le pasteur Robin, et des projets du conseil municipal à la Chalmelle, etc.

Enfin, M. le pasteur Robin parlait tout à l'heure de M. Maurice Faure. J'ai appris par notre collègue Paulian, il y a quelques jours, que M. Maurice Faure allait déposer sur le bureau de la Chambre un nouveau projet sur les maisons de travail.

Vous le voyez, Messieurs, il y a là un très actif mouvement, et un mouvement d'autant plus flatteur pour notre pays qu'il s'exerce sur la partie du problème la plus difficile à résoudre. Par suite, je trouve que la discussion proposée par M. le pasteur Robin est loin d'être déplacée, mais, comme nous avons des questions plus urgentes à l'ordre du jour, je me demande s'il ne serait pas plus expédient de faire une séance extraordinaire.

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion proposée par M. le pasteur Robin viendra plus naturellement à la suite de celles déjà mises à l'ordre du jour par notre Conseil de direction.

M. le pasteur ROBIN. — Je réduis ma proposition à des termes plus simples. Je demande que le projet de loi belge soit inséré dans notre *Bulletin* ; il mérite cet honneur et il nous fera honneur. Ensuite nous pourrions examiner ce projet : à cette occasion, nous pourrions reprendre, non pas la discussion de la prévention, mais la discussion de la répression de la mendicité et du vagabondage.

J'aurais mauvaise grâce à ne pas abonder dans le sens des observations de M. Rivière sur l'extension des idées préventives, car je dois avouer que c'est là mon rêve — souvent je n'en dors pas — et que je suis heureux de voir que ces idées-là se répandent partout. J'ai parlé d'une œuvre d'assistance par le travail en formation à Marseille. L'assemblée apprendra avec intérêt qu'une société d'épargne et de prévoyance a mis pour cet objet à la disposition du premier établissement, soit asile de nuit ou autre existant à Marseille qui organisera l'assistance par le travail une somme de 4.000 francs. A Paris, il y aurait eu beaucoup de parties prenantes ; à Marseille, on va avoir cet établissement si on ne l'a déjà.

Je me réjouis beaucoup et nous devons tous nous réjouir de voir ainsi les premiers fruits de nos études. Mais je supplie la Société, et je crois que M. le Président qui a eu l'honneur d'é-

mettre le premier cette idée au Conseil supérieur des prisons appuiera ma proposition, je supplie la Société de ne pas perdre de vue que nous devons profiter de l'expérience du Gouvernement belge puisque, à côté de nous, on a un établissement où la répression de la mendicité et du vagabondage est organisée dans les conditions économiques que je viens d'indiquer, et qui ont permis dans l'espace de vingt ans d'obtenir une plus value de plus de deux millions. Le problème a été résolu en Belgique au point de vue économique. Il le sera au point de vue pénitentiaire par l'amélioration de la loi qui présentait de très grandes lacunes.

A l'occasion du projet qui nous est soumis, reprenons la question des mesures répressives.

Je répète mon vœu qui se réalisera peut-être, qu'au Congrès de 1895 nous ayons en France à montrer un établissement répressif de la mendicité et du vagabondage.

M. le président FLANDIN. — Est-il permis, au point de vue pratique, de vous demander de vouloir bien entendre encore deux ou trois observations à propos de cette idée de fédération dont parlait M. Rivière?

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

M. le président FLANDIN. — Dans votre dernier *Bulletin*, sous les initiales G. D. qui recélaient sans doute le nom de notre collègue Georges Dubois (*sourires*), on a rendu compte d'une publication très intéressante faite par M. Adolphe Guillot; dans l'intérêt des enfants moralement abandonnés, je vous demande la permission d'ajouter deux ou trois observations au travail fait par par notre collègue Dubois. Voici dans quel but.

Nous avons, comme je l'ai dit, fondé au palais de justice ce Comité de défense des enfants; M. Adolphe Guillot, juge d'instruction, qui en fait partie, nous a lu à l'une des dernières séances, un rapport très substantiel et très pratique. Il avait remarqué que les cabinets des juges d'instruction n'étaient pas suffisamment renseignés sur le nombre et la spécialité des établissements publics ou privés disposés, concurremment avec l'assistance publique, à recevoir les enfants moralement abandonnés.

Faisant une sorte de voyage à travers Paris, il a dressé l'état et la légende de tous les établissements dont les magistrats pouvaient

disposer; il a donné, dans ce travail, des indications très pratiques dans lesquelles il dit par exemple: Telle rue, tel numéro, si le juge d'instruction veut s'y adresser, il trouvera un établissement disposé à recevoir un pupille.

Ce rapport est excellent, il serait un guide pratique et précieux pour la divulgation des ressources mises à la disposition des juges. J'ai pensé qu'il y avait intérêt à vous le signaler et à vous en demander la publication dans votre *Bulletin*.

M. RIVIÈRE. — Je demande la permission d'exprimer à M. le président Flandin deux désirs? Le premier, c'est que M. Flandin, qui va tous les jours au Palais, veuille bien se faire notre interprète à tous auprès de M. Adolphe Guillot en lui demandant de nous communiquer son rapport. Le second, c'est que M. Guillot, qui s'occupe tant et si bien des prisons, veuille bien entrer parmi nous; la Société en serait très heureuse et je crois que notre *Bulletin*, au milieu de ses études, serait loin d'être inutile à M. Guillot. Il y a déjà collaboré dans son dernier numéro; et, dans le numéro de mars, vous aurez encore deux excellents compte-rendus analytiques signés de lui. Il a donc déjà un pied dans la maison, M. Flandin voudra bien nous aider à lui faire poser le second.

M. le président FLANDIN. — Je lui transmettrai votre désir et je suis sûr qu'il sera enchanté d'y faire le meilleur accueil.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, l'échange d'observations qui vient d'être fait a été intéressant, utile et précieux. Nous devons remercier M. le pasteur Robin de l'avoir provoqué, et nous espérons que ces observations seront complétées à la séance prochaine, après les rapports de MM. Berthélemy et James-Nattan.

La séance est levée à 5 heures 45.

LETTRE

SUR LE

PATRONAGE DES FAMILLES

ET

L'ÉDUCATION DES MORALEMENT ABANDONNÉS

Monsieur le Secrétaire général,

Permettez-moi d'exprimer ici ma gratitude à M. Félix Voisin pour avoir ramené avec tant de justice et d'autorité — sauf réserve pour la France (1) — la proposition faite au Congrès de Saint-Pétersbourg — du patronage à accorder « en principe » aux familles des détenus.

Cette proposition (votée à l'unanimité au Congrès d'Anvers) aurait non seulement, comme le dit M. F. Voisin, « entravé les progrès même du patronage », mais elle en compromettrait sûrement les ressources dans une grande proportion.

L'expression de ma respectueuse gratitude ne suffirait pas pour justifier cette lettre, Monsieur. Elle a aussi pour but de rappeler que l'Administration pénitentiaire française s'honore d'avoir devancé les *desiderata* du Congrès, sous une autre forme et par l'aide que les détenus hommes et femmes donnent eux-mêmes, par leur travail, en disposant d'une partie de leur pécule pour leurs familles nécessiteuses. Ils espèrent se rattacher à elles par l'accomplissement de ce devoir d'assistance, et gagner ainsi le pardon qui leur rendra au foyer familial la place que leurs fautes leur ont fait perdre.

Tous les directeurs accordent aux détenus leur bienveillante intervention pour amener ces rapprochements, quand la famille est honnête et peut être une protection. C'est assurément le premier et le meilleur des patronages à exercer que celui qui les replace dans les milieux où ils ont vécu honnêtement antérieurement.

Les sommes envoyées aux familles, les unes pour secourir de vieux parents, les autres pour aider à élever les enfants, sont

(1) *Sup.* p. 87.

relativement importantes dans les maisons centrales de femmes et je suis bien certaine qu'il en est de même dans les prisons d'hommes.

L'effectif de la maison centrale de Montpellier a envoyé en 1885, 2.007 francs, en 1886, 1.959 francs, en 1889, 2.112 francs.

L'effectif de la maison centrale de Clermont a envoyé en 1887, 2.060 francs, en 1888, 1.807 francs, en 1889, du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre, date de mon inspection, 1.945 francs.

L'effectif de Rennes a envoyé en 1887, du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre, époque de mon inspection, 2.171 francs, et du 1^{er} janvier au 30 octobre 1889, date de mon inspection, 2.210 francs.

M. F. Voisin a attiré l'attention de la Société générale, sur les deux systèmes d'éducation à appliquer aux enfants dits moralement abandonnés.

On ne peut que se féliciter de la prudente résolution du Congrès qui ne s'est pas arrêté « à un parti exclusif ».

Cette question a une importance telle, qu'elle devra toujours rester ouverte à la discussion, parce qu'elle doit toujours se modifier, pour se perfectionner. — Mon intention n'est pas même de l'effleurer aujourd'hui, je veux rappeler seulement qu'en ce cas aussi, l'Administration pénitentiaire française a devancé les *desiderata* du Congrès en ouvrant, en 1874 et en 1876, des écoles de réforme pour les jeunes garçons.

Les tribunaux lui confient souvent de si jeunes enfants, que l'on peut dire d'eux, qu'ils n'ont commis que le délit d'être très malheureux : orphelins ou abandonnés, ou ayant parfois des familles desquelles il faut penser qu'il serait à souhaiter qu'ils n'en eussent pas.

L'organisation de ces écoles, où ils n'entrent pas après onze ans, et où ils sont confiés à des femmes, a eu pour but de remplacer pour eux la famille perdue ou dangereuse.

M. Pagès en 1883, et M. le comte Le Courbe en 1890, ont rendu compte du fonctionnement de ces écoles, dans le *Bulletin* de la Société générale.

Je ne dirai à leur sujet aujourd'hui que ce qu'il faut pour établir qu'elles réalisent le vœu du Congrès, puisque l'éducation morale, l'instruction primaire, sont données dans un internat, une ferme, où leur état physique peut se fortifier, et que plus tard les enfants d'origine urbaine qui méritent confiance sont placés en apprentissage dans la ville la plus voisine chez des petits patrons, où ils

sont surveillés. Ils rentrent prendre leurs repas au Patronage comme le font les jeunes apprentis ayant une famille.

Ils quittent donc l'école pourvus d'un métier de leur choix, et pouvant s'exercer dans leur pays, ce qui leur permet aussi de s'éloigner de leurs familles quand ils ne trouvent dans celles-ci que désordre et paresse.

Les enfants d'origine rurale restent à la ferme et sont placés plus tard chez des cultivateurs, surtout ceux qui n'ont pas de famille. Un certain nombre sont restés dans ces honnêtes ménages et y travaillent bien généralement.

Je m'excuse de cette trop longue lettre, Monsieur le Secrétaire général, mais je ne sais pas me borner lorsque je m'occupe des efforts faits pour sauver les enfants malheureux des milieux dangereux qui les conduisent à la prison.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

M. DUPUY,
Inspectrice générale.

PROJET DE LOI SUR LES ENFANTS ASSISTÉS

ADOPTÉ PAR LE

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE⁽¹⁾

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique, présidé par M. Th. Roussel, a dans sa session de janvier terminé la discussion du projet de loi sur les enfants assistés, dont, à sa session précédente, il avait déjà voté les douze premiers articles. Définitivement adopté dans son ensemble, le projet présenté par M. Brueyre, rapporteur au nom de la première section, doit être soumis prochainement au Parlement par le Gouvernement.

Nous nous bornons à signaler les points principaux de cette proposition qui ne règle pas seulement une des matières les plus importantes du droit administratif, mais qui, outre qu'elle apporte plusieurs modifications à des articles du Code civil, a une portée sociale considérable.

Le premier but que s'est proposé le Conseil supérieur a été de codifier en un seul texte la législation aussi confuse que touffue des enfants assistés. Pour donner une idée de la difficulté de cette codification, nous dirons que les textes relatifs aux enfants assistés : lois, décrets, ordonnances, circulaires ministérielles, etc., etc., jusqu'en 1849 seulement, forment un volume in-4° de plus de 800 pages en petits caractères, et que depuis lors (40 ans), cet amoncellement de textes, d'ailleurs contradictoires, s'est augmenté notablement. En fait, on peut dire que dans la pratique, la législation pourtant non abrogée a été remplacée par une jurisprudence elle-même mobile et qui, sur des points capitaux, est en opposition absolue avec des textes pourtant impératifs. Le projet actuel ne compte que 52 articles dont l'utilité et la valeur ont été démontrées par l'expérience.

(1) Supr. p. 157.

Mode des admissions. — Les articles 3 à 10, qui règlent le mode des admissions, constituent à coup sûr la partie la plus grave du projet ; c'est là le terrain de combat où se sont heurtés les partisans des divers systèmes d'admission. Le rapporteur a démontré, dans son historique, que tous les systèmes avaient depuis cent ans été expérimentés et que chacun d'eux n'avait duré que le temps nécessaire pour en reconnaître les inconvénients. A l'heure présente, si le décret organique du 19 janvier 1811 édicte que, dans chaque hospice dépositaire, il doit y avoir un tour, en fait, il n'y en a plus aucun depuis 1862, et en fait aussi, chaque département de France détermine, suivant les idées propres de son conseil général, le mode des admissions. C'est le régime de la liberté absolue et de la décentralisation complète en cette matière. De là, les différences les plus grandes de département à département. Tandis que dans la Seine est pratiquée l'admission à bureau ouvert de tous les enfants, même légitimes, et même, depuis trois ans, sans qu'on exige la présentation du bulletin de naissance, dans d'autres départements au contraire, les restrictions, les formalités, et jusqu'à la pratique abusive d'une mesure excellente en soi : celle des secours pour prévenir les abandons, aboutissent à la presque impossibilité pour une mère d'abandonner son enfant.

De là, un mouvement très vif, indéniable, en faveur du rétablissement du tour. Le rapporteur avait d'abord déclaré que parmi les arguments présentés par les partisans du tour, il en était un auquel il semblait juste de donner satisfaction, à savoir la nécessité de sauvegarder le secret de la mère et dans ce cas d'assurer l'admission de son enfant, mais que c'était pour ces enfants seuls, dans l'intérêt de leur existence et afin d'empêcher une mère coupable de recourir à l'avortement ou à l'infanticide, qu'il fallait créer le bureau ouvert. Quant aux enfants dont les mères ne cherchent point à cacher la naissance, ou bien parce qu'ils sont légitimes, ou naturels reconnus, ou parce qu'elles viennent très ouvertement, quoique filles-mères, portant leurs enfants sur leurs bras, réclamer un secours pour les élever, pour ces enfants, disons-nous, il n'en faut pas favoriser l'abandon.

L'abandon est en effet un malheur terrible pour l'enfant, et dans toutes les circonstances de sa vie : mariage, établissement commercial ou professionnel, relations sociales, sa situation d'abandonné se dresse devant lui comme un obstacle et lui est une amertume constante.

Or, quels sont les enfants à l'occasion desquels le secret peut

exister ? Le bon sens répond que ce sont les enfants dont les parents ne veulent pas se faire connaître ; dès lors, du moment où la loi permettra de recevoir sans aucune formalité les enfants de père et mère non dénommés, le but n'est-il pas atteint complètement ? Le rapporteur a démontré qu'il était d'autant moins dangereux de recevoir à bureau ouvert ces enfants, que leur nombre est très restreint ; il a prouvé que sur 100 abandons, il n'y en avait pas 4 dont la cause était un secret à sauvegarder et que 96 étaient dus à la misère, au libertinage ou à d'autres causes peu dignes de sollicitude. Dès lors il avait soumis au Conseil des textes basés sur les principes suivants :

1° Facilités matérielles données à toutes les mères pour apporter l'enfant à l'hospice, sans risque d'être vues ;

2° Bureau ouvert pour les enfants de père et mère non dénommés, âgés de moins de trois mois, sans autre formalité que la présentation du bulletin de naissance, afin d'éviter les substitutions, les enlèvements d'enfants, etc., etc. ;

3° Pour tous les autres enfants : liberté aux conseils généraux statuant souverainement en vertu des lois des 18 juillet 1866 et 10 août 1871, de régler les formalités d'admission suivant leurs idées propres ;

4° Garantie du secret par l'obligation du secret professionnel imposée à toutes les personnes appelées à s'occuper des enfants abandonnés ;

5° Garantie encore plus importante du secret par la fixation du domicile de secours au lieu de naissance de l'enfant, ce qui permet de supprimer toutes les recherches actuelles si dangereuses pour la découverte du secret des mères

Le conseil, dans sa précédente session, avait voté les articles préparés sur ces bases, tout en laissant libres, comme aujourd'hui, les conseils généraux, de réclamer ou non le bulletin de naissance. Mais à la dernière session, le Gouvernement a demandé au Conseil de revenir sur son vote et de voter le bureau ouvert pour tous les enfants de trois mois, quels qu'ils fussent, même légitimes. En vain, le rapporteur, fidèle à son opinion de l'année précédente, a-t-il essayé de montrer le danger social qui serait la conséquence de cette mesure, a-t-il invoqué l'affaiblissement des liens de famille, les dépenses impossibles même à chiffrer qu'auraient à supporter les budgets déjà trop obérés des départements. En vain a-

t-il soutenu que permettre légalement à la famille d'abandonner un enfant légitime, c'était non seulement contrevenir à la loi de nature et au Code civil, mais que c'était édicter la mort civile pour l'enfant légitime avec cette circonstance immorale que c'était la famille qui décidait cette mesure contre l'enfant et que c'était l'administration qui en assurait l'exécution. Ces arguments et d'autres n'ont point convaincu le Conseil. Après un débat auquel ont pris part M. Sabran, président du conseil général des hospices de Lyon, qui a éloquemment soutenu la même thèse que le rapporteur, et en sens contraire MM. les docteurs Thulié, Roussele, tous deux anciens présidents du Conseil municipal de Paris, etc., M. Jules Simon, dans un de ces admirables discours dont il a le secret, a déterminé, aux applaudissements de l'assemblée, le vote du bureau ouvert sans aucune restriction pour les enfants de moins de trois mois, légitimes ou non.

Ce vote équivaut en résumé au rétablissement du tour, sans la boîte ; il en diffèrera peu dans les conséquences. Mais si nous n'avons guère d'espoir que le Parlement repousse cette proposition, ce dont nous sommes convaincus, c'est que la loi une fois votée, aura en peu d'années le sort de la disposition du décret de 1811, qui impérativement instituait le tour ; or nombre de départements n'ont jamais eu de tour ; à Paris il n'a été ouvert qu'en 1827, enfin depuis 30 ans tous les tours sont fermés et pourtant le décret de 1811 est toujours en vigueur. Quand les lois ne sont pas, comme le veut Montesquieu, les rapports nécessaires qui résultent de la nature des choses, elles sont condamnées à rester inexécutées ou à disparaître.

Tutelle. — La tutelle des enfants assistés est réglée — sauf à Paris qui a un régime spécial — par la loi du 15 pluviôse an XIII et le décret du 19 janvier 1811. — En conséquence la tutelle devait appartenir aux commissions hospitalières, lesquelles désignent comme tuteur un de leurs membres, les autres formant le conseil de famille. — En pratique, la tutelle est exercée par les inspecteurs des enfants assistés ; les commissions hospitalières, sauf de rares exceptions, n'ayant plus que l'ombre de la tutelle. — Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir à cet égard, il n'est plus loisible de revenir en arrière et d'ailleurs, il faut le reconnaître, il est impossible de disjoindre l'administration de l'exercice de la tutelle. Le projet consacre donc le fait existant et rompt le dernier lien qui rattachait les enfants assistés aux commissions hospitalières. La

tutelle des enfants assistés rentre dans le droit commun, tel qu'il est réglé par le titre X du livre I^{er} du Code civil. — Le tuteur sera le préfet, le conseil de famille sera choisi dans le conseil général avec adjonction de divers membres ; quant au subrogé-tuteur, il est inutile d'en créer un ; il n'aurait aucune attribution, parce que la manutention des deniers pupillaires et la gestion des biens ne sont pas confiées au tuteur, mais aux trésoriers-payeurs généraux et qu'enfin le tuteur étant un fonctionnaire public, il n'y a pas d'interruption de tutelle.

A Paris, la loi du 10 janvier 1849, institue le Directeur de l'Assistance publique tuteur, mais sans l'assistance d'un conseil de famille. Dans le projet actuel, ce fonctionnaire reste tuteur (à Lyon ce sera le Président du conseil général des hospices) ; mais à l'avenir il sera assisté d'un conseil de famille.

Domicile de secours. — Le domicile de secours des enfants est actuellement régi par la loi du 24 vendémaire an II ; il est au domicile habituel de la mère au moment de la naissance de l'enfant. L'inconvénient principal de ce système est que les départements sont amenés à rechercher le domicile de secours des mères et que le secret des mères se trouve souvent dévoilé. Il y a de ce fait une situation intolérable que la loi devait faire disparaître : ce sera l'un de ses principaux bienfaits. A l'avenir le domicile de secours sera à l'hospice où l'abandon aura eu lieu. Il ne sera plus fait dès lors aucune recherche ni aucune enquête et les mères pourront être dorénavant assurées que leur secret restera inviolé. C'est une réforme considérable. Mais il en résultera pour Paris et les grandes villes un surcroît de dépenses. Les représentants de la Seine au Conseil supérieur ayant été les premiers à voter cette réforme qui atteindra surtout leur département, l'objection principale qu'on pouvait y opposer disparaît et l'on doit hautement les féliciter.

Les autres dispositions du projet, tout importantes qu'elles soient, puisqu'elles règlent ce qui se rapporte à la direction et à l'administration du service, à l'éducation des pupilles, à leur surveillance administrative et médicale, enfin aux budgets des services des enfants assistés tant en recettes qu'en dépenses, ces dispositions, dis-je, sont d'ordre purement administratif et ne touchent pas directement aux matières qui font l'objet des études habituelles de notre Société. Nous n'en parlerons donc pas.

Il est cependant un article du projet que nous devons signaler en ce

qu'il réalise pour les enfants assistés une réforme qui pourrait utilement être étendue à tous les autres enfants : je veux parler de l'internement par voie de correction paternelle. S'il est une critique généralement admise, c'est que les articles 375 et suivants du Code civil, en fixant à un mois ou six mois l'internement des enfants par voie de correction paternelle, ne permettent pas à l'éducation correctionnelle de produire l'amendement et le redressement des natures vicieuses. L'enfant se trouve frappé d'une peine, ce qui ne devrait pas être, puisqu'il n'a pas commis de délit, et son redressement, qui doit être le seul but à obtenir, ne peut pas toujours être réalisé par des durées hiératiques de un ou six mois d'internement. Il est manifeste que la durée de l'internement doit être essentiellement variable suivant la nature et la conduite de l'enfant, qu'en outre elle ne doit pas être une peine, enfin qu'il est regrettable que cet internement ne soit pas toujours effectué dans des maisons d'éducation correctionnelle ; beaucoup pensent aussi qu'il est exorbitant que le père, quand l'enfant a moins de seize ans, ait le droit, même sans motif sérieux, de le faire interner pendant un mois. Si ce dernier abus de la puissance paternelle n'est pas à craindre pour les enfants assistés, au contraire l'inconvénient de la limitation de l'internement est plus grand que pour les enfants ordinaires, parce que l'Administration ne saurait avoir, pour empêcher ses pupilles de retomber dans de nouveaux écarts ou de se livrer au libertinage, les moyens d'action et de surveillance continue que possèdent les familles. Aussi le projet stipule que : lorsque l'enfant interné conformément à l'article 468 du Code civil, ne se sera pas amendé, ou qu'il aura été reconnu qu'il ne peut être conservé dans aucun placement, le président du tribunal civil pourra décider son maintien dans l'établissement correctionnel jusqu'à sa majorité à titre de préservation. L'autorisation devra être renouvelée tous les six mois sur nouvel examen de la situation. Les mineurs internés conservent le droit consacré par l'article 382 du Code civil de réclamer par écrit auprès du procureur général.

Cette réforme partielle est suffisante pour les enfants assistés à cause de leur situation de pupilles des services publics d'assistance. Mais elle ne doit être que le point de départ, pour les enfants ordinaires, de réformes plus profondes de la correction paternelle. La question s'est posée au congrès d'Anvers ; elle pourra être étudiée dans notre Société, si nos collègues reconnaissent l'utilité de cette discussion. Mais ce n'est pas ici le lieu de s'y arrêter.

En résumé, le projet de loi qui va être soumis au Parlement réalisera de grands bienfaits; il codifie en un texte relativement court toute une législation confuse, il opère des réformes considérables en ce qui touche le mode des admissions — à notre sens, il va seulement trop loin sur ce point —, il supprime tout danger de la découverte des secrets des mères, et cela par diverses mesures et notamment par l'établissement d'un nouveau système de domicile de secours, enfin il assure sur des bases définitives et consacrées par l'expérience la protection sérieuse et efficace des infortunés abandonnés par leurs familles. — Il y a donc tout lieu d'espérer que cette loi d'un si grand intérêt social sera votée par le Parlement. La population lui en sera reconnaissante.

L. BRUEYRE.

RÉPRESSION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

EXPOSÉ DES MOTIFS

déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants belges⁽¹⁾

dans la Séance du 12 novembre 1890.

Messieurs,

Sous le régime de la législation antérieure à la loi du 3 avril 1848, le nombre des individus enfermés dans les dépôts de mendicité, par suite de condamnations pour mendicité ou vagabondage, augmentait d'une façon constante; les charges qui en résultaient pour les communes et qui s'aggravaient d'année en année, donnaient lieu à des réclamations de plus en plus vives.

L'expérience dont les résultats s'affirmaient ainsi, démontrait que l'organisation des dépôts de mendicité, tels qu'ils existaient à cette époque, n'enrayait pas le mal si elle n'en favorisait pas les progrès.

« Établis pour prévenir et réprimer la mendicité et le vagabondage, disait l'Exposé des motifs de la loi de 1848, les dépôts ne répondent pas au but de leur institution. Ils ne sont pas assez répressifs pour les fainéants, les vagabonds, les repris de justice qui y sont reclus; ils exposent les ouvriers honnêtes qui s'y rendent momentanément, à perdre leurs habitudes laborieuses et à se dépraver; ils offrent des dangers réels pour les enfants et laissent beaucoup à désirer pour les vieillards et les incurables. »

Ce fut en vain que le législateur de 1848 s'efforça de faire disparaître les vices de l'organisation des dépôts de mendicité.

(1) Lire l'exposé de M. le pasteur Robin à la Séance générale du 28 février. Conf. *Bulletin*, 1886, p. 1038.

La situation ne s'améliora pas ; elle devint telle, au contraire, que le Gouvernement se vit amené à présenter le projet de loi qui est devenu la loi du 6 mars 1866 dont le but était d'arriver à la suppression de ces établissements — suppression complète, s'il était possible et, dans tous les cas, traitement plus sévère pour les mendiants et vagabonds valides traduits en justice, mais tolérance plus grande à l'égard de la mendicité et, par suite, diminution du nombre des arrestations et des poursuites.

Pas plus que celles qui l'avaient précédée, la loi du 6 mars 1866 n'a produit les résultats qu'on en attendait ; le nombre des condamnations n'a pas cessé de grandir.

Sans doute, l'influence de la situation sociale n'est pas étrangère à cet accroissement, mais il est permis d'affirmer que la législation sur la mendicité et le vagabondage y a contribué pour une large part.

Un des moyens que le législateur de 1866 considérait comme de nature à réprimer plus efficacement la mendicité et le vagabondage, consistait à appliquer l'emprisonnement cellulaire aux mendiants et vagabonds adultes et valides et à réserver les dépôts de mendicité aux invalides et aux vieillards.

Il présentait l'avantage d'atténuer les déplorables effets de la promiscuité dans laquelle avaient continué de vivre, jusqu'alors, les individus internés dans les dépôts. Mais l'encombrement qui devait inévitablement se produire dans les prisons, ne permit pas de réaliser, dans la pratique, les intentions du législateur. Comme par le passé, les mendiants et les vagabonds valides, après avoir subi la peine d'emprisonnement à laquelle ils avaient été condamnés, furent dirigés sur les dépôts de mendicité. Les moins coupables d'entre eux, ceux dont le terme de la mise à la disposition du Gouvernement ne dépassait pas un mois ; bientôt même, ceux pour lesquels ce terme ne devait pas dépasser quinze jours, furent seuls conservés dans les prisons.

D'autre part, la loi de 1866, tout en accordant une certaine tolérance pour la mendicité, érige néanmoins en délit le fait isolé de tendre la main ou de se trouver momentanément sans travail et sans abri. Elle ne distingue pas ce qui, dans la mendicité et le vagabondage, ne doit faire l'objet que de mesures préventives et ce qui appartient à la répression. Elle place au même rang la misère et le vice, elle frappe des mêmes peines et confond dans une commune flétrissure le malheureux qui ne mérite que la pitié et le mendiant de profession ou le vagabond vicieux.

Enfin, les mesures qu'elle ordonne contre les repris de justice et les récidivistes, contre ceux dont il faut renoncer à espérer l'amendement sont absolument insuffisantes. Insuffisantes et inefficaces aussi ces mêmes mesures à l'égard des autres. La durée de l'internement auquel elle les soumet est trop limitée pour permettre d'apprendre un métier à ceux qui n'en ont pas ou d'amender ceux dont le retour à la vie honnête et laborieuse est encore possible.

Dans le projet qu'il soumet aujourd'hui à vos délibérations, le Gouvernement a cherché à remédier à ces diverses imperfections de la législation.

Il s'inspire de ce principe auquel le Congrès international réuni à Anvers, le mois dernier, a unanimement adhéré, que la rébellion contre la loi du travail, l'oisiveté habituelle et volontaire, peuvent seules justifier des mesures de correction ; que la société ne doit punir que ceux qui ne veulent pas travailler, qu'elle doit venir en aide, au contraire, à ceux que des circonstances accidentelles ou indépendantes de leur volonté empêchent de se livrer au travail.

Dans cet ordre d'idées, le projet propose la création de deux catégories distinctes d'établissements.

L'article 1^{er} autorise le Gouvernement à organiser : 1^o des dépôts de mendicité consacrés exclusivement à la correction et dans lesquels les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, ceux qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, les souteneurs de filles publiques et les filles mineures qui s'adonnent à la prostitution, seront soumis à un régime rigoureux (art. 14) ; 2^o des maisons de refuge affectées uniquement aux malheureux que leur âge ou leurs infirmités mettent hors d'état de travailler, à ceux que le manque de travail et la misère ont seuls poussés à la mendicité ou au vagabondage (art. 17), à ceux enfin qui, munis de l'autorisation d'une administration communale, s'y présenteront volontairement (art. 4).

Afin d'empêcher, le plus possible, le contact entre les jeunes reclus et les adultes, le projet interdit l'admission des individus âgés de moins de dix-huit ans accomplis dans les dépôts de mendicité ou les maisons de refuge (art. 3). Il ordonne, en outre, que ceux qui auront dépassé cet âge sans avoir atteint celui de vingt-un ans, resteront séparés complètement, et pendant toute la durée de leur internement, des individus d'un âge plus avancé (art. 6).

Les individus qui se présenteront volontairement, munis d'une réquisition du collège des bourgmestre et échevins d'une commune du royaume, seront admis dans les maisons de refuge (art. 4), aux frais de cette commune (art. 5), comme ils le sont, sous l'empire de la législation actuelle, dans les dépôts de mendicité. Mais, afin d'éviter un va-et-vient qui serait un abus grave, le projet de loi les soumet au même régime et aux mêmes conditions de sortie que les individus internés en vertu d'une décision de l'autorité judiciaire. Le Gouvernement a pensé, aussi, qu'il n'y avait pas lieu de maintenir la disposition de la loi du 3 avril 1848 qui accorde aux individus, auxquels l'autorisation d'entrer dans un dépôt de mendicité a été refusée par l'autorité communale, la faculté de se pourvoir contre cette décision, auprès de l'autorité provinciale. Ce droit d'appel ne peut se justifier, les indigents n'ayant pas plus le droit de se faire admettre dans un dépôt de mendicité qu'ils n'ont celui de se faire secourir d'une autre manière. Dans la pratique, d'ailleurs, la disposition dont il s'agit, est restée presque sans application.

Aux termes de l'article 7 du projet de loi, le travail sera obligatoire pour tous les individus valides internés dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge. Il leur sera alloué un salaire journalier dont une partie leur sera remise immédiatement et dont le surplus sera retenu pour leur être délivré, à leur sortie, et leur permettre de pourvoir à leurs premiers besoins. Le taux de ce salaire et le montant de la retenue seront fixés par le Ministre de la justice, d'après les catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après le genre de travail auquel ils seront employés.

Un arrêté royal réglera le régime intérieur et la discipline des établissements (art. 8).

Le projet maintient les dispositions de la loi de 1866 en vertu desquelles l'individu trouvé en état de vagabondage doit être arrêté et traduit devant le tribunal de police, tandis que l'arrestation de l'individu trouvé mendiant et les poursuites à exercer contre lui dépendent des circonstances (art. 9 et 10).

Mais la loi de 1866 ne fait de distinction, quant aux mesures qu'elle prescrit à leur égard, qu'entre les mendiants et vagabonds valides et les invalides. Les invalides, en cas de conviction, ne sont pas, comme les valides, condamnés à l'emprisonnement ou à l'amende; ils sont simplement mis à la disposition du Gou-

vernement. La durée de leur internement dans un dépôt de mendicité peut atteindre six mois, en cas de première condamnation, et deux ans, en cas de récidive, tandis que pour les valides, la durée la plus longue est respectivement de trois mois et de six mois.

Quant aux vagabonds et mendiants valides, qu'ils soient ou non mendiants de profession ou vagabonds vicieux, ils sont l'objet des mêmes mesures de répression.

La loi du 6 mars 1866 ne tient pas compte de la distinction nécessaire entre les êtres nuisibles qui ne veulent pas travailler et les êtres malheureux qui ne peuvent pas travailler, c'est-à-dire, entre les mendiants de profession et les vagabonds vicieux, d'une part, et les mendiants et les vagabonds d'accident, d'autre part.

On est déçu quand on croit, avec les auteurs de la loi du 6 mars 1866, obtenir un résultat quelconque en internant, pendant six mois, un mendiant de profession ou un vagabond vicieux, dans un dépôt de mendicité. On est trop sévère quand on applique la même mesure à un malheureux qui ne trouve pas de travail ou n'est plus en état de travailler, sans compter qu'en l'enfermant avec des mendiants de profession et des vagabonds vicieux, on le corrompt. Quand, dans les deux cas, la loi de 1866 fait précéder la mise au dépôt de mendicité d'une condamnation à quinze jours de prison au maximum, elle n'échappe pas non plus aux critiques, car, s'il s'agit de malheureux, la condamnation à la prison est cruelle et, s'il s'agit de fainéants, elle est dérisoire.

En ce qui concerne ces derniers, la sévérité seule est rationnelle. Partout le nombre des vagabonds vicieux et des mendiants de profession augmente et partout l'on admet la nécessité de revenir, sinon à la rigueur excessive, au moins au principe de la législation ancienne. La loi de vendémiaire an II établissait des peines sévères contre l'habitude du vagabondage et de la mendicité ; notre loi du 3 avril 1848, elle-même, se rapprochait plus de la vérité en accordant au Gouvernement un droit de détention illimitée sur les individus mis à sa disposition.

Les mêmes causes ont toujours produit les mêmes effets ; on a toujours fini par comprendre que la loi devait intervenir avec énergie contre les gens sans aveu, qui refusent systématiquement d'obéir à la loi du travail et dont la paresse et les mœurs dépravées constituent un véritable danger social.

L'expérience a, d'ailleurs, démontré l'inefficacité complète de l'internement de courte durée, au dépôt de mendicité, de ces

êtres dégradés qui passent leur vie à faire la navette entre le dépôt et la prison. La détention, pour eux, doit être d'autant plus longue que le vice du vagabondage ou de la mendicité est plus invétéré. Aussi le projet, tout en supprimant l'emprisonnement préliminaire comminé par l'article 1^{er} de la loi de 1866, autorise le juge à élever jusqu'à sept ans le terme de la mise à la disposition du Gouvernement (art. 14).

Le projet assimile aux vagabonds vicieux et soumet aux mêmes mesures de correction les souteneurs de filles publiques et les filles mineures qui s'adonnent à la prostitution.

A raison de la peine d'emprisonnement qu'ils auront déjà subie, l'article 15 permet de réduire à un an le terme minimum de l'internement pour les mendiants et les vagabonds qui seront mis à la disposition du Gouvernement à la suite d'une condamnation à un emprisonnement de moins d'un an.

Quant aux individus que leur âge ou leurs infirmités mettent dans l'impossibilité de travailler, et à ceux que des circonstances accidentelles ou indépendantes de leur volonté ont seules poussés à mendier ou réduits à se trouver en état de vagabondage, le juge de paix les renverra des poursuites, s'il ne juge pas leur internement nécessaire, ou les mettra à la disposition du Gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge (art. 17).

L'article 3 de la loi du 3 avril 1848 permet au Gouvernement de faire reconduire à la frontière les étrangers trouvés mendiant ou en état de vagabondage, qui n'ont pas de domicile de secours dans le pays. La suppression projetée du domicile de secours, entraîne une modification de cette disposition. L'article 11 du projet prescrit le renvoi immédiat des étrangers, adultes et valides, trouvés mendiant ou en état de vagabondage, lorsqu'il n'y a pas lieu de les considérer comme résidents. Ceux qui, suivant la loi sur la police des étrangers, doivent être considérés comme résidents sont soumis au droit commun et, en cas de conviction, internés, soit dans un dépôt de mendicité, soit dans une maison de refuge, mais l'article 20 réserve au Gouvernement le droit de substituer, en tous temps, à cet internement le renvoi à la frontière.

Les articles 18 et 19 règlent les conditions de sortie des individus internés dans les maisons de refuge, soit par une décision de l'autorité judiciaire, soit en vertu de la réquisition d'une administration communale. Ils seront mis en liberté lorsque les retenues opérées sur leur salaire leur auront constitué une masse

de sortie suffisante. Ils ne pourront, toutefois, être retenus contre leur gré, dans la maison de refuge, au delà d'un an.

Le Ministre de la justice pourra abréger la durée de l'internement des mendiants et vagabonds dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge si, pour des motifs qu'il lui appartiendra d'apprécier, il juge que cet internement n'est plus nécessaire (art. 16 et 19).

Les articles 25 à 35 inclusivement ont trait aux mendiants et vagabonds de moins de dix-huit ans accomplis. Ici encore, le projet propose des modifications importantes à la législation existante (1).

La loi du 6 mars 1866 fixe à quatorze ans accomplis l'âge auquel le mendiant ou le vagabond doit cesser d'être considéré comme un enfant et peut, comme l'adulte, être mis à la disposition du Gouvernement et même condamné à l'enprisonnement.

Les dispositions du projet de loi sur la protection de l'enfance dont les dispositions du projet actuel relatives aux enfants ne sont d'ailleurs que le complément, fixent cet âge à seize ans. Elles permettent de confier à l'autorité communale, jusqu'à leur majorité, au lieu de les mettre, comme aujourd'hui, à la disposition du Gouvernement pour un temps déterminé, les enfants âgés de moins de seize ans, abandonnés, par ceux qui en ont la charge, à un état habituel de mendicité, de vagabondage ou de prostitution.

L'article 25 du projet de loi permet au juge de paix devant lequel ces enfants seraient traduits, en vertu des articles 9 et 10, d'ordonner, si l'état habituel de mendicité ou de vagabondage est prouvé et si les parents ou le tuteur ont un domicile certain dans le pays, leur internement provisoire dans une école de bienfaisance de l'État, en attendant que le président du tribunal de première instance, saisi par le réquisitoire du ministère public, décide s'il échet de les mettre à la disposition de l'autorité communale du lieu de leur domicile. Lorsque le président mettra l'enfant à la disposition de l'autorité communale, celle-ci pourra le retirer de l'école de bienfaisance de l'État et le placer à son gré, mais elle pourra aussi, avec l'autorisation du Ministre de la justice, le laisser à l'école de bienfaisance de l'État.

Dans ce cas, le Gouvernement sera substitué à l'autorité communale dans ses droits de garde et d'éducation (art. 35).

Il n'est pas possible de confier à l'autorité communale les en-

(1) Conf. *Bulletin*, 1887, p. 11.

fants dont les parents n'ont pas un domicile actuel et certain dans le pays; ces enfants resteront donc à la disposition du Gouvernement jusqu'à leur majorité.

Aux termes de l'article 26 du projet de loi, les enfants de moins de seize ans, ne pourront plus, même en cas de récidive, être condamnés à l'emprisonnement ou à l'amende pour des infractions n'entraînant que des peines de police. Cette disposition se justifie par le peu de gravité des infractions et il importe d'épargner aux enfants les funestes effets de l'emprisonnement de courte durée. Le juge de paix mettra à la disposition du Gouvernement l'enfant traduit devant le tribunal de police du chef d'une de ces infractions, s'il juge, d'après les circonstances, que l'intérêt de l'enfant réclame cette mesure.

Les individus qui ont dépassé l'âge de seize ans accomplis sont placés, dans la législation pénale, sous le régime des dispositions édictées pour les adultes. Le projet de loi fixe à dix-huit ans accomplis la limite d'âge pour l'application des dispositions spéciales qu'il consacre à l'enfance, en matière de vagabondage et de mendicité. Jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, les individus arrêtés en état de vagabondage ou poursuivis comme mendiants, ne peuvent être mis à la disposition du Gouvernement que pour être internés dans une école de bienfaisance de l'État.

Actuellement, les enfants de moins de seize ans accomplis, poursuivis du chef d'un crime ou d'un délit, et acquittés comme ayant agi sans discernement, sont seuls mis à la disposition du Gouvernement et placés dans une maison de réforme. Ceux, au contraire, qui sont condamnés comme ayant agi avec discernement sont mis en liberté après avoir subi un emprisonnement dont la durée est toujours réduite, à raison de leur âge.

Pour les enfants qui ont commis avec le discernement prévu par la loi pénale, une infraction que cette loi réprime, la nécessité de réagir contre des influences pernicieuses ou de réformer des instincts vicieux est, cependant, plus impérieuse encore que pour ceux qu'on acquitte comme ayant agi sans discernement.

Les enfants de ces deux catégories forment, avec les délinquants précoces, auxquels l'article 28 du projet de loi s'applique, et les jeunes vagabonds, la pépinière des classes dangereuses auxquelles le dépôt de mendicité est destiné. L'article 28 du projet de la loi autorise les cours et tribunaux à mettre à la disposition du Gouvernement, pour être internés dans une école de bien-

faisance de l'État, jusqu'à leur majorité, les individus âgés de moins de dix-huit ans qu'ils condamnent à l'emprisonnement.

Les articles 29 et 31 du projet de loi désignent les établissements dans lesquels seront internés les individus âgés de moins de dix-huit ans qui seront mis à la disposition du Gouvernement.

Le projet de loi laisse au Gouvernement le soin d'organiser les écoles de bienfaisance de l'État et d'en régler le régime et la discipline ; mais il pose, au sujet du classement à opérer, dans ces établissements, une règle qui est fondamentale et à laquelle il ne peut pas être permis de déroger. Les individus internés dans les écoles de bienfaisance de l'État doivent s'y trouver à l'abri du contact de ceux qui ont vécu, plus longtemps qu'eux dans les milieux malsains auxquels l'éducation forcée a pour but de les soustraire.

Les décisions par lesquelles l'autorité judiciaire met un individu à la disposition du Gouvernement, ne sont pas des condamnations ; elle ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles ne sont cependant pas à l'abri des erreurs. Il pourra arriver que, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu se trouve avoir été mis à la disposition du Gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, alors que son internement dans un pareil établissement serait interdit par la loi. Une nouvelle intervention de l'autorité judiciaire n'est pas nécessaire, dans l'occurrence. Le Ministre de la justice ordonnera, en vertu de l'article 30 du projet de loi, le transfèrement dans une école de bienfaisance de l'État. Il ordonnera le transfèrement dans une maison de refuge, si, par suite d'une erreur semblable, un individu, ayant dépassé l'âge de dix-huit ans accomplis, était mis à la disposition du Gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'État.

Le projet de loi sur la protection de l'enfance autorise le Gouvernement à placer en apprentissage chez un artisan ou un cultivateur, les enfants âgés de moins de seize ans qui sont mis à sa disposition, après avoir été renvoyés des poursuites comme ayant agi sans discernement. L'article 32 du projet de loi pour la répression du vagabondage et de la mendicité autorise les mêmes placements pour les individus de moins de dix-huit ans, mis à la disposition du Gouvernement par les tribunaux de police.

Pour les uns et les autres, le placement en apprentissage sera toujours précédé d'un internement de six mois au moins, durant lequel l'administration s'assurera de leurs dispositions morales.

Les individus mis à la disposition du Gouvernement pour être internés dans une école de bienfaisance de l'État, seront rendus conditionnellement à leur famille lorsque leur amendement paraîtra suffisant et que l'on pourra attendre de leurs parents l'accomplissement des devoirs de la puissance paternelle. Ils seront, le cas échéant, réintégrés à l'école de bienfaisance de l'État, par décision du Ministre de la justice, sans intervention de l'autorité judiciaire (art. 33 et 34).

La législation actuelle accorde aux administrations communales la faculté de placer dans les écoles agricoles de l'État, des enfants qui n'ont pas été mis à la disposition du Gouvernement par l'autorité judiciaire. Le projet de loi leur conserve cette faculté, à charge de justifier du consentement des personnes sous la garde desquelles les enfants se trouveront. Et, afin de les encourager à se préoccuper davantage du sort des enfants moralement abandonnés, il leur accorde une réduction de moitié sur les frais d'entretien et d'éducation des enfants ainsi placés spontanément par elles dans les écoles de bienfaisance de l'État (art. 35 et 36).

Le projet de loi apporte à la législation actuelle une autre modification, d'une importance majeure, qui concerne les frais d'internement dans les écoles de bienfaisance de l'État, dans les maisons de refuge et dans les dépôts de mendicité, des enfants et des adultes mis à la disposition du Gouvernement par l'autorité judiciaire.

Il crée dans chaque province une caisse spéciale organisée sur le modèle du fonds commun institué par la loi sur l'assistance publique et, comme celui-ci, gérée et administrée par l'autorité provinciale, et il répartit, entre cette caisse, la province et l'État, les frais d'entretien des mendiants et des vagabonds valides internés dans les maisons de refuge et les dépôts de mendicité.

La suppression du domicile de secours ne permet plus de rejeter sur chaque commune les frais d'entretien des mendiants et des vagabonds considérés comme les siens et mis à la disposition du Gouvernement.

Il semble, d'ailleurs, peu équitable d'imposer à une commune parce qu'un vagabond ou un mendiant est né sur son territoire ou y a séjourné, plus ou moins utilement pour elle, pendant un temps plus ou moins long, la charge des frais résultant de ce que ce mendiant ou ce vagabond est l'objet de mesures décrétées dans l'intérêt de toutes les communes du royaume.

La mesure qui consiste à interner les mendiants et les vaga-

bonds dans des établissements créés à cette fin, n'est qu'une mesure de police. La mendicité et le vagabondage n'appartiennent pas à la criminalité ; l'internement auquel les mendiants et les vagabonds sont soumis, ne figure ni dans la nomenclature des peines criminelles ni dans celle des peines correctionnelles et de police ; la mesure s'applique aux enfants et aux adultes, aux valides et aux infirmes et les mêmes raisons de préservation sociale la légitiment à l'égard de tous les individus tombés dans le vagabondage et la mendicité. Mais, lorsque ceux qu'elle atteint sont des mendiants de profession ou des vagabonds vicieux, elle prend le caractère d'un châtiment justement infligé à des êtres coupables et responsables. Leur genre de vie et leurs habitudes perverses troublent l'ordre social et la mesure de police se double ici d'une mesure de correction qui est d'intérêt général. C'est pourquoi le projet de loi fait intervenir l'État et la province dans la dépense de l'internement des mendiants et des vagabonds valides.

Il laisse à la charge des communes, qui supportent, depuis 1818, les frais d'entretien de tous les reclus des dépôts de mendicité, toute la dépense de l'internement des mendiants et vagabonds âgés de plus de seize ans et moins de dix-huit ans ou invalides.

Aux communes incombent en principe, les devoirs sociaux dont l'inaccomplissement s'accuse dans les progrès du vagabondage et de la mendicité. Aussi la caisse spéciale dont il est fait mention dans l'article 23 du projet de loi sera-t-elle alimentée exclusivement à l'aide des fonds des budgets communaux. Les administrations charitables dont la responsabilité n'est pas engagée, en pareille matière, ne peuvent être contraintes de participer à la dépense pour laquelle cette caisse est instituée.

Les communes, chacune n'ayant plus à supporter seule les frais d'entretien de ses mendiants et de ses vagabonds, au dépôt de mendicité, ne vont-elles pas, sinon pousser leurs indigents au vagabondage et à la mendicité, compter trop, pour se dispenser de leur venir en aide, sur l'internement par voie judiciaire ? La crainte en a été exprimée chaque fois qu'il fut question d'imposer ces frais à l'État, et le refus de la Législature de les mettre à la charge du fonds commun, institué par la loi du 14 mars 1876, ne s'explique pas autrement. Mais le projet de loi réserve au Gouvernement la faculté de faire cesser à son gré l'internement des mendiants et des vagabonds, et le Gouvernement, en usant de cette faculté avec la vigilance et le discernement nécessaires, prévendra les abus que l'on pourrait appréhender.

Le projet de loi pour la protection de l'enfance met à la charge de l'État les frais d'entretien et d'éducation des enfants mis à la disposition du Gouvernement, à la suite d'un acquittement ou d'un renvoi des poursuites par ordonnance de non-lieu; à plus forte raison l'État doit-il pourvoir aux frais de l'internement des individus âgés de moins de dix-huit ans qui seront mis à la disposition du Gouvernement par les cours et tribunaux pour être internés dans une école de bienfaisance de l'État, après avoir subi une peine d'emprisonnement (art. 38).

Aux termes de l'article 39, les réclamations auxquelles l'exécution des dispositions du projet de loi pourra donner lieu sont déferées à la décision du Roi.

La disposition de la loi du 3 avril 1848, d'après laquelle les députations permanentes des conseils provinciaux doivent être consultées au sujet de la fixation du prix de la journée d'entretien dans les dépôts de mendicité et les écoles de réforme, n'a pas de raison d'être lorsque les établissements destinés aux internements qui donnent lieu aux frais d'entretien sont des établissements de l'État administrés directement par le Gouvernement.

L'article 42 du projet de loi maintient les dispositions de la loi du 6 mars 1866 concernant les pénalités à infliger à ceux qui font mendier un enfant ou qui procurent à un mendiant de profession l'enfant ou l'infirmes dont il se fait accompagner pour exciter la commisération du public. Quant au mendiant de profession qui se servira ainsi d'un enfant ou d'un infirmes, il tombera sous l'application de l'article 14 du projet de loi.

La disposition de l'article 5 de cette loi qui autorise l'admission des circonstances atténuantes est d'une application difficile sinon impossible, et le Gouvernement juge inutile de la reproduire.

Les dispositions du projet de loi pour la répression du vagabondage et de la mendicité étant intimement liées à celles du projet de loi sur l'assistance publique, le Gouvernement propose de fixer à la même date la mise en vigueur pour les unes et les autres (art. 45).

Les articles du projet de loi pour la répression du vagabondage et de la mendicité dont il n'est pas fait mention dans le présent exposé sont tirés de la législation existante et il convient de les maintenir en vigueur pour les motifs qui les ont fait adopter.

Le Ministre de la justice,
Jules LE JEUNE.

PROJET DE LOI

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES, à tous présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement organisera pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, et des maisons de refuge.

ART. 2.

Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent, seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du Gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du Gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

ART. 3.

L'autorité judiciaire ne mettra à la disposition du Gouvernement pour être internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge que des individus ayant dépassé l'âge de dix-huit ans accomplis.

ART. 4.

Les individus âgés de plus de dix-huit ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'ampliation de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins requérant leur admission.

ART. 5.

Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été requis par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

ART. 6.

Les individus âgés de moins de vingt et un ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité, y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

ART. 7.

Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

ART. 8.

Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

ART. 9.

Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds, les souteneurs de filles publiques et les filles mineures qui s'adonnent à la prostitution.

ART. 10.

Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

ART. 11.

Les étrangers adultes et valides ne résidant pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de vagabondage seront immédiatement reconduits à la frontière.

ART. 12.

Par dérogation à l'article 3 de la loi du 1^{er} mai 1849, le Ministère public devant lequel les individus mis en état d'arrestation en vertu de la présente loi seront amenés, pourra ordonner que l'inculpé sera mis provisoirement en liberté.

Le juge de paix en disposera de même lorsqu'il ne statuera pas immédiatement sur la poursuite.

ART. 13.

Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

ART. 14.

Ils mettent à la disposition du Gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité, comme mendiants de profession ; les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage ; les souteneurs de filles publiques et les filles mineures qui s'adonnent à la prostitution.

ART. 15.

Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du Gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

ART. 16.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

ART. 17.

Les juges de paix pourront mettre à la disposition du Gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 14.

ART. 18.

Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

ART. 19.

Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas, y être retenus, contre leur gré, au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

ART. 20.

Le Gouvernement pourra en tout temps faire reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère qui seront mis à sa disposition, pour être internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge.

ART. 21.

La direction des maisons de refuge remettra aux reclus, à leur sortie de l'établissement, un certificat relatant leur séjour dans la maison, avec attestation de bonne conduite, s'il y a lieu.

ART. 22.

Les frais d'entretien des individus valides internés dans les dépôts de mendicité et dans les maisons de refuge, en vertu d'une décision de l'autorité judiciaire, seront supportés, à concurrence d'un tiers, par le fonds spécial de la province dans laquelle ils auront été arrêtés; le surplus sera réparti par moitié entre la province et l'État.

S'il s'agit de souteneurs ou de prostituées mineures, ces frais seront supportés par la commune sur le territoire de laquelle ils exploitaient la débauche.

ART. 23.

Le fonds spécial dont il est fait mention à l'article précédent, sera formé dans chaque province, au moyen de versements auxquels contribueront, d'après leur population, toutes les communes du ressort, pour la somme à déterminer annuellement par la députation permanente du conseil provincial, sauf recours au Roi.

Les versements à effectuer par les communes incombent au budget communal.

ART. 24.

Lorsqu'un individu mis à la disposition du Gouvernement pour être interné dans une maison de refuge sera déclaré invalide par la direction de la maison, les frais d'entretien, sauf les cas de blessure ou de maladie survenue pendant l'internement, seront supportés, aussi longtemps que l'incapacité de travail subsistera, par le fonds spécial de la province sur le territoire de laquelle cet individu aura été arrêté.

ART. 25.

Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, en vertu de l'article 9 ou de l'article 10 de la présente loi, n'aura pas l'âge de seize ans accomplis, le juge de paix, si l'état habituel de vagabondage ou de mendicité est prouvé, ordonnera qu'il sera interné provisoirement dans une école de bienfaisance de l'État jusqu'à décision du président du tribunal de première instance, qui statuera conformément aux dispositions de la loi pour la protection de l'enfance.

Dans le cas où ses parents n'auraient pas un domicile certain en Belgique, l'individu interné provisoirement dans une école de bienfaisance de l'État, en vertu du présent article, resterait à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité.

ART. 26.

Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de seize ans accomplis au moment du fait, sera traduit devant le tribunal de police, du chef d'une infraction que la loi punit d'un emprisonnement de moins de huit jours, d'une amende de moins de 26 francs ou de ces deux peines cumulées, le juge de paix, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende, mais, selon la nature et la gravité du fait, le renverra de la poursuite ou le mettra à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité.

ART. 27.

Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, conformément aux articles 9 et 10 de la présente loi, sera âgé de plus de seize ans accomplis et moins de dix-huit ans accomplis, le juge de paix, selon les circonstances, le renverra de la poursuite ou le mettra à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité.

ART. 28.

Les cours et tribunaux pourront, lorsqu'ils condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de dix-huit ans accomplis, ordonner qu'il restera à la disposition du Gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

La condamnation, dans ce cas, sera exécutée endéans les huit jours à compter de la date à laquelle elle sera devenue définitive.

ART. 29.

Les individus mis à la disposition du Gouvernement en vertu des articles 25, 26, 27, 28 et 29 de la présente loi seront internés dans une école de bienfaisance de l'État.

ART. 30.

Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de dix-huit ans accomplis était mis à la disposition du Gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'État serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de dix-huit ans accomplis était mis à la disposition du Gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'État.

ART. 31

Les individus qui n'auront pas dépassé l'âge de treize ans accomplis, à la date de leur entrée dans une école de bienfaisance de l'État, resteront pendant toute la durée de leur internement, complètement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

De même, les individus entrés dans une école de bienfaisance de l'État à l'âge de plus de treize ans accomplis et moins de seize ans accomplis, resteront, pendant toute la durée de leur internement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

ART. 32.

Les individus mis à la disposition du Gouvernement, conformément aux articles 25, 26 et 27 de la présente loi, pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'État, pendant six mois sans interruption, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan.

ART. 33.

Les individus internés dans les écoles de bienfaisance de l'État pourront être rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur, par décision du Ministre de la justice, lorsque leurs parents ou leur tuteur présenteront des garanties suffisantes de moralité et seront à même de surveiller convenablement leur enfant ou leur pupille.

ART. 24.

Lorsqu'un individu mis à la disposition du Gouvernement pour être interné dans une maison de refuge sera déclaré invalide par la direction de la maison, les frais d'entretien, sauf les cas de blessure ou de maladie survenue pendant l'internement, seront supportés, aussi longtemps que l'incapacité de travail subsistera, par le fonds spécial de la province sur le territoire de laquelle cet individu aura été arrêté.

ART. 25.

Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, en vertu de l'article 9 ou de l'article 10 de la présente loi, n'aura pas l'âge de seize ans accomplis, le juge de paix, si l'état habituel de vagabondage ou de mendicité est prouvé, ordonnera qu'il sera interné provisoirement dans une école de bienfaisance de l'État jusqu'à décision du président du tribunal de première instance, qui statuera conformément aux dispositions de la loi pour la protection de l'enfance.

Dans le cas où ses parents n'auraient pas un domicile certain en Belgique, l'individu interné provisoirement dans une école de bienfaisance de l'État, en vertu du présent article, resterait à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité.

ART. 26.

Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de seize ans accomplis au moment du fait, sera traduit devant le tribunal de police, du chef d'une infraction que la loi punit d'un emprisonnement de moins de huit jours, d'une amende de moins de 26 francs ou de ces deux peines cumulées, le juge de paix, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende, mais, selon la nature et la gravité du fait, le renverra de la poursuite ou le mettra à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité.

ART. 27.

Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, conformément aux articles 9 et 10 de la présente loi, sera âgé de plus de seize ans accomplis et moins de dix-huit ans accomplis, le juge de paix, selon les circonstances, le renverra de la poursuite ou le mettra à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité.

ART. 28.

Les cours et tribunaux pourront, lorsqu'ils condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de dix-huit ans accomplis, ordonner qu'il restera à la disposition du Gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

La condamnation, dans ce cas, sera exécutée endéans les huit jours à compter de la date à laquelle elle sera devenue définitive.

ART. 29.

Les individus mis à la disposition du Gouvernement en vertu des articles 25, 26, 27, 28 et 29 de la présente loi seront internés dans une école de bienfaisance de l'État.

ART. 30.

Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de dix-huit ans accomplis était mis à la disposition du Gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'État serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de dix-huit ans accomplis était mis à la disposition du Gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'État.

ART. 31

Les individus qui n'auront pas dépassé l'âge de treize ans accomplis, à la date de leur entrée dans une école de bienfaisance de l'État, resteront pendant toute la durée de leur internement, complètement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

De même, les individus entrés dans une école de bienfaisance de l'État à l'âge de plus de treize ans accomplis et moins de seize ans accomplis, resteront, pendant toute la durée de leur internement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

ART. 32.

Les individus mis à la disposition du Gouvernement, conformément aux articles 25, 26 et 27 de la présente loi, pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'État, pendant six mois sans interruption, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan.

ART. 33.

Les individus internés dans les écoles de bienfaisance de l'État pourront être rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur, par décision du Ministre de la justice, lorsque leurs parents ou leur tuteur présenteront des garanties suffisantes de moralité et seront à même de surveiller convenablement leur enfant ou leur pupille.

ART. 34.

Les individus rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur, ainsi qu'il est prévu à l'article précédent, pourront, jusqu'à leur majorité, être réintégrés dans une école de bienfaisance de l'État, lorsqu'il sera reconnu que leur séjour chez leurs parents ou leur tuteur est devenu dangereux pour leur moralité.

Ils seront, pour l'application de la règle établie par l'article 31 de la présente loi, censés avoir été mis à la disposition du Gouvernement à la date à laquelle ils auront été réintégrés.

ART. 35.

Les individus âgés de moins de dix-huit ans accomplis dont l'admission dans une école de bienfaisance de l'État sera demandée par le collège des bourgmestre et échevins d'une commune du royaume, et autorisée par le Ministre de la justice, seront placés dans les écoles de bienfaisance de l'État, sous le même régime et dans les mêmes conditions que les individus mis à la disposition du Gouvernement, par l'autorité judiciaire.

Ils resteront à la disposition du Gouvernement jusqu'à leur majorité et, pour l'application de la règle établie par l'article 31 de la présente loi, ils seront censés avoir été mis à la disposition du Gouvernement à la date à laquelle leur admission aura été demandée par le collège des bourgmestre et échevins.

Le collège des bourgmestre et échevins justifiera, s'il y a lieu, du consentement de la personne exerçant les droits de la puissance paternelle à l'égard de l'individu dont l'admission dans les écoles de bienfaisance de l'État sera demandée.

ART. 36.

Les frais d'entretien et d'éducation des individus placés dans les écoles de bienfaisance de l'État, à la demande d'un collège des bourgmestre et échevins, seront à la charge de l'État, pour une moitié et, pour l'autre moitié, à la charge de la commune.

ART. 37.

Les frais occasionnés par les individus que le juge de paix aura renvoyés provisoirement dans une école de bienfaisance de l'État, en vertu de l'article 25, § 1, de la présente loi, et dont le président du tribunal de première instance n'aura pas ordonné la mise à la disposition de l'autorité communale, de même que les frais d'entretien et d'éducation des individus mis à la disposition du Gouvernement, en vertu des articles 25, § 2, 26 et 27 de la présente loi, seront à la charge du fonds spécial de la province dans laquelle ces individus auront un

domicile actuel et certain. Dans le cas où ils n'auraient pas de domicile actuel et certain, les frais de leur entretien et de leur éducation seront supportés par le fonds spécial de la province sur le territoire de laquelle ils auront été arrêtés ou traduits en justice.

ART. 38.

Les frais d'entretien et d'éducation des enfants mis à la disposition du Gouvernement, en vertu de l'article 28, seront supportés par l'État.

Il sera statué, par le Roi, sur les réclamations dirigées contre la décision de la direction de la maison de refuge, dans le cas prévu à l'article 24 de la présente loi, sur les réclamations relatives à l'existence d'un domicile actuel et certain dans les cas prévus à l'article 37, sur les réclamations relatives à la commune à laquelle incombent les frais d'entretien dans les dépôts de mendicité des souteneurs et des prostituées mineures dans le cas prévu au paragraphe 2 de l'article 22, ainsi que sur les réclamations relatives au lieu de l'arrestation dans les cas prévus aux articles 24, 25 et 37.

Ces réclamations, de même que le recours au Roi dans le cas prévu à l'article 24, devront, sous peine de déchéance, être adressées au Ministre de la justice dans les trente jours de la notification du compte à régler ou de la décision de la députation permanente du conseil provincial.

Les réclamations au nom des fonds spéciaux des provinces seront formées par les gouverneurs.

ART. 40.

Le Roi fixera annuellement le prix de la journée d'entretien dans les écoles de bienfaisance de l'État, dans les maisons de refuge et dans les dépôts de mendicité.

ART. 41.

Le remboursement des frais occasionnés par les individus dont l'internement aura été ordonné ou autorisé en vertu de la présente loi sera poursuivi, s'il y a lieu, à charge de ceux-ci ou conformément aux articles 205, 206 et 207 du Code civil, à charge de leurs parents ou alliés.

L'action en répétition pour compte du fonds spécial sera intentée au nom de la députation permanente du conseil provincial, poursuites et diligences du gouverneur.

ART. 42.

Seront punis, par le tribunal correctionnel, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois :

1° Celui qui aura fait mendier un enfant n'ayant pas seize ans accomplis ;

2° Celui qui aura procuré un enfant de moins de seize ans ou un infirme à un mendiant qui s'en sera fait accompagner dans le but d'exciter la commisération publique.

En cas de récidive, la peine pourra être portée au double.

ART. 43.

Le Gouvernement adressera aux Chambres législatives, tous les trois ans, un rapport sur l'exécution de la présente loi.

ART. 44.

Les lois du 13 août 1833, du 3 avril 1848 et du 6 mars 1866 sont abrogées.

ART. 45.

La présente loi sera mise en vigueur le 1^{er} janvier 1892.

Donné à Laeken, le 10 novembre 1890.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

Jules LE JEUNE.

L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES PRISONS

DE RUSSIE

DE 1879 A 1889 ⁽¹⁾.

L'Administration pénitentiaire a été, en Russie, troublée profondément pendant la seconde moitié de ce siècle par deux faits considérables : l'émancipation des paysans et l'abolition des peines corporelles.

L'émancipation des paysans, en supprimant l'autorité et la juridiction seigneuriales, a singulièrement accru le nombre des cas où les paysans sont devenus justiciables des juridictions ordinaires et augmenté dans une égale proportion le nombre des détenus.

La suppression des peines corporelles et son remplacement par la peine de la privation de la liberté a agi dans le même sens avec une grande énergie.

Rien n'était préparé pour cette brusque transition, et nul ne s'étonnera qu'elle ait été suivie d'un grand désarroi dans l'administration pénitentiaire. Par une réaction fréquente, l'excès de sévérité dans la répression fit place à une grande faiblesse. On vit dans les prisons les détenus organiser des communautés et élire des chefs qui contrôlaient les actes de l'administration et celle-ci entrer en composition avec eux.

Il fallait obvier à ces désordres et c'est dans ce but que le 16 juin 1879 fut créée l'Administration générale des prisons. Cette Administration compte aujourd'hui dix années d'existence et elle rend compte de l'œuvre accomplie par elle pendant cette période dans une publication officielle dont nous voulons exposer le résumé à nos lecteurs.

La tâche assignée à l'Administration générale des prisons était lourde, et elle se compliquait, un peu comme partout, de dif-

(1) *Bulletin*, 1886, p. 355.

ficultés financières. Il eût fallu beaucoup d'argent pour la reconstruction ou l'aménagement des prisons et le budget n'en pouvait fournir qu'avec mesure.

Les prisons locales étaient encombrées, et à la fin de 1881, 94.796 détenus occupaient des établissements qui n'avaient été calculés que pour 76.090 places. Certaines prisons étaient des maisons particulières louées à cet effet, d'autres étaient installées dans des édifices appartenant à l'État, mais aménagés pour des services tout différents. La plupart manquaient des conditions hygiéniques les plus élémentaires.

Dans les mêmes salles étaient enfermés les prévenus et les condamnés, et parmi ces derniers toutes les catégories étaient mélangées. Les évasions étaient fréquentes.

Les maisons centrales de force et les établissements correctionnels étaient dans des conditions meilleures, mais insuffisants pour les catégories de condamnés qu'ils devaient recevoir.

L'administration locale des établissements pénitentiaires était partagée d'une manière assez confuse entre les fonctionnaires administratifs et les institutions relevant de la Société protectrice des prisons (1).

Les agents des prisons ne recevaient que des traitements insuffisants. Pris parmi les invalides, ils manquaient de la vigueur physique nécessaire pour imposer le respect et ils étaient assistés par des postes militaires tirés des milices locales et distraits ainsi d'une manière fâcheuse de leurs véritables attributions (2). En outre, ils n'étaient pas assez nombreux et, en réalité, la prison était administrée par ces communautés de prisonniers dont nous avons parlé plus haut.

Le travail n'était pas infligé aux détenus d'une manière uniforme et tel condamné à une peine plus sévère pour un fait plus grave en était exempté, tandis qu'un moindre coupable y était soumis.

Les résultats de la déportation en Sibérie n'étaient même pas connus de l'Administration, renseignée très insuffisamment sur ce

(1) Cette Société fondée en 1819 dans un but philanthropique a rendu de grands services et a été, en 1851, rattachée au Ministère de l'intérieur. Nous en avons parlé dans notre étude sur le régime pénitentiaire en Russie (*Bulletin*, 1886, p. 365).

(2) La loi du 3 mai 1865 avait prescrit de remplacer les postes militaires de l'intérieur des prisons par des gardiens soldés, mais l'absence de ressources pécuniaires suffisantes paraît en avoir rendu l'application tardive et incomplète.

qui s'y passait. Le chiffre annuel de déportés était de 2.650 environ. Laissés sans surveillance dans le lieu de leur exil, ces hommes en grand nombre se hâtaient de l'abandonner et devenaient des vagabonds, des mendiants ou des voleurs.

La concurrence du travail libre, résultat de l'émancipation des paysans, avait rendu extrêmement onéreuses les entreprises industrielles dirigées par l'État, telles que les mines de Sibérie et les salines dans lesquelles la peine des travaux forcés était souvent subie. L'État dut renoncer à ces entreprises ou les vendre à des particuliers et il y eut là une cause nouvelle de désorganisation pénitentiaire. C'est de là qu'est venue la pensée d'installer le service des travaux forcés dans l'île de Sakhaline et les lecteurs du *Bulletin* n'ont pas oublié la très intéressante communication qui a été faite à ce sujet à la Société par M. Démétrius Komorsky, inspecteur général des prisons en Russie, dans la séance générale du 24 novembre 1890 (*Bulletin* de décembre 1890).

Le tableau, on le voit, n'est pas flatté, et rarement une administration publique a consenti à livrer avec moins de réticences le secret des défauts et des misères qu'elle avait dû constater dans la marche d'un grand service.

La nouvelle Administration s'est mise courageusement à l'étude, avec cette persévérance sérieuse qui est un des caractères du peuple russe, et en dix ans on ne peut contester que d'immenses progrès aient été réalisés. Ceux de nos compatriotes qui, à l'occasion du Congrès pénitentiaire de 1890, ont fait le très intéressant voyage de Saint-Petersbourg, ont été unanimes à les constater et à y applaudir. L'Empire russe occupe aujourd'hui, au point de vue pénitentiaire, un rang des plus honorables parmi les nations européennes, et il continuera de s'avancer dans cette voie d'améliorations successives et réfléchies.

I. Édifices pénitentiaires. — La réforme la plus urgente devait porter sur les édifices pénitentiaires dont nous avons signalé le fâcheux état. Malgré la crise financière produite par la guerre d'Orient de 1877-1879, onze millions de roubles ont été dépensés pendant les dix dernières années, en constructions pénitentiaires, dont trois millions consacrés à des bâtiments neufs. Parmi ces derniers figure la prison cellulaire de Saint-Petersbourg, qui contiendra 1.150 détenus, et dont les travaux ont commencé en 1884 (1). Les

(1) Voir *infra* une étude spéciale sur les prisons de Saint-Petersbourg.

détenus eux-mêmes ont été employés à certains travaux de terrassement et aux travaux de menuiserie et de serrurerie. L'éclairage électrique a été adopté comme le plus économique.

A Staraja Roussa, une disposition nouvelle très ingénieuse et qui est devenue classique en Russie, permet d'obtenir la séparation complète des deux sexes et des différentes catégories de détenus (prévenus, condamnés). Le prix de revient a été de 128.000 roubles pour 145 détenus.

Le mémoire énumère les prisons terminées, en voie de construction ou projetées dans les diverses provinces de l'Empire. Il existe un poste fixe d'architecte pénitentiaire, dont le titulaire est allé à l'étranger étudier les types de construction de prisons les plus remarquables.

II. *Administration pénitentiaire.* — Il existait en Russie des compagnies de détenus qui faisaient confusion avec l'armée, quoiqu'ils n'en fissent pas partie et qu'on appelait *Compagnies des détenus du ressort civil*. Elles furent supprimées et converties en établissements correctionnels.

Les cadres des gardiens ont été augmentés et leurs traitements accrus, non par des mesures générales, mais par des dispositions spéciales à certaines prisons et à certains groupes de prisons. Ce qui permet de juger des résultats obtenus et d'en retirer une utile expérience (1).

L'administration de l'île Sakhaline a fait l'objet d'un règlement du 15 mai 1884.

Les prisons de Saint-Petersbourg, à l'exception de celle des femmes, avaient besoin d'une réforme complète. Elles avaient perdu tout caractère d'intimidation. Cette réforme s'est faite le 30 mai 1884.

Enfin, la statistique pénitentiaire a commencé à être rédigée en Russie depuis 1886, dans la proportion des modestes crédits qui ont pu lui être alloués.

III. *Service économique des prisons.* — Le soin de l'Administration s'est porté surtout sur l'amélioration à réaliser dans le vêtement et les soins médicaux à attribuer aux détenus.

(1) Depuis 1888, il existe un gardien pour 9,7 détenus. La moyenne du traitement de chaque gardien est de 171 roubles par an. En 1879, on ne comptait qu'un gardien pour 21 détenus.

Depuis 1880, des essais pour faire confectionner les vêtements par les détenus eux-mêmes, ont pleinement réussi, avec une diminution d'un tiers sur le prix de revient. Cette mesure a été peu à peu généralisée pour le plus grand profit des finances de l'Empire, qui ont gagné de ce chef 653.000 roubles par an. La forme et la coupe des vêtements des détenus ont été réglementées. On a substitué à la botte trop coûteuse des chaussures grossières en écorce d'arbre ou en ficelle, portées par la basse classe de la population, et elles sont fabriquées facilement dans les prisons.

IV. *Discipline pénitentiaire.* — L'organisation du travail dans les prisons poursuit un triple but : elle rend la peine plus efficace, moralise le détenu et lui prépare des ressources pour sa libération. L'Administration russe s'est préoccupée de ce problème.

Le 19 juin 1881, un pécule a été attribué aux forçats occupés à la construction des bâtiments des mines de Nertchinsk, comme rémunération de leur travail. Il a été fixé à 15 p. 100 du salaire qu'aurait obtenu un ouvrier libre pour le même travail. Ils peuvent en consacrer la moitié à améliorer leur nourriture ou à venir en aide à leurs familles.

Cette mesure a été étendue en 1882, à tous les travaux effectués dans les prisons par les détenus et a été appliquée plus tard même aux travaux domestiques.

La loi du 6 janvier 1886 a rendu obligatoire le travail des détenus internés dans les différents établissements pénitentiaires, et a fixé le nombre des heures de travail et les cas de dispense. En sont seuls exemptés : 1° les individus mis aux arrêts ; 2° les prisonniers pour dettes ; 3° les transférés non condamnés à une peine privative de la liberté ; 4° les détenus préventivement. Il est accordé un jour de repos par semaine, c'est celui qui est sanctifié par la religion à laquelle le détenu appartient : en outre, le nombre des jours fériés est fixé de 15 à 20 selon les catégories de détenus.

La même loi a complètement établi et réglementé le droit au pécule : il est d'un dixième pour les forçats, 3 dixièmes pour les détenus correctionnels, 4 dixièmes pour les détenus des prisons ordinaires, 6 dixièmes pour les détenus travaillant de leur plein gré.

Les directeurs des prisons reçoivent une certaine part sur le montant des sommes produites par le travail des prisonniers, afin qu'ils soient encouragés à organiser ce service. Le boni est partagé entre le Trésor et l'établissement pénitentiaire, qui le consacre à des améliorations locales.

Les autorités locales déterminent les travaux auxquels peuvent être soumis les prisonniers : ce sont d'ordinaire ceux de confection et de réparation de vêtements, la réparation des bâtiments pénitentiaires, la culture des potagers qui en dépendent, les travaux de tisserand, de cordier, ceux de fabrication de brosses, de boutons, etc. Par exception on admet sous certaines garanties des travaux extérieurs de terrassement, de construction de routes ou de voirie municipale. On a essayé à Smolensk de faire fabriquer par les détenus des briques qui ont servi à construire des écoles.

Le détenu doit exécuter dans chaque journée une quantité fixe d'ouvrage.

Le travail obligatoire des détenus a amené les résultats les plus favorables.

V. Travaux forcés et déportation. — Le régime des travaux forcés a été établi à l'île de Sakhaline, au nord du Japon, depuis 1881. Les condamnés doivent y demeurer à titre de colons, après l'expiration de leur peine. Cette création paraît n'avoir pas donné de mécompte et elle sera continuée. On y compte actuellement 6.360 hommes et 712 femmes.

Les travaux forcés sont aussi subis en Sibérie dans les mines de plomb argentifère de Nertchinsk. On y envoie de préférence les forçats de la classe de réforme, à cause des facilités d'évasion qui s'y rencontrent.

En conséquence les maisons de force de Vilna, Pskow, Perm et Simbirsk ont été supprimées.

La déportation en Sibérie est tombée dans un véritable état de désorganisation, et une réforme qui s'impose est à l'étude sur ce point. Les idées qui semblent devoir triompher, consistent à remplacer : 1° la déportation simple par l'emprisonnement ; 2° la déportation pour vagabondage par l'envoi aux travaux forcés. On supprimerait tout à fait la déportation des individus que leurs communes refusent de recevoir, après qu'ils ont achevé leurs peines dans les établissements correctionnels. Mais ce projet n'est pas encore passé dans le domaine de la loi.

VI. Service des transfèrements. — Le service du transport des détenus a été sérieusement amélioré. Il donnait lieu jadis à de grands encombrements dans les prisons locales des villes d'étapes où, en toutes saisons, les détenus des deux sexes étaient accumulés, ce qui amenait fréquemment des maladies contagieuses.

Le nombre des routes d'étapes à pied a été diminué, et l'ordre a été introduit dans le service. Les détenus accompagnés de leurs familles et toutes les femmes non mariées sont groupés dans les mêmes convois et séparés des hommes non mariés.

Les forçats à destination de Sakhaline ont cessé d'être conduits à pied à travers la Sibérie et sont embarqués à Odessa sur des bateaux à vapeur.

VII. *Service sanitaire.* — Le mauvais état sanitaire des prisons russes avait été singulièrement exagéré, comme l'a démontré une enquête sérieuse. De grands efforts ont été faits néanmoins dans le sens d'une meilleure hygiène et la nouvelle prison cellulaire de Saint-Petersbourg peut être citée comme un modèle. Le personnel médical a été augmenté et le service des étapes est surveillé rigoureusement au point de vue sanitaire.

Tel est le rapide résumé des principales améliorations introduites depuis dix ans dans le service pénitentiaire en Russie.

L'Administration générale a pensé avec raison qu'une philanthropie mal comprise, qui s'évertue à procurer aux détenus le plus de confort possible, exerce sur eux une action démoralisatrice et qu'elle mécontente avec raison la population honnête qui, au prix d'un travail obstiné, peut se procurer rarement un pareil régime. Elle a évité de tomber dans cet excès trop souvent signalé.

Parmi les *desiderata* de l'avenir il reste à compléter les constructions pénitentiaires, à introduire en Sibérie, au Caucase et dans les provinces du nord et de l'est les améliorations du régime des gardiens, qui n'y ont pas encore été appliquées.

L'Administration générale des prisons sous l'intelligente direction de M. Galkine-Wraskoy continuera son œuvre si heureusement commencée. Il nous a paru intéressant de faire connaître dès maintenant à nos lecteurs les résultats qu'elle a déjà obtenus.

J. BOULLAIRE.

UNE VISITE AUX PRISONS

DE

PÉTERSBURG, MOSCOU & HELSINGFORS

I. — Pétersburg.

Prison cellulaire de Vyborg.

Le grandiose édifice qui reflète ses pavillons, ses tours, ses créneaux, ses coupoles dans les eaux de la Néva, en amont de la gare de Finlande, était encore en construction au moment où le *Bulletin* (1) décrivait ses aménagements.

Je l'ai visité le 20 juin dernier, alors qu'il était déjà occupé depuis plusieurs mois. L'impression que j'ai rapportée de cette visite est des plus favorables. Ainsi que l'écrivait sur le registre des visiteurs notre collègue Stevens, un connaisseur ! « Les Russes n'ont plus rien à apprendre de l'Occident en matière de constructions et d'organisation pénitentiaires ; ce sont plutôt eux qui pourraient nous fournir des modèles. » Déclarons de suite que la plus noble part de ce mérite revient au chef éminent, au Directeur aussi zélé que bienveillant de l'administration pénitentiaire russe, S. Exc. M. Galkine-Wraskoy (2).

En Russie tout est grand, comme le pays lui-même : les palais sont gigantesques, les places immenses, les *perspectives* larges

(1) *Bulletin*, 1885, p. 821.

(2) M. Boullaire dans ce même *Bulletin* a rendu compte des efforts et des réformes accomplis par ce remarquable administrateur.

comme trois fois nos boulevards ; les prisons n'échappent pas à cette loi nationale.

Deux croix inscrites diagonalement dans le vaste quadrilatère qui renferme l'ensemble des services, contiennent 935 cellules. La population totale, en comptant les détenus travaillant en commun et couchant dans les cellules de nuit du sous-sol, s'élève à 1.046.

Cette prison est destinée aux condamnés de un jour à deux ans ; les femmes sont transférées à la prison correctionnelle de Litovski, au coin du canal Krukow.

Les cellules ont un cube d'air de 20 à 25 mètres, un vase mobile (1) que le détenu vide lui-même chaque jour, une sonnerie et une lampe électriques (2), enfin un robinet d'eau et une bouche de chaleur (chauffage à la vapeur) (3).

Les cellules de bain sont au nombre de 15 et fournissent un bain par semaine à chaque détenu.

Dans les sous-sols sont six cachots, les magasins et des cellules pour les détenus travaillant le jour aux services généraux de la maison. Une remarque intéressante pour nous a été la rentrée de tous les détenus à 5 heures dans leur cellule pour y préparer et y prendre leur thé. Le thé ! Il est tellement national qu'on n'a même pas songé à priver des condamnés de leur *five o'clock*.

Les services accessoires de la prison se trouvent groupés dans les deux angles non occupés par les croix.

Trois baraques en bois sont affectées aux malades et servent d'hôpital central pour toutes les prisons de Pétersbourg ; un quartier en pierre est réservé aux maladies contagieuses ; 145 lits et 5 médecins.

La lessiverie et le repassoir mécaniques, de même que le séchoir à vapeur, sont des merveilles du genre. De même la cuisine et la boulangerie, la pharmacie et la chambre de désinfection.

Quant au personnel, il est ce qu'il est dans tous les pays où on sait lui faire un traitement et une situation en rapport avec la haute mission morale qu'il a à remplir (4).

(1) Sur les avantages des fosses fixes, voir *Bulletin*, 1889, p. 832, note 2, et les renvois.

(2) On a trouvé à l'éclairage électrique un triple avantage au point de vue des frais d'installation et d'exploitation, de la simplification du service (allumer 1.544 lampes à la même heure, dont 900 dans les cellules !), enfin de l'utilisation des machines à vapeur pour l'adduction de l'eau et la fonte des neiges.

(3) Sur les avantages du chauffage à l'eau, *Bulletin*, 1889, p. 836 et le renvoi.

(4) *Bulletin*, 1888, p. 1013.

Tandis que chez nous, dans un but d'économie, on trouve parfois de simples gardiens-chefs à la tête d'établissements cellulaires relativement importants comme Tours, Angers, etc..., j'ai vu à Vyborg et ailleurs de jeunes capitaines simplement hors cadre faire leur apprentissage d'inspecteur ou de sous-directeur. Les directeurs des grands établissements sont des colonels ayant quitté l'armée avant l'âge, c'est-à-dire en pleine force physique et intellectuelle, comme cela se voit en Angleterre, en Allemagne, en Autriche... A de pareilles conditions on obtient sûrement un personnel d'élite.

Quant à l'administration elle est, dans la capitale du moins, fortement centralisée dans les mains des directeurs, sous le contrôle de leurs supérieurs et sous la surveillance d'institutions spéciales armées du droit d'inspection. En province la Société protectrice des prisons(1), dépouillée récemment de toutes attributions administratives et économiques, s'occupera de la surveillance au point de vue humanitaire et philanthropique. Elle devra visiter les détenus, veiller sur leur moralité, s'occuper de leurs familles, tenter de les placer à leur libération.

Mais je dois arriver à certaines observations moins heureuses.

Nulle part n'existe de capuchon ! Pas de préau cellulaire ! Les détenus marchent en rond, à trois pas de distance. La chapelle et l'école ne sont pas cellulaires ! Un seul pope et un seul instituteur sont affectés à cette énorme population.

J'avoue que je n'ai pas compris. A quoi bon de si belles installations cellulaires si à chaque mouvement de la population les détenus peuvent se voir, se reconnaître, peut-être se parler, préparer des rencontres ou tout au moins des reconnaissances après la libération ? Comment espérer une action efficace de la religion et de l'instruction quand ces deux éléments essentiels de la moralisation sont confiés à un personnel aussi restreint ? On reste en cellule à Vyborg pendant un an et demi (après ce temps on est employé aux services intérieurs de la maison). Les visites du ministre de la religion et de l'instituteur ne seraient-elles pas absolument insuffisantes, si la solitude de la cellule n'était rompue par la quasi promiscuité du préau, de la chapelle, de l'école et des mouvements divers de la population dans les corridors ? J'ai été d'autant plus frappé de cette pénurie que la Russie est un pays plus religieux. Nulle part l'instruction religieuse n'est négligée, partout le pope est à la

(1) *Bulletin*, 1886, p. 365.

première place avec son évangile et ses enseignements respectueusement écoutés. Une attention spéciale est apportée par M. Galkine-Wraskoy à l'organisation de l'enseignement religieux ; dans les principales prisons des conférences religieuses sont préparées.

Il est un seul lieu où j'ai été étonné de ne pas voir le pape : c'est précisément au milieu de nous, dans notre grand Congrès. Près de 600 Russes y ont pris une part plus ou moins active. Parmi eux pas un seul pape ! On aurait dit que cette grande branche de la question sociale est absolument étrangère au clergé russe. Chez nous, où le clergé est loin de jouir dans les régions officielles de la haute considération qui l'entoure partout en Russie, j'ose croire qu'il serait impossible d'assister à une réunion de 600 Français s'occupant de questions de patronage, de relèvement, sans voir nombre d'ecclésiastiques prendre une part considérable à leurs travaux.

Autre observation. Chaque détenu, outre des rations de pain, de légumes et de kwas largement mesurées, consomme par jour près d'un quart de viande. Est-on bien sûr que le moujik, que l'ouvrier du port ou de l'atelier ait chaque jour chez lui pareil ordinaire ? J'y reviendrai tout à l'heure, à propos de la prison préventive. Comme peine disciplinaire grave il n'y a que le cachot, et encore limité à huit jours. La bastonnade est interdite, sauf autorisation ministérielle, et dans ce dernier cas, elle peut aller jusqu'à cent coups de knout. A ce propos il n'est pas sans intérêt de remarquer que pour les militaires le cachot peut être prononcé pour trois mois et que la bastonnade peut être infligée : vingt-cinq coups par un simple commandant et cinquante par le colonel.

Le personnel se compose de 100 surveillants, dont 32 pour chaque bâtiment en croix.

J'arrive à l'organisation du travail, qui est remarquable : les métiers exercés sont ceux de tisseurs, cordonniers, tailleurs, menuisiers, vanniers, relieurs, éplucheurs d'étoupe, fabricants de nattes ; on y fait, de même que dans les autres prisons de Pétersbourg et de Moscou, toute la toile pour le linge employé dans toutes les prisons de l'Empire ; on y confectionne des vêtements pour gardiens et pour détenus ; ceux-ci peuvent gagner 6 kopeks par jour au maximum, c'est-à-dire environ 0 fr. 18. Mais j'ai constaté avec étonnement que rien n'y était confectionné pour l'armée.

Je dois rappeler, avant de terminer cette visite, que les travaux de démolition et de terrassement ont été faits par les détenus eux-mêmes ; de même que les portes, fenêtres, serrures, garnitures,

sonnettes, lits, batterie de cuisine, etc., ont été confectionnés dans les ateliers de la prison correctionnelle de Litovski.

Malgré cette contribution de la main-d'œuvre gratuite, l'ensemble de cette somptueuse construction en briques rouges a coûté, sans comprendre l'achat du terrain, qui appartenait déjà depuis longtemps à l'administration pénitentiaire, 1.500.000 roubles, soit environ 4.500.000 francs au cours actuel. Si nous comptons les simples cellules de nuit des détenus travaillant en commun au même taux que les autres, la cellule ressort ainsi, terrain non compris, à 4.200 francs, ce qui me paraît excessif (1).

Je sais bien que rien n'est imprudent comme de poser en pareille matière des principes généraux et absolus. Je connais tel conseil général qui a refusé la construction d'une prison départementale, dans laquelle l'architecte demandait 3.600 ou 3.800 francs par cellule, parce qu'un de ses membres avait lu dans une étude plus ou moins autorisée que la cellule ne devait pas revenir à plus de 3.000 francs.

Il est quantité d'éléments qui varient suivant les lieux. Je ne parle pas seulement du prix du terrain, qui doit toujours être mis en dehors du calcul (2), en raison des différences énormes de sa valeur à Paris ou à Morlaix, à Lyon ou à Lesparre. Entre deux villes de même population le prix de la main-d'œuvre, des matières premières (sable, chaux, pierres, briques, fer, bois), la nature et le relief du sol, la possibilité de trouver des adjudicataires par fractions de travaux, comme à Pétersbourg, au lieu d'un seul entrepreneur général, peuvent entraîner des écarts notables dans les évaluations.

Quoi qu'il en soit, étant donné que le terrain, dont d'ailleurs la valeur est considérable dans ce quartier très industriel de la capi-

(1) Conf. *Bulletin*, 1885, p. 480 et 518 ; 1890, p. 352.

Pour plus sûrement mener à bien la réorganisation des prisons, le Gouvernement russe a créé une place d'architecte à l'administration centrale, ce qui lui a permis de donner une impulsion et une unité de direction, inconnues jusqu'alors, aux travaux pénitentiaires. Il a ainsi pu concentrer tous les plans et projets et dresser une série de plans-types, pour des établissements de toutes dimensions et de toutes dispositions intérieures (*), ainsi que des modèles de portes, serrures, appareils de toutes sortes. La nouvelle fonction a été confiée à M. Tomitchko, membre de l'Académie d'architecture, naguère chargé de missions à l'étranger à ce point de vue. Il est d'ailleurs d'usage en Russie d'envoyer des fonctionnaires suivre en Prusse les cours d'administration et d'économie pénitentiaires, obligatoires pour tous les candidats aux fonctions de directeur ou de directeur-adjoint.

(2) Lire les beaux travaux de M. Lœuward sur les prisons de la Seine.

(*) *Bulletin*, 1885, p. 824.

tale, n'est pas compté, que 110 des cellules sont des cellules de nuit en sous-sol, que l'établissement enfin est immense, ce qui réduit notablement le prix de revient des constructions accessoires nécessaires aux services généraux, que les détenus ont largement contribué aux travaux de construction, le taux de 4.200 francs par cellule me paraît exagéré; je me l'explique seulement par le luxe architectural qui, ici comme à Saint-Gilles, éclate dans tous les détails extérieurs.

Maison de détention préventive.

Cette prison, attenante au Palais de justice, dispose d'une superficie beaucoup plus restreinte que la première. Elle a six étages, en y comprenant le rez-de-chaussée, qui contiennent 276 cellules (dont 32 de femmes) et un quartier commun de 375 places, pour les accusés et pour les condamnés attendant leur transfèrement. Elle date de 1875.

Elle est affectée aux prévenus à l'instruction, les autres prévenus restant dans les prisons locales. On y reçoit également les condamnés pour crimes *avec privation de droits civils*.

Les cellules ont un cube d'air de 20 à 22 mètres, le gaz, l'eau, une bouche de calorifère, une fosse fixe.

Il y a 17 préaux cellulaires, une chapelle cellulaire de 16 places seulement, avec un aumônier orthodoxe. L'école, avec un instituteur, n'est pas cellulaire; elle sert de chapelle aux catholiques et aux protestants.

L'infirmerie possède 10 cellules, avec un médecin.

Les visiteurs ont 22 cellules à leur disposition.

Dans le quartier en commun, les lits des accusés sont matelassés en filet de fer confectionné dans la prison même par les condamnés; ils sont trop rapprochés les uns des autres. Dans les cabinets d'aisances, l'eau jaillit automatiquement, le courant d'air extérieur est activé par un feu constant. Les accusés portent le costume pénal. Ils ne sont pas astreints au travail; les métiers sont ceux de tailleurs, menuisiers, tourneurs, cordonniers.

Les condamnés ont le droit de demander leur transfèrement à Vyborg où ils bénéficient de la réduction d'un quart.

Rencontrant quelques jeunes détenus, nous notons les dispositions législatives suivantes:

De dix à quatorze ans, le tribunal examine si le prévenu a agi avec ou sans discernement;

De quatorze à dix-sept ans, le tribunal examine si le prévenu a agi avec plein discernement;

De dix-sept à vingt et un ans, le tribunal abaisse la peine de deux degrés, sans que jamais cette peine puisse entraîner pour l'avenir la privation des droits civils.

L'ordinaire de la maison est absolument plantureux; tout en faisant la part des rigueurs du climat et de la vigueur des estomacs russes qui exigent une forte alimentation, n'est-il pas un peu excessif d'accorder à des détenus plus d'une demi-livre de viande tous les jours, sauf le mercredi et le vendredi? Elle est servie dans la soupe avec du gruau. Le matin, à 7 heures, on distribue à chaque détenu deux livres de pain; le déjeuner de midi se compose de deux plats (le vendredi, jour de notre visite, gruau et pois); le dîner de 7 heures, d'un seul plat. Chaque gamelle sert à six détenus (l'usage du plat commun à toute la famille est encore très répandu dans la campagne russe); la boisson est la boisson nationale, le kwass, eau dans laquelle on a mis fermenter du pain. Que peut-on raisonnablement demander de plus?

Les travaux de serrurerie se font dans un vaste atelier-forge qui ressemble à une usine. Les menuisiers font des boîtes en bois pour l'armée; d'autres détenus font des boîtes en carton, d'autres font des vêtements ou tissent de la toile pour chemises à l'usage des prisonniers, d'autres sont relieurs, cordonniers, etc.

Les peines disciplinaires, ici, comprennent le knout, parce que la prison contient des condamnés privés de leurs droits civils (à Vyborg il n'y en a pas). Le directeur peut infliger jusqu'à trente coups de verge; au-dessus, il doit en référer à l'Administration centrale.

Il n'y a qu'un instituteur. L'école est obligatoire jusqu'à vingt-cinq ans; elle est facultative après cet âge. Il y a deux cours par jour, 40 places à l'école.

Le service religieux est assuré par un pope, par un aumônier catholique, qui vient de Saint-Stanislas, et par un aumônier luthérien.

Un seul médecin est chargé du service de santé.

L'espace étant très restreint par les bâtiments du palais de justice, qui sont contigus, on a dû faire six étages (1): aussi a-t-on dû installer un monte-charge.

Le prix des constructions a été de 2.700.000 francs.

(1) *Bulletin*, 1887, p. 820.

Prison correctionnelle (1).

Cet établissement n'offre absolument rien de remarquable. C'est une ancienne caserne. Elle est affectée aux condamnés de un à six ans. Leur nombre moyen est de 516, dont environ 280 femmes. Ils y vivent, sauf la séparation des sexes, dans une promiscuité absolue. Mais le travail des ateliers est remarquablement organisé.

L'atelier de tissage comprend 30 ouvriers et possède certains appareils d'une valeur de 150 francs. On y travaille sur commande et le produit s'élève à 15.000 francs par an; le produit moyen par jour et par détenu étant de 2 francs. Mais la tâche journalière est naturellement subordonnée à la commande.

Mêmes observations pour les ateliers d'ébénisterie, de cartonage, de vêtements civils, d'articles divers en cuir et en cuivre, de serrurerie. Nous avons vu, pour ce dernier atelier, qu'il a fourni les matériaux nécessaires à la construction de la prison cellulaire de Vyborg.

Ceux de menuiserie, cordonnerie, forge, reliure, papeterie, etc., ne sont pas moins actifs.

Mentionner encore ici la parfaite tenue des water-closets, où la simple pression des pieds actionne une chasse d'eau, et la sollicitude avec laquelle sont installés les appareils de chauffage de l'eau pour le thé de ces Messieurs.

Prison de transfèrement.

Cet établissement est situé rue Demidof, tout à côté du précédent. C'est un dépôt provisoire pour les condamnés aux travaux forcés en Sibérie et les internés par mesure administrative. Malgré les importants travaux faits dans ces dernières années en vue de l'aération et de la salubrité des dortoirs, préaux, water-closets, etc., l'installation n'est et ne pourra jamais être que très défectueuse dans un pareil bâtiment. En outre, le travail, en raison du perpétuel mouvement de la population, n'a pu jusqu'ici être sérieusement organisé.

(1) *Bulletin*, 1885, p. 822.

Patronage : Asile pour femmes libérées.

Cet asile, fondé en 1884 par l'inépuisable charité de Son Altesse Impériale M^{me} la princesse Eugénie d'Oldenburg, est destiné aux femmes sortant des prisons de Pétersbourg. Leur nombre moyen est de 60, et le travail est bien organisé. Un tiers environ est occupé à la confection de bas, chaussettes, gants, gilets de flanelle, bandages. 35 sont occupées à l'atelier de blanchissage à la machine. Les autres travaillent à l'atelier de tissage ouvert en 1886; deux d'entre elles travaillent à l'aide d'une machine. Le total du produit du tissage a été de 750 roubles pour 1889; il est confectionné pour le compte de commettants.

A ce propos, je constate combien le patronage des adultes est insuffisamment organisé dans toute la Russie. Mais, alors que, en France, c'est en province qu'il l'est le plus mal, en Russie, au contraire, c'est dans la capitale. A Pétersbourg il n'existe aucune société, sauf pour le quartier des femmes à Litovski, où depuis longtemps un comité de dames, sous la présidence de S. A. I. M^{me} la princesse d'Oldenburg, veillait à l'ordre intérieur, à l'organisation du travail et au placement des libérées.

En province, j'ai déjà dit qu'il y a des sociétés de patronage pour les visites, mais aucune encore ne s'occupe de placement. Il est juste de reconnaître que cette dernière forme de patronage est moins nécessaire en Russie que dans aucun autre pays, car les libérés sont toujours rapatriés dans leur *mir* (commune). Mais on sait (1) à quels monstrueux abus donne trop souvent lieu le droit absolu laissé au mir de refuser un de ses membres à sa sortie de prison. N'est-il pas certain que l'organisation de sociétés de patronage actives atténuerait dans une large mesure ces vices d'une législation qui, par d'autres côtés, ne manque pas de grandeur?

En ce qui concerne les jeunes détenus, dont je parlerai plus tard, une grande latitude est laissée aux sociétés qui administrent leurs établissements (2) et, pour faciliter leur développement, des conférences des représentants de ces établissements sont autorisées.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 840 et 850.

(2) *Bulletin*, 1891, p. 90 et 92. Ces établissements sont au nombre de 12: Simbirsk, Kharkow, Vologda, Rukavitchnikow, Boltchevo, Kazan, Saratow, Jaroslaw, Pétersbourg, Studzieniec, Kiew, Nijni-Novgorod. On consultera aussi avec intérêt les règlements des sociétés d'asiles correctionnels de Symphéropol, d'Odessa, de Vladimir et de Kostromo, ainsi que de la colonie agricole de Soumy.

La première a eu lieu en 1881, à Moscou, la deuxième en 1884, à Kiew, la troisième à Moscou, en 1890.

Signalons enfin les récents règlements des caisses d'assistance pour le personnel des asiles de Kharkow et de Rukavitchnikow.

Maison d'arrêt municipale.

Ce vaste établissement (1), situé tout à l'extrémité de la perspective Nevski, entre le chemin de fer de Moscou et la Néva, est destiné aux condamnés de un jour à trois mois par jugements des juges de paix seulement. Il est disposé en forme de croix et contient 160 places, dont 132 pour hommes et 28 pour femmes; on y interne 180 personnes au maximum. Il y a 50 cellules à une seule personne dont 17 pour enfants ou nobles et bourgeois notables; une vingtaine à trois personnes, 2 à quatre personnes. Le reste couche en dortoir de même que toute la population travaille dans des salles communes.

Le directeur et les employés sont logés dans un bâtiment séparé.

Les cellules n'ont ni vases ni gaz. Les corridors seuls sont éclairés à l'huile de naphte. Les closets sont toujours très propres.

Les ateliers, de même que divers autres services accessoires, sont, par une heureuse disposition, situés dans les angles rentrants des ailes de la croix. Il est en effet reconnu que cette partie centrale des édifices cellulaires construits en étoile est toujours sombre et humide: il est assez naturel de n'y pas installer de cellules.

Malheureusement les travaux, vu la courte durée de la détention, n'ont aucune importance. Il y a des ateliers de menuiserie, de serrurerie, de reliure, de cordonnerie. Mais la majeure partie est constituée par les travaux intérieurs de la maison: sciage et empilage de bois pour les hommes, blanchissage pour les femmes.

Le travail n'étant pas obligatoire, les détenus qui prennent part à ces travaux bénéficient d'une réduction de peine (2). Ils touchent en outre un salaire, dont moitié leur est remise de suite et l'autre moitié à leur sortie.

(1) *Bulletin*, 1885, p. 821.

(2) En province, les bourgeois et les paysans peuvent, sur leur demande, être employés à des travaux publics dans la ville ou bourgade, et, dans ce cas seulement, profitent d'une réduction de peine.

Il y a un cabinet de lecture, un réfectoire commun ; mais pas de chapelle ni d'école ! On dresse, pour les orthodoxes seulement, un autel au rez-de-chaussée. Il n'y a pas d'aumonier affecté à l'établissement. Les autres cultes ne sont pas desservis.

La création du cabinet de lecture a été justifiée par la proportion considérable (pour la Russie) des détenus lettrés, 67 1/2 p. 100. Les femmes, il est vrai, n'arrivent qu'à 22 1/2 p. 100.

La discipline est facilement imposée : les condamnés pour rupture de ban et les récidivistes, surtout des classes privilégiées, forment les deux éléments les plus insoumis. On doit avoir recours contre eux à l'isolement ou même, cinq ou six fois par an, à la cellule obscure. Les autres punitions sont l'amende jusqu'à 15 roubles et la réprimande.

L'alimentation se compose de quatre repas : le thé le matin à 8 heures, après la prière en commun ; cinq fois par semaine, au dîner, une soupe et un plat de viande, les deux jours maigres deux plats de légumes ; à 4 heures thé ; à 8 heures souper : un plat et une soupe. Le prix journalier est de 33 kopecks.

Chaque détenu va au bain une fois par semaine et au jardin deux fois par jour.

Le chauffage se fait au moyen de l'eau.

Grâce à ces mesures, l'hygiène est excellente et les dix chambres (dont trois pour femmes) de l'infirmerie n'ont eu que 1.563 malades en 1889. Jamais le recours à l'assistance médicale n'a dépassé 10 p. 100 de la population.

L'administration appartient au Conseil municipal (1) et la surveillance du traitement des détenus à des curateurs spéciaux nommés par l'assemblée des juges de paix, — sous le contrôle supérieur du Gouverneur de la province.

Pour en terminer avec les établissements de droit commun à Pétersbourg, il me reste à parler de ceux affectés aux irresponsables.

Aliénés.

Les aliénés n'ayant pu, en raison de l'encombrement des hospices d'aliénés de la capitale, être reçus dans les hospices pétersbourgeois, l'administration installa d'abord ses détenus atteints

(1) Dans les provinces au Zemstvo.

de maladies mentales dans deux baraquements d'un ancien hôpital à la station Oudelnaïa, sur le chemin de Finlande. En 1887, un arrangement intervint avec la municipalité, en vertu duquel elle céda ces deux baraques à la ville qui, de son côté, s'engagea à hospitaliser dans son hospice, Saint-Nicolas-Thaumaturge, 30 détenus dont 5 femmes.

Jeunes détenus.

Les établissements d'éducation correctionnelle, celui de Pétersbourg même, sont moins importants que les similaires français.

I. *Section des jeunes détenus.* — A la prison de Vyborg appartient, bien qu'à titre d'institution spéciale, la section des jeunes détenus (50 environ) construite en 1886, à *Koulikovo-Polié*. Elle se compose de deux baraques en bois sur fondations de pierre : l'une contient les dortoirs, ateliers, école, réfectoire, infirmerie, cachots ; l'autre le greffe et l'habitation du personnel. Elle a coûté 92.000 francs.

A cet établissement est contigu le vaste jardin potager des prisons de Pétersbourg, où vont travailler les détenus.

II. *Colonie correctionnelle.* — Cette colonie, fondée en octobre 1871, à quelques kilomètres au nord de Pétersbourg par une société de bienfaisance, contient 121 enfants, dont 11 orphelins. Les 110 jeunes détenus ont été renvoyés par les tribunaux pour un temps qui, ici, ne peut être inférieur à trois ans ; on ne les accepte pas s'ils ont moins de dix ans ou s'ils sont renvoyés pour moins de trois ans. La plupart de ceux que nous y avons vus ont été renvoyés jusqu'à dix-huit ans et parfois plus ; la moyenne est de cinq ans et demi. Ils sont divisés en quatre familles : deux de 40 enfants, deux de 20, environ. A chaque famille sont affectés un surveillant, un adjoint et un enfant-prévôt chargé (à tour de rôle) de surveiller la propreté. Je déclarerai dès maintenant que ce système des prévôts ne donne pas en général les résultats qu'on en attend. Trop souvent cette autorité ne s'exerce que dans le plus mauvais sens et est un actif stimulant non de bonne conduite mais d'immoralité. On y a renoncé à Saint-Hilaire et on s'en trouve bien. Peut-être ferait-on bien de faire de même à Mettray et aux Douaires.

L'ensemble des terrains de culture, maisonnettes, église en bois, etc., couvre 465 hectares.

Pendant la première année les enfants ne s'occupent que de leur instruction et d'agriculture. Ils ont ensuite le choix entre celle-ci ou l'industrie (cordonniers, tisserands, tailleurs, serruriers, ébénistes, menuisiers, charrons). On répartit les métiers entre les différentes familles pour que, pendant le travail qui se fait par corps de métiers, les groupes se trouvent mêlés : on tient à ce que les mêmes éléments ne se trouvent pas toujours ensemble ; ce qui, d'ailleurs, me semble la négation du système des familles.

Les cordonniers et les serruriers travaillent pour la colonie, les autres ont un maître entrepreneur qui reçoit 20 roubles par mois et vend comme il l'entend le produit du travail.

Pas de pécule ! Jamais de récompenses ! A leur sortie on leur remet quelques roubles. — On considère que l'enfant doit s'habituer à travailler par amour du devoir, non en vue d'une rémunération !!! C'est en vertu du même principe que jamais le jeune détenu n'est mis en libération conditionnelle, bien que la loi l'autorise...

Quoi qu'il en soit, les apparences sont favorables : les physionomies sont ouvertes. J'ai vu des pantoufles, des bottes, descadenas des tables, des chariots, etc., fabriqués par des élèves de dix-sept ans et moins, vraiment remarquables. Ils rivalisent avec ceux de la belle colonie agricole et industrielle de Studzieniec, que notre excellent collègue, M. de Moldenhawer, a décrite dans notre *Bulletin* de 1888, page 86.

Observation à noter et surtout à rapprocher de mes propres observations sur nos jeunes détenus (1) : ce sont les jeunes détenus (sans faire d'exception pour les mendiants et vagabonds) qui sont les meilleurs sujets, bien supérieurs aux orphelins.

Les punitions ne sont pas fréquentes : elles comprennent l'admonition, la privation de récréation ou de nourriture (rarement), le cachot, le fouet, qui n'est pas réglementaire et n'a été appliqué que deux fois en dix-huit mois. Notons encore que l'évasion ou tentative d'évasion n'est jamais punie : on la considère comme naturelle ! En fait elles sont rares.

Un quartier spécial est affecté aux indisciplinés. Le renvoi à ce quartier ne se fait qu'après maints avertissements sérieux ; mais, inversement, une fois prononcé, la réintégration est difficilement prononcée (on y reste parfois deux ans). Le tissage est le seul métier exercé.

(1) *Bulletin*, 1888, p. 1015 ; 1890, p. 702 et 703.

Le personnel se compose de cinq surveillants, de cinq adjoints, dont deux pour le quartier des insoumis, et de sept maîtres.

Les dépenses s'élèvent à 90.000 francs, dont moitié pour le traitement du personnel (déduction faite de 15.000 francs, produits du travail).

L'école n'est desservie que par un seul instituteur. Les élèves la fréquentent tant qu'il ne savent pas très bien le catéchisme, la lecture, l'écriture, le calcul, le dessin, le chant, etc., ensuite ils n'ont plus que des répétitions.

Quatre observations pour terminer :

1° Dans les dortoirs, qui servent d'ateliers pendant le jour, les lits sont relevés. — Ce système de redressement des lits a l'avantage de donner plus de place et d'empêcher les détenus de se coucher pendant le jour ; il a l'inconvénient d'empêcher l'aération complète de la literie. Je blâme, en outre, ce double usage du dortoir qui empêche le renouvellement suffisant de l'air, surtout en hiver ;

2° Au moment de l'entrée du colon, son état civil est réclamé ; mais souvent on ne peut l'obtenir. — A Studzieniec, jamais on ne reçoit un colon sans son acte de naissance ;

3° A leur libération les enfants sont relâchés avec l'uniforme de la colonie ! — Ils trouvent très difficilement à se placer, à cause de ce signe extérieur qui marque leurs antécédents ;

4° Cet errement est d'autant plus regrettable que dans l'armée russe, on ne peut s'engager qu'à vingt ans révolus ; et comme on ne peut guère les garder jusqu'à cet âge, beaucoup sont fatalement amenés à mendier, vagabonder, etc.

Prison militaire.

La prison militaire correctionnelle affecte la forme d'une croix latine, avec les services accessoires en avant, autour de la cour d'entrée. Elle est de construction récente et contient environ 500 cellules.

J'ai constaté, ici encore, que le capuchon n'existait pas. — Je sais bien que ces détenus, étant destinés à être transférés dans leur *mir*, ont moins besoin que des urbains, que des Pétersbourgeois, d'être protégés contre les regards de leurs codétenus. Cette promiscuité, néanmoins, si facile à supprimer, ne peut avoir que

des inconvénients. J'adresserai *a fortiori* le même reproche aux préaux qui ne sont pas cellulaires ! De même la gymnastique et la manœuvre militaire, faite sans armes, dans la cour et dans un magnifique gymnase, donnent lieu à un contact journalier et assidu des plus regrettables. Dès lors on se demande pourquoi le luxe, ici illogique, d'une chapelle cellulaire de près de 200 places ?

Le régime disciplinaire est très dur. Les détenus couchent sans draps ; ils sont menés rigoureusement par un personnel militaire commandé par un colonel. Je ne dirai rien de l'alimentation, au sujet de laquelle, à la prière du directeur, notre savant collègue, M. le Dr Merry-Delabost, prépare une étude.

Il n'y a pas d'école, ni d'instituteur : le travail n'est pas organisé.

Les détenus, d'ailleurs, ne restent pas ici au-dessus de quatre mois ; au delà de ce terme ils sont transférés dans un autre établissement.

Prison de la marine.

Ce bâtiment a été construit en briques en 1865. Il est divisé en huit quartiers séparés par des murs et contenant chacun douze cellules de nuit. Elles sont très vastes, construites en bois et à claire-voie. Avec le quartier en commun, le nombre des détenus est de 270 environ. A la tête du personnel est un colonel d'infanterie de marine.

Le régime hygiénique est excellent. Le travail, dans lequel la manœuvre entre pour une large part, se fait toujours au grand air, même en hiver (sauf pendant les froids exceptionnels) ; à l'intérieur, le chauffage se fait à la vapeur. Aussi l'état sanitaire est-il des plus satisfaisants.

Le régime moral se compose du service religieux assuré par un pope, dans une chapelle cellulaire, du travail à l'école, dirigé par un instituteur et d'un travail technique ou industriel aussi varié que régulier.

Les détenus font la manœuvre de la voile, du canon et de la pompe. Une moitié d'entre eux seulement manœuvre la pompe ; mais je les ai vus en une minute quitter le travail industriel, s'élanter et arriver tous prêts à leur poste d'incendie. Un grand mâât, dominant toutes les maisons voisines, s'élève au centre de la cour, à côté d'un canon et d'un cabestan, pour permettre la manœuvre des cordages, du canon et du gouvernail.

Ils travaillent en outre à divers métiers : tressage de cordes, vêtements de marins, gréments, chaussures, menuiserie, serrurerie. *Tous* sont occupés. Le travail se fait sur commande, au compte de l'entrepreneur principal de l'administration du port de Pétersbourg. Le produit moyen du travail journalier d'un détenu est de 0 fr. 63 pour les paillassons, de 0 fr. 45 pour les avirons en bois de sapins, de 0 fr. 60 pour les ouvrages à la main fabriqués par les vingt-deux détenus de la prison flottante, etc.

Prisons politiques.

La discrétion qui s'imposait aux hôtes du Gouvernement russe à l'égard de tout ce qu'il ne leur ouvrait pas m'a interdit toute question à ce sujet.

La seule chose qui m'a frappé c'est le mystère avec lequel tout le monde officiel en parle, avec l'apparence d'ailleurs d'une ignorance absolue de ce qui s'y passe, c'est la curiosité inquiète, le ton bas avec lequel nous en entretenait le monde non officiel. « Vous qui êtes étranger, demandez donc des renseignements, tâchez donc de savoir quelque chose.... », me disait à l'oreille un avocat russe, et je lisais dans ses yeux avides combien il est impossible à un national de poser sur ce redoutable inconnu la moindre question.

Il n'y a guère que les nihilistes qui sachent à quoi s'en tenir : mais ce n'est guère à eux qu'on peut sérieusement songer à demander des indications. Elles sont trop visiblement empreintes d'une exagération passionnée (1).

J'ai souvent été me promener dans la forteresse de Saint-Pierre et Saint-Paul. J'avais peine à croire que derrière ces murs, en apparence si débonnaires, on laissât des malheureux prévenus, des femmes, attendre parfois trois ans leur jugement.

Les condamnés sont internés à Schlüsselburg, sur la Néva, près du lac Ladoga.

Musée pénitentiaire.

La magnifique exposition pénitentiaire internationale, inaugurée au manège Michel le 15 juin dernier et dont la plupart des

(1) *Bulletin*, 1890, p. 204. *Conf. pour la Sibérie*, 1891, p. 77.

collections ont été gracieusement offertes au Gouvernement russe par les Gouvernements exposants, va former le principal élément du musée pénitentiaire en voie d'organisation (1).

Le *Bulletin* rendra compte de cette exposition dont notre bibliothèque possède, en outre, les catalogues détaillés et raisonnés pour chaque pays. Mais dès maintenant je citerai parmi les produits remarquables et en suivant leur ordre topographique, à partir de l'entrée : les fleurs artificielles et les meubles richement sculptés de la Prusse ; les toiles et les paniers de la Belgique ; les filets, les toiles peintes du Danemark ; les vins des colonies agricoles et les plans des prisons cellulaires (de Milan notamment) de l'Italie ; la cellule en bois grillée (donnant par suite suffisamment d'air malgré son exigüité) de la Grèce ; les objets d'ameublement du Japon ; les photographies, les types et tatouages (2) de détenus, de l'Espagne.

J'observe, toutefois, combien la plupart de ces objets, sauf ceux de Belgique, d'Italie et de Grèce, sont peu pratiques au point de vue pénitentiaire. On dirait que chaque Gouvernement s'est efforcé de produire des chefs-d'œuvre. Mais les prisons sont-elles faites pour des artistes et sont-elles des écoles de beaux arts ? Doivent-elles alimenter la consommation courante ou les boudoirs des quartiers aristocratiques ? J'ai vu des objets d'orfèvrerie, des meubles qui relevaient bien plutôt de l'art que de l'industrie pénitentiaire.

La France, au centre, la Russie, au fond, ont évité cette vaine prétention. Je ne veux pas déflorer le travail de mon collègue Pagès, mais je ne puis résister au plaisir de citer la pittoresque reproduction de la montagne minière de Pokrovsk qui formait le fond de l'exposition et sous laquelle, à la suite de S. M. le Tsar, nous avons pu examiner le travail des forçats sibériens. Au pied de ses pentes boisées, la transportation et Sakhaline nous montraient la coupe et le modèle de leurs bateaux de transfèrement (flotte volontaire d'Odessa) et des barques en fer en usage sur les fleuves de la Sibérie occidentale et sur le Volga ou la Kama, les modèles de baraques de dépôt dans le gouvernement d'Irkoutsk, une réduction en bois de la maison de force d'Alexandrovskaïa, Voïvod, etc., des pénitenciers maritimes flottants, des modèles de cellules et de dépotoirs inodores.

(1) Conf. *Bulletin*, 1888, p. 245 ; 1889, p. 897 ; 1890, p. 469.

(2) Conf. *infr.* Bibliographie.

A côté des produits sibériens (végétaux, bois, minéraux) et de superbes vues photographiques, la Russie pénitentiaire occidentale étale ses meubles, ses métiers à tisser, sa lingerie, ses fils de coton, ses cordages et filets, ses toiles, ses chaussures, brosses, paniers, etc., la Finlande, fière de ses merveilleuses forêts, expose ses mobiliers, sa carrosserie en bois d'Abo, d'Helsingfors, etc., tandis que son industrie urbaine (tailleurs notamment) nous offre les uniformes militaires et pénitentiaires.

II. — Moscou.

Prison locale.

La prison locale de Moscou est un immeuble appartenant à l'État, construit en 1877, en briques.

Elle contient un quartier cellulaire de 404 cellules, édifié en 1889, avec une population de 390 détenus. Le travail s'y fait au compte de l'entrepreneur, qui fournit les matériaux. Dans le quartier en commun, le produit moyen annuel de l'atelier de presse pour étiquettes est de 2.700 francs. Dans l'atelier de découpage à jour de papier, le travail se fait sur commande et rapporte en moyenne 1 fr. 20 à 1 fr. 50 par journée de détenu. Dans les ateliers de vêtements, de chaussures, de forge, de serrurerie, de menuiserie et de tissage, le produit moyen journalier est extrêmement variable suivant qu'il s'agit de tissage (de 50 à 85 centimes) ou de forge, serrurerie, menuiserie (de 30 centimes à 1 fr. 20).

Prison correctionnelle.

Ce bâtiment appartient à l'État. Il est construit en briques, les ailes sont en bois. Il est insuffisant.

Dans le quartier cellulaire, conformément à l'ukase du 11 décembre 1879, les détenus à long terme restent un certain temps; ils achèvent ensuite leur peine en commun avec séparation pendant les heures de repos et la nuit.

Le plan du quartier de nuit n'était pas encore complètement approuvé au moment de ma visite.

Le bâtiment se compose de deux ailes avec vestibule et escalier communs.

Chaque aile contient deux salles avec corridor mitoyen allant jusqu'à l'extrémité de la salle ; sur les deux côtés du corridor se trouvent quatre étages de dortoirs cellulaires.

La dimension de chaque cellule est deux fois moindre que celle des cellules ordinaires, dont elles diffèrent en ce que la partie supérieure des cloisons est en grillage, ce qui facilite la ventilation. Les fondements des constructions, à savoir : galeries, escaliers, murs, portes grillées et cloisons, seront en métal ; les planchers seront en asphalte sur voûtes entre solives de fer, ce qui rend l'édifice incombustible.

Le système de chauffage et de ventilation sera central. Évaluation approximative du devis : de 160 à 200 mille roubles.

Les ateliers comprennent la forge, la serrurerie, les vêtements, les chaussures, le tissage, la menuiserie, le cartonnage des chapeaux. Le travail se fait au compte de l'entrepreneur. Le seul atelier de serrurerie produit en moyenne annuelle 9.000 francs.

Mais ce sont surtout la prison de transfèrement et les deux asiles correctionnels qui méritent d'attirer l'attention.

Prison de transfèrement.

C'est une imposante forteresse carrée, avec tours aux angles. Elle contenait au jour de ma visite (1^{er} juillet) 3.000 détenus ; en hiver sa population monte à 5.000. C'est en effet une prison de concentration : aussi, en été, restent-ils très peu (une ou deux semaines), tandis qu'en hiver, à l'époque des glaces, ils restent jusqu'à 8 mois ; car la route à partir de Nijni-Novgorod jusqu'à Perm se fait en bateau, puis en chemin de fer, puis par étapes ; ce qui rend, d'ailleurs, les évasions très fréquentes : il n'est pas rare de voir le même individu s'évader trois ou quatre fois. Tous les transportés en Sibérie passent par cette prison, à l'exception de ceux du midi, car, plus rapprochés d'Odessa, ils se trouvent sur la route de mer de Sakhaline.

Ce qui est affreux dans le régime de cette prison, c'est la complète absence de travail. Voit-on pendant les longues journées presque sans lumière de l'éternel hiver russe, ces 5.000 bandits livrés à la plus terrible oisiveté !

La population comprend cinq catégories :

1° Au premier étage sont les inconnus. Ce sont des individus qui, à toute question sur leur identité répondent : « Je ne sais ». Ce sont des évadés ou suspects d'évasion. Ils sont condamnés à la perte des droits civils et à la transportation en Sibérie. On leur rase tout le côté droit de la tête. — Je fais remarquer que cette catégorie, est destinée à disparaître peu à peu grâce à l'admirable service organisé par le D^r Bertillon et que j'ai vu fonctionner le 21 juin à la préfecture de police, douze jours après son installation à Pétersbourg.

2° Au deuxième étage sont les forçats, à destination de Sakhaline : ils étaient au nombre de 900.

Ces deux catégories restent à perpétuité en Sibérie, pour y vivre comme colons, même si la condamnation a été du minimum, c'est-à-dire de quatre ans (1).

3° Une section à part est affectée aux vagabonds. Mais elle est également destinée à disparaître : le nouveau Code pénal supprime la transportation pour les vagabonds et lui substitue la prison.

4° J'arrive aux femmes.

Elles sont divisées en trois catégories :

a) Les condamnées. Elles ne portent pas de fers, tandis que *tous* les condamnés sont ferrés. Environ une centaine ;

b) Les vagabondes, environ 96. Elles attendent ici, soit leur rapatriement dans leur *mir*, soit, si celui-ci refuse de les recevoir, leur transportation en Sibérie ! Ce quartier constitue un dépôt de mendicité, avec tous ses inconvénients ;

c) Les femmes qui volontairement suivent leurs maris condamnés. Elles sont nourries par l'État, ainsi que leurs enfants, qu'elle gardent près d'elles jusqu'à trois ans. A côté est une nursery tenue par une nonne, pour les petits enfants des transportés dont la mère est malade.

5° Enfin, une dernière section, la plus lamentable ! celle des jeunes gens. Une trentaine en tout, mais comprenant, dans la plus révoltante promiscuité, ceux accompagnant volontairement leurs parents et les jeunes incendiaires ou autres criminels (huit ou dix) condamnés à la transportation.

(1) Voir les pages 130 et 167 de l'*Administration générale des prisons* (1879-1889), par M. Galkine-Vraskoy, analysée ci-dessus par M. Boullaire, voir aussi la *Sibérie*, par M. Kennan. New-York.

Bien qu'une école soit installée pour eux, détournons les regards de ce triste asile et reportons-les vers les enfants de transportés qui ont le bonheur d'être recueillis dans l'Asile de l'Impératrice Marie.

C'est une sorte de collège de filles et garçons où 180 enfants apprennent les métiers les plus divers et sont ensuite placés par les soins de l'institution. Ceux-là du moins seront sauvés!

Asile municipal Rukavitchnikow.

L'Asile municipal de Rukavitchnikow a pour objet de réformer moralement les enfants qui y sont détenus, en punition de délits, par décision des tribunaux de la ville et du gouvernement de Moscou. L'Asile, placé sous la dépendance de la municipalité de Moscou, fonctionne au moyen des sommes qu'elle lui alloue, des intérêts des capitaux qui lui appartiennent et des secours qu'il reçoit du comité des prisons et de l'Assemblée Provinciale (Zemstvo)(1). L'Asile contient 110 jeunes criminels et 10 jeunes prévenus placés dans un corps de bâtiments spécial. L'administration de l'Asile est confiée au curateur honoraire M. Constantin W. Rukavitchnikow (2) et la direction immédiate à M. A. A. Fiedler. Ce dernier est aidé dans sa tâche par un sous-directeur, un aumônier, quatre instituteurs-éducateurs, un médecin, un chef-surveillant, quatorze surveillants, neuf maîtres-ouvriers et divers petits employés.

Les détenus sont répartis en quatre sections : la 1^{re} comprend 40 jeunes détenus coupables de délits, en suite de l'abandon où ils avaient été laissés par leurs parents, et de manque de surveillance; la 2^e contient 23 jeunes détenus, de caractère violent, prêts à faire le bien ou le mal selon l'influence exercée sur eux; la 3^e division contient 30 détenus corrompus et pervers, mais craintifs et malléables; la 4^e division se compose de 15 détenus profondément pervertis, exigeant une surveillance spéciale. Chaque division est confiée à un éducateur.

Pendant le jour les détenus sont placés sous la surveillance des éducateurs, des surveillants et des maîtres-ouvriers. La nuit, un surveillant couche dans chaque division, tandis que deux autres surveillent sans cesse les dortoirs; cette surveillance est vérifiée

(1) 36.000 roubles donnés et 36.000 roubles provenant du produit du travail.

(2) Frère du précédent directeur, Nicolas.

au moyen de montres de contrôle et de rondes nocturnes faites par le directeur et les éducateurs. Les détenus apprennent les métiers suivants : la menuiserie (25 détenus), la serrurerie (15 détenus), la forge (8 détenus), le métier de tailleur (10 détenus), de tourneur (5 détenus), de cordonnier (35 détenus), la peinture en bâtiments (2 détenus), la reliure et le cartonnage (20 détenus). En leur attribuant tel ou tel métier, on tient compte de l'opinion du médecin, de la connaissance déjà acquise d'un métier, de la capacité et du désir du détenu. Une école donne aux jeunes détenus des leçons de lecture, d'écriture, de calcul et de doctrine religieuse. En outre les jours de fête, le directeur, l'aumônier, le médecin et les éducateurs ont avec les jeunes détenus des entretiens, dans lesquels ils leur inculquent des connaissances pratiques. Les détenus apprennent encore le dessin artistique et linéaire, le chant et la musique. La répartition du travail, le système des punitions et des récompenses sont réglés par un comité pédagogique et approuvés par le curateur. Le comité pédagogique se compose du directeur-président, du sous-directeur, de l'aumônier, du médecin et des quatre membres éducateurs. Tous les employés sont munis d'instructions approuvées par le curateur. Ces instructions établissent les droits et les devoirs de chacun. Il existe aussi un règlement pour les détenus.

Les enfants qui sortent de l'Asile reçoivent un secours d'argent pour leur équipement et des outils ; la mesure du secours dépend du zèle qu'ils ont montré à apprendre leur métier pendant leur séjour dans l'établissement. L'Asile procure à chaque élève libéré une place ou du travail, le surveille, lui vient en aide en cas de malheur, et, si pendant l'espace de trois ans, le libéré a tenu une conduite honorable, n'a commis aucun délit et n'a pas rompu lui-même les liens qui l'attachent à l'Asile, il reçoit un secours en argent le jour où s'accomplit le troisième anniversaire de sa libération. La tutelle de l'Asile sur le détenu cesse également à cette même époque.

Asile correctionnel de Boltchevo.

Cette institution pour les jeunes filles coupables ou nées de parents coupables (vagabonds, mendiants) a été fondée par une société privée, à trois quarts d'heure de Moscou, sur la ligne de Jaroslaw et du fameux couvent de Saint-Serge. Elle recueille

60 enfants et son capital ne dépasse pas 75.000 francs. Toutes les enfants sont originaires de Moscou, et cependant ni la ville ni l'État ne lui accordent aucune subvention. Elle subsiste à l'aide de quêtes, de dons, de souscriptions privées qui s'élèvent à 7.000 roubles.

Ces enfants vont à l'école, qui se divise en deux sections ; celle des petites et celle des grandes (au nombre de 8) ; le travail dure trois heures par jour dans chaque division, pendant trois ans.

Jusqu'à l'âge de dix ans on ne leur apprend aucun travail que le tricot. On a comme principe qu'elles doivent avant tout refaire leur santé toujours déprimée par la vie vagabonde qu'elles ont menée avant leur entrée dans l'asile. Aussi ne font-elles que jouer ou apprendre le chant. Plus tard on leur enseigne le travail à l'aiguille, la couture, on les met au ménage, à la cuisine, à la blanchisserie, au potager et on les rend capables de se placer comme femmes de chambre.

Le quart d'un hectare est cultivé par elles en potager, les dortoirs et réfectoires sont propres et bien organisés (1).

III. — Helsingfors.

Maisons départementales.

La gracieuse ville d'Helsingfors possède deux établissements pénitentiaires : une prison départementale dans la ville même, un pénitencier ou maison centrale à Sørness, à l'est du Fiord.

J'ai déjà parlé maintes fois (2) des huit prisons départementales de la Finlande qui toutes sont cellulaires et parfaitement organisées notamment au point de vue du travail (3).

Je veux insister surtout sur l'intéressante visite faite à Sørness par tous les congressistes sous la conduite de LL. Exc. MM. Mecheulin et Montgomery et de notre excellent collègue Grotenfelt, directeur général des prisons.

(1) Pour plus de détails consulter les *Réponses au Questionnaire sur les établissements correctionnels de mineurs vagabonds, criminels et abandonnés*, publié par l'Administration des prisons russes.

(2) *Bulletin*, 1886, p. 817 et 966; 1889, p. 403.

(3) Voir le *Régime pénitentiaire dans le Grand-Duché de Finlande* contenant 10 belles planches. Cet ouvrage sera analysé dans le prochain *Bulletin*.

Certes depuis dix ans la Russie a fait d'immenses progrès au point de vue pénal et pénitentiaire; mais, à cet égard, il est non moins certain que la Finlande a atteint presque la perfection.

Je ne dirai rien de son nouveau code pénal dont un compte rendu détaillé sera fait dans un de nos prochains *Bulletins*.

Maison centrale de Sørness.

Sur la maison centrale de Helsingfors, dont les pareilles se trouvent à Abo (pour travaux forcés au-dessus de cinq ans), à Tavastehus (pour femmes) et à Willmanstrand (pour mendiants et vagabonds), je n'ai guère que des éloges à donner.

Cet établissement reçoit les condamnés à partir de deux mois à cinq ans de travaux forcés. Il contient 102 cellules et 252 cellules de nuit. La population moyenne est de 400 détenus avec 45 gardiens, un aumônier, un instituteur et un médecin. Il est achevé depuis dix ans. Les condamnés ne sont soumis à la séparation individuelle que pendant 12 mois, sauf s'ils demandent à en jouir plus longtemps ou s'ils se montrent dangereux.

Les cellules ont un cube cube d'air d'un peu plus de 26 mètres: vases mobiles, chauffage à l'eau, lampes à pétrole tandis que les corridors sont éclairés au gaz, lits relevés le long du mur pendant le jour. Au-dessus de chaque porte, *extérieurement*, est écrit en toutes lettres sur une plaque le nom du détenu, avec la qualification de l'infraction. Il est vrai que cette plaque est en général retournée. Mais quel danger inutile! Quelles conséquences peut avoir cette publicité résultant d'une simple négligence d'un surveillant! Les cellules de nuit sont petites, mais suffisamment aérées au moyen d'un grillage sur le corridor.

Mais je constate, ici comme à Pétersbourg, que le capuchon n'est pas en usage. Et c'est surtout dans un petit pays comme la Finlande, où les rencontres entre anciens codétenus sont fatales, qu'il est le plus nécessaire!

De même l'instruction religieuse et scolaire est donnée à la chapelle et à l'école en commun! Enseignement du chant.

Il y a dix préaux cellulaires disposés en éventail à l'extrémité de la branche la plus longue de la croix latine formée par l'ensemble de l'établissement. Chaque détenu se promène une heure par jour.

On pénètre dans la maison par la plus petite branche, qui con-

tient les services accessoires disposés en fer à cheval autour d'une belle cour d'entrée.

Le régime disciplinaire n'admet que le cachot ; la fustigation n'est pas réglementaire, on peut en donner néanmoins 25 coups à titre disciplinaire. La libération conditionnelle, dernière étape du régime progressif, appliqué à Sørness, est entrée en vigueur en 1891.

Le travail est parfaitement organisé, grâce à ce soin que prend l'administration de choisir des surveillants sachant un métier. Les travaux sont faits en régie, pour l'armée en majeure partie. Je critique seulement l'existence d'une scierie à vapeur : de semblables exploitations n'ont pas leur place dans une maison de répression où le but principal doit être d'apprendre au détenu un métier facilement utilisable après la libération.

Un dépôt des objets fabriqués par les détenus existe en ville.

La construction a coûté 2.500.000 francs.

Il existe en dehors de la prison un potager où les détenus travaillent sous la surveillance d'un gardien.

Dans la maison centrale d'Abo (75 cellules et 75 cellules de nuit) les détenus ne restent en cellule que de quatre à six mois. La population est en moyenne de 500 condamnés, dont 300 à perpétuité.

La maison centrale de Tavastehus ne contient que des femmes condamnées soit aux travaux forcés, soit au travail pour vagabondage. Elle y sont internées à partir de deux mois.

Depuis 1888 aucun condamné aux travaux forcés à perpétuité n'est plus transporté en Sibérie.

A la forteresse de Willmanstrand, qui domine la ville et l'admirable « lac des mille îles », sont internés les individus condamnés au travail pour vagabondage. Nous ne l'avons vue qu'à la pâle lueur du soleil de minuit, en débarquant du bateau pour prendre le train d'Helsingfors : le temps nous manquait pour la visiter. Les travaux d'appropriation n'ont été achevés qu'en 1887.

Établissement d'éducation correctionnelle.

L'ancienne législation ne contenait aucune disposition à l'égard des jeunes délinquants. Le nouveau Code autorise le renvoi des enfants de sept à quinze ans dans un établissement d'éducation correctionnelle.

Aussi le Gouvernement a-t-il, à cet effet, fait l'acquisition, à Thusby, à une heure d'Helsingfors, d'un domaine de 95 hectares, pour y installer une colonie agricole de réforme. Une somme de 164.000 francs a été affectée à la construction des bâtiments.

Cette colonie recevra ainsi 70 enfants, renvoyés soit par les tribunaux, soit par le pouvoir exécutif (gouverneur général), pour vagabondage, mendicité, etc. Il faut retenir, en effet, qu'il y a en Finlande des établissements privés pour les orphelins et les abandonnés.

Les bâtiments, actuellement en voie d'achèvement, se composent d'un principal corps de logis avec deux ailes en avancée. On n'a pas adopté le système des maisons séparées (groupes de famille) en usage à Mettray ; on a préféré le système de groupement général, divisé en deux sections seulement (Conf. *Bulletin*, 1888, p. 1014).

On créera un second établissement à 8 kilomètres de la ville pour les filles. Mais rien n'est encore décidé.

Patronage.

Helsingfors est le centre d'une *Société de patronage des détenus libérés*, qui a des succursales auprès de chacune des prisons de province. Le *Bulletin* a publié la traduction complète de son règlement en 1886, p. 822.

Les institutions charitables, de même que les institutions scientifiques, sont extrêmement nombreuses dans cette ville où la bienfaisance est aussi active que la culture est ancienne et répandue dans toutes les classes de la société.

Je citerai seulement, parmi celles qui nous intéressent spécialement : l'*Établissement municipal de charité*, à 4 kilomètres ouest de la ville ; l'*Association des Dames* (fondée en 1848) qui entretient un asile pour les enfants et une maison de travail pour les femmes indigentes ; la *Société des femmes de Finlande*, qui fournit du travail aux femmes de différentes positions sociales ; la *Maison de travail et l'Asile de nuit* ; le *Refuge des femmes tombées* ; la *Mission de la ville*, etc.

A. RIVIÈRE.

EXPOSITION PÉNITENTIAIRE

A SAINT-PÉTERSBOURG (1)

Les membres de la Société des prisons savent que les congrès pénitentiaires, tels qu'ils fonctionnent actuellement, sont des réunions successivement provoquées en différents pays et dans lesquelles les personnes compétentes viennent débattre les questions de doctrine et de pratique, pénales et pénitentiaires, dont le programme a été arrêté à l'avance.

On a pensé qu'il serait bon de compléter ces congrès par des expositions dont l'objet a été préalablement déterminé et qui permettent de joindre aux discussions théoriques, aux explications écrites ou verbales, une sorte d'enseignement par l'aspect, l'exacte connaissance des œuvres ou des établissements et la constatation des méthodes suivies en chaque contrée par chaque genre de service.

A Saint-Petersbourg, conformément à la décision prise à la commission pénitentiaire internationale, ainsi que par la commission d'organisation du Congrès, il avait paru utile de diviser rationnellement l'exposition en trois sections :

- 1) Travail des détenus soumis au régime cellulaire ;
 - 2) Objets servant à l'aménagement des établissements correctionnels, données relatives à ces établissements, spécimens des travaux faits par les mineurs ;
 - 3) Produits du travail des détenus dans les prisons en commun.
- Le manège Michel, ayant une superficie de 163 mètres de long

(1) Voir ci-dessus les *Établissements pénitentiaires de Saint-Petersbourg* : Musée pénitentiaire.

sur 36^m, 30 de large, avait été mis, à partir du 24 avril 1890, à la disposition du Comité de l'Exposition.

Le local était divisé de la manière suivante :

En long — des deux côtés de l'allée centrale était disposé le groupe se rapportant aux prisons en commun. L'allée de gauche séparait le groupe précédent de celui des établissements correctionnels pour mineurs. L'allée de droite séparait le groupe central de celui des prisons cellulaires.

En large — d'après le nom des différents États, selon la quantité de mètres carrés réclamés par ceux-ci et dans l'ordre alphabétique.

La stricte exécution du programme, c'est-à-dire la division rigoureuse de l'Exposition en trois groupes principaux, tout en maintenant un lien entre les exposants d'un même pays, offrait dans la pratique des difficultés sérieuses. En effet, certains États n'avaient envoyé qu'une quantité restreinte d'objets à exposer, ce qui rendait difficile la disposition dans toute la largeur de l'édifice. Pour beaucoup de pays, la quantité d'objets envoyés se rapportant aux différents groupes ne répondait pas à l'étendue de placement qui, dans la répartition primitive, leur avait été attribuée; enfin le 3^e groupe s'est trouvé relativement le plus étendu.

Ces différents motifs ont obligé d'admettre des dérogations au principe adopté pour l'organisation. Chaque groupe était subdivisé en classes; mais cette subdivision n'a pu être maintenue d'une façon absolue pour les États étrangers.

Pour la Russie : Le groupe I se subdivise en : 1^o produits du travail des jeunes détenus; 2^o objets relatifs au mode de leur entretien.

Les groupes II et III se subdivisent en un certain nombre de classes, ainsi qu'il suit : 1^o filage et tissage; 2^o corderie; 3^o articles de paille, d'écorce, de tille et de racines d'arbres; 4^o menuiserie, tour, charpenterie, tonnellerie, peinture en bâtiments, carrosserie, etc.; 5^o forge et serrurerie, articles de fer et de cuivre, machines et ustensiles agricoles; 6^o reliure et cartonnage; 7^o vêtements et chaussures, vêtements pour détenus, pour gardiens, équipement, cordonnerie, chaussures diverses, ouvrages à la main; 8^o bâtiments pénitentiaires; 9^o travaux à l'extérieur; 10^o tannerie; 11^o différents objets et effets produits par les détenus non compris dans les autres classes; 12^o articles et renseignements divers se rapportant à l'entretien des détenus.

Tout l'aménagement intérieur de l'exposition, savoir : la fabrication des tables, vitrines, panneaux, étagères, etc., a été fait par les détenus des prisons de Saint-Pétersbourg ; la toile écrue et la plupart des tissus constituant le principal matériel ayant servi à l'ornementation sont également des produits du travail des détenus.

En général on a eu en vue de mettre le plus de simplicité possible dans l'aménagement de l'exposition. On n'a dû louer des ouvriers que pour les travaux qui ne pouvaient être faits à l'avance et qui devaient absolument être exécutés dans l'enceinte même du manège.

Pour accentuer autant que possible le caractère utilitaire et instructif de l'exposition, toutes les institutions qui y prennent part ont été invitées à fournir, par rapport aux objets exposés, des données qui pourraient servir de matériaux pour dresser un catalogue raisonné.

Pour donner une idée générale et exacte de cette exposition, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de reproduire les articles du *Journal de Saint-Pétersbourg*, sur les sections étrangères et russe, nous réservant de donner ensuite quelques explications plus développées sur la section française.

SECTIONS ÉTRANGÈRES

« On sait quel vif intérêt les gouvernements modernes apportent à l'étude des questions pénitentiaires. Chacun des congrès a marqué un pas en avant pour la solution de ces questions. Cette fois, on met sous les yeux la démonstration exacte de ce qui se fait ; on joint l'exemple à la théorie, à côté du Congrès on organise une exposition.

« L'exposition est internationale ; six des plus grands États de l'Allemagne, la Prusse en tête, y prennent part ; les autres grandes puissances : Autriche-Hongrie, France, Italie, y sont représentées. Il y a aussi quelques envois d'Angleterre. Presque tous les États de l'Europe, et de plus le Japon et la République Argentine, ont envoyé leurs produits. La Russie occupe le plus grand espace.

« Il ne convenait pas de mettre dans l'installation une recherche trop grande, car on ne pouvait oublier le caractère grave qu'elle devait conserver pour répondre à son objet. Il ne fallait pas non plus rebuter l'attention par une excessive austérité : le moyen terme a été trouvé.

« A première vue et à titre d'impression d'ensemble, l'exposition apparaît comme destinée à montrer les différentes faces du travail pénitentiaire dans les différents pays. L'action bienfaisante du travail est un axiome de la science pénitentiaire, comme elle l'est d'ailleurs aussi dans la morale générale. L'intérêt financier y trouve également son compte : le travail des détenus donne un revenu à l'État et diminue d'autant les dépenses de leur entretien.

« On voit, par exemple, ce que peuvent faire les enfants et en général les mineurs et à quoi ils peuvent être le mieux employés. On leur donne d'abord le goût du travail et l'on arrive quelquefois à des résultats surprenants ; il est telle pièce de fer forgé faite en Belgique par des enfants de seize ans qui semble vraiment extraordinaire. En France il y aussi chez les jeunes détenus une habileté de main incontestable.

« Les expositions des États allemands sont disposées en éventail, la Prusse occupant la partie centrale ; nous trouvons là les produits les plus variés : boiseries, meubles, étoffes et jusqu'à des fleurs artificielles. Nous avons un modèle très intéressant du pénitencier de Gross-Strehlitz et un modèle de cellule ; le Wurtemberg offre aussi quelques pièces curieuses.

« Les produits envoyés d'Autriche sont proprement de l'art industriel : là c'est le bois sculpté qui domine. Voilà des vêtements sacerdotaux fabriqués par les détenus ; plus loin des vêtements d'uniforme pour la troupe, ainsi que pour les gardiens ; plus loin encore de la tapisserie. Voilà des dessins représentant les principales prisons autrichiennes.

« La Belgique a envoyé un grand nombre d'objets. On sait que presque toutes les prisons sont organisées d'après le système cellulaire : voici le modèle de celle de Louvain, une des plus grandes de l'Europe, disposée en forme d'étoile. Nous constatons aussi que les uniformes de l'armée belge sont confectionnés dans les prisons.

« En Danemark, nous trouvons des filets et des appareils de pêche et des tissus de belle qualité. Nous ne citons que certains produits peu nombreux pour chaque pays ; car ce n'est pas l'énumération qui importe ; l'exposition doit être jugée comme une illustration des questions théoriques à débattre.

« Nous arrivons à la France, dont l'exposition est vraiment des plus remarquables ; on peut même dire que par son étendue, par l'heureux choix de tous les objets envoyés, par sa classification savante et sa haute portée scientifique, elle mérite en quelque sorte une place à part. Ce qui frappe d'abord, c'est cette étude historique

des pénalités usitées depuis les Hébreux jusqu'à nos jours. Il y a là une série de photographies consacrées à ce sujet, qui sont du plus haut intérêt. Voici les anciennes prisons : la Bastille, Vincennes, le château de Clisson : voici la Conciergerie, Loches, Fontevrault ; puis les premières prisons cellulaires, un modèle de cellule de condamné à mort, la coupe d'une cellule pour l'isolement nocturne.

« D'autres modèles des plus intéressants : celui d'une colonie agricole et d'une colonie maritime pour mineurs. Voici les services spéciaux : ceux des relégables, des dépôts, mensuration anthropométrique. Voici également des spécimens très curieux du travail pénitentiaire. Mais il y aurait trop à citer.

« Nous ne prétendons pas ici donner un compte rendu complet : nous avons cité quelques pays, mais il reste à parler de quelques-uns encore. Les hommes spéciaux étudieront les objets ; mais ils compulsent les documents apportés en si grand nombre, les registres et jusqu'aux cahiers d'étude des détenus. Car cette exposition s'adresse sans doute au grand public que son objet intéresse, mais elle a sa portée spéciale, qui est d'ordre à la fois scientifique et utilitaire.

« Après la France, nous trouvons l'Italie. Il serait banal de remarquer que dans le choix des travaux imposés aux détenus chaque nation laisse percer son génie propre. La section italienne donne une certaine place aux beaux arts, musique, gravure, etc. Les hommes de métier étudieront avec intérêt le modèle de la grande colonie pénale agricole della Tre Fontane, installée dans une ancienne abbaye de trappistes, à 2 kilom. 1/2 de Rome ; on y travaille à l'assainissement de la campagne romaine, plantant des eucalyptus, pour détruire la malaria et pratiquant des canaux. L'emploi du travail des détenus à des ouvrages agricoles a de l'importance au point de vue pénitentiaire. L'Italie en offre encore un autre exemple : elle a envoyé une collection de vins fabriqués par ses détenus.

« Voici le Japon dont l'exposition est très élégamment aménagée ; ce pays se préoccupe des questions pénitentiaires. On regrettera de ne pas voir de modèles de prisons japonaises qui sont dit-on, très intéressantes.

« Dans ce rapide aperçu nous ne pouvons tout mentionner. On trouvera matière à enseignement dans les expositions de la Suisse, de la Suède et de la Norvège, etc. Le mode de classification adopté s'est trouvé très heureux et facilite les études. Chaque

pays a fourni son contingent et il n'est pas un seul objet envoyé qui soit indifférent.

« La science pénitentiaire est d'ordre expérimental; elle appuie ses déductions sur les données de l'expérience et, à ce titre, elle a besoin de la plus grande masse de matériaux possible. Les faits les plus minimes ont pour elle de l'importance; elle les note attentivement, car elle n'entend avancer qu'à bon escient, la plus grande circonspection lui étant prescrite en raison de la gravité des questions qu'elle soulève et qui touchent au plus vif des intérêts de la société. »

SECTION RUSSE

« La section russe occupe le plus de place à l'exposition.

« Voici l'industrie du filage et du tissage, représentée dans un certain nombre de prisons: voici d'intéressants spécimens de drap et quelques pièces de soie blanche, faites dans les prisons de Tashkent. Voici la corderie, les nattes, surtout celles de la prison dite « Château de Lithuanie » à Saint-Petersbourg, puis tous les produits faits de paille, écorce d'arbre, etc.; de curieux ouvrages en mosaïque de paille; des machines et ustensiles agricoles. Là, comme partout, les envois de l'établissement correctionnel de la capitale occupent le premier rang. Plus loin, la ferblanterie, la menuiserie, les travaux de tourneur, etc.

« Le peuple russe a un certain nombre d'industries qui lui sont plus familières. Le climat joue également son rôle dans le choix des travaux. Il est des établissements qui, en raison de leur aménagement intérieur et de leurs conditions particulières, se prêtent plutôt à tel genre d'industrie qu'à tel autre.

« Quelques prisons forment des subdivisions spéciales. Les prisons finlandaises ont envoyé des étoffes de bonne qualité, à très bon marché. La prison de Mitau, en Courlande, a été également séparée des autres.

« Il y a des modèles de prisons réellement remarquables. De ce nombre est le modèle, en grandeur naturelle, d'une cellule de prisonnier dans la prison du quartier de Vibourg de la capitale; on peut juger de la disposition intérieure de la cellule, du cube d'air respirable et du mode de communication avec le prisonnier. A côté, reproduction complète de la même prison, réduite, mais de façon cependant, que les principaux détails apparaissent. On sait

que la prison du quartier de Vibourg a été construite d'après tous les principes de la science pénitentiaire ; tous les perfectionnements nouveaux y ont été introduits. Elle est destinée à servir de modèle.

« Le mode de chauffage, d'éclairage, de ventilation, etc., y a été réglé avec le plus grand soin ; les questions d'alimentation y ont été aussi très étudiées.

« En améliorant l'état des lieux de détention, on s'efforce de les empêcher de devenir un réceptacle de maladies qui se propageraient ensuite dans la population honnête. En procurant aux détenus des ressources par leur travail, on cherche à empêcher qu'à leur rentrée dans la société ils ne deviennent un fardeau pour elle. La réforme même du système de surveillance a pour but de relever la discipline parmi les détenus et de laisser à la détention le caractère répressif qu'elle doit avoir pour conserver sa portée sociale.

« C'est à ce point de vue que doivent être envisagés aussi les autres perfectionnements apportés dans certaines branches spéciales du service pénitentiaire.

« On examinera avec intérêt les modèles des grandes barges servant au transport des condamnés sur les fleuves de la Sibérie et sur le Volga. On verra comme ces grands bâtiments sont habilement aménagés, comme toutes les précautions y ont été prises pour assurer les meilleures conditions sanitaires à bord. A côté, se trouve le modèle du vapeur le *Nijni-Novgorod*, qui transporte les déportés à l'île de Shakaline. Il a été aussi l'objet d'installations spéciales.

« Voici des modèles de maisons d'étape où se reposent les condamnés conduits en Sibérie ; une série de photographies représentant des scènes relatives au service des transfèrements.

« Voici enfin — car nous arrivons à l'extrémité de l'exposition — à gauche, tout ce qui se rapporte aux travaux forcés de Nertchinsk, en Sibérie, et à droite ce qui concerne l'île de Sakhaline, où se fait la déportation par voie maritime. Au fond de la salle est un panorama de la mine de plomb argentifère d'Agaltchi, du district minier de Nertchinsk.

« Nous ne saurions prétendre à donner ici une description détaillée. Chaque pièce a son importance. Pour Nertchinsk, par exemple, il semble que rien ne manque pour que le tableau soit complet. Voici des biscuits servant à la nourriture des détenus, le thé qu'on leur donne, les pommes de terres séchées, etc ; une masse

de documents authentiques relatifs aux travaux forcés, qu'on pourra étudier à loisir ; les modèles des établissements eux-mêmes ; une prison nouvelle en pierre ; à côté, une ancienne prison en bois. Ces deux pyramides qui se dressent à gauche représentent, l'une la quantité d'argent, l'autre la quantité d'or extraites des mines de Nertchinsk par les forçats depuis 1709 jusqu'en 1889.

« A droite, avons-nous dit, se trouvent les modèles des établissements de Sakhaline, ainsi qu'une grande quantité de données relatives au service des travaux forcés dans cette île. Là aussi il y a des pièces du plus grand intérêt. On a pu joindre à cette exposition une remarquable collection réunie à Sakhaline par M. le Dr Souprounenko. Elle contient des pièces très curieuses pour l'étude de l'anthropologie, de la flore et de la faune de cette île.

« Quant au panorama du fond, il a été merveilleusement exécuté. Il reproduit les moindres détails des travaux ; les passages souterrains sont imités d'une manière saisissante, on a tout à fait l'illusion de la réalité. »

Avant de revenir à la section française dont nous voulons parler plus longuement, il ne nous reste qu'à dire que le catalogue de l'exposition (24 fascicules) avait été imprimé à Saint-Petersbourg par les soins du comité d'organisation, sauf les notices de la section française composées et tirées par les soins de l'administration pénitentiaire à l'imprimerie de Melun et à payer un juste tribut d'éloges à la Commission de l'exposition qui se composait de MM. de Komorsky, commissaire général, le baron de Buxhœvden, Pletneff, Polénoff, Savostianoff, Sleptsoff, Soldatenkoff, le comte Sollohoub et Souprounenko.

SECTION FRANÇAISE

On lisait dans le livret de l'exposition française : « La nécessité de la répression, c'est-à-dire de la protection contre les méfaits a été ressentie en toute société. Les institutions et les lois criminelles ont suivi les transformations de la vie des peuples qu'elles avaient pour objet de protéger. L'œuvre pénale remonte aux extrêmes limites de l'histoire.

« L'œuvre pénitentiaire, au contraire, est toute récente. Le traitement rationnel de la criminalité n'est vraiment cherché que

depuis peu, et c'est l'honneur des hommes qui se dévouent à ces difficiles études, c'est le bienfait de réunions telles que les congrès pénitentiaires, d'intéresser les différents gouvernements et toutes les personnes généreuses aux efforts poursuivis pour la préservation des honnêtes gens et pour l'amendement des coupables, pour l'éducation des êtres dégradés, pour la guérison des consciences et les progrès de la moralité humaine.

« Notre époque a droit de se féliciter de cette ambition noble, et c'est en se reportant dans le passé qu'on peut voir le chemin parcouru, comme on peut découvrir les voies de l'avenir.

« Telle est la pensée qui a fait considérer, pour ce qui concerne la France, comme la préface la plus logique, le prélude le plus consolant des travaux du Congrès, un tableau rétrospectif des anciens systèmes et moyens de répression. »

Cette citation explique qu'outre les trois divisions : Établissements et services pénitentiaires intéressant les mineurs; Travail des détenus à l'emprisonnement individuel; Services et documents étrangers aux deux groupes précédents, il ait paru utile d'ajouter le tableau documentaire des anciennes pénalités et des anciennes geôles en France jusqu'au dix-neuvième siècle et l'histoire positive du régime des prisons pour courtes peines et des établissements pour longues peines de 1790 à 1890.

La section française était donc divisée ainsi :

Division A. — Les anciennes pénalités et les anciennes geôles. —

1° Anciennes pénalités. — Cette subdivision comprend un ensemble de documents, extraits, reproductions d'ouvrages, miniatures, etc., indiquant les pénalités et supplices dans l'antiquité, spécialement chez les Hébreux et les Romains et les procédés de justice et de répression en usage dans l'ancienne France particulièrement aux XIV^e, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. — 2° Anciennes geôles. — Là se trouvaient les types de prisons dans l'antiquité et dans l'ancienne France et spécialement les châteaux historiques ayant servi ou servant actuellement de prison.

Division B. — L'histoire des prisons depuis cent ans. — 1° Histoire des prisons pour courtes peines en France depuis cent ans. — On y voyait d'abord les vieilles prisons communes (1790-1840), puis (1840-1853) les premières prisons cellulaires, les types nouveaux (1863-1875) de maisons affectées à l'emprisonnement en commun avec séparation de catégories des détenus, enfin les types

définitifs de maisons affectées à l'emprisonnement individuel de 1875 à nos jours. — 2° Histoire des cent dernières années pour les établissements de longues peines. — Dans cette subdivision étaient exposés les types anciens de maisons centrales encore affectées au régime en commun, les types plus récents de maisons centrales affectées au régime en commun avec quartiers cellulaires, et les derniers types de maisons centrales affectées au régime de travail en commun pendant le jour avec isolement individuel pendant la nuit. A la maison de Melun étaient rattachés les spécimens d'ateliers et de travaux en régie au compte de l'État notamment de l'imprimerie administrative et de l'atelier de confection des uniformes de gardiens. Une quatrième partie montrait les types d'établissement pour longues peines et prisons en commun avec travaux en plein air. Enfin la cinquième partie fournissait des vues d'ensemble pour tous les établissements de longues peines en France.

Division C. — Le travail des détenus. — Là étaient fournis tous renseignements, exemples, objets et explications sur le fonctionnement du travail dans les prisons, spécialement au régime d'isolement individuel. Nomenclature complète des travaux ou occupations que comporte le système d'emprisonnement en France à l'heure actuelle. Collection de panneaux offrant aux yeux du visiteur les spécimens exacts de la production et des objets produits en chaque genre d'industrie, savoir : 1° dans les maisons de courtes peines, expressément classées pour l'emprisonnement individuel ; 2° dans les maisons non spécialement classées, mais contenant des chambres ou pièces d'isolement ; 3° dans les cellules dépendant des maisons centrales. Une quatrième fournissait même des échantillons de travaux de patience confectionnés par des détenus à l'isolement individuel. Ajoutons des modèles réduits et des plans détaillés de bâtiments cellulaires, indiquant les conditions d'existence des détenus dont la main-d'œuvre est ainsi exposée.

Une des notices explicatives jointes au catalogue signalait le soin qu'on avait eu de donner les objets tels qu'ils sont habituellement confectionnés par des détenus de conduite et d'aptitude moyennes et non pas des ouvrages confectionnés à dessein, ayant une valeur supérieure à celle qu'on peut normalement attendre de la main-d'œuvre des détenus.

Division D. — Établissements, œuvres et services intéressant les mineurs. — Cette division répondait à la partie la plus inté-

ressante de l'exposition internationale, telle que l'avaient conçue les organisateurs du IV^e Congrès.

Les objets à exposer ne semblaient devoir être que la constatation, la démonstration des idées et des méthodes suivies en chaque pays. Aussi les notices jointes au catalogue français contenaient-elles tous les renseignements utiles sur les conditions dans lesquelles fonctionnent ces établissements et ces services d'après la législation actuelle dudit pays.

Tous les établissements publics répondant à ce service étaient présentés dans la section française. On y voyait des plans, tracés, etc., plans en relief montrant les bâtiments, les domaines, les exploitations, avec figuration en miniature des constructions, cours, préaux, chemins, clôtures, plantations, champs et modes de culture, même des animaux et des productions principales, des machines, outils et instruments.

A ce mode d'instruction positive s'ajoutaient tous les faits, chiffres et explications désirables, dans les notices qui avaient été dressées suivant la même méthode, pour chacun des établissements publics, afin de répondre à un questionnaire préparé avec un soin minutieux et avec le plus entier discernement, par le comité russe d'organisation. Un certain nombre d'œuvres et d'établissements privés ont figuré dans cette partie de la section française, selon les éléments qui ont pu être fournis et envoyés à Saint-Petersbourg. La plupart ont donné, sous une forme succincte, leur réponse au questionnaire général.

Division E. — Œuvres, services et travaux divers. — Dans cette division avaient été groupés les divers documents, sujets et objets dont la présentation avait paru offrir un réel intérêt, mais qui ne se rattachaient pas aux autres classes. C'était, par exemple, tout ce qui concerne le fonctionnement du service anthropométrique. C'était une collection de vues stéréoscopiques reproduisant les principales scènes de la vie pénitentiaire dans les établissements des divers genres. C'était l'exposé de certaines œuvres de patronage, puis la collection des travaux de la statistique pénitentiaire et celle des volumes de la statistique criminelle en France. C'étaient enfin les comptes rendus et les actes de la Société générale des prisons.

L'exposition pénitentiaire internationale inaugurée, comme le congrès le 3/15 juin 1890 n'a été close que le 12/24 juillet alors que les séances du congrès avaient pris fin le 12/24 juin. Le suc-

cès a été complet. Le nombre des entrées payantes, de 5 à 600 par jour au début, s'était accru bientôt et vers la fin il dépassait le chiffre de 1.500.

L'installation et le service de la section française avaient été confiés à M. Barra à qui nous sommes heureux d'offrir ici toutes nos félicitations pour l'habileté avec laquelle il a su accomplir cette tâche délicate.

En achevant ce rapide compte rendu, qu'on nous permette de citer encore le *Journal de Saint-Petersbourg* et de nous approprier ses conclusions : « Puisse cette exposition être envisagée comme elle le mérite, c'est-à-dire avec l'intérêt sérieux qui doit entourer ce qui touche à la science pénitentiaire ! Cette science n'est-elle pas une des plus hautes parmi celles consacrées à l'étude des grandes fonctions sociales ? La civilisation moderne dont nous sommes si fiers ne serait que mensonge, si elle n'avait pour but que la poursuite des progrès matériels. Elle doit aussi, et avant toute chose, avoir en vue le progrès moral et pour cela elle doit atteindre le crime dans sa source même. La société doit être défendue avec énergie contre ses ennemis intérieurs ; mais ne pouvant détruire le mal, il faut tâcher de l'empêcher de se propager.

« La science pénitentiaire appartient à la catégorie de celles qu'on classe sous le nom de morales et politiques. Elle est une dérivation de la morale appliquée ; elle peut être regardée comme destinée à lutter contre le mal. C'est là son ambition, c'est là son but et c'est là son honneur. »

E. PAGES.

NOTE SUR L'ÉTAT ACTUEL

DES PROJETS DE CODES PÉNAUX ET DES SYSTÈMES PÉNITENTIAIRES

de l'Autriche-Hongrie.

I. — AUTRICHE (1)

Le projet de Code pénal de l'année 1889 n'est au fond qu'une reproduction du projet de 1874 de l'ancien ministre de la justice, le docteur *Glaser*, sauf quelques modifications apportées à la suite, notamment des conclusions prises par la commission de la Chambre des députés. Ce projet n'a pas encore été soumis aux délibérations du Parlement. Aussi, en raison de la dissolution du Parlement autrichien qui a eu lieu il y a peu de semaines, y a-t-il peu d'espoir que cette œuvre, réclamée depuis des dizaines d'années soit continuée et conduite à bonne fin. Le projet, émané du Gouvernement lui-même, ne contient aucune disposition relative aux *condamnations suspensives*; mais la commission parlementaire permanente, instituée en vue d'assurer l'étude continue du projet gouvernemental, a jugé utile de consacrer un article spécial à cette nouvelle institution.

Cet article 25, assez remarquable, est à peu près conçu comme suit :

« Le tribunal peut, dans des cas qui méritent une considération tout à fait spéciale, ordonner la suspension de l'exécution d'une peine *privative de liberté*, quand celle-ci ne dépasse pas la *durée de six mois*, avec l'effet que cette peine sera considérée comme subie, si le condamné, pendant le délai fixé par le tribunal, c'est-à-dire pendant le délai d'une année au moins à compter du jour

(1) *Bulletin*, 1889, p. 770.

où le jugement est devenu définitif et, au plus, de trois années, n'a pas commis un nouveau crime ou délit.

De telles condamnations suspensives ne peuvent pas être appliquées à des personnes qui ont été déjà condamnées pour crimes ou délits ou contre lesquelles ont été prononcés la privation des droits civiques, le placement sous la surveillance de la haute police ou l'internement dans une maison de travail (correction), l'expulsion partielle ou totale ou l'interdiction de l'exercice d'une certaine profession (médicale, technique, etc.) dont elles auraient abusé. »

Cet article ne sera pas applicable aux peines privatives de liberté, qui seront substituées à la peine de réclusion dans le cas de l'article 49 § 2 (peine atténuée en cas de tentative criminelle) ni aux peines privatives de liberté, destinées à remplacer les amendes au cas où celles-ci ne peuvent être exigées.

Le jugement de suspension des condamnations ne suspend nullement le recouvrement des dommages-intérêts et des amendes prononcées par le tribunal, ni l'exécution des peines accessoires.

II. — HONGRIE (1)

En Hongrie est en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1880, le Code pénal sanctionné en 1878, et bien connu en France depuis l'excellente traduction de MM. *C. Martinet* et *P. Dareste*.

Le Code pénal hongrois a introduit des modifications considérables dans le système pénitentiaire et est devenu le point de départ de la réforme des établissements pénitentiaires hongrois. Le mouvement de réforme est actuellement devenu général en Hongrie ; on reconnaît que les meilleures dispositions pénales ne peuvent exercer aucun effet, si l'exécution de la peine n'est pas, dans la pratique, assurée conformément à la volonté du législateur.

L'expérience a fourni d'importants résultats en ce qui concerne les nombreuses et, pour une part, nouvelles peines privatives de liberté instituées par le Code hongrois ; mais, d'autre part, cette expérience a prouvé que certaines dispositions de la loi ne répondent pas aux effets recherchés. Par suite, malgré le peu de temps écoulé, on s'occupe déjà d'une réforme du Code pénal. Toutefois, les opinions

(1) *Conf. Bulletin*, 1890, p. 249.

sont partagées sur le point de savoir s'il y a lieu de procéder à une refonte totale ou à une réforme partielle. Le Gouvernement semble incliner vers le dernier avis. Il a fait préparer un projet qui vise exclusivement les dispositions légales qui ont motivé les critiques de l'opinion publique, mais il semble que ce projet rencontre une vive opposition de la part des criminalistes hongrois et que cette question doive rester encore en suspens pour un certain temps. A vrai dire, pour juger de la valeur d'un code pénal, un délai de dix ou onze ans est bien court, et c'est toujours une chose dangereuse que d'introduire une réforme partielle dans un code relativement nouveau, dont les principes fondamentaux n'ont pas encore été soumis à l'épreuve du temps. Néanmoins les modifications projetées sont assez intéressantes et nous nous réservons d'en rendre compte, en tant qu'elles touchent au système pénitentiaire, dès que le projet sera soumis au Parlement hongrois.

La tâche la plus importante pour la Hongrie est actuellement le Code de procédure pénale. La Hongrie ne possède pas, jusqu'à ce jour, de codification de la procédure criminelle; ce sont des coutumes, modifiées seulement en partie par des lois écrites, qui règlent la procédure pénale. Un tel état de choses a semblé déjà, depuis longtemps, intolérable et en contradiction avec les immenses progrès que la Hongrie a réalisés pendant les dix dernières années dans presque toutes les branches du droit. Après beaucoup d'efforts, l'ancien Ministre de la justice, M. *Fabini* a déposé en 1888 un projet de Code d'instruction criminelle, qui, quant à l'élévation des conceptions fondamentales, peut être comparé aux meilleurs projets français des dernières années. Ce projet s'inspire d'idées tout à fait libérales et repose essentiellement sur le principe accusatoire. Ce projet avait aussi profité des expériences faites avec l'excellent Code d'instruction criminelle autrichien de 1874, l'œuvre monumentale de M. *Glaser*, qui grâce à la belle traduction de MM. *Ed. Bertrand* et *Lyon-Caen* a été très appréciée en France. Malheureusement, ce projet n'eut pas en Hongrie une destinée heureuse. A la suite de la démission de M. *Fabini* (mars 1889) il ne put être soumis aux délibérations de la Chambre des députés.

Le successeur de M. *Fabini*, M. *Dezso-Szilágyi*, l'éminent jurisconsulte hongrois, a soumis ce projet à une nouvelle enquête.

Le principal obstacle à un accord réside dans la question du « jury » que le projet de M. *Fabini* n'avait pas jugé oppor-

tun d'introduire en Hongrie en raison des difficultés causées dans ce pays par la diversité des nationalités et des langues ; mais M. Szilágyi, un ardent partisan du jury, estime qu'il ne sera pas impossible de l'introduire dans la législation hongroise, au moins dans une partie du pays. L'opinion publique est encore partagée à cet égard. La question, à notre avis, trouvera un jour une solution favorable à l'introduction du jury, les difficultés ne semblant pas insurmontables et le jury fonctionnant déjà en Hongrie pour les délits de presse.

Quoi qu'il en soit, un fait incontestable est l'intérêt extrême qui s'attache en Hongrie à la réforme du système pénal et pénitentiaire et l'attention avec laquelle on suit toutes les innovations, tous les essais en cette matière dans les pays étrangers et surtout en France.

Dr S. MAYER,
*Conseiller du Gouvernement d'Autriche,
ancien professeur de droit à l'Université et à
l'Académie orientale de Vienne.*

REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE: 1° Libérées de Saint-Lazare (*Petits asiles temporaires*). — 2° Asiles-ouvriers. — 3° Colonie agricole de la Chalmelle. — 4° Maison du Bon-Pasteur. — 5° Patronage de l'enfance et de l'adolescence. — 6° Le journal: *L'Enfant*. — ÉTRANGER: 1° Libérés de Genève. — 2° New-York Catholic Protectors. — 3° Armée du Salut.

FRANCE

I

L'Œuvre des libérées de Saint-Lazare (1).

(*Œuvre des petits asiles temporaires.*)

Les membres de l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare ont tenu, à la mairie du 1^{er} arrondissement, leur assemblée générale annuelle. La séance a été ouverte à deux heures, sous la présidence de Mme de Morsier, vice-présidente de l'Œuvre. Au bureau avaient pris place MM. Jean Macé, sénateur, Zadoc Kahn, grand rabbin de France, Edouard Simon, etc.

Tout d'abord, le trésorier de la société, M. Steiner Dolfus, a donné lecture de la situation financière qui montre la prospérité toujours croissante de l'Œuvre.

Mlle Coppinger a rendu compte ensuite des travaux du conseil pendant l'année écoulée. « Les secours en argent, a-t-elle dit, ont été aussi importants que l'année précédente. Les femmes recueillies dans les petits asiles temporaires de l'Œuvre pendant le temps nécessaire à leur procurer du travail ont été plus nombreuses; 1.268 nuits leur ont été accordées, 479 ont été également accor-

(1) *Bulletin*, 1889, p. 630.

dées à leurs enfants ; 138 femmes ont été rapatriées en province, 14 enfants ont été placés par les soins de l'Œuvre pour permettre aux mères de se trouver une occupation. »

Après Mlle Coppinger, M. Mansais, secrétaire général, a parlé des travaux du Congrès de Saint-Petersbourg et d'Anvers, en matière de patronage des libérées. « L'Œuvre, a-t-il dit, était représentée à Anvers par M. Bogelot, avocat à la cour d'appel, membre du conseil. Il y a fait prévaloir le système des petits asiles temporaires, bien supérieurs aux grands asiles où une discipline sévère doit être observée et où les patronnées peuvent se croire dans une deuxième prison succédant à celle d'où elles sortent. Aussi le Congrès a-t-il recommandé le système des petits asiles. Le secrétaire général en conclut qu'il faut mettre dans le nouveau titre de l'Œuvre le mot : « Petits asiles temporaires ». A l'appui de cette opinion il invoque les changements effectués dans le système pénitentiaire et la prochaine disparition de Saint-Lazare.

Saint-Lazare n'étant plus aujourd'hui l'unique prison pour femmes, la promiscuité qui en était le côté le plus révoltant a de ce fait disparu. L'Œuvre doit donc prendre un titre nouveau qui indiquera, d'une manière claire et précise, son double but de relèvement et de préservation.

Enfin, dit M. Mansais, « M. Bourgeois, Ministre de l'instruction publique et président de l'Œuvre, a donné son approbation à cette idée dont l'initiative revient à Mme Bogelot et il a rédigé lui-même le nouveau titre de l'Œuvre qui devra être sollicité auprès du Ministre de l'intérieur : *Œuvre des petits asiles temporaires pour la préservation et le patronage des femmes et de leurs enfants*. — « Ancienne œuvre des libérées de Saint-Lazare. »

M. Jean Macé, sénateur, qui n'a pas pu rester à la fin de la séance, est venu exprès apporter son approbation au changement proposé. Mlle de Grandpré fait l'historique de l'Œuvre depuis sa fondation. Tout en admettant que de nouvelles circonstances rendent nécessaire un titre nouveau elle craint qu'on ne se soit trop hâté à faire ce changement.

M. Bogelot répond aux objections de Mlle de Grandpré et explique le sens du nouveau titre. Dans ces petits asiles créés par Mme Bogelot, la femme malheureuse trouve un refuge et la coupable un milieu où elle peut travailler à sa réhabilitation.

Mme Dupuy, inspectrice des prisons, est venue appuyer chaleureusement les raisons en faveur du changement de titre, qu'elle trouve indispensable au développement et à la prospérité de l'Œuvre.

La proposition a été ensuite mise aux voix, et le nouveau titre adopté par l'assemblée à l'unanimité.

Au courant de la discussion deux suggestions importantes ont été soumises à l'assemblée, l'une par M. Gaufres, conseiller municipal, au sujet de la nécessité d'organiser l'émigration dans nos colonies, l'autre par Mme Wiggishoff sur les moyens de procurer du travail pour les femmes assistées par l'Œuvre.

II

Asiles-ouvroirs.

Asile de la rue Blainville. — Le 15 février, a eu lieu, à l'asile de la rue Blainville, l'assemblée générale de la *Société philanthropique pour la création d'asiles-ouvroirs*.

MM. Jules Simon et Goblet, présidents d'honneur de la Société, assistaient à la séance ainsi que M. Barodet, vice-président.

M. Goblet, qui a pris le premier la parole, a exposé les résultats obtenus par la Société depuis sa création, qui ne date que du 8 août 1890.

M. Jules Simon, parlant ensuite, a charmé l'auditoire par une causerie humoristique sur la philanthropie. Rappelant que dans certains pays de l'Europe des asiles-ouvroirs pareils à celui qui vient d'être créé existent depuis longtemps, l'éminent orateur s'est vu obligé de constater que les Français, apportant jusque dans la philanthropie la légèreté qui est le fond de leur caractère, n'avaient pas toujours la persévérance nécessaire pour mener jusqu'au bout les entreprises commencées dans un élan de générosité. Cependant, depuis quelque temps, il semble que des efforts sérieux soient faits pour réaliser quelques-unes des améliorations sociales réclamées par l'humanité.

L'assistance, qui emplissait le futur dortoir de l'Asile, transformé en salle des fêtes, a chaleureusement applaudi les discours de ses deux présidents d'honneur.

L'assemblée a ensuite procédé, sur la proposition de MM. Sculfort et de Mouy, l'un président de la Société, l'autre directeur de l'Asile, à la nomination du comité directeur et de divers membres honoraires.

Au milieu de cette étroite rue Blainville, située derrière le

Panthéon et aboutissant rue Mouffetard, s'élève une haute et vieille maison derrière laquelle est un vaste terrain, moitié cour, moitié jardin ; à droite de ce terrain, sur une longueur de 50 mètres environ, s'étend un corps de bâtiment qui ne supporte un premier étage que dans la seconde moitié de sa longueur ; au fond se trouve un second corps de bâtiment, dont la façade peut avoir 20 mètres et qui ne comprend qu'un rez-de-chaussée largement éclairé par des baies vitrées. C'est ce local, occupé précédemment par un imprimeur, qui vient d'être transformé en asile-ouvroir.

Les deux premières petites pièces qu'on aperçoit, en entrant dans la cour, dans le corps de bâtiment situé à droite, sont les bureaux du président de la Société et du directeur de l'asile. Vient ensuite, dans l'ordre suivant : la salle du conseil, la salle d'attente et de réception des hospitalisés ; le magasin servant de salle d'exposition des produits. Le premier étage est entièrement occupé par un dortoir très aéré, qui pourra contenir près de cent lits. Dans un sous-sol sont la cuisine et le réfectoire. Le corps de bâtiment, au fond du jardin, ne servira que d'atelier et de magasin.

Le prix du loyer est de 5.000 francs par an, mais le propriétaire de l'immeuble a pris à sa charge l'installation et a offert de ne pas toucher le montant du loyer des quatre premiers mois. Les appointements du personnel, qui sera admis à l'asile comme dans une maison de retraite, seront des plus modestes. Ce personnel ne comprendra du reste qu'un gérant-comptable, logé et nourri ; un chef-cuisinier et un garçon de salle à demeure, habillés, nourris et chauffés, à qui l'on donnera 10 francs par mois pour les menues dépenses, et qui, d'ailleurs, seront souvent pris parmi les hospitalisés. C'est sous la direction de ces deux hommes de peine que seront faits la cuisine et le ménage par le personnel hospitalisé. Toutes les autres fonctions de président, directeur, administrateur, etc., sont absolument gratuites.

Les ouvriers atteints par le chômage, les libérés à leur sortie de prison, les mendiants ou vagabonds convertis à la loi du travail, ne pourront être recueillis que pendant un laps de temps qui ne dépassera pas trente jours. Ils seront logés et nourris, mais, en retour, ils devront effectuer un travail qui consistera, pour le moment, à fabriquer des jouets faciles à exécuter. Ce sont principalement ces soldats de plomb, bébés, petits meubles d'enfants, qui, sous le nom d'articles d'Allemagne, inondent nos marchés français et qui sont précisément fabriqués dans les maisons de travail (ar-

beiter colonie) de Berlin. En été, au contraire, ils fabriqueront des margotins (1).

Afin d'écarter les paresseux qui chercheraient à se faire héberger sans se donner le moindre mal, ils seront tenus de faire chaque jour une tâche calculée à raison de 1 fr. 50, dont 0 fr. 85 pour leur nourriture. Tout ce qu'ils gagneront en plus formera un petit pécule qu'on leur remettra à la sortie de l'asile, moitié en nature, moitié sous forme de paiement d'une quinzaine de loyer chez un logeur, et qui leur sera ainsi d'une grande utilité. Les objets fabriqués seront vendus par les soins de la Société, mais les livraisons seront opérées par le personnel; elle aidera aussi les hospitalisés à trouver du travail.

L'œuvre va se développer rapidement, espérons-le. Elle projette de créer au moins un asile semblable dans chaque arrondissement, d'en créer pour les femmes, d'en créer aussi pour les ménages contenant une salle d'asile pour les petits enfants.

Nous assistons là au premier résultat d'un grand mouvement dont tout l'honneur revient en France, en premier lieu, à M. Mamoz (2) et à nos collègues MM. le pasteur Robin (3) et Lefébure (4), ensuite à la Société générale des prisons (5). Cette organisation a été d'ailleurs copiée sur celle des 30 maisons hospitalières ou de travail et des 49 comités de secours que possédait en 1887 la Société pour l'organisation de la charité de New-York, et aussi sur la colonie de travail de Berlin, qui elle-même s'est modelée sur celle de New-York et celles de Hollande du pasteur Bodelswingh. N'omettons pas non plus les intéressantes organisations du même genre à Genève et à Mulhouse.

Signalons aussi, en voie d'organisation d'une part dans le 16^e arrondissement, et d'autre part dans les deux quartiers des Batignolles et de la Plaine-Monceau, deux œuvres nouvelles d'assistance par le travail. Le but des organisateurs, au premier rang desquels il faut placer, pour le 16^e arrondissement (6), M. de Crise-

(1) Il suffit de faire 60 fagots de margotins pour avoir couvert cette dépense de 1 fr. 50; et un travailleur moyen peut en faire 100 par jour, ce qui laisse 1 franc à verser à son pécule.

(2) Assistance par le travail pour les femmes, 34, rue du Colysée.

(3) *Bulletin*, 1890, p. 587.

(4) Hospitalité par le travail: *supr.* p. 133.

(5) *Bulletin*, 1885, p. 667; Enquête, *Bulletin*, 1886, p. 1019.

(6) Voir aux *Informations diverses*: Union d'assistance.

noy, et, pour le 17^e, MM. Gaufres et Bompard, conseillers municipaux, est également de supprimer la mendicité dans leurs quartiers en fournissant du travail aux pauvres qui voudront bien l'accepter; et en *notant*, comme M. Mamoz, ceux qui refuseront, de manière qu'ils ne puissent plus s'adresser à aucun affilié de la Société sans que celui-ci, après information prise au siège social, ne lui réponde: « On vous a offert du travail, vous n'en avez pas voulu; je ne vous connais pas et je réserve ma pitié avec mon argent pour des infortunes plus méritantes. » Ainsi évincé, le mendiant sera obligé de changer de quartier; et le jour où chaque quartier aura une organisation semblable, il sera obligé de quitter Paris. Ce jour-là est encore éloigné sans doute; mais c'est grâce à l'assistance par le travail qu'on en peut espérer la venue.

A des agences de ce genre pas n'est besoin de frais généraux considérables: un bureau très simple, où les membres de la Société enverront les pauvres qui s'adresseront à eux, où les pauvres eux-mêmes s'adresseront directement. Un ou deux employés, qui enverront ces pauvres aux industriels qui consentent à les employer et qui consigneront sur une fiche les renseignements nécessaires. Voilà tout. Non pas que les deux Sociétés s'interdisent, dans certains cas particuliers, de distribuer des secours immédiats à des infirmes, à des malades; mais ce côté-là est accessoire en quelque sorte: le principal pour elles, c'est de fournir du travail et de prendre note du refus de travail.

Il est évident que le concours d'un certain nombre d'industriels et de commerçants est ici indispensable. Tous ceux qui offriront le leur seront les bienvenus. Si nous ne nous trompons, le caractère local de ces œuvres leur facilitera le succès sur ce point. Quand on demande aux commerçants et aux industriels de Paris en général, et d'une manière vague, de se prêter à pareille tentative, on peut craindre de rencontrer des sceptiques et des indifférents. Quand on offrira à ceux d'un arrondissement ou, mieux encore, d'un quartier d'éliminer la mendicité et de secourir efficacement les misères intéressantes en ouvrant leurs ateliers et leurs magasins à des malheureux qui ne manquent pas d'activité ni de bon vouloir, mais seulement de travail, il est certain d'avance que la plupart accepteront.

L'expérience qui va commencer dans le 16^e et le 17^e arrondissements est donc tout à fait louable et promet de devenir fort inté-

ressante; il est probable que d'autres arrondissements vont au premier jour en profiter.

Le grand avantage d'œuvres de cette nature est de constituer un crible permettant de séparer les vrais pauvres de ceux qui se font de la mendicité un métier, et un métier des plus lucratifs. Cette sélection se fait au moyen de fiches, comme M. Mamoz le pratique depuis vingt ans, et il suffit d'aller le consulter pour savoir si l'individu qui vous sollicite est un dénué intéressant ou un « voleur de pauvres ».

Je sais bien que ce système de fiches est critiqué par quelques bons esprits, au nombre desquels se trouve notre si compétent collègue, M. Paulian. Ils estiment que les renseignements consignés aux fiches sont souvent mal pris, le plus souvent chez les concierges, par des employés peu scrupuleux, qui parfois s'entendent avec le mendiant. Mais en attendant que notre excellent collègue veuille bien venir ici, comme il me l'a promis, exposer ses idées et son système, nous persistons à penser que, moyennant un choix judicieux du personnel enquêteur, ces fiches peuvent rendre et rendent journellement à la charité privée intelligente, les plus éminents services.

Mentionnons encore, pour essayer d'être complet: l'asile-ouvroir temporaire pour femmes sans travail, 48, rue de la Villette (1); l'asile-ouvroir de Gérando, 82, rue Blomet, pour les jeunes filles victimes d'une première faute; la maison du Bon-Pasteur, rue Denfert, 71 (2); le refuge des Dames de Saint-Michel (3); l'asile des prévenus acquittés (4); les asiles de la Société générale pour les libérés: 49, rue de Lourmel, pour les femmes, 4, rue de la Cavalerie et rue des Cévennes pour les hommes (5); les nombreuses œuvres protestantes de la *Chaussée du Maine*, 201, rue de Vaugirard, et 74, rue des Fourneaux; de l'atelier-école de l'avenue du Maine, 220; du *refuge* pour les filles repenties, 20, rue des Buttes; de correction pour les filles, 95, rue de Reuilly; la Société de travail du 11^e arrondissement, de M. Schmidt; enfin l'ouvroir-atelier pour une quinzaine de femmes, fondé le mois dernier, 35, rue Juge, à Grenelle.

(1) L'asile temporaire pour femmes repenties de la rue des Grands-Augustins dont il est parlé *supr.* p. 124 et qui a été également fondé par M^{me} Risler-Kœcklin, a été fermé en août 1890.

(2) V. *infra*

(3) *Bulletin*, 1885, p. 999; 1888, p. 924.

(4) *Bulletin*, 1890, p. 16.

(5) *Bulletin*, 1889, p. 842.

En province le mouvement commence ; à Marseille, à Nîmes l'Assistance par le travail fonctionne déjà. Elle s'organise à Bordeaux.

Il n'est pas jusqu'à l'Armée du Salut, qui, sous la conduite de son maréchal, M. William Booth, n'aborde ces grands problèmes de la répression de la mendicité, du patronage des libérés. Elle a déjà créé ou songé à créer des refuges de nuit, des bureaux de placement, des dispensaires, des asiles. A côté des nombreuses sociétés londonniennes occupées de protéger les jeunes filles exposées au vice, comme les maisons de la princesse Louise, la Société de secours pour les jeunes femmes et les enfants, l'asile pour les jeunes personnes arrivant de province à Londres pour y trouver un emploi, — elle a pris à cœur de fonder des refuges pour les jeunes filles vivant dans un milieu dangereux pour leur innocence. A côté des soixante-trois succursales de la Société royale pour l'assistance des libérés, qui est en relations avec toutes les prisons d'Angleterre et du pays de Galles et dont le président est le duc de Westminster (1), à côté des quinze autres sociétés du même genre existant à Londres seulement, elle a fondé une œuvre d'assistance pour les détenus sortant de prison, en vue de les mettre à même de gagner honorablement leur vie (voir infra la *Revue de patronage* : Étranger).

Mais voici que M. Booth, estimant que le principal remède au paupérisme est l'émigration, songe à fonder des colonies agricoles (2), dans le double but de diminuer au profit des campagnes la population surabondante des grandes villes et de faire l'éducation pratique des émigrants d'outre-mer (agriculture, jardinage, métiers, etc.). Mais auparavant il entend créer des colonies urbaines, c'est-à-dire de grands ateliers pour l'assistance par le travail. Déjà au Diorama national, à l'angle des rues Secrétan et Monin, fonctionne depuis le commencement de février un atelier (3) d'une cinquantaine de travailleurs fabriquant des margotins et payant ainsi 1 franc 20 centimes nécessaires à leur nourriture et à leur coucher : le surplus de leur gain quotidien leur appartenant naturellement. Après un certain temps ces ouvriers sont placés soit d'eux-mêmes, soit par les soins des officiers de l'atelier, tantôt chez

(1) *Bulletin*, 1888, p. 699.

(2) Son livre sur l'extinction du paupérisme est intitulé : *L'Angleterre ténébreuse et le moyen d'en sortir*. Il a fait à Paris sur ce sujet les 27 février et 1^{er} mars deux conférences publiques.

(3) Cet atelier, réduit à une douzaine d'ouvriers (menuisiers, fabricants de margotins, tailleur, cordonnier), a été transféré le 25 février, 167, quai Valmy.

des patrons, tantôt dans la colonie agricole. De là ils sont dirigés soit vers l'agriculture métropolitaine, soit vers les pays lointains. Mais toutes ces communautés de secours et d'entretien mutuel seront de véritables sociétés coopératives ou des familles patriarcales, régies par la discipline religieuse et absolue de l'Armée du Salut, dont l'unique correctif est la liberté toujours entière de sortir à tout moment de l'Association.

J'ai réservé pour la fin les établissements de travail ayant un caractère officiel comme le refuge-ouvroir municipal pour femmes de la rue Fessart et la colonie de la Chalmelle, dont je parle à l'article suivant. Je considère que, pour produire tous leurs effets utiles sans créer tous les dangers des ateliers nationaux, de telles maisons doivent essentiellement relever de l'initiative privée (1). Dans une profonde étude (2), notre collègue, M. L. Lallemand, a montré récemment les périls de la charité officielle telle qu'on cherche à l'imposer à notre France d'aujourd'hui. Nous craignons que le projet de loi sur les maisons de travail (3) que va prochainement déposer sur le bureau de la Chambre des députés M. Fernand Faure ne soit pas de nature à calmer ces inquiétudes.

A. R.

NOTE. *Asiles de nuit*. — Les asiles de nuit gratuits sont, à mon avis, le meilleur moyen d'encourager le vagabondage. Cet article était déjà composé quand je lis une statistique effrayante. Dans les seuls asiles provisoires ouverts du 19 au 23 janvier dernier, en moins d'un mois on a hospitalisé près de 160.000 individus. Beaucoup d'entre eux ont profité de cette gratuité pour quitter les chambres qu'ils louaient chez des logeurs et pour se lancer ainsi dans la voie du plein vagabondage, favorisés encore par les soupes distribuées chaque matin sans contrôle à tous ceux qui se présentent à la porte.

Une constatation est particulièrement inquiétante, c'est celle du nombre de tout jeunes enfants venant au milieu de la nuit demander à entrer. Boulevard Voltaire, un gamin d'une dizaine d'années arrive un jour à deux heures du matin. On l'interroge. Il répond qu'ayant « chipé » de l'argent à sa grand'mère, pour aller au théâtre de Belleville, il n'osait rentrer chez elle de peur d'être grondé. Des gamins sont allés en bande au Champ de Mars renouveler les exploits de Jean-Paul Choppard et éviter ainsi les sévères corrections paternelles qu'appelaient ces velléités de voyage dans l'inconnu.

Puis de jeunes vagabonds de moralité douteuse sont venus, mais

(1) Comparer sur ce point les conclusions si sages de M^{me} Dupuy : *Bulletin*, 1889, p. 506.

(2) *Un péril social : L'introduction de la charité légale en France*.

(3) *Conf. Bulletin*, 1887, p. 673.

l'annonce que l'on a fait de réclamer prochainement les papiers des hospitalisés les a presque tous éloignés. L'administration qui avait tout d'abord, au moment de l'hiver, reçu tout le monde, commence aujourd'hui à examiner de plus près cette clientèle. Des états statistiques sont dressés afin de mieux connaître quels sont ceux dont il convient de s'occuper. Il ne faut pas que ces asiles provisoires restent indéfiniment ouverts. Il y a là une situation des plus dangereuses et à laquelle dès maintenant l'administration doit songer à mettre un terme. Qu'elle agisse avec prudence, méthode, progressivement, qu'elle rapatrie le plus grand nombre possible de ces errants soit en province, soit à l'étranger, comme on l'a fait à l'asile de la presse. Mais que, maintenant que les grands froids sont passés, on liquide au plus vite ce dangereux essai et qu'on songe surtout à n'y plus recourir, une autre année. L'asile-ouvroir, c'est-à-dire l'asile payant en travail, telle est la seule solution de la question.

III

Colonie agricole de la Chalmelle.

Dans l'article précédent : *Asiles-ouvroirs*, le *Bulletin* annonce que la commission de mendicité du conseil municipal vient d'étudier un projet de colonie agricole pour les mendiants.

Après avoir d'abord pensé à Méry-sur-Oise, où la ville possède de vastes terrains destinés jadis à un cimetière, destinés maintenant à l'épuration des eaux d'égout, la commission a décidé de proposer au conseil municipal l'établissement de cette colonie dans une ferme de 128 hectares appartenant à l'Assistance publique et située à la Chalmelle, sur le territoire de la commune de la Forestière, canton d'Esternay, département de la Marne, à un kilomètre de la station des Essarts.

Dans ce domaine, qui se trouve à quatre heures de Paris, dit M. Georges Berry dans le rapport qu'il adresse au conseil, s'élève une construction assez vaste et capable de recevoir dès maintenant la direction, les services administratifs et une quarantaine de colons célibataires choisis parmi les plus intéressants, et qui tout en aidant à la culture des champs, travailleront aussi à l'édification complète de la colonie. L'ensemble des terrains de la Chalmelle est improductif depuis près de deux ans, mais une bonne partie sera, sans difficultés et sans grands frais, remise en rapport.

La première catégorie d'indigents qui devra être amenée dans la colonie se composera de célibataires qui trouveront dans les bâtiments existants logement, nourriture, vêtement et un salaire sur lequel seront prélevés les frais occasionnés par leur entretien.

On organisera pour eux dans la ferme centrale un réfectoire et un dortoir. Ils commenceront la mise en œuvre de la colonie et seront occupés à l'installation des colons mariés qui viendront dans la suite.

Pour ceux-ci, on construira autour de la ferme centrale une série de maisonnettes comprenant chacune, sur le même modèle, deux pièces, une étable et un petit hangar. En outre, un terrain d'un hectare environ et devant servir de jardin à chacune des familles recueillies sera attenant à la maison.

Il convient d'ajouter que l'édification de ces maisonnettes pourra se faire sans grandes dépenses, puisque, d'une part, ce seront les indigents eux-mêmes qui seront tenus de fournir la main-d'œuvre et que, d'autre part, le territoire de la Chalmelle possédant des sous-sols argileux aptes à fournir la terre à brique, une briqueterie sera facilement installée et donnera les matériaux nécessaires à la construction des habitations des colons mariés.

Il sera dès lors plus facile, au bout de dix ou douze mois, de réaliser une vingtaine de maisons et, cela fait, la briqueterie continuera néanmoins à être en activité et vendra au dehors les produits de sa fabrication.

Au fur et à mesure de leur installation, les colons mariés recevront un mobilier sommaire, l'outillage de jardin, les graines et semences, les vêtements, et suivant les cas une avance en numéraire. Ils recevront aussi un salaire proportionné à leur travail, mais ils devront se suffire après la première année.

Ce résultat sera facilement obtenu, car, en dehors des travaux agricoles, les colons seront occupés à la briqueterie, feront produire leurs jardins, leurs basses-cours et fabriqueront de la vannerie commune en utilisant les jones et les osiers qui se trouvent dans la partie humide de la propriété ; de plus, il y aura possibilité de procurer aux femmes différents travaux d'aiguille.

La colonie agricole de la Chalmelle est conçue, on le voit, sur le type des colonies hollandaises dont notre *Bulletin* a souvent parlé (1).

Mais, à notre avis, de semblables œuvres, pour réussir, ne doivent avoir aucun caractère officiel ; elles doivent essentiellement émaner de l'initiative privée, car celle-ci seule sait remplir ces deux conditions indispensables : la première, c'est que les

(1) *Bulletin*, 1886, p. 938 ; 1887, p. 338.

capitaux engagés soient réduits au strict minimum; la seconde, c'est que le travail des hospitalisés soit obligatoire, pour ne pas faire de telles colonies des lieux de villégiature pour les mendiants et les paresseux.

Les conclusions du rapport ont été discutées dans la séance du conseil municipal du 25 février. Ses conclusions, après une longue et intéressante discussion que nous analyserons dans le prochain *Bulletin*, ont été renvoyées à l'examen d'une commission composée des membres des commissions de mendicité, d'assistance publique et de travail.

IV

Maison du Bon-Pasteur.

L'œuvre du Bon-Pasteur date du XVII^e siècle. Elle a pour but de ramener au bien, en les visitant à Saint-Lazare et en les recueillant dans son asile de la rue Denfert, 71, les jeunes filles de la 2^e section, particulièrement celles qui sont traitées dans l'infirmerie (1). Mais il est à remarquer que son action est nulle sur les filles valides *soumises* et qu'elle ne peut obtenir une influence moralisatrice que : 1^o sur les malades (*soumises* ou *insoumises*); 2^o sur les jeunes *insoumises* de la troisième section, appelées *les Duval*, au quatrième étage, mais au nombre de seulement 12 ou 15.

L'œuvre ne s'occupe des jeunes filles qu'après seize ans : ce n'est qu'exceptionnellement, et quand le Sauvetage de l'enfance ne les a pas recueillies, qu'elle prend les quelques enfants de moins de seize ans, détenues à la Conciergerie.

Elle leur donne un refuge après leur sortie de Saint-Lazare, d'où malheureusement elles ne sortent trop souvent qu'incomplètement guéries (blanchies comme elles disent), achève leur guérison et les fait travailler à la couture.

En entrant, elles sont placées en observation dans la 1^{re} classe, d'où, après un temps d'observation très variable suivant leur caractère, elles passent dans l'une des deux autres.

Elles peuvent quitter la maison quand elles veulent. En fait elles ne la quittent guère, que pour se mal conduire. Quelquefois, aussi l'œuvre les rapatrie, négocie une rentrée en grâce

(1) *Bulletin*, 1891, p. 159.

dans la famille, ou facilite (mais toujours avec prudence) un placement.

Les indisciplinées sont renvoyées et remises, soit à leurs parents, soit, si elles n'en ont pas, à la Préfecture de police qui, par une inexplicable pratique, se croit autorisée à les considérer comme *arrêtées pour la deuxième fois* et à les mettre en carte !

La maison est dirigée par douze dames de Saint-Thomas de Villeneuve et possède 150 lits.

La présidente du comité de l'œuvre est Mme Fouques-Duparc dont le zèle et l'activité ne se démentent pas depuis plus de trente ans.

V

Patronage de l'enfance et de l'adolescence (1).

Le 18 février s'est réuni, dans la chambre du conseil de la cour de cassation, le conseil supérieur du Patronage de l'enfance et de l'adolescence. MM. Quesnay de Beaurepaire, Georges Bousquet, Carraby, le docteur Motet, Lépine, etc., assistaient à cette réunion.

Le conseil a approuvé le contrat passé par le Patronage avec l'hospitalité de nuit, aux termes duquel l'hospitalité consent à garder, même pendant le jour, et à nourrir les garçons de quatorze à dix-huit ans que lui recommande le Patronage, moyennant une indemnité de 50 centimes par jour. Le Patronage doit placer ces jeunes gens dans le plus bref délai.

Le directeur, M. Rollet, a exposé les résultats obtenus au cours du dernier semestre : 302 enfants ont été protégés ; 136 enfants (82 garçons et 54 filles) ont été définitivement placés sous le patronage de l'œuvre. Sur ce nombre, 33 garçons et 21 filles ont été répartis entre huit départements ; 17 garçons ont été placés en Algérie.

« Notre principe est de ne pas fonder de grands établissements, mais de profiter des établissements qui existent et présentent toutes garanties pour l'éducation des enfants. Nous payons une pension modique. Lorsque nos enfants sont placés isolément, leur patronage est assuré par des correspondants de notre œuvre, le plus souvent par des dames.

(1) *Bulletin*, 1891, p. 137.

« A Paris, il nous a fallu des asiles temporaires pour examiner, nettoyer et habiller les enfants avant leur placement définitif. Nos asiles sont encore trop restreints ; nous n'avons que de petits appartements, 24, place Dauphine pour les filles, 4, rue Bertin-Poirée pour les garçons. Enfin nous avons, 10, rue de Nesle, un troisième logement qui abrite une dizaine de jeunes garçons placés en apprentissage mais rentrant dîner et coucher.

« Nous voudrions aussi que la ferme-école de Bouzaréah ne fût qu'un asile temporaire, mais nous n'avons pas encore en Algérie un comité de patronage assez bien constitué pour nous indiquer et inspecter de bons placements isolés. »

La vente de charité a rapporté, tous frais payés, 19.860 francs.

VI

Le journal : *L'ENFANT*.

Le 1^{er} février 1891, a paru le premier numéro d'un petit journal bi-mensuel, organe des protecteurs et sociétés protectrices de l'enfance et de l'adolescence, en particulier du Patronage de M. Rollet, dont il publiera le bulletin mensuel.

Voici son programme :

« Nous voulons plaider la cause des enfants, assurer leur protection.

« Nous ferons connaître aux gens de cœur et aux personnes prévoyantes l'œuvre du *Patronage de l'enfance et de l'adolescence* qui poursuit le relèvement moral de garçons et de filles qui, par suite de circonstances multiples, semblaient appelés à devenir de mauvais sujets, des malfaiteurs, peut-être même des criminels.

« Nous inviterons nos lecteurs à concourir au développement en France de cette œuvre de bienfaisance et de préservation sociale.

« Nous publierons et commenterons les diverses lois qui protègent l'enfance.

« Nous montrerons ce qui se fait en France et à l'étranger dans l'intérêt de l'enfance malheureuse.

« Nous discuterons toutes les questions qui se rattachent à l'éducation ou à la moralisation de la jeunesse ; nous invitons nos lecteurs et lectrices à nous adresser des études sur ces questions ; nous les publierons sous la rubrique : *Tribune ouverte aux amis de*

l'enfance, lors même que nous ne partagerions pas toutes les idées de nos correspondants.

« Nous ne traiterons jamais de questions politiques.

« Si parfois *l'Enfant* contient des articles sur des sujets qui ne se rattachent pas directement à la protection de l'enfance, nos lecteurs se diront que nous avons voulu rompre la monotonie de notre journal pour plaire à quelques-uns ou pour assurer la vie du journal.

« Nous espérons unir entre elles les personnes et les sociétés charitables qui aiment et protègent l'enfant. Elles se connaîtront, elles s'aideront, elles rivaliseront pour le bien.

« Puissent-elles en se servant de l'organe de la charité que nous leur offrons, assurer la protection efficace de l'enfance et de l'adolescence, préparer un avenir meilleur...! »

En conséquence les deux premiers numéros contiennent une chronique concernant les enfants traduits en justice ou exposés à mal faire, le texte et le commentaire des principales lois protectrices de l'enfance (emploi des enfants à la mendicité), des descriptions d'asiles étrangers pour l'enfance (D^r Barnardo (1), Rukavitchnikow), une bibliographie, l'adresse de toutes les œuvres concernant l'enfance, etc.

Nous souhaitons longue et vigoureuse existence à notre jeune confrère.

ÉTRANGER

I

Société de patronage pour les libérés des prisons de Genève (2). — (4^e année.)

Cette Société s'est fondée il y a quatre ans à Genève. Elle s'occupe de recueillir les détenus à leur sortie de prison dans un petit asile et de leur chercher du travail, ou de les rapatrier dans leur pays d'origine.

Le nombre des libérés secourus a été en 1890 de 169, dont 144 hommes.

(1) *Bulletin*, 1878, p. 229.

(2) *Bulletin*, 1890, p. 228.

Sur ce nombre on comptait 29 Genevois, 50 Suisses des autres cantons, 46 Français, le reste de nationalités diverses.

Les dépenses de toutes sortes, frais d'asiles, frais de voyages, vêtements, secours en argent n'ont pas dépassé 8.000 francs. C'est une moyenne de moins de 50 francs par tête, tout absolument compris. C'est vraiment très peu, si on songe qu'il s'agit d'un patronage menant le détenu jusqu'au moment où il rentre dans sa famille, où il retrouve du travail, où, en un mot, il est remplacé aussi complètement que possible dans des conditions normales d'existence.

Ce résultat ne peut être acquis qu'au prix de beaucoup de dévouement et du travail personnel et incessant de M. Lombard, président de la Société, et de ses zélés collaborateurs.

Nous suivrons toujours avec plaisir les progrès de cette œuvre si utile, non seulement aux Suisses, mais même à certains Français des départements limitrophes et qui fait l'application et la preuve des méthodes de patronage pour lesquelles nous ne saurions dissimuler notre très vive sympathie.

G. BOGELOT.

II

New-York Catholic Protectory.

Notre *Bulletin* (1) a parlé à diverses reprises de la belle institution du « Catholic Protectory » de New-York. Nous nous proposons aujourd'hui de résumer le 28^e rapport annuel s'appliquant aux douze mois écoulés, du 1^{er} octobre 1889 au 30 septembre 1890. Durant cette période le « Catholic Protectory » a fait une grande perte : son digne président, l'honorable M. Henry Hoguet est décédé le 9 mars 1890 ; il a été remplacé par l'honorable M. Richard H. Clarke qui appartenait à l'œuvre depuis vingt ans et en avait occupé avec distinction les principales charges.

L'instruction morale et religieuse continue à tenir la première place parmi les justes préoccupations des administrateurs chargés

(1) *Bulletin*, 1885, p. 112 ; 1889, p. 538 ; 1890, p. 943.

de former au bien les enfants vicieux, délaissés, moralement abandonnés de la grande Cité américaine qui leur sont confiés par leurs parents ou les magistrats. Il a été dit dans le *Bulletin* de décembre dernier que les sections de garçons et de filles sont respectivement dirigées par les frères des écoles chrétiennes et les sœurs de charité. Le rapport (p. 9) s'exprime ainsi à ce sujet : « Ces deux communautés ont pour signe caractéristique le zèle religieux, la piété, la tempérance, le labeur chrétien, le détachement des intérêts terrestres et politiques, la charité, l'habitude de donner le bon exemple. La douce et persuasive influence de ces hommes et de ces femmes qui savent s'oublier eux-mêmes, la vie de dévouement qu'ils se sont engagés solennellement à mener, incitent, sans violence, les enfants à suivre le sentier de bien et de la probité. »

Suivant l'âge des élèves admis, on leur enseigne le catéchisme, la lecture, l'écriture, le calcul, la grammaire, l'histoire, la géographie, le dessin, le dessin linéaire. En dehors des travaux intérieurs de l'établissement et de ceux de la ferme, les métiers qui occupent le plus grand nombre d'apprentis sont : l'imprimerie, la confection des vêtements, des gants, des souliers, la fabrication des bas. Indépendamment du corps éprouvé des pompiers, on a tout récemment formé un bataillon de 200 jeunes gens soumis aux manœuvres prescrites pour les miliciens des États-Unis. Il a été établi aussi en faveur des filles un cours de cuisine et d'économie ménagère.

De nouveaux bâtiments en pierre, briques et fer ont complété l'ensemble si remarquable de l'institut de West-Chester ; la dépense a atteint de ce chef 204.000 dollars. La santé générale des pupilles est restée bonne, aucune épidémie n'est venue les frapper, et du 1^{er} octobre 1889 au 30 septembre 1890, on compte seulement 9 décès (4 garçons, 5 filles). Les maladies d'yeux, assez fréquentes autrefois, ont diminué en raison des progrès de l'hygiène et des visites fréquentes du corps médical.

A leur sortie de la maison, de nombreux élèves ont pu être placés comme domestiques, imprimeurs, garçons de ferme, employés de magasin, etc ; à un autre point de vue, le nouveau directeur a fait ouvrir plus largement encore que précédemment, les portes du Protectory aux jeunes délinquants traduits devant les tribunaux ; des mesures furent arrêtées à ce sujet d'accord avec la « Society for the prevention of cruelty to children » et le « Board of police justices of the city of New-York ». En effet, ces enfants,

dit le rapport (p. 29) ont besoin plus que les autres de protection, d'un enseignement moral et religieux, de l'instruction professionnelle telle qu'elle est donnée dans un institut comme le « Protectory ». Il ne s'agit naturellement que des délinquants catholiques : l'article 17 du Code pénal dispose que, toutes les fois qu'un enfant sera confié à un établissement, il sera, autant que possible, confié à un établissement dirigé par des personnes appartenant à la même confession religieuse que ses parents ». C'est en vue de faciliter la mise en pratique de cet article que M. Clark a offert de recueillir les pupilles de la catégorie dont il s'agit après avoir pris les dispositions intérieures nécessaires pour que leur présence n'apporte aucun trouble dans l'asile.

Quelques chiffres statistiques termineront ce rapide résumé qui montre que le « Catholic protectory » américain reste digne de son passé.

Pupilles présents au 30 septembre 1889:

Garçons.....	1.441	}	2.255
Filles.....	694		
Jeunes enfants.....	117		

Pupilles admis :

Garçons.....	656	}	803
Filles.....	131		
Jeunes enfants.....	16		

Total..... 3.058

Nombre de pupilles ayant été à la charge de l'institution restant au 30 septembre 1890 :

Garçons.....	1.446	}	2.181
Filles.....	627		
Jeunes enfants.....	108		

Moyenne journalière :

Garçons.....	1.427	}	2.203
Filles et jeunes enfants.....	776		

Total des journées de présence..... 804.086

Dépenses (non compris les travaux de construction)..... 263.000 dollars.

Le travail des pupilles a produit en chiffres ronds..... 37.000 dollars.

L. L.

III

Patronage de l'Armée du Salut.

Il existe à Londres 63 patronages (voir ci-dessus *Asiles-ouvriers*) pour l'assistance des libérés. L'Armée du Salut, dont le plan du relèvement social magistralement développé dans le nouveau livre du général Booth embrasse toutes les misères, se propose d'en fonder un 64°. Voici en quels termes le résumé français de ce grand ouvrage expose ce projet :

LA BRIGADE DES PRISONS

Le général Booth se réserve d'exposer dans un autre livre ses idées sur la réforme des prisons. Il se contente dans celui-ci de parler du projet qu'il voudrait voir mis sans délai à exécution. Ce projet peut être décrit en quelques mots comme étant l'adaptation à l'Angleterre des méthodes qui ont eu un si merveilleux succès dans la colonie de Victoria. Dans la plus démocratique des colonies anglaises, l'Armée du Salut a été reconnue comme un agent tellement indispensable dans l'œuvre du relèvement des criminels, que le gouvernement lui vote annuellement une subvention. Le général se propose d'établir une brigade, sous les ordres de quelques officiers, aux portes de toutes les prisons du pays. Le service de ces brigades consistera à recevoir le prisonnier à sa libération, à lui procurer du travail, à effacer par tous les moyens possibles les stigmates de la prison, à le rendre à la vie sociale, en un mot à empêcher que la misère ne le ramène sous les verrous.

Des Salutistes stationneront ainsi à la porte de toutes les prisons et emmèneront à leur quartier général le détenu libéré. Là on lui proposera le relèvement en lui offrant : ou un emploi, ou son entrée dans une colonie agricole métropolitaine, ou son admission dans un convoi d'émigration vers une colonie d'outre-mer.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Le Budget à la Chambre ; libération conditionnelle ; enfants abandonnés et assistés ; régie. — 2° Congrès de Berne. — 3° Rapport annuel de l'Association Howard. — 4° Phu-Quoc. — 5° Bibliographie : A. Crimes et peines : Georges Vidal, Arthur Desjardins, Fr. Bouiller ; B. Nos jeunes détenus ; C. Tatouage ; affaire Gouffé. — 6° Informations diverses : *Casier judiciaire*. — *Union d'assistance, à Passy*. — *Sainte-Pélagie*. — *M^{lle} Dumas*.

I

Budget à la Chambre des députés.

Séance du 11 novembre 1890.

I. LIBÉRATION CONDITIONNELLE (1). — Dans la discussion du budget, à propos du personnel du service pénitentiaire, *M. Haussmann* a demandé pourquoi la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, était appliquée d'une manière incomplète. D'après lui, la commission chargée de statuer ne fait bénéficier de la loi qu'un trop petit nombre de condamnés. Il y aurait cependant avantage, au point de vue moral et même budgétaire, à en faire une plus large application.

M. Herbette, directeur de l'Administration pénitentiaire, commissaire du Gouvernement, répond que la commission qui statue sur la libération conditionnelle, composée de représentants de la justice, de la sûreté générale et de l'administration pénitentiaire, examine les demandes chaque semaine. Tous les cas sont étudiés avec le plus grand soin par les hommes les plus compétents. Mais la loi oblige à prendre les avis de certaines autorités et ne permet de libérer qu'après moitié ou plus de la peine subie et après trois mois d'emprisonnement au moins.

« Soyez assurés, dit en terminant *M. Herbette*, que nous avons le plus sincère, le plus vif désir de tirer de la loi nouvelle tous les bons effets qu'elle peut donner. Les statistiques montrent les efforts

(1) *Bulletin*, 1891, p. 17.

faits et les progrès accomplis dans la mise en vigueur de la loi. Nous n'ambitionnons que de l'appliquer davantage et mieux encore, dans les limites qui nous sont assignées, en appelant à la liberté ceux qui la méritent. » (*Très bien, très bien.*)

II. MORALEMENT ABANDONNÉS(1). — Sur une question de M. le marquis de la Ferronnays, M. Monod, directeur de l'assistance publique, déclare que le crédit supplémentaire de trois millions voté pour 1890, en exécution de l'article 25 de la loi du 24 juillet 1889, sera insuffisant. Il y a 14 départements qui n'avaient pas encore voté l'assimilation du service des enfants moralement abandonnés à celui des enfants assistés et qui l'ont votée à la session d'août. Pour ces départements, l'État devra prendre à sa charge le cinquième des dépenses extérieures à partir du 1^{er} janvier 1891. En outre, pour 23 départements qui n'ont voté l'assimilation qu'à la session d'avril, la participation de l'État ne s'exercera que pour le dernier trimestre de cette année. Les trois millions seront donc insuffisants. On ne connaîtra le chiffre exact du relèvement du crédit que lorsque le chiffre total des dépenses du service en 1890 sera connu.

III. ENFANTS ASSISTÉS (2). — A propos du rétablissement des tours demandé par M. le marquis de la Ferronnays, le commissaire du Gouvernement dit que l'intérêt de la vie de l'enfant est ce qui doit dominer. C'est cet intérêt qui a fait voter la loi du 24 juillet 1889, en faveur des enfants moralement abandonnés, loi qui permet de retirer la puissance paternelle aux parents qui maltraitent, dépravent ou exploitent leurs enfants. Quel est le meilleur moyen de garantir l'intérêt de la vie de l'enfant ? Est-ce le tour ? Est-ce le bureau ouvert ?

Le conseil supérieur de l'assistance publique a été saisi de cette question. Quand il aura terminé son examen, la question reviendra tout entière devant la Chambre.

IV. RÉGIE(3). — Dans la discussion du budget du ministère de l'intérieur sur le chapitre 64, relatif à l'entretien des détenus, M. Le Gavrian propose une réduction de 1.000 francs. Il demande

(1) Conf. sup. p. 157.

(2) Conf. sup. p. 157.

(3) Conf. *Bulletin*, 1890, p. 367.

que l'entreprise des prisons, et surtout des maisons centrales, soit remplacée par la régie (1).

« L'entreprise, à laquelle sont soumises la plupart des maisons centrales de France, se donne en adjudication pour un certain nombre d'années, six ou neuf ans. Elle consiste à payer un entrepreneur au moyen de tant de centimes par journée de détenus et à mettre à sa charge l'entretien de ces détenus. De plus, l'entrepreneur fait travailler les prisonniers à ses risques et périls, et reçoit une partie du salaire qu'ils tirent de leur travail.

« Cette partie du salaire varie entre six dixièmes et neuf dixièmes de la somme gagnée par le détenu. Eh bien ! tous les rapporteurs qui ont étudié et traité cette question depuis cinq ans, sans excepter M. Saint-Romme, rapporteur pour le budget de 1891, s'accordent à dire que ce système de l'entreprise dans les prisons est immoral et absolument contraire aux intérêts de l'État et du Trésor.

« Il est immoral, parce que le système consiste à substituer, pour ainsi dire, l'influence d'un entrepreneur à l'autorité légitime du directeur et des gardiens-chefs ; il est immoral, parce que cet entrepreneur n'a pas d'autre guide que son intérêt, et en arrive à favoriser les détenus qui lui rapportent le plus d'argent : or, sur un prisonnier qui n'a été condamné qu'une fois, il touche six dixièmes du salaire ; pour le prisonnier condamné deux fois, sept dixièmes ; trois fois, huit dixièmes ; quatre fois, neuf dixièmes. Il est donc tout naturellement enclin à favoriser les récidivistes, à leur donner les places les plus agréables et les mieux payées.

« J'ai donc raison de taxer d'immoral un système qui incite et intéresse l'entrepreneur à favoriser les récidivistes et les plus mauvais sujets. (*Marques d'assentiment à droite.*)

« L'entreprise a encore le défaut d'être extrêmement onéreuse pour l'État. En effet, l'État paye, d'une part, une somme assez importante par journée de présence du détenu dans la prison : cette somme varie de 30 à 40 centimes par jour, et il abandonne absolument à l'entrepreneur général la part de travail qui ne va pas au pécule des détenus. C'est une très grande perte. M. Leygues l'évalue, dans son rapport de 1889, rapport très remarquable, très bien fait, sur lequel j'appelle votre attention, il évalue cette somme payée par l'État à 6.000 francs par jour.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 390.

« Cette discussion s'est établie à cette tribune plusieurs fois depuis cinq ans, pour ainsi dire à chaque session, et toujours M. le directeur de l'administration pénitentiaire est venu nous dire qu'il était absolument opposé au système de l'entreprise ; que ce système, il le reconnaissait, n'existait nulle part en Europe, et que son désir le plus cher était de pouvoir le supprimer successivement avec prudence.

« Voilà ce que M. le directeur général du service pénitentiaire nous a déclaré à plusieurs reprises, en réponse à M. Millerand, en réponse à M. Leygues, et c'est probablement ce qu'il nous déclarera tout à l'heure. Mais, disait-il, il est impossible d'aller contre des baux, des adjudications qui ont encore une durée assez longue. Il faut au moins attendre la fin de ces baux pour transformer l'entreprise en régie.

« Cependant, dit M. Le Gavrian, l'entreprise de la maison de Loos qui expirait le 31 octobre 1890, a été renouvelée, sur adjudication. On aurait dû consulter la Chambre sur cette question du système de régie à substituer à l'entreprise(1). »

Le rapporteur répond :

« Messieurs, ainsi que vient de le dire notre honorable collègue, lorsque j'ai eu à examiner, comme rapporteur, la question du travail dans les prisons, question qui intéresse au premier chef tout le service pénitentiaire, j'ai été amené à reconnaître que le meilleur travail, celui qu'il était le plus désirable de voir appliquer, c'était le service en régie.

« Nous sommes tous d'accord à ce sujet. Mais une question se pose.

« Si nous établissons la régie, faut-il au moins être sûrs d'avoir du travail pour alimenter cette régie.

« Et alors nous nous tournons vers les administrations de la guerre et de la marine et nous leur en demandons, ce qui est la seule chose à faire pour justifier le travail dans les prisons et ne pas faire concurrence au travail libre.

« Le jour où l'État travaillera pour lui, le jour où l'État emploiera le travail des prisonniers uniquement pour le service de la guerre et pour celui de la marine, ce jour-là personne ne pourra réclamer, car s'il y a des économies opérées sur le prix de la main-d'œuvre, l'ensemble des contribuables en profitera, car ces économies rentreront dans le budget.

(1) *Supr.* p. 158.

« L'application du travail en régie a déjà été demandée par les rapporteurs qui m'ont précédé les années précédentes ; nous avons renouvelé cette demande dans le rapport de cette année, et nous avons demandé au Gouvernement d'insister auprès de l'administration de la guerre et de l'administration de la marine pour avoir le travail nécessaire permettant d'alimenter les maisons centrales(1).

« Ceci dit, j'ai le regret, comme rapporteur de la commission du budget, de ne pas pouvoir admettre l'amendement de M. le Gavrian : c'est que, si nous sommes d'accord avec lui en principe, nous ne le sommes pas dans l'application et son amendement me paraît pécher par la base. Voici pourquoi : Le jour où on établira le service en régie dans les maisons centrales comme celles de Loos, il faudra organiser des ateliers, il faudra acheter des machines, il faudra acheter la matière première qui devra être travaillée, et par conséquent, au lieu de la réduction de crédits que propose M. Le Gavrian, nous aurons à vous demander des crédits supplémentaires.

« C'est pour cette raison que nous nous sommes contentés d'insister pour obtenir du Gouvernement d'appliquer le plus possible le système de la régie directe pour l'administration des maisons centrales.

« Je ferai encore observer à M. Le Gavrian qu'il n'y a même pas besoin, dans le cas qui nous occupe, de demander une augmentation ou une diminution de crédit : car la somme prévue à ce chapitre en cas d'insuffisance peut être augmentée par le conseil d'État par voie de crédit extraordinaire.

« C'est pour toutes ces raisons que, nous en référant à ce qui a été dit d'une manière très nette dans le rapport que j'ai déposé au nom de la commission, nous maintenons nos conclusions et nous demandons au Gouvernement de mettre en régie tout le travail fait dans les maisons centrales. Dans ce but, il aura à s'entendre avec les services de la guerre et de la marine pour y faire autant que possible effectuer le travail de ces deux départements. » (*Très bien. très bien.*)

M. le Gavrian insiste pour connaître l'avis du Gouvernement.

M. le Commissaire du Gouvernement. — « J'aurais désiré pour la Chambre ne pas prendre encore la parole. Mais il est impossible

(1) *Bulletin*, 1890, p. 366.

de laisser passer certaines erreurs. On vous a parlé de bénéfices énormes, de bénéfices qui s'élèveraient à 300.000 francs par an dans une seule maison centrale. On vous a présenté le service des prisons gérées à l'entreprise comme immoral et les détenus récidivistes comme faisant l'objet de toutes les faveurs.

« Vous ne me pardonneriez certainement pas de chercher à discuter en ce moment le système des services économiques à l'entreprise et des maisons en régie directe de l'État.

« Une proposition de loi émanant de l'initiative parlementaire a été tout récemment déposée à la Chambre sur ce problème de l'organisation du travail pénitentiaire. On pourra la débattre tout à loisir en temps voulu. Mais encore convient-il de vous rassurer dès aujourd'hui sur ce qui se fait en cette matière d'après les lois et règlements en vigueur.

« Est-il besoin d'expliquer d'abord que, si l'on met un service en régie, si l'État se fait fabricant et négociant, il doit commencer par une sérieuse mise de fonds ?

« Dans l'affaire de Loos dont on vous parlait, c'est 300.000 francs environ qu'il faudrait, non pas même pour la mise en train, mais pour couvrir le montant des prises en charge et des dépenses ou remboursements nécessaires.

« Or, en fin d'exercice, lorsque vous vous préoccupez à juste titre d'éviter les crédits supplémentaires alors que vous faites un accueil si peu encourageant à tous ceux qui sollicitent des augmentations ou qui déclinent des réductions, comment vous réclamer des capitaux pour une opération de ce genre ?

« Vous nous faites honneur d'être parvenus à réaliser graduellement, sur le budget de l'administration pénitentiaire, des économies ou diminutions qui se chiffrent par plus de 20 p. 100. Nous espérons que vous voudrez bien apprécier cette manière de traduire en chiffres les réformes et les efforts incessamment poursuivis. Nous devons être soucieux des intérêts de l'État et résister à la tentation d'accroître nos charges pour grossir nos affaires.

« Avant de prononcer la mise en régie à Loos, il fallait savoir ce qu'offrirait comme résultat l'appel à la libre concurrence, c'est-à-dire l'adjudication. Comme les marchés en cours expiraient au 1^{er} novembre, force était de prendre une décision qui permît de faire vivre les détenus à partir de cette date. Inutile d'ajouter que l'adjudication était faite sous réserve d'approbation par le ministre. Elle a produit des soumissions qui constituaient des avantages considérables et presque inespérés.

« Est-ce dans ces conditions qu'il aurait été prudent de demander au Parlement des crédits supplémentaires dont le vote aurait dû être précipité ? Comment aurait été reçue cette présentation d'un bloc de dépenses improvisées avec perspective de résultats très douteux ? »

« D'ailleurs, nous avons déjà quatre maisons centrales en régie. Avant d'affecter un cinquième établissement au même système de gestion, il est bon de choisir mûrement le terrain et les circonstances où l'on agira. Pour prendre une entreprise, une usine un négoce, il faut s'inquiéter des conditions économiques de l'opération, s'assurer si l'on aura des débouchés. »

En terminant, le commissaire du Gouvernement déclare qu'on s'efforce de réaliser la régie et qu'on ne demande qu'à la faire réussir ; mais il faut deux conditions, avant tout, la clientèle et le travail.

M. *Clech* insiste sur ce que la régie est préférable, au double point de vue économique et moral.

L'amendement Le Gavrian est rejeté.

M. le baron *de Ladoucette* présente des observations au sujet des souffrances que cause à l'industrie libre, surtout à la vannerie, le travail des prisons.

« Cependant, Messieurs, la solution du problème ne paraît pas être de celles qu'il soit nécessaire de chercher longtemps. Il faut que les prisonniers travaillent et ne détruisent pas, en avilissant les prix de la main-d'œuvre, d'importantes industries.

« Or, l'État pour atteindre ce but n'a qu'à se charger lui-même de ses propres fournitures. Ce système si simple, non seulement les économistes, les écrivains, les orateurs l'indiquent, mais il est des entrepreneurs du travail dans les prisons qui, eux aussi, en demandant l'adoption et leur compétence sur ce point paraît certaine. Celui qui adressait au directeur du service un rapport dont je vous lisais tout à l'heure quelques extraits, s'exprime ainsi dans le même travail :

« On pourrait faire confectionner aux détenus leurs vêtements, entretenir les bâtiments de détention, faire la chaussure pour la troupe, le chausson de lisière, l'étaupe pour calfeutrer les navires, la manne à lest, le triage des soies de porc et divers autres articles pour l'État. »

« Les pays étrangers nous donnent à ce sujet l'exemple et sont entrés dans cette voie. En Belgique, le Gouvernement s'est préoccupé

cupé dès 1887 d'arrêter la concurrence faite au travail libre par les produits des détenus. Les prisonniers belges sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'État (1).

« En Autriche (2), l'administration pénitentiaire cherche à s'inspirer des mêmes sentiments. Ces exemples ne pourraient-ils être suivis chez nous ? Qui ne voit qu'une semblable réforme dans le mode du travail des condamnés rendrait à bien des industries un peu de leur prospérité d'autrefois ?

« Le budget de l'État lui-même profiterait de l'application de ce nouveau régime du travail des détenus. Je n'en citerai qu'un exemple. N'est-il pas regrettable que des paniers destinés au transport des obus, faits par des détenus militaires, aient été achetés ensuite par le ministre de la guerre à un entrepreneur du travail dans une prison que je puis nommer ? L'État s'est mis par cette acquisition dans la nécessité de payer avec une majoration sensible ce que ses prisonniers auraient dû fabriquer pour lui.

« Je pourrais apporter bien d'autres indications semblables ; mais j'espère avoir démontré combien il est nécessaire que les ministres compétents se passent de coûteux intermédiaires pour utiliser le travail des détenus. Depuis longtemps les plaintes des intéressés augmentent toujours. Il importe que les pouvoirs publics ne restent pas sourds aux réclamations des négociants et des travailleurs privés de leur bénéfice normal et de leurs salaires d'autrefois par une concurrence impossible à soutenir.

« Dans la voie des réformes que le pays nous demande, il en est peu, sinon de plus urgentes, au moins de plus faciles à résoudre. »

M. de Ladoucette annonce qu'il déposera un projet de loi sur le travail des détenus.

II

Congrès de Berne (3).

2^e Congrès de l'Union internationale de droit pénal.

Nous ne recevons qu'aujourd'hui le texte des résolutions votées par le Congrès et annoncées dans notre numéro de décembre 1890, page 932, note 1.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 366 ; 1889, p. 834.

(2) *Bulletin*, 1890, p. 363.

(3) *Bulletin*, 1890, p. 927.

I. — Résolution du Congrès sur la question des incorrigibles.

1° Il y a des malfaiteurs pour lesquels, vu leur état physique et moral, la réaction habituelle de la peine ordinaire est insuffisante.

2° Dans cette catégorie rentrent en particulier les récidivistes endurcis que l'on doit considérer comme des criminels dégénérés ou des criminels de profession.

3° Les malfaiteurs doivent être soumis, selon le degré de leur dégénérescence et du danger qu'ils présentent, à des mesures spéciales, destinées à les mettre hors d'état de nuire et à les amender, si possible.

II. — Résolution du Congrès sur la question des mineurs.

1° Tout en reconnaissant la valeur des influences géographiques et ethnographiques, l'Union est d'avis que les enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de quatorze ans ne doivent pas être soumis à des mesures pénales.

2° La question de discernement doit être abolie et remplacée par une autre question, à savoir s'il est nécessaire de soumettre l'enfant à la tutelle de l'autorité publique.

3° Le traitement à appliquer aux enfants coupables ou délaissés doit se conformer à l'individualité de l'enfant.

III

Rapport annuel de l'Association Howard (1).

Nous venons de recevoir le compte rendu annuel des travaux de l'Association Howard relatifs à la période s'étendant du mois d'octobre 1889 au mois d'octobre 1890.

L'année 1890 était la centième depuis la mort de John Howard, aussi a-t-elle été pour ses disciples l'occasion d'un retour en arrière pour se rendre compte de l'œuvre accomplie, et ils ont pu se rendre ce témoignage que les idées d'Howard ont été en grande

(1) *Bulletin*, 1890, p. 104.

partie adoptées par les penseurs d'une part, et, d'autre part, par les administrateurs et les hommes d'action. Conformément à la doctrine du grand philanthrope, on cherche aujourd'hui à prévenir le crime plutôt qu'à le punir, on évite la contagion du mal par un système d'emprisonnement individuel qui n'a rien de cruel; on considère que les meilleurs moyens de combattre les penchants criminels sont ceux qui refrènent l'irrégion, l'intempérance, la paresse. Ces principes, l'Association Howard les a propagés par ses écrits, par ses recommandations, par la surveillance qu'elle a été autorisée à exercer sur les établissements pénitentiaires de l'Angleterre.

C'est en insistant sur ses efforts dans ce dernier ordre d'idées, que le rapport rappelle ses travaux pendant le cours de la dernière année; un grand nombre d'abus ont été signalés aux commissaires des prisons et réprimés par eux. Le rapport insiste spécialement sur l'affaire Gatcliffe qui a vivement occupé l'opinion publique après la publicité qui lui a été donnée par l'honorable M. Tallack, secrétaire général de l'Association (1).

Une réforme qui paraît aux membres de l'Association être tout à fait urgente est la modification du mode de nomination des inspecteurs des prisons. Ces inspecteurs, disent-ils, sont nommés par l'administration même qu'il s'agit de contrôler; on ne peut pas, dans ces conditions, espérer un contrôle sérieux; le rédacteur du rapport n'indique pas le mode de recrutement qui lui paraîtrait préférable.

Une autre réforme réclamée par l'Association est la suppression des honoraires proportionnels aux frais de justice criminelle alloués dans chaque affaire aux greffiers ou secrétaires des magistrats (magistrates' clerks) qui ont par suite intérêt à grossir le total des frais.

Le rapport insiste ensuite sur la nécessité pour le Parlement d'édicter une échelle de pénalités plus logique que celle qui existe actuellement, et de faire en sorte que les peines soient plus sûres dans leur application, plus efficaces et plus courtes. — La peine de mort a attiré spécialement l'attention des membres de l'Association; ceux-ci se sont divisés sur la question de la légiti-

(1) *Bulletin*, 1891, p. 74

(2) *Bulletin*, 1887, p. 798.

mité et de l'utilité de cette peine. L'opinion de la majorité est qu'elle n'est pas aussi efficace qu'on se l'imagine, parce que l'application en est incertaine et rare en proportion du nombre de crimes qui en seraient passibles, et aussi parce que l'application de cette peine est de nature à attirer un certain intérêt sur le coupable.

L'Association, en terminant son rapport, examine avec une légitime fierté, les preuves de son action hors de l'Angleterre ; elle énumère ses correspondants dans toutes les parties du monde civilisé ; elle cite non seulement ses adhérents actuels et les sociétés affiliées, mais encore les sociétés analogues qui se sont formées depuis un certain nombre d'années à son image, et, en première ligne, la Société générale des prisons fondée en France par MM. le sénateur Béranger, Charles Lucas et Desportes.

Les conclusions que l'Association a tirées de ses études et de ses discussions ne restent pas consignées exclusivement dans son rapport annuel et dans l'ouvrage de M. Tallack ; pour les répandre et les rendre plus populaires, elle les consigne dans de petites notices de deux ou de quatre pages qu'elle répand dans le public. Enfin, les conclusions du rapport de 1890, résumées en un mémoire bref et précis, signé du président, M. Francis Peek, et du secrétaire général, M. William Tallack, ont été, le 7 février 1891, adressées à M. Matthews, ministre de l'intérieur, puis insérées au journal *Le Times* (numéro du 10 février).

P. VIAL.

IV

Ile de Phu-Quoc.

Cette île, située sur la côte occidentale de la Cochinchine, a été maintes fois (1) signalée comme propre à servir de lieu de relégation. Elle a toujours été repoussée comme insuffisamment saine.

Des essais de culture ont été faits à Bay-Viam, au nord de l'île, vers 1873, par M. Coutil et par M. Girard, commissaire central de police à Saïgon, qui avait obtenu en outre la concession d'un cer-

(1). *Bulletin*, 1885, p. 680. Voir l'excellente notice de M. J. Renaud, ingénieur hydrographe de la marine (*Cochinchine française : excursions et reconnaissances*), p. 127-145.

tain nombre d'Annamites condamnés à des peines d'emprisonnement. Mais ces essais, mal surveillés par le concessionnaire qui ne résidait pas sur les lieux, non contrôlés par l'administration qui était installée sur la côte continentale, en face, mal dirigés par l'agent du concessionnaire, ont dû être arrêtés. Et les traitements infligés par cet agent aux Annamites ont motivé contre lui une condamnation rigoureuse.

Depuis cette époque aucun condamné ne se rend plus sur le territoire concédé.

L'île est inculte, à part quelques plantations de caféiers et quelques jardins à Duong-Dong, mais couverte de merveilleuses forêts, facilement exploitables dès que des routes seront percées. Sa superficie est supérieure à celle de l'île de la Martinique. La terre est riche, les cours d'eau nombreux, les plaines et les collines bien boisées. Duong-Dong est un joli village, qui a déjà un petit commerce. Et cependant l'île ne possède qu'un millier d'habitants. Les indigènes sont doux, intelligents et nous sont très attachés. Il n'y a pas de mouillage sûr et par le mousson de sud-ouest le petit côtre de l'inspection d'Hatien ne sait où s'abriter. Il faudrait y créer un port pour l'exploitation des forêts.

Sous la réserve des droits concédés, ne pourrait-on envoyer quelques-uns de nos relégués à Phu-Quoc? Le climat n'est pas très sain. Mais est-il plus dangereux que celui de la Guyane? En l'absence de colonies pénales, alors que Diégo-Suarez, Mayotte (1) nous sont fermés, nous n'avons guère le droit de nous montrer trop difficiles sur le choix de nos lieux de relégation. La vallée de Duong-Dong est un excellent terrain pour recommencer l'essai tenté dans de mauvaises conditions hygiéniques, économiques et administratives à Bay-Viam.

L'idée d'approprier l'île de Phu-Quoc à la transportation ou à la relégation me semble, pour le moment du moins, assez éloignée du Ministère. Néanmoins, à une époque où des commissions officielles travaillent avec tant d'ardeur à la réorganisation des services pénitentiaires coloniaux, où une certaine école italienne fait de la transportation la pierre angulaire de tout un système répressif (*Revue des Deux-Mondes* du 15 février 1891, p. 941, 942 et 943), il ne me paraît pas inutile d'avoir rappelé sur cette île l'attention des pénologues.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 607; 1890, p. 793.

V

Bibliographie.

A. — *Crimes et peines* (1).

Principes fondamentaux de la pénalité dans les systèmes les plus modernes, par Georges Vidal. — Crimes et peines, par Arthur Desjardins. — Complot contre la dignité humaine, par Francisque Bouiller.

L'ennemi se montre hardiment ; les positions les plus solides sont débordées ; la résistance semble faiblir ; mais alors les chefs se jettent en avant, ils raniment les courages, assurent la victoire : c'est ce que viennent de faire, au profit de vérités morales menacées par de spécieuses doctrines, ceux qui représentent avec le plus d'éclat sur le terrain commun du droit et de la philosophie la grande cause de la liberté humaine ; à leur voix les convictions se raffermissent et le bon sens reprend son empire.

Au moment où on trouve bon de faire de l'homme un être inconscient, incapable de vouloir autre chose que ce qui lui est suggéré par son tempérament ou imposé par la force fatale de l'hérédité, l'Académie des sciences morales et politiques a mis au concours la question suivante : « Examiner et apprécier les principes sur lesquels repose la pénalité dans les doctrines les plus modernes ». Elle a partagé le prix entre deux remarquables mémoires, l'un de M. Proal, conseiller à la cour d'Aix, l'autre de M. Vidal, professeur de droit criminel à la faculté de droit de Toulouse, proclamant hautement, tous deux, le principe du libre arbitre.

En même temps deux des membres les plus éminents de l'Académie, M. Francisque Bouiller et M. Arthur Desjardins, obéissant à une pensée commune, consacraient deux articles importants, l'un dans le *Correspondant*, l'autre dans la *Revue des Deux-Mondes*, à réfuter, de main de maître, les doctrines funestes de la criminologie positiviste.

Ces deux magistrales études ont un intérêt tout particulier pour la Société des prisons dont le sort se lie si intimement à celui de la justice elle-même : « Il ne peut y avoir une justice dans le sens élevé du mot, dit avec raison M. l'avocat-général Desjardins, que

(1) *Bulletin*, 1888, p. 921 et 924.

si l'homme a une conscience ; toute atteinte à la conscience doit correspondre à une modification du Code pénal. » M. Bouiller ajoute : « De quel trouble profond la philosophie n'est-elle pas atteinte ; tout le code criminel est en question, les juges se troublent, hésitent, les acquittements scandaleux se multiplient. »

Les systèmes scientifiques qui, sous des noms nouveaux, ne sont au fond que le rajeunissement des hypothèses auxquelles Gall et Lavater avaient donné un instant de célébrité, soulèvent chez le philosophe et chez le magistrat les mêmes protestations, et M. Desjardins dénonce comme une atteinte portée au fondement même des législations pénales de l'univers entier, ce que M. Bouiller signale comme un complot contre la dignité humaine.

Sans doute, si l'on considère combien peu jusqu'à ce jour les idées préconisées par les écoles d'anthropologie criminelle en Italie et en France ont pénétré dans la législation, on serait disposé à les regarder comme inoffensives ; mais à supposer qu'elles n'envahissent jamais la loi elle-même, elles exercent déjà des ravages inquiétants parmi les individus ; on les voit apparaître, avec plus ou moins de hardiesse, dans les plaidoiries de certains avocats ; elles se manifestent par une tendance de plus en plus accentuée de la part des médecins à atténuer les responsabilités, à exproprier en quelque sorte le domaine naturel de la justice ; elles portent la confusion dans l'esprit des jurés et les amènent à excuser, sous le prétexte de désordre physique, ce qui n'est bien souvent que le désordre des passions et le résultat de l'habitude mauvaise ; en même temps elles fournissent une excuse commode à ceux qui trouvent agréable de s'abandonner à leurs instincts.

Il ne faut donc pas traiter à la légère de pareilles doctrines : « Il y va, comme le dit M. Bouiller, de l'homme tout entier, de ce qui le fait véritablement homme, de ce qui l'élève au dessus de la bête, il y va de la morale et de l'ordre moral lui-même. »

L'un des principaux apôtres de ces doctrines, M. Ferri, professeur à l'Université de Rome, en a signalé lui-même les conséquences logiques, lorsqu'il a dit avec franchise : « Le principe essentiel de l'ordre moral qu'elles établissent, c'est la négation du libre arbitre », comme si sans libre arbitre il pouvait encore exister un ordre moral.

M. Desjardins, élargissant encore le cadre de son étude, que tous les magistrats qui s'occupent de droit criminel trouveraient grand profit à méditer, nous montre avec quel dédain ou, pour

mieux dire, avec quelle cruauté, le criminel est traité par ceux qui rêvent la liberté humaine ; il n'est à leurs yeux qu'un animal dangereux qui, voué au mal, fera toujours le mal et dont la suppression, ou l'élimination pour parler plus scientifiquement, s'impose comme une nécessité sociale (1).

Notre législation a su se garder jusqu'à ce jour contre de telles opinions, et, lorsque, sur la proposition de M. Béranger, les Chambres votaient cette belle loi de pardon, qui permet aux tribunaux de suspendre l'exécution des peines, si une nouvelle condamnation n'intervient pas, elles introduisaient dans nos Codes une loi qui les honore parce qu'elle est pénétrée d'un sentiment vraiment philosophique et humain, et qu'elle reconnaît à l'individu le pouvoir imprescriptible de renoncer à ses vices et de se réformer lui-même.

Cette grande vérité morale n'a rien à redouter de la méthode expérimentale ; les faits sur lesquels elle s'appuie, les observations journalières qui en complètent la démonstration, sont autrement décisifs et certains que ceux sur lesquels on se fonde, malgré leurs fréquentes contradictions, pour faire de l'homme, qu'il soit criminel ou vertueux, scélérat ou héros, un être inconscient, livré à des forces extérieures et à d'irrésistibles suggestions (2).

Adolphe GUILLOT.

B. — *Nos jeunes détenus.*

Étude sur l'enfance coupable, avant, pendant et après son séjour au quartier correctionnel, par M. Raux, directeur de la 20^e circonscription pénitentiaire. — Lyon, chez Storck, éditeur.

Un des fonctionnaires les plus distingués de l'Administration pénitentiaire, M. Raux, vient de publier dans la bibliothèque de criminologie, sous le titre, *Nos jeunes détenus*, une intéressante étude sur le quartier correctionnel annexé à la maison de justice de Lyon.

(1) Lire dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 février la lettre de M. Garofalo et la réponse de M. Arthur Desjardins.

(2) Est-il besoin de rappeler (*Bulletin*, 1890, p.480) avec quelle énergie le signataire de cette analyse, dans son beau livre « *Les prisons de Paris et les prisonniers* », a soutenu cette même thèse du libre arbitre ? (N. de la R.)

Ce quartier destiné aux mineurs de seize ans, condamnés à plus de deux années de correction et aux pupilles insoumis des colonies, a reçu, depuis 1873, 385 enfants ; c'est cet ensemble qui a fourni à l'auteur la matière de son enquête expérimentale.

On ne peut que rendre hommage à la justesse de ses observations, lorsqu'il constate, d'accord en cela avec les lois mêmes de la science sociale et le sentiment de tous les moralistes, que la désorganisation de la famille et l'inconduite des parents sont les principales causes des fautes des enfants.

Il nous montre dans un tableau ingénieusement dressé au sujet de la situation morale des jeunes détenus que 13 p. 100 seulement ont subi une influence morale réelle et efficace, tandis que 87 p. 100 ont été conduits au crime par l'indifférence, la faiblesse, la brutalité ou la perversité des parents.

Il ajoute que la récidive est de 5 p. 100 pour les libérés dont les parents jouissent d'une bonne réputation ; de 16 p. 100 lorsque les parents ont une réputation douteuse ; de 19 p. 100 lorsqu'elle est mauvaise, et de 29 p. 100 lorsqu'ils ont subi des condamnations.

Cette curieuse constatation doit être soigneusement retenue par tous ceux qui, en face des doctrines matérialistes, croient encore à l'influence de l'éducation et de l'exemple.

Nous sommes également de l'avis de M. Raux, lorsqu'il combat le déplorable système des courtes peines, en s'appuyant sur ce fait que la récidive qui est de 21 p. 100 pour les libérés restés moins d'un an au quartier correctionnel et de 15 p. 100 pour ceux restés moins de deux ans, n'est que de 8 p. 100 pour ceux qui restent plus de deux ans (1).

Son opinion est aussi la nôtre, lorsque répondant aux préventions, injustes dans leur exagération, de ceux qui ne veulent voir dans les maisons correctionnelles que des écoles de dépravation, il soutient que pour les jeunes délinquants, vraiment vicieux, il n'y a pas de plus puissant moyen d'action que l'envoi en correction et le régime pénitentiaire.

Mais est-ce une raison pour dédaigner les autres procédés dans les cas où ils conviennent et pour contester à la charité privée, qui a fondé tant d'institutions excellentes, le droit de garder une part dans l'œuvre, dont elle fut longtemps seule à s'occuper, de la

(1) *Conf. Bulletin*, 1890, p. 7 et 262.

préservation et du sauvetage de l'enfance coupable ; il nous semble que sur ce point M. Raux a un peu trop obéi aux préoccupations d'un exclusivisme officiel ; on peut, sans méconnaître l'efficacité du régime de nos établissements pénitentiaires, rendre aussi hommage aux résultats souvent obtenus par la bienfaisance des particuliers ; il faut bien se garder d'en médire, car, ayant ses racines dans le cœur même de l'homme, elle sera la dernière à se lasser et surviendra à tous les systèmes.

M. Raux fait un peu le procès à la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus ; il lui reproche d'avoir voulu faire de la charité privée la condition indispensable du succès dans l'éducation correctionnelle, et, après avoir dit lui-même que l'absolu conduit aux principes exclusifs, il tombe un peu dans ce travers en proclamant sans réserve la supériorité des établissements de l'État.

En tout cas, si la loi de 1850 devait être remaniée selon ses vœux, il serait fâcheux de voir disparaître de l'article premier qui donne comme base au régime correctionnel l'éducation morale, religieuse et professionnelle, l'un de ces trois éléments.

Or, sur ce point, le livre de M. Raux peut inspirer une certaine appréhension ; dans un de ses chapitres les plus développés concernant l'éducation intellectuelle et morale du jeune détenu, il nous dit « qu'il est élevé suivant les données de la pédagogie moderne ; qu'on développe simultanément toutes ses qualités ; qu'on lui apprend à exprimer correctement sa pensée ; que par l'histoire on forme son sens moral, on fortifie ses sentiments patriotiques, qu'on le prépare à la vie publique par la lecture de l'instruction civique de Paul Bert et le catéchisme civique de M. Hutinel. »

Mais dans ce vaste programme à l'usage de ces consciences perverties, on cherche vainement la trace de l'élément religieux dont le législateur de 1850 ne craignait pas de proclamer la nécessité ; cette omission peut causer quelque surprise.

Lorsque l'État ouvre ses écoles aux enfants vivant librement chez leurs parents, il peut soutenir que l'enfant recevra dans sa famille l'enseignement religieux ; mais quand l'enfant est envoyé en correction, c'est l'État qui devient en quelque sorte sa famille, qui le prend sous son autorité, sous sa tutelle ; il ne peut plus rester neutre et il devient nécessaire que l'on sache sur quelle doctrine il entend s'appuyer pour réformer l'âme dont il a pris la charge.

M. Raux dit bien que le « détenu instruit par l'expérience saura qu'au quartier correctionnel, comme dans la vie libre, toute faute a des conséquences auxquelles on ne peut échapper, et que tout acte louable entraîne pour son auteur l'attribution d'une récompense. »

Que de mécomptes, que de révoltes chez ceux qui régleraient leur vie sur la certitude de cet axiome ; ne vaut-il pas mieux tourner les yeux vers une justice moins trompeuse que celle de ce monde et chercher ailleurs que dans le succès la raison de rester fidèle à la voix de la conscience ; la vie, avec ses luttes, ses souffrances, ne se termine pas toujours comme les bons romans où la vertu est infailliblement récompensée ; ce n'est pas avec ces illusions qu'on fait des hommes.

Victor Hugo voyait plus haut lorsqu'il disait, dans son histoire de Claude Gueux : « Donnez au peuple qui travaille et qui souffre, donnez au peuple pour qui ce monde-ci est mauvais, la croyance à un meilleur monde fait pour lui. »

Dernièrement, un éminent protecteur de l'enfance, M. le Dr Marjolin, dans une intéressante lecture qu'il faisait à l'Académie des sciences morales et politiques sur les œuvres de protection de l'enfance, répétait encore, avec sa haute autorité, que l'idée religieuse est l'un des plus puissants moyens d'éducation et de réformation.

On peut regretter que M. Raux n'en ait pas dit un mot ; son livre, d'ailleurs bien fait, rempli de documents curieux et d'observations recueillies de première main, n'aurait pu qu'y gagner, et la valeur morale des établissements correctionnels n'en aurait été que mieux démontrée.

Adolphe GUILLOT.

C. — *Tatouage ; Affaire Gouffé.*

Les Archives de l'anthropologie criminelle et des sciences pénales dans le numéro du 15 janvier 1891, publient, en dehors des articles de critique et de bibliographie : 1° un mémoire de M^{me} Catherine Pigorini Beri sur le tatouage religieux et amoureux au pèlerinage de N.-D.-de-Lorette ; 2° des notes et observations sur l'affaire Gouffé.

I. — Le mémoire sur le tatouage, très intéressant par lui-même, comme peinture de mœurs italiennes, se rattache aux études faites par divers criminalistes sur les tatouages des galériens, des prisonniers dans tous les pays. M^{me} Pigorini Beri a composé une collection complète de tous les clichés dont se servent les opérateurs de tatouage et des aiguilles spéciales avec lesquelles ils trouent la peau des patients. Cette rare et précieuse collection a été cédée au musée anthropologique dirigé par le célèbre professeur Mantegazza. Les variétés très nombreuses de tatouages des galériens et des prisonniers se trouvent surtout dans la collection du professeur Tenchini de Parme, où l'on voit la peau même des tatoués en parfait état de conservation.

Ce mémoire de M^{me} Pigorini Beri a une réelle importance au point de vue ethnographique, historique et moral.

II. — *Les notes et observations médico-légales sur l'affaire Gouffé* contiennent, outre les rapports des médecins et des experts, un précis raisonné de l'instruction criminelle à Lyon, par M. Alexandre Bérard, substitut du procureur général à Grenoble, qui était substitut du procureur de la République à Lyon lors de la découverte du cadavre à la Tour de Millery. A 10 kilomètres du point où était le cadavre, on trouva la malle portant une étiquette, mais cet indice, le seul jusque-là, était inexact. On y lisait très distinctement, sans nul doute possible (aucun chiffre, aucune lettre n'étaient effacés) : *Paris-Lyon-Perrache, train 3-27 juillet 1888-1239*. Or, aucun bagage, sous le n° 1239, n'était parti de Paris pour Lyon le 27 juillet 1888.

De nouvelles recherches firent reconnaître que le 27 juillet 1889 était parti de Paris sous le n° 1239, à destination de Lyon-Perrache un colis pesant 105 kilogrammes. Il y avait eu, évidemment, une erreur de l'employé marquant 1888 au lieu de 1889. La malle pesait 24 kilogrammes et le cadavre 80, soit un total de 104 kilogrammes, chiffre sensiblement identique.

M. Bérard rappelle les diverses phases de l'enquête faite à Lyon et montre comment, par le raisonnement rigoureux, éliminant toutes les hypothèses impossibles, réduisant peu à peu à l'unique explication possible la nature du crime et les moyens par lesquels il avait pu être commis, l'instruction est parvenue à tout découvrir.

M. Lombroso, interviewé par un collaborateur du *Gaulois*, a donné son opinion sur Eyraud et Gabrielle Bompard.

Eyraud, aux yeux de M. Lombroso, n'avait pas les caractères dont l'ensemble forme le type criminel. Il a bien l'oreille longue et écartée, la bosse frontale gauche très développée, des rides anormales autour des yeux, les lèvres grosses surtout l'inférieure comme chez les débauchés, mais ces divers caractères ne sont pas assez accentués pour constituer le type.

De ses fonctions organiques, deux sont à noter : l'activité de ses sens qui est précoce et énorme, comme on l'observe souvent chez les meurtriers, et son écriture qui correspond dans son énergique grossièreté, — le développement des *t* et des *z*, le trait vertical aigu de la signature, l'allongement des lettres — à l'écriture des criminels. Mais, hormis la grande longueur des bras, l'écriture et quelques caractères physiologiques, Eyraud ne semble pas un criminel-né.

Pour qui a suivi toutes les circonstances de l'assassinat et de sa préparation, on remarque une grande incohérence. Eyraud a commis des imprudences inexplicables, naïves : à Lyon, étant seul en voiture avec Gabrielle Bompard et portant le cadavre de Gouffé, il errait comme un fou ; il a jeté le corps dans un endroit où passait beaucoup de monde. Un concours de circonstances a fait croire que l'assassin était un criminel très habile. Il n'en est rien.

Du criminel-né il a l'insensibilité morale, cette indifférence pour la vie des hommes, cette froide cruauté dans le crime que, certainement, il rêvait de renouveler, en Amérique, contre M. Garanger.

Mais Eyraud, en somme, pour M. Lombroso, n'était qu'un escroc, un débauché, un *criminaloïde* qui est devenu un criminel d'habitude, entraîné par la préoccupation constante de la femme.

Quant à Gabrielle Bompard, quoique les femmes coupables, n'aient presque jamais la physionomie criminelle, elle l'a complètement, d'après M. Lombroso.

Elle a les cheveux touffus, des rides anormales, précoces, une pâleur livide du visage, le lobule de l'oreille énorme, le nez court et retroussé, la mâchoire très volumineuse, pour une femme, et surtout l'asymétrie du visage et l'eurygnathisme mongolien ; il y en a plus qu'il ne faut pour lui trouver le type criminel. Tout le prestige de sa beauté, d'ailleurs trop vantée, vient de la mauvaise auréole que lui donne le vice précoce.

M. Lombroso est convaincu que Gabrielle Bompard n'a pas agi

par suggestion et qu'elle est, devant l'anthropologie, plus criminelle, organiquement, que Michel Eyraud.

On arrive donc à cette anomalie bizarre qu'Eyraud, un si grand coupable, n'offre pas les caractères de type criminel et que Gabrielle Bompard a la physionomie complètement criminelle, bien que, d'après M. Lombroso, les femmes coupables n'aient presque jamais cette physionomie.

On voit à quel point dans cette prétendue science anthropologique, l'hypothèse et l'imagination jouent le plus grand rôle.

M. Bernheim, regardé comme le chef de l'école de Nancy, a donné son opinion sur Gabrielle Bompard. Il se base sur deux points du rapport des médecins légistes : le premier, c'est que l'accusée est totalement dépourvue de sens moral ; le second, c'est qu'elle est très suggestible.

Ces deux caractères devaient la rendre plus apte à aller vers le crime, soit en suivant ses propres instincts, non rectifiés par le sens moral absent, soit en suivant l'impulsion d'autrui.

Mais on objecte qu'elle est extrêmement intelligente, agit en connaissance de cause, juge la portée de ses actes, a la notion du bien et du mal, distingue par l'esprit sinon par le sentiment le *fas* du *nefas*. Elle est donc responsable.

Pour M. Bernheim, c'est une pure question de psychologie et il arrive, sur ce point, à cette conclusion : 1° l'absence native du sens moral et la suggestibilité extrême de Gabrielle, diminuant sa capacité de résistance aux impulsions criminelles, sont de nature à atténuer, dans une certaine mesure, sa responsabilité morale ; 2° il n'est pas démontré que la portée et la nature de son intelligence fussent suffisantes pour faire contrepoids à ces deux infirmités et lui permettre de résister aux suggestions mauvaises.

On objecte, avec raison, à l'école de Nancy que ses doctrines psychologiques pourraient être invoquées par le plus grand nombre des criminels et constitueraient un énorme danger pour la société.

M. Bernheim est forcé de reconnaître que la société a le droit de se défendre ; elle peut et doit recourir à des mesures de préservation sociale ; il peut être bon qu'un méfait soit réprimé, alors même que la responsabilité morale de l'auteur reste obscure.

Il faut, évidemment, garantir la société, rendre inoffensifs les éléments dangereux et, par des exemples salutaires, par la crainte du châtiment, faire aussi de la suggestion utile. Cette conclusion de M. Bernheim, lui-même, était un correctif nécessaire aux hardiesses de l'école de Nancy.

CAMOIN DE VENCE.

V I

Informations diverses.

*Casier judiciaire. — Union d'assistance, à Passy. — Sainte-Pélagie. —
Melle Dumas.*

COMMISSION DU CASIER JUDICIAIRE. — La commission chargée d'étudier les modifications à apporter au fonctionnement du casier judiciaire s'est réunie le 13 février au ministère de la justice.

Elle a décidé que les condamnations qui, en vertu de ses précédentes résolutions, ne devaient pas figurer sur le casier judiciaire, y seraient inscrites en cas de récidive.

Les condamnations correctionnelles figurant de plein droit au casier judiciaire seront effacées sept ans après la libération, s'il n'y a pas eu récidive.

En ce qui concerne les récidivistes correctionnels et criminels, le délai est fixé à quinze ans pour la prescription.

M. Béranger a entretenu ensuite la commission de la question de la réhabilitation légale. Il a exposé les inconvénients qui résultaient de la jurisprudence actuellement en vigueur.

La commission, après une longue discussion, a été d'avis qu'elle n'avait pas été instituée pour examiner cette question. Toutefois, elle l'étudiera si le garde des sceaux lui en donne la mission.

En effet, le 20 février, M. Fallières présidait la réunion et, après avoir remercié les membres de la commission, lui a déclaré qu'il serait très heureux de la voir s'occuper de la réhabilitation légale et des simplifications nouvelles à apporter dans les formalités de cette procédure. Toutefois, il a prié les commissaires de statuer auparavant d'une manière définitive sur les questions qui leur sont soumises.

On sait que dans l'une de ses précédentes séances elle avait résolu de laisser aux cours et tribunaux le soin de décider si les

condamnations supérieures à un mois de prison et inférieures à un an et un jour, ou celles supérieures à 500 francs d'amende seraient ou non inscrites sur le casier judiciaire.

La commission est revenue sur cette résolution. Elle a décidé que seraient portées au casier judiciaire toutes les condamnations autres que celles :

- 1° Inférieures à 500 francs d'amende ;
- 2° Inférieures à six mois de prison, prononcées par application de l'article 69 du code pénal ;
- 3° Inférieures à un mois de prison, prononcées pour un délit autre que le vol, l'abus de confiance, l'escroquerie et l'outrage aux mœurs.

La commission a maintenu une résolution antérieure en vertu de laquelle ne sont jamais inscrits au casier judiciaire :

- 1° Les applications de l'article 66 du code pénal ;
- 2° Les condamnations à des peines de simple police prononcées, par délits, par suite de l'admission des circonstances atténuantes ;
- 3° Les condamnations effacées par la réhabilitation ;
- 4° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;
- 5° Les décisions disciplinaires non susceptibles d'être effacées par la réhabilitation.

La récidive entraînera l'inscription au casier judiciaire de toutes les condamnations, quelle qu'en soit la nature.

En ce qui concerne les étrangers, la commission a décidé que le bénéfice de la non inscription ne leur serait accordé que dans le cas où il y aurait réciprocité pour nos nationaux résidant à l'étranger. Toutefois, les arrêtés d'expulsion figureront toujours au casier judiciaire.

Il reste entendu que les casiers judiciaires communiqués aux administrations publiques feront mention de toutes les condamnations, sans exception.

Enfin, les intéressés, seuls, auront le droit de demander communication de leurs casiers judiciaires.

Enfin, dans sa réunion du 27, la commission s'est occupée de l'inscription au Bulletin n° 2 (celui délivré aux administrations publiques) du renvoi prononcé contre les mineurs de seize ans, en vertu de l'article 66.

Il a été décidé que sur ce Bulletin comme sur le Bulletin n° 3 (délivré aux particuliers) ce renvoi ne serait jamais mentionné. Cette solution, semble-t-il, s'imposait à une commission constituée en vue précisément de rendre moins lourde pour les titulaires la charge du casier judiciaire.

UNION D'ASSISTANCE A PASSY. — Informer la charité, l'éclairer pour la mettre à même d'agir avec discernement, voilà ce qu'il y a de plus pressé à faire si l'on veut, avec les meilleures chances de succès possibles, tenter le relèvement des gens tombés dans le malheur et exposés au crime. C'est ce qu'ont compris, dans le 16^e arrondissement, un groupe d'hommes de bien, MM. le docteur Blanche, Casimir-Périer, Cochery, de Crisenoy, de Franqueville, Grosseteste-Thierry, Guichard, Marbeau, Marmottan, député et maire du 16^e arrondissement, Henri Monod, directeur de l'assistance publique, Léon Say, Thorel et Thulié. Ils ont formé le projet de créer une union d'assistance dans le dessein d'éloigner du quartier les mendiants de profession et de s'assurer que leur charité a une destination utile. Le bureau de l'union recevra les mendiants que leur enverront les habitants de l'arrondissement. Au lieu de la pièce de monnaie donnée bénévolement dans la rue, le bureau mettrait, à la disposition des personnes charitables, des bons d'une valeur variant de 25 centimes à 2 francs par exemple. Ces bons seraient donnés aux mendiants qui devraient se rendre au bureau d'assistance pour en toucher le montant. Là, une enquête serait faite sur chaque porteur de bon et on saurait bien vite si l'on a affaire à un mendiant de profession ou à un malheureux réellement digne d'intérêt. Dans le premier cas, le mendiant se verrait obligé de quitter l'arrondissement, puisqu'il lui serait impossible d'échanger les bons recueillis par lui dans la rue contre l'argent du bureau, éclairé sur sa moralité. Dans le second cas, il pourrait être désigné à la sollicitude de certaines personnes charitables qui, en l'assistant matériellement et moralement, auraient la certitude d'accomplir une œuvre profitable à l'individu lui-même, profitable aussi à la société (1).

Le système inauguré à Passy ressemble beaucoup, on le voit, à celui en usage à Genève depuis longtemps et qu'avait inauguré il y a bientôt vingt ans, dans le 7^e arrondissement, le fondateur de l'Œuvre d'assistance par le travail, l'honorable M. Mamoz. Une

(1) *Suprà* p. 188 et 276.

pareille entreprise ne peut produire tout son effet utile qu'à la condition d'être décentralisée, c'est-à-dire de posséder une agence dans chaque arrondissement, dans chaque quartier même, à l'exemple du 16°.

Nous extrayons de la circulaire adressée à certains habitants du 16° arrondissement par les promoteurs de l'Œuvre, les passages suivants :

« Un certain nombre d'habitants du 16° arrondissement pensent qu'il est urgent de constituer une union d'assistance dans le but d'éloigner du quartier les mendiants de profession et de s'assurer que leurs charités ne servent qu'à soulager les misères intéressantes.

« Le moyen de réaliser cette idée leur paraît être la création d'un bureau d'assistance, centre de renseignements et de distribution de secours, qui serait l'organe de l'union dont il s'agit. Il fonctionnerait dans des conditions analogues à d'autres bureaux de ce genre et se mettrait en rapport avec les grandes organisations de renseignements et de centralisation des œuvres diverses qui existent déjà à Paris, telles que l'Assistance par le travail, de M. Mamoz, et l'Office central des institutions charitables, de M. Lefébure.

« Les procédés à employer pour substituer l'action du bureau de l'Union aux charités faites en argent, dans la rue, sont très simples et susceptibles d'ailleurs d'être perfectionnés.

« Pour organiser ce bureau, il faudrait réunir un premier fonds d'environ 12.000 francs. Le budget annuel serait ensuite alimenté au moyen de cotisations spéciales fournies par les adhérents qui se serviraient de l'institution pour la distribution de leurs aumônes.... »

SAINTÉ-PÉLAGIE (1). — Un des résultats les plus précieux du vote du projet de loi de notre éminent président honoraire, M. le sénateur Béranger, sur le déclassement des prisons les plus défectueuses, serait incontestablement la désaffectation de Sainte-Pélagie.

Bâti en 1665 pour des filles repenties, ce couvent fut, en 1835, transformé en prison.

C'est là que sont détenus les condamnés politiques; ils furent nombreux à certaines époques; ils sont aujourd'hui cinq; et encore la moyenne n'est-elle guère que de quatre.

(1) *Bulletin*, 1891, p. 17.

Le reste de la population qui monte à 320 détenus est composé de récidivistes.

La promiscuité la plus complète y règne. Les chambres sont au nombre d'environ 48 et contiennent de 3 à 12 lits, suivant leurs dimensions. Les cours sont au nombre de trois, dont une réservée aux détenus politiques. La chapelle sert de réfectoire.

Seuls les jeunes détenus sont individuellement séparés, dans dix-huit chambres d'isolement. Ils n'y restent d'ailleurs que juste pendant les délais d'appel. Ils sont, à leur expiration, transférés à la Petite-Roquette.

Le travail est bien organisé : chaussons, ballons de papier, ébarbage de cuivre, chaussures, paillassons, etc.

Espérons que l'entente qui, grâce à l'activité et à l'énergie de M. Herbette, a pu s'établir entre l'Administration pénitentiaire, la Préfecture de police et le Conseil général, au sujet de Saint-Lazare, et préparer sa prochaine désaffectation (1), pourra également bientôt s'établir au sujet de Sainte-Pélagie, dont les mauvaises installations matérielles exigent un personnel de vingt-six gardiens surveillants, sans compter les comptables, etc. (Voir à ce sujet le *Bulletin* de 1890, p. 594.)

DÉCÈS DE MADEMOISELLE DUMAS. — Mlle Louise-Suzanne Dumas, présidente du comité protestant des Dames visiteuses de Saint-Lazare, est décédée le 26 février, à quatre heures du matin, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Notre *Bulletin* a eu trop souvent (2) l'occasion de parler de cette sainte femme pour qu'il soit nécessaire de faire un long éloge que sa modestie condamnerait et de dire quelle immense perte font toutes les détenues et toutes les libérées auxquelles elle s'intéressait si utilement.

(1) *Bulletin*, 1888, p. 349.

(2) *Bulletin*, 1887, p. 681 ; 1889, p. 423 ; 1890, p. 56.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 18 MARS 1891

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Rapport de M. Joret-Desclosières sur les comptes de 1890 et le budget de 1891. — Admission de membres nouveaux. — Communication de M. Berthélemy sur le *Sauvetage de l'enfance* et le *Patronage des libérés*, à Lyon : MM. Bournat, Brueyre, Rollet, Bogelot, M^{me} Dupuy, MM. Duverger, Flandin, Dubois et Rivière.

La séance est ouverte à 4 heures 20, sous la présidence de M. le conseiller Petit.

M. BOGELOT, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Joret-Desclosières pour la lecture du rapport de la commission des comptes.

M. JORET-DESCLOSIÈRES. — Messieurs,

Les recettes de l'exercice 1890 ont été de	12.796 fr.67
Les dépenses de	8.959 51
La différence au profit des recettes a donc été de	3.837 fr.16

Si cette différence représentait un bénéfice pouvant être capitalisé, notre situation serait des plus prospères ; mais cet excédent formant la balance du compte de M. le Trésorier a dû être employé, dès les premiers jours de l'année 1891, pour payer 3.000 francs dus au compte impressions, 500 francs pour avances de frais de poste et quelques autres dépenses accessoires.

Nous devons tout d'abord constater, avant d'entrer dans le détail des recettes et dépenses, que les comptes de M. le Trésorier sont tous justifiés par des pièces à l'appui, qu'ils sont de la plus parfaite régularité, et que nous lui devons, autant et plus que par le passé, des remerciements pour son obligeance à continuer une gestion acceptée par un sentiment de complet dévouement à notre œuvre.

Le chapitre des recettes peut être décomposé en deux paragraphes, savoir :

1° Cotisations de Paris et de l'étranger, 6.473 francs. Nous les avions évaluées à 6.950 au budget de 1890, soit un mécompte de 477 francs.

2° Recettes en dehors des cotisations : 6.323 fr. 67, composées : du solde en caisse au 1^{er} janvier 1890, soit 5.292 fr. 57 ; rentes 3 p. 100, 480 francs, prévues au budget ; compte de MM. Marchal et Billard, 550 fr. 43 déduction faite de cotisations qui ont été réunies au § I. Ce compte de MM. Marchal et Billard, nous l'avions prévu à l'article 5 du budget pour seulement 400 francs ; il présente donc un boni de 150 fr. 43. Par contre, l'article intérêts de sommes placées à la caisse de la Société générale n'atteint que 29 fr. 90 au lieu de 50 francs prévus à l'article 3. Enfin, si on ajoute à ces éléments trois autres articles représentant des remboursements de tirages à part et un compte de M. Canonge, employé, on reconstitue le total des recettes à 12.796 fr. 67.

Sur ce chapitre des recettes, Messieurs, nous n'avons donc comme observations à présenter que les deux suivantes : — Évaluation prudente du chiffre des cotisations à recouvrer, il tend à diminuer, et réduction à 30 francs du compte intérêts porté à 50 francs.

Les dépenses, comme nous l'avons dit en commençant, ont atteint le chiffre de 8.959 fr. 51. En les analysant, nous trouvons six articles sur huit absolument conformes à nos prévisions budgétaires et réalisant même sur ces prévisions de légères économies.

Si les articles : — 2. Loyer et impôts, 685 francs, — 4. Traitement d'un employé, 600 francs, — 5. Caisse des écoles, 100 francs, sont restés ce que nous avions prévu, les articles : 1. Impressions, — 6. Frais de recouvrement, — 7. Brochage, présentent des économies qui se chiffrent ainsi : — impressions, 4.864 fr. 50 au lieu de 5.000 francs prévus, — frais de recouvrement, 144 fr. 35 au lieu de 150 francs, — brochage, 50 francs, au lieu de 100 francs.

Un seul article, — l'article 3, secrétariat, dépasse de 341 francs nos prévisions. Ces frais de secrétariat, comprenant les frais de MM. Le Courbe, Canonge et Dupin, ont atteint 891 fr. 66 au lieu de se renfermer dans le crédit alloué de 550 francs prévu par les articles 3 et 8 du budget. Si les dépenses sont justifiées par des pièces comptables, il n'en est pas moins vrai que pour l'avenir, nous devons tenir la main à ce qu'aucune dépense ne soit faite en dehors du budget sans une autorisation spéciale. C'est ainsi, Messieurs, que vous avez autorisé, pour 1890, deux dépenses

exceptionnelles : 1.000 francs pour frais du voyage de M. Lecourbe à Saint-Petersbourg et 500 francs pour sténographie.

L'ensemble de ces dépenses prévues et autorisées, a, comme nous avons eu l'honneur de vous l'exposer, atteint le chiffre de 8.959 fr. 51, dépassant nos prévisions de 1.774 francs. — Or nous avions espéré un boni de 705 francs, nous trouvons au contraire un déficit. C'est la première fois, Messieurs, depuis la fondation de la Société, que nous éprouvons ce déplaisir et nous devons être avertis afin de nous l'épargner à l'avenir ; nous devons nous renfermer dans les dépenses rigoureusement nécessaires et profitables à la Société.

La situation de réorganisation transitoire que nous traversons en ce moment, doit nous rendre prudents et nous inviter à équilibrer rigoureusement nos recettes et nos dépenses.

En conséquence, nous vous proposons de prévoir le budget de 1891 de la manière suivante :

CHAPITRE PREMIER

RECETTES

	fr.	c.
1° 321 cotisations à 20 fr.....	6.420	»
2° Intérêts de comptes courants.....	30	»
3° Rentes sur l'État	480	»
4° Abonnements et vente de Bulletins.....	182	30
Total des recettes	7.112	30

CHAPITRE DEUXIÈME

DÉPENSES

	fr.	
1° Frais d'impression.....	4.065	
2° Sténographie.....	500	
3° Loyer et impôts :		
A. Loyer ancien.....	345	} 1.945
B. Loyer nouveau et		
déménagement....	1.600	
4° Secrétariat	250	
5° Traitement d'un agent, 6 mois....	350	
6° Caisse des écoles.....	100	
7° Frais de recouvrement.....	150	
8° Brochage.....	50	
Total.....	7.410	7.410 »
Excédent de dépenses.....		297 70

nécessitées par la situation transitoire de changement de location

et de frais de déménagement. — Pour faire face à cette nécessité, le Conseil de direction autorisera, s'il y a lieu, un emprunt au fonds de réserve que nous devons nous préoccuper de reconstituer, car depuis deux ans, il aura été diminué de deux mille francs environ.

La réduction que nous faisons subir aux frais d'impression, en les ramenant à 4.065 francs, s'impose; elle est rendue nécessaire par l'augmentation de loyer que nous supporterons. Nous demandons à M. le Secrétaire général de diriger les efforts de la rédaction de telle façon que notre *Bulletin* donne les précieux documents qu'il publie dans les limites de ces nécessités budgétaires.

Le Conseil de direction a pensé, Messieurs, qu'à raison de la situation transitoire que nous allons traverser jusqu'à la fin de l'année, il serait bon de constituer votre comité de finances en comité permanent pour prendre, sauf à lui en référer, toutes mesures urgentes, utiles à la bonne administration financière de la Société.

Dans ces conditions, nous vous proposons d'approuver les résolutions suivantes adoptées par le Conseil de direction dans sa dernière séance.

I. — Apurement des comptes de l'exercice 1890.

II. — Décharge donnée à M. le Trésorier de sa gestion et remerciements pour les services qu'il a rendus à la Société.

III. — Vote du budget de 1891, en recettes à 7.112 fr. 30 et en dépenses à 7.410 francs avec nécessité de prélever la différence sur le fonds de réserve.

IV. — Approbation de la mission donnée au comité des finances de pourvoir, sauf à en référer au Conseil de direction, à l'administration de la Société jusqu'au 31 décembre 1891.

Le Rapporteur,
Gabriel JORET-DESCLOSIÈRES.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons passer au vote sur ces divers points. Je vous propose d'abord de voter l'apurement des comptes de l'exercice de 1890. Je pense que l'assemblée approuve ces comptes; je pense également que l'assemblée se réunira à la pensée qui a été si bien exprimée tout à l'heure par M. Joret-Desclosières en s'associant au sentiment de gratitude qui doit être le

même chez nous tous à l'endroit de notre trésorier, M. Brueyre, qui, par pur dévouement, a consenti à nous continuer son concours si précieux et si utile. (*Applaudissements.*) Je vous propose ensuite l'acceptation du projet de budget qui vous est soumis pour l'exercice 1891. Je demande en outre à l'assemblée l'approbation de la mission qui a été donnée au comité des finances afin que ce comité puisse parer au mieux de nos intérêts aux difficultés transitoires que peut rencontrer notre situation financière. En dernier lieu, je vous propose de vouloir bien remercier votre comité des finances et tout spécialement son rapporteur pour le très utile concours que le comité nous prête toujours et qu'il nous a prêté encore aujourd'hui en composant le rapport que vous venez d'entendre. (*Nouveaux applaudissements.*)

M. RIVIÈRE. — Messieurs, je reçois à l'instant deux lettres d'excuses. L'une est de M. le Directeur de l'Assistance publique ; l'autre de M. James-Nattan, secrétaire.

Dans sa dernière séance, notre Conseil de direction a admis comme membres titulaires :

MM. le colonel CHAUSSADE, directeur de la colonie pénitentiaire d'Auberive (Haute-Marne).

CONTI UGO, avocat à Bologne, chargé d'une mission pénitentiaire en France.

LAGUESSE, directeur de la maison d'arrêt et de correction de la Santé.

JACQUIN Étienne, conseiller d'État.

GRAS Achille, administrateur délégué du Sauvetage de l'enfance, membre du comité de défense des enfants traduits en justice.

STRAUSS Paul, conseiller général de la Seine.

le D^r PEYRON, directeur de l'Assistance publique.

BAILLEUL, directeur de la 4^e circonscription pénitentiaire, à Rouen (Seine-Inférieure).

VERDIER, directeur de la 23^e circonscription pénitentiaire, à Avignon (Vaucluse).

SOURIAUX, directeur de la maison centrale de Beaulieu, près de Caen (Calvados).

le D^r Fr. LA ROCHE, président du comité de patronage à Bâle (Suisse).

MM. le comte CHORINSKI, premier président de la cour d'appel, à Vienne (Autriche).

Wilhelm KOEBNER, à Breslau (Silésie).

ROUSSELLE, conseiller général de la Seine, président de la commission des enfants assistés.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la communication que veut bien nous faire M. le professeur Berthélemy sur les œuvres de patronage à Lyon. J'ai le plaisir de lui donner la parole.

M. BERTHÉLEMY. — Messieurs, en vous demandant la permission de vous exposer ce que nous faisons à Lyon pour le patronage des libérés et le sauvetage de l'enfance, je n'ai pas eu l'intention de proposer en exemple une expérience trop récente pour qu'on en puisse apprécier les résultats. Non pas que notre ville soit neuve à ces questions; n'est-ce pas à Lyon qu'a pris naissance le premier refuge de libérés qui ait été créé en France, l'asile Saint-Léonard (1)? Les efforts et les succès du vénérable abbé Villion ne sont-ils pas connus de la plupart d'entre vous? Il existe à Lyon d'autres œuvres de même ordre, pour les filles repenties, par exemple; il y existe des œuvres aussi pour les enfants abandonnés.

Il y a cependant quelque chose de nouveau à Lyon, quelque chose qui montre que nous obéissons comme vous à ce mouvement général qui tend à développer les institutions préventives de la criminalité; ce quelque chose c'est une organisation méthodique de la lutte contre le crime; nous avons deux combats à engager : l'un, contre les enfants abandonnés; l'autre, contre la récidive. Une même Société, placée sous la présidence de M. Edmond Verdet, un vétéran de la bienfaisance, a organisé ces deux choses : le patronage des libérés et le sauvetage de l'enfance; elle essaie de se conformer scrupuleusement aux principes que vous avez toujours proclamés; c'est son outillage plutôt que ses résultats que je viens vous présenter; les résultats sont choses de l'avenir.

1° Patronage des libérés.

Toute œuvre de patronage se trouve en face de deux questions : Qui patronnera-t-elle ? Comment patronnera-t-elle ?

Voici d'abord qui nous patronnons sous le nom de libérés :

(1) *Bulletin*, 1889, p. 525, 562, 735.

En premier lieu, ce sont les individus qui sortent des prisons de Lyon ou de la région; le patronage est commencé à la prison même; quelques-uns des membres de notre conseil d'administration font partie de la commission de surveillance des prisons; le prisonnier est connu avant sa libération; on peut savoir ce qu'il vaut, ce qu'il lui faut, s'il est opportun de le patronner; on peut lui appliquer exactement le remède qui convient à son mal.

Nous patronnons en second lieu tous ceux qui, ayant subi une peine et ne pouvant à cause de cette tache trouver un emploi, viennent frapper à notre porte. Pour ceux-ci encore, il n'y a rien à dire qui ne soit connu et pratiqué partout.

Nous patronnons enfin une troisième catégorie d'individus : je les appellerai *les libérés avant la peine*. Voici ce que je veux dire :

Grâce à la grande bienveillance du Parquet de Lyon, nous avons obtenu qu'on fit l'essai d'une pratique dont l'utilité est manifeste : toutes les fois qu'un mendiant ou un vagabond est amené au petit parquet, le magistrat examine son cas; il voit s'il ne serait pas opportun de nous le confier au lieu de le traduire en justice. Dans l'affirmative, une carte lui est remise; l'individu se présente à notre bureau avant d'avoir, sans profit pour personne, passé deux ou trois jours à la prison. J'appelle votre attention, Messieurs, sur cette forme de notre patronage, pour deux raisons : la première, c'est qu'elle a été critiquée; la seconde, c'est que je la trouve supérieure à toute autre.

On a critiqué cette forme de patronage en disant : « Ce n'est pas du patronage de libérés ! . . . » C'est une question de mot : nous ne mettons pas notre point d'honneur à faire du patronage *de libérés*; notre ambition est d'empêcher les gens de commettre des crimes ou des délits; or, le procédé dont je vous ai fait part a précisément l'effet que nous cherchons.

Lorsqu'un individu nous est envoyé par le parquet, lorsque le magistrat a constaté qu'il y aurait avantage à placer cet individu, je crois que nous faisons une œuvre utile en le plaçant, bien qu'il ne soit pas un libéré; notre intervention sous cette forme a pour conséquence d'éviter la première condamnation qui trop fréquemment est le début d'une série. C'est pour cela que vous approuverez — je le crois du moins — cette forme de notre patronage; vous ne nous reprocherez pas de patronner de la sorte des gens qui ne sont véritablement pas des libérés. (*Marques d'assentiment.*)

Comment patronnons-nous? Je diviserai les actes de patronage que nous accomplissons en deux catégories : patronage complet, patronage partiel. J'appelle *patronage complet* celui qui aboutit à procurer immédiatement au libéré des moyens d'existence, c'est-à-dire le placement ; j'appelle *patronage partiel* celui qui facilite au libéré la recherche du placement, mais qui ne le lui procure pas directement.

Le placement est, à Lyon, facile à trouver. Je crois que nous sommes à cet égard dans une position exceptionnelle. Il y a dans notre ville une population ouvrière très nombreuse ; un ouvrier est perdu entre les autres ; ils se connaissent peu. Or vous savez que le mauvais vouloir de l'ouvrier est une des causes principales de l'échec du patronage ; les ouvriers n'aiment pas à avoir auprès d'eux — cela est trop légitime — les gens que nous envoyons dans les ateliers ; ils repoussent les libérés ; à Lyon, ils les repoussent moins qu'ailleurs parce qu'ils ne les connaissent pas. Les patrons, d'autre part, sont presque tous charitables ; — vous savez qu'on a surnommé notre ville la *ville des aumônes* ; — ils comprennent qu'il est utile d'empêcher ces gens de commettre de nouveaux délits ; il suffit, pour les en convaincre, de leur rappeler que c'est surtout la société qu'on veut protéger contre les coupables, bien plus que les coupables eux-mêmes.

Nous avons à notre service un agent précieux qui s'acquitte à merveille de cette tâche. Chargé de nous rechercher un grand nombre de patrons de bonne volonté, et des patrons d'industries différentes, il nous en a trouvé plus de deux cents ; nous pourrions pendant longtemps n'envoyer qu'un ou deux libérés à chacun d'eux. Quelques chiffres vous donneront une idée de notre action en ce sens. Sur 136 demandes que nous avons reçues dans les trois derniers mois, nous avons procuré 76 placements. Je ne compte que ceux qui ont duré plus de quinze jours. On ne peut appeler *placement* un passage de quelques jours chez un patron. J'ai ici la liste des industries dans lesquelles ces 76 placements ont été faits ; elle présente une grande variété : elle comprend des terrassiers, des fondeurs, des hommes de peine, des ajusteurs, des jardiniers, des imprimeurs, des verriers, des quincailliers, des menuisiers, des employés, des peintres, un bourrellier, enfin des manœuvres dans différents ateliers ou magasins.

Un détail encore peut témoigner de la facilité du placement : c'est le temps qu'on met à placer quelqu'un. En moyenne, cela ne dépasse pas six jours, si on ne fait pas entrer dans le calcul de

cette moyenne les employés; car pour ceux-ci il faut plus d'un mois de recherches pour trouver quelqu'un qui se décide à leur confier un travail de bureau ou de caisse; et cela se comprend aisément.

Voyons maintenant ce que j'appelle le patronage partiel : il consiste en dons de vêtements, en nourriture et logement provisoire, en secours en argent, en rapatriement, en réconciliations avec la famille, enfin en démarches faites en vue d'obtenir la réhabilitation.

Les vêtements coûtent cher et nous ne sommes pas riches; nous avons jusqu'à présent laissé le soin de les distribuer à la commission de surveillance des prisons qui a reçu un legs pour le soulagement des prisonniers et l'emploi sous cette forme. Cette distribution de vêtements est utile; elle constitue un véritable acte de patronage. N'est-il pas évident que tel individu qui ne serait pas reçu s'il se présentait dans une tenue misérable sera bien accueilli s'il peut, comme on dit, payer de mine? J'ajoute que nous donnons nous-mêmes des vêtements à ceux à qui la commission de surveillance des prisons ne peut pas en donner; ce sont précisément ceux que nous envoie le petit parquet, avant de les avoir fait condamner.

En ce qui concerne les secours en argent, nous nous sommes refusé en principe le droit d'en accorder, parce que c'est un mauvais système de patronage. Mais il n'y a pas de règle sans exception : un individu a besoin d'une avance pour payer les frais de son jugement, en vue d'obtenir sa réhabilitation; cet argent ne sera jamais perdu; l'État en bénéficie. Nous consentons alors à avancer une portion desdits frais; quand cette portion nous est remboursée, nous en avançons une autre, et ainsi de suite; par prudence nous payons nous-mêmes au receveur des amendes les sommes avancées. Une autre exception à l'interdiction des secours en argent doit être signalée : c'est lorsqu'il s'agit — toujours en payant les frais — d'éviter la contrainte par corps à un individu que nous avons placé; la trésorerie, sur notre demande, veut bien faire crédit et accepter un paiement par acompte.

Enfin, assez rarement nous sommes obligés d'employer le secours en argent pour soutenir la famille du détenu. A part ces trois cas nous ne donnons jamais d'argent, car nous estimons, je le répète, que ce serait le pire des patronages.

Nous nous efforçons d'effectuer le rapatriement le mieux possible; voici comment nous nous y prenons : Nous obtenons des Compagnies de chemin de fer des billets à demi-tarif; c'est écono-

mique mais insuffisant; nous tenons en outre à faire mettre l'individu dans le wagon qui l'emmènera ; son billet est confié au chef du train en même temps qu'une carte postale ; celle-ci doit être mise à la poste dès que l'individu est descendu et est livré à un nouveau patron chargé de le recevoir. Elle nous annonce que le patronné est arrivé à destination. Au reste, nous ne rapatrions qu'après nous être assurés que l'individu trouvera mieux à se tirer d'affaire dans le pays où il retourne.

J'arrive aux deux points les plus délicats : le logement et la nourriture provisoire. Pour la nourriture provisoire, il y a un moyen simple, c'est le fourneau économique ; toutefois si nous donnions des bons à nos protégés, ces bons seraient bientôt vendus ; à Lyon comme à Paris, il y a une bourse aux bons de fourneaux économiques. — Nous remplaçons prudemment le bon par une carte sur laquelle nous avons mis un timbre et une signature ; cette carte n'est pas vendue parce qu'elle n'est pas assez connue pour trouver preneur ; elle n'est même pas vendable, parce qu'elle porte « patronage des libérés ». — Elle est reçue dans un fourneau déterminé. A la fin du mois, nous remplaçons les cartes par des bons ; j'ai même eu l'idée, par économie, de faire acheter lesdits bons à la bourse dont je vous parlais, nous les aurions payés de 4 à 6 centimes au lieu de 10 ; — mais je n'ai pas osé. (*Rires.*)

Il y a enfin le logement provisoire. Nous n'avons pas d'asile, et nous n'en aurons pas pour deux raisons : la première, c'est que cela coûte trop cher ; la seconde, c'est que nous trouvons cela détestable.

La prison cellulaire est faite pour empêcher les prisonniers de vivre ensemble et de former des alliances dangereuses ; il ne faut pas, à la sortie de prison, qu'on vienne leur dire : « Mettez-vous donc ensemble pendant quelque temps, formez donc si bon vous semble ces bandes que nous avons évitées par la prison cellulaire ! »

Nous n'avons pas d'asiles. Comment les remplacer ? Nous les remplaçons actuellement par des bons de logement que nous donnons, et avec lesquels nos gens vont dans des auberges. C'est presque aussi imparfait, parce que ces auberges, non surveillées, sont encore des centres où se rencontre le rebut de la société.

J'avais songé à autre chose et j'espère en voir la réalisation. Il y a à Lyon trois œuvres d'hospitalité de nuit, l'une d'elles est comprise selon les vœux que vous avez toujours émis, elle

fait payer ses services par un travail, les deux autres logent gratuitement. Il est à souhaiter que nous puissions envoyer les libérés dans les asiles de ces œuvres, en attendant le placement ; ils y seront entourés de gens présumés honnêtes. Ils n'oseront pas dire qui ils sont. Qu'on ne craigne pas d'ailleurs qu'ils gâtent les autres ; ceux qui frappent à ces portes sont souvent peu recommandables ; quelquefois nos libérés valent mieux, parce qu'ils se savent particulièrement surveillés.

Si, dans l'état actuel, les asiles de nuit nous rendent peu de services, cela vient de ce que les vagabonds en ont usé avant leur arrestation ; quand nous les y renvoyons pour attendre un placement, ils se heurtent à la règle inflexible qui veut qu'on n'ait droit qu'à un certain nombre de nuits. Cette règle là est infiniment sage en ce qu'elle met une limite à l'exploitation de la charité des asiles de nuit : il faudrait ne loger jamais, pas même une fois, le fainéant qui ne fait aucun effort pour se trouver une occupation. Mais en sens inverse, il serait charitable et utile d'abriter celui qui cherche ou pour qui l'on cherche jusqu'à ce que l'on ait trouvé pour lui ; et puis serait-on dupe en l'occupant, dans l'asile d'assistance par le travail, 8 à 10 bonnes heures par jour ?

Nous voudrions qu'à l'égard de nos patronnés il fût fait ainsi. Je veux espérer que les administrateurs des œuvres privées d'hospitalité, avec qui nous entretenons les relations les plus cordiales, comprendront le service énorme qu'elles peuvent rendre, dans la lutte contre le crime, en se prêtant dans le sens que j'ai indiqué, à la solution si simple de la délicate question des asiles. (*Marques d'assentiment.*)

Je vous ai dit, Messieurs, ce que nous faisons et ce que nous désirons.

J'ai énuméré les différents actes de patronage que nous sommes en mesure d'accomplir et que nous avons déjà accomplis. Ces actes seront-ils efficaces ? Je ne puis encore l'affirmer parce qu'il n'y a pas assez longtemps que nous travaillons. Il ne suffit pas de placer les gens ; il faut encore les surveiller après le placement ; nous le faisons, sans doute ; mais nous ne les avons pas encore surveillés assez longtemps pour pouvoir vous apporter des résultats palpables. Si l'œuvre continuait comme elle a commencé nous aurions à peine une déception sur 12 placements ; mais il est évident que ce chiffre de 1 sur 12 serait d'un optimisme exagéré ; il faut craindre que le nombre des déceptions ne s'accroisse ; rien

n'empêche d'espérer en même temps que le bien que nous faisons puisse aussi se développer.

Je passe, Messieurs, à la seconde partie de cet exposé :

2° Sauvetage de l'enfance.

A Lyon, comme partout en France, le sauvetage de l'enfance a quelque chose de nouveau ; ce qu'on appelle à proprement parler le sauvetage de l'enfance, c'est l'ensemble des mesures destinées à recueillir tous ces petits vagabonds ou mendiants voués presque fatalement à la prison. On constate aujourd'hui que les crimes se commettent à des âges de plus en plus jeunes. Il faut prendre de bonne heure ces futurs criminels ; il faut leur donner ce qui leur manque, une éducation morale. Il faut, pour cela, se rendre maître de leur personne ; la loi de 1889 l'a permis ; elle a singulièrement facilité ce qui s'appelle le *sauvetage de l'enfance* ; notre Société vise essentiellement ce but : procurer et faciliter l'application de la loi de 1889.

Nous nous proposons de ramasser les petits mendiants et les petits vagabonds — et je ne dis pas de leur procurer directement l'éducation, cela ne nous regarde pas toujours, mais d'assurer qu'ils recevront une éducation. Cela ne nous regarde pas toujours parce que dans la loi de 1889 on a mis à la charge de l'Assistance publique l'éducation d'un grand nombre de ces enfants. Vous vous rappelez qu'une partie de cette loi s'occupe de la déchéance de la puissance paternelle ; le second titre a trait à la cession possible de la puissance paternelle, sorte de déchéance par acquiescement. Dans le premier cas, c'est l'Assistance publique qui est chargée de l'éducation de l'enfant. Notre Société n'a donc pas à prendre à sa charge l'enfant soustrait ainsi à la puissance de ses parents. Devons-nous pourtant demeurer inactifs ? Non ; nous pouvons faire et nous faisons pour les enfants ce que fait pour les pauvres bêtes la Société protectrice des animaux ; nous suscitons l'action publique dès que l'administration ou le parquet se montrent hésitants à intervenir. Nous dénonçons les cas où la loi doit être appliquée. La police se soucie peu de provoquer la répression de la mendicité des enfants ; un enfant qui mendie ne trouble pas l'ordre. Avec le législateur de 1889, nous voyons plus loin que la police ; nous arrêtons nous-mêmes, au besoin, l'enfant qui mendie parce que nous savons qu'il deviendra vite l'adolescent qui vole et peut-être l'homme qui assassine.

Je dois dire que nous avons à cet égard à nous louer grande-

ment du département du Rhône. Le parquet et l'administration ont reconnu sans hésiter la générosité de nos intentions et nous ont prêté le plus bienveillant concours. Il n'en a pas été de même de tous les départements voisins ; j'en citerais où l'administration est décidée à faire appliquer le moins possible la loi de 1889 et le déclare tout haut ; là, nous serons impuissants si l'administration centrale ne vient à notre aide.

Donc notre premier rôle, rôle si facile à remplir, consiste à signaler, quand il y a lieu, les cas où l'action publique doit intervenir et n'intervient pas.

Mais il y a des hypothèses où le parquet n'a rien à faire ; ce sont les cas où il y a lieu d'appliquer le titre II de la loi : il s'agit de parents incapables ou indignes qui acquiescent à une déchéance de la puissance paternelle. L'Assistance publique ici ne fera rien : si elle accueillait toutes les demandes de parents qui viennent lui amener des enfants, son budget serait vite dissipé ; et puis elle a assez à faire avec les cas de déchéance sans qu'elle ait à se mêler de provoquer des cessions.

Cela ne veut pas dire pourtant que des cessions ne puissent être par elle substituées à des déchéances. Je vous signale à cet égard un fait que j'ai trouvé intéressant : à Lyon, on tend de plus en plus à substituer l'application du titre II de la loi à l'application du titre I, Cession ou déchéance, c'est toujours un, quant au résultat ; la procédure est infiniment plus simple pour la cession que pour la déchéance ; eh bien, pourquoi donc provoquer la déchéance, *quand on a constaté qu'elle est nécessaire*, si les parents consentent à la cession ? Aussi une jurisprudence s'affirme-t-elle chaque jour à Lyon : toutes les fois que le Parquet, après avoir interrogé les parents, constate qu'ils veulent bien consentir à la cession de leur puissance paternelle, on ne poursuit pas la demande en déchéance.

L'Assistance publique s'est montrée quelque peu rebelle à cette pratique. J'avoue ne pas bien comprendre ce sentiment. Pourquoi préférer une procédure plus difficile pour arriver à un résultat qui est identique ? Les droits de l'Assistance sont-ils moindres en cas de cession ? Les jurisconsultes diront qu'il s'agit de matières sur lesquelles on ne transige pas. Alors il ne fallait pas écrire le titre II de la loi ! Puisqu'il est écrit, utilisons-le. Il n'y a aucun danger à le faire, pourvu qu'on le fasse avec prudence et discernement. En dehors de ces cas où la cession remplace la déchéance, des cessions sont faites au profit de particuliers ou au profit de sociétés comme la nôtre.

Nos enfants ont été trouvés à la prison, ou bien ce sont des enfants de libérés ou de détenus, ce sont des enfants que nous ramassons dans la rue. Quand nous avons constaté qu'ils ne relèvent pas de l'Assistance publique, nous provoquons pour notre compte la cession de puissance. Qu'allons-nous faire ensuite de ces enfants ? Ils sont de catégories bien diverses ; ils ont de sept ans à seize ans ; il faut différents modes d'éducation puisqu'ils peuvent avoir des aptitudes et des origines différentes.

Pour les petits qui ne sont pas encore pervertis, il n'y a qu'une chose de possible : c'est le placement dans les familles, surtout à la campagne. Nous avons organisé le placement à la campagne, dans les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de Saône-et-Loire ; nous avons des correspondants dans chaque canton ; en maint endroit ces correspondants ont semé la bonne parole ; ils ont expliqué aux paysans qu'ils feraient œuvre utile en recevant nos petits mendiants, et que nous leur donnerions pour cela une prime plus forte que celle que donne l'Assistance publique. Les primes de l'Assistance publique ont été calculées pour les enfants assistés ; ils sont plus dociles que les nôtres ; et puis il vaut mieux forcer la prime parce qu'il faut que le paysan compte sur la rémunération que nous lui donnons plus que sur le travail de l'enfant ; mieux vaut faire moins de placements enfin et les mieux faire.

Nous pratiquons à Lyon, pour ceux qui sont un peu plus grands, le placement industriel ; il fonctionne d'une façon satisfaisante. Nous trouvons là un terrain particulièrement favorable pour les mêmes raisons que j'indiquais à propos des libérés, savoir : le grand nombre d'industries, la charité des industriels, le bon esprit de la population ouvrière lyonnaise. On reçoit très facilement nos petits apprentis, on leur donne 15, 20, 25 sous par jour ; quelquefois on ne leur donne rien, mais on les prend, c'est le principal. Nous avons eu quelquefois plus de demandes d'apprentis que nous n'avions d'apprentis à donner. Nous avons placé ces apprentis dans différents métiers ; nous avons ainsi, en ce moment, 2 imprimeurs, 4 menuisiers, 3 cultivateurs ; à la porte de Lyon, 2 jardiniers, 3 tisseurs, 2 marmitons ; nous avons 8 verriers avant la grève, aujourd'hui 3 ont été emmenés par les patrons qui ont émigré de Lyon ; et les 5 autres ont pris d'autres métiers. Je le regrette, car ces enfants gagnaient déjà 2 francs par jour et cependant ce sont des enfants de quatorze à seize ans.

Voici ce que nous faisons en général pour assurer l'existence des jeunes apprentis :

Nous avons demandé aux artisans et aux ouvriers lyonnais quels étaient ceux qui voudraient bien loger nos pupilles : ces pensions en famille sont toujours moins chères que l'auberge ; les apprentis trouvent une vie d'intérieur et y sont surveillés. Pour 25 à 28 francs par mois, il est très facile de faire loger et nourrir des enfants de treize à seize ans ; s'il gagnent un peu plus, on leur laisse quelques sous pour eux et on met de côté ce qui reste ; s'ils gagnent un peu moins, on complète le nécessaire. De la sorte, presque tous sont placés à leurs frais.

Il reste maintenant à parler des mauvaises têtes ; ceux-là sont nombreux. Ceux qui sont précisément enlevés à des parents incapables ou indignes ont généralement senti se développer en eux de mauvais instincts ; quelquefois les parents nous les amènent eux-mêmes parce qu'ils ne peuvent pas les maîtriser : c'est cette catégorie d'enfants qu'on a laissé pousser à leur gré et qui, depuis la loi sur l'enseignement obligatoire, sont la plaie de nos écoles primaires.

Pour ceux-là il n'y a qu'un moyen : l'internat. Il leur faut des maisons où ils trouveront des maîtres appropriés à leur caractère. On les y laissera sans doute le moins possible ; on leur fera apprendre un métier, et dès qu'ils seront aptes à passer dans l'industrie, il faudra essayer de les y mettre.

Nous n'avons pas de maisons-écoles pour les filles ; mais il y en a plus de 30 à Lyon et en payant de 150 à 200 francs nous y plaçons nos protégées. Il est rare d'ailleurs qu'on ait à placer des petites filles incorrigibles.

Pour les garçons nous avons une maison-école à nous ; cette maison est peut-être même la raison qui fait que nous nous sommes organisés tout de suite et si vite en Sauvetage de l'enfance. Nous cherchions un asile pour loger les 5 ou 6 enfants de libérés dont nous ne savions que faire ; on est venu nous en offrir un tout prêt, capable de contenir 350 mauvais sujets ; c'est l'ancien pénitencier de Brignais(1). Cet établissement a été évacué à la suite des incidents de Cîteaux ; on n'avait pas de reproches spéciaux à lui faire. On procédait par voie de mesure générale. Nous nous sommes accordés avec le propriétaire du pénitencier ; nous l'avons conservé non pas comme directeur, mais comme aumônier ; il a d'ailleurs, comme propriétaire, les bénéfices de l'exploitation ; sa surveillance à cet égard est donc indispensable.

(1) *Bulletin*, 1888, p. 888.

Nous ne pouvions en effet ni acheter, ni louer le domaine; il a été convenu que nous paierions tant par an et par enfant en outre des fruits naturels et des bénéfices industriels. Ces bénéfices sont assez considérables parce qu'on peut exercer dans l'école d'apprentissage huit industries manufacturières en dehors des diverses industries agricoles. Nous sommes d'ailleurs restés les maîtres de notre école; nous en choisissons tout le personnel et nous y exerçons une surveillance constante.

Une difficulté pourtant nous a d'abord arrêtés.

Les enfants que nous pouvions placer à Brignais ne suffisaient pas pour faire travailler nos ateliers; nous nous sommes alors adressés au préfet du Rhône et nous avons mis notre école à la disposition de son service pour les mauvais sujets que l'Assistance publique ne pouvait pas placer individuellement.

L'Assistance publique du Rhône nous a déjà envoyé 16 enfants. Le conseil général nous a alloué pour ces placements un crédit de 10.000 francs, et nous espérons bien que les conseils généraux des départements voisins feront de même. Il serait utile qu'on nous confiât assez de mauvais sujets pour que tous nos ateliers fussent vite rouverts. Ce ne sont malheureusement pas les mauvais sujets qui manquent parmi ces enfants moralement abandonnés.

Je compléterai cet exposé un peu long en résumant la statistique de ce que nous avons pu faire en ce qui concerne les enfants.

Les chiffres que je vous communique ont été relevés hier même :

Nous avons dans l'établissement de Brignais un certain nombre d'enfants confiés par l'Assistance publique, 15 par le Rhône, 1 par l'Isère, 1 par l'Ardèche.

Aux frais de la Société, sans participation pécuniaire des parents, nous élevons 46 enfants; avec participation pécuniaire des parents, nous en élevons 9 ; les parents donnent de 5 à 20 francs par mois.

Comme placements individuels, nous en avons en tout 26 ; 5 sont entièrement à nos frais; nous en avons 19 pour lesquels nous payons partiellement, le travail des enfants faisant le reste; enfin nous avons eu deux engagements volontaires dans l'armée.

Tels sont, Messieurs, les détails que j'ai cru intéressant de vous exposer. Ce ne sont pas des résultats que je vous apporte, je le répète; ce sont plutôt des tentatives que je vous présente. Nous

compléterons tout cela lorsqu'une œuvre excellente, qui s'est fondée presque en même temps que la nôtre (l'Assistance par le travail), fonctionnera d'une façon plus entière; nous aurons alors à Lyon ce faisceau des trois catégories d'œuvres que vous avez recommandées dans la lutte contre le crime.

J'espère que ce que nous faisons aura votre approbation; cependant si vous jugez que certaines de nos manières d'agir sont critiquables, ne m'épargnez pas vos observations; j'en ferai sûrement mon profit. Vos encouragements seront très précieux pour nous; mais vos critiques seront très utiles et nous sommes tous prêts à en tenir compte. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons qu'à remercier M. Berthélemy d'avoir bien voulu nous faire cet exposé si intéressant. Il est l'un des acteurs les plus utiles de cette œuvre, et j'espère que les résultats attendus ne tarderont pas à se réaliser. Quoi qu'il en soit il en est beaucoup parmi vous qui connaissent à fond les mêmes questions, et si quelqu'un désirait prendre la parole je serais prêt à la lui donner.

M. BOURNAT. — Il est impossible de raconter d'une voix plus chaude les tentatives faites à Lyon et déjà couronnées de résultats. Il y a cependant un point sur lequel je ferai une petite chicane à M. Berthélemy: c'est qu'il a l'air de revendiquer pour la population ouvrière lyonnaise et pour Lyon en particulier la fondation du patronage industriel des mineurs de seize ans.

Il y a déjà eu à Lyon une œuvre de patronage. En 1833, M. de Gasparin, préfet du Rhône, puissamment aidé par M. Thiers, alors ministre de l'intérieur, et par M. Charles Lucas, inspecteur général des prisons, avait fait disposer dans la prison de Perrache un quartier cellulaire pour les jeunes détenus jugés dans les ressorts de Lyon et de Grenoble. En 1835, sur la recommandation du Ministre de l'intérieur, M. Charles Lucas se concertait avec le Préfet du Rhône pour organiser une Société de patronage à côté de ce pénitencier cellulaire. En 1836, la Société était constituée.

A cette époque, sous l'influence de MM. Béranger (de la Drôme) et Charles Lucas, la France se couvrait d'œuvres de patronage, on fondait des Sociétés à Paris, à Rouen, à Riom, à Besançon, à Strasbourg, à Toulouse, à Bordeaux et dans beaucoup d'autres villes.

Malheureusement toutes les Sociétés fondées en province ont

disparu les unes après les autres; c'est celle de Rouen qui a duré le plus longtemps.

M. BERTHÉLEMY. — Celle de Lyon vit encore, seulement elle a été transformée.

M. BOURNAT. — M. Berthélemy nous dit que ce qui permet à Lyon le placement industriel des mineurs de seize ans, c'est la facilité des mœurs des ouvriers lyonnais qui ne craignent pas de recevoir chez eux des enfants sortant des maisons d'éducation correctionnelle: je crois pouvoir dire que la population parisienne, si souvent calomniée, vaut bien celle de Lyon.

M. Berthélemy dit qu'un enfant peut gagner tout de suite de 1 franc à 1 fr. 25 et il présente comme résultat important qu'un enfant de quatorze ans peut gagner 2 francs par jour. C'en est pas le but qu'il faut chercher à atteindre, parce que si vous vous préoccupez de faire avoir avant l'heure un salaire à l'enfant, vous n'en ferez qu'un manœuvre; pour cette raison, s'il gagne 2 francs par jour à l'âge de quatorze ans, il ne gagnera jamais plus. Il faut chercher au contraire à en faire un apprenti, parce que s'il perd trois ou quatre années de sa vie à faire un apprentissage, plus l'apprentissage sera long, plus riche sera le métier que vous mettrez dans sa main. Au bout de quatre ans d'apprentissage l'enfant est ouvrier dans un état où il peut gagner 5, 6 ou 7 francs par jour. Par conséquent ce que nous devons éviter avant tout, c'est le placement des petits ouvriers.

Nous avons à lutter surtout contre les parents précisément à raison de l'apprentissage qui ne rapporte rien. Il y a des parents qui abandonnent leurs enfants, mais qui, dès que les enfants gagnent, se présentent pour ramasser ce que ceux-ci ont gagné. Il faut alors qu'une Société soit assez énergique, assez bien armée, pour obliger les enfants et leurs parents à respecter l'apprentissage commencé. A Paris, nous pouvons faire respecter les conditions d'apprentissage, parce que nous avons la faculté de faire réintégrer les enfants qui ne subissent pas nos volontés paternelles; aussi les maîtres d'apprentissage préfèrent nos enfants sortant de la maison d'éducation correctionnelle aux enfants sortant de la famille, parce que quand l'enfant a raison nous le soutenons, mais quand il a tort nous le rendons à l'administration qui nous l'a confié.

M. Berthélemy considère comme un résultat heureux qu'un apprenti gagne de suite. D'un autre côté, il nous fait part des difficultés qu'il rencontre pour le logement des apprentis qui gagnent environ 1 fr. 25 par jour. Ils ne sont ni nourris ni logés, et on est obligé de dépenser 27 ou 28 francs par mois pour les faire entretenir par ceux chez qui ils travaillent ou dans des maisons voisines.

A Paris, nous avons de meilleurs résultats. Il y a des ouvriers qui travaillent dans leur chambre à côté de leur femme et de leurs enfants pour le compte des grands ateliers; ils n'ont pas le moyen d'avoir des ouvriers, ils prennent un apprenti. Que donnons-nous à cet apprenti pour le fonctionnement de son apprentissage? Nous lui donnons sa literie complète et son trousseau que nous entretenons. Nous ne donnons rien pour son logement et sa nourriture, le patron le nourrit à sa table, le loge et lui remet toutes les semaines ce qu'on appelle le « pourboire » qui varie entre un et trois francs. Par conséquent, à très bon compte, nous faisons entrer un apprenti dans une famille à laquelle il a été jusqu'à ce jour-là étranger, et très souvent, lorsque nous voulons prendre une mesure de rigueur, nous trouvons comme adversaire le patron qui s'est attaché à l'enfant et qui nous dit : Essayons encore.

Vous voyez que la population parisienne, dans les faubourgs de Paris, n'a rien à envier à la générosité du peuple de Lyon. C'est une petite chicane que vous me permettez; on calomnie assez souvent le peuple pour que ceux qui le voient de près puissent témoigner qu'on trouve chez lui des sentiments de générosité qu'on ne découvre pas toujours chez ceux qui sont assez élevés pour être généreux. (*Applaudissements.*)

Maintenant je demande à M. Berthélemy si, quand les enfants ne suivent pas les conseils qui leur sont donnés, il y a des moyens de correction et quels moyens on emploie.

M. BERTHÉLEMY. — Sur les différents points développés par M. Bournat, voici, Messieurs, ce que j'ai à répondre :

Je suis très heureux que la population parisienne vaille la population lyonnaise, car je suis parisien moi-même.

Je note à titre de conseil le procédé que vous m'avez indiqué en ce qui concerne le placement en apprentissage. Nous avons déjà constaté nous-mêmes qu'il y avait à modifier quelque peu notre action et nous cherchons à faire quelque chose de semblable à ce que vous faites à Paris.

Nous avons constaté aussi ce que vous nous disiez, à savoir que les patrons aiment mieux avoir affaire à nous qu'aux parents. Il y a à Tarare, par exemple, des industriels qui veulent bien recevoir soit de l'Assistance publique, soit de notre Société, tous les enfants que nous voudrions leur donner, à condition que nous exercions la puissance paternelle sur ces enfants, parce qu'ils savent que nous laisserons ceux-ci en apprentissage le temps qu'il faudra.

Nous ne prenons pas d'enfants sans provoquer la cession complète de la puissance paternelle ; et alors, le père n'ayant plus de pouvoir, l'enfant est à notre entière disposition. C'est là le grand bienfait de la loi de 1889.

La question que vous me posez en ce qui concerne les moyens de correction, m'embarrasse beaucoup : nous avons dernièrement un enfant à corriger et nous ne savions comment nous y prendre. Nous l'avons mis à Brignais : seulement nous voudrions bien que Brignais ne fût pas considéré comme une maison de correction. Actuellement ce n'est plus un pénitencier ; nous voulons que les enfants en sortent sans se dire que c'est une grande récompense d'en sortir, et nous ne voulons pas y faire entrer ceux qui diront aux autres que c'est à titre de punition qu'on les y a mis. Je crois néanmoins que l'internement nous suffira pour venir à bout des plus jeunes.

M. BOURNAT. — Je suis heureux de ces observations parce qu'elles m'amènent à constater qu'il n'a pas suffi d'organiser, dans la loi de 1889, la cession et la déchéance de la puissance paternelle pour l'enlever aux parents d'une façon efficace. Voilà un enfant que vous avez reçu après un acte de cession ou de déchéance : que ferez-vous si, au milieu de l'apprentissage que vous avez pu procurer, le père et la mère viennent insulter le patron et revendiquer l'enfant ? Qui est-ce qui fera respecter votre autorité ?

M. BERTHÉLEMY. — Nous n'avons que notre maison.

M. BRUEYRE. — Avant la loi de 1889, les tribunaux en l'absence d'autres moyens d'hospitalisation, étaient forcés d'appliquer l'article 66, mais, pour redresser ce qu'avait de défectueux cet article en vertu duquel on envoyait en correction des enfants qu'il eût fallu seulement recueillir pour les élever, on avait recours au système très ingénieux de la libération conditionnelle. Je

dis très ingénieux, parce que la personne à laquelle est confié l'enfant possède sur lui un pouvoir supérieur au pouvoir paternel, puisqu'il lui permet de faire réintégrer l'enfant *ipso facto* lorsque celui-ci se livre à des écarts de conduite. Mais la loi de 1889 a eu pour but de rendre inutile pour la majorité des cas cette procédure de la libération conditionnelle et de permettre de la réserver pour les enfants qui, entrés mauvais dans les maisons de correction, s'y sont amendés.

La libération conditionnelle est en soi une très bonne chose, mais elle ne peut être utilisée que pour un petit nombre d'enfants : si on voulait l'appliquer à tous les enfants moralement abandonnés, l'Administration pénitentiaire serait amenée à créer un service de surveillance et de placement qui la ferait sortir de son rôle. Le nombre de ces enfants — sans qu'on puisse savoir au juste son évaluation — est considérable, il ne peut pas s'élever à moins de 15 ou 20.000 pour Paris et de 40.000 pour toute la France ; il n'y a donc pas à songer à appliquer le système de la libération conditionnelle à des enfants qui, d'ailleurs, ne peuvent à aucun titre être envoyés même temporairement, même fictivement, comme on le fait parfois, dans des maisons pénitentiaires.

Il a donc fallu organiser un système plus rationnel, plus large, plus efficacement protecteur pour l'enfant ; de là la loi de 1889. Cette loi a été faite dans un but très précis, un but d'administration. On s'est dit : il y a un certain nombre d'enfants qui pullulent dans la ville et dont il faut débarrasser la voie publique, la plupart sont moins coupables que malheureux, il faut mettre l'Assistance publique à même de les recueillir et de les élever.

Quelle est d'ailleurs la proportion de jugements auxquels il faut arriver pour que la loi de 1889 ait toute son efficacité ? En ce qui concerne Paris, je crois qu'il faudrait par an l'appliquer à environ 600 à 800 enfants, ce qui correspond à 300 à 400 jugements, soit en vertu du titre I, soit en vertu du titre II. Pour le restant de la France, il en faudrait certainement autant.

Jusqu'ici nous voyons que les départements sont très variables dans leur manière d'appliquer cette loi de 1889. A Paris il n'a été prononcé, je crois, qu'une trentaine de jugements et, malgré tous leurs efforts, l'Assistance publique et les œuvres privées ne peuvent obtenir le prononcé des jugements de tutelle qui leur sont nécessaires pour l'éducation et la garde des enfants qu'ils ont recueillis. M. Berthélemy que j'ai interrogé sur cette question me disait qu'à Lyon 70 jugements avaient été rendus ; il est fâ-

cheux de constater qu'en province la magistrature s'est plus rapidement pénétrée qu'à Paris des bienfaits à retirer pour l'enfant de l'application de la loi de 1889. Je parlais ce matin, dans une autre réunion, du département de l'Eure dont les tribunaux ont confié plus de 30 enfants au service des enfants assistés de ce département. Si les départements prononçaient des jugements dans la même proportion que les départements de l'Eure et du Rhône, nous obtiendrions les résultats que nous voulions obtenir avec la loi de 1889, c'est-à-dire faire disparaître cette foule d'enfants qui sont dans les villes et qui deviennent une pépinière de mauvais sujets et les faire élever par les soins des services publics ou des œuvres privées qui se consacrent à l'éducation de l'enfant. Vous voyez que la loi de 1889 a une base autrement large que le système de la libération conditionnelle.

Il est un autre point que m'amène à traiter la communication de mon ami, M Berthélemy, à l'occasion de son école de Brignais. Lorsque des services publics ou des œuvres privées ont recueilli des moralement abandonnés, la loi de 1889 leur permet, lorsque l'enfant est indiscipliné ou donne des sujets de mécontentement, de le faire interner par voie de correction paternelle, pendant un mois ou six mois suivant que le pupille a moins ou plus de seize ans ; mais ce mode d'internement ne permet pas un amendement suffisant de l'enfant à cause de sa courte durée. L'enfant qui est mis dans une maison pénitentiaire soit en vertu des articles 66 ou 67, soit en vertu de l'internement par voie de correction, a en effet besoin pour être amendé d'être conservé pendant une durée qui varie avec le caractère de l'enfant, avec son degré de corruption, avec une foule de circonstances que les lois ne sauraient déterminer d'avance. Il y a donc de ce chef une réforme à apporter à la législation (Conf. *suprà* p. 116.).

D'ailleurs, les maisons de correction ne répondent pas absolument à notre programme en ce qui concerne les enfants moralement abandonnés, assistés ou autres et ceux qui sont recueillis par les œuvres de sauvetage de l'enfance. A un certain nombre de ces enfants il faut la rude discipline des maisons de correction ; d'autres, la grande majorité, sont des enfants qu'il serait excessif d'interner correctionnellement, mais qui pourtant ne peuvent pas rester à l'état de liberté, ou parce qu'ils sont d'une paresse invétérée, ou parce qu'on ne peut les maintenir dans leurs placements ; d'autres sont des filles et ont des tendances à se mal conduire. A ces enfants qui ne peuvent pas, à cause de leurs défauts,

recevoir la même éducation que leurs camarades, c'est-à-dire l'éducation chez des patrons, dans des familles ou même dans des fabriques ou usines, il faut chercher un autre mode de placement; ce mode de placement doit se rapprocher de l'internement par voie de correction paternelle, mais il doit en être différent.

A l'Assistance publique, pendant fort longtemps, on a confié peu d'enfants aux maisons de correction de l'État; ce qu'on a évité surtout, c'est de faire interner des enfants dans des prisons, à la Roquette ou ailleurs. Mais on a utilisé, sous le nom de maisons de préservation, des maisons qui, sans être correctionnelles, pratiquaient une discipline sévère, dans lesquelles l'admission n'était pas subordonnée aux règles légales, dans lesquelles il n'était pas besoin d'ordonnance du président ni pour admettre les enfants, ni pour les y maintenir.

Pour les filles, il existait des établissements de cette nature. Je crois qu'on a renoncé à ces établissements pour des causes que je n'ai pas à indiquer ici, et par conséquent, la difficulté de la mise en préservation pour les filles indisciplinées doit être fort grande maintenant; mais pendant très longtemps, on n'a eu qu'à se louer de ces maisons d'éducation spéciale pour les filles.

Nous avons donc trouvé cette forme de maisons de préservation, qui répondait parfaitement au but poursuivi. Il faut maintenant organiser légalement un rouage spécial qui ne soit ni la maison de correction, ni le pensionnat ordinaire.

Ceci m'amène à dire que, en qualité de rapporteur au conseil supérieur de l'Assistance publique d'un projet de loi sur les enfants assistés, qui va être déposé prochainement devant le Parlement, j'ai fait prévaloir dans cette assemblée le système suivant: lorsque les enfants assistés seront internés par voie de correction paternelle, on pourra les maintenir dans l'établissement correctionnel pendant le temps nécessaire à leur amendement, sans les subordonner aux périodes de un mois et de six mois qui sont édictées par la loi. Nous avons même pensé que ce ne serait pas suffisant parce que, dans ces maisons correctionnelles, ces enfants se trouveraient mêlés à d'autres catégories d'enfants qui pourraient les perdre; le projet de loi autorise donc les départements à se syndiquer entre eux pour créer des maisons de préservation réservées à leurs seuls enfants assistés ou moralement abandonnés. Et quand j'entendais tout à l'heure M. Berthélemy vous parler, à propos de l'école de Brignais, de la demande de concours que lui faisaient les départements voisins du Rhône, j'avoue que j'applaudissais

beaucoup parce que je me disais : voilà une idée qui commence à se réaliser avant d'avoir été formulée légalement.

Je déclare d'ailleurs que ces maisons ne devront pas être instituées sans un avis préalable de l'Administration pénitentiaire qui pourra donner d'utiles conseils sur leur installation, leurs règlements intérieurs. Il est regrettable que jusqu'ici l'Administration pénitentiaire n'ait pas eu la flexibilité nécessaire d'outillage ou d'esprit pour créer ces établissements intermédiaires; elle a toujours estimé, au contraire, qu'il ne pouvait y avoir d'autre forme d'internement que celle prévue par la loi et elle n'a pas tenu compte de la force des choses et des nécessités des services des enfants assistés.

Voilà, à mon sens, quel est le rouage nouveau qu'il convient de créer et qui répondra à votre école de Brignais régularisée et réglementée. Je crois que si on arrive à créer ce rouage difficile — je le reconnais — mais utile de ces maisons de préservation qui ne seront pas soumises aux mêmes règles que les maisons de correction, la loi de 1889 aura procuré tous les bienfaits qu'on est en droit d'attendre d'elle.

M. ROLLET. — J'avais demandé la parole parce que je croyais que M. Brueyre allait nous démontrer que la loi de 1889 était une œuvre suffisante pour permettre aux sociétés de bienfaisance de ramener les enfants difficiles dans la bonne voie; mais il me semble ressortir de cette discussion que la loi de 1889 est, pour le moment, insuffisante. En effet, elle donne à des œuvres de bienfaisance ou d'assistance publique la puissance paternelle; l'œuvre de bienfaisance a les mêmes droits que le père; si l'enfant est difficile, elle ne peut faire autre chose que de le mettre en correction pour un ou six mois.

Tout à l'heure M. Berthélemy nous signalait un enfant que la Société lyonnaise a pris sous sa garde, qu'elle cherche à placer et qu'elle ne peut pas parvenir à moraliser; que doit-elle en faire, disait M. Berthélemy? Si l'enfant a moins de seize ans, je crois que la Société lyonnaise doit le laisser passer devant le tribunal pour qu'on applique l'article 66 afin que jusqu'à vingt ans cet enfant soit mis sous la tutelle de l'Administration. Voici pourquoi:

Supposez que la Société lyonnaise use de son droit et le mette pour un mois en correction, cet envoi en correction sera insuffisant et on sera obligé de recommencer; si au contraire on emploie le moyen indiqué par M. Brueyre, si on le met à Brignais et que

l'enfant devienne insupportable, on finira par être obligé de le renvoyer, et l'enfant le sait bien. Lorsque l'enfant est dans un établissement dépendant de l'Administration pénitentiaire, il sait que s'il se conduit mal, on le gardera, et que s'il se conduit bien, il sortira ; tandis qu'il sait que, du moment qu'il est dans un établissement privé, la société de bienfaisance qui l'a recueilli n'a pas le droit de le détenir, et que, s'il devient insupportable, on finira par le mettre dehors.

Je crois donc que la loi de 1889 n'est pas suffisante pour donner à des sociétés privées, à l'Assistance publique ou à des particuliers la force nécessaire pour priver un enfant de sa liberté, et que par conséquent l'article 66 doit être appliqué toutes les fois qu'un enfant paraît mériter d'être détenu pendant plusieurs mois... Il faut alors donner à l'Administration pénitentiaire la tutelle, et, si l'enfant se conduit bien, solliciter sa mise en liberté provisoire.

M. BOGELOT. — Je n'ai qu'une petite observation à faire, non pas sur le sujet qui nous occupe en ce moment, mais sur le placement des enfants.

M. Bournat disait : Il n'est pas nécessaire que les enfants gagnent tout de suite, parce que dans ce cas on ne fait que des petites mains, des manœuvres. Je suis absolument du même avis.

D'un autre côté, M. Bournat me paraît peut-être un peu optimiste quand il pense qu'on trouve facilement à placer chez des ouvriers des enfants comme apprentis. On fait quelquefois ce genre de placement ; mais on s'en trouve mal ordinairement, parce que ces enfants qui sont placés comme apprentis deviennent en réalité de petits domestiques ; de plus, on ne trouve pas aussi souvent que le pense M. Bournat à placer les enfants chez les petits fabricants. L'apprenti, surtout quand il s'agit des filles, est une gêne pour les petits industriels. Quand on veut sortir le soir pour aller chez le marchand de vin, au café-concert ou au théâtre, on n'aime pas emmener l'apprenti ; si on le laisse seul, on craint qu'il ne mette le feu ou qu'il fasse du tapage ; quand on sort le dimanche et qu'on l'emmène, il faut payer les voitures, les tramways, etc. Aussi trouve-t-on difficilement, dans certaines industries, à faire des apprentis. Notamment dans l'industrie des fleurs, à Paris, on ne trouvait plus ni apprentis ni personnes voulant consentir à en faire, pour la raison que je viens d'indiquer et pour celle qu'indique aussi M. Bournat, à savoir que quand l'enfant

commence à gagner, au bout d'un ou deux ans, les parents n'hésitent pas à rompre le contrat d'apprentissage.

C'est à ce moment que, s'inspirant du système des petits asiles que nous avons intronisé dans la Société des libérées de Saint-Lazare, le syndicat des fleurs a eu l'idée d'appliquer ce petit rouage à l'apprentissage. Les fabricants ne voulant plus d'apprentis chez eux pour les raisons que je viens de donner, on leur a dit : « Voulez-vous prendre nos enfants ? vous ne les logerez pas, vous ne les nourrirez pas, mais nous vous imposerons de donner la représentation du logement et de la nourriture ».

On a alors organisé de petits asiles, c'est-à-dire un petit logement avec une gardienne qui prend cinq ou six jeunes filles, les élève comme si c'était une mère de famille, les envoie le matin à leur atelier, les reçoit le soir, leur donne la nourriture et le coucher et en est responsable vis-à-vis du syndicat. Pendant la première année, ce que donne le patron ne couvre pas les dépenses, la Société paie l'appoint; pendant la seconde il y a à peu près équilibre; pendant la troisième il y a un bénéfice que la Société encaisse pour se rembourser de ses avances. Elle fait un contrat dont elle est responsable vis-à-vis des patrons, et dans ces conditions les petits patrons n'ont pas le souci d'avoir à s'occuper de leurs apprentis le dimanche; on fait ainsi de véritables ouvriers et les enfants apprennent réellement un métier au lieu d'être des manœuvres. On a essayé avec un asile et aujourd'hui il y en a huit.

Ce système qui a très bien réussi pour le patronage des libérées est un rouage qui peut s'appliquer d'une façon excellente pour l'industrie privée. Je crois que pour le patronage des libérés ou pour le sauvetage de l'enfance il serait excellent.

M^{me} DUPUY, *inspectrice générale des prisons*. — Je suis heureuse de pouvoir dire une fois de plus que l'Administration pénitentiaire a organisé les petits asiles pour les apprentis depuis 1874 ou 1876; elle ne l'a pas fait pour les filles — c'est bien difficile, — mais elle l'a certainement fait pour les garçons. Les enfants que le parquet nous envoie et qui sont quelquefois fort jeunes, car nous en avons eu de cinq, six, huit ans, n'entrent pas après onze ans; quand ils sont réconfortés, on les met en apprentissage. Ceux qui sont d'origine rurale restent à la ferme; ceux qui sont plus intelligents et qui sont demi-ruraux font des jardiniers. Il y en a que j'ai placés à Paris et qui gagnent très bien leur vie. Quant aux

autres, ils sortent avec des états absolument complets, comme l'a dit M. Bogelot, et M. Berthélemy ne le contestera pas, car j'ai commencé à lui envoyer de nos petits libérés qu'il a bien voulu placer à Lyon et je me propose de lui faire envoyer tous ceux qui sont de cette région.

Je tiens à revendiquer pour l'Administration pénitentiaire l'honneur d'avoir devancé cette installation des petits asiles. Il n'y en a malheureusement que deux ayant 35 ou 50 enfants. Ces jeunes gens restent encore, même en apprentissage, sous la main des femmes, et jamais aucun d'eux n'a manqué de respect aux femmes qui ont été leurs mères quand ils étaient petits, jamais il n'y a eu à punir un enfant qui avait été élevé par les religieuses auxquelles il avait été confié.

On a fait des appels pressants par l'intermédiaire des préfets afin de trouver des œuvres laïques nouvellement installées voulant bien se charger d'un dévouement de ce genre; mais vous comprenez qu'il est peu encourageant de prendre des enfants tout jeunes et d'accepter de n'avoir que des petits enfants qui ne peuvent absolument rien faire. Si ces Messieurs qui voyagent allaient dans le département de la Haute-Saône et dans celui de la Haute-Vienne (1), ils y verraient des maisons qui auront tout à gagner à l'honneur qu'ils voudront bien leur faire. Je suis heureuse d'être leur avocat, M. Brucyre l'a été, M. le comte Le Courbe l'a été également.

M. BERTHÉLEMY. — Plusieurs de ces Messieurs ont blâmé le fait de placer des enfants en leur faisant gagner tout de suite leur existence. Il y a une chose que je puis indiquer à titre d'excuse, ce sont les métiers dans lesquels ils sont ainsi placés.

Les apprentis imprimeurs gagnent dès le début, 1 franc par jour; ils arrivent au bout de quelque temps à gagner 2 francs et plus tard 5 francs. En somme, c'est un bon métier. Les verriers sont dans le même cas. Pour les petites filles, nous avons la passementerie: c'est un excellent métier; or on y gagne de suite 0 fr. 75 par jour. Nous avons aussi la fabrication des chapeaux de paille. Ces métiers ne peuvent pas être soumis à la critique, et cependant on y paie tout de suite.

Il est certain qu'il faut user en tout cela d'un grand discernement; il faut voir si réellement on va faire d'un enfant un petit

(1) *Bulletin*, 1890, p. 445.

manœuvre ou si on va lui donner un métier. Je crois qu'il est souvent possible de trouver un métier à l'enfant, même en lui faisant gagner quelque chose tout de suite.

M. DUVERGER. — Je demande à M. Berthélemy la permission de faire une réserve sur une pratique de la Société du Sauvetage de l'enfance à Lyon, en ce qui concerne la faveur accordée par cette Société à la cession de la puissance paternelle. L'Assistance publique, à Lyon, préférerait la déchéance prononcée contre les parents à la cession faite par les parents, tandis que la Société de Sauvetage de l'enfance, à raison des formalités et des frais, préférerait la cession à la déchéance, conformément d'ailleurs à la tendance de la jurisprudence lyonnaise.

Eh bien, je demande la permission de rappeler, à cet égard, ce qui s'est passé dans notre Société, lorsqu'a été discuté précisément le projet de loi qui est devenu la loi de 1889. On a fait des objections, que je crois très fondées, contre la cession de la puissance paternelle ; on a dit notamment : cette cession est contraire à l'essence de la puissance paternelle, les parents reçoivent cette puissance de Dieu, ils n'ont pas le droit d'y renoncer ; actuellement on ne pourrait, sans violer la grande règle qui défend les conventions contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, admettre la cession de la puissance paternelle.

Cette opinion a été soutenue par plusieurs membres de la Société, lorsque le projet de loi de 1889 a été discuté. Je demande la permission de penser que, peut-être, il est regrettable que la magistrature favorise la cession à l'encontre de la déchéance. Il y a quelque chose de très moral dans la déchéance, c'est que la punition suit la mauvaise action : un père s'est rendu indigne, il est constaté par jugement qu'il est indigne, tandis que la cession est une convention comme une autre qui n'entache pas légalement la réputation des parents.

M. BRUEYRE. — C'est à tort qu'on emploie le mot « cession ». Le titre II de la loi de 1889 concerne les enfants que le tribunal place sous la tutelle des services ou sociétés qui les ont recueillis avec ou sans le consentement des parents : cela peut être traduit, si vous le voulez, par « cession », parce que c'est plus court ; toutefois la loi ne l'exprime pas sous cette forme et, comme le rappelle très bien M. Duverger, à l'origine le projet de loi qui était sorti de la commission de la Chancellerie avait employé les

mots « cession de puissance paternelle », mais, devant les observations et les susceptibilités des juristes, j'ai dû comme rapporteur de la loi au conseil supérieur de l'Assistance trouver une autre formule qui est devenue le texte actuel.

Cependant il ne faut pas vous y tromper : au fond cette délégation à l'Assistance de la tutelle par le tribunal sur requête conjointe des parents et des personnes ayant recueilli l'enfant n'est que l'expression adoucie du terme brutal de cession ; c'est en fait une forme nouvelle d'abandon, acte qui a pour résultat de transporter la puissance paternelle des parents à l'Assistance publique et cela, *de plano*, sans intervention du pouvoir judiciaire, par le fait matériel de l'abandon.

Les magistrats ne pensent qu'aux lois civiles ou pénales et ils oublient qu'il fonctionne en France des lois administratives d'une très grande puissance qui permettent à des parents mêmes légitimes d'abandonner leurs enfants. Et qu'est-ce donc qu'abandonner un enfant, si ce n'est aller plus loin que la cession de la puissance paternelle, si ce n'est faire l'abandon intégral de la puissance paternelle et de l'enfant lui-même ?

Par conséquent vous voyez que cette expression de cession — gratuite bien entendu — mais cession, qui vous paraît étrange quand elle est transportée sur le terrain judiciaire, est appliquée tous les jours dans le droit administratif avec une facilité qui doit étonner beaucoup les magistrats, puisque la tutelle est déferée à l'Assistance par la simple inscription sur un registre de l'enfant amené à l'hospice.

M. FLANDIN. — On a fait en 1889 une loi excellente, cette loi qui permet de prononcer la déchéance contre les parents indignes, et M. Brueyre, qui est un des organisateurs les plus actifs de cette loi puisqu'il y a coopéré et qu'il en est en quelque sorte l'un des auteurs, nous a souvent demandé comment il se faisait qu'à Paris nous n'appliquions pas les dispositions de la loi de 1889 en prononçant, dans nos jugements, la déchéance contre les parents. Je vais lui répondre.

Je siége dans une chambre correctionnelle où précisément, quotidiennement, nous aurions à appliquer, non pas d'une façon abusive, mais encore assez souvent, la déchéance ; nous ne le faisons pas et voici pourquoi.

Si dans la loi de 1889 on avait permis au tribunal correctionnel de prononcer accessoirement la peine de la déchéance et d'or-

ganiser immédiatement la tutelle, bien plus souvent nous prononcerions la déchéance ; mais nous ne le faisons que très rarement, d'abord parce qu'elle ne nous est pas demandée, et ensuite parce que, depuis 18 mois ou deux ans que la loi est promulguée, nous en sommes à compter les applications, alors que, selon M. Brueyre, ce serait par centaines qu'il faudrait prononcer les déchéances, M. Brueyre disant qu'il y en a en ce moment à l'Assistance publique quatre ou cinq mille dossiers pour lesquels on voudrait voir prononcer la déchéance.

La loi de 1889 permet bien à la cour d'assises et au tribunal correctionnel de prononcer la déchéance ; mais, une fois que ces juridictions ont déclaré les parents indignes et déchus, il s'écoule des mois et même plus avant que la tutelle soit organisée. Qu'en résulte-t-il ? Que le père ou la mère, débauchés et indifférents, sont enchantés de se désintéresser *légalement* de la surveillance et des soins à donner à leur progéniture et que les enfants, livrés à eux-mêmes et moralement abandonnés, affranchis de toute direction, deviennent des vagabonds ou des mendiants !

Il aurait fallu que la loi de 1889 permit au tribunal correctionnel *d'organiser* la tutelle.

Voici, en effet, ce qui se passe : lorsque le tribunal a prononcé la déchéance, si le besoin d'organiser la tutelle se fait sentir, le dossier passé dans un nouveau service, c'est-à-dire qu'il va au substitut chargé de ce qu'on appelle le règlement des affaires devant la chambre du conseil. Le parquet prépare la requête, le président du tribunal commet un juge rapporteur, et l'on entame une procédure qui a ses difficultés et ses longueurs.

Si dans la loi de 1889, en même temps qu'on demandait à la cour d'assises et au tribunal correctionnel de prononcer la déchéance, on avait investi, exceptionnellement, ces tribunaux du droit d'organiser la tutelle, en chambre du conseil, alors que les juges ont le dossier sous les yeux, alors que le ministère public est là pour représenter les intérêts de la famille et des quasi-orphelins, alors que l'affaire est aux trois quarts jugée, vous auriez pu obtenir, pratiquement, ce que M. Brueyre demande, c'est-à-dire plusieurs centaines de jugements ! Mais la loi de 1889 a omis de réglementer une procédure d'exception, simple et rapide, ou, du moins, c'est ainsi qu'on l'interprète, sauf meilleur examen, et c'est pour cela qu'elle est rarement appliquée.

On a fait, non sans quelque raison, cette objection à ce système qui consisterait à faire organiser directement la tutelle par

la juridiction criminelle et on a dit : « L'organisation de la tutelle est une question d'état civil et, comme telle, elle ne peut être réglée que par une juridiction civile ! »

Je reconnais la valeur apparente de cette objection, mais je m'écarterais de votre ordre du jour en la discutant aujourd'hui. Laissez-moi vous dire cependant, en fait, que les magistrats jugeant au criminel et jugeant au civil sont absolument les mêmes juges, répartis, à tour de rôle, et chaque année, par le roulement dans les services différents. Que leurs décisions soient prises au civil ou au criminel, elles sont empreintes du même esprit d'impartialité, de réserve et de prudence ; et il semble qu'on aurait pu sans danger leur permettre de faire aujourd'hui comme juges criminels ce qu'ils pourront faire demain comme juges civils !

M. BRUEYRE. — Le principe de la déchéance paternelle existait déjà dans notre Code, nous n'avons fait que l'étendre. Pourquoi, alors qu'il existait dans notre Code, ne l'appliquait-on pas ? Parce que le législateur avait oublié jusqu'ici, et dans le Code pénal, et dans la loi de 1874 sur l'emploi des enfants dans les professions ambulantes, d'organiser la tutelle. Permettez-moi de vous dire que vous faites erreur et que tout un chapitre de la loi de 1889 est précisément intitulé : « De l'organisation de la tutelle en cas de déchéance » ; c'est un des principaux mérites de cette loi.

La loi de 1889 a été même minutieuse sur ce point : quand le père est déclaré déchu, le tribunal peut déférer la tutelle à la mère ; si la mère est prédécédée ou indigne elle-même de la tutelle, le tribunal peut constituer une tutelle de droit commun. Enfin si cette tutelle n'a pu être constituée, l'article 11 de la loi — et c'est moi qui à la commission de la chancellerie l'avait fait admettre après de longues luttes — l'article 11 décide que l'enfant de parents déchus est assimilé à l'enfant abandonné et que sa tutelle est exercée par l'Assistance publique, conformément aux lois des 15 pluviôse an XIII et 10 janvier 1849.

J'ajoute que la loi ne s'est pas bornée à prononcer la déchéance paternelle, à organiser la tutelle, et à la donner à l'Assistance publique, elle a fait encore mieux : elle a donné aux départements des crédits qui seront longtemps supérieurs aux dépenses que leur coûteront les nouveaux services des moralement abandonnés, à telle enseigne que les départements emploient à d'autres services départementaux les sommes destinées aux services de l'enfance. C'est une question à part que je traiterai en temps et lieu.

Quoi qu'il en soit, les tribunaux peuvent donc prononcer des déchéances paternelles autant qu'il sera nécessaire d'en prononcer ; les départements ont pour cela des ressources plus que suffisantes. Je crois donc avoir répondu sur ce point de la façon la plus complète à l'observation de M. le président Flandin.

M. FLANDIN. — Je vous répète que la loi de 1889 est excellente, que la cour d'assises et le tribunal correctionnel prononcent bien la déchéance, mais que le rouage est incomplet. La cour d'assises prononce la déchéance, mais, après avoir prononcé la déchéance, il n'y a pas d'investiture de la tutelle. Une fois la déchéance prononcée, il faut que le ministère public mette en mouvement la juridiction civile. Ce qu'il aurait fallu, je le redis une dernière fois, c'est que le tribunal, après avoir prononcé la déchéance, pût, sur les pièces même du dossier, se charger lui-même d'*investir* directement de la tutelle soit l'Assistance publique, soit toute autre personne proposée et jugée digne de l'exercer. Actuellement, par suite de l'insuffisance de la loi de 1889, ou de son interprétation erronée, nous ne pouvons que prononcer la déchéance ; or les pères et mères indignes, ivrognes, ou de mauvaise conduite, ne demandent pas mieux que de se débarrasser de leurs enfants, et au tribunal correctionnel nous entendons des pères et des mères nous dire à l'envi : « nous ne demandons pas mieux que vous preniez nos enfants ; quant à la puissance paternelle, nous n'y tenons pas ! »

Que ferions-nous alors ? Nous enlèverions la puissance paternelle au père et à la mère, et les enfants seraient dans la rue, sans personne pour les assister !

M. BRUEYRE. — La loi déclare que les enfants des parents indignes sont placés sous la protection de l'Assistance publique et elle constitue la tutelle d'une façon précise. Quand même vous ne vous prononcerez pas sur la question de tutelle, quand même votre jugement ne contiendrait pas ce complément nécessaire, à savoir que cet enfant de parents déchus doit être confié à l'Assistance publique, la loi de 1889 n'en aurait pas moins son effet : l'article 11 décide qu'*ipso facto* l'enfant serait placé sous la tutelle de l'Assistance publique. En conséquence, si, pour des raisons de forme que je suis incompétent à apprécier, les tribunaux du département de la Seine rendent des jugements qui ne contiennent pas à la fois la déclaration de la déchéance et l'attribution de la

tutelle — d'autres départements ont évité cette difficulté — l'effet de la loi de 1889 n'en existe pas moins et, par cela seul que les enfants sont de parents déchus, ils sont pourvus au même instant d'un tuteur : l'Assistance publique.

M. Georges Dubois. — Malgré la réponse de M. Brueyre, qui est parfaitement juste, l'observation de M. Flandin peut subsister dans une certaine mesure. La cour d'assises et le tribunal correctionnel n'ayant pas le droit d'organiser la tutelle, il s'ensuit qu'il n'y aura presque jamais ouverture de la tutelle dative spéciale conférée par le pouvoir judiciaire, lorsque la déchéance de la puissance paternelle aura été prononcée par une juridiction répressive, et que ce sera presque toujours la tutelle légale de l'Assistance publique qui s'exercera en pareil cas. Mais je crois qu'il y a une raison décisive qui explique que la loi ne pouvait pas conférer aux tribunaux de répression le pouvoir d'organiser la tutelle ; c'est que l'organisation de la tutelle touche à l'état des personnes et est par suite du ressort exclusif de la juridiction civile. On comprend que le tribunal de police correctionnelle ou la cour d'assises ait le droit de prononcer la déchéance de la puissance paternelle, qui a le caractère d'une peine accessoire, au même degré que l'interdiction des droits civiques, civils et de famille : il n'y a là aucune dérogation au droit commun. Mais pour leur attribuer le pouvoir de constituer la tutelle de l'enfant, il aurait fallu bouleverser tous les principes qui président à l'ordre des juridictions et qui règlent la compétence. Telle est, j'en suis convaincu, la raison qui a arrêté le législateur dans la voie où M. le président Flandin regrettait qu'il ne fût point entré.

M. BOURNAT. — Je ne voudrais pas quitter la question des enfants sans remercier encore M. Berthélemy de la communication très intéressante qu'il nous a faite sur Brignais. Cet établissement d'éducation correctionnelle fonctionnait pour l'application de la loi du 5 août 1850. Il a été récemment fermé par ordre ministériel et le voilà presque immédiatement rouvert avec le même régime, pour l'application de la loi du 24 juillet 1889. On pourrait dire bien des choses sur cette dernière loi qui semble avoir eu entre autres résultats celui-ci : soustraire à l'Administration pénitentiaire les enfants qui tombaient autrefois sous le coup de la loi de 1850 ; mais cela prolongerait trop cette discussion déjà longue.

M. Berthélemy nous a dit qu'avant de patronner les libérés il

peut les visiter. Ces visites ont-elles lieu dans la cellule ou en commun ?

Considère-t-il que le régime cellulaire soit un préliminaire indispensable de patronage ? Reconnaît-il que les visites faites en commun ne servent à rien, parce que la bonne parole est étouffée par les réflexions des camarades ?

Enfin, quand il place un adulte, dit-il toujours au patron tous les antécédents de ce libéré ?

M. BERTHÉLEMY. — Nos visites ont lieu en général dans la cellule, quelquefois au parloir. Je suis absolument d'accord avec vous sur l'inutilité des efforts faits sur des condamnés soumis au régime de la promiscuité. Quant aux antécédents nous les révélons à peu près ; nous indiquons ce qu'on peut indiquer ; on ne peut pas indiquer les circonstances du crime ou du délit. Cependant nous dirons toujours : C'est un individu qui a été condamné pour vol.

M. BOURNAT. — C'est très important, parce que des tribunaux et des cours ont condamné des sociétés de patronage qui n'avaient pas révélé les antécédents des libérés.

J'ai été très heureux d'entendre la condamnation des asiles par M. Berthélemy. Il est évident que si l'on considère le régime cellulaire comme indispensable pour préparer les libérés, il serait extraordinaire que leur premier pas les conduisît dans un asile en commun.

Je crois donc que les asiles avec vie en commun doivent être condamnés.

M. BERTHÉLEMY. — Il y a cependant une hospitalité sur laquelle j'appelle votre attention, c'est l'hospitalité de nuit par le travail. Sans faire appel à la charité privée, on fait vivre ces gens-là. Quand il y a là un ou deux libérés qui ne se connaissent pas et qui sont mêlés à 50 individus venant on ne sait d'où, ces libérés se trouvent noyés dans la masse et il n'y a rien à craindre.

M. BOURNAT. — Je demande qu'on retienne comme bien constant que le régime cellulaire est, d'après vous, absolument nécessaire pour préparer la mise en liberté de ceux qui se comportent bien au dehors. C'est ce qu'on avait bien compris, à Lyon, lorsque, avant d'organiser, en 1835, la Société de patronage des jeunes libé-

rés, on avait placé en 1833 des jeunes détenus dans un quartier cellulaire. C'est aussi ce qu'avait compris la Société pour le patronage des jeunes libérés du département de la Seine : fondée en 1833, elle obtenait, le 11 septembre 1836, le placement des jeunes détenus dans la maison cellulaire de la Petite-Roquette qui venait d'être achevée. A ce moment, c'était l'ancien préfet du Rhône, M. de Gasparin, qui était ministre de l'intérieur, admirablement secondé par le préfet de police, M. Delessert. Tous ceux qui s'intéressent à l'éducation correctionnelle des jeunes détenus et au patronage des jeunes libérés, ne peuvent oublier le nom de ces hommes de bien.

M. RIVIÈRE. — Je regrette que l'heure soit aussi avancée, j'aurais voulu faire un rapprochement intéressant entre le fonctionnement du patronage des adultes à Lyon et le patronage des adultes tel qu'il se pratique à Paris dans une Société dont je suis heureux de voir ici l'un des vice-présidents, M. le conseiller Jacquin : la Société centrale de patronage pour les libérés. Ce sont absolument les mêmes principes et les mêmes résultats heureux.

La Société centrale de patronage pour les libérés dévoile franchement aux patrons auxquels elle s'adresse la situation de ses protégés, elle n'a pas d'asiles, elle visite les prisonniers avant leur sortie de prison ; elle rend également de très grands services, parce que la plupart des prisons dans lesquelles elle agit sont des prisons cellulaires. Elle fonctionne à la Santé, à Saint-Lazare, à Nanterre, à Corbeil, à Étampes. Nous devons aussi reconnaître, quelles que soient nos préférences pour le système cellulaire, qu'elle fonctionne encore assez heureusement à Poissy.

Eh bien, si elle donne ces excellents résultats, je l'attribue surtout à ces deux causes : elle fonctionne au moyen de la cellule ; elle n'a pas d'asile, l'asile étant trop souvent un lieu de perdition pour les libérés. En outre, comme la Société lyonnaise, elle jouit du concours des sociétés étrangères, des Sociétés suisses en particulier, qui accordent une puissante protection aux étrangers expulsés ; enfin, je voudrais pouvoir ajouter, que, de même qu'à Lyon, elle a l'appui des commissions de surveillance ; mais hélas ! à Paris comme dans les deux tiers des autres villes elles ne fonctionnent pas. J'ai déjà cité (1) un rapport de M. Gomot sur les

(1) *Bulletin*, 1885, p. 384 ; conf., p. 562.

moyens de prévenir la récidive, dans lequel il démontrait par des tableaux que, sur 319 commissions, 116 à peine fonctionnent d'une manière normale, 99 ont un fonctionnement irrégulier et 97 ne fonctionnent pas du tout. Les huit prisons de Paris se trouvent dans cette dernière catégorie.

Si en province nous n'avons que quatre ou cinq sociétés de patronage qui actuellement exercent une action efficace : à Bordeaux, à Nantes, à Reims, à Lille, à Nancy, à Melun, à Nîmes, à Chalon-sur-Saône, à Poitiers, cela tient surtout à ce que le système cellulaire n'existe que dans 23(1) de nos établissements pénitentiaires et à ce que les commissions de surveillance n'existent que sur le papier, et parfois même pas sur le carton.

Mais tout ce qu'il y a à dire sur ce sujet demanderait beaucoup trop de développements, l'heure est trop avancée, je le confierai à la *Revue de Patronage* de notre prochain *Bulletin* et vous pourrez l'y trouver dans moins d'un mois.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que ces questions devront être reprises à la prochaine séance (2). Nous avons d'ailleurs l'espoir de pouvoir revoir parmi nous M. Berthélemy ; en conséquence je déclare lever la séance.

La séance est levée à 6 heures 15.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 420 ; *suprà*, p. 161.

(2) Dans la réunion de la 1^{re} section du 23 mars, M. James-Nattan a exprimé le désir de présenter en son seul nom personnel au Congrès des Sociétés savantes, son rapport sur la transportation (*supr.* p. 177). En présence du désir manifesté par son rapporteur, la section a décidé qu'elle attendrait, pour soumettre cette même question aux délibérations de l'assemblée générale, la promulgation des nouveaux décrets en préparation au Ministère des colonies.

COMPTE RENDU

DES

TRAVAUX DE LA SECONDE SECTION

AU CONGRÈS DE SAINT-PÉTERSBOURG

Le Congrès international qui s'est tenu en 1890 à Saint-Pétersbourg se divisait en trois sections, devant s'occuper surtout, la première des questions pénales, la seconde des questions pénitentiaires, la troisième des mesures préventives du crime.

Je m'étais inscrit à la seconde section, désireux de connaître et d'entendre les chefs célèbres des principales administrations d'Europe, qui s'y étaient en quelque sorte donné rendez-vous; je voulais m'enrichir des trésors de leur expérience.

J'ai rencontré là et particulièrement goûté l'éminent maître de la faculté d'Utrecht, M. Goos, directeur des prisons du Danemark, — mon savant ami de l'université de Bruxelles, M. Prins, inspecteur général des prisons du royaume, — M. Stevens, l'apôtre illustre et respecté de la cellule prolongée, — M. Beltrani-Scalia, l'actif et intelligent directeur des prisons d'Italie, — M. Brusa, le professeur vigoureux et impétueux de Turin, qui n'aime pas les bavards et ne tolère pas les doctrines confuses, ce dont je le loue fort, — M. le procureur général autrichien Leitmaier, l'organisateur hardi des travaux en plein air, — toute la phalange russe, éprise à l'envi de générosité et d'idéal, M. le sénateur Tagantzew, un esprit puissant et calme; M. le professeur Foinitsky, un esprit chercheur et tourmenté, qui creuse les problèmes ardues et donne à sa pensée toujours un tour original; M. Spasowitch, l'avocat renommé entre tous; M. le professeur Wulfert de Moscou, qui parle le français avec l'éloquence fleurie d'un girondin; M. Salomon, le dévoué collaborateur de M. Galkine-Wraskoy; M. Komorsky, le plus charmant des Sibériens. — M. le conseiller intime Illing, de Berlin, fonctionnaire grave, écoutant tout sans sourciller, se levant rarement pour argumenter, mais alors lisant d'une voix coupée par l'asthme d'admirables notes, où se révèlent pour d'autres que les amateurs la possession des faits, le mépris des ornements du lan-

gage, la poursuite obstinée des buts positifs. Dans la seconde section enfin j'ai rencontré le chef aimable de la délégation française, M. le conseiller d'État Herbette, orateur toujours prêt, toujours abondant, et qui a eu, à Saint-Pétersbourg, du premier jour au dernier, le rare talent de convaincre tous les criminalistes, ou du moins presque tous les criminalistes, engagés dans les controverses les plus ardentes, qu'au fond ils étaient d'accord sur les idées générales et qu'ils n'étaient à leur insu séparés que par des nuances insignifiantes.

Je constate en effet que les jugements de la seconde section ont été rendus le plus souvent à l'unanimité des votants. Je ne conteste pas ces succès si beaux et si rares dans le monde des juristes; mais je ne considère pas tous ces succès d'audience comme autant de résultats scientifiques. C'est un art d'éluder les questions; mais les jurisconsultes sérieux tiennent à plus grand honneur d'essayer de les résoudre.

Le Conseil de direction de la Société générale des prisons m'ayant demandé de résumer pour le *Bulletin* les travaux de la seconde section, travaux auxquels j'ai participé, j'avais d'abord décliné cette mission. A la suite d'une nouvelle démarche, à la fois flatteuse et pressante, j'ai dû revenir sur ma détermination, et je livre aujourd'hui à mes collègues un compte rendu sincère (ce sera son seul mérite et ce sera peut-être son principal tort) des discussions auxquelles j'ai assisté et que j'ai suivies, comme c'était mon devoir, avec une religieuse attention.

Les questions qui ont été traitées dans la seconde section sont très inégales en importance et en difficulté. Elles se réfèrent soit au régime de la détention préventive, soit au régime de la peine, soit à l'établissement d'une statistique internationale.

Le problème de la détention préventive n'a point provoqué d'orages. Tous les jurisconsultes qui l'ont abordé, M. l'avocat Alexandrow, de Saint-Pétersbourg, M. le baron de Marschall, de Manheim, M. le professeur Foïnitsky, M. le directeur Stevens, ont abouti à des conclusions presque identiques.

L'individu arrêté préventivement peut être un innocent; il doit même être tenu pour tel, tant qu'il n'a pas été jugé et condamné. La société n'a pas dès maintenant le droit de le châtier; elle n'a que le droit de le garder à la disposition des magistrats; elle a même le devoir strict de ne pas l'exposer à des contacts corrupteurs. De ces données il résulte qu'il faut épargner à l'inculpé les dangers des salles communes, qu'on ne saurait lui imposer le travail

contre son gré, qu'il peut en principe se nourrir, se vêtir et s'occuper, comme bon lui semble, pourvu qu'il ne trouble pas l'ordre intérieur de la maison. M. Stevens dans son rapport qui est un modèle de concision et de prévoyance est même allé plus loin, et dans une pensée très libérale qui l'honore il a réclamé pour ce détenu le droit de communiquer librement, de vive voix ou par lettre, soit avec la famille, soit avec l'avocat; avec la famille le droit s'exercerait en tout temps, avec l'avocat après le premier interrogatoire subi. Sans aller jusque-là, le Congrès a du moins consacré les propositions suivantes, qui sont pleines d'équité et de sagesse.

Résolution votée. — 1. Il est à désirer que des prisons spéciales soient établies pour la détention préventive, autant que cela est possible, et, dans le cas contraire, qu'un quartier spécial dans la maison d'arrêt soit destiné à l'emprisonnement des prévenus.

2. La séparation individuelle sera adoptée comme règle générale pour la détention préventive et ne pourra être remplacée par la détention en commun, pendant le jour, sur le désir exprimé à cet effet par le prévenu, que si le pouvoir judiciaire ou administratif l'autorise.

3. La séparation individuelle sera également appliquée aux mineurs, lorsqu'ils seront en état de détention, celle-ci ne sera ordonnée que dans les cas d'une nécessité absolue; et il est à désirer en principe que les mineurs âgés de moins de dix-sept ans bénéficient de l'état de liberté, jusqu'au moment où l'autorité aura statué définitivement sur leur sort.

4. La séparation individuelle sera remplacée par la détention en commun pour les personnes qui ne sauraient la subir impunément pour leur santé, à raison de leur âge avancé ou de leurs indispositions physiques ou psychiques.

5. Les prévenus devraient être traités sur la base du droit commun. La détention préventive entraînera uniquement les restrictions exigées par son but même et le soin de maintenir l'ordre de la prison.

6. L'administration locale ne pourra appliquer à l'égard des prévenus que les mesures de discipline prévues par les règlements et strictement nécessaires pour maintenir l'ordre et la tranquillité.

7. L'activité des sociétés de patronage organisées pour les condamnés libérés devrait aussi s'étendre aux prévenus relaxés.

Le régime de la peine a retenu davantage l'assemblée. La seconde section avait cette année laissé de côté le sujet classique de la cellule. Mais elle avait porté à son ordre du jour la question des peines longues, la question des malfaiteurs incorrigibles, la question de l'organisation du travail dans les prisons, la question des encouragements qu'il faut accorder aux détenus.

La question des peines longues nous a valu deux rapports bien pondérés de notre très distingué compatriote M. Pagès et d'un publiciste russe, M. Yadrinntzew. Les deux jurisconsultes écrivaient l'un à Paris, l'autre à Saint-Petersbourg ; ils se sont rencontrés dans leurs doctrines, et ils ont également demandé que la peine longue débutât par un stage cellulaire, se continuât par des travaux en plein air sans contact avec la population libre, se terminât enfin sous la protection d'un patronage officieux ou officiel par la libération conditionnelle. J'ai cru bon d'indiquer à la section que ce même dispositif avait été inséré dans le projet de revision du Code pénal français, élaboré au Ministère de la justice par une commission que préside M. Ribot. Le Congrès a donné son adhésion aux thèses qui lui étaient soumises.

Résolution. — 1. Toute peine étant destinée à la fois à punir le coupable, à le mettre dans l'impossibilité de nuire et à lui donner les moyens de se réhabiliter, et les peines de longue durée permettant plus que les autres d'espérer l'amendement du condamné, l'organisation de ces peines devra être inspirée par les principes de réforme qui régissent les peines de courte durée.

2. Toute condamnation à une peine de longue durée comportera au début un certain temps de cellule.

3. Après le temps de cellule de jour et de nuit, lorsque le condamné sera admis au travail en commun pendant le jour, il continuera à être enfermé en cellule pendant la nuit.

4. L'administration devra organiser des travaux, autant que possible en plein air, et de préférence des travaux publics, mais à la condition indispensable que ces travaux seront installés de telle façon que les détenus ne pourront jamais être en contact avec la population libre.

5. La libération conditionnelle ne sera accordée qu'avec tous les ménagements possibles et en suivant une gradation concordant avec l'amendement du condamné.

6. Des patronages seront créés, soit par l'initiative privée, soit par l'administration, pour protéger les condamnés pendant la durée de la libération conditionnelle et veiller sur eux tant que, après leur libération définitive, ils ne sembleront pas complètement amendés.

La question des malfaiteurs incorrigibles n'a point été d'un arrangement aussi rapide ; à vrai dire elle était pénale encore plus que pénitentiaire ; il s'agissait en effet, non pas seulement de mettre en œuvre des principes législatifs, mais de chercher d'abord et de fixer ces principes eux-mêmes. A la demande d'un grand nombre de membres, les bureaux des trois sections avaient décidé de porter à l'ordre du jour d'une séance spéciale et commune l'examen de ce gros et embarrassant problème.

Avant l'ouverture des débats, une dizaine de rapports avaient déjà en tout sens labouré le sol : ils étaient dus à MM. Alongi, directeur du pénitencier de Favignana ; Spasowitch, Tagantzew, Latychew, Wahovitch, de Russie ; Sichart, directeur du pénitencier royal de Ludwigsbourg ; Ammitzboll, directeur d'un pénitencier danois ; Brockway, directeur du pénitencier d'Elmira (États-Unis) ; Georges Dubois, l'un des honorables vice-présidents de notre Société (1).

Nous nous sommes dès le début heurtés à une exception préjudicielle que les Russes surtout nous ont opposée avec une ardeur presque religieuse. — « Il n'y a pas de malfaiteurs qu'on puisse sûrement qualifier d'incorrigibles, a le premier proclamé avec une fougue et une conviction entraînant M. Spasowitch ; il ne faut jamais désespérer d'un homme ; un tel mot serait une impiété. — Il y a des incorrigés, il n'y a pas d'incorrigibles, écrivait de Vigo dona Conception Arenal, dans un mémoire remarquable par la hauteur des vues et la noblesse des sentiments. — Trois mille prisonniers me sont passés par les mains, affirmait de son côté M. Ammitzboll, directeur du pénitencier de Vridsloselille (Danemark) : parmi ces trois mille individus je n'en ai pas connu un seul qui fût incorrigible ».

Il fallait répondre à nos brillants et sympathiques adversaires. Plusieurs d'entre nous, et en particulier M. Prins, me paraissent y avoir réussi. L'exception préjudicielle, avons-nous dit, repose sur une équivoque. Aucun de nous n'a allégué et aucun de nous ne croit qu'il y ait, au point de vue métaphysique, des hommes absolument et irrévocablement incorrigibles. Ce que nous constatons, c'est un fait d'expérience quotidienne qui crève partout les yeux. Oui, dans le monde des malfaiteurs il y a des êtres, qui, suivant une expression heureuse de M. Herbette, s'adonnent à la professionnalité du délit, des êtres sur qui glissent impuissantes les lois pénales et les pratiques pénitentiaires ; ce sont ces êtres-là que nous taxons d'incorrigibles, parce que leur amendement futur nous paraît, non pas, si l'on veut, impossible, mais du moins très improbable. Quant à l'honorable directeur du pénitencier danois qui allègue gravement que parmi ses trois mille anciens pensionnaires il n'en a pas connu un seul qui fût incorrigible, je lui demande simplement combien parmi ses trois mille corrigibles il en

(1) *Bulletin*, 1890, p. 312.

a corrigés. S'il possède le secret de ramener au bien et même d'y ramener par masses les consciences égarées, qu'il livre donc ce secret magique à ses collègues, qui, du nord au midi, de l'est à l'ouest, placés en face des mêmes difficultés, aussi dévoués sans doute mais moins heureux que lui, ne réalisent pas chaque jour le miracle de Vridsloselille ! Il faut s'expliquer en gens de bon sens. Des corrigibles que les plus habiles, quoi qu'ils en disent, ne corrigent guère ressemblent furieusement à ceux que plus franchement, nous, sans attacher à cette épithète un sens mathématique, nous appelons, pour nous y reconnaître, des incorrigibles.

Cette question préjudicielle vidée, nous avons pu aborder le fond du problème. Il fallait, négligeant les détails, déterminer avec précision deux choses : le signe révélateur de l'incorrigibilité, le traitement propre qui convient à ce mal. Toutes les nations ont donné dans ce tournoi disputé : MM. Spasowitch et Foïnitsky pour la Russie, MM. Stevens et Prins pour la Belgique, MM. Brusa et Alimena pour l'Italie, M. Skouzès pour la Grèce, MM. Herbet, Xavier Blanc et moi pour la France.

Quant au signe caractéristique de l'incorrigibilité, personne n'a invoqué, même parmi les Italiens, la théorie des anthropologistes contemporains qui fait de l'homme l'esclave de ses organes et la victime des tares héréditaires. Personne n'a soutenu non plus d'une façon formelle que la seule immoralité de l'esprit fût par elle-même un cas d'incorrigibilité légale. M. Prins et moi, restant inébranlables sur le terrain du droit, raisonnant non en philosophes, non en physiologistes, mais en criminalistes, nous avons catégoriquement déclaré que l'incorrigibilité résultait pour nous de la réitération voulue des infractions ; c'est la rechute seule qui peut nous saisir, nous juristes, et nous donner compétence ; ce n'est pas l'imperfection anatomique d'un squelette ; ce n'est pas l'improbité de l'âme ; c'est le crime commis, le délit réalisé, le méfait exécuté.

Quant au traitement particulier des incorrigibles, nous avons exposé qu'il était impossible et qu'il eût été injuste de n'admettre qu'un dispositif unique, applicable dans tous les pays et à tous les condamnés.

Avant toute chose nous avons concédé qu'une distinction était nécessaire, distinction qu'avait déjà merveilleusement présentée au Congrès de Rome mon éminent collègue d'Amsterdam, M. Van Hamel et qu'a reproduite à Saint-Petersbourg avec une saisissante clarté M. Stevens. Parmi les malfaiteurs invétérés en effet, il en

est qui sont plus incommodes que dangereux, comme les mendiants ou les vagabonds ; ne suffit-il pas de les placer dans des maisons sévères de travail ? Il en est d'autres au contraire, qui sont véritablement dangereux, comme les meurtriers, les incendiaires, les voleurs violents ; ceux-ci nous devons les contenir par des moyens énergiques. « Les premiers ne sont gênants qu'à la façon des puces, disait spirituellement M. Stevens, mais les seconds sont redoutables à la façon des tigres. » Comment pourrions-nous mater et utiliser ces derniers ?

Chacun des congressistes a produit sa recette et offert son remède. Une gracieuse Finlandaise, Mme la baronne de Wredde, intervenant à ce moment du débat, et, d'un coup d'aile s'élevant bien au-dessus de nos misères terrestres et de nos procédés purement humains, nous a en quelque sorte adjurés dans un langage plein d'émotion, que tous ont écouté avec respect, de nous adresser avec confiance, pour guérir ces âmes malades, à Dieu seul, qui a le pouvoir d'inspirer la foi aux incrédules et de rendre le courage aux désespérés. Sans proscrire les secours qui viennent du ciel, nous avons dû, pauvres docteurs ès-sciences temporelles, descendre des hauteurs où nous avait entraînés pour un instant l'élan généreux et touchant d'une femme ; et nous nous sommes résignés à reprendre les armes de fer, les seules dont nous disposions.

Il n'a point été sérieusement contesté que, pour agir sur des incurables de l'espèce dangereuse, il fallait utiliser un régime destiné peut-être à durer autant que leur vie. Aussi nous avons proposé sans ambage de leur appliquer une peine perpétuelle, tempérée le cas échéant par une mise en liberté conditionnelle. Cette éventualité d'une liberté possible démontre, pour le dire en passant, qu'en réalité nous ne croyons pas plus que les Russes à l'incorrigibilité radicale des pires condamnés ; nous admettons sans y compter beaucoup, que même nos incurables peuvent guérir ; aussi cherchons-nous pour eux un traitement que nous nous efforçons d'adapter au tempérament exceptionnel de ces clients terribles.

Comment agencerons-nous la peine qu'il nous faut ? Une peine qui risque d'être perpétuelle ne peut pas, à raison de sa durée même, comporter exclusivement des travaux en lieu clos. Des travaux de plein air ne doivent pas non plus, quand il s'agit de condamnés, s'exécuter au contact de la population libre ; ils doivent s'accomplir loin, aussi loin que possible des foules. Prenant cette idée comme point de départ de mon raisonnement, j'ai été

amené par la logique à dire, et à dire sans réticence, que pour moi le véritable traitement des incorrigibles résidait par excellence dans la transportation. La transportation après tout qu'est-elle, sinon le travail de plein air, organisé dans l'expatriation ? J'ai tenu à prononcer ce mot de transportation à Saint-Petersbourg, parce que dans une réunion scientifique internationale j'estime qu'il est toujours loisible et honorable de déployer le drapeau de son pays et que les doctrines françaises, quand on croit à leur valeur, ne sont pas de celles que l'on tait ou que l'on cache.

A la suite de cet échange de vues, l'assemblée a voté la résolution suivante :

Résolution adoptée. — 1. Sans admettre qu'au point de vue pénal et pénitentiaire il y ait des criminels ou délinquants absolument incorrigibles, comme cependant l'expérience démontre qu'en fait il y a des individus qui se montrent rebelles à cette double action pénale et pénitentiaire et reviennent par habitude et comme par profession enfreindre les lois de la société, le Congrès émet le vœu qu'il faudrait prendre des mesures spéciales contre ces individus.

2. Dans cet ordre d'idées, sans porter atteinte aux principes des différentes législations, et en réservant la liberté de choisir les moyens correspondant le mieux aux conditions particulières de chaque Etat, il croit pouvoir recommander à l'étude dans les divers pays les mesures suivantes :

a) L'internement pour une durée suffisante dans des établissements ou maisons de travail obligatoire de certaines catégories d'individus tels que les mendiants ou vagabonds invétérés, etc.

b) L'emprisonnement prolongé ou, selon les cas, l'envoi dans des territoires ou possessions, dépendant des pays intéressés, pour l'utilisation de ces forces perdues, mais toujours avec les garanties que doit assurer l'autorité à ceux qui sont privés de la liberté et une possibilité de regagner la liberté entière par leur bonne conduite, notamment d'après le système de la libération conditionnelle.

Ces mesures ne préjudicieraient pas au placement dans des établissements spéciaux d'assistance des personnes reconnues incapables de se suffire matériellement par leur travail.

La question de l'organisation du travail dans les prisons a été discutée, et personne ne s'en est plaint, comme une question d'affaires. Elle a été agitée surtout entre hommes particulièrement compétents, entre directeurs des principales administrations d'Europe. Elle n'a point soulevé les passions. Elle a cependant révélé à tous les yeux la divergence, qui existe même entre les spécialistes, quant à la meilleure façon d'utiliser la main-d'œuvre pénale.

Avant de résumer le débat, je crois bon de rappeler les procédés divers qu'ont admis les nations placées à la tête du mouve-

ment pénitentiaire. Trois systèmes sont en présence : la régie, la commission, l'entreprise, (générale ou limitée).

Dans la régie, le gouvernement emploie lui-même, à son profit et sans l'intervention d'aucun tiers, les bras des condamnés. Dans la commission, qui fonctionne souvent comme un auxiliaire accidentel ou constant de la régie, l'État fabrique certains objets pour des spéculateurs qui lui fournissent la matière première et vendent comme il leur plaît les produits ; les commettants n'ont pas entrée dans la prison ; l'État travaille à façon. Dans l'entreprise, au contraire, le spéculateur qui obtient l'affermage de la prison la convertit en une véritable usine industrielle, garnie d'ouvriers enchaînés qui n'ont pas le droit de chômer ni de marchandiser leurs salaires. L'entreprise est limitée, si le spéculateur ne peut introduire dans la maison qu'un métier déterminé ou s'il n'assume qu'une partie des dépenses de l'établissement, comme celle de l'alimentation par exemple ou du vêtement des hommes. L'entreprise est générale, si le spéculateur assume toutes les charges de la prison et s'il peut employer à son compte l'activité de tous les condamnés.

Comme la commission est rarement pratiquée seule et qu'elle accompagne d'ordinaire la régie, la lutte sérieuse s'est bien vite engagée et circonscrite entre la régie elle-même et l'entreprise.

Le système de la régie a trouvé au Congrès de Saint-Petersbourg un avocat incisif en M. Beltrani-Scalia, qui l'a, selon moi, justifié en quelques paroles lumineuses. M. Beltrani-Scalia a invoqué l'expérience de l'Italie qui fait de la régie au grand avantage de ses finances. Assurément, a-t-il dit, ce système exige beaucoup de dévouement et d'intelligence de la part des administrateurs ; mais ces qualités ne sont pas rares dans le personnel pénitentiaire ; c'est d'ailleurs sous l'empire de la régie que le châtiment garde le mieux son caractère et son rôle d'éducateur. Les rapporteurs du budget français préconisent par les mêmes motifs la même thèse, mais leurs efforts annuels n'ont pas jusqu'à ce jour produit de grands résultats, ni converti les bureaux.

L'entreprise (tout au moins l'entreprise limitée) a été au contraire soutenue par M. Illing, qui en use et tient à la conserver dans les prisons de Prusse et qui nous a présenté avec son talent robuste la théorie apologétique de ses actes. Quant à l'entreprise générale qui ne vit plus qu'en France, elle a eu la mauvaise fortune de n'être défendue à Saint-Petersbourg par aucun des fonctionnaires qui la manient journellement chez nous, et d'être au

contraire attaquée par tous ceux qui ont pris la parole. M. Illing lui-même l'a signalée comme un abus. Elle fait d'un spéculateur, légitimement mais exclusivement soucieux de ses intérêts, le maître réel, sinon le maître nominal, des condamnés et de tous les agents. Par la force des choses, l'entrepreneur devient, en dépit des règlements, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur de la maison ; le directeur n'est plus dans notre pays qu'un maire du palais. J'ai lu tous les rapports rédigés en vue du Congrès de Rome ou du Congrès de Saint-Petersbourg ; presque unanimement ces rapports, qu'ils émanent d'un Français, qu'ils émanent d'un étranger, condamnent l'entreprise générale.

Un incident s'est produit, au cours de la discussion, que je veux rappeler, car il m'a paru significatif. L'honorable M. Herbette, qui aime à concilier les opinions les plus contraires, avait déposé le texte enguirlandé d'un projet de résolution, dans lequel il était écrit que le système de la régie *semblait* le mieux garantir l'action de l'administration pénitentiaire sur les détenus. Cette formule parut timide et tiède à quelques congressistes, adversaires décidés de l'entreprise et partisans de la régie. M. Illing se leva aussitôt pour combattre avec plus de vigueur que jamais le système de la régie. Ce système, affirma-t-il, repose sur des motifs théoriques séduisants, mais il ne tient pas compte des nécessités impérieuses de la pratique ; imposer toujours et quand même aux administrateurs la régie, c'était, au jugement de l'habile directeur, une proposition absolument inacceptable. Je ne pus m'empêcher, en entendant le langage, selon moi, forcé de l'orateur, de me lever à mon tour et de rétablir ce que je considérais comme la vérité des faits. Répondant à M. Illing avec une déférence qui ne me coûtait pas, car personne n'apprécie plus que moi sa haute valeur technique et ne respecte davantage sa vieillesse, je définis avec toute la précision que je pus y mettre les deux thèses opposées qui étaient déroulées devant nous. Je constatai, sans rencontrer aucune contradiction, que personne dans l'assemblée n'avait réclamé la régie comme un système absolu. J'expliquai seulement que nous étions plusieurs dans le Congrès qui, contrairement au désir de M. Illing, tenions à dire que la régie était pour nous la règle des administrateurs et l'entreprise une exception qu'il fallait restreindre le plus possible. J'indiquai que nous ne préconisions aucun exclusivisme, mais que nous voulions cependant manifester une préférence résolue et réfléchie en faveur d'un système, qui avait en somme obtenu le suffrage de

tous nos rapporteurs, moins un, et qui était adopté dans la plupart des États de l'Europe.

Je crois que la seconde section nous aurait donné gain de cause. Mais l'honorable M. Herbette qui déjà au Congrès de Rome avait conclu, comme c'était parfaitement son droit, à l'emploi de l'entreprise pour l'exécution des travaux industriels, vint, non sans animation, prêter à son collègue, quelque peu embarrassé, l'appui de sa chaude éloquence. Je me souviens encore de l'exorde de mon compatriote : « Plus royaliste que le roi, s'écria M. le Directeur de l'administration pénitentiaire de France, j'irai plus loin que M. Illing ; je pense qu'en cette matière il n'y a pas de principe ; la régie n'est pas du tout une règle, dont l'entreprise deviendrait en quelque sorte l'exception. » L'orateur commenta ce thème dans l'une de ces improvisations pleines de verve qui lui sont familières ; mais cette allocution-là tout au moins aurait, j'imagine, soulevé bien des protestations, si elle avait été prononcée à Paris, devant la commission du budget.

Je n'ai pas l'habitude, quand je me trouve en face de mon honorable compatriote, de laisser sans réponse ses discours, quand ses discours me paraissent empreints d'exagération ou d'erreur. Dans ces circonstances, au milieu d'une réunion internationale, je pensai toutefois que par discipline je devais garder le silence ; nous nous trouvions à l'étranger, je n'étais à Saint-Petersbourg qu'un simple soldat, le brillant orateur était le chef officiel de notre délégation. Je ne répliquai donc point ; mais j'ai conservé le droit de ne pas admirer, au point de vue français, la résolution qui a prévalu. Cette résolution est singulièrement équivoque quant au point capital qui était en discussion. Il s'agissait en somme de prendre parti entre la régie et l'entreprise. L'assemblée exprime, si je ne me trompe, l'opinion qu'il faut les préférer toutes les deux. La question du choix à faire entre l'entreprise et la régie avait été en 1885 agitée au Congrès de Rome et non résolue ; elle a été de nouveau agitée en 1890 au Congrès de Saint-Petersbourg ; dira-t-on quelle y ait été résolue ? Les choses restent au lendemain de ce dernier débat ce qu'elles étaient la veille, et le problème technique n'a point fait un pas. Je sais qu'en politique on se contente souvent de formules creuses ; mais la science, de ce côté des Vosges, a d'habitude d'autres mœurs et une ambition plus haute. Je confesse humblement que, comme M. Beltrani-Scalia et bien d'autres, je n'ai pu me résigner à donner mon adhésion à une déclaration, qui manque de netteté et que je tiens pour

un pur marivaudage. Je copie d'ailleurs le texte de la résolution de Saint-Petersbourg ; c'est sur le troisième alinéa que la bataille s'est livrée. Je souhaiterais que notre *Bulletin* reproduisît également les conclusions si fortement motivées de M. Beltrani-Scalia sur le même sujet, (1) et je laisserais, sans y ajouter un mot, les criminalistes, dignes de ce nom, juger entre les deux doctrines.

Résolution votée. — 1. Le travail, un travail utile et autant que possible productif, étant nécessaire pour les détenus, à quelque régime pénitentiaire qu'ils soient soumis, c'est en chaque pays qu'il convient d'examiner, suivant sa situation, comment le travail peut être

(1) La rédaction défère avec le plus grand plaisir au désir exprimé par le savant auteur :

CONCLUSIONS DE M. BELTRANI-SCALIA

I. Restituer les condamnés à la société après les avoir mis en état, autant que faire se peut, de gagner honnêtement leur vie, car, autrement l'État se rendrait complice des crimes que le condamné libéré pourrait commettre à sa sortie de prison, si, pendant l'expiation de la peine, il avait désappris son métier sans en avoir appris un autre pour vivre.

II. Rendre le plus productif possible le travail des condamnés, afin de faire rembourser au Trésor public, dans la plus large mesure possible, les frais qu'ils coûtent, afin que les honnêtes gens, après avoir subi le dommage des crimes, n'aient pas encore à pourvoir aux dépenses considérables nécessitées par la détention des criminels.

La section pense que le système pénitentiaire qui réussira le mieux à résoudre ce difficile problème est celui qui consiste :

1. A soumettre le condamné à une discipline sévère que rien ne peut adoucir excepté sa bonne conduite et son travail ;

2. A lui faire reconnaître dans le directeur du pénitencier le représentant de la loi, qui seul a le pouvoir d'alléger son sort ;

3. A lui donner une telle idée morale de la peine qu'il n'y voie pas uniquement le côté matériel — une espèce de prestation de travail et rien autre ;

4. A ne pas le faire renoncer au métier qu'il exerçait en liberté, duquel il tirait ses moyens d'existence, mais à l'amener à y retourner après avoir expié sa peine ;

5. A lui donner une tâche rude autant que possible, mais sans secousses, sans interruption, accompagnée d'une instruction pratique (industrielle ou agricole) afin qu'il puisse concentrer sur son travail toutes ses forces et le regarder comme une expiation amère sans doute, mais salutaire.

III. Entre les trois systèmes de travail qui sont en présence, savoir : l'entreprise générale, l'entreprise partielle, la régie, le premier a été généralement condamné de manière qu'il paraît inutile de s'y arrêter. Des deux autres systèmes, celui d'entreprise partielle s'éloigne le plus des principes qui viennent d'être posés :

1. Parce que l'entrepreneur du travail des condamnés se résignant, par des vues exclusivement d'intérêt personnel, à une corvée peu agréable, à des rapports journaliers peu relevés et présentant même parfois des dangers personnels, verra dans le condamné, non un homme qu'il faut punir et corriger en même temps, mais il le regardera comme un numéro qui doit travailler, qui doit produire le plus de travail dans le moins de temps possible et les mêmes principes animeront sans doute les contremaîtres qui seront sous la dépendance de l'entrepreneur ;

2. Parce que le condamné regardera toujours dans l'entrepreneur de son travail

pratiquement fourni et dirigé pour répondre aux règles et nécessités diverses de l'œuvre pénitentiaire — soit par le système de la régie, soit par le système de l'entreprise.

2. Le travail, étant la partie principale de la vie pénitentiaire, doit rester soumis dans son organisation et dans son fonctionnement à l'autorité publique, qui seule a qualité pour suivre l'exécution des lois pénales. Il ne saurait donc comporter l'abandon des détenus à l'exploitation d'intérêts particuliers.

3. D'une manière générale, mais sans qu'il convienne d'imposer des règles absolues, le système de la régie *semble* faciliter le mieux la subordination du travail, comme de toute autre partie du régime pénitentiaire, à l'œuvre qu'il s'agit d'accomplir. Mais à raison des difficultés que l'organisation des travaux d'intérêt public peut présenter, on peut concevoir que des administrations recourent à des entreprises ou industries privées, pourvu que l'utilisation de la main-d'œuvre ne constitue pas la domination d'un entrepreneur sur la personne et sur la vie d'un détenu.

l'homme qui, plus que tout autre, peut disposer de son sort — qui peut en mille façons lui rendre légère ou pesante l'expiation de sa peine, et il fera son possible pour s'en assurer la protection, pour s'en rendre au besoin l'instrument aveugle dans le but d'en obtenir des faveurs ;

3. Parce que si le condamné parvient à se mettre d'accord avec son entrepreneur, il s'habitue à violer la loi au lieu d'apprendre à la respecter, à croire que les règlements ne sont pas faits pour lui ; et, si l'accord n'est pas possible, il se regardera toujours comme un ilote exploité au bénéfice exclusif de l'entrepreneur et ne verra dans la loi que le droit du plus fort ;

4. Parce que, comme il est impossible d'admettre dans un pénitencier plusieurs entrepreneurs à la fois et qu'il y a lieu de tenir compte des justes exigences de leurs industries, le nombre de celles-ci sera toujours fort restreint ; la division du travail sera poussée aux dernières limites et par conséquent plusieurs condamnés seront réduits à quitter leur premier métier et ne savoir plus comment pourvoir à leur existence après leur libération ;

5. Parce qu'un industriel quelconque, forcé de subir les variations du marché, doit nécessairement employer la main-d'œuvre de ces condamnés le plus avantageusement possible, et si le débit manque, il est obligé de mettre en jeu toutes les ressources pour ralentir, pour arrêter sa production, pour demander des concessions, tout prêt à quitter sa place, à sacrifier son cautionnement et qu'il mettra ainsi l'administration dans le plus grand embarras ;

6. Parce qu'en vue des conditions actuelles des classes ouvrières ou agricoles qui fournissent le contingent le plus fort de condamnés, ce serait œuvre de sage politique, si l'on pouvait les arracher à leur milieu, à leurs relations, à leurs habitudes, et s'efforcer de les ramener dans le droit chemin, ne fût-ce que sous l'empire du sentiment d'avoir fait ce que l'on devait.

Les difficultés que l'on dit insurmontables dans le système du travail en régie paraissent d'une importance minime :

1. Parce que si un capital de roulement est indispensable, ce capital revient toujours dans les caisses de l'État transformé en produits du travail ou en prix de main-d'œuvre ;

2. Parce qu'il est facile de suppléer au défaut de connaissances techniques que devrait posséder le directeur d'un pénitencier en lui adjoignant un régisseur.

4. Dans l'organisation des travaux pénitentiaires et particulièrement dans le système en régie, il est désirable que les avantages de la main-d'œuvre pénitentiaire soient réservés à l'État, et l'on peut émettre le vœu que l'État soit en conséquence, dans la mesure du possible, à la fois producteur et consommateur des objets confectionnés par la main-d'œuvre pénale.

Notre section a été moins embarrassée quand il a fallu décider si le travail des prisonniers était réellement préjudiciable aux ouvriers libres. Nous avons tous lu les rapports si judicieux de M. le procureur général Leitmaier, du professeur russe M. Guerguiewski de M. Eckert, le directeur du pénitencier de Fribourg-en-Brisgau, de M. Rivière, notre jeune collègue de la Société des prisons (1), de M. Chicherio, le directeur du pénitencier de Lugano, et de M. de Balkay, le directeur d'une maison de force en Hongrie. Tous ces rapports admettaient très justement que le gouvernement a le droit et le devoir de faire travailler les condamnés dans l'intérêt de ces hommes et du budget lui-même, mais que l'État doit, autant que possible, consommer lui-même les produits de la main-d'œuvre pénale.

Résolution votée. — Étant donnée l'obligation stricte de faire travailler les détenus, il est inévitable et nécessaire que leur main-d'œuvre donne des produits utiles comme elle devrait d'ailleurs les donner dans la vie libre. Néanmoins le travail des détenus, s'il est organisé avec discernement, sous l'action d'une administration toujours maîtresse d'en régler les conditions, semble ne pouvoir constituer à l'égard du travail libre qu'une concurrence de faible importance.

Cette concurrence semble surtout ne pouvoir faire équitablement l'objet de plaintes, lorsqu'il s'agit, soit de travaux agricoles offrant un intérêt public et ayant l'avantage d'éviter le déclassement des ouvriers ruraux, soit de travaux industriels fonctionnant pour l'usage même des prisons ou pour d'autres services publics au compte de l'État.

De manière plus spéciale et sans prétendre fixer des règles absolues, on croit devoir recommander :

1° Que la main-d'œuvre soit utilisée dans la mesure du possible et sans faire tort aux nécessités de l'œuvre pénitentiaire, aux besoins mêmes de la vie des détenus et du fonctionnement des prisons ;

2° Que les avantages pouvant résulter de cette main-d'œuvre soient réservés le plus possible au service de l'État, et ne bénéficient pas à des exploitations ou entreprises privées ;

3° Que la fixation des effectifs de chaque industrie dans un lieu déterminé, le choix, la variété et le remplacement de ces industries, la détermination des salaires et tarifs du travail, soient combinés de

(1) *Bulletin*. 1890, p. 362.

manière à ne laisser constituer ni protection, ni privilège, ni forces abusives capables de déprimer les industries libres correspondantes ;

4° Que l'autorité publique conserve toujours, en quelque mode d'organisation que ce soit, le moyen de parer à toute concurrence abusive qui se produirait, sans réduire les détenus au chômage et sans les abandonner à l'exploitation ou au pouvoir d'entrepreneurs et industriels quelconques.

Deux autres questions, qui intéressent encore les prisons, ont été également abordées à Saint-Petersbourg. L'une d'elles concernait les encouragements qu'il est possible d'accorder aux détenus ; elle a été habilement traitée par MM. Vulffert, Prins et Salomon. L'autre concernait la meilleure façon de recruter et de préparer à tous les degrés les fonctionnaires, qui sont après tout et dans tous les pays les véritables agents répressifs et moralisateurs d'un système pénitentiaire quelconque ; éclairée par une étude complète de M. de Jagemann, conseiller intime à Carlsruhe, elle a été réglée conformément aux conclusions très sages de M. Latychew, un des plus intelligents collaborateurs du Ministre de la justice russe.

Je donne les formules mêmes qu'a consacrées le Congrès sur l'une et l'autre question.

Résolution votée. — 1. Un système de récompense et d'encouragements matériels et moraux aux détenus, fixé par le règlement avec liberté de choix concédée à l'administration, est efficace dans l'intérêt d'une bonne discipline, ainsi que de l'amendement des détenus.

2. Les mesures indiquées devraient être une rétribution de l'assiduité au travail et de la bonne conduite, sans porter préjudice au caractère sérieux et au but de la peine.

3. Il y a lieu de donner la plus grande extension aux moyens moraux d'encouragements et de récompenses, tels qu'espoir d'abréviation de la peine, autorisation d'acheter des livres, d'envoyer des secours aux parents.

4. Est admissible en fait d'encouragements matériels, l'autorisation de substances alimentaires qui, sans avoir le caractère de friandises, paraissent utiles au point de vue hygiénique.

5. Le détenu pourrait être autorisé à disposer pour ses besoins matériels et moraux d'une quote part de son pécule, dans une mesure limitée par le règlement en général et par l'opinion raisonnée du chef de l'établissement dans chaque cas particulier.

6. La part de pécule mise en réserve devrait être déposée, au moment de la libération du détenu, près des autorités ou des sociétés de patronage qui se chargeraient de faire des paiements au détenu par fractions au fur et à mesure de ses besoins.

7. La disposition par le détenu de son patrimoine en dehors de son

pécule ne pourrait être admise, comme moyen de satisfaction à ses besoins dans l'intérieur de la prison, qu'avec l'autorisation du directeur.

Résolution votée. — 1. Il est de la plus haute importance, au point de vue des intérêts de l'œuvre pénitentiaire, de bien assurer le recrutement des fonctionnaires, employés et agents du service des prisons.

2. Quant à la voie à suivre à cet effet, il faudra distinguer entre le personnel supérieur et le personnel inférieur.

3. Il importe d'abord de déterminer les conditions d'admission à ces fonctions. Pourront être admis de préférence: aux fonctions supérieures des personnes en possession de l'instruction générale qu'elles comportent; aux fonctions inférieures, autant que possible, d'anciens militaires ayant achevé leur service obligatoire.

4. La préparation des candidats aux fonctions supérieures comprendra: a) des cours d'histoire et de théorie de la science pénitentiaire, et b) l'étude pratique de tous les détails du service des prisons, dirigée par des chefs de prisons-modèles; le stage achevé, les candidats en question seront portés sur les listes à présenter à l'administration ayant qualité pour faire des désignations.

5. L'instruction préparatoire des candidats aux fonctions inférieures comprendra surtout un service pratique pénitentiaire, qui pourra répondre, par exemple, à l'institution des écoles de gardiens fonctionnant en certains pays, ce service étant dirigé par des chefs de prisons expérimentés aux lieux mêmes dans le rayon desquels les candidats auront à entrer en fonctions.

6. Il est essentiel d'assurer au personnel des émoluments et avantages répondant à l'importance de la tâche si honorable et si difficile qu'ils ont à remplir pour le bien de la société; une parcimonie exagérée ne pourrait qu'être préjudiciable à tous égards.

Enfin le Congrès n'a pas seulement exprimé des vœux; avant de se séparer, il a posé les bases longuement étudiées d'une institution qui rendra de signalés services à la science pénitentiaire. Il a demandé, en vue des Congrès futurs, que désormais à la veille de chaque réunion une statistique internationale fût dressée, qui résumât les progrès les plus récents et les derniers résultats de la répression dans chaque pays. Cette proposition du Congrès de 1890 assure l'avenir d'une idée, qui honorera toujours les hommes par qui elle a été conçue, définie et popularisée, MM. Mouat, Beltrani-Scalia et Yvernès. Au Congrès de 1895, c'est à notre pays qu'incombera le soin d'exécuter ce beau travail. Nous possédons heureusement parmi nous le spécialiste le plus autorisé, le spécialiste peut-être unique, qui pourra mieux que personne interroger scrupuleusement les faits, les grouper dans un ordre rigoureux, les traduire ensuite en chiffres pleins d'ensei-

gnements et de lumière. J'ignore si notre savant et modeste collègue, M. Yvernès, a pu réunir autour de lui assez de collaborateurs pour pouvoir dresser ainsi, à la date fixée, le bilan du mal à notre époque. Mais je sais, pour l'avoir constaté partout, de quelle estime universelle il jouit dans l'Europe entière; j'espère qu'il couronnera sa carrière en élevant le monument solide et sévère que tous les criminalistes attendent de lui.

Et maintenant préparons-nous avec ardeur au Congrès de 1895. Qu'il ne soit pas indigne de ses devanciers! Puisse le Congrès de Paris égaler le Congrès de Saint-Petersbourg par l'éclat des fêtes que, sous l'impulsion d'un administrateur hors ligne et d'un gentilhomme accompli, M. Galkine-Wraskoy, la Russie nous a si magnifiquement prodiguées! Puisse surtout le Congrès de Paris égaler le Congrès de Stockholm par l'ampleur des débats et par le talent des orateurs! Pour mériter une telle fortune, j'estime que nous avons tous des devoirs à remplir. Il faut, sans plus tarder, que nous élargissions les cadres un peu étroits du personnel qui a pris l'habitude de porter nos couleurs dans les solennités internationales et que nous ouvrons les chapelles restées trop petites. La Société des prisons peut jouer ici le rôle actif et fécond qu'en 1890, à Saint-Petersbourg et dans des conditions analogues, a joué la Société des jurisconsultes russes. Que notre Société par conséquent élabore d'avance, et qu'elle fouille les problèmes originaux, que la Commission internationale ne peut manquer de livrer bientôt à l'examen approfondi et à la discussion libre des légistes du monde entier. Notre barreau, notre magistrature, notre administration, notre université, unis dans une pensée patriotique, doivent dans leurs rangs choisir les meilleurs, afin que la participation vigoureuse de notre pays soit assurée à ces grandes et prochaines assises du droit. Quant au gouvernement de la République, il n'est pas douteux qu'il voudra, avec les moyens puissants dont il dispose, porter le Congrès de Paris à la hauteur de notre passé scientifique et du génie de notre race.

J. LÉVEILLÉ.

LES CONDAMNATIONS CONDITIONNELLES ⁽¹⁾

Au moment où, sous l'impulsion principale d'un grand homme de bien, le sénateur et académicien Béranger, les pouvoirs publics avisent en France au meilleur parti à prendre par la justice vis-à-vis d'un premier manquement à la loi pénale, il n'est pas sans intérêt de scruter les expériences faites hors de chez nous au sujet des condamnations dites conditionnelles. Cette enquête vient d'être ouverte à Buda-Pesth par un honorable avocat de cette ville, le Dr Louis Gruber, et en en faisant connaître les résultats à sa suite, nous espérons n'arriver pas encore trop tard, pour rendre service à notre législation nationale à la recherche de sa voie.

Naturellement M. Gruber interroge tout d'abord son propre pays, et à cet effet il se réfère à l'ouvrage publié en septembre 1890 par le Dr Ladislaus Fayer, professeur de droit criminel à l'université de Buda-Pesth, sur « la réforme du système pénal de la Hongrie, » pour tirer de cet ouvrage, qui reproduit, en le développant, un travail présenté par ce maître le 27 avril précédant à un congrès de jurisconsultes hongrois, ce qui peut se rattacher à notre question.

I

ÉTAT DE CHOSES EN HONGRIE

Comment M. Fayer comprend-il l'introduction dans l'antique royaume de saint Étienne d'un châtement conditionnel ? Suivant lui, dès qu'on renonce à faire des représailles l'idée directrice du droit pénal, le juge peut reculer l'exécution de la peine jusqu'au moment où l'on pourra savoir si le prévenu reste fidèle à ses agissements extra-légaux. Quand il s'agit de faits d'importance secondaire, des raisons d'opportunité suggèrent délibérément à l'organe de l'État d'adopter le point de vue du père de famille et de rendre son jugement conditionnellement. D'après certains écri-

(1) Voir dans le *Bulletin de la Société générale des prisons* de mai et juin 1890, la suite de la discussion sur les dangers des courtes peines pour les mineurs de seize ans et les adultes, et dans ce dernier *Bulletin* le très intéressant rapport de M. Dreyfus au congrès de Saint-Petersbourg sur la question relative à la suppression des peines d'emprisonnement et à leur remplacement par le système de l'admonition.

vains, la peine privative de liberté ne devrait jamais descendre au-dessous d'un mois, et même, d'après d'autres, au-dessous de six semaines. M. Fayer accorde que les courtes peines à l'emprisonnement qui seraient subies en commun, sans tri, sans classification des détenus, entraînent des conséquences plus fâcheuses que profitables. Par ailleurs, conformément au système recommandé, une condamnation minima à un mois, respectivement à six semaines ou plus d'emprisonnement, pourrait être prononcée dans tous les cas où, en raison des circonstances, l'abandon conditionnel de la peine ou la peine pécuniaire ne serait pas de mise. Certains individus, dont le compte se réglait jusqu'ici par quelques jours ou quelques semaines d'incarcération, n'échapperaient pas désormais à une peine sensiblement renforcée, ce qui équivaut toutefois à une aggravation notable du système répressif. Il est vrai, pense M. Fayer, qui sous ce rapport ne rencontrera pas seulement de l'écho dans son pays, que le terrain se dérobe sous cette sévérité là où déjà les pénalités affectent une durée trop longue.

L'institution en cause ne se substituerait pas aux courtes peines privatives de liberté, mais prendrait place à côté d'elles. Des délits moins graves bénéficieraient d'un mode de répression, qui n'est pas aussi désastreux pour le délinquant que les décisions judiciaires l'atteignant dans sa liberté. Aussi bien, dans des espèces moins révoltantes, la peine soutient l'ordre établi sur le droit, plutôt à cause du caractère répressif de la sentence, qu'à cause de son poids. Or le jugement conditionnel, surtout s'il est éventuellement combiné avec le cautionnement, frappe assez fort, pour faire œuvre répressive en des cas donnés.

Cette modalité venant à pénétrer parmi les peines reconnues et les amendes trouvant aussi un emploi plus fréquent dans la loi, l'emprisonnement de courte durée pourrait être réservé aux actes quelque peu plus répréhensibles, de façon qu'une modalité étayant l'autre, l'effet se propagerait à travers tout le système pénal qui augmenterait d'élasticité. C'est à quoi le professeur Fayer attache plus de valeur qu'à l'amoindrissement du nombre des peines modérées à l'emprisonnement. Il y aurait lieu au premier plan d'abaisser les peines qui embrassent une période trop longue ; après quoi il faudrait tendre à une organisation des prisons favorisant l'application rationnelle des peines qui portent sur un laps de temps restreint. Dans ce dernier esprit, on nous informe, par exemple, fréquemment en France de l'adaptation de quelque prison existante au régime cellulaire.

En certains cas, les jugements conditionnels pourraient être combinés avec des garanties. Rien de fixe d'ailleurs dans le mode de sécurité fournie, qui consisterait entre autres en une consignation d'espèces ou de valeurs, en une inscription prise sur des immeubles, dans le cautionnement d'un ou plusieurs citoyens à hauteur du montant d'une somme qu'ils s'exposent à perdre, si l'individu condamné sous condition récidive avant l'expiration d'un certain délai. Ce dernier procédé ne manquerait pas d'importance par la raison qu'à propos de coups ou blessures ou d'autres délits analogues, il se rencontre fréquemment dans la même localité des gens qui, pour soustraire leur parent ou ami à l'emprisonnement, ne demandent pas mieux que de se porter fort de leur bonne conduite ultérieure. Quelle meilleure façon de détrôner la surveillance de la police, alors que les cautions, incitées déjà par leur intérêt même, apporteraient la plus grande vigilance à ce que leur protégé évitât toute occasion de rechute ?

On pourrait aussi, concomitamment au jugement conditionnel ou indépendamment de lui, prononcer la peine des arrêts à domicile, de plus l'interdiction de résidence dans certaines communes déterminées ou l'internement dans un autre lieu, à la façon dont de pareils systèmes ont été mis en œuvre dans la plus récente législation italienne. Ces peines donnent quelques espérances, surtout dans les cas de lésions corporelles ou de soustractions frauduleuses.

Quelle est la durée d'emprisonnement à laquelle pourrait s'appliquer la sentence conditionnelle du juge ? A cet égard, le professeur Fayer estime que la loi belge et le projet autrichien se montrent peut-être un peu prodigues des bonnes choses en s'assignant une limite maxima de six mois. Étant données les conditions judiciaires de son pays propre, il ne voudrait pas se risquer à demander l'admission du jugement conditionnel pour une condamnation dépassant trois mois d'emprisonnement. Mais en dedans de cette limite il y souscrirait, et, dans cette voie, il recueillait dès le 26 mars 1890, l'assentiment d'une réunion internationale de criminalistes, constitutive du groupe d'Empire allemand, dont les assises se tenaient dans la ville de Halle. Récemment le projet français a pris également parti pour la durée de trois mois. Mais on sait que ces restrictions ont disparu dans le texte adopté par le Sénat, le 4 juillet 1890, puisque, encore que chez nous la peine de l'emprisonnement puisse se prolonger, abstraction faite des effets de la récidive, pendant cinq années, il est dit, sans réserve

aucune, à l'article premier de ce texte, sur lequel la Chambre a eu à délibérer à son tour :

« En cas de condamnation à l'*emprisonnement*, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

« Si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'*emprisonnement* ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue.

« Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde. »

C'est une marge bien autrement grande laissée à l'application d'une pensée des plus humaines en même temps que des plus avisées au profit de ceux que les Anglais appellent avec tant de concision *les first offenders*, c'est-à-dire des délinquants de début, qu'il importe de défendre pour ainsi dire contre eux-mêmes, quand la tourmente de la vie ou l'égarement passionnel les a jetés dans une première faute dont ils n'avaient peut-être pas mesuré toute la portée anti-sociale.

M. Fayer recommande en outre un rapport annuel à présenter au Ministre de la justice par les tribunaux, au Ministre de l'intérieur par les organes administratifs, tant du moins que ceux-ci resteraient chargés encore de la mission de dire droit. Tous les ans aussi le Ministre compétent déposerait au Reichstag la statistique détaillée des cas en cours, avec obligation pour lui de s'expliquer sur les vicissitudes, sur l'efficacité de la création nouvelle et sur les modifications qu'il pourrait convenir d'y introduire.

Les juridictions placées de la sorte sous un contrôle des plus attentifs ne peuvent manquer d'apporter dans le maniement des nouvelles formes de jugements la plus grande sollicitude et circonspection. La nature des choses veut d'ailleurs que le juge, du moment qu'il est appelé à faire son choix parmi des variétés nombreuses de peines, déploie en général plus de vigilance dans l'émission de sa sentence qu'il n'en montre aujourd'hui où la faculté à lui impartie consiste essentiellement dans la détermination de la durée, c'est-à-dire dans la mesure de la pénalité, dont l'espèce s'impose.

Avec un système répressif ainsi conçu, l'admonition judiciaire

perd presque sa raison d'être. Comme le jugement conditionnel n'est autre chose qu'une réprimande pourvue de sanction, la réprimande démunie de sanction peut disparaître. Notons accessoirement ici, que la semonce judiciaire avait dès l'année 1880 droit de cité en Hongrie. Elle figurait même dans le projet de 1843, dont le § 21 disposait à cet égard ce qui suit : « Relativement aux crimes contre lesquels la loi sévit par l'emprisonnement, la réprimande judiciaire n'aura lieu que si, eu égard aux circonstances de l'imputabilité, l'incarcération, même la plus passagère, comportait encore un châtimement trop rigoureux ».

Aux yeux de M. Fayer les peines pécuniaires appellent également une réforme urgente. Présentement les amendes ont perdu leur caractère. Pour les pauvres elles reviennent à une privation de leur liberté, tandis qu'au regard des gens aisés elles ne peuvent, vu leur exiguïté habituelle, passer pour des peines. Il importerait dans des circonstances spéciales de relever considérablement leur taux maximum ; point n'est besoin d'un maximum général dans la loi ; mais il est des cas où la détermination d'une amende à concurrence de cinquante ou cent mille florins, monnaie d'Autriche, n'aurait rien d' inexplicable. De plus l'extinction partielle de l'amende devrait être l'objet d'une réglementation systématique, en correspondance avec la situation de fortune du condamné. Encore que les procureurs d'État accordent par-ci par-là des remises, celles-ci rencontrent de très grands obstacles de la part des tribunaux de districts, outre qu'elles motivent l'accroissement du nombre des agents d'administration et de comptabilité. Pour ce qui est de la conversion ou transformation de la peine pécuniaire, la peine du travail est celle qui y supplée le mieux. Seulement cette dernière peine ne peut guère être utilisée que vis-à-vis de journaliers, de cultivateurs et d'ouvriers, sans trouver aisément emploi, quand il s'agit des autres classes de la société. A la vérité ce sont surtout les trois classes mentionnées chez lesquelles se manifeste l'impossibilité du recouvrement. Aussi resterait-il à peine un cas — surtout si l'institution du paiement fractionnaire (*Ratenzahlung*) était systématisée — où le changement en peine de travail ne pourrait, en tant que besoin, être effectué.

M. Fayer inclinerait aussi à admettre que le paysan par exemple qui possède une maisonnette et peut-être quelques chevaux et vaches et chez lequel ne se réalise pas dès lors dans toute sa plénitude l'hypothèse de l'irrecouvrabilité pût se libérer de

l'amende et éventuellement des frais de la procédure en travail pénal. Pour ce campagnard il est peut-être moins pénible encore de se voir momentanément enlever la liberté que d'être dépouillé par l'État de la possibilité de poursuivre la vie économique qu'il a menée jusque-là. Des hommes des champs se trouvant placés en face d'une condamnation à durée déterminée, combien de fois n'a-t-on pas constaté que leurs doléances portaient avant tout sur ce que la maisonnette et le bien y attaché allaient passer sous le marteau !

Il y a peu de temps, M. Fayer insérait dans un périodique, dont il est le rédacteur en chef, un projet de loi relatif à *la remise conditionnelle de la peine* (bedingter Straferlass), puisque c'est ainsi qu'à la façon d'un autre écrivain, M. Wach, l'auteur de « la réforme de la peine privative de liberté », il caractérise « la condamnation conditionnelle ».

Voici comment s'exprime sur le sujet en question ce projet de loi dans lequel il ne faut voir qu'une œuvre personnelle de son auteur :

« § ... En certains cas particulièrement dignes de prise en considération, le jugement pourra prononcer la remise conditionnelle de l'emprisonnement, si le prévenu n'a pas été jusque-là condamné à une peine privative de la liberté et si le châtimant à lui infligé n'excède pas trois mois d'incarcération. La faute sera considérée comme expiée par cela qu'aucune condamnation privative de liberté ne sera intervenue dans les trois ans à courir du prononcé de la première sentence judiciaire. Autrement la décision rendue par les Cours de justice recevra son exécution par les soins du président de la Cour qui a connu de l'affaire ; et si la décision émane des tribunaux de district, ou d'autorités administratives, cette exécution sera assurée soit par le juge du district, soit en vertu d'une disposition du chef de la police ou respectivement de l'Ober-Stuhlrichter.

« § ... La remise conditionnelle de la peine sera subordonnée à la prestation d'une garantie dans toutes les circonstances où la condition de fortune de l'accusé la rendrait possible. La sécurité exigée sera déterminée dans le jugement aussi bien que la manière de la fournir. Faute par le délinquant de se mettre en règle sous ce rapport dans le délai imparti, il sera passé outre à l'exécution de la peine attribuée à l'infraction commise. Quand il y a lieu à exécution de la peine, le cautionnement donné échoit à

l'État, pour être affecté aux fins énoncées dans une loi de 1887. L'obligation au dédommagement n'est pas mise en cause.

« § ... En certains cas particulièrement dignes d'intérêt la peine pécuniaire peut également être remise sous condition. Les conditions ne différeront pas de celles admises pour les peines corporelles. »

Dans les développements justificatifs auxquels il se livre, le père de ce projet considère le titre de *remise conditionnelle de la peine* comme correspondant à l'institution dont s'agit mieux que toute autre désignation, alors que c'est essentiellement la remise qui est attachée à une condition. De la sorte l'institution est, d'une part, mise en rapport avec la libération conditionnelle de l'emprisonnement pénal en tant qu'une remise, partielle ici et provisoirement totale là, prévaut sous des conditions identiques. D'autre part, cette caractéristique éclaire la relation de l'institution nouvelle à la grâce dévolue au pouvoir souverain. La grâce royale relève le condamné de la peine sans condition ; et cette remise de peine n'est pas touchée par la circonstance que son bénéficiaire se laisserait aller aussitôt après à commettre quelque acte gravement répréhensible. Au contraire la remise du magistrat est conditionnelle ; ce qui l'empêche de pénétrer, plus que la libération conditionnelle, dans la sphère juridique de la grâce dispensée par le Chef de l'État, encore qu'on s'évertue dans certains cercles ultra-conservateurs, de représenter l'institution nouvellement éclosse comme se heurtant au droit imparti à la Couronne.

En supposant des cas particulièrement dignes d'attention, le projet veut faire comprendre que l'institution de la remise conditionnelle de la peine n'est pas d'un usage courant. Son emploi fait principalement ouvrir les yeux sur des hypothèses dans lesquelles le juge considère comme opportune une expérience pour voir si l'individu condamné peut être maintenu encore dans le courant de la vie civile et partant conservé à la société. Aujourd'hui il est nombre de ces cas qui entraînent une condamnation inconditionnelle et qui nous montrent l'État communiquant lui-même les germes de la corruption à ses sujets en les réduisant à vivre en compagnie de ses malfaiteurs. Par ailleurs il peut arriver aussi que sur le fondement d'une interprétation plus ou moins forcée d'un paragraphe quelconque du Code pénal, un verdict d'acquiescement inconditionnel soit rendu, alors que peut-être l'intérêt de la justice, aussi bien que celui de la personnalité en cause et de la société eussent exigé une autre solution.

Il va de soi que le projet englobe aussi les fautes dont le jugement rentre dans les attributions des organes de l'administration, parmi lesquels le Ministre de l'intérieur représente la troisième et dernière instance.

Des doutes se sont fait jour, il est vrai, sur le point de savoir si ces organes pouvaient bien être investis de droits ayant une pareille portée. Mais puisque d'ores et déjà il est au pouvoir des dits organes de se départir inconditionnellement de la peine prévue et de renvoyer l'inculpé des fins de la plainte, comment admettre que les prérogatives ou conquêtes nouvelles dussent engendrer des abus?

Et si même il pouvait arriver que l'un ou l'autre organe n'infligeât de peine que conditionnellement, pourquoi s'en émouvoir à l'excès? Car, ou l'individu en question se rendra de rechef coupable d'une action tombant sous le coup de la loi pénale, ce qui rendra exécutoire en sa personne l'intégralité de la peine prononcée précédemment contre lui; ou bien sa vie ne prêterait plus à critique, à imputation et elle justifiera de la sorte le parti auquel on s'était arrêté à son égard.

Si déjà auparavant le prévenu a été condamné à une amende, cette circonstance ne forme pas obstacle à l'emploi de la remise conditionnelle de la peine, pas plus que l'obstacle à pareille mesure ne pourrait venir de la conversion en peine privative de la liberté d'une amende antérieurement prononcée. D'habitude il ne dépend pas du prévenu qu'il ne se soit acquitté de l'amende qui l'eût libéré. Ce qui l'a astreint à une peine corporelle, ce n'est pas la malversation de son acte, c'est son dénûment, par suite duquel il s'est trouvé dans l'impuissance de faire face à la peine pécuniaire. Aussi ne doit-on pour cela le placer dans une condition inférieure à celle de l'homme aisé. De plus, l'entrave ne saurait provenir de ce que la peine serait une peine collective (*Gesamtstrafe*).

D'après le projet, la période d'épreuve (*Bewährungsfrist*) courrait du jour où la première sentence a été prononcée, car si le délai triennal ne comptait qu'à partir du moment où cette sentence a acquis force de chose jugée — comme le propose notamment le projet Liszt — l'agent pourrait très bien dans l'intervalle commettre un délit, sans encourir positivement la déchéance de la remise conditionnelle dont il a bénéficié.

La remise, selon l'esprit du projet Fayer, ne porte pas seulement sur la peine principale, mais encore sur la peine secondaire, cette dernière peine — qu'elle consiste en une amende, dans la perte d'une fonction, dans la suspension de l'exercice des droits politiques,

etc. — figurant une peine accessoire, qui partage les vicissitudes de la peine principale. Toutefois, en cas de récidive, la peine réputée expiée devrait entrer en ligne de compte et être prise en considération comme un châtiment antérieurement encouru. Le Sénat français ne paraît pas néanmoins s'être rangé, au moins tout de suite, aux idées émises ici sur le contre-coup que la remise de la peine principale doit avoir sur les peines prononcées à côté d'elle ou en découlant. En effet, aux termes de l'article 2, qu'il votait en 1890, et qui, sauf les mots : « de l'amende », a reçu force de loi en 1891 :

« La suspension de la peine ne comprend pas le paiement de l'amende, des frais du procès et des dommages-intérêts.

« Elle ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation.

« Toutefois, ces peines accessoires et ces incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée non avenue. »

On peut même rapprocher de ce texte, comme étant conçu dans le même esprit que lui et comme prêtant momentanément vie à des peines parallèles à la peine principale ou dépendant de celle-ci, sauf à arrêter leur effet après coup, l'article 4 de ladite loi qui porte :

« La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec la mention expresse de la suspension accordée.

« Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article premier, paragraphe 2, n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties. »

D'ailleurs la dissidence qu'accusait la loi sénatoriale, toujours susceptible de redressement, tant qu'elle n'était pas adoptée par la Chambre, se trahit et se pressent dès son entrée en matière, où il n'est parlé, ainsi qu'il résulte de l'article 1^{er}, que de *sursis* à l'exécution de la peine, partant que de suspension, non de remise de la peine et que de condamnations à *l'emprisonnement*, seules admises au bénéfice de cette loi. Remarquons seulement que l'article 5 permet aux tribunaux, d'étendre les effets du paragraphe 2 de l'article précédent (art. 4 transcrit ci-dessus) *aux condamnés à l'amende* ; ce qui pouvait valoir au moins à ces derniers l'avantage de voir à un moment donné leur casier affranchi de l'inscription afférente à cette condamnation. En ce qui concerne la récidive, l'article 3 adopté par le Sénat français, et resté

tel dans la loi définitive, nous apprend que « le président de la cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article premier, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du code pénal ». D'où il suit qu'en France, notre législation étant fixée par cet article 3, la rigueur déployée semblerait devoir être moins grande que dans l'ébauche de M. Fayer à qui il suffit, pour que les conditions de la récidive soient remplies, de rencontrer une précédente condamnation, même non exécutée après sa suspension, et même considérée dès lors chez nous comme non avenue.

Cette ébauche élude la possibilité pour la peine de l'emprisonnement d'État (*custodia honesta*), d'être remise conditionnellement. D'une part, il n'est pas admissible que l'exécution de cette peine agisse d'une façon dépravatrice sur la vie morale du détenu. D'autre part, la prison d'État (*Staatsgefängnis*) occupe une place à part dans le système pénal de la monarchie, et quand cette peine n'est que d'une durée restreinte, l'élément répressif s'y rencontre à si faible dose, qu'il paraît complètement oiseux de la lier à une condition.

Il entre également dans les vues du projet d'admettre la remise de la peine au profit même de l'accusé sans ressources, qui serait ainsi dans l'impossibilité d'offrir des garanties. Que si au contraire sa situation le permet, le cautionnement ira, comme une sécurité spéciale, se ranger à côté des autres. L'auteur du projet compte beaucoup sur le cautionnement en argent, pour prévenir notamment les collisions. Quand un campagnard à moitié aisé aura par un dépôt de 100 florins, tirés de son propre avoir ou de celui de ses proches, garanti qu'il ne se collettera plus, cette somme exercera pour sa réserve et abstention ultérieure une action plus déterminante que n'importe laquelle des pénalités sévères existantes. Ses parents aussi veilleront avec la plus grande sollicitude à le soustraire aux occasions de conflits, ce qui est la chose principale. Au regard d'autres actions punissables, le cautionnement (en argent) pourra sortir aussi des effets satisfaisants — sous la supposition toujours que les personnes chargées de rendre les jugements sauraient en faire un emploi judicieux.

Le projet Fayer contient sur la peine pécuniaire des dispositions fort curieuses et nouvelles, qui forment contraste avec les lois et

projets élaborés à l'étranger à son sujet. La remise conditionnelle de cette peine se trouve essentiellement justifiée par la circonstance que grâce à elle il y aura une réduction des cas dans lesquels, malgré son poids médiocre, la peine devra, pour cause de dénuement de l'inculpé, être convertie en une peine privative de liberté. Pour ce qui est toutefois de la question d'efficacité, nul doute que la peine pécuniaire déjà mesurée, mais conditionnellement remise, ne soit plus propre à éloigner, à détourner du mal qu'une peine pécuniaire déjà acquittée. A quoi vient s'ajouter, qu'en poursuivant impitoyablement la rentrée des amendes, l'État ruine parfois toute l'existence notamment des paysans peu fortunés et concourt de la sorte à l'extension du prolétariat.

M. Fayer ne croyait pas pouvoir interdire la possibilité d'une remise conditionnelle, par ce motif déjà qu'au cas où la nouvelle institution demeurerait, dans son application, limitée aux peines privatives de liberté, le prévenu trouverait son compte à être condamné à une peine corporelle plutôt qu'à une amende. Car enfin celui-ci pouvait au moins espérer échapper à l'exécution de la peine corporelle sous certaines conditions, tandis qu'une condamnation à l'amende ne lui ouvrait jamais la même perspective.

L'auteur du projet est convaincu, qu'à la faveur seulement de l'extension appuyée par lui, l'institution de la remise conditionnelle peut devenir une partie organique et complémentaire du système pénal en vigueur et qu'elle ne donnera pas naissance à des contradictions au sein de ce système. De même que la libération provisoire trouble actuellement dans une certaine mesure l'équilibre établi dans la tarification pénale, par la raison que la durée minima, pour laquelle cette libération est utilisable, a été fixée à un an, de même avec la remise conditionnelle, de pareils phénomènes apparaîtraient dans une proportion plus forte encore, si des peines d'importance moindre étaient sous ce rapport l'objet d'une exclusion.

M. Gruber fait un dernier emprunt aux considérations qui ont motivé l'esquisse du savant professeur. Celui-ci reconnaît, que la situation juridique de la partie lésée commande des ménagements. La fixation de mesure de la peine ne peut toutefois pas être abandonnée à la partie lésée, qu'anime habituellement un désir de représailles et le sentiment de la vengeance. Mais la peine, pour être conditionnelle, n'en est pas moins tout d'abord certainement une peine. De toutes façons elle implique la désapprobation de la puissance publique, ce qui constitue un des éléments essentiels de

toute pénalité. En second lieu elle produit, au cas de récidive, un effet aggravant, et enfin elle demeure pendant trois ans suspendue comme une menace sur la tête du condamné. Prétendre dès lors, qu'un jugement rendu dans de pareilles conditions, n'offre aucune satisfaction à la victime de l'infraction commise, c'est alléguer une inexactitude, attendu que l'État a réellement frappé d'une peine l'agent de cette infraction.

M. Fayer clôt sa justification par les réflexions suivantes :

« Dans le domaine du droit pénal, dit-il, l'État fait à la partie lésée forces concessions. En bien des circonstances il renonce à son droit de punir, rien que par égard pour la partie lésée. Telle est l'idée directrice de l'État au sujet de la plupart des délits, poursuivis seulement après plainte (*antragsdelicte*). Que la pensée se reporte ici aux crimes contre les mœurs, au vol de biens appartenant à des proches, à la défraudation, etc. Si en considération de la victime elle-même, l'État ferme dans de pareils cas les yeux sur les faits d'une extrême gravité, il doit pouvoir exiger que très exceptionnellement, à propos d'actes d'importance très secondaire, la victime se contente pour des raisons sociales d'ordre supérieur, d'une répression, qui sans doute n'affecte pas directement la fortune et la personne, mais dont la force morale voulue n'est tout de même pas absente. »

Un article publié par le juge Farkas et cité également par M. Gruber comme méritant une mention ne peut se défendre de la crainte qu'à l'occasion de la répression de tous les faits accomplis par insouciance la peine ne soit remise par le juge, ce qui équivaldrait à l'impunité de toute une catégorie considérable d'actes punissables et ne laisserait pas que de faire courir des périls graves à l'administration de la justice.

Un autre magistrat, Ladislaus Bodor, ayant de son côté pris fait et cause pour l'introduction en Hongrie des jugements conditionnels, M. Gruber lui emprunte les lignes suivantes, qui mettent en lumière, de façon à nous impressionner, la nocuité pour les jeunes garçons des peines privatives de la liberté :

« Il y a quelques temps, écrit Bodor, la prison de Klausenburg renfermait un pensionnaire, qui avait à peine franchi sa seizième année. Quel crime avait commis ce garçon ? Voulant paraître dans une réunion dansante avec un chapeau orné de quelques fleurs, et ne pouvant se procurer à la hâte cette parure d'une autre manière, il avait escaladé le jardin de son ancien patron pour y cueillir une rose. Comme il s'éloignait avec son

butin, un agent l'appréhenda sur la clôture et le conduisit de là au poste.

« Conformément aux dispositions extrêmement rigoureuses de notre Code pénal sur le vol qualifié, ce voleur de roses attrappa six mois d'emprisonnement.

« Le ministère public avait requis cette peine comme étant la plus douce, et la Cour l'avait prononcée faute d'en pouvoir administrer une moins sévère.

« Au milieu des sanglots l'adolescent demanda, s'il lui faudrait en prison faire sa punition parmi des voleurs.

« Le magistrat qui présidait et qui était fort avancé en âge en même temps que très expérimenté, ne sut, tellement il était ému, que répondre à l'enfant. Deux ans plus tard, nous retrouvions ce dernier en prison dans la division des adultes. En compagnie d'un tiers il avait enfoncé la vitre d'une cave garnie de barreaux en fer. C'était pour enlever de la graisse. Il confessa son action en témoignant du repentir. Personnellement il n'avait pas cédé à un besoin, mais son camarade avec lequel il s'était lié au cours de sa détention, l'avait entraîné au crime. Ayant encouru cette fois une condamnation qui ne dépassait que de deux mois celle qui l'avait frappé précédemment pour la rose, il s'en montra fort reconnaissant.

« Plus récemment le tribunal avait à juger un apprenti cordonnier. Celui-ci avait pénétré par la fenêtre de la cuisine de son patron dans le jardin, qui faisait partie du même fonds de terre, mais était loué à un autre habitant, et il avait passé quatre grappes de raisin à un co-apprenti de moins de quatorze ans qui l'attendait près de la fenêtre. Dans ce cas aussi la sentence ne pouvait descendre au-dessous de six mois d'emprisonnement.

« L'enfant demandait en joignant les mains s'il n'était pas possible de lui venir en aide parce qu'autrement il préférerait mourir que de faire de la prison.

« Il a tenu parole.

« Ce sont là, ajoute Bodor, des cas émouvants, dont le premier se présente assez fréquemment. »

A la suite de ces citations, M. Gruber marque sa confiance dans la plus prochaine session des juristes hongrois, qui sauront se saisir de la question des condamnations conditionnelles, en se donnant pour rapporteur M. Fayer et mettre cette question à leur ordre du jour avant les assises juridiques des autres pays.

Il compte aussi sur le zèle du ministre de la justice Szilagyi,

qu'on dit favorable à la création nouvelle et porté à lui aplanir les voies en Hongrie.

Enfin, pour être aussi complet que possible à la date où il écrit, il rappelle que déjà la question a été soulevée à la Chambre des députés hongrois, qu'à la séance du 3 février 1890, le professeur Arnim Neumann, notamment, avait demandé s'il ne serait pas opportun de suivre l'exemple donné par plusieurs législations étrangères, observant d'ailleurs que les lois promulguées en Angleterre et en Belgique y sont en vigueur depuis trop peu de temps pour que l'expérience faite dans ces pays autorisât des conclusions dans le sens de l'utilité de l'innovation. Au demeurant ce député concluait cependant, qu'en égard à l'effet imperceptible des courtes peines corporelles sur de jeunes personnes et en égard aussi au but d'amendement, de moralisation attaché à la peine, cette innovation pourrait être recommandée d'autant plus, qu'avec la situation financière de la Hongrie, il n'y avait pas à attendre une réorganisation pénitentiaire procurant l'isolement aux sujets en question, qui représentent jusqu'à 80 p. 100 de la totalité des condamnés. Il est vrai que le débat ayant été repris deux jours après, le professeur Alexandre Korosi, répondant à M. Neumann, se refusa d'admettre comme close la controverse sur la valeur de l'institution proposée, estimant, quant à lui, que la peine découlait comme une conséquence naturelle du méfait et que le méfait ne pouvait être effacé que par la peine.

Les renseignements fournis par M. Gruber ne vont pas plus loin pour sa patrie propre où la conquête poursuivie n'était donc pas réalisée encore à l'heure où il déposait la plume, et cela notwithstanding plusieurs articles, qu'il avait lui-même publiés sur la matière et dans lesquels il avait entrepris de faire de la propagande en faveur de la conformation anglo-américaine de la conception qui nous occupe. C'est aussi de ce côté notamment, qu'avec M. Gruber toujours pour guide, nous allons maintenant nous tourner.

II.

LE BILAN DES CONDAMNATIONS CONDITIONNELLES EN AMÉRIQUE, EN ANGLETERRE ET EN AUSTRALIE.

C'est à *Tallack* (Penological and preventive principles with special reference to Europe and America, London 1889, chapter XIII : conditional liberty and probation system, in lieu of

imprisonment) et à *Aschrott* (Aus dem Strafen-and Gefangniswesen Nordamerikas, Hambourg 1883) et *Ersatz kurzzeitiger Freiheitsstrafen*, Hambourg 1889) que l'Europe est redevable de la connaissance du sage système pénal, pratiqué par le petit État de Massachusetts, qui, entre les États-Unis de l'Amérique du Nord, a attiré sur lui l'attention des criminalistes. Cette contrée peut même s'enorgueillir du système d'épreuve adopté par l'Angleterre et qui n'est pas sans présenter de la similitude avec sa propre législation correspondante. « English probation » system for mis demeanants, dit Tallack, somewhat similar to the Massachusetts mode. » L'absence presque complète de jeunes criminels au Massachusetts constitue un résultat, dont on a lieu vraiment d'y être fier et qu'on doit essentiellement à l'introduction en 1878 de l'institution des condamnations conditionnelles, ou plutôt des épreuves, de l'expérimentation auxquelles on soumet les prévenus. « Every case is an experiment », fait observer dans son dixième rapport annuel, paru à Boston en 1883, le Probation officer Edward H. Savage. La réforme de 1878 a consommé une des organisations pénitentiaires les plus mémorables du temps présent et l'idée qui la défraye est en train de conquérir à pas de course tout l'univers civilisé.

Le procédé anglo-américain est incontestablement plus favorable à l'accusé que tout autre et mérite dès lors plutôt d'être copié que le système belge. Suivant Wach, l'auteur de la *Réforme de la peine privative de la liberté* qu'il a publiée l'année dernière à Leipzig, « si un essai de suspension de la peine doit être fait, que ce ne soit pas à la façon mesquine, formaliste de la loi belge. On pourrait commencer par les jeunes délinquants, ainsi qu'on a entrepris de le faire à Boston ».

La loi belge, ainsi quelque peu malmenée par Wach, est cette loi du 31 mai 1888 *établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal*, et qui ne nous intéresse ici que par son article 9, aux termes duquel :

« Les cours et tribunaux, en condamnant à une ou plusieurs peines, peuvent, lorsque l'emprisonnement à subir, soit comme peine principale ou subsidiaire, soit par suite du cumul de peines principales et de peines subsidiaires, ne dépasse pas six mois et que le condamné n'a encouru aucune condamnation antérieure, pour crime ou délit, ordonner, par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution du jugement ou de l'arrêt, pendant un délai

dont ils fixent la durée, à compter de la date du jugement ou de l'arrêt, mais qui ne peut excéder cinq années (1).

« La condamnation sera comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle pour crime ou délit.

« Dans le cas contraire, les peines pour lesquelles le sursis a été accordé et celles qui font l'objet de la condamnation nouvelle sont cumulées. »

Ce n'est pas le lieu de relever les différences séparant la loi belge de 1888 du projet adopté par le Sénat français, lequel projet ne limite pas son bénéfice à une condamnation à l'emprisonnement ne dépassant pas six mois, mais refuse aussi aux magistrats la faculté de faire produire effet à ce bénéfice avant la révolution d'une période de cinq ans. Ce qu'il importe au contraire de mettre en saillie en ce moment, c'est que, dans le système anglo-américain, quand le temps d'épreuve s'est écoulé sans accroc, il se produit de plein droit au profit de l'accusé une sorte de *restitutio in integrum*. Or, sans doute, en Belgique, quand le sursis accordé aura été traversé sans rechute, la condamnation sera envisagée comme « non avenue ». Mais finalement on n'y est qu'en face d'une fiction, attendu *qu'en fait le jugement flétrissant a été rendu*, encore qu'il n'ait pas été exécuté. Aussi, sous l'empire de la pratique anglo-américaine, le prévenu se prémunira-t-il encore davantage contre de nouveaux dérèglements, exposé qu'il y est également à passer devant le juge et à être puni, avec l'appréhension angoissante en plus, qui s'attache à l'incertitude sur la mesure de la peine. Le mal incertain est toujours plus grand que celui à la probabilité duquel l'individu s'accoutume, celui-ci se familiarisant insensiblement au cours du temps avec l'éventualité de la survenance du dernier mal, dont l'étendue est connue.

A propos de la peine de la condamnation conditionnelle, le système belge a recueilli des suffrages on ne peut plus autorisés qui lui ont fait une réclame des plus efficaces. En même temps l'opinion publique se comportait plutôt en marâtre vis-à-vis du procédé anglais, victime d'un manque d'égards bien caractérisé. A peine si dans la première assemblée annuelle du Congrès international

(1) Avec une rédaction semblable il n'est certes pas permis de dire, comme le faisait récemment un grand journal de Paris, que la loi belge, appliquée à MM. Dreyfus et Morès après leur duel d'il y a quelques mois, ne demande aux condamnés de n'être sages que pendant un an seulement après qu'elle les absout.

des criminalistes tenue à Bruxelles en 1889, il y eut, à part Liszt, un orateur faisant une allusion, même discrète et fugitive, à ce procédé. Même le professeur Prins se contenta de mentionner le « probation system » américain et de fournir sur lui quelques indications statistiques, d'une exactitude contestable, sans rencontrer d'ailleurs de contradiction.

M. Gruber s'élève naturellement avec beaucoup de force contre la position de la question qui, dans les délibérations bruxelloises, implique, pour ainsi dire, l'inexistence en notre matière de tout autre document législatif que la loi belge. Car la réunion avait été interrogée ainsi : « Peut-on recommander au législateur de suivre l'exemple de la Belgique... en introduisant la condamnation conditionnelle dans le système pénal ? » alors que la consultation eût dû porter sur le point de savoir, quelle était des lois respectives d'Angleterre ou de Belgique, celle qui méritait les préférences du législateur. En effet, ces lois sont marquées par des caractères distinctifs, qui ne permettent nullement de les confondre. On oublie que dans cette voie l'Angleterre a précédé tous les autres peuples de l'Europe, puisque le « Probation of first offenders act » (50 et 51 Vict. chap. 25) y remonte au 8 août 1887, pendant que la loi belge sur les condamnations conditionnelles, ne prend date, ainsi que nous l'avons vu, qu'au 31 mai 1888.

D'où il suit que le système anglais, digne de trouver des zélateurs et imitateurs, est loin de justifier le silence en quelque sorte calculé, qu'on a fait autour de lui. M. Gruber ne fait nul doute, qu'une fois le « probation system » apprécié à sa juste valeur dans un rayon plus étendu, la conséquence en soit même un accroissement du nombre des adhérents d'un système, qui a doté l'Europe de la forme tout d'abord seule acceptable de la condamnation conditionnelle. « Le tout conserve, écrivait Wach, une tendance policièrement pédagogique. »

Le principe qui sert de base à l'institution bostonnienne revient notoirement à la nécessité de prendre en considération le côté subjectif de l'infraction pénale et les dangers que l'agent fait courir à la communauté, pour s'abstenir, si les circonstances y induisent, de sévir contre les auteurs de violations minimales du droit établi, en leur fournissant plutôt l'occasion de s'amender sans châtiment. A cet effet le fonctionnaire éprouveur (probation officer) entre en rapports personnels avec le sujet mis en observation, en étudie attentivement la nature, les tendances, toute la manière d'être, et médite, pour chaque cas particulier, sur les chances d'amélio-

ration et les aptitudes à amélioration qu'il peut présenter. Si ses impressions l'y déterminent, il se fera expérimentateur et suggérera au tribunal de laisser aller l'accusé indemne pendant un temps d'épreuve qui se prolongerait pendant trois, six, neuf, douze ou quinze mois. Le tribunal, en acquiesçant à cette requête, abandonne le prévenu et, à supposer que celui-ci justifie la confiance placée en lui, il recouvre sa liberté intégrale, il reprend complètement possession de lui-même et peut rentrer, la tête haute, dans la société de ses concitoyens comme un homme d'un passé absolument intact. Après que le « probation officer » s'est fait, en faveur de quelqu'un, le requérant de sa délivrance conditionnelle, commence sa responsabilité propre, son obligation de veiller à l'observance des conditions mises à l'affranchissement. Il lui appartient dès lors de venir en aide à son protégé, de lui chercher une besogne utile, d'aller le visiter dans son domicile, d'en réclamer pendant un temps déterminé des informations périodiques ponctuelles, de ne ménager ni son temps ni sa peine, afin d'entretenir chez l'individu en surveillance une excitation généreuse et de l'entraîner vers une vie désormais sobre, laborieuse et décente.

Dans le laps de dix ans, 424 personnes auraient de la sorte trouvé leur gagne-pain dans la ville de Boston, où pendant la même période le « probation officer » aurait effectué 7.799 visites.

L'exemple de l'État de Massachusetts fut d'abord imité dans la Nouvelle-Zélande, qui, en 1886, s'appropriâ la loi américaine ; de telle sorte que cette colonie anglaise a devancé d'une année environ la mère-patrie dans une voie où le « probation of first offenders act » n'a fait entrer celle-ci — on s'en souvient — qu'en 1887.

Conformément au rapport officiel pour 1886-1887, il y a eu, en Nouvelle-Zélande, pendant ces deux années, 121 accusés, affranchis de la condamnation à titre d'épreuve. Sur ce nombre, 58 se trouvaient libérés de la surveillance, 53 y demeuraient encore soumis, 9 n'avaient pas répondu aux conditions posées à l'exemption et un avait pris la fuite. Les frais du système s'élèvent approximativement au dixième de ce qu'eût coûté, selon toute vraisemblance, à la colonie l'exécution de la peine à l'emprisonnement, qu'autrement il eût fallu mesurer. Ainsi en 1886-1887 les frais se seraient montés à 7.000 livres sterling ; en 1888, l'économie se chiffrait par 3.000 livres. Pour l'intelligence de la proportion M. Gruber relate que la Nouvelle-Zélande compte une population de 533.000 âmes.

Plus récemment, l'institution de la condamnation conditionnelle

a remporté en Australie, qui peut se prévaloir déjà dans une autre direction de l'act Torrens relatif à la constitution et à la transmission de la propriété immobilière, des victoires signalées. En effet Queensland a adopté une loi, taillée sur ce patron, et la Nouvelle-Galles du Sud aussi bien que Victoria semblent devoir obéir à l'impulsion donnée. C'est le membre du Parlement anglais, Howard Vincent, le promoteur de la loi anglaise sur ce sujet, qui a importé l'institution dans ces lointains parages.

Il se répand aussi que le roi de Suède témoigne un vif intérêt à l'introduction d'une loi semblable dans le pays qu'il gouverne.

D'après une lettre écrite à M. Gruber par le colonel Howard Vincent, la ville de Londres, depuis la mise en vigueur de la loi anglaise (en 1887) aurait vu mettre en liberté, en manière d'expérimentation, plus de 300 individus, et sur ce nombre 70 p. 100 — pour autant que ce point peut être acquis — ont justifié la mesure. Cette loi n'est pas restée non plus sans toute application dans la campagne britannique; mais nous manquons encore à cet égard d'indications statistiques précises, ce dont il y a même lieu de s'étonner, puisque à la date du 3 août dernier, trois années s'étaient écoulées déjà sur l'emploi de la nouvelle législation. Pour ce qui est de la Belgique, des renseignements qui vont du 1^{er} juin 1888 au 31 décembre 1889 et embrassent dès lors une période de dix-neuf mois, nous apprennent que sur environ 14.000 condamnés conditionnels, 200 environ ont comparu de nouveau devant la justice.

Un rapport officiel paru récemment à Boston, qui nous fournit sur l'État de Massachusetts, pour une période de dix ans s'étendant de 1879 à 1888, des données statistiques, n'est pas sans présenter un intérêt considérable. Dans ce rapport, il est bon de le remarquer, les chiffres afférents à l'année 1878 où la loi a vu le jour et qui portent seulement sur deux mois et dix jours ont été réunis à ceux de l'année 1879. L'État de Massachusetts ne nous attire que par le Suffolk county, où se place aussi la capitale Boston; et cette préférence s'explique, d'une part, par ce fait, que c'est à Boston tout d'abord que la condamnation conditionnelle a fonctionné à titre d'essai et d'autre part, par la circonstance que l'expérience tentée ayant réussi, l'État tout entier se rangea, en 1880, à la pratique inaugurée. La population du Suffolk county s'élève à 387.626 âmes et ce comté a été, par rapport aux « probation officers, » réparti en trois districts, à savoir: le district central, qui s'assujettit le comté tout entier à l'exception de Boston Sud et de Roxbury, le

« probation district » de Boston Sud et le « probation district » de Roxbury.

Pendant la période décennale, sur laquelle le rapport nous éclaire (1879-1888), on aurait dans le district central de la ville de Boston colloqué 1.716 années d'emprisonnement à ceux qui ont été affranchis de peines.

L'emprisonnement a été évité :

En 1879	par	322 personnes.
— 1888	—	880 —
— 1889	—	994 —

Pour se fixer sur l'exactitude de ces chiffres, qu'on se reporte aux détails suivants correspondant à l'année 1888. Dans cette année, en effet, 880 individus ont conservé, venons-nous de dire, leur liberté. De quelle façon ce calcul a-t-il pu être fait ? Voici comment :

Sur ces 880 individus incriminés, un établissement, appelé « House of industry », qui sert d'asile aux mendiants, vagabonds, ivrognes, etc., en aurait recueilli :

Pendant 1 mois.....	621	
— 3 —	80	
— 6 —	49	
— 12 —	1	
Ensemble.....	751	751

Le « House of correction », qui est une prison, en aurait recueilli :

Pour 3 mois.....	12	
— 6 —	45	
— 9 —	1	
— 12 —	10	
Ensemble.....	68	68

Le « Scherborn Prison », maison de correction pour femme, où le minimum de la détention est d'un an, en aurait reçu :

Pour 12 mois.....	46	46
A reporter.....		865

Report..... 865

Et enfin le « Concord Prison » qui est un « Reformatory », ouvert aux gens amendables, âgés de moins de 40 ans, qui peuvent être tout au plus renfermés pour une durée de 2, respectivement de 5 ans, en aurait interné :

Pendant 12 mois..... 15 15

Ce qui nous restitue notre total de..... 880

Le district de Boston a, au cours des dix années, épargné la peine de l'emprisonnement à 5.697 personnes; 662 ont échappé à l'amende.

Si l'on s'attache aux frais épargnés par ceux qui autrement auraient dû payer leurs fautes d'une peine privative de leur liberté, on voit que l'économie réalisée revient :

		Dollars
Pour l'année 1879	à	6.675
— 1888	à	22.978
— 1889	à	31.342

Pendant dix ans le profit fait sur l'entretien des prisonniers s'est traduit par la somme de 210.886 dollars.

L'économie de 22.978 dollars pour 1888 s'obtient ainsi :

L'entretien mensuel comportait :

	Personnes	Doll.	Sch.	Dollars.
Dans le House of industry pour	1	8	16	
— — —	751	9.522		9.522
Dans le House of corection pour	4	7	9	
— — —	68	3.084		3.084
Dans le Scherborn Prison pour	1	15	53	
— — —	46	8.572		8.572
Dans le Concord Prison pour	1	10		
— — —	15	1.800		1.800

Si bien que l'entretien total de 880 personnes se serait
chiffré par..... 22.978 (1)

(1) M. Gruber ou plutôt le document officiel auquel il se réfère ne commet-il pas cependant une erreur en imputant à l'année 1888 tout entière un résultat obtenu pour un mois seulement avec l'ensemble il est vrai des affranchis, parmi lesquels le temps de détention est supposé très variable ?

Pendant dix ans le « probation officer » de Boston a examiné les cas délictueux de 27.052 individus susceptibles d'être soumis à l'observation. Là dessus 7.251 ont été placés sous le contrôle, dont 580 se sont montrés indignes de cette faveur.

Le « probation officer » de Boston, Savage, a calculé que 25 p. 100 des accusés seraient entrés en prison, que 10 p. 100 auraient été condamnés à l'amende et que faute de recouvrement de l'amende, 65 p. 100 auraient été assujettis à l'internement.

La peine pécuniaire aurait été mesurée en d'aussi nombreuses circonstances, parce que le plus grand nombre des violations de la loi auraient été des infractions d'importance secondaire et des premières infractions.

En principe ceux qu'on relève de la peine sont tenus de restituer à l'État les frais qu'ils lui ont occasionnés, sauf à bénéficier fort souvent de la remise de ces frais quand ils ne sont pas en mesure de les acquitter.

Dans le cours de dix ans, 759 personnes furent adressées à des établissements destinés à la réception de cette catégorie de femmes qui vit dans la fainéantise ; beaucoup d'entre elles étaient sans abri et abandonnées. Là on s'intéressait à elles, on leur enseignait à travailler, et — quand c'était possible — on leur assurait une occupation liée à un salaire. Bien des petites campagnardes, à peine adultes, généralement de bonne maison, étaient rapatriées dans leurs familles. Elles vagabondaient la nuit durant et menaient une existence licencieuse. La plupart du temps elles n'étaient que depuis quelque temps à Boston où leur inexpérience les faisait succomber à la tentation. Des billets gratuits leur étaient fournis pour rentrer par chemin de fer ou par voie d'eau ou bien leurs frais de route étaient couverts moyennant un fonds urbain ayant cette destination précise. Pendant dix ans, 3.732 hommes et 3.207 femmes, soit au total 6.939 personnes, ont été mis à l'épreuve dans le district urbain de Boston. Sur ces personnes, 473 n'ont pas justifié la confiance dont elles avaient été l'objet et ont passé ultérieurement en jugement, pendant que 107 se sont esquivées avant leur condamnation. Au demeurant, 580 ou 8 p. 100 ne se sont pas amendées contre 6.359 ou 92 p. 100 qui ont attesté leur amélioration. A l'expiration de la dixième année, la procédure d'épreuve était encore en cours pour 312 personnes, de sorte qu'elle a été expérimentée en 7.251 cas.

Pour l'année 1889, voici des chiffres empruntés par M. Gruber

au dernier rapport officiel qui a paru (1). Le régime de la mise à l'épreuve a été appliqué à Boston à 1.125 personnes, dont 1.065 (soit 94 p. 100) ont répondu aux espérances contre 64 ou 6 p. 100 qui les ont déçues. Sur les 287 sujets soumis à l'épreuve dans Boston-Sud, 267, soit plus de 93 p. 100, ont fait bonne contenance contre 20 qui représentent moins de 7 p. 100. Enfin des 422 individualités appelées au bénéfice de l'institution pendant la même année à Roxbury, il n'y en eut que 50 à n'avoir pas donné satisfaction contre 372.

Il reste à signaler celles des actions répréhensibles, dont les individus assujettis à l'expérimentation se sont principalement rendus coupables au cours des dix années dans le « Probation district » central de Boston.

Ici se rangent :

L'ivresse (pour la 1 ^{re} fois) (2)	3.161 cas
Le vol.....	958 —
Vagabondage nocturne de prostituées ...	764 —
Lésions corporelles.....	470 —
Existence irrégulière et de paresseux ...	274 —
Violation de domicile (surtout par pénétration dans des locaux affectés aux affaires).....	240 —
Ivresse habituelle.....	222 —
Ivresse (pour la 3 ^e fois).....	211 —
Détournement.....	82 —
Violation de règlements urbains.....	77 —
Inconduite.....	48 —
Mutilation d'objets.....	35 —
Recel.....	35 —
Maraudage	31 —
Fuite.....	28 —
Tromperie.....	27 —
Violation des lois sur le loto.....	27 —
Etc., etc.	

Les fonctionnaires préposés à l'expérimentation rendent un témoignage éclatant aux résultats bénis de la condamnation conditionnelle. C'est ainsi que, suivant l'*officer* du « Probation district » central de Boston, M. Savage, « la déclaration de liberté

(1) Probation Work in the county of Suffolk, for the year ending dec. 31. 1889. — Boston 1889. City Document n° 6.

(2) Le délit d'ivresse est en Massachusetts l'objet d'une vigilante répression. Aussi quand il y a lieu de sévir itérativement contre l'ivresse, recourt-on à l'envoi à la Reformatory, à Concord.

sous condition a, en maintes circonstances, frayé les voies à un amendement effectif et a préservé bien des personnes innocentes et des familles abandonnées, de maux plus grands que ceux que le malfaiteur eût été contraint d'endurer. De son côté, M. Parker, l'Officier du « Probation district » de Boston-Sud, affirme que bien des individus essayés sont devenus une bénédiction pour leur famille, et que cette institution a amélioré les parents et sauvé les enfants. Enfin, l'officier du « Probation district » de Roxbury constate également qu'un grand nombre de ceux dont il s'agit ont échappé à la honte et à la ruine et ont pour toujours tourné le dos à l'armée du crime.

Tout récemment on a commencé également en Allemagne à reconnaître la supériorité du système anglo-américain sur le système belge, en faveur duquel Liszt et ses partisans déployaient au contraire un prosélytisme des plus actifs, dans l'ordre littéraire aussi bien que social.

Une historiette, racontée par Tallack, doit achever, dans la pensée de Gruber, de caractériser l'institution américaine. Un « State-agent », reçut naguère d'un citoyen influent et opulent de Boston une forte leçon, en ce que celui-ci s'élevait avec une vivacité extrême contre l'indulgence malavisée montrée par l'État aux individus pris à l'essai, déclarant que, quant à lui, il épuiserait contre tout délinquant toutes les rigueurs de la loi.

Peu de temps après, ce citoyen impitoyable retournait tête baissée chez le fonctionnaire, auquel il avait développé ses théories rigoristes, pour implorer sa protection dans l'intérêt d'un propre fils de dix-huit ans, qui avait dilapidé les fonds de son supérieur. L'information révéla que le caractère du jeune homme n'avait pas donné prise jusque-là et qu'il s'était trouvé exposé à de très grandes tentations.

Aussi le « probation officer » requit-il en justice son admission à l'épreuve, qui fut en effet prononcée pour la durée d'une année. L'année s'étant écoulée sans encombre, l'employé fautif rentra même chez son ancien chef, qui l'a pris plus tard pour associé. Le père de ce jeune égaré ayant depuis cette aventure rencontré le fonctionnaire dans la rue, alla à lui en lui serrant la main et en lui disant avec émotion : « Mon fils a été sauvé, je confesse mon erreur. »

Dans une sorte d'appendice à sa brochure, M. Gruber assigne la date du 15 février 1890 à la lettre relatée plus haut, que lui écrivait Howard Vincent et où le colonel évaluait à 300 environ le nombre

des personnes « released » à Londres depuis l'introduction de la loi, sur lesquelles 70 p. 100 auraient eu une conduite satisfaisante. Une autre lettre écrite par le même colonel à M. Liszt qui la relate dans un travail du 20 juin 1890, porte à 500 le nombre des personnes « released » à Londres et à 95 p. 100 le chiffre des individus amenés. Il est probable que cette dernière lettre aura succédé à celle qu'avait reçue M. Gruber, à quelques mois de distance, quand déjà les matériaux, les résultats s'étaient accumulés autour de l'exécution de la loi anglaise sur le temps d'épreuve ou alors que pendant le dernier trimestre la capitale britannique aura fait du nouveau moyen à sa disposition un usage plus large qu'auparavant. Ainsi s'expliquerait l'écart des chiffres avancés dans les deux lettres, au sujet notamment de la proportion exprimée en pour cent des individus qui rentrent dans la bonne voie.

Des communications extrêmement obligeantes qui nous ont été faites à nous-même par la Chancellerie belge, tenue à la présentation d'un rapport annuel aux Chambres sur l'exécution de la loi du 31 mai 1888, il résulte que s'il y a eu dans le ressort des trois cours d'appel de Bruxelles, Gand et Liège 284.279 condamnations correctionnelles et de police prononcées pendant la période allant du 1^{er} juin 1888 au 31 décembre 1889, le nombre des condamnations conditionnelles qui s'appliquent seulement, comme on sait, à des peines ne dépassant pas 6 mois s'élève exactement à 13.195, sur lequel n'ont été constatées que 246 rechutes. Il est vrai d'ailleurs que la faculté laissée aux juges belges de limiter beaucoup le temps d'épreuve, affaiblit quelque peu la portée de l'absence de nombreux récidivistes et nous relevons à cet égard, comme un hommage à la règle définitivement adoptée en France, ce passage du rapport de M. le garde des sceaux Le Jeune, où il est dit :

« La condamnation conditionnelle n'est pas seulement un mode d'adoucissement de la peine dans les cas où la culpabilité ne paraît pas en rapport avec la peine édictée, mais elle doit être encore et surtout une mesure préventive contre la récidive, c'est pourquoi, et certains tribunaux ne l'ont pas assez compris, les délais imposés doivent être d'une durée suffisante. La loi permet aux juges de porter à cinq ans le délai d'épreuve à l'expiration duquel la condamnation est considérée comme non avenue, lorsqu'il n'y a pas de rechute. Les tribunaux n'ont pas assez fréquemment usé de cette faculté et les délais qu'ils imposent devraient être plus longs. »

Parmi les infractions qui ont motivé les condamnations condi-

tionnelles, celles qui les ont alimentées pour la plus forte part nous ont paru être les attentats aux mœurs (122), les calomnies et diffamations (192), les coups et blessures volontaires (3.830), la destruction de clôtures et d'objets mobiliers (267), les escroqueries et abus de confiance (130), les injures par faits, etc. (99), la rébellion et l'outrage (1.028), les vols et détournements (2.009), les contraventions de simple police (2.286), les infractions forestières (358), les maraudages (427), la chasse (484), l'ivresse (161), les postes (144), etc., etc.

Indépendamment des colonies anglo-australiennes déjà mises en ligne, il convient de signaler aussi l'Australie méridionale où le système de l'expérimentation a également déjà été introduit. De même nous assistons à son fonctionnement dans l'Amérique britannique du Nord, à savoir dans le Canada.

En ce qui concerne la colonie australienne de la Nouvelle-Zélande, les renseignements déjà fournis peuvent se compléter par d'autres de date plus récente. Un rapport émané du Ministère de la justice de ces deux grandes îles de la Polynésie témoigne de l'efficacité pratique de la loi en des termes expressifs : « the act is working more satisfactorily than its most ardent supporters could possibly have anticipated ». Détachons seulement encore du « Report » pour 1888 le passage suivant : « it is exceedingly gratifying to be able to report that this act continues to work smoothly and well, and generally carries out the intentions of its introduction. » Dans l'année 1887-1888, l'essai autorisé par la loi fut pratiqué en tout sur 82 personnes, sur lesquelles 40 remplirent toutes les conditions posées à leur liberté et furent congédiées, tandis qu'une se faisait arrêter de nouveau et conduire en prison, qu'une autre se cachait et que les 40 restantes surent encore répondre aux obligations qui leur avaient été imposées. Voici un tableau relatif à ces 82 incriminés et qui fait ressortir leur âge ainsi que le temps pendant lequel ils ont été soumis à l'épreuve :

AGE des éprouvés	PÉRIODE D'ÉPREUVE SE PROLONGEANT :				Total
	jusqu'à 3 mois	jusqu'à 6 mois	jusqu'à 12 mois	au delà d'un an	
10 - 15 ans	2	7	3	2	11
15 - 20 —	13	12	1	5	31
20 - 25 —	5	4	4	1	14
25 - 40 —	5	7	2	2	16
passé 40 —	3	1	3	3	10
Total	23	31	10	13	82

Du 1^{er} octobre 1886, auquel remonte l'acclimatation de la condamnation conditionnelle, au 31 décembre 1888, 203 personnes ont, suivant les rapports du capitaine Hume, passé par l'épreuve en Nouvelle-Zélande. Parmi elles :

143 ont victorieusement traversé l'épreuve, soit.....	70 0/0
Pour 49 le temps d'épreuve n'est pas encore révolu, soit.....	25 0/0
10 se sont fait incarcérer de nouveau, soit...	5 0/0
Enfin un a pris la fuite.	

Grâce à l'inexécution de la peine de l'emprisonnement, l'économie de frais réalisée en Nouvelle-Zélande s'élève à 2.808 livres sterling 17 schilling 1 penny.

A la date du 15 septembre 1889, si l'on se réfère à Liszt (*Dissertations du séminaire criminaliste*) et à Ernst Rosenfeld (*Quels moyens repressifs pourraient se substituer à de courtes peines privatives de la liberté?* Berlin 1890), le nombre des gens relâchés montait déjà à 256, dont 188 étaient renvoyés définitivement et pour 57 desquels se prolongeait encore l'épreuve.

Une circulaire du Ministre de la justice en Prusse, invitant les chefs des tribunaux provinciaux et des parquets à émettre leur avis, pose comme première question celle-ci : « Existe-t-il dans les pays, où la condamnation conditionnelle a législativement pénétré, des expériences concluantes sur sa valeur pratique? » La majorité des rapports s'est prononcée pour l'inexistence, dans le présent, d'expériences démonstratives. Les institutions d'Europe n'y fonctionneraient encore que depuis trop peu de temps, pour avoir donné lieu à des résultats qui méritassent confiance et pussent être mis à profit ailleurs. Les effets salutaires du système américain ne justifieraient pas suffisamment sa mise à l'essai en Allemagne, ces effets étant dus en grande partie à l'activité dévorante du « probation officer », le capitaine Savage, et une pareille activité ne pouvant, dans l'Empire d'Allemagne, s'appuyer sur le nombre désirable d'hommes. Au surplus la modicité des nombres rassemblés ne saurait entraîner la conviction. Comme la condamnation conditionnelle n'atteint que les infractions les plus légères et les personnalités les moins perverses, les relaps ne sauraient être naturellement qu'en quantité restreinte. Il faudrait établir, *qu'avant* l'introduction du « Probation system », *bien plus de personnes* eussent, en dedans de la période servant actuellement de période d'é-

preuve, *encouru une nouvelle peine*. Les avis ne se font pas faute non plus d'argumenter de ce que dans les États-Unis de l'Amérique du Nord la pratique du système nouveau serait demeurée limitée à l'État de Massachusetts, sans avoir trouvé accès encore dans les autres territoires. Aussi la réalisation du projet devrait-elle être résolument ajournée jusqu'au moment où des expériences significatives répandraient des lumières sur ses conséquences effectives.

Ici s'arrêtent les informations de l'avocat Gruber, qui, il faut le reconnaître, n'a cessé de prendre les faits pour base de son étude et de son orientation. Peut-on dire cependant que ses suggestions s'imposent absolument à notre esprit ? Elles reposent sur des données statistiques, tirées de contrées relativement jeunes. Les expériences y ont trait dès lors à des régions, dont la population présente peu de densité et où les rapports sont simples. Là l'incitation au crime et à la récidive est infiniment moindre que dans les pays très peuplés à civilisation ancienne. On reconnaît d'ailleurs aux chiffres relatés, que les pays adonnés à l'expérimentation sont des pays à criminalité infime. Quand la récidive est exprimée seulement en pour cent des condamnés conditionnels, la question surgit de savoir quelle sélection a eu lieu pour ces derniers. A supposer que la mesure de la condamnation dite conditionnelle ne soit prise que relativement aux infractions les moins graves commises par des délinquants jeunes ou particulièrement bien famés, et par conséquent que relativement à un très petit nombre de ceux contre lesquels il faut avoir recours à de courtes peines privatives de liberté, on conçoit un quantum de récidivistes des plus modestes. C'est dans la même mesure que s'aplanit le champ ouvert à l'activité des « probation officers ».

Mais il est permis de se demander si le sentiment juridique européen n'éprouverait pas quelque révolte à ce qu'il fût loisible au juge de renvoyer indemnes, même sous certaines conditions, des accusés, dont la culpabilité ne ferait aucun doute ; alors que ce parti serait pris sur le témoignage ou l'avis de tierces personnes qui, encore qu'animées des intentions les meilleures, n'auraient observé le prévenu que pendant peu de temps et pourraient être aisément les victimes d'une prévention favorable ou de l'hypocrisie. Ne peut-on pas penser que l'administration de la justice répressive en recevrait comme un certain cachet d'arbitraire ? Est-il même certain qu'au milieu des rapports et conditions si

enchevêtrés où se débat notre vieux continent, la fonction de « probation officer » attire vers elle des hommes en nombre suffisant et offrant les garanties désirables; bien même, il est vrai, que la sollicitude de nos sociétés philanthropiques pût trouver dans cette direction un aliment aussi digne d'elles au moins que celui qui peut les entraîner aujourd'hui partout ailleurs ?

Ce sont des doutes de cette espèce ou d'espèce semblable qui peuvent disposer pas mal de juristes à réserver leur opinion jusqu'à plus ample informé. Leurs hésitations, à l'encontre au moins de l'importation américaine, anglaise, australienne et polynésienne, rappellent beaucoup, par certains côtés, celles auxquelles se heurtent dans une autre sphère, l'adoption en France et autour de nous de *l'act Torrens* sur la constitution et la transmission de la propriété immobilière. L'âge avancé et respectable de l'Europe, où la richesse foncière est étreinte par tant de liens qu'ont accumulés les temps et ne peut faire abstraction d'un régime hypothécaire qui n'est pas encore abrogé, sert d'objection plus ou moins fondée, plus ou moins sincère à l'admission même facultative du système simplifié créé en Australie par le colonel Robert Torrens. Ce système, qui supprime toute incertitude, toute chicane possible sur la question de la personne du propriétaire véritable est surtout vivement combattu par les hommes de robe vivant de procès, sans qu'il nous vînt cependant seulement à la pensée d'accuser de préoccupations du même ordre les gens du Palais, qu'on rencontrerait parmi les adversaires du mode d'exonération conditionnelle de peine, tel qu'il fleurit par exemple dans le Massachusetts.

En tout cas, de même que des réformateurs zélés, dont nous croyons être, ont pu, par crainte d'un mouvement trop précipité et du froissement de trop de positions prises, de trop de préjugés enracinés, conseiller, en matière terrienne, une transition entre ce qui prévaut encore chez nous et ce qui réussit si bien dans la Nouvelle-Hollande, de même nous applaudissons sans réserve, comme un progrès marqué, qui honore grandement ses promoteurs et notre temps, la loi à laquelle le Parlement français vient, à la date du 19 mars 1891, de mettre la dernière main. Ce qui est sorti de cette loi, ce n'est pas, bien entendu, le pardon accordé *de plano* à ceux qu'on a appelés chez nous les délinquants primaires par une imitation évidente de la qualification succincte de « first offenders ».

Car le pardon absolu, à attendre surtout de celui qui sonde les reins et les consciences, ne se concilie guère avec l'organisation sociale, dont il impliquerait en quelque sorte l'abdication, la déchéance, et qui, après constatation d'une atteinte aux conditions de son existence, ne peut se montrer plus ou moins miséricordieuse qu'autant qu'elle trouverait elle-même son compte au fléchissement de la justice humaine.

Ce qui est sorti de notre loi du 19 mars 1891, scellant l'accord entre le Sénat et la Chambre des députés, ce n'est même pas, au profit de certains délinquants initiaux, un quasi-pardon, à la manière américaine, où, si l'épreuve tourne à leur honneur, il ne reste pas trace d'une condamnation qui n'a même pas été prononcée, qui n'a même pas été fixée à l'origine.

La portée moins large, moins généreuse et pour ainsi dire transactionnelle de la loi française, du projet de laquelle, déposé par M. Béranger dès 1884 sur le bureau du Sénat français, s'est ensuite inspirée la législation belge de 1888, ressort déjà suffisamment de la rédaction d'une partie de sa rubrique, tendant seulement à l'*atténuation des peines* en cas de premier délit. La peine ne disparaît donc pas; elle n'est pas escamotée; elle est même formellement arrêtée dans son quantum et prononcée, et elle est seulement suspendue dans son exécution, pour reprendre vie, s'il y échet. Ce sont aussi les juridictions compétentes elles-mêmes qui, sans suggestion étrangère et en prenant uniquement conseil des lumières que peuvent leur fournir l'instruction chez le juge et à l'audience, admettront au bénéfice de la loi nouvelle ceux qu'elles en jugeront dignes. On ne trouve donc pas ici d'intercesseurs, provoquant la disposition gracieuse, qui est abandonnée à la discrétion et à la sagacité du magistrat de droit commun; de même d'ailleurs que l'exonéré conditionnel ne peut compter que sur lui, sur ses propres efforts et ses propres réflexions, pour rendre rédemptrice la période légale pendant laquelle il est sursis à l'exécution de la peine.

Mais comme le texte définitivement adopté par le Parlement français après plus d'un voyage d'une des chambres à l'autre sort à peine de l'officine législative, il n'est peut-être pas tout à fait oiseux d'en rappeler ici en terminant les traits essentiels, pour apporter de la sorte notre propre contribution à l'enquête, ouverte surtout jusqu'ici par des étrangers. Point n'est besoin naturellement dans ce travail de nous appesantir sur la partie de la loi qui statue

sur l'aggravation des peines en cas de récidive. Ce n'est pas à dire cependant que cette partie constitue absolument un hors-d'œuvre à nos yeux, attendu que par les deux ordres de dispositions à la fois, le législateur s'est proposé de travailler à l'extermination de ce chancre de la récidive qui suit une marche progressive des plus inquiétantes (1). Déjà auparavant chez nous, on avait entrepris à diverses reprises de l'enrayer, comme le prouvent notamment trois lois bien connues, celle du 5 janvier 1875 sur la réforme des prisons de courtes peines, celle du 29 mars 1885 sur la relégation, celle du 14 août 1885 sur la réhabilitation et la libération conditionnelle. Seulement, tandis que ces lois visaient à agir sur l'exécution de la peine, la peine elle-même était mise en cause dans le projet Béranger, qui, en édictant sa *suppression* sous une supposition précise, entendait, par adoption d'un point de vue aussi hardi que neuf, au moins en Europe, concourir à la réduction de la récidive avec la même efficacité qu'en rendant la main du juge plus lourde en cas de persistance d'un délinquant dans la mauvaise voie. Les initiateurs du mouvement auquel nous assistons n'ont certainement pas envisagé la question par le petit côté des économies à réaliser, par le côté budgétaire, et on peut croire que, remontant aux fondements du droit de punir, ils ont vu la justice absolue et l'intérêt social d'accord pour conseiller au besoin une grande mansuétude en face d'une première faute. L'homme non averti encore par une mise en jugement, surtout s'il était placé dans des conditions d'éducation et de milieu délétères, peut avoir laissé sommeiller sa conscience, lâché trop facilement la bride à ses instincts, manqué du sens moral nécessaire pour reconnaître la mauvaise direction qu'il prenait et lui tourner résolument le dos. Nous apercevons même, dans la législation qui nous régit déjà, une sorte d'encouragement à la clémence qu'on va inaugurer et qui ne serait dès lors plus tout à fait de la clémence puisqu'elle serait appuyée sur des raisons de justice in-

(1) « En 1885, s'écriait à la séance de la Chambre des députés du 3 mars 1891 M. le Garde des sceaux, Armand Fallières, qui a pris à tout le débat législatif une part des plus chaleureuses et des plus méritoires, on comptait 89.634 récidivistes; en 1886, 91.055; 1887, 92.204; en 1888, leur nombre dépasse 94.000....

« Sur les 94.137 récidivistes poursuivis en 1888, 83.293 ont été condamnés. Voici comment ils se répartissent: Ont été condamnés dans l'année — entendez bien — et par le même tribunal 74.935, une fois — c'est-à-dire pour la seconde fois, — 6.585, deux fois; 1.296, trois fois; 331, quatre fois; 98, cinq fois; 30, six fois; 9, sept fois; 4, huit fois; 1, neuf fois; 4, dix fois et plus ! »

dividuelle. Lorsqu'en effet un individu, non traduit encore devant les tribunaux, est appelé un jour à y répondre de plusieurs méfaits simultanément, dont aucun n'a donc été jusque-là l'objet d'une répression, le code d'instruction criminelle n'autorise l'application que de la peine encourue par le méfait le plus grave, amnistiant ainsi à vrai dire toutes les autres infractions, en raison apparemment de l'impunité dont l'agent avait joui jusqu'à la reddition du compte qui lui a été demandée.

Quant à l'intérêt social, qui conspire avec la justice en faveur d'une miséricorde très légitimement en éveil chez le juge vis-à-vis de gens qui viennent pour la première fois s'asseoir sur le banc des prévenus, cet intérêt social apparaît très nettement dans ces paroles, que le rapporteur, M. Barthou, prononçait à la séance de la Chambre des députés du 3 mars 1891 :

« Alors même que les tribunaux correctionnels se trouvent en présence d'une première faute, ils usent rarement de la faculté que la loi leur confère de ne prononcer qu'une simple amende. La prison est la peine ordinaire qu'ils appliquent. Or la prison — il n'y a ni témérité ni excès à le dire — corrompt le condamné plus qu'elle ne le corrige et qu'elle ne l'amende. Elle affaiblit son énergie par le déshonneur, tue le remords par l'habitude, égare la conscience par les mauvais contacts et entrave la réhabilitation elle-même par l'incurable flétrissure du casier judiciaire qu'on exige partout, à la porte de l'usine, de l'atelier, du bureau d'administration, de la maison domestique. De telle sorte que de l'aveu de tous les criminalistes, le relèvement moral est devenu presque impossible à celui qui, une fois dans sa vie, a subi la peine de l'emprisonnement. » Que si ces réflexions sont fondées — et qui pourrait en contester la justesse ? — la société trouve donc au premier chef son compte à l'organisation des moyens les plus propres à étouffer chez les hommes le désir de renouveler contre elle des entreprises qui lui font courir les plus graves périls. Un de ces moyens, sur lequel nous aurons à revenir, serait fourni par les condamnations conditionnelles en cas de premier délit, comme l'aggravation des peines en cas de récidive en serait un autre.

Pour ce qui est de la seconde hypothèse, liée donc comme on le voit, par une solidarité assez étroite à la première, mais qui ne s'impose pas, par un caractère de nouveauté, à notre attention spéciale, bornons-nous, à cause de cela, à faire remarquer, qu'il y

a été donné satisfaction dans l'article 5 actuel de la loi nouvelle, qui s'exprime à son sujet de la façon suivante :

« ART. 5. — Les articles 57 et 58 du code pénal sont modifiés comme suit :

« ART. 57. — Quiconque, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura dans un délai de cinq années après l'expiration de cette peine ou sa prescription, commis un délit ou un crime qui devra être puni de la peine de l'emprisonnement, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

« Défense pourra être faite, en outre, au condamné de paraître pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le gouvernement avant sa libération.

« ART. 58. — Il en sera de même pour les condamnés à un emprisonnement de plus d'une année pour délit qui, dans le même délai, seraient reconnus coupables du même délit ou d'un crime devant être puni de l'emprisonnement.

« Ceux qui, ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, commettraient le même délit dans les mêmes conditions de temps, seront condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue.

« Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

« Il en sera de même des délits de vagabondage et de mendicité. »

Le Sénat qui avait connu le premier de la loi, proposée par son éminent membre, M. Béranger, avait en outre, au service de l'aggravation, introduit dans l'article 463 du code, réglant les effets de l'admission des circonstances atténuantes, une disposition, d'après laquelle, entre autres :

« S'il y a récidive de crime à délit dans les conditions prévues par l'article 57, la peine ne pourra être inférieure à quatre mois d'emprisonnement.

« En cas de récidive de délit à délit dans les termes de l'article 58, si la peine précédente est de trois mois, ou inférieure à trois mois, la nouvelle condamnation ne pourra être inférieure à celle précédemment prononcée. Si la première peine est supérieure, la nouvelle peine ne pourra être inférieure à trois mois.

« Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, le minimum de la peine s'augmentera d'un mois à chaque nouvelle récidive, sans toutefois pouvoir dépasser le maximum de la peine simple encourue. »

Mais ce savant échafaudage n'étant pas du goût de la Chambre, qui n'apercevait aucune raison sérieuse à la modification apportée à l'article 463, le Sénat, dans sa deuxième consultation, capitula en se renfermant lui-même, pour les conséquences de l'aggravation déterminée par la récidive, dans les articles 57 et 58 remaniés, que nous avons rapportés ci-dessus. Et c'est même parce que le Sénat s'était de la sorte montré de bonne composition, que la Chambre s'inclina en fin de compte à son tour devant le nouveau libellé de ces deux articles. Ce libellé lui faisait cependant encore grief, non pas précisément parce qu'il donnait naissance à une récidive spéciale, réalisée même par une condamnation antérieure à une peine ne dépassant pas un an d'emprisonnement, pourvu que la seconde infraction fût identique à la première, mais parce que le Sénat, tout en mettant dans le même sac — ce qui était encore compréhensible — l'escroquerie, le vol et l'abus de confiance, assimilait aussi au vagabondage la mendicité, qui paraît moins grave. Il est vrai que le Sénat ayant cédé sur les circonstances atténuantes qui continueraient désormais, si on les admettait, à sortir, en toute hypothèse, leurs puissants effets, la Chambre ne pouvait pas, pour l'obtention d'une satisfaction par là même plus théorique que pratique, vouloir reculer une solution d'un intérêt aussi général.

Elle avait d'ailleurs, en bataillant avec la Chambre haute, remporté un succès plus franc encore qui nous ramène à l'objet direct de notre étude.

Nous avons relaté précédemment l'argumentation de M. Fayer pour la remise conditionnelle possible de la peine pécuniaire aussi bien que de la peine corporelle. Mais nous avons exposé aussi que le Sénat français avait manifesté d'abord l'intention de se cantonner dans la remise conditionnelle de la seule peine d'emprisonnement, sans d'ailleurs au moins tenir, comme la loi belge

de 1888, à la durée restreinte de cette dernière peine, et en autorisant uniquement les tribunaux, dans un article 5, qui a disparu depuis ou plutôt changé de contenu, à faire disparaître les condamnations à l'amende du casier judiciaire.

Pas plus que M. Fayer, notre Chambre des députés n'a voulu souscrire à une situation privilégiée pour les condamnés à l'emprisonnement. L'honorable rapporteur, M. Barthou, qui est intervenu très efficacement dans les résolutions à prendre, illustre sa résistance à toute distinction par une démonstration vraiment topique.

« Trois personnes, disait-il le 3 mars 1891, sont poursuivies devant le tribunal correctionnel pour le même délit, et le cas est récent dans les annales judiciaires: l'une d'elles est condamnée à trois ans de prison, la seconde à trois mois et la troisième à 3.000 francs d'amende.

« Est-il admissible que le juge correctionnel puisse décider, en ce qui concerne les deux premières personnes, frappées de la peine la plus sévère, celle de l'emprisonnement, que la condamnation ne sera pas exécutée, tandis qu'elle le sera fatalement inévitablement, inexorablement par la troisième, condamnée à l'amende et avec laquelle le juge a entendu user d'un traitement plus bienveillant.

« Cela ne nous a pas paru possible.

« On a objecté devant le Sénat, et cette objection semble avoir été la raison déterminante de son vote, que l'amende une fois prononcée appartient au Trésor qui seul peut en faire remise.

« Mais n'est-il pas aussi exact de dire que la peine de l'emprisonnement, une fois prononcée, appartient au pouvoir exécutif qui seul peut faire grâce? La situation nous paraît la même; il n'y a aucune raison, ni de fait ni de droit, pour ne pas appliquer à l'amende une condition qu'on applique à la prison. »

Les représentations de M. Barthou ne pouvant pas ne pas être accueillies, tant par la Chambre que par le Sénat devant lequel son projet original, partiellement battu en brèche, allait revenir, l'article 1^{er} de ce dernier projet qui commençait, on s'en souvient sans doute, par ces mots: « En cas de condamnation à l'emprisonnement, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure, etc., etc. » est devenu avec l'addition des mots: *ou à*

l'amende, l'article 1^{er} de la loi définitive, que le *Journal officiel* a promulguée à la date du 26 mars 1891.

Maintenant que le mouvement est donné, il est difficile de dire où il s'arrêtera. Un progrès en appelle souvent beaucoup d'autres. Diverses questions plus ou moins connexes à celle qui vient d'être résolue s'agitent dans les cerveaux des penseurs et les conseils du Gouvernement. Une visite de journaliste, faite au réformateur le plus infatigable et le plus écouté en ces matières, M. Béranger, nous initie sommairement, sur le casier judiciaire par exemple et la réhabilitation, aux conceptions qui ont chance d'aboutir dans un avenir peu éloigné. Au gré de l'honorable sénateur, dont les propositions sont actuellement soumises à une commission « la suppression du casier judiciaire aurait lieu après cinq ans pour les délits, et dix ans pour les crimes. Si après une nouvelle période de cinq ans pour les délits et de dix ans pour les crimes, un condamné n'avait pas encouru la moindre condamnation, il serait de plein droit réhabilité et réintégré par conséquent dans tous ses droits. Donc un condamné pour un délit et un condamné pour un crime qui se seraient bien conduits pendant dix et vingt ans pourraient reprendre leur place dans la société sans qu'aucune trace *officielle* restât de leur condamnation. En outre la loi aurait un effet rétroactif ».

Voilà comment le souci des condamnables conditionnellement a, par une pente, sur laquelle il fait bon de se laisser glisser, conduit à s'intéresser aussi à ceux qui ont le malheur d'encourir ou d'avoir encouru des condamnations définitives. Ce sont là des préoccupations auxquelles toute notre sympathie est acquise et qui doivent néanmoins ne pas nous faire perdre déjà de vue l'œuvre récemment accomplie. Car si elle est accomplie, elle ne l'est provisoirement que sur le papier et ses partisans comme ses détracteurs peuvent encore se demander quel est le sort qui lui est réservé dans notre pays. Rien n'est imprudent toutefois, comme de vouloir, en dehors de tout élément positif et sur de simples conjectures, tirer un horoscope, auquel des événements rapprochés peuvent venir infliger un démenti railleur. Là-même où existent déjà des bribes d'appréciation, le diagnostic sur la marche future des choses, dans un domaine purement moral comme le nôtre, reste toujours fort difficile et nous comprenions aussi fort bien M. Le Jeune, le ministre de la justice de Belgique, celui-là même qui

pour son honneur, contresignait la loi de 1888, nous écrivant il y quelques jours à peine, avec un sens profond : « La mise en train d'une innovation de ce genre, j'en fais l'expérience en ce moment, est fort lente et il ne faut pas attacher une trop grande importance aux chiffres des premières années qui sont ceux des tâtonnements et des défiances du début ».

Mais nous ne pouvons tout de même pas nous défendre d'une très grande confiance dans le succès de la loi adoptée le 21 et promulguée le 26 mars 1891. Car nous voulons croire que nos magistrats sauront estimer à sa valeur le mandat si précieux, implicitement confié à leur humanité comme à leur patriotisme. Nous voulons croire que juges d'instruction et juges de siège rivaliseront de discernement dans l'examen des espèces qui leur seront soumises et y apporteront cette gravité et cette conscience que met peut-être trop facilement en doute le public parisien assistant par exemple à des audiences correctionnelles, où des prévenus sont par douzaines fauchés, comme des blés mûrs, en un clin d'œil. Jamais ils n'auront trop devant Dieu et devant les hommes le sentiment de la responsabilité qui leur incombe et qu'ils ont recherchée ; jamais loi ne leur aura fait une obligation plus stricte d'approfondir le fort et le faible d'une affaire et d'un justiciable pour y puiser une décision, exigeant au besoin même beaucoup d'indulgence, et qui ne risque tout de même pas trop d'être infirmée par des agissements ultérieurs.

En même temps d'ailleurs que les juridictions établies, échappant à la routine et à l'endurcissement professionnels, s'acquitteront avec un dévouement certain de leurs nouveaux devoirs, qui ajoutent à l'importance et à la noblesse de leur tâche, nous ne craignons pas d'escompter par avance les bons sentiments des justiciables, sauvés, autant que la loi française le permet, de la déchéance, malgré leur faute et en considération de la confiance qu'ils inspirent encore quand même.

Comment n'auraient-ils pas à cœur de répondre à la marque d'estime qui leur a été donnée aux heures les plus sombres de la vie, alors que le vide s'étant généralement fait autour de l'accusé, celui-ci n'a plus rien à attendre que de son juge lui-même ? Comment la générosité, qui fait le fond du caractère gaulois et qu'a dû enflammer chez des natures plus égarées encore que perverses la miséricorde inattendue d'une société outragée, ne se traduirait-elle pas par des conversions, par le retour au bien ? Comment des membres pris même parmi les moins dignes et les

moins glorieux d'une démocratie républicaine, ne se piqueraient-ils pas, par leur propre exemple, par leur propre régénération, de faire réussir une création, fille légitime de nos institutions, dont elle reflète si complètement l'esprit ? Car notre régime politique repose sur le respect de l'individualité humaine, sur sa grandeur native, sur l'influence qui lui est due et il est ainsi nécessairement voué à la recherche de tout ce qui peut conserver ou rendre à cette individualité sa pureté et sa valeur.

Gloire donc aux hommes qui, écoutant la voix de la pitié et de la fraternité humaine, tout en servant la cause de la société, ont, en attendant peut-être mieux ou plus encore, arraché à l'indifférence des uns, à l'égoïsme ou aux terreurs des autres cette atténuation sensible des peines en cas de premier délit. Gloire aussi à ceux qui sous la toge et le rabat du juge sauront s'associer aux vues du législateur et travailler à leur réalisation avec toute l'ardeur pénétrante dont ils sont susceptibles ! Gloire enfin même, puisque la terre doit avoir pour les repentants autant d'admiration qu'en a le ciel, à ceux qui, comprenant le prix de la liberté, trouvent encore en eux assez de force, pour esquiver, même après des défaillances passagères, bénévolement appréciées, les servitudes du vice et du châtement ! Tous ils ont bien mérité ou mériteront bien de la République, et cette récompense suprême, déjà acquise aux uns, est certainement de nature à justifier les efforts des autres comme elle justifie aussi les espérances propres que nous formulons tout à l'heure.

Oui, en tous cas, et jusqu'à nouvel ordre pour les autres catégories de citoyens, les parrains au moins de la nouvelle législation, encore que celle-ci ne dût pas avoir dit qui sait le dernier mot, appartenant peut-être au système américain ou dans un état plus avancé encore des mœurs, au pardon, à l'oubli, les parrains, disons-nous, de la nouvelle législation ont bien mérité de la République ! Non pas qu'ils soient peut-être des républicains politiquement militants ! Ils ne s'affublent pas, que nous sachions, de qualificatifs sonores, ils ne se proclament ni radicaux ni socialistes, ils n'ont même pas l'ambition de se dire républicains de gouvernement, et ils n'ont jamais fait profession de foi de républicanisme autoritaire ! Ni en matière pédagogique, par la revendication d'un monopole exclusif pour l'État, ni en matière religieuse par l'inféodation des églises au pouvoir civil, ni en matière économique, par l'exaltation de tarifs protecteurs et le dédain des traités de com-

mercc, ils ne cherchent, au moyen de campagnes bruyantes et de mauvais aloi, à rendre le gouvernement de leur choix suspect de tendances tyranniques. Mais si on les étudie de près, on voit que pénétrés jusqu'aux moelles des doctrines, des vertus, des tendances républicaines, épris de liberté, d'égalité, de fraternité, ils mènent une vie simple, laborieuse, austère. partagée entre les devoirs de la famille et le souci de l'intérêt général ; et si la République, s'affermir si elle s'impose à la reconnaissance des nationaux, au respect et à l'admiration des autres peuples, c'est à ces républicains véritables, mais presque taciturnes et à peine déclarés, qu'elle en est redevable.

Émile WORMS,
professeur à la Faculté de droit de Rennes,
correspondant de l'Institut.

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

en Hongrie.

Les documents officiels publiés par le Ministère de la justice du royaume de Hongrie établissent que l'institution de la libération conditionnelle fait, d'une année à l'autre, des progrès toujours croissants dans ce pays. Nous en donnons une petite statistique dans le tableau suivant :

ANNÉES	NOMBRE des CONDAMNÉS libérés conditionnel- lement.	NOMBRE DES LIBÉRÉS contre lesquels la révocation de la libération conditionnelle a dû être prononcée	PROPORTION entre les révocations et les libérés conditionnel- lement.	CAUSES DE REVOCATION DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE	
				Faits délictueux nouveaux.	Défaut d'indica- tion du lien de domicile, déplacement sans autorisation, vie irrégulière, mauvaise conduite, etc. etc.
1881....	805	14	1,70 0/0	3	11
1882....	448	8	1,70 —	3	5
1883....	596	11	1,80 —	9	5
1884....	824	13	1,50 —	10	3
1885....	1.092	16	1,50 —	5	11
1886....	1.160	25	2,20 —	15	10
1887....	1.224	18	1,47 —	7	11
1888....	1.325	23	1,74 —	13	10
1889....	1.545	21	1,34 —	12	9
1890....	1.653	46	2,78 —	27	19

Cette statistique (1) nous fournit plusieurs renseignements intéressants.

Au cours des dix années pendant lesquelles la libération conditionnelle a fonctionné (le code pénal hongrois, qui a introduit cette innovation salubre, est en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1880) (2), le nombre des libérés s'est élevé de 805 à 1.653 : il a donc doublé. Nous voyons, d'autre part, que cet accroissement s'est accompli lentement; c'étaient seulement les heureux résultats obtenus qui encourageaient l'administration à user de cette institution dans une mesure toujours plus large. Si les progrès s'accroissent dans la même proportion, on arrivera à considérer la libération conditionnelle comme une mesure régulière et normale, refusée seulement aux condamnés indisciplinés et réfractaires.

Non moins intéressante est la constatation du nombre des révocations, qui semble bien faible si on le compare au nombre des libérés. Dans l'année 1890, on compte, sur 1.653 libérés, 46 individus frappés de cette mesure, ou 2,78 p. 100 des libérés, preuve certaine de l'influence salubre exercée sur les libérés par leur situation privilégiée et de leur ferme volonté de s'en montrer dignes. Il ne faut pas méconnaître que, pour la plupart des libérés, commence avec la libération une nouvelle lutte pour l'existence et que les restrictions qui leur sont imposées en vue de permettre le contrôle de leur vie contrarient singulièrement leurs efforts pour se créer une nouvelle existence.

On doit conclure de ce qui précède que la force de résistance morale des condamnés ayant subi une partie de leur peine est plus grande que l'on n'est généralement disposé à le croire. Les occasions de commettre de nouveaux méfaits se présentent à chaque instant, et on s'étonne, à première vue, que le nombre des révocations de la libération conditionnelle soit si minime. C'est assurément la crainte d'être exposés à nouveau, en cas de nouvelle infraction, aux rigueurs de la peine, qui empêche beaucoup de

(1) Ces heureux résultats sont confirmés par une lettre que nous recevons du comte Skarbeck, président de la Société de patronage des libérés de Galicie. Il constate que, grâce aux efforts de cette Société, les récidives deviennent de plus en plus rares et que depuis plusieurs années les quatre prisons de Galicie contiennent environ 300 détenus de moins. (Conf. *Bulletin*, 1889, p. 742).

Il constate en particulier que la libération conditionnelle, même largement pratiquée, ne donne lieu qu'à de rares révocations, étant bien entendu que cette faveur n'est accordée qu'aux condamnés ayant tenu en prison une conduite irréprochable et ayant subi les trois quarts de leur peine. (*Note de la Rédaction*).

(2) V. *supr.*, p. 269.

condamnés libérés de retomber dans la voie du crime. Mais cette crainte ne suffit pas pour expliquer ce petit nombre ; car c'est un fait constaté par l'expérience et avec lequel les criminalistes ont toujours eu à compter, que — à part les crimes passionnels, qui ne donnent pas lieu à préméditation de la part de leur auteur — le criminel ne se laisse pas effrayer par les menaces d'un code pénal quelconque.

L'explication se trouve plutôt dans un élément purement moral, dont on peut d'autant moins nier l'existence que l'institution de la libération conditionnelle est fondée tout entière sur des considérations morales, et que les motifs qui l'ont inspirée s'appuient sur la mise en œuvre des meilleurs sentiments de l'homme. Le condamné qui, ayant subi seulement une partie de sa peine, se voit libéré par un bienfait de la loi, et qui doit ce résultat à ses propres efforts et à une conduite digne d'attirer sur lui les faveurs de l'administration, ne peut ni ne veut se montrer ingrat en face de cette preuve de confiance exceptionnelle que l'on vient de lui accorder. Il veut répondre à cette confiance par une marque de gratitude corrélatrice.

On ne peut contester, d'autre part, que la libération conditionnelle, pratiquée avec excès, aurait cette conséquence fatale, que, dans la plupart des cas, la peine prononcée se présenterait avec un caractère fictif, et que le criminel escompterait à l'avance la réduction de cette peine. Il faut donc se prémunir contre toute exagération. Les expériences faites en cette matière n'ont pas, d'ailleurs, été suffisantes, et n'ont pas encore donné de résultats permettant d'en tirer des conclusions certaines. Il faut laisser l'institution se développer, pénétrer dans l'ensemble du système pénitentiaire, entrer en accord avec les nouveaux principes du droit pénal moderne. Elle ne pourrait présenter des dangers dans l'application, que si on ne tenait pas un compte suffisant des nécessités de la répression. Mais ces nécessités ne sont point compromises par ce fait, qu'une application libérale et large du bénéfice de la libération conditionnelle pourrait avoir pour conséquence une diminution considérable des longues peines ; en effet, la libération doit être, dans chaque cas, une preuve de l'efficacité de la peine déjà subie.

Il nous reste à examiner s'il vaut mieux que le condamné à une peine de longue durée sache, dès le principe, que cette peine est définitive, et que tous ses efforts ne sauraient aboutir à aucune diminution, — ou que, au contraire, dès le moment où il commence

à subir sa peine, il ait le sentiment qu'il est, dans une certaine mesure, maître de son sort, et qu'il jouit lui-même de la possibilité d'abrégier sa peine. De ces deux manières de voir, la dernière mérite bien plutôt, suivant nous, la faveur du législateur. La libération conditionnelle ne signifie pas la substitution d'une peine à une autre, elle est, au contraire, fondée sur le maintien de la peine totale, mais elle autorise, sous des conditions réglées par la loi, une suspension dans l'exécution de cette peine, suspension d'abord provisoire, mais pouvant devenir définitive et avoir tous les effets d'une peine intégralement subie, sans que le jugement lui-même reçoive de cette manière de procéder la moindre atteinte. En appliquant la libération conditionnelle dans une mesure toujours plus large, il faut aussi tenter de faire apprécier par le public la portée de cette institution, pour prévenir les idées fausses propagées souvent par les partisans des peines longues, qui estiment que la voie nouvelle dans laquelle s'est engagé le législateur, pourrait porter atteinte à l'efficacité de la répression.

La statistique rapportée ci-dessus fournit un autre renseignement intéressant, en ce qui touche les causes de révocation de la libération accordée. Il en résulte que la moitié environ des condamnés libérés contre lesquels on a dû prononcer cette révocation, s'étaient rendus coupables de nouveaux méfaits, et que l'autre moitié s'étaient montrés indignes de la faveur accordée en tenant une mauvaise conduite, ou en contrevenant aux conditions formelles à eux imposées. Le nombre des récidivistes a été assez considérable : en 1884, par exemple, sur 13 révocations, 10 ont eu pour cause un nouveau méfait ; en 1890, sur 46 individus atteints par cette mesure il n'y avait pas moins de 27 récidivistes. Ces chiffres prouvent, d'une part, qu'il est nécessaire de n'accorder la libération qu'avec une extrême prudence, et d'autre part, que, même en agissant avec la plus grande circonspection, il est impossible d'échapper au danger de signaler un condamné comme digne d'une mesure d'indulgence, alors qu'il ne la mérite pas en réalité. On ne peut pas prévoir non plus les causes multiples qui pourront amener une récidive ; il faudrait connaître les conditions dans lesquelles le nouveau crime a été commis, pour établir comment l'administration a pu se tromper sur le compte de celui à qui l'on avait accordé à tort la libération conditionnelle.

Il n'y a pas lieu d'entrer ici dans les détails. D'autre part, il suffit de constater que, sur 1.653 individus libérés en 1890, il n'y en a eu que 27 qui, en commettant un nouveau méfait, se sont

montrés absolument indignes de la confiance qui leur avait été accordée.

Bornons-nous à constater que ce nombre est relativement minime ; environ 1 1/2 p. 100 de la *totalité* des libérés en 1890. On peut espérer que ce nombre diminuera encore avec le temps, et se montrer satisfait du résultat actuel, qui prouve que les louables efforts des administrations pénitentiaires ne sont pas restés sans résultat.

Ce n'est pas exclusivement par la longue durée de la peine que l'on doit frapper la récidive ; c'est par l'application de la peine dans toute sa rigueur, adoucie seulement par les nécessités d'un système pénitentiaire rationnel. C'est l'intensité de la peine qui exerce sur le criminel cet effet salutaire, de le détourner de commettre de nouveaux crimes. On peut dire que, dans tous les cas où la libération conditionnelle a eu lieu et n'a pas été révoquée, l'exécution de la peine a frappé sérieusement l'esprit du criminel ; c'est là le témoignage le plus précieux que l'on puisse rendre à l'efficacité de cette institution, généralement adoptée aujourd'hui et capable d'un développement encore plus utile dans l'avenir.

Dr S. MAYER,
Conseiller du Gouvernement d'Autriche,
ancien professeur de droit
à l'Université et à l'Académie orientale de Vienne.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

ANNÉE 1886

La statistique pénitentiaire pour l'année 1886 nous est fournie par une suite de 85 tableaux dressés par les soins de l'administration, et répartis très inégalement entre six chapitres qui portent les rubriques suivantes : *Service des transfèrements*, — *Maisons centrales et pénitenciers agricoles*, — *Établissements d'éducation correctionnelle*, — *Prisons de courtes peines*, — *Dépôt des condamnés aux travaux forcés à Saint-Martin-de-Ré*, — *État du personnel*.

Un travail de ce genre présentant surtout de l'intérêt par l'opposition entre les chiffres qu'il enregistre et ceux contenus dans les recueils similaires des années précédentes, chaque tableau rappelle les résultats obtenus en 1885 ; la comparaison avec ceux de l'année courante est ainsi rendue facile, et, pour faire ressortir davantage les points les plus intéressants de cette étude, M. Herbette les a notés dans un long rapport adressé à M. le Ministre de l'intérieur.

Nous nous proposons de relever à notre tour les indications qui nous paraissent plus particulièrement intéressantes.

Au 31 décembre 1886, la population de tous les établissements pénitentiaires de France et d'Algérie s'élevait à un total de 50.897 individus, tant condamnés qu'accusés ou prévenus. Fin 1885, ces mêmes prisons renfermaient 51.799 personnes. Si l'on compare ces deux chiffres avec ceux relevés dans les statistiques de 1873 et de 1874, qui étaient respectivement de 52.088 et 53.871 (1), on constate une amélioration notable. La population moyenne de ces établissements, qui était de 53.125 en 1874, n'était plus que de 50.844 en 1886, supérieure de 378 à celle de l'année précédente.

L'ensemble des journées de détention s'élevait à 18.558.849.

Transfèrements.

Dans ce chapitre, nous bornons à relever le nombre d'étrangers expulsés en 1886, — 4.565, — contre 5.483 en 1885.

(1) *Bulletin*, 1877, p. 219.

Maisons centrales de force et de correction et pénitenciers agricoles.

En 1886, le nombre des établissements de longues peines était de 21 en France et de 3 en Algérie.

Les 14 maisons centrales et les 2 pénitenciers agricoles affectés aux hommes, et situés en France, renfermaient, à la fin de 1886, 12.111 individus, dont 1.247 étrangers. Sur ces 12.111 détenus, 9 étaient des condamnés aux travaux forcés, — 123 à la détention, — 3.635 à la réclusion, et 8.344 à un emprisonnement supérieur à un an et un jour.

Pendant l'année, l'effectif moyen de ces établissements avait été de 12.540. — 71,36 p. 100 de cet effectif étaient pourvus d'antécédents judiciaires, proportion supérieure à celle constatée l'année précédente (69,64 p. 100.)

Une longue série de tableaux donne des renseignements très complets sur les origines de ces condamnés au point de vue de la juridiction qui les aurait frappés (cours d'assises, tribunaux correctionnels, tribunaux militaires) — la durée des peines, — les faits qui ont motivé les condamnations, — la répartition par départements, — les condamnés étrangers, — l'âge, la durée de la captivité, l'état civil, la religion et la profession des condamnés.

Le tableau des antécédents judiciaires nous apprend que, sur les 12.111 condamnés, 360 étaient frappés de relégation, et 8.288 avaient déjà subi des condamnations.

Le produit du travail, dans les maisons centrales, s'est élevé à 3.314.402 fr. 64 pour 2.895.519 journées, et à 166.331 fr. 07 pour 281.971 journées de travail dans les pénitenciers agricoles. Le rapport des journées de travail aux journées de détention était respectivement 69,4 et 73,7 p. 100, au lieu de 71 et 75 p. 100 en 1885. Par journée de travail le produit moyen représente 1 fr. 1447 pour les maisons centrales et 0 fr. 5899 pour les pénitenciers. La part attribuée aux condamnés sur le produit du travail varie du 1/10 aux 6/10. Elle s'est élevée en 1886 à 1.052.822 fr. 55 mis à la disposition des détenus, qui l'ont surtout employée à améliorer leur nourriture ; de plus, 726.631 fr. 26 avaient été placés à la réserve. La lecture, l'écriture et le calcul ont été enseignés à 5.636 condamnés ; 188 détenus suivaient des cours spéciaux de dessin et 688 des cours de musique !

1.330 prisonniers ont bénéficié de mesures de clémence, 778 sur la proposition de l'administration, et 552 sur la demande des condamnés ou de leurs familles. Les libérés conditionnels figurent

seulement pour 105 dans le total de 1.330, tandis que 370 avaient été graciés. On connaît les raisons qui ont empêché tout d'abord l'administration d'user plus largement de la loi du 14 août 1885 en restreignant l'application de la grâce. Depuis qu'une entente est intervenue entre le Ministère de l'intérieur, chargé d'accorder les permis de libération conditionnelle, et le Ministère de la justice, dispensateur des grâces (1), l'application de la loi sur la libération conditionnelle prend chaque année une extension plus considérable. Le dernier rapport adressé au Président de la République par le Ministre de l'intérieur sur la mise en pratique de la libération conditionnelle (2) ne laisse aucun doute à cet égard. On y voit que, depuis la promulgation de la loi jusqu'au 23 février 1888, époque à laquelle fut constitué au ministère de l'intérieur le comité consultatif de la libération conditionnelle, 552 condamnés de longues peines et 309 de courtes peines, en tout 861, avaient bénéficié des dispositions de la loi du 14 août 1885, tandis que, de février 1888 à janvier 1890, 2.915 condamnés, sur lesquels 1.706 frappés de longues peines, ont été libérés conditionnellement. Le nombre restreint de révocations du permis de libération (27 en 5 ans) ne peut qu'engager l'administration à persévérer dans la voie qu'elle s'est tracée de généraliser cette mesure en l'appliquant dans la majeure partie des cas où, précédemment, on était habitué à faire intervenir la grâce, dont l'usage doit être aussi exceptionnel que les raisons qui peuvent la motiver.

Par application de l'article 2 § 5 de la loi du 14 août 1885, 6 condamnés à la relégation ont obtenu remise de cette peine.

Le tableau relatif à l'état disciplinaire nous révèle que 19 individus ont été déférés aux tribunaux pour crimes et délits commis pendant leur détention. Il est à remarquer que, sur ce nombre, 6 poursuivis pour assassinat ou tentative d'assassinat de gardiens n'ont été frappés que de la peine des travaux forcés. 54.374 ont été déférés aux prétoires de justice disciplinaire.

Les renseignements les plus complets sont donnés sur l'état sanitaire; puis le rapport s'occupe de la libération. En dehors des 370 individus graciés et des 105 libérés conditionnellement, l'année 1886 a vu sortir de prison 4.675 condamnés, par suite de l'expiration de leur peine. Sur le nombre total de 5.150 libérés, 45,74 p. 100, ou 2.356, avaient des antécédents judiciaires, et 52,31 p. 100.

(1) *Bulletin*, 1888, p. 871. Conf. 1885, p. 242.

(2) *Bulletin*, 1891, p. 100.

c'est-à-dire plus de la moitié, soit 2.694, quittaient la prison sans avoir de travail assuré. La statistique de 1885 accusait une proportion équivalente 51,81 p. 100. Or, si nous rapprochons ce chiffre 2.694 représentant le nombre de libérés ayant à chercher leur gagne-pain de celui de 2.356 formant le total des libérés ayant des antécédents judiciaires, il est impossible de ne pas envisager avec tristesse l'avenir de ces malheureux sans moyens d'existence certains. A la vérité un certain nombre possède un pécule : ainsi la statistique nous apprend que 874 libérés ont reçu plus de 100 francs, 1.005 de 60 à 100 francs, 1.090 de 20 à 60 francs, 54 des secours de l'État, mais aussi 2.127 sont partis sans un sou ! Un renseignement intéressant consisterait à fixer exactement le nombre des récidivistes sortis de prison sans pécule et sans travail assuré. Malheureusement les éléments nous manquent pour le fournir ; livré à des conjectures, nous ne pouvons que rapprocher ces trois chiffres : 2.127, 2.356 et 2.694, à peu près équivalents et laisser au lecteur le soin de décider s'il est téméraire de croire qu'ils comprennent les mêmes individus ! Nous savons bien qu'il existe des sociétés de patronage, toujours prêtes à faciliter le reclassement du libéré dans la société, mais, en dehors des 11, — je dis onze, — qui, sur 5.150, ont été remis à des sociétés de ce genre, combien parmi les 2.694 qui ont quitté les maisons centrales sans travail assuré, auront eu recours à ces œuvres charitables ?

Sur les maisons centrales affectées aux femmes la statistique fournit des renseignements correspondants à ceux dont nous venons de parler pour les établissements réservés aux hommes.

Au 31 décembre 1886 les cinq maisons comprenaient une population de 1.763 détenues, dont 95 étrangères. 618 subissaient la peine des travaux forcés, 193 la réclusion, 952 l'emprisonnement. L'effectif moyen pendant l'année avait été de 1.813. Les faits qui ont motivé les condamnations donnent lieu à une remarque résultant de l'augmentation des condamnations encourues pour le crime de complicité d'infanticide. De 32 en 1885 il s'est élevé à 114 ; par contre les femmes condamnées pour crime d'infanticide ne sont plus que 231, au lieu de 387. 99 femmes étaient relégables à l'expiration de leur peine ; 89 étaient légalement récidivistes, comme ayant encouru antérieurement des peines supérieures à un an et un jour d'emprisonnement ; enfin 722 avaient des antécédents judiciaires. Les femmes récidivistes représentaient 46,57 p. 100 des détenues : en 1885 le rapport était 52,23 p. 100. Il y avait par conséquent une légère amélioration.

Les résultats de l'enseignement sont bons, puisque de 19,48 p. 100 d'illettrés au commencement de 1886, il n'en restait plus que 3,60 à la fin de l'année.

274 femmes ont profité de mesures de clémence, 134 sur la proposition de l'administration, 140 sur la demande des condamnées ou de leurs familles : tandis que 64 détenues profitaient d'une remise totale du restant de leur peine, 42 bénéficiaient de la libération conditionnelle.

L'état disciplinaire aurait laissé quelque peu à désirer.

Les journées de travail représentaient 76 p. 100 des journées de détention. Le produit moyen de la journée de travail ressortait à 1. fr. 0111, en légère augmentation sur 1885. Par journée de détention le produit moyen de 0 fr. 7686 est à peu près égal à celui de l'année précédente.

Le pécule disponible s'est élevé à 127.535 fr. 11, et la réserve à 94.772 fr. 28. Sur 722 femmes libérées, 277 avaient des antécédents judiciaires, 330, ou 45,71 p. 100, n'avaient pas de travail assuré. En 1885 la proportion était beaucoup plus forte, 62,04. Une femme a été remise à une société de patronage, enfin 183 sont sorties de prison sans toucher de pécule.

Les trois établissements d'Algérie affectés à l'exécution des longues peines, ont donné lieu à un travail de statistique aussi complet que celui établi pour les réclusionnaires de France. Nous nous bornerons à noter l'effectif au 31 décembre 1886, qui comprenait 1.612 hommes, dont 209 étrangers, et 67 femmes, dont 17 étrangères.

879 hommes et 8 femmes avaient des antécédents judiciaires. Pendant l'année on n'avait pas fait l'application de la libération conditionnelle. Le rapport signale 7 évasions à Lambèse et 7 à Berrouaghia et 3 tentatives d'évasion dans chacun de ces pénitenciers (1).

La fréquence des fièvres intermittentes a occasionné un accroissement de journées d'infirmerie et par contre une diminution des journées de travail.

708 hommes et 20 femmes ont été libérés dans le courant de 1886 : sur ce nombre, 375 hommes et 14 femmes n'avaient pas de travail assuré.

36 détenus ont été graciés. Les 20 femmes libérées et 146 hommes seulement sont partis sans avoir touché de pécule.

(1) *Bulletin*, 1888, p. 667, et 1889, p. 684.

Établissements d'éducation correctionnelle.

Dans le courant de l'année 1886, deux établissements privés (Tour-Sainte-Foy et Cîteaux) ont été évacués : à la fin de l'année il ne restait plus que 44 maisons d'éducation correctionnelle.

Au 31 décembre la population de ces établissements était descendue à 6.099 enfants, au lieu de 6.580 au commencement de l'année. Le mouvement de décroissance se manifeste et se poursuit depuis 1884.

Parmi les garçons, 97,53 p. 100, parmi les filles, 86,31 p. 100 étaient détenus en vertu de jugements les renvoyant, après acquittement, sous la tutelle administrative, par application de l'article 66 du Code pénal. Le surplus avait été condamné à l'emprisonnement, conformément aux articles 67 et 69 du Code pénal, ou détenu par correction paternelle. Tandis que pour les garçons le pourcentage de cette dernière catégorie n'est que de 0,54, il atteint 12,31 pour les filles. Par rapport à la statistique de 1885, on constate une diminution de plus de moitié sur le premier de ces chiffres (0,54) : la proportion reste au contraire stationnaire sur le second.

664 garçons et 116 filles étaient en état de récidive. En 1885 il n'y avait que 606 garçons et 92 filles récidivistes, ce qui fait qu'en tenant compte de la diminution de la population on voit que le nombre des récidivistes s'est accru dans une sensible proportion.

L'instruction a donné de bons résultats. A leur entrée dans les établissements d'éducation correctionnelle 32,35 p. 100 parmi les garçons, 41,08 p. 100 parmi les filles, étaient illettrés; or au 31 décembre 1886 ces nombres étaient réduits à 5,95 et 8,35 p. 100.

Au cours de l'année 963 garçons ont été libérés par expiration de leur peine et 370 ont été mis en liberté provisoire ou graciés. Parmi les filles le rapport constate 208 libérations définitives et 20 provisoires. Sur le total il y avait 185 récidivistes et 109 enfants étaient reconnus hors d'état de vivre du produit de leur travail.

La colonie agricole privée de M'zéra (1), distante de 28 kilomètres d'Alger, est le seul établissement d'éducation correctionnelle de l'Algérie affecté aux jeunes garçons; elle comprenait 105 détenus à la fin de 1886. Ce chiffre représente également la population moyenne pendant l'année. 66 étaient détenus en vertu de l'article 66 du Code pénal, 39 à la suite d'une condamnation à l'emprison-

(1) *Bulletin*, 1888, p. 671 et 1033.

nement. 15 de ces derniers étaient en état de récidive. Dans le cours de l'année 35 enfants avaient été libérés définitivement et 2 provisoirement; tous étaient à même de gagner leur vie.

Maisons d'arrêt de justice et de correction.

Au 31 décembre 1885 ces différents établissements comprenaient une population de 25.522 individus; ils ont reçu 313.460 personnes dans le courant de 1886; en fin d'année ils en conservaient 25.915.

L'effectif moyen de 20.627 hommes et de 4.118 femmes est un peu supérieur à celui de 1885. Sur cette population totale de 338.982 personnes, 30.707 seulement ont pu être soumises au régime de l'emprisonnement individuel dans les treize prisons classées alors comme prisons cellulaires. Fin décembre 1886, 2.603 cellules sur 2.715 existantes étaient occupées. L'administration les utilise donc autant que possible; le rapport constate d'ailleurs que, partout où le système de l'emprisonnement individuel fonctionnait, il donnait les meilleurs résultats au point de vue moralisateur et pénitentiaire.

Le tableau présentant le mouvement général d'entrée et de sortie nous apprend qu'il a été accordé 634 grâces; pas de libération conditionnelle — enfin 74.599 accusés, prévenus ou inculpés, sont sortis par suite d'acquiescement, d'ordonnance de non-lieu ou d'ordre administratif.

Les 25.915 détenus à la fin de 1886 comprenaient 6.437 prévenus accusés ou inculpés.

Parmi les condamnés, en dehors de 234 frappés de peines de simple police, 3.367 subissaient une peine inférieure à un mois, 6.367 une peine de 3 mois à un an; 65 condamnés à plus d'un an avaient été autorisés spécialement à rester dans les prisons départementales, sans doute par application de la loi du 5 juin 1875, art. 3, aux termes duquel les condamnés à un emprisonnement de plus d'un an et un jour peuvent, sur leur demande, être soumis au régime de l'emprisonnement individuel. Enfin 1.718 étaient détenus par mesure administrative.

Le produit du travail a atteint 2.145.838 fr. 45, ce qui représente une moyenne de 0 fr. 51 par journée de travail, et seulement 0 fr. 22 par journée de détention.

En 1886 il y a eu 9 exécutions capitales.

Les prisons d'Algérie ont renfermé 51.402 personnes dans le cours de l'année ; elles en contenaient 2.972 à la fin de 1886.

La moyenne générale du travail par journée de détention n'atteint que 0 fr. 12, et cependant la moyenne par journée de travail (0 fr. 49) n'est inférieure que de 0 fr. 02 à celle constatée en France ; nous devons en conclure logiquement que le nombre des détenus inoccupés est considérable.

Chambres et dépôts de sûreté.

Au 31 décembre 1885, 3.079 chambres et 50 dépôts de sûreté ne renfermaient que 20 individus. Dans le courant de l'année 69.442 personnes y ont été enfermées momentanément. L'effectif était de 27, fin décembre 1886. En Algérie, 95 chambres de sûreté ont reçu dans l'année 9.370 personnes. Elles en contenaient 37, au 31 décembre 1886. Le nombre des journées de détention s'est élevé à 95.030 pour la France et l'Algérie.

Dépôt des condamnés aux travaux forcés.

Le dépôt de Saint-Martin-de-Ré reçoit les condamnés aux travaux forcés qui attendent leur transport pour la Guyane ou la Nouvelle-Calédonie.

L'effectif de 336 au 31 décembre 1885 s'est accru de 864 en 1886. Sur ce nombre on comptait 114 étrangers. Trois convois dirigés sur la Nouvelle-Calédonie ont emmené 947 condamnés.

Il a été accordé 19 commutations de peine en celle de la réclusion et 9 en celle de l'emprisonnement et 3 condamnés ont vu réduire leur peine d'au moins cinq années.

Le travail a produit 31.916 fr. 20 pour une moyenne de 189 travailleurs pendant l'année. Le prix moyen de la journée de travail ressort à 0 fr. 5454.

Suivant la catégorie pénale à laquelle ils appartenaient les condamnés recevaient à titre de pécule du 1/10 aux 3/10 du produit de leur travail. De ce chef 16.011 fr. 40 leur ont été distribués.

La fin du volume renferme la copie des décrets, arrêtés, circulaires et instructions publiés par l'administration pénitentiaire pendant l'année 1886. A noter de nombreuses circulaires et instructions pour la mise en pratique des deux lois de mai et août 1885 sur la relégation des récidivistes et sur la libération conditionnelle.

Raoul GRIPON.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE

en 1888 ⁽¹⁾.

Le *Journal officiel* a publié le 31 janvier le rapport du Garde des sceaux sur l'administration de la justice criminelle en 1888. Nous allons en faire connaître sommairement les parties qui peuvent intéresser nos lecteurs.

Cours d'assises.

AFFAIRES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

Le rapport constate d'abord qu'il a été déféré au jury 3.126 accusations, dont 1.453 concernant des attentats contre les personnes et 1.673 des crimes contre les propriétés. Ce chiffre d'affaires jugées contradictoirement par les Cours d'assises est le plus faible que la statistique criminelle ait relevé jusqu'ici. La diminution est pour ainsi dire générale et si, en certaines matières, le chiffre de 1888 est plus élevé que celui de 1887, il reste inférieur à ceux des années précédentes.

ACCUSÉS

Le nombre des accusés traduits devant le jury a été de 4.258. Il avait été en 1887 de 4.298 : la différence est insensible et la moyenne générale pour toute la France reste de 11 accusés pour 100.000 habitants ; c'est la proportion uniformément relevée depuis 1883. A cet égard donc point de changement, non plus que dans la répartition des accusés selon les diverses conditions individuelles (sexe, âge, état civil, profession, etc.) Toutefois, fait observer le rapport, il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'avec

(1) *Bulletin*, 1890, p. 328.

le développement de l'instruction le chiffre proportionnel des accusés illettrés est descendu de 36 p. 100 en 1871 à 22 p. 100 en 1888. Cette constatation dont le rapport semble se réjouir démontre une fois de plus le peu d'influence de l'instruction toute seule sur la criminalité, puisque, en se plaçant au point de vue opposé à celui qu'envisage si complaisamment le rapport, on constate que dans la période de 1871 à 1888 le nombre des accusés qui n'étaient pas absolument illettrés est monté de 64 à 78 p. 100. Cette statistique ne démontre-t-elle pas manifestement que, sans l'éducation morale et religieuse, l'instruction est impuissante à diminuer le nombre des crimes, au moins l'instruction élémentaire telle qu'elle est donnée aujourd'hui aux classes populaires ; car, constatation digne de remarque, tandis que le nombre des accusés ayant reçu l'instruction primaire va s'accroissant chaque année, celui des accusés ayant reçu une instruction supérieure ne varie pas et reste uniformément le même, 5 p. 100 (1). Les individus de nationalité étrangère, nés à l'étranger, forment 9 p. 100 du total des accusés. Il en est de même si l'on réunit à ces accusés les prévenus de même origine condamnés pour des délits communs. En rapprochant ces chiffres de ceux du dernier dénombrement de la population, on constate que les étrangers fournissent 18 condamnés par 1.000 individus tandis que les nationaux n'en fournissent que 4 par 1.000, d'où il résulte que si les étrangers entrent pour moins d'un dixième dans le total des condamnés, leur criminalité par rapport à leur nombre est près de cinq fois plus forte que celle des individus nés en France.

RÉSULTATS DES ACCUSATIONS

Des 3.126 accusations déferées au jury, 1.850 (59 p. 100) ont été complètement admises ; 482 (16 p. 100) ne l'ont été qu'avec des modifications conservant aux faits, dans 270, le caractère de crime et leur attribuant, dans 212, celui de délit ; 794 (25 p. 100) ont été entièrement rejetées.

La proportion des rejets est la même en 1888 qu'en 1887 pour les accusations de crimes contre la propriété (19 p. 100) ; elle s'est élevée de 23 à 33 p. 100 pour celles de crimes contre les personnes ; l'admission de circonstances atténuantes dans les accu-

(1) *Conf. Bulletin*, 1888, p. 915 ; 1889, p. 621.

sations de cette nature est montée de 71 à 79 p. 100 et les cas où la peine a été abaissée de deux degrés ont passé de 36 à 42 p. 100, d'où il faut conclure que la magistrature s'associe au jury dans l'adoucissement de la répression de certains crimes.

Les considérations qui peuvent déterminer le jury à prononcer l'acquittement ou à admettre des circonstances atténuantes varient d'une cause à l'autre ; mais il en est une qui influe particulièrement sur ses décisions, c'est la gravité de la peine édictée pour le crime qu'il déclare constant. C'est la même considération qui d'ordinaire guide les magistrats lorsqu'ils abaissent la peine de deux degrés, par exemple en matière d'infanticide où la peine est ainsi diminuée 99 fois sur 100.

Il est à remarquer aussi que l'indulgence du jury s'accroît avec l'âge et le degré d'instruction des accusés.

INTERDICTION DE SÉJOUR

Les cours d'assises ont eu à délibérer, à l'égard de 1.378 condamnés à des peines afflictives et infamantes temporaires sur l'application de l'interdiction de séjour substituée par la loi du 27 mai 1885 à la surveillance de la haute police. Elles ont maintenu cette peine accessoire dans toute son étendue (20 ans) pour 93 condamnés (7 p. 100) ; elles l'ont réduite à une durée de dix à vingt ans pour 282 (21 p. 100) et à moins de dix ans pour 75 (5 p. 100). 928 condamnés (67 p. 100) n'y ont pas été soumis, 670 en vertu d'une disposition spéciale de l'arrêt, et 258 parce qu'ils étaient frappés de la peine perpétuelle de la relégation. La remise de l'interdiction de séjour a été accordée à plus des trois quarts (77 p. 100) des accusés condamnés pour crime contre les personnes ; elle ne l'a été qu'à moins des deux tiers (63 p. 100) des accusés condamnés pour crimes contre les propriétés. Cette différence s'explique par ce fait que c'est dans cette dernière catégorie de malfaiteurs que l'on compte le plus de récidivistes (65 p. 100 au lieu de 42 p. 100).

CONDAMNATIONS A MORT

La peine capitale a été prononcée en 1888, contre 28 accusés parmi lesquels 22 avaient subi des condamnations antérieures. 9 des condamnés ont été exécutés ; les 19 autres ont vu leur peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Tribunaux correctionnels.

AFFAIRES

Les tribunaux correctionnels ont eu à connaître, en 1888, de 190.139 affaires, soit 969 de moins qu'en 1887. Cette diminution est peu importante, mais le rapport en conclut qu'elle marque un temps d'arrêt dans l'augmentation qui s'est manifestée à la suite de la crise commerciale, agricole et industrielle.

En examinant la nature des délits, on remarque tout d'abord une réduction considérable des infractions à des arrêtés d'interdiction de séjour. Cette réduction est la conséquence de la loi du 27 mai 1885 ; la surveillance de la haute police abolie par cette loi était en effet beaucoup plus fréquemment prononcée que ne l'est l'interdiction de séjour et ses conditions d'exécution étaient plus rigoureuses.

Il est également à remarquer que la diminution des délits de vagabondage constatée en 1887 s'est maintenue en 1888 sans toutefois s'accroître.

Les délits de mendicité sont restés stationnaires. Au contraire, le nombre des vols, qui avait été en 1887 de 35.349, s'est élevé en 1888 à 37.505. Le rapport déplore cette progression qui coïncide avec celle des escroqueries (3.718 en 1888 au lieu de 3.581 en 1887) et des abus de confiance (4.040 en 1888 au lieu de 3.919 en 1887). A signaler également l'augmentation des outrages aux fonctionnaires et agents (12.407 au lieu de 11.697) et de la rébellion (3.139 au lieu de 2.920).

Le rapport reste muet sur ces augmentations significatives ; par contre il enregistre avec satisfaction la diminution que l'on relève de 1887 à 1888 dans le nombre des contraventions aux lois et règlements sur les douanes, les contributions indirectes et les octrois, diminution qui atteste, dit-il, l'efficacité des mesures prises en 1887 par l'administration des finances en vue d'assurer une plus sûre répression des fraudes commises au préjudice du Trésor. Cette diminution n'indiquerait-elle pas plutôt que les fraudeurs ont été plus habiles encore à déjouer la surveillance du fisc ?

PRÉVENUS

Les prévenus impliqués dans les affaires correctionnelles jugées en 1888 étaient au nombre de 228.211, poursuivis : 6.983 par la

partie civile ; 15.963 par les administrations publiques et 205.265 par le ministère public. Si l'on rapproche ce dernier chiffre du total de la population, on trouve 54 prévenus par 10.000 habitants.

Les prévenus de délits communs, au nombre de 200.596 se divisent en 173.233 hommes (86 p. 100) et 27.363 femmes (14 p. 100). Parmi eux figurent 7.351 mineurs de seize ans.

ACQUITTEMENTS

Le nombre des acquittements purs et simples a été en 1888 de 12.218 (5 p. 100) et celui des acquittements de mineurs de seize ans pour absence de discernement a été dans la proportion de 2 p. 100. Parmi eux 2.995 ont été remis à leurs parents, 934 envoyés en correction pour un an et moins et 1.389 pour plus d'un an.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES

En faisant abstraction des prévenus condamnés en vertu de lois spéciales qui n'admettent pas les circonstances atténuantes, on remarque que l'article 463 du code pénal a été appliqué dans les deux tiers des autres cas par les tribunaux correctionnels (66 p. 100). En 1887, la proportion était de 65 p. 100 ; de 64 p. 100 en 1886 ; de 62 p. 100, en moyenne annuelle, de 1881 à 1885, et de 59 p. 100, de 1876 à 1880. Le rapport en conclut avec trop de raison que la répression devant la juridiction correctionnelle subit un affaiblissement progressif. On ne saurait assez le déplorer et le rapport lui-même ne peut s'empêcher de regretter que les circonstances atténuantes soient admises dans une aussi large mesure, au moins en matière de vol, en faveur de condamnés dont plus de la moitié (51 p. 100) sont des repris de justice.

Récidives.

La progression de la récidive va toujours en s'accroissant. Le nombre des accusés et des prévenus en récidive condamnés par les cours d'assises et par les tribunaux correctionnels qui était en 1885 de 91.332, s'est élevé à 92.825 en 1886 ; à 93.887 en 1887 et à 95.871 en 1888. C'est pour cette période un accroissement de 7,5 p. 100.

En comparant le nombre des condamnations encourues par des accusés ou des prévenus récidivistes à celui des condamnations prononcées par les juridictions criminelle et correctionnelle, l'augmentation proportionnelle monte, pour les premiers, de 52 p. 100 en 1884, à 57 p. 100 en 1888 et, pour les seconds, de 45 à 47 p. 100. Le nombre des accusés condamnés pour la première fois, qui était en 1884 de 1.475, n'est plus en 1888 que de 1.285 et celui des délinquants primaires parmi les prévenus condamnés est descendu de 105.898 en 1884, à 105.332 en 1888. L'accroissement de la criminalité générale est donc uniquement dû aux récidivistes.

ACCUSÉS RÉCIDIVISTES

Des 3.019 accusés condamnés contradictoirement par les cours d'assises en 1888, 1.794, dont 86 femmes, avaient déjà subi des condamnations. C'est une proportion de 62 hommes sur 100 et de 23 femmes sur 100, par rapport aux accusés de même sexe, et de 58 p. 100 par rapport au nombre total des condamnés. Cette dernière proportion avait été de 54 p. 100 en 1887 ; de 56 p. 100 en 1886 ; de 52 p. 100, année moyenne, de 1881 à 1885 ; de 48 p. 100, de 1876 à 1880 et de 47 p. 100, de 1871 à 1875.

Ces 1.794 récidivistes avaient précédemment été condamnés : 13 aux travaux forcés ; 83 à la réclusion ; 559 à un emprisonnement de plus d'un an ; 956 à un emprisonnement d'un an et moins et 123 à l'amende.

Des crimes contre les personnes étaient imputés à 461 d'entre eux (27 p. 100) et des crimes contre les propriétés à 1.273 (73 p. 100). En rapprochant ces chiffres du nombre total des accusés condamnés pour crimes de même nature, on voit que les récidivistes figurent parmi les accusés de crimes contre les personnes dans la proportion de 42 p. 100, tandis qu'il sont au nombre de 65 p. 100 parmi les accusés de crimes contre les propriétés ; en matière de vol qualifié, notamment, la proportion des récidivistes est de 77 p. 100.

Les cours d'assises, ont condamné en 1888, 22 accusés récidivistes à la peine de mort ; 61 aux travaux forcés à perpétuité ; 564 aux travaux forcés à temps ; 378 à la réclusion ; 623 à l'emprisonnement de plus d'un an ; 87 à l'emprisonnement de moins d'un an.

Le chiffre des accusés récidivistes condamnés à des peines correctionnelles est donc des deux cinquièmes. C'est la proportion ordinaire.

PRÉVENUS RÉCIDIVISTES

La population des récidivistes par rapport aux condamnés primaires s'accroît également parmi les récidivistes condamnés par les tribunaux correctionnels.

En 1888 le rapport des récidivistes au total des condamnés est de 47 p. 100; il avait été de 45 p. 100 en 1887 et en 1886; de 44 p. 100, en moyenne annuelle, de 1881 à 1885; de 41 p. 100, de 1876 à 1880 et de 37 p. 100, de 1871 à 1875.

Les condamnés récidivistes, en 1888, ont été au nombre de 94.137, 85.424 hommes et 8.713 femmes, soit 53 hommes et 35 femmes sur 100 prévenus du même sexe condamnés pour des délits communs.

Au point de vue de leurs antécédents, ces 94.137 récidivistes se classent ainsi : libérés des travaux forcés, 203; de la réclusion, 1.037; de l'emprisonnement de plus d'un an, 14.073; de l'emprisonnement d'un an et moins, 66.595, et n'ayant encore été condamnés qu'à l'amende 12.229. Les libérés de courtes peines d'emprisonnement fournissent donc 77 p. 100 des condamnés récidivistes.

C'est cette catégorie de repris de justice qui contribue exclusivement à l'accroissement de la récidive. Ainsi, de 1884 à 1888, l'augmentation du nombre des prévenus repris de justice est de 6.576; celle des libérés de peines d'emprisonnement d'une durée maxima d'un an est de 6.822.

En dehors des prévenus condamnés pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, qui sont généralement en récidive, les récidivistes se recrutent principalement parmi les vagabonds (77 p. 100); les mendiants (76 p. 100); les voleurs (53 p. 100); les coupables de rébellion et d'outrages aux agents (49 p. 100); les coupables de délits contre les mœurs (30 p. 100). Ajoutons que parmi les récidivistes figurent dans la proportion de 83 p. 100 les individus déjà condamnés pour ivresse publique.

Le rapport n'indique pas quelles peines ont été prononcées contre les individus qui avaient déjà subi des condamnations antérieures à celles qui ont été prononcées contre eux en 1888. Il ne donne ce renseignement que pour les condamnés en état de récidive légale.

Le nombre de ces condamnés qui, en 1884, était de 17.326, a été en 1888, de 15.313, en diminution régulière et constante sur le chiffre des années précédentes, diminution que le rapport attribue à l'influence de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation.

Ces 15.313 prévenus en état de récidive légale ont été condamnés : 80 à un emprisonnement de plus de cinq ans ; 1.183 à un emprisonnement d'un an et un jour à cinq ans ; 13.217 à un emprisonnement d'un an ou moins, et 823 à l'amende seulement.

Il est à désirer, ajoute le rapport, que les magistrats se montrent à l'avenir plus sévères pour les individus qu'un premier et sérieux avertissement de la justice n'a pas corrigés. Ce vœu serait-il accompli, et n'est-il pas à craindre au contraire que la répression n'aille toujours en s'affaiblissant ? Le vrai remède à cet énervement de la répression, qui tend à devenir un danger social, ne serait-il pas dans la prescription légale d'une répression progressive contre toute infraction nouvelle.

RELÉGATION

La relégation a été prononcée en 1888, par les cours d'assises contre 292 condamnés, soit 16,8 p. 100 (292 sur 1.734). Les quatre cinquièmes des accusés condamnés à la relégation, 236, étaient poursuivis pour vol qualifié ; 19 pour viol ou attentat à la pudeur ; 11 pour fabrication de fausse monnaie ; 9 pour incendie ; 9 pour faux ; 4 pour assassinat ; 2 pour meurtre ; 1 pour séquestration et 1 pour violences jusqu'à effusion de sang envers un fonctionnaire public.

Ces 292 accusés ont été condamnés en même temps : 165 aux travaux forcés à temps (20 sur 100 condamnés de la même catégorie) ; 93 à la réclusion (15 p. 100) et 34 à l'emprisonnement (2 p. 100).

Les tribunaux correctionnels ont prononcé la relégation contre 1.142 seulement (1.041 hommes et 101 femmes), des 66.525 prévenus récidivistes qu'ils ont condamnés en 1888 : c'est 1,7 p. 100.

Ces récidivistes ont été en même temps condamnés : 768 (2 p. 100 des condamnés pour le même fait) pour vol ; 116 (3,1 p. 100) pour escroquerie ; 46 (1,3 p. 100) pour abus de confiance ; 12 (0,5 p. 100) pour outrage public à la pudeur ; 1 (0,4 p. 100) pour excitation habituelle de mineurs à la débauche ; 145 (0,8 p. 100) pour

vagabondage ; et 54 (5,4 p. 100) pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour.

Depuis le début de l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation jusqu'au 1^{er} janvier 1890, 6.592 récidivistes ont été condamnés à cette peine accessoire. Sur ce nombre 3.020 ont été expédiés en relégation ; 640 sont en expectative de départ ; 638, condamnés en même temps aux travaux forcés, ont été transportés sur les lieux de transportation. Sur les 2.194 restant, 1.500 environ sont en cours de peine en France ; une centaine sont maintenus en état de dispense provisoire ou définitive et près de 250 ont été l'objet de mesures de grâce ou de libération conditionnelle. Le surplus, 350 environ, représente les récidivistes décédés et ceux qui ont été l'objet de plusieurs condamnations à la relégation.

De la récidive dans ses rapports avec le régime pénitentiaire (1).

Le rapport recherche, selon l'usage, dans quel délai la récidive se produit habituellement après la libération des individus ayant subi au moins un an et un jour d'emprisonnement. Cette recherche portant sur l'année de la libération et sur les deux années suivantes, les résultats publiés dans le rapport de 1888, concernent les libérés de 1886. Ces résultats confirment ceux qui avaient été antérieurement constatés.

HOMMES

Il est sorti en 1886 des 16 maisons centrales d'hommes 5.149 condamnés. Les deux cinquièmes environ d'entre eux (1.985) ou 39 p. 100 ont été repris et condamnés de nouveau jusqu'au 31 décembre 1888, savoir : 841 (42 p. 100) dans l'année même de leur libération ; 819 (41 p. 100) en 1887 et 325 (17 p. 100) en 1888.

Ainsi, comme toujours, près de la moitié des libérés comparaissent à nouveau devant la justice quelques mois après leur mise en liberté.

(1) *Bulletin*, 1887, p. 527 ; 1890, p. 331.

Ces 1.985 libérés ont encouru entre leur libération et le 31 décembre 1888,

1.187	une	condamnation,
448	deux	condamnations,
198	trois	—
67	quatre	—
47	cinq	—
17	six	—
10	sept	—
4	huit	—
5	neuf	—
1	dix	—
1	onze	—

La proportion de la récidive diffère beaucoup d'une maison centrale à une autre, suivant le caractère de la population qui y est détenue. Elle est en raison inverse de la nature et de la durée de la peine subie : 21 p. 100 pour les établissements affectés exclusivement aux réclusionnaires ; 28 p. 100 pour ceux qui reçoivent à la fois des réclusionnaires et des condamnés à un emprisonnement de longue durée ; 40 p. 100 pour les établissements qui ne reçoivent que des condamnés à l'emprisonnement, et même 44, 46 et 47 p. 100 pour les maisons centrales de Fontevrault, de Gailion et de Clairvaux.

FEMMES

Des 723 femmes qui ont été libérées en 1886, un peu plus d'un cinquième, 157 ou 22 p. 100, ont été condamnées dans un délai moyen de deux ans et demi après leur libération ; 65 ont été poursuivies en 1886, c'est 41 p. 100, à peu près comme pour les hommes ; 72 l'ont été en 1887, soit 46 p. 100, un peu plus que pour les hommes ; 20 en 1888, soit 13 p. 100, moins que pour les hommes.

JEUNES DÉTENU

Les jeunes détenus libérés définitivement des maisons d'éducation correctionnelle par suite de l'expiration de la durée légale de

leur peine ou par suite de grâce, n'ont fourni, comme d'ordinaire, qu'un nombre restreint de récidivistes. 14 garçons sur 100 et 5 filles sur 100 seulement ont comparu de nouveau devant la justice dans le laps de temps qui a suivi leur libération jusqu'au 31 décembre 1888. Ces chiffres seraient sans doute un peu plus élevés si les recherches pouvaient s'étendre aux jeunes détenus mis en liberté provisoire.

Telles sont les indications de la statistique sur la récidive pour 1888; elles diffèrent peu de celles des années antérieures.

« En présence de l'accroissement constant de la récidive, on est obligé de reconnaître, ajoute le rapport, que la loi sur la relégation n'a pas encore produit les résultats qu'on pouvait en attendre; peut-être ses effets seront-ils plus sensibles après quelques années d'application; quoi qu'il en soit, il semble qu'on peut dès à présent affirmer que les lois répressives sont, à elles seules, impuissantes à combattre efficacement la récidive et que, pour être complète, l'œuvre de moralisation sociale que poursuit le législateur doit comprendre, indépendamment des dispositions qui punissent la récidive, des mesures propres à la prévenir. » On ne saurait mieux dire, mais il serait temps d'agir.

RÉHABILITATION

Les chambres d'accusation ont été saisies en 1888 de 2.464 demandes en réhabilitation, soit 576 de plus qu'en 1887. Elles en ont rejeté 490, un cinquième, et accueilli 1.974. La proportion des demandes et par suite des admissions va toujours croissant depuis que la loi du 14 août 1885 a simplifié les formalités de la procédure en cette matière.

Les individus réhabilités avaient été condamnés: 15 aux travaux forcés; 26 à la réclusion ou à la détention; 177 à plus d'un an d'emprisonnement; 1.510 à un an et moins de la même peine, et 241 à une simple amende; 5 officiers ministériels destitués ont été réhabilités par application de la loi du 19 mars 1864.

Le laps de temps écoulé entre la libération, le paiement de l'amende ou la destitution et la réhabilitation, a été de moins de 5 ans pour 204 (10 p. 100); de 5 à 10 ans pour 636 (32 p. 100); de 10 à 15 ans pour 467 (24 p. 100); de 15 à 20 ans pour 266 (14 p. 100); et plus de 20 ans pour 401 (20 p. 100).

Tribunaux de simple police.

Le nombre des condamnations prononcées par les tribunaux de simple police pour contravention va toujours en diminuant. Il en avait été prononcé 403.598 en 1884 ; il n'en a été prononcé que 372.180 en 1888, c'est, en cinq ans, une diminution de 7,8 p. 100. Le rapport en attribue la cause à l'efficacité de la surveillance exercée par la police municipale et rurale ; n'est-il pas plutôt à craindre que si le nombre des poursuites diminue, c'est que la surveillance de la police va toujours en se relâchant ?

DURÉE DES PROCÉDURES CRIMINELLES

Les sept dixièmes des ordonnances rendues par les juges d'instruction (27.625 sur 40.303) l'ont été dans le mois du réquisitoire introductif ; les chambres d'accusation ont prononcé leurs arrêts 94 fois sur 100 dans le mois de l'ordonnance de renvoi et les cours ont statué dans le mois de l'appel sur 7.076 des 11.032 affaires correctionnelles qui leur ont été déférées, soit 64 p. 100. Ces résultats, dit le rapport, témoignent de l'activité déployée aux divers degrés par la magistrature.

Pour les affaires jugées contradictoirement par les cours d'assises ils s'écoule nécessairement un temps beaucoup plus long entre le réquisitoire et l'arrêt par suite de l'intervalle trimestriel qui sépare leurs sessions, sauf à Paris. Néanmoins, près de la moitié des accusations, 1.498 sur 3.126 (48 p. 100) sont jugées dans le premier trimestre du réquisitoire.

Les affaires correctionnelles poursuivies par le ministère public sont très promptement jugées, grâce à l'usage fréquent de la citation directe ordinaire et de la procédure expéditive de la loi du 20 mai 1863. En 1888, sur 171.107 affaires poursuivies par le ministère public, 38.967 (23 p. 100) ont été terminées dans les trois jours du délit ; 27.484 (16 p. 100) dans le délai de quatre à huit jours ; 39.050 (23 p. 100) dans celui de neuf à quinze jours ; 37.705 (22 p. 100) dans la deuxième quinzaine, et 27.901 (16 p. 100) plus tard.

L'exécution des jugements correctionnels prononçant l'emprisonnement s'est effectuée immédiatement à l'égard de 83.847 prévenus sur 131.989, soit plus des deux tiers (67 p. 100) ; elle a été réalisée dans le premier mois de la condamnation pour 28.424

(23 p. 100) ; dans les deuxième et troisième mois pour 9.712 (8 p. 100) ; et après ce délai pour 2.342 (2 p. 100). 7.664 prévenus condamnés n'ont pu être écroués : 5.904 parce qu'ils étaient en fuite, et 1.760 par suite de décès, de grâce ou de commutation de peine, de transaction avec l'administration compétente, etc.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

La détention préventive qui avait été appliquée, en 1886, à 126.674 inculpés et, en 1887, à 124.043, ne l'a été en 1888 qu'à 121.877. Si l'on réunit à ceux-ci 2.930 individus arrêtés dans les derniers jours de 1887, on a un total de 124.807 inculpés détenus préventivement sur le sort desquels les autorités judiciaires avaient à statuer en 1888.

Cette détention a pris fin dans l'année pour 122.108 par les mesures suivantes :

Mise en liberté ordonnée par le ministère public, 21.065 (17 p. 100) ;

Mise en liberté provisoire 3.406 (3 p. 100) ;

Ordonnance de non-lieu, 4.541 (4 p. 100) ;

Renvoi devant le tribunal correctionnel, 88.980 (73 p. 100) ;

Renvoi devant la chambre d'accusation, 3.720 (3 p. 100) ;

Renvoi devant l'autorité militaire, maritime, etc., 396.

Elle avait duré pour :

11.597 (9 p. 100) moins d'un jour,

43.116 (35 p. 100) d'un à trois jours,

31.447 (26 p. 100) de quatre à huit jours,

15.733 (13 p. 100) de neuf jours à quinze jours,

12.187 (10 p. 100) de seize jours à un mois,

8.028 (7 p. 100) plus d'un mois.

Ainsi la détention préventive cesse dans la huitaine de l'incarcération pour les sept dixièmes des individus qui y sont soumis.

Sur les 122.108 inculpés détenus préventivement dont la situation a été réglée pendant l'année, 9.000 (7 p. 100) ont été soit déchargés des poursuites par des ordonnances ou arrêts de non-lieu, soit acquittés par les juridictions répressives.

La mise en détention préventive est sans doute, dit le rapport, regrettable dans l'espèce, mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle est souvent prise en considération par les magistrats dans leurs

décisions. Le Parlement est du reste saisi d'une proposition de loi visant précisément l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine corporelle prononcée (1).

MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE

La mise en liberté provisoire a été, comme on l'a vu plus haut, accordée en 1888 à 3.406 inculpés arrêtés. Ce chiffre est inférieur de 177 à celui de 1887 et de 627 à celui de 1886. Cette diminution correspond à la réduction signalée pour la détention préventive.

Un cautionnement en espèces a été exigé de 227 inculpés libérés; 3.102 (91 p. 100) ont été mis en liberté provisoire sans caution.

Parmi les individus libérés provisoirement, 42 seulement ne se sont pas représentés devant la justice quand ils en ont été requis.

Cour de cassation.

Il y a eu en 1888 devant la Cour de cassation 638 pourvois en matière criminelle, 1.111 en matière correctionnelle et 101 en matière de simple police.

La chambre criminelle de la Cour suprême a rendu, en 1888, 1.686 arrêts en ces diverses matières, savoir : 1.519 de rejet et de non-lieu à statuer, et 167 (10 p. 100) de cassation.

Paul DUMAS.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 131. — Conf. sur les indemnités en cas d'erreurs judiciaires le *Congrès des sociétés savantes* (*Officiel* du 25 mai 1888, p. 2187) où MM. Camoin de Vence, Pascaud et Nicolas ont longuement traité ce sujet, et le rapport de M. Pourguery de Boisserin en ce moment à l'ordre du jour de la Chambre des députés.

LA LOI

RELATIVE A

L'ATTÉNUATION ET A L'AGGRAVATION DES PEINES

Le Sénat et la Chambre des députés viennent de se mettre d'accord sur la rédaction de cette loi depuis longtemps à l'état de projet; voici le texte définitif et légal qui s'écarte sensiblement de celui qui avait été adopté par le Sénat, après d'importants débats et à la suite du rapport très développé de M. Béranger inséré au *Bulletin* du mois d'avril 1890, p. 396.

ARTICLE PREMIER. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

ART. 2. — La suspension de la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès et des dommages-intérêts.

Elle ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation.

Toutefois, ces peines accessoires et les incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée non avenue.

ART. 3. — Le président de la cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article 1^{er}, la première peine sera exécutée sans confusion avec la seconde et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du code pénal.

ART. 4. — La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec la mention expresse de la suspension accordée.

Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article 1^{er}, paragraphe 2, n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties.

ART. 5. — Les articles 57 et 58 du code pénal sont modifiés comme suit :

ART. 57 (du code pénal).

Quiconque ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura commis un délit ou un crime qui devra n'être puni que de peines correctionnelles, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. Le condamné sera de plus mis sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 58 (du code pénal.)

Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi, en cas de nouveau délit ou de crime qui devra n'être puni que de peines correctionnelles, condamnés au maximum de la peine portée par la loi et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. Ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement pendant au moins cinq ans et dix ans au plus.

ART. 57 (modifié).

Quiconque, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura, *dans un délai de cinq années après l'expiration de cette peine ou sa prescription*, commis un délit ou un crime qui devra être puni de la peine de l'emprisonnement, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Défense pourra être faite, en outre, au condamné, de paraître, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

ART. 58 (modifié).

Il en sera de même pour les condamnés à un emprisonnement de plus d'une année pour délit qui, *dans le même délai*, seraient reconnus coupables d'un délit ou d'un crime devant être puni de l'emprisonnement.

Ceux qui, ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, commettraient le même délit dans les mêmes conditions de temps, seront condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue.

Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

Il en sera de même des délits de vagabondage et de mendicité.

ART. 6. — La présente loi est applicable aux colonies où le code pénal métropolitain a été rendu exécutoire en vertu de la loi du 8 janvier 1877.

Des décrets statueront sur l'application qui pourra en être faite aux autres colonies.

ART. 7. — La présente loi n'est applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires qu'en ce qui concerne les modifications apportées par l'article 5 ci-dessus aux articles 57 et 58 du code pénal.

Dans la séance du 3 mars dernier, M. Barthou, rapporteur, a rappelé en peu de mots à la Chambre les motifs du projet et les différences qui existent entre le texte de la commission et celui voté par le Sénat. Les deux principales consistent : 1° à étendre à la peine d'amende la faculté d'ordonner le sursis d'exécution ; 2° à ne toucher en rien à l'article 463 du code pénal, relatif aux circonstances atténuantes. Cet article tel qu'il est, donne au juge la faculté d'abaisser toute peine correctionnelle jusqu'à un franc d'amende ; il ôte donc beaucoup de son importance au minimum établi par la loi d'après la gravité de chaque délit, ou d'après l'état de récidive du prévenu. Le Sénat avait voulu restreindre, en cas de récidive, cette omnipotence du juge, mais la Chambre ne l'a pas suivi dans cette voie.

M. Louis BARTHOU, *rapporteur*. — «..... Le texte voté par le Sénat comprenait deux séries distinctes de dispositions ; les premières relatives à l'atténuation, les secondes à l'aggravation des peines. Mais les unes et les autres, inspirées par la même préoccupation, poursuivaient le même objet : arrêter le mouvement toujours croissant de la récidive.

« Il ne me paraît pas nécessaire de démontrer une fois encore à cette tribune l'existence d'un mal dont les statistiques criminelles les plus récentes accusent l'inquiétante gravité. Vos prédécesseurs à diverses reprises, se sont alarmés et se sont efforcés d'y porter remède. Leur œuvre, vous le savez, se résume dans trois lois importantes : la loi du 5 janvier 1875 sur la réforme des prisons de courtes peines, la loi du 27 mars 1885 sur la relégation, la loi du 14 août 1885 sur la réhabilitation et la libération conditionnelle. Insuffisantes ou mal appliquées, ces lois n'ont pas produit tout l'effet qu'on en pouvait attendre. Leur caractère commun est de s'attacher à l'exécution des peines. Au contraire, la nouveauté hardie de la proposition dont l'initiative est due à l'honorable M. Béranger est de s'attacher à la peine elle-même.

« Alors même que les tribunaux correctionnels se trouvent en présence d'une première faute, ils usent rarement de la faculté que la loi leur confère de ne prononcer qu'une simple amende. La prison est la peine ordinaire qu'ils appliquent. Or, la prison — il n'y a ni témérité ni excès à le dire — corrompt le condamné plus qu'elle ne le corrige et qu'elle ne l'amende. Elle affaiblit son énergie par le déshonneur, tue le remords par l'habitude, égare la conscience par les mauvais contacts et entrave la réhabilitation elle-même par l'incurable flétrissure du casier judiciaire qu'on exige partout, à la porte de l'usine, de l'atelier, du bureau d'administration, de la maison domestique. De telle sorte que, de l'aveu de tous les criminalistes, le relèvement moral est devenu presque impossible à celui qui, une fois dans sa vie, a subi la peine de l'emprisonnement. Aussi de nombreuses législations étrangères se sont-elles efforcées d'épargner la prison à celui qui a commis une première faute. Tels sont précisément le caractère nouveau et la portée de la proposition qui vous est soumise... ..

« Votre commission a été unanime à vous demander d'adopter dans son principe la proposition de loi votée par le Sénat. Mais tandis que cette proposition s'applique aux seules condamnations à l'emprisonnement, nous vous demandons d'en étendre le bénéfice aux condamnations à l'amende.

« Il est nécessaire de préciser nettement le cas.

« S'agit-il d'une condamnation à l'emprisonnement, le renvoi d'exécution aura un double effet : d'une part, le condamné exécutera pas matériellement la peine ; d'autre part, à l'expiration du temps d'épreuve de cinq ans accompli sans poursuites ni condamnation nouvelles, la peine sera rayée du casier judiciaire.

« S'agit-il, au contraire de l'amende, le Sénat a reconnu aux tribunaux le droit de décider qu'après cinq années la peine sera effacée de plein droit du casier judiciaire. Mais, au contraire, il s'est refusé à leur reconnaître le droit de dispenser le condamné de l'exécution, c'est-à-dire du paiement de l'amende.

« Votre commission a pensé qu'il n'y avait pas de raison décisive ou sérieuse d'adopter le texte du Sénat. Il n'y a pas lieu de créer une situation privilégiée aux condamnés à la prison... ..

« Sur l'article 57, je n'ai à présenter qu'une simple observation. Aux termes du code pénal, la récidive de crime à délit se constitue par l'existence d'un second délit, indépendamment de l'époque à laquelle ce délit a pu se produire. Nous vous demandons de

décider que la récidive ne sera encourue qu'autant que la seconde infraction aura été commise dans le délai de cinq ans à partir de la première condamnation. La raison de le décider est très simple : l'aggravation pénale que la loi attache à la récidive a pour fondement une présomption d'aggravation dans la perversité de l'agent qui n'a pas tenu compte d'un premier avertissement ; mais cette présomption n'a de raison d'être qu'autant qu'il s'est écoulé un temps suffisant entre cet avertissement et la seconde infraction. D'ailleurs, il existe une prescription pour la poursuite, il existe une prescription pour la peine : il est raisonnable d'en établir une pour la récidive.

« En ce qui concerne l'article 58, je ne retiendrai pas plus longtemps l'attention de la Chambre. L'article 58 du code pénal vise la récidive de délit à délit. Mais, aux termes du code pénal, cette récidive n'existe et n'est encourue qu'autant que la première condamnation a été supérieure à une année d'emprisonnement.

« C'est une anomalie choquante dans les dispositions de la loi pénale. Le principe, en effet, est de faire résulter la récidive de la reproduction d'une infraction, indépendamment de la peine que le premier délit, la première infraction a pu entraîner. Ce principe s'applique en matière de contraventions comme en matière de crimes ; nous vous demandons de l'appliquer en matière de récidive de délit à délit. Il n'y a aucune raison de droit pour en décider autrement et si la Chambre me permet de lui faire observer que les récidives de délit à délit figurent pour près de 80 p. 100 dans les statistiques criminelles, j'aurai indiqué la raison suffisante et décisive de la modification introduite par le Sénat dans le texte de l'article 58.

« Mais il est une dernière observation que je dois faire sur ce texte.

« La récidive, d'une façon théorique, peut être conçue de deux façons différentes. Ou bien c'est la récidive générale, qui résulte de la comparution en justice pour une seconde infraction, quelle qu'en soit la nature, même si elle ne présente aucun rapport d'analogie avec la première ; ou bien c'est une récidive spéciale, qui exige l'identité d'infractions, la réitération du même fait coupable.

« Assurément j'en ai pas l'intention d'entrer dans des discussions techniques et de me livrer à une appréciation doctrinale de l'une ou de l'autre thèse. Votre commission, je me borne à l'indiquer, a pensé qu'elles ne sont pas inconciliables. En effet, si entre les crimes et

les délits de quelque importance il existe comme un lien de filiation, s'ils peuvent apparaître comme les manifestations successives d'un même état de perversité, au contraire, quand il s'agit de délits de moindre importance, il n'est pas possible d'établir et de retenir entre eux un lien quelconque de solidarité. Et voici l'application pratique que votre commission a faite de cette idée.

« S'agit-il d'un premier délit ayant entraîné une condamnation à plus d'une année d'emprisonnement, la récidive sera encourue, quelle que soit la nature de l'infraction commise, même s'il n'y a pas un rapport d'analogie ou de ressemblance avec la première infraction. Si, au contraire, la première poursuite a motivé une peine inférieure à une année d'emprisonnement, la récidive ne sera encourue qu'autant que le délit commis sera le même.

« Cela dit, j'arrive à une question qui présente une gravité telle que j'ai besoin, une fois encore, de toute votre attention.

« Je veux parler des aggravations introduites dans l'article 463 du code pénal.

« Ces modifications ont pour effet, lorsqu'il y a récidive, d'imposer rigoureusement au juge un minimum inévitable dans l'aggravation de la peine.

« Tout d'abord le projet élève au double, de deux à quatre ans, de un à deux ans, en cas de récidive, la peine de la prison lorsqu'elle est prononcée par les cours d'assises.

« Mais ni le rapport, pourtant si complet de l'honorable M. Bérenger, ni les discours si nombreux prononcés au Sénat et qui ont occupé plusieurs séances, n'indiquent le moindre motif de cette grave innovation.

« La vérité, je la résume très simplement, c'est que les cours d'assises n'ont pas montré envers les récidivistes une faiblesse dont il faille s'alarmer et que des pénalités excessives ou injustifiables entraînent souvent et provoquent des verdicts d'indulgence.

« Cette double considération me paraît suffire pour faire écarter le texte voté par le Sénat.

« La seconde aggravation vise l'application des circonstances atténuantes devant les tribunaux correctionnels.

« Vous savez qu'aux termes d'une disposition bien connue de l'article 463 du code pénal, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à abaisser soit la peine de l'emprisonnement au-dessous de six jours, soit la peine de l'amende

au-dessous de 16 francs, et même à prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines.

« Le Sénat vous demande, lorsqu'il y a récidive, d'introduire dans le texte de l'article 463 des aggravations dont l'effet serait d'imposer aux juges du tribunal correctionnel une peine au-dessous de laquelle, en aucun cas, il ne lui sera possible de descendre.

« Le Sénat vous demande, en effet, de décider, s'il y a récidive de crime à délit, que la peine ne puisse être inférieure à quatre mois d'emprisonnement; en cas de récidive de délit à délit dans les termes de l'article 58, si la peine prononcée est de trois mois ou inférieure, le Sénat décide et vous demande d'admettre que la nouvelle condamnation ne pourra pas être inférieure à celle déjà prononcée, et, si cette peine est inférieure à trois mois, la nouvelle peine ne pourra pas être inférieure à trois mois d'emprisonnement.

« Enfin, et ceci n'est ni moins nouveau ni moins grave, le texte du Sénat porte :

« Dans les cas prévus par les paragraphes précédents, le minimum de la peine s'augmentera d'un mois à chaque nouvelle récidive, sans toutefois pouvoir dépasser le maximum de la peine simple encourue. »

« Ce sont là des aggravations que votre commission très énergiquement vous demande de repousser, en vous priant de maintenir dans leur intégrité les dispositions de l'article 463 du code pénal.... L'Empire était entré dans cette voie (restrictive de l'art. 463) par la loi du 13 mai 1863, et, bien que les dispositions de cette loi fussent beaucoup moins rigoureuses que celles qui ont été adoptées par le Sénat, elles furent combattues très vivement et très éloquemment, à cette époque, par les membres les plus autorisés de l'opposition libérale.

« Le gouvernement de la Défense nationale se fit honneur en les abrogeant et en rétablissant dans son intégralité l'article 463 relatif à l'admission des circonstances atténuantes.

« D'un mot je résume ma pensée : l'article 463, qui a subi une longue épreuve et qui a résisté à une longue expérience, concilie dans une large mesure la nécessité de la répression et le respect de la souveraineté du juge. Il n'est pas nécessaire et il serait téméraire d'y porter la main.

« D'ailleurs, permettez-moi de le dire en terminant, est-ce que

les aggravations pénales adoptées par le Sénat ne sont pas, dans la seconde partie du projet, en contradiction manifeste avec les dispositions bienveillantes de la première ?

« Comment ! vous reconnaissez aux tribunaux correctionnels ce pouvoir si grave de dispenser de l'exécution de la peine celui qu'ils viennent de condamner, de rendre à la liberté, de réintégrer dans la société un homme condamné à l'emprisonnement ? C'est assurément le plus bel éloge que vous puissiez faire du tact éclairé, de l'impartialité réfléchie, de l'indépendance du juge. Et au même instant, dans la même loi, vous vous défiez de ce même juge, de sa faiblesse, de son indulgence, je dirai presque de sa bienveillante partialité envers les récidivistes ? Cela, Messieurs, vous ne voudrez pas l'admettre. Je suis convaincu que vous repousserez le texte du Sénat et que vous vous rallierez aux propositions de votre commission. »

Voilà bien, en effet, le caractère distinctif des deux propositions. Celle du Sénat limite les pouvoirs du juge et ne lui permet de se mouvoir que dans une zone exactement définie pour chaque cas. Celle de la Chambre laisse à l'appréciation du juge une omnipotence presque complète : soit qu'il s'agisse d'aggravation en cas de récidive, puisque l'article 463 permettra toujours d'abaisser la peine jusqu'aux dernières limites des peines de simple police ; soit qu'il s'agisse d'atténuation en cas de première condamnation, puisque l'amende, elle-même, pourra être l'objet d'un sursis. Ce sursis, on peut le supposer, sera accordé bien rarement par les tribunaux, car une peine d'amende qui ne serait pas effective serait vraiment bien peu de chose ; et, de plus, son exécution ayant lieu chez le percepteur ne peut faire courir au condamné aucun des dangers de corruption et de dégradation auxquels expose le séjour de la prison.

Le Sénat dans sa séance du 19 mars s'est rallié au texte de la Chambre des députés et l'a voté intégralement. Il a seulement tenu à ajouter cette disposition qui termine aujourd'hui le nouvel article 58 du code pénal et qui figurait dans la proposition primitive.

« Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

« Il en sera de même des délits de vagabondage et de mendicité. »

Ces assimilations ont été combattues par MM. de Sal et Hervé de Saisy; M. Bérenger, rapporteur les a motivées par les considérations suivantes:

« Quelle différence faites-vous donc, sinon dans les moyens d'exécution, entre le vol, l'abus de confiance et l'escroquerie? Mais, dans les trois cas, c'est la même improbité et le même but aussi; s'approprier le bien d'autrui. Les moyens ne diffèrent que parce que les circonstances sans doute ont été différentes.....

« Dans la pensée et dans la conscience de tout le monde, ces trois faits sont identiques et ne constituent, en définitive, qu'un seul et même délit. Cela est si vrai que cette assimilation a passé dans plusieurs de nos lois. Consultez la loi politique, vous verrez qu'elle exclut de l'électorat l'individu condamné indistinctement pour vol, pour escroquerie ou pour abus de confiance. De même pour la loi militaire; les conséquences sont les mêmes, lorsque c'est un de ces trois délits qui a été commis.....

« Pourquoi voulons-nous que le mendiant qui se livre au vagabondage soit considéré comme ayant commis la récidive spéciale qui doit constituer l'état d'aggravation et que le vagabond qui se livre à la mendicité encoure les mêmes conséquences? C'est qu'il y a entre ces deux délits, non seulement des liens de parenté, mais des liens d'assimilation et d'identité.

« D'abord, parlons du vagabond. Le vagabond est toujours un mendiant. Il est possible qu'on ne l'ait pas pris dans un des actes de mendicité auxquels il se livre nécessairement; car cet acte, c'est deux fois ou peut-être seulement une fois par jour qu'il le commettra. Mais la mendicité est une conséquence inévitable de son état de vagabondage. Il faut manger, il faut dormir, et avec ces deux nécessités de l'existence, il est bien obligé de recourir à la charité. Le vagabondage comprend donc nécessairement la mendicité, et si le second fait poursuivi est un acte de mendicité, ce n'est en réalité que la reproduction du même fait.

« Le mendiant, lui, peut ne pas être un vagabond; il y a des mendiants qui ont un domicile, c'est le cas de presque tous ceux de Paris, excepté ceux qui vont coucher à « l'hospitalité de nuit ». car c'est là un des graves inconvénients de cette admirable institution, elle dispense le mendiant d'avoir un domicile; mais je le

répète, il aura eu à son premier délit un domicile ; pour devenir vagabond, il faut qu'il l'ait quitté, qu'il se soit mis par conséquent dans une situation aggravée au point de vue de la sécurité sociale.

« L'aggravation de la peine n'est-elle pas par cela même justifiée ?

« Mais je le répète, ce n'est une règle pour le magistrat que pour les cas où l'admission des circonstances atténuantes ne lui permettra pas une moindre sévérité.....

« Les dispositions par lesquelles nous vous avons précédemment demandé de limiter le pouvoir du juge au cas où il admet les circonstances atténuantes étant supprimées, les tribunaux pourront toujours modérer la peine dans les cas intéressants.

« De sorte que vous pouvez aujourd'hui voter la disposition qui est critiquée sans avoir l'inquiétude que la conscience du juge soit contrainte et qu'il puisse arriver à des résultats qu'elle condamnerait. »

La Chambre des députés n'a pas voulu montrer plus d'obstination que le Sénat ; bien qu'elle eût primitivement repoussé les assimilations qui lui étaient demandées elle les a votées sans discussion, dans sa séance du 21 mars, sur les observations qui lui ont été présentées en ces termes par le rapporteur, M. Barthou :

« L'article 463 est repris et maintenu dans son entier ; le juge conserve toujours la liberté d'appliquer au second délit, non pas seulement le minimum des peines correctionnelles, mais même le minimum des peines de simple police.

« Aussi peut-on dire que si la commission est séparée du Sénat par une divergence théorique, doctrinale, en fait, la modification introduite dans le projet ne peut avoir de danger pratique. Nous vous demandons donc de vous rallier au texte du Sénat.

« Le Sénat en ce qui concerne la première partie de la loi, a fait au texte de la Chambre une concession sérieuse.

« En ce qui concerne la seconde partie, le Sénat nous a fait une concession plus sérieuse encore. Nous ne restons séparés que sur un point de détail.

« Il s'agit d'une loi d'une grande importance ; je me suis efforcé de montrer avec M. le Garde des sceaux, dès la première délibération, que non seulement elle réalise un progrès considérable

dans le droit pénal, mais qu'elle présente un véritable intérêt social. La Chambre estimera qu'une simple modification de détail — alors que tous les principes sont intacts, puisque le Sénat a cédé sur les principes — ne vaut pas un ajournement indéfini; la commission est unanime à lui demander de voter la rédaction du Sénat.»

L'ensemble du projet de loi a été adopté.

Charles PARMENTIER.

Le texte a été promulgué au *Journal officiel* du 27 mars et dès le lendemain la 11^e chambre du Tribunal de la Seine présidée par notre collègue, M. le président Flandin, en faisait deux applications.

Cette rapide exécution de la loi suggère à notre collègue, M. Henri Rollet, les très justes observations suivantes :

« Il est nécessaire et très urgent que les diverses sociétés de patronage offrent à l'audience même leur concours pour la protection des prévenus intéressants auxquels le tribunal accorde le bénéfice de la suspension de leur peine.

« Prenons pour exemple cette jeune fille de dix-huit ans poursuivie samedi dernier à l'audience des flagrants délits devant la 11^e chambre. Elle est orpheline; sa tante l'a prise chez elle comme domestique; elle gagne 25 francs par mois, mais elle remet cette somme chaque mois à sa grand'mère qui est dans la misère; c'est elle, en somme, qui paye la pension alimentaire due par la famille à cette pauvre femme. D'un caractère faible, elle succombe à une tentation mauvaise, elle prend 700 francs à sa tante; celle-ci la fait arrêter, reprend son argent, et voici la jeune fille en police correctionnelle, exprimant un repentir qui paraît sincère. Le tribunal, présidé par M. Flandin, a pitié de cette malheureuse et, sur les réquisitions de M. Seligman, condamne la prévenue à un mois de prison, mais déclare que l'exécution de la peine sera suspendue conformément à l'article 1^{er} de la loi du 26 mars. C'est parfait ! Voilà une pauvre fille qui vient de recevoir un avertissement sévère, mais qui ne subira pas d'emprisonnement et qui, si elle ne commet pas de délit d'ici cinq ans, pourra recouvrer un casier judiciaire intact ! Mais que va-t-elle devenir immédiatement, sortant du Dépôt, sans un sou, repoussée par sa famille qui vient de la faire arrêter, n'ayant pas eu le temps de connaître les sociétés de patronage disposées à lui tendre la main ? Heureusement pour cette fille, des mineurs de seize ans comparaissent à la même audience, de sorte que le Patronage de l'enfance y était représenté; cette Société put prévenir tout de suite l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare qui s'empressera de parer au danger. »

Cet exemple nous montre qu'il est nécessaire d'organiser immédiatement, au Palais de Justice, un service de patronage.

« Quand un homme sort de prison, écrivait récemment M. Leveillé (1), nous devons souhaiter, dans son intérêt et dans le nôtre, qu'il se reclasse promptement dans la société et qu'il ne devienne pas un récidiviste. » Or, les prévenus qui bénéficieront de la loi du 26 mars sont précisément ceux qui paraissent pouvoir être ramenés dans la bonne voie, ceux qui n'ayant pas encore connu la prison la redoutent et expriment la résolution de mieux faire à l'avenir. C'est pour eux que les sociétés de patronage ont été créées; mais ils risquent d'être remis en liberté sans avoir eu le temps de les connaître.

Le premier délit est le plus souvent la conséquence de la misère. Il ne faut pas qu'un prévenu qui a vagabondé, mendié ou même volé, parce qu'il avait faim, ait à regretter la prison où il aurait trouvé momentanément abri et nourriture. Il faut le secourir et le mettre à même de gagner sa vie en travaillant.

La nouvelle loi impose aux sociétés de patronage l'obligation d'agir vite, de venir à l'audience se mettre à la disposition des magistrats et avocats qui leur signaleront les malheureux. La suspension de l'exécution des peines ne produira, selon nous, d'heureux effets qu'autant que les sociétés de patronage rempliront leur devoir.

(1) Dans une étude sur le casier judiciaire dont le *Bulletin* reparlera.

REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : 1° Société centrale de patronage pour les libérés. — 2° Comité de défense des enfants traduits en justice. — 3° Patronage de l'enfance et de l'adolescence. — 4° Asile maternel pour jeunes filles abandonnées. — 5° Le « Foyer chrétien ». — 6° École de réforme d'Yzeure. — 7° Dépôt de Moulins. — 8° Société de patronage de Bordeaux. — 9° Société de Seine-et-Marne. — 10° Colonie agricole de Sainte-Foy. — ÉTRANGER : 1° Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein. — 2° Patronage des libérés dans le Luxembourg.

FRANCE

I

Société centrale de patronage pour les libérés (1).

La Société centrale de patronage pour les libérés, fondée le 19 octobre 1888, et dont le secrétariat général est à Paris, 3, rue des Pyramides et à Versailles, 11, rue Lafayette, a tenu sa première assemblée générale, le dimanche 16 mars 1890, dans l'une des salles de la mairie du I^{er} arrondissement.

M. Jules Steeg, ancien député, inspecteur général de l'université, président de la Société, a prononcé une allocution dont nous extrayons les passages suivants :

« Devons-nous laisser ces hommes (les libérés) se répandre dans le monde à tout hasard ? Faut-il les abandonner, les enfermer dans un cercle fatal d'où ils ne pourront plus sortir ?

« D'ailleurs, que demandons-nous pour eux ? Des douceurs, des privilèges, des gâteries ? Non pas ; exclusivement une direction, des conseils, un appui, du travail, des moyens sages et sévères de relèvement.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 935 ; et 1891, p. 167.

« Ce sentiment n'est pas le nôtre seulement, il n'est pas nouveau. Il y a déjà depuis longtemps en tout pays civilisé des sociétés de patronage. On ne nous a pas attendus pour en créer. Il y en a en Suisse, en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Russie, en Angleterre. Hier me parvenait justement le compte rendu annuel de la grande Société de la Mission de Saint-Giles, à Londres. Parmi les œuvres de sauvetage moral et de relèvement auxquelles elle se consacre, se trouve au premier rang le patronage des prisonniers. Des membres de la Société vont attendre les libérés à leur sortie de la prison, les font dîner, les interrogent sur leurs projets et leurs ressources, cherchent à gagner leur confiance, les dirigent vers des lieux de travail. Tous les hivers, les patronnés de la Société sont invités à un vaste banquet présidé par quelque grand personnage du monde politique ou industriel : cette année, c'était le lord-maire. Plusieurs amis de l'œuvre, des députés, des pairs, y assistent, portent des toasts, font des discours écoutés avec attention et chaleureusement applaudis. Je ne vous propose pas d'imiter cet exemple : chaque pays a ses mœurs et nous essaierons de faire aussi bien, mais autrement.

« Nous avons en France aussi des sociétés de patronage ; il y en a à Paris de très bienfaisantes : celle qui est dirigée par M. Robin, celle qui est présidée par M. le sénateur Béranger qui a bien voulu s'excuser de ne pouvoir assister à cette réunion et qui s'est fait représenter par d'honorables membres de son comité que je remercie de leur présence au milieu de nous. Il y en a d'autres encore ; il y en a qui s'occupent spécialement des femmes, il y en a qui exercent leur action en province : à Versailles, à Nantes, à Bordeaux, etc.

« Pourquoi donc une de plus ? Pourquoi celle-ci ? D'abord, ce n'est jamais un mal de multiplier les bonnes œuvres.....

« Mais il y a autre chose. Une œuvre nouvelle, fût-elle fondée dans le même champ, n'est pas forcément identique, ne marche pas fatalement sur les brisées des autres. Notre Société se distingue, si je ne me trompe, par des caractères spéciaux, par des applications diverses qui lui permettent de vivre, de fonctionner, de se développer sans empiéter sur des œuvres analogues, d'avoir, en un mot, sa physionomie particulière :

« 1° D'abord, elle propose de s'occuper très activement des libérés conditionnels, de faciliter pour sa part la mise en œuvre de la loi excellente du 14 août 1885, qui peut amener de si sérieux progrès dans la moralisation pénitentiaire.....

« . . . Il faut aider à cette œuvre de moralisation volontaire en soutenant de notre protection les libérés conditionnels. Nous nous occupons de ceux qui sont sortis, de ceux qui pourraient sortir s'ils avaient des moyens assurés d'existence. Nous cherchons à les placer, à leur procurer du travail, à les remettre, quand c'est possible, en relations avec leur famille. Car notre ambition, c'est de ne pas donner de secours d'argent, de ne pas faire d'aumônes, de ne pas encourager l'exploitation de la bienfaisance par la paresse astucieuse, mais de procurer à nos patronnés, outre, si leur pécule n'y suffit pas, des vêtements et un billet de voyage, les moyens de travailler, de vivre par eux-mêmes, de rentrer dans l'ordre et dans l'honneur. Cela seul n'est pas une tâche aisée; il n'y a rien qui soit plus pénible, plus semé de difficultés, de refus et d'écueils, que de chercher à placer des libérés et de leur obtenir du travail, soit en France, soit au delà des mers.

« 2° Ceci m'amène à un second caractère de notre œuvre. Nous n'avons pas la prétention de tout faire par nous-mêmes, de créer à tout prix du nouveau; mais nous cherchons surtout à utiliser ce qui existe. Nous nous sommes mis en relations avec les sociétés de patronage de toute la France, pour leur distribuer, si l'on peut ainsi dire, leurs ressortissants, pour diriger les libérés, autant que possible, vers leur lieu d'origine ou vers les localités qui correspondent le mieux à leur métier, soit agricole, soit industriel, soit commercial. Nous avons fait la double expérience qu'il y a quelques sociétés de patronage, en très petit nombre, qui sont actives, diligentes, utiles, qui rendent de réels services, et qu'il y en a d'autres, plus nombreuses, qui se sont laissées décourager, qui n'ont pas trouvé les occasions ou les moyens de répondre à leurs bonnes intentions, et qui n'existent plus guère que sur le papier. Eh bien, c'est ici justement que nous pouvons servir; nos lettres, nos visites, nos sollicitations réveillent, stimulent les philanthropes, les hommes charitables, les excitent à créer, ou si elles les ont créées, à vivifier les œuvres de patronage. Quand nous nous occupons d'un prisonnier, que pour une raison quelconque, d'origine, d'utilité, de famille, nous voudrions savoir en une région particulière de la France, nous nous mettons en rapport avec la société du chef-lieu, ou avec des hommes de bien qui y résident, nous les prions, nous les supplions de préparer le retour de l'enfant prodigue, le relèvement du coupable repentant, prêts de notre côté à rendre le même service si nous le pouvons.

« Devenir ainsi une société centrale, un lien, un moyen de com-

munication, un élément d'émulation et d'encouragement, un foyer de renseignements et de conseils, une occasion de créer et de multiplier les sociétés locales de patronage et de les mettre réciproquement en rapport les unes avec les autres, voilà ce que nous voulons faire, voilà ce que nous voulons être.

« 3° Il est enfin un autre côté de notre œuvre auquel nous attachons une très grande importance : c'est le patronage international. Il y a là un double intérêt que je vais vous exposer. Nous avons été frappés du nombre considérable d'étrangers détenus dans les prisons françaises. Quand leur peine est expirée, ils sont régulièrement expulsés du territoire ; on les conduit en voitures cellulaires jusqu'à la frontière, et là ils prennent leur volée. Mais nul ne les attend, nul ne les recueille, nul ne les aide, nul ne les place. Ils sont mal vus ou inconnus, ou pourchassés, n'ont que la mendicité ou le vol en perspective. Comme des pigeons voyageurs, ils rebroussement chemin et reviennent à leur colombier accoutumé, à ce doux pays de France qui exerce sur l'étranger une véritable fascination. Mais ils rentrent dans de détestables conditions, en cachette, malgré la loi, en fuyant comme des malfaiteurs l'œil du gendarme, et leur existence clandestine est une perpétuelle et presque nécessaire excitation au mal.

« Il nous a semblé qu'il y avait là comme une question de sécurité nationale, qu'il est utile de purger notre territoire de ces échappés en leur facilitant dans leur propre pays le retour à la vie honnête. D'autre part, il arrive au dehors même aventure à des Français libérés des prisons étrangères. Avons-nous le droit de nous désintéresser d'eux, de les abandonner à leur mauvais sort et de ne rien tenter pour sauver des compatriotes, même coupables, d'une ruine et d'un déshonneur sans issue ?

« Nous n'avons pas hésité. Nous nous sommes mis en rapport avec les gouvernements et les sociétés de patronage des pays voisins. Nous nous sommes adressés jusqu'à ce jour à la Suisse, à la Belgique, au duché de Luxembourg, à l'Italie, à l'Espagne. Nous avons reçu jusqu'à présent un certain nombre de réponses favorables ; nous avons, si l'on peut ainsi dire, fait même déjà échange de prisonniers libérés. Sans doute, il y a moins de Français dans les prisons étrangères que d'étrangers dans nos prisons de France, mais l'œuvre n'en a pas moins, comme vous le voyez, un réel intérêt. Elle est laborieuse à organiser ; il faut créer un service de renseignements, de correspondances, d'agences sur les villes frontalières. Nous nous y emploierons de notre mieux, nous utiliserons

toutes les bonnes volontés, et nous espérons arriver à d'utiles résultats. »

Notre collègue, M. Étienne Jacquin, conseiller d'État, directeur honoraire au Ministère de la justice, membre du Conseil supérieur des prisons, a ensuite exposé dans un langage aussi élevé que compétent le lien intime qui rattache le patronage à la mission des tribunaux de répression dont il n'est « que la continuation et le parachèvement ». A ce titre « poursuivant le même but que les magistrats, il est digne de toute leur attention et mérite tout leur appui. »

« Le législateur a ainsi pensé qu'il importait de lier l'amendement du coupable à l'idée de la répression de la récidive.

« Et à ceux qui sont trop portés à croire que la magistrature ne se prête que difficilement à croire aux résultats pratiques de cette tentative, il suffit d'opposer les circulaires du Garde des sceaux qui montrent comment, à la Chancellerie, on entend associer les magistrats à cette œuvre.

« Les magistrats ne doivent pas complètement abandonner les « condamnés qui ont été justement frappés sur leurs réquisitions; « ils peuvent par des visites fréquentes dans les prisons contribuer « à la moralisation des détenus, en leur portant des paroles d'encouragement, en montrant de l'intérêt à ceux qui témoignent « du désir de racheter leurs fautes, en s'assurant par eux-mêmes « de leurs progrès dans la voie de l'amendement et en leur faisant « comprendre qu'ils trouveront aide et protection auprès des représentants de la loi pour l'obtention de la libération conditionnelle « s'ils savent s'en montrer dignes. »

« Et plus loin :

« Je verrais avec satisfaction les autorités judiciaires poursuivre « leur mission en continuant à porter leur intérêt sur les condamnés repentants au sortir même de la prison. Les magistrats peuvent utilement employer leur autorité, se servir de leurs relations et user de leur influence pour faciliter l'œuvre si généreusement entreprise par les sociétés de patronage des libérés et « prendre au besoin l'initiative de la constitution de ces sociétés « dans les villes où il n'en existe pas encore. »

« Ces instructions, contenues dans une circulaire du Garde des sceaux du 28 juin 1888, indiquent bien qu'aux yeux du Ministre, les tentatives à faire pour la réforme et le relèvement moral des condamnés font bien partie essentielle de l'œuvre des magistrats.

« C'est que la protection de la société, but de la loi pénale, trouve sa garantie aussi bien dans les efforts faits pour la régénération des coupables que dans la répression elle-même; et les magistrats chargés de l'application de la loi pénale doivent montrer autant de vigilance à favoriser l'une que de fermeté à assurer l'autre... »

M. Léonce Larnac, secrétaire général, a donné lecture du rapport sur les travaux de la Société pendant l'exercice écoulé :

« Mesdames, Messieurs,

« L'éminent conseiller d'État, directeur de l'Administration pénitentiaire au Ministère de l'intérieur, M. L. Herbette, écrivait dans un remarquable rapport relatif à l'Exposition qu'il avait organisée, rapport inséré dans le *Journal officiel*, les lignes suivantes (1):

« Bon nombre de sociétés, disait-il, sans faire de distinction entre les divers cultes, offrent secours à toute personne dont leurs statuts les autorisent à s'occuper. Il en est une, dirigée par M. Steeg, ancien député, qui se propose, en échange de services avec certaines sociétés similaires de l'étranger, de veiller à ce que les Français malheureux puissent bénéficier hors de nos frontières de la réciprocité des mesures bienfaisantes qu'on accorde chez nous à d'autres nationaux retournant à leur pays d'origine, et reconnus dignes de compassion. »

« C'est en nous inspirant de cette généreuse pensée que nous mentionnerons ici tout d'abord les renseignements que vous êtes en droit de connaître sur le fonctionnement, dans notre Société, du patronage international (2).

« Il nous a paru que notre premier devoir était de créer entre les nations les plus voisines de la France et nous, des liens non seulement théoriques, mais surtout pratiques au point de vue de ce patronage. Nous nous sommes dit que la question étant officiellement posée à l'occasion du Congrès pénitentiaire qui doit avoir lieu à Saint-Petersbourg dans le courant de cette année, il y aurait peut-être quelque honneur pour notre Société à l'entreprendre et à réaliser, les premiers en France, le patronage international.

(1) *Journal officiel* du 10 décembre 1889. Exposition ou Musée pénitentiaire au Palais des Arts libéraux. Conf. *Bulletin*, 1889, p. 898; 1890, p. 480.

(2) *Bulletin*, 1891, p. 84.

« *Suisse.* — La première nation à laquelle nous nous sommes adressés, c'est la Suisse. La tâche nous fut facilitée au début par l'honorable M. Lardy, ministre de ce pays à Paris. Il voulut bien informer le Comité central de patronage, résidant à Neuchâtel, de nos intentions, et celui-ci se hâta d'envoyer une circulaire à l'effet de recommander l'utilité de notre œuvre aux quatorze Sociétés de la Confédération.

« La direction de la Sûreté générale au Ministère de l'intérieur mit aussitôt à la disposition de votre secrétaire général des notices individuelles relatant les noms, la filiation, la date de naissance, la résidence habituelle, le lieu de domicile des parents, la commune d'origine, la condamnation, l'époque de la libération des individus expulsés par arrêtés du Ministère de l'intérieur. Ces notices, au nombre de cent soixante-sept, ont été envoyées depuis cette époque aux Sociétés suisses par l'intermédiaire de M. Lardy.

« Pour arriver à fournir des renseignements plus précis encore, une circulaire fut envoyée par nous à MM. les directeurs des circonscriptions pénitentiaires.

« En outre, une entente est récemment intervenue entre le Ministère de l'intérieur et notre Société, entente qui nous permettra, de transmettre des notices relatives aux Suisses expulsés par MM. les préfets des départements frontières.

« Nous nous sommes mis en rapport avec M. Edmond Vernet, consul de Suisse à Lyon et président de la Société de patronage de cette ville, qui veillera à ce que tous ses compatriotes libérés dans le département du Rhône, et ils y sont fort nombreux, puissent obtenir les bienfaits du patronage.

« Nous espérons, quant à nous, que les Sociétés de patronage des cantons de Genève et de Vaud auront à leur frontière, aux lieux mêmes où les voitures cellulaires déposent leurs libérés expulsés, des agents pouvant remettre à chacun d'eux une carte indiquant l'adresse de la société de patronage à laquelle il devra avoir recours ; de même la Société de Lyon aura un agent au lieu où les Français libérés de la Suisse romande arrivent sur notre territoire. Un service analogue sera établi à la frontière nord-est. »

Pour arriver à une réalisation plus prompte des moyens pratiques nécessaires pour mener à bonne fin l'organisation du patronage international avec la Suisse et l'Italie, le conseil d'administration enverra prochainement son secrétaire général avec mission d'organiser le patronage à Lyon et à Genève. Il se rendra même à

Marseille et à Nice pour y prendre des mesures de concert avec les consuls d'Italie.

« *Italie.* — Nous sommes entrés également en rapport avec l'Italie, et nous nous sommes adressés aux Sociétés de patronage de Padoue, de Bergame, de Turin, de Brescia, de Milan, de Florence et de Livourne. Des adhésions précieuses nous sont parvenues.

« Je vous suis bien reconnaissant, nous écrit M. Alexandre Stoppato, professeur de droit pénal à l'université de Padoue et président de la Société de patronage dite : « Marguerite de Savoie », de la bonté que vous avez eue de vous souvenir de la Société encore très jeune que j'ai l'honneur de présider. Dans l'espérance d'étendre le plus qu'il nous sera possible l'œuvre bienfaisante du patronage des libérés et la noble pensée que vous avez eue de considérer comme un devoir international la transmission des prisonniers de droit commun aux sociétés de patronage de l'étranger, je vous prie de me croire tout disposé, dans les limites de nos statuts, à concourir au but que vous vous proposez. »

« Les nobles devoirs que votre Société s'est imposés, nous écrit M. Galletti, président de la Société de Bergame, et par lesquels elle s'oblige à transmettre les libérés étrangers aux sociétés de patronage de leurs nations respectives, ne peuvent que trouver l'approbation, l'encouragement et la reconnaissance des sociétés sœurs d'Italie.

« Nous pourrions accorder le patronage aux Bergamesques qui ont été condamnés par la justice française et en particulier dignes d'intérêt pour lesquels il est possible de prévenir des rechutes morales ».

« Une adhésion à laquelle nous attachons le plus grand prix, est celle de M. Luigi Berti, directeur général de la sûreté au ministère de l'intérieur à Rome (1).

« Je vous remercie vivement, nous écrit-il, de l'offre courtoise que vous avez faite à notre direction générale au nom de la Société centrale de patronage pour les libérés. Je vous serai obligé de vouloir bien me faire parvenir par l'intermédiaire de notre ambassade à Paris, les informations promises sur les Italiens expulsés du territoire de la République française ».

(1) M. Berti est malheureusement décédé depuis l'impression de ce rapport ; il n'a pas encore été remplacé.

« Il convient d'ajouter ici que l'honorable M. Ressmann, ministre plénipotentiaire et premier secrétaire de l'ambassade d'Italie, a témoigné pour notre œuvre une vive sympathie, et que c'est à lui qu'ont déjà été transmises un certain nombre de notices individuelles d'Italiens expulsés de France. Son avis est qu'il y aurait lieu pour nous de nous entendre directement avec les consuls de Lyon, de Marseille et de Nice.

« *Belgique*. — Nous avons fait appel aux Sociétés de patronage belges, de Bruxelles, de Liège, d'Anvers, de Namur, d'Ypres, de Coutrai et de Louvain.

« La Société de Louvain, la première qui nous ait répondu, nous informe qu'elle saisira la fédération des Sociétés de patronage de Belgique de notre proposition et qu'elle y défendra le système des réciprocités que nous préconisons. Son président, M. de Trooz, veut bien également nous faire connaître qu'elle sera heureuse de nous envoyer les notices concernant les Français à Louvain.

« Nous sommes aussi en relation de patronage international avec M. Hayoit, membre dévoué de la Société d'Anvers, et M. l'abbé Huyts, aumônier de la prison de cette ville, qui nous recommandent de nos nationaux.

« *Luxembourg*. — Quant au grand-duché de Luxembourg, M. Brück, secrétaire du parquet de la cour et secrétaire de la commission administrative des prisons, nous informe que cette commission, chargée en même temps du patronage des libérés dans le grand-duché, a été saisie de notre proposition.

« *Espagne*. — Nous avons fait des démarches auprès de M. Alexandre Mariano, directeur de la sûreté publique à Madrid, et auprès de M. Silvela, ancien ambassadeur de France à Paris, qui s'occupe très activement des questions pénitentiaires. Nous ne doutons pas de leurs résultats et de la réciprocité dans la transmission des libérés de France et d'Espagne.

« Et maintenant, Messieurs, qu'avons-nous fait pour le patronage en France? Il s'agit ici du patronage individuel, le plus difficile de tous, et de nos relations avec les Sociétés de patronage de notre pays.

« Nous avons eu à cœur de réaliser ces deux conditions de tout patronage vraiment utile. Nous avons évité et nous éviterons

toujours d'être une société de bienfaisance. Aussi bien les simples vagabonds ne viennent-ils pas s'adresser à nous. Nous avons eu affaire à des libérés définitifs et à des libérés conditionnels dont chacun demandait des soins matériels et moraux qui fussent appropriés à ses antécédents, à son caractère et à sa nature.

« Une circulaire fut tout d'abord envoyée par nous à toute personne pouvant s'intéresser en France au patronage des libérés, et la vérité nous oblige à dire que le nombre n'en est pas exagéré. Vous n'ignorez pas plus que nous-mêmes sur quel terrain particulièrement ingrat nous marchions et quelles préventions existent dans le public lorsqu'il s'agit d'une entreprise comme la nôtre.

« A cette circulaire des réponses encourageantes nous parvinrent de tous côtés. MM. les directeurs des circonscriptions pénitentiaires, les présidents de sociétés de patronage, plusieurs magistrats entre autres MM. les procureurs de la République de Saint-Étienne, Bar-sur-Seine, Troyes, Quimperlé, Saint-Girons, Lourdes, Louhans, Loudun, Fontainebleau, Saumur, Sainte-Menehould, Brignolles, Albertville, répondirent à notre appel, comme aussi des procureurs généraux.

« Les Sociétés de patronage, entre autres celles de Versailles, de Chalon-sur-Saône, de Bordeaux, de Nantes, de Seine-et-Marne, de l'Union française pour les enfants abandonnés, acceptèrent d'avoir avec nous des liens de fédération.

« Dès ce moment, et il fallut un temps assez long pour nous faire connaître et affirmer notre existence, dès ce moment il nous parut indispensable d'envoyer deux circulaires spéciales à MM. les directeurs de circonscriptions pénitentiaires.

« Dans la première, en date du 16 décembre 1888, nous leur demandions de nous adresser tous les renseignements se rapportant aux libérés qu'ils croiraient devoir nous recommander.

« Dans la seconde, en date du 21 janvier 1889, nous nous plaçons au point de vue de la libération conditionnelle. « Il peut se « trouver, disions-nous, soit dans les établissements que vous dirigez, soit dans les maisons d'arrêt de votre circonscription, des « détenus méritants qui sont forcément exclus des bienfaits de la « loi du 14 août 1885, parce qu'ils n'ont ni famille pouvant les accueillir, ni ressources assurées à leur sortie de prison. Désirant « favoriser dans la mesure du possible cette catégorie d'individus, nous vous serons obligés de vouloir bien nous envoyer d'une « façon régulière la notice exacte de ceux qui, se trouvant dans

« ces conditions, vous paraîtraient dignes de pouvoir éventuellement être proposés pour la libération conditionnelle. »

« Il va sans dire, Messieurs, que nous n'avons qu'à nous féliciter de l'empressement que MM. les directeurs des circonscriptions pénitentiaires mettent à s'acquitter de la tâche qu'ils ont consenti à s'imposer.

« Voici, depuis quatorze mois, le résultat de nos travaux :

« Nous avons eu à nous occuper de 147 individus du sexe masculin. Sur ce nombre 44 sont encore détenus.

« Nous avons pu procurer du travail à 54 libérés sur les 103 qui ont été mis en liberté, plus de la moitié par conséquent.

« Sur les 147 libérés, 70 nous ont été recommandés par des directeurs; le reste, par des magistrats, par les sociétés de patronage, par MM. les inspecteurs généraux ou par l'Administration pénitentiaire. Quelques-uns, 40 environ, ont sollicité d'eux-mêmes notre patronage.

« Les maisons de courtes peines nous en ont fourni 58, les colonies agricoles 3, les maisons de longues peines 86.

« Nous avons eu à patronner 23 libérés conditionnels. En dehors de ce chiffre, il convient de mentionner ce fait que plusieurs détenus, proposés pour la libération conditionnelle et auxquels nous avons pu trouver du travail, n'ont pas été jugés dignes de cette faveur.

« Depuis que notre Société est fondée, nous nous efforçons de trouver des débouchés pour le placement de nos libérés, soit à Paris, soit dans les environs. A côté de bons vœux auxquels il convient de rendre hommage, nous nous heurtons sans cesse à des préjugés qui ne vous étonneront point. Il n'entre pas dans notre manière d'agir de cacher aux patrons la situation morale du libéré à patronner. Quelques usines des environs de Paris nous ont fait un bon accueil. Quant à Paris, nous ne signalerons pas les industriels qui ont répondu à nos appels, mais qu'il nous soit permis de leur adresser ici la sincère expression de notre reconnaissance.

« Nous avons fait aussi du patronage par correspondance, et c'est ici que le lien qui devait nous unir aux Sociétés de patronage n'a pas été seulement un article de nos statuts.

« Nous entretenons des rapports avec la Société de patronage de Nantes qui, ayant la facilité de placer des libérés dans des ateliers de cordonnerie de cette ville, a accueilli plusieurs individus provenant surtout des maisons centrales de Melun, de Beaulieu et des maisons d'arrêt de Niort, Chartres et Parthenay. Quelques-uns

d'entre eux avaient pu ainsi se rapprocher, ce qui est toujours un bien, de leur pays d'origine.

« Les Sociétés de Reims et de Bordeaux nous ont aussi prêté leur concours. Celle-ci a recueilli, par nos soins, un libéré conditionnel, libéré de la maison centrale d'Eysses. L'asile de M. l'abbé Villon, à Saint-Léonard, près de Lyon, nous a été utile pour un cas semblable.

« Pénétrés de cette pensée que l'œuvre du patronage doit s'exercer tout d'abord dans la prison même, quand cela est possible, nous avons organisé, avec le concours dévoué de M. le directeur de la maison centrale de Poissy, des audiences de patronage de quinzaine dans cet établissement et pour les détenus libérables à courte échéance. Nous nous sommes surtout proposé de les mettre en relations avec leurs familles, et de renouer ainsi des liens si souvent et si malheureusement rompus.....

« M. le directeur de la maison de Nanterre n'a pas eu à se plaindre des quelques libérés que nous lui avons envoyés et qui ont été placés par lui dans le quartier des hospitalisés après condamnation. L'un deux est même devenu comptable dans l'établissement..... »

Depuis la publication de ce rapport, le fonctionnement de la Société a été aussi actif, tant pour les simples libérés que pour les libérés conditionnels, tant auprès des sociétés de province qu'auprès des sociétés étrangères.

L'Œuvre, à la différence de la Société générale de patronage des libérés (1), ne possède pas d'asile. Elle visite les condamnés dans la prison avant la libération, leur cherche du travail et les fait passer directement de l'établissement pénitentiaire dans l'atelier ou la maison de commerce. A cet effet, M. Larnac multiplie le plus possible ses visites ou plutôt ses audiences dans le cabinet du directeur à Mazas, à Sainte-Pélagie, à la Santé, à Nanterre, à Poissy, à Corbeil, à Étampes. Ses actives démarches auprès des patrons de tout Paris lui permettent de placer la plupart de ceux qui sollicitent la faveur de ses audiences. Car la Société centrale n'a pas de gros chiffres à étaler dans ses statistiques : elle évite ou du moins ne recherche pas les vagabonds, les mendiants, les paresseux invété-

(1) *Bulletin*, 1889, p. 845, 848. Voir ci-dessus à l'assemblée générale les discours de MM. Berthélemy et Rivière

rés. Sa clientèle est plus élevée, c'est une sorte d'aristocratie de la libération : elle se compose d'agents comptables, d'employés de bureau, d'hommes de lettres incompris, de professeurs sans élèves, d'officiers sans services honorables ; en tout 400 environ depuis la fondation. A tous elle s'efforce de procurer un emploi, surtout aux libérés conditionnels qui forment un cinquième du total.

En province, non seulement la Société se tient en relations étroites avec les Sociétés de Bordeaux, Lyon, Nantes, Rouen, Lille, Reims, Nancy, Versailles, Melun, Solitude de Nazareth (près Montpellier), Chalon-sur-Saône, Nîmes, Poitiers ; non seulement elle s'occupe du rapatriement d'un grand nombre de ses patronnés en payant la demi-place non accordée par les compagnies de chemin de fer, et de leur réconciliation avec leurs familles, mais elle s'occupe de fonder ou de provoquer la création de sociétés de patronage dans les grandes villes et dans les régions où il n'en existe pas, comme le sud-est (Chambéry, Annecy, Grenoble, pour Albertville), comme Dijon, Valence, Marseille, etc.

En ce qui concerne les étrangers, le chiffre est beaucoup plus considérable parce que pour eux le patronage se réduit à la transmission de leur notice individuelle aux sociétés de patronage compétentes de leur pays d'origine et à leur transfèrement vers le siège de ces différentes sociétés.

Pour la Suisse, ce service fonctionne parfaitement. M. Larnac envoie la notice de chaque détenu sur le point d'être libéré à M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, et celui-ci la transmet au président de la société du lieu d'origine. Celle-ci a un représentant à la frontière, à l'arrivée de la voiture cellulaire (à Delle ou à Genève). Ce délégué, qui est en général, à Delle, un agent de la Société de Neuchâtel, et à Genève, un agent de celle de Genève (1), dirige immédiatement le libéré vers la société compétente : Neuchâtel (2), Lausanne (3), Fribourg, Berne, Soleure, Appenzell (Rhodes extérieures) (4), Grisons, Zurich (5).

(1) Sup., p. 286.

(2) *Bulletin*, 1881, p. 199 ; 1884, p. 583 ; 1889 p. 75.

(3) *Bulletin*, 1889, p. 750. Toutes ces sociétés (*Bulletin*, 1885, p. 631), ont adhéré au concordat avec le grand-duché de Bade pour l'échange des prisonniers des cantons ou nations respectifs. Dès la réunion bisannuelle de la Société suisse pour la réforme pénitentiaire, tenue le 19 septembre 1887 à Fribourg (*Bulletin*, 1889, p. 385 et 752), elles ont posé les bases de l'organisation internationale du patronage et de l'organisation d'une union des sociétés suisses de patronage des libérés (*Les institutions philanthropiques genevoises*, par le pasteur Mittendorf. Genève, 1888, p. 216-218).

(4) *Bulletin*, 1889, p. 750.

(5) *Bulletin*, 1889, p. 751.

Ce fonctionnement a été facilité par la conférence des sociétés de patronage de la Suisse romande, au milieu de mai 1890, et par ce fait surtout qu'il n'y a que deux points par lesquels les libérés suisses soient expulsés de France.

Pour la Belgique, il existe trop de points de pénétration : la réception au point d'arrivée ne pourrait se faire sûrement et facilement. Aussi le service international est-il encore mal assuré. D'ailleurs, il ne saurait être question d'adresser toutes les notices belges : il y en a trop. Une sélection serait nécessaire.

Pour l'Italie, il a fonctionné assez bien avant la mort de M. Luigi Berti ; 40 Italiens avaient été adressés aux sociétés italiennes. Depuis sa mort, il n'a pas été remplacé. M. Larnac s'occupe de réorganiser ce service aux deux points d'arrivée : Vintimille et Bardonnèche. Des délégués de la sûreté italienne y recevraient les expulsés, après avoir, par la Société centrale, été informés de leur domicile et avoir reçu leur notice. Ils seraient alors dirigés sur la société italienne compétente, dont le président aurait également reçu de Paris un avis et la notice individuelle. M. Larnac a déjà vu les consuls italiens de Lyon, de Marseille et de Nice, à cet effet.

Avec le Luxembourg, les relations sont déjà établies.

Quant à l'Espagne, les fonctionnaires auxquels la Société s'est adressée n'ont pas encore répondu. Nous espérons, par l'intermédiaire de nos correspondants en Espagne, lui faciliter l'établissement de rapports utiles et suivis.

De même avec l'Alsace-Lorraine, l'Angleterre et l'Allemagne, où nous serons heureux de la mettre en relations avec les correspondants de notre Société.

A. RIVIÈRE.

Le conseil d'administration, outre les *présidents d'honneur*, qui sont : le préfet de Seine-et-Oise ; le maire de Versailles ; le président du tribunal civil de Versailles ; le procureur de la République près le tribunal civil de Versailles, comprend :

Président : M. Jules Steeg, inspecteur général de l'Université.

Vice-présidents : MM. Octave Bernard, conseiller à la Cour de cassation, ancien procureur de la République à Paris ; Ferdinand Dreyfus, ancien député, avocat à la cour d'appel de Paris ; Jacquin, conseiller d'État, directeur honoraire au Ministère de la

justice, membre du Conseil supérieur des prisons; Maret, président du conseil général de Seine-et-Oise.

Secrétaire général : M. Léonce Larnac, secrétaire-adjoint du comité de la libération conditionnelle au Ministère de l'intérieur.

Secrétaire du conseil : M. Maurice Muret, conseiller général de Seine-et-Oise, maire de Margency (Seine-et-Oise).

Trésorier : M. Guétonny, ancien notaire, adjoint au maire de Versailles.

Et 17 membres : MM. Victor Bart, conseiller municipal de Versailles; Boursaus, inspecteur général des services administratifs du Ministère de l'intérieur (section pénitentiaire); Bozérian, sous chef de bureau au Ministère de la justice; Caplat, directeur de la maison de refuge de Nanterre; Charpentier, directeur de la première circonscription pénitentiaire; Dubief, rédacteur en chef du *Journal de Versailles*; Flamand, avocat à la cour d'appel de Paris maire de Laqueue-les-Yvelines; Gilbert, propriétaire, agriculteur, maire de Montigny-le-Bretonneux; Jolly, constructeur-mécanicien à Argenteuil; Léon Journault, sénateur; Paul Lafitte, publiciste, conseiller municipal de Versailles; Hippolyte Maze, sénateur; Parent, directeur de la maison centrale de Poissy; Philippart, directeur de l'École d'agriculture de Grignon; Joseph Reinach, directeur de la *République française*; Védrine, docteur, adjoint au maire de Versailles.

EXTRAIT DES STATUTS

TITRE PREMIER

But de la Société.

ARTICLE PREMIER. — La Société a pour but de patronner, à leur sortie de prison, les libérés adultes des deux sexes qui n'ont ni famille pour les accueillir, ni travail assuré pour les faire vivre.

Elle prête notamment son appui aux libérés conditionnels.

Son action pourra s'étendre au patronage des libérés, qui se sont retirés dans leur famille ou qui ont trouvé du travail.

ART. 2. — La Société exerce son patronage au double point de vue matériel et moral; elle suit les libérés dans leur situation nouvelle afin de les préserver des rechutes possibles.

Elle leur procure du travail, les dirige au besoin sur le lieu de leur origine et leur fournit, le cas échéant, les moyens d'émigrer dans les colonies françaises et étrangères.

Elles s'efforcent de confier aux sociétés de patronage de leur pays, au moment de leur libération, les étrangers détenus dans les prisons de France et, réciproquement, elle patronne les Français détenus à l'étranger dès leur retour en France.

La Société utilisera pour les divers travaux des champs les libérés qui y sont préparés par leurs connaissances ou par leurs aptitudes.

ART. 3. — La Société provoque la réhabilitation des libérés remplissant les conditions exigées par la loi.

II

Comité de défense des enfants arrêtés ou traduits en justice.

La progression de la récidive ne cesse de s'accroître ; — c'est ainsi que s'exprime le Garde des sceaux dans le compte général de l'administration de la justice criminelle qu'il vient de présenter au Président de la République, pour l'année 1888.

En 1884, sur 3.083 accusés, condamnés par les cours d'assises, on comptait 1.608 récidivistes. En 1888, sur 3.019 accusés condamnés par ces cours, on trouve 1.734 récidivistes.

En 1884, sur 193.459 prévenus condamnés par les tribunaux correctionnels on comptait 87.561 récidivistes. En 1888, sur 199.469 prévenus condamnés par ces tribunaux, on trouve 105.332 récidivistes.

On essaye, de tous côtés, par des institutions de patronage, de relever les libérés, de les préserver de la récidive.

Quoi qu'on fasse, il sera toujours plus facile d'empêcher la première condamnation que les récidives. Le meilleur moyen de diminuer le chiffre des récidivistes, est de diminuer celui des enfants mal élevés.

On l'a bien compris. On multiplie les institutions destinées à recueillir les enfants matériellement ou moralement abandonnés, à veiller sur leur instruction et leur éducation.

On s'est spécialement préoccupé du sort des enfants arrêtés ou traduits en justice et on a créé, dans leur intérêt, un Comité dont le but a été bien déterminé par M. Adolphe Guillot :

« Le but du Comité de défense, a-t-il dit (voir *Bulletin de la Société des prisons*, 1891, p. 145), n'est pas de fonder des asiles, d'ouvrir des refuges, de distribuer des aumônes, mais de signaler

à l'attention des pouvoirs publics les questions de répression et d'assistance relatives aux enfants ; de signaler aux magistrats les ressources qu'ils peuvent trouver dans les établissements de charité publique ou privée ; d'assurer enfin aux jeunes prévenus la plénitude des garanties que la loi accorde aux adultes, et avant tout le patronage d'un défenseur.»

Belle mission que celle de ce défenseur ! Il est appelé à éviter aux enfants une première condamnation ; à leur assurer le bénéfice d'une éducation préventive ou correctionnelle. S'il réussit dans sa mission, il doit contribuer plus que tout autre, à la diminution des récidives, en empêchant la première chute d'où procèdent presque fatalement toutes les autres.

Pour faciliter aux avocats l'accomplissement de cette délicate, difficile et importante mission, M. Cresson, bâtonnier de l'ordre des avocats, a créé le Comité de défense. Il en était de droit le président. Cette présidence lui a été confirmée par les suffrages unanimes de ceux qu'il a bien voulu associer à son œuvre.

Le 11 mars 1891, pour la quatrième fois, le Comité se réunissait dans une des salles du Palais de justice sur l'invitation de son bureau provisoire.

« Le bureau, a dit M. le bâtonnier en ouvrant la séance, a certainement obéi aux intentions de chacun des membres du Comité en appelant aujourd'hui le concours de plusieurs notabilités qu'il faut remercier d'une adhésion attestée ou par leur présence, ou par des réponses sympathiques. Leur mérite, leur autorité, leur dévouement à toutes les œuvres généreuses, utiles et patriotiques ajouteront à la force, à la gravité des travaux du Comité, à l'influence de ses vœux.

« L'ordre du jour de cette séance annonce diverses communications. La plus importante est celle qui sollicite la délibération du Comité sur la rédaction d'un règlement et sur la désignation d'un bureau définitif.

« Le Comité ne se propose pas d'édifier une œuvre de bienfaisance, de solliciter la charité, d'ajouter un nouvel effort à tant d'efforts si méritants des œuvres anciennes ou nouvelles ; il ne se donne pour mission et pour but que l'étude, la discussion et la recommandation des améliorations à introduire dans le régime légal appliqué à l'enfance abandonnée, malheureuse, vicieuse ou coupable ; il veut surtout préciser, codifier, si c'est possible, les règles indispensables à l'instruction des délits reprochés aux

enfants aussi bien qu'à la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

« L'existence et la vitalité du Comité ont besoin d'une organisation. Son fonctionnement, la distribution, la production de ses travaux, l'exécution de ses décisions, tout exige l'adoption d'un règlement et le choix d'un bureau chargé de l'appliquer.

« Dans un instant, vos décisions et vos votes consacreront l'un et l'autre.

« Je n'ose pas terminer ces observations sans remercier devant vous M. le Garde des sceaux de l'accueil si attentif et si bienveillant qu'il a fait aux communications dont j'étais chargé par vos délibérations. Il a promis à votre président d'examiner avec le plus grand soin les vœux exprimés dans le procès-verbal de votre réunion de juillet 1890. Il m'a fait remettre une copie de la lettre dans laquelle il apprécie et recommande l'entreprise du Comité. »

M. le bâtonnier donne alors lecture de la lettre adressée par M. le Garde des sceaux, le 12 juillet 1890, à M. le premier président près la Cour de cassation, au premier président et au procureur général près la cour d'appel de Paris, au président du tribunal de la Seine et au procureur de la République à Paris :

« Je viens d'apprendre, dit M. le Ministre de la justice, que, sous la présidence de M. le bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour d'appel de Paris, un Comité se constituerait au Palais de justice en vue d'étudier les mesures à prendre pour la surveillance ou la protection des enfants arrêtés et traduits devant les tribunaux.

« Le concours de quelques représentants de la magistrature aurait été sollicité pour participer aux travaux de ce comité.

« Je vous prie de vouloir bien faire connaître à ces magistrats que je les autorise bien volontiers à prêter leur dévouement et leur expérience à une œuvre qui, par son caractère moral et philanthropique, est digne de tous les encouragements. »

M. le bâtonnier présente ensuite à l'examen du Comité le projet de statuts préparé par le bureau provisoire. Ce projet est adopté, après délibération, dans ces termes :

ARTICLE PREMIER

Le Comité a pour but de contribuer à l'amélioration du système pénal concernant les enfants ; d'organiser d'une façon pra-

tique, avec le concours du Barreau et l'appui des pouvoirs publics, la défense des enfants arrêtés ou traduits en justice; d'étudier et de signaler les différentes questions pouvant se rattacher à la protection et à l'éducation de ces enfants.

ART. 2

Le Comité se propose notamment : 1° de seconder l'action des administrations publiques en recommandant, de préférence à l'application des courtes condamnations, pour les mineurs de seize ans, le renvoi dans des maisons d'éducation correctionnelle pendant un temps assez long pour assurer leur réforme; 2° de faciliter l'intervention des établissements publics ou privés en faveur des enfants arrêtés ou traduits en justice.

ART. 3

Le Comité appelle à ses délibérations :

- 1° Le bâtonnier des avocats à la cour d'appel;
- 2° Le président sortant d'exercice;
- 3° Le premier président de la Cour de cassation et le procureur général près la même Cour;
- 4° Le premier président de la cour d'appel et le procureur général près cette cour;
- 5° Le président et le doyen de la chambre des appels de police correctionnelle;
- 6° Le président du tribunal civil et le procureur de la République;
- 7° Le préfet de police;
- 8° Le directeur général de l'administration pénitentiaire;
- 9° Le directeur des affaires criminelles au ministère de la justice;
- 10° Le directeur de l'assistance publique au ministère de l'intérieur;
- 11° Le directeur de l'assistance publique de Paris.

ART. 4

Sont membres titulaires du Comité les personnalités présentées par le bureau et acceptées par l'assemblée générale.

ART. 5

Le Comité est administré et représenté officiellement par un bureau composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire général, de deux secrétaires des séances. Tous sont élus pour une période de cinq ans; ils sont rééligibles; en cas de démission ou de décès, ils sont remplacés, pour la période courante sur la proposition du bureau par l'assemblée générale.

Chaque année, quatre membres nommés par l'assemblée sont adjoints au bureau et forment avec lui le Comité de direction.

ART. 6

Le Comité vote au scrutin secret la publication de ses travaux. Cette publication est faite par les soins du bureau.

ART. 7

Les frais et les dépenses du Comité sont couverts par des souscriptions volontaires.

ART. 8

Tous les procès-verbaux des séances sont transmis à M. le Garde des sceaux.

ART. 9

Les modifications aux statuts devront être votées par le Comité réuni en assemblée générale; les demandes de modifications devront être signées de dix membres titulaires.

Après le vote des statuts, ont été élus membres du bureau pour 5 ans:

Président : M. Cresson.

Vice-présidents : MM. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation; Flandin, vice-président du tribunal de la Seine.

Secrétaire général : M. Adolphe Guillot, juge d'instruction.

Membres adjoints pour un an : MM. Lefuel, substitut; V. Bournat, avocat; Brueyre, membre du conseil supérieur de l'assistance publique; Rollet, avocat.

Secrétaires des séances : MM. Nusse, greffier à la Cour de cassation ; Bailly, greffier à la cour d'appel.

Étaient présents à cette réunion du Comité :

MM. Cresson, bâtonnier de l'ordre des avocats, président ;
Béranger, sénateur, membre de l'institut ;
Picot, membre de l'institut ;
Petit et Félix Voisin, conseillers à la Cour de cassation ;
Potier, conseiller à la cour d'appel de Paris ;
Roulier, avocat général près la cour d'appel de Paris ;
Flandin, vice-président du tribunal civil de la Seine ;
Guillot, juge d'instruction près le tribunal civil de la Seine ;
Lefuel, Brégeault et Fournier, substituts de M. le procureur de la République ;
Sabatier, avocat à la Cour de cassation ;
Lépine, secrétaire général de la préfecture de police ;
Peyron, directeur de l'assistance publique ;
Strauss et Alpy, membres du conseil municipal de Paris ;
Dubois, vice-président de la Société générale des prisons ;
Brueyre, membre du conseil supérieur de l'assistance publique ;
Lefébure-Léon, fondateur de l'Office central des institutions charitables ;
Gras, administrateur délégué de la Société du sauvetage de l'enfance ;
Rivière, secrétaire général de la Société générale des prisons ;
Bournat, Bonneville de Marsangy, Crémieux, Danet, Deschars, Fourcade et Rollet, avocats à la cour d'appel de Paris .

Le 18 mars, M. le bâtonnier Cresson a réuni les membres du bureau dont il est le président et les a invités à rédiger le programme de toutes les questions à signaler à l'attention des pouvoirs publics dans l'intérêt des enfants arrêtés ou traduits en justice.

Dès que ce programme sera définitivement arrêté, nous le ferons connaître.

VICTOR BOURNAT.

III

Patronage de l'enfance et de l'adolescence.

A la fin du dernier rapport de M. Rollet, nous exposions (supr. p. 285) ses idées sur les placements en Algérie. Les difficultés sont assez grandes à en juger par la lettre suivante de M. Chevalier, directeur-fondateur de la ferme-école :

« Je puis vous dire, à présent, Monsieur, que je considère l'idée du placement de nos jeunes gens chez les colons, après une année de séjour à la ferme, comme à peu près impraticable; on trouvera très rarement à les placer d'une manière convenable.

« Il ne suffit pas de débarrasser la capitale des enfants en danger de devenir de mauvais sujets; il faut encore moraliser ces enfants, leur enseigner une profession qui leur permette de gagner leur vie et en faire d'honnêtes gens; c'est bien là le minimum du programme.

« Peut-on le remplir par un séjour de quelques mois ou d'une année à l'asile ? »

« Je réponds « Non » sans hésiter. Il faut garder les jeunes gens jusqu'au moment de leur incorporation dans l'armée et s'arranger de façon à les avoir fait assez travailler pour qu'ils aient amassé un petit pécule; s'occuper encore d'eux après leur libération du service militaire; les aider à s'établir ou leur faire obtenir des concessions de terrain.

« Voilà bien le but que je voudrais atteindre. »

La Société fait appel aux lumières des personnes connaissant l'Algérie pour l'aider à sortir le plus rapidement possible de cette période de difficultés et de tâtonnements. L'œuvre entreprise dans notre belle colonie africaine est patriotique. Un bon conseil suffit pour la mener à bien.

IV

Asile maternel pour jeunes filles abandonnées.

Le journal bi-mensuel *la Femme* publie, en janvier, le huitième compte rendu de cette œuvre fondée en 1883, rue Clavel, 26, par M^{me} Delpech et dirigée avec tant de cœur par M^{me} E. Robin, la digne compagne de notre vaillant collègue, M. le pasteur Robin.

Toutes les enfants abandonnées, difficiles, insubordonnées sont

admises à l'asile, moyennant une faible pension mensuelle, à partir de l'âge de neuf ans. Aucune autre condition n'est mise à leur admission. Elles y sont préparées à la profession de « bonnes à tout faire » et elles y restent jusqu'à leur placement, c'est-à-dire jusqu'à dix-sept ans environ. M^{me} Robin est aidée par la plus ancienne de ses jeunes protégées qui est restée attachée à l'Asile en qualité de sous-directrice. Les enfants sont au nombre d'une quinzaine.

« Après leur placement, le lien qui les unissait à l'Asile n'est pas brisé. L'Asile, c'est leur *Home*. D'autres vont quitter encore cette année : nous espérons trouver pour elles des situations convenables, nos vœux les y accompagnent déjà.

« Nos difficultés, ce sont nos ressources restreintes.

« Voici d'ailleurs le compte rendu financier de l'exercice écoulé :

Recettes

En caisse	60 10
Collectes de Paris et dons de <i>La Femme</i>	1.958 »
Pensions	4.586 90
Trousseaux	170 20
Travail et vente de pastilles	563 70
Intérêts	100 »
Total	<u>7.433 90</u>

Dépenses

Traitement	1.100 »
Nourriture	3.174 70
Éclairage, chauffage et blanchissage ...	439 75
Mobilier, atelier et linge	301 60
Vêtements	517 50
Pharmacie, frais de bureau, de collecte et de classe, etc.	260 15
Loyer, entretien locatif, eau, impôts, etc.	1.591 »
Total	<u><u>7.384 90</u></u>

« Tel est l'exposé de notre situation financière. En comparant les comptes de cette année avec ceux de l'année dernière on remarquera deux choses : l'augmentation des dépenses pour la nourriture provenant de l'augmentation du prix des vivres, et la diminution des dons.

« Nous ajoutons que les vêtements neufs ou vieux sont reçus avec reconnaissance, ainsi que les dons en nature. »

V

Le « Foyer chrétien »

En visitant les établissements du D^r Barnardo, à Londres, une femme de bien, M^{me} M. Marshall-Dupuy, a été frappée des heureux résultats obtenus par une annexe de ces œuvres, affectée aux malheureuses jeunes filles sortant de prison, ou à celles jetées hors de la bonne voie par la misère ou les mauvais conseils.

« Il s'est formé, dit-elle, bien des groupes de femmes charitables et dévouées qui ont ouvert des asiles, des refuges où ces pauvres enfants, après avoir subi un jugement ou une condamnation, sont recueillies jusqu'à ce qu'elles puissent être placées, comme servantes ou apprenties, dans des familles honorables qui continueront l'œuvre de relèvement commencée par les infatigables dévouements cités plus haut.

« Mais n'y a-t-il pas une lacune entre la sortie de l'asile ou du refuge, et l'entrée dans cette famille ?

« Prenons, par exemple, la jeune fille qui a subi une condamnation quelconque, qui, pendant plusieurs années peut-être, a fréquenté la rue, a mendié, a fait pis encore, poussée moins par le vice que par la misère ; personne près d'elle pour lui donner un bon conseil ; tombant trop souvent par ignorance complète du bien, n'ayant jamais vu que le mal autour d'elle et le faisant presque inconsciemment.

« Cette jeune fille n'aura que peu appris pendant sa détention ou son court séjour à l'asile, qui l'ait préparée à un travail tout nouveau pour elle, à un genre de vie où elle va trouver un bien-être inconnu jusqu'alors.

« Elle aura tant à apprendre. Sa maîtresse, douée des plus charitables intentions, aura-t-elle toujours la patience d'attendre que la jeune servante ait peu à peu subi les différentes transformations qui feront de cette enfant une jeune fille capable de gagner sa vie désormais honnêtement ?

« Nous avons donc, pour combler cette lacune, résolu de fonder avec le « Foyer Chrétien » une école d'apprenties-servantes, d'après ce que nous avons vu à Londres.

« Nous ne prendrons nos jeunes filles que de quatorze à dix-huit ans, parce qu'après cet âge elles ont de trop grandes prétentions de gages.

« La jeune fille y fait un apprentissage de six mois, gagne

5 francs par mois, et doit être vêtue selon ses besoins, après le premier mois écoulé. Ce premier mois, ou mois d'essai, permet de juger s'il y a de la bonne volonté au travail régulier et assidu, et si la jeune fille peut faire un bon sujet pour le service, état qui demande de la docilité et une certaine aptitude au dévouement pour les maîtres. Si le sujet dénote une incapacité notoire, elle sera renvoyée à la fin de ce mois à l'asile, au refuge et à tel établissement indiqué par le Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, dont nous avons obtenu l'approbation et le précieux appui.

« Au contraire, quand la jeune fille aura terminé ses six mois d'apprentissage dans cet intérieur confortable, elle saura faire le ménage, *servir à table*, laver, repasser, raccommoder et peut-être bien coudre, et assez de cuisine, pour entrer comme bonne à tout faire ou femme de chambre, ou bonne d'enfants. Ces six mois auront, il nous semble, suffi à connaître le caractère du sujet, et elle pourra rentrer, transformée sous bien des rapports, dans la vie militante des honnêtes gens. »

M^{me} Marshall-Dupuy n'a encore ni le grand établissement qu'elle entend fonder, ni les fonds qui lui sont nécessaires. Mais déjà dans son appartement de l'avenue de Clichy, 13, où elle reçoit des pensionnaires et donne ses leçons, elle a recueilli deux jeunes filles qui apprennent chez elle le service, en attendant qu'un local plus grand permette d'apprendre à un plus grand nombre non seulement le ménage, mais la couture, la lingerie. etc....

L'Œuvre est protestante, mais elle recueille également des enfants catholiques ou israélites. La seule condition est que chacun y pratique les devoirs de sa confession.

VI

École de réforme d'Yzeure (1).

Lorsque l'Administration des enfants assistés de la Seine a gravement à se plaindre de la conduite d'un pupille, elle agit par voie de correction paternelle (Pétite-Roquette et Fouilleuse) (2).

Mais pour ceux qui sont réformables, elle se réserve d'appliquer elle-même le traitement.

(1) *Bulletin*, 1887, p. 355.

(2) *Bulletin*, 1888, p. 923.

Sa doctrine peut se formuler ainsi : entre le régime ordinaire des écoles applicable à la majorité des enfants et celui des maisons de correction applicable aux irréformables, il y a place pour une éducation non purement répressive, mais seulement ferme et persévérante, suivant l'enfant dans tous ses actes, auxquels une certaine liberté est laissée.

C'est pour l'application de cette conception qu'ont été ouverts le dépôt de Moulins (1) pour les garçons et l'école de réforme d'Yzeure pour les filles.

Chacun de ces établissements reçoit à la fois des enfants assistés et des enfants moralement abandonnés, mais en très grande majorité de cette dernière catégorie.

L'école d'Yzeure est située à 2 kilomètres N.-O. de Moulins, au centre du petit village dont elle encastre la jolie église romane. A gauche de l'église sont les bâtiments de l'école de réforme dirigée par Mme La Cécilia, veuve de l'ex-commandant de la Commune ; à droite sont ceux de l'école professionnelle, entièrement séparée et dirigée par Mlle Renault (113 enfants, toutes moralement abandonnées, sauf trois) (2).

L'école de réforme pourrait contenir une centaine d'enfants ; au 14 mars, jour de ma visite, elle n'en comptait que 22. Elles venaient : un petit nombre de l'hospice de la rue Denfert et en majorité des agences ; quelques-unes étaient d'anciennes libérées de l'ouilleuse, sorties incorrigées et dont le séjour ici, où la discipline est bien plus douce, s'expliquait difficilement. Elles ont de dix ou douze ans jusqu'à vingt ans et ont, au dire de la directrice, les mœurs les plus abominables, les vices les plus immondes.

Les moyens de moralisation sont :

1° L'instruction qui se donne dans deux classes (deux heures dans celle du matin ; une heure et demie dans celle du soir).

2° Le travail (couture, blanchisserie, cuisine, ménage, repassage le samedi, boulangerie le mardi).

3° Les punitions. Elles sont fréquentes et, d'ailleurs, variées, de-

(1) V. *infra*.

(2) Ce sont des enfants remarquées comme particulièrement bien douées et venant soit directement de l'hospice de la rue Denfert, soit des agences. Trois institutrices leur donnent une instruction soignée, complétée par l'apprentissage de la couture, de la lingerie, de la blanchisserie, du jardinage (8 hectares de potager). On les reçoit à partir de n'importe quel âge, jusqu'à l'âge du placement, c'est-à-dire jusqu'à dix-huit ou vingt ans. La maison pourrait recueillir 200 enfants dans ses dortoirs. Tous les âges sont confondus pendant les heures de travail à l'atelier.

puis la simple réprimande et la privation de dessert jusqu'à la cellule noire. La nourriture en effet y est plantureuse : de la viande presque tous les jours, du vin à tous les repas, des desserts ! Quant à la cellule on a dû la blinder, tant la vigueur des jeunes pensionnaires aimait à s'exercer contre les planchers et les cloisons, incapables de leur résister. Inutile d'ajouter que la réprimande exerce peu d'effet sur ces natures éminemment expansives.

La chapelle, construite par Mgr l'évêque de Moulins avant l'instance encore pendante devant la cour de Paris, a d'abord été transformée en réfectoire, puis démolie comme trop froide : on reconstruit à sa place un autre réfectoire plus confortable.

Le séjour dans la maison dure en moyenne de six à huit mois ; après ce laps de temps, on considère que l'éducation réformatrice a produit son effet et on les renvoie soit à l'hospice, soit, en très grande majorité, dans leurs agences.

La théorie de l'administration sur la nécessité d'un régime intermédiaire entre le régime purement pédagogique et le régime purement répressif peut être exacte. Elle a été développée et défendue avec infiniment de talent devant les conseils officiels du département de la Seine et au Congrès de Pétersbourg (supr. p. 87) par nos honorables collègues MM. Strauss (1) et Rousselle, délégués du conseil général à ce Congrès. En fait, à Yzeure, il n'existe, je crois, pas une seule enfant à qui l'éducation correctionnelle ne fût plus appropriée que cette éducation ditérformatrice. Depuis trois ans un projet, qui paraît sur le point d'aboutir, consiste à transférer à Paris dans un des quartiers de la Salpêtrière cette école de réforme dont les bâtiments seraient cédés à l'école professionnelle voisine. Le but du transfert serait de « donner aux enfants une direction à la fois pédagogique et médicale », de les soumettre à une « orthopédie mentale ». Nous espérons que, tout en restant sur les terrains de la Salpêtrière, cette école restera une école et ne deviendra pas un champ d'expériences à l'égard de ces enfants perverses, frappées de déviation intellectuelle, enclines au vagabondage et à tous les vices les plus monstrueux. Un grand procès récent, au cours duquel le Dr Jules Voisin (ne pas confondre avec notre honorable collègue le Dr Auguste Voisin) n'a pas fait preuve de toute la discrétion désirable, est pour nous

(1) Rapport de M. Paul Strauss, du 18 mars 1887, au conseil général, déjà cité, en 1887 p. 355. Discussion du 3 avril 1890 au conseil général (*Bulletin municipal officiel* du 4 avril, p. 873-879).

une occasion de le demander avec énergie. Si les enfants sont *malades*, qu'elles aillent dans les quartiers de l'hôpital et y subissent le traitement médical que comporte leur état. Mais que, tant qu'elles resteront dans l'école, il soit bien entendu que *jamais* les traitements en usage à l'hôpital de la Salpêtrière ne leur seront appliqués !

VII

Dépôt de Moulins.

A un kilomètre au nord de Moulins et à un kilomètre à l'est d'Yzeure est l'école de réforme pour les enfants indisciplinés de l'Assistance publique de la Seine. Les uns viennent directement du Petit Parquet ou de la Petite-Roquette (avant jugement) avec une notice signée du substitut délégué au Petit Parquet, les autres viennent des placements où ils se sont montrés insubordonnés.

Le dépôt compte 20 enfants de dix à dix-huit ans, sous la surveillance d'un jeune instituteur, d'un contremaître et d'un surveillant. Le directeur, qui est en même temps directeur de l'agence de Moulins et économe des deux écoles d'Yzeure, réside à Moulins même.

On leur apprend la cordonnerie, la menuiserie, un peu de jardinage (le jardin n'a que 5 ares). L'instruction primaire est donnée par l'instituteur pendant trois heures par jour ; l'instruction religieuse est absolument absente.

La durée moyenne du séjour est de quatre à six mois après lesquels on les replace à la campagne chez des cultivateurs ou chez des patrons.

VIII

Société de patronage des libérés de Bordeaux.

Cette œuvre si recommandable et dont nous avons parlé à maintes reprises (1) a tenu son assemblée générale annuelle le 27 novembre 1890, dans le local du Refuge, rue Malbec, 27, sous la présidence d'honneur de M^{re} Lecot, archevêque de Bordeaux, assisté de M. Bayssellame, maire de la ville, et de M. O. Grossard, président de l'œuvre.

(1) Voir *Bulletin*, 1890, p. 577.

Nous constatons dans notre dernier compte rendu une légère diminution dans le nombre des assistés ; cette fois encore le nombre des assistés a un peu diminué. Nous voyons en effet dans le rapport de M. Calvé que, durant son seizième exercice, embrassant la période comprise entre le 1^{er} novembre 1889 et le 1^{er} novembre 1890, la Société a assisté, en y comprenant 9 pensionnaires qui restaient encore de l'année précédente, 934 individus sur lesquels 852 ont été admis au refuge, 37 entretenus au moyen de bons d'auberge, et 45 secourus à leur domicile ou aidés à leur passage. Ce chiffre de 934 assistés est de 42 unités inférieur à celui de l'exercice précédent, mais M. Calvé fait remarquer que dans aucun des exercices antérieurs le chiffre des pensionnaires admis pendant un certain temps au Refuge n'avait atteint celui de 852 relevé par la statistique pour l'exercice 1889-1890.

Nous extrayons du rapport de M. Calvé les passages suivants :

« Sur les 934 assistés de notre dernier exercice, nous ne pouvons, dans le détail de notre statistique, comprendre que les 852 qui ont reçu l'hospitalité du Refuge, c'est-à-dire ceux sur lesquels nous avons les renseignements nécessaires à ce décompte.

« Sur ces 852 pensionnaires du Refuge :

- 156 ont été placés.
- 169 ont été rapatriés.
- 34 ont été embarqués.
- 426 sont sortis volontairement.
- 18 ont été renvoyés.
- 6 ont été réconciliés avec leurs familles.
- 4 se sont engagés au service militaire.
- 20 ont été admis dans divers établissements de bienfaisance.
- 19 restaient encore au Refuge le 1^{er} novembre courant.

852

« Nos 852 pensionnaires du Refuge se répartissent ainsi suivant leur âge :

- 237 avaient moins de 21 ans.
- 271 avaient de 20 à 30 ans.
- 250 avaient de 30 à 45 ans.
- 94 avaient plus de 45 ans.

852

« Le nombre de jeunes gens mineurs auxquels notre Société doit venir en aide est chaque année fort élevé : pour la plupart,

ils ont, dès leur enfance, été victimes d'un abandon qui, s'il ne les a pas toujours conduits à se faire détenir dans des maisons de correction, a, tout au moins, été pour eux l'origine d'habitudes de vagabondage et de mendicité les dépravant et les rendant insensibles aux menaces et aux atteintes de la loi pénale. Cette constatation, dans sa minime proportion, éveille le souvenir des données de plus en plus attristantes fournies annuellement par les statistiques criminelles relativement à la culpabilité de mineurs de moins de dix-huit ans et prouve, elle aussi, la nécessité de toutes les mesures législatives grâce auxquelles nous cesserons, sans doute, de voir les crimes les plus effroyables recruter leurs agents les plus résolus parmi les générations à peine venues à l'adolescence. Elle nous sera aussi l'occasion d'affirmer notre sympathie pour les généreux efforts que multiplie en France l'initiative privée dans l'intérêt de l'enfance et dont notre cité a offert l'exemple le plus digne d'être loué.

« Voici quel était le degré d'instruction de nos pensionnaires :

3 avaient reçu une instruction supérieure.
480 savaient lire, écrire et compter.
252 savaient lire et écrire,
24 ne savaient que lire.
93 étaient entièrement illettrés.

852

« Les condamnations de ceux qui appartenait à la catégorie des libérés avaient été prononcées pour les délits suivants :

Vagabondage et mendicité.....	185
Vol.....	164
Escroquerie, abus de confiance, faux.....	16
Grivèlerie, ivresse.....	12
Bris de clôture, outrages, coups, menaces et rébellion.	27
Attentats aux mœurs.....	2
Désertion, insoumission et autres délits militaires...	4
	410

« Les 442 pensionnaires qui forment le complément de nos admissions au Refuge ont, pour la plupart, bénéficié de notre assistance après une arrestation que les magistrats du Petit Parquet ou leurs auxiliaires ont pu dispenser de toutes suites répressives ou après un acquittement prononcé par la juridiction correctionnelle. Les

individus ainsi relaxés, soit avant, soit à la suite de leur comparution en justice, n'auraient certainement pu continuer à se préserver des condamnations auxquelles leur détresse les exposait, s'ils n'avaient rencontré notre appui secourable, et notre intervention a eu pour eux l'efficacité la plus salutaire. Nous devons ajouter que leur placement nous est rendu plus facile par l'attestation favorable qu'ils trouvent dans leur casier judiciaire exempt de toute note infamante. Quelques-uns que la justice a déjà peut-être frappés, mais dont nous ne pouvons exactement connaître les antécédents, viennent d'eux-mêmes solliciter notre protection et nous estimons qu'ils y ont droit sans attendre qu'ils aient subi l'incarcération qui, selon la lettre de nos statuts, devrait précéder l'octroi de notre patronage. Nul ne peut songer à nous blâmer de retenir sur le seuil de la prison des hommes qui, sous la pression de la misère, sont tout prêts à le franchir : il faut seulement apporter une juste mesure dans l'application de ces actes de protection qui excèdent un peu la limite fixée par la loi de notre institution, et vous pouvez être assurés que votre Comité, à cet égard, comme pour tout ce qui rentre dans le cercle de ses attributions nettement définies, ne se départira jamais d'une prudente circonspection.

« Sur les 852 individus recueillis au Refuge :

220 sortaient du Fort du Hâ ou de la prison annexe de Labottière.

101 nous étaient adressés du Petit Parquet.

531 venaient sur la recommandation de membres du Comité ou d'autorités diverses.

852

« Chaque quinzaine ont lieu les visites faites au Fort du Hâ par deux des membres du Comité dans le but d'offrir le patronage de notre Société aux détenus dont la peine arrive à son terme et qui se trouveraient au moment de leur libération sans abri, sans travail et sans ressources. Nous sommes, dans cet appel que nous adressons aux condamnés qu'il importe de préserver de la rechute, activement secondés par l'Administration pénitentiaire qui, à tous les degrés de sa hiérarchie, multiplie ses efforts pour faciliter notre tâche et la rendre féconde en heureux résultats.

« Les professions exercées par nos patronnés sont les suivantes :

Manceuvres et journaliers	220
Serruriers, ferblantiers, forgerons, mécaniciens.	92
Maçons, tailleurs de pierre, plâtriers	56
Menuisiers, charpentiers, ébénistes	73
Comptables, écrivains, employés de commerce ..	56
Domestiques, infirmiers	37
Cultivateurs, jardiniers	33
Marins, chauffeurs	56
Professeur, instituteur	1
Imprimeurs, lithographes	14
Bijoutiers, horlogers	7
Peintres, teinturiers	30
Selliers, bourreliers	8
Tonneliers, caissiers, tourneurs	5
Pâtisseries, cuisiniers, garçons de café ...	64
Boulangers, menuisiers	34
Cordonniers, tanneurs	22
Tailleurs d'habits	13
Chapeliers, coiffeurs	11
Verriers, porcelainiers	2
Bouchers, charcutiers	18
	<u>852</u>

« Les recettes de toute nature y compris le solde en caisse le 1^{er} novembre 1889 qui était de 6.314 fr. 13 se sont élevées à 21.116 fr. 38.

« Les dépenses ont été de 14.951 fr. 75.

« Le solde en caisse au 1^{er} novembre 1890 se montait donc à 6.164 fr 63. »

IX

Société de patronage des libérés de Seine-et-Marne (1).

Cette Société a tenu son assemblée générale annuelle le 21 février 1891, à l'hôtel de la préfecture, sous la présidence de M. Gouraincourt, président du tribunal de Melun.

M. Veillier, directeur de la maison centrale de Melun, secrétaire de la Société de patronage, a rendu compte des opérations de la Société pendant l'année 1890.

(1) Voir *Bulletin*, 1890, p. 582.

Il a été d'abord rappelé les modifications votées par la dernière assemblée générale et annoncé qu'elles avaient été approuvées par décision ministérielle du 8 juin 1890.

S'inspirant de ces modifications, le comité a élargi le cercle des opérations de la Société et l'assistance accordée aux malheureux est parfois devenue préventive.

La Société de Seine-et-Marne s'est mise en rapport avec d'autres sociétés de patronage. Voici à cet égard comment s'est exprimé M. Veillier :

« A diverses reprises également, l'idée s'est fait jour, au sein de votre conseil d'administration, d'entrer en relations suivies avec d'autres sociétés de patronage. Pendant assez longtemps, ces relations s'étaient bornées à l'échange de correspondances où les sociétés se confiaient surtout leurs succès. Au cours de l'année 1890, la Société centrale de patronage dont le siège est à Paris, 3, rue des Pyramides, a prêté son concours à celle de Seine-et-Marne en plaçant plusieurs libérés conditionnels. L'Asile de Saint-Léonard, à Couzon (Rhône), a également accepté un libéré conditionnel. Un autre a été placé par la Société de patronage de Nantes. Enfin, à une date récente, M. Béranger, président de la Société générale de patronage, 176, rue de l'Université, à Paris, a fait connaître que cette Société venait d'ouvrir un asile provisoire spécial aux libérés conditionnels et qu'elle est désormais en mesure de prendre la charge à la fois de surveiller leur conduite et de leur procurer du travail.

« Les liens qu'il était si désirable de voir s'établir entre les diverses sociétés de patronage semblent se former peu à peu. Il est permis d'espérer qu'ils vont se resserrer sous l'influence bienfaisante des hommes éminents qui en ont pris l'initiative, et que le travail, qui a si souvent fait défaut, pourra enfin être donné aux libérés qui le recherchent. »

« Les résultats de l'année 1890, dit plus loin M. Veillier, font d'ailleurs assez bonne figure et marquent, sur les années précédentes, un progrès réel. Les voici classés par catégories diverses :

1° Admis sur les chantiers de Coubert.....	6
2° Placés individuellement par la Société centrale.....	2
3° Placé à l'Asile de Couzon (Rhône).....	1
4° — par la Société de patronage de Nantes.	1
5° Expatriés dans la République Argentine....	3

6° Rapatriés à leur lieu de naissance ou à leur ancien domicile	10
7° Secours accordés pour cause d'infirmités ou de vieillesse	88
8° Prêt d'argent en vue d'achats d'objets mobiliers, d'effets de travail ou d'outils....	42
9° Secours et assistance aux familles.....	6
10° Avances de fonds restitués à terme fixe....	5

« Outre ces opérations, votre comité s'est tenu en relations avec un grand nombre de libérés conditionnels qui n'avaient sollicité, d'ailleurs, de la Société qu'un appui moral. Cette œuvre excellente a eu pour but soit la réconciliation avec la famille, soit le maintien des affections familiales. Elle a été très étendue, au cours de l'année 1890 et a donné lieu à une importante correspondance. »

Après la lecture du rapport de M. Veillier, M. le Président appelle l'attention de l'assemblée sur l'intérêt que semble présenter la création à Melun d'une maison d'assistance par le travail et propose la nomination d'une sous-commission chargée de préparer un projet qui serait soumis ultérieurement à l'approbation d'une assemblée générale tenue à cet effet. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

Du 1^{er} mars 1890 au 21 février 1891, les recettes, y compris le solde de l'année précédente qui était de 467 fr. 90, se sont élevées à 3.249 fr. 15.

Les dépenses ont été de 3.172 fr. 60; il restait donc en caisse le 21 février 1891, 76 fr. 55.

X

Colonie agricole de Sainte-Foy (1).

La colonie agricole de Sainte-Foy, fondée en 1843, est un établissement à la fois répressif et préventif.

Comme établissement répressif, la colonie est ouverte à tous les enfants protestants, âgés de moins de seize ans, acquittés par les tribunaux comme ayant agi sans discernement, mais soumis à être enfermés dans une maison de correction pour un certain nombre d'années (art. 66 du Code pénal).

Comme établissement préventif, la colonie reçoit tout enfant vicieux n'ayant pas comparu devant le tribunal, à la condition

(1) *Bulletin*, 1889, p. 136.

qu'il soit âgé de moins de seize ans et que la famille puisse payer la pension de 300 francs, ou tout au moins, en cas de ressources insuffisantes, la demi-pension de 180 francs. En outre un trousseau de 80 francs doit être payé au moment de l'entrée de l'enfant pour le temps qu'il restera à la colonie (1).

Cette œuvre a tenu son assemblée générale annuelle le 15 juin 1890.

Le directeur de la colonie, M. Thenaud, s'est élevé avec juste raison contre les peines de quelques jours de prison prononcées contre des enfants et a montré quel tort irréparable produit une pareille condamnation. M. Thenaud a montré aussi combien était injuste la campagne dirigée contre les colonies pénitenciaires.

Au 31 décembre 1888, l'effectif était de.....	122	}	150
En 1889 il est entré par décision judiciaire.....	10		
Par correction paternelle.....	18		
Dans cette même année les sorties ont été de....			27
Présents au 31 décembre 1889.....			<u>123</u>
Ces 123 enfants se décomposent en :			
Envoyés en correction article 66.....	44	}	123
— — article 67.....	1		
— — paternelle.....	78		

La colonie ne regarde pas son œuvre terminée lorsque ses enfants devenus des jeunes gens, recouvrent la liberté. La Société de patronage de la colonie les suit partout où ils vont et ne cesse de les entourer de sa sollicitude. Sa caisse, alimentée par quelques collectes et par la bienveillance de M. le Ministre de l'intérieur, lui permet de rendre de grands et nombreux services, ainsi que cela ressort du rapport présenté par M. Paris, secrétaire de la Société de patronage.

Dans une œuvre de ce genre, il est impossible qu'il n'y ait pas de récidives, mais quand le nombre des rechutes ne va pas au delà de 4 à 5 p. 100, on peut dire à juste raison que la démonstration est faite et que l'action des sociétés de patronage est l'un des remèdes les plus sérieux et les plus pratiques contre l'accroissement des récidives. Sur un total de 80 patronnés, la Société de patronage de Sainte-Foy compte trois récidives. C'est peu, si l'on

(1) Les demandes de renseignements et d'admissions doivent être adressées à M. Morige, 16, rue d'Orléans, à Neuilly.

tient compte, et c'est de la plus élémentaire justice, des circonstances particulières dans lesquelles se trouvent les jeunes patronnés. Les militaires sont confiés à la Société de protection des engagés volontaires fondée par M. F. Voisin.

Le comité distribue des récompenses aux anciens colons les plus méritants. Sur les 31 lauréats de l'année dernière, nous voyons 13 militaires et 18 civils. Parmi les militaires, au nombre d'une trentaine, nous trouvons deux prix d'honneur. Du reste, ajoute M. Paris, si les militaires maintiennent intact l'honneur du drapeau, les civils, en majorité du moins, témoignent d'un égal souci de leur dignité dans les devoirs infiniment plus variés de leur profession ; et à l'appui de son dire M. Paris a cité de nombreux exemples.

Le rapport de M. Paris se termine par les vers d'Eugène Manuel, qui ont pour titre : « Le rachat du condamné ».

En 1889, les recettes de toute nature ont été de 76.716 fr. 40.

Les dépenses totales se sont élevées à 83.208 francs.

Le déficit de 6.491 fr. 60 provient, d'une part, d'une diminution dans les dons et souscriptions qui n'ont été que de 28.769 fr. 80 au lieu de 31.831 fr. 05, chiffre de 1888, et, d'un autre côté, des 4.347 fr. 25 payés pour solde de frais de construction.

Ce déficit a été heureusement couvert, et au delà, par plusieurs dons.

ÉTRANGER

I

22 Rapport de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein (1).

Le 3 février 1891, M. le Dr Ponfick, a rendu compte des travaux de l'année 1890 à l'assemblée générale.

Après avoir constaté combien l'expérience leur permettait peu de se louer des établissements de refuge à l'usage exclusif des libérés, il a annoncé que les efforts de la Société allaient se porter surtout vers la création et l'extension des bureaux de placement sur le modèle de ceux de Berlin, de Hanovre, de Dusseldorf et de Gorlitz. C'est par ce moyen que l'on espère résoudre le problème si ardu du placement des libérés.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 647 ; 1891, p. 66.

Il a enregistré ensuite avec satisfaction l'ouverture d'un nouveau refuge à Francfort pour les femmes ; trop peu de ces établissements, connus sous le nom de maisons de Marthe (*Martha-hauser*), foyers domestiques ou asiles pour les femmes (*Madchen-heime Heimethshauser für Madchen*) peuvent tendre une main secourable aux femmes qui arrivent dans la grande ville ou se trouvent sans place.

La Société attribue plus du tiers de son budget à des secours aux familles des détenus ; souvent ces familles étaient secourues déjà par l'assistance publique, et la Société, aux termes de ses conventions avec celle-ci, était tenue de les exclure dans ce cas. De là des réclamations, des ennuis, auxquels on a mis fin par une convention nouvelle avec l'administration de l'assistance publique en vertu de laquelle la Société a le droit d'exclure et d'admettre à ses secours qui elle veut.

Après avoir déploré le régime pénitentiaire appliqué aux mineurs et exprimé le vœu que le manque de place cesse bientôt d'empêcher qu'ils soient détenus en cellule, M. Ponfick signale les efforts faits par la Société de patronage pour les condamnés libérés à Fribourg-en-Brisgau en vue de rattacher par un lien commun toutes les sociétés de ce genre qui existent en Allemagne et émet le vœu que ces efforts soient couronnés de succès. On pourrait s'entendre pour élaborer en commun un projet de statuts.

Le budget des dépenses de la Société, en 1890, s'élève à 11.273 marcs. Les principaux frais ont consisté en : frais d'instruction et d'apprentissage pour 29 jeunes condamnés (7 hommes et 22 filles), pour 2.677 marcs ; — dépenses de loyer, pour dégager des effets, retrouver du travail, frais de voyage, etc., pour 2.214 marcs ; — secours en nature et en argent aux familles des condamnés, pour 4.939 marcs. Elle possédait au 31 décembre 1890, 14. 658 marcs.

J. DRIoux.

II

Patronage des libérés dans le Luxembourg.

Dans un résumé des travaux du congrès d'Anvers, M. Ulveling, docteur en droit au Ministère, présente des considérations intéressantes sur le patronage des libérés. Nous en extrayons les passages

suivants, qui font suite à un exposé du patronage en Belgique et en France (Société générale de patronage des libérés):

« Nous ne nous cachons pas les difficultés que pourrait rencontrer, dans notre pays, la formation de sociétés privées de patronage. Bien que les sentiments de charité et de bienfaisance soient, chez nous, dans toutes les classes de la société, à toute épreuve, il serait plus que probable que les aumônes seraient données au pauvre vertueux plutôt qu'au condamné libéré, et il pourrait bien arriver qu'une société formée par l'initiative privée manquât des ressources nécessaires. Il n'y a pas d'inconvénient à ce que l'État continue à alimenter la caisse du comité de patronage. Ce dernier devrait s'assurer le concours de tous les hommes dévoués, chefs d'industrie, commerçants, fabricants, cultivateurs, contremaîtres, ouvriers, particuliers, qui voudraient s'intéresser à l'œuvre du patronage.

« D'ailleurs, le patronage doit être préparé avant la libération. Le comité de patronage et ses auxiliaires doivent pouvoir s'occuper du détenu dès son entrée en prison; ce n'est que par une longue et patiente observation qu'on pourra apprendre à connaître les aptitudes, le caractère, les qualités physiques, morales et intellectuelles de l'individu à patronner et qu'on pourra le diriger vers l'occupation qui semble convenir le mieux. Que faire d'un homme qu'on voit pour la première fois quand il sort de prison? Comment et chez qui le placer si on ne connaît pas ses aptitudes? Comment le recommander à un patron si sa conduite ou ses mauvais penchants le rendent indigne de la faveur du patronage? Ce serait souvent impossible....

« Sous le point de vue du patronage, l'organisation actuelle du travail dans nos prisons est excellente. A cause des différents métiers qui sont appris à nos détenus, ceux-ci peuvent être assignés au travail qui leur convient le mieux et qui sera le plus lucratif pour eux à leur sortie de prison. Tel vagabond qui n'a jamais su rien faire, aura pris le goût du travail; tel autre qui n'a jamais su manier que la pioche ou la bêche, sortira de prison comme menuisier, serrurier, etc.

« C'est le meilleur patronage qu'on puisse faire. Le travail appris dans les prisons sera pour le libéré un capital qui portera ses fruits et qui lui restera toujours.

« D'autre part, le travail tel qu'il est organisé dans nos prisons facilitera singulièrement la tâche du comité, parce que celui-ci

parviendra plus facilement à placer un libéré qui connaît un métier qu'un autre qui n'en connaît pas.

« Pour que la recherche du travail pour les libérés puisse se faire avec fruit, il faudrait que le comité de patronage fût recruté parmi toutes les classes (1) et professions et qu'il s'assurât la collaboration non seulement des chefs d'industrie, mais encore des contremaîtres et ouvriers.

« Les ouvriers eux-mêmes seront pour l'œuvre du patronage un puissant auxiliaire. L'ouvrier sera plus près du détenu que le contremaître. Placé à côté de lui à l'atelier, il pourra mieux le guider, l'assister de ses conseils. L'autorité d'un bon exemple est souvent plus grande que celle des plus savants discours. Le détenu, de son côté, s'ouvrira plus facilement à son compagnon de travail qu'à son patron.

« La réconciliation du détenu avec sa famille devra être un des principaux objectifs du comité de patronage (2). Ceux qui ont gravement manqué se croient souvent indignes de tout pardon de la part de leur famille; cette pensée les rend peut-être plus malheureux que la honte de la prison, la privation de la liberté. »

(1) *Bulletin*, 1891, p. 91 et 92.

(2) *Bulletin*, 1891, p. 85 et 192.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Décret réorganisant l'inspection dans les colonies. — 2° Congrès scientifique international des catholiques. — 3° Congrès des sociétés savantes. — 4° Congrès aliéniste de Rouen. — 5° De l'incorrigibilité. — 6° La Santé et son école de gardiens. — 7° Richesses minières en Calédonie. — 8° Nécrologie : baron Kervyn Lettenhove. — 9° Bibliographie : A. Le crime et ses causes ; B. Écrous et élargissements. — 10° Informations diverses ; *Algérie*. — *Commission du Budget*. — *Guyane*. — *Casier judiciaire*. — *La Chalmelle*. — *Revue étrangère*.

I

Décret réorganisant l'inspection dans les colonies (1).

Paris, le 3 février 1891.

Monsieur le Président,

Le contrôle des services administratifs et financiers des colonies, institué définitivement par les ordonnances ou actes organiques de nos divers établissements d'outre-mer, a été confié, jusqu'à une époque récente, à des contrôleurs coloniaux.

Ces fonctionnaires, choisis dans le corps du commissariat colonial, n'étaient distraits que momentanément de leurs attributions normales ; un roulement périodique remplaçait alternativement les administrateurs dans le contrôle et les contrôleurs dans l'administration.

Un contrôle ainsi entendu ne pouvait acquérir les traditions et l'unité des vues qui lui sont indispensables. Par la nature même de ses attributions, dont quelques-unes étaient purement administratives, par sa situation personnelle vis-à-vis de l'ordonnateur, dont il était le représentant désigné, le contrôleur, malgré les

(1) Au cours de la discussion tenue le 23 mars dans notre première section, à l'occasion de la lecture du rapport de M. Jannes-Nattan sur la transportation, plusieurs membres ont critiqué le remplacement de l'inspection permanente par une inspection mobile. Les inspecteurs permanents suivant eux, ont l'avantage d'être parfaitement au courant des services qu'ils ont à surveiller, tandis que les inspecteurs mobiles les connaîtront mal. Les inspecteurs permanents, en fait, étaient parfaitement indépendants, ils ne subissaient nullement l'influence du milieu et il serait tout à fait inexact de dire que, sous l'ancien régime, l'administration se contrôlait elle-même, car le service de l'inspection était loin de marcher toujours d'accord avec l'administration ; c'est probablement même pour ce motif que celle-ci s'est efforcée d'obtenir sa suppression sous la forme permanente. (*Note de la Rédaction.*)

textes, ne pouvait avoir qu'une indépendance nominale, et son service, par la logique même des choses, ne pouvait que devenir (ce qu'il fut en réalité) une annexe du service de l'ordonnateur.

Un décret du 15 avril 1873 fit disparaître une institution à laquelle on reprochait d'être sans force et substitua au contrôle préventif et permanent des contrôleurs coloniaux le contrôle *a posteriori* et inopiné de quatre commissaires généraux, inspecteurs en chef des services administratifs et financiers. L'inspection mobile fut exercée avec un talent incontestable. Mais elle avait été organisée trop hâtivement, son outillage était rudimentaire ; son personnel, sans existence autonome, ne cessait pas d'appartenir aux corps administratifs ; il n'était pas, surtout dans les degrés secondaires de la hiérarchie, suffisamment spécialisé.

D'autre part, les inspecteurs en chef, livrés à eux-mêmes, sans une méthode et un objectif communs, ne parvenaient pas à coordonner leurs efforts. Leurs travaux, non centralisés, laissés, sans examen contradictoire, à l'appréciation des bureaux, ne soulevaient qu'une attention passagère et restaient stériles.

Les Chambres ne tardèrent à pas s'émouvoir de la faiblesse des résultats obtenus, et, devant leur insistance, le Ministre dut abandonner l'organisation de 1873. Un décret du 23 juillet 1879 confia au corps spécial de l'inspection de la marine, déjà chargé du contrôle dans les arsenaux, l'inspection des services administratifs et financiers des colonies.

Le système nouveau, qui consacrait à la fois le contrôle préventif et permanent des inspecteurs en résidence dans nos principales possessions coloniales et l'inspection inopinée de deux inspecteurs en chef mobiles, à la disposition de l'administration centrale, est encore en vigueur dans son principe et dans ses détails essentiels. Vivement critiqué et judicieusement défendu, il a rendu des services incontestables et n'a pas été sans influence sur le mouvement réformateur qui, depuis quelques années, se fait autour des choses coloniales.

Mais la nature même des réformes réalisées a modifié sensiblement le fonctionnement de l'inspection. La création, le 25 novembre 1887, du corps civil de l'inspection des colonies, séparé du corps militaire de l'inspection de la marine et conservant, dans son autonomie nouvelle, les obligations de service et la réglementation anciennes, pouvait apparaître comme une simple modification de forme et de titre. Cependant, la modicité des crédits budgétaires avait entraîné, dès le début, la réduction de plus de moi-

tié du personnel affecté au service de l'inspection permanente. Ainsi privés de leurs moyens d'action, les inspecteurs permanents, absorbés par les nombreux détails des vérifications journalières, soucieux de n'apporter aucun retard à l'exécution du service, se voyaient obligés, ou de limiter leur surveillance aux sujets les plus importants, ou de la rendre superficielle s'ils voulaient la généraliser.

On crut dégager ces fonctionnaires et on les dégagaa en effet, en leur enlevant le visa préalable des mandats; mais ils conservaient l'examen, avant décision ou exécution, de toutes les affaires administratives, et cette tâche était encore trop lourde pour d'aussi faibles effectifs. En réalité, le contrôle préventif, dont le principe était maintenu dans les textes réglementaires, ou ne s'exerçait que sommairement et devenait, par suite, à peu près inutile, ou détournait les inspecteurs des questions les plus essentielles, et alors il constituait un danger.

On est ainsi conduit à examiner en lui-même le système du contrôle préventif permanent.

La substitution de l'administration civile à l'administration militaire, l'orientation des idées coloniales vers l'expansion commerciale et la décentralisation administrative, l'extension même du domaine colonial, le développement progressif des intérêts économiques et financiers, l'accroissement continu des budgets locaux ont modifié et modifieront encore, dans l'avenir, l'organisation administrative et politique de nos colonies. Celles-ci ont cessé d'être des centres presque exclusivement militaires. On ne peut plus sans danger les considérer comme des arsenaux, où les plus menus détails ont leur importance et où l'inflexibilité de la règle est une conséquence de la nécessité de la discipline. Les intérêts militaires sont devenus accessoires; ils ont cédé la place, dans les préoccupations de l'heure présente, aux intérêts commerciaux, civils et politiques, dont l'administration exige plus de souplesse et une plus grande liberté d'action.

Dès lors, certains esprits ont pu penser que le contrôle préventif de fonctionnaires irresponsables était de nature à gêner ou à retarder l'initiative des gouverneurs et des chefs d'administration et même de nature à affaiblir chez ceux-ci le sentiment de leur responsabilité. On a d'ailleurs fait observer que ce contrôle préventif s'exerce déjà dans toutes les administrations, où la division des attributions et l'existence de bureaux liquidateurs constituent une garantie suffisante de régularité. On ajoutait, enfin, que l'ins-

titution de l'inspection mobile, au-dessus et à côté de l'inspection permanente, pouvait passer pour une superfétation.

Ces critiques ne sont pas sans valeur. Il serait cependant facile d'établir qu'elles n'ont pas toute la portée qu'on leur attribue. Mais, dans les circonstances actuelles, le contrôle préventif permanent ne pouvant s'exercer comme il conviendrait, j'estime qu'il est préférable d'y renoncer formellement et de revenir au système des inspections mobiles, en corrigeant les déficiences qui l'ont fait rejeter en 1879.

L'inspection générale des finances, qui remplit avec une compétence et une distinction indiscutées, sa délicate mission, nous offre un modèle dont on s'inspirera avec profit. L'inspection des colonies peut, en effet, être conçue sur un plan identique et recourir aux mêmes méthodes.

Au moyen de missions, dont le nombre, la fréquence et la composition seraient déterminés par le Ministre, elle assurerait le contrôle des services administratifs et financiers de toutes les colonies et s'acquitterait, soit comme études, soit comme enquêtes, des obligations qu'on jugerait utile de lui imposer. La mobilité de son personnel lui permettrait de pourvoir à tous les besoins imprévus et d'aller rechercher, à leur origine et en toute impartialité, les explications ou renseignements nécessaires. Ne participant plus aux colonies, même par la voie indirecte de l'avertissement, du conseil ou de l'adhésion, à l'action proprement dite, elle exercerait avec une liberté plus entière et une indépendance plus réelle ses attributions exclusives de contrôle, signalant les abus, redressant les erreurs, dégageant les responsabilités, et préconisant, mais auprès du pouvoir central seulement, les améliorations à adopter et les réformes à introduire.

S'élevant au dessus des mille détails de la procédure administrative, moins formaliste que ses devancières, l'inspection des colonies s'attacherait surtout à surveiller les comptables publics et les agents des différentes régies financières. L'étude de l'assiette, du rendement et du recouvrement de l'impôt, l'examen des services d'emprunt, des comptes courants, des opérations de banque, seraient pour elle une source de renseignements précieux. A travers les manifestations diverses de la richesse publique, elle apercevrait plus nettement la situation véritable de chaque pays, et pourrait indiquer avec sûreté la partie du mécanisme administratif qui fonctionne mal, ou dont l'agencement ne répond pas à toutes les exigences. Elle apprécierait alors sainement l'exécution des ser-

vices compris aux budgets de l'État et des colonies, et serait en mesure de sauvegarder tous les intérêts, car, en toute chose, elle ne tarderait pas à établir une proportion équitable entre les moyens d'action employés et les résultats obtenus.

Pour mener à bien une pareille tâche, l'inspection des colonies suppose à sa tête un contrôle central fortement constitué et capable d'assurer l'unité de vues et de méthodes, la coordination des efforts individuels, l'uniformité dans la jurisprudence, la discussion avec les divisions intéressées des questions litigieuses soulevées par les inspecteurs en mission, et enfin la continuité et pour ainsi dire la permanence du contrôle. Si même on jugeait utile de rendre cette permanence plus parfaite, il serait facile d'y arriver, le Ministre, qui règle le fonctionnement du service, ayant qualité pour créer dans nos établissements coloniaux, lorsque les circonstances l'exigeront et comme l'inspection générale des finances l'a fait en Algérie, des missions permanentes embrassant deux ou plusieurs colonies.

J'ai la certitude qu'une inspection organisée d'après les idées qui précèdent répondrait à tous les *desiderata* exprimés. Soutenue par la confiance du Ministre, elle rendrait d'utiles services et relèverait les questions économiques et fiscales de l'injuste abandon dans lequel elles ont été laissées jusqu'à ces derniers temps....

L'adoption des mesures proposées n'entraînerait aucune dépense nouvelle : elle permettrait même de décharger les budgets locaux de certaines dépenses qui leur incombent dans l'état actuel de la réglementation.

Un simple remaniement des cadres suffirait pour assurer la constitution simultanée de plusieurs missions mobiles.

L'effectif des fonctionnaires de l'inspection fixé au chiffre de 21 par le décret du 9 août 1883, pourrait être néanmoins réduit d'une unité.

Il n'est, d'ailleurs, apporté aucune modification aux dispositions antérieures concernant la solde, la hiérarchie et la discipline du personnel de l'inspection des colonies.

Si les propositions qui précèdent obtiennent votre assentiment, je vous prierai, Monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-annexé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon plus profond respect.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
Jules Roche.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu le décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

Vu le décret du 25 novembre 1887, réglant l'organisation du corps de l'inspection des colonies ;

Vu le décret du 9 août 1889, portant modification à l'organisation du corps de l'inspection des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, relatif à la constitution des colonies ;

Le Conseil d'État entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Le contrôle exercé aux colonies par des inspecteurs permanents, en vertu de l'article 2 du décret du 25 novembre 1887, est et demeure supprimé.

Le service de l'inspection est assuré, dans les colonies, ainsi que dans les différents services dépendant, en France, de l'administration des colonies, par des inspecteurs généraux et des inspecteurs en mission.

ART. 2. — Les attributions conférées aux inspecteurs permanents comme commissaires du Gouvernement près les conseils du contentieux, ou comme censeurs légaux des banques coloniales, seront remplies, dans chaque colonie, par un officier du commissariat ou par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions des ordonnances, décrets et règlements antérieurs, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

ART. 4. — Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 3 février 1891.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Jules ROCHE.

II

Congrès scientifique international des Catholiques.

Le second (1) Congrès scientifique international des catholiques a tenu ses séances à Paris du 1^{er} au 6 avril. La section des sciences juridiques et sociales, présidée par M. le comte de Vareilles-Sommières, avait reçu 23 mémoires sur 140 présentés à ses sept sections.

Nous signalons spécialement l'*Étude psychologique et morale sur la criminalité*, de notre savant collègue M. Lacointa. C'est un travail considérable, rempli de précieuses recherches, absolument philosophique. Il ne touche néanmoins en rien aux doctrines de l'école italienne d'anthropologie criminelle. L'auteur les avait réfutées peu avant dans la belle introduction qu'il avait donnée au livre de M. Lucchini (2), il n'a pas voulu risquer de se répéter.

Quelle est la base de la criminalité ? Quels en sont les éléments constitutifs et aggravants, les aspects divers, les phases successives.

La science du droit pénal est intimement unie à la psychologie. Mais il est certain, et M. Lacointa en déduit fortement les causes, que la pensée du crime ne suffit pas, que cette pensée est affranchie de toute juridiction terrestre, quel que soit parfois d'ailleurs l'intérêt social à la réprimer. Il n'y a d'exception que pour la menace, la proposition de concert, le complot, certains délits de presse ; mais là encore il y a un acte extérieur accompagnant la pensée exprimée ou non exprimée.

L'auteur, avec une profondeur d'analyse étonnante, cherche à se rendre compte des progrès de la pensée coupable, de suivre les principales phases de son développement. Il est des crimes qui paraissent s'accomplir sans être précédés d'aucune élaboration interne. Mais ce n'est qu'une apparence trompeuse. Il y a toujours eu un ébranlement, qu'une occasion soudaine a transformé en chute et que, sauf les cas de contrainte et de démence, le juge ne peut jamais songer à percevoir. Seulement, chez les uns, la lutte avant la chute a été longue, opiniâtre, chez les autres, il n'y a jamais eu de résistance, mais seulement la chance de n'avoir jamais

(1) Sur le 1^{er} Congrès, v. *Bulletin*, 1889, p. 930, note 2.

(2) *Les principes essentiels (i simplicisti) du droit pénal*, traduits par M. Prudhomme, substitut à Sens.

été pris. Et pourtant la même peine, hélas ! frappera les premiers et les seconds ! La justice ne peut mesurer le degré d'expiation pas plus que le degré de la faute : seuls, les faits extérieurs peuvent la guider.

Il examine ensuite le travail de préparation du crime dans une âme non encore corrompue. Il montre l'action successive des trois grandes facultés de l'âme : de la volonté, de l'intelligence (consiglio), enfin de la sensibilité. Alors la passion éclate, le crime bondit brusquement des ténèbres à la lumière.

C'est en vain que parfois la fougue de la sensibilité est maîtrisée jusqu'au dernier moment par la puissance de la réflexion. Le calme n'est qu'apparent. Au fond, la perversité de l'agent n'est que plus profonde : cette apparence existe surtout chez les récidivistes. En réalité chez eux la résistance a été moins grande que chez les autres : la pensée criminelle a trouvé toute tracée la voie qu'elle devait suivre pour arriver à maturité.

Il termine cette puissante étude de criminalité interne par cette remarque que, si la pensée ne peut jamais faire l'objet d'une peine, lorsqu'elle ne dépasse pas les phases internes, le juge ne peut arriver à une exacte connaissance de l'imputabilité sans l'examen patient, approfondi des ressorts de l'âme, de l'élaboration, lente ou rapide, qui conduit au crime. C'est aussi par là que le législateur arrivera à se rapprocher de plus en plus de la justice absolue et éternelle.

M. A. Rivière a parlé des origines de l'emprisonnement pénal dans le haut moyen âge. Contrairement à l'opinion des savants Lœning et Bingham, et conformément à celle de Devoti et de la plupart des auteurs, il estime que, dès le IV^e siècle, il existait des prisons ecclésiastiques. Il cite à l'appui la loi 30 du Code théodosien de *Hæret*, et discute les actes du concile d'Éphèse. La nouvelle 79 de Justinien, les règles des grands fondateurs d'ordres Saint Pacôme, Saint Basile, Saint Césaire, Saint Benoît, la nouvelle 133 sont ensuite analysées. Puis il arrive aux conciles : Épaon, 2^e concile de Paris, 2^e concile de Tours, Macon, Aix, Verneuil, synode de Querzy qui sont successivement étudiés et commentés, concurremment avec les Capitulaires, la correspondance de Saint Grégoire-le-Grand, etc. C'est le concile d'Aix qui le premier pose les règles de l'emprisonnement cellulaire. L'auteur montre que c'est dans les prisons ecclésiastiques que s'est manifestée pour la première fois l'idée de moralisation, de réhabilitation à côté de celle de répression. Le supérieur donne à ses con-

damnés isolés dans une cellule (*domus* ou *cella semota*) des livres à lire, un travail à accomplir, un frère *senior* (nous dirions : un aumônier) pour les sermonner et les ramener au bien par le repentir de leur faute.

La section a particulièrement regretté que la maladie ait empêché M. Berlier de Vauplane de présenter le rapport qu'il avait annoncé sur les *Inconvénients des peines, même courtes, d'emprisonnement contre les inculpés qui n'ont pas atteint l'âge de la pleine responsabilité pénale*.

Le sujet n'était pas nouveau pour les membres de la Société générale des prisons, qui l'a discuté longuement dans ses assemblées générales de 1890. Mais M. Berlier de Vauplane, membre du conseil d'administration de Mettray, avait une compétence toute spéciale pour le traiter, comme suffirait à le prouver la magistrale étude qu'il a publiée dans le *Correspondant* du 10 décembre 1890, sur le *centenaire de Mettray, la colonie agricole et la maison paternelle* (*Bulletin*, 1890, p. 224).

Parmi les matières du droit civil, nous signalerons le sujet si actuel traité par M. Taudière : *Les lacunes signalées par la jurisprudence dans la théorie du Code civil sur l'autorité paternelle et la façon dont la loi du 24 juillet 1889 y a pourvu*.

Après avoir étudié l'économie de la loi, M. Taudière considère qu'elle fait trop bon marché des droits du père de famille, qu'elle exagère outre mesure les pouvoirs et les attributions de l'État en cette matière, en en tenant soigneusement éloignée toute influence religieuse. Au lieu d'avoir mis entre les mains des tribunaux un moyen de contrôle et de répression souple et pouvant s'adapter aux diverses circonstances, susceptible d'adoucissements, elle prescrit une peine inflexible, une déchéance totale et définitive et substitue trop complètement aux parents, même coupables, l'État dont l'autorité despotique n'est jamais compensée par l'affection familiale.

Après une discussion purement juridique sur les bases légales de la jurisprudence avant la promulgation de la loi de 1889, MM. Duverger et Rivière, tout en faisant quelques réserves sur l'extension donnée aux cas de déchéance, les entraves mises à la réhabilitation du père déchu, l'absence d'éducation religieuse, prennent la défense de la loi de 1889 depuis si longtemps réclamée par les jurisconsultes et par les sociétés de patronage. Ils en montrent les avantages précieux au point de vue du sauvetage définitif de l'enfant abandonné, à la condition toutefois qu'on ne fasse pas

rentrer, par une extension abusive, dans l'application de cette loi. un grand nombre d'enfants indisciplinés, ou profondément pervers, à qui seule convient l'éducation correctionnelle dans les colonies pénitentiaires publiques ou privées.

Enfin M. Boullaire a traité la question de *l'Assistance dans les campagnes* (1). Il l'a posée avec une grande autorité montrant la nécessité d'émanciper la charité privée de toutes les entraves légales qui la paralysent. La charité privée, dont l'assistance publique ne devrait être que l'auxiliaire et le complément, peut en France réaliser des prodiges ; mais à la condition d'obtenir ce qui lui fait absolument défaut, la liberté. Il lui manque spécialement la liberté d'association, qui promise au pays à chaque législature est sans cesse différée, qu'on trouve organisée dans la plupart des législations étrangères et qui, en matière de charité, n'offre aucun péril et devrait réunir tous les suffrages. C'est dans cette voie qu'est le progrès et non dans l'attribution à l'État de je ne sais quel monopole de l'assistance publique qui ruinerait le Trésor public et épuiserait les finances des départements et des communes sans pouvoir atteindre le but. M. Boullaire ne se refuse pas cependant à l'examen d'une loi restreinte soumise actuellement au Parlement et qui a pour but d'organiser administrativement l'assistance médicale dans les campagnes. Cette loi a besoin d'être réformée sur plusieurs points essentiels ; mais, à la condition de subir ces modifications, elle pourrait rendre d'utiles services.

Sur ce mémoire M. Hubert-Valbroux présente de longues et intéressantes observations. Il critique surtout l'intervention de l'État en cette matière, et il montre tous les périls de la charité officielle (2) qui devient bientôt omnipotente, despotique, destructive de toute initiative individuelle. La liberté suffit, à son avis. C'est elle seule qu'il réclame.

MM. Duverger et Rivière insistent pour que la question de l'assistance par le travail pour les mendiants et vagabonds qui infestent nos campagnes soit traitée avec un peu plus de développement dans cet excellent mémoire.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 949.

(2) *Conf.*, sup. p. 280, note 2.

III

29^e Congrès des sociétés savantes

M. le Président de la Société générale des prisons a reçu de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts la communication suivante :

Paris, le 18 mars 1891.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous annoncer que le mardi 19 mai prochain, à 2 heures précises, aura lieu, à la Sorbonne, l'ouverture du Congrès des Sociétés savantes dont les travaux se poursuivront durant les journées des mercredi 20, jeudi 21 et vendredi 22 mai.

Le samedi 23 mai sera consacré à la séance générale que je présiderai et qui se tiendra dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

La circulaire du 10 novembre 1890 vous a fait connaître le programme rédigé en Comité des travaux historiques et scientifiques et comprenant les sujets présentés par les Sociétés savantes. Les questions du programme seront discutées dans les réunions de l'après-midi. Pendant les séances du matin, au contraire, pourront être exposés les travaux étrangers au programme, mais seulement ceux dont le sujet aura été approuvé par la Société savante dont ils émanent.

A ce propos, Monsieur le Président, je vous signale spécialement la nécessité : 1^o de me désigner, *avant le 15 avril*, le ou les délégués qui auront reçu le mandat de traiter devant le Congrès une des questions du programme ; 2^o de faire connaître à mon Administration les communications écrites ou verbales présentées en dehors du programme. Jusqu'à présent, MM. les Délégués se sont bornés à soumettre au Ministère de l'instruction publique le titre seul des communications qu'ils ont l'intention de présenter. Mais l'expérience a prouvé que ce simple renseignement ne permettait

guère aux membres du Comité invités à suivre les séances et à prendre part aux discussions de se préparer à répondre, s'il y a lieu, aux théories de l'auteur. Au nom de la Section d'histoire et de philologie et de la Section d'archéologie, j'ai l'honneur de prier les membres de votre Société de vouloir bien transmettre au Ministère de l'instruction publique, 1^{er} bureau du Secrétariat, *avant le 30 avril*, une analyse de leurs communications. Cette analyse devra être succincte, mais il est essentiel qu'elle indique le sujet traité d'une façon assez précise pour que les membres du Comité puissent s'éclairer sur la valeur et la portée de la communication. Ce système aura d'ailleurs un autre avantage, celui de permettre la rédaction précise d'un ordre du jour dans lequel seront groupés tous les travaux de même ordre destinés à être présentés dans une même séance.

Je vous serai obligé, Monsieur le Président, de vouloir bien, par un avis spécial et très explicite, communiquer, le plus tôt qu'il vous sera possible, ces dispositions et les jours des réunions aux membres de votre Société.

Permettez-moi, en terminant, de vous prier instamment de ne me désigner comme Délégués que les membres de votre Société qui *s'engageront* à prendre une part effective au Congrès.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Directeur du Secrétariat et de la Comptabilité,

CHARMES.

Le Conseil de Direction, après avoir reçu communication de cette lettre, a nommé comme délégués, MM. Lévêillé, Brueyre et Rivière.

IV

Congrès aliéniste de Rouen

Dans un travail intitulé : *De la folie dans les maisons centrales ou prisons de longues peines*, présenté au Congrès aliéniste de Rouen, au mois d'août 1890, M. Henri Bailleul, directeur de la 4^e circonscription pénitentiaire, s'appuyant sur un mémoire du Dr Lélut (1844), médecin en chef de la 3^e section des aliénés de la Salpêtrière et de la prison du Dépôt (condamnés), à propos de *l'influence particulière de l'emprisonnement cellulaire sur la raison des détenus*, rappelle cette observation générale, qu'il y aura toujours une proportion plus grande d'aliénés dans les prisons que dans la population libre.

Il ajoute que, chaque année, un certain nombre de délits et de crimes sont commis par des insensés qui, suivant les expressions du Code, sont certainement en démence *avant et pendant* l'accomplissement de la mauvaise action qui les amène devant la justice.

C'est là un fait acquis pour tous les praticiens, auquel ma longue expérience des prisonniers depuis vingt ans me fait acquiescer avec la plus ferme conviction, et que j'ai d'ailleurs affirmé dans mes divers mémoires sur le régime cellulaire et sur son influence.

Il est certain que la vie particulière des criminels doit faire de nombreux candidats à la folie, surtout chez les névropathes, chez les épileptiques, chez les alcooliques et chez les morphinomanes.

Dans le premier cas, dit M. Bailleul, la perversion a précédé la folie, dans le second, elle est la conséquence de la perversité. Ajoutez à ces causes la perturbation mentale produite sur des cerveaux prédisposés par l'effet de la condamnation.

M. Bailleul en tire cette conséquence logique : c'est qu'une très grande partie, au moins des cas de folie observés dans les prisons, doit être rapportée soit au fait de la condamnation, soit à un état intellectuel cause ou effet d'une vie désordonnée ou criminelle, et qu'on ne saurait en accuser le *système d'emprisonnement, régime en commun ou régime cellulaire*.

C'est aussi notre avis basé sur de nombreuses observations, dont nous avons publié les résultats.

Ainsi s'explique la fréquence relative des cas d'aliénation mentale observés dans les prisons et comparés à ceux de la popu-

lation libre : cette proportion différentielle est de 7 à 8 fois plus grande.

Le consciencieux et regretté D^r Baillarger partageait entièrement cette manière de voir, qui a été confirmée par les travaux statistiques officiels du D^r Chassignot, appuyés de l'autorité spéciale du D^r Parchappe.

M. Henri Bailleul donne des chiffres proportionnels pour les deux sexes, fort intéressants, que cette courte analyse ne nous permet pas de reproduire, qui sont fort utiles à consulter.

M. le D^r Bancel, l'habile médecin de la maison centrale de Melun, a fait cette remarque intéressante, qu'entre l'homme intelligent et l'homme tout à fait ignorant, il y a toute une catégorie d'individus qu'il qualifiait de *demi-intelligents*, et que c'était dans cette catégorie que se recrute la population des prisons. Ces individus ont la notion du mal, en ce sens qu'ils savent que tel acte est défendu, ils ont aussi le désir de jouir, mais ne connaissent pas ce qui est véritablement bien ou mal. La caractéristique de ces gens, c'est qu'ils ne sauraient supporter longtemps le régime cellulaire, sans devenir fous.

Cette observation générale était corroborée par un fait curieux, signalé par M. d'Haussonville. En 1863, le pénitencier de Louvain (Belgique) à son ouverture, reçut une partie des détenus venant de la prison en commun de Gand. Tous les prisonniers furent alors soumis à un examen fort attentif, au point de vue mental, et parmi cinquante-trois d'entre eux furent découverts des symptômes de folie, qui avaient échappé dans la vie commune et qui auraient certainement frappé l'attention, si les détenus avaient été isolés en cellule.

Si pareil examen, ajoute M. d'Haussonville, était pratiqué pour chacun des condamnés des maisons centrales, beaucoup seraient trouvés avec des prédispositions à la folie, et dans une proportion bien supérieure à celle que constate la statistique.

C'est principalement parmi les *correctionnels* que se rencontrent ces aliénés.

Les maisons centrales présentent à l'observation deux éléments bien distincts et bien tranchés ; l'un composé d'individus d'une intelligence complète, l'autre de *minus habentes*, selon l'expression de M. Bailleul, et d'idiots.

Les maisons de force, au contraire, réservées aux criminels, c'est-à-dire aux réclusionnaires et aux forçats, comportent tous les degrés d'intelligence humaine, mais l'imbécillité y fait presque défaut.

Après ces observations d'ordre spéculatif, l'auteur aborde le domaine de la médecine légale.

M. Bailleul pose cette question importante :

Ne serait-il pas intéressant, pour la recherche de la vérité, de poursuivre des investigations, *même après que la justice a prononcé*, au cours de l'exécution de la peine.

Il cite l'opinion du D^r Parchappe (1865), qu'il n'est guère douteux que, dans nombre de cas, l'état de folie ne remonte antérieurement aux actes délictueux, et que cela est indubitable pour la presque totalité des gens atteints d'imbécillité.

Enfermés successivement dans les prisons départementales, puis dans les maisons centrales, ils forment un groupe à part de criminels, qui n'ont pas la conscience de leur culpabilité, qu'on ne saurait assujettir à la discipline, qui sont incapables de travail, qui souffrent plus que tous les autres des rigueurs du régime des prisons; qui, durant leur détention, ont donné aux prisonniers véritablement coupables le spectacle démoralisant *de peines non justifiées et même imméritées*. Ces individus ne se serviront de la liberté, quand on la leur aura rendue, que pour recommencer les actes qui la leur feront perdre de nouveau.

Pour remédier à cet état de choses, le D^r Parchappe indique les mesures suivantes :

Faire, à l'entrée, un examen plus rigoureux et plus complet de l'état mental de chaque détenu ;

Prolonger pour les douteux l'observation.

Chaque fois, que l'état dûment constaté a pour effet de réclamer un régime curatif pour la folie, ou de rendre impossible pour le détenu l'assujettissement au travail ou à la discipline, assurer un traitement *efficace* pour les curables, *palliatif* pour les incurables.

Ce double but ne pourrait être atteint que par la centralisation de tous les condamnés aliénés, fous ou imbéciles, dans les asiles publics, où seraient formés des quartiers spéciaux, mieux encore dans des institutions spéciales, ressortissant de l'administration pénitentiaire.

Pour appuyer la nécessité d'un examen spécial, avant l'entrée dans la prison centrale, M. Bailleul, justement ému, invoque des faits fort intéressants, cités au même congrès de Rouen, par notre distingué confrère, le D^r Rouillard, faits dans lesquels il affirme que la folie préexiste chez un grand nombre de condamnés, qu'on interne dans les asiles, ajoutant que le jugement frappe alors non

seulement des inconscients et des irresponsables, mais du même coup, déshonore les familles de ces malheureux. On devrait, dit-il, réformer le code criminel et casser les jugements prononcés dans de telles conditions.

Il y a là, ajoute M. Bailleul, une question de justice distributive. Il semble contraire au principe du droit pénal, qu'une personne reste sous le coup d'une condamnation, quand depuis *vingt-deux ans*, il est acquis qu'elle est en état de *démence*. La peine ne saurait être prononcée contre un aliéné; on ne conçoit pas le châtiement se prolongeant indéfiniment, quand la démence, se déclarant après, paraît accuser un état d'irresponsabilité, au moment même de l'acte criminel.

C'est à ce propos que M. Bailleul cite l'exemple d'une femme condamnée aux travaux forcés à perpétuité, en février 1868, transférée à l'asile des aliénés en juillet 1868, reconnue incurable, et qui, *depuis cette époque*, reste sous le coup d'une condamnation capitale, dont la date est si rapprochée de la reconnaissance de l'aliénation, qu'on est amené à se demander si la personne poursuivie n'était pas folle, nous ne dirons pas au moment même du crime commis, bien que le rapprochement des faits ne rende pas cette hypothèse improbable, mais à coup sûr, devant la cour d'assises. Et cependant, elle est condamnée et reste condamnée à perpétuité. Et voici où la situation devient lamentable. Coupable et consciente, elle aurait pu manifester du repentir, acquérir des titres à la clémence du Gouvernement, obtenir une commutation de la peine perpétuelle, puis, une grâce et bénéficier de la libération conditionnelle, poursuivre ensuite en réhabilitation pour elle-même, pour sa famille. Non! Condamnée, elle reste condamnée à perpétuité, peut être inconsciente au moment du crime, assurément inconsciente pour l'expiation, elle reste sans recours, sous le coup d'une condamnation capitale, dont elle ne peut, en raison de la folie même, se relever. En effet, elle ne sera pas signalée à la clémence du Gouvernement par l'hospice, qui ne s'occupe que de sa maladie et de sa curabilité, pas davantage par le service pénitentiaire, puisqu'elle est hors de sa dépendance. Elle mourra donc à l'hospice des aliénés, *non comme malade mais comme forçate*, et c'est ce souvenir, formant tache indélébile, qui restera l'héritage des siens.

Nous avons tenu à citer textuellement ce passage, plein d'une éloquence émue, d'une logique touchante, et dont le but humanitaire indiscutable est digne d'une légitime prise en considération.

Pour répondre à ce besoin social de grouper, soit les criminels aliénés en général, soit les criminels acquittés pour cause d'aliénation, soit les aliénés vagabonds et criminels, la Grande-Bretagne a fondé des quartiers spéciaux, pour l'Angleterre à l'hôpital de Bethléem, pour l'Écosse, à la prison centrale de Perth, et pour l'Irlande à l'asile de Dundrun, puis a été fondé l'asile central de Broadmoor, contenant 500 places pour les deux sexes. La Belgique et la France avaient décidé, en principe, l'urgence de ces établissements. En 1876, on créa un quartier spécial pour les hommes à la maison centrale de Gaillon. On devait pour les femmes établir à la maison centrale de Doullens un quartier semblable. Ce projet est resté inexécuté.

Ne serait-il pas aussi utile qu'urgent de fonder pour les criminels, atteints d'aliénation mentale, un établissement particulier, tenant toujours de la prison pour la peine antérieure, de l'hospice pour le traitement que réclame l'état intellectuel du moment ?

Tel est le *desideratum* qui se dégage du travail de M. Bailleul, tel est le vœu particulier qu'il formule avec une ardeur et une conviction sincères.

On a pu voir par cette analyse assez détaillée, que le mémoire de M. Bailleul tire principalement son intérêt des citations heureuses, qu'il a recueillies dans les ouvrages des auteurs, déjà anciens, les plus compétents et les plus estimés, ainsi que des réflexions judicieuses qu'il en fait découler. Nous aurions désiré des idées plus personnelles et plus originales, et nous espérons qu'un jour M. Bailleul complétera son œuvre par des observations tirées de sa pratique particulière.

D^r DE BEAUVAIS,
médecin en chef de Mazas.

V

De l'incorrigibilité (1).

La question suivante a été traitée dans la deuxième section du Congrès pénitentiaire international qui vient de se réunir à Saint-Petersbourg :

(1) A côté de considérations philosophiques de l'ordre le plus élevé que nous n'avons pu publier en entier à raison des dimensions du *Bulletin*, l'article de M. Raux contient des observations pratiques, intéressantes à retenir ; si son exemple était suivi, les directeurs des prisons fourniraient ainsi aux études pénitentiaires les plus utiles matériaux.

Peut-on admettre que certains criminels ou délinquants soient considérés comme incorrigibles et, dans le cas de l'affirmative, quels moyens pourraient être employés pour protéger la société contre cette catégorie de condamnés?

Sans connaître l'opinion des membres du Congrès, nous allons exposer sommairement notre sentiment sur ce point.

Dire d'un criminel ou d'un délinquant d'habitude que le mal moral dont il est atteint est incurable, serait évidemment, quelles que soient les apparences, prononcer un arrêt trop absolu pour être complètement vrai.

Sans doute, nous savons que les déceptions éprouvées dans la mission ingrate que remplissent les directeurs de prisons, peuvent en un moment de découragement et de lassitude, porter à croire à l'incurabilité de ces malheureux; mais serait-il logique de conclure de la résistance à l'amendement, des rechutes successives de la part d'un certain nombre d'entre eux, à l'impossibilité des résultats vis-à-vis de tous.

Pour l'homme de métier il n'y a et il ne saurait y avoir de maladie morale incurable; l'expérience lui démontre qu'il n'est pas de malfaiteur si corrompu qui ne soit susceptible d'amélioration et capable, dans une circonstance favorable, d'un bon mouvement, d'une action louable. Plus que l'honnête homme peut-être, le malfaiteur réfléchit, juge, combine, calcule et apprécie les conséquences éventuelles de ses actes, prévoit les résultats et sait distinguer ceux qui sont susceptibles de lui nuire. Au soin qu'il prend de dissimuler ses méfaits, on voit qu'il se sent coupable, qu'il sait discerner le bien du mal. La notion du juste et de l'injuste ne lui est donc pas étrangère. Il la possède si bien qu'il est jaloux à l'excès de ses droits et que le moindre acte, contraire à l'équité, dont un de ces co-détenus est victime, l'irrite au point de le pousser, malgré les dangers d'une telle détermination, à prendre fait et cause pour le malheureux injustement frappé.

Évidemment ce sentiment n'est pas aussi vif chez tous les condamnés, mais chez tous il subsiste, après dix, vingt et même trente années de méfaits !

Le malfaiteur d'habitude est organisé d'ailleurs comme l'honnête homme; il a une intelligence qui lui permet de former les projets les mieux combinés, une volonté énergique parfois pour les exécuter; et une conscience qui lui reproche ses actes, lui

indique qu'ils sont répréhensibles et le pousse à les dissimuler.
— Il connaît son devoir sans l'accomplir.

Les besoins, les appétits, l'orgueil et les désirs de vengeance exercent une influence prépondérante dans ses déterminations ; mais pas plus que le sentiment du devoir, les passions ne produisent directement l'acte. Il faut l'intervention de la volonté libre, de cette volonté qui lui permet, malgré tout, de choisir entre les motifs dictés par la passion et ceux qui émanent de l'idée du devoir. Les passions peuvent dominer sa volonté ; elles ne sauraient l'anéantir.

Étudiez dans les manifestations de la vie pénitentiaire l'état moral du délinquant réputé le plus mauvais. Vous verrez ce qu'on nomme communément le pilier de prison exercer sur ses co-détenus une influence prépondérante, les grouper autour de lui et organiser une petite société. Vous le verrez maintenir cette association en imposant à chaque membre l'obligation de respecter des principes qui ne sont autres que les lois morales de la grande société : respect des biens, de la parole donnée, loyauté dans les engagements, assistance mutuelle dans le danger, etc. Le détenu qui, par la délation, le vol ou la fourberie, manquerait à ce que, dans cette société, on appelle le devoir, s'exposerait à un cruel châtimement. Aussi chacun observe fidèlement en détention, s'impose même, les lois violées dans la vie libre.

N'y a-t-il pas dans ces manifestations un indice, une preuve même de la possibilité de plier les caractères les plus violents et les plus pervers à l'obéissance aux lois, d'élever les natures les plus abjectes à l'observation des principes moraux de justice et de charité ?

Le détenu montre lui-même dans cette petite association ce qu'il pourrait être dans la société, s'il le voulait.

Nous trouvons dans l'examen des faits de la vie de détention bien d'autres observations tendant à établir une contradiction étrange entre l'état moral réel et l'état moral présumé du condamné. Le récidiviste réputé incurable, c'est-à-dire incapable d'aucun effort, d'aucun labeur suivi, est généralement un excellent ouvrier en prison. Il est naturel dès lors de croire qu'il y a possibilité de le relever par le travail. Nous échouerions dans dix tentatives que cette possibilité n'en subsisterait pas moins.

N'a-t-on pas vu des malfaiteurs capables de toutes les lâchetés, s'exposer pour faire échec à un projet de vengeance qui leur paraissait odieux, se dévouer, se porter même au secours d'agents dont la vie était menacée ?

L'impulsion qui porte ces criminels endurcis à se dévouer jusqu'au sacrifice de leur propre vie est le réveil de sentiments premiers qu'il nous paraît possible de raviver par un régime approprié. Il n'y a donc pas d'esprits absolument et exclusivement faux et méchants, pas de cœurs complètement secs et entièrement gangrenés.

Mettez des condamnés foncièrement mauvais en présence d'un incendie, d'une inondation, de l'ennemi, vous serez témoin d'actes d'héroïsme et les héros seront des coupables jugés incapables de la moindre bonne action.

L'hôte habituel des prisons aime à en imposer, à briller et à dominer. Ambitieux à sa manière, ses instincts le portent aux fanfaronnades comme aux actions d'éclat. Vu de près, on trouve toujours en lui, quelque perversité qu'il puisse être, deux êtres moraux distincts ou deux faces contraires dans son caractère, l'une bonne, l'autre mauvaise : apôtre du vol, en prison il est d'une probité et d'une loyauté scrupuleuses avec ses co-détenus ; violent et querelleur, il emploiera en certains cas sa force à la protection du faible.

Cette tendance innée au bien peut s'atténuer, mais elle subsiste toujours malgré la prédominance des mauvais sentiments. — Toute idée morale n'est jamais éteinte et, en tout malade, il reste toujours un élément de régénération.

Nous avons étudié les condamnés soumis à la relégation, il ne nous a pas été donné d'en trouver un seul absolument incapable d'une bonne action ou inaccessible à un sentiment louable. Les uns témoignent à un parent une affection réelle, les autres maudissent leur passé et sont bien près du repentir, d'autres enfin s'imposent des sacrifices, des privations et viennent en aide aux leurs dans le besoin. Nul ne peut donc dire avec certitude « tel homme est incorrigible », dès lors il n'y a pas, dans l'acception stricte du mot, de condamné incorrigible.

Si les médecins ont, presque malgré eux, rendu des moribonds à la santé, des circonstances favorables, des impressions énergiques et persistantes ont ramené au bien des natures vouées à une vie d'abjection.

Nous nous trompons quotidiennement dans nos pronostics sur nos malades : tel individu dans un état moral désespéré fait retour au bien, lorsque tel autre donnant les meilleures espérances retombe dans le mal.

En dehors des inconscients irresponsables par suite des infirmi-

tés physiques ou mentales dont le traitement n'est pas dans nos attributions, nous ne pouvons formuler que des présomptions, des probabilités sur la vie future des condamnés.

Sans doute nous accordons qu'un grand nombre d'individus faibles de caractère ou réfractaires jusqu'ici à toute tentative d'amendement, sans être incorrigibles, ne se conduisent bien qu'en détention. A leur égard, la sécurité publique, la nécessité d'utiliser leurs forces rendent une tutelle permanente indispensable. Contre leur faiblesse et leur résistance à l'amendement, la société a le droit de prendre les mesures que commande son intérêt.

La loi du 27 mai 1885 a consacré, en France, le principe de la relégation des récidivistes.

La relégation sur le continent ou de préférence aux colonies est la seule mesure à adopter à l'égard de cette catégorie de condamnés considérés comme intraitables.

En résumé, il n'y a pas, dans le sens absolu du mot, de malfaiteurs incorrigibles, ou, s'il en existe, nous sommes impuissants à les reconnaître. Dans tout individu il y a un côté par lequel l'homme de foi peut et espère avoir prise sur lui, l'amener au repentir et à l'amendement.

Au dernier degré d'avilissement, on ne trouvera jamais le criminel insensible à une injure. La moindre louange le flattera ; il recherchera l'estime des gens de bien et lorsqu'elle lui sera à jamais refusée, il s'adressera aux malfaiteurs qui forment son entourage et leur demandera leur approbation, non plus pour de bonnes actions, mais pour des méfaits.

Pour être incorrigible, il faudrait que le malfaiteur fût toujours et invariablement mauvais, car s'il est admis que l'on constate en lui trace de bons sentiments, des périodes d'honnêteté, il faut bien reconnaître que les bonnes actions accidentelles pourraient se répéter sans interruption et la vie honnête devenir permanente.

Nous ne saurions mieux conclure sur ce point, qu'en rapportant ici l'opinion d'un illustre penseur, M. Jules Simon : « Fouillez, prenez dans les prisons, dans les bagnes, dit-il, interrogez le cœur du parricide qu'on mène à l'échafaud, il y a encore sous ces cendres une étincelle qui pourrait être ranimée. »

RAUX,

Directeur de la 20^e Circonscription pénitentiaire.

VI

La Santé et son école de gardiens.

Maison d'arrêt et de correction.

Cet établissement (1) est le plus important et le plus intéressant de tous ceux de Paris.

Il a été construit pour 1.000 détenus, et inauguré le 20 août 1867. Sa population totale au commencement de mars était de 900 environ : elle a été parfois de 1.300 et plus (2). Il contient environ :

1° 25 prévenus venant soit du Dépôt, soit de Mazas, au cas où le juge d'instruction veut isoler absolument deux détenus de crainte de communications ;

2° Environ 250 condamnés au-dessous d'un an. Le trop plein est reçu, les trois derniers jours de la semaine par Sainte-Pélagie (3) ;

3° Les forçats, réclusionnaires et condamnés à plus d'un an, en appel ou en instance de transfèrement.

La forme générale est celle d'un trapèze élevé. Dans sa partie antérieure (la plus large) se trouve le quartier cellulaire avec quatre ailes rayonnantes contenant 500 cellules ; dans sa partie postérieure est inscrit un second trapèze formant le quartier en commun.

I. *Quartier cellulaire.* — 464 cellules seulement sont classées ; les autres sont utilisées comme cellules communes, cellules de bains, cellules de douches par aspersion (4), parloirs, etc. Elles sont réservées aux prévenus, aux condamnés primaires ou à moins d'un mois, aux jeunes détenus.

Chaque cellule possède un lit se relevant le long du mur, un tuyau d'aspiration pour la ventilation, une fosse fixe à système diviseur (5), une table, un signal d'appel, une bouche de chaleur (6), une fenêtre dont la partie supérieure seulement (7) est ouverte et à la disposition du détenu, un bec de gaz noyé dans le mur et séparé du détenu par un verre dépoli fixe.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 131.

(2) *Bulletin*, 1888, p. 354.

(3) *Supr.*, p. 159 et 315.

(4) Ces 8 cellules ont été appropriées suivant les principes exposés par le D^r Merry-Delabost, *Bulletin*, 1888, p. 588. Conf. 1882, p. 711.

(5) L'enlèvement des parties solides est faite chaque matin par la compagnie Richer rapidement à l'aide de wagons sur rails, et sans odeur. Le seul inconvénient est la dépense qui est un peu plus forte que dans les autres systèmes.

(6) Chauffage à la vapeur d'eau par circulation, système Gouville.

(7) La fenêtre s'ouvrant entièrement et sur sa base, suivant le système belge, est préférable.

Un monte-charge et des charriots facilitent la distribution des vivres aux deux étages supérieurs.

Le dimanche pour l'office divin la porte de chaque cellule s'entr'ouvre et permet au détenu de voir l'autel élevé au rond-point central, au-dessous du poste-vigie.

Pour le culte protestant existe une chambre cellulaire de vingt-deux stalles qui sert en même temps d'école pour tous les détenus.

J'ai seulement regretté l'absence du capuchon, cependant réglementaire dans toutes nos prisons. La question de sa forme est à l'étude depuis longtemps, mais, en attendant la décision de la commission compétente, ne pourrait-on employer une forme quelconque ?

II. — *Le quartier en commun* est le premier où ait été appliqué le système d'Auburn. On y interne les récidivistes. Sa population varie suivant les nécessités des services pénitentiaires.

Tous les détenus couchent en cellule. Ces 500 cellules sont un peu plus petites que celles de jour, mais ont un large appel d'air par l'imposte.

Une petite synagogue pour dix ou douze détenus, une chapelle, une bibliothèque de 700 volumes, une vaste cuisine, d'où partent les rails des charriots, près du rond-point du quartier cellulaire, une salle confortable pour le mess des surveillants, complètent l'ensemble de ces services, à la tête desquels nous avons le plaisir de compter deux de nos collègues.

Le quartier cellulaire communique avec le quartier en commun par le rez-de-chaussée d'une 5^e aile de l'étoile. Au 1^{er} et au 2^e étage de cette 5^e aile sont les infirmeries centrales de toutes les prisons de Paris : c'est un hôpital général pouvant contenir 80 lits dont 55 en moyenne sont occupés.

Le travail est remarquablement organisé : 30 ou 40 industries différentes y sont exercées. Je donnerai seulement l'énumération et la distribution de celles exercées au quartier cellulaire ; 59 détenus sont occupés aux boîtes d'allumettes, 5 aux chaînettes en fer, 14 aux étiquettes gommées, 9 au filet, 5 aux fouets, 4 aux mèches de fouet, 25 aux pièges à oiseau, 28 au papier de dentelle, 54 à la fabrication de poupées, 10 au découpage de racine de salsepareille, 5 aux tapis en cuir, 10 au démolissage de vieux corsets, 24 à des travaux de copie, 6 au travail à l'étau.

Une exposition des produits est faite dans un petit musée à part.

ÉCOLE DE GARDIENS

Depuis quatre ans il existe à Melun une école de gardiens (1). Depuis deux ans il en a été organisé une à la Santé plus spécialement pour les courtes peines. (Préparation aux fonctions de gardien-chef d'arrondissement.)

Étant donné qu'un simple crédit de 800 francs a été voté pour le matériel de l'école, étant donné surtout qu'un seul instituteur doit faire face aux exigences de l'instruction de près de 1.000 détenus et d'une douzaine d'élèves gardiens, on doit se montrer très satisfait des résultats obtenus et rendre hommage en particulier au dévouement de l'instituteur. Nous publions ci-après le programme complet des cours (2). La partie technique est enseignée par le directeur lui-même, par l'inspecteur et le gardien-chef. Déjà 2 élèves ont été nommés gardiens-chefs; un, gardien commis-greffier; 8 ou 10 ont été déclarés admissibles à ces deux emplois. L'installation actuelle, encore rudimentaire, va être complétée par l'ouverture de 20 cellules pour les élèves gardiens.

Je viens de dire: rudimentaire; je n'ai cependant pas voulu exprimer un regret. Voilà longtemps que cette question des écoles de gardiens doit être discutée dans nos assemblées générales (3) et je compte bien qu'elle le sera prochainement. Aussi me réserve-je pour exprimer à ce moment mon opinion entière à leur égard. Mais dès maintenant j'ai à dire que *l'école pratique*, telle qu'elle fonctionne à la Santé et à Melun, me satisfait. Je serais désolé de voir introduire dans notre pays des sortes d'académies pénitentiaires où nos surveillants seraient bourrés d'une théorie indigeste et inutile, à la sortie desquelles ils trouveraient indigne de leur science de monter la garde à 1.200 francs par an dans nos établissements pénitentiaires. Sans doute nous pouvons prendre d'utiles enseignements en Belgique (4), en Pensylvanie (5), en Prusse et en Italie (6), mais gardons-nous de verser dans la science trop théorique.

(1) Nous en parlerons au prochain Bulletin.

(2) Comparer avec le programme italien (*Bulletin*, 1879, p. 208.)

(3) *Bulletin*, 1888, p. 409.

(4) *Ibid*, 1888, p. 989.

(5) *Ibid.*, p. 900.

(6) L'Italie a eu d'abord une grande école unique à Regina-Celli. Après sa conversion en prison cellulaire, elle en a créé quatre. Elle entretient dans chacune une quarantaine de jeunes employés. Mais comme toutes sont installées dans de grandes prisons, ils reçoivent l'instruction pratique en même temps que l'instruction théorique. — Cette organisation (V. le rapport de M. Boltrani-Scalia au Congrès de Stockholm, *Bulletin*, 1878, p. 417) a été inspirée par l'exemple de la Prusse. (Conf. pour le grand-duché de Bade, *Bulletin*, 1886, p. 883).

Les cours des instituteurs, tels qu'ils se pratiquent dans la plupart de nos grandes prisons, doivent suffire en général. Écoutons les sages conseils de ce maître, le comte d'Haussonville (1), dans son immortel rapport déposé en la séance du 18 mars 1873 à l'Assemblée nationale et disons-nous que ce qu'il faut surtout au personnel pénitentiaire c'est le dévouement (2), qui ne s'apprend pas dans les livres ni au cours, c'est le prêche par l'exemple (3). Que si l'on tient à leur élever l'esprit au contact de quelques idées générales et d'une littérature spéciale, la lecture de notre *Bulletin* doit leur suffire (4).

A. R.

PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT

COURS PÉNITENTIAIRE PROFESSIONNEL

PREMIÈRE PARTIE

Des prisons ; de leur organisation. — Des arrestations, de l'abus d'autorité. — Des différentes espèces de mandats judiciaires : Mandat de comparution, mandat d'amener, mandat de dépôt, mandat d'arrêt, ordonnance de prise de corps, extrait de jugement.

De l'écrou : dans quelle forme judiciaire il doit être fait. De la tenue des registres d'écrou (arrêt, justice, correction, dettes, simple police, passagers, militaires et marins).

Des règles à suivre en matière d'extraction, de transfèrement ou libération.

DEUXIÈME PARTIE

Discipline et police intérieure de la maison. — Catégories diverses des détenus ; séparation des catégories. Du régime disciplinaire applicable à chacune des catégories. De la correspondance des détenus. Des visites au parloir. De quelques prohibitions plus spéciales faites en vue du maintien de l'ordre, la sécurité et la discipline de l'établissement. Des peines disciplinaires encourues par les détenus. Du lever et du coucher des détenus. De l'organisation du travail. Du régime ali-

(1) Annexe du *Journal officiel*, p. 799, 2^e col.

(2) *Bulletin*, 1888, p. 1014.

(3) *Bulletin*, 1889, p. 208.

(4) Annexe du *Journal officiel* p. 800 et 801.

mentaire et des vivres supplémentaires. Du costume pénal. Dispenses. Des soins de propreté corporelle des détenus. Des effets appartenant aux détenus. Consignes spéciales et mesures d'ordre et de précaution dans chaque établissement. Mesures à prendre en cas de suicide, d'évasion, crimes, etc. Soins à donner aux blessés, asphyxiés, en attendant l'arrivée du médecin.

TROISIÈME PARTIE

Des services spéciaux: Enseignement, culte, soins médicaux.

Des commissions de surveillance, leur but, leur organisation, leurs attributions. Du *patronage*, son utilité.

QUATRIÈME PARTIE

De la tenue des registres d'ordre et d'administration. *De la tenue des registres* concernant la comptabilité des fonds appartenant aux détenus.

De la rédaction des états quotidiens, hebdomadaires, mensuels et autres dont la tenue est prescrite par les instructions ministérielles.

ÉLÉMENTS DE LA GRAMMAIRE FRANÇAISE

Chapitre 1^{er}. — Du *nom*, comment se forme le pluriel des *noms*.

Chapitre II. — De l'*article*, son rôle.

Chapitre III. — De l'*adjectif*, comment se forme le féminin dans les adjectifs, comment se forme le pluriel dans les adjectifs. *Accord* des adjectifs avec les noms. *Régime* des adjectifs. Degré de signification dans les adjectifs. Noms et adjectifs de nombres.

Chapitre IV. — Du *pronom*. Du pronom personnel: règles du pronom personnel. Du pronom possessif. Du pronom démonstratif. Du pronom relatif. Du pronom indéfini.

Chapitre V. — Du *verbe*. De l'*auxiliaire être* et de l'*auxiliaire avoir*. Notions relatives aux quatre conjugaisons. Formation des temps dérivés, des verbes irréguliers. Accord des verbes avec leur nominatif ou sujet. Régime des verbes actifs et des verbes passifs. Des verbes neutres, des verbes réfléchis ou pronominaux. Des verbes impersonnels.

Chapitre VI. — Du *participe*. Règles concernant l'accord des participes.

Chapitre VII. — De la *préposition*, de l'*adverbe*, de la *conjonction*, de l'*interjection*.

Chapitre VIII. — De quelques remarques sur l'orthographe des *pronoms*, *adverbes* et autres mots. *Homonymes*.

Chapitre IX. — De la ponctuation, du tréma, de l'apostrophe, de la cédille, du trait d'union, de la parenthèse.

Chapitre X. — Des différentes parties du discours. *Analyse logique.*

ÉLÉMENTS D'ARITHMÉTIQUE

Introduction. — Définitions préliminaires. Numération parlée, numération écrite, numération des fractions. Notions sur les opérations de l'arithmétique.

Chapitre I^{er}. — *Opérations sur les nombres entiers.* De l'addition, de la soustraction, preuves de l'addition et de la soustraction. De la multiplication. De la division. Preuves de la multiplication et de la division. Principes sur la division.

Chapitre II. — *Des fractions ordinaires.* Principes fondamentaux des fractions ordinaires. Réduction des fractions au même dénominateur. Simplification des fractions. Recherche du plus grand commun diviseur. Addition. Soustraction. Multiplication. Division. Observations générales sur les fractions.

Chapitre III. — *Des fractions décimales.* Notions préliminaires sur les fractions décimales. Addition. Soustraction. Multiplication. Division. Réduction d'une fraction décimale en fraction ordinaire.

Chapitre IV. — *Du système métrique.* Principes fondamentaux du système métrique. Des mesures linéaires ou de longueur. Des mesures de superficie. Mesures des solides. Des poids. Des mesures.

Chapitre V. — *Calcul des surfaces et des solides les plus usuels.*

Chapitre VI. — *Rapports et proportions; règle de trois.*

Chapitre VII. — *Règle d'escompte, règle d'intérêt, règle de société*

ÉLÉMENTS D'HISTOIRE DE FRANCE

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I^{er}. — Les origines; les Gaulois; les Romains.

Chapitre II. — Les Francs; les Mérovingiens.

Chapitre III. — Les Carlovingiens.

Chapitre IV. — Les Capétiens directs; la royauté.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre V. — La guerre de Cent ans.

Chapitre VI. — Triomphe du pouvoir royal sur la féodalité.

Chapitre VII. — Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint.

Chapitre VIII. — La royauté absolue; Henri IV et Louis XIII.

Chapitre IX. — Le règne de Louis XIV.

Chapitre X. — Le règne de Louis XV.

Chapitre XI. — Le règne de Louis XVI.

Chapitre XII. — La Révolution française.

Chapitre XIII. — Le Consulat et l'Empire.

Chapitre XIV. — Esquisses historiques de l'époque contemporaine.

ÉLÉMENTS DE GÉOGRAPHIE

PREMIÈRE PARTIE

Europe.

Chapitre I^{er}. — Notions générales, division de l'Europe; îles; mers; golfes; détroits; fleuves; lacs; presqu'îles; isthmes; caps; chaînes de montagnes; volcans.

Chapitre II. — Europe septentrionale; Îles-Britanniques; Danemark; Suède et Norvège; Russie d'Europe.

Chapitre III. — Europe centrale; France; Hollande; Belgique; Suisse; Allemagne; Autriche-Hongrie.

Chapitre IV. — Europe méridionale; Portugal; Espagne; Italie; Grèce; Turquie.

DEUXIÈME PARTIE

Notions générales sur l'Asie, l'Afrique, l'Amérique, et l'Océanie.

TROISIÈME PARTIE

Étude complète de la géographie de la France.

Chapitre I^{er}. — Limites; golfes; détroits; presqu'îles; caps; fleuves; rivières; canaux; chemins de fer.

Chapitre II. — Anciennes provinces avec la nomenclature des départements qu'elles ont formés.

Chapitre III. — Bassin du Rhin, de la Moselle et de la Meuse.

Chapitre IV. — Bassin de la Seine.

Chapitre V. — Bassin de la Loire.

Chapitre VI. — Bassin de la Garonne.

Chapitre VII. — Bassin du Rhône.

Chapitre VIII. — France pénitentiaire.

Proposé par l'Instituteur.

Paris, le 1^{er} Octobre 1890.

Signé: GAUTIER.

Vu et approuvé:

Le Directeur,

Signé: LAGUESSE.

VII

Richesses minières en Nouvelle-Calédonie.

Le *Bulletin* de 1890 a souvent parlé de notre colonie océanienne (p. 129, 250, 367), mais surtout au point de vue agricole. L'*Officiel* du 16 mars contient des renseignements très complets au point de vue des gisements miniers.

A raison de la discussion qui doit avoir lieu dans notre assemblée générale et de celle qui va s'ouvrir au Congrès des sociétés savantes, nous croyons devoir les reproduire.

Les constatations relatives aux gisements miniers compris entre Port-Bouquet et la rive gauche de la rivière de Ny ont été poursuivies pendant tout le mois de décembre.

L'appareil de sondage à diamants (*diamond drill*) installé sur la mine Sainte-Cécile, située aux Portes-de-Fer, près de Nouméa, n'a pu fonctionner pendant cette période, car il n'a pas été possible de trouver, chez tous les joailliers d'Australie, le nombre de diamants bruts nécessaire.

L'administration locale, désireuse d'obvier à cette situation, a adressé au gouverneur de Sydney une demande tendant à obtenir, à titre de cession remboursable, un certain nombre de diamants bruts du service des mines de Sydney, qui en possède un stock considérable ; tout fait espérer que cette demande recevra rapidement un accueil favorable, ce qui permettra de reprendre le forage interrompu.

Les travaux de recherches houillères commencés en novembre dernier sur les importants affleurements découverts dans le haut de la rivière de Mondoué, près de la Dumbéa, ont été poursuivis avec activité en décembre et il est permis de croire que, dans quelques mois, les résultats obtenus seront des plus satisfaisants.

La situation politique des tribus de l'île est toujours favorable.

Le gouverneur signale de nombreuses demandes de naturalisation introduites auprès de l'administration locale par les étrangers qui ont fait des Nouvelles-Hébrides leur pays d'adoption ou le centre de leurs opérations commerciales.

C'est là un symptôme qu'il n'est pas sans intérêt d'enregistrer.

NOTICE SUR LES MINES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Depuis longtemps déjà l'attention s'est portée sur les richesses minérales du sol de la Nouvelle-Calédonie.

Notre colonie, au point de vue géologique, se divise en trois régions :

1° Une grande formation serpentineuse constituant la masse générale de l'île ;

2° Des terrains cristallins et des terrains anciens au nord et au nord-est ;

3° Des couches métamorphiques et des terrains sédimentaires plus récents, affectés par d'importantes éruptions de mélaphyres sur la côte ouest et sud-ouest.

La région serpentineuse occupe toute la largeur de l'île, depuis l'extrémité sud jusqu'au milieu environ de sa longueur, à l'exception d'une bande s'étendant le long de la côte ouest jusqu'au pied du Mont-d'Or, et d'importantes bandes de terrains anciens et de terrains cristallins qui courent dans le sens de la longueur de l'île.

Au nord, les terrains schisteux anciens, non fossilifères, composés de schistes généralement de couleur claire, talqueux ou quartzeux, forment le soubassement de l'île et sont recouverts :

Sur la côte ouest par des terrains secondaires et tertiaires à la base desquels se rencontrent des schistes houillers encore mal définis, dans lesquels on a reconnu l'existence de couches de houille ;

Sur la côte nord-ouest, sur la côte est et dans le sud, par des serpentines qui recouvrent à elles seules près du tiers de la surface de l'île, et au sein desquelles se rencontrent exclusivement le nickel, le chrome, le cobalt et le fer.

L'or, le cuivre, l'antimoine et le plomb se rencontrent dans les terrains anciens, principalement dans ceux du nord de l'île.

Dans les terrains plus récents de la côte ouest, on trouve le charbon ; on y rencontre aussi différentes variétés de calcaire, des argiles et du gypse.

Sur toute la pointe nord-est de l'île s'étendent des micaschistes et des talcschistes ; ils apparaissent entre Vienghène et Panié, et suivent le littoral jusqu'au nord, formant la chaîne qui sépare le Diahot de la mer.

Les schistes ardoisiers apparaissent au milieu des micaschistes; plusieurs bandes remarquables de calcaires cristallins sont intercalées dans ces schistes ardoisiers.

Les schistes du nord de l'île sont caractérisés par de magnifiques forêts d'essences tropicales; les mouvements de terrain sont assez doux. Les serpentines, au contraire, se distinguent par leur profil tourmenté et une maigre végétation de broussailles. D'immenses nappes d'argile rouge, que couronnent des amas de minerai de fer, couvrent les flancs des montagnes. Ce sont les exutoires des sources hydrothermales qui ont traversé et décomposé les serpentines en donnant naissance aux gîtes de nickel, de chrome et de cobalt.

Nickel.

Le minerai de nickel a été signalé pour la première fois en Nouvelle-Calédonie en 1867; à la fin de l'année 1873, la présence en fut constatée au Mont-d'Or, dans le périmètre de Boulari. Depuis cette époque les travaux d'exploitation des mines de nickel, de cobalt et de chrome se sont considérablement développés et ont permis de se rendre un compte assez exact des particularités de ce genre de gisements.

En général, les minerais contiennent après triage à la main, de 7 à 12 p.100 de nickel.

En dehors du minerai proprement dit, les serpentines de Nouvelle-Calédonie contiennent presque toutes du nickel (1, 2, 3 et jusqu'à 5 p. 100).

Le minerai de nickel se rencontre exclusivement au sein des serpentines, et toujours au contact ou dans le voisinage du contact des serpentines avec les argiles rouges; jamais dans ces argiles mêmes.

Le mode le plus avantageux d'exploitation du nickel est en carrière et les gîtes étant situés sur le sommet des montagnes, à des altitudes variant en général de 400 à 600 mètres, il serait facile, au moyen de travaux préparatoires prévoyants, d'aménager un grand nombre d'entre eux en carrière pendant des années.

L'intérieur de la Nouvelle-Calédonie est encore peu connu dans certaines parties au point de vue minier; mais en s'en tenant à une bande littorale de 10 à 12 kilomètres de largeur, on a déjà reconnu une quantité de nickel qui peut être considérée comme

industriellement inépuisable, quelle que soit l'impulsion donnée depuis quelque temps à la consommation de ce nouveau métal.

La première demande en concession pour l'exploitation du minerai de nickel fut faite en janvier 1874, dans la région du Mont-d'Or, près Nouméa. Depuis cette époque, les découvertes se sont succédé sans relâche sur toute l'étendue de la région serpentineuse.

Au 1^{er} janvier 1890, le nombre des mines de nickel instituées était de 115, représentant une superficie de 11.114 hectares environ, et le nombre de celles demandées en concession s'élevait à 427.

Des gisements ont été signalés sur quantité de points de la région serpentineuse, dont les principaux sont actuellement :

Sur la côte est, les districts de Ny, de Brandy, de Mey, de Thio, de Nakety, de Koua ;

Sur la côte ouest, les districts de la Dumbéa, de Païta, de la Toutouta, de la Ouenghi, de Poya, du Komambo, du Kâala, du Ouazangou.

Le district le plus important est, sans contredit, celui de Thio. Depuis 1876, époque à laquelle, ont été commencés les premiers travaux d'exploitation, jusqu'au 1^{er} janvier 1890, il a été exporté des mines situées dans cette région 59.448 tonnes de minerai, d'une teneur moyenne de 8 à 12 p. 100 et 228.150 kilogrammes de fonte de nickel.

Parmi les mines les plus importantes exploitées à Thio, nous citerons : Santa-Maria, Moulinet, Rose, Belvédère et Benaucourt, desquelles il a été extrait en 1889, 9.785 tonnes de minerai. Il faut citer encore des exploitations importantes : les mines Basses-Alpes, Étoile, Élise et Rasoir.

En dehors du district de Thio, d'importantes exploitations ont été ouvertes dans la région de Nakety sur les mines Boulangères, Ghio et Bienvenue, dans la région de Danaoua sur la mine Dorée et enfin, sur la côte ouest, dans la région de la Toutouta.

En 1889, de ces diverses exploitations au nombre de 22, portant sur une superficie totale de 2.600 hectares et occupant 1.158 ouvriers, il a été exporté 19.741 tonnes de minerai de nickel, d'une teneur variant de 7 à 10 p. 100.

Les chefs des diverses exploitations de mines de nickel en Nouvelle-Calédonie ont la plus grande confiance dans l'avenir, et ils espèrent pouvoir augmenter d'une façon notable la production du minerai. Une partie des matières extraites est actuelle-

ment traitée sur place de façon à expédier en Europe des « mattes » contenant de 50 à 60 p. 100 de métal, et il résulte déjà de ce fait une sérieuse économie pour les producteurs.

En effet, les frais divers occasionnés par le transport d'une tonne de minerai de Thio à Glasgow (Angleterre) sont actuellement de 50 francs, et ce chiffre est élevé si l'on considère surtout que tout le minerai expédié a une humidité variant de 5 à 15 p. 100.

Disons, pour terminer, qu'avant la découverte des mines de nickel de la Nouvelle-Calédonie, ce métal était tiré en grande partie des mines de Suède et de Norvège qui ne contiennent en moyenne que 1 p. 100 de nickel et que ce métal, qui se vendait alors de 15 à 20 francs le kilogramme, est tombé au prix encore rémunérateur de 5 fr. 50 à 6 francs.

Le nickel calédonien est aujourd'hui très recherché, les demandes affluent et le champ est vaste pour les producteurs, puisque, comme il a été dit plus haut, la quantité déjà reconnue de ce métal dans une bande littorale de 10 à 12 kilomètres peut être considérée comme industriellement inépuisable.

Chrome.

Le minerai de chrome est répandu en abondance dans toute la formation serpentineuse de la Nouvelle-Calédonie, et les minerais de fer associés aux serpentines en contiennent une notable proportion (de 2 à 5 p. 100).

Les gîtes de chrome sont de deux sortes : soit en filon dans la serpentine, soit en couches stratifiées dans les vasques d'argile.

La première demande de concession pour exploiter le fer chromé fut adressée en 1875 ; mais, depuis, des découvertes importantes ont eu lieu, notamment dans la région du Mont-d'Or, de Plum, de la baie des Pirogues, de la baie du Sud, etc.

Au 1^{er} janvier 1890, le nombre de mines de chrome instituées étaient de 15, représentant une superficie de 3.966 hectares ; à la même date le nombre de celles demandées en concession s'élevait à 89.

Les plus importantes exploitations de chrome sont celles de la rivière N'go et de la rivière des Pirogues, qui sont reliées à la mer par des voies ferrées ayant une longueur totale de 5 kilomètres.

De ces diverses exploitations au nombre de sept et comprenant

150 ouvriers, il a été exporté, en 1889, 2.254 tonnes de minerai de chrome, d'une teneur moyenne de 50 p. 100 de sesquioxyde de chrome.

Actuellement, à Nouméa, la tonne de minerai de chrome, d'une teneur de 50 p. 100, a une valeur variant de 40 à 45 francs et de 80 à 85 francs à Sydney.

L'exploitation des gisements de chrome n'a pas été jusqu'à ce jour bien active; mais elle ne peut que se développer par suite de l'importance que prend ce minerai dans la métallurgie. Le plus souvent on emploie le chrome à l'état de sels, c'est-à-dire de chromates, et malheureusement les industriels français ont laissé à l'étranger le travail de ces sels.

Cobalt.

Le minerai de cobalt, comme le minerai de chrome et dans de plus vastes proportions encore, est répandu à peu près sur toute la surface serpentineuse de la Nouvelle-Calédonie.

La première demande de concession pour exploiter le cobalt date de 1876; mais comme pour les métaux cités précédemment, de nombreuses découvertes ont eu lieu depuis cette époque, notamment dans les régions de l'île Ouen, de la baie du Sud, d'Unia, de Nehoué, dans les îles Yandé et Belep, etc., etc.

Au 1^{er} janvier 1890, le nombre de mines de cobalt instituées était de 20 et le nombre de celles demandées en concession de 117.

Actuellement, les exploitations les plus importantes sont concentrées dans les régions de Nakety, de la baie de Laugier, de la baie d'Uque, de Mou, de Wagap, des îles Yandé et Belep.

En 1889, de ces diverses exploitations au nombre de 12 et employant 205 ouvriers, il a été exporté 2.185 tonnes de minerai de cobalt, d'une teneur variant de 3 à 5 p. 100.

D'importants travaux d'installation sont, en outre, exécutés sur différents points de l'île, notamment dans les régions de Goyeta et de la baie d'Olan, où de nouveaux centres d'exploitation ne tarderont pas à être créés, le minerai de cobalt calédonien étant actuellement très demandé sur les marchés d'Australie et d'Europe.

Autrefois, le minerai de cobalt était tiré à grand'peine de certaines mines de Saxe ou de Norvège qui ne contiennent que 1 à

2 p. 100 de cobalt ; aujourd'hui, grâce aux gîtes de la Nouvelle-Calédonie, on a une moyenne de 3 à 5 p. 100. L'oxyde de cobalt, qui se vendait de 60 à 70 francs le kilogr., est tombé au prix encore rémunérateur de 15 à 20 francs.

Quoique le minerai de cobalt soit beaucoup plus pauvre que celui de nickel, il possède cependant une valeur plus grande et actuellement, à Nouméa, la tonne de minerai d'une teneur de 3, 5 p. 100, est cotée de 90 à 95 francs et 115 francs à 4 p. 100.

Il est bon d'ajouter que le nickel n'est employé que comme métal, tandis que le cobalt peut s'employer comme métal et comme matière colorante ; mais néanmoins, en raison de son prix élevé, il n'est guère utilisé que de cette dernière façon.

Or.

La région du Diahot, qu'arrose le fleuve de ce nom, qui se jette dans la baie de Pram, à l'extrémité nord de la Nouvelle-Calédonie, devait attirer l'attention des mineurs par la richesse de son sol, où on rencontre l'or, le cuivre et le plomb argentifère.

C'est dans le courant du mois d'août 1870 que l'or fut découvert au lieu dit Maughine, sur la rive gauche du Diahot, et à la fin de la même année une concession gratuite de 25 hectares était donnée aux découvreurs, à titre de prime.

L'exploitation donna d'abord d'assez bons résultats, et de 1870 à 1873, il était recueilli 4.663 onces d'or représentant une valeur de 443.896 francs. Au commencement de 1874 la mine, ne donnant plus que des pépites pauvres, fut abandonnée provisoirement, puis reprise en 1876 et laissée en 1878. Pendant ces trois dernières années, elle fournit encore 84 kilogr. 373 d'or.

En 1882, les travaux furent repris et amenèrent la découverte d'un gisement assez considérable de pyrites aurifères ; mais l'exploitation a dû en être laissée en suspens pour des raisons purement financières.

De nombreuses découvertes d'or ont d'ailleurs été faites dans le nord de l'île ; la mine Recherche à Galarino, près d'Oubatche, a été, pendant quelques mois de l'année 1877, l'objet d'un commencement d'exploitation qui a fourni environ 8.000 francs d'or.

Partout ou à peu près, les travaux ont été abandonnés faute de capitaux, et cependant les filons aurifères trouvés sur certains points présentent une richesse supérieure à la plupart de ceux actuellement exploités en Australie.

Cuivre.

La présence du cuivre a été signalée pour la première fois à la fin de l'année 1872, dans le lit de la rivière Ouégoa, près du village de ce nom. Immédiatement, une demande en concession de 50 hectares fut faite sur ce point, sous le nom de mine la Balade; elle fut aussitôt suivie de plusieurs demandes analogues portant sur des terrains voisins sur lesquels quelques affleurements cuivreux avaient été découverts quelque temps après.

A la fin de 1873 on comptait 18 sociétés aux environs d'Ouéga.

La compagnie la Balade commença seule une exploitation sérieuse, et de 1874 à 1884 on a extrait de la mine qui porte spécialement ce nom près de 39.000 tonnes de minerai d'une teneur de 16 à 18 p. 100.

Les amas de cuivre pyriteux de la mine la Balade, dont la puissance a atteint 8 mètres en certains points, ont été suivis jusqu'à 212 mètres de profondeur. En 1878 et 1879, plus de 400 ouvriers étaient employés aux travaux; mais, malheureusement, cette entreprise qui donnait à la vallée du Diahot une véritable activité a été suspendue à la fin de l'année 1884.

Ainsi que la mine la Balade, la mine Murat donnait, en 1884, des résultats satisfaisants; l'exploitation en a été également suspendue pour des raisons purement financières.

A différentes époques un peu éloignées, des travaux de recherches assez importants ont été exécutés sur divers lieux; mais, conduits pour la plupart en dehors de toutes les règles de l'art, ils n'ont pas donné de résultats satisfaisants et ont dû être abandonnés.

En 1884, des affleurements cuivreux d'une grande richesse ont été découverts à environ 10 kilomètres de Pram, dans la région d'Arama, au nord-ouest de l'embouchure du Diahot.

La mine Nemou, située sur ce point, possède un filon dont la masse a jusqu'à 7 mètres de puissance. Des affleurements de ce filon apparaissent dans un ravin situé à l'est du mont Pouap, au fond duquel a été trouvé un bloc énorme de cuivre carbonaté vert et bleu, de grande richesse, pesant environ 5 tonnes et qui a figuré à l'Exposition universelle de 1889.

Les travaux commencés au mois de février 1886, avec un personnel de 100 condamnés et de 20 mineurs français et anglais, ont permis d'extraire, jusqu'au 1^{er} janvier 1890, une quantité de minerai s'élevant à environ 22.500 tonnes d'une teneur moyenne

de 10 p. 100. 2.323 tonnes d'une teneur moyenne de 90 p. 100 ont été exportées en Australie et en Angleterre. Le cuivre obtenu après fusion a été classé sur le marché dans les premières marques et donné à l'analyse une teneur de 1.420 grammes d'argent à la tonne de cuivre.

Indépendamment de l'exportation citée plus haut, il a été expédié, pendant la même période, 183 tonnes de mattes cuivreuses de teneur moyenne de 50 p. 100.

En 1889, le chiffre d'extraction a été de 9.500 tonnes de minerais divers d'une teneur moyenne de 10 p. 100 ; le personnel employé aux travaux était de 400 hommes environ, dont 350 condamnés et 50 Néo-Hébridais.

A Pram, c'est-à-dire à proximité, existe une fonderie où est traité le minerai. Les frais de transports sont ainsi considérablement réduits.

En 1887, à 4 kilomètres environ, à vol d'oiseau, de la mine Nemou, des affleurements cuivreux d'une grande richesse ont été découverts dans le bassin de la Nchoué et dans le lit de la rivière d'Ao. Une galerie pratiquée pour les recherches, au mur du filon, a atteint le toit composé d'argile et de magnésie après un parcours de 29 mètres. Sur toute cette longueur elle a traversé, en différentes bandes dont l'épaisseur varie de 15 centimètres à 5 mètres, 11 mètres de minerais cuivreux dont 7 m. 50 de cuivre oxydé et sulfuré riche avec galène argentifère et 3 m. 50 de minerai ferrugineux avec galène.

Les travaux préparatoires ont été momentanément suspendus par suite de l'infiltration des eaux.

Plomb argentifère.

C'est en novembre 1884 que le plomb argentifère a été rencontré pour la première fois en Nouvelle-Calédonie, sur la rive gauche du Diahot.

La mine Meretricé, sur laquelle se trouvent les affleurements, présente à ce jour trois filons dont un assez important et dont l'exploitation est commencée à ciel ouvert.

Les travaux de recherches exécutés au 1^{er} janvier 1890 ont permis de mettre en dépôt, sur le carreau de la mine, environ 2.500 tonnes de minerais, d'une teneur variant de 25 à 30 p. 100 de

plomb et de 500 grammes à 1 kilogr. d'argent à la tonne ; la teneur en or n'a pu être encore déterminée.

D'autres découvertes assez importantes de plomb argentifère ont été faites et des travaux de recherches donnant des résultats satisfaisants ont été entrepris ; mais, là encore, le manque de capitaux a souvent fait abandonner la tâche.

La présence de l'antimoine a été signalée pour la première fois en Nouvelle-Calédonie au commencement de 1876, dans la région Nakety.

En 1882, une exploitation qui dura jusqu'en 1885 se créa sur ce point. Il a été extrait des mines de la localité 1.500 tonnes de minerai dont la teneur est de 35 p. 100 en moyenne et de 65 p. 100 accidentellement.

Les gisements de Nakety, qui sont des filons assez réguliers, ne sont sans doute pas les seuls de la colonie et il est plus que probable que des filons de même nature et de plus grande richesse se trouveront encore dans les schistes ardoisiers, analogues à ceux de Nakety, qui abondent en divers points de l'île.

Fer.

Le minerai qui est le plus abondant en Nouvelle-Calédonie est le minerai de fer. Il accompagne le nickel, le chrome et le cobalt et il se trouve dans des conditions géologiques analogues, avec cette différence qu'il est en masse plus considérable encore.

D'après le témoignage d'hommes compétents qui ont eu l'occasion de visiter les plus beaux gisements de fer de l'Europe, nulle part on ne rencontre une aussi grande abondance de minerai de fer qu'à la Nouvelle-Calédonie. Là, le minerai n'est pas en filons ou en couches ; il est en amas considérables ; il est le relief même du sol ; dans les ports, c'est lui parfois qui forme le fond, le rivage et les parois du port lui-même. Ailleurs, il est à l'état de plateaux d'une surface souvent grande, où nulle végétation n'apparaît et où le soleil brûlant chauffe tellement les blocs que les indigènes qui vont pieds nus ont peine à marcher.

En un grand nombre de points on rencontre de puissants amas de minerai de fer hydroxydé chromifère, donnant à l'analyse 70 p. 100 de peroxyde de fer et contenant de 2 à 5 p. 100 d'oxyde de chrome ; on les trouve notamment au pied des massifs serpentineux de la côte N.-O., sur toute la côte S.-O., S. et S.-E., et

en particulier dans toute la région comprise entre la baie du sud et Yaté où des millions de tonnes gisent à la surface.

Mais ces gisements peuvent-ils être utilement exploités ? Dans les colonies australiennes qui possèdent du minerai de fer et du charbon, on a fait sans succès de nombreuses tentatives pour produire de la fonte et du fer en concurrence avec les fontes et les fers d'Angleterre et d'Amérique qui sont transportés en Australie à très bas prix, comme lest des navires chargés de bois.

La présence de 2 à 5 p. 100 d'oxyde de chrome a jadis été signalée dans le minerai de la Nouvelle-Calédonie. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que le chrome s'y trouve dans un état particulier qui le rend attaquable par les acides, et cette circonstance est de nature à attirer sur ce minerai l'attention des métallurgistes.

Charbon.

On remarque également en Nouvelle-Calédonie des terrains carbonifères sur une grande étendue de la côte ouest. Ils occupent une zone étroite comprise entre la formation serpentineuse et les roches éruptives qui bordent la mer.

Des affleurements de couches charbonneuses sont apparents au pied du Mont-d'Or, sur le littoral de la baie de Boulari, dans la plaine de Saint-Louis et jusqu'aux environs de Nouméa au lieu dit « Portes-de-fer » ; il en existe aussi à Koutio-Koueta, à la Dumbéa, à Moindou, à Voh, etc., c'est-à-dire sur presque toute la côte ouest.

Depuis longtemps déjà l'attention s'est portée sur le parti à tirer de ces gisements et ils sont l'objet d'une étude spéciale.

Le gisement de la Porte-de-fer, situé à 4 kilomètres environ de Nouméa, possède un charbon de bonne qualité. Des essais faits en 1887 et en mars 1888 à bord des bâtiments de la station locale, particulièrement à bord des croiseurs le *Duchaffault* et le *Duquesne*, ont prouvé que « ce charbon était suffisant pour le service de la flotte et au moins équivalent au meilleur charbon d'Australie sur lequel il a l'avantage de donner une fumée blanchâtre peu abondante. »

Un autre avis exprimé à propos de certains charbons de la colonie, à la suite d'un essai fait sur un navire de l'État, se résume ainsi :

« Le charbon de la Nouvelle-Calédonie, employé pour le chauff-

fage des chaudières à vapeur, présente certaines qualités. Il donne très peu de fumée, n'encrasse pas les tubes, est dépourvu de pépites, donne un mâchefer léger et non adhérent. Mais il offre les inconvénients des houilles grasses à courtes flammes : utilisation imparfaite des surfaces de chauffe, emploi fréquent du crochet.

« En le mélangeant en proportions convenables avec de la houille maigre on obtiendrait probablement un combustible de très bonne qualité. »

Une expérience sur le pouvoir calorifique du charbon des Portes-de-fer le place près de celui d'Anzin.

Dans le bassin houiller d'Ouvail ou de Moindou des recherches ont fait découvrir huit couches de charbon d'assez bonne qualité, représentant une épaisseur totale de combustible qui varie de 8 à 12 mètres.

Les chances d'exploitation de la houille sont devenues beaucoup plus favorables qu'autrefois, et cette industrie, actuellement à l'état embryonnaire, paraît appelée à un bel avenir.

Indépendamment de toutes les richesses minérales dont on vient de lire la description succincte, il a été trouvé, sur différents points de la colonie, des gisements importants de manganèse, de pyrites de fer, de marbres serpentineux et de pierres lithographiques qui n'ont pas été sérieusement explorés et n'ont pas encore été exploités.

On a également trouvé des indices de mercure, d'étain et de platine, d'immenses dépôts de kaolin, de magnésie et de gypse.

Nous terminerons cet exposé par quelques renseignements statistiques.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1890, il y a eu 2.454 déclarations de mines dont 1.385 demandes en concession et 1.069 demandes de périmètres de recherches. Il y a eu 410 abandons, transformations, radiations, etc., ce qui réduit le nombre des mines demandées en concession, au 1^{er} janvier 1890, à 975.

Sur ce nombre, 219 ont reçu des titres définitifs, représentant une superficie d'environ 20.714 hectares ; 756 concessions minières sont en instance.

D'après une carte géologique récente, on pourrait évaluer à 800.000 hectares les terrains miniers de l'île qu'il reste encore à explorer, et l'on peut dire que beaucoup de ceux qui ont

été l'objet de recherches n'ont été étudiés que d'une façon imparfaite.

Le champ est donc encore vaste pour les initiatives que pourrait tenter l'exploitation des richesses du sol de la Nouvelle-Calédonie.

VIII

Notice nécrologique.

Le baron Kervyn de Lettenhove.

Le baron Joseph-Marie-Bruno Kervyn de Lettenhove, membre de l'Académie royale de Belgique, député depuis trente ans, ministre de l'intérieur dans le cabinet d'Anethan 1870-71, est mort le 2 avril à Saint-Michel-lez-Bruges, âgé de près de soixante-quatorze ans; il y était né le 17 août 1817.

Avant son entrée à la Chambre, il avait publié en 1851 une *Histoire de Flandre* qui obtint le prix quinquennal d'histoire, et son étude sur les Chroniques de Froissart avait été couronnée en 1856 par l'Académie française. En 1863, il était élu membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France.

Mais aussitôt entré à la Chambre, l'illustre historien des Huguenots et des Gueux s'adonna, avec une ardeur singulière, à l'étude des questions pénitentiaires et nul plus que lui n'a aidé son pays à achever cette organisation qui est son légitime orgueil et qui fait l'admiration de tous les peuples civilisés. C'est à la tribune même qu'il portait sans cesse à la suite de Ducpétiaux et à côté de Stevens, le résultat de ses profondes investigations, et notre *Bulletin* tient à honneur d'avoir reçu de sa main même en octobre 1878 le récit éloquent de tout ce qui avait été fait dans son pays depuis 14 ans.

Le baron Kervyn de Lettenhove était un patriote ardent et il joignait les qualités du cœur à celles de l'intelligence. Il avait l'estime de ses adversaires politiques. Sa mort sera vivement regrettée par ceux qui ont pu apprécier ses excellentes et solides qualités. Mais nulle part elle ne le sera plus sincèrement que dans notre Société où nous aimions à le compter parmi les défenseurs les plus vigoureux des plus saines doctrines pénitentiaires.

I X

Bibliographie.

A. — *Le crime et ses causes.* (1)

Quelles sont les causes du crime et les moyens de le prévenir ? M. Morrison qui examine ces questions dans un livre de forme très claire et très philosophique a le mérite de résumer à ce sujet les données de la statistique et de la science pénitentiaire actuelle.

L'auteur traite d'abord une question de méthode. Il nous montre l'intérêt et les lacunes de la statistique criminelle et cherche en même temps à déterminer comment on peut en tirer des déductions sérieuses.

Il examine ensuite les différentes conditions extérieures dans lesquelles le crime se présente : influence du climat, influence des saisons, de l'état d'abandon au milieu de la société (*destitution*), de la pauvreté. Puis vient l'examen du criminel, pris en lui-même ; influence du sexe et de l'âge, étude de ses qualités physiques et morales ; et enfin une revue des moyens de répression.

Toutes ces questions traitées avec un grand luxe d'exemples et de citations offrent souvent des aperçus originaux et inattendus. Voici d'abord un passage tiré de l'ouvrage de Sir William Hunter sur l'Inde qui éclaire vivement la constitution intime de la société hindoue ; et nous montre une sorte de répression civile à côté de la répression officielle (p. 55).

« La caste ou guilda exerce une surveillance constante sur chacun de ses membres, depuis la fin de l'enfance jusqu'à la mort. Une conduite honorable est récompensée par une situation considérée à laquelle l'Hindou est très sensible. Une conduite irrégulière est sûrement châtiée. Les punitions consistent, soit en amendes sous forme d'un festin obligatoire offert aux autres membres de la caste, soit dans une véritable excommunication. — L'excommunication comporte trois pénalités ; il est interdit au coupable : 1° de manger avec les autres membres de la caste, 2° de contracter mariage avec les autres familles, ce qui lui enlève tout espoir d'une union convenable, 3° de recourir aux offices du barbier et

(1) *Crime and its causes*, par William Douglas Morrison, of H. M. Prison Wandsworth. Londres 1891.

du baigneur public, ainsi qu'à ceux des prêtres, ce qui l'exclut complètement de la communauté. Excepté dans des cas graves, l'excommunication est retirée après la soumission de l'individu et le paiement d'une amende. La loi anglo-indienne ne reconnaît pas de valeur aux décrets des castes. Ils n'en ont pas moins une très grande force, en agissant comme stimulant pour les bons, et comme frein pour les mauvais. Un membre qui ne se soumet pas à ces prescriptions finit par être expulsé et un *out-caste* est généralement un mauvais citoyen. L'emprisonnement dans un cachot entraîne ces mêmes déchéances ; toutefois l'individu à sa libération peut s'en faire relever moyennant une expiation sérieuse. »

L'auteur rapproche ces institutions hindoues des communautés bourgeoises du moyen âge, que la vie moderne a fait disparaître, et se demande si les *Trade-unions* actuelles ne pourraient pas prendre la même influence bienfaisante au lieu de se borner à organiser des grèves. « N'est-il pas déplorable que ces sociétés se bornent à chercher le moyen de relever les salaires ?... Les salaires ne sont qu'un moyen ; le but c'est le bien-être individuel domestique et social..... L'Union ne devrait-elle pas enseigner à ses membres à dépenser aussi bien qu'à acquérir... et ne pourrait-elle obtenir ce résultat en édictant certaines pénalités contre les membres convaincus d'offense à la loi ? »

Mais il faut en venir à l'un des points les plus importants du livre, à l'exposé de la législation pénitentiaire en Angleterre. Éliminons d'abord la peine de mort dont l'auteur ne parle que pour constater le sentiment qui tend de plus en plus à en restreindre l'application, et la transportation, qui n'est plus qu'un souvenir historique. L'expérience a montré que les colonies pénales n'étaient qu'une déception (*failure*) et que la correction pénale est toujours plus efficace dans le pays même. Le véritable sujet d'étude c'est l'emprisonnement.

Les travaux forcés (*penal servitude*) qui ont remplacé la transportation, sont infligés à tout individu condamné à cinq ans ou plus d'emprisonnement. Le temps de la peine se divise en trois périodes. Pendant la première, qui est de neuf mois, le détenu est mis en cellule dans une prison locale. Dans la seconde, on lui permet de travailler en compagnie d'autres détenus. Dans la troisième, il profite d'une libération conditionnelle anticipée. Ainsi un détenu qui se conduit bien peut être libéré après l'expiration

des trois quarts de sa peine ; s'il se conduit mal, il fait son temps jusqu'au bout.

Pendant les neuf premiers mois de la condamnation le détenu est traité exactement comme une personne condamnée à un mois seulement ; la nourriture est toutefois un peu meilleure. Une fois qu'il est admis à travailler dans la *Public Work's prison*, il peut passer par cinq degrés successifs dont chacun possède quelque avantage sur le degré inférieur. Le premier s'appelle le degré d'épreuve (*Probation class*).

Le travail de l'individu est évalué en points, que l'on compte comme on le fait pour les enfants dans les écoles ; c'est le *Mark-system* ; qu'il gagne régulièrement le maximum des points qui est de huit, et au bout de trois mois le détenu passe au degré supérieur, dans la troisième classe. Il y reste au moins un an, et a le droit de recevoir une visite, d'envoyer et de recevoir une lettre une fois tous les six mois. Il gagne un penny pour 20 points (marks) et peut ainsi mettre de côté douze schellings dans son année.

À la fin de l'année, s'il a gagné régulièrement ses huit points par jour le détenu passe dans la seconde classe. Il peut alors recevoir une visite, envoyer et recevoir une lettre tous les quatre mois. Il est un peu plus libre dans le choix de sa nourriture ; les points qu'il mérite ont un peu plus de valeur, et il peut gagner ainsi dix-huit schellings par an. Au bout d'un an il passe dans la première classe, ce qui lui donne le droit de recevoir une visite, d'écrire et de recevoir une lettre tous les trois mois ; il a de plus un peu plus de choix dans sa nourriture et il peut gagner trente schellings par an.

Au dessus de la première classe, se trouve une classe spéciale, composée des détenus dont la conduite a été particulièrement exemplaire. Ceux-ci peuvent y être admis douze mois avant la libération ; ils peuvent aussi remplir certaines fonctions de confiance dans le service de la prison, et leur salaire peut s'élever à six livres. Ils sont ensuite libérés à l'expiration des deux tiers de leur sentence, ce qui fait qu'une condamnation à cinq ans peut se trouver réduite à moins de quatre ans.

Les femmes peuvent être libérées après avoir subi les deux tiers de leur peine ; l'isolement est moins sévère pour elles, et elles peuvent gagner jusqu'à quatre livres. Une classe spéciale correspond pour elles à la classe spéciale des hommes : c'est la classe de Refuge. Neuf mois avant l'expiration de leur peine elles sont retirées de prison et placées dans un asile pour femmes, qui les

prépare à rentrer dans la vie commune. Ces asiles sont le Refuge Élisabeth Fry et l'Institution préventive et réformatrice de Londres.

Les détenus libérés peuvent réclamer l'assistance d'une des Sociétés de secours aux détenus libérés. Voici comment agit la Société Royale de Charing-Cross, que l'on nous donne comme le type d'une de ces sociétés. Le libéré est conduit au siège de la Société où il prend d'abord un déjeuner réconfortant. Il paraît ensuite devant le secrétaire et un membre du Comité qui, munis d'avance de toutes les notes qui le concernent, l'interrogent sur ses intentions et ses espérances. On discute amicalement à une ou plusieurs reprises sur le plan et sur la marche à suivre ; et une fois adoptés on en confie l'exécution aux agents de la Société ou à ceux d'une société analogue. Si l'individu émigre, la Société complète les fonds nécessaires en ajoutant ses ressources à celles qui sont déjà fournies par l'État ; elle donne également un habillement décent et approprié au travail que le libéré doit entreprendre. — Les femmes qui cherchent une occupation dans la ville sont hébergées d'une façon convenable jusqu'à ce qu'elles aient été casées. Si elles veulent s'éloigner, la Société royale se met en relation avec d'autres sociétés de secours locales.

Cette étude ne serait pas complète sans quelques mots sur les prisons locales : on en compte soixante dans l'Angleterre et le pays de Galles, et environ vingt en Écosse et dix-huit en Irlande. Elles sont depuis la loi de 1877 régies par l'autorité centrale, en Angleterre par le Secrétaire de l'intérieur, en Écosse par le Secrétaire pour l'Écosse, en Irlande par le Chef Secrétaire. Ceux-ci ont sous leurs ordres des commissaires des prisons, des inspecteurs des prisons, et enfin tout le personnel résidant des gardiens, maîtres d'école, clercs, gouverneurs, chapelains et docteurs. La principale différence consiste en ce que le travail en société est en somme le pivot du système appliqué aux *convicts* et le travail isolé le principe régulateur du système des prisons locales.

M. Morrison discute avec beaucoup de compétence les avantages et les inconvénients de ce système, ainsi que les *desiderata* qu'il serait utile d'y introduire. Nous sommes obligés de nous borner à l'exposé que nous venons de faire. Nous désirons seulement avant de terminer, insister sur l'intérêt très réel du volume que nous avons parcouru et souhaiter la diffusion des idées excellentes qu'il contient.

Paul BAILLIÈRE.

B. — *Écrous et élargissements.*

Documents inédits sur l'histoire de la Lorraine et sa législation, par M. D. Germain, conseiller à la Cour d'appel de Nancy, 1890.

Nous ne saurions mieux faire, pour donner une idée exacte du travail de M. Germain, que de transcrire certains passages de l'introduction dont il a fait précéder ses documents inédits.

« Aujourd'hui que tout est réglementé et soumis à des formules sèches et invariables, les registres d'écrous n'offrent plus aucun intérêt historique; il n'en était pas de même autrefois, et l'on verra les geôliers, les archers, la maréchaussée et les employés des gabelles entrer naïvement dans des détails typiques et annexer à leurs actes des pièces précieuses. »

Il ajoute: « Un grand danger menace ces archives; celui de leur destruction par les ordres de l'administration pénitentiaire à titre de vieux papiers. »

Nous ne pouvons que féliciter M. Germain de cette précieuse publication et l'encourager à la continuer, comme il se le propose, ainsi qu'à publier son travail spécial sur les écrous pour *faux saunage*.

X

Informations diverses.

COLONISATION ET MAIN-D'ŒUVRE PÉNITENTIAIRE EN ALGÉRIE. — Dans la séance du 26 février, au Sénat, M. Dide a terminé une interpellation sur la situation de l'Algérie par les paroles suivantes :

« J'ajouterai que puisqu'il y a de nombreuses améliorations matérielles à accomplir afin que l'Algérie devienne le pays de prospérité qu'il doit être, puisqu'il y a des canaux, des reboisements et des travaux de viabilité à faire, vous pouvez, si vous n'admettez pas la politique de l'assimilation, avoir recours à la politique de l'utilisation des indigènes. Cette politique a été recommandée par le maréchal Bugeaud et par le général Létang. « Il faut, disait ce général, faire concourir à la culture des terres la population indigène et l'armée active. » Elle a été pratiquée, cette politique, dans les colonies néerlandaises pendant trente-cinq ans;

elle y a amené la prospérité et des milliards. Il y a eu des abus, je le sais, mais ils ne sont pas inhérents au système (1).

« Si, d'ailleurs, ce système vous déplaît, si vous ne voulez pas l'employer, il est une autre conclusion que je vous soumets et qui a été proposée par un des professeurs de droit les plus distingués qui se soient occupés d'administration pénitentiaire, M. Accolas.

« Vous avez dans nos prisons des condamnés pour lesquels vous dépensez 20 millions par an et que vous employez à confectionner des corsets ! Essayez donc de faire avec eux un commencement d'armée pour les travaux qui sont improductifs, ne serait-ce que pour cette œuvre de grande civilisation qui s'appelle le Transsaharien ! (2) (*Très bien ! très bien !*). »

COMMISSION DU BUDGET. — La commission du budget de la Chambre des députés a élu comme rapporteur du budget pénitentiaire M. Maurice Faure qui a appartenu avant son entrée dans le Parlement, à l'administration pénitentiaire et dont nous avons publié en 1887 un rapport sur la répression de la mendicité (3), et comme rapporteur du budget des colonies M. Delcassé.

En ce qui concerne ce dernier budget, on a établi le budget pénitentiaire de 1892 sur un effectif total de 19.190 condamnés.

D'après la note préliminaire, le nombre des transportés et relégués est actuellement de 19.250, qui se répartissent ainsi :

Transportés et libérés. — 5.200 à la Guyane, 10.000 en Nouvelle-Calédonie, 100 à Obock et 50 au Gabon.

Relégués. — 2.110 à la Guyane, 1.800 en Nouvelle-Calédonie.

Au Sénat, c'est M. Gonin, président du conseil d'administration de Mettray, qui a été élu rapporteur du budget pénitentiaire par la commission du budget.

GUYANE. — Conformément aux instructions du Sous-Secrétaire d'État aux colonies, le Gouverneur de la Guyane a nommé une commission à l'effet d'étudier un plan de travaux publics à exécuter dans la colonie avec la main-d'œuvre pénale.

Nous n'avons pour le moment qu'à rappeler ce que le *Bulletin* a déjà publié sur l'insalubrité de la Guyane et la difficulté de faire travailler des blancs sous ce climat (1887, p. 376; 1889, p. 409; 1890, p. 432.)

(1) Lire sur ce grave sujet le *Bulletin* de 1890, p. 126.

(2) Conf. *Bulletin*, 1887, p. 810 et 815. notes ; 1888, p. 625 et 669, notes.

(3) Conf. sup., p. 189.

CASIER JUDICIAIRE (1). — La commission du casier judiciaire a, dans sa dernière séance, étudié la question des délits commis par les militaires.

Elle a déclaré qu'ils devaient être assimilés aux autres et qu'en conséquence ceux inférieurs à un mois de prison ne seraient point incriminés, tandis que ceux supérieurs à un mois d'emprisonnement le seraient. Il est entendu que cette règle est relative aux peines prononcées par le conseil de guerre.

Revenant ensuite sur une de ses précédentes résolutions, la commission a décidé qu'après sept ans il pourrait y avoir prescription pour les condamnations relatives à un premier délit, et après quinze ans pour des peines subies à la suite de crime.

Il a toutefois été entendu qu'il ne saurait dès lors y avoir jamais prescription pour les peines encourues par les récidivistes.

COLONIE DE LA CHALMELLE. — Nous avons dit (2) que dans la séance du Conseil municipal de Paris du 25 février dernier, la commission de la mendicité professionnelle avait présenté à cette assemblée un projet de colonie agricole pour les indigents et que ce projet avait été renvoyé pour une nouvelle étude à l'examen des commissions d'assistance, de mendicité et de travail.

Il s'agissait d'installer à la Chalmelle, domaine de 128 hectares, dans le département de la Marne, une colonie destinée à recevoir, comme l'a dit le rapporteur, M. G. Berry, non pas des mendiants tombés, des mendiants de la rue, selon son expression, mais des pauvres honteux, des familles que le dénûment pousse vers la pente fatale, mais qui ne l'ont pas encore descendue jusqu'au dernier échelon de l'échelle sociale, et d'en faire des travailleurs agricoles, à l'exemple de ce qui se passe en Hollande dans les colonies libres de Fredericksoord. Cette colonie de la Chalmelle, d'après les propositions de la commission, devait être ouverte le 15 mars de cette année et recevoir d'abord une cinquantaine de célibataires, choisis parmi les hommes les plus dignes d'intérêt, qui auraient été employés à remettre en culture les terres en friche depuis un an, à monter une briqueterie et à fabriquer des briques qui leur auraient servi à construire une vingtaine de maisonnettes flanquées chacune d'une étable et d'un hangar et destinées à recevoir dans dix ou douze mois des colons mariés. Ceux-ci, à leur

(1) Sup., p. 312.

(2) Sup., p. 283.

installation, auraient reçu un mobilier sommaire, l'outillage de jardin, les graines et semences, les vêtements et, suivant les cas, une avance en numéraire. Ils auraient reçu aussi un salaire proportionné à leur travail, mais auraient dû être en état de pouvoir se suffire après la première année, ce qui leur serait facile selon le rapporteur, car en dehors des travaux agricoles les colons seraient occupés à la briqueterie qui serait conservée, on vendrait ses produits au dehors, de plus ils tireraient revenu de leurs jardins, de leurs basses cours et fabriqueraient de la vannerie, commune avec les joncs et les osiers qui pourraient être plantés dans la partie humide du domaine ; enfin il serait procuré à leurs femmes divers travaux d'aiguille. Et le rapporteur déclarait que pour arriver à ce résultat, il suffisait de mettre à la disposition de l'administration le crédit de 60.000 francs voté par le Conseil dans sa séance du 30 décembre 1890 pour l'organisation des colonies agricoles d'indigents, et en outre une somme de 2.500 francs par an pour le prix du fermage dont le bail serait conclu pour dix-huit ans.

Cette proposition sans être combattue en principe, a soulevé cependant de nombreuses objections. On lui a reproché, non sans raison, de n'être qu'un remède empirique à cette plaie de la mendicité professionnelle qui va chaque jour s'étendant à Paris. A combien d'individus en effet pourrait-on donner asile dans cette colonie ? A une cinquantaine de célibataires et à une vingtaine de ménages ; ce ne serait, comme on l'a dit, qu'une expérience de laboratoire, qu'un essai de parade bon à montrer aux étrangers dans une exposition, mais qui serait à la fois inutile, coûteux et improductif. Peut-on croire qu'une colonie où les terres sont en friche, où il faudra procéder à leur amendement, à leur drainage, où il faudra installer une briqueterie, un atelier de vannerie, bâtir des maisons d'habitation, pourra être mise en train avec le somme de 60.000 francs et n'y a-t-il pas lieu d'appréhender les surprises de l'avenir ? Le rapport ne fait pas connaître le devis des frais de premier établissement et des dépenses d'entretien et ce serait faire, selon l'expression d'un membre du Conseil, un saut dans les ténèbres que d'adopter sans une étude plus ample des propositions aussi peu précises. Et puis, comment recruterait-on les colons ? Devront-ils se présenter spontanément ? Les enverra-t-on à la colonie par mesure administrative et quelles autorités auront qualité pour les désigner ? Enfin peut-on espérer sérieusement faire des agriculteurs avec des gens habitant

Paris depuis leur enfance ou au moins depuis de longues années ? Les essais de colonisation agricole faits avec des petits Parisiens ont montré combien ils étaient réfractaires à la vie rurale, pense-t-on que plus vieux ils s'y accoutumeront mieux ? C'est plus que douteux. Et alors, s'ils ne peuvent se suffire à eux-mêmes en se livrant aux travaux des champs auxquels ils ne sont pas aptes, à quelles charges la ville de Paris ne se verra-t-elle pas exposée ? Et si l'on contraint les colons à un travail effectif, où sera la différence entre cette prétendue colonie libre et les dépôts de mendicité ?

M. le Préfet de la Seine, dans un discours humoristique, a résumé toutes les objections présentées contre le rapport de la commission. Il a fait remarquer d'abord l'impossibilité de faire fonctionner la colonie où tout est à mettre en état à la date indiquée par la commission. Il a aussi appelé l'attention du Conseil sur la difficulté de recruter des colons capables de se livrer aux travaux de culture, de construction et d'aménagements divers qui devraient être exécutés pour la mise en train de cette entreprise. Il a insisté surtout sur les dépenses de premier établissement ; tout est à faire à la Chalmelle ; il n'y a ni instruments agricoles, ni bétail, ni semailles, ni engrais.

Le crédit de 60.000 francs mis à la disposition de l'administration est donc manifestement insuffisant pour faire face à toutes ces dépenses, sans compter qu'il lui faudrait forcément employer des ouvriers agricoles sérieux pour diriger et même remplacer les cinquante colons mis à sa disposition et qui probablement ne rendraient que de fort médiocres services. Et puis on admet généralement qu'un capital de roulement de 1.000 francs par hectare est nécessaire pour une exploitation agricole, il faudrait donc en résumé évaluer à 3 ou 400.000 francs la dépense à faire pour mettre en valeur l'établissement de la Chalmelle. Or, dit avec raison M. le Préfet de la Seine, il est inutile de faire cette dépense, en s'engageant dans une entreprise aussi vaguement indiquée, s'il ne s'agit que de proclamer un principe, en envoyant à la Chalmelle cinquante Robinsons qui ne trouveront même pas parmi les débris de leur naufrage les caisses d'outils indispensables pour le développement du roman. Ce ne serait pas là faire une œuvre utile, propre à relever des hommes qui veulent réellement travailler.

Le Conseil municipal, ce dont il faut lui savoir gré, s'est montré dans cette question de l'avis du préfet, et, tout en reconnaissant

les sentiments généreux qui ont animé la commission de mendicité professionnelle, il a, sur la proposition de M. Chanvière, renvoyé, comme nous l'avons dit, le rapport de M. Berry à l'examen des trois commissions d'assistance, de mendicité et de travail, avec recommandation de l'étudier dans le plus bref délai.

Nous ne croyons pas, pour notre part, que les commissions si compétentes qu'elles soient, arrivent à présenter au conseil un projet pratique de colonie agricole administrative pour les indigents. De semblables institutions, ainsi que nous le disions dans le précédent *Bulletin*, ne réussissent que lorsqu'elles émanent de l'initiative privée. C'est ce qui a assuré le succès de la colonie hollandaise de Fredericksoord, que la commission citait en exemple au conseil municipal, et qui appartient à une Société libre divisée en sections d'associés souscripteurs dont chacune a le droit de désigner des familles ou des personnes pour aller coloniser dans les domaines de la Société. Ces sections doivent pourvoir aux besoins de leurs colons quand ils ne peuvent se suffire à eux-mêmes, sinon ils sont éloignés de la colonie d'où sont exclus également ceux qui ne veulent ni travailler ni se soumettre aux règlements. Le travail est donc en réalité obligatoire pour les colons qui arrivent ainsi à pourvoir à tous leurs besoins avec ou sans l'aide des sections qui les patronnent, de telle sorte que les dépenses de la Société colonisatrice sont extrêmement réduites et que la colonie n'est pas un simple lieu de refuge et de villégiature pour les mendiants et les paresseux. C'est à ces conditions que de telles institutions peuvent subsister et prospérer ; ce n'est qu'à ces conditions aussi qu'elles peuvent atteindre leur but qui est de relever les familles indigentes par des habitudes de travail, d'économie et de moralité.

REVUES ÉTRANGÈRES. — SOMMAIRES :

RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIA. *Fascicule d'août 1890.* — Les prisons de Rome dans les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, par M. A. BERTOLOTTI. — Les Congrès. — *Bibliographie* : La Camorra. — La Compagnie de la miséricorde et les bons hommes de Florence, par M. C. PRATENI. — Étude de sociologie criminelle de M. J. ALONGI, par M. Biamonti. — *Variétés* : Don de S. M. l'Empereur de Russie. Constructions de prisons ; Camorra et mauvaise vie ; une exécution capitale en Espagne ; une exécution électrique à New-York ; sur la Nouvelle-Calédonie.

Fascicule de septembre. — Sur le délit naturel ; Réponse à M. Garofalo par M. VACCARO. — *Actes officiels étrangers* : Budget français du service pénitentiaire pour l'année 1891. — *Actes parlementaires étrangers* : Belgique : Rapport du Ministre de la justice sur l'exécution de la loi du 31 juillet 1888, qui a institué les condamnations et les libérations conditionnelles. — *Variétés* : Bulletin du patronage pour les libérés des prisons en Belgique. Un congrès de mendiants, ladres, vagabonds, et de pareille robe ; Une exécution capitale à Palestro en Algérie ; Un procès de la Malavita à Trani ; L'histoire d'un galérien.

Fascicule d'octobre. — Le Congrès international d'Anvers pour l'étude des questions relatives au patronage des détenus et à la protection des enfants moralement abandonnés. — Compte rendu ; Décisions adoptées par le Congrès ; Colonies agricoles de bienfaisance en Belgique. — *Législation pénale et pénitentiaire* : Angleterre : Modifications à la loi sur les écoles de réforme ; Écosse : 18 août 1888, Modifications aux dispositions sur la libération provisoire des détenus ; Espagne : Décrets et ordonnances royaux relatifs à l'exécution des condamnations ; aux cédulas historiques et pénales pour les détenus ; à la classification des établissements pénaux ; aux comités spéciaux et locaux qui doivent former le conseil pénitentiaire et les commissions financières pour les prisons ; — Portugal : du 24 mai 1888, Réorganisation des établissements de peine, règles pour les constructions et réparations, — personnel ; Suisse, canton de Zug, du 9 mai 1888, Règlement pour le service des prisons ; Égypte, du 16 février 1888, Incorporation des malfaiteurs dans les compagnies de discipline ; — État indépendant du Congo : Code pénal du 26 mai 1888 ; — États-Unis d'Amérique : du 15 février 1888, Les juridictions sur le territoire indien ; du 23 juillet 1888, Dispositions générales pour le service de surveillance des enfants et des femmes dans les stations de police, confié à des femmes ; Louisiane : du 12 juillet 1888, Emploi au service public des condamnés ; Massachusetts : du 12 juillet 1888, Dispositions pour les enfants abandonnés ou coupables ; du 4 avril 1888, Les détenus pourront être employés aux travaux de typographie ; du 24 mai 1888, Travail des détenus ; New-York : du 18 avril 1888, Protection des enfants ; du 28 mai 1888, Service spécial des femmes dans les stations de police pour la surveillance et les perquisitions des personnes de leur sexe et pour la surveillance des enfants qui y sont déposés ; du 4 juin 1888, Modifications à l'exécution

des peines et dispositions relatives aux condamnés au dernier supplice; du 1^{er} août 1888, Sur le travail des détenus; *Amérique centrale*; *Guatemala*: du 30 avril 1888. On accorde la liberté provisoire même aux militaires en prison préventive. — *Actes parlementaires*: Répartition par articles des sommes prévues pour chaque chapitre du projet de budget des dépenses du Ministre de l'intérieur (administration des prisons) pour l'exercice financier du 1^{er} juillet 1890 au 30 juin 1891. — Une visite à l'établissement Camerini-Rossi pour la correction des jeunes gens à Padoue, Lettre de l'honorable M. Cavaletto. — *Variétés*: — Société de patronage pour les libérés de la province de Modane; Les exécutions capitales en Angleterre; Quatre pendus; La criminalité en Prusse et dans l'Empire allemand pendant la période de 1881-1887; La Société de patronage pour les libérés de la prison d'arrondissement de Novare; L'identification des délinquants en Chine; Le délit en Amérique et le paradis des assassins; La Nouvelle-Zélande et les délinquants mis sous condamnation conditionnelle; Types de cellules, de lits et de voitures cellulaires.

Fascicule de janvier 1891. — La sorcellerie à différentes époques, de Jules Baissac; compte rendu de M. BIAMONTI. — *Actes parlementaires*. Italiens: Projet du budget des dépenses du Ministère de l'intérieur, pour l'exercice financier du 1^{er} juillet 1891 au 30 juin 1892. — Étrangers: Budget français du service pénitentiaire pour l'exercice 1891. — La déportation en Sibérie (séance de la Société générale des prisons de Paris). — La Société pour l'éducation des enfants abandonnés ou pervertis en Finlande. — *Variétés*: Condamnations capitales à la Nouvelle-Calédonie; projet de loi austro-hongrois sur les condamnations conditionnelles; un parricide de seize ans; les malles tragiques.

ZEITSCHRIFT FÜR DIE GESAMMTE STRAFRECHTSWISSENSCHAFT (*Revue générale de droit pénal*). — *Sommaire des n^{os} 1 et 2, vol. XI*. — Le corps du délit, dans la falsification de pièces, par M. le professeur D^r JACOB WEISZMANN, à Greifswald. — L'éducation forcée des jeunes délinquants en Prusse, par M. ALTMANN, juge de bailliage à Berlin. — L'éducation forcée envisagée au point de vue préventif, par le D^r LOUIS FULD, procureur du roi à Mayence. — *Revue bibliographique*: Histoire du droit pénal et de la procédure criminelle: rapporteur, M. le D^r GUNTHER, professeur libre; — Droit pénal, partie générale; rapporteur, M. VON LILIENTHAL. —

Procédure criminelle: rapporteur, M. VON LILIENTHAL. — *Notices bibliographiques*, rédigées par M. VON LILIENTHAL. — Rectification au mémoire de M. le D^r FRASSATI, sur la nouvelle école positiviste de droit pénal en Russie, par M. A WULFFERT, professeur libre à Moscou.

Sommaire du n° 3, vol. XI. — Les crimes et les délits contre la religion et les mœurs dans l'Autriche-Hongrie, par M. F. VON GEWERTH, conseiller de tribunal supérieur. — La justice qu'on se fait à soi-même, par M. W. KIRLEMANN, juge de bailliage. — Chambres d'appel en matière répressive, projet de loi, par M. ORTHON SCHMIDT, conseiller de tribunal à Berlin. — La rapine (*der Mundraub*), essai sur le développement historique et l'état actuel de la législation de l'Empire, relativement à ce délit, par le D^r ADOLPHE FRIEDLANDER, référendaire. — *Chronique internationale*, rédigée par M. le D^r R. HERZOG. — *Notices bibliographiques*, rédigées par MM. le D^r R. HERZOG et VON LILIENTHAL.

BULLETIN DE L'UNION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL (*Mittheilungen der internationalen Kriminalistischen Vereinigung*). — Deuxième année, n° 3. — Rapport de M. Léveillé sur la 1^{re} question. (*Comment la législation doit-elle déterminer la notion des criminels d'habitude incorrigibles, et quelles sont les mesures à recommander contre cette catégorie de criminels?*). — Deuxième session de l'Union tenue à Berne du 12 au 14 août 1890; procès-verbaux (rédaction allemande). — Les deux premières campagnes de l'Union: rapport du secrétaire (rédaction allemande). — La condamnation conditionnelle en Belgique. — Le rapport du gouvernement de la Belgique sur la condamnation conditionnelle, par M. L. FRANCK. — Membres nouveaux. — Ouvrages offerts à l'Union. — Programme de la 3^e session générale de l'Union (août 1891). — Programme de la 2^e session du groupe allemand (mars 1891). — Les deux premières campagnes de l'Union; rapport du secrétaire (rédaction française). — Deuxième session de l'Union; procès-verbaux (rédaction française).

SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 15 AVRIL 1891

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Admission de membres nouveaux. — Communications de M. Grosseteste-Thierry, sur la répression de la mendicité en Allemagne, en Hollande, en Angleterre et en France, et de M. le pasteur Robin sur Merxplas : MM. Bogelot, Brueyre, Joly, Daverger, Mme Dupuy, MM. Bournat, Rivière, les pasteurs Arboux et Lengereau.

La séance est ouverte à 4 heures 20, sous la présidence de M. le conseiller Petit.

M. BOGELOT, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté.

M. RIVIÈRE. — Dans sa dernière séance, le Conseil de direction a admis comme membres titulaires:

MM. Maruéjouls, député;
Jeannel, inspecteur de la colonie de Saint-Hilaire (Vienne);
le pasteur Charbonniaud, directeur de l'école de réforme de Belleville;
l'abbé Sicard, second vicaire de Notre-Dame-de-Lorette.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la communication que veut bien nous faire M. Grosseteste-Thierry sur la répression de la mendicité en Allemagne, en Hollande, en Angleterre et en France. Je donnerai ensuite la parole à M. le pasteur Robin qui désire compléter les renseignements qu'il nous a donnés à notre avant-dernière réunion sur la colonie de Merxplas (Belgique).

M. Grosseteste-Thierry, vous avez la parole.

M. GROSSETESTE-THIERRY. — Messieurs, lorsque la colonie ouvrière de Wilhelmsdorf (1) ouvrit ses portes à des vagabonds qui, dans la pensée de son fondateur, devaient être des ouvriers en chômage involontaire, préférant le travail à la mendicité, on ne pouvait songer qu'elle serait bientôt envahie par une classe d'individus auxquels elle n'était certes pas destinée, et cependant, après quelques mois de marche, on constatait que sur 180 colons, 5 seulement n'avaient subi aucune condamnation. Tous ces hommes avaient supplié qu'on leur donnât de l'ouvrage, la plupart d'entre eux travaillaient sans murmures à ciel ouvert, sous la pluie et la neige, dans les fossés profonds de la colonie, pour en extraire péniblement des pierres ferrugineuses; cependant aucun d'eux ne comptait sur une rémunération autre qu'un habillement convenable, et l'espoir de ne plus avoir à mendier ou de reconquérir un nom honorable. C'était donc la nécessité et non la volonté personnelle qui avait fait des mendiants de beaucoup de ces hommes (2).

Que s'est-il passé depuis 1883?

Au 1^{er} avril 1889, Wilhelmsdorf avait reçu 5.243 colons dont 1.891 avaient un domicile légal, 3.352 étaient sans domicile, 2.628 n'avaient subi aucune condamnation, 2.615 en avaient subi une ou plusieurs, 275 s'étaient enfuis, 36 étaient morts.

La colonie en avait placé 2.584.

D'autre part, une statistique de la même année démontre que :

70 p. 100 des colons reçus pour la 1 ^{re} fois ont déjà subi une peine.			
80	—	2°	—
87	—	3°	—
92	—	4°	—

La situation dans son ensemble ne s'était pas sensiblement améliorée; la colonie agricole devenait le refuge de récidivistes que la société rejetait loin d'elle et qui venaient dès la première heure de liberté se soumettre aux règlements d'une institution dont le travail était la base.

Cette masse d'hommes que la prison avait démoralisés, qui, malgré leur bon vouloir évident, étaient à cause de leur casier judiciaire d'un placement difficile, devait assurément fausser les résultats d'une œuvre éminemment moralisatrice et utile; aussi constate-

(1) *Bulletin*, 1886, p. 909.

(2) Ce sont les paroles mêmes de M. le pasteur Bodelschwingh.

t-on qu'une moyenne de 20 à 25 p. 100 des hôtes des colonies agricoles se placent par eux-mêmes ou par les soins de la colonie. Un grand nombre d'entre eux sortent de leur plein gré, car on a calculé que :

5 p. 100 ne restent que 7 jours.		
10	—	14 —
24	—	1 mois.
44	—	2 —
60	—	3 —

La première question qui vient à l'esprit est évidemment celle-ci : Que deviennent les autres ?

Ils retournent soit dans leur famille, et c'est le moindre nombre, soit au vagabondage, tandis que d'autres disparaissent, comme nous l'apprend M. Bœhmert dans une statistique qu'il accompagne de ces mots : « La vie du nomade est véritablement une malédiction ». M. Bœhmert arrive en effet à ce résultat : en Saxe. 49,46 p. 100 des pauvres domiciliés hommes sont âgés de plus de soixante ans et seulement 25,13 p. 100 des nomades ; quant aux femmes, il en existe 46,89 p. 100 domiciliées âgées de plus de soixante ans contre 23,79 p. 100 nomades, soit une déperdition de près de 50 p. 100.

Dans la pensée de M. de Bodelschwingh la colonie agricole ou industrielle ne devait pas résoudre la question du paupérisme. Si, disait-il, on admet qu'il y ait 200.000 vagabonds en Allemagne, il ne s'ensuit pas qu'on doive procurer à tous un travail créé d'une manière factice ; l'expérience démontre que la moitié ne veut pas travailler, que 80.000 sont des ouvriers passables qu'on habitue inutilement au vagabondage, et que 20.000 qui veulent travailler, ne trouvent aucune occupation dans leur métier.

Il ne faut pas que ces 100.000 individus se dirigent de suite vers une colonie, ils doivent avoir épuisé d'abord toutes leurs ressources et abandonné l'espoir de se procurer d'une autre façon un travail rémunérateur. Il y a des périodes de chômage dans chaque métier, elles peuvent se prolonger pendant plusieurs mois, et il s'agit de ne pas laisser glisser ces hommes sur la pente rapide de la mendicité. C'est alors qu'intervient la colonie agricole.

L'ivrognerie paraît être l'une des grandes pourvoyeuses des colonies agricoles ; en effet on a relevé les moyennes suivantes :

La misère des individus qui viennent se réfugier dans les colonies est due :

- 1° Directement à l'ivrognerie dans 32 p. 100 des cas ;
- 2° Elle est rendue plus aiguë par les suites de l'ivrognerie dans 45 p. 100 des cas ;
- 3° Elle n'est pas motivée par l'ivrognerie dans 23 p. 100 des cas ;
- 4° Chez ceux qui reviennent plusieurs fois dans la colonie, elle est due à des rechutes de l'ivrognerie dans 62 p. 100 des cas.

Si cette dernière étape ne doit être fournie par l'ouvrier que lorsqu'il est réduit à la misère, il est évident que des efforts successifs ont été tentés pour lui procurer du travail. Tel est le rôle des Stations d'assistance. Situées sur les grandes lignes de l'émigration intérieure, formant un véritable réseau qui retient le nomade, ces stations l'assistent par le travail, elles cherchent à lui procurer une occupation permanente en rapport avec ses aptitudes, et, à cet effet, elles sont, comme la colonie, doublées d'un bureau de placement gratuit composé d'artisans ou de cultivateurs résidant dans les localités où elles se trouvent.

Au point de vue économique, les résultats de ce système ont dépassé toutes les espérances. En Prusse, le nombre des hôtes des maisons de correction a diminué de 33 1/3 p. 100, et l'épargne annuelle faite par l'État et les Unions communales est évaluée à près de 5 millions. Dans la Prusse orientale, la maison de correction de Zapiaw (hommes) a vu sa population décroître comme suit :

	1884	1885	1886	1887	1888
Entrées.....	1321	1175	922	766	488
Internés pour la 1 ^{re} fois.....	573	355	252	215	176
Récidivistes.....	748	820	670	551	312

En Westphalie où, il y a dix ans, on comptait 4.000 vagabonds qui recevaient en moyenne 1 fr. 25 par jour, soit environ 1.825.000 francs par an, les vagabonds ont disparu, et les subventions fournies aux colonies et aux stations s'élevant à 110.000 francs, le résultat total est une moindre dépense pour la province d'environ 1.715.000 francs.

En Saxe, le nombre des délits a diminué de 34 p. 100 et celui des individus condamnés, de 33 p. 100, — le nombre des jeunes criminels a sensiblement diminué. On a remarqué en outre que

sur toute l'étendue du territoire il y avait eu moins de condamnations prononcées contre des individus jeunes ; mais par contre beaucoup plus contre des mendiants de profession plus âgés.

Dans les contrées où le nombre des misérables est assez grand pour y créer l'insécurité, on a eu recours à des mesures répressives dues à l'initiative de l'État ou à celle de particuliers.

De là trois systèmes d'assistance, dont le plus récent est celui dont nous venons de retracer les grandes lignes et dont la base est la Station d'assistance complétée par la colonie libre de travail temporaire ; le second est la colonie libre et pénitentiaire de travail permanent, telle qu'elle existe en Hollande, et le troisième le workhouse anglais.

Tandis que la colonie allemande ne reçoit que des isolés, la colonie néerlandaise de bienfaisance, créée en 1820 à la suite d'une disette effroyable, accepte des colons mariés et célibataires, elle leur donne une instruction spéciale, puis en fait de petits fermiers qui lui vendent leurs produits. Elle a fixé ainsi sur des terrains arides, aujourd'hui laborieusement cultivés, une population nomade de près de 3.000 individus qu'elle a soustraits à la misère, tout en réalisant elle-même d'importants bénéfices. C'est une œuvre de philanthropie restreinte qui ne paraît être praticable que dans un pays de moindre importance.

Le workhouse anglais est le faite de l'assistance systématique ; il est basé sur le principe que le sort du plus pauvre ouvrier n'ayant pas recours à l'assistance publique, doit être meilleur que celui de l'assisté ; il en résulte que le workhouse est le refuge des individus les plus démoralisés.

La France, pays essentiellement agricole, puisque, comme l'indique la statistique officielle de 1886, les populations rurales forment 64,5 p. 100 du peuple français, la France a, dès la fin du siècle dernier et au commencement de ce siècle, fourni à ses nationaux tous les éléments d'un système rationnel d'assistance par le travail ; aussi n'est-il pas exact de dire qu'en cette matière il nous faut copier l'étranger.

En effet, si l'on rapproche la loi du 10 vendémiaire an IV sur la police intérieure des communes du décret du 5 juillet 1808 sur la création des dépôts de mendicité (1), on voit que la préoccupation

(1) Ce décret, ne se trouvant pas dans les recueils de lois usuels, est trop peu connu : nous le publions en entier page suivante.

du législateur a été d'établir une statistique des nomades et des désœuvrés, et de leur faciliter l'accès des colonies ouvrières ou agricoles, dans lesquelles on s'efforcera de rendre leur existence régulière.

Or, comment ces lois ont-elles été appliquées? En 1888, le travail industriel était organisé dans quatre dépôts, et le travail agricole dans neuf. N'est-il pas étonnant, dans un pays comme le nôtre, qui possède encore sept millions d'hectares en pâtures,

DÉCRET SUR L'EXTIRPATION DE LA MENDICITÉ (5 juillet 1808)

TITRE PREMIER

ART. 1^{er}. — La mendicité sera défendue dans tout le territoire de l'Empire.

ART. 2. — Les mendiants de chaque département seront arrêtés et traduits dans le dépôt de mendicité dudit département, aussitôt que ledit dépôt sera établi et que les formalités ci-après auront été remplies.

ART. 3. — Dans les quinze jours qui suivront l'établissement et l'organisation de chaque dépôt de mendicité, le préfet du département fera connaître, par un avis, que ledit dépôt étant établi et organisé, tous les individus mendiant et n'ayant aucun moyen de subsistance sont tenus de s'y rendre.

Cet avis sera publié et répété dans toutes les communes du département pendant trois dimanches consécutifs.

ART. 4. — A dater de la troisième publication, tout individu qui sera trouvé mendiant dans ledit département, sera arrêté d'après les ordres de l'autorité locale, et par les soins de la gendarmerie ou de toute autre force armée.

Il sera aussitôt traduit au dépôt de mendicité.

ART. 5. — Les mendiants vagabonds seront arrêtés et traduits dans les maisons de détention.

TITRE II

Des dépôts de mendicité.

ART. 6. — Chaque dépôt de mendicité sera créé et organisé par un décret particulier.

Les sexes et les âges y seront placés d'une manière distincte.

ART. 7. — Les dépenses de l'établissement des dépôts de mendicité seront faites concurremment par le trésor public, les départements et les villes.

ART. 8. — Dans le mois de la publication du présent décret, les préfets adresseront à notre ministre de l'intérieur un rapport sur l'établissement de la maison du dépôt de mendicité de leur département.

Ce rapport fera connaître le nom de la maison proposée, le montant et le devis des dépenses à faire pour la rendre propre à sa destination; le montant des fonds qui pourront être fournis à cet effet par le département et par les communes du département, et celui des fonds à faire par le trésor public; le nombre présumé des mendiants du département; celui des individus que la maison pourra recevoir; la force armée à établir pour sa garde; les employés qui composeront son administration; les ateliers et travaux qui pourront être établis pour occuper les détenus; le règlement d'administration tant pour la discipline et la nourriture que pour toutes les autres parties du régime intérieur de la maison; enfin, les dépenses d'entretien annuel de la maison, et les moyens d'y pourvoir aux frais des départements et des communes.

ART. 9. — Au premier travail de chaque mois, notre ministre de l'intérieur nous rendra compte de toutes les dispositions prises pour la formation des dépôts de mendicité dans les départements, et des difficultés qui peuvent survenir dans leur établissement.

ART. 10. — Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret.

montagnes, landes et tourbières, dont quatre millions pourraient être mis en rapport, que les dépôts n'en cultivent que 116 (1), tandis qu'en Allemagne, dans des conditions beaucoup plus défavorables, les colonies agricoles et ouvrières, trois ans après leur fondation, en possédaient plus de 2.000. Il est vrai de dire que les 40.211 individus qu'elles avaient hébergés au 30 novembre 1890 étaient astreints à un travail productif et non des désœuvrés ou des reclus.

Il serait donc désirable, Messieurs : Que les prescriptions relatives à la police intérieure des communes fussent observées ; qu'une statistique sérieuse fût faite de tout individu qui, étant en état de travailler, n'a ni métier ni moyen d'existence ; que ces résultats fussent centralisés et communiqués à des Unions d'assistance issues de l'initiative privée, mais subventionnées par des communes ou des syndicats de communes ; que l'assistance y fût subordonnée à un travail déterminé et qu'il y fût adjoint un bureau de placement gratuit composé d'agriculteurs ou d'artisans domiciliés au siège de l'Union ;

Que les vagabonds ou mendiants étrangers aux communes fussent engagés par le refus de toute aumône individuelle à se diriger sur une colonie régionale de travail libre industriel ou agricole, où une occupation temporaire, mais pouvant s'étendre à un maximum de trois mois, leur permettrait de reprendre progressivement l'habitude d'un travail régulier (2) ;

Que les libérés non pourvus à leur sortie de prison fussent envoyés dans des colonies similaires, formant ainsi une seconde catégorie de travailleurs, dont une troisième pourrait comprendre les condamnés ayant subi les trois quarts de leur peine, afin de les habituer ainsi à la liberté ; que la loi sévît avec vigueur contre tout individu qui, voulant se soustraire au travail, se livrerait à la mendicité ou au vagabondage professionnels.

On appliquerait ainsi aux nomades la gradation observée envers le commerçant tombé : liquidation judiciaire = liquidation d'un passé non encore contaminé sous forme de colonie libre ; faillite = travail forcé avec réhabilitation possible sous forme de colonie libre ; banqueroute = relégation perpétuelle.

(1) Les asiles d'incurables et les dépôts de mendicité, par M. de Crisenoy, *Bulletin*, 1889, p. 359 et s.

(2) L'élément étranger à la France doit être expulsé et, en cas de récidive, condamné à une peine de nature à lui laisser un souvenir pénible : cellule, cachot, privation partielle de nourriture, etc.

En résumé, Messieurs, le système des colonies ouvrières, dont l'idée première revient à notre pays, a obtenu à l'étranger des résultats qu'une statistique rigoureusement dressée a enregistrés ; l'initiative privée, en créant les Sociétés contre la mendicité (1), a transformé l'aumône irréfléchie en un secours efficace, puis, subordonnant ce secours à un travail déterminé, elle a opéré par la station d'assistance et la colonie agricole la sélection entre l'élément corrompu et celui qui ne l'est pas encore, elle est arrivée ainsi à faire disparaître dans certaines régions et à diminuer dans d'autres une exploitation de la voie publique qui, il y a dix ans à peine, était considérée comme une plaie sociale. C'est donc, Messieurs, en appliquant un système dont nous avons été les initiateurs que nous arriverons en France à lutter victorieusement contre l'envahissement du mendiant professionnel.

M. LE PRÉSIDENT. — Avant d'ouvrir la discussion sur le si intéressant rapport que vous venez d'entendre, je crois préférable de donner la parole à M. le pasteur Robin, afin de donner à cette discussion toute l'ampleur nécessaire.

M. le pasteur ROBIN. — Messieurs, je n'ai qu'une simple note complémentaire à ajouter au rapport que j'ai eu l'honneur de présenter à la Société sur la maison de répression de la mendicité et du vagabondage à Merxplas.

C'est bien de répression qu'il s'agit à Merxplas et à Hoogstraten, pour les mendiants valides dans le premier établissement et pour les invalides dans le second. Il résulte d'une note que m'a transmise la Chancellerie belge, que la moyenne par jour, en 1890, des internés valides a été de 38 volontaires hospitalisés et de 2.535 condamnés. Pour les invalides la proportion des hospitalisés volontaires a été de 152 et de 876 condamnés.

Les hospitalisés qui entrent volontairement dans les colonies belges de bienfaisance ne forment donc qu'une faible minorité.

C'est d'ailleurs pour séparer ces deux catégories d'internés et développer l'assistance préventive dans une large mesure qui

(1) Ces sociétés fondées dans le but de centraliser les aumônes mirent fin à l'accumulation des pauvres devant les maisons des sociétés, qui, moyennant une faible cotisation annuelle, recevaient des cartes qu'ils distribuaient au lieu d'argent, et une plaque émaillée portant la suscription de membre de la Société contre la mendicité qu'ils fixaient à leur porte. On a remarqué que partout où ces plaques envahissaient les rues, les mendiants les désertaient, et on est arrivé ainsi à faire disparaître l'aumône individuelle.

réponde aux préoccupations de l'opinion désireuse de prévenir la mendicité et le vagabondage afin de les mieux réprimer, que le nouveau projet belge a été présenté à la Chambre des représentants par le Ministre de la justice. (V. sup. p. 214.)

Ce projet, en effet, crée dans ce double but des maisons de correction et des maisons de refuge (art. 1^{er}), les premières destinées aux individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du Gouvernement (art. 2), qui, étant valides, exploitent la charité publique comme mendiants de profession, au lieu de demander au travail leur moyen de subsistance. Dans cette catégorie de gens, sont compris les individus qui, par sainéantise, ivrognerie, ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, les souteneurs de filles publiques et les filles mineures qui s'adonnent à la prostitution (art. 14). Les individus ainsi qualifiés sont envoyés dans les maisons de répression pour deux ans au moins et sept ans au plus.

Dans les maisons de refuge sont envoyés les mendiants et les vagabonds qui ne se trouvent pas dans les circonstances précédentes (art. 17). Ils resteront dans ces maisons de refuge jusqu'à ce que leur masse ait atteint le chiffre fixé (art. 18). Ils ne pourront en aucun cas y être maintenus contre leur gré au delà d'un an (art. 19).

S'il s'agit de mineurs de seize ans, ces maisons de refuge prennent le nom d'École de bienfaisance de l'État (art. 29). Le mineur y est envoyé alors même qu'il y aurait récidive, sans condamnation ni à la prison, ni à l'amende. Il est simplement mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité (art 26).

En attendant que cette loi nouvelle soit votée nous nous trouvons à Merxplas en présence d'un établissement répressif. Mais déjà la jurisprudence des tribunaux a préparé l'application de cette loi.

Nous lisons en effet dans les comptes rendus de la justice criminelle en Belgique que, dans l'application de la peine, soit par les tribunaux correctionnels, soit par les tribunaux de simple police, il est tenu compte de la situation des prévenus, selon qu'ils sont valides ou invalides, prévenus pour la première fois ou récidivistes. Deux volumes de statistique ont été publiés par le ministère de la justice, l'un, en 1883, pour la période de 1876-1880. l'autre, en 1888, pour la période de 1881-1885.

On remarque, avec une grande satisfaction, d'une période à l'autre un grand progrès dans le sens de l'adoucissement de la

peine qui frappe les condamnés primaires, et de la protection accordée aux mendiants malheureux, dénués ou invalides, et on constate le même progrès dans le sens de l'aggravation de la peine prononcée contre les mendiants de profession et les récidivistes.

De 1876 à 1880, les tribunaux de simple police ont eu à juger 39.941 affaires : 24.405 individus ont été condamnés à l'emprisonnement de 1 à 7 jours ; 9.978 de 8 à 15 jours ; 452 à l'amende et 5.569 ont été mis à la disposition du Gouvernement.

Aucune distinction n'est établie pour la première condamnation et la récidive. De 1881 à 1885, ils ont jugé 56.810 affaires : 35.081 valides pour première contravention ont été condamnés à l'emprisonnement de 1 à 7 jours ; aucun de 8 à 15 jours et 845 à l'amende ; 7 invalides ont été condamnés à l'amende ; 2.703 ont été mis à la disposition du Gouvernement ; la peine de la prison n'a été prononcée contre aucun de ces malheureux.

Aucun mineur de quatorze ans n'a été condamné ni à la prison ni à l'amende ; 570 ont été mis à la disposition du Gouvernement.

Pour les récidivistes valides les tribunaux de simple police ont appliqué une jurisprudence toute contraire : 13.934 ont été condamnés de 8 à 15 jours de prison, aucun n'a bénéficié de la mise à la disposition du Gouvernement.

Les récidivistes invalides et les mineurs seuls ont bénéficié de cette disposition élémentaire de la loi.

Mais cette rigueur dans l'application de la loi contre les mendiants et les vagabonds récidivistes valides est reconnue insuffisante. Après les 15 jours de prison, l'internement à Merxplas ne peut se prolonger au delà de six mois : il en résulte que les incorrigibles s'arrangent pour prendre leur quartier d'hiver à Merxplas et reviennent dans la maison plusieurs fois chaque année, ce qui a produit en 1890 un mouvement de population qui s'est élevé à 14.837 individus, dont 1.965 seulement étaient nouveaux. Le nouveau projet de loi met un terme à cet abus et rend la répression plus effective en soumettant le mendiant et le vagabond récidiviste à un internement de 2 à 7 ans dans la maison de répression.

Là, Messieurs, est la solution du problème qui nous occupe. Développer les mesures de protection et d'assistance pour les malheureux, rendre la loi prévoyante et élémentaire pour les premières contraventions, aggraver la peine pour les incorrigibles, leur imposer le travail pour une durée suffisante qui leur en donne l'habitude dans une maison qui, sans être la prison, est suffisam-

ment répressive pour les obliger à travailler : tels sont, Messieurs, les deux éléments du problème qui préoccupe l'opinion et que nous nous efforçons ici de résoudre par nos études.

M. BOGELOT. — Je voudrais, sur cette question de la mendicité, si bien exposée par les deux orateurs précédents, faire remarquer qu'il existe une école de mendicité involontaire par suite de la situation qui est faite aux enfants qui sortent trop tôt des écoles primaires. Ainsi les enfants d'ouvriers qui, d'après la nouvelle loi française sur l'instruction, doivent aller à l'école, ne peuvent y entrer qu'à 8 heures du matin ; or, les parents sont quelquefois obligés par leur travail de partir de chez eux à 6 ou 7 heures ; il en résulte qu'il faut confier les enfants à la concierge, à des voisins, ou les abandonner sur le trottoir. D'autre part, l'école ferme à 4 heures ; or les parents ne rentrent chez eux qu'à 7 ou 8 heures ; les enfants sont encore dans la rue pendant cet intervalle de temps, ils y trouvent une véritable éducation au point de vue du vagabondage et de la mendicité et ils y apprennent toutes sortes de mauvaises choses. C'est pour cela que je crois que la première assistance à organiser serait ces classes de garde qui existent actuellement, je le veux bien, mais qui fonctionnent très imparfaitement. (Conf. *Bulletin*, 1889, p. 907.)

M. GROSSETESTE-THIERRY. — Voici ce qui se passe en Allemagne au point de vue industriel : La loi interdit tout travail en fabrique aux enfants âgés de moins de treize ans et limite la durée de ce travail de quatorze à seize ans ; or ces enfants quittant l'école à treize ans, restent inoccupés pendant un certain laps de temps. En Alsace on avait introduit le travail coupé, c'est-à-dire interrompu par des repos et des heures de classes, l'instruction était suffisante et le travail supportable ; bien que la fabrique ne soit pas une école de vertu, elle était meilleure que la rue. Depuis la nouvelle loi on a constaté que la moralité avait été sensiblement atteinte.

Je ne sais pas ce qui se passe actuellement, mais ce que vient de dire M. Bogelot est vrai ; il est certain que l'enfant qui peut vagabonder entre sa sortie de l'école et son entrée en fabrique contracte bien des vices et a bien des chances pour devenir plus tard un hôte des maisons de correction.

M. BRUEYRE. — Ce que vous critiquez en ce moment, c'est la loi sur l'instruction. Remarquez que lorsque les enfants pouvaient

aller en apprentissage avant l'âge de treize ans ils pouvaient être occupés dans un grand nombre de métiers et il n'y avait pas cette quantité de vagabonds dont vous venez de parler. Jusqu'à présent on a beaucoup vanté la loi sur l'instruction jusqu'à treize ans ; je crois qu'un jour viendra où on reconnaîtra les inconvénients de cette loi où on verra qu'on a condamné des enfants au vagabondage et à la mendicité en les forçant à ne pas travailler à un âge où ils pourraient utilement remplir plusieurs professions.

M. JOLY. — D'une façon à peu près officielle je me suis occupé dernièrement de cette question en allant dans un grand nombre d'écoles de la Ville de Paris et en demandant aux directeurs de ces écoles quelle était leur opinion sur les débuts de leurs enfants dans le vice. D'après ce qui m'a été répondu et d'après des documents qui m'ont été donnés par ces directeurs, je ne crois pas que l'origine de la mendicité et du vagabondage chez les enfants vienne, autant qu'on le dit, de ces conditions défavorables qui sembleraient indiquer la pauvreté et la misère chez les parents.

L'opinion des directeurs est que beaucoup d'enfants qui commencent à vagabonder et à mendier le font volontairement ; ils m'ont donné des exemples assez curieux. Un certain nombre d'enfants commencent à vagabonder pendant la nuit ; dans les quartiers du nord de Paris, par exemple du côté de la Villette, ils se mettent à la disposition des chiffonniers, attirés sans doute par des chiffonniers déjà en exercice qui s'arrangent probablement de manière à retirer un bénéfice de cette collaboration des enfants. Il y a des enfants qui, avant d'entrer ainsi d'une manière indirecte et intermittente dans cette espèce de corporation pour y gagner quelques sous, commencent par voler eux-mêmes les outils qui leur sont nécessaires : la hotte et le crochet. Les directeurs d'écoles pensent que cette recherche d'un certain gain est provoquée par le désir de s'acheter des cigarettes pour pouvoir fumer ; en effet, il n'y a rien qui pousse les enfants à se procurer un bénéfice illicite et extraordinaire comme le désir d'obtenir prématurément la satisfaction de fumer et de boire. Puis, quant ils ont commencé à errer la nuit, il est évident qu'ils sont entrés dans le vagabondage.

Maintenant il y a des enfants qui imaginent de monter une petite industrie. Ils se rendent aux abords des gares dans le but de faire une chose qui paraît au premier abord très licite : s'offrir pour faire des commissions, pour chercher des voitures, pour

porter les bagages. Dans certaines écoles on m'a cité de ces enfants qui tenaient une comptabilité; sur deux enfants qui s'étaient associés pour exercer cette industrie on a trouvé cette note : lundi, 3 francs ; mardi, un franc ; mercredi 2 francs, etc. Après avoir fait ce petit commerce aux heures de l'école, alors que les parents les croyaient en classe, ces deux enfants ont dévié peu à peu ; ils avaient commencé par ce qu'ils considéraient comme une industrie licite, ensuite ils se sont mis à mendier, le plus jeune des deux faisait le boiteux, l'aîné le présentait ; après avoir mendié ainsi ils sont devenus vagabonds, ils sont allés le long du canal Saint-Martin, ils ont couché dans les bateaux, et naturellement ils ont volé. Ils se sont séparés un jour précisément pour une question de comptabilité, le plus jeune a trouvé que l'autre ne lui donnait pas sa part.

C'est là une espèce qui, je crois, est très répandue de cette petite criminalité naissante de l'enfant de Paris. On a parlé bien des fois de l'Arabe des rues qui était abandonné, mourant de faim, déguenillé : aujourd'hui il y a un petit Arabe des rues qui va à l'école d'un façon irrégulière, mais qui y va. Celui-ci se présente souvent sous des apparences trompeuses : il est extrêmement roué !

Il y en a pourtant parmi eux qui arrivent à avoir leur certificat d'études. Ils connaissent aussi le moyen de se procurer quelques-unes des satisfactions de l'école ; ils savent, par exemple, obtenir la gratuité de la cantine scolaire ; ils savent venir à l'école déguenillés en laissant chez eux leurs habits les jours où l'on distribue des vêtements ; ils trouvent donc le moyen de profiter de l'école de plus d'une façon.

Je puis dire que dans une école de la Villette — à la Villette il y a 150.000 âmes et je ne commets pas d'indiscrétion — de petites bandes ont été souvent signalées aux instituteurs par les commerçants du quartier qui viennent se plaindre que des enfants ont l'habitude de voler à leurs étalages. Ces enfants volent avec des engins qui appartiennent à l'école, par exemple avec leurs règles dont il font le bout très pointu. Ils ont entre eux un petit argot pour se signaler les gens : le sergent de ville est le « radis noir », ils appellent « rat blanc » ce Monsieur à barbe blanche qui arrête les petits gamins dans la rue et qui leur dit : « Polissons ! que faites-vous là ? Vous devriez être à l'école ». Comme je vous le disais, ils se servent de leurs règles pour voler, l'un en courant découvrir par exemple un baril et l'autre, avec sa règle, pique les petits objets et les enlève.

Parmi ces enfants il y en a sans doute quelques-uns qui sont abandonnés à eux-mêmes par un père ou une mère qui ne peut pas les surveiller. Quelques-uns, ce qui est plus triste, sont encouragés par leurs parents ; mais un grand nombre d'entre eux entrent dans le vagabondage et dans la mendicité d'une façon volontaire. Je le répète, il s'agit surtout pour eux de se procurer un certain nombre de satisfactions prématurées. L'abus du tabac produit ainsi plus de ravages qu'on ne le croirait au premier abord sur la santé des enfants et sur leur travail. On m'a montré sur un registre les notes d'enfants avant qu'ils fumassent, ces notes étaient excellentes ; le directeur m'a montré les notes des mêmes enfants alors qu'ils avaient contracté l'habitude de fumer, ces notes étaient devenues mauvaises. Cette habitude exerce surtout une détestable influence sur leur éducation ; ils essaient de se procurer de l'argent par les moyens dont je viens de parler, et quand ils sont habitués à trouver un petit bénéfice à droite et à gauche ils tombent facilement dans le vagabondage et dans la mendicité, puis dans le vol.

Sans doute il peut, au premier abord, sembler anormal que des enfants qui sont dans leurs familles conçoivent l'idée de voler ; et tournent mal ; mais, si ces enfants n'ont pas reçu cette pernicieuse éducation dans les familles, ils l'ont reçue dans la rue, où ils ont retrouvé les petits coquins qui y ont précisément appris le mal faute d'avoir été gardés ?

Je me rappelle les observations qui ont été faites ici par M. le pasteur Robin il y a plusieurs années. Il a signalé les enfants qui vont faire queue au théâtre, le soir, pour tenir la place d'individus qui ne viendront qu'une heure après. Ils trouvent là un petit bénéfice qu'ils descendent manger dans les environs des Halles, et, parfois, quelques heures après, ils se font ramasser dans la rue.

M. BOGELOT. — On ne peut arriver à supprimer complètement ces causes, mais il me semble que l'institution des classes de garde de 4 à 7 heures peut rendre des services. Il est certain que, malgré les parents, il y a des enfants qui continueront à mener cette vie de bohème, mais leur nombre diminuera, car de 4 à 7 heures ils apprennent le vagabondage et continuent de 7 heures à plus tard. J'insiste donc sur ce point qui paraît un peu en dehors de nos préoccupations pénitentiaires et qui relève plutôt des questions d'assistance, et je crois que les classes de

garde devraient être recommandées à beaucoup de points de vue. En effet, en dehors des dangers moraux il y a encore les dangers physiques, les enfants peuvent être écrasés, ils peuvent être souillés par des individus comme la police correctionnelle nous en montre tous les jours.

M. JOLY. — Les enfants les plus dangereux sont ceux qui ne sont pas réguliers pour l'école elle-même ; à plus forte raison ceux-là ne seront-ils pas réguliers à la classe de garde. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les classes de garde priveraient ces jeunes chefs d'un certain nombre de leurs recrues.....

M. DUVERGER. — Il y a une réponse à cela dans le titre II de la loi de 1889. Les enfants qui sortent la nuit de chez leurs père et mère, qui vont aux gares de chemins de fer pour commettre toutes les actions plus ou moins mauvaises que l'honorable M. Joly nous a révélées, ont des parents qui ne font évidemment pas leur devoir ; on ne peut pas prononcer contre ces parents la déchéance de la puissance paternelle puisqu'il n'y a pas dans le titre I de la loi de disposition qui s'applique à ce cas ; mais il y a lieu de provoquer la délégation, par le tribunal, avec l'adhésion des parents, de la puissance paternelle, à l'Assistance publique, afin que ces enfants soient soumis à la tutelle de l'Assistance publique ou à celle des sociétés privées qui voudront bien les recueillir. Ce sera je crois, se conformer à l'esprit de l'article 17 de la loi de 1889.

Mme DURUY. — Je vois avec regret qu'on s'occupe toujours de Paris. Il est certain que les petits Parisiens sont capables de tous les méfaits que M. Joly a dévoilés et de beaucoup d'autres encore, mais au cours de mes inspections, dans toute la France, j'ai pu remarquer que le mal existe également. Il résulte des dossiers qui passent sous mes yeux qu'il y a certainement 95 p. 100 d'enfants qui sont envoyés en correction parce qu'ils ont manqué de surveillance ; les magistrats qui sont ici peuvent confirmer mon dire. Je crois que l'heure la plus dangereuse est celle de 4 à 8 heures du soir.

Cette question des écoles m'a hantée souvent, parce qu'il n'y a pas que les petits garçons ; le vagabondage pour les petites filles est un péril plus grave encore ! En province le danger est peut-être un peu moins grand parce que les tentations sont moins pressantes, mais il existe et il existe surtout dans les villes industrielles où il

y a des enfants de douze ans qui sont irrémédiablement perdues, qui savent tout ce qu'elles ne devraient pas savoir et rien de ce qu'on aurait dû leur apprendre.

M. JOLY. — Les maux que je signalais sont plus ou moins fréquents suivant la nature de la population. A dix minutes de distance deux écoles d'un même quartier diffèrent beaucoup, cela tient à la différence de la population. Si vous allez par exemple à Grenelle dans une école voisine d'une grande usine industrielle installée depuis peut-être 40 ans, vous trouverez là une population d'enfants que je ne crains pas d'appeler admirable, parce que ces enfants ont pour parents des ouvriers installés, sédentaires et beaucoup de contremaîtres de l'usine. Ainsi l'usine Cail envoie tous ses enfants dans une même école, cette école est admirablement tenue; si vous allez à dix minutes de là, vous vous trouvez dans un quartier nouvellement percé, habité par des chiffonniers, des terrassiers, etc. Or il est évident que la population des enfants imite la population des parents, et que si vous avez des parents qui sont instables et nomades vous avez des enfants qui sont vagabonds.

Je suis loin de repousser l'idée d'établir des classes de garde, bien que sa réalisation doive se traduire par une dépense et nécessiter une augmentation de personnel (les instituteurs se plaignant déjà d'être surchargés); mais, je reviens toujours à l'idée exprimée plus haut : les enfants les plus dangereux sont ceux qui font l'école buissonnière. Ces enfants seront à plus forte raison irréguliers pour les classes de garde. Ils sauront se soustraire à celles-ci comme ils se dérobent aux écoles primaires.

M. BOURNAT. — Je vous demande la permission de revenir sur les importantes communications faites par M. Grosseteste-Thierry et M. le pasteur Robin. Ces communications sont destinées à diminuer beaucoup les illusions que pouvaient se faire les personnes qui ont pensé qu'on pouvait faire disparaître le fléau de la mendicité et du vagabondage en ouvrant des maisons de travail; de plus il y a deux constatations à relever dans ces communications, toutes les deux aussi décourageantes l'une que l'autre.

M. Thierry a commencé par nous dire, à travers des chiffres très intéressants, qu'il y avait à peu près 20.000 mendiants qui voulaient travailler sur 200.000. Et remarquez que je ne veux pas faire de différence entre les vagabonds et les mendiants, ils ne valent pas plus que les voleurs; vous savez en effet qu'on a dit des vagabonds que « ce sont des voleurs paresseux ».

Pour la Belgique, que nous a dit M. le pasteur Robin ? Il nous a dit que les volontaires du travail sont très peu nombreux et qu'ils viennent demander du travail pour prendre leurs quartiers d'hiver. Nous connaissons cela en France, nous savons que les vagabonds savent très bien dans la mauvaise saison se faire transporter dans les prisons du midi ; quand la saison est trop chaude, quand les insectes deviennent nombreux, ils remontent vers le nord où ils vont passer les mois de juin et de juillet. Voilà pour les mendiants valides ; vous aurez beau ouvrir des asiles, vous ne donnerez pas aux mendiants et vagabonds la volonté du travail.

Que faut-il faire pour nous délivrer de la mendicité et du vagabondage ? Il faut faire autre chose. La loi belge l'a bien senti, elle a parlé d'une répression. Mais, avant d'arriver à la répression, il y a quelque chose qu'on pourrait faire : on pourrait diminuer le personnel des vagabonds et des mendiants.

M. Grosseteste-Thierry vous parlait tout à l'heure des mendiants étrangers ; eh bien, on devrait délivrer la France des mendiants étrangers. Que de fois n'a-t-on pas demandé qu'à la frontière on arrêât ces tribus de vagabonds qui s'appellent bohémiens et qui viennent de la Bohême ou d'ailleurs !

M. Grosseteste-Thierry nous disait qu'on avait donné le conseil de leur refuser toute aumône. C'est bien facile à dire pour les villes : mais quand une bande de bohémiens composée de 5 ou 6 hommes, de 7 ou 8 femmes au moins aussi dangereuses que les hommes, s'installe dans un petit village, ces gens-là ne demandent pas l'aumône, ils la prennent, et, quand on la leur refuse, ils répondent par des insolences, quelquefois par des injures ou par des coups.

Comme second élément d'élimination j'interdirais absolument l'emploi des enfants comme instruments de mendicité pour les mendiants valides. Je ne sais si vous avez lu dans les journaux, il y a quelques jours, une communication navrante dans laquelle on nous mettait au courant d'une pratique des plus dangereuses. Il vient à Paris des femmes pour se placer comme nourrices, elles sont obligées d'apporter leurs nourrissons ; au moment où elles entrent dans une maison pour nourrir l'enfant des autres elles se séparent du leur ; elles le mettent entre les mains de personnes qui attendent qu'il y en ait un certain nombre pour les ramener en province. Que deviennent ces nourrissons avant leur départ ? Ils sont loués à la journée et à la nuit !... et savez-vous ce que font les mendiants valides qui ont dans les bras des enfants

qui ne leur appartiennent pas ? Vous êtes certainement bien des fois passés devant un ces enfants, sans vous arrêter, puis l'enfant a crié, vous avez détourné la tête, vous êtes revenus sur vos pas et vous avez donné une aumône; eh bien vous avez récompensé une violence sur l'enfant qui a crié parce qu'on le pinçait ! C'est un commissaire de police qui m'a raconté ce détail affreux.

Il y a une loi qui interdit pareille monstruosité :

C'est la loi de 1874. Je demande qu'on l'applique; les sociétés charitables ne sont-elles pas précisément faites pour exciter l'attention de l'administration sur les lois qui existent et qu'on n'applique pas ?

Je crois donc que si vous fermez la frontière aux mendiants étrangers et que si vous interdisez d'une façon absolue l'emploi des enfants pour la mendicité, vous aurez fait un grand pas. Mais ce n'est pas tout; il y a les mendiants invalides. Je m'étonne qu'on n'ait pas encore trouvé de l'argent pour hospitaliser d'une façon permanente les invalides; il est abominable qu'on rencontre sur le pavé des mendiants estropiés qui excitent d'une façon même dangereuse pour la santé publique la pitié des passants !

Si vous n'avez plus les mendiants étrangers, si vous n'avez plus les mendiants valides qui exploitent les enfants, si vous n'avez plus les mendiants invalides, il restera les mendiants valides. Si ceux-là ne veulent pas travailler, vous les condamnerez.

Maintenant M. Grosseteste-Thierry nous a dit que l'ivrognerie était la principale cause de la mendicité et du vagabondage. Pourrait-il nous donner des renseignements sur les mesures préventives qui existent contre l'ivrognerie en Allemagne et en Hollande ? Nous avons une loi sur ce point, c'est un député qui a eu le courage de la proposer, mais aux élections suivantes il a eu tous les cabaretiers contre lui et, comme ces derniers représentaient un respectable nombre de voix, il a succombé ! (*Rires.*)

Je demanderai ensuite à M. Grosseteste-Thierry si j'ai bien saisi le sens de sa communication au sujet de la création des asiles de nuit, quand j'ai cru comprendre que, en définitive, l'ouverture de ces asiles avait amené non pas une diminution réelle, mais un simple déplacement des mendiants et des vagabonds.

M. GROSSETESTE-THIERRY. — Il m'est assez difficile de donner des renseignements très précis en ce qui concerne l'ivresse; ce-

pendant je puis dire que dans certaines parties de la Suisse allemande, dans le canton de Berne par exemple, l'ivrognerie causait de grands ravages. Aucune loi n'a eu d'effet jusqu'au jour où on a eu recours au monopole de l'alcool ; depuis que cette loi existe l'ivrognerie n'a pas disparu complètement, mais elle est devenue moins fréquente.

En Allemagne le monopole n'existe pas, et l'ivrognerie y crée une situation excessivement fâcheuse ; dans le Nord on pratique ce qu'on voit dans les Vosges, on donne aux enfants du pain sur lequel on verse de l'eau-de-vie ; ils commencent donc dès l'âge de huit à neuf ans à en boire des quantités relativement considérables. Dans les Vosges, je l'ai constaté à Retournemer, les femmes qui vont aux champs en emportent un demi-litre pour boire pendant la journée. Il est difficile de concevoir qu'un enfant qui n'a pas été habitué à ce régime puisse, à l'âge de dix-sept à dix-huit ans, surtout si c'est une jeune femme, se livrer à de pareils excès. C'est ainsi que dans l'Allemagne du nord il y a fatalement des populations décimées par l'ivrognerie et que l'on constate que 63 p. 100 des homicides et 77 p. 100 des délits contre les mœurs sont causés par l'alcoolisme.

En ce qui concerne les asiles de nuit, je prends les faits tels qu'ils se sont déroulés cet hiver à Paris. On a ouvert des asiles temporaires, et à la suite d'un hiver long et rigoureux M. le Ministre de l'intérieur a été saisi de demandes de rapatriement ; or, ces rapatriements se sont montés, disent les journaux, à environ 400. Ils ont été faits directement à défaut d'une organisation spéciale ; un individu a demandé à être rapatrié, il était muni de papiers réguliers et semblait être intéressant : on l'a envoyé dans son lieu d'origine. Cet homme arrivant au pays, anémié par un long hiver, démoralisé par le désœuvrement dans une grande ville, est tombé à la charge du bureau de bienfaisance ou de personnes charitables dont les libéralités sont généralement insuffisantes et inefficaces ; puis voyant le beau temps revenir, il a repris le chemin de Paris aussi misérable qu'il était auparavant. Il est à craindre que ce précédent qui sera certainement invoqué dans les moments de chômage ou de crise n'augmente le nombre des vagabonds qui viennent à Paris dans l'espoir d'y trouver du travail, se disant qu'ils peuvent le faire d'autant plus facilement qu'ils seront rapatriés gratuitement.

En Allemagne le rapatriement qui est très considérable se fait à des sociétés existantes, c'est-à-dire à des Unions d'assistance ;

on ne rapatrie pas seulement l'individu à son lieu d'origine, mais entre les mains de personnes qui sont en quelque sorte moralement chargées de voir ce qu'il devient. Or, ces Unions d'assistance possédant des bureaux de placement gratuits composés d'artisans ou d'agriculteurs qui ont une certaine influence locale, le rapatrié, s'il le mérite, peut assez généralement trouver du travail. En France, par contre, les rapatriements directs ne produisent bien souvent que des vagabonds, c'est pourquoi les Unions d'assistance peuvent rendre de réels services. Du reste elles existent déjà d'une façon embryonnaire, nous avons les Sociétés corrézienne et savoisiennes qui pratiquent le rapatriement d'une façon excessivement rationnelle en faveur de leurs compatriotes.

A Paris, les individus qui demandent à être rapatriés sont généralement ceux-là; ils ne viennent pas de toutes les parties de la France, mais de régions déterminées.

Nous avons de plus dans notre pays ce que vous disiez à l'instant, Monsieur Bournat, et qui est très grave : c'est l'élément étranger qui, au point de vue général, est représenté en Allemagne par 0,71 p. 100 et en France par 3 p. 100 de la population — au point de vue de la mendicité par 10 p. 100 environ en France, — et en ce qui touche la statistique criminelle par 0,01 p. 100 en Allemagne et 9 p. 100 en France. (*La France sociale et Statist. Jahrbuch* de 1887.) En spécialisant on arrive à des moyennes bien plus élevées du côté de la Belgique et de l'Italie.

M. JOLY. — C'est dans l'Hérault que la proportion est la plus forte.

M. BRUEYRE. — En France nous avons à perpétuité 1.100.000 étrangers.

M. le pasteur ROBIN. — J'abonde complètement dans le sens des observations de M. Bournat; il est évident que les causes de mendicité et de vagabondage qu'il nous a indiquées sont réelles. Mais je veux le rassurer sur les conséquences qu'auraient les mesures proposées.

Il est incontestable — je justifie ma première proposition — que nous avons un grand nombre de mendiants et de vagabonds qui sont réfractaires au travail; en effet, voici une expérience tout à fait récente qui intéressera la Société:

Nous avons notre maison hospitalière qui pratique l'assistance par le travail et nous avons été appelés pendant cet hiver rigoureux à faire quelques expériences que nous ne faisons pas habituellement. Habituellement les hommes qui nous sont envoyés travaillent dans la proportion des deux tiers et restent dans la maison. Les cartes d'entrée leur étant remises ordinairement par des personnes qui ont pensé que le mendiant voudra travailler, il y a de ce fait une première sélection. Mais cette année, pendant les grands froids, il s'était formé comme vous le savez des groupes de malheureux et nous avons été appelés à liquider quelques-uns de ces groupes. Le premier était de 800 personnes — ce n'était pas le groupe municipal, c'était un groupe particulier — aux abords du Champ-de-Mars. Un bienfaiteur avait créé des distributions régulières de nourriture dans un local disposé par lui et à ses frais. Apprenant l'existence de notre maison de travail il vint nous demander de recevoir ses gens. Nous acceptâmes et lui remîmes des cartes. Il estimait qu'il y aurait à peu près 5 p. 100 de ces gens qui voudraient travailler. Remarquez qu'il y a là une indication très importante : c'était la masse de ceux qui vivent sans travailler. Il n'y a eu que 100 personnes sur 800 qui ont accepté les cartes d'entrée, et il ne s'en est présenté que 85, car quelques-unes avaient reçu des cartes pour faire bonne contenance mais étaient bien décidées à ne pas en user ; sur ces 85 personnes, 75 ont accepté le travail et sont restées dans la maison.

Un second groupe plus important était celui de la Presse. Son directeur, M. Chincholle est venu voir notre maison, a pris nos cartes et les a offertes à ses hôtes, qui étaient 800 également ; 100 cartes ont été acceptées, mais il n'est venu que 75 personnes et 50 seulement sont restées.

Ainsi nous pouvons dire que sur les mendiants de profession, il y a à peu près 5 p. 100 d'ouvriers sans travail qui ne demandent qu'à travailler ; dans les temps ordinaires, il faut porter ce quantum aux deux tiers.

Il y a donc deux mesures à prendre qui consisteraient à refuser systématiquement toute assistance en argent et à lui substituer le bon de travail.

Si nous arrivions à généraliser cette mesure, nous affâmerions les mendiants et les vagabonds de profession. Paris est grand, mais on a déjà commencé ce travail : à Passy il y une organisation dont M. Grosseteste-Thierry est un des fondateurs, il y en a

une autre aux Batignolles, et on tente d'en faire autant, je crois, dans le 6^e arrondissement. Si nous arrivions à organiser cette assistance qui consisterait à substituer à l'aumône facile, qu'on donne dans la rue, des bons de travail, nous découragerions l'armée des mendiants que nous avons chez nous.

Il faudrait être énergique comme à Genève. A Genève les mendiants meurent de faim, aussi ils n'y restent pas : il y a une organisation très sévère, très rigoureuse, toutes les portes sont fermées, on donne des bons de travail.

Maintenant il y a de véritables ouvriers sans asile et sans travail. Ah ! il faudrait les voir quand ils arrivent après avoir cherché du travail pendant plusieurs jours ! ils ne savent pas ce que c'est qu'un bon de travail, ils sont tristes et abattus, mais quand on leur a donné à souper et un bon lit il faut les voir le lendemain, un outil à la main : ce sont des ouvriers ! . . c'est l'impression qu'on ressent.

Il y a donc des gens parmi les ouvriers sans asile et sans travail — les deux tiers environ — qui seraient très heureux d'accepter le travail. Alors, c'est l'assistance préventive, c'est l'assistance dont nous a parlé M. Grosseteste-Thierry, cette assistance qui diminue de beaucoup la mendicité et le vagabondage, surtout quand elle est systématique. Mais il y a telle province en Allemagne où la mendicité est inconnue pour une bonne raison, c'est que ceux qui sont nécessiteux sont secourus d'une manière systématique, ceux qui ont perdu le travail par leur faute sont mis en prison pour huit jours ; il n'y a pas de mendiants. En Suisse, parcourez Lausanne, pendant le temps de la villégiature, vous ne verrez pas de mendiants ; l'année dernière j'ai traversé la Suisse dans tous les sens à ce point de vue, je n'ai pas vu de mendiants ; il m'est arrivé un jour, dans une visite que je faisais de voir un homme qui était tout près d'une maison et d'apprendre que cet homme venait pour demander la charité ; mais un agent déguisé en bourgeois le suivait et, comme l'homme avait obtenu un secours de 50 centimes, on est entré dans la maison, on a demandé combien on lui avait donné, on a arrêté le mendiant et celui-ci a été condamné à huit jours de prison.

Après les mesures de prévoyance dont M. Grosseteste-Thierry nous a parlé viennent les mesures de rigueur. Je dis comme M. Bournat qu'on ne sera jamais trop sévère contre les mendiants de profession. En Belgique on a réussi à imposer le travail à ceux qui ne veulent pas travailler ; cette maison de Merxplas dont on

a déjà tant parlé ici est véritablement admirable; c'est de la répression bien organisée. Mais le Gouvernement belge comprend qu'il faut s'occuper aussi des mesures de prévoyance et d'assistance pour les gens simplement malheureux. De là son nouveau projet de loi. Développons, nous aussi, ces deux sortes d'établissements, et je crois que nous aurons pris des mesures très efficaces contre le vagabondage et la mendicité.

M. RIVIÈRE. — Tout ce qui a été dit par M. Grosseteste-Thierry d'abord, et par M. le pasteur Robin ensuite, tend surtout, quoi que indirectement, à faire l'éloge de l'assistance non officielle, de l'initiative privée et je suis loin de contredire à tous ces éloges. Toutefois, je voudrais obtenir de M. Grosseteste-Thierry des développements un peu plus complets sur deux de ses conclusions, en ce qui concerne le *workhouse* anglais et en ce qui concerne une institution qui existe chez nous depuis fort longtemps: le dépôt de mendicité. Je voudrais savoir si M. Grosseteste-Thierry désirerait voir cette institution supprimée, comme mauvaise, parce qu'elle est officielle et parce qu'elle est inappliquée, peut-être inapplicable, ou bien si au contraire il préférerait la voir perfectionnée.

Si mes souvenirs sont exacts, notre dépôt de mendicité tel qu'il existe, en fait, depuis le décret de 1808, ressemble terriblement au *workhouse* si sévèrement critiqué par lui. Et pourtant, d'après notre législation, il ne devrait nullement lui ressembler, attendu que nous avons des hospices pour les vieillards; mais en fait nos hospices de vieillards sont toujours pleins et le trop plein de ces hospices est recueilli dans notre dépôt de mendicité qui se trouve ainsi transformé, pour une proportion considérable, en asile d'incurables. Le rapport si intéressant de M. de Crisenoy, que nous avons tous lu dans notre *Bulletin* de 1889, nous signale que notre dépôt tend de plus en plus à devenir un hospice pour tous les déchets de notre population (épileptiques, idiots, micro-céphales, etc... V. p. 366).

En Angleterre, au contraire, il n'existe pas d'hospices pour les vieillards et les incurables, c'est le *workhouse* qui est leur infirmerie (*Indoor medical relief*). Eh bien! étant donné que, malgré ces différences primordiales, le *workhouse* et notre dépôt de mendicité sont devenus les mêmes, étant données les critiques de M. Grosseteste-Thierry au *workhouse*, croit-il devoir conclure à la suppression pure et simple de tous nos dépôts de mendicité et à

leur remplacement par des maisons d'assistance libres telles que les préconise M. le pasteur Robin et telles que nous sommes en grande partie, je crois, disposés à les préconiser? ou bien conclut-il simplement à leur réforme, à leur développement rationnel et pratique?

Je serais bien aise également d'avoir son opinion sur le second côté de la question : celui de la répression. M. le pasteur Robin préconise beaucoup les maisons de travail, les maisons de répression, c'est-à-dire la généralisation de la répression telle qu'elle existe en Belgique ; est-ce que M. Grosseteste-Thierry, qui a une longue pratique de ces choses de la répression comme de l'assistance préventive, est également partisan de ces maisons de travail? Croit-il que ces mendiants, que ces gens qui n'ont jamais travaillé, qui se sont obstinément réfugiés dans la fainéantise, travailleront un jour dans ces maisons dites de travail?

Moi j'ai visité des maisons de travail et j'ai vu celle de Nanterre, il n'y a pas plus de huit jours. Eh bien, à Nanterre le travail est fort peu actif (1). M. Grosseteste-Thierry croit-il que si on organisait chez nous des maisons de travail comme celle de Merxplas nos vagabonds, nos mendiants travailleraient et n'est-il pas plutôt partisan, comme M. Bournat et comme moi (2), d'interner ces mendiants dans des prisons cellulaires? Dans la prison cellulaire on s'ennuie, loin qu'on la recherche pour y passer agréablement l'hiver, et quand on s'ennuie, on travaille volontiers, on apprend à aimer le travail comme la seule distraction possible. A tel point qu'en Belgique (3), la privation de travail est infligée à titre de punition!

M. GROSSETESTE-THIERRY. — Le workhouse anglais contient une quantité considérable d'enfants, de vieillards, d'infirmes et d'invalides ; c'est une institution tombée, à juste titre, dans le discrédit.

Quant à Genève dont parlait M. le pasteur Robin, la répression s'y fait d'une façon régulière ; tous les matins on voit sortir de la ville les mendiants étrangers encadrés par des gendarmes.

En France le vagabond est étranger ou indigène, et le drainage

(1) Voir ci-dessous : *Maison de Nanterre*.

(2) Conf. l'excellente étude de notre regretté collègue, M. le conseiller Homberg, sur cette question dans le *Bulletin* de 1878, p. 878.

(3) Voir ci-dessous : *Saint-Gilles et Louvain*.

qui se fait de la campagne vers la ville est très considérable puisque la population urbaine et rurale était :

Urbaine.	Rurale.
—	—
en 1846 de 24,42 p. 100	75,58 p. 100
— 1886 — 35,95 —	64,05 —

Si le *Comité central des œuvres du travail* (1) parvient à créer dans les départements des Unions d'assistance, on rapatriera une quantité de ces individus auxquels M. le pasteur Robin fait allusion, et qui ne peuvent pas trouver de travail à Paris parce qu'ils y sont dans des conditions exceptionnelles. On arrivera assurément à d'excellents résultats, si le rapatrié est remis entre les mains d'une Union qui s'efforce de lui procurer les moyens d'existence auxquels il a été habitué dès sa jeunesse.

Quant au décret de 1808, il dit que les dépôts de mendicité seront des maisons de travail avec ateliers de différents travaux ; que les mendiants y seront écroués et retenus jusqu'à ce qu'ils soient rendus habiles à gagner leur vie par le travail, et au moins pendant une année. L'article 2 dit qu'il doit être créé un dépôt dans chaque département. Or ce qui fait la faiblesse de cette institution en France, c'est que les dépôts sont de véritables asiles d'incurables, tandis que ce qui fait la force de la colonie allemande agricole ou industrielle, c'est qu'elle a grand soin de ne recevoir que des gens valides qui peuvent travailler ; tous les infirmes sont envoyés dans des dépôts spéciaux, de sorte que chacun produisant, aucune n'est en déficit.

J'ai eu le plaisir d'accompagner M. Rivière à Nanterre, j'y ai constaté que le nombre des malades et des incurables y est beaucoup plus élevé que celui des travailleurs. Dans ces conditions Nanterre ne peut que devenir un véritable hospice d'incurables, peut-être même un foyer d'infection à courte échéance.

Or nous avons en France des quantités considérables de terrains incultes qui sont bien meilleurs que ceux sur lesquels se trouvent les colonies allemandes dont parlait M. le pasteur Robin, colonies bâties sur la tourbe et le sable ; il y a en Sologne, dans les Ardennes, en Champagne, etc., des millions d'hectares qui, en partie du moins, auraient été mis en culture si l'institution du dépôt

(1) Créé le mois dernier, 8, rue d'Anjou (V. supr. p. 188).

de mendicité était restée ce qu'elle devait être. En Allemagne, en Hollande, en Suisse, la chose existe et a porté ses fruits, en France c'est le contraire. Il ne faut pas que le dépôt disparaisse mais qu'il revienne à sa première destination modifiée suivant l'expérience.

En ce qui concerne ce que disait M. Rivière au sujet du système cellulaire, j'avoue que je suis absolument incompetent ; mais je dois appeler votre attention sur la colonie de travail dont parlait M. le pasteur Robin.

En Hollande, Messieurs, il y a deux espèces de colonies : la colonie pénitentiaire et la colonie de bienfaisance de travail libre et permanent. Ce sont deux institutions qui marchent admirablement parce que la Hollande est le pays de la méthode par excellence. Or, les Hollandais ont pratiqué sur les mendiants et les vagabonds la méthode la plus absolue. Dans la colonie pénitentiaire le colon travaille dix heures par jour, prend dans un silence absolu un seul repas composé de pommes de terre, lentilles, haricots ou fèves sans aucune viande (1), se couche dans un hamac qu'il roule chaque matin et revient ainsi à 0 fr. 40 ; il constitue pour le gouvernement hollandais une véritable source de bénéfices. En somme c'est la maison de travail dans toute l'acception du mot. État sanitaire satisfaisant, répression très sévère et rendement rémunérateur.

En France on pourrait créer la colonie régionale du travail libre et temporaire, provoquer la formation d'unions d'assistance communales et intercommunales, et arriver ainsi non seulement à diminuer le vagabondage dans les campagnes, mais à pratiquer le rapatriement rationnel entre les mains d'associations qui accueilleraient le rapatrié, lui fourniraient un appui matériel et moral et le ramèneraient progressivement au travail permanent. C'est dans ces conditions, Messieurs, qu'il faut comprendre la colonie régionale et l'union d'assistance. En Allemagne la colonie est inflexible : le moindre acte d'insubordination fait expulser l'individu et il ne peut pas sortir quand bon lui semble sous prétexte d'aller chercher une occupation permanente sur une simple autorisation du directeur comme à Nanterre ; en Hollande le refus de travail est puni de cellule ; à Merxplas également.

(1) Il reçoit du café matin et soir.

A Nanterre le directeur nous disait très franchement : « Que voulez-vous que je leur dise quand ils ne veulent pas travailler ? Je les expulse, je n'ai aucun autre moyen de répression ». Nous avons remarqué une chose qui nous a beaucoup frappé : il y avait un certain nombre de mendiants qui travaillaient, mais dans deux salles se trouvaient une quantité d'individus sur des bancs et ne faisant rien. Il est évident que le travail industriel ne suffit pas et que l'adjonction d'un travail agricole serait désirable. (Un champ d'épandage créé par la direction occupe environ 14 individus.) Je dois ajouter toutefois qu'à nos questions notre conducteur répondit que c'était des entrants ou des sortants.

M. le pasteur ARBOUX. — Je voudrais bien faire remarquer, au sujet de Nanterre, que je connais à fond, qu'on a groupé dans cet établissement des services très nombreux et très distincts : il y a non seulement une ou deux prisons, non seulement un dépôt de mendicité, mais aussi un hospice. Il est aisé de concevoir que tout le monde n'y peut travailler également ; les malades ne le peuvent pas du tout, les infirmes ne le peuvent que faiblement ; or il y a 400 vieillards infirmes. Leurs salles rappellent celles des hospices. Il est certain qu'en visitant cette division on ne remarque que des gens qui ne travaillent pas. Cependant, auprès de ces salles, se trouvent deux grandes divisions, la première et la deuxième, où l'on travaille. Je ne dis pas qu'on fait des choses très difficiles ; mais enfin, pour des mendiants c'est de l'ouvrage, c'est un travail qui les occupe du matin au soir. Ceci répond, me semble-t-il, à la question de M. Rivière : peut-on faire travailler les mendiants ?

Aussi me semblerait-il injustifié de vouloir cesser de demander à ces établissements les services qu'ils ont paru rendre jusqu'ici. J'arrive à la peine à infliger aux mendiants et vagabonds. Faut-il les mettre en cellule comme le voudrait M. Rivière ou se contenter de leur demander du travail dans les ateliers ? Après les observations que je viens de présenter la réponse est aisée. L'atelier peut suffire. La cellule, d'ailleurs, n'assurerait pas toujours le travail d'une manière absolue. Pour la majorité des mendiants valides le travail est certainement possible ; et d'ailleurs la cellule est bien dure. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'aller jusqu'à une telle rigueur pour imposer le travail à ces hommes.

M. BOGELOT. — Il faudrait peut-être au moins leur imposer un minimum de travail représentant la nourriture. A Nanterre pré-

cisément j'ai vu les ateliers dont parle M. le pasteur Arboux ; dans celui où l'on fait les chaussons de lisière, j'ai demandé au contremaître s'il fixait un minimum de travail, il m'a répondu : « Ils font ce qu'ils veulent, ils font tout simplement des heures et voilà tout » ! Eh bien, je voudrais que dans les dépôts de mendicité il y eût, sous peine de cellule, ou sous peine de renvoi pour ceux qui ne sont pas hospitalisés, un minimum de travail obligatoire représentant la dépense que chaque mendiant coûte à l'établissement, et pouvant, en outre, lui constituer un pécule pour le jour de sa sortie.

M. le pasteur LENGEREAU, aumônier à la Nouvelle-Calédonie. — Ce que vous dites au sujet du travail des vagabonds m'intéresse vivement, car pareille situation me préoccupe tous les jours dans ma mission évangélique. Je suis placé au milieu des forçats en Nouvelle-Calédonie ; il y a là plusieurs centaines de récidivistes, de relégués ; j'ai l'occasion de visiter souvent ces condamnés, de m'entretenir avec les commandants des pénitenciers, de parler avec les surveillants qui accompagnent les détenus au lieu du travail : je puis vous dire que généralement ces relégués, ces récidivistes qui ont été envoyés en Nouvelle-Calédonie comme vagabonds, quelques-uns ayant jusqu'à soixante condamnations, travaillent. Je ne dis pas qu'ils travaillent beaucoup, mais enfin ils travaillent, et je crois que sous une bonne direction, ayant quelqu'un sachant les faire travailler, ils produiraient plus que leur nourriture et leur entretien. Ce que j'affirme ici, je l'appuie du témoignage d'un garde d'artillerie qui a employé pendant ces deux dernières années des récidivistes pour exploiter une carrière, leur faire travailler la pierre et faire des terrassements ; écrivant chaque jour ce que ces hommes peuvent faire en les encourageant et en leur donnant une petite gratification, il m'a dit qu'ils produisaient proportionnellement plus de travail que les condamnés aux travaux forcés (1). Je dois toutefois avouer qu'une compagnie qui s'occupe de l'exploitation de mines de nickel refuse absolument de prendre les récidivistes comme ouvriers ; elle préfère de beaucoup les condamnés.

Il faut donc les encourager par de bonnes paroles et par des

(1) Lire sur ce point les affirmations du Dr Nicomède, médecin de 1^{re} classe de la marine dans *La Relégation de l'île des Pins*, pages 34, 43, 50, 53, (*Bulletin*, 1890, p. 699). *Conf. Bulletin*, 1889, p. 411.

gratifications. Les récidivistes ne veulent pas accepter la contrainte que les condamnés aux travaux forcés supportent quelquefois en disant: Je l'ai méritée. Le récidiviste ne veut pas être traité comme un forçat.

Il me semble qu'on peut obtenir de lui du travail en le plaçant sous une bonne direction et en l'encourageant. Sous ces conditions, il n'y en a, dans cette catégorie d'expatriés, pour ainsi dire pas qui refusent de travailler. Au contraire, les condamnés refusent absolument, il en est même qui vont jusqu'à se couper le tendon d'Achille ou se crever les yeux pour ne rien faire. La cellule ne serait pas un remède.

Vous voyez qu'il faut tenir compte de la situation des personnes pour ces pauvres malheureux qui ont vécu dans le vagabondage, qui sont paresseux de corps et d'esprit et qui ont besoin de stimulants et de direction.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons lever la séance et renvoyer au mois prochain la suite de cette discussion, s'il y a lieu.

Dans sa dernière séance notre Conseil de direction a décidé de mettre successivement à l'ordre du jour de nos prochaines assemblées générales les questions suivantes :

- 1° *Le casier judiciaire*, rapporteur M. Camoin de Vence ;
- 2° *Le pécule des détenus*, rapporteur M. Georges Dubois ;
- 3° *Les écoles de gardiens*, rapporteur M. Henri Joly ;
- 4° *L'âge au-dessous duquel l'enfant ne peut être traduit en justice*, rapporteur M. Brueyre ;
- 5° *La transportation*.

Dans sa prochaine séance il règlera l'ordre du jour de notre assemblée générale qui, le mois prochain, en raison des fêtes de la Pentecôte, sera avancée de huit jours et sera fixée au 13 mai.

La séance est levée à 6 heures 20.

DE LA

RÉPRESSION DU VAGABONDAGE

I

Tout a été dit sur le vagabondage. Nous n'avons donc pas à rappeler les mesures rigoureuses dont il a été l'objet dans le passé. Nous nous bornerons à faire remarquer que sa répression s'est, à toutes les époques, imposée comme une nécessité d'intérêt général et qu'elle est encore une des préoccupations de l'heure présente.

Ce sont les vagabonds et les mendiants de nos jours dont nous nous occupons : ceux qui courent les grands chemins et surtout ceux qui pullulent à Paris. Nous les accouplons dans notre examen parce que, si le mendiant de profession ne se livre pas toujours au vagabondage, le vagabond d'habitude ne vit que de mendicité.

Invoquons à ce sujet l'aveu fait par M. Monod, directeur de l'Assistance publique en France (1888), aveu qui repose sur des expériences concluantes, qu'en examinant 40 mendiants, on n'en trouve qu'un seul méritant intérêt.

Disons quelques mots sur ce qu'on peut appeler le *vagabondage de province* :

L'indulgence dont on use aujourd'hui à l'égard des vagabonds a développé un lazzaronisme ambulanta qui la vie errante et la main tendue, avec le regard menaçant, rapportent plus que le travail.

Déserteurs de l'atelier, auxquels ils préfèrent, disent-ils, « la ballade », ces « traîniers » (on les désigne souvent ainsi) exploitent la province ; ils s'en vont deux par deux, frappant à toutes les portes, effrayant les gens de campagne, les femmes surtout, dans les champs déserts ou dans les maisons isolées, exigeant l'aumône, et, le soir, un gîte ; refusant de travailler et se vengeant parfois d'un refus d'assistance par l'incendie d'une meule de blé ou l'empoisonnement d'un chien de garde.

Une pareille existence, avec les promiscuités qu'elle entraîne et les habitudes de débauche et d'ivrognerie qui s'y rattachent, déprave vite ceux qui s'y livrent, aussi beaucoup d'entre eux

sont-ils toujours prêts pour le vol et souvent pour le crime. On en trouve fréquemment la preuve dans les journaux judiciaires.

Ces vagabonds errent de commune en commune et de ville en ville. On ne les arrête guère et l'on peut dire que, dans une large mesure, ils échappent à la répression. Il y a là un péril évident pour la sûreté publique.

Le *vagabondage parisien* est tout aussi dangereux, plus dangereux même, si l'on tient compte de sa concentration sur un même point.

Il se compose d'indigents infirmes ou malades cherchant à Paris l'assistance qui leur fait défaut dans leurs lieux d'origine et dont ceux-ci se débarrassent ; de la masse des déclassés, des dévoyés, malfaiteurs d'hier et de demain, en quête d'aubaines suspectes ; de paresseux, d'incapables, d'alcooliques, d'imprévoyants ; de bohèmes usés, ayant fini de rire ; de lutteurs obstinés vaincus par la vie et poursuivant toujours et n'importe comment une revanche ; et enfin, de pauvres gens dont la misère et l'adversité ont détruit l'énergie et les forces.

Tout ce monde s'agite et se dissimule dans la foule et le mouvement de la grande ville. Il s'y est rendu de tous les points de la France et même de l'étranger. Personne ne se demande ce que deviennent ces épaves humaines et comment, remplacées chaque jour par d'autres, elles se renouvellent, sans s'accumuler et sans changer d'aspect et de caractère.

II

A notre époque de transformation sociale qu'amène la répudiation systématique des doctrines et des règlements du passé, les novateurs humanitaires ont beau jeu. On se sent entraîné, sans examen, à partager leurs aspirations généreuses et leurs espérances. En cas d'échec d'ailleurs, l'intention sauve tout et c'est justice.

Il y a une douzaine d'années, on eût pu croire que le monde charitable venait de découvrir, comme si elle apparaissait pour la première fois, cette vieille plaie sociale qu'on appelle le vagabondage.

La charité privée et la charité publique créèrent des caravansérails pour loger les vagabonds.

C'était, témérairement, ouvrir une porte au socialisme d'État.

Il l'agrandit comme une brèche et, le rude hiver de 1890-1891 aidant, on vit le vagabondage prendre à Paris des proportions chaque jour croissantes et qui menaçaient d'être sans bornes.

Ce n'a été qu'en invoquant la fin des chômages et le retour de la belle saison qu'on put, à grand'peine, avec des attermoiements et des largesses, fermer, non pas les asiles de nuit permanents, mais les refuges supplémentaires.

L'alerte une fois passée, on s'est empressé de chercher les moyens d'éviter le retour d'une pareille crise dont l'inquiétante gravité ne pouvait être méconnue. Il faut rendre ce témoignage à certains groupes charitables, et notamment à celui que dirige M. le pasteur Robin, qu'ils n'avaient pas attendu cette leçon pour prendre comme règle d'exiger du travail en échange du secours et de l'abri accordés par eux aux vagabonds valides.

C'est d'ailleurs ainsi que les choses se passent en Angleterre. Le workhouse, maison de charité anglaise, a comme annexe un abri (*casual ward*), gîte accidentel, d'où les hospitalisés d'une nuit ne peuvent sortir qu'après un travail de deux heures consistant soit à éplucher de l'étaupe, soit à casser des pierres ou à fendre des morceaux de bois.

Le conseil municipal parisien, obéissant aux mêmes préoccupations, se proposerait d'établir pour la réalisation de ce programme un vaste établissement d'assistance par le travail sur une base agricole.

On semble même avoir pris comme modèle d'une œuvre de ce genre le dépôt de mendicité belge de Merxplas qui peut recevoir 4.000 mendiants et vagabonds.

Notons-le en passant. Ce n'est pas la première fois que la charité ouverte, sans conditions, décourage ses partisans et qu'on est forcé de reconnaître la nécessité de demander à l'indigent du travail en échange de l'assistance qu'il sollicite.

La loi du 24 vendémiaire an II, qui poursuivait l'extinction de la mendicité, avait organisé des *travaux de secours* pour les indigents valides, en même temps qu'on supprimait à leur égard toute distribution de pain ou d'argent.

Elle édictait, en outre, contre tout citoyen convaincu « d'avoir donné à un mendiant quelque espèce d'aumône », une pénalité d'amende de la valeur de deux journées de travail et du double en cas de récidive.

A voir l'émoi général causé par le fait d'une pareille affluence de gens sans asile et sans pain, on pourrait croire que l'adminis-

tration de police n'avait jamais été aux prises avec des difficultés de ce genre, et qu'elle était hors d'état de les surmonter.

Ce serait là une grosse erreur. Le débordement de vagabondage qu'on vient de constater à Paris, et dont on a eu grandement raison de s'émouvoir, tient surtout à deux causes que nous indiquerons plus loin.

Pour ne négliger aucun élément d'appréciation, étudions d'abord, en détail, les procédés de répression et d'assistance dont la Préfecture de police dispose à l'égard des mendiants et des vagabonds.

III

Le Code pénal punit d'emprisonnement le vagabondage et la mendicité.

En cas de certaines aggravations du délit, l'emprisonnement pour vagabondage s'accompagnait autrefois de surveillance légale.

Quant à la pénalité pour mendicité, elle doit être suivie d'un internement dans un dépôt de mendicité.

Jadis, il y avait, en outre, la possibilité d'appliquer à ces deux catégories de délinquants la loi du 9 juillet 1852, qui leur interdisait pour deux ans le séjour du département de la Seine comme n'y ayant ni domicile, ni moyens d'existence.

Les étrangers frappés de condamnations de même nature pouvaient, en vertu de la loi du 3 décembre 1849, être expulsés du territoire français.

Pour le fait de rupture de ban, il y avait le recours possible à la transportation dans une colonie pénitentiaire (décret du 8 décembre 1851).

C'est par l'application de ces diverses mesures, lesquelles exerçaient une action comminatoire très efficace, que la Préfecture de police a pu réprimer dans le département de la Seine le vagabondage et la mendicité, et les restreindre en refoulant sur leurs lieux d'origine et leurs domiciles de secours les gens sans aveu, sans asile et dépourvus de moyens d'existence.

Dans cette lutte continuelle, l'administration de police a toujours fait la part de la charité, mais, comme on va le voir, son assistance ne se produisait qu'en connaissance de cause.

Toutes les arrestations de vagabonds et de mendiants effectuées dans le ressort de la Préfecture de police donnaient lieu à un examen qui permettait d'être édifié sur leur compte et de savoir

non seulement leurs antécédents judiciaires, mais encore s'ils avaient déjà été arrêtés à Paris et dans quelles circonstances.

S'il y avait parmi les individus ramassés sur la voie publique, ou qui s'étaient remis d'eux-mêmes entre les mains des agents, des infortunés réellement intéressants, on s'empressait de les secourir directement ou de provoquer à leur égard l'intervention des œuvres charitables de natures diverses existant à Paris et qui se montraient toujours prêtes à répondre à un appel justifié.

Cet examen préalable entraînait les conséquences suivantes :

Les vagabonds ou mendiants malades étaient dirigés sur les hôpitaux.

Ceux d'entre eux qui étaient atteints d'aliénation mentale (il y a toujours eu des fous parmi ces malheureux) faisaient l'objet de visites médicales pour être ensuite, s'il y avait lieu, placés dans les asiles spéciaux en vertu des dispositions de la loi du 30 juin 1838.

Les étrangers qui semblaient mériter assistance étaient conduits à leurs ambassades pour y recevoir l'appui des sociétés de bienfaisance de leur nationalité.

Quant aux égarés imprévoyants, valides, qui avaient imprudemment quitté leurs pays et leurs familles dans l'espoir, vite déçu, de trouver du travail à Paris, on les rapatriait, suivant les cas, par le chemin de fer, ou à pied, à l'aide d'un passeport avec secours de route.

Ce dernier moyen, qu'on est disposé aujourd'hui à considérer, à tort, comme un procédé inhumain, offrait à l'intéressé, ainsi muni d'un titre de voyage, des chances pour trouver en route du travail, mais il ne l'encourageait pas à revenir.

Les vieillards, les infirmes, les individus affectés de maladies chroniques, les filles enceintes hors d'état de travailler, mais dont l'état de grossesse n'était pas assez avancé pour qu'on pût les faire admettre d'urgence à l'hôpital ou dans un établissement d'assistance privée *ad hoc*, étaient envoyés, sur leur demande, à titre d'hospitalité, dans la maison de répression de Saint-Denis, où ils pouvaient rester à volonté.

Certains d'entre eux, ceux qui appartenaient au département de la Seine, de même que les indigents âgés, à bout de ressources, sans parents pour les aider et sur le point de manquer d'asile, recevaient un titre d'admission au dépôt de mendicité de la Seine, où ils se rendaient librement.

Le terrain ainsi déblayé, et c'était, ce doit être encore, une tâche quotidienne, on n'avait plus en face de soi que des individus

plus ou moins valides, ayant pour la plupart de mauvais antécédents ou des habitudes de vagabondage et de mendicité, dont les dires exigeaient des vérifications moins sommaires et qu'on mettait, sans retard, à la disposition de l'autorité judiciaire (petit parquet).

Celui-ci examinait, à son tour, ces inculpés et il lui arrivait, après une rapide enquête faite par des agents de la sûreté mis à cet effet à sa disposition, d'accorder aux individus qu'il relaxait quelques jours d'hospitalité dans une maison d'asile spéciale, dite de la rue de Lourcine, laquelle était subventionnée par des dons provenant de magistrats et aussi avec le produit de quêtes faites parmi les jurés des Cours d'assises.

Ce refuge, créé par la Société de patronage des prévenus acquittés, fait beaucoup de bien. Il aurait dû servir de modèle pour la création d'une œuvre charitable de même nature, mais plus étendue, et dont le concours donné à l'action judiciaire aurait rendu et rendrait les plus grands services(1).

Une fois l'œuvre judiciaire accomplie, et les condamnations subies, les libérés d'emprisonnement pour vagabondage recevaient l'indication d'une résidence obligatoire s'ils étaient assujettis à la surveillance légale. Ils étaient mis en demeure de quitter le département de la Seine s'il leur était fait application de la loi de 1852. On les expulsait s'ils étaient étrangers et lorsque leurs légations refusaient d'intervenir à leur sujet.

Dans les deux derniers cas, on procédait, le plus souvent, par voie d'avertissement. Cette façon d'agir, tout à la fois indulgente et comminatoire, produisait souvent de bons effets.

Quant aux mendiants libérés, on se conformait à leur égard aux dispositions de la loi pénale en les dirigeant sur la maison de répression de Saint-Denis (remplacée aujourd'hui par la maison de détention et de dépôt de Nanterre) ou bien, par voie de translations périodiques, sur le dépôt de mendicité de la Seine situé à Villers-Cotterets (Aisne). Ils sortaient de ces établissements dès qu'ils étaient valablement réclamés, ou qu'ils avaient acquis par leur travail un petit pécule suffisant pour subvenir à leurs besoins jusqu'au moment où ils auraient trouvé des moyens d'existence.

(1) Voir dans le *Bulletin* de janvier 1890, l'intéressante étude de M. de Lalain-Chomel sur l'*Œuvre du patronage des prévenus acquittés de la Seine*.

Pour les récidivistes de mendicité, la masse exigée grossissait à chaque nouvelle condamnation, mais sans pour cela cesser d'être réalisable.

On procédait par voie de relaxation provisoire à l'égard des mendiants ayant subi leur condamnation lorsqu'ils semblaient avoir des chances de se procurer des appuis ou du travail, ou bien s'ils paraissaient animés d'intentions laborieuses, sauf à les réintégrer purement et simplement au dépôt, en cas de nouvelle arrestation comme mendiants.

Ajoutons que, de même qu'aux vagabonds récidivistes, on appliquait aux mendiants d'habitude, les mesures d'éloignement ou d'expulsion édictées par les lois de 1849 et de 1852.

Ces renseignements détaillés, qu'il n'était pas possible de résumer plus brièvement, sont indispensables pour qu'on puisse examiner utilement et apprécier dans leurs conséquences le rôle et le fonctionnement des établissements publics et privés qui s'occupent d'abriter et de secourir les vagabonds.

Nous savons maintenant ce que fait et doit faire l'Administration de police en tant qu'action répressive et d'assistance à l'égard du vagabondage et de la mendicité.

La statistique des arrestations et des prisons prouve que cette action se continue aujourd'hui, mais il importe de remarquer, en le regrettant, qu'elle a successivement perdu un certain nombre de points d'appui et de moyens coercitifs.

La surveillance légale, telle que l'avait réduite la loi du 23 janvier 1874, a été abolie par la loi du 27 mai 1885 sur la relégation.

Cette loi de 1885, qui a remplacé le décret de 1851 sur la transportation et qui n'atteint le vagabondage qu'après plusieurs récidives et de nombreuses condamnations pour d'autres faits, est forcément restreinte dans son application et, par suite, loin d'avoir produit les résultats importants qu'on en attendait.

La loi du 9 juillet 1852, sur l'éloignement du département de la Seine et de l'agglomération lyonnaise, a été, pareillement, abrogée par la loi de 1885.

Enfin la loi relative à l'expulsion des étrangers dangereux pour la sûreté générale (3 décembre 1849), dont l'abrogation a été proposée à diverses reprises, notamment en 1881, est devenue, par ce fait, d'une application plus difficile.

Malgré toutes ces causes d'affaiblissement quant aux sources légales de son action répressive, la Préfecture de police, fidèle à

sa mission, n'a pas cessé de lutter énergiquement contre la mendicité et le vagabondage. Elle a même redoublé d'efforts. On en trouvera la preuve dans des chiffres que nous citerons plus loin.

Comment se fait-il que la répression soit restée vaine ?

En y regardant de près, on est vite amené à reconnaître que le débordement de mendicité et de vagabondage qui s'est produit à Paris cet hiver, n'est pas uniquement, comme on est généralement porté à le croire, la conséquence de chômages professionnels et des rigueurs de la saison.

Ceux qui sont intervenus personnellement pour le combattre par l'assistance doivent être fixés sur ce point et pourraient le dire.

Cherchons donc ailleurs et voyons quelle a pu être sur ce point l'influence des *asiles de nuit*, qui, de nos jours, par leur nombre, leur importance et surtout la sympathie généreuse qu'ils inspirent, ont pris évidemment le caractère d'une institution sociale appelée à un plus grand développement.

Nous allons peut-être, nous le craignons, au-devant d'une constatation dont la charité, admirable quand même, mais imprévoyante, pourra souffrir. Il s'agit de trouver la solution d'un grand problème d'ordre et de sécurité publics. Dans ce cas rien ne s'impose davantage et ne vaut mieux que la vérité.

IV

« Les asiles de nuit, nous dira-t-on, c'est l'aumône sous sa meilleure forme. On les voit s'établir partout. Il en existe aujourd'hui dans onze villes de France; on pourrait même ajouter qu'ils fonctionnent aussi en Portugal et en Australie. La preuve que ce genre d'assistance n'entrave pas l'action de la police, c'est que celle-ci arrête tous les jours, vous venez de l'établir, des vagabonds et des mendiants. »

La réponse est facile: Devant un état ouvertement délictueux la police ne peut, sans manquer à son devoir, se dispenser d'intervenir.

Mais l'autorité judiciaire, envahie par cette foule d'inculpés d'une nature spéciale dont l'assistance charitable semble désormais vouloir se charger, procède sommairement, dans le plus grand nombre des cas, à des relaxations pures et simples, sans cesse renouvelées.

Nous ne nous arrêterons pas sur ce point. Le danger principal n'est pas là. Il se trouve surtout dans ce fait indiscutable et qu'il faut bien se résigner à reconnaître, que de semblables établissements d'hospitalité ouverte sont un encouragement, entendu de partout, pour la désertion imprudente du foyer, du milieu de famille, du lieu d'origine, et qu'ils constituent des gîtes d'étapes et d'assistance assurés dont la pensée provoque à mener la vie vagabonde.

L'idée n'est pas nouvelle. Le moyen âge a eu ses asiles pour assister « les pauvres estrangers passant par Paris » et pour loger et coucher « les pauvres femmes et filles estrangières ».

C'est l'honneur de l'humanité que ce perpétuel renouvellement de manifestations charitables.

Il y a toujours eu dans le programme de la bienfaisance privée et des différentes œuvres d'assistance qu'elle a fondées et entretenues à Paris, une part faite à l'abri précaire pour des misères et des dénûments accidentels, mais beaucoup des secours de ce genre se résumaient par le paiement d'un asile de quelques jours dans de modestes hôtels garnis.

Aucune de ces œuvres n'aurait osé courir le risque d'appeler à elle, par une publicité quelconque, un courant de misères à assister susceptible de prendre des proportions qui dépasseraient celles de ses ressources et des secours possibles.

Il appartenait à l'Œuvre de l'hospitalité de nuit d'assumer la lourde responsabilité de se substituer, en quelque sorte, aux autorités de police, dans le milieu parisien, ce tourbillon plein de séductions et de périls qui appelle à lui les déserteurs des champs, de la province et de l'atelier rural, et de faire, à l'égard du vagabondage et de la mendicité, de l'ordre et de la sûreté publics avec la charité comme seule auxiliaire.

Son but proclamé par ses statuts a été de créer des refuges de façon à pouvoir « offrir un abri gratuit et temporaire, pour la nuit, sans distinction d'âge, de nationalité, ni de religion, aux hommes sans asile, et de soulager, dans la mesure du possible, des misères physiques et morales. »

Avec un pareil programme, et alors que tout le monde se souvient d'avoir, par les nuits d'hiver, frissonné de pitié en songeant aux infortunés sans abri et sans pain, un appel à des souscripteurs charitables devait être favorablement entendu.

Il le fut dans des proportions qui dépassèrent les espérances

des dignes fondateurs de l'Œuvre, pour laquelle, suivant la parole du premier d'entre eux, « la Presse se montra une bonne fée ».

L'Œuvre de l'hospitalité de nuit a été fondée à Paris en 1878 ; elle a été reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 11 avril 1882. Ses maisons d'asile, dont, paraît-il, les gardiens de la paix distribuent les adresses avec prière de les remettre aux personnes sans domicile cherchant un gîte, se sont multipliées. On en compte 4 aujourd'hui.

On ne peut y coucher plus de trois nuits consécutives. Cette condition avait été, au début, imposée par la Préfecture de police. On s'y conforme avec ce correctif que l'hospitalisation peut se prolonger sur l'autorisation spéciale d'un des membres du conseil de l'Œuvre. Cette exception est, probablement, très souvent faite. Il doit en être de même à l'égard de la règle en vertu de laquelle les hospitalisés qui n'ont pas de papiers, ne sont gardés qu'une nuit.

Ces deux points trahissent une préoccupation de sauvegarde pour la sûreté publique. L'objectif de l'Œuvre est différent, on va le voir. Écoutons ce qu'a dit à ce propos M. E. Rousse, de l'Académie française, ancien bâtonnier, parlant, au nom de l'Œuvre, des assistés par elle :

« D'où viennent-ils ? Où vont-ils ? On ne le leur a pas demandé. A peine quelques papiers gras sur lesquels on jette un coup d'œil indulgent pour s'assurer qu'aucun malfaiteur notable ne s'est glissé parmi ces malheureux et que la charité n'a fait aucun larcin trop dommageable à la justice. » (*Bulletin*, 1887, p. 400.)

Dans un autre discours, plus récent, prononcé également en faveur de l'hospitalité de nuit, un autre académicien, M. l'amiral Jurien de la Gravière, traitant le même sujet, faisait cette remarque :

« Si on interroge les hospitalisés sur leurs noms, leur âge, leur nationalité, *c'est que la police l'exige.* »

Il semble évident que le « coup d'œil indulgent » dont parlait M. Rousse, équivaut à fermer les yeux.

Cette façon de procéder paraît être commune à tous les asiles d'hospitalité.

C'est, certainement, un acte louable d'user de réserve discrète vis-à-vis d'un infortuné sans asile qu'on abrite, et l'on n'en doit compte à personne si l'on agit comme simple particulier.

Mais en est-il de même pour des établissements d'assistance ouverts au public ? Et quel public, sauf peu d'exceptions !

Il existe bien une ordonnance de police sur les garnis, qui est toujours en vigueur et qui impose aux logeurs l'obligation d'inscrire, jour par jour, leurs locataires sur le registre de police. On objectera contre son application aux refuges de nuit ce fait que l'hospitalisé ne paie pas de loyer. Qu'importe, puisque la charité paie pour lui ?

La vérité, c'est que l'excellence du but que poursuivent de pareilles œuvres, respectables entre toutes, appuyées par la sympathie publique, et dont le danger n'apparaît pas d'abord, est faite pour désarmer les objections administratives.

Il nous revient à la mémoire un fait qui trouve ici sa place. Il a été signalé lors des poursuites motivées par un incident auquel il se rattachait. Un individu dangereux dont le départ pour Paris dans l'intention d'y commettre un crime était annoncé, et qu'on croyait être dans un hôtel garni, avait échappé aux recherches grâce à l'hospitalité qu'il avait reçue dans un asile de nuit. C'était, si nous ne nous trompons, une espèce de fou, exalté par la politique, et venu de province pour tuer M. Gambetta. Il prit pour ce dernier un pauvre docteur, chamarré de décorations, sur lequel il tira, sans l'atteindre, un coup de revolver, et qui court encore.

Dans les conditions où elles fonctionnent, les salles d'asile de nuit, auxquelles on peut recourir successivement, arrivent à devenir, en fait, pour certains habitués de ces asiles ou refuges municipaux, dont nous parlerons tout à l'heure, un domicile presque permanent (on verra plus loin qu'il en est réellement ainsi), et le moment viendra, s'il n'est déjà venu, où le rôdeur arrêté la nuit sur la voie publique et questionné sur sa demeure sera fondé à répondre aux agents : « l'asile de nuit » et au tribunal : « je comptais coucher à l'asile de nuit », et cette réponse paralysera l'action judiciaire.

Que de choses à dire sur les différentes formes d'assistance qui découlent, en s'imposant, du fait de l'obtention d'un asile !

L'hospitalité offerte à un individu affamé et presque nu entraîne, et entraînera toujours forcément, le don de la nourriture et de vêtements ; de souliers, si le vagabond n'est pas chaussé ; d'un bandage, s'il est infirme.

Elle fera plus encore : elle créera l'obligation morale d'exercer à l'égard de l'hospitalisé une sorte de patronage qui en fera un privilégié par comparaison avec le travailleur, tout aussi miséra-

ble mais autrement méritant, dont on ignore la lutte avec la misère noire.

Maintenant que l'Œuvre est connue dans les bas fonds du vagabondage, son assistance court, de plus en plus, le risque de n'être qu'une prime donnée à l'inertie, à la paresse ou au calcul.

Les secours délivrés par l'Œuvre de l'hospitalité de nuit sont considérables. Un document que nous avons sous les yeux, et qui s'applique à une seule année (1886), peut donner une idée de leur importance. Ses chiffres doivent être, et de beaucoup, dépassés aujourd'hui. Il mentionne: 16.539 bons de fourneaux, 122.822 morceaux de pain, 1.230 paletots, 1.088 pantalons, 1.411 chemises, 5.018 paires de chaussures et 4.519 menus effets.

L'Œuvre de l'hospitalité de nuit a dû passer par cette déception de constater que beaucoup des vêtements, des chaussures et même des bandages ainsi distribués sont échangés le lendemain, dans un cabaret, contre un verre de vin ou d'eau-de-vie.

Nous l'avons déjà dit plus haut. l'intervention de l'administration de police à l'égard des vagabonds arrêtés arrivait aux mêmes résultats d'assistance sans être exposée à se fourvoyer à l'égard d'exploiteurs habituels de la charité ou de déclassés tombés dans le vagabondage et dont le roman, trop facilement accepté et répété, trompe le public qu'il émeut.

Depuis sa fondation et déduction faite de son fonctionnement de début en 1878, l'Œuvre de l'hospitalité de nuit a recueilli, de 1879 à 1886 inclusivement, 320.849 individus sans asile, soit en moyenne pendant cette période 40.105 par an.

En comprenant dans ce calcul les chiffres des années qui se rattachent aux travaux préparatoires de l'Exposition et à l'Exposition elle-même, soit :

pour 1887	68.896
pour 1888	82.407
pour 1889	90.471
pour 1890	93.922

on arrive à un chiffre total de 656.543 en douze années, soit une moyenne annuelle de 54.711 et pour 1887, 1888, 1889 et 1890, un chiffre moyen de 83.924 hospitalisés.

V

Nous avons dit que dès ses premières années l'Œuvre des salles d'asile de nuit prenait le caractère et l'importance d'une institu-

tion sociale. On a fait du chemin dans cette voie. En 1886, la ville de Paris, imitant l'Œuvre de l'hospitalité, a ouvert également des refuges de nuit pour le vagabondage.

Désireux de compléter son œuvre et de faire, sous toutes les formes, acte d'assistance, le conseil municipal parisien avait voté, le 27 octobre 1886, les conclusions d'un rapport ayant pour but de faire mettre tous les jours à la disposition de chaque asile de nuit dix nouvelles places d'employés au service du nettoyage de la ville, où les hospitalisés seraient occupés pendant six jours.

Cette mesure, inconciliable avec les nécessités du service, dut être abandonnée.

Le conseil voulut, en outre, qu'on publiât dans ses asiles les formalités que les ouvriers de province auraient à remplir pour se faire rapatrier en chemin de fer par la Préfecture de police et qu'on prît des dispositions pour faire recevoir temporairement au dépôt de l'hospice des enfants assistés les enfants dont les parents trouvent un refuge dans les asiles de nuit.

Il se préoccupa également du rapatriement des étrangers reçus dans ces mêmes asiles.

Tout cela est très humain, mais peut-on mieux faire pour dire aux vagabonds :

« Venez ; on vous logera, on vous assistera ; on gardera vos enfants et le pis-aller sera d'être rapatrié sans frais et sans fatigue. Il n'y aura plus qu'à recommencer. »

V I

Nous manquons de renseignements statistiques complets sur le fonctionnement des refuges municipaux. Ils sont au nombre de trois dont un pour les femmes.

Un de ces refuges, dont la création est assez récente, contient 200 lits. Il peut abriter par an, 24.000 hospitalisés pendant trois jours.

Il existe, en outre, à Paris trois asiles ouverts par la Société philanthropique et qui sont destinés à des femmes et à des enfants.

Les chiffres applicables à ces trois asiles, à ceux des refuges municipaux calculés approximativement et ceux de l'Œuvre de l'hospitalité de nuit donnent un total général annuel d'hospitalisés qui dépasse certainement 130.000.

En présence d'un pareil chiffre on devait s'attendre, comme à un résultat poursuivi et certain, à une notable réduction du nombre des cas de vagabondage et de mendicité.

C'est le contraire qui s'est produit et il serait impossible d'expliquer ce fait, dont aucun raisonnement ne détruira l'importance, sans y trouver l'indice d'un abus de l'hospitalisation et la preuve de l'influence que les œuvres de cette nature, malgré l'excellence de leur but et de leur fonctionnement, peuvent exercer pour le développement du vagabondage.

Afin d'arriver sur ce point à une constatation décisive au moyen d'éléments comparatifs irréfutables, opposons aux chiffres des abrités par les œuvres de l'hospitalité de nuit, ceux des arrestations pour vagabondage et mendicité effectuées dans le ressort de la Préfecture de police.

ANNÉES	VAGABONDAGE	MENDICITÉ	TOTAUX
1877	11.530	2.522	14.052
1878	12.896	1.762	14.658
1879	13.143	2.390	15.533
1880	13.897	2.830	16.727
1881	13.846	3.058	16.904
1882	14.280	2.705	16.985
1883	14.524	3.049	17.573
1884	12.130	2.765	14.895 (1).
1885	14.683	4.138	18.821
1886	14.208	5.848	20.056
1887	12.662	6.090	18.752
1888	9.851	5.367	15.218
1889	12.649	5.194	17.843
1890	12.828	5.547	18.375

La statistique a beau avoir des imperfections qui affaiblissent parfois la valeur de son témoignage, celle-ci n'en établit pas moins, très nettement, qu'en 1877, c'est-à-dire avant la création des asiles de nuit, le total des arrestations pour vagabondage et mendicité était de 14.052 et que depuis l'établissement de ces refuges il n'a pas cessé d'augmenter, d'année en année, pour atteindre en 1886 le chiffre de 20.056.

(1) Cette diminution paraît avoir été la conséquence d'une circulaire du parquet adressée, en mai 1884, aux commissaires de police pour leur recommander d'apporter plus de circonspection dans la maintenance des arrestations lorsqu'il s'agissait de délits peu graves, et aussi de ce que le choléra sévissant alors à Paris il importait, dans l'intérêt sanitaire, d'éviter l'encombrement des prisons.

On fera observer que les chiffres de 1887, 1888 et 1889 ont subi une décroissance.

Cette diminution tient à ce que ces trois années représentent la période de l'accomplissement des grands travaux se rattachant à l'Exposition universelle et de l'Exposition elle-même. Paris fut alors envahi par trop de travailleurs et de curieux, par trop de pick-pockets et de camelots, pour que l'action de police ne faiblît pas un peu envers les vagabonds. Il lui fallait d'ailleurs ne pas s'exposer à prendre pour tels les excursionnistes besogneux qui, par fatigue et même faute de gîte, sommeillaient en leur compagnie sur les bancs des squares et des promenades publiques.

La progression continue du nombre des vagabonds et des mendiants depuis 1877 et coïncidant avec la création et le développement des œuvres d'hospitalité de nuit, est significative. Elle peut se passer de commentaires. Pour en apprécier la portée, il suffira de se rappeler que, dès 1881, dans sa remarquable étude sur « la misère à Paris », M. le comte d'Haussonville, membre de la Société générale des prisons, tout en reconnaissant le bien que peuvent faire les asiles de nuit, dont il se montrait partisan, formulait cette réserve :

« Une seule chose pourrait compromettre l'avenir de ces œuvres, ce serait de leur donner une extension trop grande. rien n'aurait de plus déplorables conséquences. »

Un autre membre de la Société générale des prisons, M. G. Picot, de l'Institut, traitant la même question, s'est exprimé ainsi :

« Si à Paris, au lieu de 2.000 lits, il en existait 5.000, la mesure serait dépassée et cette œuvre, qui est admirable, deviendrait dangereuse parce qu'elle augmenterait le courant qui attire vers les grandes villes. »

MM. d'Haussonville et G. Picot ont bien vu venir le péril et l'ont signalé. Mais comment opérer et justifier la limitation qu'ils réclament? Pour la réaliser, il faudrait une modification de programme fixant à une œuvre jusqu'alors largement ouverte un chiffre d'abrités qui ne devrait jamais être dépassé. Mieux vaudrait une hospitalité moins facile d'accès. Nous reviendrons sur ce point.

En attendant, prenons acte d'un fait démontré : ce que M. Jules Simon a si bien exprimé, avec une haute raison, à propos de l'au-

même et de la mendicité s'applique étroitement aux asiles de nuit et au vagabondage :

L'hospitalité banale appelle le vagabondage et finit par le créer.

S'il faut un surcroît de démonstration à cet égard, la crise de misère produite par le rigoureux hiver que nous venons de traverser l'a surabondamment fourni.

Cette crise venue, on s'est multiplié pour créer et pratiquer divers procédés d'assistance. On ne s'en est pas tenu au recours à l'Œuvre de l'hospitalité de nuit, aux refuges municipaux et aux asiles de la Société philanthropique, l'Administration publique, le conseil municipal, la bienfaisance privée et, à sa tête, la presse, ont créé, à l'envi, des asiles supplémentaires qu'a vite encombrés une foule toujours grossissante de vagabonds.

C'est alors qu'est apparue pour tout le monde la vérité sur ces secours donnés au vagabondage par une bienfaisance, dont, dans la plupart des cas, on exploitait les sacrifices, et qu'un grand désenchantement a dû se produire.

La saison devenue plus clémente avait mis fin aux chômages et le flot des individus se disant sans domicile et sans moyens d'existence ne diminuait pas.

Il est vrai que tout se réunissait pour attirer et retenir les gens en quête de secours. Les allocations officielles, les souscriptions, les dons spontanés se chiffraient à des sommes énormes. En y ajoutant les fonds recueillis par le syndicat de la presse, les offrandes de la charité parisienne se seraient élevées à plus de 975.000 francs. On ne parlait dans les refuges que des millions destinés, disait-on, à aider les nécessiteux. Chacun voulait avoir sa part de ce pactole.

Le Président de la République, un ministre, des notabilités de tous ordres, avaient visité des asiles et témoigné de leur sympathie pour « les asilés », comme on disait par un néologisme de circonstance. Il y eut des distributions d'aumônes faites aux hospitalisés pour qu'ils s'en allassent. On avait hâte de fermer ces asiles supplémentaires dont le succès ne s'arrêtait pas. On en arriva à exiger des justifications d'identité. Ce fut le signal du départ. Il ne resta plus que des infirmes ou des malades qui furent évacués sur le dépôt de Nanterre, ou dont se chargea l'administration de l'Assistance publique.

Il y avait d'ailleurs de bonnes raisons pour en finir. On signalait des vols et des scandales. Enfin, on avait constaté un abus qui

n'était pas nouveau et qui se produisait dans tous les asiles d'hospitalité : on y recevait des travailleurs de différents corps d'état, des colporteurs, etc., venus à Paris pour y exercer temporairement leurs métiers et pour en remporter le produit dans leurs pays.

Ces provinciaux laborieux, mais calculateurs, économisaient ainsi des frais de logement et, dans une certaine mesure, des dépenses de nourriture, ce dont les logeurs et les gargotiers se plaignirent par une lettre aux journaux.

Sous la pression des circonstances et par un généreux élan, on avait fait là, en grand et publiquement, une expérience de l'hospitalité de nuit banale et gratuite.

On a été amené ainsi à constater que, pour les œuvres de ce genre, et c'est en cela qu'elles diffèrent des autres institutions d'assistance, l'écueil, c'est d'être envahi, parce que le grossissement du nombre des assistés, grossissement qu'on applaudit d'abord comme un succès, est, en réalité, une défaite.

Dans cet état de choses, il faut se résigner à revenir à la répression pénale, au recours de laquelle on a trop renoncé. Il importe, en outre, de demander au législateur un moyen d'action destiné à remplacer ceux dont l'Administration ne dispose plus à l'égard des vagabonds.

Deux mesures sont nécessaires, indispensables même :

1° Soumettre à des règlements et à un contrôle de police les établissements d'hospitalité ouverte et gratuite ;

2° Étendre au vagabondage les dispositions de l'article 274 du Code pénal concernant les mendiants, ce qui permettrait de pourvoir à l'internement temporaire du vagabond d'habitude dans une maison de travail, dans un dépôt de mendicité ou dans une colonie agricole.

L'internement est le seul moyen pratique possible pour réaliser en fait, dans ce cas, la condition du travail obligatoire (1).

Cette mesure exercerait certainement un salutaire effet comminatoire.

La crainte d'une sanction pénale entraînant de pareilles conséquences arrêtera sur la pente du vagabondage, c'est-à-dire sur le

(1) Une modification de l'article 274 du Code pénal, dans un sens plus étendu et plus répressif, a figuré dans une proposition de loi sur la mendicité et la vagabondage dont la *Société générale des prisons* s'est occupée en janvier 1887.

chemin du refuge de nuit, l'ouvrier mal inspiré qui se laisse séduire par la perspective d'une vie d'oisiveté entretenue par l'aumône et agrémentée par le cabaret; tous les vagabonds relaps que l'emprisonnement épouvante; les mineurs coutumiers d'abandon du logis paternel; les gens de mauvaises mœurs qui recherchent une promiscuité momentanée avec des misérables; les vagabonds d'opérette qui, pour attendrir leurs familles qu'ils ont lassées, s'échouent dans des refuges dont ils sont l'orgueil. Arrêtons là cette nomenclature qui serait interminable.

Il restera, pour les refuges de nuit, la clientèle que l'Œuvre de l'hospitalité avait inscrite dans le très beau programme qu'elle publia en 1878 après sa fondation :

« N'admettre que les personnes tombées accidentellement dans la misère, qui ne font pas du vagabondage une profession; expulser le fainéant et le malfaiteur. »

Pour rester sur ce terrain et voir clair dans leur œuvre, il faut aux refuges de nuit un concours et un contrôle qui leur font défaut.

Pourquoi ces deux actions, également méritoires, l'action de surveillance et de sauvegarde, exercée par l'administration de police, et l'action charitable, ne se combineraient-elles pas dans une œuvre commune ?

Pourquoi le premier examen en matière d'hospitalité à accorder à des gens sans asile n'appartiendrait-il pas à la police dont le service est permanent, qui, dans la presque totalité des cas, pourrait être la première saisie et qui dispose de moyens d'information rapides et étendus ?

Tout, sur ces différents points, et en faisant la part des exceptions justifiées par des motifs d'humanité ou d'urgence, devrait pouvoir se concilier au mieux par l'adoption d'une pratique donnant satisfaction aux aspirations et aux scrupules charitables, sans sacrifier les précautions et les garanties qu'exige la sûreté générale.

Il n'est pas douteux que ce mode de procéder éloignera des salles d'asiles de nuit tous ceux qui n'y ont recours que pour se soustraire à l'obligation de travailler.

Ceci nous amène à parler des maisons de travail, c'est-à-dire des asiles-ouvriers dont l'hospitalité se paie en travail et qui fonctionnent par l'initiative et sous la direction de la charité privée. Ce

genre d'établissements, qu'on ne saurait trop louer, est-il appelé à prendre un développement suffisant pour arriver à restreindre dans de larges proportions le nombre des vagabonds ?

On pourrait le croire en voyant avec quel dévouement l'élite du monde de la charité militante multiplie ses efforts pour atteindre ce but.

L'Office central des institutions charitables, de fondation récente, s'est donné la mission de relier entre elles les institutions de bienfaisance, d'en signaler l'existence au public et de provoquer la création d'œuvres d'assistance par le travail.

L'internement légal des condamnés pour vagabondage pourrait contribuer indirectement au succès de ces œuvres.

Quant au vagabond interné, il serait fortement stimulé au travail par trois motifs basés sur son intérêt personnel :

Le désir de recouvrer promptement sa liberté ;

Le besoin de se procurer un pécule disponible afin de pouvoir ajouter à la nourriture réglementaire des articles achetés à la cantine ;

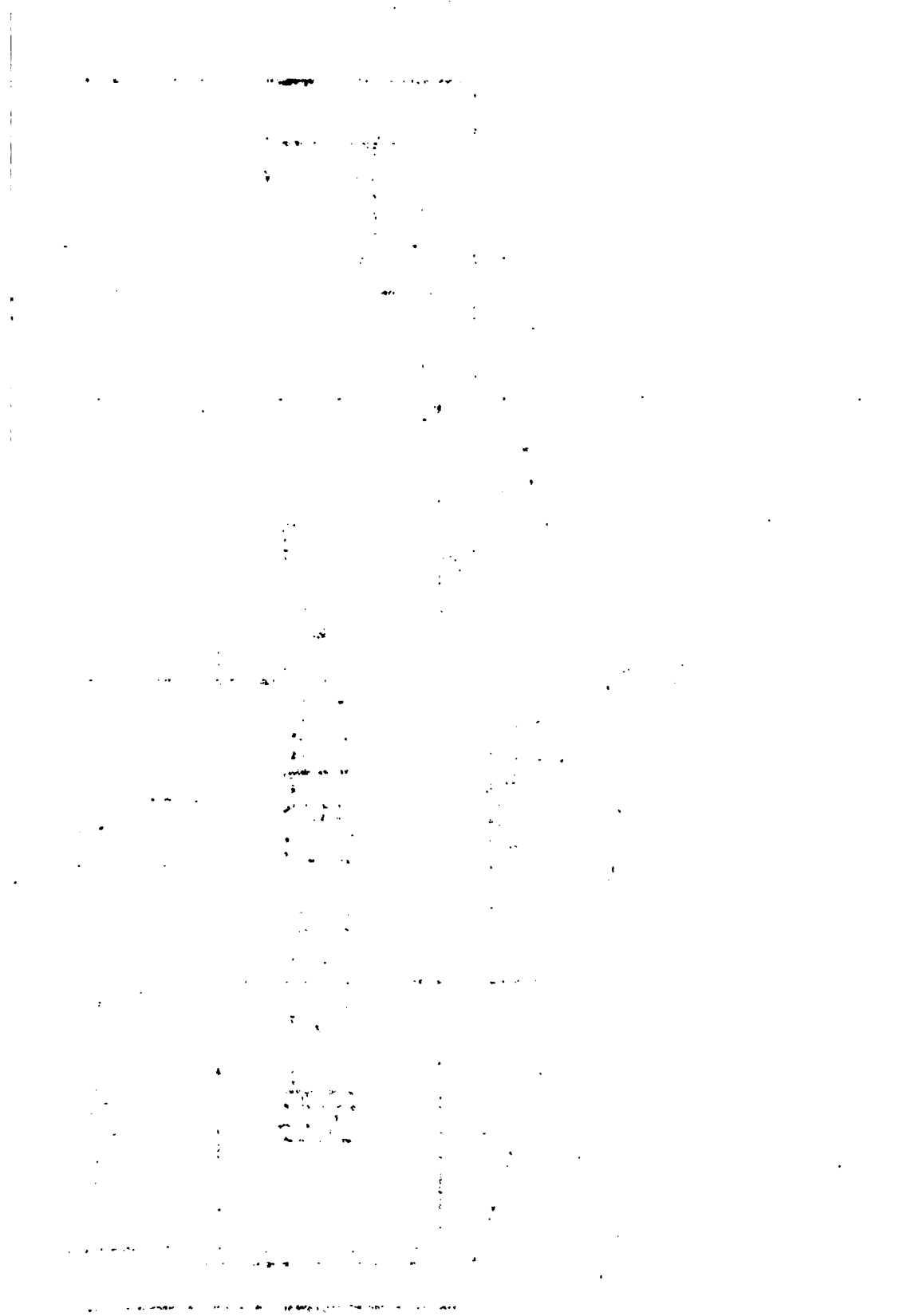
Et enfin la nécessité d'arriver à la possession d'un pécule de réserve pour le moment de sa libération.

L'application de ces mesures rassurerait les campagnes et la province, en les débarrassant, ainsi que Paris, d'un grand nombre de rôdeurs sans aveu, dangereux, sous tous les rapports, pour la sûreté générale.

La part ainsi faite à l'action répressive, on n'aurait plus qu'à venir en aide à de véritables indigents et à des infortunés plus ou moins dignes d'intérêt.

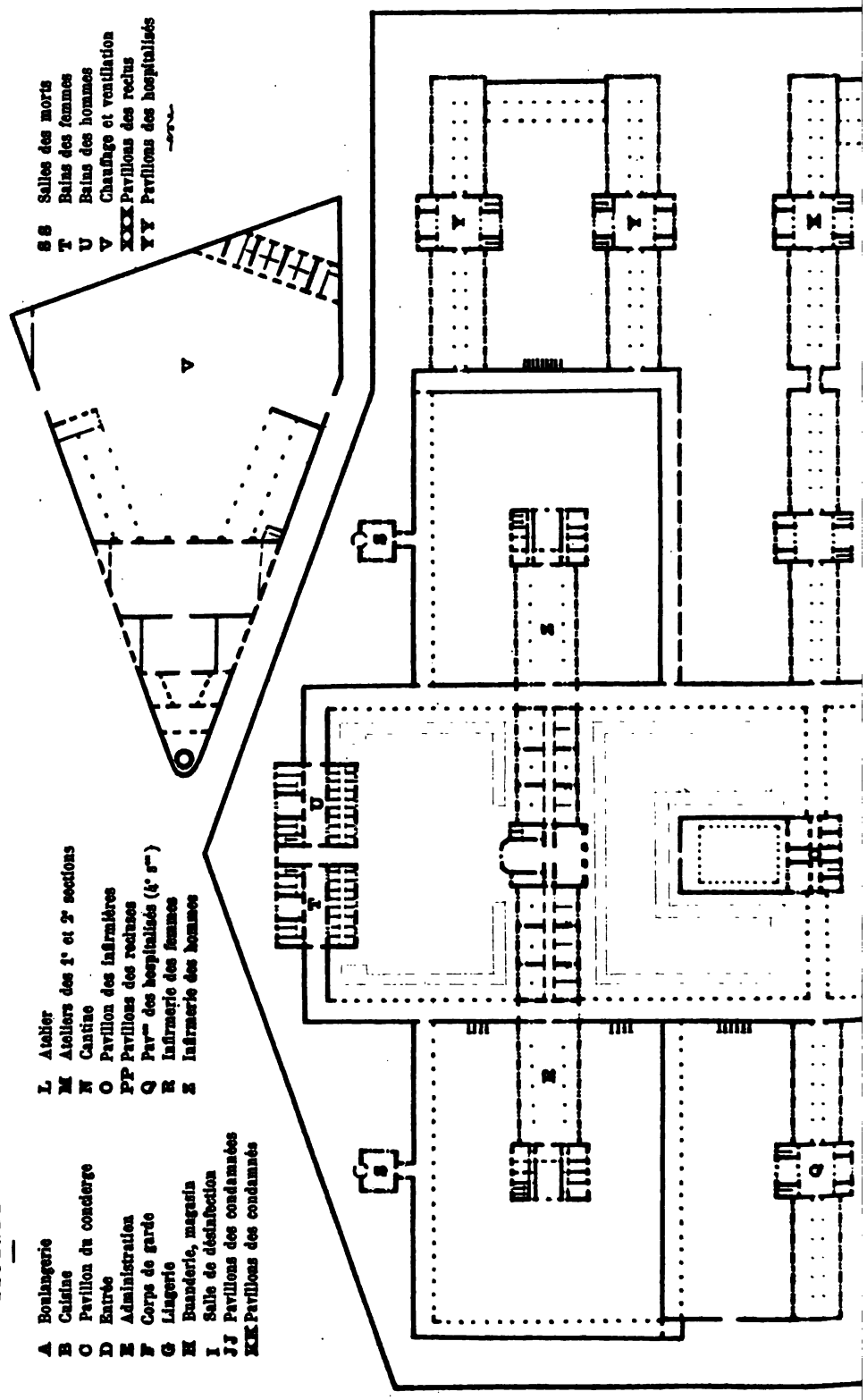
La bienfaisance publique et la charité privée pourraient alors utilement s'exercer et elles auraient encore à cet égard une lourde tâche quotidienne à remplir, mais elles feraient d'autant plus de bien qu'elles ne seraient pas dupes, ce qui n'encouragerait pas les dupes, et ce qui est de première importance quand on opère sur une masse de misères.

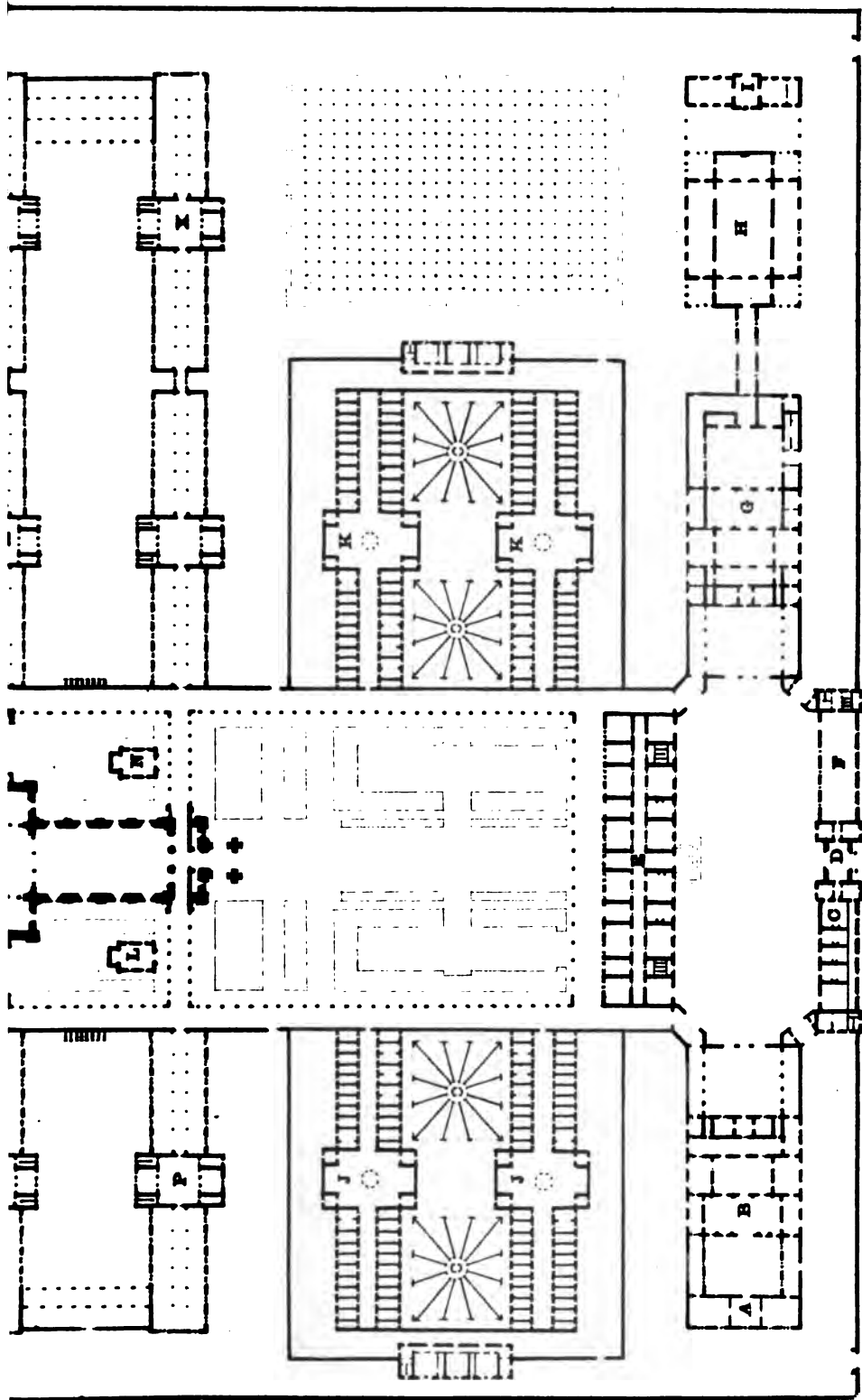
LECOUR,
Chef de division en retraite,
Ancien membre du Conseil supérieur des prisons.



LÉGENDE

- | | | |
|-----------------------------|--|-------------------------------|
| A Boulangerie | L Atelier | SS Salles des morts |
| B Cuisine | M Ateliers des 1 ^{er} et 2 ^{es} sections | T Bains des femmes |
| C Pavillon du concierge | N Cantine | U Bains des hommes |
| D Entrée | O Pavillon des infirmières | V Chauffage et ventilation |
| E Administration | PP Pavillons des reclus | XXX Pavillons des reclus |
| F Corps de garde | Q Pav- des hospitalisés (1 ^{er} s ^{er}) | YY Pavillons des hospitalisés |
| G Liagerie | R Infirmerie des femmes | |
| H Banderie, magasin | S Infirmerie des hommes | |
| I Salle de désinfection | | |
| JJ Pavillons des condamnés | | |
| XXX Pavillons des condamnés | | |





MAISON DÉPARTEMENTALE DE NANTERRE

LA MAISON DE NANTERRE

Il y a près de trois ans que j'avais visité Nanterre et je reviens d'une seconde visite.

Qu'il me soit permis de compléter ce qu'en a dit M^{me} d'Abbadie dans notre numéro de février dernier.

I. Service départemental.

Les fonds sont votés par le Conseil général. Il compte cinq sections :

1° Dépôt pour les libérés après condamnation pour mendicité (art. 274 C. P.) : 146 hommes et 26 femmes au 7 avril 1891 ;

2° Asile pour les indigents venus librement, mais ayant des antécédents judiciaires : 768 hommes et 119 femmes ;

3° Asile pour les indigents venus librement, mais sans antécédents judiciaires : 1.696 hommes et 642 femmes avec 31 enfants ;

4° Une sorte de petit Bicêtre où sont concentrés tous les déchets physiques des trois premières sections (infirmes ou vieillards de plus de 70 ans) : 542 hommes et 220 femmes.

5° Hospice (créé depuis octobre 1890) pour chroniques et incurables : 512 hommes et 244 femmes.

Le total de ces deux dernières sections (1.054 hommes et 464 femmes) doit être déduit du total (2.610 hommes et 787 femmes) des trois premières. On reste dans la 1^{re} section un temps déterminé par l'administration et qui est en général d'un mois.

Pour avoir accès dans l'une des quatre dernières sections, il suffit d'une lettre du commissaire de police du quartier, ou du 2^e bureau de la préfecture de police, ou du maire ou du commissaire de police d'une des communes suburbaines.

J'approuve fort cette facilité en ce qui concerne la 2^e et la 3^e section.

En ce qui concerne la 4^e et la 5^e, elle a comme résultat de transformer le dépôt, comme le sont déjà la plupart de nos dépôts de province (1), en un véritable asile d'incurables dans lequel les hôpitaux se débarrassent de leurs chroniques et dans lequel vont se développer les germes infectieux les plus dangereux pour l'hygiène de la maison. Je trouve entassés là des aliénés sortant de Vaucluse, de Sainte-Anne, des enfants mêlés à des adultes, des femmes sur le point d'accoucher, des « sujets intéressants » sur lesquels les internes se proposent de se livrer à des études médicales ou chirurgicales. Et si nous comparons respectivement les chiffres de nos 5 sections, nous trouvons que sur un total de 3.397 (2), il y a 1.518 infirmes ou malades, c'est-à-dire que près de moitié de la population est immobilisée et ne sortira de la maison que par décès. N'est-ce pas dévier du but originel ?

Quant à l'autre moitié, celle des valides, elle se divise en deux catégories très différentes : la première comprend les deux premières sections, c'est-à-dire les individus à antécédents judiciaires. C'est la meilleure ! Ceux-là connaissent la prison ; ils savent ce qu'est la discipline, ils ont obéi ; ils travaillent et leur travail produit quelque chose. Ces deux sections sont de jour confondues dans les mêmes ateliers ; elles ne sont séparées qu'au dortoir.

La 2^e catégorie comprend la 3^e section. Ceux-là sont des citoyens libres et ils sont traités comme tels. Aucune action disciplinaire sur eux, sauf le renvoi. Le résultat est médiocre. Il y a là de robustes gaillards, qui se sont fait une vie facile dans laquelle ils trouvent une nourriture, un logement hygiéniques, un travail beaucoup moins dur que dans les ateliers libres. Ils gagnent peu, c'est vrai, mais ce peu leur suffit. Quand ils ont amassé une petite somme ils demandent au directeur, qui ne peut la leur refuser, l'autorisation « d'aller chercher de l'ouvrage », c'est-à-dire d'aller *faire la noce* pendant 2 ou 3 jours (3). Ils reviennent après et recommencent. Le règlement dit bien qu'on ne peut être hospitalisé plus de 5 mois, mais, comme on rentre facilement après une courte sortie, ils se font à nouveau hospita-

(1) Voir l'étude de M. de Crisenoy publiée en 1888, p. 366. (Conf. p. 657 et 668). Lire aussi le compte rendu officiel publié en janvier 1890 au *Journal officiel*.

(2) Il y a surabondance de population : la maison n'avait pas été faite pour un tel nombre. Et cet hiver il atteignait 4.200, avec le personnel et les condamnés des quartiers cellulaires 5.000 !

(3) Ils peuvent ainsi obtenir des congés allant parfois jusqu'à 15 jours. L'autorisation de sortir doit être demandée la veille.

liser et revivent cette existence toute faite, douce et familiale. Certains de ces individus reçoivent sous pli cacheté (que le directeur n'a pas le droit d'ouvrir) de gros mandats et des billets de banque qu'ils vont le lendemain dépenser en quelques heures à Paris, sauf à revenir aussitôt à leur maison de retraite. Bien peu sont intéressants ! J'ajoute que parmi eux parfois se cachent de redoutables récidivistes, recherchés par la justice, mais qui ont emprunté un état civil étranger. Il suffirait d'introduire le service anthropométrique pour déjouer la fraude, mais leur qualité d'hospitalisés libres s'y oppose.

Il n'existe d'ailleurs entre les 2^e et 3^e sections aucune différence de traitement, sauf que la 2^e est assimilée à la 1^{re} pour le travail et pour le régime alimentaire(1), tandis que la 3^e section travaille dans des ateliers spéciaux et fait trois jours gras par semaine au lieu de deux.

Pour remédier à cet état de choses, il faudrait une discipline énergique, d'autant plus stimulante que la nature de ces travailleurs est plus indolente. Il faudrait en outre que le temps à passer ici ne fût que court. J'admets la très grande facilité pour la première entrée, mais il faudrait que la direction pût s'occuper de chercher de l'ouvrage pour l'hospitalisé. L'éloignement de Paris et le poids de son immense service ne le lui permettent pas. Il faudrait donc un comité de patronage, ce qui revient à dire que l'hospitalisation des dénués est œuvre bien difficile pour l'État ou les pouvoirs officiels et que pareille mission n'est jamais pleinement féconde qu'entre les mains de la charité privée (supr. p. 282). Elle seule peut s'employer efficacement pour chercher un placement au dénué, tenir état des refus d'ouvrage offert ou des sorties sans motif des places offertes ; permettre ensuite, à l'aide de cette pierre de touche, de se montrer sévère pour une deuxième entrée.

La dépense journalière est de 0 fr. 80 par tête.

Le personnel se compose : d'un directeur (commun aux deux établissements), un inspecteur, un greffier et 4 commis-greffiers, un brigadier et 5 sous-brigadiers, 30 surveillants et un portier ; une lingère principale et 3 aides-lingères, 5 surveillantes-infirmières,

(1) Cette assimilation entre des condamnés internés par application de l'article 274 et des libérés venus librement est illogique. Pour les premiers, à mon sens, le but doit être le placement et le renvoi le plus prompts possible ; pour les seconds, qui subissent une peine, on doit exiger le gain d'un minimum de pécule par le travail.

2 surveillantes de travaux, 12 gardiennes ordinaires; 2 médecins, un chirurgien, un pharmacien, 4 internes en médecine, un en chirurgie.

Je rappelle qu'il n'existe aucun service religieux, tristesse d'autant plus grande qu'on meurt beaucoup à Nanterre. Les incurables y sont légion et le cimetière est déjà plein ! La chapelle et l'oratoire ont été convertis en ateliers pour les deux premières sections, la synagogue en cantine, le cloître des sœurs en mess pour les surveillantes non mariées.

Le travail s'applique au coupage des vieux chiffons, ou de poils de lapins, à la cordonnerie, à la taille de vêtements, aux fleurs artificielles, aux chaussons de tresse, à la vannerie, aux articles de fil de fer ou de chaînes, à la couture, au ravaudage, aux bagues, etc. Il est dirigé par des contremaîtres de fabricants libres ou par des contremaîtres de la population hospitalisée.

La culture maraîchère (3 hectares et demi) occupe dix ou douze individus.

Les travaux de profession peuvent rapporter de 0 fr. 75 à 2 francs par jour; ceux dits d'occupation, de 0 fr. 40 à 0 fr. 80. Moitié du produit du travail est acquise à la maison, un quart remis de suite, un quart versé au pécule de réserve pour la sortie.

Dans la 4^e section il y a toujours une cinquantaine d'inoccupés, attendant des places libres.

Rien de triste comme l'aspect de cette 4^e section (1), où des centaines d'individus usés, flétris, sont assis immobiles, l'œil éteint. Et encore la deuxième salle, où sont relégués des gâteux, est-elle plus misérable.

C'est avec un véritable soulagement que, franchissant l'enceinte des quartiers cellulaires, je pénètre dans la maison de correction. Là on retrouve des natures dépravées, mais où l'activité n'est pas éteinte, où le travail est sérieusement organisé et énergiquement fait; là la moralisation est possible, grâce au régime de la séparation individuelle. J'y rencontre justement: dans le quartier des hommes, M. Steeg, président de la Société centrale de patronage; et dans le quartier des femmes, MM^{mes} Henri Mallet, la nouvelle présidente de l'Œuvre protestante des prisons, et Joffrès.

(1) En raison de la supériorité du nombre des hommes sur celui des femmes, cette 4^e section occupe une aile du côté de la maison réservée aux femmes.

II. Quartiers cellulaires.

Tous les services généraux : eau, gaz, chauffage, appareils ventilateurs (magnifique usine), lingerie, cuisine, sauf les greffes, sont communs avec le service départemental.

La population au 7 avril était de 330 détenus, dont 168 femmes.

Il y a 228 cellules dans le quartier des hommes (à droite de la maison hospitalière) et autant dans celui des femmes (à gauche).

Les hommes y sont détenus à partir de six jours jusqu'à un an et un jour : tous condamnés primaires, sauf rares exceptions.

Les femmes n'y restent pas au delà de deux mois ; mais une autorisation spéciale du préfet de police et, au delà d'un certain temps, du Ministre de l'intérieur, peut les y maintenir jusqu'à un an et un jour.

Le personnel se compose : du directeur (commun aux deux établissements), un inspecteur, un instituteur, un greffier-comptable, 2 commis-greffiers, un gardien-chef, 2 premiers gardiens, 12 gardiens ordinaires ; une surveillante, 2 surveillantes-chefs, 12 surveillantes ordinaires.

Le service religieux est assuré par l'abbé Testori, vicaire à Saint-Denis, et par notre collègue, le pasteur Arboux. Les détenus entendent la messe de leur cellule dont la porte entr'ouverte permet d'apercevoir l'autel situé au centre de chacune des galeries.

Les cellules sont bien aérées par une fenêtre dont la partie supérieure seule se rabat à la volonté du détenu, et par un système de ventilation au moyen de turbines actionnées par de puissantes machines à eau (1). Le chauffage se fait à la vapeur par le système à ailettes de Genest-Hercher.

Le gaz est allumé à l'intérieur même de la cellule par le détenu à l'aide d'un appareil qu'on lui passe du dehors, mais il est réglé, de même que l'eau, du dehors.

La promenade (une heure par jour) se fait dans deux quartiers de douze préaux chacun.

Le capuchon n'est pas en usage.

(1) L'appel d'air vicié se fait de haut en bas par les chutes de vidange, comme à la Santé (supr. p. 508.)

Il n'y a pas d'école alvéolaire. L'instituteur est obligé d'aller dans chaque cellule, ce qui réduit singulièrement le temps consacré à chaque élève, tout en supprimant l'occasion d'un mouvement et par suite d'une distraction pour le détenu. Il est d'autant plus regrettable que l'Administration ait ainsi laissé perdre une occasion de rompre la monotonie de la cellule, que le directeur est plus occupé par ses multiples services, et que Nanterre est plus loin de Paris, ce qui rend les visites des personnes charitables, des membres des sociétés de patronage, plus difficiles et plus rares.

Le travail est actif et varié : queutage de boutons, galon de jais, remplissage de sacs d'allume-feux, fleurs artificielles, pointes d'acier, boîtes de carton, confection de vêtements d'hommes, ravau-dage, etc.

LA FÉDÉRATION
DES
SOCIÉTÉS DE PATRONAGE POUR LES LIBÉRÉS
en Allemagne.

Il s'est produit, depuis quelques années, tant en France qu'à l'étranger, un mouvement d'opinion dans le sens d'une fédération des sociétés de patronage, en vue de faciliter et d'étendre l'œuvre de protection morale à laquelle elles se sont vouées. Divers vœux ont été émis à cet égard par des membres de notre Société, tels que MM. Camoin de Vence, Lefébure et Bogelot (1), et le Congrès de Saint-Petersbourg adoptait à l'unanimité, il y a quelques mois, une proposition tendant à fonder un bureau central international de patronage (2). La question se présente, en effet, sous une double forme : fédération nationale, reliant entre elles les sociétés de patronage d'un même pays ; fédération internationale, créant et entretenant des rapports permanents entre les associations de pays limitrophes. On comprend que le groupement des sociétés dans chaque pays constitue, dans cet ordre d'idées, l'œuvre primordiale, et comme la base nécessaire d'une entente pratique entre les nations voisines.

En France, la *Société générale des prisons* peut être considérée comme un organe tout préparé à servir de lien, au point de vue *théorique*, entre toutes les sociétés de patronage du territoire : nos lecteurs savent tout l'intérêt qu'elle porte à cette grande œuvre et la faveur avec laquelle elle accueille, dans son *Bulletin*, toutes les communications relatives à cet objet. Mais, en sa qualité de société d'études, elle ne saurait remplir le rôle *pratique* qui incombe à une Union centrale des sociétés de patronage. Ce rôle ne peut être exercé que par une association spéciale ayant à sa disposition des moyens matériels d'action, ou par des délégations des sociétés déjà

(1) *Bulletin*, 1889, p. 794.

(2) *Bulletin*, 1891, p. 84 et 165.

existantes. La *Société générale de patronage des libérés* a eu la légitime ambition de chercher à rayonner sur toute la France, et de servir de point d'appui à toutes les sociétés locales; elle s'est malheureusement heurtée, dans la poursuite de ce résultat, à l'esprit d'exclusivisme et de particularisme qui paralyse trop souvent, chez nous, les efforts tendant à une action commune. Plus récemment, la *Société centrale de patronage pour les libérés* (1) s'est assigné une tâche semblable; elle a commencé à nouer des relations avec les sociétés de patronage de la France entière; elle s'attache à multiplier, par ses démarches, le nombre des associations locales et à les mettre en rapport les unes avec les autres. Son désir suprême est de devenir « un lien, un moyen de communication, un élément d'émulation et d'encouragement, un foyer de renseignements et de conseils ». C'est à elle que revient le mérite d'avoir inauguré, pour la France, ce patronage international auquel nous venons de faire allusion, en se mettant en relations avec les gouvernements et les sociétés de patronage des pays voisins, notamment de la Suisse, de la Belgique, du grand-duché de Luxembourg, de l'Italie et de l'Espagne, dans le but de créer une réciprocité effective de mesures d'assistance, en faveur des libérés étrangers au pays dans lequel ils viennent d'être détenus.

La fédération nationale des sociétés de patronage existe déjà, à l'état d'organisation active, dans quelques pays étrangers, tels que la Belgique (2) et la Suisse (3). Nous nous proposons aujourd'hui d'étudier l'état de la question en Allemagne. Elle y a fait un grand pas, il y a environ vingt mois, à la suite d'un congrès des délégués des sociétés de patronage et des institutions analogues de l'Allemagne, réunis en assemblée générale à Fribourg-en-Brigau, le 5 septembre 1889, à l'occasion de la session de l'Association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires de l'Allemagne. Les procès-verbaux de cette assemblée générale ont été rédigés par les soins de M. Fuchs, conseiller financier intime, président de la direction centrale de l'Union des sociétés de patronage pour les libérés dans le grand-duché de Bade (4).

(1) *Bulletin*, 1891, p. 448.

(2) *Bulletin*, 1891, p. 184.

(3) *Bulletin*, 1889, p. 385 et 752.

(4) Le nom de M. Fuchs n'est point ignoré des lecteurs de notre *Bulletin*, qui ont gardé le souvenir de sa savante étude sur l'histoire et le développement du patronage des libérés (1889, p. 687 et suiv.).

A ce congrès assistaient des délégués des royaumes de Prusse et de Saxe, des grands-duchés de Bade, de Hesse-Darmstadt et d'Oldenbourg, de la ville libre de Hambourg et d'Alsace-Lorraine. La Suède et la Suisse avaient aussi envoyé des délégués. Enfin on comptait des représentants des diverses sociétés de patronage de Bade, de Hanovre, de Hesse-Darmstadt, de Cassel, de Nassau, de la Basse-Alsace, de la Haute-Bavière, de Posen, des provinces du Rhin et de Westphalie, du royaume de Saxe et de Saxe-Anhalt, soit un total de 245 sociétés de patronage représentées au Congrès. Enfin les sociétés de Berlin, de Francfort-sur-le-Mein et de Mulhouse, en Alsace, étaient représentées chacune par un délégué.

La séance s'ouvrit par un discours de bienvenue de M. Fuchs, qui remercia les membres présents de leur concours personnel, et les gouvernements allemands de l'intérêt qu'ils témoignaient à cette première réunion. L'orateur s'attacha à en définir l'objet : « la pensée de relier entre elles les diverses sociétés de patronage et de centraliser leurs efforts, a été inspirée par le désir d'étendre leur bienfaisante action sociale dans l'avenir comme dans le présent ; la réalisation de cette œuvre difficile et délicate se trouvera facilitée, à mesure que les esprits seront de plus en plus pénétrés de cette conviction, que les résultats heureux poursuivis par ces associations ne pourront atteindre leur maximum d'intensité qu'au moyen d'une entente générale pour arriver à une véritable unité d'action sur toute la surface de l'Empire. »

Après avoir salué la présence des représentants de la Suède (1) et de la Suisse (2), venus à la séance, M. Fuchs procéda à l'installation du bureau définitif, et la discussion s'ouvrit sous la présidence de M. le Dr Starke, conseiller supérieur intime de justice, président de la Société de patronage des libérés de Berlin. Nous allons résumer sommairement les données fournies par cette discussion, à laquelle prirent part des orateurs appartenant à divers États de l'Allemagne (3), ainsi que par les rapports qui l'avaient préparée.

L'institution qu'il s'agissait de créer dans certains pays allemands et de développer dans d'autres, sous le nom d'*Organe cen-*

(1) M. Wieselgren, directeur de l'administration pénitentiaire à Stockholm.

(2) M. le Dr Riggensbach délégué de la société de patronage de Bâle.

(3) MM. Fuchs (Carlsruhe); l'abbé Schneeweis (Munich); le pasteur von Koblinsky (Halle); le pasteur Gräber (Dusseldorf); le baron von Ricou (Darmstadt); le procureur impérial Stadler (Strasbourg); le conseiller supérieur von Massow (Lunbourg); le directeur Kaldewey (Cassel).

tral des sociétés de patronage, est appelée à servir de lien entre des associations n'ayant qu'une action locale restreinte, mais rapprochées par des intérêts semblables, à raison de leur situation topographique dans une même région. Il n'était donc point question de prendre pour types ni les comités qui exercent par eux-mêmes le patronage dans une circonscription plus ou moins vaste, comme Brunswick, Saxe-Gotha et la Basse-Alsace, et qui siègent au chef-lieu, mais ne forment point un réseau de sociétés distinctes, reliées entre elles; ni l'organisation du patronage tel qu'il existe dans Oldenbourg et Saxe-Weimar, où il est exercé par l'autorité ecclésiastique supérieure, assistée du clergé local et des laïques chargés de l'administration paroissiale. D'autre part, on était amené à reconnaître que les sociétés de patronage qui fonctionnent dans les grandes villes de l'Empire allemand, telles que Berlin, Hambourg, Brême, Francfort-sur-le-Mein, Mulhouse, et dont l'action ne s'étend point au delà du territoire de ces villes et de leur banlieue, ne se prêtent pas volontiers à nouer des relations étroites avec les autres sociétés de la même province, ni à favoriser la création d'un *Organe central*: l'explication de cette attitude se trouve dans le chiffre considérable de la population de ces villes, ainsi que dans des considérations d'ordre purement local.

La fédération des associations qui patronnent les libérés a cependant passé déjà dans la pratique en Allemagne, sous la forme d'une institution *régionale*. La statistique de 1887 y constate l'existence de vingt groupes centralisés, répartis entre dix provinces du royaume de Prusse, cinq cercles du royaume de Bavière et cinq États secondaires allemands. Ces vingt groupes embrassaient 854 sociétés de district. On comptait, en outre, trois sociétés exerçant le patronage sur toute l'étendue du territoire d'autant de petits États, et dix sociétés locales indépendantes (1).

I. *Fédération régionale*. — En prenant acte de ces faits déjà acquis, l'Assemblée générale de Fribourg-en-Brisgau rechercha tout d'abord le caractère que devait revêtir l'institution d'une fédération purement régionale des sociétés de patronage d'un même État secondaire, d'une même province ou d'un même

(1) Le nombre total des membres de ces associations s'élevait à 23.372, et l'ensemble de leur actif à 592.544 marcs (740.680 francs). Elles ont accueilli 11.142 demandes de patronage, et dépensé pour cet objet 75.463 marcs (94.329 francs). Les cotisations des membres ont atteint le chiffre de 52.223 marcs (65.279 francs), et les subventions des gouvernements allemands 66.364 marcs (82.955 francs).

district administratif, et les mesures à prendre pour lui donner toute sa valeur pratique. L'étude historique du développement des sociétés de patronage pour les libérés en Allemagne démontre que les causes qui ont amené la création de ces institutions et les circonstances au milieu desquelles elles ont fonctionné, ont souvent été fort diverses. De même qu'on avait été conduit à fonder des associations de patronage en constatant combien les efforts individuels étaient insuffisants pour assurer aux anciens détenus toute la protection désirable, on ne tarda point à reconnaître que l'action de ces associations se trouverait gênée dans son expansion, si elle demeurait absolument cantonnée dans les limites d'une circonscription trop étroite : d'où l'idée d'un groupement des sociétés de patronage, dirigé par un Organe central ayant mission de faire prévaloir des vues d'ensemble entre les associations fédérées, de maintenir leur cohésion, de leur infuser, au besoin, une vie nouvelle, et d'exercer un certain contrôle, dans la mesure nécessaire, pour assurer l'efficacité de l'institution. Cette efficacité est évidemment d'autant plus grande que la centralisation est plus étroite et son terrain d'action plus étendu. L'organisation d'un centre permet d'établir peu à peu un véritable réseau de sociétés de patronage sur toute l'étendue du territoire, en donnant pour base à chacune d'elles la circonscription administrative ou judiciaire dans laquelle elle a son siège (1). Le but idéal à poursuivre, c'est d'arriver à ce qu'aucun libéré qui sollicite un patronage ne vienne plus se heurter à un refus motivé par l'absence de toute association organisée à cet effet au lieu de sa libération. Dans les petites localités où une société ne trouverait point un aliment suffisant à son activité, le bureau central pourrait se borner à entretenir un agent, qui représenterait les intérêts du patronage et signalerait les misères matérielles et morales à soulager.

L'institution d'un Organe central a aussi pour effet de parer à un autre danger, celui de voir dépérir, faute d'un aliment suffisant à leur activité, les associations locales dont le terrain d'opé-

(1) Il y a, dans le grand-duché de Bade et dans la province de Hanovre, une société de patronage au siège de chaque bailliage; dans le grand-duché de Hesse, les royaumes de Saxe et de Wurtemberg et la province de Silésie, au chef-lieu de chaque district administratif; dans Saxe-Weimar et Oldenbourg, au chef-lieu des provinces. Enfin, dans les cercles du royaume de Bavière et les provinces du royaume de Prusse autres que la Silésie, on s'est borné à fonder des sociétés de patronage au fur et à mesure des besoins locaux.

ration est trop limitée et que leur isolement condamné, à certains moments, à fonctionner en quelque sorte dans le vide.

Le bureau central peut seul poser et faire adopter les principes généraux qui doivent présider à l'exercice du patronage, spécialement en ce qui concerne les jeunes détenus. Dans cet ordre d'idées, on ne peut que recommander l'usage des questionnaires adoptés par plusieurs sociétés générales de patronage ; les réponses consignées sur ces questionnaires par l'administration pénitentiaire, au moment de la libération de chaque condamné, fournissent au patronage des indications précieuses, et lui permettent de tenir compte, en connaissance de cause, de chaque situation individuelle.

L'Organe central a aussi pour mission de venir en aide aux sociétés affiliées, lorsque leurs ressources matérielles ne suffisent point à l'accomplissement de la tâche qu'elles ont assumée. Le placement ou la mise en apprentissage des jeunes détenus libérés, le rapatriement ou l'émigration des libérés adultes exigent souvent des mises de fonds considérables, devant lesquelles les sociétés de patronage sont obligées de reculer ou auxquelles elles ne peuvent subvenir sans épuiser leur modeste actif.

C'est encore la modicité des ressources des sociétés de patronage qui les arrête dans la fondation des établissements d'hospitalité, des asiles, des colonies de travailleurs (1), etc., qui offrent un abri passager aux libérés sans travail : la fondation et l'entretien de ces établissements exigent d'importants déboursés, que peuvent seules affronter des associations jouissant d'un budget considérable. Ici encore le bureau central sera d'un grand secours, soit qu'il préside par lui-même à la création de ces établissements, soit qu'il soutienne, au moyen de subventions, ceux que l'initiative des sociétés locales aura contribué à fonder (2).

Il est un autre obstacle auquel ces associations viennent souvent se heurter, lorsqu'elles restent livrées à elles-mêmes : nous voulons parler du travail à procurer aux libérés qui demandent à ga-

(1) La proportion des libérés aux individus sans antécédents judiciaires dans les colonies de travailleurs de l'Allemagne était, en 1889, de 73 p. 100 contre 23 p. 100.

(2) Dans le grand-duché de Bade, la direction centrale des sociétés de patronage a donné des capitaux considérables pour la création de colonies de travailleurs (*Bulletin*, 1890, p. 237 et suiv.) ; dans le royaume de Wurtemberg et dans les provinces de Hanovre et de Schleswig-Holstein, les sociétés de patronage donnent des subventions annuelles à des colonies du même genre.

La Société des prisons des provinces du Rhin et de Westphalie a, de même, exercé auprès des associations nées sous ses auspices, une influence heureuse dans le sens du

gner honorablement leur vie. Les difficultés qu'elles rencontrent ne viennent pas uniquement des préventions qu'inspirent ces malheureux, mais aussi de ce que le genre de travail qu'ils sollicitent ne se présente pas toujours dans les limites de la sphère d'action de la société à laquelle ils se sont adressés, et de ce que cette société ignore si une occasion favorable ne se trouverait pas dans le ressort d'une société voisine. Le bureau central peut prendre les dispositions nécessaires pour que toutes les offres de travail, qui viendraient à se produire dans l'étendue de son ressort, soient immédiatement portées à sa connaissance et, par son entremise, communiquées à époque fixe, tant aux directeurs des établissements pénitentiaires qu'aux sociétés de patronage locales. Cette organisation existe depuis quelque temps dans le grand-duché de Bade, où toutes les entreprises de construction relevant de l'État, des communes ou même des simples particuliers (chemins de fer, routes, travaux d'endiguement, églises, écoles, prisons, fabriques, etc.), ainsi que toutes autres entreprises de grands travaux, se font connaître au bureau de la direction centrale des sociétés de patronage, qui procède ensuite comme il vient d'être dit. Ces annonces sont d'autant plus pratiques, qu'elles sont accompagnées d'indications détaillées sur la nature et la durée du travail, les outils ou instruments nécessaires, le taux du salaire, les dépenses de nourriture et de logement, ainsi que sur la mesure dans laquelle la société dont relève chaque libéré peut contribuer à ses dépenses pendant les premiers jours de travail.

Une autre tâche rentrant dans les attributions de l'organe central, c'est d'inaugurer et de diriger dans un sens utile et pratique des relations de province à province entre les diverses sociétés de patronage, et d'arriver à nouer des rapports avec celles qui existent en pays étranger; par cette voie, on pourra donner satisfaction aux condamnés de nationalité étrangère qui demandent leur rapatriement après avoir subi leur peine, et l'application des conventions internationales auxquelles nous avons précédemment fait allusion s'en trouvera facilitée. Il arrive souvent qu'un libéré qui éprouve de grandes difficultés pour trouver du travail dans

développement des institutions destinées à prévenir l'augmentation de la criminalité. Enfin, on peut citer encore, comme féconds en excellents résultats, les efforts du conseil de direction de la Société de patronage de Berlin, qui, sans constituer, à proprement parler, un organe central de patronage, a pu, grâce à l'étendue de ses opérations et au sectionnement de ses sous-comités, arriver à conclure avec les fourneaux populaires, les asiles de nuit, etc., des arrangements de nature à assurer le logement et la nourriture de ses libérés.

la localité où il vient de purger sa condamnation, s'en procurerait aisément dans son pays d'origine. La société de patronage du lieu de sa libération peut se montrer disposée à faire les frais de son rapatriement, mais elle s'y prêtera d'autant plus volontiers qu'elle sera assurée de pouvoir compter, le cas échéant, sur la réciprocité du même procédé de la part des sociétés de la province ou de l'État auquel appartient le libéré qu'elle rapatrie. Une entente générale peut seule lui donner cette certitude.

Il importe, d'autre part, de se montrer réservé dans cette sorte de libre-échange des libérés entre sociétés de patronage. C'est l'indigénat qui doit être, suivant l'expression de M. le pasteur von Koblinski, le *centre de gravité* du patronage. Le changement de résidence est surtout nécessaire pour les libérés absolument tarés; il est, en général, inutile pour les ouvriers des champs, qui trouvent à peu près partout un égal emploi de leurs bras; enfin, s'il est facile pour les célibataires, il est presque impraticable pour les libérés mariés, qu'il ne faut point séparer de leurs familles, à moins de nécessité absolue.

La centralisation projetée permettra aussi de dresser tous les ans, ou à des intervalles plus ou moins longs, des rapports d'ensemble sur les résultats obtenus par les diverses associations de patronage et sur les observations qu'elles auront recueillies, ainsi que sur celles que le bureau central aura pu faire par lui-même, et de communiquer ces rapports aux membres des sociétés, et même de leur donner une publicité plus étendue.

Elle présentera, enfin, en dehors de son intervention matérielle, un dernier avantage, celui de donner l'impulsion aux réformes que peut comporter l'œuvre du patronage, de suivre sur ce terrain les efforts individuels des diverses sociétés, et de les mettre en lumière et en valeur avec une réelle autorité (1).

Quelque importante et quelque chargée de hautes responsabilités que soit la mission de l'Organe central, ainsi comprise, les associations particulières n'en doivent pas moins conserver un champ d'action étendu et une indépendance véritable, notamment au point de vue de l'étendue de leur rayonnement. Depuis une dizaine d'années, des sociétés de patronage qui avaient délimité

(1) Il convient de signaler à nouveau, dans cet ordre d'idées, les services rendus par la Société des prisons des provinces du Rhin et de Westphalie, qui provoque de la part des sociétés qui lui sont affiliées, d'intéressants rapports et des discussions non moins intéressantes sur les plus graves problèmes du patronage, et les communique à ses membres dans ses assemblées générales annuelles.

plus ou moins étroitement leur terrain d'action, en restreignant, par exemple, leur protection aux habitants de leur cité, en sont venues à accueillir les libérés de toute origine, les hommes comme les femmes, les délinquants sans antécédents aussi bien que les repris de justice, les jeunes détenus comme les adultes, les individus détenus préventivement et bénéficiant d'une ordonnance de non-lieu comme les condamnés, les étrangers comme les nationaux, et à comprendre dans la sphère de leur assistance les familles mêmes des détenus (1). En considérant le puissant concours matériel qu'elles sont fondées à espérer de la part du bureau central, elles ne peuvent, disait dans son remarquable rapport M. Fuchs, « que se sentir encouragées à se départir des restrictions incompatibles avec la largeur de vues que commande une charité bien ordonnée »(2).

Dans tous les cas, il est certain que le maintien de l'indépendance absolue des sociétés locales est une des conditions essentielles de leur bon fonctionnement. L'expérience enseigne que l'esprit de bienfaisance et de dévouement attache un prix extrême à la liberté de son initiative, et s'est toujours montré hostile à la tutelle administrative. La surveillance trop jalouse d'un comité central effaroucherait ses susceptibilités au même degré qu'une indiscrette ingérence de l'État. Pour mettre hors de contestation le respect de cette indépendance, il doit demeurer entendu que toutes les demandes de patronage seront adressées aux sociétés locales, et que leurs conseils d'administration auront seuls compétence pour répondre à ces demandes ; enfin, que leur droit de disposer de leurs ressources personnelles en faveur d'œuvres de patronage s'exercera sans aucune espèce de restriction (3). Le surveillance de l'Organe central devrait, suivant

(1) Dans le grand-duché de Hesse et en Saxe, les sociétés de patronage sont autorisées par leurs statuts à venir en aide aux familles des condamnés, même pendant le temps où ils subissent leur peine.

(2) Au point de vue de l'efficacité pratique, on peut se demander s'il est bien expédient que les sociétés de patronage fondées en vue de l'assistance à donner aux libérés étendent outre mesure leur action (V. *Bulletin*, 1891, p. 85 et suiv. 192 et suiv.).

(3) Il règne à cet égard, en Allemagne, des pratiques diverses. Tandis que, dans le grand-duché de Bade, dans la province de Hanovre et dans les cercles de la Haute-Bavière, le budget de l'Organe central est administré dans des conditions absolument distinctes du budget des sociétés particulières, dans le grand-duché de Hesse et dans le royaume de Wurtemberg, l'actif social de cet Organe consiste dans des capitaux dont il a l'administration et qui proviennent des excédents de recettes que les sociétés locales lui versent après avoir pourvu à toutes leurs dépenses; dans d'autres régions, les sociétés locales versent chaque année au bureau central une subvention calculée sur le produit des cotisations de leurs membres ; dans la province de Saxe, chaque société verse la même somme de 20 marcs (25 fr.)

l'opinion qui a prévalu au congrès de Fribourg-en-Brisgau, consistait à peu près uniquement dans la réception des comptes de chaque société locale, ou, au moins, d'un état de leurs caisses.

Il y aurait un danger non moins grand à tenter d'imposer des règles uniformes dans une matière où tout varie suivant les conditions locales. En Allemagne, l'organisation du bureau central diffère plus ou moins dans les divers États : dans le Wurtemberg et Hesse-Darmstadt, par exemple, il dirige d'une manière effective le patronage dans le pays tout entier ; à Dusseldorf, au contraire il se borne à fonder et à réglementer l'œuvre du patronage, sans y prendre, en fait, aucune part active ; ailleurs, les associations de district et les sociétés des prisons n'exercent qu'une centralisation en quelque sorte idéale, ne font que préparer le travail des sociétés locales indépendantes, et que *patronner*, pour ainsi dire, le *patronage* : Halle, par exemple joue le rôle de centre pour les sociétés de la province de Saxe et le duché d'Anhalt, en envoyant tous les trois mois, à chaque société et à chaque synode paroissial une liste de tous les détenus incarcérés dans une prison, une maison d'arrêt ou une maison de correction, pour y subir une peine de six mois au moins ; le bureau central de Halle a installé des administrateurs dans les localités dépourvues d'associations de patronage ; mais, dans la pratique, les administrateurs et les sociétés exercent le patronage avec une indépendance entière ; l'Organe central remet un projet de statuts, sur leur demande, aux sociétés qui se fondent, mais ne le leur impose pas. Il y a là des traditions à respecter, des susceptibilités à ménager. Il serait dangereux de risquer, en imposant partout un type unique d'organisation centrale, de froisser des habitudes d'initiative personnelle plus ou moins invétérées.

A la suite de la discussion qui s'était élevée sur la question d'une fédération *régionale*, le Congrès de Fribourg-en-Brisgau adopta la résolution suivante, proposée par M. Fuchs : « L'institution d'un Organe central chargé de diriger l'œuvre du patronage dans un État (de l'Allemagne), une province ou un district, est de la plus haute importance pour la bonne organisation et la vitalité du patronage. Cet Organe aura une valeur pratique d'autant plus grande, qu'il laissera la plus large expansion à l'activité des sociétés, et tiendra à leur disposition tous les moyens propres à les aider dans l'accomplissement de leur tâche. Il conviendra de déterminer avec précision la mission qui incombe à la direction

centrale, en ayant soin de laisser aux sociétés locales la plus grande autonomie possible. La direction centrale s'attachera à entretenir avec le gouvernement du pays auquel elle appartient des relations ayant pour base une collaboration courtoise dans la poursuite d'un but commun, mais sous la réserve du respect le plus complet de sa propre indépendance ».

II. *Fédération nationale.* — L'assemblée se livra, en second lieu, à l'étude des questions se rattachant à la création d'une fédération *nationale*, c'est-à-dire d'une Union de toutes les sociétés de patronage allemandes sous une direction unique. La nécessité de cette institution s'était-elle manifestée ? Quelles attributions pourraient lui être conférées ? Quelle organisation conviendrait-il de lui donner ? Tels étaient les points à discuter.

La plupart des associations conçues dans un but de bienfaisance ou d'humanité se sont depuis longtemps attachées, en Allemagne, à créer, pour tout le territoire, un comité central chargé de veiller à leurs intérêts communs. On pourrait donc s'étonner que les sociétés de patronage, qui ne le cèdent en rien à ces associations au point de vue de leur ancienneté, de leur objet et des résultats obtenus, aient autant tardé à se grouper en une fédération nationale. La première idée d'un semblable groupement général remonte à l'année 1837, époque à laquelle la société pour l'amendement des libérés de Berlin reçut la mission de se mettre à la tête des diverses sociétés de patronage de la Prusse ; elle contribua à la fondation de la société de Potsdam et peut-être aussi de quelques autres sociétés de la province de Brandebourg ; puis, ces associations locales se mirent à fonctionner d'une manière indépendante, et l'action de la société de Berlin cessa de se faire sentir.

C'est du comité de la société des provinces du Rhin et de Westphalie qu'émana la première proposition faite dans le sens d'une véritable fédération allemande : elle aboutit à une résolution votée à Giessen, le 1^{er} juillet 1879, par la vingtième assemblée générale de la Société de patronage des libérés du grand-duché de Hesse, qui demanda qu'une conférence des délégués des sociétés allemandes fût tenue, tous les trois ans, en même temps que l'assemblée générale de l'Association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires de l'Allemagne.

La question fut reprise le 16 septembre 1886, dans une conférence des délégués des sociétés de patronage allemandes, tenue à

Francfort-sur-le-Mein à l'occasion de la session de l'association précitée, et à laquelle les sociétés de Berlin et de Francfort et les bureaux centraux de Cassel, Wiesbaden, Dusseldorf, Stuttgart et Carlsruhe étaient représentés. Il s'agissait de rechercher comment le patronage pourrait utilement s'exercer vis-à-vis des libérés allemands sortant d'une prison de la Suisse et demandant leur rapatriement. La direction centrale des sociétés de patronage du grand-duché de Bade fut invitée à poursuivre des négociations en vue de cet objet avec la Société de patronage de Bâle-Ville, et à en faire connaître le résultat aux sociétés allemandes. Un accord intervint, conformément à ce vœu, le 29 octobre suivant, et fut notifié aux associations de l'Allemagne, avec prière de faire connaître, le cas échéant, leur adhésion: 9 sociétés allemandes et 14 bureaux centraux déclarèrent y adhérer, ainsi que les sociétés de 7 cantons suisses et l'administration de la police du canton de Soleure (1).

Du moment où l'on avait réussi à nouer des liens internationaux, il devenait évident que la nécessité s'imposait de créer pour toute l'Allemagne un Organe commun, destiné non seulement à faciliter la conclusion de conventions semblables de nation à nation, mais aussi à établir et à maintenir une sorte d'unité de jurisprudence dans les questions d'intérêt général touchant au patronage, à mettre les sociétés locales en mesure de se protéger mutuellement contre les abus auxquels elles sont exposées, et de faciliter le rapatriement des libérés étrangers. Il est intervenu, depuis quelques années, des conventions particulières entre certains États faisant partie de l'Empire allemand, en vue de ce rapatriement, par exemple entre Bade d'une part, Hesse et Wurtemberg de l'autre, et entre Wiesbaden, Francfort-sur-le-Mein et Hesse; mais ces accords isolés demeurent notoirement insuffisants pour résoudre le problème qui se pose d'une manière générale, et pour prévenir les difficultés de province à province et de pays à pays. Le rapport de M. Fuchs cite le cas d'un individu originaire d'Altona, qui, après avoir été détenu préventivement à Fribourg-en-Brisgau, en 1886, et remis en liberté, demanda à la société de patronage de cette ville de l'aider à regagner sa ville natale; sa requête étant appuyée par le ministère public, la société lui fournit des vêtements et un billet de chemin de fer pour Heidelberg, avec une recommandation pour la société locale.

(1) V. *Bulletin*, 1885, p. 631; 1889, p. 385 et 752.

laquelle lui donna de l'argent pour sa nourriture et son voyage jusqu'à Francfort-sur-le-Mein; enfin, la société de Francfort se décida à payer le reste du parcours jusqu'à Altona, qui représentait une somme considérable, mais se plaignit aux deux premières sociétés de la lourde charge qu'elle avait eu à supporter. Il intervint un accord à la suite de cet incident; mais on comprend qu'il y a intérêt à éviter le retour de semblables conflits, par la promulgation de règles générales que les associations isolées et les groupes régionaux eux-mêmes sont impuissants à formuler, et qui ne pourraient être imposées que par une direction centrale, rayonnant sur tout le territoire de l'Empire. On ne saurait, d'ailleurs, rien imaginer de plus défavorable à l'amendement moral d'un libéré qu'une semblable promenade d'une société de patronage à une autre.

La plupart des considérations invoquées en faveur de l'établissement de bureaux centraux *régionaux*, militent également dans le sens de l'institution d'un comité central *national*. M. Fuchs caractérisait, dans son rapport, par la formule *in necessariis unitas*, l'esprit dont il convenait de s'inspirer dans le règlement des attributions dont la direction centrale devait être investie.

La première, c'est, ainsi qu'on vient de le voir, de poser des règles uniformes pour le rapatriement des libérés (1); de centraliser les informations qui permettent de diriger dans un sens utile l'émigration des libérés dont l'amendement ne paraît possible qu'à la condition de leur procurer un changement de milieu complet (2); de préparer les bases de conventions à conclure

(1) Dans le grand-duché de Bade, le nombre des libérés étrangers au grand-duché, mais cependant de nationalité allemande, qui ont demandé le patronage, a été de 73 sur 401 en 1885, de 78 sur 412 en 1886, et de 94 sur 481 en 1887; pendant les mêmes années, les sommes dépensées pour le rapatriement de certains d'entre eux ont été de 67, 87 et 121 marcs. Dans la Basse-Alsace, le nombre des solliciteurs de nationalité allemande étrangers à l'Alsace, a été de 40 sur 86 en 1885, de 80 sur 158 en 1886, et de 21 sur 185 en 1887. A Berlin, où il est de règle d'éloigner de la capitale les patronnés qui n'en sont point originaires et de leur donner l'assistance dans leur propre pays, il a été dépensé en 1886 une somme de 1.487 m. 15 pfennigs (1.858 fr. 94) en billets de chemin de fer. Si l'on considère que le grand-duché de Bade, par exemple, ne représente que la 30^e partie de l'Empire allemand, on comprendra que c'est par milliers qu'il faut compter, pour l'ensemble du territoire, les libérés qui demandent à passer d'un Etat dans un autre ou dans une autre province d'un même Etat.

(2) On sait que la plupart des pays dans lesquels l'émigration peut s'opérer ne mettent aucun empressement à favoriser l'immigration des libérés étrangers; d'autre part, c'est un devoir que d'assurer aux libérés des moyens d'existence dans leur nouveau pays d'adoption, et un comité central peut seul concentrer à ce point de vue des renseignements utiles.

avec les États voisins (1) pour l'exercice international du patronage (2) ; enfin, de tenir les sociétés de patronage allemandes au courant des faits intéressants qui se produisent à l'étranger, et de les représenter dans les congrès pénitentiaires internationaux, sans préjudice de l'envoi de délégués spéciaux, que chaque société resterait libre de faire en son nom personnel.

Le comité central national aurait encore pour mission :

1° De publier une feuille de renseignements, destinée à faciliter les rapports entre les administrations des établissements pénitentiaires et les sociétés de patronage et, par suite, la prompt solution des questions pratiques auxquelles donnent lieu les questions d'assistance ;

2° D'étudier les problèmes se rattachant à des œuvres analogues à celle du patronage ; de rechercher, notamment, s'il ne conviendrait point de confier aux sociétés de patronage, dans une mesure qu'il resterait à déterminer, la surveillance des individus placés sous le contrôle de la police et des détenus libérés conditionnellement, ainsi que l'initiative et la mise en mouvement de la procédure de l'éducation forcée vis-à-vis des enfants moralement abandonnés ; puis, de préparer et de soumettre aux pouvoirs publics des projets de loi motivés sur ces diverses questions ;

3° De poser les bases d'une statistique *uniforme*, relatant les résultats obtenus par les sociétés de patronage, notamment en ce qui concerne la conduite des libérés pendant le temps du patronage et après son expiration, et d'en publier le résumé dans une revue spéciale qui ouvrirait ses colonnes à tous les travaux scientifiques se rattachant à la matière, en même temps qu'aux offres de de travail qui viendraient à se produire ; chaque société affiliée recevrait un nombre d'exemplaires de cette revue proportionnel à son importance numérique.

En ce qui touche l'organisation à donner à l'Union générale des sociétés de patronage allemandes, on s'accorda à reconnaître qu'elle devait être aussi simple que possible. L'idée de confier la direction des affaires communes intéressant le patronage à une

(1) Parmi ces États voisins, M. Fuchs a cité après la Suisse, qui a inauguré ces relations, les Pays-Bas, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, et éventuellement (*sic*) la France (conf. *supra*, p. 461).

(2) Le seul procédé en usage jusqu'à ce jour pour le rapatriement des libérés étrangers, c'est leur remise par la police d'un pays aux autorités de l'autre, — expédient humiliant et décourageant pour ces malheureux.

société déterminée souleva des objections faciles à comprendre. L'assemblée donna la préférence à la proposition de M. Fuchs, consistant à ouvrir l'entrée de l'Union à toutes les sociétés de patronage et aux groupes régionaux de sociétés et à faire de leur fédération générale une section de l'Association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires de l'Allemagne. Cette section se réunirait, tous les trois ans, à l'époque de l'assemblée générale de ladite association; elle délibérerait sur les réformes proposées, ainsi que sur les voies et moyens nécessaires à son propre fonctionnement, procéderait à l'élection des membres du comité de direction et voterait, le cas échéant, des modifications aux statuts.

Le comité de direction se composerait d'un certain nombre de membres titulaires ou suppléants, auxquels serait adjoint un secrétaire-trésorier, et se réunirait une fois par mois. On aurait soin de faire une part égale, dans son sein, aux représentants des diverses confessions, et de ne laisser l'influence d'aucun culte prédominer au préjudice des autres. Le comité aurait pour mission d'assurer l'exécution des décisions de l'assemblée générale de l'Union centrale; d'aplanir toutes les difficultés provenant de divergences d'opinion; de donner des conseils et des renseignements aux sociétés faisant partie de la fédération; de faire rentrer les cotisations; de créer une publication, qui pourrait n'être qu'une annexe de la Revue de l'association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires allemandes; de dépouiller les travaux destinés à être publiés; de rédiger un rapport annuel; et de représenter l'Union auprès des autorités administratives, des congrès, etc.

Le bureau de ce comité, composé du président et du secrétaire, serait chargé de l'expédition des affaires courantes et de la préparation des travaux du comité dans l'intervalle de ses sessions.

D'autre part, les sociétés de patronage et les groupes de sociétés faisant partie de l'Union auraient pour obligation de se soumettre aux décisions de l'assemblée générale, et de supporter les frais occasionnés par le fonctionnement de l'institution. Ces frais seraient fort restreints, car les fonctions des membres du Comité de direction seraient gratuites; il n'y aurait à pourvoir qu'aux dépenses des publications, ainsi qu'au traitement du secrétaire, au paiement des fournitures de bureau, à l'affranchissement des correspondances, etc.; et ces dépenses se trouveraient réduites à leur plus simple expression, par suite de l'affiliation

de l'Union centrale du patronage à l'Association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires. Quant aux frais de voyage des membres de l'Union centrale, ils seraient supportés, en principe, par les sociétés ou groupes de sociétés qui les auraient délégués. On pourrait, d'ailleurs, compter, dans une certaine mesure, sur des subventions fournies par le budget de l'Empire ou les budgets des divers États intéressés.

La discussion sur la *fédération nationale* des sociétés de patronage se termina par le vote des deux résolutions suivantes : « 1° L'assemblée déclare qu'il paraît nécessaire de créer une fédération des sociétés de patronage allemandes ; 2° L'assemblée décide qu'elle se réunira de nouveau lors de la prochaine assemblée générale de l'Association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires de l'Allemagne, et nomme une commission, ayant le droit de se compléter par voie de cooptation, qui sera chargée d'étudier, dans l'intervalle, les questions qui sont d'un intérêt commun pour les sociétés de patronage allemandes. »

MM. Fuchs, Stadler et von Jagemann furent nommés membres de cette commission, qui commença ses travaux sans retard et adressa, le 10 décembre 1889, aux sociétés de patronage allemandes un projet de statuts pour l'Union centrale de ces sociétés, ainsi qu'un projet de convention entre les diverses sociétés en vue de la réciprocité de l'assistance à donner aux libérés des divers états de l'Allemagne, un projet de règlement pour les assemblées générales de cette fédération et pour le comité de direction, et, enfin, un projet de notice individuelle à remplir pour chaque libéré. Il serait prématuré de reproduire aujourd'hui ces documents, qui peuvent subir des modifications. Nous les publierons lorsqu'ils auront reçu la sanction du prochain congrès, qui se tiendra en 1892, en même temps que l'assemblée générale de l'Association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires.

Deux autres questions étaient encore à l'ordre du jour du congrès de Fribourg-en-Brisgau :

« 1° En présence de l'éparpillement des forces de l'esprit d'association, y a-t-il lieu de recommander, comme désirable et pratique, surtout dans les petites localités, une union plus étroite des efforts tentés dans un but commun, quoique dans des voies diverses, pour protéger la société contre le crime (patronage, édu-

cation forcée, colonies de travailleurs, associations contre la mendicité, stations de secours en nature, auberges de rapatriement, cuisines populaires, bureaux de placement, associations contre l'ivrognerie, etc.? (Rapporteurs: M. le pasteur Græber et M. le conseiller supérieur de régence von Massow).

« 2° A quel titre l'assistance à donner aux familles des détenus pendant le temps de l'exécution de la peine rentre-t-elle dans la mission du patronage? Dans quelle mesure et par qui doit-elle être exercée? Quelle est la part que doivent, notamment, y prendre les sociétés de patronage? » (Rapporteur: M. l'abbé Kraus).

Le temps manqua pour discuter ces questions au congrès de 1889. Elles furent renvoyées à la session de 1892. Nous rendrons compte de la discussion qui interviendra à ce moment, ainsi que des rapports dont chacune d'elles a déjà été l'objet.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail, de rechercher l'application qui pourrait être faite, en France, de l'idée d'une fédération nationale des sociétés de patronage. Lorsqu'un projet de cette nature sera suffisamment mûri pour passer de la théorie dans la pratique, peut-être conviendra-t-il de s'inspirer, dans une certaine mesure, des précédents fournis par la discussion que nous venons d'analyser. Nous pensons, notamment, qu'en France comme en Allemagne, il importera au plus haut degré d'aborder l'organisation de l'Union centrale dans un esprit de respect absolu de l'indépendance des sociétés locales, et de stricte économie dans les dépenses d'intérêt commun. A ce point de vue, le *Bulletin de la Société générale des prisons* pourrait offrir à la fédération nouvelle un organe naturel, en développant encore la part qu'il n'a cessé de faire, comme nous le disions en commençant, aux questions de patronage. Peut-être même pourrait-on étudier avec profit la pensée d'une affiliation de cette fédération à notre Société, à l'image du projet formé, en Allemagne, pour le rattachement de l'Union centrale des sociétés de patronage à l'Association des fonctionnaires des administrations pénitentiaires.

Georges Dubois.

ÉTUDES STATISTIQUES

SUR LES

PRISONS DE LA GRANDE-BRETAGNE

(Exercice 1889 - 1890.)

Une enquête à la « convict prison » de Chatham (mars-avril 1890).

L'année dernière nous avons publié dans le *Bulletin* de la Société (p. 747-775) un article sur les prisons de la Grande-Bretagne ; il est utile de continuer ces études statistiques en résumant les derniers rapports officiels présentés au Parlement anglais pour l'exercice 1889-1890.

I

ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES

A. — Local Prisons (1).

Le nombre des individus internés dans les 59 « Local Prisons », du 1^{er} avril 1889 au 31 mars 1890, a été de 155.437.

Voici la décomposition de ce chiffre comparé avec les résultats de l'exercice précédent :

	EXERCICES	
	1888-1889.	1889-1890.
Individus condamnés par les tribunaux ordinaires	153.963	145.208
Soldats et marins	1.222	1.243
Prisonniers pour dettes ou condamnations civiles	8.664	8.926
TOTAUX.....	163.849	155.437

(1) Thirteenth report of the commissioners of Prisons, with appendices (for the year ended 31 st march 1890) 2 vol. in 8°. 171-107 p. London, Eyre and Spottiswoode. 1890 (Price 1^s 11 1/2^d).

En laissant de côté les marins et les débiteurs la diminution en faveur de l'exercice 1889-1890 est de 8.695.

Les restants au 31 mars 1890 étaient de 13.745 (1) et la moyenne journalière donne 13.877 (2) déduction faite des convicts subissant une partie de leur peine dans les cellules des « Local Prisons ».

La diminution constante signalée par les rapports précédents continue donc :

Population moyenne.	1879-1880.....	19.835
—	— 1882-1883.....	17.876
—	— 1885-1886.....	15.375
—	— 1888-1889.....	14.758
—	— 1889-1890.....	13.877

Sur le total des internés, 51.678 hommes et 28.770 femmes avaient subi des condamnations antérieures; ces récidivistes sont comme toujours des voleurs, des ivrognes ou des vagabonds.

En vertu du « habitual criminals Act. 1869 » (art. 6) modifié par le « Prevention of crimes Act. 1871 » (art. 6 § 5), le signalement détaillé de toute personne admise dans les « Local Prisons » est adressé à l'un des principaux Secrétaires d'État de Sa Majesté. Ce signalement est divisé en neuf sections : tête et figure, cou et gorge, poitrine, ventre et aine, dos et reins, bras, mains et doigts, cuisses et jambes, pieds. Le rapport (p. 158-161) donne les détails les plus complets sur ce service anthropométrique.

(1) Il est bon de noter la répartition par âge.

	DÉTENUS APPARTENANT AU SEXE	
	masculin.	féminin.
Au-dessous de 12 ans	9	»
De 12 à 16 ans.....	178	22
— 16 à 21 —.....	2.187	237
— 21 à 30 —.....	3.784	725
— 30 à 40 —.....	2.670	643
— 40 à 50 —.....	1.405	391
— 50 à 60 —.....	620	175
Au-dessus de 60 ans.....	567	92
TOTAUX.....	11.420	2.325

(2) Le chiffre maximum est 15.143; il correspond au 14 juin 1889; le chiffre minimum 13.248, 4 mars 1890.

Les détenus sont employés à divers métiers; le rapport (I. app. 22, p. 163) en indique 151; mais cette liste que l'on a tenu à faire longue renferme des articles qui rentrent évidemment dans la même profession, celle des tailleurs par exemple, et on y voit figurer telle ou telle nature de travaux n'occupant peut-être qu'un seul prisonnier.

Les soins médicaux ont été donnés à 3.351 hommes et 1.256 femmes; on compte onze suicides; la moyenne des décès, sept pour mille, se trouve inférieure de 1,01 p. 1.000 à celle des dix dernières années. Le médecin-inspecteur pense que l'on ne pourra guère obtenir dans l'avenir des résultats plus satisfaisants. Partout, d'ailleurs, une attention particulière est apportée aux questions d'hygiène notamment en ce qui concerne l'eau fournie aux établissements pénitentiaires.

Cent-sept refuges ou « discharged Prisoners Aid societies » s'occupèrent, durant l'exercice 1889-1890, de 18.568 libérés (14.841 h. 3.727 f.). L'importance des 59 « Local Prisons » est très variable. Le tableau ci-après indique les dix établissements les plus considérables et les dix asiles renfermant le nombre minimum d'internés (Rapp., p. 18-19).

NOMS des LOCAL PRISONS	POPULATION au 4 MARS 1890	NOMS des LOCAL PRISONS	POPULATION au 4 MARS 1890
Pentonville.....	1.079	Shepton.....	54
Strangeways.....	959	Oxford.....	52
Wandsworth.....	943	Swansea.....	50
Millbank.....	855	Hereford.....	45
Holloway.....	772	Aylesbury.....	44
Liverpool.....	676	Bodmin.....	34
Stafford.....	577	Carnarvon.....	31
Wakefield.....	555	Carmarthen.....	31
Durham.....	397	Kendal.....	12
Leeds.....	386	Brecon.....	12

Si nous comparons maintenant les dépenses (*calculées en francs*), avec les chiffres de 1888-1889, nous arrivons aux résultats suivants (Rapp., p. 46).

NATURE DES DÉPENSES	EXERCICES	
	1888-1889.	1889-1890.
Dépenses de toute nature pour le personnel.....	5.050.000	4.927.000
Nourriture et entretien des détenus.....	1.878.000	1.823.000
Éclairage, chauffage, constructions, réparations.....	2.284.000	2.045.000
Transports, dépenses diverses...	984.000	980.000
	10.196.000	9.775.000
En déduisant les travaux de construction.....	1.210.000	1.015.000
On a.....	8.986.000	8.760.000

Les dépenses de personnel absorbent encore, comme on le voit, plus de la moitié du crédit.

La conduite des détenus est bonne en général, et au point de vue du travail pénible « hard Labour » des améliorations ont été réalisées. Jusqu'ici on employait (Rapp., p. 53) :

1° La roue de discipline (Tread wheel);

2° Les manivelles (cranks) mises en relation avec des pompes, des moulins à farines, etc., un compartiment distinct étant réservé à chaque prisonnier ;

3° Des manivelles fixées dans les cellules et donnant lieu à un certain déploiement de forces de la part des détenus sans travail productif;

4° Les cabestans reliés à des machines élévatoires.

On s'attache actuellement, à utiliser le « tread-wheel » pour puiser de l'eau, moudre du blé, scier du bois; on a renoncé aux cabes-

tans qui nécessitaient l'emploi en commun des condamnés, ces cabestans se trouvent remplacés par des manivelles permettant de maintenir le principe de l'isolement. On ne peut qu'applaudir à ces heureuses innovations (1).

B. — Convict Prisons (2).

Du 1^{er} avril 1883 au 31 mars 1890, il y eut 951 individus (879 h. 72 f.) admis dans les « Convict Prisons » à la suite de condamnations (non compris les réintégrés). Ce chiffre, un peu supérieur à celui de l'exercice précédent (822 h. 63 f.), est encore fort minime si l'on tient compte de l'accroissement de la population. Quant au total des existants à la clôture de l'exercice il suit la décroissance des peines prononcées depuis un dizaine d'années.

Convicts restants au 31 décembre 1869.....	11.660
— — — 1875.....	10.765
— — — au 31 mars 1880.....	10.839
— — — 1885.....	9.154
— — — 1889.....	6.572
— — — 1890.....	6.125

Ces 6.125 condamnés se répartissaient ainsi (Rapp. I, p. XXIII-XXIV):

«Convict Prisons»... ..	4.829 hommes,	301 femmes.
Broadmoor asylum.....	78 —	20 —
« Local Prisons » Angleterre.	448 —	62 —
Prisons d'Écosse.....	301 —	71 —
Australie occidentale.....	19 —	» —
	5.675 hommes,	454 femmes.

Voici le montant (*en francs*) des dépenses constatées (Rapp. I, XXVI, XXIX. — *Bulletin* de la Société, 1890, p. 754-757):

(1) L'hon. E. F. du Cane est toujours Président des « commissioners of Prisons ».
(2) Report of the Directors of convict Prisons for the year 1889-1890. With appendix : in 8°. Part. I, XLIX, p. Part. II, 62, p. London-Eyre and Spottiswoode 1890. (Price 6^d).

NATURE DES DÉPENSES	EXERCICES	
	1888-1889.	1889-1890.
Dépenses de toute nature pour le personnel.....	3.286.000	3.145.000
Nourriture, entretien des convicts, pensions des infirmes et des aliénés.....	1.837.000	1.675.000
Éclairage, chauffage, eau, réparations.	570.000	430.000
Dépenses diverses.....	129.000	115.000
TOTAUX.....	5.822.000	5.365.000

Il est utile de se rendre compte du prix de revient des convicts dans chaque établissement, le tableau n° 8 du rapport nous fournit les éléments de ce calcul ainsi que le produit du travail des détenus, non compris l'évaluation des journées employées au service intérieur des prisons.

PRISONS	POPULATION moyenne.	DÉPENSE moyenne par convict (en francs) (1).	PRODUITS DU TRAVAIL (en francs). (Admiralty - War department - Prisons building - Manufactory-Farm).
	HOMMES	fr. c.	fr. c.
Borstal.....	409	958 20	255.517 35
Chatham.....	997	873 40	560.854 25
Dartmoor... ..	823	977 60	289.769 45
Dover.....	84	1.843 85	58.811 95
Parkhurst.....	521	994 85	173.475 20
Portland.....	861	884 55	500.371 35
Portsmouth.....	835	820 10	680.713 40
Wormswood scrubs..	503	1.031 95	498.918 10
	FEMMES		
Woking.....	326	1.266 10	44.854 15
	5.359	955 30	2.763.285 20

(1) Non compris : les dépenses de constructions et les pensions d'infirmes, d'aliénés, qui figurent dans le chiffre de 5.365.000 francs indiqué précédemment.

Si à ces.....	2.763.285 fr.
Nous ajoutons l'évaluation des journées de service intérieur (Rapp. II ^e part.) soit.....	671.143

Le total est de..... 3.434.428 fr.

Il se montait à 3.799.000 francs pour l'exercice 1888-1889 qui comportait, il est vrai, un chiffre plus élevé de convicts puisque l'on compte seulement en 1889-1890, 1.481.207 journées de travail au lieu de 1.512.162 chiffre de l'exercice précédent.

Il y a eu dans les « convict Prisons » 62 décès soit 11,6 p. 1.000. Le médecin inspecteur constate que les égouts, appareils de chauffage, de ventilation, sont en parfait état et qu'aucune mort ne peut être attribuée à des conditions hygiéniques défavorables.

Les auteurs du rapport (1) reviennent (p. VII-XIV) sur la question de la durée des peines et regrettent qu'il n'existe pas de pénalités intermédiaires entre les deux ans qui forment le maximum de l'emprisonnement et les cinq ans, minimum des condamnations à la servitude pénale. Ils se livrent à ce sujet à un examen critique du « Pénal servitude act. 1864 » et montrent que les dispositions adoptées à la suite de l'enquête de 1863 sont dues en partie à l'affolement causé en Angleterre par la série de crimes commis de 1860 à 1862, par des malfaiteurs que l'on appela « les étrangleurs de Londres ». Or, dit le rapport (p. XI), ces attaques nocturnes étaient dues, l'expérience l'a prouvé, à un petit nombre d'individus qui avaient adopté ce mode particulier d'agressions ; elles cessèrent dès qu'ils eurent été arrêtés et exécutés. Il ne faut donc pas, lors de la confection des lois pénales, se préoccuper outre mesure des incidents exceptionnels pouvant se produire à un moment donné dans l'état général de la criminalité.

II

ÉCOSSE. (2)

Le rapport adressé au secrétaire de Sa Majesté pour l'Écosse (L'hon. marquis de Lothian) par les commissioners (MM. Beatson Bell, président ; M'Hardy, Pearson, Auldjo - Jamieson)

(1) Hon E. F. du Cane, président. MM. W. Fagan, W. F. Stopford, H. Wakelord, directeurs.

(2) Twelfth annual report of the prison commissioners for Scotland 1889-1890 in-f° 59 p. Edinburg (Eyre and Spottiswoode) 1890 (price 10 1/2 d.)

renferme comme d'habitude le tableau général du mouvement de la population dans les établissements pénitentiaires.

Nous le reproduisons ci-après :

	CONVICTS		ORDINARY PRISONERS		CRIMINAL LUNATICS		TOTAL		
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	TOTAL général
Existants le 1 ^{er} avril 1889...	202	82	1.304	436	44	12	1.550	530	2.080
Entrés.....	115	23	29.397	18.135	8	2	29.520	18.160	47.680
Total.....	317	105	30.701	18.571	52	14	31.070	18.690	49.760
Sortis et décédés.....	25	34	29.304	17.972	5	1	29.334	18.007	47.341
Restants au 31 mars 1890..	292	71	1.397	599	47	13	1.736	683	2.419
Moyenne journalière	238	71	1.352	526	45	12	1.635	609	2.244

Ces chiffres qui diffèrent peu de ceux de l'exercice précédent (voir *Bulletin* de la Société, 1890, p. 758) nous fourniront le point de départ de statistiques intéressantes.

Voici en premier lieu la comparaison de la moyenne journalière des détenus de toutes catégories avec le nombre des habitants (1).

ANNÉES	POPULATION de L'ÉCOSSE	MOYENNE des DÉTENUX	ANNÉES	POPULATION de L'ÉCOSSE	MOYENNE des DÉTENUX
1845	2.742.000	2.166	1870	3.336.000	2.778
1850	2.872.000	3.059	1875	3.514.000	3.048
1855	2.978.000	2.378	79-80	3.685.000	3.042
1860	3.054.000	2.165	84-85	3.866.000	2.519
1865	3.185.000	2.478	89-90	4.120.000	2.244

(1) Depuis l'année 1878, les chiffres comprennent les douze mois écoulés du 1^{er} avril au 31 mars.

Si du chiffre des 2.244 détenus nous déduisons ceux admis dans les cellules des postes de police (1), 38, et les 3 prisonniers formant la moyenne de la population de l'établissement d'Inveraray supprimé en août 1889, soit au total 41, il reste 2.203 convicts, prisonniers ordinaires et aliénés criminels. Ces individus se répartissent de la manière suivante ; ce tableau contient également le nombre des directeurs, chapelains, employés attachés à chaque maison, ce rapprochement ne manque pas d'utilité (app. n° VIII et n° XIV).

TABLEAU

(1) Ces « Licensed Police cells » sont ouvertes dans 28 localités et renferment un nombre assez restreint de détenus (voir le *Bulletin* de la Société n° de novembre 1890, p. 763). Trois groupes de « Licensed cells » ont été inaugurés en 1889-1890 à Dingwall, Elgin et Inveraray.

PRISONS	POPULATION moyenne.			PERSONNEL	DIRECTEURS	CHAPELAINS	VISTING clergymen.	MÉDECINS	MÉDECINS consultants.	ÉCONOMES	EMPLOYÉS aux écrivains	SURVEILLANTES (matrons).	LECTEURS de la BIBLIE (Scripture readers)	MAÎTRES	SURVEILLANTS	MAGASINIER et SERVITEURS
	HOMMES	FEMMES	TOTAL													
Aberdeen.....	47	16	63	12	1	1	1	1	»	»	»	1	»	»	5	2
Ayr.....	55	16	71	14	1	1	1	1	»	»	»	1	»	»	7	2
Barlinnie.....	581	»	581	57	1	1	2	1	»	1	4	»	»	3	43	1
Dundee.....	74	27	101	16	1	1	1	1	»	»	»	1	»	»	9	2
Edinburg.....	209	115	324	40	1	1	1	1	»	1	3	1	»	2	28	1
Glasgow.....	136	242	378	50	1	1	2	1	»	1	4	2	1	1	34	2
Greenock.....	42	28	70	15	1	1	1	1	»	»	»	1	»	»	8	2
Inverness.....	27	4	31	8	1	1	1	1	»	»	»	1	»	»	4	»
Kirkwall.....	2	1	3	5	1	1	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1
Lerwick.....	1	»	1	5	1	1	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1
Lochmaddy.....	1	»	1	5	1	1	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1
Maxwelltown.....	33	11	44	10	1	1	1	1	»	»	»	1	»	»	3	2
Perth.....	230	140	370	69	2	1	2	1	1	1	4	1	1	3	50	2
Peterhead.....	164	»	164	51	1	1	1	1	»	»	3	»	»	1	35	8
Stornoway.....	1	»	1	5	1	1	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1
TOTAUX.....	1,603	600	2,203	362	16	15	43	15	1	4	48	14	2	40	226	28

Les aliénés criminels sont admis à Perth et les convicts occupent tout ou partie des établissements de Barlinnie, Perth et Peterhead. Si au lieu de prendre la moyenne de la population, nous considérons seulement les restants au 31 mars, nous voyons que trois prisons situées dans les îles : Lerwick (Shetland), Lochmaddy, Stornoway (Hébrides) ne renfermaient à cette date aucun détenu. Heureux directeurs; heureux employés !

Au point de vue de la durée des peines, 57 p. 100 des convicts étaient condamnés au minimum de la servitude pénale, soit 5 ans. Les commissionnaires se louent de la conduite des prisonniers; sur 49.760, on ne dut en punir que 2.338 (1).

La santé générale a été satisfaisante; la moyenne des décès ne dépasse pas 9 p. 1.000. L'influenza a sévi dans dix maisons et atteint 41 surveillants et 148 détenus, mais sans amener de cas de mort.

Les dépenses (non compris les frais de transport, etc., app. n° XXXIII) montent pour l'exercice 1889-1890 à la somme de 1.389.724 francs, ce qui donne une moyenne par tête: de 818 fr. 40 c. à Perth; de 1.125 fr. 10 à Peterhead et de 539 fr. 45 seulement s'il s'agit de l'ensemble des autres établissements (2).

Le produit des travaux ne diffère pas sensiblement des chiffres de l'année précédente; il n'y a d'exception que pour le bague de Peterhead en voie de développement rapide; voici l'évaluation du travail des convicts occupés en partie à la construction d'une jetée :

(1) En ce qui concerne les petites prisons dont nous venons de parler, le rapport s'exprime ainsi (p. 52) : « La conduite des prisonniers (lorsqu'il y en avait) a été bonne et conforme à la discipline. — The conduct of the prisoners (when there have been any in custody) has been quiet and orderly. » Ceci n'a rien de surprenant; on s'expliquerait difficilement l'unique détenu gardé par cinq personnes, se mettant en état de rébellion.

(2) Dans les légendaires prisons de Lochmaddy, Stornoway et Lerwick, cette moyenne s'élève aux chiffres fantastiques de 5.646 fr. 45 — 5.911 fr. 85 et 6.087 fr. 95. (app. n° XXXIV).

Le détail de ces 6.087 fr. 95 est instructif :

	fr.	c.
Frais de personnel.....	4.279	»
Eclairage, chauffage, réparation, etc.....	1.446	45
Total.....	5.725	45
Reste pour la nourriture et l'entretien des rares détenus.....	362	50

EXERCICES	OBJETS manufacturés	TRAVAUX pour le compte de L'AMIRAUTÉ	ÉVALUATION des journées de service intérieur	TOTAL
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1888-1889.....	92 60	18.070 »	4.704 35	22.866 95
1889-1890.....	8.706 45	79.062 70	8.891 10	96.750 25

Le rapport sommaire des ingénieurs, distribué au Parlement en avril 1890, constate qu'à la date du 31 mars, les chantiers de Peterhead occupaient comme moyenne journalière : 192 ouvriers libres, 79 convicts et surveillants, plus 19 chevaux.

III

IRLANDE

A. — Local Prisons (1).

Le rapport présenté au Gouverneur général de l'Irlande (his Excel. Lawrence Dundas, Earl of Zetland) débute comme celui de l'année dernière par des doléances sur la fréquence des courtes peines et les récidives qui en sont le résultat. Il faut dirent (p.11) les commissioners(2) insister sur ce point. Nous citons dans notre précédent rapport une femme emprisonnée 34 fois en 1888-1889 et ayant subi 146 condamnations antérieures ; on rencontre pendant l'exercice 1889-1890 des cas aussi regrettables (une femme 52 admissions à Grangegorman, 264 condamnations précédentes ; un homme à Mountjoy, 19 et 187 etc.)

En effet, 66 p. 100 des jugements ne comportent pas plus de 14 jours d'emprisonnement (Rapp. page 15) (3).

(1) Twelfth report of the general prisons board, Ireland, 1889-1890. With an appendix in 8° 155 p. Dublin 1890 (London Eyre and Spottiswoode) (price 8 d).

(2) MM. Charles Bourke, président, O'Brien, Stewart-Woodhouse.

(3) Il est bon de rapprocher des constatations du rapport les chiffres donnés par M. le Ministre de la justice lors de la discussion de la loi due à l'initiative de M. Béranger (Chambre des députés séance du 3 mars 1891, *Officiel* p. 495). « Sur les 94.137 récidivistes, dit M. Fallières, poursuivis en 1888, 83.293 ont été condamnés. Voici comment ils se répartissent : ont été condamnés dans l'année — entendez bien — et par le même tribunal, 74.935 une fois, c'est-à-dire pour la seconde fois, 6.585 deux fois, 1.296 trois fois, 331 quatre fois, 98 cinq fois, 30 six

DURÉE DE LA PEINE	CONDAMNATIONS — 1888-1889.	PROPOR- TION p. 100.	CONDAMNATIONS — 1889-1890.	PROPOR- TION p. 100.
24 et 48 heures.....	3.914	9,7	2.570	7
De 2 à 14 jours... ..	23.144	57,2	22.094	59,5
De 14 jours à 1 mois...	7.409	18,3	6.964	18,3
De 1 mois à 3 mois....	4.176	10,3	3.738	10
De 3 mois à 6 mois....	399	1	450	1,2
Au-dessus de 6 mois...	1.112	2,7	1.045	2,8
Non limitée.....	327	0,8	250	0,7
	40.481		37.021	

Les 20 « Larger Prisons » et les 6 « Smaller Prisons » ont reçu 39.939 individus des deux sexes, chiffre inférieur de 3.865 à celui de l'exercice 1888-1889, mais on doit remarquer que contrairement à ce qui se passe en Angleterre et en Écosse, la population de l'Irlande diminue à cause de l'odieux régime que les efforts de M. Gladstone ont été jusqu'ici impuissants à modifier. Sur ces 39.939 emprisonnements, 17.828 étaient dus à l'ivresse. Nous ne voulons certainement pas excuser cette honteuse passion ; toutefois, on peut dire à la décharge des Irlandais qu'une alimentation insuffisante et peu réparatrice excite à recourir aux liqueurs fortes et rend, d'un autre côté, le corps plus apte à subir les fâcheuses conséquences de cet abus. Que nos philanthropes voisins permettent aux habitants de « l'Ile sœur », de se mieux nourrir et ces infortunés délaisseront l'alcool.

La moyenne des détenus a été de 2.546, elle ne diffère pas de celle des dernières années (1).

fois, 9 sept fois, 4 huit fois, 1 neuf fois, 4 dix fois et plus. Vous vous demandez comment dans une seule année la même personne a pu subir un aussi grand nombre de condamnations. Cela tient à ce que le tribunal lui a infligé chaque fois une peine de très minime durée ; quelques heures de prison.»

(1) 1883-1884.....	2.699	1886-1887.....	2.643
1884-1885.....	2.573	1887-1888.....	2.566
1885-1886.....	2.601	1888-1889.....	2.648

(Rapp. p. 19).

Voici maintenant les admissions aux « Bridewells » y compris le « Ennis Lock-up » ouvert le 4 septembre 1887. (Rapp., p. 19).

1850.....	88.899
1855.....	38.002
1860.....	22.421
1865.....	20.556
1870.....	15.801
1875.....	6.368
1880-1881.....	3.888
1885-1886.....	3.047
1888-1889.....	2.437
1889-1890.....	2.571

La mortalité s'est élevée à 5,5 p. 1.000. Il est à un autre point de vue regrettable de constater avec le Rapport (p. 21) que le nombre des « Certified Prisoners aid societies » reste stationnaire; quatre à Dublin et une à Belfast.

Le produit du travail donne les chiffres suivants (Larger Prisons) :

	1888-1889.	1889-1890.
	fr.	fr.
Objets confectionnés.....	168.300	159.200
Évaluation des travaux de construction exécutés par les détenus.....	76.300	72.300
Évaluation des journées du service intérieur.....	200.400	208.200
	445.000	439.700

Dans les 6 « Smaller Prisons » ce produit demeure très faible par suite des mutations constantes, les détenus subissant, en général des peines fort courtes.

	1888-1889.	1889-1890.
	fr.	fr.
Objets confectionnés.....	520	300
Travaux de construction.....	1.560	890
Service intérieur.....	3.360	4.240
	5.440	5.430

B. — Convicts.

Les condamnés à la servitude pénale n'ont pas dépassé 83 en 1889-1890 (77 hommes, 6 femmes) (1).

Durée de la condamnation (Rapp., p. 26) :

5 ans.....	38	hommes.	6 femmes.
6 à 10 ans.....	33	—	—
11 à 20 ans.....	4	—	—
A vie.....	2	—	—

Restants au 31 mars 1890 :

Dans les Convict Prisons.	442	hommes.	30 femmes.
— Local Prisons..	2	—	—
Soit au total..	474		

Moyenne de l'exercice : 438 hommes, 33 femmes (tab. XXIV).

Les convicts existants le 31 mars se répartissaient ainsi au point de vue des antécédents (tab. XXVI) :

Condamnations antérieures.	Nombre de convicts.
Une condamnation.....	49
De 2 à 5 condamnations.....	104
De 6 à 10 —	69
De 11 à 20 —	44
Au-dessus de 20 —	18
N'ayant pas subi de condamnations.....	190

Les décès donnent une proportion de 4,2 p. 1.000; il y a eu 75 cas d'influenza.

Le Rapport mentionne (p. 28) que la classe des *condamnés primaires* « The select class » dont nous avons déjà parlé (voir *Bulletin de la Société*, 1890, p. 770) continue à fournir d'excellents résultats; ces prisonniers ne sont jamais mis en rapport avec les autres convicts. Depuis 1869, date du premier « habitual Criminals Act

(1) En dix ans, le chiffre des condamnés a diminué de moitié pour les hommes et des quatre cinquièmes pour les femmes.

(32-33 vict. c. 99) » on a adressé aux autorités le signalement de 10.058 individus.

Produits du travail.

	1888-1889.	1889-1890.
	fr.	fr.
Objets manufacturés.....	90.600	82.600
Travaux de constructions.....	70.400	67.700
Fermes et jardins.....	6.400	1.000
Service intérieur.....	38.600	36.400
	206.000	187.700

Quant à l'ensemble des dépenses pour les « Convict », et les « Local Prisons » ainsi que pour les « Bridewells » il se rapproche beaucoup du chiffre de l'exercice 1888-1889.

	1888-1889.	1889-1890.
	fr.	fr.
Personnel.....	1.269.425	1.268.375
Entretien des détenus.....	510.800	656.750
Éclairage, chauffage, eau.....	280.950	276.363
Constructions, réparations.....	97.100	84.773
Autres dépenses.....	232.100	111.163
	2.390.375	2.397.424

La moyenne par tête ressort à 787 fr. 80. Cette moyenne varie naturellement selon les prisons, le minimum : 528 fr. 93 est obtenu à Belfast et le maximum : 1.571 fr. 40 se rencontre à Downpatrick (convicts).

IV
MILITARY PRISONS (1)

(dans l'ensemble du Royaume.)

Les prisons militaires étaient le 31 décembre 1889 au nombre de quinze, 7 en Angleterre et Irlande (at home), 8 dans les colonies ou les pays étrangers (abroad) (2). L'ensemble des détenus s'élevait à 1.292, soit une diminution de 258 par rapport à l'exercice précédent.

Voici la décomposition de ces chiffres :

	1888.	1889.
Prisons militaires (at home).....	704	373
« Provost Prisons »	316	313
Local Prisons (Angleterre).....	147	223
Bodmin naval Prison	»	7
Local Prisons (Écosse).....	8	20
Prisons d'Irlande.....	39	59
Convict Prisons (Angleterre).....	81	65
Prisons militaires (abroad).....	255	232
TOTAUX.....	1.550	1.292

Condamnations prononcées en 1889 :

par les chefs de corps..... 2.940 }
par les cours martiales..... 3.320 } 6.260

(1) Report of the discipline and management of the military prisons 1889, by major-general sir Edmund F. du Cane K. C. B. inspector general of military prisons. in. 8° 56 p., London 1890. (Eyre and Spottiswoode) price 3 d.

(2) Angleterre et Irlande (at home) : Aldenhot, Brixton, Chester, Cork, Dublin. Gosport, Stirling.

Au dehors (abroad) : Barbados, Bermuda, Cairo, Cap-Town, Gibraltar, Halifax, Kandy, Malta.

Deux prisons (at home) Naas et Taunton furent fermées les 31 mars et 13 juin 1889.

Les prisonniers ont continué à travailler dans une certaine mesure pour le compte du département de la guerre et divers entrepreneurs ont versé pour confection de sacs, etc., 13.720 francs.

Sur les 7.203 détenus, 1.879 furent punis dont 27 sévèrement (irons and hand-cuffs).

V

UNE ENQUÊTE A LA « CONVICT PRISON » DE CHATHAM⁽¹⁾

Il nous a paru intéressant de compléter ces études statistiques sur les prisons de la Grande-Bretagne par l'analyse très sommaire d'une enquête à la « convict prison » de Chatham. Il existait dans cet établissement, 21 fenians irlandais condamnés par divers tribunaux, de 1881 à 1888, pour crime de haute trahison (treason-felony) à la suite d'explosions de dynamite. L'un d'eux, John Daly (interné en 1884), rédigea un long mémoire pour se plaindre des mauvais traitements qu'il subissait; de la manière dont le personnel se conduisait vis-à-vis des détenus politiques; de l'état déplorable de leurs cellules; de l'insuffisance des soins médicaux, etc.

Une commission, composée de MM. Selfe, Farnaby Lennard, Georges Shipton et Drummond, fut alors chargée de procéder à une enquête minutieuse. Les commissaires se rendirent à Chatham et en 7 séances (du 2 mars au 2 avril 1890) entendirent les dépositions: 1° de Daly, des autres fenians et de tous les prisonniers ordinaires dont ils invoquèrent le témoignage; 2° des directeurs, aumôniers, médecins et employés, au nombre total de 41.

Les principales allégations de Daly se trouvèrent fausses ou au moins exagérées. Sur tous les points de détail où il apparut aux enquêteurs que des adoucissements pouvaient être apportés, ils donnèrent des instructions conformes. Ainsi Daly se plaignait que durant les rondes de nuit, le surveillant en ouvrant la première porte de la cellule faisait volontairement un bruit capable de réveiller les détenus irlandais et que si cela ne suffisait pas, il dirigeait sur leur figure le jet lumineux de sa lanterne. Que des

(1) Report of the visitors of H. M. convict prison at Chatham as to the treatment of certain prisoners convicted of treason felony, with minutes of evidence and appendix. in-^o XXXII, 196 p. London 1890 (Eyre and Spottiswoode) price 1 s. 10 d.

gardiens avaient traité lui et ses compagnons, de *dynamitards* « dynamiters », etc. Les employés reçurent l'ordre d'éviter à l'avenir toute appellation blessante ou injurieuse; d'effectuer les rondes avec les précautions nécessaires pour ne pas troubler le repos des prisonniers.

Nous n'avons pas la pensée de résumer les dépositions qui occupent à elles seules 173 pages in-folio à deux colonnes. Une réponse de Daly dans un de ses nombreux interrogatoires nous semble d'ailleurs résumer assez exactement la situation : « On nous applique, dit-il, la lettre du règlement; lorsqu'il s'agit des détenus ordinaires, on en applique seulement l'esprit. »

La lecture de ce document volumineux, distribué aux deux chambres du Parlement anglais, donne l'impression d'une enquête impartiale laissant les prisonniers examiner et réfuter avec une entière liberté les dépositions du personnel. Nous avons tenu à le signaler parce qu'aujourd'hui plus que jamais il faut que les administrations pénitentiaires ou autres laissent pénétrer largement la lumière et ne cherchent pas à se soustraire au contrôle des corps élus; c'est là une sauvegarde précieuse pour les intérêts privés et la bonne gestion des affaires publiques.

LÉON LALLEMAND,
associé de l'Académie royale de Belgique.

LES PRISONS

DE

SAINT-GILLES ET LOUVAIN⁽¹⁾

M. Rivière, à la suite de M. Clairin, du Dr Voisin et de bien d'autres pénologues, a déjà longuement rendu compte de ces deux prisons modèles. Je demande néanmoins, en ma qualité d'homme « du métier », de communiquer au *Bulletin*, sans répéter ce qu'ont dit en excellents termes mes prédécesseurs, quelques-unes des réflexions inspirées par une récente visite.

Saint-Gilles.

Après être passé sous le donjon d'entrée, entre la loge du portier et le poste militaire, je traverse la cour d'honneur et j'entre dans un bâtiment administratif adossé à la détention, avec laquelle il communique. Il contient les parloirs des avocats ; une salle pour la commission administrative (commission de patronage et de surveillance) ; une salle de rapport où le directeur reçoit chaque jour les chefs de service et juge ou écoute, en leur présence, les infractions ou les réclamations des détenus ; une salle de secours renfermant des engins ou des armes utiles en cas de révolte, d'incendie, d'accidents, etc.

Cette dernière installation est ingénieuse par sa prévoyance ; je la voudrais voir installer dans chacun de nos établissements de France.

J'y remarque :

1° Les revolvers de tous les gardiens, étiquetés, numérotés, chargés, prêts à être mis en main.

2° Des torches en résine et d'énormes lampions à la graisse pouvant ainsi suppléer à l'absence subite des moyens d'éclairage ordinaire.

(1) *Bulletin*, 1889, p. 832 ; 1890, p. 212 et suiv.

3° Un pansement complet pour fractures, asphyxies, brûlures, avec brancard garni pour le transport des malades ou blessés.

4° Un matériel de serrurier pour ouvrir, forcer, réparer une porte, une croisée, un grillage. Au milieu une énorme barre de fer, grosse comme un essieu de charrette, destinée à enfoncer au besoin, une porte ou une cloison.

La détention proprement dite est du système rayonnant avec adjonction, à proximité, des services généraux et d'administration secondaires.

Nous pénétrons dans le sous-sol, qui est, en réalité, un rez-de-chaussée encaissé.

Tous les magasins de l'économet (le système d'entreprise n'étant pas usité en Belgique), les réserves pour la fabrication, le stock des produits manufacturés sont concentrés dans ce sous-sol. Les voitures y arrivent facilement et toute la manipulation du mouvement général de la maison se fait ainsi sans porter de perturbation dans la détention, sans compromettre l'ordre ou le silence, en diminuant les chances d'évasion et les occasions d'infraction à la discipline.

Le sous-sol est voûté, avec des murs blanchis à la chaux d'une netteté immaculée ; la base est enduite de coaltar.

Les distributions de vivres, de matières premières, de pain, de linge, sont portées à l'étage supérieur par des monte-charges.

La boulangerie est aussi installée dans le rez-de-chaussée. Elle se compose de deux fours du système Rolland à sole tournante, chauffés à la houille.

Un gardien est adjoint au boulanger détenu, pour enfourner les pains. Il a fallu cette disposition pour ne pas réunir deux prisonniers et respecter ainsi la règle de l'emprisonnement individuel qui est, je me hâte de le dire, admirablement observée en dépit des difficultés matérielles.

Le pétrin mécanique fonctionne dans un local, tandis que les manivelles sont actionnées par deux hommes renfermés isolément dans des cabines placées à gauche et à droite. Donc, encore, séparation absolue des ouvriers.

La buanderie est voisine de la boulangerie. Le linge est lessivé et blanchi dans plusieurs cellules successives où chaque buandier est seul avec l'agencement matériel d'une lavandière dans son ménage.

Un détenu est chargé du feu qui chauffe l'étuve; celle-ci est desservie par un autre condamné qui vient chercher, derrière une porte, le linge à sécher successivement déposé en son absence.

Nous remontons au premier étage. Trois couloirs parallèles conduisent à la détention.

Le couloir central sert de passage général; sur celui de droite s'ouvrent des cellules d'infirmier et des bureaux.

L'installation hospitalière est excellente. Les cellules sont vastes, bien meublées, d'une propreté admirable. Elles sont munies de quelques livres de piété et de lecture; des sentences morales accrochées au mur sont changées tous les huit jours.

Le détenu reçoit les soins d'un infirmier-gardien, lequel est sous les ordres d'un infirmier-major (sergent) sortant des hôpitaux militaires.

Chaque malade peut accéder à un petit préau solitaire constituant un gentil jardinet.

Des cellules pour les gardiens malades ont été réservées. Elles sont plus gaies, plus confortables encore que celles des condamnés et supérieures aux chambres affectées, dans beaucoup de nos hôpitaux français, aux officiers de l'armée.

Dans le couloir de gauche se trouvent à proximité de l'administration, les cellules de punition. Leur disposition particulière est remarquable. — En ouvrant une première porte, on pénètre dans un local réduit où sont déposés les objets de couchage ou effets d'habillement dont l'homme puni n'a pas le constant usage.

Puis la cellule proprement dite est fermée par une cloison en chêne ciré, d'une épaisseur de 12 centimètres, dans laquelle s'ouvre une solide porte, munie d'un regard grillé.

Le local disciplinaire est aussi de proportion restreinte; le fond est occupé par un lit de camp, reposant sur le sol même. La cruche à eau est enchaînée. Le vase mobile se retire de l'extérieur de la cloison. La fenêtre carrée, d'une dimension de 60 centimètres est fermée par une plaque de tôle percée de trous multiples; elle peut se doubler extérieurement d'une plaque pleine qui rend la cellule absolument obscure. Le pénitent reste sans travail. La peine de la cellule n'excède quatre jours qu'avec une autorisation de la commission administrative.

La disposition prise pour empêcher le condamné, renfermé au fond, de percevoir les bruits du dehors et de se faire entendre lui-même est ingénieusement conçue.

En outre pour les maniaques et les exaltés on a construit une cellule spéciale, garnie dans toutes ses parties d'un épais capitonnage de grosse toile grise. Le plafond très haut est constitué par une large baie garnie de verre bleu distribuant un jour éteint et doux dans la cellule.

Le sol est recouvert d'un épais tapis de jute qui complète la matelassure générale.

Impossible avec cette installation de faire du bruit, de se frapper la tête au mur, de se faire entendre au loin.

La proximité des locaux de punition du siège du service administratif est parfaite. C'est une garantie de contrôle pour ce service et une protection efficace pour les détenus contre la mauvaise humeur, la négligence ou la brutalité des agents inférieurs.

Enfin nous arrivons au rond-point central, dit de surveillance dans les établissements français.

En Belgique, ce rond-point ne comporte pas le bureau-guichet du gardien-chef surmonté de l'autel pour la célébration du culte catholique. L'idée est juste. Un gardien-chef dans une prison de 1.000 cellules, qui « assurerait » la surveillance, du rond-point central, se bornerait à constater le passage de silhouettes dans les galeries.

Son rôle est plus actif; il doit être constamment en mouvement pour contrôler de près, dans toutes les parties de la maison, l'ordre et la marche des services.

Aussi, à Saint-Gilles, le rond-point est-il seulement le centre initial du croisement des voies et chemins.

La maison renferme 600 cellules de détention et une population de 559 hommes au jour de ma visite. Elle ne comporte pas les fameuses cellules « doubles » dans lesquelles en France on a quelquefois enfermé trois détenus pour le pire danger des mœurs, de la société et la négation du principe de l'emprisonnement individuel.

Il y a six galeries. — Les gardiens y sont plus nombreux que dans l'administration française. Chaque galerie est commandée par un agent gradé responsable et ayant autorité sur les autres surveillants.

Pour éviter de conduire les visiteurs en nombreuses cellules et pour leur donner l'idée des industries exercées, des échantillons des travaux organisés et des produits de la fabrication sont déposés en tête de chaque galerie pour être soumis à l'examen du visiteur.

Chacune de ces galeries est à deux étages de cellules. Les garde-corps des balcons sont plus hauts qu'en France, pour éviter l'escalade.

Sur la porte de chaque cellule est le numéro du détenu, avec l'indication du motif de la détention, du temps passé en cellule, de l'industrie exercée par l'occupant, sa nationalité, sa langue (*flamand ou wallon*), sa conduite habituelle, son instruction, sa religion.

Ces renseignements sont excellents pour faciliter les visites du personnel ou de la commission administrative (*dite de surveillance en France*). On peut brusquement entrer en matière sans perdre de temps à recueillir de la bouche du détenu des détails plus ou moins exacts sur son compte et sur la direction à donner à l'entretien.

Avant de pénétrer dans la cellule, le gardien avertit le détenu par un léger coup. Celui-ci abaisse aussitôt une cagoule en étamine de fil, facile à laver et percée de deux trous pour les yeux.

Comme en France, le détenu se place au fond de la pièce, dans une attitude presque militaire.

La cellule est plus vaste que dans notre pays, bien aérée par une fenêtre qui s'abat complètement en dedans, d'une façon très ingénieuse.

Le lit cage renfermant les fournitures de couchage se replie en deux fois du milieu de la cellule vers le mur et ainsi placé constitue une table.

Le siège est mobile, retenu par une chaîne.

Les détenus ayant subi une peine en France, constatent une pénible différence (1). J'ai reçu à ce sujet les doléances d'un forçat regrettant le régime de la maison centrale de Melun.

Le tabac à fumer est abondamment délivré.

Les contremaîtres libres sont seuls admis dans les cellules occupées par les condamnés. C'est une des meilleures garanties contre la promiscuité fâcheuse entre condamnés ouvriers et contremaîtres détenus, mal surveillés par les gardiens.

Les principales industries exercées en cellule sont : la cordonnerie, la taille d'habits, la fabrication des cannes à pêche, la ferronnerie, la ciselure, les classiques chaussons de tresse, l'étirage du rotin, la vannerie etc., etc.

(1) *Bulletin*, 1885, p. 721.

On confectionne à Saint-Gilles les vêtements des gardiens.

Les tarifs de main-d'œuvre sont notablement inférieurs à ceux que nous établissons dans notre pays. La guerre de l'industrie libre contre le travail des prisons ne semble pas aussi passionnée qu'en France (1).

Il est vrai que la Belgique est proportionnellement plus industrielle que la France, et que le nombre de ses ouvriers pénitentiaires comparé à celui de ses travailleurs libres est relativement peu considérable.

On confectionne pour le ministère de la guerre (2).

Le travail et les tarifs sont suivis de très près par un fonctionnaire spécial du rang d'inspecteur, en France, qui porte le titre de directeur-adjoint et qu'on dénomme par abréviation « l'Adjoint. »

Le livret de travail existe comme dans notre service, la tâche est souvent révisée, suivant la nature du travail et les dispositions physiques de l'ouvrier.

La division du pécule se fait (3) suivant la méthode française. Mais la cantine n'est obtenue qu'un certain nombre de fois par semaine, suivant la catégorie pénale du détenu. Le condamné correctionnel au-dessus d'un an peut la demander trois fois par semaine ; le réclusionnaire deux fois ; le forçat une fois seulement.

Cette disposition me semble morale et excellente dans ses effets de répression. La cantine est imposée dans les prisons françaises par la frugalité du régime alimentaire (4). Il conviendrait d'enrichir ce régime au détriment des nombreuses douceurs délivrées en cantine. N'est-il pas révoltant de fournir des confitures à un père détenu, alors que ses enfants manquent de pain par suite de son inconduite ?

La distribution des vivres dans les galeries de cellules se fait au moyen d'un petit chariot à trois roues qui supporte un récipient contenant la pitance.

Ce charriot est traîné par un détenu masqué et accompagné d'un gardien.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 360.

(2) *Conf. Bulletin*, 1889, p. 834.

(3) *Bulletin*, 1889, p. 834.

(4) *Conf. les travaux de notre collègue, le D^r Merry-Delabost : Bulletin*, 1885, p. 13 et 156 ; 1886, p. 611 ; 1891, p. 244.

A la porte de chaque cellule, le cuisinier s'arrête et se dissimule en arrière et sur le côté du guichet, que le gardien ouvre. Le détenu encellulé, prend la même position derrière la porte, il étend le bras pour donner sa gamelle, sans montrer son corps. Le gardien passe l'ustensile au cuisinier pour le remplir. La gamelle revient à son propriétaire par le même procédé.

J'ai admiré, en toutes circonstances, combien cette question de l'isolement absolu est ici l'objet d'une préoccupation constante.

C'est ainsi que, à la cuisine, les légumes sont épluchés dans des cabines où le travailleur est seul, et que, ensuite, les boîtes sont portées successivement à proximité des marmites, derrière une porte où le cuisinier principal les vient prendre après le départ du pourvoyeur.

Ce cuisinier est également seul. Il n'a pour mission que de veiller à l'accommodement et à la cuisson des mets, et de les verser dans les bidons de distribution.

L'une des marmites est à droite, l'autre à gauche, et les entrées des fourneaux sont disposées dans des cabines extérieures latérales desservies chacune par un chauffeur.

La cuisine de l'infirmerie est à part ; elle est dotée en matériel comme celle d'un petit restaurant. Un cuisinier suffit à ce service.

Tant qu'en France nous autoriserons les allées et venues dans les cellules des contremaîtres et écrivains détenus, les bénéfices de l'isolement rigoureux ne pourront être obtenus.

La claustration des détenus est si rigide en Belgique qu'un grand nombre ne peut supporter la solitude sans découragement.

L'administration a su utiliser cette prédisposition morale pour assurer le service général et les corvées sans bourse délier. Certains sujets sont employés à titre de récompense à la propreté générale, au badigeonnage, etc., quelques heures chaque jour. Ils ne reçoivent aucun salaire, mais la monotonie de la vie de cellule est coupée par ce séjour dans l'intérieur de la maison. Néanmoins, il ne faut pas que le travail auquel le détenu est astreint souffre de cette besogne supplémentaire, laquelle est terminée chaque jour à neuf heures du matin.

Il n'est donc pas fait de corvées durant le jour.

Pourtant le luxe de la propreté est poussé jusqu'au fanatisme.

Dans les terrains environnant les préaux, disséminés çà et là, deux ou trois jardiniers masqués et espacés sous le contrôle du gardien, font de la culture maraîchère.

C'est le seul point faible que j'aie pu constater dans l'application de l'isolement absolu et continu. Et encore les inconvénients en sont-ils rachetés par les ressources constituées par les jardins, pour le régime alimentaire de la maison. Ce travail est également un secours contre l'émaciation que peut produire le séjour exagéré en cellule et contre la dépression morale ressentie par certaines natures dans la solitude.

Les légumes et fruits récoltés sont utilisés, sans règle fixe, pour l'alimentation des détenus. Elle se trouve, en certaines époques d'abondance, prodigieusement enrichie. C'est ainsi que j'ai vu distribuer une sorte de purée aux pommes de terre cinq fois plus considérable que celle que nous distribuons à nos hommes.

C'est une situation à examiner. Il a été démontré que la vie cellulaire exige une alimentation plus riche, par suite de la pénurie de carbone occasionnée par la pauvreté de l'atmosphère de la cellule. Mais il est une mesure à garder.

Louvain.

La maison centrale de Louvain, date de 1850.

Son aspect extérieur est sévère, imposant. Ici encore comme à Saint-Gilles de Bruxelles, comme à Mons, comme à Tournai, un donjon féodal sert de porte principale.

Cette façon magistrale d'indiquer le seuil de la prison révèle chez les architectes pénitentiaires belges une préoccupation très humaine, celle de frapper l'imagination par une image sensible.

Visiter Louvain, c'est revoir Saint-Gilles, mais dans un cadre plus ancien, sans les améliorations réalisées par l'expérience de quarante ans.

Louvain est particulièrement intéressant parce qu'il applique le système cellulaire prolongé, s'éloignant considérablement des dispositions si timides de notre loi de 1875.

J'ai vu, j'ai interrogé, à Louvain, de nombreux sujets ayant subi 5, 6, 7, 8, 10 ans d'encellulement. Je puis affirmer que je n'ai pas rencontré chez eux de signes vraiment caractérisés d'une décadence physique et morale (1).

L'un deux, ancien réclusionnaire de maison centrale de France, a pu m'y rencontrer dans un service public. A Louvain, X*** est

(1) Conf. Dr Voisin, *Bulletin*, 1889, p. 82.

forgeron serrurier. Il est en cellule depuis six ans. Son apparence est vigoureuse, avec un teint pâle habituel à nos détenus, même en commun. Je m'assure, en l'interrogeant sur de nombreux détails de l'époque à laquelle nous nous sommes rencontrés, que sa mémoire est excellente et ses idées saines.

Ses besoins matériels sont demeurés les mêmes qu'au dehors, en dépit de sa longue pénitence. Dans la vie libre, il est disciple de Bacchus, en prison il se lamente sur l'absence de condiments variés dans les objets permis à la cantine. La bière n'est pas assez forte et ne vaut pas le vin, qu'on tolérait à Melun.

Heureusement qu'on a le tabac !!

Il se félicite des visites nombreuses qu'il reçoit. Chaque jour, le directeur, la commission administrative, l'adjoint, le gardien-chef, l'aumônier, l'instituteur, le contremaître libre, le fabricant pour lequel il travaille, lui font de longues visites. Mais il voudrait pouvoir causer avec un camarade. « On se comprendrait mieux. » Hélas, à bon entendeur, salut!

Est-il amendé? J'en doute. C'est un récidiviste et à mon sens l'emprisonnement cellulaire n'a plus que la mission, très justifiée d'ailleurs, de lui faire sentir plus vivement le châtiment, en évitant la contagion à ceux qui deviendraient ses compagnons.

Inversement, je vois des condamnés primaires qui ont été préservés, par leur isolement, de cette contamination. Ils ignorent les secrètes monstruosité de la prison, ils ont conservé une pureté relative de mœurs, n'ont eu que la fréquentation du personnel et des personnes admises dans la prison, ont continué à vivre dans un milieu sain qui est celui de la vie libre honnête.

La solitude les a contraints à la réflexion. Les images de la famille et du bonheur perdu ont amené le repentir. Il en est sorti des résolutions saines, un espoir fortifié par les conseils et les avis de visiteurs libres choisis ou désignés avec soin.

C'est là le triomphe du système cellulaire, bien conçu, bien appliqué.

Les deux maisons de Saint-Gilles et de Louvain possèdent des chapelles alvéolaires, avec la triple destination de chapelle, de salle de conférence et d'école.

Les aumôniers sont internes et paraissent jouir d'un large influence. Chaque dimanche, ils font un sermon. On a cherché à relever la cérémonie par la présence obligatoire du personnel administratif supérieur, ce qui est peut-être d'une réglementation un peu excessive.

Le directeur, les adjoints, des membres du barreau, de la commission administrative, traitent aussi divers sujets de morale devant les détenus.

Les détenus illettrés viennent à l'école.

Mais ces diverses réunions n'ont, suivant moi, d'autre résultat que de couper la monotonie de l'existence du détenu, et de secouer la torpeur de son esprit.

Au point de vue moral l'amendement doit être tenté et poursuivi dans la cellule même du condamné.

Un conférencier de prison, ecclésiastique ou laïque, ne saura jamais trouver la note moyenne qui permettra à tout son auditoire de le suivre. Que de degrés d'intelligences et de sentiments depuis le charretier ignare et impulsif, jusqu'au lettré victime de ses passions.

J'ai remarqué de nouveau à Louvain, l'ordre parfait qui règne dans les divers mouvements.

Les appels aux gardiens pour extraire les condamnés des cellules, le bruit, les conversations à haute voix entre agents sont inconnus. Les signaux de service se donnent au sifflet appuyés par des gestes de convention.

A chaque instant le mot « silence » ! surgit sur les murs, vous rappelant qu'il est interdit de parler haut.

J'ai remarqué encore une installation balnéaire complète, avec appareils hydrothérapiques (supr., p. 508, note 4).

Des stalles cellulaires renferment des piscines en ciment pour prendre des bains de pieds.

Le peu d'altitude du sol belge au-dessus de la mer, la constitution géologique du site, le rapprochement d'une nappe souterraine, ont permis de doter les maisons de Louvain et de Saint-Gilles d'un puits artésien qui répond à toutes les exigences.

C'est une idée à appliquer en France dans nos grands établissements, lorsque la chose est possible.

La moyenne du prix de revient de la journée, à Louvain et à Saint-Gilles, est supérieure à notre journée d'entreprise et même de la plupart de nos maisons en régie.

Les travaux de bâtiments y sont remarquablement exécutés, sans le secours d'ouvriers libres, sous la conduite d'un employé choisi parmi les élèves de l'école du génie civil. Cet employé est interne; il est encore utilisé pour le contrôle de certains travaux industriels.

Le prix de revient de la cellule est plus élevé en Belgique qu'en France. A Saint-Gilles il est de 9.000 francs pour une cellule, alors qu'en France il est descendu à près de 3.000 francs.

Pour terminer, il me reste à parler du personnel supérieur et de garde de ces deux établissements.

J'ai trouvé à Saint-Gilles un directeur dont le nom est illustre dans la science pénitentiaire.

M. Stevens est lui-même fils de directeur de prison. Il est entré dans l'administration à l'âge de vingt ans et il en a parcouru tous les grades jusqu'à celui d'inspecteur général qu'il a occupé pendant plusieurs années. Il a été délégué par son Gouvernement pour aller en Grèce organiser le système pénitentiaire (1). Il compte aujourd'hui 45 ans de services. En Belgique la retraite n'est donnée qu'à soixante-cinq ans d'âge. C'est un excellent système qui permet de conserver au service de l'administration des expériences précieuses.

Les adjoints (inspecteurs en France) sont des fonctionnaires instruits, capables et désignés par un choix éclairé.

Les employés des bureaux m'ont paru bien recrutés. Leur rôle est plus effacé et ne demande que des aptitudes spéciales.

En Belgique, les emplois des prisons sont donnés au concours. Il ne se glisse jamais d'intrus dans la carrière, et chacun, avec du zèle, du travail, de la conduite, peut prétendre à l'emploi supérieur.

C'est un stimulant puissant pour les employés : pour l'État, c'est la certitude d'avoir des candidats nombreux, ne dédaignant pas les postes inférieurs de début, s'y pénétrant des règlements et des traditions administratives, s'y conformant aux exigences de la hiérarchie, apprenant à connaître les détenus et désirant se faire remarquer par leur zèle pour arriver plus haut.

A une époque, la Belgique a pris un certain nombre de ses fonctionnaires pénitentiaires dans le cadre des officiers retraités. Je tiens de source sûre que le résultat de ce recrutement momentané n'a pas été satisfaisant (2).

Après trente ans de services militaires, un homme, si brillant qu'il ait été, ne saurait modifier entièrement ses habitudes d'esprit et s'assimiler une discipline civile absolument différente dans une carrière elle-même absolument différente.

(1) *Bulletin*, 1885, p. 648.

(2) *Conf. Bulletin*, 1891, p. 232.

Les soldats n'ont rien de commun avec les prisonniers. Il faut aux fonctionnaires des prisons une pénible mais nécessaire connaissance des vices et des défauts du cœur humain. Le profane qui se glisse dans les rangs, alors même que les années ont blanchi sa tête, n'est qu'un jeune apprenti destiné à faire école dans cette armée de vétérans du crime.

J'ajoute que si les fonctionnaires belges sont plus assurés que les nôtres d'une carrière complète, les chances d'avancement au sommet de la hiérarchie sont beaucoup moindres.

La plus petite prison chez nos voisins est commandée par un directeur, ayant sous ses ordres deux gardiens. Mais les émoluments attachés à l'emploi sont modestes.

La position de gardien-chef n'existe que dans les grands établissements, sous la dénomination d'adjutant.

Les employés admis au concours viennent passer un certain temps dans les grandes maisons pour peines, puis sont envoyés comme directeurs dans les petites maisons d'arrêt ou de sûreté.

J'applaudis à cette règle. Je trouve qu'un gardien-chef, en nombre de nos maisons, est un employé trop inférieur dans l'échelle sociale, trop insuffisamment préparé pour *diriger* une prison. Mieux vaudrait que le budget fît un sacrifice et permît de nommer au moins dans chacune des grandes prisons départementales, un DIRECTEUR.

En Amérique, le système est le même qu'en Belgique ; il produit aussi de bons résultats.

Au point de vue du recrutement des directeurs des grandes maisons, l'administration supérieure belge a un large choix dans la pléiade des directeurs inférieurs.

La règle disciplinaire du personnel administratif est stricte.

Les employés supérieurs logés dans la maison doivent être rentrés chaque soir à 10 heures. A ce moment la clef de la porte principale est solennellement déposée chez le directeur qui en demeure responsable jusqu'à l'ouverture du matin. De sorte que si le médecin, l'aumônier externes, sont appelés au milieu de la nuit il faut aller quérir la clef près du directeur.

Il n'est accordé que 15 jours de congé par an aux fonctionnaires de tous grades. S'ils demandent un ou deux jours d'absence dans le courant de l'année, ils leur sont décomptés sur les 15 jours alloués.

C'est une erreur, à mon sens. Des hommes vivant constamment au milieu d'idées fausses, dépravées, de gens tarés, ayant « à pon-

tifier » continuellement comme chefs de service, rencontrant autour d'eux une soumission hypocrite, exerçant un pouvoir absolu, s'absorbant dans des questions techniques, ont besoin *plus que d'autres*, d'aller se retremper à la vie générale, par un congé salubre.

Les gardiens belges ont une belle tenue. Simple question de dressage. Ils sont très militaires, mais peut-être pour cette raison attendent un peu trop de leurs chefs et paraissent légèrement dépourvus d'initiative.

Je les crois moins instruits que nos agents ; quelques-uns parlent difficilement le français par suite de la pratique des dialectes locaux.

La hiérarchie des gardiens est la même que la nôtre. Le premier gardien est dénommé « major », il a plus de responsabilité que chez nous et rend compte chaque jour au directeur, à l'heure du rapport.

Les gardiens ordinaires sont divisés par classes. Leur solde est inférieure à celle de nos agents.

Mais les premiers gardiens et les gardiens ordinaires bénéficient d'une mesure que je voudrais voir adopter chez nous. Cinq ans de bons services successifs sont récompensés par un chevron porté sur le haut de la manche gauche et par l'allocation d'une haute paye supplémentaire.

Si après quelques années l'agent mérite une punition sévère, il perd ses droits au chevron et recommence une nouvelle période de cinq ans sans punitions.

La classe du gardien est indiquée sur le parement de l'habit par un galon pour la dernière classe, deux pour l'avant-dernière et ainsi de suite.

Cette distinction permet aux plus anciens agents de prendre le commandement sur les autres en l'absence de gradés supérieurs.

Le gardien-chef, appelé adjudant, comme je l'ai dit, remplit les mêmes fonctions qu'en France. Son costume est plus orné que chez nous et le distance davantage des autres gardiens.

Les gardiens belges ne sont pas autorisés à coucher au dehors. Ils demeurent casernés dans la maison et ne sortent que quelques heures le soir. Tous les 12 jours, ils bénéficient de 24 heures de permission.

Il ne leur est pas alloué de vivres en nature ou d'indemnité en en tenant lieu ; ils ne touchent pas le pain.

Ils ont droit à l'uniforme et perçoivent, de ce chef, en plus que dans notre administration, *le linge et la chaussure*.

Ils sont soignés gratuitement à l'infirmerie en temps de maladie.

L'usage du mess n'est pas adopté. Les gardiens prennent leurs repas au dehors. Il leur est accordé pour celui de midi, une absence de 3/4 d'heure.

Le personnel de garde porte constamment le sabre, même dans les sorties en ville. Il est armé du revolver pour les rondes de nuit.

Pendant le jour, ces dernières armes ne sont délivrées que sur l'ordre du directeur.

Le personnel supérieur est également revêtu de l'uniforme dans l'exercice de ses fonctions journalières. Il y a grande et petite tenue.

Les directeurs des prisons importantes sont assimilés aux officiers supérieurs de l'armée.

CARCERATOR.

LE

RÉGIME PÉNITENTIAIRE

en Finlande.

La Finlande fait partie de l'empire russe, mais elle n'en est pas une simple province : elle s'est unie à lui en 1809 par un libre pacte dans lequel le tsar lui garantissait le maintien de ses lois et de ses privilèges ; elle est demeurée un grand-duché dont l'Empereur est le titulaire et qui a conservé sa langue, le finnois, différente à la fois du suédois et du russe, son parlement, ses institutions administratives et judiciaires. La diète se réunit à Helsingfors, la capitale, à des intervalles irréguliers. Elle a été convoquée notamment en 1872, 1877, 1882, 1885 et 1888. Ce petit peuple énergique et très vivant traverse aujourd'hui une crise sérieuse. Depuis plusieurs années la presse panslaviste poursuit une guerre acharnée contre ses libertés. Elle voudrait voir *russifier* la Finlande, quoique ses habitants aient toujours été les loyaux observateurs du pacte d'union et les très fidèles sujets de l'Empereur. Aucun d'eux n'a jamais pris part aux complots nihilistes ou autres, qui ont traversé la politique intérieure de la Russie (1).

Cette situation particulière du grand-duché explique pourquoi, après avoir étudié le régime pénitentiaire dans l'empire russe (2), il nous a paru intéressant de compléter cette étude par un travail de même nature concernant spécialement le grand-duché de Finlande.

Nous prendrons pour guide dans ce travail la brochure qui a été publiée par l'Administration générale des prisons de Finlande en avril 1890, sous le titre : *Le régime pénitentiaire dans le grand-duché de Finlande*.

(1) On trouvera des détails très intéressants sur la situation administrative de la Finlande, dans un article de notre collaborateur, M. Henri Joly, publié dans le *Correspondant* du 25 septembre 1890, et dans un article de M. A. Rivière, secrétaire général de notre Société, *Revue française de l'Étranger et des colonies*, 1^{er} décembre 1890.

(2) *Bulletin* de mars 1891, p. 123.

Un Code pénal nouveau, qui est une œuvre législative d'un haut intérêt, entrera prochainement en vigueur dans le grand-duché. Il remplace une loi pénale adoptée par la diète de 1734, et dont la date suffit à expliquer le caractère draconien. La peine de mort, les châtimens corporels, l'infamie en constituaient, avec les amendes, presque toute la pénalité ; la privation de la liberté n'y était appliquée que dans un petit nombre de cas (1).

Dès le dernier siècle, en 1779, certains adoucissements avaient été apportés à cette loi d'une sévérité excessive. La peine de mort avait été abolie pour certains crimes, tels que la récidive de vol, et les peines privatives de la liberté avaient reçu une application plus générale.

Le régime des prisons était alors, en Finlande, comme à peu près en tous pays, des moins satisfaisants, et il pouvait se résumer dans cette idée : tenir les condamnés sous bonne garde à peu de frais en retirant de leur travail tout le profit possible.

En 1826, l'Empereur décréta qu'aucune condamnation capitale ne recevrait désormais sa sanction, et que les condamnés à mort qui ne mériteraient pas que leur peine fût commuée en emprisonnement perpétuel dans les prisons du pays, seraient déportés en Sibérie pour y être soumis aux travaux forcés à vie dans les mines et les ateliers de la couronne. Depuis cette époque aucune exécution capitale n'a eu lieu en Finlande.

Depuis 1848, les condamnés à mort graciés par l'Empereur ne sont même plus déportés en Sibérie ; ils subissent la peine des travaux forcés à perpétuité dans les pénitenciers de la Finlande.

Le droit de commutation des peines fut en outre accordé à la Cour suprême et aux cours d'appel et il fit pour les autres peines ce que le droit de grâce du souverain avait fait pour la peine de mort ; il en permit l'adoucissement dans la mesure de ce que réclamait l'humanité et les idées modernes.

De son côté l'Administration améliore le régime des prisons. Une loi de 1866, qui entra en vigueur au 1^{er} janvier 1870, compléta son œuvre, et elle constitue une sorte de transaction entre l'ancienne législation et le nouveau Code pénal qui doit prochainement entrer en application. Cette loi jette les bases d'un véritable système pénitentiaire.

(1) *Bulletin*, 1886, p. 821 ; 1889, p. 402.

Elle établit trois genres de peines privatives de la liberté : les *travaux forcés*, la *prison au pain et à l'eau*, et l'*emprisonnement simple*.

Les travaux forcés comportent l'incarcération individuelle pour les mineurs de dix-huit ans et pour les condamnés plus âgés dont la fréquentation est jugée pouvoir être nuisible à leurs codétenus. Tous les autres sont seulement en cellule pendant la nuit et travaillent en commun pendant la journée.

Ils sont divisés en quatre classes, où ils sont admis successivement s'ils le méritent par leur amendement et ils obtiennent ainsi peu à peu certains adoucissements au régime auquel ils sont soumis. Le nombre des cellules permet actuellement de détenir isolément tous les condamnés de la première classe et de ce chef une grande et importante réforme se trouve réalisée.

L'emprisonnement au pain et à l'eau et l'emprisonnement simple sont subis dans les prisons départementales et de district.

Le premier est subi en cellule, le second en commun, sauf pour les criminels endurcis.

Le nouveau Code pénal admet les peines suivantes : la peine de mort, les travaux forcés, l'emprisonnement, l'amende et la dégradation civique :

La peine de mort dont la diète avait voté l'abolition, a été rétablie sur la demande du Gouvernement pour les crimes de haute trahison et de lèse-majesté. Elle est appliquée par le moyen de la décollation, dans l'intérieur de la prison ou dans une enceinte fermée, voisine de la prison.

Les peines corporelles, comme les verges, les condamnations au pain et à l'eau, la perte de l'honneur et toutes les peines infamantes, ainsi que le bannissement et la confiscation sont abolies.

Au nouveau Code pénal sera jointe une loi sur l'application des peines.

Cette loi pose le principe que tout condamné recevra l'instruction et les conseils tendant à l'aider à réformer son caractère et ses mœurs.

A cette fin, des services religieux auront lieu dans les prisons les dimanches et jours de fêtes ; les autres jours des prières y seront dites.

Le condamné à une peine privative de la liberté, de plus de trois mois, sera instruit dans la religion et les autres branches de l'instruction scolaire. On lui enseignera un métier conforme à

ses aptitudes et en rapport avec sa position probable après sa libération.

Tous les prisonniers seront l'objet d'une surveillance égale. Ils seront constamment visités dans leurs cellules par les employés de l'établissement. Ils sont tenus à un travail assidu et astreints à l'obéissance, à l'ordre et à la propreté; on leur fournira pour leurs moments de loisir des lectures morales et instructives.

La nouvelle loi complète et généralise le système de classification progressive des condamnés de chaque catégorie de peines. Le premier degré est l'emprisonnement en cellule; le dernier, la libération conditionnelle, en passant par une série d'adoucissements que le détenu peut mériter par sa conduite.

Le condamné qui a subi les trois quarts de sa peine, et le condamné à perpétuité après douze ans, peuvent par une vie sans reproche, obtenir la libération provisoire. Le prisonnier ainsi libéré recevra un billet de congé contenant les règles de conduite qu'il aura à observer. En cas d'infraction à ces règles, il peut être réintégré dans sa prison.

La peine des travaux forcés est subie dans les pénitenciers. Elle comporte un travail rigoureux qui peut être organisé en plein air, mais en évitant tout contact avec les ouvriers libres.

Dans les pénitenciers les détenus sont répartis en trois classes : la classe pénitentiaire, la classe d'enseignement et la classe d'épreuve. Dans la première, le détenu passe au moins quatre mois en cellule. Dans la classe d'enseignement, les prisonniers travaillent en commun pendant le jour et sont isolés la nuit. Dans la classe d'épreuve, ils peuvent être autorisés à coucher dans des dortoirs.

Il ne suffit pas d'écrire dans des textes de lois de sages dispositions destinées à améliorer le régime pénitentiaire. Pour les faire entrer dans la pratique, de grosses dépenses sont toujours nécessaires et il est bien des pays où l'on n'a pas fait de sérieux efforts pour les réaliser.

Tel n'est pas le cas du grand-duché de Finlande. En 1873, une commission a été nommée pour la réorganisation des lieux de détention et de suite on s'est mis à l'œuvre sur un plan méthodique et raisonné. En 1881 fut achevé le pénitencier d'Helsingfors dont les plans sont absolument remarquables. Il contient 102 cellules de jour et de nuit et 252 cellules de nuit et a coûté 2.170.000 francs.

Les anciennes prisons furent aménagées et modifiées; de nouvelles furent construites. Nous ne pouvons entrer dans les détails

de ces travaux dont l'ensemble a coûté 7 millions et demi, et qui ont mis à la disposition de l'administration 1.621 cellules, dont 1.156 de jour et de nuit et 465 de nuit, réparties dans 4 maisons centrales, 8 prisons départementales et 3 prisons de district (1).

Les fonctionnaires de chaque pénitencier sont : un directeur, un aumônier, un médecin, un économe, un instituteur et un chef d'atelier. Il y a en général un gardien pour 10 détenus. Les gardiens sont préparés à leur emploi dans une école de gardiens établie à Abo.

Le pouvoir d'administration du directeur est contrôlé par un comité, composé du directeur lui-même, de l'aumônier et du médecin. Ce comité participe au maintien de la discipline. Le directeur a le droit, de concert avec un autre membre du comité, d'appliquer les peines suivantes : la couche dure, la diminution de l'ordinaire, la condamnation au pain et à l'eau pendant 8 jours au plus, 4 jours de cachot noir ou 14 jours de cellule claire pour ceux qui travaillent en commun. Le comité seul peut infliger 60 jours de cellule claire, ou la même peine pendant un temps indéterminé, la dégradation à une classe inférieure, la bastonnade (25 coups au maximum). Les prisonniers ne peuvent être tenus plus de 20 jours en cellule sans travail. Ils ne peuvent être chargés de fers qu'en cas d'évasion tentée ou consommée.

L'aumônier visite les prisonniers journellement, surtout dans les cellules et à l'infirmerie.

L'enseignement élémentaire est donné à tous les condamnés ayant moins de quarante ans, à moins qu'ils n'aient les connaissances exigées. Cet enseignement comprend : la religion, l'histoire de la Finlande, la géographie, l'arithmétique, la grammaire, la lecture, l'écriture, l'orthographe et le chant.

La réforme ne s'est pas encore étendue aux prisons départementales, qui sont sous l'autorité mixte de l'administration générale des prisons et des gouverneurs. Mais dès que les bâtiments en auront été reconstruits ou appropriés, on appliquera à ces prisons les règles qui ont eu pour les pénitenciers de si heureux résultats.

Le travail dans les prisons de Finlande n'est jamais loué à des entrepreneurs. Il se fait en régie et les produits en sont vendus soit à l'État, soit à des particuliers.

(1) Voir dans le *Bulletin* de mars 1891, p. 252, la Visite aux prisons de Finlande, par M. A. Rivière.

Dans les maisons centrales, les prisonniers sont occupés tant à la confection d'objets destinés à la vente et dont l'administration fournit les matières premières, qu'à des travaux commandés par les différentes administrations, surtout par l'intendance militaire ou par des particuliers avec des matières premières fournies par eux. C'est ainsi que, depuis 1883, la plus grande partie des vêtements et toutes les chaussures destinées aux troupes finlandaises, sont confectionnées dans les maisons centrales.

Le produit du travail des prisonniers revient à l'État, mais un pécule est attribué aux détenus des classes supérieures comme récompense de leur bonne conduite. Toutefois ils ne peuvent dans les pénitenciers en disposer pendant le temps de leur détention, si ce n'est pour indemniser des personnes lésées par leur faute, ou pour aider de proches parents. Le montant de ces pécules dans les maisons centrales est en moyenne de 3 à 9 centimes par jour et par prisonnier.

Dans les autres prisons, les détenus jouissent du produit presque intégral de leur travail, et l'État n'en prélève qu'une faible partie.

Mesures préventives. — L'ancienne législation ne renfermait aucune prescription relative à l'éducation des jeunes délinquants. Le nouveau Code pénal dispose au contraire que les enfants de sept à quinze ans qui ont commis un délit ou un crime pourront être envoyés par le Tribunal dans un *établissement d'éducation correctionnelle*. Un établissement de cette nature est en voie de construction à Thusby, près d'Helsingfors. Les jeunes délinquants y demeureront jusqu'à l'âge de dix-huit ans ou jusqu'à vingt ans au plus, avec le consentement des parents ou tuteurs. Ils y seront exercés surtout aux travaux agricoles. Ils pourront aussi être placés dans des familles sous la surveillance de l'administration.

Il existe en Finlande depuis 1869 une société de *patronage des détenus libérés*, qui entretient des asiles pour les détenus libérés et cherche à leur procurer du travail. Mais ses ressources sont limitées, et son action est jusqu'ici peu étendue.

J. BOULLAIRE.

HOWARD⁽¹⁾

SA VIE. — SON ŒUVRE

Vie de Howard. Sa double influence au point de vue humanitaire en général et au point de vue pénitentiaire. État des prisons et de la science pénitentiaire au temps de Howard. Ses principes au point de vue hygiénique, disciplinaire, économique et moral, spécialement au point de vue du régime cellulaire. Son opinion sur les courtes peines et sur la transportation. Son influence en Angleterre et dans les autres pays. Conclusion.

Howard naquit à Enfield en septembre 1726. Son père était tapissier et lui laissa une fortune indépendante. Il en profita pour travailler, et dès 1756, il était nommé membre de la Société royale de Londres. Quelques mois auparavant, il avait fait un voyage à Lisbonne et avait été pris par un navire français. Il eut à subir, pendant sa courte captivité, le sort cruel réservé, à cette époque, aux prisonniers de guerre et apprit ainsi de bonne heure à compatir à leurs souffrances. Rentré en Angleterre, il publia le récit indigné des traitements infligés à ses compatriotes et provoqua des représentations diplomatiques qui furent écoutées. Il s'était retiré à Cardington, près de Bedford, où il s'occupait beaucoup des pauvres en leur procurant du travail, en leur faisant bâtir des cabanes, etc., et d'où il partit pour faire plusieurs voyages en Angleterre, en Hollande, en France, en Italie et en Allemagne. Ce fut alors (1773) qu'il fut nommé shérif du comté de Bedford. Cette fonction lui donna immédiatement l'occasion d'exercer plus largement l'ardente philanthropie qui était déjà l'aliment de son existence. Il vit et déplora la misère de ces infortunés, acquittés par la justice et maintenus au fond d'affreux cachots, faute de quelques pence pour acquitter les frais de justice ou de geôle (2).

(1) La Commission d'organisation du Congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg avait ouvert (*Bulletin*, 1889, p. 280) un concours international sur « le rôle d'Howard dans l'Histoire de la réforme pénitentiaire ». Deux médailles d'or, une grande et une petite, devaient être décernées aux deux meilleurs ouvrages. L'auteur ayant obtenu la grande médaille d'or devait, en outre, recevoir un prix de 2.000 francs; son ouvrage devait être inséré dans les Actes du IV^e Congrès.

Le jury d'examen des ouvrages déposés, élu par le Congrès a été la Société juridique de Saint-Petersbourg. Aussitôt que sa décision nous sera connue officiellement nous la communiquerons à nos lecteurs. (*Note de la Rédaction.*)

(2) Introduction à l'*État des prisons*.

Il éprouva un irrésistible besoin de se consacrer à eux et d'adoucir leurs maux, et, dès 1774, il fit adopter une loi en faveur des prisonniers par le Parlement, qui lui vota des remerciements solennels pour l'avoir provoquée. Cette loi assurait la liberté sous condition aux accusés contre lesquels le jury n'avait pu relever des charges suffisantes ; et dans ce but abolissait les droits de geôle qu'elle remplaçait par un traitement fixe mis à la charge du comté. Cette loi fut immédiatement suivie d'une seconde (juin 1774), sur l'amélioration de la condition des prisonniers ; les juges de paix devaient veiller, chacun dans sa juridiction, à ce que les murs et plafonds des prisons fussent blanchis au moins une fois l'an, à ce que les salles fussent claires et bien ventilées, à ce que tous les soins médicaux fussent assurés, etc., enfin à ce que tout ce qui concerne l'hygiène soit des bâtiments, soit des détenus, fût toujours maintenu en parfait état. Dans sa sollicitude pour les malheureux prisonniers, il alla même jusqu'à faire imprimer à ses frais le texte de la nouvelle législation et à le faire distribuer à tous les geôliers du royaume pour qu'ils ne puissent avoir le prétexte de l'ignorance de ce texte pour ne pas l'appliquer.

Peu après, il cessa ses fonctions de shérif et commença à songer à publier l'énorme masse de renseignements qu'il avait déjà recueillis sur les prisons.

Mais il était à la fois trop timoré et trop consciencieux pour oser écrire avant de s'être complètement éclairé sur l'état des prisons, non seulement dans toute l'Angleterre, mais dans les autres pays d'Europe. Il entreprit donc une nouvelle et vaste enquête et accomplit d'avril 1775 à juin 1790, ces dix voyages qui le conduisirent de Lisbonne à Kherson en passant six fois par la Hollande, trois fois par la France, quatre fois par l'Allemagne, une fois par l'Espagne et le Portugal. Ce n'est qu'à la suite de ces patientes investigations, qu'il se permit de mettre au jour (1777) son premier ouvrage sur l'état des prisons, suivi, douze ans seulement après, de l'*Histoire des lazarets* dans laquelle il revient sur plusieurs des prisons (Lyon, Gênes, Livourne, Florence, Rome, Naples, Venise, Trieste, Vienne, Francfort, Aix-la-Chapelle, Utrecht, Amsterdam, Londres, etc.) déjà décrites dans son premier livre.

Un des premiers effets de la publication de l'*État des prisons* fut la constitution d'une commission chargée de rédiger un projet de bill pour l'amélioration des prisons et la réforme des prisonniers au moyen de l'isolement combiné avec un travail régulier. Le gouvernement anglais était à cette époque fort embarrassé

par suite de l'impossibilité de continuer à déporter ses convicts en Amérique. Aussi peut-on dire que le livre de Howard, hostile à la transportation (1) et favorable à l'emprisonnement, venait à point. Mais les commissaires nommés, sir W. Blakstone et M. Eden, n'avaient aucune expérience pratique des nécessités auxquelles devaient répondre les nouveaux établissements à construire et des moyens d'y satisfaire. Ils s'adjoignirent Howard qui, avec son infatigable dévouement, se mit immédiatement en route (avril 1778) pour la Hollande, l'Allemagne et l'Italie pour y chercher des modèles de construction et rapporter à ses collègues des plans mûrement étudiés et pratiquement conçus. A son retour en Angleterre, en 1779, il fit adopter un bill ordonnant la construction de deux établissements pénitentiaires (19 Geo. III cap. 74) et fut nommé superintendant des bridewells ou maisons de correction. Mais les froissements qu'il éprouva comme membre du comité chargé d'appliquer cette loi et de fixer l'emplacement des futurs établissements l'amènèrent malheureusement à donner sa démission de superintendant (janvier 1781).

Sa retraite entraîna la dissolution du comité. Cet événement fut d'autant plus regrettable, que peu après l'Angleterre à nouveau s'éprit de la transportation et que les travaux de la nouvelle commission nommée en remplacement de l'ancienne furent stérilisés par l'envoi d'un convoi de déportés à la Nouvelle-Galles du Sud. Ce fut ainsi que la fatale résolution de Howard amena l'ajournement pendant quatre années d'une réforme presque mûre, grâce à lui, et prête à recevoir une vaste exécution. Sa santé avait été usée par les fatigues et les miasmes délétères qu'il avait traversés (Lazaret de Venise en 1786; Alkin, p. 95). Son dernier voyage fut à ce grand pays que l'illustre Catherine, à la suite de Pierre 1^{er}, venait d'ouvrir si largement à la civilisation. Après avoir traversé la Hollande et l'Allemagne, avoir visité Riga, Pétersbourg, Moscou, il fut pris de la fièvre à Kherson, en soignant une personne malade. Dix-sept jours après (20 janvier 1790), il fut enlevé à la science, à l'humanité : on dirait qu'il avait tenu à sceller de son sang le monument sublime qu'il leur avait élevé !

(1) Une partie de ce livre, celle relative aux navires destinés à la transportation des convicts, avait même été déflorée, avant sa publication, à l'occasion de la promulgation de l'Act de 1776 qui consacrait ses idées sur les inconvénients de la transportation, et organisait le système, si défectueux d'ailleurs, des pontons.

Nous devons réduire à ces lignes rapides une biographie qui a été tant de fois si bien faite. Nous nous contenterons de renvoyer à celles parues au tome V des *Actes du Congrès de Rome*, à celles de la *Bibliographie de Michaud* et de la *Britannia Encyclopedia*, à l'*Histoire de Howard* de la Rochefoucauld, à celles contenues dans les ouvrages de Lucas, Ducpétiaux, Dr Julius, et nous passerons sans tarder à l'examen des innovations accomplies ou projetées par Howard dans les institutions pénitentiaires.

Constatons dès le début, qu'il n'est pas le premier ayant exercé une influence sur cette réforme. Bien avant lui, nous le verrons tout à l'heure, et Mabillon, et Franci, et Clément XI, et Vilain XIV, et Penn, avaient songé aux prisons et aux prisonniers.

Mais aucun de ces illustres philanthropes n'a été comme lui, soutenu par un courant d'opinion, pas plus Mabillon que Beccaria, parce que, aucun n'avait pris le soin de l'établir, aucun surtout n'avait *payé de sa personne* comme l'avait fait Howard. Ils ne s'adressaient qu'à un cercle restreint de philosophes et de savants, tandis que lui, il s'adressait à toutes les classes de la société. Lui seul il a eu l'héroïsme de la charité, cet héroïsme, le plus sublime de tous, l'héroïsme obscur qui se passe des satisfactions de la publicité, de l'excitation du bruit ou des émotions soudaines, mais qui, ignorant des distances, des fatigues et des dangers, court au milieu des fléaux les plus implacables, bravant la peste, bravant la redoutable « fièvre des prisons » (1). Il a ému l'univers entier du récit de ses voyages et des souffrances dont son cœur avait saigné. Il a été pour cette grande plaie de l'infection pénitentiaire ce que de nos jours le cardinal Lavigerie est pour cette autre plaie de l'esclavage.

De là vient l'isolement ou la stérilité, au moins temporaire, dans laquelle restèrent les efforts de ces grands esprits (je fais exception pour Vilain XIV). Par là s'explique la continuité de

(1) Quel plus éloquent témoignage de ce courage froid et sublime que ces simples lignes (*Hist. des Laz.* II p. 314) dans lesquelles il annonce son intention de retourner en Russie et en Turquie pour recommencer et compléter ses travaux : « Je ne me dissimule pas les dangers qui en sont inséparables ; mais rempli de confiance dans cette Providence qui m'a conservé jusqu'à ce jour, je m'abandonne avec calme et même avec joie aux décrets de sa sagesse infailible. Si le bon plaisir de Dieu est de trancher le fil de mes jours pendant que j'accomplirai ce dessein, je prie ceux qui me survivront d'imputer ma conduite, non à l'enthousiasme ou à la témérité, mais seulement au désir d'être plus utile à mes semblables qu'en menant une vie retirée. »

l'action exercée par Howard. Qui lit aujourd'hui les *Réflexions* de Mably, les *Commentaires* de Blackstone et même le *Panopticon*, de Bentham? Tout le monde connaît les œuvres de Howard. Sa vie est légendaire. Sa mémoire est vénérée jusqu'au fond de nos prisons. Son nom est synonyme de charité, philanthropie, sollicitude éclairée pour les misérables. C'est le saint Vincent de Paul du XVIII^e siècle.

Comme son saint modèle, il a débuté dans la vie par une rude captivité et son expérience personnelle, en excitant dans son cœur la pitié pour les malheureux prisonniers, a donné à ses plaintes l'autorité qui manque aux rhéteurs de cabinet. Comme lui, il a fait des missions non seulement dans son propre pays, mais dans tous ceux où l'appelaient une misère à étudier, une infortune à soulager. Comme lui, les prisonniers et les malades, les abandonnés et les dénués, tous les besoins et toutes les misères l'appelaient à leur aide. Comme lui, malgré sa modestie et son extérieur plus qu'humble, il a fréquenté les cours et n'a pas craint d'y parler haut quand son cœur le lui a commandé : le langage de saint Vincent à la reine sur l'affreuse situation de Paris, le 12 janvier 1649, n'a pas été plus ferme que la fameuse apostrophe de Howard à Joseph II sur l'horreur de ses cachots. Saint Vincent, après l'éclipse de l'esprit charitable au XVI^e siècle, est le premier qui réveille l'opinion. De même Howard, après les frivolités et l'égoïsme qui, en dehors des philosophes, avaient obscurci le XVIII^e siècle, allume le flambeau de la fraternité humaine et de la compassion pour les déshérités du monde. Saint Vincent, si l'on en croit la légende, s'était vendu lui-même pour racheter un esclave. Howard, lui, sacrifia et sa liberté et sa vie pour dévoiler et adoucir les souffrances des prisonniers et des malheureux. Après avoir été l'Arthur Young des prisons de l'Europe, il a été le saint Vincent qui les a « consolées » (1). Son existence tout entière, comme celle du saint français, n'a été qu'un long renoncement. Aussi les disciples, non plus qu'à son modèle, ne lui ont-ils pas manqué.

A sa suite, l'idée de charité s'est épanouie dans l'Europe entière et on a vu les peuples protestants rivaliser avec les catholiques et les orthodoxes pour faire à l'humanité la place qui lui est due dans les prisons comme dans les hôpitaux.

(1) Delille : *Malheur et pitié*, Chant II.

Mais, après avoir rendu au vaillant philanthrope ce trop court hommage, il importe de penser au pénologue et d'étudier sa doctrine. A quelle époque et dans quelles circonstances prend-elle naissance? Quels étaient les systèmes préconisés dans le même temps par les esprits les plus éclairés? Quels sont les principaux points de son système? En quoi diffèrent-ils des idées généralement admises de nos jours et en quoi y ressemblent-ils? Quelle a été leur action directe et immédiate en Angleterre et au delà?

Dans les prisons anglaises, l'air infecte les habits de ceux qui les visitent (1)... Dans quelques-unes de ces espèces de cavernes, le sol ou le plancher est humide, quelquefois inondé, et la paille est jetée sur ces planchers inondés; souvent, il n'y a point de cour où le prisonnier puisse se promener. La nourriture est insuffisante: il n'y a pas de médicaments.

Les gardiens n'ayant point de salaires, soumettent les prisonniers à toutes sortes d'exactions. La bienvenue est exigée de tous les nouveaux arrivés et donne lieu aux plus odieux abus. Il n'y a pas de travail organisé.

Au point de vue moral, la réunion dans le même lieu des débiteurs avec les coupables, des femmes avec des hommes, de ceux qui entrent dans la carrière du vice avec ceux qui ont déjà parcouru celle du crime, constituent la méthode la plus sûre pour avilir et perdre une jeunesse inconsidérée et pour achever de corrompre ceux qui ne le sont encore qu'à demi.

Après avoir parcouru ces séminaires de fainéantise, de désordre et de larcin, il trouve les prisons de France infiniment supérieures et est presque porté à l'admiration (2). Et cependant quelles horreurs n'a-t-il pas encore à décrire! A Bicêtre (3) on entasse dans deux uniques chambres plus de deux cents malheureux: « Un si grand nombre d'hommes rassemblés et dans une profonde oisiveté doit produire une grande corruption de mœurs.... Le scorbut les atteint fatalement au bout d'un an ou deux de séjour, car on ne leur permet jamais de sortir de leurs chambres; plusieurs en ont perdu l'usage de leurs membres.... Au milieu de la Cour royale il y a huit effroyables cachots, enfoncés au-dessous du sol.... On voit dans chacun trois chaînes attachées

(1) *État des prisons* : Paris 1788, tome I, p. 15.

(2) *Ibid.*, p. 357.

(3) *Ibid.*, p. 375 et suiv.

au mur et dans le coin un tuyau de pierre pour renouveler l'air... » A la Salpêtrière, presque toutes les criminelles sont inoccupées. Les cachots de la Bastille exhalent l'odeur la plus insupportable et la plus nuisible; ils sont l'asile des rats, des crapauds et autres animaux infects.... Ces antres sont obscurs; il n'y a ni feu ni ouvertures quelconques pour recevoir l'air ou la lumière. A la Conciergerie, les cachots étaient également obscurs et infects; en 1783, 126 détenus couchaient sur la paille, 18 étaient à l'infirmierie et 16 au cachot.

En province la situation n'est pas meilleure. A Lyon, il compte, en décembre 1785, quatorze criminels dans les cachots noirs, à 60 pieds sous terre (1). Et cependant il y remarque les effets de quelques dispositions plus généreuses envers les prisonniers qu'il n'en avait observé dans sa précédente visite, en 1776. A Marseille, en janvier 1786, la prison est surchargée de détenus et il remarque que leur malpropreté est extrême, malgré les secours que leur apportaient les *Frères de la Miséricorde*. A Châlons, les cachots sont aussi malsains que ceux de Paris; de même à Bordeaux. A Lille, en 1783, sur 12 prisonniers 5 étaient malades et la chambre dans laquelle ils étaient couchés, tous dans le même lit, était tellement remplie d'exhalaisons putrides que Howard y fut saisi de la fièvre.

En Allemagne (2) les prisons sont en général construites près des rivières, ce qui en facilite la propreté. Comme l'instruction se fait rapidement, il y a peu de prisonniers. On les occupe à des travaux publics. Ils sont habillés et nourris aux frais de l'État. Il n'y a pas de cachots dans les prisons d'Allemagne, mais dans plusieurs d'entre elles il y a des chambres à part pour chaque prisonnier. La nourriture est assez stricte, car elle ne comprend que du pain et de l'eau, mais la charité privée y supplée.

Cependant, huit ans après son premier voyage, il constate à Vienne, en décembre 1786, que les cachots sont d'affreux souterrains où l'on entasse jusqu'à trois ou quatre prisonniers (3) enchaînés dans une obscurité absolue, privés pendant des mois entiers de tout secours spirituel.

(1) *Histoire des Lazarets* (tome IV et V de l'ouvrage: *Établissements d'humanité*. Paris, an VII de la République) tome I, p. 150 et suiv.

(2) *État des prisons*, tome I, p. 136.

(3) *Histoire des Lazarets*, tome I, p. 190.

En Suisse et notamment à Berne, les prisonniers sont répartis en catégories distinctes, soit dans les chambres, soit pendant le travail: les plus coupables sont séparés des moins pervers; les femmes sont complètement isolées des hommes. Ceux-ci sont employés à nettoyer et à arroser les rues, aussi Berne est-elle une des villes les plus propres de l'Europe. Les moins criminels ne sont point assujettis à ces travaux publics. Ils travaillent dans l'enceinte de la prison, loin des regards du public et dans une chambre spéciale, à différents objets. Dans leurs heures de loisir, ils font ou raccommodent des souliers, des chapeaux de paille et autres objets. Leur nourriture consiste en deux livres de pain et deux soupes de légumes. On prend un soin attentif des malades. Tous jeux sont interdits. On veille à ce que tous les prisonniers, matin et soir, accomplissent leurs devoirs religieux. Le dimanche, le chapelain leur fait des instructions. Toutefois la prison « n'est ni bien commode, ni bien propre ».

Le voyage que Howard fit en 1781 en Italie lui permit de constater qu'en général les conditions hygiéniques n'y étaient guère supérieures à celles des autres prisons d'Europe. Dans les plombs de Venise, la chaleur est insupportable et dans les cellules le sort n'est pas moins déplorable. De même à Rome, dans la prison neuve, les chambres secrètes ont un air infect et leurs habitants sont pâles et abattus; seules les infirmeries sont bien tenues, propres, bien éclairées et régulièrement visitées par les médecins. Une chambre spéciale est affectée aux aliénés, exception peut-être unique à cette époque. Mais c'est surtout au point de vue moral que se distinguent les prisons d'Italie. Les jeux de toutes sortes y sont presque partout sévèrement interdits. Les hommes et les femmes sont absolument séparés. Les offices religieux y sont périodiquement célébrés et la chapelle, sauf à Venise, y est ouverte, pour permettre aux prisonniers d'assister à la messe et de remplir leurs autres devoirs. A Milan, à Livourne et en d'autres villes, sauf à Venise, le travail est remarquablement organisé. Les travaux d'édilité et de nombreux travaux intérieurs (cordonniers, tailleurs, forgerons, ébénistes, tisserands, etc.) occupent les prisonniers, et ceux qui n'ont pas de métier en apprennent un. Enfin des sociétés charitables visitent les prisonniers, leurs distribuent des secours et des consolations, et en cas de condamnation à mort, les assistent jusqu'au dernier moment (1).

(1) *État des prisons*, tome I, p. 263-298.

Quand, en 1786, Howard fit son second voyage, il constata à peu près partout : à Livourne, à Rome, à Naples, la même situation. A Florence toutefois, l'active initiative du grand-duc avait encore réalisé les changements les plus satisfaisants au point de vue hygiénique et disciplinaire (1).

En Russie, en 1781, il n'y a point de prisons régulières et on ne prête que peu d'attention à la réforme des criminels. On abuse des châtiments corporels. A Saint-Petersbourg l'air de certaines chambres, où sont entassés jusqu'à 35 prisonniers, est irrespirable et dans certains réduits bas et voûtés, où l'on met les hommes aux fers, la chaleur et l'infection sont telles « qu'elles aident à détruire ceux qu'on force à y vivre ». Cependant à Moscou, Howard ne trouve aucun vestige de prisons ou cachots semblables à ceux d'Angleterre et de plusieurs autres pays : aussi attribue-t-il à leur suppression, l'absence de tout symptôme de fièvre des prisons à Moscou, à Saint-Petersbourg et partout ailleurs. La nouvelle maison de correction qui fut construite à cette époque à Saint-Petersbourg excite légitimement son admiration : les chambres y sont largement aérées et éclairées, avec des galeries soutenues par des piliers (2).

Mais c'est surtout en Hollande et en Flandre qu'éclate son admiration.

Dans les Provinces-Unies (3) « les prisons sont si tranquilles et si propres que celui qui les visite a peine à croire que ce soient des prisons. Elles sont chaque année, et souvent deux fois par an, blanchies à l'eau de chaux ; chacune d'elles a son médecin, son chirurgien particulier ; en général les maladies y sont rares. Dans la plupart de celles qui sont destinées aux criminels, il y a une chambre pour chaque prisonnier, et il n'en sort jamais. Chacun a un bois de lit, un garde paille, et une couverture.... »

Si du régime physique il passe au régime moral, il constate avec quel scrupule les magistrats appliquent cette maxime du sage : Rends-le laborieux et diligent, et il deviendra honnête. On emploie les hommes à râper du bois de campêche, à moudre au moulin, à fabriquer de la laine, et les femmes à filer. Le travail est si bien organisé qu'il suffit à l'entretien des prisonniers

(1) *Histoire des Lazarets*, tome I, p. 166.

(2) *Ibid.*, tome II, p. 305.

(3) *État des prisons*, tome I, p. 86.

et qu'il leur reste encore du temps pour travailler pour leur plaisir et s'amasser un petit pécule. Personne ne reste inoccupé. « On prend de grands soins pour leur procurer des instructions morales et religieuses, et pour réformer leurs mœurs. Il y a un chapelain dans chaque prison ; et il doit faire, non seulement le service public, mais encore leur donner des instructions particulières. Ces soins n'y sont pas sans fruits, et plusieurs d'entre eux y deviennent sobres, actifs et honnêtes. Ceux qui se distinguent par leur sobriété, leur diligence, sont mis en liberté avant l'expiration du terme de leur emprisonnement. » Ces libérations anticipées sont accordées par les magistrats après une sérieuse enquête auprès du directeur et du chapelain. Des inspecteurs ou régents visitent les prisons tous les 15 jours. Il y a des chambres spéciales pour les jeunes gens vicieux, qui y sont enfermés sur la demande de leurs parents. Il y a aussi des chambres obscures pour les prisonniers indisciplinés. Le traitement des geôliers est fixe et la nature, de même que la quantité de tous les aliments, est réglée avec précision à l'avance.

En Flandre, il admire en général la propreté et la salubrité et il critique seulement l'absence de préaux et l'insuffisance de la nourriture. Toutefois à Gand, où la propreté et la disposition sont moins remarquables que dans certaines autres prisons flamandes, c'est surtout le régime économique qui attire ses observations (1). Le geôlier reçoit un salaire fixe, proportionné au nombre de ses prisonniers ; tous les frais de nourriture et de maladie sont payés par le gouvernement. Le magistrat visite la prison toutes les semaines et veille à la qualité et à la quantité de toutes les provisions. Enfin, tous les prisonniers ont une tâche fixée chaque semaine et ce qu'ils font au delà leur appartient. Dans la maison de correction, de même qu'à Vilvorde, on applique le système du grand réformateur, comte Vilain XIV ; aussi l'établissement fonctionne-t-il comme une manufacture bien réglée : on y file, on y tisse, on y fait des filets, des habits ; tous les prisonniers paraissent sains et propres.

Malheureusement 5 ans après, en 1783, Joseph II, à l'instigation de quelques intéressés qui prétendaient que le travail des prisonniers faisait une concurrence désastreuse à l'industrie libre, avait détruit toute l'œuvre de Marie-Thérèse : la manufacture

(1) *État des prisons*, tome I, p. 331.

avait été supprimée, les métiers et les instruments vendus ; déjà l'aspect des prisonniers avait entièrement changé ; plus du quart étaient dans les infirmeries ! Et la province avait dû être imposée à 3.000 florins par mois ! Triste résultat de la mobilité avec laquelle ce prince, pourtant si bien intentionné, ordonna et exécuta tous ses plans !

Il nous est impossible de passer en revue tous les travaux de Howard dans tous les pays qu'il a parcourus et étudiés. Nous devons forcément nous limiter à cet aperçu de l'état des prisons et passer à l'examen de l'état de la science pénitentiaire au moment où Howard commença ses études et posa les bases de son système.

Dès l'année 1677, le prêtre Philippe Franci avait disposé à Florence, en vue de l'emprisonnement cellulaire, la prison de Saint-Philippe pour les enfants indisciplinés.

Entre 1690 et 1695, Mabillon(1), s'était élevé avec énergie contre la dureté des prisons monastiques et avait protesté contre l'absence de tous soins physiques et moraux. Avec une merveilleuse précision, il avait tracé toutes les règles de l'emprisonnement cellulaire, tel qu'il devait être pratiqué deux siècles plus tard, et avait célébré ses mérites supérieurs au point de vue de la moralisation des condamnés. Mais ses réflexions, écrites seulement sur les prisons monastiques, étaient restées peu connues. Moins heureux que ne le fut Beccaria 75 ans plus tard, il n'avait point fait école ; et cependant Beccaria s'était contenté de sonner la charge contre les abus de la justice criminelle. Il parlait peu des prisons et point de leur réforme.

Clément XI avait fait mieux qu'écrire un livre. Dans sa vaste maison de correction, élevée en 1703 sur la rive gauche du Tibre, pour les jeunes détenus, il avait heureusement combiné, au moyen d'un système cellulaire appliqué pendant le jour et pendant la nuit, les avantages du travail avec les enseignements de la religion en faveur de l'amendement de ses jeunes pensionnaires. Et Howard lui-même put lire, en 1781, dans une chambre de la maison cette belle maxime qui, dit-il, indique le grand but auquel doivent tendre toutes les lois criminelles(2) : *Parum est coercere improbos pœnâ, nisi probos efficias disciplinâ.*

(1) V. mon étude sur *Mabillon criminaliste*, publiée dans la *Nouvelle Revue historique du droit*, en 1889, page 758 et suiv.

(2) *État des prisons*, tome I, p. 282.

Malheureusement à l'époque où il la visita, l'emprisonnement cellulaire n'était déjà plus appliqué depuis deux ans. Il remarqua toutefois une cinquantaine d'enfants tous occupés à filer sous la règle du silence.

Un demi-siècle après, s'élevaient sur le même modèle, la *Maison du bon conseil*, à Turin (1757), et un établissement semblable à Venise, en 1760. Enfin en 1766, s'achevait à Milan une maison de correction copiée encore sur celle de Saint-Michel et dont l'érection, déclare Howard, fait honneur à l'Italie. Quand il la visita, en 1781, il en constata l'heureux aménagement au point de vue architectural et économique (1). De sorte que Filangieri n'eut qu'à s'inspirer de ces grands exemples pour achever l'œuvre si complète de son maître (1764), en posant les règles d'un système pénitentiaire vraiment scientifique, en réunissant en un corps de doctrine précis les principes trop généraux de ses devanciers, Montesquieu, d'Alembert, Beccaria. C'est ce même établissement de Milan, qui, sous le même règne de Marie-Thérèse, servit, 20 ans après, de modèle à la prison de Gand, dont la belle ordonnance cellulaire pour la nuit et les dispositions économiques ont également et si justement frappé Howard en 1778(2). On y suit, dit-il, d'excellentes règles pour prévenir les contestations et les querelles, pour inspirer aux prisonniers des principes moraux, pour préserver leur santé et les rendre un jour membres utiles à la société. D'ailleurs tout ce qu'il voyait ne faisait que réaliser les idées propagées depuis longtemps par le comte Vilain XIV. Aussi renvoie-t-il pour les détails au beau *Mémoire sur les moyens de corriger les malfaiteurs et les fainéants à leur propre avantage, et de les rendre utiles à l'État*, publié par ce noble philanthrope, en 1771, à Gand.

De Flandre, ces idées avaient traversé les mers et s'étaient répandues en Angleterre et aux États-Unis. Adoptées avec enthousiasme par les quakers, dignes héritiers de Penn, elles avaient suscité, dès 1773, la construction à Philadelphie de la prison de Walnut-street. Cette fondation était heureusement complétée, en 1776, par celle de la « Société de Philadelphie pour assister les prisonniers malheureux » dont les membres se mettaient bientôt en communication avec Howard et introduisaient sa réforme

(1) Sur l'excellente organisation du travail pénal, conf. *État des prisons*, I, p. 300.

(2) *Ibid.* p. 333.

dans le pénitencier cellulaire de Philadelphie. Ces premiers efforts furent arrêtés par l'entrée de l'armée anglaise à Philadelphie. Mais le 8 mai 1787, sous l'inspiration de Franklin, qui avait déjà publié ses belles études sur nos institutions de prévoyance et de répression, la première société fut remplacée par la « Société pour soulager les maux des prisons publiques ».

L'Angleterre avait été moins prompte à utiliser le type que lui offrait l'établissement de Gand. Bien qu'elle ait eu, pour s'instruire, les remarquables instructions tracées par Goldsmith dès 1766. au XXVII^e chapitre de son *Vicaire de Wakefield*, elle attend jusqu'en 1785 pour céder aux instances de Howard et de Blackstone et ériger la prison de Gloucester.

A l'autre extrémité du monde civilisé, Catherine II n'hésitait pas à traduire dans son *Instruction* pour le nouveau Code les déclarations les plus hardies de nos philosophes, à côté des prescriptions les plus justes sur les distinctions à faire entre les différentes classes de prisonniers. Malheureusement l'éminente correspondante de Beccaria, de Voltaire et de Howard laissa trop ses merveilleuses maximes à l'état de platoniques déclarations : l'opposition qui se forma autour d'elle, et, plus tard, les craintes que lui inspira la Révolution française en empêchèrent l'application. Quatorze ans après la convocation de ses États-Généraux, Howard était encore réduit aux constatations que nous mentionnions quelques pages plus haut.

En France, une longue suite d'ordonnances royales avait vainement essayé de combattre le fléau de la mendicité en organisant le travail dans des établissements publics. Dès 1777 Voltaire, bientôt suivi par la pléiade des philosophes et par nombre de publicistes tels que Boucher-d'Argis, Marat, Brissot de Warville, s'élève contre la promiscuité et l'infection des prisons (1). Mais par une singulière inconséquence, dans son *Essai sur les mœurs* (1757), il condamne l'isolement cellulaire qu'il déclare *une chose contre nature*.

La belle déclaration du 30 août 1780 s'était largement inspirée des grands principes proclamés par la philosophie, mais n'avait abouti qu'à quelques réformes isolées et locales, telle que la dé-

(1) *Prix de la justice*, XXV. Comment donc, dans le même ouvrage, pouvait-il absoudre, du moins partiellement, la torture, demandant seulement qu'on la réservât au scélérat reconnu, pour lui faire dénoncer ses complices, tandis que dans le même temps son ami Diderot la déclarait nécessaire ? Fatal joug des préjugés !

molition du Fort-l'Évêque et du Petit-Châtelet, et la création de nouvelles infirmeries semblables à celle de la Conciergerie. Le grand règlement préparé en 1784 par Necker n'avait pu arriver à la signature du Roi et bien que, à la fin de 1785, le bon Howard note en province « les effets de quelques dispositions plus généreuses envers les prisonniers » les cahiers des États-Généraux sont remplis des doléances les plus vives au sujet de l'état des prisons.

Nous avons vu en quel état d'abjection étaient les prisons de toute l'Europe, quels monstrueux abus, quelle dégradation physique et morale y sévissaient. Dans l'aperçu que nous venons de donner de l'état de la science pénitentiaire à cette époque, nous avons constaté combien étaient relativement rares les philanthropes ou les criminalistes portant quelque intérêt à ces questions et surtout nous avons montré combien étaient encore arriérées les idées de ceux qui passaient pour les plus en avance sur leur temps.

Il nous faut maintenant rechercher quel effet un pareil état des choses et des idées exerça sur l'esprit d'Howard et quels principes il lui inspira. Ce sera la dernière partie, mais aussi la plus importante de cette étude.

Dans cette analyse, nous suivrons le plan classique qui s'attache d'abord au régime hygiénique, puis au régime disciplinaire, au régime économique, enfin au régime moral.

Régime hygiénique. — En ce qui concerne l'hygiène des bâtiments, la première chose à considérer est la situation. Une prison doit être bâtie dans un lieu aéré, et, s'il est possible, près d'une rivière ou d'un ruisseau, qui n'en doit pas baigner les murs; car ils en seraient affaiblis et en deviendraient humides (1). Nos hygiénistes modernes s'étonneront à bon droit, malgré la recommandation qui la termine, de l'insistance avec laquelle il vante la proximité des cours d'eau. Il y revient dans l'*Histoire des Lazarets* (II, p. 274) et donne les raisons de sa préférence. Non seulement cette proximité facilite la propreté, qui est l'élément le plus indispensable de la salubrité, mais elle communique à l'air une salubrité particulière, à raison de ce que l'air des rivières et de la mer est probablement plus chargé de vapeurs. Il croit pouvoir appuyer son opinion sur celle du Dr Héberden et sur celle du plus célèbre médecin de l'antiquité. Que si on lui objecte que cette proximité

(1) *État des prisons*, tome I, p. 44.

communiquera aux cachots une grande humidité, il répond que le remède est bien simple et qu'il suffit de n'en point faire : ce sera un double avantage. Quoi qu'il en soit, cette appréciation était bien répandue à la fin du XVIII^e siècle, car nous l'avons retrouvée quelques années plus tard, presque textuellement, dans un ouvrage (1) de Mirabeau évidemment inspiré par les œuvres de Howard.

Si la prison ne peut être construite près d'une eau courante, il faut choisir un lieu élevé et découvert.

Les murs en seront assez hauts pour prévenir les évasions, mais pas assez pour empêcher la circulation de l'air. Et d'ailleurs les évasions peuvent être rendues plus difficiles. d'une part, en séparant les détenus les uns des autres au moins la nuit, ce qui arrête les complots, d'autre part, en élevant la prison sur des arcades élevées. Les arcades, outre qu'elles empêchent de miner les chambres, augmentent l'aération et fournissent aux prisonniers une promenade couverte et sèche pour les temps humides.

Après avoir ainsi veillé aux trois points qui encore aujourd'hui préoccupent sans cesse nos architectes : l'humidité, l'aération et la circulation aux préaux, Howard passe à l'hygiène des détenus.

Sa règle fondamentale est celle-ci : les détenus sortent de prison avec des bras si desséchés et si faibles, une voix si cassée, une voix si timide qu'ils ne peuvent arriver à trouver de l'ouvrage ; il faut leur assurer un régime qui entretienne suffisamment leurs forces pour leur permettre de s'occuper utilement après leur libération et pour les dispenser de commettre de nouveaux crimes.

En conséquence, quand ils ne boivent pas de liqueurs nutritives, on devra leur distribuer au moins une livre et demie de pain, et en outre, une ration de fromage ou de beurre ou de pommes de terre ou d'autres légumes.

En outre, une fois par semaine, à titre de récompense, le dimanche par exemple, on leur distribuera à chacun une chopine de bouillon et du bœuf. Mais il sera défendu aux geôliers, ainsi qu'à tous ceux qui en dépendent, de tenir cantine pour vendre du vin, de l'ale, de la bière, ou d'autres liqueurs, et du pain même.

Les liqueurs ne pourront être fournies que par un commerçant habitant en dehors de la prison.

(1) *Rapport à la Constituante sur les prisons d'amélioration*, déjà cité plus haut.

Des précautions seront prises pour maintenir la propreté parmi les détenus. Non seulement tous les privés et toutes les cours, toujours pavés en pierres plates, seront lavés avec soin et régulièrement, mais les détenus doivent être baignés et changés de linge. A cet effet, un bain sera toujours préparé, dont l'eau pourra être chauffée quand ce sera nécessaire; les nouveaux arrivés y seront baignés et les détenus anciens y seront également envoyés, qu'ils soient malades ou non. On prévendra ainsi ou on guérira la fièvre des prisons. Quant aux vêtements et aux bois de lits, quand ils seront infectés de vermine ou de miasmes, on devra les jeter dans un four spécial construit près de la salle de bain. Les vêtements de tout nouveau détenu seront soumis à des fumigations et désinfectés soigneusement.

Chaque semaine, on leur remettra une chemise blanche et chaque jour un essuie-mains. On veillera à ce qu'ils se lavent les mains et le visage avant chaque repas. On doit aussi leur fournir à chacun un seau d'eau, un torchon, un balai, du savon et du vinaigre; les balayures et les cendres doivent être emportées hors des chambres. Si une maladie contagieuse s'est déclarée dans une salle, cette salle devra être grattée, lavée, blanchie à la chaux et soumise à plusieurs fumigations.

La paille des lits doit être enfermée dans une toile; sinon, renouvelée toutes les semaines. Chaque détenu devra avoir un bois de lit et une ou deux couvertures. On ne devra pas laisser les prisonniers dormir trop longtemps pour ne pas les anémier et on devra les faire changer de pièce, aussitôt après le réveil.

On doit laisser ouvertes, tout le jour, les fenêtres des chambres et les fermer le soir; les lits seront bien aérés, les tables bien essuyées, les planchers balayés et lavés. Chaque salle doit être blanchie à la chaux deux fois par an, et en outre, soumise à des lavages fréquents.

L'infirmier sera placée dans la partie la plus aérée de la cour; elle sera séparée des autres bâtiments et élevée sur arcades. L'air sera souvent renouvelé dans les pièces au moyen de courants d'air pendant le jour, et en outre, au moyen de ventilateurs à la main ou à voiles. L'Act *pour préserver la santé des prisonniers* prescrit qu'il y aura un chirurgien et un apothicaire expérimentés attachés à chaque prison, et qu'ils feront tous les trois mois, un rapport exact de l'état des prisonniers. Mais Howard voudrait plus: il voudrait qu'on suivît l'exemple qu'il a vu à Pétersbourg, où, chaque vendredi, un officier d'un rang distingué visite tous les

prisonniers, les interroge avec le chirurgien, et vient ensuite faire un rapport détaillé à la régence. Dans la visite à Marseille dont nous avons parlé plus haut, Howard constate, d'une part, que les soins de propreté étaient fort négligés, d'autre part, que les *Frères de la Miséricorde* s'occupaient d'eux régulièrement. Aussi, avec son grand esprit pratique ajoute-t-il, en note de la page 156 : « J'ai témoigné le désir, pour la santé des prisonniers, que ces moines voulussent appliquer une partie de leurs charités à des dons aux détenus qui sont les plus propres dans leurs chambres et sur leurs personnes, ainsi que pour le pavage des cours et le blanchiment à la chaux des prisons, attendu que des criminels travailleront avec plaisir en prison, si la salubrité y règne, et cela pour un quart du prix qu'ils gagneraient s'ils étaient libres ».

Mais à peine a-t-il tracé ces règles, qu'il sent si nouvelles pour son époque, qu'il prévoit une objection et s'empresse d'y répondre. A ceux qui craindraient qu'un traitement si humain ne cessât d'inspirer aux malfaiteurs une crainte salutaire, et, au contraire, ne leur fit trouver le séjour des prisons plus supportable que leurs propres maisons, il réplique avec raison, que son plan ne donne rien à l'élégance, à l'agrément, aux plaisirs ; que partout régnera une règle austère ; que toute dissipation sera prévenue, tout libertinage réprimé ; que l'emprisonnement enfin, sera toujours une peine, toujours redoutable, surtout pour ceux qui craignent le travail, pour les vagabonds, pour les débauchés (1).

Régime disciplinaire. — Avec son grand sens pratique, Howard avait parfaitement compris que les règlements valent ce que valent les agents chargés de les appliquer, que, d'autre part, ces agents ne peuvent offrir les garanties exigées pour une bonne administration que s'ils reçoivent un salaire convenable et s'ils sont soumis à un contrôle sévère.

Aussi, si, d'un côté, il exige que tout gardien soit bon, actif, humain, qu'il ne soit ni trop vieux, ni infirme, il entend, corrélativement, qu'il reçoive un traitement fixe, proportionné à son grade, à l'importance de sa fonction et à ses frais.

Pour assurer le bon recrutement, il exige que les nominations de tous les fonctionnaires soient soumises au contrôle des magistrats. Ce sont eux qui déterminent notamment le nombre des

(1) *État des prisons*, I, p. 84.

guichetiers nécessaire, qui choisissent le chapelain, et qui, d'une manière générale, veillent à la stricte observation des lois (1).

Cette charge du contrôle, tant de la nomination que de l'administration de tous les agents, incombe de plein droit aux shérifs, aux magistrats, aux juges des villes, et il se trouvera toujours parmi eux un homme généreux pour se charger de cette fonction aussi respectable qu'importante. Mais si cette charge, continuée indéfiniment, devenait trop lourde pour le même homme, on pourrait obliger tous les membres d'un tribunal à s'en charger alternativement tous les ans, ou tous les trois mois ou tous les mois. Ainsi, dans chaque comté, dans chaque ville, un inspecteur choisi parmi les magistrats, élu par eux ou nommé par le parlement, quelquefois même par le grand juré, surveillerait l'administration des prisons. Il les visiterait une fois au moins tous les quinze jours, « en variant les jours et les heures. Il aurait un précis de toutes les lois relatives aux prisons, et s'assurerait si on les néglige ou si on les observe. Il visiterait, comme on le fait dans plusieurs hôpitaux, chaque chambre, parlerait à chaque prisonnier, écouterait ses plaintes, mettrait ordre à celles dont la justice lui paraîtrait manifeste ; et, lorsqu'il aurait des doutes sur elles, il en remettrait la décision à ses collègues. Cet honorable emploi ne devrait point avoir de salaire ; de plus nobles motifs doivent engager à s'en charger. En est-il de plus noble que celui de secourir l'humanité souffrante, de tempérer des rigueurs souvent injustes, et que l'état social rend nécessaires, d'être les gardiens des lois bienfaisantes, et de servir sa patrie ? Alors on mettra plus d'exactitude et d'activité dans cet emploi qu'on n'y en a mis jusqu'ici » (2).

Après avoir déterminé les autorités chargées de l'administration et du contrôle, Howard s'occupe des règlements qu'il importerait de mettre en vigueur dans les prisons. Les détenus pour dettes ont un régime différent de celui des criminels. Ils sont logés dans un quartier distinct, ou tout au moins dans des chambres séparées, de peur que la dépravation des autres ne les atteigne. Leurs fenêtres doivent avoir des vitres, tandis que celles des coupables sont simplement bouchées avec de la paille pendant la nuit.

(1) *Etat des prisons*, tome I, p. 69.

(2) *Ibid.*, p. 70.

Il serait sage d'avoir une espèce d'uniforme pour les prisonniers, ce qui préviendrait les évasions, tout en assurant plus facilement la propreté.

Le geôlier doit toujours résider dans la prison et il ne doit avoir aucun intérêt dans la distribution des vivres. Pour assurer la justice dans cette répartition, il faudrait, comme en Irlande, la faire présider par le ministre de la paroisse, et surtout interdire au geôlier de rien vendre, ce qui supprimera toute tentation de frauder ou de falsifier les denrées alimentaires ou de favoriser l'ivresse chez les détenus, en vue de développer le débit des liqueurs alcooliques. Il faut enfin que chaque prisonnier connaisse ce à quoi il a droit, et pour cela un tableau ou tarif des consommations doit être suspendu dans les salles. En outre, un tableau faisant connaître tous les règlements concernant l'alimentation (quantité et qualité), le couchage (nature de la literie et heures du lever et du coucher), l'hygiène, la propreté, les jeux, l'ivrognerie, les querelles, les obscénités, les punitions, les heures des repas, des offices, etc....

Le geôlier doit visiter chaque jour toutes les parties de la prison et veiller lui-même à tous les soins de propreté. Il doit exercer une surveillance étroite sur ses domestiques.

En ce qui concerne le maintien de la discipline, Howard n'entend pas qu'une matière aussi importante soit abandonnée entièrement à l'arbitraire d'un simple geôlier. Aussi exige-t-il que les fautes qui méritent une peine plus grave que le cachot, soient soumises à la connaissance des magistrats. La plus sévère des peines que, dans les cas les plus graves, comme les rixes, les querelles, les injures, le geôlier puisse seul appliquer, est la séquestration étroite, accompagnée de la privation de tous aliments autres que le pain et l'eau, pendant un temps proportionné à l'importance de la faute. Il doit au cas où une plainte lui est adressée par un détenu, à ce sujet, entendre les deux parties à la fois et décider ensuite. Si la punition de la cellule lui paraît insuffisante, il en référera aux magistrats.

Régime économique. — Le régime économique soulève deux questions d'inégale importance : l'entretien des bâtiments et des détenus, et le travail, qui ne pouvaient échapper à la perspicacité de Howard. Mais tandis qu'il consacre les plus longs développements à la seconde, il est assez sobre sur la première. En pouvait-il être autrement à l'époque où il écrivait ? Dans un temps

où c'est à peine si les locaux et le mobilier existaient, pouvait-on songer à leur entretien régulier ? Tout était abandonné à l'arbitraire : celles des prisons qui étaient propriétés particulières étaient réparées par leurs propriétaires, les autres l'étaient par l'État..., quand on y songeait ou qu'on avait des fonds pour cet objet. Aussi la seule règle qu'on puisse déduire de ce qu'il dit à cet égard, est celle-ci : que toutes les dépenses de salaires, d'entretien, tant des bâtiments et du mobilier que des détenus, doivent incomber à l'État. Ces frais d'ailleurs, doivent être réduits le plus possible. En ce qui concerne les travaux de construction, il recommande de les faire exécuter par les détenus eux-mêmes (*Hist. des Lazarets*, II p. 279). Prescription à noter, quand on voit qu'il a fallu près d'un siècle pour que l'application en fût faite dans nos pays. (loi votée le 1^{er} juillet 1889, au Sénat, article 9) !

Quant aux débiteurs, ils ne doivent non plus rien payer ni pour leur logement, sauf s'ils désirent avoir des chambres de luxe, ni pour leur nourriture ou les soins médicaux. C'est à leurs créanciers ou au public de supporter ces frais.

Nous arrivons au travail et, quelle que soit l'ardeur qu'il mette à en prescrire l'universelle organisation, il s'empresse d'éviter les utopies, dans lesquelles s'empressent, en général, de tomber les enthousiastes d'une idée. Il se garde de croire et de professer que le travail fait dans les maisons de correction, puisse fournir à leur dépense. On l'a supposé, dit-il, c'est une erreur qu'une longue expérience dément. Et il en donne la raison, avec son inaltérable bon sens : « Il y a une grande différence entre un travail forcé et celui qui est l'objet de notre choix. Aussi, voyons-nous que, dans les maisons les plus économiquement administrées, en Hollande, il y a des impôts pour les soutenir (1) ».

Cette réserve faite, il se consacre avec passion à l'étude de ce problème essentiel : il y revient sans cesse, tant au point de vue moral qu'au point de vue économique, et ses conclusions sont encore aujourd'hui dignes de toute l'attention de nos administrateurs.

Deux passages, surtout, montrent toute l'importance qu'il accorde au travail dans le système pénitentiaire. Il le considère comme une distraction, une « indulgence » qui a comme effet d'empêcher le détenu d'oublier sa profession, de lui permettre de

(1) *État des prisons*, tome I, p. 80.

soulager sa famille, d'apprendre un métier, s'il n'en a déjà, et d'améliorer son sort. Il déclare ailleurs : « Faites-les travailler et vous les rendrez vertueux. » Sans doute, il ne faudrait pas prendre trop à la lettre cette dernière formule qui, comme toutes les formules, a l'immense tort d'être trop absolue. Le travail, sans le secours de la religion, ne remplirait qu'une partie du but poursuivi. Mais nous verrons dans le prochain paragraphe, que Howard n'a nullement oublié de faire à la religion la part qui lui revient dans l'œuvre de la moralisation. Retenons donc simplement ceci, qu'il considère le travail comme l'un des deux facteurs les plus actifs de la régénération du coupable.

En ce qui concerne l'obligation du travail, il établit les distinctions nécessaires entre les condamnés, les prévenus et les détenus pour dettes. Les premiers doivent être tous occupés, il n'y a d'exception qu'au cas de maladie. S'ils sont nombreux, on doit les répartir en diverses chambres, et les diviser le plus possible en petits groupes très peu nombreux, parce que, dit-il, les hommes qui travaillent sans en avoir le goût ou l'habitude, sont plus facilement séduits par la paresse dans une compagnie nombreuse, que quand ils sont livrés à eux-mêmes et ne peuvent échapper à la surveillance du gardien.

Le directeur d'un bridewell doit être en même temps un maître de l'art dans lequel on y travaille. On doit posséder dans l'établissement tous les moulins à bras, métiers, rouets, tours, et instruments nécessaires à l'exercice des diverses professions. Les prisonniers doivent travailler dix heures par jour, y compris les heures de repas.

Il va de soi qu'on doit fournir du travail aux détenus pour dettes qui en font la demande. Mais il estime, pour les accusés, qu'il suffit de n'en point refuser s'ils en demandent. C'est la théorie moderne. Peut-être pourrions-nous le trouver vraiment un peu trop moderne quand il déclare admettre parfaitement « qu'on peut ne point exciter au travail les hommes emprisonnés comme coupables ».

Régime moral. — Howard avait une trop profonde connaissance du cœur humain pour ne pas placer au premier rang, des moyens de moralisation, la religion.

Chaque prison possédera une chapelle, et il ajoute que cette chapelle devra contenir des séparations ; mais nous reviendrons plus loin sur ce point.

Elle doit, en outre, avoir un chapelain « dont le caractère et les mœurs conviennent à cette fonction ». Tel ecclésiastique peut être un excellent chapelain à la campagne ou dans un milieu très mondain, qui serait incapable de se faire comprendre du monde des prisons.

Et en effet, combien grave et délicat est son rôle. « Le service public, observe très bien Howard, est la plus apparente, mais la moins importante de ses fonctions : il doit converser avec les prisonniers, reprendre ceux qui s'oublient, exhorter les indifférents, chercher à ranimer en eux le sentiment moral qui s'éteint, se montrer à tous comme un ami qui s'intéresse à leur sort (1). »

N'est-ce pas tout un programme et le plus complet qui ait jamais été formulé. Quand le 22 mars 1816, M. de Vaublanc, ministre de l'intérieur, voudra tracer à ses préfets, le programme des exercices religieux, il leur adressera une circulaire qui ne différera guère de ce passage d'Howard.

Et, n'est-ce pas encore celui que nous lisons dans la discussion qui eut lieu, en 1884, à l'assemblée générale de la Société générale des prisons (*Bulletin*, p. 863) ?

Aussi Howard, qui sait combien le choix de chaque agent du service pénitentiaire est difficile, se rend-il compte de la difficulté particulière qui s'attache au choix de l'aumônier et en attribue-t-il la nomination à la plus haute autorité exerçant une surveillance sur la prison : aux magistrats. Et aussi trouve-t-il, qu'une indemnité de 50 livres est insuffisante. Nous voilà loin des économies périodiquement pratiquées dans certains États, sur le budget religieux des services pénitentiaires.

Outre le sermon, qui sera fait chaque dimanche, à heure fixe, et les prières qui seront lues également à heure fixe, deux fois la semaine, Howard prescrit avant les repas, des lectures pieuses ou morales. Cette dernière prescription est remarquable par la précision avec laquelle il l'édicte. Je n'en dirai pas qu'elle est absolument nouvelle, car Mabillon, dans ses *Réflexions*, y insiste avec autant de force ; mais l'idée de lectures à haute voix, faites par un des

(1) *État des prisons*, I p. 55. V. aussi : *Hist. des Lazarets*, II p. 293 : « Je suis intimement convaincu que la décence, la régularité, le bon ordre dont j'ai été frappé dans les maisons de correction de Hollande, de Hambourg, de Berne, de Gand, de Florence, etc.... venaient, en grande partie, de l'attention constante avec laquelle on inculque aux prisonniers les idées religieuses, au moyen de discours simples et graves, et d'instructions familières que leur adressent les aumôniers. La parole et l'exemple produisent une impression beaucoup plus vive sur l'esprit des détenus, quand ils sont en prison, qu'ils n'auraient fait auparavant. »

prisonniers à ses codétenus, l'idée de livres écrits exprès pour eux, en vue de concourir à l'action des lois et au but recherché par la société, de livres enfin parfaitement appropriés au degré d'intelligence et à la nature des caractères des prisonniers est véritablement originale et bien digne d'être signalée. Il y a là en germe, tout le programme futur de l'instruction des détenus. Sans doute, cette partie si nécessaire du régime moral est bien négligée dans le plan d'organisation de Howard. En pouvait-il être autrement dans un temps où tant de gentilshommes savaient à peine lire et écrire ? Il n'en faut que davantage lui savoir gré d'avoir ainsi posé les bases, quelque timides qu'elles soient, d'un programme d'instruction. Il a contribué pour sa part à établir cette vérité, devenue banale aujourd'hui, quoique encore bien imparfaitement appliquée dans nombre de nos prisons, des bienfaits de l'instruction.

Un régime moral serait incomplet, s'il ne faisait usage que de moyens abstraits, et s'il ne faisait jamais appel au mobile de l'intérêt personnel. En vrai psychologue, Howard se garde bien de négliger toute cette source d'influence sur l'esprit des prisonniers, et il organise toute une gradation de peines et de récompenses, dont l'effet ne peut que compléter très heureusement les exhortations religieuses et les lectures morales. C'est ainsi qu'il recommande des distinctions dans le costume, des suppléments d'aliments, de petits privilèges dans la distribution des chambres, enfin et surtout, une libération anticipée, en cas de bonne conduite persistante, et, digne couronnement d'un programme qui ne devait chez nous être intégralement réalisé que cent ans plus tard (1), le patronage du libéré après sa libération.

Nous avons dit que Howard était trop profondément spiritualiste pour ne pas mettre au premier rang des moyens de moralisation l'appel aux sentiments supérieurs de repentir et d'espérance, et l'enseignement moral à côté du travail. Mais, d'autre part, son intuition de pénologue devait l'amener à saisir vite tout le parti qui peut être tiré d'une organisation matérielle bien comprise.

Avant de chercher à moraliser les gens, il importe de les préserver de la corruption. Contre cette corruption inévitable des détenus les uns par les autres, deux moyens ont de tout temps

(1) Notre loi sur la libération conditionnelle et le patronage des libérés est du 14 août 1885.

été préconisés : la séparation par quartiers et la séparation individuelle,

Quel a été le sentiment de Howard à l'égard de ces deux systèmes ? Pour lequel et de quelle manière a-t-il manifesté sa préférence ?

C'est ce point, le principal peut-être de la science pénitentiaire, car c'est celui qui a toujours été le plus passionnément discuté, qui nous reste à examiner dans l'œuvre de Howard.

Il le traite notamment dans deux passages de son *État des prisons* et de son *Histoire des Lazarets*. « Il doit y avoir quelques cellules séparées où les criminels puissent s'occuper de quelque travail utile. Ils y doivent être seuls ; s'ils sont réunis, ils auront honte d'un retour vers le bien ; laissez-les seuls avec eux-mêmes, ils pourront avoir honte du mal. Au moins, s'ils ne peuvent être séparés le jour, ils doivent toujours l'être la nuit. La solitude et le silence effraient le crime ; elles portent l'âme à la réflexion, et la réflexion au repentir. Le méchant est un homme dépravé ; dans le recueillement et le calme, il s'épure, et les heures silencieuses et pensives ramènent plus d'hommes égarés à l'amour de l'ordre et de l'honnêteté, que les punitions les plus sévères et les exhortations les plus fortes des ministres de la religion (1). »

Et quelques lignes plus loin, à propos de Newgate, il approuve l'isolement des condamnés à perpétuité. Mais cette séparation est « plus utile et plus nécessaire pour ceux qui doivent un jour être rendus à l'état et à leur famille. Si plusieurs des individus (2), coupables des crimes pour lesquels on a jusqu'à ce jour ordonné la déportation (3), étaient condamnés à la détention solitaire, accompagnée d'un travail bien réglé et d'instructions religieuses, ce pourrait être un moyen, avec l'aide de la Providence, d'empêcher non seulement que d'autres ne commissent les mêmes crimes, mais encore d'opérer sur eux-mêmes une réforme salutaire et de leur inculquer l'habitude du travail. »

Certes, ces deux passages constituent un des plus beaux éloges que nous ayons jamais lus de la cellule, et ni Mabillon, ni Ducpétiaux n'ont exprimé une idée plus juste dans une meilleure forme. Howard a eu l'intuition de la cellule, il en a compris l'effi-

(1) *État des prisons*, tome I, p. 45.

(2) *Hist. des Laz.* II, p. 276. Conf. p. 286 : « Réformer les coupables au moyen d'une détention solitaire, d'un travail bien réglé et d'instructions pieuses. »

(3) Nous reviendrons plus loin sur cette opinion de Howard au sujet de la transportation.

cacité au point de vue de la préservation de la corruption, au point de vue de l'infliction, de l'exemplarité, de l'amendement, du reclassement futur dans la société. Mais est-il exact d'affirmer avec Ducpétiaux (*Réforme pénitentiaire*, tome I, p. 150 et 225, note) que son système était celui de la séparation de jour et de nuit? Ducpétiaux n'apporte à l'appui de son dire qu'une preuve extrinsèque. Il rapporte que, d'après le témoignage de sir Samuel Williams, ami de Howard, celui-ci aurait été intimement convaincu « que plus l'emprisonnement est solitaire, mieux il vaut, et qu'un isolement complet, même de courte durée, interrompu seulement par les rapports indispensables des employés de la prison avec le détenu, était plus efficace que tout autre mode de punition. »

Quelque autorité qui s'attache à la déclaration du savant Belge, nous estimons, quant à nous, que, quand il ne réclame que quelques cellules séparées; quand, à la page suivante, il ne déclare la séparation nécessaire que pour les criminels d'État; quand, dans son *Histoire des Lazarets*, il n'en réclame l'application qu'à plusieurs des condamnés à la déportation; quand, plus loin (page 299), il n'en parle qu'à titre de punition; quand, d'autre part, il ne demande que des « cellules solitaires dans lesquelles les coupables soient livrés pendant la nuit à eux-mêmes et à leurs réflexions »; quand, dans un projet de bill, il n'ordonne de détenir et de garder séparément que « les prisonniers coupables de félonie », tous les autres prisonniers, tant prévenus que coupables ou retenus pour dettes, devant être isolés seulement pendant la nuit (page 319); quand enfin (1), il préconise des catégories distinctes pour les criminels d'État, pour les débiteurs, pour les coupables, pour les femmes, pour les jeunes détenus, Howard montre qu'il admet avec la cellule des accommodements qu'aujourd'hui les partisans de la pure doctrine cellulaire taxeraient d'hérésies; il montre, pressé sans doute par les difficultés financières et autres que lui révèle son grand sens pratique, que son système n'a point, même pour les courtes peines, la rigidité scientifique du système cellulaire tel qu'il est conçu et appliqué de nos jours.

Avant de terminer cette si importante matière du régime applicable aux différentes classes de détenus, notons cette observation de Howard qui témoigne à quel point il avait le sentiment des nécessités de la répression. On sait combien sont graves les

(1) *Histoire des Lazarets*, tome II, p. 278.

plaintes qui s'élèvent dans le monde scientifique contre l'abus des courtes peines d'emprisonnement, fait dans nombre de nos tribunaux(1). Howard n'hésite pas à blâmer ces courtes peines : « Est-il possible, en effet, d'espérer, dans la conduite d'un criminel, une réforme durable dans l'espace d'un an ? Je désirerais que tous ceux qui ne devraient pas demeurer cinq ans pour le moins dans une maison de repentir, fussent envoyés quelque autre part (2). »

A un autre point de vue encore, il s'est montré aussi moderne aussi prévoyant que si l'expérience des cent années qui suivirent l'avait déjà instruit : c'est quand il parle de la transportation. Nous avons déjà cité le passage où il exprime si explicitement sa défiance à l'égard de cette peine exotique et sa préférence pour un emprisonnement sagement ordonné. Pendant la courte période où l'Angleterre dut y renoncer (1776-1787) il avait déjà écrit : « On a fait un acte de sagesse et de prudence lorsqu'on l'a suspendue ; car l'effet d'une telle expatriation est souvent un bénéfice pour le criminel, et toujours une charge onéreuse pour la communauté ». Un Holtzendorf, un Stevens, un Beltrani-Scalia auraient-ils mieux dit ?

Avant de conclure il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots de l'action exercée par Howard directement sur son pays et indirectement sur les pays voisins. Il n'est pas téméraire d'affirmer que c'est de lui que date l'histoire pénitentiaire de l'Angleterre. Nous avons vu en effet que, en 1774, il avait obtenu le vote d'une loi pour l'amélioration de la santé des prisonniers et que, après ses voyages en Europe, il avait reçu la mission officielle de préparer une loi qui, dès 1779, fut mise à exécution. C'était la première loi sur les prisons pénitentiaires. En vertu de cette loi, une commission de trois membres devait être chargée de présider à l'organisation du nouveau régime, de choisir les lieux propres à l'érection des pénitenciers, d'en régler les plans de construction. Howard en fit naturellement partie avec un quaker, son ami, le Dr Fothergill, et M. Whaley. Sans doute, le désaccord qui régna dans cette commission entraîna de longs retards dans l'exécution des plans de Howard.

(1) Discussions de l'assemblée générale de la *Société générale des prisons* en janvier-mai 1890.

(2) *Histoire des Lazarets*, tome II, p. 278.

Il serait inexact néanmoins d'en conclure que la loi de 1779 et les efforts de Howard restèrent stériles. En 1785 l'érection du pénitencier de Gloucester fut décidée par une loi et en 1793, quand les désillusions de la transportation obligèrent à chercher de nouveau une peine continentale efficace, c'est encore au plan de Howard qu'on revient, c'est lui qu'on discute en 1794, en 1799, en 1802, en 1810, au sein du Parlement, c'est lui bien plus que celui de Bentham, l'illustre élève de Howard, qui prévaut en 1812, lors de la construction du pénitencier de Milbank. Par une singulière inconséquence des choses, c'est surtout en France que les idées de son disciple firent fortune, alors que, dans son propre pays, elles étaient l'objet de la répulsion passionnée de Georges III.

Aux États-Unis, nous savons quel rôle prépondérant a joué la Société d'assistance des prisonniers malheureux. C'est par ses constants appels, par ses adresses au Parlement, et par ses travaux persévérants qu'elle exerça sur les pouvoirs législatifs la pression d'où sortit la double réforme de la loi pénale et des prisons. Or elle entretenait une correspondance suivie avec Howard de même qu'avec l'association formée à Londres pour l'amélioration des prisons. En 1790, elle parvint à faire substituer aux travaux exécutés publiquement un régime dont la base est un travail pénible mais non flétrissant, combiné avec un système de classification et de réclusion nocturne. N'était-ce pas précisément le plan conçu par Howard ?

L'Italie et les Pays-Bas avaient été les premiers à proclamer la nécessité d'une action moralisatrice dans l'exécution de la peine. Les États-Unis, l'Angleterre avaient suivi, poussés par Howard. La Prusse, déjà éclairée par les remarquables travaux de Bergius, l'admit à sa cour où il reçut l'accueil le plus flatteur. Joseph II, à peine ecourtisan *mal stylé* (1) a-t-il quitté la *Hofburg*, ordonne les changements les plus louables dans l'organisation de ses prisons et promulgue, le 3 avril 1787, son Code des délits et des peines dont les heureuses dispositions sur le confinement solitaire, sur l'alimentation, la discipline, le travail ne sont que la consécration des idées de Howard. Quand la France avec Mirabeau, plus tard avec de Metz, de Tocqueville, de Beaumont se décide à entrer dans la voie, c'est

(1) Allusion au propos tenu par l'Empereur à l'ambassadeur d'Angleterre après son long entretien avec Howard.

encore Howard qui indirectement conduit ses premiers pas, peut-être un peu lourds. C'est Howard à qui Mirabeau fait tant d'emprunts pour ses *maisons d'amélioration* (1). C'est son émule Bentham, cet éminent « citoyen français », qui exerce une si féconde influence non seulement sur Mirabeau, non seulement sur La Rochefoucauld, sur Brissot, mais sur la Commune de Paris qui avait adopté son système de Panopticon et qui l'aurait mis à exécution sans l'insurrection de 1792. Et enfin quand, après l'Allemagne, la Suisse, les pays Scandinaves, les peuples Slaves, plus tard venus à la civilisation, pénétreront dans la voie tracée, n'est-ce pas encore la grande voix de Howard qu'ils écouteront et suivront? N'est-ce pas son système qui inspire au prince Oscar son célèbre livre sur *les Prisons et les peines*? N'est-ce pas lui qui détermine la construction en Suède de sept prisons nouvelles, toujours sur ce type philadelphien tant admiré par lui à Gand et successivement étudié, puis copié par l'Angleterre, la Prusse et la France? Ne sont-ce pas ses idées que l'impératrice Catherine traduit dans son mémorable projet, tout entier écrit de sa main, relatif à la réforme des prisons?

Telle est l'œuvre de Howard. Même placée en face des progrès réalisés sans interruption depuis cent ans dans le domaine pénitentiaire, elle ne perd pas de sa grandeur. Quand on lit ses ouvrages, on pense presque sans cesse à cet autre *État des Prisons* si bien dressé en 1873 par le comte d'Haussonville. On voit qu'il ne resta en arrière d'aucune des conceptions les plus hardies de ses contemporains, mais qu'il les dépassa tous par son exquise sensibilité, par son sentiment profond de la dignité humaine même chez les êtres les plus dégradés. Chez eux, il ne voit pas, comme la plupart des philanthropes du XVIII^e siècle, que le côté matériel, humain : il voit aussi et surtout le côté moral, la régénération.

Aussi, son principal mérite, à nos yeux, a-t-il été de voir le plus efficace instrument de cette régénération, non pas seulement dans la religion, à laquelle bien d'autres que lui, avant et après Mabillon, avaient déjà pensé, mais dans le travail, auquel bien peu avaient songé. Or, il y pense et y revient à tout propos. S'agit-il d'hygiène, d'entretien des forces des détenus, c'est

(1) Voir mon étude sur *Mirabeau criminaliste* publiée dans la *Revue Britannique*, en septembre 1889 (*Bulletin*, 1889, p. 927).

à lui qu'il songe ; cherche-t-il les moyens d'assurer la discipline, de prévenir les désordres, les querelles, les complots, les évasions, c'est encore à lui qu'il fait appel ; traite-t-il le régime économique ou le régime moral, c'est encore lui qui occupe la plus large place dans ses développements. Rien n'échappe à la perspicacité de ses prévisions. Il excite l'ardeur des détenus en stimulant chez eux les meilleurs des mobiles purement humains : l'amour-propre, le désir du bien-être. De là ces récompenses, qui, ailleurs, pourraient être taxées d'enfantines, et qui, ici, ne sont que la marque d'un esprit éminemment pratique.

Il est juste toutefois, de reconnaître qu'on a parfois voulu exagérer son rôle, en le faisant l'inventeur et le promoteur obstiné du système cellulaire. Il a merveilleusement compris et apprécié, nous l'avons bien montré, les vertus de la cellule ; il a énergiquement dénoncé la promiscuité comme le vice essentiel des anciennes prisons et la cause de leur corruption. Il préconise la séparation individuelle avec tant de conviction, qu'il n'eût certainement pas désapprouvé l'application qui en est généralement faite aujourd'hui, dans les législations modernes, à tous les criminels de tous âges et de toutes conditions. Assurément, ses préférences sont bien pour le système d'isolement. Aller au delà de cette affirmation serait excessif.

Mais, à côté de ces deux capitales questions du travail et de la cellule, toutes ses règles sur l'hygiène, le recrutement du personnel, le régime moral, dictées par une véritable intuition, ont été successivement adoptées par tous les philosophes et tous les gouvernements.

Après avoir, par ses visites, ses inspections, ses écrits, ses discours, parfois courageux, aux puissants du jour, mûri la question et provoqué dans l'opinion un immense mouvement, il a forcé cette question à éclore et les gouvernements à agir. Il est resté leur correspondant, leur conseiller écouté, l'inspirateur direct de leurs réformes les plus graves ; et c'est ainsi que sa foi ardente, son humanité attendrie, ont pénétré toutes les législations.

Mirabeau, le véritable promoteur en France du système cellulaire, Franklin, Bentham, Suringar ne sont que ses disciples. Il a été, avec eux et avant eux, un des collaborateurs les plus actifs de cette grande fraternité intellectuelle qui, jusqu'à sa mort, ne cessa d'unir les plus grands esprits de la France et du reste du

monde. A cette vaste alliance offensive et défensive en matière scientifique, économique, sociale, où le dogme fondamental est le patriotisme de l'humanité, Howard a apporté une force considérable et rendu *des services exceptionnels* (1). Aujourd'hui si les idées de fraternité positive, d'association charitable sont si répandues et, nous dirons presque, si banales; si notre siècle diffère autant du sien par le progrès de la solidarité sociale, par le progrès démocratique, au bon sens du mot, c'est surtout aux idées semées par les réformateurs philanthropes, au premier rang desquels il a le droit d'être placé, que nous le devons.

A. RIVIÈRE.

(1) Ce sont les mots mêmes employés par l'empereur Alexandre lorsqu'il prescrivit, en 1818, à Kherson, la construction aux frais du trésor, d'un monument digne de Howard. Avant de mourir, Howard avait dit: « Give me no monument but lay me quietly in the earth; place a sundial over my grave, and left me be forgotten ». Une telle volonté ne pouvait être exaucée: l'humanité tout entière eût protesté! et le gouvernement impérial tint à honneur, dès 1817, de la violer. Lire sur ce sujet la notice historique publiée en 1885 à Saint-Petersbourg par M. Galkine-Wraskoy.

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : 1° École industrielle de la rue Clavel. — 2°-5° Patronage dans l'Allier, la Nièvre, le Cantal et la Lozère. — 6°-7° Bon Pasteur de Varennes-lès-Nevers et de Bourges. — 8° Le Refuge (Blois). — 9° Sauvetage de l'enfance (Annonay). — 10° Société internationale d'assistance. — ÉTRANGER : 1° Patronage des libérés (Bade). — 2° Fondation Skarbek (Galicie).

FRANCE

I

L'école industrielle de la rue Clavel.

La *Société d'éducation et de patronage des Enfants protestants insoumis*, dont le *Bulletin* a parlé dès sa fondation en 1878, page 798, a pour objet de venir en aide à ceux des enfants nés dans le milieu le plus déplorable, entourés des plus mauvais exemples et des plus pernicioeux conseils, qui appartiennent aux Églises protestantes, de les relever pendant qu'il en est temps encore.

L'intérêt social de cette Œuvre est évident. On ne pourrait, sans péril, envoyer ces enfants dans des orphelinats, où leur précocité, leurs mauvais instincts et les influences déplorables qu'ils ont déjà subies en feraient des éléments fâcheux de trouble et de démoralisation. On ne peut, d'un autre côté, laisser partir pour les colonies pénitentiaires des enfants qui n'ont pas encore gravement failli, et qui n'ont pas dès lors mérité d'être soumis à l'éducation correctionnelle ; sans compter que le vagabond des grandes villes, celui de Paris notamment, revient à peu près toujours, dès qu'il a recouvré sa liberté, dans le milieu qui fit sa perte une première fois. Or, s'il y revient sans la possession d'un moyen honnête d'existence, d'un métier de ville, c'est-à-dire d'une pro-

fession industrielle qui se puisse facilement exercer dans nos grandes cités, il se voit presque fatalement condamné à des rechutes dont on ne saurait trop redouter l'issue.

La *Société* essaie donc de remplacer pour de tels enfants la famille absente ou la tutelle intelligente et chrétienne qui leur a manqué; elle s'efforce de réveiller en eux le sentiment du devoir, de l'honneur et de la piété; elle tâche d'en faire des ouvriers sérieux, capables et honnêtes.

Par suite, le but de la *Société* est essentiellement *préventif*.

Il consiste spécialement :

1° A faire visiter régulièrement, à la Petite-Roquette, les *jeunes détenus protestants* du département de la Seine ;

2° A faire donner une éducation *primaire et professionnelle*, en les plaçant en même temps sous une *influence chrétienne*, à ceux de ces jeunes détenus qui, admis au bienfait de la liberté provisoire, lui sont, sur sa demande, envoyés par l'Administration; mais la *Société* ne prend ainsi sous sa protection que ceux qui ont été plus malheureux que coupables ;

3° A se charger aussi d'enfants *abandonnés* par leurs parents, ou *réfractaires* à toute discipline domestique, lesquels, à cause de leur caractère ou de leurs antécédents, ne sauraient être reçus dans nos pensions ou orphelinats, et qui lui sont confiés par leurs familles.

Conditions d'admission pour les enfants confiés par leurs familles.

L'enfant doit :

1° Être protestant ;

2° Être âgé de dix ans révolus et de moins de seize ans.

Les parents doivent :

1° Présenter par écrit, avec motifs à l'appui, une demande d'admission ;

2° Fournir un certificat de médecin attestant que leur enfant jouit d'une bonne santé habituelle et qu'il a été vacciné ;

3° Payer une somme de 60 francs pour le trousseau, plus une pension mensuelle de 30 francs ;

4° Après un vote favorable du Conseil et avant l'entrée de l'enfant, signer un contrat d'apprentissage, dont la durée n'est pas moindre de quatre ans.

Des *bourses* ou des *demi-bourses* peuvent être accordées par le conseil, quand ses ressources lui permettent.

7^e Rapport.

(Exercices 1888, 1889 et 1890.)

« Le dernier rapport publié par la *Société d'éducation et de patronage des enfants protestants insoumis* s'arrêtait à la fin de l'année 1887. Celui-ci embrasse les trois exercices 1888, 1889 et 1890.

« Le nombre des élèves qui ont passé par l'École industrielle, du 1^{er} janvier 1888 au 31 décembre 1890, a été de 76. Il en restait 42 dans l'établissement à cette dernière date : 34 jeunes gens ont donc quitté l'École pendant ces trois années. Tous, il faut le dire, n'en sont pas sortis d'une manière satisfaisante et au terme d'un apprentissage régulier. Il a fallu expulser 2 élèves et refuser d'en reprendre 4 autres, qui, par leurs évasions répétées, avaient jeté le désordre parmi leurs camarades. Pour le reste, à part un malheureux garçon qui a mal tourné, nous avons la confiance que les anciens élèves de l'École industrielle ont, à des degrés divers, profité de l'éducation religieuse, morale et pratique qu'ils y ont reçue.

« A considérer l'ensemble, il est permis de dire que la conduite des élèves de l'École a été bonne. Sans doute, il y a eu des exceptions ; mais les quelques fugitifs, après lesquels il a fallu courir, ne doivent pas faire oublier les apprentis d'humeur moins vagabonde qui sont demeurés au logis, ajoutant chaque jour à leur bagage quelques parcelles d'instruction.

« L'atelier de cordonnerie n'a pas chômé. Du 1^{er} janvier 1888 au 31 décembre 1890 les apprentis — ils sont 18 en moyenne — ont fabriqué pour près de 50.000 francs de chaussures, dont la vente a permis de couvrir l'achat des matières premières, les frais d'atelier et ceux qu'entraîne la direction constante d'un patron-chef et de deux ouvriers.

« De leur côté, ceux des apprentis, qui, pendant la journée, travaillent au dehors chez des patrons de professions variées, ont pour la plupart donné satisfaction à ceux qui les emploient.

« Malgré toute l'économie que notre dévoué directeur apporte à la gestion des deniers de la Société, les dépenses se sont sensiblement accrues en 1890. Cela provient tout d'abord de l'augmentation du nombre des présences à l'École. D'autre part, le prix de la nourriture a subi une hausse notable, et il a été reconnu indispensable d'élever le salaire des surveillants. Enfin les règlements

de la Ville de Paris ont imposé certaines grosses réparations à l'immeuble, dont une portion figure aux dépenses de l'année écoulée.

« Il est fâcheux de constater par contre que nos ressources normales n'ont pas éprouvé un accroissement équivalent. Chaque année nous avons à enregistrer des mécomptes au chapitre des *Pensions et Trousseaux*, qui sont irrégulièrement et fort incomplètement payés.

« ...Nous avons reçu de l'État une subvention annuelle de 3.000 francs, et nous adressons ici à M. le Ministre de l'intérieur et à M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire l'hommage de notre reconnaissance pour ce précieux encouragement.

« Nous devons aussi de sincères remerciements à l'Administration de la Ville pour les arbres, les arbustes et les plantes qui nous ont été libéralement accordés.

« Le nombre de 40 élèves présents simultanément à l'École, que notre comité a longtemps considéré comme un maximum, a été dépassé en 1890. C'est que, depuis un an, le chiffre des enfants soumis judiciairement à la correction a doublé, et, d'autre part, plusieurs enfants, dont l'envoi en correction ne paraissait pas suffisamment motivé et qui étaient abandonnés ou exploités par leurs parents, nous ont été offerts par le Parquet. Nous ne pouvions repousser ce témoignage de confiance, et, grâce à la bienveillante assistance de quelques amis, nous avons trouvé le moyen d'accueillir ces nouvelles recrues.

« On sait combien s'est accentué récemment le mouvement d'opinion en faveur de la préservation et du relèvement de l'enfance. Ouvriers de la première heure, nous sommes heureux de constater que nous avons été suivis ; mais, en même temps, nous mesurons mieux aujourd'hui, grâce aux enquêtes qui ont été instituées de tant de côtés, l'étendue et la difficulté de la tâche qui nous incombe. La question des enfants abandonnés ou insoumis est des plus graves et des plus urgentes. Nous ne prétendons pas l'avoir entièrement résolue pour ce qui concerne les jeunes Parisiens protestants. Nous nous efforçons de faire de notre mieux, dans la sphère restreinte qui nous est imposée, et nous ne mettons pas en oubli que nous collaborons, suivant nos faibles forces, à l'œuvre du Tout-Puissant ! »

« Paris, mars 1891. »

Situation financière.

<i>Recettes.</i>	1888	1889	1890
	NOMBRE MOYEN d'élèves présents : 36	NOMBRE MOYEN d'élèves présents : 33	NOMBRE MOYEN d'élèves présents : 40
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Pensions et trousseaux.....	12.175 45	10.200 25	11.155 15
Souscriptions (frais de col- lecte déduits).....	7.713 15	7.327 »	7.277 »
Subvention de l'État.....	3.500 »	3.000 »	3.000 »
Intérêts des fonds placés, fr. 5.000.....	194 »	194 »	194 »
Total net des recettes.	23.082 60	20.721 25	21.625 15
<i>Dépenses.</i>	1888	1889	1890
	NOMBRE MOYEN d'élèves présents : 36	NOMBRE MOYEN d'élèves présents : 33	NOMBRE MOYEN d'élèves présents : 40
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Traitement du personnel....	6.700 »	6.766 60	6.831 15
Nourriture (comprenant gages de la cuisinière, combus- tible et cave).....	12.663 50	12.243 80	14.194 15
Blanchissage.....	1.151 05	813 90	948 »
Eclairage et chauffage.....	842 30	788 90	762 85
Mobilier et linge de la maison.	714 30	872 65	855 10
Habillement.....	4.214 20	3.777 70	4.957 25
Toilette.....	153 10	132 65	167 05
Service de santé et gymnas- tique.....	442 05	372 50	414 45
Fournitures scolaires.....	55 10	68 40	94 80
Bons points.....	230 76	296 75	233 50
Loyers, impositions et charges accessoires.....	5.887 75	5.805 85	5.823 15
Réparations de l'immeuble....	1.089 20	629 80	1.486 15
Frais divers et de bureau....	482 55	630 90	298 »
Intérêt débiteur.....	797 43	184 90	353 75
Ensemble.	35.924 09	33.385 30	37.419 35
A déduire solde créditeur du compte d'apprentissage....	2.079 46	3.032 15	2.736 »
Total net des dépenses.	33.844 63	30.353 15	34.683 35

Résumé de la situation financière.

	fr. c.
Solde débiteur au 31 décembre 1887.....	5.333 72
Déficit de l'année 1888 (33 élèves en moyenne)...	40.262 03
— 1889 (33 —)...	9.661 90
— 1890 (40 —)...	13.057 20
A déduire le produit de la vente de charité des 15 et 16 janvier 1889.....	38.314 85 30.694 70
Solde débiteur au 31 décembre 1890.....	<u>7.620 15</u>

J'ai visité cette école peu après la publication de ce rapport et je ne puis que confirmer les excellentes impressions qui s'en dégagent.

Fondée en 1878 par MM. le pasteur Robin et Alfred André sur le modèle des *industrial schools* dont le *Bulletin* a si souvent parlé (1) cette œuvre a été dirigée d'abord par notre collègue M. Boursaus, aujourd'hui inspecteur général des services administratifs ; elle l'est depuis plusieurs années par notre collègue, M. le pasteur Charbonniaud, ancien aumônier à la Nouvelle-Calédonie.

C'est une *école d'apprentissage* en même temps que de *réforme* ; aussi ne prend-on pas d'enfants envoyés en correction paternelle, le temps de renvoi étant trop court pour permettre l'apprentissage.

Elle reçoit deux catégories d'enfants :

1° Ceux qui lui sont confiés par l'Administration pénitentiaire (libérés conditionnels de la Petite-Roquette) (2) : 15 actuellement ;

2° Les enfants indisciplinés placés par leurs familles : 26 aujourd'hui.

Ces deux catégories sont d'ailleurs confondues en une seule famille : toutefois la moitié (têtes folles de qui on craint les évasions) (3) de l'ensemble fait son apprentissage (cordonnerie exclu-

(1) 1878, p. 6, 211 ; 1879 et 1880, passim.

(2) Le Pasteur Charbonniaud visite tous les 15 jours les jeunes détenus de la Petite-Roquette. Il s'occupe, au besoin, de leur placement après leur libération ; mais ce n'est pas là le but de son œuvre.

(3) Il y en a eu plusieurs l'an passé.

sivement) à l'intérieur de la maison; l'autre moitié le fait au dehors (on la choisit parmi ceux qui n'ont pas de goût pour la cordonnerie).

L'apprentissage est dirigé par trois patrons dont un est le chef : deux surveillants les assistent. L'atelier est divisée en deux sections ; 6 petits et 15 grands.

Tous les matins, de 7 à 8 heures, un instituteur communal vient faire la classe aux élèves restant à la maison. Les plus petits (6 environ) vont ensuite, à 8 heures et demie, à l'école communale. Et le soir un cours est fait à tous les élèves par le même instituteur.

Deux dortoirs. un cachot, une grande cour, un grand jardin.

A. R.

II

Société de patronage des condamnés libérés de l'Allier.

Statuts.

ARTICLE PREMIER. — La Société a pour but de donner l'assistance et l'appui moral aux libérés, sortant des prisons du département et des maisons centrales, nés ou domiciliés dans le département, qui lui paraîtront dignes de son patronage. Si les ressources de la Société le permettent, elle pourra s'intéresser et donner des secours aux libérés étrangers au département. Les secours pourront s'étendre aux familles des condamnés.

ART. 2. — La Société s'occupera de procurer aux libérés, à leur sortie de prison, du travail et des emplois selon leur profession ou leurs aptitudes; elle pourvoira, lorsqu'il y aura lieu, à leur rapatriement dans leur famille ou dans leur pays d'origine. Elle engagera les libérés à provoquer leur réhabilitation et leur donnera les conseils nécessaires à cet effet.

ART. 3. — Les condamnés qui désireront être admis au patronage devront en faire la demande un mois au moins avant leur sortie de prison. La Société se réserve d'examiner, selon les cas, les demandes qui seraient produites tardivement et d'y faire droit s'il y a lieu.

Les demandes seront transmises au Président de la Société par le gardien-chef de la prison de Moulins, qui donnera son avis sur chacune d'elles.

En ce qui concerne les libérés sortant des prisons de Montluçon, Cusset et Gannat, les demandes d'admission seront également adressées au Président de la Société par l'intermédiaire du gardien-chef.

La Société fait appel, pour l'aider dans son œuvre de patronage aux commissions de surveillance desdits établissements.

ART. 4. — La bonne conduite en prison sera prise en considération pour l'admission au patronage.

Cette admission sera facultative, et l'association n'aura jamais à rendre compte des motifs pour lesquels elle refuserait ou cesserait de les donner.

ART. 5. — Un extrait des présents statuts, faisant connaître l'œuvre et son but, sera affiché, avec l'agrément de l'administration, dans les prisons de l'Allier.

ART. 6. — La Société se compose :

1° Des membres de la commission de surveillance des prisons.

2° Des personnes qui demanderont à en faire partie et qui verseront chaque année une somme dont le minimum est fixé à cinq francs.

3° Des maires des communes qui voteront une subvention annuelle pour la Société.

ART. 7. — L'action de la Société s'exerce par un bureau composé de neuf membres parmi lesquels un président, un vice-président, un trésorier, un secrétaire-archiviste et un agent général nommés en assemblée générale pour trois ans et rééligibles. Il pourra être nommé deux agents généraux dont les attributions respectives seront déterminées par le bureau. Le Directeur des prisons fait de droit partie du bureau.

ART. 8. — Les membres du bureau peuvent, avec l'autorisation du préfet, visiter les prisonniers, pour exercer le patronage.

ART. 9. — Les ressources de la Société se composent des cotisations de ses membres, des subventions de l'État, du département et des communes, ainsi que des libéralités qu'elle pourra recevoir par legs ou donations.....

ART. 10. — Les agents généraux sont spécialement chargés de rechercher des travaux et des emplois pour les libérés admis au patronage. Ils veillent sur leur conduite, les assistent de leurs conseils et les secourent au moyen des ressources mises à leur disposition à cet effet. Ils rendent compte au bureau du résultat de leurs démarches et de leurs soins.....

Notre collègue Berthélemy, le 18 mars dernier, nous disait (supr. p. 325) qu'à Lyon la Société de patronage des libérés n'était pas riche, mais que, en revanche, elle fonctionnait à merveille grâce au concours empressé qu'elle trouvait dans tous les établissements industriels.

Peu de jours après j'étais appelé, précisément par des questions de patronage, dans l'Allier et la Nièvre et je constatais une situa-

tion absolument inverse. L'argent ne manque pas : le patronage est impossible par suite du mauvais vouloir obstiné des patrons et des ouvriers.

Aucune démarche, quelque pressante qu'elle fût, n'a jamais pu aboutir à un placement. La Société en était réduite, pour employer ses fonds, à distribuer des secours aux libérés à leur sortie de prison.

Le parquet s'émut de cette pratique, fit remarquer qu'elle constituait purement et simplement une prime au vagabondage, et supplia la Société de suspendre toute action plutôt que de continuer de tels errements. — Ce qui fut fait.

Ainsi voilà un Patronage qui a des fonds (les communes, en effet, heureuses des efforts faits par le parquet et la préfecture pour refouler sur leurs départements d'origine les vagabonds dès leur entrée dans le département, ne marchandaient pas leurs subsides) et il ne peut fonctionner.

Les œuvres si activement conduites par M. Berthélemy, par M. Bérenger, par M. Steeg, ne pourraient-elles lui prêter leur concours? Sans doute il y a danger à attirer vers les grands centres, comme Lyon ou Paris, les libérés de nos prisons, — et cet écueil doit être évité le plus possible, — mais plutôt que de laisser sans ouvrage des individus qui parfois ne demandent qu'à travailler, mieux vaudrait employer les fonds de la Société à les transporter auprès de sociétés plus vivantes et mieux outillées pour le sauvetage.

Je sais que cette idée n'est nullement repoussée par deux au moins de ces Patronages(1). C'est pourquoi je me permets de la mettre en lumière.

III

Société de patronage des condamnés libérés de la Nièvre.

Dans la Nièvre, la situation est absolument identique à celle que je viens d'exposer.

Le Patronage, fondé en 1881 sous l'inspiration de la commission de surveillance, était présidé par le secrétaire général de la pré-

1) Conf. *supr.* p. 480, pour Seine-et-Marne.

fecture, et ses statuts avaient été approuvés en 1884 par le préfet. Il a dû, devant les résistances invincibles des patrons, renoncer à tout placement et placer à la Banque le capital de 4.000 francs disponible. Il se borne à distribuer aux libérés un petit stock de vêtements qui lui restent.

A pareil mal je ne puis proposer que même remède que ci-dessus.

IV

Patronage dans le Cantal.

A Aurillac et à Mende, les constatations sont encore plus pénibles.

Une société de patronage fondée en 1880, sous la présidence de M. Delzons, l'actif et dévoué président du tribunal, n'a pu durer que deux ans. Privée de ressources (l'État ne lui a accordé de subvention que la première année), ne trouvant en ville aucun concours, sans organisation suffisante, elle a dû liquider : elle a concentré tout son modeste actif social sur la tête d'un seul jeune patronné qu'elle a placé et élève à ses frais.

La commission de surveillance fonctionne, mais irrégulièrement.

Les dispositions matérielles de la prison, bâtie de 1849 à 1851, se prêtent d'ailleurs mal à l'exercice d'une action moralisatrice. L'édifice est architectural, il complète heureusement un bel ensemble en bordure sur la place principale du chef-lieu ; mais la promiscuité la plus complète y règne : aucune séparation n'est possible entre les catégories. Et le conseil général, qui en 1851 a eu à payer une somme de 1.300.000 francs, supérieure du double aux devis, ne veut entendre parler d'aucune modification à l'état de choses actuel !

Même à Saint-Flour où il n'y aurait que peu de dépenses à faire pour aménager les soixante-treize cellules existantes, aucun crédit ne peut être espéré.

V

Patronage dans la Lozère.

A Mende, l'absence complète de moyens d'action sur les condamnés, pendant ou après leur détention, est d'autant plus regrettable que, comme nous le verrons ci-dessous, une prison cellu-

laire admirablement organisée et une société de patronage (1) existent.

Malheureusement cette société, dont notre *Bulletin* a souvent parlé et dont le siège est à Nîmes (2), n'exerce aucune action dans la Lozère, sauf peut-être dans l'arrondissement de Florac, un peu moins éloigné d'elle.

VI

Bon Pasteur de Varennes-lès-Nevers.

Cette colonie, très importante et très bien tenue, comprend trois quartiers :

- 1° Un orphelinat ;
- 2° Un quartier pour les jeunes filles repenties ou pénitentes ;
- 3° Un quartier des enfants assistées.

Jusqu'en 1884, la maison possédait en outre un quartier de préservation (3) dans lequel étaient placées les jeunes détenues auxquelles avait été appliqué l'article 66 du code pénal et sur lequel les inspecteurs à chacune de leurs visites avaient toujours adressé les rapports les plus élogieux. Un soir, à 11 heures, des voitures cellulaires entrèrent dans la cour de l'établissement et, malgré les larmes, les supplications des enfants, arrachées à leur sommeil et aux tendres soins qui les avaient toujours entourées, emmenèrent les jeunes détenues à Belfort, d'où une épidémie de fièvre typhoïde obligea à les transférer sans délai à Sens.

1° *Orphelinat*. L'œuvre principale de la maison du Bon-Pasteur est l'orphelinat. Les jeunes filles sont 70 environ. Elles ne peuvent y entrer qu'après la première communion. Elles ont une somme

(1) *Bulletin*, 1886, p. 796 ; 1889 p. 379.

(2) Je n'ai pas besoin de rappeler que c'est avec le régime cellulaire surtout, je dirais presque seulement, que le patronage est efficace (Conf. supr. p. 350).

(3) *Bulletin*, 1886, p. 728. Rappelons aussi que la maison d'arrêt, de justice et de correction de Nevers possédait jusqu'en 1878 un quartier correctionnel pour les jeunes filles auxquelles avait été appliqué l'article 67. Il était dirigé par les Sœurs de Marie-Joseph, comme toutes les prisons où les sœurs sont maintenues. Lors de sa suppression, les jeunes détenues furent transférées à Darnetal et en d'autres établissements : aujourd'hui elles sont internées à Fouilleuse et à Auberive.

Quant aux sœurs de Marie-Joseph, elles ont fondé peu après dans le faubourg de la Pique, une maison de filles repenties (25 environ), pour les libérées sortant de prison. Le travail y est bien organisé.

à payer, en entrant, pour le trousseau, qui varie suivant les circonstances. Elles prennent l'engagement de rester jusqu'à vingt-un ans; alors la supérieure (sœur de charité, dont la maison-mère est à Nevers) les place comme femmes de chambre ou ouvrières. On leur fait la classe d'une façon régulière et on leur apprend divers travaux à l'aiguille, spécialement la lingerie. Leur ouvrage est assez recherché et estimé de diverses grandes maisons de Paris, mais il tend de moins en moins à devenir rémunérateur.

En ce qui concerne l'enseignement scolaire, bien qu'il y ait pour les orphelines une classe spéciale, on a pu quelquefois envoyer à la classe dite communale certaines orphelines plus arriérées qui ont pu ainsi suivre les autres.

2° *Filles repenties* ou *pénitentes*. Il s'agit de filles entrées volontairement pour mener une vie plus régulière ou passer de la vie de désordre ou de l'inconduite à une existence vraiment austère. Elles sont reléguées dans un quartier séparé, assistent aux offices, à travers une grille, et n'ont aucune communication avec les autres catégories de la maison. On les occupe presque uniquement à des travaux de couture qui sont assez rémunérateurs en raison du soin qu'elles apportent à l'ouvrage. Beaucoup donnent depuis de longues années des exemples de vertu admirables. Mais à vrai dire le plus grand nombre se compose de jeunes filles fort jeunes, dont quelques-unes restent indéfiniment à la maison, d'autres s'en vont quand elles trouvent à se placer ou à retourner dans leur famille.

3° La catégorie dite des enfants *assistées*, bien que non officiellement et absolument détruite, n'existe plus guère que de nom. Le nombre des enfants de cette catégorie s'en va chaque jour diminuant.

Il y a douze ou quinze ans, le quartier des *préservées* était absolument distinct de celui des *assistées*.

Les inspecteurs des enfants assistées de la Seine, voire d'autres départements, envoyaient à Varennes les jeunes filles dont la conduite, la moralité, les dispositions mêmes à rester dans l'endroit qui leur avait été assigné, pouvaient laisser à désirer. Ce n'était point en vertu d'un jugement qu'elles étaient internées à Varennes, mais elles y venaient sur l'ordre des inspecteurs de l'assistance dans un but de moralisation dont la supérieure de la maison et les inspecteurs eux-mêmes étaient seuls juges.

Il est à remarquer que les jeunes filles de cette catégorie bien

que n'ayant pas subi de condamnations judiciaires étaient, au dire des religieuses, bien plus difficiles et souvent bien plus perverses que des jeunes détenues. La condamnation de ces dernières pouvait être accidentelle, tenant à des circonstances spéciales qui ne se renouvelaient point. Elles pouvaient appartenir et de fait appartenaient souvent à des familles relativement honnêtes, tandis que les jeunes filles *assistées*, sans parents, sans famille, sans éducation première, subissant d'une façon manifeste les effets de l'atavisme, ne laissaient aux sœurs du Bon-Pasteur qu'un faible espoir de moralisation ou d'amélioration.

A une certaine époque on réunit dans le même quartier les *préservées* ou *jeunes détenues* et les *assistées*. Elles étaient ensemble au nombre de 130 environ, et elles étaient soumises à peu près au même régime : on leur apprenait, comme au Bon-Pasteur de Bourges, à travailler à l'aiguille, et on les occupait à divers travaux manuels, au jardin, à la buanderie, à la basse-cour, à la cuisine. Plusieurs même, bien que l'enseignement scolaire ne fût point partie du règlement, ont pu apprendre à lire, à écrire et à compter ; mais le travail agricole et à l'aiguille était leur principale occupation.

Cependant les luttes et la jalousie entre les deux catégories forcèrent de les séparer. D'une part, les *préservées* valaient mieux que les *assistées* et s'en prévalaient. D'autre part, les *assistées* se vantaient hautement de n'avoir jamais encouru de condamnations judiciaires. Il y eut des discussions qui forcèrent à séparer les deux quartiers.

Mais vers 1879, une tendance nouvelle commença à se manifester dans l'administration : elle se montrait de plus en plus défavorable à l'éducation religieuse de Varennes et de plus en plus favorable à l'élément *assistées* à l'encontre de l'élément *jeunes détenues* ou *correction paternelle*.

Cette dernière catégorie fut supprimée en 1884, comme nous l'avons dit. La deuxième fut transférée à Yzeure (1) où ni la discipline ni les résultats budgétaires ne nous semblent justifier cette mesure. (Les sœurs ne prenaient que 0 fr. 60 par jour et par enfant. Il suffit de comparer le prix de revient de chaque enfant à Yzeure pour apprécier.)

(1) Supr. p. 473. Notons aussi que l'orphelinat de Sainte-Marie, rue Saint-Martin, à Nevers, reçoit encore maintenant des enfants indisciplinées.

Dans le quartier analogue à celui de l'ancienne maison des assistées se trouvent encore en 1891 quelques jeunes filles qu'on peut classer sous cette dénomination. Elles étaient encore, il y a un mois, 25 au lieu de 70. Ce sont pour la plupart ou d'anciennes assistées, sans famille, qui, ayant gardé bon souvenir de la maison, sont venues demander asile au Bon-Pasteur, ou des enfants envoyées exceptionnellement et momentanément par des inspecteurs de l'Assistance, afin que, par l'entremise des sœurs, elles puissent se placer comme domestiques, ou même des jeunes filles sans ressources qui librement viennent demander au Bon-Pasteur l'hospitalité du travail. Ce travail est en principe le travail de la couture, par exception seulement et dans des cas urgents, le travail au jardin.

Mais on comprend qu'en dehors du recrutement par l'assistance et de l'allocation qui en était la conséquence, l'œuvre n'a plus de raison d'être et qu'elle ne peut subsister par elle-même ; elle cessera dès que les anciennes assistées qui ont gardé le souvenir de leurs premières années à Varennes auront disparu.

Cependant la maison ne refuserait pas de recevoir dans cette catégorie des jeunes filles qui y viendraient librement et payeraient leur nourriture avec leur travail.

Avant de terminer, nous voudrions revenir sur l'importance des travaux agricoles pour certaines catégories de jeunes filles internes. A Varennes, une vingtaine apprenaient, dans les terres et le jardin dépendant de la maison, sous la surveillance des religieuses et avec l'aide, pour les préparations les plus dures, de trois ouvriers extérieurs, les travaux agricoles : bêchage des pommes de terre ou haricots, arrosage, viticulture, etc. Un tour de service les faisait enfin passer successivement à la garde des bestiaux, aux travaux de la boulangerie, de la cuisine, de la laiterie, de la buanderie, du blanchissage, aux soins de la basse-cour. Les résultats de cet enseignement agricole étaient, de même qu'à Darnetal, excellents.

Sans doute ce système ne saurait être indéfiniment étendu : son application en effet nécessite de vastes enclos et souvent aussi la présence d'hommes, toujours fâcheuse, pour les gros travaux. Mais en ne l'essayant que dans des terrains légers, frais et profonds, on pourrait se passer du concours des journaliers, et d'ailleurs n'y recourir comme à Varennes, qu'aux heures où les enfants sont dans leurs quartiers, et suppléer au défaut d'étendue

par des cultures plus intensives (sarclées). On pourrait enfin grâce à ces cultures nourrir une vacherie nombreuse et créer toutes les annexes (laiterie et autres) nécessaires pour faire de bonnes servantes de ferme (Conf. *Enq. parlementaire*; séance du 18 mars 1873 ; *Officiel*, p. 537).

VII

Bon Pasteur (Bourges).

Cette maison située dans le ressort de la même cour d'appel, est absolument semblable à la précédente, sauf que l'exiguïté de l'enclos (1 hect. 26 ares) renfermé dans l'intérieur même de la ville ne permet d'occuper aux travaux extérieurs qu'un très petit nombre de jeunes filles.

Comme la première elle était, il y a quelques années, un établissement d'éducation correctionnel. Aujourd'hui elle ne reçoit plus que les jeunes filles de tout âge venant volontairement ou conduites par leurs parents ou des bienfaiteurs ; 80 orphelines et 76 préservées ; au Refuge, 90 et 30 Madeleines.

Elles y restent jusqu'à vingt-un ans, beaucoup restent toute leur vie. Les Sœurs leur apprennent la couture, le repassage, le tricot et les placent à leur sortie.

VIII

Le Refuge (1).

La maison de Notre-Dame de la Charité, dite le Refuge, a été fondée en 1836. Elle a le triple caractère d'œuvre de correction, de préservation et d'assistance.

Comme établissement de *correction*, le Refuge reçoit et place dans un quartier à part les jeunes filles indisciplinées et de mauvaise conduite qui lui sont amenées par leurs familles ou ses représentants, par mesure de correction paternelle et dans un but d'amendement.

Celles de ces jeunes filles dont les habitudes et les allures se sont améliorées sous l'influence de leur séjour dans le quartier de

(1) Blois, rue de la Paix, n° 11.

correction ou bien dont on a demandé l'admission au Refuge afin de les soustraire aux entraînements auxquels elles se trouvaient exposées ou livrées, sont placées dans un quartier spécial dit de *préservation*.

Dans un autre quartier qu'on pourrait appeler la *retraite* et qui mériterait mieux le nom de refuge se trouvent des jeunes filles qui y sont conservées sur leur demande, par mesure d'assistance, après avoir passé par l'un ou l'autre des quartiers désignés plus haut.

Complètement amendées mais n'ayant à compter sur aucun appui de famille et reculant devant les hasards et les périls qui les attendraient au dehors, elles ne veulent plus quitter la retraite que la maison religieuse leur a donnée.

Toutes ces filles se livrent à des travaux de lingerie dont le produit, ajouté aux dons de plusieurs associations de dames charitables, constitue les seules ressources de l'œuvre.

On peut évaluer à 150 le nombre des pénitentes du Refuge.

IX

Sauvetage de l'enfance (Annonay).

Nous recevons de notre très ancien et dévoué collègue, M. le pasteur Rey, la lettre suivante :

Annonay, le 31 mars 1891.

« Monsieur le Secrétaire général,

« L'œuvre de sauvetage que je viens de fonder à Annonay est destinée à combler une lacune dans les institutions charitables des églises protestantes. La colonie pénitentiaire de Sainte-Foy (dont j'ai été le directeur pendant huit ans et dont je suis resté administrateur) reçoit nos enfants coupables, vicieux, insoumis. Il en est de même de l'école industrielle de Belleville (1). Nous avons des orphelinats pour les enfants qui ont eu le malheur de perdre père ou mère. Celui de Vallon (près d'ici) est de ce nombre : c'est un orphelinat agricole. Mais les enfants abandonnés, de notre culte, moralement ou matériellement, ces orphelins moraux qui ont le

(1) Voir ci dessus : Ecole industrielle de la rue Clavel.

malheur d'avoir encore père et mère n'avaient aucune institution générale qui s'occupât d'eux. C'est cette catégorie spéciale d'enfants que vise notre société.

« Pourquoi avons-nous été amenés à établir son siège social à Annonay ? C'est : 1° parce que cette ville, la plus peuplée de l'Ardèche renferme une communauté protestante considérable et peut aisément fournir une élite d'hommes dévoués au salut de l'enfance malheureuse ; 2° parce que l'église protestante d'Annonay possède, près de la ville, dans une situation charmante et salubre, un asile de convalescents qui pourra au besoin servir pour les jeunes enfants d'hospice dépositaire, en attendant le placement définitif ; 3° mais surtout parce que nous voulons faire du placement familial, et que nous avons tout autour de nous, dans la Haute-Loire, l'Ardèche, la Drôme une vaste banlieue protestante où se sont conservées les simplicités de la vie, les bonnes mœurs, la piété. Nous trouverons aisément des familles qui recevront volontiers nos pupilles et à bon compte, leur donneront l'éducation vraie, les dresseront au travail et les mettront à mesure de se tirer d'affaire vers treize ou quatorze ans. Le placement familial est celui qui est le plus en faveur aujourd'hui parmi nous protestants. Les résultats donnés par nos orphelinats sont en général peu encourageants. L'opinion se prononce de plus en plus contre les internats et surtout les internats à gros effectifs. Notre principale tâche consistera à trouver des familles aptes à la mission que nous voulons leur confier. Une fois notre œuvre établie et connue nous en trouverons au delà de nos besoins.

« Dans chaque commune où nous aurons des pupilles nous aurons un représentant chargé de contrôler leur éducation et de veiller à l'observation loyale du contrat passé avec la famille. Ce sera le plus souvent le pasteur de la paroisse qui deviendra par le fait membre correspondant de notre société. Cela n'empêchera pas de faire de temps à autre des tournées spéciales d'inspection.

« Nos enfants nous coûteront plus ou moins selon leur âge : ils coûteront d'autant plus qu'ils seront petits. J'estime que pour un bébé de trois ans il faudra payer 15 à 16 francs par mois ; la pension diminuera avec les années et s'éteindra complètement vers treize ou quatorze ans. La dépense moyenne sera environ de 150 francs par an.

« Notre société répond si bien à un besoin réel, que les demandes arrivent de toutes parts. L'assistance publique, les grandes sociétés de sauvetage attendaient notre existence pour les tirer

d'embarras. Elles estiment, avec juste raison, l'instruction religieuse nécessaire à l'enfance. Mais elles étaient fort embarrassées pour la donner à leurs pupilles protestants. Le petit nombre de ceux-ci isolés dans de vastes établissements leur posait un problème insoluble. Aussi la Société de patronage de M. Bonjean, l'Union française pour le sauvetage de l'enfance de M. J. Simon, la Société lyonnaise de sauvetage nous ont assuré de leur concours cordial. La Société lyonnaise nous a déjà confié deux enfants. Nous existons à peine et voici le 9^e cas que nous instruisons. Notre œuvre peut d'ailleurs prendre une extension indéfinie. Elle est simple et pratique : point d'administration compliquée ou de coûteux état-major, point d'immeuble ou d'exploitation. Recevoir les enfants leur procurer un bon placement, veiller à leur éducation, voilà notre mission et elle peut s'étendre à un nombre indéfini de pupilles.

« Ci-après, une note qui expose le caractère et le but de notre société. »

Note.

On évalue à cent mille en France le nombre des enfants maltraités, abandonnés, en danger moral. On voit la part qui revient à notre culte. Eh bien, cette part le plus souvent nous échappe. Sans doute les sociétés de sauvetage de Paris, Lyon et autres lieux sont fondées en dehors de toute préoccupation confessionnelle. Elles ne repoussent pas nos enfants, mais elles ne sont pas outillées pour leur donner l'éducation religieuse, qu'avec juste raison elles jugent indispensable à l'enfance, et forcément les petits protestants se perdent dans la masse.

D'autres, en plus grand nombre qu'on ne croit, tombent sous la tutelle d'œuvres catholiques, israélites ou libres penseuses. D'autres enfin grandissent dans l'abandon pour aller grossir l'armée des délinquants et des criminels.

Les recueillir tous, de quelque côté qu'ils viennent, lessoustraire aux fatalités terribles qui pèsent sur leur destinée, leur rendre avec le privilège de la vie de famille un milieu bienfaisant pour le corps et pour l'âme, les élever dans les habitudes de simplicité, de travail, de piété, en faire d'honnêtes gens et des chrétiens..... tel est le but que nous poursuivons.

Nous n'avons besoin ni d'exploitation industrielle ou agricole, ni d'internat, ni d'administration compliquée. Nous serons sim-

plement des intermédiaires dévoués et vigilants. Nous accueillerons les enfants qui entrent dans le cadre de notre activité; nous leur assurerons un placement offrant toutes les garanties; nous organiserons en leur faveur un système de contrôle et de surveillance, nous veillerons à leurs intérêts de toute nature. Notre œuvre prendra l'extension qu'on voudra lui donner, par la confiance qu'on lui témoignera et par les ressources que l'on mettra à sa disposition.

Nous pouvons prévoir dès à présent que les frais de pension varieront suivant l'âge, de 8 à 15 francs par mois. Nous pensons que d'une manière générale les enfants pourront se suffire dès leur treizième année. Chacun d'eux coûtera en moyenne 150 francs par an.

Le conseil d'administration se compose de :

Vice-présidents : MM. les pasteurs Perrot, Thomas, Rey, administrateur délégué ;

Secrétaire : M. Camille Giscard, avocat ;

Secrétaire-adjoint : M. J. Val ;

Trésorier : M. Édouard Chapuis ;

Assesseurs : MM. le Dr Arnal, Émile Bertrand, Jules Binet,

X

Société internationale pour l'étude des questions d'assistance.

Le Congrès international d'assistance qui s'est tenu à Paris, du 28 juillet au 4 août 1889 (1), a nommé, dans sa séance du 3 août, une commission permanente pour l'organisation des congrès.

Cette commission, pour éviter de laisser tomber l'élan donné par cette première réunion des spécialistes de la bienfaisance, et en même temps pour assurer à ses travaux plus de continuité et de force, s'est transformée en une société qui a pris le nom de : Société internationale pour l'étude des questions d'assistance.

Le 2 mars 1890, la Société a tenu sa première séance, sous la présidence de notre collègue, M. Théophile Roussel, sénateur, membre de l'Académie de médecine, vice-président du conseil su-

(1) *Bulletin*, 1889, p. 906.

périeur de l'Assistance publique. Le compte rendu des séances, publié dans un bulletin spécial, démontre que si le nombre des sociétaires n'est pas considérable, l'activité de la Société n'en répond pas moins à la grande cause humanitaire qui fait l'objet de ses réunions.

Voici les principales questions traitées dans le courant de l'année qui vient de s'écouler :

Mémoire sur les sociétés d'organisation de la charité (mémoire, rapport et discussion qui ont entraîné la création de bureaux d'assistance dans plusieurs arrondissements de Paris) ;

Classification des établissements hospitaliers ;

La syphilis et les nourrices des enfants assistés ;

Patronage des aliénés sortis guéris des asiles ;

Colonisation par les enfants assistés ;

Modification à apporter à la législation actuelle en ce qui concerne l'assistance des idiots et arriérés ;

Les étrangers en France au point de vue de l'assistance et des secours charitables ;

Situation des sourds-muets en France ;

Etc., etc.

ÉTRANGER

I

Patronage des libérés dans le grand-duché de Bade pour l'année 1889⁽¹⁾.

Les sociétés de district ont patronné 552 personnes en 1889, au lieu de 447 en 1888. Sur ces 552 personnes, 67 avaient été déjà secourues en 1888 ; il y a donc eu 485 patronnés nouveaux admis en 1889. Parmi les 552 personnes on comptait, 23 femmes, 8 familles de détenus, 11 détenus préventivement, 46 mineurs de dix-huit ans, 498 individus au-dessus de dix-huit ans. On n'a pu déterminer l'âge exact de 8 personnes. Il y avait 11 étrangers (1 Anglais, 1 Italien, 3 Autrichiens, 6 Suisses).

(1) Rapport sur les opérations des sociétés de patronage des détenus libérés dans le grand-duché de Bade et de la direction centrale pour l'année 1889 (Conf. *Bulletin*, 1890, p. 102). Sur la fédération, V. *supra* p. 596.

Le patronage a donné des résultats satisfaisants pour 31 p. 100 des patronnés et mauvais pour 11 p. 100. D'autre part, 5 p. 100 sont devenus récidivistes. A la fin de l'année 1889, 69 individus (15 p. 100) étaient encore sous la surveillance des sociétés de patronage. Parmi eux on comptait 18 mineurs.

Au 31 décembre 1889, la situation financière de la direction centrale s'établissait ainsi :

	marcs.	pf.
Fonds de réserve.....	38.633	32
Recettes (comprenant l'arrêté de compte de 1882-88) ...	116.824	44
Dépenses (comprenant l'arrêté de compte de 1882-88).....	116.642	51
Il restait en caisse.....	181	93

II

Fondation Skarbek (Galicie).

Dans son très intéressant rapport sur les travaux de la 3^e section du Congrès de Saint-Petersbourg (1), M. le conseiller Voisin a parlé d'un grand établissement de bienfaisance, qui existe en Galicie, à Drohowyze, dans les environs de Lemberg. M. le comte Henri Skarbek, curateur actuel de cet établissement a bien voulu en communiquer les statuts et le règlement à notre Société. Nous en avons extrait les renseignements suivants :

Cette institution a été fondée en 1843, par M. le comte Stanislas Skarbek, pour recevoir : 1^o quatre cents pauvres, hommes et femmes, appartenant à la religion chrétienne ; 2^o six cents orphelins des deux sexes. Les pauvres sont logés, habillés et nourris. On leur procure en outre une occupation en rapport avec les forces de chacun d'eux. Quant aux orphelins, on s'occupe de les élever et de leur apprendre un métier ou de les rendre aptes aux travaux domestiques.

L'établissement n'est destiné qu'à secourir des habitants de la Galicie.

Sont admis les indigents que leur âge ou leurs infirmités empêchent de travailler suffisamment pour gagner leur vie. Mais on

(1) V. *supra*, p. 90.

refuse ceux qui sont atteints de maladies graves ou chroniques. Les assistés doivent être en état de se livrer à des travaux peu fatigants, carder, filer de la laine, etc. L'âge d'admission est de soixante ans accomplis pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes.

L'institution reçoit les orphelins de père et mère, sans distinguer entre les enfants légitimes et illégitimes. L'âge d'admission pour les garçons est de sept ans au moins et de dix ans accomplis au plus; il est pour les filles de six ans à huit ans. Une condition de l'admission est que les orphelins n'aient aucune ressource, ni aucun parent pouvant leur venir en aide. On reçoit quelquefois, par exception, des enfants non orphelins, mais dont les parents sont indigents.

Le travail est la base de l'éducation des orphelins. Il est organisé de manière à servir au développement physique des enfants et à les habituer graduellement à supporter la fatigue.

L'influence des maîtres doit s'exercer principalement à faire naître chez les orphelins l'amour du travail, et à leur inculquer l'obéissance aux lois et la crainte de Dieu, ainsi que l'habitude de l'ordre, de la propreté et de l'économie.

L'enseignement est dirigé de façon à donner aux enfants toutes les connaissances techniques pouvant leur permettre de tirer le plus grand profit de leur travail.

Le but de l'institution est en un mot de préparer des citoyens honnêtes et utiles à leur pays.

L'instruction élémentaire est donnée suivant le programme des écoles publiques. On enseigne aussi la gymnastique, le chant, la musique et le dessin. La durée de l'instruction élémentaire est de quatre années. Les garçons doivent avoir terminé leurs classes au plus tard à quatorze ans et les jeunes filles à douze ans afin de pouvoir se consacrer entièrement à l'apprentissage du métier qu'ils ont choisi.

Dans les deux premières années l'école est mixte. Ce n'est que dans les deux dernières années qu'il y a une école pour les garçons et une pour les filles.

Les basses classes sont tenues par des instituteurs ou institutrices. Dans les hautes classes, un instituteur est désigné spécialement pour chaque classe. Il en est de même des institutrices pour la division des jeunes filles.

Les dimanches et les jours de fête sont consacrés aux exercices de gymnastique, au chant et à la musique.

Des examens publics ont lieu chaque année avec les élèves des écoles primaires.

Les orphelins travaillent dans des ateliers ou se livrent aux travaux domestiques dans l'établissement. Les travaux d'atelier comprennent les professions de forgeron, de serrurier, de taillandier, de menuisier, de tonnelier, de charron, de sellier, de tailleur et de cordonnier. Il y a pour ces deux derniers métiers seulement des ateliers de garçons et des ateliers de filles. Tous les autres métiers sont exclusivement réservés aux garçons. Les jeunes filles sont surtout employées aux travaux de ménage. Elles apprennent à coudre, à filer, à faire la cuisine et le pain, à blanchir le linge et à le repasser. Tous les enfants reçoivent en plus des leçons de jardinage ; on leur enseigne la culture des légumes et des fruits. Ceux dont la santé n'est pas forte sont occupés à des travaux plus tranquilles, la vannerie, la reliure, etc. A la tête de chaque atelier est placé un maître ou une maîtresse. Les travaux dans les ateliers ne commencent qu'après l'achèvement de l'instruction élémentaire. Ils durent trois ans. La journée de travail est de huit heures au moins.

L'enseignement technique comprend : 1° l'histoire naturelle appliquée surtout à l'agriculture et à l'industrie ; 2° la connaissance des matériaux et des outils ainsi que leur emploi dans les différents métiers, en ajoutant des éléments de physique et de chimie ; 3° la géographie physique et statistique du pays et de la monarchie ; 4° l'histoire d'Autriche et de Pologne, principalement à l'époque moderne et au moment du développement du commerce et de l'industrie ; 5° l'arithmétique et la comptabilité commerciale ; 6° la géométrie et le dessin appliqué aux machines ; 7° le dessin proprement dit et le moulage. La durée de cet enseignement est de trois années. On y ajoute aussi des exercices pratiques de correspondance commerciale et industrielle, ainsi que des notions d'hygiène pour les jeunes filles.

L'établissement possède un musée d'histoire naturelle et d'arts et métiers, ainsi qu'une bibliothèque et un jardin destiné à l'enseignement de l'horticulture.

Les orphelins apprennent deux langues, l'allemand et le polonais.

Les punitions en usage sont : 1° la réprimande et la privation d'assister aux exercices communs et aux récréations ; 2° le changement et la diminution de nourriture ; 3° l'isolement ; 4° la punition corporelle dans certains cas exceptionnels. Pendant l'isolement l'enfant est astreint à travailler. Il est en outre soumis à une

surveillance sévère. Quant à la punition corporelle, elle n'a lieu que sur l'ordre du directeur et en sa présence. Elle n'est appliquée qu'aux garçons.

Les orphelins qui refusent de se soumettre à la discipline de la maison sont renvoyés et remis aux autorités de leur commune.

Il existe dans l'établissement une compagnie de pompiers, recrutée parmi les jeunes gens les plus âgés. L'admission dans cette compagnie est considérée comme une récompense. Elle ne comprend donc que ceux dont la conduite n'a donné lieu à aucun reproche et dont l'assiduité au travail a été constatée.

Les orphelins sont congédiés quand ils sont aptes à subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Les garçons doivent avoir au moins quinze ans et les filles quatorze ans. L'institution veille sur leur placement et le directeur remet à chaque enfant un certificat. Pour perfectionner certains apprentis, la maison leur fournit une bourse de voyage, selon les ressources disponibles, et les envoie dans des fabriques renommées.

Les orphelins dont la conduite a été bonne reçoivent à leur sortie, outre les outils propres au métier qu'ils vont exercer, une somme d'argent pour les aider à s'établir.

La fondation Skarbek est divisée en deux sections tout à fait indépendantes, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes. Dans chacune de ces sections, les orphelins sont séparés des pauvres. Ce n'est que pour l'enseignement en commun et pour certains travaux, qui doivent être exécutés en commun aussi, que la réunion des orphelins des deux sexes peut avoir lieu exceptionnellement.

Deux ecclésiastiques, l'un du rite catholique romain, l'autre du rite grec sont attachés à l'institution. Il existe une chapelle dans chacune des deux sections. Il y a aussi une infirmerie et des salles de bains séparées. Il n'y a qu'une seule pharmacie. Une petite ferme avec une vacherie dépend de l'établissement. Les jeunes filles peuvent y apprendre d'une manière pratique les travaux de l'agriculture.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1^o École de gardiens (Melun). — 2^o Guyane et Nouvelle-Calédonie. — 3^o Suppression des courtes peines. — 4^o Prison de Huy. — 5^o Prisons de Grèce. — 6^o Christianisme et prisons de Bysance. — 7^o Prison de Mende. — 8^o Règlement des prisons du grand-duché de Bade. — 9^o Informations diverses : Cadillac. — *Subventions.* — *Congrès des Sociétés savantes.* — *M. Herbert.* — *Revue étrangères.*

I

École des gardiens de Melun.

Le *Bulletin* a souvent cité cette grande maison centrale et de force de Melun où le système d'Auburn (664 cellules de nuit), où le travail industriel sont si bien organisés.

Je veux aujourd'hui, après avoir parlé de l'école de la Santé⁽¹⁾, dire quelques mots de celle de Melun (2).

Elle se recrute parmi les jeunes gardiens qui ont été admis dans les cadres par M. le Ministre de l'intérieur.

Les cours ne sont nullement obligatoires, mais en fait, presque tous les jeunes gardiens les suivent. L'admission à l'emploi de gardien est précédée d'un examen que les candidats subissent au chef-lieu de chaque circonscription pénitentiaire. Il n'existe, à cet effet, aucune commission d'examen : le directeur de la circonscription fait subir aux candidats gardiens deux épreuves, l'une porte sur l'orthographe, l'autre sur les quatre règles. A ces deux épreuves

(1) *Supr.*, p. 510.

(2) Je rappellerai seulement ici les principales industries, exploitées par des confectionnaires sous-traitants :

Emboutissage, 83 détenus ; tissus métalliques, 32 ; tissage de laine, 35 ; broderie, 90 ; liens pour l'agriculture, 26 ; quincaillerie, 35 ; ébénisterie, 30 ; vanneries 39 (avant les plaintes de l'industrie libre elle en employait 300 et fabriquait des objets de luxe). La journée de détention rapporte plus de 30 centimes. Les tailleurs (65, installés depuis 5 ans) et les imprimeurs (110) rapportent à eux seuls 90.000 et 110.000 francs respectivement. Sur la question du travail en régie, V. *supr.* p. 295 ; et spécialement sur Melun, V. *Bulletin*, 1890, p. 359, 391.

sont joints l'acte de naissance de l'intéressé (on n'est pas admis après trente-deux ans), l'extrait de son casier judiciaire, un certificat médical constatant que le candidat n'a aucune infirmité apparente ou cachée, un certificat de bonne conduite au corps, un certificat de bonne conduite du maire du dernier domicile. Ce mode de recrutement est le même dans toute la France pour les divers établissements.

Dans la plupart des maisons importantes, il existe une école de gardiens qui comprend de 10 à 15 élèves, soit environ le quart de l'effectif.

Le programme est sensiblement le même que celui publié plus haut pour l'école de la Santé. Chaque année, les élèves les mieux préparés subissent un examen, à l'époque de l'inspection générale, soit pour l'emploi de gardien-chef ou de gardien commis greffier, soit pour celui d'agent des transports cellulaires. C'est, d'ailleurs, en vue de ce dernier emploi que l'étude de la géographie de la France (surtout) a été introduite dans les programmes.

Depuis quelques années les candidats aux emplois de gardien-chef et de gardien-commis-greffier sont nombreux, car l'administration a eu soin d'admettre, comme gardiens ordinaires, beaucoup d'anciens sous-officiers possédant déjà une certaine instruction.

Dès 1887, le directeur avait proposé un projet de fondation à Melun d'une école de gardiens beaucoup plus importante que celle qui fonctionne actuellement. Cette école devait comprendre au début 20 élèves au minimum. Ce minimum se serait progressivement élevé à 40.

A côté de l'enseignement théorique distribué d'après un programme analogue à celui de la prison de la Santé, il y aurait eu l'enseignement pratique. Chaque élève aurait pris part au service intérieur et à la surveillance des ateliers, à côté d'un gardien expérimenté. Le stage aurait été de six mois au moins et d'un an au plus. Après l'année expirée, l'élève aurait été ou renvoyé ou admis définitivement. Afin de diminuer les charges d'une pareille institution, il avait proposé d'allouer aux élèves la simple demi-solde des gardiens, qui, à l'aide des cantines, leur eût permis de suffire à tous leurs besoins. Il n'y avait à cela qu'un inconvénient : l'élimination des hommes mariés qui, avec des ressources restreintes, n'auraient pu pourvoir à l'entretien de leurs familles. Il me paraît impossible, sans grand dommage, d'exclure les hommes mariés et c'est cependant le résultat qui s'imposerait

si nous songions à caserner les élèves gardiens, comme on le fait à Rome. L'élément marié étant par excellence l'élément stable, il convient de le conserver avec soin.

Je tiens de M. Beltrani-Scalia qu'en Italie un nombre assez restreint de gardiens poursuit la carrière jusqu'au bout. Presque tous sont célibataires. C'est à cela, selon moi, qu'est due l'instabilité du corps des gardiens italiens. A cet égard, l'institution d'une grande école préparatoire n'a pas donné de résultats satisfaisants.

L'instruction étant beaucoup plus développée en France qu'en Italie, nous n'avons pas les mêmes motifs que nos voisins pour fonder une institution centrale qui, en obligeant les élèves à de coûteux déplacements, élimine fatalement les candidats mariés. Depuis que le recrutement des gardiens s'est amélioré en France, je suis moins partisan d'une création analogue à celle qui existe en Italie. D'un autre côté, il ne nous faut pas oublier que le développement de l'instruction a pour conséquence nécessaire l'accroissement des traitements. Nous ne retiendrions pas dans nos services pénibles des agents instruits qui trouveraient ailleurs, grâce à leur instruction, une situation préférable. Il est très désirable d'avoir des gardiens d'une bonne éducation et d'un savoir à la hauteur de leur mission. Malheureusement, la question d'argent domine tout en notre temps et ce serait une illusion que de croire qu'on trouvera des apôtres désintéressés pour accomplir pareille œuvre. Quoi qu'il en soit, étant donné que le recrutement des gardiens, en France, se fait dans de bonnes conditions, il suffirait de développer ce qui existe et de le compléter.

Comme il y a beaucoup plus de candidats que d'emplois (5 pour 1, si je ne me trompe) on pourrait dès le début faire une sélection sérieuse avant l'admission dans les cadres. Malheureusement l'examen d'admission est une simple constatation et ses résultats n'ont pas une sanction assez rigoureuse. Beaucoup trop de candidats d'une très faible instruction, passent à la faveur des recommandations locales.

On pourrait ensuite créer, sans dépense aucune, une école de gardiens, dans toutes les maisons centrales et dans les prisons départementales assimilées (en tant qu'effectif). Chaque gardien nouvellement nommé serait tenu de faire un stage de six mois à un an dans un de ces grands établissements, avant d'être admis, à titre définitif, soit dans un établissement de longues peines, soit dans les prisons départementales.

Les colonies publiques de jeunes détenus ayant toutes un personnel de garde assez élevé pourraient de même comporter une école pour le personnel de garde et de surveillance.

L'expérience a démontré que, toutes choses égales d'ailleurs, les gardiens instruits démissionnent en plus grand nombre que les autres. Si l'administration n'est pas en mesure de leur accorder un avancement de grade, ils préfèrent quitter le service pour utiliser ailleurs leurs capacités. J'ai acquis la conviction qu'un homme possédant l'instruction primaire (le certificat d'études par exemple) ne reste pas simple surveillant toute sa vie. Ou il est appelé à un emploi supérieur, ou il se retire. Le jour donc où tous nos gardiens seront assez instruits pour trouver, dans le commerce par exemple, un débouché sérieux, verra naître l'instabilité du personnel de garde, le pire de tous les maux.

II

Nouvelle-Calédonie et Guyane (1).

L'*Officiel* du 14 avril publie les renseignements suivants sur nos colonies pénitentiaires :

A) Guyane (2).

Les défrichements continuent autour de Cayenne et l'aspect des environs de la ville s'est sensiblement modifié. Ce résultat est dû aux corvées de transportés que l'administration locale met à la disposition des habitants qui en font la demande, ainsi qu'à l'arrivée dans la colonie d'un certain nombre d'Annamites.

La valeur des importations du 4^e trimestre 1890 s'est élevée au chiffre de 2.051.035 francs se décomposant comme suit :

Marchandises nationales venant de France	1.087.299 fr.
Marchandises nationales venant des colonies françaises.....	5.513
Marchandises étrangères importées des entrepôts français.....	330.099
Marchandises étrangères importées de l'étranger par des navires français et étrangers.....	628.124
	2.051.035 fr.

(1) Supr., p. 117.

(2) Supr., p. 533.

Les importations de la période correspondante en 1889 avaient une valeur de 2.461.463 francs, se décomposant comme suit :

Marchandises nationales venant de France	1.582.174 fr.
Marchandises nationales venant des colonies françaises	11.457
Marchandises étrangères importées des entrepôts de France	312.542
Marchandises étrangères importées de l'étranger par des navires français et étrangers	515.290
	2.421.463 fr.

soit une diminution de 370.428 francs sur la valeur des importations du 4^e trimestre 1890.

Cette diminution provient de ce que les objets d'approvisionnement importés pour le compte des services publics ne figurent pas au mouvement des importations.

La valeur des exportations s'est élevée pendant le 4^e trimestre 1890 à la somme de 1.059.985 francs se décomposant ainsi qu'il suit :

Produit du cru	1.040.581 fr.
Marchandises réexportées	19.404
	1.059.985 fr.

Pendant la période correspondante de l'année 1889 cette valeur ne s'élevait qu'à :

Produits du cru	696.479
Marchandises réexportées	210.619
	907.098
	907.098

Soit une plus-value de 152.887 fr.
en faveur de 1890 ; cette plus-value porte principalement sur l'or et les eaux-de-vie de mélasse.

Les importations du 4^e trimestre 1890 ont été faites par 31 navires jaugeant 8.054 tonnes et les exportations par 26 navires jaugeant 6.746 tonnes.

B) Nouvelle-Calédonie.

(Routes. — Bétail. — Mines. — Camps.)

Dans la tournée qu'il a faite dans le nord de la colonie en janvier dernier, le gouverneur a eu occasion de constater que les diverses routes qui sillonnent la Nouvelle-Calédonie étaient pour la plupart en parfait état d'entretien. Cette situation est due soit

à la main-d'œuvre pénitentiaire(1), soit aux indigènes qui, sur certains points, se chargent de maintenir les routes en bon état moyennant une légère redevance. M. Pardon a été amené à penser que, souvent, les routes carrossables pourraient être utilement remplacées par des sentiers muletiers, qui occasionnent des dépenses bien moins élevées, et qui suffiraient largement aux besoins de la population. Il a l'intention de faire ouvrir une voie de cette nature entre Ouénia et les sources de la Hienghène.

Les plaines de Poya ont attiré l'attention du gouverneur par le parti qu'on en pourrait tirer pour la colonisation. Un millier de familles pourraient trouver place dans cette région fertile, et comme on vient de découvrir dans les montagnes voisines des gisements de nickel très considérables, les colons pourraient, en les exploitant, utiliser leurs journées pendant la morte-saison des travaux des champs. Non loin de là, près des sources de Nekliai, se trouvent les restes de l'ancienne tribu canaque de Nétéa, qui a pris une part des plus actives à l'insurrection de 1878. Mais cette tribu, fort réduite aujourd'hui, est tout à fait paisible, grâce à l'influence d'un indigène qui a longtemps habité la France. Elle manifeste même des tendances à la civilisation et au travail qui pourraient être des plus utiles aux futurs colons de Poya.

Le voyage du gouverneur lui a démontré, d'ailleurs, que partout la sécurité était complète du côté des indigènes. Il a visité les tribus les plus écartées des agglomérations européennes, et il a rencontré partout, de la part des chefs canaques, un empressement qui dénote autant de confiance que de soumission. Il est aisé de reconnaître que nous sommes maintenant pour la population des protecteurs à la justice desquels elle sait pouvoir faire appel.

Ces heureux résultats sont dus en grande partie aux entraves qui ont été apportées au commerce des alcools; nous avons eu, pour atteindre ce but, le concours des chefs, qui voyaient les progrès de l'ivrognerie menacer leur autorité, et les efforts de l'administration locale tendent à maintenir et à consolider l'état de choses existant.

Il convient d'ajouter que les tribus ont peu progressé dans ces dernières années; aucune amélioration ne se révèle dans leurs procédés de culture. Ayant peu de besoins, les indigènes se plient dif-

(1) Conf. à la fin de la séance du 15 avril la communication de M. le pasteur Langereau.

ficilement au travail. Leur nombre diminue rapidement, du reste, et la polygamie, qui réserve presque toutes les femmes d'un village à un seul chef, doit être considérée comme la principale cause de cette situation.

Parmi les tribus canaques du nord de l'île, les unes sont sans force, sans cohésion, et pourraient à peine mettre en ligne quelques guerriers; les autres, plus nombreuses et mieux organisées, comprennent qu'elles auraient tout à perdre à troubler l'ordre dont elles sont les premières à bénéficier.

Aucun danger n'existe donc pour la sécurité intérieure, tant que l'administration restera fidèle à sa politique actuelle.

Les incursions du bétail dans les réserves canaques, qui ont été l'une des causes dominantes de l'insurrection de 1878, sont moins à craindre aujourd'hui car les actes de location de terrains prescrivent la construction de barrières qui empêchent les animaux de s'écarter.

On constate, du reste, une diminution très sensible dans le nombre des têtes de bétail; l'administration, préoccupée de cette situation, recherche les moyens d'y remédier.

L'activité minière redouble, au moins en ce qui concerne l'extraction du nickel. Sur toute la côte ouest, et particulièrement dans les massifs montagneux qui s'étendent de Muco à Koué, des mines sont déclarées et vont être ouvertes. L'exportation du nickel, qui a atteint cette année au moins 40.000 tonnes, ira peut-être à 100.000 l'année prochaine.

Le développement de ces exploitations augmente le besoin de main-d'œuvre.

Dans tous les camps de condamnés que le gouverneur a traversés au cours de sa tournée, les installations ont été améliorées. A la Pilou, les cases de transportés et les logements de surveillants ont été rendus plus confortables. A Thio, on va construire un hôpital. Au Grand-Plateau, enfin, l'un des principaux centres de l'exploitation de Thio, un camp a été élevé dans les conditions les plus satisfaisantes. L'hygiène de ces différents centres ne laisse rien à désirer.

L'administration locale a mis à l'étude l'établissement d'un règlement forestier destiné à permettre l'exploitation des bois du pays, tout en assurant leur conservation.

Forêts et Act Torrens. — Nous extrayons d'une lettre de Nouméa,

datée du 22 février, les deux passages suivants relatifs au reboisement des forêts et à la transmission de la propriété foncière.

« Le chef de la colonie vient de constituer une commission chargée d'élaborer un projet d'organisation forestière. Le régime forestier en Nouvelle-Calédonie a été jusqu'à ce jour l'objet de rapports sans nombre et même de quelques missions métropolitaines, mais rien de stable et de définitif n'avait été tenté. C'est ainsi que des richesses considérables restaient improductives et se perdaient faute d'être administrées. Ne pas toucher aux forêts et laisser les arbres centenaires pourrir sur place, c'était pousser un peu loin le principe de la conservation.

« Le nouveau projet repose sur les bases suivantes : 1° aliénation complète de certaines parcelles de forêts, à la condition pour l'acquéreur de les reboiser au moyen d'essences propres à protéger des cafées, comme le bois noir, par exemple. La culture du café sous bois est désormais une chose démontrée par l'expérience en Nouvelle-Calédonie ; 2° autorisation de coupes analogues à celles qui sont consenties en Cochinchine et au Tonkin, autorisation de fermage pour les arbres résineux ou à suc laiteux utilisable, ou d'écorçage pour les essences à écorce tannante ; 3° épargne complète des pentes à partir de 45 degrés et du bord des rivières et des ruisseaux sur une profondeur de 10 mètres.

« Cette réglementation d'une économie si simple, viendra combler une très regrettable lacune.

« Le gouverneur vient de présenter aux magistrats et aux différents officiers ministériels de la colonie un projet de décret sur la conservation et la transmission de la propriété foncière, des hypothèques et des autres droits réels immobiliers en Nouvelle-Calédonie. C'est en d'autres termes, un projet d'application, à la colonie, de l'*Act Torrens*, véritable travail de bénédictin dont le département a été saisi. Il faut espérer qu'on lui prêterait quelque attention et qu'on ne lui opposera pas l'inertie de la vieille routine administrative. Son application en Nouvelle-Calédonie est des plus désirables. »

III

De la suppression des courtes peines.

Un jurisconsulte allemand, M. Rosenfeld, a publié, sur la question toujours actuelle de la suppression des courtes peines privatives de la liberté et de leur remplacement, une étude très com-

plète, à laquelle la Faculté de droit de Marbourg a décerné un prix. L'auteur démontre avec les statistiques criminelles de tous les pays d'Europe que l'emprisonnement de courte durée est appliqué, d'une manière générale, par les tribunaux répressifs de toutes les nations. Il fait remarquer que, d'ailleurs, les magistrats n'ont pas, actuellement, d'autre moyen de punir. Que vaut, au point de vue pénal, l'emprisonnement de courte durée ? M. Rosenfeld, pour résoudre cette question, a eu le soin de rechercher, dans leurs discours ou leurs écrits, l'opinion de tous les criminalistes et il arrive à formuler cette réponse, que les courtes peines privatives de la liberté sont sans effet au point de vue de l'amendement du condamné et n'ont aucune efficacité en ce qui concerne la répression des délits. A quoi sert, dit-il, dans ces conditions, de réclamer l'amélioration des prisons ? C'est le système pénal lui-même qu'il faut commencer par réformer, et M. Rosenfeld arrive aux conclusions suivantes : 1° d'élever à six semaines le minimum de l'emprisonnement ; 2° d'établir le sursis à l'exécution de la peine privative de la liberté lorsque celle-ci n'a pas un caractère infamant ; 3° de remplacer l'emprisonnement, en matière de contraventions et pour certains délits, par l'amende. Cette dernière peine subirait une réforme complète. Elle ne varierait plus dans des limites fixes ; elle serait proportionnée à la fortune de chaque délinquant ; le paiement pourrait avoir lieu par fractions. Enfin, en cas d'insolvabilité, le condamné serait astreint à un certain nombre de journées de travail, sans salaire, au profit de l'État. Avec ce système, pense M. Rosenfeld, on trouvera dans les prisons une place suffisante pour isoler les criminels d'habitude, des nouveaux délinquants qui seront protégés par les sociétés de patronage. Une partie des conclusions de M. Rosenfeld, celles relatives au sursis à l'exécution de l'emprisonnement, vient d'être mise en application dans plusieurs pays. Il convient d'attendre les résultats de l'expérience commencée avant de formuler un avis.

IV

Les prisons cellulaires belges.

Prison de Huy.

On distingue deux espèces de prisons cellulaires en Belgique : les maisons centrales, pour les condamnés à long terme, et les maisons d'arrêt, réservées aux prévenus, aux passagers vagabonds

et aux détenus à courtes peines. Le *Bulletin* a souvent parlé de nos prisons de longues peines; je désirerais faire connaître les *maisons d'arrêt* belges (1).

Toutes les prisons secondaires de Belgique sont érigées d'après un modèle à peu près uniforme. Cependant, ayant été construites à des époques différentes, les anciennes laissent beaucoup plus à désirer que les nouvelles, sous le rapport de la distribution et des aménagements intérieurs. Parmi ces dernières, signalons les maisons d'arrêt cellulaires de Huy et d'Arlon. Charleroi, comme nous le verrons plus tard, possède sans contredit la prison la plus défectueuse et la plus insalubre de notre pays.

La prison de Huy est admirablement placée, dans un site élevé, très aéré, à l'extrémité de la ville. Durant le jour la grande porte extérieure est largement ouverte et donne au public accès dans un vestibule, au bout duquel se trouve une grille, fermée et surveillée par un concierge. Il faut franchir cette grille, après avoir parlé au portier à travers les barreaux, pour se trouver dans le cellulaire.

En avant de la porte grillée, à droite se trouve l'habitation du directeur; à gauche celle des sœurs surveillantes; l'une et l'autre s'ouvrent latéralement dans le vestibule accessible au public.

Cette disposition qui n'existe pas à la prison de Charleroi, par exemple, permet au directeur et aux sœurs surveillantes de l'établissement, de communiquer avec le dehors, à toute heure du jour, sans l'intervention continuelle du portier surveillant.

Lorsqu'on a franchi la porte grillée de la prison, on entre dans un large couloir, sur les côtés duquel sont répartis les services administratifs divers: bureaux du directeur, des commis, des avocats, cabinets divers.

Au delà de ce couloir, on arrive à une galerie couverte, qui forme l'entrée réelle de la prison cellulaire et qui débouche dans une salle quadrangulaire, d'où rayonnent, à droite, les cellules pour hommes au nombre de 35; et, à gauche, les cellules pour femmes au nombre de 15.

On remarquera la trop faible disproportion qui existe entre ces deux chiffres 35 et 15, au détriment des cellules destinées aux

(1) Nous remercions infiniment notre dévoué collègue d'avoir bien voulu répondre à notre désir, si bien formulé déjà en 1890, p. 667, et nous espérons que nos autres collègues étrangers voudront bien l'imiter. La construction économique de la petite prison est la question qui doit nous préoccuper avant tout, parce qu'elle est la plus pratique, la plus urgente et la moins étudiée. (*Note de la Rédaction.*)

hommes. A Charleroi, il y a sur 120 cellules pour le sexe fort, 20 cellules seulement pour le sexe faible. Et c'est très suffisant. Aussi n'est-on point étonné des difficultés que le directeur de la maison de Huy éprouve pour assurer le service de la cuisine et de la buanderie de son établissement, à l'aide des détenues, qui lui font trop souvent défaut. En moyenne, en Belgique, on compte sur 7 détenus condamnés à des peines diverses, six hommes et une femme.

La disposition des cellules est parfaitement conçue à Huy. Au bout de l'aile consacrée aux hommes, on a réservé des cellules d'infirmerie et des cellules de pistole, complètement séparées des cellules ordinaires. Pour les femmes, il y a aussi une cellule spéciale d'infirmerie et une de pistole, mais non distinctes des autres cellules.

Seulement, à Huy comme à Charleroi, on a eu la malheureuse inspiration d'empiler les cellules les unes au-dessus des autres, par étages successifs. Ainsi les 50 chambrettes destinées aux hommes et aux femmes dans cette modeste prison, occupent trois rangées superposées : 14 au rez-du-chaussée ; 18 au premier étage et 18 au second. Fantaisie d'architecte injustifiable, qui rend le service et la surveillance des détenus beaucoup plus compliqués que de raison.

La chapelle et les préaux occupent l'extrémité de l'établissement. Leur distribution est semblable à celle de toutes les prisons cellulaires belges. Chaque détenu ou détenue arrive isolément à sa place sans pouvoir communiquer avec ses codétenus ou codétenues ni durant les offices, ni pendant la promenade.

Entre le mur extérieur de la prison et les bâtiments que nous venons de décrire, s'étalent les jardins qui facilitent à la fois la circulation de l'air et celle des surveillants, dans l'enceinte de l'établissement.

L'alimentation est suffisamment reconstituante, surtout depuis qu'on a modifié la qualité du pain, à partir du 1^{er} janvier de cette année. Une heureuse innovation, sous ce rapport, mérite d'être mentionnée ici.

Frappé de l'insuffisance en qualité de la nourriture des prisonniers de Charleroi, j'avais proposé, il y a quelques années, au directeur général du service de santé des prisons, à Bruxelles, d'ajouter à la soupe et aux pommes de terre, généralement indigestes faute de condiments convenables, quelques aromates nécessaires, tels que thym, lavande, menthe, clous de girofle, poivre et sel, en quantité modérée. Je faisais remarquer que l'alcool est un produit

naturel, un ferment créé par le soleil, qui se trouve dans tous les fruits et les légumes, soit à l'état de formation, soit sous forme d'essences éthérées. Je demandais, en conséquence, qu'on introduisît, avec un peu plus de sel que ne le prescrivait le règlement, une certaine quantité d'essences ou de ferments aromatiques, aptes à favoriser la digestion et l'assimilation des aliments farineux et gras. On me répondit que cette addition était *impossible* parce que les essences portaient au sens génésique ! J'ai appris avec plaisir que le directeur de la prison de Huy ne s'était pas arrêté à ce scrupule risible, et que ses prisonniers, grâce à l'addition de quelques plantes aromatiques dans les potages et les ratatouilles, digéraient parfaitement et se portaient généralement bien (1).

Dans la plupart de nos maisons d'arrêt, le service de la cuisine est fait par des détenus. A Huy, ce sont les femmes qui remplissent le rôle de cuisinières. C'est encore là une petite innovation qui a son mérite et qui devrait être adoptée dans toutes les prisons.

Je parlerai des sièges d'aisances et des baquets portatifs, à propos de la prison de Charleroi. Je m'occuperai alors aussi des services administratifs et du rôle que remplissent les instituteurs, les aumôniers et les médecins, auprès des détenus qui travaillent (les condamnés) et des détenus qui ne travaillent pas (les prévenus). J'aurai, de plus, à examiner les conditions morales et sanitaires dans les quelles se trouvent la plupart des prisonniers à leur entrée dans nos maisons d'arrêt, et à leur sortie après un séjour plus ou moins prolongé.

Mais je tiens à dire de suite qu'à Huy comme à Charleroi les *comités de patronage* n'existent que dans la loi et sur le papier. Les autorités du département de la justice ont beau faire appel au zèle, à la philanthropie et à la vanité des bourgeois et des bourgeoises qui pourraient constituer ces comités. On fait la sourde oreille. Ou bien, on se laisse inscrire sur la liste des membres du comité de patronage, et chacun reste chez soi.

A quoi cela tient-il ?

Au caractère même de nos bons Belges, en grande partie.

Le Belge a beaucoup d'excellentes qualités : il est travailleur, intelligent, ami de l'ordre plus encore peut-être que de la liberté ; mais il est profondément égoïste.

Docteur Hubert BOENS.

(1) Depuis lors, dans les autres maisons d'arrêt de Belgique, on a permis l'usage quotidien de quelques aromates pour l'alimentation des détenus.

V

Prisons de Grèce(1).

Il existe actuellement en Grèce 9 maisons de force et 17 maisons de correction.

Le régime cellulaire (système d'Auburn) est appliqué dans les maisons de force d'Athènes et de Corfou.

Pendant ces dernières années, la Grèce n'est pas restée étrangère au mouvement des réformes pénitentiaires en Europe; ces questions ont préoccupé ses juristes et ses écrivains, et elle a tenu à prendre part aux travaux du Congrès de Saint-Petersbourg.

Cependant l'application pratique des améliorations réclamées dans le régime pénitentiaire ne s'effectue que lentement.

Le rédacteur de la *Thémis* (n° du 13 mai 1890) commentant le rapport présenté par les inspecteurs de la prison de Patras (2), constate que, malgré des distinctions nominales, il n'existe pas dans cette prison de séparation effective entre les condamnés de droit commun, les prisonniers pour dettes et les inculpés détenus préventivement. Cent huit créatures humaines sont réparties dans sept chambres dont la plus grande mesure environ 15 mètres carrés et où vivent 22 individus.

Il faut tenir compte des difficultés matérielles et pécuniaires qui s'opposent à la transformation rapide des maisons pénitentiaires.

Dès à présent, des progrès réels ont été accomplis. A Athènes (prison Syngros) et à Corfou, les détenus sont maintenant occupés à des travaux manuels dont l'émolument se répartit entre eux et l'État. Des cours d'instruction primaire et professionnelle ont été institués dans ces deux prisons; enfin, pour stimuler l'amendement des condamnés, des certificats de bonne conduite et de travail sont délivrés lorsqu'ils ont mérité des notes satisfaisantes.

VI

Le christianisme dans les prisons de Byzance(3)

Quelle a été l'influence du christianisme sur le sort des condamnés dans la législation byzantine? Jadis, et depuis les

(1) *Bulletin*, 1888, p. 92 et 297; 1889, p. 762.

(2) *Supr.* 151.

(3) (*Thémis* du 25 novembre 1890.) *Conf.* *supra*, p. 494.

temps les plus reculés, le condamné était victime de la cruauté de la société. Les cachots humides et obscurs, les souterrains des monastères, les chaînes, la faim, la soif, etc., étaient les seuls remèdes pour protéger la société. Mais aujourd'hui la philanthropie règne dans les établissements pénitentiaires des pays civilisés. Ce n'est plus comme au temps où, selon Silvio Pellico, le libéré n'avait pas la force de raconter ses maux. Aujourd'hui la prison est une école pour l'amendement moral, intellectuel et religieux du condamné, qui y apprend quelque métier utile et même pécuniairement utile pour le moment de sa libération. L'ancienne justice pénale voulait frapper le délit et s'attachait surtout au châtiment et considérait l'emprisonnement comme un prophylactique *custodia rei*. Aujourd'hui on punit le coupable, mais on respecte la dignité humaine, on cherche à lui tirer des larmes de repentir.

C'est que la loi de l'ancien monde était mal pour mal. Les philosophes condamnent la vengeance, les poètes chantent l'amour, mais leurs sentiments et leurs idées ne peuvent changer une société qui considère la vengeance comme la satisfaction des dieux. En tout cas, ils ont conduit l'humanité jusqu'à la porte qui s'est ouverte sur un nouveau monde d'idées et de sentiments. N'est-il pas vrai que le christianisme a apporté quelque chose de nouveau à l'humanité ?

L'ancienne philosophie se tourne vers l'aristocratie de l'humanité, tandis que l'Évangile apporte consolation et amour à ceux qui souffrent. Il a fallu pourtant plusieurs siècles pour que ces paroles : « J'étais nu et vous m'avez couvert, j'étais malade et vous m'avez soigné, j'étais en prison et vous êtes venu vers moi » trouvassent un écho. La philanthropie d'aujourd'hui envers les condamnés est l'œuvre surtout du christianisme. Cependant le christianisme seul est impuissant à produire cette transformation, témoin la puissance byzantine et sa législation. Les lois de Byzance étaient éloignées de la philanthropie. L'idée chrétienne d'aimer ses ennemis et de leur faire du bien était étrangère aux mœurs de l'Empire. Les empereurs byzantins se sont rarement souvenus que la justice du Dieu des chrétiens est inséparable de la bonté et que, s'il punit les hommes, il le fait par amour. La nouvelle société, au contraire, après avoir mis la philanthropie dans les lois, s'est préoccupée du sort des condamnés.

La peine à Byzance était considérée comme une vengeance. Elle était cruelle ; le sort des condamnés, digne de pitié comme au temps de Cicéron et de Salluste.

Constantin a rejeté la mort par crucifiquement, comme une injure même au Fils de Dieu mort sur la croix et a ordonné divers adoucissements en faveur des condamnés. Théodose a continué l'œuvre de Constantin. Mais ses lois sont restées lettres mortes et cela tient aux mœurs du temps. Pour rencontrer quelque philanthropie dans les prisons, il faut arriver à Honorius qui a prescrit aux juges d'aller tous les dimanches interroger les prisonniers sur leurs besoins, sur la conduite de leurs gardiens, sur leur nourriture. Mais pourtant les juges ne se conformaient guère à ces ordres, étant faits de la même chair et des mêmes os que la société d'alors. Ces ordres ont été renouvelés par Justinien. Ce dernier a défendu l'emprisonnement des femmes soit pour dettes soit pour délits. Dans les cas graves, elles étaient emprisonnées dans les monastères.

Théodose institua la grâce, seulement elle n'était pas le fruit de l'amendement du condamné, elle servait à rehausser la fête de Pâques.

Byzance possédait les trésors de l'ancienne philologie, avait trouvé le droit romain et les bienfaits de l'Évangile, et pourtant tout cela n'a pas suffi à donner la vie là où elle manquait.

Les pages de l'histoire de Byzance sont ouvertes sous nos yeux et nous montrent que, si nous ne voulons pas avoir son sort, nous ne devons pas sacrifier à l'égoïsme la morale et le devoir.

Ant. PÉTALAR.

Traduit par Ch. PUYETTE.

VII

Prison cellulaire de Mende (1).

La nouvelle prison cellulaire de Mende a été occupée seulement le 1^{er} avril dernier. C'est une petite prison et ce serait un modèle à imiter dans tous nos départements, si le prix de revient de la cellule n'était un peu plus élevé que dans nos dernières constructions. (Pour Chaumont, Bourges, Besançon, consulter *Bulletin*, 1885, p. 480 et 518, et *supr.* p. 234.)

Elle possède 63 cellules de valides, dont 49 d'hommes, 11 de femmes, 2 d'observation et une de punition ; plus 2 d'infirmerie,

(1) *Supr.*, p. 161.

2 de gardiens, 2 de bains, une de douches, environ 70 en tout, sans compter les 3 cellules d'attente, la chambre d'instruction, un dortoir de dégagement de 25 à 30 lits, etc.

Les cellules ont un cube de 36 mètres, un vase mobile, une bouche d'un calorifère à eau chaude, une lampe et une sonnette électriques, une fenêtre largement ouverte par un système ingénieux, un sol en béton de ciment.

Peut-être l'architecte n'a-t-il pas assez tenu compte de la rigueur exceptionnelle du climat : si le calorifère à air chaud de la galerie centrale est suffisant, les tuyaux des conduites d'eau chaude pour les cellules sont trop étroits et donneront dans les grands froids de l'hiver un nombre de degrés insuffisant ; de même les piles des sonnettes gèlent, les tuyaux des appareils de douches éclatent.

Mais il faut admirer sans réserve l'heureuse disposition de la chapelle-école à 58 alvéoles, dont 10 pour femmes, et la sérieuse application faite du régime cellulaire. Le capuchon est strictement imposé, les deux cuisiniers sont rigoureusement séparés dans deux pièces (cuisine et laverie) absolument distinctes ; enfin les six préaux bien aménagés suffisent à assurer les promenades réglementaires.

Quant au régime moral je noterai la présence d'un aumônier, professeur de sciences au collège, et d'un instituteur, professeur de mathématiques au même collège. Celui-ci vient régulièrement trois fois par semaine, une heure.

La commission de surveillance fonctionne, quoique peu activement.

Pourquoi faut-il que dans une prison si bien organisée, le patronage n'existe pas (Conf. supr. p. 690 : *Patronage dans la Lozère*.)

Le travail, en raison du petit nombre des détenus (6 hommes et 3 femmes, plus un bébé, au jour de ma visite, 19 avril), n'a pu encore être parfaitement organisé.

Le personnel se compose d'un gardien-chef, très intelligent et très zélé, d'un gardien ordinaire et de la femme du gardien-chef. J'approuve l'absence de logement pour le gardien ordinaire, dans la prison même. L'expérience a démontré qu'un gardien habitant la maison, quand cette maison est petite et ne comporte pas un portier et plusieurs surveillants, est une non-valeur : il est constamment chez lui, en dehors de son service.

J'ai compulsé les registres de la maison et j'y ai relevé des chiffres intéressants en ce qui concerne les mendiants et les vagabonds :

24 condamnations pour ces deux chefs, en 1886;
15 en 1888, alors que la construction de la prison commence à être connue d'eux;
6 en 1890;
1 dans le premier trimestre de 1891 !

Ne trouvais-je pas là, sur cette grande route de Clermont à Montpellier, où je n'étais guère venu la chercher, la confirmation de ce que je disais à la fin de notre dernière séance sur la nécessité de la cellule pour intimider les mendiants et réprimer le vagabondage ?

Mon seul regret est qu'elle revienne encore si cher. La prison de Mende a coûté 260.000 francs, sans compter le terrain (20.000 francs) et le chemin d'accès (20.000).

VIII

Le nouveau règlement des maisons centrales du grand-duché de Bade.

M. l'abbé Bader, aumônier de la maison centrale de Bruchsal, a bien voulu adresser à notre Société un exemplaire du nouveau règlement rédigé, pour les maisons centrales du grand-duché de Bade, par M. de Jagemann, conseiller ministériel.

La lecture de ce document démontre que l'auteur s'est conformé aux principes admis par la science pénitentiaire. L'administration doit non seulement veiller à l'exécution des peines et au maintien de l'ordre et de la discipline, mais encore se préoccuper de l'amendement moral des détenus, de leur santé, de leur instruction et de la protection de ceux qui arrivent à l'époque de leur libération, en faisant appel au patronage (art. 16.) En ce qui concerne les jeunes détenus, leur éducation doit être, avant tout, le but à atteindre. Quant aux malades et aux infirmes, il est recommandé de les soigner. Certaines précautions doivent aussi être observées à l'égard des femmes (art. 18). Au contraire, une plus grande sévérité doit être exercée envers les récidivistes (art. 19). La séparation individuelle est la règle ordinaire, au moins pendant la première partie de la détention. Pour la réclusion notamment, les trois premières années (1) de la peine sont exécutées en cellule

(1) La Hollande exige cinq années, la Belgique dix. Et en France, c'est-à-peine si on ose maintenir en cellule nos détenus pendant les 9 mois si timidement fixés par notre loi de 1865 !

(art. 20). Il n'est fait d'exception qu'en faveur des individus qui ne sauraient être soumis sans danger à l'isolement, en raison de leur état physique ou mental. Les mineurs, au-dessous de dix-huit ans, ne peuvent y être assujettis pour une durée de plus de trois mois.

Cette période est prolongée jusqu'à six mois en vertu d'une autorisation ministérielle (art. 21). Le régime de la séparation individuelle peut être continué au delà de trois années avec l'assentiment du condamné (art. 22). Il doit être organisé de telle façon que chaque détenu soit complètement isolé des autres, aussi bien pendant la promenade que pendant le temps du service divin et de l'école (art. 25). L'isolement pendant la nuit est recommandé, autant que possible, même pour les détenus qui vivent en commun (art. 26). Les récompenses, accordées à ceux qui se conduisent bien, consistent dans des prix concédés pour le travail ou pour l'école et dans certaines faveurs permises pendant l'exécution de peine. En outre le détenu peut obtenir la libération provisoire et conditionnelle ainsi que le patronage (art. 125). Au moment de sa sortie le libéré ne touche que la portion de son pécule qui lui est nécessaire pour ses frais de voyage et de nourriture. L'autre partie lui est payée par fractions, soit par les autorités de sa résidence soit par les sociétés de patronage (art. 133). Le travail dans les maisons centrales est exécuté en régie. La main-d'œuvre des détenus ne peut être louée à un entrepreneur (art. 214). Le travail doit être réglé de manière à ne pas nuire au travail libre (art. 216). Ces courts extraits paraissent suffisants pour prouver avec quel soin et quelle compétence ce nouveau règlement, qui comprend 300 articles, a été rédigé.

IX

Informations diverses.

Cadillac.— *Subventions à des Sociétés de patronage.*— *Congrès des Sociétés savantes.*
— *M. Herbert.* — *Revue étrangère.*

CADILLAC. — Conformément à un vœu exprimé par la Chambre au cours de la discussion du budget de 1891, le Ministre de l'intérieur vient de supprimer la maison centrale de Cadillac (Gironde), qui était affectée à l'emprisonnement des femmes.

Les deux cents détenues que renfermait cette maison ont été transférées dans les autres établissements existants.

SUBVENTIONS A DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE. — Dans sa séance du 27 avril, le Conseil municipal, sur le rapport de M. Cattiaux, a voté la répartition d'une somme de 40.000 fr. entre diverses œuvres charitables, notamment : la Société pour le patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine, 3.500 fr. ; la Société philanthropique, 6.000 fr. ; la Société protectrice de l'enfance, 1.000 fr. ; la Société de propagation de l'allaitement maternel, 6.000 fr. ; l'hôpital et dispensaire français de Londres, 1.500 fr. ; l'Orphelinat des arts, 2.000 fr. ; l'Orphelinat de la bijouterie, 1.000 fr. ; le dispensaire des enfants malades du 9^e arrondissement, 3.500 fr. ; l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare, 500 fr. ; la Société du prêt gratuit, 2.000 fr. ; la Société de patronage des libérés, 500 fr.

CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES. — La séance d'ouverture (supr. p. 497) est remise au vendredi 22 mai. Les journées des 22, 23, 25 et 26 seront consacrées aux travaux du Congrès.

M. HERBETTE. — Le *Journal officiel* du 9 mai publie un décret par lequel M. Lagarde, préfet des Bouches-du-Rhône, est nommé directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de l'intérieur, en remplacement de M. Herbette, appelé, sur sa demande, à d'autres fonctions.

REVUES ÉTRANGÈRES — SOMMAIRES :

RIVISTA PENALE, janvier 1891. — I. Sur la soustraction des choses remises en séquestre ou en gage (art. 203 C. pén.), par M. L. LUCCHINI. — II. De la procédure quand les témoins sont suspects de faux témoignage dans un procès, par M. G. VACCI. — III. Jurisprudence contemporaine : jugements italiens. — IV. Variétés : Le congrès international d'Anvers pour le patronage des détenus ou de l'enfance abandonnée. — V. Chronique. — Amnistie. — Le calcul du mois dans la durée de la peine selon le Code pénal. — Jubilé universitaire du professeur TOLOMEI. — Agitation pour le divorce. — L'avocat des pauvres à Alexandrie. — Troisième Congrès juridique international. — Aménités scientifiques. — Signe distinctif des prostituées à Feligno au XVI^e siècle. — Publications abusives. — Société des juristes Suisses. — Système Chinois pour identification des délinquants. — La colonie de Hoogstraten. — Merxplas pour les vagabonds en Belgique. — VI. Éphémérides (octobre-novembre). — VII. Recueil de maximes. — VIII. Collections législatives. — 1. France, loi de

juillet 1890, abolition des livrets d'ouvrier. — 2. Italie, Règlement pour l'exécution de la loi sur la tutelle, de l'hygiène et de la santé publique approuvé par décret royal du 9 octobre 1889. — IX. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIE. — Table des matières contenues dans le fascicule de février 1891. — Les martyrs de la libre pensée et les victimes de la sainte Inquisition dans les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles ; études et recherches dans les archives de Rome et de Mantoue, par M. A. BERTOLOTTI. — Études et travaux de pénologie en Allemagne, traductions et résumés, par MM. KNORR et PALATTA. — Mémorial de l'Association Howard. — *Actes parlementaires : Étranger, France*. Projet de loi sur l'atténuation de la peine pour un premier délit et sur son aggravation en cas de récidive. — *Jurisprudence pénale : Patria potestas*. Avis des procureurs généraux près les Cours d'appel de Naples, Catane et Trani. — *Mariage d'un prisonnier*, avis du procureur du roi au directeur des prisons judiciaires de Rome. — *Bibliographie* : Manuel pratique sur l'organisation et l'administration des prisons dépendant du ministère de la justice en Prusse, de M. C. Wulff, par M. BERNABO SILORATA. — Bibliothèque d'un prisonnier : Volume III, De la Divinité, par M. DE SANCTIS. — Variétés : Ce que pense la tête d'un guillotiné (article du *Figaro* de Paris) ; — Journalistes et journalistes dans les prisons ; — Distinction accordée à don Pellegrino Borghetti ; — Pour l'enfance moralement abandonnée en France ; — La prison de Loos (France) mise en régie.

SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 13 MAI 1891

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Admission de membres nouveaux. — Communication de M. Herbet : M. le Président. — Observation de M. Duverger sur la loi de 1889 : M. Berthélemy. — Rapport de M. C. de Vence sur le casier judiciaire : MM. Berthélemy, Bogelot, Bournat, le pasteur Robin et Herbet.

La séance est ouverte à 4 heures un quart.

M. BOGELOT, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

M. RIVIÈRE, *secrétaire général adjoint*, annonce que, dans sa dernière séance, le Conseil de direction a admis comme membres titulaires :

MM. le Dr L. Crevoisier, à Porrentruy (Suisse);

Démy, ancien consul ;

Darlot, conseiller général, président de la commission des bâtiments pénitentiaires de Paris.

M^{me} Dupuy, inspectrice générale des prisons, retenue par les obligations de son service, et M. Peyron, directeur de l'Assistance publique, retenu à la séance du conseil municipal, se sont excusés par lettre.

M. Louis HERBETTE dépose un ouvrage intitulé : *L'Œuvre pénitentiaire* et présentant, par recueil des études qu'il a faites à l'occasion de l'exposition spéciale de 1889 à Paris et de 1890 au Congrès international de Saint-Petersbourg, le tableau des services et

des questions pénitentiaires en leur état actuel, avec un aperçu de l'histoire des pénalités anciennes.

M. Herbetto malheureusement obligé, pour graves motifs de santé, de quitter la lourde besogne de l'administration des prisons et appelé sur sa demande à d'autres fonctions, exprime l'intention de s'associer aux travaux de la *Société générale* plus directement qu'il ne pouvait précédemment le faire, à cause de la réserve à laquelle un chef de service est astreint même dans la manifestation de ses opinions théoriques et personnelles. Son état de souffrance, qui lui faisait depuis plusieurs mois désirer d'occuper plutôt un siège en service ordinaire au Conseil d'État, s'est tout récemment accru au point de nécessiter de sa part la demande d'être déchargé à partir du 1^{er} mai de cette pénible tâche, à laquelle il a depuis neuf ans dépensé ses forces.

L'accueil le plus bienveillant a été fait à sa demande par le Gouvernement, qui a marqué l'intention précise de lui réserver la plus prochaine vacance au Conseil d'État, et il lui est maintenant possible de prendre un peu de repos. Mais lorsqu'on a été mêlé depuis près de vingt-cinq ans à la vie politique, lorsque l'on quitte un poste et même si l'on est frappé par la maladie, on doit s'attendre à des animosités et à des attaques répercutées en quelque journal.

Le rôle d'un homme qui appartient aux affaires publiques et qui doit pourtant observer les devoirs et l'attitude d'un fonctionnaire est même particulièrement affligeant en ce cas ; car il ne peut entrer en débat public, quelque désir et quelque moyen qu'il en ait. Du moins ces attaques ont-elles provoqué, tout d'abord de la part des membres du Gouvernement et de tant d'autres personnes, des témoignages de haute estime et d'entière sympathie pour lesquels M. Herbetto tient à marquer sa reconnaissance.

Comme le lui écrivait ces jours derniers M. le Ministre de l'intérieur, il n'a pas « à se laisser émouvoir par des insinuations qui ne peuvent atteindre son honorabilité ». — « Au moment, dit M. Constans dans cette lettre, où vous nous quittez, je tiens à vous exprimer le regret que j'éprouve de voir cesser votre vieille et cordiale collaboration. Vous vous retirez volontairement pour soigner et guérir, je l'espère bien, un mal déjà ancien et qui s'aggrave depuis quelque temps. Il vous faut pour cela non seulement le repos, mais le calme. Vous emportez, en quittant le ministère l'estime de ceux-là même qui ne vous aiment pas, et vos amis vous gardent, comme moi-même, leur affection sincère et entière. »

Plus que jamais, M. Herbette reste attaché à cette œuvre pénitentiaire qui fait l'objet du volume présenté aujourd'hui, et il sera heureux de collaborer à l'importante et généreuse mission que s'est assignée la *Société générale des prisons*. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Herbette du volume dont il fait hommage à la Société. Ce volume, où il rappelle notamment les travaux du Congrès international de Saint-Petersbourg auxquels il a pris une glorieuse part ainsi que l'état actuel du système pénitentiaire, sera lu avec fruit et contribuera à fixer l'attention publique sur des questions qui intéressent à un haut degré notre pays.

Le repos auquel, après un écrasant labeur de neuf années, M. Herbette a été forcé de se résigner momentanément, hâtera le rétablissement de sa santé. Dans la haute situation que le Gouvernement lui réserve il pourra bientôt reprendre les études qui lui sont chères.

La *Société générale des prisons* accueille avec empressement la promesse qu'il vient de lui faire. Elle a gardé un profond souvenir de la séance où elle a eu le plaisir de l'entendre; elle sera heureuse de le voir plus activement se mêler à ses travaux et apporter aux discussions de ses assemblées générales, avec l'éclat d'une belle parole, les lumières acquises dans une longue direction de l'administration pénitentiaire. C'est à des résultats pratiques qu'il faut tendre. Libre désormais dans l'expression de ses idées, M. Herbette fera connaître ses vues personnelles sur les réformes nouvelles à introduire et il concourra ainsi à assurer le succès de l'œuvre d'initiative et de progrès poursuivie avec autant de dévouement que de persévérance par la Société. (*Vif assentiment.*)

L'ordre du jour appelle le rapport de M. C. de Vence sur le *Casier judiciaire*. Mais, auparavant, M. Duverger demande à présenter une observation.

M. DUVERGER, *professeur de droit*. — A la dernière séance, le temps a été absorbé par la communication si intéressante de M. Grosseteste; j'ai dû différer une observation sur un point discuté dans l'avant-dernière séance: application de la loi du 24 juillet 1889.

M. le professeur Berthélemy a dit: « A Lyon on tend de plus en plus à substituer la cession à la déchéance C'est tout

un quant au résultat; la procédure est infiniment plus simple pour la cession. . . . Aussi cette jurisprudence s'affirme-t-elle chaque jour davantage. . . . L'Assistance publique s'est montrée quelque peu rebelle à cette pratique. J'avoue ne pas bien comprendre ce sentiment. . . . Les jurisconsultes diront qu'il s'agit de matières sur lesquelles on ne transige pas. . . . » — J'avais rappelé que les parents reçoivent de Dieu la puissance paternelle — « Alors il ne fallait pas écrire le titre II de la loi! . . . Utilisons-le. Il n'y a aucun danger à le faire, pourvu qu'on le fasse avec prudence et discernement. . . . »

Il y a le danger d'accréditer l'idée que la puissance paternelle n'est qu'un droit aliénable, qu'elle n'est pas un devoir sacré, inaliénable. A mon sens, l'application précitée de la loi est la violation de son texte et de son esprit; de son texte: dans le titre I, chapitre 1^{er}. « De la déchéance. . . . », pas un mot qui permette de la prévenir par la cession; rien de semblable au texte de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui autorise à éviter l'expropriation par la cession; — dans le titre II, les articles 17 et suivants déterminent les cas où la délégation à l'Assistance publique a lieu avec l'adhésion des parents, — ce que l'on appelle: les cas de cession; — nulle mention de l'hypothèse où l'on voudrait éviter la déchéance.

Cherchons l'esprit de la loi dans les circulaires qui ont suivi, presque immédiatement, la promulgation de la loi.

Ministre de l'Intérieur, 16 août 1889: la circulaire oppose le titre I au titre II notamment, pour réserver au Garde des sceaux le soin d'adresser des instructions au ministère public sur l'exécution des dispositions relatives à la déchéance. La circulaire ajoute: « Le titre II vise *une autre* catégorie d'enfants. . . . — *En dehors des enfants. . . .* à l'égard desquels les parents seront déchus, il existe un certain nombre d'enfants auxquels les parents *ne peuvent pas ou ne veulent pas* assurer le *minimum* rigoureusement indispensable de surveillance Le dessaisissement judiciaire de la puissance paternelle est institué par l'art. 17 . . . » La circulaire reproduit et commente ce texte, elle ne l'étend pas aux cas, prévus par le titre I, dans lesquels la déchéance doit ou peut être prononcée (1).

Cette extension ne résulte pas non plus de la circulaire du Garde des sceaux. Le Ministre montre l'esprit de la loi en attachant à la

(1) *Bulletin officiel du Ministère de l'intérieur*, 1889, p 288 et suiv.

déchéance une importance telle, qu'il commande de lui adresser un état numérique des cas où la déchéance pouvant être demandée ne l'aura pas été, avec l'indication du motif de l'abstention. Dans le passage même où il exige du ministère public la plus grande circonspection, le Ministre ne l'invite pas à substituer la cession à la déchéance (1).

En se montrant rebelle à la pratique qui fait cette substitution, l'Assistance publique se conforme donc au texte et à l'esprit de la loi.

Notre honorable collègue M. Brueyre, si on s'attache à la première observation qu'il a présentée dans la dernière séance, justifie la pratique qui nous semble illégale, par un argument *a fortiori*. « Les magistrats (les jurisconsultes) ne pensent qu'aux lois civiles ou pénales et ils oublient qu'il fonctionne en France des lois *administratives* d'une très grande puissance, qui *permettent à des parents même légitimes d'abandonner leurs enfants*. Et qu'est-ce donc qu'abandonner un enfant, si ce n'est *aller plus loin* que la cession de la puissance paternelle, si ce n'est faire l'abandon intégral de la puissance paternelle et de l'enfant lui-même ? . . . (2). »

Les lois administratives, auxquelles M. Brueyre fait allusion, sont la loi du 15 pluviôse an XIII, et le décret du 19 janvier 1811. Ces textes ne *permettent* pas aux parents d'abandonner leurs enfants. Cette permission serait immorale ; elle serait en opposition avec l'art. 203 du Code civil, qui existait en l'an XIII, et qui impose aux pères et mères *l'obligation* de « nourrir, entretenir et élever leurs enfants ». Ces lois administratives sont des lois d'humanité qui veulent, avant tout, sauver les enfants abandonnés, et qui, dans ce but, commandent aux hospices de recevoir ces enfants. Pour protéger leurs intérêts elles organisent une tutelle ; elles ratifient si peu le prétendu abandon de la puissance paternelle qu'elles portent : « Il n'est rien changé aux règles relatives à la reconnaissance et à la réclamation des enfants trouvés et des enfants abandonnés . . . (3). »

(1) *Bulletin officiel du Ministère de l'intérieur*, p. 377 et suiv.

(2) *Bulletin* d'avril, p. 345 ; — plus loin, p. 347 et 348, M. Brueyre ne se montre pas défavorable à la déchéance.

(3) Art. 21 du décret de 1811. — Ce texte se termine ainsi : « . . . Dans aucun cas, un enfant dont l'État aurait disposé ne pourra être soustrait aux obligations qui lui ont été imposées. » L'État a été curateur, voy. art. 462, 790 c. c. — L'exception prouve la règle.

Si la substitution de la cession à la déchéance manque de base dans les lois, elle est illégale.

L'assemblée souhaitera peut-être que la pratique y renonce.

La célérité et l'économie sont des avantages précieux ; il en est un qui leur est supérieur, l'hommage incessamment rendu au caractère sacré de la puissance paternelle.

M. BERTHÉLEMY, *professeur de droit*. — Je ne répondrai que quelques mots aux critiques développées par l'honorable M. Duverger contre une des opinions que j'ai proposées.

Sans doute la puissance paternelle est intransmissible ; mais une exception considérable a été faite à cette intransmissibilité par la loi de 1889. Cette exception est double ; elle comprend les cas de déchéance et les cas de délégation.

M. Duverger pense qu'il est contraire au texte et à l'esprit de la loi d'accepter la délégation lorsque la déchéance est possible. Pourtant qui peut le plus peut le moins. La délégation doit être ratifiée par les tribunaux toutes les fois que l'intérêt de l'enfant l'exige, et il l'exige lorsque les parents sont *incapables* d'élever l'enfant ; mais il l'exige bien plus encore lorsqu'ils sont indignes de l'élever ; l'indignité, bien plus que la simple incapacité, justifie la transmission de puissance. C'est dire que le titre II est applicable toutes les fois qu'il y aurait lieu à l'application du titre I^{er} si les parents s'opposaient à la transmission de leurs droits.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. C. de Vence pour son rapport sur le casier judiciaire.

M. C. DE VENCE, *ancien magistrat*. — Nous devons, si nous voulons être réellement utiles, nous attacher à étudier les questions à un point de vue pratique. Le mérite de notre Société générale des prisons est, précisément, d'avoir provoqué des améliorations législatives dans le régime pénitentiaire, dans diverses parties de l'organisation de la justice criminelle.

Quand on se borne à des théories générales sans but précis, sans conclusion pratique, on tourne dans le vide. Ce sont alors des flots de paroles qui peuvent couler indéfiniment et recommencer sans cesse, mais sans résultat.

Lorsqu'une question, déjà étudiée en théorie dans vos séances, arrive à prendre la forme substantielle d'une proposition législative, c'est le moment de la discuter à fond dans ses principes.

dans ses conséquences, dans tous ses détails et de nous associer d'une manière aussi efficace que possible, à l'œuvre même du législateur.

C'est le cas actuellement pour le *casier judiciaire*. Il est essentiel pour bien éclairer les bases de la discussion de préciser ce que le casier devait être, dans la pensée même de ceux qui l'ont créé.

De tout temps on a songé à recueillir et à classer les renseignements sur les antécédents des inculpés.

Le ministère de la police générale, créé par la loi du 12 nivôse an IV, avait dans ses attributions celle de centraliser les renseignements sur les malfaiteurs.

Le Code de 1808, *art. 600 et suivants*, prescrivait la formation, aux Ministères de la justice et de l'intérieur, d'un double dépôt général des notices de condamnations :

« Afin, disait l'orateur du Gouvernement, que *la police* qui recherche et arrête les coupables, que *la justice* qui les frappe, pussent sans cesse avoir à leur disposition la biographie judiciaire de tous les malfaiteurs. »

Par l'effet des envois des notices prescrites par l'article 600, on était parvenu à concentrer l'immense amas de toutes les condamnations judiciaires. La Préfecture de police, à l'aide de tables mobiles perpétuelles qu'on appela déjà casiers judiciaires, avait fini par établir un service assez régulier de renseignements pour Paris et les départements circonvoisins. Mais cette organisation, si perfectionnée qu'elle pût être encore, serait restée forcément impuissante à pourvoir aux exigences journalières du service judiciaire des cours et des tribunaux de toute la France.

Il y avait là un obstacle capital à la bonne administration de la justice criminelle.

Cette lacune si regrettable allait devenir plus grave encore sous le régime du *suffrage universel*. Si l'on était resté dans l'impossibilité de constater, avec certitude, les antécédents judiciaires des citoyens, on allait nécessairement et à l'insu de tous, voir figurer au mépris de la loi, au grand scandale du pays, sur les listes électorales, sur celles du jury, comme aussi dans les rangs de l'armée, de la garde nationale, peut-être même au nombre des agents délégataires de la puissance publique, des hommes indignes, précédemment flétris par les solennels arrêts de la justice.

Il fallait absolument obvier à un aussi grave inconvénient.

Le 5 septembre 1848, alors que se produisaient de toutes parts les utopies les plus extravagantes, *M. Bonneville de Marsangy*, procureur de la République à Versailles, développait, dans son discours de rentrée, cette thèse aussi simple, aussi logique dans son principe, qu'elle devait être féconde dans ses résultats : *De la nécessité de localiser à l'avenir au greffe de l'arrondissement natal tous les renseignements judiciaires concernant chaque condamné.*

L'honorable magistrat considérait l'innovation proposée sous trois points de vue principaux :

1° *La répression des crimes et délits* : Pour que la peine soit efficace, il faut qu'elle soit proportionnée au degré relatif de perversité ou d'incorrigibilité du coupable. C'était là, sous le droit romain, une vérité aussi ancienne que la justice elle-même « *consideranda est persona nocentis* » (L. 28, D. 16). On doit toujours tenir grand compte des antécédents judiciaires ;

2° *L'épuration des listes électorales et du jury* devenue plus difficile avec le suffrage universel ;

3° *La moralisation sociale* : Nul condamné ne pourra désormais échapper à la responsabilité de ses antécédents. Nul citoyen, une fois frappé par la justice, ne pourra plus, même en se dépayasant, cacher ses méfaits sous les dehors d'une fausse honorabilité, ni par conséquent obtenir de la bonne foi trompée du pouvoir ou des citoyens les témoignages d'estime et de confiance qui doivent être réservés à l'honnête homme.

M. Bonneville de Marsangy déterminait ainsi la formule législative de son innovation :

« Aussitôt qu'une condamnation sera devenue définitive, les greffiers des cours et tribunaux seront tenus d'adresser, suivant la forme et les dimensions prescrites, un extrait ou bulletin de ladite condamnation au greffe du tribunal civil du lieu de naissance du condamné. Pareil envoi sera fait de tous mandats d'amener ou d'arrêt, ordonnances de prise de corps, jugements ou arrêts concernant les prévenus ou accusés contumaces et généralement de toute décision judiciaire emportant incapacité civique. Ces extraits et mandats seront classés au greffe par ordre alphabétique; il en sera délivré copie certifiée à toute réquisition de l'autorité. »

Le système se résumait en deux idées aussi simples qu'ingénieuses : *la répartition entre tous les arrondissements* des renseignements judiciaires, répartition qui en divisant le travail devait

rendre la recherche à la fois prompte et facile ; la *concentration au greffe du tribunal civil* de tous les renseignements concernant les condamnés *nés* dans l'arrondissement. On aurait ainsi dans chaque greffe, à côté des registres constatant l'*état civil* des citoyens originaires de cet arrondissement, la collection complète des actes de leur *état criminel*.

Les statistiques avaient permis de constater que le lieu de naissance des inculpés est toujours assez facile à connaître.

L'avantage du nouveau système était précieux. L'autorité désormais, au lieu d'en être réduite aux lenteurs et aux hasards d'investigations vagues et incertaines, pourrait, en s'adressant directement au greffe de l'arrondissement *natal* avoir la notice exacte et complète de toutes les condamnations ou poursuites applicables à l'individu désigné.

Le système proposé par M. Bonneville de Marsangy fut accueilli avec une extrême faveur par tous les esprits éclairés.

En septembre 1849, le *Conseil général* de Seine-et-Oise s'en occupa et le 12 septembre sur les conclusions fortement motivées d'une commission spéciale dont faisaient partie MM. Baroche (alors procureur général) et de Metz (1), directeur de Mettray, le Conseil : « Considérant que le système de localisation proposé par M. Bonneville est aussi simple qu'ingénieux ; que par ce moyen la recherche des antécédents judiciaires deviendrait à la fois prompte, facile, infaillible et peu coûteuse ; que l'adoption de ce système constituerait un vrai progrès et contribuerait puissamment au raffermissement de l'ordre moral et de la sécurité publique », émit à l'unanimité, le vœu que ce système fût le plus tôt possible examiné, accepté et réalisé par le Gouvernement.

En 1850, M. Rouher, garde des sceaux, adopta le système et en prescrivit l'exécution dans sa circulaire du 6 novembre 1850 qui créa les casiers judiciaires.

Voici les dispositions essentielles de la circulaire :

Au greffe de chaque tribunal civil est établi un casier destiné aux renseignements judiciaires. Il reçoit par ordre alphabétique

(1) Nous sommes heureux de compter M. de Metz parmi les fondateurs du casier judiciaire. Nous l'avons connu personnellement et nous avons pu apprécier à quel point il était, en même temps, le vrai magistrat comprenant toutes les nécessités de la répression et le philanthrope généreux et éclairé. Quand nous trouvons, au cours d'une des questions étudiées par notre Société, un de ces grands hommes de bien dont nos efforts, si modestes qu'ils soient, cherchent à suivre les traces, nous saluons leur mémoire vénérée d'un cœur respectueux et reconnaissant.

des bulletins constatant à l'égard de tout individu né dans l'arrondissement les condamnations criminelles, correctionnelles, militaires ou disciplinaires rendues contre lui, la déclaration de sa faillite, s'il est négociant, et la réhabilitation qu'il aurait obtenue soit comme condamné, soit comme failli. Les bulletins dressés par le greffier du siège où ont été rendues les décisions doivent être adressés par quinzaine au parquet du Procureur général. Ce sont les bulletins n° 1 qui constituent le casier proprement dit.

Le Procureur général distribue les bulletins n° 1 entre les divers arrondissements des lieux de naissance. Le modèle fut joint à la circulaire du 1^{er} juillet 1856 qui précisa les moyens de bien établir l'individualité des inculpés.

Les décisions, concernant les jeunes délinquants, envoyés dans des maisons de correction, doivent être constatées par des bulletins (circulaires du 10 décembre 1859 et du 8 décembre 1868).

Toutes les applications de l'article 66 doivent être inscrites dans les casiers judiciaires, que l'enfant ait été remis à ses parents ou qu'il ait été envoyé dans une maison de correction. On attribua à ces bulletins n° 1 *une couleur différente* de celle des autres bulletins, la couleur rouge (circulaire du 8 décembre 1868).

Il ne doit pas être délivré de bulletins n° 1 pour les condamnations à l'amende prononcées à la requête des administrations publiques (circulaire du 30 décembre 1850). Mais on doit dresser des bulletins pour les condamnations à l'emprisonnement prononcées à la requête de ces mêmes administrations.

La création du casier n'a pas supprimé l'envoi au Ministre de l'intérieur, en vertu de l'article 601.

Pour la question importante de la communication aux particuliers, *la publicité est la règle* dans la pensée des créateurs du casier (circulaire du 30 décembre 1850). La communication doit être accordée toutes les fois que le Ministère public reconnaît que la demande qui en est faite s'appuie sur des motifs sérieux et légitimes (circulaire du 4 juin 1851).

Les décisions concernant les jeunes délinquants (art. 66) ne doivent être relevées sur les bulletins n° 2 qu'autant que l'extrait est réclamé par le Ministère public. On ne doit jamais les porter sur les bulletins délivrés aux administrations publiques ou aux particuliers (circulaire du 8 décembre 1868).

Le casier central a centralisé au Ministère de la justice tous les bulletins n° 1 concernant les individus nés dans les pays étrangers, dans les colonies françaises et ceux dont le lieu de nais-

sance est inconnu. Les administrations publiques et les particuliers peuvent aussi obtenir des bulletins n° 2 du casier central, par l'entremise des parquets.

L'institution du casier judiciaire fondée par de simples circulaires n'a pas reçu la consécration législative.

D'une manière indirecte, on peut dire que la jurisprudence l'a reconnue. Ainsi un arrêt de cassation du 4 février 1860 a jugé que la preuve de l'état de récidive d'un prévenu résultait suffisamment d'un extrait du casier judiciaire mentionnant l'existence d'une condamnation antérieure, alors que cette mention avait été confirmée par un aveu du prévenu.

Ce qu'il est essentiel de bien constater, c'est que l'un des grands avantages du casier, dans la pensée de ses fondateurs, fut d'ouvrir un compte moral au nom de chaque individu, compte qui tenu sans cesse au courant pût réfléchir, avec une rigoureuse exactitude, le passé de tout citoyen : digne et noble encouragement pour les hommes de bien, salutaire avertissement pour ceux que leur conscience seule ne retiendrait pas dans les voies du devoir, terrible châtiment pour le coupable qui cherchera vainement à échapper par le vagabondage ou les changements de résidence à la juste réprobation qui doit le frapper.

Le casier judiciaire, par ces raisons mêmes, entra rapidement et profondément dans les mœurs. On arriva bientôt à un abus de la publicité et le Ministre décida que tout individu pourrait obtenir seulement son propre casier. Mais l'usage s'établit d'exiger de l'employé, de l'ouvrier, du domestique la présentation de leur casier.

Les philanthropes qui se préoccupent avant tout de l'intérêt du criminel à ramener au bien ont trouvé que la publicité du casier judiciaire était un obstacle grave. Ils ont réclamé la réforme du casier.

L'éminent sénateur, M. Béranger, a pris l'initiative. Voici le système de M. Béranger :

La solution la plus simple, la plus logique et peut être la plus conforme à la justice et à l'humanité serait de revenir à ce qu'a été à l'origine le casier judiciaire, c'est-à-dire à lui restituer son caractère de simple document judiciaire dont les magistrats seuls devraient avoir la communication.

Si cette solution est trop absolue et en contradiction avec des habitudes prises, M. Béranger propose d'affranchir de l'inscription au bulletin n° 2 certaines peines d'ordre inférieur et pour toutes

les autres peines, de limiter les effets du casier à une durée de temps à déterminer.

Tout se prescrit. Le casier doit-il seul être imprescriptible ?

Ne seraient pas mentionnées au bulletin n° 2 :

1° Les condamnations à l'amende ;

2° Celles à l'emprisonnement d'un mois et au-dessous ;

3° Celles par jugement de défaut non signifiées à personne ou domicile ;

4° Les décisions par application de l'article 66 ;

5° Les jugements déclaratifs de faillite ;

6° Les condamnations uniques remontant à plus de cinq ans ou de dix ans depuis la libération, suivant que la peine a été ou non supérieure à un an.

Notre savant collègue M. Léveillé a proposé aussi un système particulier de réforme.

Il met dans un vigoureux relief les critiques élevées contre le casier. « Le casier agit comme la marque d'autrefois que le bourreau imprimait, en caractères indélébiles, sur la chair humaine des coupables. Le casier fait des parias et les parias sont presque malgré eux les récidivistes de demain. » Faut-il donc interdire absolument la communication du casier aux tiers ? M. Léveillé, lui-même, recule devant ce système radical. Il reconnaît que l'institution du casier est entrée dans les mœurs publiques et privées ; qu'elle rend aux honnêtes gens, dont il faut bien s'occuper après tout, un double service : elle leur permet, en montrant qu'ils n'ont pas de condamnation inscrite à leur nom, d'établir la pureté officielle de leur passé ; elle leur permet, en outre, de ne plus introduire dans leur maison ou leurs ateliers des individus tarés.

« La clandestinité absolue aurait le tort de dissimuler aux tiers les fautes graves d'un ancien condamné. Quant à la combinaison égoïste d'après laquelle l'État n'utiliserait que pour lui des renseignements recueillis par ses soins, elle est inacceptable. L'État ne peut pas chaque jour et à chaque instant pratiquer froidement d'abominables réticences. Il ne peut pas relancer dans la circulation sociale, comme des personnages intacts, des hommes qui, parfois, ne méritent aucune commisération ; il a construit en 1850 un instrument capable de désigner les malfaiteurs dangereux ; il n'a plus le droit de le briser. »

M. Léveillé repousse le système de ceux qui voudraient conserver le casier tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

Il reproche au casier de divulguer imprudemment des fautes négligeables et de se souvenir trop longtemps.

Dans son projet de réforme, M. Leveillé s'appuie sur deux idées fondamentales : 1° il y a des libérés méritants et il y en a d'indignes ; 2° il faut considérer l'inscription au casier comme une peine.

Sur la distinction à faire entre les libérés dignes d'intérêt et les libérés indignes, il n'y a aucune contestation possible.

M. Léveillé reconnaît que son idée de considérer l'inscription au casier comme une peine peut être discutée. Il invoque comme analogie les peines qui atteignent le condamné dans sa considération, comme la publication du jugement, l'affichage des arrêts de cours d'assises (art. 36 code pénal).

Du principe que l'inscription au casier est une peine, M. Léveillé en déduit : 1° que le juge doit avoir le droit d'ordonner ou de ne pas ordonner l'inscription ; 2° que l'inscription ne doit être prononcée que pour un temps déterminé ; 3° que le chef de l'État peut mettre fin à l'inscription par la grâce.

La distinction entre les peines qui seront inscrites au casier et celles qui ne le seront pas sera-t-elle faite d'avance par le législateur ou par le juge dans chaque espèce ?

M. Léveillé préfère à l'arbitraire du législateur l'arbitraire du juge. Il accorde donc au juge le pouvoir formel d'ordonner ou non l'inscription des condamnations au casier. Le magistrat étant maître de la peine principale doit l'être aussi de la peine secondaire.

Cependant M. Léveillé admet certains tempéraments à l'arbitraire du juge : si la condamnation ne dépasse pas un mois de prison, elle n'est pas inscrite au casier à moins que le juge n'en ait décidé autrement ; si la peine dépasse un mois sans dépasser un an, elle doit être inscrite, à moins que le juge n'en ait autrement décidé ; si la peine excède un an, elle sera toujours inscrite.

Le droit de grâce s'appliquera à l'inscription au casier. — On objecte, il est vrai, que la grâce ne s'applique qu'aux peines principales. M. Léveillé invoque un précédent tiré de la loi de 1874 sur la surveillance de la haute police. La surveillance, peine accessoire, pouvait être remise par voie de grâce et même suspendue par mesure administrative.

Ce qui a été fait pour la surveillance peut l'être pour l'inscription au casier.

Une grande commission composée d'hommes éminents a préparé un projet de loi sur le casier judiciaire. Ses conclusions n'étant encore connues que par les journaux et n'étant pas d'ailleurs définitives, nous ne croyons pas devoir les discuter directement, mais nous examinerons les diverses questions que soulève la réforme du casier.

Doit-on garder le casier tel qu'il est ? — Non. Le régime des circulaires est incertain, précaire. Un caprice ministériel pourrait, dans telles circonstances extraordinaires, supprimer tout à coup le casier. Il est entré tellement dans nos mœurs qu'on doit lui donner une existence légale.

Il faut *maintenir le casier, lui-même*, c'est-à-dire le bulletin n° 1 qui en est la base, dans son intégrité primitive ; c'est-à-dire qu'il faudra *porter toutes les condamnations sur ce bulletin n° 1*.

La justice et la police doivent toujours connaître le bulletin n° 1, c'est-à-dire le véritable état criminel de tout individu poursuivi.

La *publicité du casier* était, très certainement, dans la pensée de ses fondateurs.

La publicité est la règle, disait la circulaire du 30 décembre 1850. Celle du 4 juin 1851 permettait la délivrance du bulletin n° 2 à tout individu, si le Ministère public reconnaissait que la demande s'appuyait sur un motif sérieux et légitime.

C'est en *Italie* que la législation s'est occupée du casier judiciaire. Le décret du 5 décembre 1865 l'a fondé et le règlement de la même date a organisé son fonctionnement. Enfin le décret du 1^{er} décembre 1889 a mis le casier en harmonie avec les dispositions du nouveau Code pénal qui est, on peut le dire, l'expression la plus perfectionnée de la législation criminelle.

La publicité du casier est la règle en Italie. Les particuliers peuvent obtenir délivrance des bulletins non seulement en leur propre nom, mais même au nom d'un tiers. Le procureur du roi décide sur l'admissibilité de la demande, d'après la légitimité du motif (art. 18 et 19 du règlement de 1865).

La *publicité du casier* profondément entrée dans les mœurs doit être conservée, mais avec certaines restrictions.

Doit-on distinguer entre les condamnations celles qui seront inscrites au bulletin n° 2 communiqué aux particuliers et celles qui ne seront pas inscrites ?

Le principe même de cette distinction existe dans la circulaire du 8 décembre 1868. Elle porte qu'on ne doit jamais porter les

décisions concernant les jeunes délinquants sur les bulletins délivrés aux administrations publiques ou aux particuliers.

Est-ce la loi ou le juge qui doit fixer quelles sont les condamnations qui ne doivent pas être portées sur le bulletin n° 2 communiqué aux particuliers ? D'après nous, c'est la loi elle-même. L'arbitraire du juge serait beaucoup plus dangereux que celui de la loi. Notre nouveau système pénal depuis 1791 a consisté à laisser le moins possible à l'arbitraire du juge. La justice ne serait *pas égale* et elle pourrait être trop souvent *suspectée*.

Quelles sont les condamnations qui ne seront pas inscrites au bulletin n° 2 communiqué aux particuliers ?

Nous admettons qu'on n'inscrive pas :

1° Les applications de l'art. 66 du Code pénal ; déjà la circulaire de 1868 l'avait décidé ;

2° Les condamnations à des peines de simple police pour délits, en vertu de l'admission des circonstances atténuantes ;

3° Les condamnations effacées par la réhabilitation ;

4° Les décisions disciplinaires non susceptibles d'être effacées par la réhabilitation ;

5° Les peines inférieures à 25 francs d'amende ;

6° Les premières condamnations à six mois de prison, par application des art. 65, 68 et 69 du Code pénal ;

7° Les *premières condamnations à un mois* (et mieux vaudrait peut-être à quinze jours) de prison, soit à une amende supérieure à 25 francs mais n'excédant pas 500 francs pour *délits autres* que le vol, l'abus de confiance, l'esqueroquerie et l'attentat aux mœurs ;

8° Les condamnations pour délits politiques ou de presse, excepté pour diffamation et outrage aux bonnes mœurs.

Quant aux *jugements déclaratifs de faillite*, nous croyons qu'il y a un trop grand intérêt pour l'honnêteté et la sécurité commerciale et industrielle à ce qu'ils ne soient pas clandestins.

Toutes les condamnations, même celles exceptées, devront être inscrites au bulletin n° 2 communiqué aux particuliers, *en cas de récidive*.

Les *arrêtés d'expulsion* contre des étrangers doivent toujours être inscrits.

Il y a un *point particulier* qui mérite d'être discuté. C'est surtout *après une première faute* qu'il faudrait laisser au condamné toute facilité de gagner sa vie et de redevenir honnête. Si l'on suspend l'effet d'une première condamnation, en vertu de la loi

Bérenger, il serait logique que cette condamnation ne soit pas inscrite au bulletin n° 2 communiqué aux particuliers. C'est là une conséquence qui semblerait juste et nécessaire. Mais l'art. 4 de la loi du 25 mars 1891 est formel : « La condamnation est inscrite au casier judiciaire avec la mention expresse de la suspension accordée.

« Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'art. 1^{er}, § 2, n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties. »

Donc avant les cinq ans elle doit être inscrite.

Faut-il décider que l'inscription au casier est une peine ? C'est, dit-on, une peine accessoire.

Or, parmi les peines accessoires, il y a l'amende, la surveillance spéciale, la confiscation du corps de délit. L'exposition publique était aussi une peine accessoire : elle a été abolie en 1848. La mort civile est moins une peine accessoire que l'effet légal de certaines condamnations.

L'affichage de l'arrêt de condamnation n'est pas une peine accessoire. Ce n'est qu'un mode de publication, prescrit par la loi (art. 36 du Code pénal).

A plus forte raison l'inscription d'une condamnation au bulletin n° 2 communiqué aux particuliers n'est pas une peine accessoire. C'est un mode de publication.

Le Code d'instruction criminelle avait établi la centralisation des renseignements aux Ministères de la justice et de la police. Les articles 600 et suivants n'avaient évidemment pas créé, par là, une peine. Or l'institution du casier en 1850 n'a pas eu d'autre effet que de centraliser ces renseignements au chef-lieu d'arrondissement natal.

Donc il est difficile de voir dans l'inscription au bulletin n° 2 une peine. On ne saurait comparer le casier au pilori et à l'exposition des condamnés.

Il n'est nullement nécessaire, d'ailleurs, de décider que l'inscription est une peine pour dispenser de l'inscription certaines condamnations.

Sous le régime de la circulaire de 1850, on avait décidé que les décisions concernant les jeunes délinquants (art. 66) ne seraient pas inscrites au bulletin n° 2.

La règle, en vertu du Code d'instruction criminelle, étant de ne pas communiquer les renseignements judiciaires aux particuliers,

on a pu décider que par exception la communication serait autorisée dans certains cas. *Le législateur* surtout, intervenant aujourd'hui pour régler cette matière du casier, *peut restreindre la communication* à telles limites qu'il voudra et par conséquent dire que telles condamnations ne seront pas portées au bulletin n° 2 communiqué aux particuliers.

Nous avons établi que l'inscription au bulletin n° 2 ne saurait être considérée comme une peine. *Il ne saurait donc y avoir de prescription de la peine, s'il n'y a pas peine véritable.*

Mais il y a, dit-on, dans l'inscription une formalité dont l'effet peut cesser après un certain délai. C'est une *sorte de péremption*. S'il est naturel d'admettre, en présence de l'inaction prolongée d'un créancier, la péremption de son inscription, on ne voit pas de raisons juridiques, pour établir une péremption de l'inscription au bulletin du casier judiciaire, soit qu'on se préoccupe des tiers toujours intéressés à connaître les antécédents judiciaires d'un condamné, soit qu'on se préoccupe du condamné qui aura toujours la ressource de la réhabilitation.

Il y a dans le *Décret italien* de 1^{er} décembre 1889 une sorte de prescription du casier.

L'ancien Code pénal distinguait les infractions sur la base du critérium de la peine comme dans le Code français. Dans le nouveau Code qui prend pour base la nature de l'infraction, les contraventions sont passibles d'une amende qui va de 1 franc jusqu'à 2.000 francs et d'un emprisonnement variant de un jour à deux ans. Les contraventions doivent donc être inscrites au casier. Seulement les extraits délivrés aux particuliers ne portent pas les condamnations pour contraventions (art. 33, décret du 1^{er} décembre 1889.)

Les bulletins relatifs aux condamnations pour contraventions doivent être annulés après le délai de cinq ans à compter soit du jour où la peine a été subie, soit du jour où la prescription a été accomplie (art. 34, décret du 1^{er} décembre 1889.)

Cette dernière disposition se rattache à la prescription établie par l'art. 80 du nouveau Code pénal à l'égard des récidivistes dont la peine ne dépasse pas cinq ans.

Les condamnations pour contraventions n'étant portées au casier qu'en vue des effets judiciaires de la récidive, il était logique d'établir cette sorte de prescription qui est, d'ailleurs, la seule.

On voit dans quelles limites restreintes, le législateur italien a admis une sorte de prescription du casier.

Il n'y a, en réalité, nul besoin d'imaginer soit une prescription, soit une péremption injustifiables.

Le législateur est tout puissant sur cette question du casier judiciaire. Il innove sur le Code d'instruction criminelle en permettant la communication aux particuliers. Il peut restreindre cette communication comme il l'entendra. Il peut ordonner que telles condamnations ne seront plus inscrites au bulletin n° 2 après tel délai, sans qu'on soit obligé d'invoquer ni prescription ni péremption.

On pourrait donc, dans la loi nouvelle, édicter qu'un délai de dix ans, en cas de condamnation unique pour délit et de quinze ans, en cas de condamnation pour crime, permettrait de ne plus faire d'inscription au bulletin n° 2 communiqué aux particuliers.

Quant à nous, nous repoussons absolument toute disposition de ce genre, quand il y a condamnation pour crime. Nous n'admettons pas qu'un individu condamné pour assassinat puisse, à un moment quelconque, produire un casier net.

Il ne faut pas, se laissant égarer par une *sentimentalité excessive*, affaiblir de plus en plus la répression.

N'oublions pas que le casier judiciaire a été créé, en 1850, dans une pensée essentiellement défensive et protectrice pour les honnêtes gens.

Il ne faut pas, aujourd'hui, dans un esprit de réaction abusive, en sens contraire, prendre toutes les mesures de protection pour les condamnés au détriment des individus honnêtes.

Si le casier n'est plus la représentation fidèle, exacte, complète du passé judiciaire, le casier n'inspirera plus confiance. Il en résultera, sans aucun doute, un énorme préjudice pour l'homme honnête qui ne pourra plus, par l'exhibition d'un casier pur, prouver d'une manière absolue que son passé est irréprochable. Il en résultera une méfiance très grande des maîtres et des patrons qui ne voudront accepter des ouvriers ou des domestiques que sur recommandation de gens connus d'eux personnellement.

Dans la loi nouvelle on doit s'attacher à concilier la protection due aux honnêtes gens avec les mesures favorables à la réhabilitation morale des condamnés.

Ainsi la publicité du casier est favorable aux honnêtes gens. Il faut la maintenir. L'interdiction d'inscrire au bulletin n° 2 des

condamnations graves (vol, escroquerie, attentats) serait un danger; il ne faut supprimer que l'inscription des condamnations peu graves.

Par contre, en ce qui concerne les enfants, il faut être très large.

En cas de première condamnation jusqu'à un mois de prison ou 500 francs d'amende on croit très utile d'essayer du pardon; on peut admettre que la condamnation ne soit pas inscrite au bulletin n° 2.

En cas de repentir bien manifesté par une longue durée de récipiscence, par exemple après dix ans en cas de condamnation pour délit, la peine ne sera pas inscrite.

Mais, dans aucun cas, on ne doit sacrifier la sécurité publique à la protection des criminels, on ne doit sacrifier à la pensée d'une réhabilitation morale toujours hypothétique, l'intérêt bien constaté des honnêtes gens. (*Applaudissements.*)

M. BERTHÉLEMY. — Messieurs, vos applaudissements me donnent à penser que vous vous ralliez aux conclusions du remarquable rapport de M. C. de Vence. Je n'ai pas l'intention de les critiquer; j'y ajouterai au contraire, si vous le permettez, une approbation spéciale.

Ce n'est pas mon opinion de jurisconsulte que je veux vous soumettre, mais plutôt mon opinion de praticien. La plupart d'entre vous savent de quelle manière nous pratiquons le patronage des libérés à Lyon; ce sont les patrons de libérés qui ont demandé la réforme des règlements sur le casier judiciaire; l'avis d'un patron de libéré ne saurait être dénué d'intérêt, surtout lorsque cet avis est une protestation formelle contre les modifications proposées. Loin de demander l'amoindrissement du casier judiciaire, je déclare sans hésiter que je regarde comme un minimum le maintien du *statu quo*.

Nous considérons à Lyon comme une règle essentielle en matière de patronage la nécessité d'observer, dans nos rapports avec les industriels qui concourent à notre œuvre, la franchise la plus entière. Je suis sûr de n'être démenti, en proclamant ce principe, ni par le Président de notre Société, M. Edmond Vernet, ni par aucun de nos collègues. Nul d'entre nous ne voudrait faire du patronage si ce patronage devait consister à insinuer nos protégés dans les ateliers en les faisant passer pour d'honnêtes malheureux. Nous ne plaçons pas un voleur sans dire qu'il a volé; aussi nous

croit-on lorsque nous recommandons quelqu'un; on sait que nous ne mentons jamais. (*Marques d'assentiment.*)

Vous approuvez cette manière de faire; ne réduit-elle pas à néant les motifs de la réforme du casier? En quoi le casier nous gêne-t-il? C'est le contraire qui est vrai. C'est par le casier que nous savons la vérité; c'est grâce à lui que nous pouvons la dire. Supprimez la publicité relative qu'il donne à la peine; les libérés s'empresseront de nous tromper, et nous tromperons involontairement les patrons.

L'inscription au casier gêne-t-elle même les libérés qui veulent se placer sans notre intermédiaire? — Pas souvent; les patrons n'ont pas l'habitude de demander le casier; ils demandent plutôt le livret d'ouvrier, et si l'on n'a pas de livret, ils demandent d'où l'on sort. Comme la réponse est sujette à vérification, on est obligé d'avouer qu'on sort de prison.

Je sais bien que l'inscription au casier ferme au libéré certaines portes, celles des arsenaux, celles des administrations de l'État. Mais il n'est vraiment pas nécessaire que nos protégés puissent être admis partout.

Il faut pourtant, Messieurs, que la peine inflige quelque désagrément au coupable. Déjà la loi Béranger permet de suspendre l'exécution matérielle; passe encore, disions-nous; il restera l'effet moral. L'exécution matérielle est peu de chose. La véritable peine c'est l'humiliation causée par la publicité de la condamnation. Mais voici qu'on veut faire disparaître cette publicité elle-même! On veut que le libéré puisse se montrer partout le front haut, et affirmer son honnêteté légale, comme vous et moi, en montrant un casier immaculé! Il m'est impossible de ne pas protester contre cette faiblesse du législateur.

J'ai dit que je considérais le maintien des règlements actuels comme un minimum; je préférerais le système italien dont nous parlait M. de Vence, et qui permet la communication aux tiers, pour motifs graves. Je voudrais aussi qu'aucune exception ne fût faite, sauf en faveur des enfants et des délinquants politiques.

Pourquoi omettre les peines minimales! Si le fait qu'elles répriment n'est pas déshonorant, en quoi sa divulgation nuit-elle au libéré? Considérez-vous comme un scélérat celui dont le casier mentionne une condamnation pour délit de chasse?

M. de Vence demande s'il n'y aurait pas lieu d'appliquer à l'inscription le principe de la loi Béranger. Le hasard me met entre les mains une lettre destinée à M. le conseiller Voisin où la question

est, en fait, nettement posée. Un jeune homme de Lyon a été condamné à un mois de prison et exempté de l'exécution de la peine. Il veut s'engager; on n'accepte pas l'engagement parce que le casier mentionne la condamnation. Quelle solution comporte la difficulté? Une seule, à mon avis : c'est que — si cela est possible — les règlements militaires soient modifiés en faveur des bénéficiaires de la loi Béranger.

Suspendre l'inscription au casier, exempter de l'inscription, c'est enlever toute valeur au casier blanc des honnêtes gens; c'est donner à des libérés un certificat de bonnes vie et mœurs; c'est mentir avec eux ou mentir pour eux. Voilà pourquoi je pense — et vous penserez avec moi — qu'il n'y a pas lieu de modifier sur ce point la législation existante.

M. BOGELOT. — Je suis très nettement partisan du maintien intégral du casier n° 1. Mais en ce qui concerne le casier n° 2, bien qu'il me semble que je vais en ce moment contre le sentiment d'une grande partie de nos collègues, je crois qu'il y a quelque chose à faire dans le sens du projet de loi. J'entends dire qu'il serait dangereux qu'une condamnation pour vol, même minime, cessât de figurer au casier n° 2. Mais il peut y avoir certaines fautes légères contre la probité pour lesquelles un individu soit condamné pendant sa jeunesse mais qui ne l'empêche pas ensuite de redevenir très honnête. Est-il juste que la tache d'une condamnation, peut-être à quelques jours de prison et remontant à quinze ou vingt ans sans récidive, le suive impitoyablement toute sa vie surtout actuellement où l'obligation de fournir son casier devient de plus en plus générale? J'ai connu un homme qui, étant jeune contremaître, avait laissé commettre par des ouvriers sous ses ordres un vol de quelques morceaux de plomb et avait consommé le produit du vol (quelques sous) avec eux. Il fut condamné à un mois de prison. Plus tard, devenu chef d'une importante maison de commerce, il lui fut impossible de soumissionner des fournitures à des établissements publics, à cause de l'obligation de fournir le casier, et il ne se décida qu'avec peine et très longtemps après à se faire réhabiliter. Ce fut une très grosse souffrance pour lui.

La procédure de réhabilitation, bien que simplifiée, exige tant de démarches, d'enquêtes (souvent faites sans le moindre tact), qu'on ne s'y prête qu'avec appréhension et que souvent on préfère ne pas les affronter. Je crois donc, avec le projet de loi, que pour les petites condamnations primaires, il serait bon qu'après un

temps à fixer (cinq ou dix ans) passé sans nouvelle condamnation, elles cessassent de figurer au bulletin n° 2.

M. BERTHÉLEMY. — L'honorable M. Bogelot estime que le casier judiciaire s'oppose au relèvement du libéré parce qu'il a trop de mémoire; il se souvient trop longtemps; il faut une loi pour le réduire au silence lorsque ses indiscretions ne sont plus utiles.

Mais cette loi existe, Messieurs. C'est la loi sur la réhabilitation; elle répond entièrement à ces critiques. Ce n'est vraiment pas trop exiger que demander un stage de trois ans à qui veut effacer tout souvenir de sa faute. Il est vrai que pour profiter de la réhabilitation, il faut avoir le courage de reparler publiquement d'un passé qu'on regrette. — Tant pis! Tout cela fait partie de la peine et ne saurait être utilement évité.

M. BOURNAT. -- Je constate avec plaisir la modération et la prudence de M. le rapporteur. Mais, comme M. Berthélemy, je préfère qu'on laisse le casier judiciaire dans l'état où il fonctionne. Jusqu'à présent les circulaires ministérielles ont suffi pour organiser et améliorer le casier. M. Baroche qui, en 1848, avec le concours de M. de Metz, avait réalisé cette institution, proposée par M. Bonneville de Marsangy, l'a notablement perfectionnée quand il est redevenu garde des sceaux en 1868. Il n'a plus voulu laisser inscrire sur les casiers délivrés aux particuliers la mention des jugements rendus, en vertu de l'article 66 du Code pénal, au profit des mineurs de seize ans, pour leur éducation correctionnelle. Depuis cette époque, le casier judiciaire n'a pas soulevé de sérieuses protestations.

Il suffirait, quant à présent, de bien faire connaître les circulaires ministérielles à beaucoup de magistrats qui paraissent les ignorer. Il nous est arrivé souvent de demander, pour de jeunes libérés disposés à s'engager, leur casier judiciaire, et de recevoir des parquets un extrait portant la mention de jugements ou d'arrêts rendus en vertu de l'article 66 du Code pénal, avec cette circonstance aggravante que ces décisions étaient qualifiées de *condamnations*. Il nous a suffi de rappeler aux magistrats la circulaire oubliée de 1868 pour obtenir un casier ne portant plus ces mentions qui auraient rendu tout engagement militaire impossible.

On nous dit que rester sur le terrain des circulaires ministérielles, c'est s'exposer à l'arbitraire des Ministres. Voilà plus de

quarante années écoulées à travers plusieurs régimes, sans que jamais ce danger se soit réalisé. On peut même dire que ce danger n'existe pas. La question du casier judiciaire n'est pas faite pour exciter les passions politiques.

Il est d'ailleurs dangereux de la lancer en ce moment sur le terrain législatif. Les nombreux systèmes qu'elle a fait naître dans l'esprit de ceux qui prétendent améliorer le casier, montraient qu'on ne sait pas encore bien ce qu'on veut mettre à la place de ce qui existe.

On fait en ce moment contre le casier judiciaire une campagne qui me rappelle celle qu'on a menée contre le livret d'ouvrier. Lorsqu'en 1869 on commençait contre ce livret la campagne qui devait aboutir à sa suppression, M. Mettetal, qui a compté dans l'administration de Paris et au Parlement comme un homme aussi éclairé que prévoyant, faisait valoir avec la plus grande énergie les avantages du livret pour l'ouvrier qui pouvait y montrer les témoignages de sa vie laborieuse. Le livret ne pouvait gêner que les mauvais ouvriers. On l'a supprimé.

Aujourd'hui, ceux qui se laissent émouvoir par la situation du libéré parlent d'alléger plus ou moins son casier judiciaire, en attendant sans doute qu'ils le suppriment. Ils ne s'aperçoivent pas assez que, pour venir au secours des libérés, ils s'exposent à nuire à ceux qui n'ont jamais été condamnés. Il y a encore, après la suppression du livret, une différence entre les bons et les mauvais ouvriers. Il suffit aux premiers de montrer leur casier judiciaire pour inspirer confiance. Le casier perdra sa valeur le jour où l'on saura qu'il ne contient pas la mention de toutes les condamnations. Ceux que gêne le casier judiciaire ont la ressource de la réhabilitation dont on a simplifié et dont on peut encore améliorer les formalités.

M. le pasteur ROBIN. — Les observations de M. Bournat concernant l'article 66 sont absolument justes. Malheureusement les condamnations prononcées par application de l'article 67 sont inscrites au casier. Et dès lors les enfants qui les ont subies ne peuvent plus s'engager que dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, où ils se trouvent au milieu des pires éléments (*Bulletin*, 1890, p. 8)

M. BERTHÉLEMY. — Heureusement ces condamnations, il faut

le reconnaître, sont extrêmement rares (1). D'ailleurs cette question peut se régler par simple décision ministérielle. C'est aux présidents des sociétés de patronage qu'il appartient d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour obtenir d'eux l'atténuation des mesures qui, par leur généralité, sont devenues trop dures.

M. HERBETTE. — Il est certain que le nombre de ces condamnations est de plus en plus restreint. C'est à l'initiative de M. Félix Voisin que cette heureuse réaction est due ; il en a poursuivi la réalisation avec la plus grande énergie au moyen de circulaires, de visites aux magistrats. Mais il faut reconnaître qu'il a été très activement secondé, en particulier à Paris, par notre collègue M. le président Flandin. Aujourd'hui ce courant est si bien dirigé qu'il n'y a à Paris guère plus de deux condamnés de l'article 67 par an.

Un autre courant est également dessiné dans le sens indiqué par M. le pasteur Robin. La commission du casier judiciaire instituée au Ministère de la justice a supprimé l'inscription au bulletin délivré aux parties de toute condamnation prononcée en vertu de l'article 67 (*Supra*, p. 150).

M. LE PRÉSIDENT. — L'heure est trop avancée pour qu'il soit possible de poursuivre l'examen de cette importante question sur laquelle il reste encore tant de choses à dire, notamment en ce qui concerne l'étude du projet auquel vient de faire allusion M. Herbertte. Nous ajournons au 17 juin la continuation de la discussion.

La séance est levée à 6 heures 15.

(1) Conf. infr. aux *Informations diverses* : La Petite-Roquette.

LA PEINE DES TRAVAUX FORCÉS

SUBSTITUÉE A

LA PEINE DE MORT

A la suite du vote par le Sénat de la proposition de loi de M. Bérenger (*Bulletin*, 1888, p. 682), la Commission de la Chambre des députés chargée d'étudier ce projet l'a considérablement amendé. Elle a même cru devoir, après un examen un peu hâtif, modifier gravement les dispositions essentielles de la loi de 1854 et, par suite, toute notre échelle des peines.

Nous publions ci-après le projet rapporté par notre savant collègue, M. G. Haussmann, député, et déposé le 6 août 1890. Nous croyons du reste savoir que le Gouvernement n'entend pas se désintéresser d'une aussi importante question et qu'une commission extra-parlementaire sera constituée, chargée de préparer un nouveau projet, plus mûrement étudié.

On remarquera que la Commission semble absolument confondre la cellule avec le cachot. Celui-ci est insupportable un temps long. Celle-là, organisée comme elle l'est en Belgique, en Hollande (1), ouverte à toutes les influences salutaires, à tous les visiteurs honnêtes, distraite par le préau, l'école, le travail varié, les conférences, peut être supportée presque indéfiniment sans inconvénients. On oublie trop que la cellule est une protection pour le condamné en même temps qu'une punition.

Quant à l'opinion émise sur la manière dont s'exécute la peine des travaux forcés, il y a peut-être lieu d'en ajourner l'examen après la promulgation des décrets en préparation rue Royale (supr. p. 352, note 2).

RAPPORT DE M. HAUSSMANN

La proposition de loi adoptée par le Sénat a pour but de faire subir six années de cellule, avant leur transportation, aux indi-

(1) *Bulletin de législation comparée*, mars 1889, p. 302. *Bulletin des prisons*, 1885, p. 483, supr. p. 638.

vidus condamnés aux travaux forcés à perpétuité par application de l'article 463 du Code pénal, ainsi qu'aux condamnés à mort dont la peine a été commuée en travaux forcés à perpétuité.

En votant cette proposition due à l'initiative de l'un de ses membres, qui s'occupe plus spécialement de toutes les questions pénales et pénitentiaires, le Sénat a voulu rendre plus redoutable la peine des travaux forcés lorsqu'il s'agit des crimes les plus graves.

Le projet atteint-il le but ?

Votre Commission a pensé que certaines critiques pouvaient être faites à cette proposition de loi.

Et d'abord, six années de cellule ! Le régime cellulaire n'est admis jusqu'à présent chez nous que pour les prévenus et pour les individus condamnés à de courtes peines. Y a-t-il beaucoup d'hommes en état de supporter le régime cellulaire pendant six années ? Ceux-là qui peut-être seraient en état de le supporter, c'est-à-dire ceux qui peuvent se livrer à des travaux littéraires, historiques, philosophiques, ne forment assurément pas la majorité des grands criminels.

Six ans de cellule nous paraissent une terrible aggravation que notre législation ne saurait admettre.

Indépendamment de cette objection capitale, d'autres critiques peuvent être adressées à la proposition de loi :

Si l'on frappe de plusieurs années de cellule les condamnés qui n'ont évité la peine de mort que par l'admission des circonstances atténuantes, qu'arrivera-t-il ? C'est que, devant le jury, la défense s'efforcera, dans une accusation d'assassinat, non pas d'obtenir les circonstances atténuantes, mais de faire écarter la circonstance de préméditation, dans une accusation d'incendie, de faire écarter la circonstance d'habitation ; et alors le projet de loi actuel ne trouverait plus son application.

En outre, visant une seule catégorie de condamnés, la proposition du Sénat n'atteint pas tous ceux qui sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Nous venons de le démontrer dans deux cas ; mais les individus condamnés aux travaux forcés à perpétuité par application des articles 333 et 332, 381 et 383 du Code pénal, sont-ils donc plus intéressants que certains assassins à qui le jury a accordé des circonstances atténuantes ?

Ce qui est incontestable, c'est qu'aujourd'hui la peine des travaux forcés est insuffisante ; elle n'a plus aucun des caractères exigés pour la répression. Notre système pénal est devenu défectueux.

tueux, en ce sens que la peine des travaux forcés est aujourd'hui moins sérieuse, moins efficace et moins redoutée que la peine, considérée par la loi comme moins grave, de la réclusion.

Il est incontestable — tous ceux qui ont défendu devant les cours d'assises peuvent en témoigner — que les accusés redoutent beaucoup plus la réclusion que les travaux forcés ; il suffit d'ailleurs, pour le démontrer, de rappeler les crimes commis dans les prisons, dans le but unique d'être condamné aux travaux forcés, crimes qui ont pris fin du jour où une loi a décidé que la peine serait subie dans la prison où le fait avait été commis.

Aujourd'hui, les transportés aux colonies sont, la plupart du temps, à peu près libres ; ils travaillent peu ou point, et les évasions sont fréquentes.

De cette différence entre les deux peines résulte une grave anomalie dans nos lois, quand on se reporte aux articles 16 et 72 du Code pénal ! Le législateur, ne voulant pas que les femmes et les hommes âgés de soixante ans soient astreints à des travaux pénibles, avait pour eux substitué la réclusion aux travaux forcés, si bien qu'aujourd'hui ceux dont on a voulu adoucir la peine sont plus sévèrement punis.

Votre Commission conclut de toutes ces observations qu'il ne peut être question d'une réforme partielle applicable dans certains cas seulement, mais que la peine des travaux forcés doit être modifiée d'une manière générale.

Votre Commission a été unanime pour repousser la proposition de loi votée par le Sénat, mais elle a été unanime aussi pour reconnaître qu'une réforme s'imposait dans notre système pénal ou tout au moins dans le régime des travaux forcés.

Que devait faire alors votre Commission ? — Devait-elle vous proposer de repousser purement et simplement la proposition du Sénat, en priant le Gouvernement de présenter aux Chambres un projet complet de réforme ? — Devait-elle préparer elle-même ce travail, et vous présenter, en le substituant à la proposition du Sénat, un projet plus général ? — Le pouvait-elle ?

Votre Commission a pensé qu'elle avait ce pouvoir et elle vous présente, à la place du projet voté par le Sénat s'appliquant à deux cas spéciaux, un projet s'appliquant d'une manière générale à la peine des travaux forcés.

L'article 15 du Code pénal est ainsi conçu : « Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles ; ils traîneront à leurs pieds un boulet ou seront attachés

deux à deux avec une chaîne, lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra».

La loi du 30 mai 1854 a modifié, dans un sens plus humain, l'application de cette peine, principalement dans ses articles 11, 12, 13 et 14 ; et depuis cette époque, de nombreux décrets ont été rendus, étendant d'une façon très large les dispositions ci-dessus indiquées. Aujourd'hui, la peine des travaux forcés a été tellement modifiée, tellement atténuée que, comme nous le disions en commençant, l'échelle des peines n'existe plus.

Lors de la discussion devant le Sénat, le 2 mars 1888, du projet qui vous est soumis, M. Fallières, Garde des sceaux, intervenait et disait ceci : « Si l'on compare *la manière dont s'exécute* la peine des travaux forcés à perpétuité ou des travaux forcés à temps avec la peine de la réclusion, on arrive à cette constatation qui n'est contestée par aucun criminaliste, c'est que la réclusion est beaucoup plus dure que la transportation, de telle sorte qu'il y a *dans l'échelle des peines un véritable bouleversement* » (*Bulletin* 1888, p. 695).

Et puisque nous citons l'honorable M. Fallières, alors comme aujourd'hui Garde des sceaux, nous pouvons ajouter que votre Commission se trouve d'accord avec lui sur un autre point : devant le Sénat, le Ministre de la justice faisait des réserves au sujet de la durée — six ans — de l'emprisonnement cellulaire demandé par les auteurs du projet ; et il est permis d'en conclure qu'il considérait, lui aussi, cette durée de six ans comme excessive.

La France est le dernier pays se montrant partisan de la transportation ; dès 1838, en Angleterre, à la Chambre des Communes, on demandait *l'abandon immédiat du système de la transportation qui contribue à augmenter le nombre des crimes, qui est plus dispendieux qu'aucun autre, et qui constitue une injustice à l'égard des colonies*. A cet égard, il est intéressant de se reporter à une étude de M. Ribot parue dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1873, sur le système pénitentiaire en Angleterre (*Bulletin*, 1883, p. 307).

En 1878, au Congrès de Stockholm, une discussion des plus intéressantes s'engagea sur la question de savoir à quelles conditions la peine de la transportation pourrait rendre des services utiles à l'administration de la justice pénale. Le rapporteur fut contraire à la transportation, ne l'admettant guère qu'à l'expiration de la peine.

Les conclusions du rapport furent attaquées comme trop modérées ; les délégués italiens soutinrent que la transportation n'avait

rien à voir avec la réforme pénale, que *ce n'était pas une peine mais un expédient*. Le principe posé et soutenu dans ce Congrès était ainsi formulé : LA PEINE DE LA TRANSPORTATION NE PEUT OFFRIR LES MÊMES GARANTIES, POUR LA RÉALISATION DU BUT DE LA JUSTICE PÉNALE, QUE LES PEINES PRIVATIVES DE LA LIBERTÉ EXÉCUTÉES DANS LA MÈRE PATRIE SOUS LA SURVEILLANCE DE L'AUTORITÉ CENTRALE DE L'ÉTAT.

Seuls les délégués français combattirent cette proposition et défendirent — dans une certaine mesure — le système de la transportation ; nous disons « dans une certaine mesure », car voici ce que déclarait dans une séance du Congrès le Directeur des colonies : « L'embarquement des transportés devrait être, dans tous les cas, précédé d'une période suffisamment prolongée de réclusion sévère dans un pénitencier cellulaire » ; et, à ce même Congrès, le Secrétaire général de la Société des prisons déclarait que « la transportation ne devrait pas constituer à elle seule et par elle-même la peine réservée aux crimes les plus graves ; qu'elle ne devrait s'appliquer qu'à la dernière période de cette peine, qu'elle devrait être précédée d'une détention cellulaire dont la durée, proportionnée à la gravité de l'offense, pourrait être abrégée par la bonne conduite des condamnés ; la transportation ne serait, en réalité, que le mode de libération provisoire applicable aux longues peines et aux peines perpétuelles (1). »

Votre Commission partage absolument cette manière de voir.

Ainsi, Messieurs, nous avons vu, — sans parler ici de l'intérêt des colonies, — que la peine des travaux forcés, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est pas assez sévère, qu'elle n'est pas exemplaire et qu'elle ne peut, en aucune façon, amender le coupable.

Il n'est peut-être pas inutile d'ajouter, en présence d'une objection qui va se présenter, que la transportation coûte très cher à la métropole : les frais de transport à la Nouvelle-Calédonie sont de 575 francs par transporté et leur entretien là-bas de 1 fr. 70 par jour ; à cela, il faut ajouter les frais d'un personnel toujours insuffisant, le paiement des travaux, quand le condamné travaille, à raison de 5 francs par jour et les gratifications (décret du 18 juin 1880, arrêté du 28 février 1882), le transport de leurs femmes et de leurs enfants, dans certains cas, etc., etc. (2).

(1) *La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm*, par MM. Desportes et Lefébure.

(2) Il résulte en effet de divers décrets et arrêtés que le transporté admis au travail extérieur pour le compte de l'administration touche la ration hygiénique, com-

La seule objection pouvant être faite au système soutenu par votre Commission est la dépense qu'occasionnera la construction de maisons spéciales et de pénitenciers agricoles, mais nous sommes persuadés qu'une fois cette dépense faite — dépense nécessaire — la somme à inscrire annuellement au budget, en y ajoutant les intérêts des sommes dépensées pour ces constructions, serait inférieure au chiffre actuel. Nous croyons aussi que si une loi récente, excellente pour l'amendement des condamnés — la loi sur la libération conditionnelle — était appliquée comme elle devrait l'être, une au moins des maisons centrales pourrait devenir libre et être employée pour recevoir des condamnés aux travaux forcés.

La moyenne des individus transportés annuellement, soit à la Guyane, soit à la Nouvelle-Calédonie est de 1.200; il y a déjà de ce chef une grosse dépense. En outre, dans les maisons de répression ou dans les pénitenciers, la dépense serait bien minime à côté des dépenses actuelles (1).

Dans ces conditions, votre Commission estime que la peine des travaux forcés doit être subie dans des prisons, avec une réclusion cellulaire dont la durée variera suivant l'importance de la condamnation, — qu'après un certain temps d'emprisonnement, et si sa conduite le permet, le condamné pourra être transféré dans un pénitencier agricole en Algérie ou envoyé aux colonies.

Votre Commission vous propose donc de substituer à la proposition du Sénat la proposition suivante :

posée de 17 grammes de sucre brut et de 17 grammes de café. Si le travail est jugé pénible, il a droit en outre à des gratifications en vin, café, tafia et tabac. S'il ne reçoit rien en nature, son salaire est fixé au taux de 4 à 5 francs par jour pour le simple ouvrier, et s'il est chef d'atelier ou surveillant de travaux, de 5 à 8 francs, etc. S'il travaille pour des particuliers, l'administration intervient pour lui garantir le paiement de son salaire.

A ceux qui ont obtenu des concessions de terre, le décret du 31 mai 1878, commenté par la décision ministérielle du 16 janvier 1882, accorde un trousseau, des rations de vivres pendant trente jours, une première mise d'outils aratoires; s'ils ont une femme, un secours en argent de 150 francs, et, après la construction de leur habitation, une nouvelle indemnité de 100 à 300 francs.

(1) Avant de proposer l'emprisonnement et un certain temps de cellule pour les condamnés aux travaux forcés, la Commission a tenu à visiter quelques prisons: elle a été particulièrement satisfaite de sa visite à la maison centrale de Melun. Elle a pu constater combien était heureuse l'innovation consistant à faire faire en régie les travaux des condamnés. Si l'entreprise peut être blâmée en ce sens qu'elle permet dans le commerce la concurrence, la mise en régie ne saurait encourir aucun reproche; l'État a le droit de faire travailler dans ses établissements, et la Commission ne pourrait que demander aux autres Ministères, notamment aux Ministères de la guerre et de la marine, d'entrer dans la voie qui leur est tracée par le Ministère de l'intérieur en tirant parti du travail des condamnés (*Bulletin*, 1890, p. 359 et 366).

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les individus condamnés à la peine des travaux forcés subiront leur peine dans des maisons spéciales de répression.

ART. 2.

Les condamnés aux travaux forcés à temps, pour une durée de cinq à dix ans, subiront un emprisonnement cellulaire pendant un an, et ceux condamnés à plus de dix ans, un emprisonnement cellulaire pendant deux années.

ART. 3.

Les condamnés aux travaux forcés à perpétuité, ainsi que les individus condamnés à mort dont la peine aurait été commuée en travaux forcés, subiront un emprisonnement cellulaire pendant trois ans.

ART. 4.

Tout individu condamné aux travaux forcés, quand il aura subi une partie de sa peine, pourra, si sa conduite le permet, être transféré dans un pénitencier agricole en Algérie, ou envoyé aux colonies.

ART. 5.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application des dispositions ci-dessus.

CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES DE 1891

Autorité paternelle.

Le programme du Congrès des Sociétés savantes de 1891 a inscrit parmi les travaux de la section des Sciences économiques et sociales deux questions de nature à intéresser les membres de la Société des prisons. Ces questions étaient ainsi formulées : « De l'autorité paternelle sur la personne et les biens de l'enfant légitime ou naturel » et « De l'exécution de la peine des travaux forcés ». — La première de ces questions a seule fait l'objet de communications de la part des délégués des Sociétés savantes; c'est donc la seule dont nous ayons à rendre compte. — Un mémoire avait bien été annoncé relatif à la transportation (1), mais, pour un motif que nous ignorons, son auteur n'en a pas donné lecture; quel qu'en pût être le mérite, nous n'avons pas à le regretter, la discussion en eût été prématurée.

La question de la transportation passe par une phase transitoire : des abus anciens signalés jadis avec raison ont disparu; des décrets récents ont été rendus dont il faut attendre l'exécution pour les apprécier. Il y a donc tout avantage à suspendre son opinion afin de ne pas faire fausse route. Mais la question n'en reste pas moins digne de toute sollicitude, et ceux qui estiment que de grandes réformes doivent encore être apportées dans le fonctionnement de la transportation doivent trouver l'occasion de faire entendre leur voix dans un Congrès des Sociétés savantes. C'est dans cette pensée que les délégués de la Société des prisons, MM. Georges Dubois et Brueyre, ont demandé que la question de la transportation fût reportée au programme de 1892, ce qui a été accordé.

Revenons donc aux mémoires lus sur « l'autorité paternelle ». Nous disons « lus », car ils n'ont pas été l'objet de discussions;

(1) Supr. p. 352 note 2.

une seule cloche a été entendue. Et c'est d'ailleurs fort grand dommage, car le sujet, par sa propre importance, par les divers points de vue sous lesquels il a été envisagé, par le talent avec lequel il a été traité, enfin par l'actualité que lui donne la loi récente du 24 juillet 1889, méritait mieux qu'une lecture suivie d'un silence. C'est aussi une grande défectuosité de la tenue du Congrès des Sociétés savantes et la cause principale de la stérilité de ses réunions annuelles que ces lectures sans débats, partant sans profit, sur les sujets les plus divers, devant un public de délégués de sociétés dont les études n'ont aucuns liens communs. Ainsi la section de Sciences économiques et sociales avait inscrit dans son programme des sujets aussi disparates que les suivants : « l'Autorité paternelle » ; « Statistique des accidents, maladies et décès dans les diverses professions » ; « Institutions d'arbitrages entre patrons et ouvriers » ; « Crédit territorial en France » ; « Écoles professionnelles » et 43 mémoires devaient être lus par des délégués sur des matières intéressantes sans doute par elles-mêmes, mais dont chacune pour être appréciée à sa valeur exige un public spécial compétent. Pour ne citer que quelques exemples, en dehors des mémoires préparés en réponse aux questions ci-dessus indiquées du programme, on avait à entendre traiter les sujets suivants : « Population rurale des Vosges depuis un siècle » ; « Statistique de la commune de l'Éguille » ; « État politique de l'Indo-Chine en 1891 » ; « Pacte d'alliance entre les musées cantonaux et les Sociétés savantes » ; « Lutte contre l'abus du tabac » ; « Folie chez les enfants » ; « Collectivisme familial dans la législation sino-anamite » ; « Casier judiciaire et réhabilitation des condamnés » : « Privilège du Trésor dans les mutations par décès ».

Mais arrivons aux mémoires annoncés en réponse à la question de l'autorité paternelle. Des sept mémoires promis, trois seulement ont été remis par leurs auteurs, ce sont ceux de M. Bourcart, professeur à la Faculté de droit de Nancy, de MM. Pascaud et Drioux, délégués de la Société de législation comparée, et ce dernier procureur de la République à Pithiviers. Ultérieurement nous a été communiqué un court résumé de celui de M. Berthélemy, professeur à la Faculté de droit de Lyon. Ces mémoires, tout en étant de valeurs inégales, sont à la hauteur du sujet traité. Nos collègues excuseront M. Josse qui est orfèvre de se plaire à constater tout de suite que, bien que conçus dans des esprits différents et proposant sur plusieurs points des solutions divergentes, ils

sont d'accord à reconnaître que la loi du 24 juillet 1889 constitue une réforme légitime de notre législation de 1804 sur l'autorité paternelle. M. Pascaud l'a dénommée une loi « d'assainissement de la puissance paternelle » ; quant à M. Berthélemy, nos collègues savent la propagande active et couronnée de succès que notre sympathique collaborateur fait dans la région lyonnaise en faveur de l'application de la loi ; enfin, M. Drioux déclare qu'elle a comblé une grande lacune et est un bien précieux. Nous serions même tenté de lui faire une querelle de trop demander à la loi, lorsqu'il propose, ainsi que le fait le projet déposé en ce moment au Parlement belge, de supprimer l'internement pour les enfants incorrigibles et d'autoriser les parents en vertu du titre II de la loi de 89 à les confier à l'Assistance publique comme premier essai, sauf, si cet essai ne réussit pas, à recourir en dernier lieu à l'internement dans une maison de correction. Si, ce qui n'est pas à craindre, hâtons-nous de le dire, des services publics d'assistance ou des sociétés privées sollicitaient, dans de tels cas, des tribunaux des délégations de tutelles, nous estimons qu'elles commettraient une grave imprudence et nous pensons que les tribunaux agiraient sagement en refusant de favoriser des expériences aussi dangereuses. La loi de 1889 nous ne cesserons de le répéter, au risque d'être accusé de rabâchage, ne s'est pas proposé la suppression des maisons de correction, elle a eu pour but simplement de soustraire à l'internement, en vertu de l'article 66, une foule d'enfants non pervers, qu'à défaut de moyens organisés d'hospitalisation les tribunaux envoyaient dans les établissements correctionnels. Nous avons, dès 1880, évalué que du fait de l'organisation de services hospitaliers en faveur des moralement abandonnés la population des maisons de correction devait s'abaisser des deux tiers et les chiffres statistiques sont en train de montrer la justesse de notre évaluation. Quant au dernier tiers, la seule éducation qui leur convienne, est celle de la maison de correction, mitigée par la libération conditionnelle.

Nous ajouterons que la loi de 1889, rédigée dans le but exclusif d'être une loi protectrice de l'enfance, n'a modifié ni amoindri sur aucun point l'autorité paternelle ; les attributs de cette puissance sont restés les mêmes, mais à une condition, c'est qu'ils ne s'exercent pas au détriment de l'enfant. Au moment, en effet, où a été préparée la loi de 1889, ses auteurs avaient à choisir entre les deux doctrines suivant lesquelles, avant la Révolution, était réglée la puissance paternelle, entre lesquelles le législateur de 1804 a

pris un terme moyen : dans le Midi, vieilles provinces romaines droit écrit dérivé de la *patria potestas* ; dans le Nord, droit coutumier, héritage de la loi franque, encore en vigueur en Allemagne. Le législateur de 1889 s'est franchement décidé pour cette dernière ; il est donc parti du point de vue philosophique et essentiellement moral que, du fait de sa naissance, l'enfant acquiert une personnalité et des droits distincts de ceux du père ; le plein exercice de ceux-ci ne lui est confirmé légalement qu'à sa majorité, mais, si je puis m'exprimer ainsi, leur nue propriété lui appartient du moment où il a vu le jour. La société a donc la mission sacrée de veiller à leur sauvegarde tant que par son âge et sa faiblesse l'enfant n'y peut veiller lui-même ; elle n'a constitué l'autorité paternelle qu'en la liant intimement avec ses devoirs vis-à-vis de l'enfant et dans l'unique intérêt de celui-ci ; tant que cette autorité s'exerce dans ce sens, elle est digne du plus grand respect ; la loi la confirme et la garantit ; mais lorsqu'elle porte atteinte aux droits primordiaux de l'enfant, lorsqu'elle met en danger sa santé, sa sécurité, sa moralité même, la loi — et c'est là l'innovation et le bienfait de la loi de 1889 — la loi, dis-je, retire au père, par la prononciation de la déchéance, les droits qu'elle lui avait conférés, et la tutelle de l'enfant se trouve *de plano*, revenir à l'État qui en confie l'exercice à l'Assistance publique, conformément aux lois des 15 pluviôse an XIII, 19 janvier 1811 et 10 janvier 1849.

Nous allons maintenant donner l'analyse des mémoires précités, en indiquant seulement les points principaux qui ont été traités. La discussion d'un sujet aussi complexe et aussi étendu nous entraînerait trop loin aujourd'hui, mais nous aurons occasion d'y revenir. Le Comité de défense des enfants traduits en justice, dont le programme va être publié, sera tout naturellement appelé à examiner les réformes qu'il est utile d'apporter à la législation de 1804, telle qu'elle est formulée par le Code civil. Plusieurs de ces réformes ont été indiquées par les auteurs des mémoires précités, et leur sentiment en ce qui touche l'internement par voie de correction paternelle est d'accord sur les inconvénients qui résultent de la fixation de sa durée à un mois ou six mois suivant l'âge de l'enfant, et ils demandent aussi que le droit de correction ne puisse plus s'exercer par voie d'autorité, mais seulement de réquisition.

Le mémoire de M. Pascaud, après un exposé savant de l'organisation de l'autorité paternelle chez toutes les nations ancienne et modernes, passe à l'examen de notre législation française. Il

commence par réfuter les reproches faits au Code civil d'avoir affaibli l'autorité paternelle; si cette autorité est moins forte qu'autrefois, les mœurs en sont la cause, non la loi. Pour lui rendre son prestige, il faut reconstituer l'esprit de famille, il faut que les parents remplissent mieux à l'égard de leurs enfants les devoirs d'éducation que la nature et la loi leur imposent. — Parmi les réformes proposées il signale comme ne devant pas être admis le report à vingt-cinq ans de la majorité, ainsi que cela se pratique dans plusieurs nations étrangères, lorsque le père de famille estime que son enfant est incapable de diriger ses affaires ou a encore besoin de l'autorité paternelle. Nous faisons en ce qui nous concerne des réserves sur cette opinion, mais où nous sommes tout à fait de l'avis de M. Pascaud, c'est que, lorsque le mariage est dissous, l'administration légale doit se continuer au profit du survivant des père et mère et ne pas faire place à la tutelle. En effet, on ne comprend guère comment il y a lieu à l'ouverture de cette tutelle, puisque l'autorité paternelle survit à l'union conjugale. Dans l'intérêt de cette autorité, dans celui même de la famille, le père ne saurait être assimilé à un tuteur, pas plus que la mère du reste, si elle ne renonce pas à l'administration légale. Il ne devrait y avoir lieu à hypothèque légale sur les biens des parents que si le conseil de famille convoqué par des membres de la famille ou le ministère public jugerait cette sûreté nécessaire. — M. Pascaud demande aussi que l'usufruit légal des parents sur les biens des enfants soit prolongé jusqu'à la majorité de ces derniers, sauf au cas de mariage avant cette époque. Cet usufruit ne serait pas susceptible d'être aliéné ou hypothéqué. Les actes respectueux devraient être supprimés à partir de la majorité matrimoniale, vingt-un ans pour les filles, vingt-cinq ans pour les garçons. Mais les parents conserveraient le droit d'opposition au mariage.

En ce qui touche les enfants naturels, M. Pascaud pense que l'exercice de l'autorité paternelle devrait être complété et réglementé à nouveau, car les dispositions du Code civil sont insuffisantes. On accorderait aux parents qui les reconnaîtraient l'usufruit légal. Ce serait pour ces derniers un moyen de leur permettre d'accomplir le devoir d'éducation et d'entretien qui leur incombe et non un privilège que certains esprits seraient peut-être disposés à considérer comme un encouragement à la débauche. L'Espagne dans son code de 1879 a adopté cette réforme.

La thèse exposée par notre distingué collègue, M. Drioux, a offert

un grand intérêt tout au moins comme base de discussion ; malheureusement cette discussion n'a pu avoir lieu, le Congrès des Sociétés savantes n'acceptant que les monologues ; M. Drioux a dû le regretter. Dût-on ne pas triompher, une thèse hardie à soutenir a beaucoup d'attraits pour un homme habile dans l'art de la parole. Suivant M. Drioux, la loi ne doit investir le père que des *seuls* attributs nécessaires à l'accomplissement de ses devoirs envers l'enfant. *De là, nécessité d'un contrôle supérieur exercé par l'État pour maintenir cette autorité dans de justes limites, et nécessité aussi de créer des autorités tutélaires spéciales.* Je ne sais si M. Drioux s'est bien rendu compte de ce qu'un pareil principe renferme de conséquences dernières, de la situation qui serait faite au père par cette immixtion de l'État dans ses relations avec ses enfants, ce qui constituerait une intolérable tyrannie, et je serais même tenté de penser que ces conséquences ne seraient pas sans le faire hésiter, car, d'une part, il demande que le père ait toute liberté de donner à ses enfants l'éducation religieuse qui lui convient, et, d'autre part, rappelant qu'au Congrès de Saint-Petersbourg il a été question d'obliger les parents d'un enfant absolument récalcitrant à le placer dans une maison d'éducation, M. Drioux reconnaît que la question est délicate et que tout au moins elle suppose une organisation plus complète qu'elle n'est chez nous de la tutelle supérieure et que cette innovation ne serait pas sans soulever en France de résistance. A coup sûr, c'est vrai.

Certains côtés de sa thèse sont d'une justesse absolue : M. Drioux signale avec raison que notre code est trop sobre de règles relatives à l'exercice de la puissance paternelle dans des cas tels que : internement dans une maison de santé et d'aliénés, emprisonnement prolongé pendant plusieurs années, absence non encore déclarée, etc. Les législations allemandes dans ce cas transportent, transitoirement au moins, à la mère l'exercice de la puissance paternelle.

M. Drioux enfin a combattu le droit qu'a le père de prononcer contre son enfant mineur de seize ans une peine d'internement que l'État a la mission de faire exécuter. M. Berthélemy avait fait une motion dans ce sens au Congrès d'Anvers, et nous pensons avec eux que ce droit est excessif, que c'est un legs fâcheux de la *patria potestas*, que c'est avec raison que les articles 375 et suivants du Code civil ont été abrogés dans le grand-duché de Bade, enfin que l'internement ne devrait pas avoir lieu dans les maisons de correction, mais dans des établissements spéciaux. Mais nous ajouterons, comme atténuation à toutes ces critiques,

qu'heureusement les cas où le père se réclame du droit que lui ouvre la loi sont fort rares. Les maisons de correction ne renferment plus — ce qui est peu pour toute la France — qu'un total de 80 enfants de la correction paternelle, dont à peine le quart a moins de seize ans; le nombre en était avant 1881, époque où a été créé à Paris le service des « moralement abandonnés », de plus de 300.

En résumé, l'exposé sommaire, mais net et brillant que notre collègue a fait au Congrès d'idées auxquelles nous reprochons seulement d'aller trop loin dans une voie qu'en elle-même nous trouvons excellente, ne peut que donner le vif désir de connaître dans son intégralité le mémoire qu'il leur a consacré. Peut-être, le développement de son opinion, avec les explications qu'elle comporte, suffiront à estomper la lumière qui en est un peu crue dans un exposé trop succinct.

Le mémoire de M. Bourcart, qui est de grande valeur, est tout doctrinal; il n'indique pas de réforme à apporter à la législation, il se borne à développer l'idée que la puissance paternelle est un pouvoir de protection. Il croit trouver ce caractère, même dans le droit romain, et s'efforce de combattre l'accusation dirigée contre le droit romain d'avoir créé une *patria potestas* absolue et discrétionnaire. Nous ne discuterons pas cette thèse à laquelle il y aurait tant à répondre; nous nous bornons en ce moment à reproduire ce qui a été dit au Congrès; la thèse est de droit civil, cette Revue est pénitentiaire; ce n'est donc pas le lieu d'y contredire. Il nous suffit de prendre acte de l'unanimité avec laquelle on considère que la législation de l'autorité paternelle doit avoir pour but la protection de l'enfant. M. Bourcart rappelle que les articles 238, 240 et 302, étayés par la définition donnée par les rédacteurs du Code civil, assujettissent l'autorité paternelle au contrôle de la justice. La loi de 1883 a précisé et accentué ce contrôle, en édictant des cas de déchéance. M. Bourcart fait remarquer avec raison que la loi de 1889, bien qu'elle ne prononce que des déchéances intégrales et non partielles, n'a pas abrogé la faculté que les tribunaux ont de prendre des mesures spéciales, notamment en ce qui touche le droit de garde. Nous pouvons dire que jamais au cours de la période de préparation de la loi, qui court de 1881 à 1889, pareille opinion n'a été émise; la loi de 1889 étant une loi de protection de l'enfance a voulu affirmer cette idée en germe seulement dans le code, et, loin de vouloir restreindre

ce que la jurisprudence autorisait, elle a permis « le plus », mais sans interdire « le moins ».

M. Bourcart a enfin indiqué, en parlant du dessaisissement volontaire des droits paternels, tel qu'il est réglé par le titre II de la loi, quelques difficultés touchant le placement et la tutelle de ces enfants. Qu'il laisse la loi se tasser, la jurisprudence s'établir peu à peu, et toutes ces difficultés s'évanouiront. — Je profite avec plaisir de la circonstance pour faire connaître que si, à Paris, l'application de la loi rencontre de la part du tribunal des difficultés qui s'aplaniront, en province, au contraire, tout marche à souhait. Un chiffre en sera la preuve éloquente. Au 31 décembre 1890, 1.400 enfants ont été recueillis en exécution de la loi de 1889, dont 767 en vertu du titre I et 633 en vertu du titre II.

Le mémoire que n'a pu lire M. Berthélemy, mais dont il a bien voulu me communiquer le résumé, est d'un caractère doctrinal. Il développe l'idée que l'autorité accordée au père ne doit être qu'un moyen plus efficace de procurer à l'enfant la meilleure et la plus affectueuse protection. Toutes les réformes à apporter à notre législation de la puissance paternelle doivent avoir cet unique objet pour but. Aussi, M. Berthélemy donne-t-il son approbation à toutes les décisions qui, depuis la rédaction du Code civil ont peu à peu créé une jurisprudence restrictive des droits du père chaque fois qu'elle s'exerçait comme une autorité despotique et non comme protection affectueuse. A plus forte raison est-il favorable à la loi de 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes et à celle de 1889. Il considère que cette dernière est presque l'achèvement de l'évolution qui ramène progressivement notre conception de l'autorité paternelle à la législation germanique de nos anciens pays de coutume et que résumait l'adage : *puissance paternelle n'a lieu*.

C'est en conformité de cette opinion que notre distingué collègue indique les réformes suivantes que nous nous bornons à énumérer :

« La légitimité de l'intervention du pouvoir judiciaire dans l'exercice de la puissance paternelle doit être reconnue par un acte législatif si elle cesse d'être acceptée en jurisprudence.

« Des mesures doivent être prises pour qu'aucun mineur nesoit dépourvu de tuteur.

« L'administration légale de l'art. 384 doit être réglementée.

« Les droits de la mère, en cas d'absence, d'incapacité, etc., du père doivent être précisés.

« Le régime des tutelles doit être refondu. — Toutes tutelles sont datives et surveillées par l'État.

« L'emprisonnement par voie de correction paternelle doit être supprimé.

Comme on le voit par ce compte rendu sommaire, le Congrès des Sociétés savantes aura eu l'avantage de permettre à quelques hommes de mérite d'exposer, sur des questions graves et importantes, des idées qui pourront être ailleurs l'objet des études et des discussions dont elles sont dignes. C'est un résultat dont chacun doit se féliciter.

L. BRUEYRE.

DES ENCOURAGEMENTS ET RÉCOMPENSES

à accorder aux détenus.

A côté de la libération conditionnelle et de la grâce, il est certaines mesures de faveur pouvant encourager le détenu dans la bonne voie.

C'est ainsi que la création de catégories dont les titulaires ont été soumis à une épreuve soutenue pendant plusieurs mois ; un insigne spécial qui, sans impliquer l'honneur, diminuera l'infamie ; le port de la barbe ; l'augmentation de la liberté relative sont des moyens d'action très efficaces.

On créera ainsi, en chaque établissement, sinon une compagnie d'élite, du moins une phalange d'amendés et de repentis, qui, par son exemple, exercera sur les autres détenus une influence considérable.

Les emplois spéciaux : pompiers, musiciens, écrivains d'ateliers, hommes de peine à la journée, infirmiers, etc., sont encore un moyen puissant d'excitation au bien.

Mais le plus précieux de tous consiste dans le pécule.

La division du pécule des prisonniers en pécule disponible et pécule réserve me paraît la seule rationnelle ; mais cette division immuable en deux parties toujours égales me semble critiquable.

Quand la peine est longue et que depuis son incarcération le détenu s'est déjà constitué un pécule réserve suffisant, on pourrait ne plus affecter à cette somme de prévoyance que le tiers du gain quotidien. Les deux autres tiers permettraient des dépenses immédiates plus nombreuses et plus fortes. Cette faveur, bien entendu, sera réservée au malheureux qui a failli pour la première fois et le récidiviste continuera à être soumis au régime actuel.

Le pécule constitue un excellent moyen de relèvement et de discipline. L'appât du gain est aussi vif en prison qu'au dehors. Tel condamné qui sera rebelle sans travail, se tiendra correctement dès qu'il parviendra à gagner quelques centimes. Il fera violence à ses instincts, à son tempérament, pour conserver dans la prison un bon métier ou un emploi lucratif.

Au contraire, dès que le chômage aura remplacé l'activité de l'atelier, le détenu ressentira douloureusement l'épuisement de son pécule. La privation des petites douceurs qu'il lui procurait, la crainte de se trouver sans ressources à la libération, l'impossibilité de soulager les siens qui souffrent au dehors, sont autant de mobiles qui amènent la révolte ou l'indiscipline.

L'État ne saurait pourtant assurer aux libérés qui n'ont pu gagner de pécule, une remise de fonds à leur sortie.

Une telle philanthropie serait odieuse à l'égard des honnêtes gens qui, par suite de malheurs, de maladies, d'infirmités, se trouvent aussi sans ressources.

Mais j'ai rencontré souvent, dans ma carrière, des libérés sortant dans un dénûment absolu, fatalement conduits au vol et, par suite, de nouveau à la prison.

En Suède, où le système pénitentiaire est si bien entendu, les misérables de cette catégorie sont incorporés dans un asile (1) dit « de travail public », analogue à nos dépôts de mendicité. Ils y sont maintenus jusqu'à ce qu'ils puissent subvenir eux-mêmes, à leur sortie, à leurs premiers besoins.

Cette législation me paraît excellente. Son principe d'ailleurs ne se trouve-t-il pas dans notre article 274 du Code pénal ?

En ce qui concerne les vieillards et les infirmes libérés des prisons, la Société a le devoir de les placer dans un hospice spécial (pour éviter aux honnêtes gens leur contact).

Dans nos prisons, il est de principe que chaque détenu doit gagner lui-même son pécule et par suite les secours extérieurs sont proscrits.

L'application absolue de cette règle peut donner lieu à des inconvénients. En effet, il est certain que l'artisan arrivant en prison, habitué au travail manuel depuis son enfance, est beaucoup plus vite au courant de l'industrie à laquelle il est astreint, que l'employé de bureau, le commerçant, l'officier ministériel, etc., qui, de leur vie, n'ont fait pareille dépense de force.

Si l'administration a la preuve que les secours envoyés à des détenus de cette catégorie sont expédiés par des membres de leur famille, pourquoi, pendant la période d'apprentissage, par exemple, ne pas tolérer ces envois qui permettront d'améliorer le régime et de soutenir les forces (2) ?

(1) *Bulletin*, 1886, p. 1035.

(2) Il nous semblerait plus rationnel de prescrire dans les règlements une nourriture plus substantielle pendant cette période, car on ne saurait admettre que le régime soit insuffisant pour soutenir les forces (N. de la Réd.)

Par contre, pour ceux des condamnés qui ont un pécule suffisant, il convient d'autoriser les secours aux familles indigentes. Il arrive que parfois, par suite de connivences avec des libérés, ces secours reviennent dans l'établissement sous forme clandestine. Mais c'est là une exception qui ne justifie pas la proscription de la mesure. Les directeurs, en écrivant au préalable aux autorités, pourront généralement être fixés d'une façon précise, sur la situation précaire ou non des personnes qui sont appelées à bénéficier des envois des condamnés.

Je trouve très sage la mesure qui fait bénéficier le jeune détenu d'un pécule.

Mais pour hâter la constitution de ce pécule il est nuisible, à mon avis, de l'attacher trop tôt à un travail quotidien qui ne lui servirait en rien à sa sortie.

Le pécule du jeune détenu, gagné par des bons points, quelques journées chez les particuliers ou des gratifications, doit être comme la petite bourse que l'enfant libre se forme peu à peu dans sa famille.

La véritable récupération des efforts du jeune détenu consiste dans les soins dont il est de plus en plus l'objet de la part de ses maîtres et dans l'enseignement professionnel qu'il reçoit.

L'admission à certains travaux, à l'apprentissage de diverses professions, un emploi de confiance, sont des récompenses suffisantes pour un mérite ordinaire.

Aux sujets excellents, la liberté provisoire, le placement chez des particuliers, *l'engagement militaire*, sont de hautes récompenses dont l'effet est décisif sur l'avenir.

Un fort pécule, à la sortie, pour un enfant toujours inexpérimenté, n'est qu'une occasion de débauche.

Les amendes doivent être appliquées avec modération pour devenir un moyen vraiment disciplinaire. Il importe en les prononçant de prévoir l'effet moral qu'elles produiront. Tel condamné, qui possède 100 francs à son pécule disponible, sera peu atteint par une amende de 50 centimes; mais, tel autre qui ne touche qu'un dixième du produit de son travail, par suite de ses récidives, mettra peut-être, s'il exerce une industrie peu rémunératrice, un mois pour réparer la brèche faite à son maigre budget par cette même amende.

Pour les jeunes détenus encore éloignés de leur libération, les retenues pécuniaires n'auront pas d'effet d'intimidation. Elles ne

produiront d'autres résultats que de diminuer les ressources, déjà faibles, du pupille à sa sortie.

Je suis heureux de constater l'efficacité de la mesure qui consiste à adresser par la poste, le pécule réserve, dans la résidence choisie par les condamnés libérés.

On évite ainsi des orgies à la sortie, et on acquiert la certitude que le détenu ira rejoindre la localité où il a dit se retirer.

Pour compléter cette mesure, je désirerais voir les détenus, possesseurs d'un fort pécule, ne le toucher jamais qu'en deux ou trois fois, sous la réserve que ce capital, conservé par la caisse d'épargne postale, portât intérêt (1).

Le livret postal serait payable à échéances espacées suivant l'importance de la somme.

De cette façon le libéré ne pourrait s'abandonner à l'oisiveté aussi longtemps qu'il possède des ressources, comme cela arrive généralement. Il trouverait une réserve pour les mauvais jours et il n'oserait pas vagabonder, dans la crainte de ne plus être à même de toucher le reliquat de son pécule (2).

CARCERATOR.

(1) Supr. p. 722 (art. 133 du règlement badois.)

(2) Nous croyons devoir rappeler à nos lecteurs que la question du pécule va être mise à l'ordre du jour d'une de nos prochaines séances (supr. p. 569). Un questionnaire a été rédigé par M. Dubois et va être imprimé, puis adressé à tous nos correspondants étrangers.

LES RÉFORMES PÉNITENTIAIRES

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

d'après son budget pour 1891.

Le budget du grand-duché de Luxembourg pour 1891 nous a semblé contenir des enseignements utiles à signaler. Et d'abord, seul de toute l'Europe — car il faut laisser de côté, et pour cause, la principauté de Monaco — ce vaillant petit pays de Luxembourg présente un budget qui se solde par un excédent considérable : les recettes y sont de 10 millions contre 7.500.000 francs de dépenses. Et ce n'est point une année exceptionnelle car, depuis une série d'années, chaque exercice laisse après lui une alluvion bienfaisante d'importants excédents de recettes. En 1890, le reliquat disponible a été de près de 2.500.000 francs.

Cet état florissant des finances met dans un grand embarras la Chambre et le Gouvernement. Voilà des inquiétudes que nous ne connaissons guère et qui sont pour nous étonner. — A quoi convient-il d'appliquer ces excédents ? Remboursera-t-on la dette nationale ? Heureux créanciers ! Augmentera-t-on les traitements ? Heureux fonctionnaires ! Affectera-t-on les bonis à créer de nouvelles voies de communication, ou à donner des subsides aux communes pour la construction des édifices municipaux ? Ou bien encore majorera-t-on du tiers — on le pourrait sans détruire l'équilibre — tous les crédits inscrits au budget ? — A coup sûr, déjà, pareille situation n'est point banale !

Nous allons maintenant parcourir le budget du grand-duché et nous signalerons au passage les articles se rapportant aux objets ordinaires de nos études.

Tout de suite nous remarquons que les crédits affectés aux dépenses de toute nature des prisons, dépôts de mendicité, maisons de passage s'élèvent à 171.000 francs compensés jusqu'à concurrence de 76.000 francs par le produit du travail des détenus et

autres recettes. Proportionnalité 42 p. 100. De même les dépenses de l'hospice central et de l'orphelinat national qui montent à 209.000 francs sont atténuées par une recette de 100.000 francs provenant du recouvrement des frais d'entretien des pensionnaires. Proportionnalité 49 p. 100. De pareilles proportionnalités résultant du rapport des recettes et des dépenses n'ont point d'analogue dans nos budgets français soit de l'administration pénitentiaire, soit de l'assistance publique.

Le chapitre consacré aux dépenses de la justice alloue un crédit de 356.000 francs qui comprend une somme de 7.000 francs affectée au casier judiciaire et à la police des étrangers. A ce propos, la commission du budget demande au Gouvernement d'étudier la revision de l'organisation du casier judiciaire, notamment en ce qui concerne la durée des inscriptions. Le Gouvernement luxembourgeois fera bien de suivre attentivement les travaux de la commission qui étudie en France en ce moment les modifications dont la pratique a démontré l'utilité en ce qui touche le fonctionnement du service des casiers judiciaires et de la délivrance des extraits.

La discussion du crédit affecté aux travaux extraordinaires des bâtiments de l'État a présenté un vif intérêt, en ce qu'elle a porté sur l'organisation de la maison de correction. Actuellement, en effet, le local consacré à l'éducation correctionnelle des jeunes délinquants du Luxembourg n'est qu'un quartier spécial de la prison du Grund. Autrefois même les jeunes délinquants étaient confondus avec les condamnés correctionnels dans la maison centrale. C'est un état de choses par lequel nous avons passé en France et ce fut l'honneur des fondateurs de Mettray d'avoir les premiers créé un établissement uniquement destiné aux enfants internés en vertu des articles 66 et 67 et de la correction paternelle. Puisque l'état des finances du Luxembourg est assez prospère pour permettre à ce pays de séparer définitivement sa maison de correction de la prison du Grund, puisque, malgré quelques améliorations réalisées, le Gouvernement reconnaît qu'il y a mieux à faire que d'avoir aménagé un quartier spécial pour les jeunes délinquants, qu'il accomplisse jusqu'au bout une réforme si désirable en transférant ses mineurs correctionnels dans un autre bâtiment de l'État, à l'orphelinat du Rham, par exemple, ou, mieux encore, qu'il crée une colonie qu'occupent seuls ces jeunes délinquants. En matière d'éducation, et surtout d'éducation correctionnelle, le mélange d'enfants de tous âges est funeste à tous les points de

vue ; tout commande de séparer en divisions distinctes des enfants dont l'âge s'échelonne depuis l'enfance jusqu'à vingt et un ans ; régime, discipline, nature de travail, mode d'éducation doivent différer avec l'âge. Le Luxembourg n'a pas une population de mineurs internés assez importante pour créer des établissements distincts suivant les âges, mais rien ne l'empêche de les séparer par groupes. En France où les statistiques officielles indiquent pour les âges au moment des délits le nombre de 700 enfants au-dessous de dix ans et environ 100 au-dessous de huit ans — on a vu interner en vertu de l'article 66 des enfants de quatre ans ! — on a eu l'excellente idée d'élever dans des maisons spéciales, à tort d'ailleurs dénommées asiles par l'administration pénitentiaire, les filles les plus jeunes. C'est fort louable, mais il est quelque chose de mieux, c'est de fixer légalement, à l'exemple de nombre de législations étrangères, un âge minimum au-dessous duquel l'enfant ne devra plus être remis à l'administration pénitentiaire, mais confié aux services hospitaliers. Cette utile réforme est inscrite dans le programme d'études du comité récemment institué pour la défense des enfants traduits en justice et elle constituera le complément de notre loi française du 24 juillet 1889. Et précisément le Gouvernement belge, dans un projet soumis en ce moment au Parlement qui s'inspire de notre loi de 1889, et a pris opportunément occasion de la présentation de ce projet pour proposer que les enfants de moins de dix ans ne pussent plus être traduits en justice (1) et qu'ils fussent remis au Gouvernement, qui les ferait élever dans des établissements hospitaliers. On ne saurait qu'applaudir à cette proposition et le Luxembourg peut utilement suivre à cet égard l'exemple de sa voisine la Belgique, mais le grand-duché fera bien de s'arrêter à ce point. Le Gouvernement belge veut en effet aller plus loin et nous estimons l'entreprise téméraire ; il propose en effet de ne plus appliquer de condamnations à des mineurs de seize ans même ayant agi avec discernement, sauf pour les cas d'homicide volontaire ou d'incendie. Nous avons au Congrès d'Anvers signalé les dangers qui résulteraient de l'application d'une pareille législation, mais l'assemblée, entraînée par un discours éloquent de M. l'inspecteur général Prins, en a au contraire recommandé l'adoption au Gouvernement. Nous avons poursuivi en France une longue campagne pour démontrer que c'était à l'Assistance publique qu'il fallait confier

(1) *Bulletin*, 1889, p. 1009.

l'éducation de la majorité des enfants envoyés en correction en vertu de l'article 66 ; nous ne saurions donc être suspect de partialité en faveur des maisons de correction, mais nous estimons que ces établissements sont indispensables pour la réforme des natures vicieuses. Vouloir les supprimer pour les pervers est une faute qui aurait des conséquences graves. — Nous espérons pour le Luxembourg qu'il n'entrera pas dans cette voie et c'est avec raison que M. le Ministre d'État a déclaré réserver son opinion sur ce point.

Dans une brochure intéressante, publiée par M. Auguste Ulveling, docteur en droit au Ministère de Luxembourg (1), l'auteur propose d'étendre au grand-duché une innovation au projet de loi belge dont nous venons de parler et qui consiste à substituer à la cour d'assises et au tribunal correctionnel, la chambre des mises en accusation ou la chambre du conseil pour décider la question du discernement en ce qui touche les mineurs de seize ans. Nous sommes tout à fait de cet avis. Mais nous allons plus loin. Nous voudrions que pour permettre à la chambre du conseil d'apprécier avec plus de sûreté la question du discernement, l'enfant prévenu fût tenu en observation, non point dans un établissement correctionnel, encore moins à la Roquette, mais dans un dépôt de caractère hospitalier, où il séjournerait au moins quinze jours. Pendant ce temps, on constituerait un dossier contenant avec les antécédents de l'enfant, les circonstances de la cause, un rapport sur sa conduite, les tendances manifestées et l'étude du caractère pendant la période d'observation. La chambre du conseil obtiendrait ainsi des éléments d'information supérieurs à coup sûr à ceux sur lesquels le tribunal se décide lorsque l'enfant comparait devant lui à l'audience. D'ailleurs, les enfants pour lesquels la chambre du conseil aurait constaté l'absence de discernement, n'auraient plus à comparaître devant le tribunal et bénéficieraient d'une ordonnance de non-lieu ou d'un sans-suite. Cette idée de mise en observation que nous indiquons ici n'est que l'extension du système que nous avons mis en pratique lorsque nous avons organisé en 1880, à l'Assistance publique de Paris, le service des moralement abandonnés ; nous avons alors fait décider qu'avant d'être dirigé sur son placement définitif, l'enfant serait conservé au dépôt de l'hospice de la rue Denfert-Rochereau pendant au moins quinze

(1) *Protection de l'enfance. Patronage des détenus et des libérés*, par A. Ulveling. Luxembourg. Heintzé, éditeur. 1890 (supr. p. 84).

jours, afin d'y être étudié et mis en observation. Ce système a donné les meilleurs résultats et a permis de faire une sélection parmi les enfants, et on ne peut que l'étendre aux mineurs arrêtés sous prévention de délit.

M. le Ministre d'État a traité aussi du placement dans les familles des jeunes acquittés correctionnels, par la Commission administrative des prisons. Rappelons d'abord que notre art. 66 est, au Luxembourg et en Belgique, l'art. 72 du Code pénal et que, dans le grand-duché, il a été modifié comme suit, en 1879: « Art. 72. — L'accusé ou le prévenu, âgé de moins de seize ans accomplis au moment du fait, sera acquitté, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement. Il pourra être mis à la disposition du Gouvernement pour un temps qui ne dépassera pas l'époque où il aura accompli sa vingt et unième année. Dans ce cas, il sera placé dans une maison de correction ou dans un établissement spécial de réforme ou de charité. Le Gouvernement pourra le renvoyer à ses parents, si dans la suite il présente des garanties suffisantes de moralité, ainsi qu'autoriser sa mise en apprentissage conformément aux dispositions de l'arrêté royal-grand-ducal du 14 mai 1855 ».

Nous appelons l'attention de nos collègues sur la rédaction de cet article qui montre que le Luxembourg a modifié sur plusieurs points et de la façon la plus heureuse notre art. 66, d'abord en substituant la vingt et unième année à la vingtième, puis surtout en permettant de remplacer par l'éducation dans les familles l'internement dans la maison de correction. Mais nous ne pouvons nous appesantir sur la question, faute de place. Bornons-nous à dire que M. le Ministre d'État semble disposé à étendre ce système qui n'est autre que notre libération conditionnelle à un nombre d'enfants plus considérable et il a invoqué à ce sujet les résolutions du Congrès d'Anvers qui a en effet préconisé le placement dans les familles. Mais là encore il convient de rester dans la mesure; il faut craindre de tomber d'un excès dans un autre, comme y incline la Belgique. Autant il est conforme à l'équité de ne pas envoyer dans des maisons de correction des enfants plus infortunés que coupables, ainsi que cela s'est pratiqué chez nous pendant tant d'années, autant il est rationnel, quand l'enfant est encore jeune, de le placer dans des familles où il peut se créer des liens d'affection, autant au contraire, il serait imprudent d'élever en liberté et de placer dans des familles où ils porteraient le trouble des enfants pervers auxquels convient seul le régime des maisons cor-

rectionnelles. La pratique d'ailleurs ne tarderait pas à ramener vivement en arrière ceux qui auraient imprudemment généralisé un système qui n'est bon que s'il est limité. Nous concluons donc en disant que le placement en liberté doit être réservé aux seuls enfants de l'art. 72 et *a fortiori* aux délinquants de l'art. 73 qui ont donné des preuves d'amendement. Mais à son tour le système de libération conditionnelle qui a été un grand progrès doit, pour les mineurs de l'art. 66, céder la place au système que nous inaugurons en France avec la loi du 24 juillet 1889 et dont la Belgique va bientôt être dotée. L'application de l'art. 66 n'aura plus que rarement occasion d'être prononcée. En effet, aux pervers ayant agi avec discernement on appliquera l'art. 67 (73 au Luxembourg); quant aux enfants jusqu'ici acquittés comme ayant agi sans discernement, on les confiera aux services hospitaliers auxquels on donnera la tutelle, soit en frappant de déchéance leurs parents, soit dans des cas plus nombreux, en mettant à profit les art. 17 ou 19 de cette loi. Nous devons à la vérité de dire que M. le Ministre d'État tout en désirant vivement suivre le mouvement qui se manifeste dans divers pays en faveur d'une modification du régime pénitentiaire de l'enfance, est très pénétré de la nécessité de ne s'avancer qu'avec prudence. Qu'il laisse la Belgique « essuyer les plâtres » du système imprudent vers lequel elle semble s'acheminer. C'est l'avis que nous nous permettrons d'émettre.

La dernière observation que nous suggère le budget de 1891, nous est fournie par l'inscription d'un crédit dans l'intérêt du patronage des condamnés libérés. Le Luxembourg considère avec raison ce patronage comme un devoir incombant à l'État. Il ne suffit pas à la justice d'avoir prononcé la peine, à l'administration pénitentiaire d'avoir procuré les moyens matériels de la faire exécuter dans ses établissements pour que le devoir de la société soit accompli. Il faut encore qu'à sa sortie de prison la collectivité sociale représentée par l'État ou l'administration pénitentiaire mette à même le libéré de reprendre le métier qui le fera vivre lui et sa famille et le préserve de la récidive. L'administration pénitentiaire du Luxembourg a ainsi compris son devoir; est-il téméraire de l'attribuer à ce fait qu'elle est confiée, comme en France la direction des hôpitaux et hospices autres qu'à Paris, à une commission administrative, c'est-à-dire à une commission admettant dans son sein avec des éléments administratifs des membres choisis parmi les notabilités de la bienfaisance privée et qui, y apportant les idées ambiantes, vivifient et réveillent les tendances

somnolentes de l'administration quand elle n'a qu'elle-même pour juge de ses actes ?

Le patronage des condamnés libérés a été organisé par un arrêté royal-grand-ducal du 21 janvier 1855, complété et remanié par un arrêté royal-grand-ducal du 28 octobre 1884. Les principales dispositions de ces arrêtés peuvent se résumer ainsi : le patronage est exercé par la commission administrative des prisons et du dépôt de mendicité ; il s'étend aux condamnés qui ont subi une détention de trois mois au moins.

Le patronage peut s'exercer de différentes manières : soit par l'intervention directe de la commission ou d'un ou plusieurs de ses membres, soit par la nomination d'un patron chargé de veiller aux intérêts du libéré, en suivant à cet égard les instructions qui lui sont données, soit enfin par le placement du libéré dans une famille ou un établissement public. Le choix de l'un ou de l'autre de ces modes dépendra du sexe, des antécédents et de la position particulière des libérés.

Un mois au moins avant leur libération, les condamnés désignent le lieu où ils ont l'intention de résider, en faisant connaître s'ils désirent être admis au patronage. Au moment de sa libération le libéré reçoit sur sa masse le prix du voyage, le reste est transmis à la commission administrative. Un libéré peut en tout temps réclamer le patronage. Le condamné récidiviste n'est admis au patronage qu'après un temps d'épreuve suffisant pour acquérir la certitude qu'il est réellement amendé, mais il peut recevoir des secours. Le libéré qui se conduit mal est, après deux avertissements, exclu du patronage. L'assistance cesse d'ailleurs dès que le libéré a obtenu le livret d'ouvrier ou une position assurée (1).

Du rapide coup d'œil que nous avons donné au budget du Luxembourg pour 1891, on peut conclure que le grand-duché marche résolument dans la voie du progrès, ce qui lui est facilité par ses excellentes finances. On peut aussi conclure que si, sur plusieurs points, il peut utilement s'inspirer de ce qui est fait par des nations voisines, à leur tour celles-ci y trouveront d'excellents exemples à suivre. C'est d'ailleurs là un libre échange qui ne trouvera pas de contradicteurs.

L. BRUEYRE.

(1) Sage mesure déjà appliquée à l'étranger et très recommandée chez nous. (Voir l'étude ci-dessus.)

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE: 1° Protection de l'enfance. — 2° Société de protection des engagés volontaires. — 3° Patronage de l'enfance et de l'adolescence. — 4° Œuvre de la chaussée du Maine — 5° Société de patronage (Sens). — 6°-7° Préservation. — Bon-Pasteur (Pau). — 8° Famille de l'orphelin. — ÉTRANGER: 1° Maison de travail (Gênes). — 2° Commission des prisons du Massachusetts. — 3° Union des écoles du dimanche (État du Maryland). — 4° Société de secours aux prisonniers (Maryland).

FRANCE

I

Protection de l'enfance.

Dans une lecture faite à l'Académie des sciences morales et politiques, le 24 janvier, notre vénéré collègue, le Dr Marjolin, étudie *l'état actuel de la protection de l'enfance*.

Il considère qu'elle n'est pas assez protégée et qu'il serait facile de la protéger suffisamment. Pour faire sa démonstration et arriver à sa conclusion, il commence par suivre l'enfant à l'école, à l'atelier, chez un bon patron, dans une famille honnête, laborieuse, là où il trouve l'exemple de l'ordre, de l'activité, de l'économie: « dans de pareilles conditions ses premières années seront heureuses, mais tous ceux de son âge ne sont pas appelés à jouir d'un pareil avantage.

« Il en est d'autres qui n'arrivent dans ce monde que pour souffrir.

« Au lieu de caresses ils ne reçoivent que de mauvais traitements; au lieu de bons exemples ils n'auront sous les yeux que la perversité. Ce sont ceux-là qui réclament au plus haut degré notre assistance, notre protection.

« Quel triste exemple pour un enfant déjà en état de comprendre! La première pensée qui lui viendra ne sera-t-elle pas de fuir? Heureux, si de suite il est recueilli par la police, car on lui aurait bientôt appris à mendier, à voler, et si c'est une fille on l'eût contrainte à faire pire encore.

« La nécessité d'une tutelle prolongée pour sauver des enfants, voués inévitablement au crime et à la honte étant démontrée, il est indispensable, non seulement de les soustraire le plus tôt possible aux mauvais traitements et aux exemples pernicioeux, mais de ne pas les réunir pêle-mêle dans des établissements correctionnels ayant pour tous le même règlement, la même discipline.

« Il faudrait, d'après les dossiers, faire un classement et séparer les enfants vicieux et corrompus de ceux qui n'ont réellement pas commis de fautes graves ; car ce qu'il faut redouter le plus c'est la contagion.....

«..... Le dévouement, l'éducation, la douceur pouvant seuls produire une heureuse modification, il faut que les directeurs de ces écoles de réforme, de ces asiles, de ces pénitenciers soient des hommes de cœur, voulant consacrer toute leur existence à cette œuvre de régénération. Ce n'est pas une place qu'ils doivent occuper, c'est une mission qu'ils ont à remplir. Et il est indispensable qu'ils soient aidés dans cette tâche difficile par toutes les personnes appelées à surveiller ces établissements.

« Malheureusement j'ai eu la preuve, il y a quelques années en inspectant plusieurs prisons et colonies pénitenciaires, que très rarement ces diverses maisons étaient visitées par des membres de l'administration, de la magistrature ou du clergé, ce qui est très fâcheux, car ces visites inattendues produiraient un excellent effet sur tout le personnel, surveillants et détenus....

«..... Dans ces derniers temps, il a été beaucoup question des colonies agricoles pénitenciaires, des écoles de réforme, des refuges, etc., et, faute de les bien connaître, on a commis plus d'une erreur. Quelques personnes aveuglées par la passion ont été injustes dans leur appréciation, et de ce que des faits très regrettables s'étaient produits dans plusieurs de ces établissements, par suite du manque de surveillance, elles ont égaré l'esprit du public sur le bien que l'on peut retirer de semblables institutions convenablement dirigées.

« Assez généralement on croit qu'une colonie pénitenciaire est une ferme où les enfants des villes et des campagnes sont indistinctement employés aux travaux de la terre et qu'à leur sortie, comme les premiers ne manqueront pas de retourner dans leurs familles, ils ne pourront pas gagner leur vie, n'ayant appris aucun métier en rapport avec leur origine ; c'est là une première erreur.

« Le plus habituellement, que la colonie soit dirigée par l'État

ou des particuliers, par des laïques ou des ordres religieux, elle est agricole et industrielle ; et suivant leur provenance, leur force, leur intelligence, les enfants sont occupés aux travaux de la campagne ou apprennent un métier.

« Ainsi élevés, à leur sortie, lorsqu'ils sont bons sujets, ils trouvent très facilement à se placer et à entrer dans l'armée où l'on ignore complètement leurs antécédents.

« Ces engagements, facilités par une société qui s'est dévouée à la réhabilitation de ces jeunes gens, ont produit de très bons résultats (1).

« Mais il ne suffit pas pour compléter l'œuvre de réforme d'apprendre un métier, il faut que ces malheureux, qui n'ont que trop subi la fâcheuse influence des mauvais exemples et des pernicieux conseils, reçoivent une éducation morale, religieuse et ne soient pas privés d'entendre de ces bonnes paroles de pardon qui touchent et relèvent le cœur et leur prouvent que le monde ne les a pas à jamais repoussés.

« Tel est le tableau de la colonie modèle ; malheureusement toutes ne m'ont pas laissé cette impression, et c'est bien là le cas de répéter ce vieil adage : autant vaut l'homme, autant vaut l'Œuvre.

« Les jeunes garçons n'étant pas les seuls qui aient à rendre compte de leur conduite devant les tribunaux, ou contre lesquels l'autorité paternelle peut demander l'envoi dans une maison de correction, il a fallu en créer pour les filles ; et je croirais volontiers que ces dernières sont plus difficiles à diriger et exigent beaucoup plus de tact et de surveillance.

« En visitant des pénitenciers de filles, j'avais bien remarqué qu'en dehors des travaux d'aiguille et de ménage, quelques-unes, celles de la campagne, s'occupaient de la culture du potager : mais j'étais bien loin de penser que dans un refuge renfermant deux cents jeunes détenues provenant de Paris, de centres manufacturiers et de la campagne on pourrait, sans le concours d'aucun homme, arriver, tout en enseignant un métier utile aux filles des villes, à former de bonnes cultivatrices, des jardinières assez habiles pour rivaliser avec les meilleurs maraîchers et suffire à tous les travaux d'une ferme considérable.

« Ce problème qui vous semblera peut-être insoluble, l'abbé Podevin, qui a laissé de si bons souvenirs à Rouen, l'a non seule-

(1) Société de Protection des engagés volontaires. *Bulletin*, 1890, p. 701 et infr.

ment résolu, il a fait plus ; il a tenté avec succès, non seulement l'emploi de la liberté provisoire en plaçant ses pupilles chez des personnes sûres, mais, ne voulant pas qu'au sortir du refuge de Darnetal (1), elles fussent complètement désorientées, il n'a pas craint, non plus, après avoir longuement étudié leur conduite et leur caractère, de soumettre quelques-unes des plus âgées à une épreuve assez délicate. Voulant, pour les récompenser, leur donner une marque de confiance, il les a envoyées à Rouen, vendre les produits de la ferme.

« Je n'oserais vous affirmer qu'il n'y a jamais eu de rechutes, mais ce qui est certain, c'est que, grâce au dévouement et à la sollicitude des personnes qui dirigent la maison, l'épreuve a été tellement satisfaisante, que lors de la fermeture du quartier correctionnel de Nevers, où étaient les jeunes détenues les plus rebelles, le Gouvernement a pensé que le seul moyen de les dompter était de les envoyer au refuge de Darnetal, où elles ont fini par se calmer et se soumettre.

« Lorsqu'on est témoin de pareils résultats, au lieu de se décourager et de croire le mal incurable, il faut se hâter d'agir pour arrêter son développement.

« La loi nous permettant actuellement d'enlever leurs enfants à des parents dénaturés, indignes, il faut s'empresser de le faire ; il faut que la société répare ses torts passés en les adoptant, en les confiant soit à l'Assistance publique, soit à ces personnes charitables dont le dévouement a produit déjà d'admirables résultats ; tel que le Sauvetage de l'enfance, cette œuvre présidée par M. J. Simon.

« En résumé, pour mener à bien cette œuvre de salut, il importe de protéger l'enfant dès le sein de sa mère, de prolonger cette surveillance jusqu'à la majorité, surtout pour les filles ; et si l'on veut arriver à diminuer le nombre si considérable de naissances illégitimes, ne pas hésiter à suivre l'exemple des pays qui ont autorisé la recherche de la paternité.

« Grâce à l'ensemble de ces mesures, et avec le concours énergique d'hommes dévoués aux œuvres si belles de préservation, de sauvetage de l'enfance et de la jeunesse, nous pourrons conserver à la France des enfants sains de corps et d'esprit et en état de la défendre et de l'honorer. »

(1) *Bulletin*, 1877, p. 128 ; 1890, p. 337.

II

Société de protection des engagés volontaires (1).

Cette Société a tenu le 12 mars, au Grand-Hôtel, sa 13^e assemblée générale, sous la présidence de M. le conseiller Félix Voisin qui a fait le rapport annuel.

Nous en extrayons les passages suivants :

« L'extension donnée à notre Société est, depuis le 3 avril 1890, un fait accompli ; à cette date, un décret de M. le Président de la République modifiait définitivement notre titre, et, par cette modification même, indiquait l'extension de l'Œuvre ; désormais, tous les jeunes gens nés ou vivant dans les conditions sociales les plus tristes, enfants assistés ou moralement abandonnés, tous ceux dont l'enfance est compromise par les mauvais exemples ou les pernicious conseils, peuvent faire appel à notre sollicitude et, en s'engageant, sous nos auspices, dans les armées de terre et de mer, peuvent apprendre à connaître le chemin de l'honneur, la voie sacrée qui les conduira à assurer le bonheur de leur existence (2).

« Notre Société n'a, Messieurs, qu'à se féliciter de son changement de titre ; la *Société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative*, qui étend son action sur les jeunes détenus, sur les enfants moralement abandonnés ou assistés, agit avec plus de liberté qu'avec l'ancien titre, rappelant toujours l'origine des jeunes gens sortis des maisons d'éducation correctionnelle. La protection dont elle entoure chacun, étant plus discrète, est, en effet, plus sûre encore dans ses résultats moraux.

« Vous écouterez certainement avec intérêt la lecture des quatre tableaux dressés par catégories d'enfants et vous faisant connaître quelle était la situation de vos pupilles au 31 décembre 1890 : le premier est consacré aux jeunes détenus, un second l'est aux enfants moralement abandonnés, un troisième aux enfants assistés, un quatrième enfin contient la récapitulation des trois autres et donne une idée d'ensemble de l'Œuvre.

(1) *Bulletin*, 1890 p. 701.

(2) Circulaire ministérielle de mars 1890, signalant aux Préfets les avantages offerts par la Société au Service des enfants assistés, notamment pour ses indisciplinés.

JEUNES DÉTENUS

GRADES ET EMPLOIS

Sous-chef de musique.....	1	
Adjudants.....	3	
Sergents-majors.....	3	
Maréchaux des logis et maréchaux des logis fourriers.....	7	
Sergents, sergents fourriers et seconds-maitres.....	42	
Brigadiers.....	8	
Caporaux, caporaux fourriers et quartiers-maitres.....	76	
Emplois...		
{ Musiciens.....	28	103
{ Tambours.....	6	
{ Clairons.....	17	
{ Trompettes.....	5	
{ Moniteurs de gymnastique.....	5	
{ Prévôt d'escrime.....	1	
{ Tailleur.....	10	
{ Cordonniers.....	8	
{ Armuriers.....	1	
{ Professions diverses.....	22	
Équipages de la flotte.....	67	
Simple soldats.....	329	
TOTAL.....	639	

NOTES SUR LA CONDUITE :

Conduite très bonne (excellents sujets).....	236
Conduite bonne.....	288
Conduite passable.....	74
Conduite médiocre ou mauvaise.....	44
TOTAL ÉGAL.....	639

MORALEMENT ABANDONNÉS

GRADES ET EMPLOIS

Sergents, sergents fourriers et seconds-maitres.....	4	
Brigadiers, caporaux, caporaux fourriers et quartiers-maitres.....	15	
Emplois...		
{ Musiciens.....	3	14
{ Tambour.....	1	
{ Clairons.....	2	
{ Prévôt d'escrime.....	1	
{ Maréchal-ferrant.....	1	
{ Armurier.....	1	
{ Artificier.....	1	
{ Professions diverses.....	4	
Équipages de la flotte.....	33	
Simple soldats.....	69	
TOTAL.....	135	

NOTES SUR LA CONDUITE :

Conduite très bonne (excellents sujets).....	45
Conduite bonne.....	69
Conduite passable.....	15
Conduite médiocre ou mauvaise.....	6
TOTAL ÉGAL.....	<u>135</u>

ENFANTS ASSISTÉS

GRADES ET EMPLOIS

Sergents, sergents fourriers et seconds-maitres.....	5
Brigadiers, caporaux, caporaux fourriers et quartiers-maitres.....	28
Emplois... { Musicien..... 1	36
{ Tambours..... 2	
{ Clairon..... 1	
{ Trompettes..... 2	
{ Moniteurs de gymnastique..... 2	
{ Tailleurs..... 2	
{ Cordonniers..... 4	
{ Maréchal-ferrant..... 1	
{ Artificier..... 1	9
{ Professions diverses..... 20	
Équipage de la flotte.....	9
Simple soldats.....	<u>212</u>
TOTAL.....	<u>290</u>

NOTES SUR LA CONDUITE :

Conduite très bonne (excellents sujets).....	109
Conduite bonne.....	149
Conduite passable.....	20
Conduite médiocre ou mauvaise.....	12
TOTAL ÉGAL.....	<u>290</u>

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE TOUS NOS PATRONNÉS

GRADES ET EMPLOIS

Sous-chef de musique.....	1
Adjudants.....	3
Sergents-majors.....	3
Maréchaux des logis et maréchaux des logis fourriers.....	7
Sergents, sergents fourriers et seconds-maitres.....	31
Brigadiers.....	15
Caporaux, caporaux fourriers et quartiers-maitres.....	<u>111</u>
A reporter.....	192

	<i>Report</i>	192	
Emplois.....	Musiciens.....	32	153
	Tambours.....	9	
	Clairons.....	20	
	Trompettes.....	7	
	Moniteurs de gymnastique.....	7	
	Prévôts d'escrime.....	2	
	Tailleurs.....	12	
	Cordonniers.....	12	
	Maréchaux-ferrants.....	2	
	Armuriers.....	2	
	Secrétaires.....	»	
	Artificiers.....	2	
	Pompiers.....	»	
	Professions diverses.....	46	
	Équipages de la flotte.....	100	
	Simple soldats.....	610	
	TOTAL GÉNÉRAL	1.064	

NOTES SUR LA CONDUITE :

Conduite très bonne (excellents sujets).....	387
Conduite bonne.....	506
Conduite passable.....	100
Conduite médiocre ou mauvaise.....	71
TOTAL ÉGAL	1.064

« Tels sont, Messieurs, les résultats généraux obtenus par notre Société; il me sera bien permis de dire qu'ils sont des plus heureux et des plus consolants! Chacun de vous pourra, en recevant le compte rendu imprimé, étudier les chiffres que nous venons de communiquer et en tirer les conséquences morales; mais j'insiste, afin de les mettre en relief, d'une part, sur le nombre total de nos pupilles et, d'autre part, sur le nombre de ceux qui nous ont donné toute satisfaction au point de vue de la conduite.

« Nous étendions au 31 décembre 1889 notre sollicitude sur 881 pupilles; nous en avions au 31 décembre 1890, 1.064, soit, en un an, 183 de plus, nombre considérable qui témoigne du développement incessant de l'Œuvre; mais ce qu'il faut retenir, c'est que tandis que le nombre de nos patronnés augmentait de 183, le nombre de ceux dont la conduite était bonne et très bonne montait de 666 à 993, en augmentation de 327!

« Ce qu'il faut noter aussi, c'est que l'augmentation des pupilles sachant reconnaître notre dévouement pour eux a porté sur toutes les catégories.

« Pour les jeunes détenus, dont le nombre a baissé quelque peu à raison du renvoi en 1890 de deux classes à la fois, car il était

de 702 en 1889 et de 639 seulement en 1890, soit une diminution de 63, pour les jeunes détenus, disons-nous, le nombre des bonnes conduites qui eût dû diminuer s'il avait suivi la décroissance du nombre de nos patronnés, est resté à quelques unités près le même, 529 en 1889, 521 en 1890; en restant le même, il a nécessairement augmenté, toute comparaison gardée.

« La même observation doit être faite pour les jeunes détenus gradés; il est au 31 décembre 1890 de 140, tandis qu'au 31 décembre 1889, il était de 139, soit une augmentation de gradés avec un nombre moins considérable d'hommes sous les drapeaux.

« Nous appellerons encore votre attention sur le nombre très intéressant des gradés au point de vue des comparaisons à établir entre les diverses catégories d'enfants dont nous nous occupons.

« Sur 639 jeunes détenus, nous comptons 140 gradés, soit une proportion de 21 p. 100.

« Sur 135 enfants moralement abandonnés, nous comptons 20 gradés, soit une proportion de 15 p. 100.

« Sur 290 enfants assistés, nous comptons 33 gradés, soit une proportion de 11 p. 100.

« Ces chiffres sont tout en faveur des jeunes détenus, mais il est essentiel de faire remarquer immédiatement que leur étude comparée ne sera bien concluante que lorsque les enfants moralement abandonnés ou assistés, devenus nos pupilles, l'auront été pendant plusieurs années; les chiffres relatifs aux jeunes détenus portent en effet sur des soldats confiés à notre sollicitude depuis fort longtemps, tandis que ceux des deux autres catégories n'ont trait qu'à deux années; il est donc évident que les enfants moralement abandonnés et assistés n'ont pas encore donné comme travail et comme succès tout ce que l'on peut et doit attendre d'eux..... »

III

Patronage de l'enfance et de l'adolescence.

Le 2 juin le conseil supérieur de cette Société s'est réuni au Palais de justice sous la présidence de M. Carraby, vice-président. M. Rollet, directeur, a exposé les résultats du voyage qu'il vient d'accomplir en Algérie (supr. p. 469.) Il a reconnu, après en avoir conféré avec M. le procureur général Flandin, que le placement isolé chez des cultivateurs était, en raison de la moralité et des

mœurs du pays, absolument impossible. Le conseil a donc été d'avis de maintenir les enfants dans la ferme-école de M. Chevalier, en lui payant un prix de journée de 0 fr. 75 par enfant, mais à la condition de ne jamais dépasser le chiffre de 25 enfants pour laisser à la maison un caractère familial. Plus tard on verra à constituer un nouveau groupe, plus loin, dans le sud ou ailleurs. Mais dès maintenant il faut constater le bon fonctionnement de cette première fondation. Grâce à la libéralité de deux dames belges qui ont acheté 25.000 francs, aménagé et mis à la disposition de ces enfants la belle ferme de Bouzariah, l'œuvre prospère, et la maternelle surveillance de ces deux admirables femmes assure son développement moral.

Le conseil a ensuite discuté la question de la création d'un nouvel asile et du transfert dans un autre quartier des trois petits dépôts existants. Il s'est occupé également de la constitution du patronage des enfants rendus à leurs parents après une première arrestation et il a entendu la lecture d'un projet de règlement préparé par M. Rollet ; ce patronage a d'ailleurs déjà commencé à fonctionner sous la direction de M^{me} Compain. Enfin le conseil a agité la question de savoir s'il y avait lieu d'organiser des centres de patronage en province pour faciliter le placement de ses enfants dans les départements et celui des petits provinciaux dans des localités et dans des conditions convenables.

Après une intéressante discussion à laquelle ont pris part notamment MM. Carraby, Bousquet, Brégeault, le Dr Motet et Rivière, le conseil a nommé une commission de trois membres composée de MM. Carraby, Rivière et Rollet chargée d'étudier des différentes questions et de lui présenter un rapport à sa réunion du 9 juin.

IV

Œuvre de la Chaussée-du-Maine.

(Asile temporaire.)

Nous connaissons tous l'œuvre des *Petits asiles temporaires* (libérées de Saint-Lazare), fondées en 1870, qui se préoccupe, comme moyen d'action sur les femmes condamnées, de recueillir leurs enfants.

Presque à la même époque, a été fondée par M^{me} de Pressensé

une autre œuvre d'une utilité beaucoup plus générale (1), mais dont une branche spéciale concerne précisément cette protection à accorder aux enfants dont les parents sont en prison ou en traitement à l'hôpital (2).

C'est M^{lle} Vieux qui dirige, avec un dévouement infatigable, les branches de l'œuvre, dont le siège est 74, rue des Fourneaux. Elle donne asile à tous ces enfants, quelle que soit leur religion, conformément à la pratique de l'hospice des enfants assistés de la rue Denfert. Mais quelle différence entre les soins maternels de cette admirable femme et le traitement administratif d'un établissement officiel ! (Conf. à Moscou le bel *Asile de l'impératrice Marie* pour les enfants des transportés. Supr. p. 250.)

V

Société de patronage des prisonniers libérés. (Sens.)

Le 9 mai 1891, la circulaire suivante a été adressée aux notables habitants de l'arrondissement de Sens, par le Comité fondateur :

Les membres du tribunal civil et de la commission de surveillance de la maison d'arrêt de Sens font appel à votre bienveillant concours pour constituer, dans notre arrondissement, une *Société de patronage des prisonniers libérés*.

Vous n'ignorez pas l'utilité des œuvres de cette nature. Elles complètent l'ensemble des nombreux établissements de bienfaisance qui, sous des formes multiples, s'efforcent de soulager la misère et de détourner les hommes du mal. Elles existent déjà dans un grand nombre d'arrondissements où elles fonctionnent avec l'assentiment et l'assistance des pouvoirs publics. Partout où elles ont été établies, elles ont produit les meilleurs résultats.

La Société que nous nous proposons de fonder aura un triple but :

1° Faciliter aux libérés originaires de l'arrondissement, qui seront reconnus dignes d'assistance, les moyens de se procurer du travail à leur sortie de prison et, en se livrant à une occupation honnête, de mériter ultérieurement le bénéfice de la réhabilitation ;

(1) *Bulletin*, 1886, p. 434 ; et supr. p. 278.

(2) *L'œuvre des enfants* pour les enfants des détenues de Saint-Lazare a été fondée il y a plus de 35 ans par l'œuvre des prisons (supr. p. 123).

2° Procurer des secours, autant que possible, en nature, tels que : vêtements, billets de chemin de fer, etc., aux prévenus et condamnés qui sortent sans ressources de la maison d'arrêt (1) ;

3° Assurer avec le concours des sociétés spéciales avec lesquelles nous nous mettrons en rapport, le placement des mineurs de seize ans qui ne peuvent être rendus à leurs parents, et soustraire ainsi des enfants, que le défaut d'éducation a entraînés au mal, à la contagion des maisons de correction.

Telle est, sommairement indiquée, l'œuvre de préservation sociale à laquelle nous vous prions, Monsieur, de vouloir bien coopérer.

Les ressources de la nouvelle Société consisteront dans les dons volontaires en argent et en nature qui lui seront faits par les personnes charitables, dans les subventions qui seront sollicitées des pouvoirs publics, et, enfin, dans les cotisations des membres adhérents.

Les statuts seront soumis à la délibération de l'assemblée générale qui sera convoquée aussitôt qu'un nombre suffisant d'adhésions aura été réuni et à l'approbation de l'autorité administrative. C'est donc à cette assemblée générale que nous réservons le soin de déterminer le mode d'organisation intérieure de la Société. Toutefois, afin de permettre aux personnes à qui nous nous adressons de se rendre compte de l'étendue du concours pécuniaire que nous leur demandons, nous croyons devoir fixer, dès maintenant, à cinq francs, le chiffre de la cotisation annuelle.

Nous sommes également certains d'aller au-devant des désirs de nos futurs collègues, en prenant pour la nouvelle Société l'engagement de faire exclusivement chez les commerçants de l'arrondissement les acquisitions nécessitées par les secours en nature.

Nous faisons appel, Monsieur, à toutes les bonnes volontés, toujours heureuses de se réunir sur le terrain du bien. Nous avons le

(1) Le travail des détenus en prison est très peu rémunérateur. Un condamné, en admettant qu'il ne fasse à la cantine aucune des dépenses autorisées par le règlement (qu'il n'écrive même pas une lettre à une personne qui s'intéresse à lui), ne peut avoir à sa libération qu'un pécule maximum de :

1 fr. 60	s'il a subi une peine de 8 jours		
3	»	—	15 —
6	»	—	1 mois
12	»	—	2 —
18	»	—	3 —

Nous n'indiquons pas le chiffre du pécule pour les peines supérieures à 3 mois qui sont subies soit à la maison de justice d'Auxerre, soit dans les maisons centrales.

ferme espoir que vous voudrez bien vous joindre à nous, et, pour que la Société puisse fonctionner dans le plus bref délai, nous vous prions de vouloir bien envoyer le plus tôt possible à l'un de nous, après l'avoir rempli, le bulletin d'adhésion ci-annexé.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Le Comité fondateur :

POUYDEBAT, sous-préfet, président de la commission de surveillance de la maison d'arrêt ;
PERRIN, maire de Sens, membre de la commission de surveillance ;
G. BÉHENNE, président du tribunal civil, membre de la commission de surveillance ;
GRANDJEAN, procureur de la République, membre de la commission de surveillance ;
G. CORNAT, juge au tribunal civil ;
P. E. GÉRARD, avocat, membre de la commission de surveillance ;
SEMELAINNE, juge d'instruction au tribunal civil ;
Ernest LANDRY, juge suppléant au tribunal civil, conseiller général ;
Emmanuel MATTHIEU, ancien directeur des prisons, membre de la commission de surveillance ;
FJALKOWSKI, conseiller d'arrondissement, membre de la commission de surveillance ;
Docteur René MOREAU, conseiller municipal de Sens, membre de la commission de surveillance ;
L. ROLLET, juge suppléant au tribunal civil ;
Henri PRUDHOMME, substitut du procureur de la République.

On remarquera l'influence prépondérante laissée, dans la direction de la Société, à l'élément non officiel et on y verra sans doute le gage de sa réussite. Nous suivrons avec intérêt ses efforts et nous continuerons à lui donner tous les renseignements qu'elle voudra bien continuer à nous demander.

VI

Préservation (Pau).

L'Œuvre de la préservation, fondée en 1858, est dirigée par les religieuses dites *Sœurs de la Charité de Nevers*.

L'Établissement est vaste et se trouve situé dans un des quartiers les plus agréables de la ville.

Cette Œuvre a pour objet, de *préserver* du mal, en les élevant dans une maison spéciale, les *jeunes filles encore innocentes qui seraient exposées à se perdre*, à l'âge où les séductions du vice sont plus à craindre, si on ne leur procurait un asile et un abri contre ces dangers.

Telles sont :

- 1° Les jeunes filles abandonnées ;
- 2° Celles qui ne trouveraient auprès de leurs parents ou de leurs tuteurs que de fâcheux exemples ou une direction défectueuse, sinon tout à fait mauvaise.
- 3° Celles pour qui cette direction, bonne d'ailleurs, serait insuffisante, soit à raison du caractère difficile des sujets, soit pour d'autres causes ;
- 4° Celles qui appartiennent à des familles aisées et sont destinées à devenir d'habiles ouvrières, des femmes de chambre chrétiennes, ou de bonnes femmes de ménage. Elles n'ont pas moins besoin d'une maison spéciale où elles puissent, loin des dangers du monde, apprendre ce qui leur est nécessaire.

On ne les admet pas avant dix ans ni après quinze ans. La *Pré-servation* n'est donc pas une maison de correction ni de refuge. Elle préserve l'innocence et prévient les fautes que les maisons de correction réparent, où après lesquelles les refuges donnent asile au repentir.

L'éducation morale et religieuse tient la première place dans les soins que l'on donne aux enfants, sous la direction d'un aumônier attaché au service de l'Œuvre.

On apprend aux enfants la lecture, l'écriture, l'orthographe et le calcul. Toutefois les travaux manuels de couture, lingerie fine, etc., et les exercices de bon ordre et de propreté remplissent la plus grande partie de la journée, et occupent les jeunes filles selon leurs aptitudes respectives.

Pour la plus grande commodité des familles, des tuteurs et des bienfaiteurs qui tiennent à faire acte de charité en contribuant à l'éducation d'un enfant, on a établi *deux sortes de pension*. De là deux catégories d'enfants :

Dans la 1^{re} (120 à 140 francs par an) les enfants ne sont admises que si elles n'ont jamais failli.

Dans la 2^e (240 francs) elles peuvent être admises, même après une faute, si elles donnent espoir de relèvement.

Il y a une centaine de jeunes filles en tout.

VII

Bon-Pasteur (Pau).

L'Œuvre du Bon-Pasteur établie à Pau, rue Bellocq n° 6, a pour but principal de ramener dans le bon chemin les jeunes filles qui s'en étaient écartées. Elle reçoit donc même celles qui sont tombées, mais seulement quand elles sont guéries; elle les reçoit à tout âge.

La maison a aussi une *préservation* pour les jeunes filles qui ont un caractère difficile, des penchants pour le vol et d'autres mauvais instincts, les jeunes filles exposées, ou chez des parents qui les dirigent mal, ou dans un atelier mal tenu, etc., les jeunes filles que leur légèreté et leur mauvaise éducation exposeraient à toutes les chutes. La maison reçoit enfin des petites filles abandonnées, délaissées ou qui se trouvent dans un milieu de perversion. Ces dernières ne sont reçues qu'après sept ans. On ne sort ordinairement de la maison qu'à vingt et un ans, plus tard si on veut. Si parmi les pensionnaires, notamment parmi celles du Refuge, il en est qui désirent mener une vie pieuse, elles sont admises dans une petite congrégation spéciale, portent un habit qui les distingue des autres, mais sans en être séparées.

Quant à celles qui désirent se dévouer entièrement à la vie religieuse, elles sont reçues dans une autre congrégation, où elles sont tout à fait séparées des autres (couvent à part) et sont dirigées par les religieuses du Bon-Pasteur.

La maison qui n'a d'autres ressources que le travail, est obligée pour subsister de demander aux parents ou bienfaiteurs, quelque pauvres qu'ils soient, une modique subvention, car la plupart des enfants ne savent pas travailler et beaucoup prennent très difficilement le goût du travail.

Arrivées à l'âge du placement, on tâche de les placer si les parents ne les reprennent pas ou si elles n'ont pas de famille. On leur donne un petit trousseau.

VIII

La Famille de l'Orphelin (N.-D. de Quézac).

Le *Bulletin* a déjà longuement parlé, en 1889 (p. 864), de cet établissement fondé dans le Cantal, près de Maurs, après la liquidation des Frères de Saint-Vincent, à la Forêt. L'abbé Sarraute

y reçoit les orphelins le plus jeunes possible, à partir de deux ans et leur constitue une vie qui représente le plus exactement possible celle de la famille.

Douze sœurs prodiguent aux plus petits les soins de la mère de famille dans un établissement situé à 200 mètres de celui de l'abbé; les Pères dirigent les plus grands, mais, comme les Pères ne peuvent labourer, des Frères (en petit nombre) enseignent la culture. Ceux-ci ne sont d'ailleurs qu'en petit nombre, car presque tous les enfants sont placés de très bonne heure chez des cultivateurs des environs. On les leur loue, de même que, dans les familles trop nombreuses, on place quelques-uns des enfants. Les sœurs vont visiter et surveiller les petits. Quand le chômage ou la maladie les surprend, ils reviennent à la maison qui leur est toujours ouverte comme leur maison paternelle. De même, plus tard, quand la vieillesse ou les infirmités les auront rendus incapables de se suffire à eux-mêmes. C'est l'image de la vie réelle des familles chrétiennement unies.

Il y a de 40 à 50 enfants payant 50 centimes de pension par jour seulement, jusqu'à treize ans. Les terres couvrent 60 hectares. Dès l'âge de six ou sept ans, les petits vont garder les vaches aux champs. Un chef de culture, un jardinier, un pâtreur dirigent les travaux agricoles; l'instituteur est également instruit dans toutes les questions pratiques d'agriculture.

ÉTRANGER

I

Maison de travail (Gênes).

Nous recevons de l'honorable M. Amédée Bert, président de la *Pia Casa di Lavoro*, à Gênes, les renseignements suivants sur cette belle institution, fondée en 1880 et reconnue d'utilité publique par décret royal du 12 octobre 1884 :

« Notre maison a pour but principal de substituer le *travail et son salaire* à l'aumône et aux abus trop fréquents qui en sont la conséquence, et de sauvegarder ainsi la dignité morale des malheureux sans emploi qui recourent à nous. Nous leur offrons le moyen de *gagner honorablement, s'ils le veulent*, leur pain, au lieu de le mendier, en attendant qu'ils puissent se procurer une occupation régulière.

« Quant aux *libérés*, nous les admettons dans nos ateliers exactement sur le même pied que les autres travailleurs, parce que nous croyons qu'il est essentiel de les encourager par tous les moyens possibles à se *réhabiliter* et que le fait seul de se sentir. dès leur entrée chez nous, traités sur le même pied que leurs camarades (1), leur prouve que, *s'ils le veulent réellement, ils peuvent* reprendre dans la société, la place que leur faute leur avait fait perdre. A de très rares exceptions près, nous n'avons eu qu'à nous féliciter des résultats obtenus par cette méthode, qui, après l'expérience que nous en avons faite, nous semble de beaucoup préférable au système des asiles isolant les libérés et les forçant ainsi à subir les mauvaises influences que des rapports continuels ne peuvent manquer de produire.

« Une discipline sévère mais paternelle à laquelle les libérés voient que, chez nous, *tous* les honnêtes gens sont soumis aussi bien qu'eux ; la *liberté absolue* pour eux comme pour les autres de quitter notre maison *dès qu'ils le veulent* ; et, enfin, la certitude que nous désirons les aider à se relever et que nous chercherons à leur procurer un emploi régulier aussitôt qu'ils nous auront prouvé par un stage suffisant qu'ils méritent notre confiance, constituent, à notre avis, les plus sûrs moyens de relèvement.

« Ils savent, en outre, que, s'ils nous quittent sans un certificat signé par nous, ils ne trouveront que bien difficilement à s'employer et s'exposent à être bien vite réintégrés en prison comme vagabonds et désœuvrés. Il en résulte que, à moins de folie ou de perversion radicale, ils ne nous quittent qu'après avoir terminé leur stage et cherché à se rendre dignes de notre protection.

« Mais comme les *libérés* ne représentent que les 5 ou 6 p. 100 de nos hospitalisés, il serait téméraire de notre part de prétendre à l'infailibilité de notre méthode, surtout pour des établissements où leur proportion serait beaucoup plus forte, en sorte que je ne me permets pas de trancher la question, quoiqu'il me paraisse que, même dans ce cas, notre système soit préférable à celui du cantonnement dans un asile spécial ; ne fût-ce que parce qu'il fait appel au sentiment de la dignité chez le malheureux qui recourt à nous, et que le fait seul de la voir respectée nous semble un puissant facteur pour son relèvement moral. »

(1) On remarquera la similitude complète des moyens employés à Gènes et à Lyon pour arriver au reclassement des libérés : point d'asiles, fusion immédiate et complète des libérés avec la masse des honnêtes gens (supr. p. 326). *Note de la rédaction.*

L'hospitalité et les secours que la *Pia Casa* offre, en échange d'un travail facile, aux misérables valides de toute origine, aux ouvriers sans ouvrage à raison de leur incapacité ou par suite de chômage, aux déclassés de tout ordre, quelle que soit la cause de leur détresse, ne sont que provisoires, mais il ne sont pas limités. Les hospitalisés doivent se chercher un travail plus rémunérateur, mais pourvu qu'on soit assuré qu'ils cherchent sérieusement, on ne les expulse pas tant qu'il n'ont pas trouvé.

Le nombre des secourus est en moyenne de 350 par an.

Le budget annuel de l'Œuvre est d'environ 45.000 francs, dont un cinquième seulement est demandé à la charité publique ou privée. Les travaux qui sont accomplis dans la *Pia Casa* ont varié depuis la fondation. Ce sont principalement des couronnes mortuaires, des cartonnages, des cordages, des stores en bois, des paillassons, des chaussons.

L'Œuvre n'a cessé de progresser depuis sa fondation ; elle est aujourd'hui propriétaire de l'immeuble où sont établis ses ateliers et ses dortoirs. Les excédents des dépenses sur les recettes ont décreu chaque année. Il n'est guère possible de compter sur leur suppression ; au moins peut-on considérer comme possible leur réduction à un dixième des dépenses totales.

II

Commission des prisons du Massachusetts.

Le vingtième rapport annuel des « commissioners of prisons » du Massachusetts (État-Unis) pour l'exercice 1889-1890, renferme des chiffres intéressants. Le Massachusetts possède 26 établissements pénitentiaires (1) : à Boston une prison de l'État « state prison », à Sherborn une prison pour femmes « reformatory prison for women », à Concord une école de réforme ouverte le 20 décembre 1884 « Massachusetts reformatory » ; 21 prisons ou maisons de correction de comtés « county jails and house of correction ». Il faut ajouter, une ferme à Budgwater « state farm » et une école industrielle à Boston, qui ne relève pas des « commissioners ».

Voici la population de ces divers asiles, pendant dix ans, au 30 septembre clôture de l'exercice (p. 263).

(1) *Bulletin*, 1890, p. 193.

ANNÉES	PRISONS DE COMTÉ			ÉCOLE industri- elle.	PRISON de l'État.	FERME de l'État.	PRISON pour femmes	ÉCOLE de ré- forme.	TOTAL général.
	Jails.	Houses. of correc- tion.	TOTAL						
1881.....	489	1.671	2.160	741	661	102	220	»	3.893
1882.....	513	1.690	2.203	751	650	87	244	»	3.935
1883.....	501	1.769	2.270	824	567	59	261	»	3.981
1884.....	531	2.014	2.545	883	560	76	324	»	4.384
1885.....	691	2.006	2.697	1.230	492	106	281	538	5.344
1886.....	602	1.837	2.439	1.033	541	82	258	660	5.013
1887.....	547	1.990	2.537	1.185	533	92	225	774	5.346
1888.....	670	2.216	2.886	1.185	564	134	242	687	5.698
1889.....	683	2.490	3.173	1.242	564	159	244	626	6.008
1890.....	616	2.179	2.795	1.150	580	239	242	733	5.739

Dans les 21 prisons ou maisons de correction des comtés la moyenne des détenus était de 2.953 ; les dépenses de l'exercice 1889-1890 se montent à 437.041 dollars, savoir :

Personnel	146.264 dollars.
Dépenses de toute nature	290.777 —
Produit du travail des détenus	91.442 —
Moyenne de la dépense par prison- nier	148 —

Le nombre des employés paraît partout assez élevé comparativement à la moyenne des condamnés internés et les appointements et salaires atteignent un prix considérable (p. 39).

State prison, moyenne des détenus 586.

1 directeur (Warden), appointements	3.500 dollars.
1 sous-directeur (Deputy - Warden), appointements	2.000 —
1 secrétaire (Clerk), appointements.	2.000 —
1 chapelain, —	2.000 —
1 médecin, —	1.000 —
1 mécanicien (Engineer), appointe- ments	1.500 —
4 geôliers (Turnkeys), salaires	1.200 —
45 surveillants, veilleurs, etc. (Wat- chmen), à	1.200, 1.000 et 800 —

Ce qui donne au total 54 personnes et une somme de 61.460 dollars.

Les commissioners se plaignent (p. 336) de la plaie de l'ivrognerie qui fournit 60 p. 100 des condamnations. En 1875 sur 1.942.000 habitants, 35.480 personnes furent arrêtées de ce chef ; en 1890 on trouve 52.814 arrestations pour 2.238.000 habitants ; tandis que la population augmentait de 15 p. 100, les délits d'ivresse s'accroissaient de 48 p. 100.

III

Union des écoles du dimanche. État du Maryland (1).

L'Union des écoles du dimanche du Maryland continue activement son œuvre charitable ; elle l'étend de plus en plus par des missions envoyées dans les écoles éloignées et par le zèle de ses membres toujours préoccupés du bien à faire. Des écoles religieuses ont été organisées dans les pénitenciers et aussi dans les contrées les plus montagneuses et les plus sauvages. Au mois de mars 1891 l'État du Maryland comptait 2.294 écoles du dimanche ayant 27.215 instituteurs et employés, et 219.826 élèves — au total 247.241 membres.

A la même époque les membres des écoles du dimanche se sont réunis en congrès à Baltimore. Cette réunion avait pour but de compléter la coordination de tous les efforts, de faire appel à toutes les bonnes volontés, et de faire ressortir l'absence de tout esprit de secte religieuse dans cette œuvre pieuse et chrétienne. Dans le tableau où nous avons donné ces chiffres totaux plus haut, on trouve des écoles protestantes de toute nuance, on trouve aussi 148 écoles catholiques romaines et 10 écoles israélites.

IV

Société de secours aux prisonniers. État du Maryland(2).

La Société de secours aux prisonniers a célébré son 32^e anniversaire sous la présidence du révérend Griffith, toujours aussi zélé. — La Société a reçu pendant la dernière année 3.344 dollars sur lesquels elle a dépensé 3.032 dollars.

(1) Voir *Bulletin*, 1881, p. 467 ; 1882, p. 960. Conf. 1888 p. 114.

(2) Voir *Bulletin*, 1886, p. 812.

La criminalité augmente aux États-Unis d'une manière peu rassurante. En 1880, dit le révérend Zinkan, agent général de la Société, les différents établissements pénitentiaires des États-Unis renfermaient 35.538 détenus ; en 1890, ils en renfermaient 45.233, ce qui donne une augmentation de 9.695, soit 27,28 p. 100. L'accroissement de la population ayant été de 24,86 p. 100, il en résulte que l'augmentation des détenus est de 2,42 p. 100. Pour l'État du Maryland, cette augmentation n'est que de 1,33 p. 100. Les statistiques permettent de décomposer cette population des prisons en 30.546 individus blancs, 14.267 individus de couleur, 237 Chinois, 180 Indiens et 3 Japonais. L'augmentation de la criminalité se manifeste surtout parmi les jeunes gens ; partout la proportion des détenus de moins de vingt ans devient plus grande. Cette aggravation a sa source dans les mauvais exemples que les enfants rencontrent dans leurs familles et dans leur entourage. Le surintendant de la maison de correction de l'État de New-York à Elmira dit que 52 p. 100 des enfants envoyés à cet établissement sortent de familles de mauvaise vie, 39 p. 100 de familles irrégulières, et 9 p. 100 de bonnes familles.

La Société du Maryland constate avec regret que beaucoup d'aliénés sont enfermés par inadvertance dans la prison ; elle déplore non moins vivement l'encombrement de ce bâtiment ; fréquemment on est obligé de mettre deux prisonniers dans la même cellule. La Société continue ses courageux efforts, et les refuges qu'elle a créés fonctionnent avec succès. La maison de refuge pour les femmes renferme 64 filles auxquelles on apprend la couture ; celle des garçons a 232 habitants qu'on exerce à différentes industries. L'école industrielle de Saint-Mary est aussi en progrès, elle renfermait, au mois d'avril 1891, 422 enfants.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° *L'Œuvre pénitentiaire*, de M. Herbette, par M. Ch. Petit. — 2° Maison d'Embrun. — 3° Prison de Vitoria. — 4° Colonie d'Érythrée. — 5° Projet belge d'asile d'aliénés. — 6° Bibliographie : A. L'accusé ; B. Colonisation pénale en Algérie. — 7° Informations diverses : *Petite et Grande-Roquette*. — *Lyon*. — *Hautes et Basses-Alpes*. — *Mendicité*. — *Comité central des œuvres de travail*. — *Assistance aux familles des détenus*. — *Casier judiciaire*. — *Mission en Hollande*. — *Prisons de Rome au XVI^e siècle*. — *Côtes-du-Nord*.

I

L'Œuvre pénitentiaire

par L. HERBETTE,

Conseiller d'État, Directeur de l'Administration pénitentiaire.

L'ouvrage que M. L. Herbette vient de publier contient un exposé de l'organisation du service pénitentiaire en France avec l'indication des réformes qui y ont été apportées et de celles qu'il convient d'y introduire. On y voit dans quels établissements sont répartis les détenus, suivant leur caractère d'inculpés, de prévenus ou de condamnés et selon leur sexe ou leur âge ; on y voit aussi à quel régime particulier ils sont assujettis, d'après les catégories auxquelles ils appartiennent.

Les établissements dont il s'agit consistent en 380 maisons d'arrêt, de justice ou de correction, 14 maisons centrales d'hommes, 5 de femmes, 2 pénitenciers agricoles, un quartier de criminels aliénés, 2 dépôts spéciaux de forçats, 2 de relégables, 6 quartiers correctionnels pour les condamnés de moins de seize ans, dont un pour jeunes filles, enfin 8 colonies publiques et 17 colonies privées d'éducation pénitentiaire pour mineurs de moins de seize ans acquittés comme ayant agi sans discernement, sur lesquelles 7 pour jeunes filles.

Il est triste de constater que 16 ans après la loi du 5 juin 1875 20 maisons d'arrêt seulement sont affectées à la séparation individuelle, et qu'elles ne contiennent pas 4.000 cellules pour un contingent de 23.000 détenus. Le prix moyen par cellule, bien qu'inférieur aujourd'hui de moitié à celui qui était payé précédemment, reste encore trop élevé et il pourra, sans doute, à la suite de nouvelles simplifications, être diminué ; n'en fût-il pas ainsi ; l'État devrait se hâter d'achever une transformation destinée à

faciliter l'amendement des condamnés et à assurer d'une manière plus efficace la sécurité du pays. Il lui suffirait pour cela, de venir davantage en aide aux départements et, à défaut d'une part contributive plus forte en argent, de leur fournir gratuitement la main-d'œuvre des détenus. Cette main-d'œuvre, à en juger par les résultats qu'elle a donnés en Angleterre et en Belgique, réduirait la dépense de la construction d'un tiers environ ; elle permettrait, en outre, d'effectuer à peu de frais, dans une foule de petites prisons, les changements nécessaires pour en approprier une partie au système cellulaire et éviter ainsi un pernicieux contact sinon à tous les détenus, au moins à ceux qui sont les plus dignes de protection. Tant que le régime de l'isolement n'aura pas remplacé, pour les individus en prévention et pour les condamnés à de courtes peines, le régime de la vie en commun, la prison ne sera pas une école de moralisation et la crainte d'y être enfermé n'arrêtera pas sur la pente de nouveaux délits ceux qui y ont déjà passé. La maison d'arrêt cellulaire a pour effet de diminuer sensiblement par sa seule création le nombre d'une catégorie d'infractions : on a constaté que les mendiants et les vagabonds deviennent rares dans la ville et dans l'arrondissement où il en existe(1).

Les maisons centrales n'ont pas reçu non plus les améliorations profondes qu'on est en droit d'exiger(2). L'administration pénitentiaire a usé de tous les moyens en son pouvoir pour y parer aux inconvénients les plus sérieux ; mais, pour ces maisons comme pour les maisons d'arrêt, elle n'a pas eu les fonds nécessaires. On regrette avec M. Herbette qu'on n'ait pas pu laisser à la disposition de cette administration, pour l'emploi le plus urgent et le plus utile, les millions qu'elle est parvenue à économiser, entre 1884 et 1891, sur l'ensemble de ses services. Elle a réalisé, sans doute, un important progrès en créant dans toutes les maisons centrales un certain nombre de cellules et même dans quelques-unes d'entre elles des quartiers cellulaires ; mais elle est loin d'y avoir même assuré partout la séparation des condamnés pendant la nuit, que commandent cependant les plus graves motifs.

On ne saurait trop louer l'administration de ses heureux efforts dans la voie où son action, dégagée de toute entrave financière, a pu librement s'exercer. Elle a considéré avec raison le travail

(1) La constatation en a été faite à Saint-Étienne et à Mende notamment.

(2) L'augmentation de plus en plus effrayante de la récidive pour les libérés sortant de ces maisons ne justifie que trop la nécessité de ces améliorations. (V. *Bulletin* 891, p. 430.)

comme une condition essentielle de moralisation dans les établissements destinés à l'exécution des courtes peines ; de même que dans ceux affectés à l'exécution des longues peines, elle a cherché à l'organiser de la manière la plus profitable à l'État et la moins nuisible à l'industrie privée. Les essais qu'elle a tentés dans la maison centrale de Landerneau pour des ouvrages exécutés au grand air en dehors de l'enceinte de la prison méritent d'être approuvés, comme mériteraient de l'être la création de pénitenciers agricoles semblables à ceux qui existent en Corse et celle de chantiers extérieurs, fonctionnant à l'abri de tout contact avec la population libre, non, ainsi qu'en Algérie, au profit des particuliers, ce qui, suivant nous, est tout à fait irrégulier, mais pour le compte et dans l'intérêt de l'État exclusivement et cela même en vertu d'une disposition nouvelle de la loi.

C'est en ce qui concerne les établissements destinés aux mineurs et mineures de moins de seize ans condamnés à l'emprisonnement ou acquittés comme ayant agi sans discernement que les réformes les mieux conçues ont été accomplies. M. Herbette présente sur le but à atteindre et sur les moyens à employer à leur égard des observations pleines de justesse. Le *Bulletin* de la Société a d'ailleurs parlé plus d'une fois dans les termes les plus élogieux de ces maisons en général et en particulier de celles des Douaires et de Saint-Hilaire (1888, p. 628 ; 1890, p. 149).

Il est toutefois un point sur lequel l'éminent auteur nous paraît céder à un sentiment trop empreint de ses préférences naturelles pour rester un appréciateur impartial : c'est lorsqu'en regard de l'œuvre accomplie dans les établissements pénitentiaires de l'État il met celle poursuivie dans les établissements du même genre dus à l'initiative privée. Si des incidents déplorables ont pu se produire dans deux de ces derniers et ont eu un douloureux retentissement, n'en relèverait-t-on pas d'autres, également fâcheux, dans ceux où l'administration exerce la surveillance la plus minutieuse par ses employés et ses fonctionnaires de tout ordre ? Ne se glisse-t-il pas des membres indignes dans le personnel choisi avec le plus de soin, et chez certains jeunes détenus ne rencontre-t-on pas des prédispositions au mal et des germes de corruption difficiles à combattre et à extirper ? Loin donc de vouloir imposer à l'État la charge exclusive du redressement de quatre ou cinq mille mineurs de moins de seize ans dont l'internement est reconnu nécessaire par la justice ou par les familles, il faut continuer, d'après nous, à laisser la même part d'action à l'initiative privée. Il

ne s'agit là que d'une lutte pour le bien et l'on peut affirmer sans crainte qu'une maison telle que celle de Mettray, qui a servi de modèle non seulement en France mais dans le monde entier, fait au moins autant pour l'amélioration morale de l'enfance et de la jeunesse vicieuses qu'aucun des établissements créés par notre administration. On ne saurait méconnaître, au surplus, que la religion est l'élément de réforme le plus puissant et que dans les maisons d'éducation pénitentiaire ou paternelle privées on lui ouvre un plus large accès que dans les autres.

M. Herbette développe dans un langage plein d'élévation la devise « réprimer le mal, ramener au bien », qui résume à ses yeux le programme de l'œuvre pénitentiaire. Il indique les qualités que doivent réunir, aux différents degrés de la hiérarchie ceux qui se vouent à la plus généreuse, mais en même temps à la plus délicate des missions, et à ce sujet il rend un légitime hommage au dévouement, à l'abnégation, à la sollicitude prévoyante que déploie un personnel éprouvé. C'est à l'heureuse influence que ce personnel exerce sur les détenus qu'il attribue, en particulier, les résultats obtenus au point de vue du travail. Le travail est organisé partout : on y voit prendre part même ceux qui sont considérés comme y étant le plus réfractaires, c'est-à-dire, les reléguables.

Parmi les réformes pour lesquelles M. Herbette se prononce, il en est une réclamée depuis longtemps par la Société générale des prisons, qui a fait l'objet des importantes communications de M. le pasteur Robin et du projet de loi de M. le professeur Duvverger : il s'agit de la maison de travail destinée à réprimer la mendicité et le vagabondage professionnels, des délinquants valides. M. Herbette regarde aussi la création de cette maison comme une mesure indispensable.

Il est impossible dans un rapide compte rendu de donner un aperçu suffisant de tout ce que renferme d'intéressant et d'utile le beau livre où, à l'occasion de l'Exposition de Paris de 1889 et du Congrès international de Saint-Petersbourg de 1890, on rencontre à chaque page les vues les plus judicieuses et les détails les plus instructifs. On doit le lire pour en apprécier exactement la haute valeur. L'auteur y a mis avec une richesse de renseignements et d'observations dont on ne saurait assez le remercier, ce que lui ont appris et suggéré neuf années d'incessants labours à la tête de l'administration pénitentiaire. Ce sera un honneur pour lui d'être

entré résolument dans la voie du progrès, d'en avoir franchi avec succès les premiers et difficiles obstacles et d'avoir semé dans une terre bien préparée désormais des idées généreuses et fécondes qui ne sauraient manquer de lever et de grandir pour le bien général.

CH. PETIT,
Conseiller à la Cour de cassation.

II

Maison centrale de détention d'Embrun.

Cette maison, ancien couvent de Jésuites, est, dit-on, la première maison centrale organisée en France. Il lui manque un mur de ronde et sa population est tombée à 223. Malgré cette diminution, la promiscuité la plus complète règne la nuit comme le jour, sauf une quarantaine de cellules réservées aux jeunes condamnés primaires.

Étant donnée l'exiguïté de la superficie totale, il est difficile de faire mieux, si on ne construit comme à Melun (supr. p. 705) des cellules de nuit. Un second remède serait peut-être de n'avoir ici que des condamnés récidivistes, de concentrer à Nîmes tous les condamnés deux fois et plus, et de réserver Albertville (la moins importante des trois) aux condamnés primaires.

Le directeur appelé ici dans des circonstances particulièrement difficiles, pour réprimer une révolte grave, est un homme énergique, rempli de zèle et d'initiative.

Tout ce qu'il peut faire est, malgré de grosses difficultés tenant à la situation économique de la région, d'organiser très activement le travail : tisseurs de velours, tailleurs, cordonniers, vanniers, menuisiers, ébénistes, ravaudeurs, etc.... Le chômage n'est jamais toléré ; la moindre complaisance des contremaîtres libres est sévèrement réprimée, l'entrepreneur (spécial pour la maison) est strictement tenu à l'exécution de son cahier des charges. Néanmoins il ne perd rien, tandis que celui d'Albertville perd.

En pareille occurrence, il était indiqué d'étudier la question de la mise en régie. Le directeur se rendit à Marseille, rechercha des relations commerciales et des acheteurs pour l'écoulement de ses produits. Il n'en put trouver que difficilement. La mise en régie entraînerait donc des frais assez considérables. On y sera cependant amené, tant à cause de ses avantages moraux et maté-

riels (1) qu'à cause de l'impossibilité probable de trouver des entrepreneurs.

La direction a fait plus. Et, dans ce pays si pauvre, où durant l'hiver aucun travail n'est possible, il a été prêté à Gap et dans les vallées éloignées des contremaîtres libres qui ont enseigné la vannerie aux paysans. De même des villages voisins on est venu à la maison centrale pour apprendre la vannerie et on a ainsi trouvé pendant les longs mois d'hiver un supplément de gain souvent hélas ! bien nécessaire. C'est ainsi qu'à l'imitation de ce qui se fait en Croatie (*Bulletin* 1886, p. 9) une maison de répression a pu devenir l'école d'apprentissage industriel du pays ! Elle y a créé *l'industrie buissonnière* des Russes !

Mais en ce qui concerne la moralisation, tous les efforts de la direction ne sauraient empêcher, vu la promiscuité, que les détenus sortent plus pervers qu'ils ne sont entrés.

Ce n'est cependant pas une raison pour ne pas accepter les offres de patronage qui sont faites par la Société centrale de patronage et surtout par la Société de patronage de Lyon (supr. p. 689) qui vient d'organiser ce même patronage à Albertville.

A cette occasion du reclassement des libérés, les directeurs des principaux établissements pénitentiaires français viennent de recevoir une curieuse lettre d'un compatriote émigré au Canada central, leur montrant les avantages de l'émigration en ce pays, les facilités de s'y créer une position avantageuse surtout quand on sait l'anglais. Et à ce propos il recommande aux directeurs de faire enseigner cette langue à leurs pensionnaires par ceux de leurs codétenus qui pourraient la savoir. Je fus vivement frappé de retrouver au fond de cette vallée des Alpes une idée féconde, déjà signalée par moi en Allemagne, où elle est largement appliquée (*Bulletin*, 1887, p. 347).

Quoi qu'il en soit, la plupart de nos colonies, Algérie comprise (2) me semblent peu propres à recevoir des agriculteurs non munis d'un capital relativement important : les chaleurs y sont trop fortes pour nos tempéraments et la main-d'œuvre indigène (kabyle et autres) y sera toujours préférée à celle de nos paysans. Pour semblable catégorie de libérés l'indication de cette lettre peut être précieuse.

(1) Avec le système de l'entreprise, les détenus sont trop bien nourris, la peine arrive à n'être plus inflictive. Sur les avantages de la régie, conf. *Bulletin*, 1890, p. 356.

(2) Voir inf. § VI, B.

Avant de terminer, je voudrais signaler une réflexion qui m'a été suggérée au cours de ma visite par le rapprochement de deux observations en sens contraire faites par deux inspecteurs généraux se suivant à une année d'intervalle. — J'approuve absolument le changement des personnes dans l'exercice de l'inspection. Les inspecteurs se contrôlent ainsi eux-mêmes, et d'autant mieux qu'ils le font à leur insu. C'est pour le directeur général le plus sûr moyen d'être exactement renseigné. Il peut cependant résulter un inconvénient de cette diversité fatale dans les appréciations : c'est que le directeur, fatigué d'avoir été blâmé en 1889, pour avoir fait ainsi, d'avoir été critiqué en 1890, pour avoir fait le contraire, n'arrive, ne sachant pas auquel entendre, à se désintéresser de tout perfectionnement, se borne à appliquer à la lettre ses règlements sans aucun souci de leur esprit ou des progrès nécessaires. Il faudrait que le directeur général, constatant dans deux rapports successifs des divergences d'appréciation, tranchât souverainement la question et fit connaître à tous les intéressés sa décision, qui constituerait arrêt de règlement.

A. R.

III

La « Carcel Modelo » de Vitoria, province d'Alava (Espagne).

Les grandes prisons cellulaires d'Europe sont connues, on les a décrites cent fois, mais il est intéressant d'étudier une prison plus modeste, parfaitement aménagée et appropriée aux besoins d'une petite ville. C'est pour cela que je me propose de résumer ici très brièvement ma visite à la « Carcel modelo » de Vitoria le 10 avril 1891.

Je commence par remercier l'alcade et le directeur de leur empressement à faciliter mon enquête. Le directeur, M. José Fresco y Anton, a même eu l'amabilité de me communiquer une notice rédigée par lui sur l'établissement confié à ses soins, et envoyée à l'exposition de Barcelone en 1888. Cette notice fort complète facilitera singulièrement ma tâche et je ne ferai que la résumer en y joignant quelques notes explicatives.

La prison cellulaire de Vitoria, commencée en 1857, a été inaugurée dans les premiers mois de 1861; elle a coûté environ 225.000 pesetas (y compris l'acquisition du terrain), ce qui donne

un peu plus de 3.000 francs par cellule. Ces frais furent supportés par la « Diputacion Provincial » (le conseil général) avec contribution de « l'Ayuntamiento » (municipalité). L'emplacement choisi se trouvait alors à l'extrémité de la ville sur la même ligne que l'hôpital de Santiago. Les agrandissements successifs de la charmante cité de Vitoria ont amené la construction de nombreux immeubles dans le voisinage, à une distance suffisante cependant pour ne compromettre en rien la salubrité et l'isolement relatif de l'édifice.

Sans m'attarder à parler des bâtiments en façade sur la rue qui renferment : le corps de garde, les salles affectées au tribunal, les logements du personnel, les bureaux, etc., j'arrive de suite à la prison proprement dite. Elle comprend trois galeries placées en forme de croix latine ; chacune de ces galeries a un rez-de-chaussée, deux étages et contient 24 cellules (12 de chaque côté), soit au total 72. Ces cellules sont vastes, aérées au moyen de grandes fenêtres de 0 m. 75 de hauteur sur 0 m. 95 de largeur. Les gros murs mesurent 0 m. 95 d'épaisseur, les murs intérieurs ont encore 0 m. 64. Ces dimensions permettent d'éviter la chaleur en été et le froid en hiver, si bien que la « Carcel » ne possède aucun appareil de chauffage quoique le climat de Vitoria soit assez rude.

Voici le mobilier de chaque cellule :

1° Un lit en bois fixé à la muraille, formé d'une planche peinte en noir, d'une paillasse, d'un oreiller, de deux draps et de deux couvertures. Grâce à un mécanisme fort simple ce lit sert de table et, maintenu au mur, il joue le rôle de tableau noir et peut être utilisé pour l'instruction des détenus.

2° Un petit banc, un essuie-mains, une cruche, un miroir, un peigne, un bougeoir, une assiette et un crachoir, tous deux en fer émaillé, une cuillère de bois, un balai, une tablette avec portemanteau, un calendrier américain (calendrier à effeuiller).

3° Des water-closets avec couvercle de bois et vase pour les eaux sales. Le service de propreté se fait chaque jour sans ouvrir la cellule au moyen d'une ouverture située à côté de la porte et fermant en dehors.

Chaque cellule a deux portes ; la première, en bois plein, percée d'un petit vasistas ; la deuxième distante de la première de 0 m. 60, se trouve coupée par un grand grillage assurant la surveillance. La porte extérieure peut rester entr'ouverte de façon à permettre aux détenus d'assister au saint sacrifice de la messe et aux autres

exercices religieux sans voir les autres prisonniers. Les serrures des deux portes sont simples et solides.

La disposition des galeries les fait converger vers un point central où est l'autel, élevé à la hauteur du premier étage, sur une plate-forme soutenue par huit colonnes de fer. A droite et à gauche de la plate-forme, communiquant par de petits ponts, existent la sacristie et le vestiaire.

Aux deux points de rencontre des galeries on a placé des couloirs et escaliers conduisant aux quatre préaux ainsi qu'aux étages supérieurs, desservis par des passerelles fixées solidement au mur et mesurant 0 m. 64 de largeur.

L'infirmerie située au second consiste en une pièce bien ventilée, à trois fenêtres, et ayant quatre lits de fer, munis de sommiers, matelas, etc. A l'extrémité de chaque galerie de larges baies répandent abondamment l'air et la lumière dans toutes les parties de la prison.

La « Carcel » de Vitoria était en premier lieu affectée au district « Carcel de partido » (1). Le décret du 15 avril 1886 l'a élevée au rang de prison du tribunal et correctionnelle « Carcel de audiencia y correccional ». Depuis cette époque « l'Ayuntamiento » et la « Diputacion » contribuent simultanément aux dépenses d'entretien.

On a passé des contrats avec la « Casa de Piedad » pour la fourniture des médicaments et des aliments destinés aux détenus à raison de 0 fr. 45 la ration journalière, composée de 650 gr. de pain de première qualité et de deux portions (ranchos) abondantes et bien accommodées de la même soupe que l'établissement donne à ses administrés et aux familles assistées par la confrérie charitable des secours à domicile. Tous les jours on établit une feuille indiquant les rations nécessaires le lendemain ; à la fin du mois il est dressé, en triple expédition, un état récapitulatif des sommes à rembourser.

Comme il n'existe pas à Vitoria de commission des prisons « Junta de Carceles », c'est la municipalité qui en remplit les fonctions et désigne à cet effet un « Regidor », charge qu'exercent

(1) La loi du 21 octobre 1869 répartit ainsi les établissements pénitentiaires :

1^o Depositos Municipales ;
2^o Carceles de Partido ;
3^o Carceles de Audiencia ;
4^o Presidios y casas de Correccion ;
5^o Colonias penitenciarias.

La construction de la grande « Carcel modelo » cellulaire de Madrid a été ordonnée par la loi du 8 juillet 1876.

durant un mois et à tour de rôle tous les membres de la municipalité. Sur la proposition du directeur, le « Regidor » de service autorise les achats au moyen de bons signés de lui et qui restent joints aux factures. Si les travaux ou acquisitions ont une certaine importance, l'affaire est soumise au préalable à « l'Ayuntamiento. »

Lorsque le directeur actuel fut nommé (1875), la guerre civile avait amené un encombrement excessif dans la prison ; on trouvait la nuit jusqu'à trois ou quatre prisonniers couchés par terre dans chaque cellule ; et durant la journée ils erraient à travers les préaux et couloirs. M. Fresco y Anton s'efforça de ramener un peu d'ordre et la cessation des hostilités lui permit de mettre l'établissement sur un bon pied. Il établit une école et, grâce à des dons généreux, fonda une petite bibliothèque (1). C'est également le produit d'un legs de 2.750 pesetas qui facilita la création d'un vestiaire permettant de donner aux détenus les objets d'habillement qui leur manquent.

Dispositions principales du régime intérieur. A six heures en été et au point du jour en hiver revue générale des cellules et autres dépendances de l'édifice ; les prisonniers se lèvent et après avoir nettoyé leurs cellules procèdent à leur toilette particulière. A dix heures on distribue une portion (rancho) et à cinq ou six heures du soir, selon la saison, un autre rancho. Durant la journée, les condamnés à des peines correctionnelles assistent deux heures à la classe en commun ; l'instruction est donnée aussi à ceux qui doivent rester isolés. Les premiers sont admis tous ensemble dans les préaux ; les seconds successivement. Un des quatre préaux est réservé aux femmes, en fort petit nombre d'ailleurs : ce préau spécial renferme les objets nécessaires pour laver le linge. Il est défendu aux détenus de chanter à haute voix ou de communiquer de cellule à cellule. Les parents peuvent venir les voir aux jours et heures déterminés. Le parloir est muni d'une double grille.

A 10 heures ou à minuit, nouvelle ronde générale, minutieuse : sont exceptées de cette visite, les cellules des femmes, on n'y pénètre jamais la nuit, la clef des chambres restant alors entre les mains du directeur. Le jour, le porte-clefs « Llaveró » et le sur-

(1) Circulaire de la Direction générale des établissements pénitentiaires, 1^{er} février 1885. « Trois ressorts importants doivent être mis en jeu pour arriver à l'amendement des détenus : Les pratiques religieuses, le travail et l'instruction primaire. » (*Bulletin* 1886, p. 662.)

veillant « vigilante » sont de service l'un après l'autre, et ils se trouvent remplacés le soir par un veilleur de nuit. Avec ces précautions constantes, on est arrivé à empêcher depuis longtemps toute tentative d'évasion. Il faut remarquer aussi à l'honneur de la population de Vitoria qu'elle ne fournit qu'un très faible contingent de prisonniers ; ils appartiennent presque tous à d'autres parties de la province ou du royaume.

La messe est célébrée par le chapelain les dimanches et jours fériés entre 7 et 8 heures du matin ; le chapelain adresse ensuite une allocution aux détenus, et, de concert avec le clergé de la paroisse Saint-Michel, s'occupe spécialement en octobre et au moment de Pâques, de les préparer à l'accomplissement de leurs devoirs religieux. La communion pascale donne lieu à une fête solennelle ; les autorités civiles et judiciaires y assistent.

Les conférences de Saint-Vincent-de-Paul choisissent parmi leurs membres une commission chargée de visiter chaque semaine les prisonniers (1), pour leur donner de bons conseils, leur apporter les plumes, papier, fournitures de classe nécessaires à l'enseignement, et un peu de tabac, cette denrée si chère aux Espagnols. Ces confrères s'occupent aussi de faire blanchir les effets personnels des détenus ; le blanchissage des draps, essuie-mains, taies d'oreillers, incombe à l'établissement.

Les condamnés correctionnels peuvent être soumis à l'emprisonnement cellulaire pendant la moitié de la durée de leur peine si elle ne dépasse pas un an ; et au tiers, au quart, au cinquième, au sixième de cette peine si elle est de deux à six ans. L'emprisonnement cellulaire ne saurait en aucun cas dépasser une année. Après ces diverses périodes, les condamnés sont mis en cellule la nuit et à certaines heures du jour, ils vivent en commun au préau, à l'école, à l'atelier ; on les emploie également au service général de la maison. Le directeur, afin d'éviter les effets de l'isolement prolongé qu'il considère comme funestes pour des tempéraments méridionaux a soin que les détenus, maintenus en cellule, soient visités fréquemment, qu'on leur enseigne à lire et à écrire et les principes de l'arithmétique. Les prisonniers peuvent travailler dans leur chambre, au métier de tailleur par exemple, mais il ne faut pas se dissimuler que cette question du tra-

(1) Règlement de la prison cellulaire de Madrid, 8 octobre 1883, titre VI art. 158. « Le directeur facilitera la mission charitable des associations de bienfaisance qui ont pour but d'instruire et de moraliser les détenus. » (*Bulletin*, 1884, p. 959.)

vail laisse partout beaucoup à désirer de l'autre côté des Pyrénées: le rapport précédant le décret royal du 29 avril 1886, contient les aveux les plus instructifs à ce sujet. « Il existe en Espagne, dit le rapport, une population de 19.000 détenus et parmi eux il s'en trouve 15.000 dans les «Présidios» (maisons de force) qui ne travaillent pas au grand préjudice de leur santé et de leur amendement; ils privent ainsi l'État de revenus importants (1)».

Au début de la notice que je me suis borné à analyser, M. Fresco y Anton dit que la «Carcel» de Vitoria est une copie réduite de celle de Bordeaux. On connaît hélas! l'état actuel du fort du Hâ, l'encombrement qui règne dans cette ancienne maison cellulaire transformée en maison commune. Qu'il serait désirable de voir les administrations départementales appliquer résolument la loi de 1875 et construire de petits édifices analogues à celui que nous venons de décrire. On aurait alors, sans dépenses excessives, des établissements modèles, dans lesquels l'ordre serait facilement maintenu et qui assureraient, avec la répression légitime des fautes commises, un amendement sérieux des coupables. C'est pour cela que j'ai tenu à appeler l'attention sur la «Carcel modelo» de l'ancienne capitale de l'Alava, dont l'idée primitive a été empruntée à la France et que nous pourrions à notre tour copier, avec avantage, dans bon nombre de départements.

LÉON LALLEMAND,

*Membre correspondant de l'Académie Royale
des sciences morales et politiques d'Espagne.*

IV

La colonie d'Érythrée et la déportation (2).

Dans une lettre au député De Zerbi, publiée par la *Rivista di disciplina carceraria*, notre éminent collègue, M. Beltrani-Scalia

(1) Règlement de la prison de Madrid, art. 179-182.

Le produit du travail des condamnés se répartit de la manière suivante :

33 p. 100 à l'État,

33 p. 100 versés au pécule du détenu,

34 p. 100 servant à éteindre les obligations civiles contractées par le condamné (amendes, indemnités, etc.).

S'il n'existe pas d'obligations civiles:

50 p. 100 à l'État,

50 p. 100 versés au pécule.

(2) Conf. *Bulletin*, 1885, p. 651; 1887, p. 359.

traite, avec une grande vigueur de raisonnement, la question de la déportation qui correspond à notre transportation.

M. De Zerbi dans une brochure ayant pour titre : « L'enquête sur la colonie d'*Érythrée* », s'était proclamé le champion de la déportation et avait signalé M. Beltrani-Scalia comme un adversaire acharné.

M. Beltrani-Scalia rappelle les divers congrès où la question a été étudiée.

En 1872, le congrès pénitentiaire international de Londres ne voulut émettre aucun vœu à ce sujet. La question fut reprise au second congrès de Stockholm et, contre l'avis de la majorité des délégués français, on vota la résolution suivante : La peine de la transportation présente des difficultés qui ne permettent pas de l'adopter dans tous les pays, ni d'espérer qu'elle y réalise toutes les conditions d'une bonne justice.

La question ne fut plus remise à l'étude, ni au congrès de Rome en 1885, ni à celui de Saint-Pétersbourg en 1890.

Aucun des congrès spéciaux qui se réunissent annuellement ne s'est montré favorable à la peine de la transportation. La plupart en ont signalé les graves inconvénients : ainsi l'assemblée tenue à Calcutta en 1877, la réunion générale des fonctionnaires pénitentiaires de l'Allemagne tenue à Francfort en 1886, le congrès colonial de Paris en 1890.

Plusieurs nations ont réformé leur législation pénale dans ces dernières années : aucune n'a inscrit la transportation dans son code. Donc au point de vue juridique, on ne peut pas dire qu'elle ait gagné du terrain.

Au point de vue pratique, il faut distinguer. Si l'on applique la transportation à des condamnés pour un temps relativement court, soit qu'on leur permette de rentrer dans la mère patrie à l'expiration de leur peine, soit qu'on les oblige de rester dans la colonie, M. Beltrani-Scalia repousse cette mesure comme nuisible et coûteuse : nuisible et coûteuse, au cas du retour, parce que les dépenses d'établissement, de transport, de rapatriement seraient très considérables ; parce qu'il se produirait entre la mère patrie et la colonie un mouvement flottant de condamnés, offrant les plus grands périls ; parce que la peine perdrait ses caractères d'exemplarité et d'intimidation.

La situation n'est pas meilleure si l'on contraint les condamnés libérés à rester dans la colonie, comme un noyau de population libre : parce qu'une agglomération de libérés dans le lieu même

où ils ont subi leur peine constituerait un danger permanent pour la sûreté, une menace grave pour la discipline, un obstacle à la résipiscence des bons qui se trouveraient toujours sous la domination des incorrigibles; parce que les condamnés adultes qui s'amendent ne sont pas, malheureusement, en majorité et qu'avec des éléments corrompus et avilis par le vice et la prison, il n'est pas possible de donner la vie à une colonie libre; parce que les colonies libres ne sauraient se constituer et prospérer sans l'élément de la famille et que la constitution de la famille est impossible avec la transportation, à moins que par famille on veuille entendre ces honteux accouplements d'assassins et de faussaires avec des prostituées et des voleuses; parce que les colons libres ne vont pas s'établir dans les colonies pénales, comprenant qu'ils seraient absorbés et étouffés par ce milieu pestiféré; parce qu'on n'y attirerait pas les capitaux, nécessaires plus encore que la main-d'œuvre pour la formation de colonies prospères; parce qu'en un mot ce serait comme si l'on transportait loin de la mère patrie toute une colonie de nos détenus domiciliés, ce qui suffit pour stigmatiser l'institution proposée.

Si l'on voulait appliquer la transportation aux condamnés soit à vie, soit à une longue peine (plus de vingt-cinq ans), après qu'ils auraient subi dans la mère patrie la période sévère de la séquestration cellulaire, si on les destinait à l'exécution des travaux publics indispensables aux colonies libres tels que ports, routes, canaux, etc., en ce cas M. Beltrani-Scalia approuverait la mesure: parce que la peine, tout en perdant quelques-uns de ses caractères juridiques, serait sans doute plus efficace comme intimidation; parce qu'on ferait disparaître de la mère patrie un levain de corruption mortelle; parce que le fait de savoir éloignés, et pour toujours, les condamnés incorrigibles enlèverait beaucoup de leur force et de leur audace aux associations de malfaiteurs et mettrait la justice à même de découvrir une foule de crimes qui restaient inconnus ou mystérieux par l'épouvante qu'inspirent les criminels, même enfermés dans les maisons de détention ordinaires; parce que les évasions de la colonie seraient difficiles et que le petit nombre d'évadés ne constituerait plus une menace sérieuse.

Si l'on adoptait ce mode de transportation, les conditions devraient en être établies avec précision et exécutées avec rigueur: c'est indispensable pour le succès.

Ainsi, pas de constructions coûteuses, mais de simples baraques

mobiles pouvant contenir chacune 50 condamnés; adaptées de manière à garantir la moralité pendant la nuit, en supprimant tous les accessoires nécessaires dans les prisons ordinaires;

Pas d'espoir pour les condamnés de retourner dans la mère patrie ni de s'établir au cœur de la colonie, en obtenant des concessions qui doivent être exclusivement réservées aux colons libres et honnêtes;

Pas d'exception à la règle générale de faire travailler les condamnés dans l'intérêt exclusif de l'État;

Pas de dépendance des condamnés envers l'autorité civile; soumission absolue à l'autorité militaire et à une discipline toute spéciale, indispensable pour les contenir.

Aurons-nous, dit M. Beltrani-Scalia, le courage de faire des lois qui réalisent ces principes et ces lois faites, aurons-nous le courage de les exécuter sans exception ni faiblesse? Si oui, la transportation pourra donner de bons résultats matériels et moraux, si non, on fera sagement d'y renoncer pour ne pas courir au devant de repentirs et de désillusions qui coûteraient trop cher au pays.

L'essentiel est que la transportation constitue une période rigoureuse d'expiation et ne soit pas une peine par elle-même; qu'on l'applique aux condamnés à vie ou à des peines très longues; que les transportés perdent tout espoir de retourner dans la mère patrie et bornent leurs aspirations à améliorer leur sort, en travaillant au profit de l'État; qu'ils ne deviennent jamais un objet d'envie pour les colons libres.

Deux grandes nations ont seules appliqué la transportation sur une large échelle: la Russie et la France. La Russie est dans une situation tout exceptionnelle à cet égard. La France n'a pas à se louer, jusqu'ici, des effets de la transportation, surtout au point de vue de l'intimidation. On a pu dire que la Nouvelle-Calédonie était devenue *le paradis terrestre des repris de justice*. M. Beltrani-Scalia rappelle les vives critiques faites par le député Le Myre de Vilers, au cours de la discussion du budget de 1891. Un transporté coûte 1.139 francs par an, tandis qu'en France il coûterait 328 francs; et malgré des sacrifices aussi considérables, la criminalité, par suite de l'insuffisance de la répression, s'est développée d'une manière effrayante.

Constatant que la France, pour se débarrasser de 41.744 condamnés transportés à Cayenne et à la Nouvelle-Calédonie depuis 1852, a dépensé 248 millions, M. Beltrani-Scalia se demande s'il n'aurait pas été beaucoup plus utile de consacrer une somme aussi

considérable à compléter le système pénitentiaire de la mère-patrie.

Il croit que les criminalistes français, même les plus favorables au maintien de la transportation, veulent qu'elle soit appliquée d'une manière différente, c'est-à-dire aux seuls condamnés à vie, en les soumettant à une discipline de fer, en ne leur donnant que la nourriture strictement nécessaire à leur subsistance pour les forcer à se procurer le reste par leur travail.

Il y a dans la lettre de M. Beltrani-Scalia qui est comme le sommaire d'une argumentation aussi précise qu'énergique, des vérités excellentes à méditer. Nous y trouvons beaucoup d'idées justes qui, nous en sommes convaincus, pourraient être spécialement fécondes en applications pour la réforme de notre système de transportation et la réorganisation de nos colonies pénitentiaires.

CAMOIN DE VENCE.

V

Asiles d'aliénés belges.

Nous lisons dans la *Belgique judiciaire* du 22 mars 1891, n° 24, un long article, fort intéressant sur les aliénés criminels donnant lieu dans ce pays à la présentation d'un projet de loi qui va être discuté sans retard, et où il s'agit de modifier profondément les attributions respectives du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire en cette matière spéciale, « et de détruire en même temps la ligne de démarcation très nette maintenue dans la législation belge entre le domaine de la répression et celui de la bienfaisance. »

Ces changements sont réclamés, paraît-il, par les spécialistes, « qui en dehors du domaine de la médecine, se préoccupent des garanties dues à la sécurité publique partout où elle peut se trouver menacée. »

Le savant M. A. Gautier de Rasse, ancien administrateur des prisons et de la sûreté publique à Bruxelles, ne paraît pas être de l'avis du projet de loi présenté, et semble craindre au contraire que ledit projet de loi, loin de réaliser un progrès n'ait pour résultat de détruire l'harmonie des dispositions de la loi belge du 25 janvier 1874.

La création d'asiles spéciaux, dit-il, « sans sauvegarder davantage la sécurité publique, serait un acte de cruauté et d'inhu-

nité, vis-à-vis d'êtres misérables auxquels on imprimerait une flétrissure indélébile.

« Loin de favoriser la guérison des malades, cette organisation la rendrait plus difficile.

« La substitution de décisions judiciaires aux simples réquisitions du ministère public pour l'admission des aliénés dans les asiles n'est pas heureuse en une matière où le dernier mot doit nécessairement appartenir à l'autorité administrative. »

Nous ne pouvons partager cet avis, pour la France tout au moins, où les préfets, pour ne pas dépasser les limites du crédit qui leur a été ouvert, se trouvent dans l'obligation de restreindre le nombre des aliénés à entretenir, et doivent saisir avec empressement toute occasion qui leur est offerte d'alléger la dépense, en laissant rendre à la liberté des aliénés qui menaçaient de s'éterniser dans l'asile départemental.

Aussitôt rentrés dans la société, beaucoup de ces anciens malades, sous l'influence des excitations et des excès qui les avaient une première fois privés de l'intégrité de leurs facultés, perdront de nouveau la raison, et les tribunaux verront ainsi reparaitre fréquemment devant eux des inculpés qu'ils doivent encore acquitter et qui se trouvent, en quelque sorte, en possession d'un brevet d'impunité. Cette situation engendre une espèce de conflit entre la magistrature et l'administration ; et il en résulte, à un autre point de vue, un péril pour la société qui est contrainte de supporter au milieu d'elle des individus à folie intermittente.

La question étant ainsi posée, il paraît difficile de ne pas reconnaître qu'il est utile d'introduire dans la loi un chapitre relatif aux aliénés criminels (*Bulletin* 1888, p. 764; *supr.* p. 156).

Nous sommes donc d'avis contrairement à l'opinion du signataire de l'article, que le projet de loi présenté en Belgique, mérite toute l'attention du législateur.

Dans plusieurs États étrangers la question de démenée est résolue directement par le jury, et lorsqu'on a voulu tempérer les droits de l'administration dans le but d'éviter la mise en liberté prématurée des aliénés ayant commis des crimes ou des délits, on a eu recours soit aux tribunaux, soit aux commissions spéciales de surveillance qui fonctionnent avec tant d'utilité en Angleterre, en Norvège, en Amérique.

Il est bien certain pourtant que chaque nation a besoin de lois appropriées à son caractère particulier, et par suite il est bien

difficile de faire passer un texte d'un pays dans un autre même en le modifiant.

En conséquence ce qui nous paraît utile pour la France n'est peut-être pas bon à appliquer en Belgique et nous n'osons être affirmatif sur la solution à adopter à l'étranger.

Ainsi certains législateurs étrangers admettent qu'un aliéné déclaré irresponsable peut être interné indéfiniment par ce seul motif qu'il avait commis un crime grave. Nous ne sommes pas de cet avis et, d'après nous, nul n'a le droit de séquestrer un aliéné guéri. Pourtant la société a le droit de se défendre, et il est juste qu'elle puisse faire déténir par mesure préventive l'homme qui, irrésistiblement poussé au crime, a cessé de subir cette impulsion par le fait de la séquestration, mais qui, rendu à la liberté, se trouverait placé sous l'empire de ses redoutables hallucinations.

Mais, s'il convient de conserver dans des asiles certains aliénés déterminés, qui prendra cette décision ? — En France où la police préventive appartient au pouvoir administratif, nous pensons que les tribunaux ne doivent intervenir que pour faire cesser les séquestrations arbitraires. — Ce que l'on peut souhaiter pour les aliénés intermittents, pour les alcooliques incorrigibles, c'est une mesure préventive, et la crainte d'une rechute ne sera jamais l'élément d'une décision judiciaire. Du reste quelles que soient les mesures spéciales à prendre vis-à-vis des aliénés criminels, on ne peut refuser aux préfets le droit de séquestrer d'office les aliénés dangereux ; et que feront-ils si les tribunaux ou les commissions spéciales laissent vaquer en liberté des individus considérés à tort comme inoffensifs ? Tout en étant responsables de l'ordre public, ils ne peuvent être désarmés. Il paraît donc indispensable que les préfets aient la possibilité de prendre sans délai les précautions dictées par les circonstances.

D'un autre côté aux termes de la loi française, toute personne retenue dans une maison d'aliénés, les parents, les amis du séquestré peuvent se pourvoir devant le tribunal qui peut ordonner la sortie immédiate. Or, comment concilier cette disposition avec une autre loi autorisant l'administration à s'opposer à la mise en liberté ? — En conséquence, les tribunaux étant en France les gardiens nés de la liberté individuelle, on ne peut priver les aliénés criminels du mode de recours qui est ouvert à tous les aliénés.

Tout ce qu'on peut craindre c'est que les préfets, en présence des certificats des médecins, n'osent pas toujours prendre la res-

ponsabilité d'une séquestration prolongée. Il convient donc, je pense, de justifier leur autorité, de s'adresser aux membres du parquet qui, tout en étant magistrats, sont aussi des administrateurs. En conséquence, les officiers du parquet sont d'après nous en situation de désigner aux préfets ceux des aliénés acquittés qui doivent être séquestrés, et, pour éviter l'inconvénient d'une résistance possible, il faut admettre que le ministère public aura le droit de requérir l'internement et que le préfet sera tenu de se conformer provisoirement aux réquisitions qui lui seraient adressées.

Pour la sortie nous pensons aussi que le Préfet doit s'entendre avec le parquet, et qu'il devra de la sorte trouver un appui pour résister aux demandes de sortie. Pour éviter tout conflit, il conviendrait d'admettre que le désaccord entraînerait la séquestration, et que la mise en liberté ne pourrait intervenir que sur l'avis conforme du procureur de la République.

Bien entendu que les réclamations légitimes pourraient toujours se produire, et le séquestré, sa famille, ses amis, doivent conserver le droit de se pourvoir devant la chambre du conseil du tribunal, conformément à la loi de 1838.

En conséquence, les raisons qui ont amené d'autres puissances à créer des établissements spéciaux pour les aliénés criminels nous font penser qu'il y a lieu de provoquer en France l'installation de maisons de ce genre, car il est certain que les aliénés intermittents, comme le sont souvent les aliénés criminels, engendrent des troubles dans les asiles, et d'autre part, on peut craindre que les individus, qui ont commis des crimes, ne soient un objet d'éloignement pour les autres malades, et une cause de réclamation de la part des parents qui sont obligés de faire interner un des leurs. Cette innovation aurait en outre pour résultat de diminuer le nombre des simulateurs, qui n'ayant plus en perspective les chances d'évasion et le régime adouci des maisons de santé, renonceraient à en imposer aux médecins et à la justice.

E. PROUST.

Texte des principaux articles du projet de loi belge.

ARTICLE PREMIER. — Il sera établi aux frais de l'État, sous la dénomination d'asile spécial de l'État, des asiles affectés à l'internement et au traitement des aliénés et des malades des deux sexes qui sont l'objet des dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Les condamnés aux travaux forcés, à la réclusion et

à l'emprisonnement correctionnel, atteints d'aliénation mentale, sont internés dans un asile spécial de l'État.

Lorsque l'aliénation mentale s'est déclarée pendant que le condamné subissait sa peine, le transfèrement dans un asile spécial de l'État a lieu sur la réquisition de l'officier du ministère public près la cour ou le tribunal qui a prononcé la condamnation.

L'internement dans l'asile spécial de l'État, est toujours imputé sur la durée de la peine.

ART. 3. — La Cour d'assises, en chambre du conseil, lorsqu'elle estime qu'il y a lieu de rechercher si l'accusé qui a été l'objet d'un verdict de non culpabilité, n'est pas atteint d'aliénation mentale, peut, après l'acquiescement, le renvoyer devant la chambre du conseil du tribunal de première instance, séant dans la même ville, et ordonner qu'il sera provisoirement placé dans un asile spécial de l'État.

ART. 4. —

L'internement dans un asile spécial de l'État sera ordonné lorsque l'aliéné aura manifesté des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie et lorsque ses mœurs dépravées ou ses habitudes perverses le rendraient dangereux pour les autres malades.

ART. 7. — Les individus dont l'internement dans un asile spécial de l'État a été ordonné pour cause d'instincts homicides ou de penchant au viol ou à l'incendie, ne sont mis en liberté qu'en vertu d'une décision rendue par le Comité d'inspection et de surveillance de l'asile, sur le vu de la déclaration mentionnée au § 1^{er} de l'art. 3 de la loi du 25 janvier 1874.

.....

Donné à Lacken, le 14 avril 1890.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice.

J. LE JEUNE.

VI

Bibliographie.

A. — *L'accusé devant la loi pénale* (1).

Dans un volume de plus de trois cents pages substantielles, M. Marcy, auquel la législation comparée doit déjà une intéres-

(1) Par Henry Marcy, ancien magistrat, conseiller d'arrondissement de Nice. Chez Pichon, rue Soufflot, 24.

sante étude sur la procédure pénale italienne comparée, vient de recueillir, en les annotant, un certain nombre des principales lois pénales de l'Europe; les criminalistes français, liront avec profit ce laborieux résumé; ils y trouveront sinon le développement méthodique des diverses théories soulevées par les projets de réforme du Code d'instruction criminelle, au moins des éléments variés de comparaison et des citations empruntées principalement aux Codes italien et allemand. Est-ce à dire que toutes les innovations introduites dans les législations voisines constituent de véritables progrès et qu'on doive les admettre sans réserve? La conclusion serait excessive; les lois pénales se rattachent d'une façon trop intime aux traditions, aux mœurs et au tempérament des peuples, pour qu'elles puissent être les mêmes pour tous; elles doivent, tout en se conformant à quelques principes supérieurs et universels, conserver leur caractère national; il n'en est pas moins intéressant d'observer sans parti pris la marche des législations voisines de peur de s'attarder dans une fâcheuse immobilité.

L'auteur, dont ce n'est pas assurément la tendance, examine ainsi tour à tour le fonctionnement des diverses juridictions pénales chargées d'apprécier la prévention d'abord, l'accusation ensuite; et il adopte le plus souvent les solutions admises par les Codes étrangers. Il critique en s'appuyant sur la législation italienne, allemande et espagnole la jurisprudence française laissant en cas d'acquiescement subsister le droit de la partie lésée d'intenter une action civile en dommages-intérêts; il souhaite de voir introduire dans nos lois la prescription de la loi italienne, frappant de suspension ou de destitution tout officier de police révélant les secrets de leurs enquêtes; il demande comme dans d'autres pays la pluralité des experts, l'assistance des magistrats aux expertises; il trouve que nous sommes trop loin des lois anglaises voulant que la liberté provisoire ne soit pas seulement dans la loi, mais soit la loi commune; et dans un de ses meilleurs chapitres traitant la question de la durée des peines, il félicite le Code italien d'avoir consacré le principe de l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine.

L'auteur se plaît à proclamer que ses critiques, lui sont inspirées, suivant ses expressions, par le désir de « voir en France la procédure pénale, libérale, ferme, humaine et grande entre toutes »; il exprime, en terminant, le vœu qu'il soit procédé à la refonte générale des Codes criminels à l'exemple des autres nations.

Ce vœu n'a rien de chimérique; déjà le législateur s'occupe de le réaliser; des commissions ont été nommées à l'effet de reviser le Code pénal dans son ensemble, de préparer une loi sur le casier judiciaire; et depuis 1879 les Chambres sont saisies d'un vaste projet de réforme du Code de procédure criminelle; il faut désirer seulement que la bonne volonté du Parlement soit moins lente; un travail, comme celui de M. Marcy, ne peut que contribuer à la réveiller et à hâter des réformes dont personne ne conteste l'utilité, mais qu'on sacrifie trop volontiers aux stériles incidents de la *politique*.

A. G.

B. — *Colonisation pénale en Algérie.*

M. Émile Acollas a une particulière compétence pour traiter la question si complexe de l'utilisation de la main-d'œuvre des détenus des maisons centrales d'hommes. Il propose de l'appliquer à des travaux publics de colonisation en Algérie.

Il commence par constater que dans les 16 millions que nous coûte l'administration pénitentiaire, les maisons centrales entrent pour 3 millions, et que, dans le million produit par le travail industriel de tous nos établissements pénitentiaires, ces mêmes maisons ne font entrer que 400.000 francs. D'où il conclut « que, en tant qu'opération industrielle, l'œuvre accomplie dans les maisons centrales d'hommes est indéfendable ».

Il constate en outre que, pour des causes diverses, le travail industriel a une tendance marquée à s'éloigner des prisons, d'où la conséquence que la journée payée par l'État aux entrepreneurs ne fait que s'accroître depuis trente ans pour les maisons centrales d'hommes et y a presque doublé.

Il passe ensuite en revue les 50 industries exercées dans ces établissements et il déclare qu'elles ne sont nullement de nature à améliorer le détenu, à lui procurer un métier utile à l'époque de sa libération, surtout avec l'abusives division du travail. Pour réveiller son énergie morale, pour faire résurgir en lui le ressort de la volonté, il faut un autre travail, un autre régime.

Il conclut qu'il faut chercher hors de France, au-delà du Tell, le champ où doit s'exercer l'activité de nos 3.000 réclusionnaires et 7.000 correctionnels valides. En Algérie, dit-il, l'Arabe indolent et indifférent ou hostile ne peut nous fournir l'aide néces-

saire pour défricher ces immenses espaces, pour faire les innombrables travaux nécessaires à la colonisation; l'Espagnol, l'Italien, le Marocain n'y peut suffire. Employons-y nos condamnés des maisons centrales. De quelle manière? En établissant dans chaque province un dépôt central, sur les hauts plateaux, d'où seraient détachés des groupes pénitentiaires sur tous les points où les appelleraient les besoins et où ils formeraient des stations.

Tel est le plan exposé par M. Acolas dans la *Revue 'Bleue* du 23 mai et qu'il se propose de développer ultérieurement.

Nous ne nous arrêterons pas à la question de l'échelle des peines qui se trouverait ainsi bouleversée, parce que cette question peut se trouver résolue, plus ou moins bien, en quelques articles législatifs, comme le promet la proposition rapportée en tête de ce *Bulletin*. Mais nous ferons quelques objections d'ordre moral et d'ordre pratique.

D'abord la question économique ne doit venir qu'en tout second rang dans les préoccupations de l'administration pénitentiaire. Le côté moral est de beaucoup le plus important. Ce qui importe avant tout, ce n'est pas de savoir ce que rapporte le condamné, c'est de le mettre dans les conditions les plus favorables pour se réhabiliter après sa libération. Or toutes les accusations dirigées contre le régime industriel des maisons centrales disparaissent avec le système de la régie. Celui-ci coûte peut-être un peu plus cher (à Melun il est extrêmement avantageux!), mais du moins il permet d'apprendre un métier utile et pratique au condamné, il permet sa moralisation, si d'ailleurs cette moralisation n'est pas empêchée par la promiscuité (*Bulletin*, 1890, p. 356).

Par le transfèrement en Algérie facilite-t-on cette réhabilitation? La promiscuité y sera encore plus grande, car la surveillance y sera bien moins étroite que dans une maison close. Obtiendra-t-on les bénéfices rêvés? Je crois que la somme de travail fourni sera bien minime, car, sous le soleil du Sud algérien, bien peu de nos compatriotes, je parle même de ceux qui sont agriculteurs, seront capables de labourer, de faire des terrassements et tous les durs travaux de la colonisation. — Et après la libération, que deviendront-ils? Affaiblis par le climat, ils seront hors d'état de prêter un utile concours aux colons libres, et, alors comme aujourd'hui, ceux-ci leur préféreront le Kabyle qui, lui, n'est point indolent, le Marocain, le Maltais, l'Italien, l'Espagnol qui viendra tant qu'on l'attirera par un gain suffisant.

Nous assistons à un travail de reconstruction de tout notre système pénitentiaire. Je ne crois pas, pour ma part, à la vertu des peines extracontinentales, parce que tous nos climats coloniaux sont trop chauds. Mais, d'autre part, je préfère de beaucoup les travaux publics exécutés en Algérie à ceux tentés en Calédonie et en Guyane (*Bulletin*, 1889, p. 413). Si le régime des peines exécutées en plein air dans nos colonies devait triompher dans notre nouvelle législation, il est certain que les idées émises par M. Acollas devraient être prises en très sérieuse considération par les pouvoirs chargés de l'appliquer. Nous attendrons d'ailleurs, pour les juger définitivement, la fin de sa substantielle étude.

A. R.

VII

Informations diverses.

Petite et Grande Roquette. — Lyon. — Hautes et Basses-Alpes. — Mendicité. — Comité central des œuvres de travail. — Assistance aux familles des détenus. — Casier judiciaire. — Mission en Hollande. — Prisons de Rome au XVI^e siècle. — Côtes-du-Nord.

PETITE-ROQUETTE. — La population de cette maison d'éducation correctionnelle a été en 1890, de 300 en moyenne. Elle est extrêmement variée. Au jour de ma visite (6 avril) elle se composait de :

Jeunes détenus	{ prévenus.....	71
	{ renvoyés en correction (article 66).....	37
Jeunes détenus condamnés par application de l'article 67 (en tout 4 par an).....		2
Correction paternelle	{ placés par parents.	30
	{ — l'Assistance publique..	7
Condamnés de plus de seize ans (jusqu'à vingt ans).....		10
Jeunes détenus passagers.....		»
Contrevenants (la moyenne est de 30 à 35).		7
Dettiers	(— — 14).	2

Auxiliaires (indigents hospitalisés à Nanterre et prêtés par cet établissement pour les services intérieurs de la Petite-Roquette) : 19 hommes et 4 femmes.

Sur la première catégorie, je ferai remarquer que la détention à la Petite-Roquette tend à diminuer de plus en plus comme durée, au fur et à mesure que diminue la population de nos colonies pénitentiaires. Le temps passé par eux à la Petite-Roquette n'est plus que de trois mois environ et il sera inférieur à ce chiffre quand la nouvelle jurisprudence des tribunaux correctionnels (1) aura produit tous ses effets.

Sur la quatrième catégorie, je noterai que les majeurs de seize ans ne subissent ici que des peines variant de un mois à un an, c'est-à-dire, avec la réduction du quart (loi de 1875), ne restent jamais plus de neuf mois.

Le travail est bien organisé. Mais en raison du court temps passé dans la maison, on ne peut exercer de métiers exigeant un apprentissage sérieux : on se contente donc d'y confectionner des fleurs artificielles, des ballons, des tapis en cuir factice, des pointes d'acier, des perles (enfilage, rotinage et bobinage). Les ouvriers d'une même profession sont tous cantonnés dans la même galerie pour faciliter la surveillance des contremaîtres.

Le service religieux est peu actif : l'aumônier ne vient que le samedi et le dimanche pour la confession et l'office ; on ne fait pas aux enfants le catéchisme, sous prétexte qu'ils ne font que passer dans l'établissement.

J'admire la superbe chapelle-école alvéolaire.

Mais l'aménagement intérieur n'est plus à la hauteur des exigences de la science (*Bulletin*, 1887, p. 579). Les corridors sont bas, étroits, lugubres ; les cellules ont un cube d'air insuffisant, elles ne possèdent ni fosse d'aisances, ni bec de gaz, ni sonnette d'appel, ni lavabo, ni ventilateur, ni bouche de chaleur. On remédie à ces vices en faisant conduire aux cabinets d'aisances par un gardien l'enfant qui lui a fait un signe au moyen d'une tige de bois passée dans le grillage de sa porte, en faisant aérer la cellule au moyen d'une fenêtre d'ailleurs trop étroite.... (Conf. *Bulletin*, 1888, p. 352) ; mais combien pareils remèdes sont primitifs ! Le service des surveillants devient très pénible, même avec 34 détenus seulement pour chacun, et il exige un personnel très nombreux : 27 fonctionnaires ou agents, sans compter les deux instituteurs, notre savant collègue M. le Dr Motet et son

Bulletin, 1890, p. 701. J'ai critiqué (même année p. 506 et 511) l'exagération de cette jurisprudence qui a pour effet de soustraire à l'austérité de l'éducation correctionnelle une foule d'enfants auxquels cette discipline est absolument nécessaire (Conf. 1890, p. 158).

adjoint, M. l'aumônier Valadier, les 6 contremaîtres libres de l'entreprise générale, dirigée par un gérant.

Le nombre des préaux n'est pas suffisant pour permettre de donner plus d'une heure de promenade à chaque enfant : on comprend que leur santé pourrait en être atteinte à la longue, étant donné surtout que leurs occupations sont toutes très sédentaires, si on n'avait le soin de leur faire faire pendant la seconde demi-heure (après les soins de propreté au lavabo) des exercices gymnastiques. Grâce à ces précautions la moyenne des malades en décembre-février n'a pas dépassé 6, en y comprenant les blessés, les vénériens (nombreux chez les grands) et les auxiliaires venus de Nanterre. Aujourd'hui cette moyenne est tombée à 4.

Néanmoins cette prison est condamnée à disparaître. Le conseil général, à sa prochaine session, doit examiner un projet en vertu duquel la Petite-Roquette serait transférée sur le plateau du Plessis-Piquet ou à Montesson, pour y constituer une colonie agricole (1), et remplacée par la 2^e section de Saint-Lazare dont l'emplacement serait mis en vente (supr. p. 159).

GRANDE-ROQUETTE. — Le dépôt des condamnés contient trois catégories de condamnés : 1^o des récidivistes ayant à purger des condamnations de trois mois à un an ; 2^o des condamnés à de longues peines (2) attendant leur transfèrement dans les maisons de force ; 3^o des relégués ayant à subir une longue peine (3).

La population était de 170 au 6 mai ; elle pourrait atteindre 450 ou 500.

La promiscuité la plus complète règne pendant le jour. Pour la nuit, 150 petites chambres ont été divisées en deux par des cloisons en planches (l'unique fenêtre éclairant les deux moitiés), et permettent d'isoler, relativement, 300 condamnés (*Bulletin*, 1887, p. 593).

Un instituteur et un aumônier, M. l'abbé Faure, veillent au régime moral.

Les ateliers sont disposés autour d'une vaste cour : brochage, perles, rempaillage de chaises, paniers d'enfants, découpage de

(1) Conf. *Bulletin*, 1890, p. 595.

(2) Ce sont des condamnés à plus d'un an ; ils ne restent que peu de jours, quarante au maximum. — Quant aux forçats et aux réclusionnaires, ils sont mis à la Santé en cellule (supr. p. 608).

(3) Les relégués condamnés à moins d'un an restent à Mazas.

papier, bouchons à bolduc, charnières. Au-dessus des ateliers sont trois étages de cellules de nuit ; les dortoirs en commun sont au nord, du côté de l'entrée.

Autour d'une deuxième cour se trouvent installés les services de l'infirmerie (10 malades seulement, les cas graves sont traités à la Santé), le quartier des séparés (9 jeunes gens de dix-sept à vingt ans, le quartier des vieillards (7), les 3 cellules des condamnés à mort.

Le conseil général, depuis de longues années, songe à désaffecter le Dépôt des condamnés et à le remplacer par une prison hors Paris (*Bulletin*, 1880, p. 594). Espérons que cette salubre pensée recevra exécution aussitôt que Sainte-Pélagie aura été transférée, elle aussi, sur le plateau de Villejuif, où on trouverait, près de l'asile d'aliénés, des terrains à des conditions avantageuses.

PRISONS DE LYON. — Les deux prisons de Saint-Joseph et de Saint-Paul, séparées par une rue, communiquent par un passage souterrain. Elles datent de 1869. La deuxième seule possède un quartier cellulaire (76 cellules) : sa transformation complète sera achevée dans quatre ans. Elle est réservée aux prévenus et aux accusés.

La première est affectée aux condamnés des deux sexes : 250 condamnés d'un jour à un an ; 130 condamnées, prévenues et accusées. Elle est divisée en deux parties symétriques : celle de gauche, réservée aux femmes, contient en outre la communauté des sœurs de Saint-Joseph chargées de la surveillance de cette division. Le travail est bien organisé, mais la promiscuité complète.

A Saint-Paul deux seulement des cinq ailes rayonnantes ont été aménagées en 1869 d'après le système cellulaire ; quand les trois autres ailes seront appropriées, le nombre des cellules sera de 300. On ramènera alors dans l'une de ces ailes (la plus petite : 40 cellules) le quartier correctionnel qui, durant les travaux, a dû être transféré à Rouen.

Dans ce nombre de 300 sont comprises les 16 cellules de pistole et les 8 d'infirmerie : celles-ci, plus grandes, sont situées au rez-de-chaussée d'un bâtiment isolé au nord-est de l'édifice.

Les cellules ont un cube d'air de 30 mètres, une large fenêtre à la disposition du détenu, une ventilation bien comprise, un vase mobile et une bouche de calorifère à vapeur, comme à Saint-

Étienne (1). Les préaux sont au nombre de 15 et la chapelle-école, située au centre de l'étoile, possédera 300 alvéoles.

Cette appropriation coûtera en tout 300.000 francs, y compris l'installation à neuf des 76 cellules déjà faites dont le mobilier et le tuyautage de calorifère est à refaire (500 francs pour chacune de ces dernières).

J'ai remarqué l'absence de capuchon. Ne pourrait-on comme à Mende en adopter un provisoire ?

Le travail est parfaitement organisé sous la surveillance d'un directeur aussi expérimenté que dévoué à son immense service.

Dans sa circonscription se trouvent encore deux prisons cellulaires (2) dont l'aménagement définitif et le classement exigeraient peu de frais. Que le conseil général de l'Ain ne fait-il un léger sacrifice, en attendant la reconstruction, qui s'impose absolument, de la prison de Bourg !

PRISONS DES HAUTES-ALPES ET DES BASSES-ALPES. — Elles sont toutes on ne peut plus mal installées.

Celle de Gap, où sont amenés de Briançon et d'Embrun les condamnés à plus de trois mois, manque d'espace, de préaux, et des salles nécessaires même pour isoler les catégories les plus dissimilables.

Mais sa moyenne est de 10 hommes et 2 femmes !

Avec une population aussi réduite et un département aussi pauvre, comment songer à une reconstruction, qu'elle soit faite sur le même emplacement ou plus loin ? Le moyen le plus pratique serait de construire une seule prison de concentration pour tout le département ou même, au besoin, pour les deux départements voisins (3), et de n'avoir plus dans les petits arrondissements d'Embrun, Briançon, Barcelonnette, Sisteron, etc., que de simples chambres de sûreté, confiées à la gendarmerie, d'où, aussitôt le jugement intervenu, les condamnés seraient transférés sur l'établissement central.

(1) A propos de Saint-Étienne j'apprends que depuis l'ouverture de la prison cellulaire l'effectif des détenus a diminué de moitié, tant la crainte de la cellule est le commencement de la sagesse ! (Conf. supr. p. 721 : Mende.)

(2) Gex avec 16 cellules et une population moyenne de 2 détenus, Nantua avec le même nombre environ (*Bulletin*, 1888, p. 175) et une moyenne de 4 détenus.

(3) La situation économique, de même que la situation pénitentiaire des Basses-Alpes, est absolument identique à celle des Hautes-Alpes.

MENDICITÉ. — On sait (2) quelle particulière connaissance notre collègue, M. L. Paulian, secrétaire rédacteur de la Chambre des députés, possède du monde des mendiants. Dans le but de démontrer combien leur profession est lucrative et combien la charité faite sans enquête préalable est dangereuse, il a fait le pari suivant :

Il s'est engagé à faire vivre huit jours durant, sans bourse délier, les membres du congrès d'assistance d'Anvers devant lesquels il avait fait des conférences sur la mendicité de profession.

« Faites-vous mendiant, leur disait-il, affiliiez-vous à des associations spéciales, et vous vivrez grassement, sans travail, ni peine, ni fatigue. »

Le pari a été accepté et prochainement l'épreuve va s'accomplir. Les déguisements sont prêts, le programme est arrêté. Pour la première journée, on fera la collation du matin aux Grandes-Barrières ou à la Bouchée de pain ; le repas de midi sera fourni au moyen de bons distribués par les associations charitables, par les maisons de secours, par les fourneaux économiques. Pour le soir, le vivre et le coucher seront assurés par les divers asiles de nuit d'où les hôtes de M. Paulian sortiront vêtus, nettoyés et avec des petits secours en espèces. Et pendant toute la semaine on recommencera, sous d'autres formes, cette existence, faisant à la nuit tombante appel à la bonté des passants pour achever de remplir le porte-monnaie.

Ce n'est pas la première fois que M. Paulian se livre à des expériences de cette nature. Depuis douze ans il s'est enrôlé, comme il le dit lui-même, dans la corporation des mendiants. Il a étudié leurs ruses, leurs mensonges, leurs subterfuges, ce qui lui a permis de publier dans divers journaux de Paris des études fort intéressantes.

Dans une séance du *Comité central des œuvres du travail*, tenue il y a quelques jours à l'hôtel continental sous la présidence de M. Jules Simon, M. Paulian a rendu compte de ses expériences. L'accueil qui lui a été fait a dû lui prouver que tous les hommes compétents en la matière partagent son avis et approuvent sa campagne. M. Paulian, quoi qu'en aient dit certains journaux, n'a jamais condamné l'aumône. Il n'a jamais dit aux riches : « Ne donnez plus », il leur dit : « Donnez autrement », c'est-à-dire « Donnez aux vrais pauvres et non pas aux voleurs des pauvres ».

(2) Supr., p. 44 et 278.

COMITÉ CENTRAL DES ŒUVRES DU TRAVAIL. — Le *Bulletin* a déjà parlé (supr. p. 565) de cette Œuvre de propagande de la prévention de la mendicité au moyen de l'assistance par le travail. Elle a tenu le 29 mai une assemblée générale.

M. Jules Simon a exposé le but de l'Œuvre. L'orateur, faisant allusion à cette concurrence que les prisons et les couvents font à l'atelier libre, déclare qu'elle est moins redoutable qu'on ne le croyait en 1848, où cette question passionnait les esprits. Il y a place dans le monde pour tous les ouvriers. On ne diminue pas le travail : on ne fait qu'augmenter les produits.

Après la très spirituelle conférence faite par notre collègue Paulian, sur l'industrie des mendiants, et une communication de M. Grosseteste-Thierry sur les unions d'assistance et les colonies agricoles en Allemagne, l'assemblée générale a complété son conseil d'administration par l'adjonction de nos collègues MM. Ch. Petit, F. Dreyfus, Ch. Morel d'Arleux et de MM. le comte de Beaufort et Teyssier du Cros.

ASSISTANCE AUX FAMILLES DES DÉTENUX. — La Société internationale pour l'étude des questions d'assistance a mis cette question à l'ordre du jour de sa première section. Le 3 juin, M. Herbet, avocat à la Cour de Paris, a présenté un rapport exposant la cruelle situation faite à des innocents (femmes et enfants) par l'État qui inflige à celui qui les fait vivre une détention préventive d'abord, une détention répressive ensuite. Il conclut de cet examen que l'État commet ainsi un acte directement dommageable dont il doit la réparation à ces victimes innocentes (art. 1383). En conséquence, il demande le vote d'un article additionnel au Code d'instruction criminelle posant le principe du droit des familles à l'indemnité, au moins au cas de détention préventive. Il cite enfin les législations de la Suède (12 mars 1886, art. 1 et 2), du Danemark (5 avril 1888), des cantons de Fribourg (art. 350) de Neuchâtel (art. 284), de Bâle et de Genève, le projet voté en Autriche par le Reichsrath, en reconnaissant d'ailleurs que ces textes ne consacrent guère que le droit à l'indemnité en cas d'erreur judiciaire.

M. Brueyre appuie avec un chaleureux entraînement tout en protestant de ses appréhensions à l'égard du socialisme d'État, ces conclusions, et il exprime le désir qu'une aussi belle question soit discutée dans l'enceinte de la Société générale des prisons. L'orateur rappelle d'ailleurs que, à côté des œuvres de l'initiative

privée telles que l'œuvre de la chaussée du Maine (supr. p. 784), le dépôt de l'hospice des enfants assistés, rue Denfert, reçoit tout les enfants des détenus, prévenus ou condamnés, de même que ceux dont les parents sont à l'hôpital.

M. Rivière déclare qu'il en saisira bien volontiers le conseil de direction, après que les questions déjà inscrites par lui à son ordre du jour auront été discutées. Mais sur le fond de la question il déclare faire les plus expresses réserves. La famille de l'honnête ouvrier tombé accidentellement malade n'a droit en cas de misère même absolue à aucune indemnité ni de l'État ni de personne. Pourquoi créer un privilège, un *droit* à l'assistance en faveur de la famille du misérable qui volontairement l'a plongée dans cette misère ? L'État n'a rien à se reprocher. Il exerce une mission que la société l'oblige à accomplir : sauvegarder l'ordre public. Le seul coupable c'est le détenu, qui a obligé l'État à le priver de sa liberté. Ne serait-il pas monstrueux d'assurer à un assassin condamné à mort, la consolation de voir l'avenir de tous les siens garanti par l'État alors que le soldat mort au champ d'honneur, l'ouvrier tué à son travail n'aurait à aucun degré ce suprême espoir ?

CASIER JUDICIAIRE. — Le 29 mai, la commission du casier judiciaire a arrêté le texte définitif du projet de loi relatif aux modifications à apporter à la législation actuelle du casier judiciaire. Le rapport de M. J. Brégeault est déjà prêt.

Ce projet sera incessamment soumis à l'approbation des Chambres.

MISSION EN HOLLANDE. — Le Ministère de l'instruction publique a récemment confié à notre confrère, M. Henri Joly, une mission pour l'étude du système pénitentiaire de la Hollande. Notre collègue vient de remplir cette mission. Il a visité les nouvelles prisons cellulaires de La Haye et d'Amsterdam, la prison plus ancienne d'Utrecht, la prison des longues peines à Leeuwarden où les condamnés ne viennent désormais qu'après cinq années de cellule. Il a vu de près l'influence exercée par les collèges des régents près de chaque maison pénitentiaire. Il a également étudié sur place les mesures prises dans les Pays-Bas pour assurer la réforme de l'enfance abandonnée ou coupable et l'extinction de la mendicité.

A son aller et à son retour, M. Joly s'est arrêté en Belgique. Il

a visité dans le plus grand détail les colonies de bienfaisance pour les enfants à Ruysselède et à Bernheim près Bruges. Il a recueilli des renseignements officiels sur les mesures récemment prises ou à la veille d'être votées pour la séparation des diverses catégories d'enfants confiés à l'assistance publique et pour l'amélioration des colonies de mendiants et de vagabonds à Merxplas et à Hoogstracten. Nous espérons pouvoir reparler bientôt de ce très intéressant voyage.

LES PRISONS DE ROME AUX XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES (1). -- Cette brochure d'environ quarante pages ne contient pas un tableau sommaire du système pénitentiaire à Rome du XVI^e au XVIII^e siècle, mais quelques documents particuliers relatifs : pour le XVI^e siècle, aux règlements imposés aux gardiens et chefs des prisons, afin d'empêcher les abus dont pouvaient souffrir les prisonniers notamment pour la nourriture ; pour le XVII^e siècle, à des plaintes et suppliques de prisonniers, et pour le XVIII^e, à l'emploi de prisonniers et galériens dans des travaux publics. Ce travail, publié dans la *Rivista di discipline carceraria*, a un intérêt historique pour ceux qui connaissent, au moins dans ses grandes lignes, l'histoire de l'exécution des peines en Italie. Il renferme quelques données statistiques.

J. D.

CÔTES-DU-NORD. — Nous recevons, trop tard pour en publier l'analyse, un excellent travail de notre collègue M. Rouvin sur la situation des établissements pénitentiaires dans ce département. Si semblable étude était faite par tous nos collègues de province dans leur département, la situation si bien signalée (sup. p. 796) par notre Président pourrait sans doute plus rapidement prendre fin.

(1) *Le prigionieri di Roma nei secoli XVI, XVII e XVIII*, par A. Bertolotti, Roma, 1890.

SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 17 JUIN 1891

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Membres nouveaux. — Congrès de 1895. — Suite de la discussion sur le Casier judiciaire : MM. le Président, Lecour, Trarieux, C. de Vence, Bérenger, Bournat.

La séance est ouverte à 4 h. 10, sous la présidence de M. Petit.

Le procès-verbal de la séance de mai, lu par M. Bogelot, *secrétaire*, est adopté.

M. RIVIÈRE. — J'ai l'honneur de vous informer que depuis notre dernière séance votre Conseil a admis comme membres nouveaux :

La Société de patronage des libérés de Lyon ;

MM. Georges Haussmann, député, avocat à Versailles ;

Jules Le Jeune, Ministre de la justice, à Bruxelles ;

Xavier Blanc, sénateur ;

Brunot, ancien élève de l'école polytechnique, chef du bureau de la presse au Ministère de l'intérieur ;

Merveilleux du Vignaux, ancien député, ancien premier avocat général, professeur de droit criminel et doyen de la Faculté libre de droit ;

Jacques Hausmann, chef de division, chef du cabinet du Sous-secrétaire d'État des colonies ;

le Chef du cabinet du Sous-secrétaire d'État des colonies (archives coloniales et bibliothèque) ;

MM. P. W. Van Stockum, libraire à La Haye ;
Rack, procureur de la République, au Havre ;
Auguste Ulveling, docteur en droit au Ministère, Luxembourg ;

La bibliothèque administrative pénitentiaire du Ministère de l'intérieur ;

MM. Lucien Klotz, avocat à la Cour d'appel, publiciste ;
Pols, professeur de droit criminel à l'Université d'Utrecht ;
Henri Coulon, avocat à la Cour d'appel ;
Lefuel, substitut du procureur de la République près le tribunal de la Seine ;
A. Lagarde, conseiller d'État, directeur de l'administration pénitentiaire (Ministère de l'intérieur) ;
Georges Leygues, député ;
Guillot, juge d'instruction au tribunal de la Seine ;
Trarieux, sénateur ;

M^{me} Opezzi, inspectrice des prisons ;

MM. le D^r Bouju, médecin de la maison des Douaires, à Gail-
lon (Eure) ;

Étienne Flandin, procureur général près la Cour d'appel
d'Alger ;

Alex. Celier, avocat au Mans.

La Faculté de droit de Lyon (bibliothèque).

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que nous n'avons qu'à nous féliciter des nouvelles recrues qui ont bien voulu faire partie de la Société générale des prisons. Parmi les noms très honorables qui viennent d'être prononcés plusieurs ont acquis une grande notoriété ; j'espère que nos nouveaux collègues nous prêteront un concours actif et qu'à l'exemple de MM. Béranger et Théophile Roussel ceux d'entre eux qui appartiennent à nos assemblées politiques s'y dévoueront au succès de nos idées.

M. RIVIÈRE. — Le Conseil a désigné M. Bogelot, secrétaire, pour administrer la bibliothèque et les archives de la Société, en remplacement de M. le comte Le Courbe, qui, en raison de sa démission de secrétaire, ne pouvait plus, aux termes de nos statuts, continuer à remplir ces fonctions. M. Bogelot a bien voulu, avec le dévouement auquel il nous a habitués depuis son entrée dans la Société, accepter cette charge.

Le Conseil a décidé en outre que, dorénavant, le 7^e numéro du *Bulletin* paraîtrait en juillet au lieu de paraître en novembre.

Tous nos collègues pourront ainsi lire immédiatement le compte rendu de notre assemblée générale de juin, que jadis ils ne pouvaient lire qu'en novembre.

Dans ce même *Bulletin* de juillet vous trouverez le programme des questions que votre Conseil a décidé de faire imprimer et adresser à tous nos correspondants étrangers au sujet : 1° du pécule, 2° des écoles de gardiens, 3° de l'âge au-dessous duquel l'enfant ne peut être traduit en justice (supr. p. 569).

Enfin votre Conseil s'est préoccupé de sa participation à la préparation du prochain Congrès international pénitentiaire. La Société a toujours pris une part large et active tant à la préparation qu'aux discussions des Congrès de Stockholm, de Rome et de Pétersbourg.

Sa participation à celui de 1895, comme l'a très bien fait remarquer notre éminent collègue, M. le professeur Lévêillé (supr. p. 369), s'impose à nous d'autant plus vivement que ce Congrès doit se tenir à Paris, que ce sont des institutions françaises que les étrangers voudront surtout étudier, que ce sont des établissements français qu'ils visiteront, que c'est la science française enfin qui servira d'élément principal aux discussions.

Il importe donc, il y va du renom de notre pays, que ce Congrès soit préparé d'une manière solide, méthodique et brillante. Il faut que les questions de second ordre soient laissées de côté, qu'aucun des problèmes majeurs qui préoccupent aujourd'hui les hommes de science ne reste dans l'ombre.

Pour accomplir une telle tâche nous estimons que ce n'est pas de trop de tous les concours. Le Conseil a décidé d'offrir le sien, de la manière la plus complète et la plus désintéressée, aux membres du Gouvernement plus spécialement chargés de préparer en France la réception de nos hôtes étrangers et d'arrêter à Berne, de concert avec les délégués des États, le programme de ces grandes assises internationales.

D'ores et déjà le Conseil a résolu, en dehors de l'examen approfondi des questions que posera la Commission permanente de Berne, de faire une œuvre personnelle et de déposer sur le bureau du Congrès, le jour même de son ouverture, une série de rapports, constituant un vaste inventaire des institutions et des établissements pénitentiaires français.

Pour mener à bien cette immense enquête et en condenser les résultats, le Conseil a décidé de constituer 8 commissions entre lesquelles se répartiront les divers groupes de questions que soulève la théorie ou l'application des peines. Chaque groupe de questions aurait son rapporteur spécial.

1^{re} Commission. La prison. — Trois sections: A. Prisons de courtes peines; B. Prisons de longues peines; C. Prisons de Paris.

2^e Commission. La libération. — Section unique: patronage, libération conditionnelle, institutions préventives et secondaires, casier judiciaire, etc...

3^e Commission. La transportation. — Section unique: forçats et récidivistes.

4^e Commission. L'enfance. — Section unique.

5^e Commission. La femme. — Section unique.

6^e Commission. — Deux sections: A. Des peines autres que la privation de liberté (peine de mort, déchéance de droits, amendes, admonition, etc.); B. Vagabondage et mendicité.

7^e Commission. L'administration pénitentiaire. — Section unique.

8^e Commission. — Section unique: Tableau de la législation pénale depuis 1810 (exposé des réformes faites et à faire).

Chacune des 11 sections désignerait un rapporteur et formulerait ses conclusions. Ces conclusions seraient soumises à l'examen d'une *Commission centrale*, qui devrait les coordonner et qui assurerait l'unité dans l'ensemble des travaux préparés par les 12 sections. De même le choix de chaque rapporteur devrait être ratifié par la commission centrale.

Cette commission centrale est déjà constituée: elle se compose de M. le conseiller Petit, président; MM. Brueyre, Dubois, professeur Léveillé, conseiller Félix Voisin, membres; Rivière, secrétaire. Elle a pour mission immédiate de veiller à la constitution des commissions et à l'organisation de leurs travaux.

Dès maintenant tous les membres de la Société sont instamment priés de faire connaître à son secrétaire la ou les commissions auxquelles ils désirent être inscrits.

En terminant cet exposé, Messieurs, permettez-moi de vous adresser, au nom de votre Conseil, un vœu.

Nous sommes à la veille de nous séparer. Les vacances vont nous disperser dans les régions, dans les milieux les plus variés, nous mettre en relations avec des criminalistes nombreux. Que chacun de nous songe à notre Société, à son développement et ne néglige jamais l'occasion d'appeler à elle un membre nouveau. Ce Congrès de 1895 constitue la meilleure des occasions, le plus puissant des arguments. Invoquez cet intérêt national que nous avons tous à présenter à nos hôtes étrangers des travaux mûrement étudiés, savamment exposés, et laissez-nous espérer que chacun de vous au cours de sa villégiature nous amènera un ou plusieurs collègues qui nous apporteront en même temps qu'un appui financier un solide concours scientifique.

M. HERBETTE. — Ce sont là des questions que je connais un peu. Voici la situation qui s'offre aujourd'hui ; il est bon, je crois, que la Société s'en rende exactement compte.

Les Congrès ont un double caractère : un caractère officiel et un caractère libre. En chaque pays, ce sont les Ministres compétents, s'entourant de commissions et de comités, qui assurent non pas seulement le Congrès lui-même, mais tout ce qui s'y ajoute comme expositions, réceptions, visites, solennités quelconques. Mais en dehors du travail officiel, subsiste la participation libre de toutes personnes qui s'intéressent à la science pénale ou pénitentiaire. Jepense que là le rôle de la Société générale des prisons peut être considérable.

Nous en avons eu la preuve dans d'autres pays, notamment à Saint-Petersbourg. La Société juridique de Saint-Petersbourg avait fait un ensemble de travaux et d'études moins encyclopédique peut-être que le programme indiqué tout à l'heure par M. Rivière, mais ayant beaucoup d'ampleur.

Il est évident que ce serait une besogne distincte de celle du Congrès. On peut avoir souci de laisser à une Société libre et à toutes les personnes qui la composent leur entière indépendance. Pour faire œuvre d'étude, à quelque point de vue que ce soit, il ne faut pas qu'une société soit gênée dans ses allures, que le Gouvernement ou l'Administration se trouve embarrassé par la tournure qu'auraient prise ces travaux particuliers.

Il n'y a rien, dans l'organisation des Congrès, qui entrave le développement du programme que vous venez d'indiquer. Cette organisation est réglée par une sorte de petite charte internationale qui a été revisée en 1886 à la conférence de Berne, et qui a

reçu l'adhésion de tous les Gouvernements représentés dans une commission intitulée Commission pénitentiaire internationale. Chaque pays est représenté, après accord entre les Ministres compétents, généralement les Ministres de l'intérieur, de la justice et des affaires étrangères, par un délégué : s'il y avait plusieurs délégués, ils n'auraient qu'une voix.

Actuellement la Commission pénitentiaire internationale se compose d'environ quatorze ou quinze membres ; le nombre des États qui ont adhéré est donc important.

Cette Commission constitue l'organe permanent des Congrès : ses membres se réunissent de temps en temps ; il est probable que nous aurons une session au mois de septembre ou d'octobre prochain.

Le rôle de la Commission pénitentiaire internationale ne fait en aucune façon double emploi avec celui des comités spéciaux et locaux qui organisent chaque Congrès. Chaque pays est libre de recevoir le Congrès comme bon lui semble, mais la Commission internationale prépare les questions à débattre et sert à relier ensemble les Congrès successifs pour donner à l'ensemble de l'œuvre une certaine unité.

Le rôle de cette Commission est d'écarter des programmes les questions embarrassantes — et vous n'êtes pas sans savoir qu'il y en a d'embarrassantes — soit qu'il s'agisse de faits politiques, d'extradition, de la poursuite de certains crimes ou délits d'un pays à l'autre.

Il y a toute une procédure de prudence diplomatique à suivre afin d'éviter les susceptibilités, les conflits et de permettre aux Congrès de se succéder utilement dans les différents pays qui les organisent.

La Commission a choisi en 1890 un président pour cinq ans : j'ai été élu en cette qualité.

Jusqu'à ce jour, je me trouve chargé de poursuivre avec mes collègues l'étude du programme du Congrès pénitentiaire de 1895.

A l'heure actuelle, je suis en correspondance, comme continuant la présidence de la Commission pénitentiaire internationale jusqu'à nouvel ordre au moins, avec tous mes collègues de l'étranger ; nous recueillons toutes les communications qui se présentent en vue de la prochaine session de la Commission, afin de faire un premier travail. Ce travail sera soumis aux différents Gouvernements afin qu'ils indiquent s'ils voient des objections à ce que telle ou telle question figure dans le programme.

Cela n'empêche pas l'Administration du pays qui recevra le Congrès de faire tous ses préparatifs matériels pour entourer l'assemblée de toutes les solennités d'usage et de toutes les attentions utiles, en vue soit de faciliter ses travaux, soit d'en rehausser l'éclat.

De votre côté, il vous est assurément loisible (je n'ai à le dire, bien entendu, qu'à titre personnel) de faire connaître à tous les membres de la Société que si des questions leur paraissent comporter examen, je suis tout à leur disposition pour en recevoir communication. Non seulement la Société dans son ensemble, mais le bureau et le Comité de direction peuvent nous signaler des sujets; les personnes qui, même indépendantes de l'action de la Société, voudraient présenter des thèses de discussion seront les bienvenues lorsqu'elles s'adresseront à nous.

En effet, dans chaque pays, on fait appel à toutes les compétences, afin de provoquer et d'obtenir la plus grande somme de concours possible.

Il vous appartient de faire une étude encyclopédique portant sur tous les problèmes de la pratique comme sur les questions pénales et, au point de vue des sujets qui seront soumis au Congrès, de présenter vos *desiderata* et vos idées.

M. Rivière visait un nouveau groupe de questions, concernant la femme; en effet, comme généralement les femmes donnent le moins de difficulté, ce sont elles dont on s'occupe le moins. Ce n'est certes pas juste. Aussi cet ordre de préoccupations me paraît-il très heureusement noté.

L'enfant a fait l'objet d'une étude approfondie au Congrès de Saint-Petersbourg: une partie des débats a été réservée à la question des enfants moralement déçus. Cette question est des plus importantes, des plus graves pour l'avenir, et je pense, comme vous, que de longues discussions lui sont dues.

Si la Société générale des prisons ne doit se réunir qu'en octobre ou novembre prochain, je suppose qu'il serait utile de ne pas attendre jusque là pour nous fournir les éléments d'un premier programme à soumettre aux Gouvernements.

Voilà ce que je croyais utile de vous exposer; excusez-moi si j'ai abusé de votre bienveillante attention.

M. LE PRÉSIDENT. — La Société ne peut que remercier M. Herbert des bonnes paroles qu'il vient de faire entendre comme président de la Commission pénitentiaire internationale.

Quant aux questions à soumettre à cette Commission, je crains qu'elles ne puissent pas être arrêtées pour l'époque qui nous a été indiquée. En effet, avant d'être proposées il faut qu'elles aient été mûrement élaborées, qu'elles aient donné lieu à des discussions préparatoires sérieuses; or, ces discussions ne sauraient se produire au moment de l'année où nous sommes, ni recevoir surtout des solutions pour septembre ou octobre prochain.

Je crois donc que nous n'avons qu'une chose à faire: prendre acte des promesses et des assurances qui nous sont données et faire en sorte, les uns et les autres, de répondre le plus tôt possible à l'appel qui nous est adressé.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le casier judiciaire.

Quelqu'un demande-t-il la parole?

Vous avez entendu à votre dernière séance, en tout cas vous avez pu lire dans le *Bulletin* le très beau rapport de M. Camoin de Vence et les observations si intéressantes de MM. Berthélemy et Bournat. Y a-t-il des objections aux propositions formulées par M. Camoin de Vence? Quelqu'un d'entre vous est-il d'avis d'apporter au casier judiciaire des modifications profondes ou bien considérez-vous que le casier judiciaire est une institution qui a fait ses preuves par une durée de quarante années, une de ces institutions qui ont été admirées et admises à l'étranger? Croyez-vous qu'il faille toucher au casier judiciaire dans des proportions autres que celles qui ont été admises par M. Camoin de Vence?

Vous avez dû remarquer qu'à votre dernière séance, au nom précisément de ces libérés dont on semble se préoccuper beaucoup trop peut-être, beaucoup plus que des honnêtes gens à l'heure actuelle, M. Berthélemy et M. Bournat vous dire: « Nous qui représentons des sociétés de patronage de libérés, nous tenons, quand nous présentons dans les ateliers des individus frappés par des condamnations, à dire franchement au patron auquel nous les présentons quels sont leurs antécédents, parce que nous considérons qu'un manque de franchise, de sincérité à cet endroit serait nuisible à l'œuvre que nous poursuivons. »

Ils ont ajouté que loin de se plaindre de cette sincérité et de cette franchise ils en recueillent tous les jours les fruits.

Là une double contradiction a paru surprendre beaucoup de nos collègues. Si on devait demander des explications complémentai-

res, M. Bournat, qui est présent à notre séance d'aujourd'hui, pourrait prendre la parole.

Enfin, nous avons la bonne fortune d'avoir à notre séance un des hommes qui ont le plus marqué par leur valeur et leur honnabilité, M. Lecour; peut-être pourrait-il vous donner sur cette question, comme sur toutes celles qui vous intéressent, des renseignements extrêmement précieux.

M. LECOUR, *ancien chef de division à la Préfecture de police.* — Je vous remercie de ce que vous venez de dire à mon sujet. Je crois que la question dont il s'agit a été traitée très complètement. Il y a toutefois une chose qui m'a frappé dans ce qu'a dit M. Bournat au cours de la dernière séance, lorsqu'il a parlé des livrets d'ouvriers dont il regrettait la suppression. C'est là un point important sur lequel il y a lieu de revenir lorsqu'on songe à restreindre le casier judiciaire. On atteindrait mieux par là le but poursuivi.

Je suis un homme pratique, je ne suis pas un jurisconsulte. Je laisse donc de côté la question de savoir si, comme on l'a dit, le casier est un supplément de peine. J'ai été surtout un homme d'action au point de vue de la sûreté publique et j'avoue que je n'ai pas pu arriver à comprendre, de ma retraite (de loin on ne voit peut-être pas bien les choses), qu'il y ait aujourd'hui un intérêt réel à toucher au casier judiciaire. Je n'aperçois pas sur quoi on a pu se baser pour chercher dans cette mesure une diminution de la récidive : j'en demande pardon à ceux qui sont d'un avis différent du mien...

M. CRESSON, *bâtonnier, ancien préfet de police.* — Vous avez fait l'éducation de beaucoup de préfets de police, M. Lecour, dites-nous donc complètement votre pensée sur le casier judiciaire.

M. LECOUR. — On ne peut pas discuter, n'est-ce pas Messieurs, l'intérêt qui s'attache à ce que la justice soit renseignée sur les antécédents de l'homme qu'elle a devant elle ? Notre législation pénale, la loi militaire et la loi électorale l'exigent également. On a beaucoup fait dans ce sens. On s'est donné un mal énorme à la Préfecture de police pour rendre facile et efficace l'exécution de l'art. 600 du Code d'instruction criminelle. On a, en remontant à 1831, dépouillé tous les registres des prisons pour dresser des bulletins individuels d'antécédents judiciaires et on est arrivé à un

résultat qui, en somme, permet d'édifier très rapidement, presque instantanément, la Justice et même l'Administration sur les antécédents de ceux dont elles ont à s'occuper.

Ces sommiers judiciaires ont été détruits sous la Commune. Leur reconstitution, ordonnée par décret de 1872, a porté sur près de six millions de bulletins qu'il a fallu retrouver et refaire.

D'un autre côté et sur d'autres bases, M. Bonneville de Marsangy avait organisé admirablement ce qu'on appelle le casier judiciaire.

Il en résulte qu'on a habitué absolument la Justice, l'Administration, et je dirai même le public à la certitude qu'il y avait quelque part, à une source officielle, trace des antécédents judiciaires de tous les individus.

Avant cela, lorsqu'on avait un renseignement à demander sur les antécédents de cette nature ou sur des questions de moralité, on s'adressait aux municipalités. Celles-ci se prêtaient à fournir des renseignements lorsqu'elles étaient édifiées sur la valeur des motifs qu'on faisait valoir devant elles à cet effet. Aujourd'hui, par suite de la notoriété qu'a prise le fonctionnement du casier judiciaire, il s'est introduit une habitude générale : celle de demander tout naturellement aux solliciteurs d'emplois de confiance de justifier d'un passé irréprochable ou de montrer tout au moins quel a été exactement le caractère des défaillances de conduite qu'ils ont pu avoir. Il en résulte qu'il est maintenant impossible d'obtenir des renseignements de cette nature par une autre voie. J'ajouterai qu'actuellement on ne peut pas se les procurer autrement sans exposer ceux qui les fourniraient officieusement à des rancunes et à des vengeances.

Dans cet état de choses, si l'on arrivait à considérer certaines condamnations comme négligeables, le casier judiciaire réellement blanc perdrait sa signification.

L'action et l'autorité judiciaires seraient bien diminuées par un pareil fait.

Vous êtes des hommes d'expérience et vous savez bien que, sauf de rares exceptions, on n'arrive pas de plein pied, sans antécédents d'inconduite, devant le tribunal correctionnel, même pour des condamnations du nombre de celles qu'on semble disposé à considérer comme insignifiantes.

Vous représentez-vous maintenant ce que doit éprouver l'agent de l'autorité publique qui a eu à arrêter ces mêmes individus dans certains milieux, où il a eu des difficultés, où il a couru des dan-

gers pour remplir son devoir; il sait les habitudes, la vie de ces délinquants et il les retrouvera peut-être (je me place ici sur le terrain de la suspension de la première peine), très peu de temps après l'arrestation, en état de liberté.

Je suppose que l'individu arrêté et condamné pour des délits devenus négligeables ait à justifier de ses antécédents judiciaires en compétition avec l'agent, il produira un casier judiciaire net comme celui de ce dernier qui n'a jamais été condamné.

Je crois qu'il y a là une cause d'affaiblissement pour l'œuvre judiciaire et l'action de l'autorité publique.

On ne se met pas assez à la place des agents. On semble les considérer comme des hommes d'une valeur morale supérieure, qui exécutent des missions périlleuses et difficiles pour la seule satisfaction du devoir accompli. C'est une erreur: l'agent est comme un troupier, on lui donne une consigne, il l'exécute; il est habitué à considérer le délinquant comme un adversaire, et quand il voit qu'on s'attendrit beaucoup sur le malfaiteur alors qu'on ne s'attendrait pas du tout sur son propre sort, sur les horions qu'il a reçus, sur les misères de sa vie, sur la maigre récompense qui l'attend après de longs services, il se décourage, et quand on se décourage en pareil cas on n'a plus que l'air d'accomplir son devoir.

Voici encore ce que je voudrais dire: Je comprends très bien les considérations d'humanité qui ont animé M. le sénateur Bérenger, que j'aime beaucoup et qui agit évidemment dans une intention excellente. Mais pour imposer cette égalité absolue entre le casier des *honnêtes gens*, comme l'a si bien appelé M. de Vence, et le casier des gens qui ont eu un passé qu'on a supprimé d'un trait, il faudrait avoir de très fortes raisons, ne pas faire du sentiment et ne pas se borner à s'appuyer sur des cas exceptionnels, lesquels pourraient d'ailleurs recourir à la réhabilitation.

Divisons la totalité des individus dont il est question en trois catégories; c'est très facile à faire:

Il y a d'abord les individus qui ne sont pas susceptibles d'amendement et que votre indulgence ne rendra pas meilleurs, tandis qu'elle nuira à ceux ayant un casier blanc. Il y a ensuite ceux qui ont un entourage, une famille, des relations; ce qui vaut mieux comme appui que l'effacement d'une petite condamnation du casier judiciaire.

J'arrive à la troisième catégorie, la plus nombreuse, celle des ivrognes et des violents. Autrefois beaucoup de ces individus

avaient un livret d'ouvrier, c'est-à-dire un titre de travail qui, à un moment donné, pouvait les faire admettre partout, leur faire trouver de l'occupation. Le livret d'ouvrier ne disait pas qu'on n'avait pas subi de condamnation, mais il prouvait qu'on avait travaillé et qu'on avait une aptitude professionnelle.

Ce qui me touche dans la préoccupation qu'a M. Bérenger au point de vue des difficultés que rencontrent ceux qui ont été frappés par la justice, c'est qu'elle porte sur un grand nombre d'individus qui sont des incultes, des grossiers, des indisciplinés, qui ne sont peut-être pas absolument voués à devenir des malfaiteurs et que le travail pourrait sauver.

Or, quelle valeur auront pour cela ces casiers blancs dont on aura retiré certaines condamnations? Ils devront d'ailleurs être désignés comme incomplets. Eh bien, lorsqu'on y aura mis la mention que le casier a été blanchi, on aura fait beaucoup plus de mal qu'en y mentionnant la condamnation omise. Ceci est très grave et devrait appeler, ce me semble, l'attention.

J'habite une région où je vois des gens occupés à des terrassements pour les chemins de fer. C'est un travail rude pour lequel on ne prend que d'énergiques travailleurs, qui ne peuvent plus aujourd'hui justifier par un livret de leurs aptitudes et de leurs habitudes de travail mais dont les antécédents judiciaires importent peu.

Je sais et je reconnais que si on voulait émouvoir et invoquer des cas intéressants, on pourrait en citer beaucoup; mais que signifieraient ces exemples, même en assez grand nombre, si on les opposait à la masse totale des condamnés qu'on a en vue? Cela ne prouverait pas plus que l'utilité de l'hospitalité de nuit ne s'établit par ce fait, qu'elle a recueilli quelques déclassés qui auraient pu trouver un gîte ailleurs.

Je ne peux m'empêcher de répéter que l'amoindrissement du casier judiciaire sera une cause d'affaiblissement pour la justice et pour les agents de répression.

Que penser de cette mesure venant après celle de la suspension de la première peine, où l'on semble dire au condamné pour un premier méfait: « Ce n'est rien, allez-vous en et ne recommencez pas »?

L'effacement de la condamnation sur le casier ne rendra pas le condamné irréprochable; le casier s'il est *néant*, parce qu'on aura effacé quelque chose, devra le dire et, dans ce cas, le remède sera pire que le mal.

On n'a pas tenu assez compte dans l'étude de la question qui nous occupe du rôle excellent qu'avait le livret, aujourd'hui supprimé. Il y avait des ouvriers qui étaient, à bon droit, très fiers de leur livret prouvant qu'ils avaient travaillé longtemps dans la même maison; c'était pour eux un brevet d'honorabilité; il y avait des ouvriers moins recommandables, qui allaient à droite et à gauche, mais dont le livret, bien que ne mentionnant que de courtes stations de travail, facilitait néanmoins l'embauchage.

Il y a enfin un grand nombre de natures brutales, que le travail manuel a rendues sauvages, qui ne savent pas parler, se défendre; avec un livret, ces hommes, qui pouvaient avoir été frappés par la justice, arrivaient néanmoins à se faire embaucher. Il y a eu des exemples de fabrication de faux livrets, ce qui prouve que le livret correspond à un besoin absolu pour celui qui occupe des travailleurs et pour celui qui veut être occupé. Mieux vaut un titre de travail qu'un casier blanchi.

Je ne m'attendais pas à prendre la parole. Vous m'excuserez d'avoir parlé sans méthode et sans clarté. Ce qui m'importe c'est d'avoir appelé votre attention sur des côtés de la question qui ont une réelle importance.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez parfaitement indiqué les motifs de votre opinion, basée sur une longue expérience. Vous avez éclairé d'une vive lumière cette discussion si importante. Nous vous en remercions vivement.

M. BOGELOT. — J'ai déjà dit quelques mots sur cette question à la dernière séance et je ne me suis pas dissimulé que j'étais, en l'absence de M. Bérenger, à peu près seul de mon opinion. Je persiste néanmoins à croire qu'il y a quelque chose à faire.

Il est bien entendu qu'il n'est pas question de modifier le bulletin n° 1. Il en est autrement du bulletin n° 2. On a pris l'habitude de le demander dans toutes les administrations, même dans les maisons de commerce; et, comme il y a toujours concurrence pour toute place vacante, les plus petites condamnations figurant sur ce bulletin sont une cause permanente d'exclusion. Un ouvrier, un employé — M. Lecour va m'accuser de faire du sentiment! — a commis dans sa jeunesse une peccadille, il a « rossé le guet », ce contre quoi se gendarme M. Lecour. Jusqu'à sa mort sa condamnation va donc le suivre et le poursuivre, et l'empêcher de jamais être placé!

Je ne crois pas me tromper en disant que vous rejetez fatalement dans l'armée du mal ceux qui peuvent se reprendre par le travail. Je ne crois pas, comme M. Lecour, que, parce qu'on a commis un méfait, on doive à tout jamais être mis dans l'impossibilité de se relever. Sans doute il y a un grand pas de fait; la nouvelle loi sur la réhabilitation rend infiniment plus faciles et fréquentes les radiations d'inscriptions au casier judiciaire. Mais ces procédures, même améliorées comme elles l'ont été, sont encore très pénibles. J'ai eu, comme avocat, souvent l'occasion de le constater. Sans doute, je ne m'en plains pas trop, car il importe avant tout de n'accorder la réhabilitation qu'à ceux qui l'ont réellement méritée. Mais vraiment le nombre des enquêtes est excessif et surtout ces enquêtes ne sont trop souvent pas faites avec tout le tact désirable. Trop souvent ce ne sont pas les fonctionnaires auxquels on donne cette mission qui la remplissent, ils en chargent un sous-ordre qui lui-même en charge un employé de troisième ordre, et ainsi ces enquêtes constituent une redoutable occasion de publicité pour des fautes souvent oubliées ou ignorées. La peur des indiscretions empêche les victimes de solliciter leur réhabilitation ! Or, le projet de loi remédie à tous ces inconvénients en créant la réhabilitation de plein droit après un temps d'épreuve, dont la longueur seule est discutable. C'est là son grand avantage.

M. TRARIEUX, *sénateur*. — J'aurais bien voulu que M. Béranger répondît à l'invitation dont il a été l'objet.

M. BÉRENGER, *sénateur*. — Je ne peux pas y répondre n'ayant pas assisté au commencement de la discussion.

M. TRARIEUX. — J'aurais désiré que mon honorable collègue, M. Béranger, ou tout au moins quelqu'un des membres de la Commission officielle du casier judiciaire prit la parole, parce que, nouveau venu dans cette réunion, je ne sais même pas quelles sont les conclusions du rapport auquel il est fait allusion et sur lequel il m'est impossible de m'expliquer.

Je ne sais qu'une chose, ce sont les critiques dont vient d'être l'objet l'œuvre de la Commission du casier judiciaire à laquelle j'ai eu l'honneur de collaborer. Je me demande toutefois, ces critiques ayant eu un caractère assez vague, si elles s'appliquent à un projet réellement connu qui vous aurait été soumis et sur lequel vos délibérations auraient été ouvertes.

Je serais porté à penser que ce projet n'a peut-être pas passé sous les yeux de celui qui vient d'en faire la critique.

Deux opinions absolument contradictoires se sont trouvées en présence dans la commission du casier judiciaire ; quelques membres — c'était la minorité de la commission — auraient incliné à penser qu'il n'y avait rien à faire au casier judiciaire et que nous devions continuer à vivre sur les errements des anciennes circulaires ; d'autres — et j'ai cru qu'ils formeraient la majorité — inclinaient à penser que le casier judiciaire constituait une aggravation abusive des peines et qu'il ne devait être qu'un élément d'information à la disposition de la justice pour la renseigner sur le passé des individus traduits devant elle, mais qu'en aucun cas on ne pouvait porter à la connaissance des tiers.

Si vous voulez bien y réfléchir, vous verrez que cette thèse est très sérieuse ; ce n'est pas la mienne, mais enfin je reconnais qu'elle a pour elle d'excellents arguments. D'abord on fait observer que, dans le passé, jusqu'à la création du casier judiciaire tel qu'il fonctionne, cette institution d'information n'existait pas, n'était pas mise à la disposition du public. Il était bien tenu registre des condamnations prononcées, mais les magistrats seuls prenaient connaissance de cette statistique judiciaire, et le relevé des condamnations ne pouvait pas passer sous les yeux du public.

Ce n'est que depuis une quarantaine d'années que le casier judiciaire a, en réalité, été créé ; il est né, non pas de la loi, mais de simples arrêtés ministériels ; il fonctionne, il est entré dans les mœurs, mais enfin il n'a pas une vie absolument légale et régulière.

Est-il devenu l'objet de certains abus ? Mon Dieu, on ne peut pas le contester ; ce n'est pas là une question de sentiment, c'est une question de pure justice. Les exemples qu'on en a cités sont assez nombreux.

Sans doute on ne délivre jamais le bulletin n° 2 qu'à l'intéressé lui-même, et il est libre de ne pas le communiquer aux administrations ou aux patrons qui en exigent la production. Mais n'est-ce pas équivoquer sur les mots ? On n'est pas libre de ne pas produire son casier quand ce refus doit vous fermer toutes les portes, vous enlever tous moyens d'existence. Et d'ailleurs le refus de production équivaut toujours à l'aveu d'une condamnation !

Il existe des abus qui ont très profondément ému l'opinion. Aussi à l'heure actuelle l'institution du casier judiciaire est-elle sérieusement menacée. C'est du moins ma crainte.

Le projet émané de la commission du casier judiciaire qui vient de terminer son travail, projet auquel pour ma part j'ai, sur presque tous les points, donné mon approbation, projet soumis à cette heure à l'examen du Ministre, me paraît faire dans une mesure équitable la part des critiques qui ont été faites — la part du feu — et défendre cette institution menacée.

Je crois que la thèse qui était tout à l'heure préconisée, thèse très absolue, du maintien pur et simple du casier judiciaire tel qu'il fonctionne, pourrait être très imprudente, et que, placés entre l'option du *statu quo* ou d'une réforme du casier judiciaire, il y aurait grand risque, si un projet intermédiaire n'avait pris jour et n'avait été soumis au Parlement, que, sous la pression de l'opinion publique, le casier judiciaire ne menaçât de sombrer tout à fait.

Qu'avons-nous fait ? J'incline à penser que ce que la commission a fait n'est pas en vérité une réforme bien profonde et bien grave, et que, si le casier judiciaire a eu dans le passé, au point de vue des informations, un intérêt et une utilité, il conservera son rôle.

Voici à peu près l'économie du projet de la commission. Nous instituons tout d'abord le casier judiciaire proprement dit, le casier-souche où toutes les condamnations quelconques sont portées, non seulement les condamnations prononcées par les magistrats mais toutes les condamnations, même les peines disciplinaires. Ce casier n° 1 passera sous les yeux des magistrats toutes les fois qu'un individu sera traduit en justice et les renseignera sur son passé.

Je ne comprenais pas bien sous ce rapport la pensée de l'honorable M. Lecour qui disait : « Les magistrats ne seront pas renseignés, la police est menacée de voir considérer comme d'honnêtes gens des individus qu'elle aura arrêtés la veille ».

Cette crainte ne doit pas exister si notre projet est accueilli ; il n'est en rien dérogé à ce qui existe, à ce point de vue.

Puis, nous créons un bulletin n° 2 qui pourra être mis à la disposition des administrations publiques pour le recrutement des fonctionnaires de l'État ; ce bulletin sera la reproduction de toutes les condamnations figurant au bulletin n° 1 ; par conséquent, au point de vue du recrutement des fonctionnaires de l'État, vous avez la certitude que les administrations seront renseignées d'une façon complète, absolue, sur le passé des agents qui entreront chez elles ; nous avons pensé qu'à ce point de vue il ne fallait pas que les condamnations les plus légères pussent passer inaperçues.

J'arrive au bulletin n° 3, celui que nous avons laissé à la disposition du public pour le renseigner sur les individus dont il est appelé à employer les services. Nous avons édicté un principe qui répond à toute préoccupation de l'ordre de celles dont je vous entretenais ; nous avons dit que le bulletin n° 3 ne serait jamais qu'à la disposition de l'intéressé, et nous avons édicté, comme sanction à ce principe, une pénalité contre toute personne qui, d'une manière subreptice, chercherait à obtenir communication d'un casier judiciaire.

Nous ne créons une immunité que pour la condamnation première ; je vous prie de bien remarquer cela, car tout à l'heure les observations de M. Lecour tendaient à laisser croire — peut-être supposait-il lui-même — que nous n'écarterions que les condamnations minimales. Du tout ! nous n'écarterons que la première condamnation prononcée, quand elle ne revêt pas certains caractères.

Quelles sont les condamnations que nous extrayons du casier judiciaire ? Je crois me souvenir de ces condamnations ; mes collègues qui sont ici pourraient corriger mes erreurs, si j'en comettais.

Nous relevons au casier judiciaire toutes les condamnations, quelles qu'elles soient, même les condamnations à une simple amende, qui impliquent une atteinte à la probité et à l'honorabilité : l'abus de confiance, le vol, l'escroquerie et l'outrage aux mœurs.

Nous extrayons les condamnations au-dessous d'un certain chiffre d'amende ou au-dessous d'un mois de prison, ou encore les condamnations ayant frappé des mineurs en vertu de l'article 69 et n'atteignant pas le chiffre de six mois, et aussi les dispositions prises à l'égard des mineurs en vertu de l'article 66.

Voilà les seules condamnations que nous extrayons du casier judiciaire.

M. Lecour dit : « Mais le public va être induit en erreur, votre casier judiciaire perdra toute autorité, il tombera dans le discrédit le plus complet. »

Il ne faut pas exagérer les choses. Je suis le public moi-même et je me rends parfaitement compte de l'effet que produira sur mon esprit, si je suis jamais appelé à demander la production d'un pareil casier judiciaire, la constatation des faits que j'y pourrai voir.

Qu'y verrai-je, si le bulletin porte *néant* ? J'y verrai avec certitude que cet homme n'a jamais été frappé d'une condamnation

pouvant d'une manière fondamentale porter atteinte à sa considération. Ce n'est pas un voleur, un escroc, il n'a jamais abusé de la confiance de personne. J'y verrai que jamais il n'a été frappé d'une condamnation grave. J'en aurai la certitude. J'y verrai que, s'il a pu être condamné, ce n'a jamais été qu'à une simple amende ou à une pénalité d'emprisonnement légère, que, s'il a été condamné, il n'a pu subir qu'une seule condamnation, qu'il n'a comparu qu'une seule fois en justice. Voilà ce que j'y verrai.

Est-ce que cela troublera mon jugement ? Est-ce que, quand le législateur aura dit : « Je ne me préoccupe pas des pénalités prononcées par ces condamnations », le public conservera une arrière-pensée et dira que ce moyen d'information mis à sa disposition n'a aucune valeur, qu'il ne doit pas s'y référer ?

S'il ne veut pas s'y référer, il ne s'y référera pas, il s'informerait autrement.

Remarquez que les lois pénales n'avaient pas prévu le casier judiciaire ; c'est une institution en quelque sorte née du hasard, et c'est l'expérience qui lui a donné l'importance qu'on lui accorde aujourd'hui.

Je dis que les errements actuels ne constituent qu'un véritable abus ; la loi pénale n'avait pas autorisé à divulguer ainsi les condamnations judiciaires : la loi nouvelle que vous allez faire, qui va régulariser cette situation, fait, je crois, une juste part à l'expérience de la vie, à la pratique des choses, au véritable sentiment de l'équité.

Qu'arrivait-il dans la pratique de la vie ? N'avez-vous pas eu maintes fois l'exemple d'individus poursuivis toute leur vie par une condamnation insignifiante. Mettez-vous dans la situation du patron qui se trouve en face d'un ouvrier ayant une condamnation à huit jours de prison ; il se dit : J'aime mieux un ouvrier qui n'a pas de casier judiciaire qu'un homme qui est un homme violent, puisqu'il a comparu en justice pour un fait de cette nature.

Est-il équitable qu'un individu soit poursuivi toute sa vie par un pareil souvenir ? Pour notre part nous ne l'avons pas cru, et je crois que ce que nous avons fait est assez rationnel, assez juste, est la conséquence légitime de l'expérience que vous avez faite jusqu'à ce jour des abus nés de la production intégrale des condamnations qui figurent au casier judiciaire.

Vous dites : Ce serait une tromperie pour le public si on lui laissait ignorer ces condamnations.

Il y a une analogie qui vous permet de bien comprendre ce que nous avons voulu faire. Quand on vient prendre auprès de vous des renseignements sur un de vos anciens serviteurs qui est resté un certain temps à votre service, que dites-vous ? Juste ce qui est nécessaire ; vous vous feriez scrupule d'aller plus loin ; si dans le passé de cet ancien serviteur il y a un fait véniel qui, à son heure, a pu avoir une certaine gravité, mais qui depuis a été effacé par de bons et loyaux services, vous n'en dites rien, parce que vous pensez qu'en rappelant ce souvenir vous allez empêcher cet individu de trouver une nouvelle place.

C'est ce que fait la loi que nous avons présentée à l'examen du Ministre ; la loi ne tient pas compte de ce qui est minime.

Ce serait grave si nous accordions le bénéfice de ces immunités à des relaps ; mais lorsque vous songez que nous ne faisons exceptionnellement cela que pour des condamnations d'un caractère absolument minime, s'appliquant à des faits qui n'impliquent pas l'improbité de la part de celui qui s'y est laissé entraîner, et pour une condamnation première, je crois que vous devez être conduits à reconnaître que nous n'avons pas conçu un si méchant projet, si imparfait, de nature à diminuer d'une façon sérieuse l'autorité qu'on est accoutumé d'attacher à la consultation du casier judiciaire ; au contraire, si vous voulez bien vous rendre compte des termes en lesquels la question se posera demain peut-être devant le Parlement, vous serez conduits à penser que nous avons fait œuvre politique et que, lorsqu'on se trouve, comme nous le sommes, appelé à se défendre contre des thèses plus absolues, il faut savoir faire la part du feu. Cette part du feu, nous croyons l'avoir faite d'une manière sage et efficace.

L'immunité a lieu pour la condamnation première ; les autres condamnations doivent-elles figurer éternellement au casier judiciaire ?

Il y a la réhabilitation, dont vous connaissez la procédure. Nous avons pensé — c'est une question très discutable, bien plus délicate que l'autre — que lorsque la condamnation première, quel qu'en fût le chiffre, a été suivie pendant très longtemps d'une vie probe, honnête, sans aucune nouvelle recherche de la justice, il devait y avoir non pas une sorte de réhabilitation de plein droit, mais un effacement sur le bulletin n° 3 des condamnations prononcées. Nous avons fixé 7 années pour les délits et 15 années pour les crimes.

15 années pour les crimes : dans quel cas cela pourrait-il se produire ?

Assurément un individu condamné pour un crime et qui au bout de ce temps n'aura pas, par des poursuites nouvelles, réveillé le souvenir de son ancienne condamnation se trouvera bien — on doit l'espérer — dans une situation digne d'une faveur pareille.

Ce n'est pas la partie du projet à laquelle je m'attache principalement, elle n'est pas essentielle et fondamentale comme l'autre; j'admettrais sur ce point la discussion beaucoup plus que sur l'autre.

J'avoue que les objections de tout à l'heure n'ont pas troublé mon jugement, ne m'ont laissé aucune inquiétude et surtout aucun regret, et je suis convaincu que si l'honorable membre qui les produisait avait assisté à nos discussions il n'aurait pas manqué d'être touché des objections très fondées et très vives que nous avons rencontrées de la part de ceux qui voulaient tout faire disparaître du casier judiciaire et que, ayant mieux réfléchi, il se fût décidé à accepter comme nous cette œuvre de conciliation. (*Vifs applaudissements.*)

M. CAMOIN DE VENCE, *rapporteur*. — Messieurs, nous sommes extrêmement heureux et honorés, dans notre Société générale des prisons, de voir que la question du casier judiciaire ait amené parmi nous la présence, je dirai même le concours, des membres éminents qui composent précisément la grande Commission du casier judiciaire.

Lorsqu'invité par le Conseil de direction à m'occuper du casier judiciaire, j'ai étudié les divers éléments qui étaient à ma disposition, je me suis bien gardé d'avoir la prétention d'empiéter sur l'œuvre de la Commission. J'ai déclaré de la manière la plus formelle, dans mon rapport — je regrette, à ce point de vue, que l'honorable orateur n'ait pas lu ce rapport —, que nous ne connaissions les discussions et surtout les conclusions de la Commission du casier judiciaire que très imparfaitement, je ne dirai pas par les indiscretions des journaux, mais enfin par certaines communications incomplètes faites à la presse; j'ai déclaré que je me garderais bien de vouloir discuter en aucune façon les conclusions de la Commission, ne les connaissant pas.

J'ai étudié, au point de vue théorique, et de mon initiative personnelle, la question du casier judiciaire; j'en ai fait l'histo-

rique et j'ai, autant que possible, élucidé les diverses questions qui pouvaient être l'objet de votre examen.

Au point de vue historique, permettez-moi de revenir en quelques mots sur l'idée fondamentale du casier judiciaire qui doit servir d'argument pour la solution de quelques-unes des questions.

Comme nous l'a très bien dit un ancien fonctionnaire supérieur de la préfecture de police, on avait organisé ce qu'on a nommé des sommers judiciaires, c'est-à-dire qu'on avait réuni tous les matériaux pour établir l'état criminel, par analogie à l'état civil, de chaque individu.

Plus tard, de 1840 à 1850, cette organisation était devenue tellement perfectionnée que pour Paris et les départements circonvoisins, la justice, qui, seule, pouvait avoir communication des sommers judiciaires, arrivait à connaître d'une manière très exacte les antécédents de tous les individus. Mais il n'en était pas de même pour le reste de la France.

L'idée était venue à de bons esprits de perfectionner cette création des sommers judiciaires. M. Bonneville de Marsangy, alors procureur à Versailles, exprima d'une manière très nette et parfaitement logique, une idée qui était dans le courant général des esprits juridiques. J'ai détaillé dans mon rapport le système de M. Bonneville de Marsangy.

L'idée parut excellente. Le conseil général de Seine-et-Oise s'en empara et émit un vœu formel pour que l'application immédiate eût lieu. Le 6 novembre 1850, le Ministre de la justice, par circulaire, non par décret, fonda le casier judiciaire. Ce qu'il est essentiel de retenir, c'est que les fondateurs du casier judiciaire, en 1850, ont eu l'intention formelle de créer une publicité qui fût utile non seulement à la justice, mais au public. Il est dit en termes formels dans une circulaire du 30 décembre 1850, que la publicité doit être la règle.

C'était tellement dans l'esprit et dans le désir de tous qu'immédiatement le casier judiciaire est entré dans les habitudes d'une manière si profonde que, j'en suis convaincu, si aujourd'hui on voulait le supprimer d'une façon absolue, cela aurait certainement les plus graves inconvénients.

Dans mon rapport, bien loin d'être absolu, j'ai été tout ce qu'il y a de plus modéré. Permettez-moi de vous rappeler qu'à la dernière séance, les honorables membres qui ont pris la parole ont eu l'air de me reprocher d'être allé trop loin. Je fais une distinction qui satisfera plusieurs de nos collègues :

Il y a deux catégories de personnes qui s'occupent de cette question : les théoriciens et les praticiens du patronage des libérés. Eh bien ! les praticiens du patronage des libérés — nous en avons eu quelques preuves éclatantes — ont trouvé que j'allais beaucoup trop loin ; qu'il fallait laisser le casier tel quel ; que la pratique actuelle était excellente, même au point de vue des libérés. Vous vous rappelez les paroles si expressives de MM. Berthélemy et Bournat que vous avez entendus à ce sujet. Cela est si vrai que M. Bogelot, qui se prétend aussi un des praticiens du patronage des libérés, a cru devoir protester.

Nous nous gardons bien d'avoir la prétention de faire œuvre législative, nous nous efforçons de concourir modestement aux travaux qui peuvent l'éclairer : elle est faite par des hommes éminents, très nourris de la question, notamment M. Trarieux qui apportera au Parlement les idées dont il vous a fait part tout à l'heure.

En ce qui concerne la justice, il n'y a pas de doute, elle connaîtra toujours tout le casier ; le bulletin n° 1 lui sera toujours communiqué. Il ne peut y avoir de question qu'au sujet de la publicité vis-à-vis des tiers et des administrations publiques.

Mais, ainsi que le faisait remarquer tout à l'heure l'honorable président de notre Société, en qui nous sommes heureux de saluer un des membres éminents de la magistrature suprême et autrefois du ministère public, qui connaît à fond et depuis longtemps cette question du casier judiciaire, nous pouvons affirmer, quelque partisan que nous soyons d'une publicité très large, que jamais on n'a communiqué directement à un tiers quelconque le casier judiciaire ; en ce qui me concerne je n'en ai jamais eu connaissance.

On communique le casier judiciaire au condamné lui-même ; un homme a des condamnations, il a le droit de demander son casier ; un autre qui n'a jamais été condamné le demande, on lui donne un bulletin blanc parce qu'il a un casier blanc.

Faut-il, et dans quelle mesure faut-il interdire cette publicité ? Je dis qu'il faut l'interdire le moins possible, et que si dans votre projet vous autorisez qu'on ne porte pas au bulletin n° 2 certaines peines, s'il y a des peines négligeables, vous devez réduire ces peines au plus petit nombre possible et aux plus légères ; il y aurait un inconvénient très grave à ce qu'un individu condamné pût produire un casier judiciaire net lorsqu'on le lui demande pour l'admettre à un emploi quelconque où l'on veut être

sûr d'avoir un honnête homme. Ce danger intéresse vivement tout le monde.

Mais, dites-vous, à côté du danger de tromper le patron, il y a aussi le danger très grave, pour l'homme qui a été condamné à une peine légère, de rester toute sa vie sous le coup de cette peine ; il y a là quelque chose qui vous frappe et lorsqu'on cite certains faits d'hommes condamnés pour des délits peu graves et qui restent toute leur vie sous le coup de leur infortune, il y a de quoi émouvoir le cœur de philanthropes aussi généreux que M. Béranger, qui a voué sa vie à cette œuvre.

C'est par dessus tout une question de mesure, et si vous ne voulez pas effrayer le public, si vous ne voulez pas apporter une grande perturbation dans les habitudes-prises, pour les renseignements que le casier judiciaire vous donnait d'une manière certaine, il faut que dans la loi que vous préparez — dont vous serez les auteurs, tandis que nous ne pouvons nous en occuper que de loin — vous réduisiez le plus possible le nombre des peines que vous déclarerez négligeables, c'est-à-dire qui pourront n'être pas inscrites au bulletin n° 2 ; enfin si vous portez une atteinte à la publicité, que cette atteinte soit la plus légère possible. Voilà mon vœu personnel, et à ce point de vue je me rapproche beaucoup de ce qui a été dit par l'honorable M. Trarieux.

Il y a un autre point sur lequel je suis plus affirmatif encore : c'est celui de la prescription. Je sais qu'au sein de la commission il y a eu des discussions très vives sur cette question de la prescription ; je vois en face de moi un homme éminent, — il peut y avoir des contradictions entre les esprits les plus éclairés, — je vois un homme de science qui ne peut pas contester que j'ai mis en relief son système par les côtés les plus saisissants. Il a soutenu que l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire était par elle-même une peine, que si c'était une peine elle pouvait être prescrite, et il a étudié d'une façon très complète, à laquelle je rends hommage, cette question de la prescription appliquée à l'inscription considérée comme une peine.

Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une véritable peine ; l'analogie avec la publicité des arrêts n'est pas juridique. On a voulu arriver, par une manière détournée, à une question de péremption ; mais on ne saurait non plus admettre ici une véritable péremption, je l'ai prouvé dans mon rapport.

M. Léveillé, tenant compte des observations qu'a provoquées son système, a émis une idée nouvelle. L'inscription d'une condamna-

tion au bulletin n° 2 peut être suspendue pour un an au profit du libéré dont une société de patronage agréée par l'État appuierait la requête. Cette suspension serait renouvelable ; après quatre renouvellements, la suspension serait prononcée pour cinq ans et après dix ans l'inscription prendrait fin. Il est certain que l'intervention d'une société de patronage offrirait une garantie et cette nouvelle proposition de M. Lévêillé soulèverait moins d'objections que son premier système.

M. le sénateur Béranger a trouvé que le casier judiciaire ne vivant que par une circulaire ministérielle avait une existence précaire ; il a voulu lui donner une existence légale et c'est ce qui a motivé son projet de loi.

Je suis entièrement de son avis ; il est d'un intérêt essentiel pour tous que le casier judiciaire ait une base plus solide ; s'il n'existait que par une circulaire, d'autres circulaires, à un moment quelconque, pourraient le supprimer.

Il est bien entendu que le bulletin n° 1, intégral, sera toujours connu du juge.

La publicité du casier, dans les conditions que nous avons expliquées, rend d'immenses services, au point de vue moral ; on doit se garder d'y renoncer. Il ne faut pas sacrifier l'intérêt de la grande masse des honnêtes gens à celui d'un très petit nombre de libérés.

Pour les condamnations peu graves qui, dans certains cas et après certains délais, pourraient n'être plus inscrites au bulletin n° 2, c'est surtout, nous le répétons, une question de mesure.

Je ne veux pas insister davantage. Je suis heureux de constater que ce qui a été dit à la dernière séance et aujourd'hui, me permet de confirmer les conclusions de mon rapport.

M. BÉRANGER, sénateur. — Ce serait désertir mon opinion, que de ne pas répondre aux objections nombreuses qui ont été faites au projet d'une réforme. (*Bulletin*, 1890, p. 776.)

J'appartiens en effet à l'opinion, si combattue ici, qu'il convient de modifier très profondément l'institution du casier judiciaire. non pas, bien entendu, pour lui enlever son caractère principal et primitif, son caractère d'abord unique — M. Camoin de Vence ne me contredira pas — d'être un centre de renseignements sûrs et complets pour la magistrature. Personne à cet égard n'applaudit plus que moi à la pensée très ingénieuse et très utile qu'a eue l'honorable M. Bonneville de Marsangy. Mais je trouve très re-

grettable qu'on ait fait du casier, par un abus insensible, une sorte de bureau public de renseignements pour les tiers, et c'est ce caractère que je crois juste de lui enlever.

Je fais en effet fort peu de différence entre le droit jadis attribué aux tiers de demander le casier judiciaire de tout individu et l'obligation où les usages actuels mettent l'intéressé de le produire lui-même pour obtenir du travail.

Il est libre, dit-on de ne pas le remettre. . . .

M. BOGELOT. — Libre de le fournir ou de mourir de faim.

M. Georges DUBOIS. — Qu'il se fasse réhabiliter.

M. BÉRENGER. — J'examinerai cela tout à l'heure.

Si j'hésitais à entrer dans la discussion, c'est que je n'ai pas entendu les objections de M. Lecour et qu'à raison de la grande importance que j'attache à son opinion, je désirais qu'il y fût d'abord répondu. C'est un grand regret pour moi de ne le revoir, après une aussi longue absence, que pour nous trouver les armes à la main ; mais quelque estime que j'aie pour ses appréciations, je ne puis me rendre à ses préoccupations.

La question me semble beaucoup plus simple qu'elle ne paraît à un certain nombre d'entre vous et, à proprement parler, je crois qu'elle n'existerait même pas si nous n'avions l'esprit envahi et obsédé par les quarante années d'existence de l'abus que je combats.

Le principal argument de la thèse contraire est que les honnêtes gens tirent un grand avantage de la divulgation de la situation des condamnés.

Les honnêtes gens, cela n'est pas douteux ; mais je conteste qu'il en soit de même de la société dont l'intérêt peut ne pas être toujours identique au leur. Son rôle n'est pas en effet de s'occuper exclusivement du bien-être de quelques-uns, fussent-ils les plus dignes et les plus nombreux. Elle doit assurer l'existence à tous et ce soin lui est même impérieusement commandé par le devoir de protéger la sécurité particulière des bons citoyens. Car rien ne contribue plus à augmenter le nombre des malfaiteurs que les obstacles apportés aux efforts faits pour racheter une première faute.

Il est de toute évidence que l'homme qui est mis dans la situation de ne pouvoir trouver du travail nulle part est fatale-

ment condamné à retourner au mal, et aussi que du fait d'être repoussé de partout résulte pour lui une nouvelle peine que la justice n'a pas prononcée et qui est cent fois plus dure que l'autre. Cela est si grave que je suis fort convaincu que si on avait fait, en 1853, ce qu'on fait aujourd'hui, si au lieu de se borner à conférer de la question dans le cabinet d'un Ministre avec deux ou trois personnes pour aboutir à une circulaire, on avait saisi le Parlement, on n'aurait certainement pas obtenu la ratification de l'abus que je combats.

Croyez-vous en effet qu'un Parlement auquel on aurait dit: « Nous venons vous demander de créer une institution qui sera utile aux honnêtes gens, mais qui vraisemblablement entraînera pour tous les condamnés une aggravation de peine des plus considérables, et pour la société un danger nouveau », on eût aisément obtenu son vote ?

Or ceci est, je le répète, la conséquence inévitable de la divulgation imposée à l'individu de son passé. Faut-il le démontrer à mon tour ? Cette conséquence du casier ne peut en effet être contestée.

Un individu a été condamné à une peine légère . . . , je prends l'hypothèse de la peine légère, c'est le cas intéressant, le seul qui motive notre opinion sur l'urgence d'une réforme.

Un homme, dis-je, a été condamné à une peine légère de prison. peut-être à une simple amende correctionnelle: il a subi la prison ou payé l'amende; la société, qui a légitimement poursuivi sa répression, a incontestablement le droit d'exiger qu'il se relève par le travail. Il a, lui, le devoir d'y consacrer tous ses efforts. Mais n'a-t-il pas en même temps le droit de compter que des obstacles ne seront pas mis imprudemment au but qu'il doit atteindre. C'est d'ailleurs l'intérêt de la société encore plus que le sien. Elle s'est protégée contre lui pendant la durée de la peine, en le tenant sous les verrous, mais elle ne se protégera ensuite contre sa rechute qu'à la condition qu'il puisse trouver dans le travail des moyens d'existence.

Eh bien, à cet homme dont la peine aura été légère et dans tous les cas temporaire, on inflige par une première nouveauté, un accessoire qui sera perpétuel, durera autant que son existence et, de plus, cet accessoire aura pour lui la conséquence de le marquer, non pas de cette marque d'autrefois qui se cachait sous l'habit et contre laquelle cependant la civilisation moderne a si hautement protesté qu'elle n'existe plus dans aucune législation, même les moins

avancées, mais une marque qu'il sera obligé de produire lui-même dans les occasions les plus graves de sa vie, dans celle où il s'agira de sa propre vie, de l'existence peut-être d'une famille. C'est une peine assurément plus grave que l'interdiction de certains droits que les tribunaux peuvent prononcer, car c'est en fait l'interdiction du travail, c'est-à-dire l'interdiction même de l'existence. Cependant elle sera toujours et sans jugement le complément inévitable de la peine, alors que l'autre interdiction ne peut exister que si elle a été prononcée expressément.

Assurément le Parlement consulté eût avec raison considéré une pareille mesure comme constituant une véritable révolution dans nos lois pénales et je crois qu'il s'y serait élevé de telles objections qu'on aurait été obligé de renoncer au projet.

Qui aurait pu vouloir qu'un homme une fois condamné fût ainsi flétri pour sa vie entière et qu'obligé de gagner sa vie il eût éternellement cette robe de Nessus sur les épaules, qui le fit repousser partout où il se présenterait. . . .

M. Georges DUBOIS. — Il peut s'en aller.

M. BÉRENGER. — Il n'est pas obligé, dit M. Dubois de produire son casier judiciaire, il peut s'en aller. Permettez-moi de vous dire qu'un ouvrier, dans certaines professions, ne peut s'adresser qu'à un très petit nombre de patrons et qu'à un certain âge on ne peut pas redevenir apprenti. La nécessité vous presse: il faut trouver du travail ou vivre aux dépens de la société.

M. Georges DUBOIS. — Non.

M. BÉRENGER. — On me dit non..... et il faut bien en effet qu'on le dise pour trouver un argument contre l'évidente injustice de cette situation. La pensée qu'on a dans l'esprit en le disant est sans doute que l'homme pourra trouver d'autres moyens de travail.

Et bien non, c'est un espoir chimérique.

Lorsqu'on lui aura refusé du travail sur la présentation de son casier judiciaire, qu'il aura épuisé la ressource de quelque hospitalité denuit pendant trois ou quatre jours, ou celle encore d'une société de patronage, qui pourra bien lui donner un asile provisoire, mais qui, à raison des milliers de personnes qu'elle doit assister avec un personnel restreint, ne pourra pas toujours l'employer, que fera-t-il ?

Il retombera inévitablement dans la situation où il était au début ; il se retrouvera en présence d'un patron qui lui dira : Apportez-moi votre casier judiciaire. S'il l'apporte, il sera renvoyé honteusement. S'il s'éloigne et cherche ailleurs, il trouvera le même refus, et d'échec en échec il sera inévitablement conduit au suicide ou à pis encore.

Il n'y a pas ici de sensiblerie déplacée, il n'y a pas de sentimentalité aveugle à laquelle on cède sans réflexion et bêttement : il y a un fait dont on ne peut se dispenser de tenir compte sans méconnaître un besoin et un véritable devoir social ; car si le fait est vrai, la société serait trahie par l'institution qu'elle a créée pour se protéger. Au lieu d'écarter de l'homme ce qui peut l'amener à la chute, elle aggraverait le risque social en lui rendant souvent la chute inévitable.

On me répond : Vous citez quelques faits particuliers, ce ne sont pas des faits généraux.

Je déclare que ce sont des faits généraux, et permettez-moi d'ajouter que j'ai été vraiment stupéfait de voir des esprits aussi généreux et aussi éclairés, que M. Lecour et M. Berthélemy de Lyon, en contester la réalité. Je la croyais, je la crois encore indiscutable.

M. Berthélemy a dit que jusqu'à présent la société de patronage dont il s'occupe n'avait pas trouvé d'entrave, avait plutôt trouvé un secours dans le casier judiciaire tel qu'il fonctionne.

J'en suis absolument surpris. Si j'avais pu prévoir une objection aussi inattendue, venant d'une société de patronage, j'aurais apporté un dossier qui grossit chaque jour, celui des correspondances que je reçois depuis que j'ai engagé cette campagne. Vous y auriez trouvé des centaines d'exemples de malheureux qui, voulant se reprendre au bien, se voient repoussés de partout.

Les plus intéressants parmi eux ne sont pas toujours ceux qui ont été condamnés récemment, car ceux-là ont la ressource du patronage et ils peuvent, le souvenir de leur faute n'étant pas encore oublié, recourir au moyen suprême de la réhabilitation. Ce sont ceux qui, étant parvenus par une longue bonne conduite à faire oublier leur condamnation, à se faire considérer comme honnêtes, se trouvent tout à coup obligés par quelque hasard de la vie de produire leur casier.

J'avais ce matin dans mon cabinet un homme qui a commis, à treize ans — il y a cinquante-deux ans — une faute ; il fallait que la faute fût grave — je ne le cache pas — car le tribunal, au lieu

de l'envoyer dans une maison de correction, lui avait infligé un an de prison. Ce qui prouve qu'il y avait néanmoins en lui des ressources morales, c'est que, depuis cinquante deux ans, il n'est pas retombé. Il lui est arrivé, dix ou douze ans après sa libération, de rencontrer un homme influent qui s'est occupé de lui et qui a pu le faire entrer dans une compagnie de chemin de fer. A ce moment le casier judiciaire n'existait pas. Il est devenu conducteur-chef à la compagnie de Lyon. Il s'est marié. Il a eu la faiblesse, en se mariant, de ne pas faire connaître un passé racheté par quinze ou vingt ans de bonne conduite. C'est un tort, je le veux bien, il aurait dû l'avouer; mais il a eu des enfants, devait-il aussi avouer sa faute à ses enfants? Qui pourrait le dire? Il a vécu ainsi assez longtemps; puis, à une certaine époque, il est arrivé que les compagnies de chemins de fer ont décidé d'exiger le casier judiciaire de leurs employés; pour ne pas donner lieu à des récriminations, elles ont invité les anciens employés à apporter également le leur.

Celui dont je parle n'a pas eu le courage de s'exposer à un renvoi certain. Il a prétexté une petite aisance qu'il n'avait pas et il a donné sa démission.

Aujourd'hui, Messieurs, il en est à tendre la main, faute de pouvoir trouver le moindre travail.

Vous ne vous figurez pas quelle quantité il y a, de ces faits-là.

Il y a une chose très dure qui se passe dans les grands magasins : on reçoit généralement un commis sur des références, ce qui vaut infiniment mieux que de demander son casier judiciaire; il entre, on le prend à l'essai; mais au bout de cinq ou six mois, si on est content de lui, on lui dit : Vous n'êtes plus auxiliaire, vous allez devenir employé, nous formons votre dossier, apportez votre casier judiciaire.

Cela se passe tous les jours; et ces malheureux, qui ont commencé à se bien conduire, perdent le fruit de leurs efforts et sont replongés dans la misère.

Je vous fais, Messieurs, un discours un peu à bâtons rompus, mais je vous donne, je crois, des arguments qui ont une certaine valeur.

Je suis, à la vérité, un de ces praticiens du patronage des libérés, dont on vous a parlé, mais je ne crois pas que ce doive être une raison de discrédit pour ce que je dis, car c'est ce qui m'a permis

de voir les choses de plus près et de mieux mesurer le danger que la société se fait courir à elle-même.

La plupart d'entre vous ignorent à quel degré l'usage du casier est aujourd'hui généralisé.

Il faut le produire pour être allumeur de reverbère, pour être vidangeur...

M. BOGELOT. — Pour être balayeur.

M. BÉRENGER. — Encore, si on faisait une différence entre les mentions qu'il contient, si, quand le casier est apporté, le patron se donnait la peine d'examiner, d'apprécier, s'il se disait : Voilà une condamnation à l'amende qui n'est rien, en voilà une autre qui remonte à vingt ans, elle est effacée.

Mais pas du tout; on a établi partout cette règle qu'une condamnation quelconque, fût-ce pour pêche, exclut l'individu. Les patrons ne sont pas assez sots cependant pour croire que toute condamnation empêche d'être un bon ouvrier, mais il n'admettent pas la discussion, c'est plus commode et d'ailleurs c'est un moyen d'élimination : il y a tant de candidats pour les places même les plus infimes.

Tant que vous n'aurez pas fait à Paris et ailleurs ces ateliers charitables de travail que pour mon compte j'appelle de tous mes vœux, que je cherche à organiser autant qu'il est en moi, tant que l'homme repoussé de partout ne sera pas assuré de trouver un travail qui, si infime qu'il soit, lui donne du moins du pain, vous serez dans l'obligation, si vous ne voulez voir croître sans cesse le fléau de la récidive, de le débarrasser des entraves qui l'empêchent de s'en procurer de lui-même.

Il faut cependant, dira-t-on, qu'on soit éclairé sur le passé d'un individu.

Vraiment il semblerait que la société n'a jamais vécu sans casier judiciaire... Mais, Messieurs, nous avons tous ou presque tous vu l'époque antérieure à 1852, qu'avait-on alors?

M. LE PRÉSIDENT. — Le certificat de bonnes vie et mœurs.

M. BÉRENGER. — Eh bien! Pourquoi ne l'aurait-on pas encore? Mais non, on avait mieux. On faisait l'enquête personnelle, qui est bien supérieure au casier judiciaire.

On paraît croire que le but des partisans d'une réforme est d'obtenir que les antécédents des individus restent cachés. C'est une complète erreur : nous voulons simplement qu'on revienne à l'usage des enquêtes dont l'avantage est de fournir, à côté de l'indication entière du passé, les renseignements moraux qui peuvent atténuer ou aggraver sa signification apparente.

Que dit le casier judiciaire ? Il dit qu'un homme a été condamné à telle époque pour tel fait. Est-ce que cela vous indique sa moralité, son degré de probité ? Non. Je crois pouvoir dire, sans être démenti, qu'il y a beaucoup de gens qui ont un casier judiciaire blanc et qui sont d'affreux coquins ; par contre, il y a beaucoup de gens qui ont pu subir une condamnation sans avoir cessé d'être de très braves gens.

Le casier judiciaire n'est donc qu'un mode de renseignements incomplet.

L'enquête. On s'adresserait à moi comme président d'une société de patronage, je dirais, comme je le fais toujours.... car il ne faut pas que M. Berthélemy croie que la société dont il fait partie soit la seule à ne pas cacher le passé — toutes le font : ce n'est pas seulement une loi de délicatesse, mais aussi une règle de prudence ; car s'il arrivait quelque méfait la société de patronage serait responsable de sa dissimulation — je dirais, en donnant les renseignements : C'est un homme qui a eu une faiblesse, qui a été condamné, mais je connais sa vie depuis sa condamnation, je crois son repentir sincère et je pense qu'on peut avoir confiance en lui.

J'ajouterais cela et je crois qu'il y a peu de gens qui ne céderaient à la compassion.

De même il pourrait m'arriver de dire : Tel libéré n'a subi qu'une condamnation légère, mais c'est un fainéant, ou un ivrogne. Il est prudent de ne le prendre qu'à l'essai.

Il y a ainsi l'appréciation morale, l'appréciation personnelle à côté de la constatation mécanique, brutale et la plupart du temps stérile du renseignement judiciaire.

Je dis donc que le casier judiciaire, comme source de renseignements, est très inférieur à l'enquête. Un fait me semble le prouver péremptoirement.

Quels sont les gens dont il est le plus essentiel de connaître le degré de probité ? Ne-sont ce pas les domestiques, les gens qu'on reçoit dans sa maison, qu'on y laisse forcément en présence des objets précieux qu'elle contient, qui souvent y sont dépositaires

nécessaires des clés ? Qui songe à leur demander leur casier judiciaire ?

Nous ne le demandons pas, parce que nous préférons, avec juste raison, nous adresser aux gens qui, les ayant occupés avant nous, nous donneront un renseignement plus sûr sur leur moralité.

Vous voyez qu'il y a des sources, plus certaines que le casier, et qu'en allant même jusqu'à supprimer l'usage de le demander, on ne laisserait pas les honnêtes gens, comme on l'a dit, sans garanties. Leur enlèverait-on du moins un moyen précieux de prouver leur honnêteté ? Je ne le pense pas, car on se tromperait fort si on considérait le bulletin n° 2, même déchargé de toute condamnation, comme un certificat d'honneur et de probité.

M. TRARIEUX. — C'est une présomption.

M. BÉRENGER. — Il prouve une seule chose c'est qu'on n'a pas été condamné.

Si vous avez à faire à un de ces escrocs cauteleux mais habiles, qui savent tirer le lucre d'une affaire et en éviter les risques, il aura un bulletin blanc et n'en sera pas plus honnête pour cela. De même l'homme qui aura été arrêté et poursuivi, mais qui aura bénéficié, faute de preuves, d'une ordonnance de non-lieu ou d'un acquittement.

Non, l'honnête homme ne trouve pas un titre véritable, le titre qui prouvera son honnêteté, qui établira son honneur, dans le casier. Son titre est dans la bonne renommée qui l'entoure et que peut seule établir le témoignage des gens qui l'ont connu et qui, ne se bornant pas à dire qu'il n'a pas été condamné, attesteront sa délicatesse et son honnêteté.

Je me garderai bien de conclure, Messieurs, car je vous avoue que je dois un peu assumer sur ma tête tous les péchés d'Israël. J'irais en effet, pour mon compte, plus loin que ce qui a été proposé, et je ne croirais pas mettre la société en péril en demandant purement et simplement le retour à ce qui existait avant 1855, je crois, c'est-à-dire le retour à la règle primitive de son institution, la communication aux seuls magistrats.

Peut-on dire que la société manquât alors de défense. Qu'on consulte les statistiques : je suis convaincu qu'il n'y avait pas alors plus d'employés infidèles, plus d'abus de confiance, plus de gens trompés qu'il n'y en a aujourd'hui, peut-être y en avait-il moins. En

tout cas la récidive était beaucoup moindre. A quoi donc a servi cette aggravation énorme de la peine résultant de la publicité qui lui est donnée ? Comme le disait M. Trarieux, l'esprit de nos lois pénales de 1810 est que la publicité d'un jugement ne puisse avoir lieu que lorsqu'elle a été expressément ordonnée par le magistrat dans des cas strictement limités. L'esprit de notre loi sur la diffamation est qu'il n'est pas permis de reprocher à un homme, en face, le fait le plus avéré, le plus certain. Et voilà qu'une publicité indirecte, reposant sur de simples circulaires, s'est installée pour toutes les condamnations, en violation de tous ces principes, au milieu d'une législation qui la repousse.

Messieurs, je soutiendrai par toutes ces raisons et d'autres encore, le retour au passé. Il est possible que cette thèse ne soit pas accueillie, si j'en juge par la manière dont elle est critiquée ici. Mais je suis pour les thèses absolues en matière de justice. Ce n'est pas en effet dans les tempéraments, les accommodements et les transactions qu'on peut espérer de la trouver. Je pense qu'il ne faut pas se lasser de la réclamer sous sa forme la plus vraie. Si les mœurs et les temps sont tels qu'on ne puisse l'obtenir ainsi, il sera toujours temps, après avoir combattu, de se résigner au relatif. J'accepterai sans doute alors, mais à titre subsidiaire la proposition de M. Camoin de Vence, qui est en grande partie celle de la Commission spéciale de la chancellerie. Je ne pense pas qu'elle mérite le reproche qui lui a été fait d'ôter tout crédit au bulletin n° 2, car il est facile de satisfaire à cette préoccupation par une mention imprimée en tête du bulletin. Ceux qui voudront connaître plus complètement le passé d'un individu devront à la vérité recourir à l'enquête comme autrefois. Cela troublera un peu les usages, car nous en sommes arrivés à ce degré de facilité de mœurs, à cet impérieux besoin de tout faire rapidement et par conséquent légèrement et superficiellement, qu'on demande le casier judiciaire parce que c'est tout de suite fait et que cela ne donne pas de peine. Il est blanc, c'est bien ; il n'est pas blanc, allez-vous en. On sent que c'est insuffisant, mais c'est un insupportable qui est rapide et commode. C'est la grande raison de la préférence qu'on lui donne. Il faudra se donner la peine de s'enquêter. Pour moi je m'en féliciterai par les raisons que j'ai dites.

Je ne suis donc pas un adversaire du bulletin restreint. Il sera un réel bienfait si le bulletin lui-même est maintenu. Mais, je le répète, je crois juste d'aspirer plus haut. (*Vifs applaudissements.*)

M. BOURNAT. — Je m'étais associé, à la dernière séance aux déclarations de M. Berthélemy. Comme elles ont excité chez M. Béranger un vif étonnement et ont provoqué de sa part des observations qui paraissent avoir fait sur l'assemblée une certaine impression, je crois devoir lui répondre en quelques mots.

M. Berthélemy disait que la première règle *professionnelle* — si je puis m'exprimer ainsi — d'une société de patronage, c'est de dire sincèrement, complètement tout le passé de celui pour lequel elle demande une place ; c'est un devoir tellement absolu que, comme le disait M. Béranger, quand il est arrivé à des personnes charitables de placer des libérés en dissimulant une ou deux condamnations, il y a eu des actions en responsabilité qui se sont dénouées devant les tribunaux. Je pourrais citer une affaire dans laquelle une personne charitable du monde ayant placé un ancien comptable trop habile, s'est vue exposée à une condamnation considérable représentant le détournement commis par ce comptable dont elle avait caché les antécédents.

M. Béranger a affirmé que les sociétés de patronage, notamment celle qu'il préside, font connaître tous les antécédents des libérés ; mais, dit-il, on accompagne ces révélations de considérations morales sur les circonstances dans lesquelles le libéré a succombé, sur les promesses qu'il a faites, sur les résolutions qu'il paraît avoir prises pour l'avenir.

Qu'il me permette de lui dire ceci : si ces révélations de la société de patronage ne sont pas fortifiées par la production d'un casier judiciaire qu'on saura contenir toutes les condamnations, les personnes chez lesquelles le libéré sera présenté seront disposées à penser que précisément, dans l'intérêt de celui-ci, la société dissimule une ou plusieurs condamnations.

A quoi sert le casier judiciaire dans les mains de celui qui veut placer un libéré ? Il sert à justifier ses affirmations.

On a dit : Le casier judiciaire est commode, c'est pour cela qu'il est entré si profondément dans les usages.

Il y a quelque chose de plus, celui auquel on présente le casier judiciaire d'un individu sait que celui-ci n'a pas d'autres condamnations ; il peut se renseigner sur les circonstances dans lesquelles ces condamnations ont été prononcées ; c'est l'exactitude, la sincérité du casier judiciaire qui peuvent inspirer confiance dans les recommandations dont le libéré peut être l'objet.

Il me semble donc que les observations de M. Berthélemy n'étaient pas faites pour exciter la stupéfaction.

Je suis convaincu, moi aussi, que les déclarations d'une société de patronage au profit d'un libéré doivent être fortifiées par la production d'un casier judiciaire, exact et sincère.

Qu'on n'oublie pas les origines du casier judiciaire. Est-ce qu'il a été imaginé par un Gouvernement tyrannique, et désireux d'avoir des renseignements inquisitoriaux sur les citoyens ? Non, c'est à un moment où le suffrage universel, comme aujourd'hui, était notre maître absolu (la loi du 30 mai 1850 n'ayant pas encore restreint la liberté électorale), qu'un corps élu par le suffrage universel, le Conseil général de Seine-et-Oise, a proposé la création du casier judiciaire.

Est-ce que, depuis 1850, la pratique du casier judiciaire a soulevé des protestations sérieuses ? On s'est borné à citer des cas particuliers avec lesquels on a essayé d'émouvoir l'opinion publique, sans dire qu'une meilleure pratique de la réhabilitation peut remédier aux inconvénients qu'à tort on attribue au casier judiciaire.

Ce qu'on peut reprocher à ceux qui ont entrepris la réforme du casier judiciaire c'est de se préoccuper exclusivement des libérés. On peut dire aujourd'hui que le casier sert surtout à ceux qui n'en ont pas, c'est-à-dire à la grande majorité de la population, et qu'il n'est pas inutile aux libérés susceptibles d'être placés.

Il est à craindre que le casier judiciaire tel qu'on veut le faire ne serve plus à personne.

Il servira toujours, nous dit-on ; il aura au moins, disait M. Trarieux, l'utilité du certificat donné par le patron. C'est vrai ; si le casier n'est plus exact et sincère, il ne sera plus qu'un casier à réticences comme le certificat du maître ou du patron, et il n'aura pas une plus grande valeur.

Que valent aujourd'hui ces certificats ? On renvoie un domestique, un employé parce qu'ils n'ont pas été probes et sages et on leur donne un certificat dans lequel on ne dit rien de leur moralité.

Je maintiens que le casier judiciaire tel qu'on veut le restreindre n'aura plus d'utilité. Nous devons regretter beaucoup que les membres de notre Société qui font partie de la Commission instituée à la Chancellerie pour la réforme du casier judiciaire, aient jusqu'à ce jour gardé le plus profond silence. S'ils nous avaient communiqué les considérations par lesquelles ils motivent la réforme, ils auraient peut-être pu nous ramener. Ils se sont bornés à constater qu'ici, les opinions sont, à la presque unanimité, différentes de l'opinion de la majorité de la Commission de la Chancellerie.

Ce qu'a dit aujourd'hui M. Trarieux, un des membres de cette Commission, démontre que, pour supprimer une institution créée en 1850, dans un pays de suffrage universel, on va proposer une loi contraire à l'esprit démocratique.

Est-ce que je n'ai pas entendu dire par M. Trarieux que le bulletin n° 1, contenant la mention de toutes les condamnations, serait communiqué non seulement à la magistrature mais aux administrations publiques ? De sorte qu'il y aurait deux catégories : les ouvriers qui auront l'honneur de travailler au compte de l'État devront avoir un casier judiciaire d'honnêtes gens....

M. BÉRENGER. — Non.

M. BOURNAT. — Il a été dit que le bulletin n° 1 serait communiqué aux administrations publiques.

M. BÉRENGER. — Lorsqu'un homme voudra devenir fonctionnaire public, l'administration aura le droit de voir son bulletin n° 1.

M. BOURNAT. — Comment ? On exigera le bulletin n° 1 de celui auquel on confiera une fonction que j'appellerai *extérieure*, et, lorsqu'il s'agira de faire entrer dans une famille, un libéré, on lui fera la faveur d'un casier judiciaire d'où l'on aura extrait des condamnations !

Je dis avec M. Bérenger qu'il faut être pour ou contre le casier judiciaire, et que si on veut conserver cette institution, il ne faut pas la compromettre par des modifications qui la rendraient inutile et même dangereuse.

Les attaques contre le casier judiciaire sont de la nature de celles autrefois dirigées contre le livret d'ouvrier. Pour obtenir la suppression du livret d'ouvrier et priver ainsi les ouvriers laborieux d'une précieuse garantie, on n'a pas d'abord demandé la suppression, on a rendu le livret facultatif, puis on l'a supprimé.

C'était dans l'intérêt des ouvriers paresseux qu'on obtenait finalement la suppression du livret d'ouvrier ; aujourd'hui, c'est au nom des libérés plus ou moins repentis qu'on marche à la suppression du casier judiciaire.

C'est toujours l'intérêt de la minorité dont on semble préoccupé. Les libérés constituent heureusement une très petite minorité, et on ne peut s'associer à ceux qui disent qu'on peut avoir à son casier *néant* et être plus coupable que ceux dont le casier est chargé.

J'ai été stupéfait d'entendre M. Bérenger dire qu'il ne faut pas

avoir trop de confiance en ceux qui n'ont pas de casier judiciaire ; serait-ce, par hasard, parce qu'il est impossible de savoir de combien d'ordonnances de non-lieu ils ont pu être l'objet ? Singulière contradiction.

En même temps qu'on demande la suppression du casier judiciaire, après avoir obtenu celle du livret d'ouvrier, on demande l'établissement d'un livret scolaire. Ce livre serait destiné à protéger les élèves laborieux au jour de l'examen. Soyez persuadés que dans quelques années, quand les livrets scolaires auront servi à passer des examens, les paresseux des collèges se lèveront pour dire : « Nous demandons la suppression de ces livrets, qui nous gênent parce qu'ils rappellent que nous n'avons pas travaillé et que, durant toute l'année, nous avons été les derniers de notre classe ».

M. Mettetal avait raison de dire, en 1869, quand commençait la campagne contre le livret d'ouvrier : « Vous nuirez aux bons, sans être utiles aux mauvais ».

Je vous dis qu'en supprimant le casier judiciaire ou en lui faisant perdre le crédit qu'il a eu jusqu'à ce jour, vous nuirez aux honnêtes gens sans être utiles aux libérés.

M. TRARIEUX. — Je constate ceci : c'est que si le projet était adopté ici, même dans les conditions restreintes où la Commission du Ministère de la justice le présente, nous aurions déjà fort à faire pour le faire adopter par les Chambres.

J'en donnerai pour preuve à l'Assemblée le discours de M. Bérenger. Évidemment mon honorable collègue est enclin aujourd'hui à accepter d'une manière définitive la suppression absolue, bien qu'il paraisse avoir été longtemps hésitant sur cette conclusion. Je suis certain maintenant que nous éprouverons la plus grande difficulté à faire voter le projet, même limité comme il l'a été par la Commission.

Je voulais dire à cette grave assemblée qu'avant de juger notre œuvre je la supplie d'attendre ; peut-être y a-t-il beaucoup moins d'écart qu'il ne semble entre ce que nous avons fait et ce que vous paraîsez penser.

J'ai été étonné du langage exprimé par votre honorable rapporteur, il me semblait entendre exposer mes idées : il accepte le principe que j'indiquais et il dit : il faut modifier dans les conditions les plus prudentes, n'éliminer du casier judiciaire que les condamnations les plus légères.

Du moment que vous entrez dans cet ordre d'idées, nous sommes bien près d'être d'accord ; ce n'est plus un *non possumus*, et si c'est l'opinion de la majorité de l'assemblée, je suis rassuré. Voici pourquoi : nous avons besoin de l'appui de l'opinion, il ne faut pas que notre œuvre soit jugée par avance dans ce grand milieu judiciaire qui contribue pour une large part à modifier l'opinion.

Puisque nous sommes près de nous entendre, ne nous diminuez pas, ne nous affaiblissez pas lorsque nous nous rendons compte que nous allons déjà avoir de la peine à faire accepter le projet.

Je voudrais vous prier de surseoir, d'être extrêmement prudents, et, même dans vos conversations du palais, de ne pas trancher d'une manière précipitée cette question et de ne pas déclarer *a priori* que notre œuvre est battue.

M. CAMOIN DE VENCE. — Je me rallie absolument aux dernières paroles de l'honorable orateur et je demande d'une manière formelle que la question soit maintenue à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT. — La question sera maintenue à l'ordre du jour ; mais je dois dire à notre nouveau collègue, l'honorable M. Trarieux, que, dans notre Société, toutes les opinions se manifestent, chacun produit librement ses observations dans un sens ou dans un autre, mais l'assemblée générale ne vote jamais.

M. TRARIEUX. — Je ne vous donnais qu'une preuve de la déférence que j'ai pour vos opinions.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous nous sommes placés à un point de vue théorique, général et pratique ; c'est à ce triple point de vue que nous avons discuté jusqu'ici. Quant au rapport de la commission dont MM. Trarieux, Béranger et Léveillé font partie, nous ne le connaissons pas officiellement ; il n'a pas été publié. Mais il rentre dans nos attributions, dans le but que nous nous proposons. La question du casier judiciaire nous a paru beaucoup trop importante pour qu'elle ne donnât pas lieu à des discussions dans notre assemblée générale.

Nous remettons la continuation de la discussion à la prochaine séance, c'est-à-dire au 18 novembre.

La séance est levée à six heures et demie.

COMITÉ DE DÉFENSE

DES

ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE

RAPPORT SUR SON PROGRAMME D'ÉTUDES

lu et adopté à l'assemblée générale tenue le 17 juin 1891

au Palais de Justice

sous la présidence de M. le Bâtonnier de l'ordre des avocats
à la Cour d'appel de Paris.

Un enfant de moins de seize ans, arrêté dans nos rues par les soins de la police, est amené devant les magistrats.

C'est un vagabond, un mendiant, un apprenti du vol; par son âge, par la légèreté de sa faute, il est, en apparence, un de ces infiniment petits qu'on serait disposé à négliger; mais prenez garde, il porte dans sa chétive personne les plus redoutables problèmes: — les uns appartiennent à la philosophie, les autres intéressent plus particulièrement la science sociale; beaucoup sont en même temps du domaine de la justice et se rattachent à l'application de nos lois pénales.

Ceux-là nous appartiennent; c'est à leur examen, à leur solution que, réunis ici par votre propre initiative, vous avez résolu de consacrer vos travaux.

Pour y mettre de l'ordre, pour aborder avec méthode l'œuvre, de longue haleine, que vous vous proposez d'accomplir; pour rendre vraiment secourable aux misères qui excitent si justement votre pitié, la collaboration de vos communes volontés, il convient de ne pas discuter à l'aventure, mais de suivre dans leur développement logique la série des questions comprises dans le programme que vous vous serez tracé.

Depuis les quatre premières séances, qui ont été employées à nous constituer, le but large et élevé de notre Comité d'étude et

de propagande a été trop bien et trop souvent défini, pour qu'il soit utile de le rendre plus visible encore à tous les yeux.

Il nous reste à l'atteindre le plus rapidement possible.

Dans votre séance du 11 mars dernier, vous avez chargé le bureau de préparer un plan d'études, qui, tout en formulant les questions les plus urgentes et les plus essentielles, soit, en même temps, un cadre assez souple, pour que les propositions émanant de l'initiative de chacun de vous, puissent y trouver leur place sans en déranger l'harmonie.

Le champ s'étend à l'infini, à ce point qu'au moment d'y faire le premier pas on éprouve devant son immensité comme un sentiment de lassitude; mais en même temps, on se sent puissamment attiré par de douloureux appels, et le courage revient bien vite, pour peu que l'on regarde l'enfant, soit dans les milieux, aussi insalubres pour son esprit que pour son corps, où sa perversion semble inévitable : soit dans les salles du Dépôt, dans les cellules de la Petite-Roquette ou sous les voûtes sombres de la vieille Conciergerie, devenue depuis peu la triste prison de la petite fille.

Pour ne pas perdre de vue le but essentiellement pratique que nous voulons atteindre, il est nécessaire que nous nous tracions des limites; si on se laissait aller au cours naturel des idées, on pourrait à propos de cet enfant, si petit par la place qu'il occupe, — si grand par les destinées qu'il peut accomplir, — traiter à peu près toutes les questions qui intéressent et passionnent l'humanité.

Dès les premières heures, il a besoin d'être protégé, dans sa personne physique et morale. Non seulement sa vie doit être défendue contre les causes de destruction qui la menacent, bien souvent de la part de ceux-là mêmes qui la lui ont donnée, mais sa conscience elle aussi ne tarderait pas à s'atrophier, sans le secours d'une bonne éducation, puisant sa force aux sources supérieures. C'est ainsi que dans cette grande œuvre de la protection de l'enfant, on voit rivaliser de zèle, ceux qui veulent lui donner un corps robuste et ceux qui s'efforcent de lui façonner une âme saine et virile (1).

Mais malgré tous ces soins, il arrive pour beaucoup de ces enfants, une heure funeste où c'est à la loi pénale qu'il faut demander le remède suprême. Comment, sous quelle forme, avec quelles

(1) *Étude sur l'état actuel de la protection de l'enfance*, par le docteur Marjolin, 1891. (*Bulletin de la Société des prisons*, 1891, p. 776.)

précautions doit-il être appliqué? telle sera en réalité, la matière de vos délibérations.

Pour assurer d'une façon efficace la défense de l'enfant, pour faire tourner à son avantage les prescriptions de la loi, pour bien connaître le mal que l'on veut guérir, il ne faut pas se borner à l'examen du fait matériel qui a amené l'arrestation. Nous vous proposons donc de regarder un peu en arrière; vous trouverez un grand intérêt à considérer par quel chemin l'enfant a passé pour arriver devant les tribunaux, — vous chercherez le moyen de mettre des obstacles sous ses pas de façon à le sauver avant qu'il n'ait atteint le terme fatal, — et le jour, où il faudra que la justice intervienne, vous voudrez qu'elle s'inspire encore de ses intérêts et qu'elle continue même en le frappant, à l'entourer de sa sollicitude.

Vous aurez donc à porter vos études sur trois périodes, — celle qui précède l'arrestation, — celle qui comprend la prévention, — celle qui s'étend après le jugement.

Dans la première vous examinerez ce qui prévient, dans la seconde ce qui protège, dans la troisième ce qui corrige.

PREMIÈRE PÉRIODE

AVANT L'ARRESTATION (QUESTIONS I A VIII)

L'étude de l'enfant en liberté, dans les milieux malsains où sa naissance l'a placé et où on s'étonne souvent qu'il puisse devenir autre chose qu'un criminel, fixera d'abord votre attention.

Ce ne sont pas les lois destinées à le protéger qui font défaut.

La loi du 7 décembre 1874 s'est proposé, par l'interdiction de certaines professions, d'assurer son développement physique et de sauvegarder sa dignité morale.

La loi du 19 mai 1874, en réglementant son travail dans les ateliers, a voulu ménager ses forces et laisser à son esprit les loisirs de se former.

Les lois scolaires ont cru trouver dans l'obligation du travail pédagogique un moyen de le défendre contre l'oisiveté, le vagabondage et le vice.

Malgré tout, soit que les lois aient été mollement appliquées, soient qu'elles aient manqué par certains côtés de cette vertu sou-

veraine qu'on se plaisait à leur attribuer, leur effet ne s'est point manifesté au point de vue pénal, et sans insister sur ce fait indéniable, que l'âge des grands criminels tend à s'abaisser de plus en plus, sans évoquer ici les abominables images de la Cour d'assises (1), ne devons-nous pas constater, ne serait-ce que pour mieux nous pénétrer de l'utilité de notre œuvre, que le nombre des enfants arrêtés à Paris augmente plutôt qu'il ne diminue ?

Si l'on prend le relevé des entrées des mineurs de seize ans, au Dépôt, dans les six dernières années, on constate qu'il a été :

En 1885	de	1.519
— 1886		1.527
— 1887		1.629
— 1888		1.750
— 1889		1.652
— 1890		2.102

Ce n'est pas seulement à Paris que se manifeste cette progression, dont les esprits superficiels seuls pourraient être surpris. Si on consulte les Grands Comptes du ministère de la justice de 1881 à 1889, on voit que dans le département de la Seine le nombre des enfants arrêtés s'est élevé de 569 à 1.106, et que pour toute la France il a été, en 1888, date de la dernière statistique générale, de 7.351, au lieu de 6.307 en 1881.

Votre programme vous permettra d'étudier ces chiffres inquiétants de plus près, de dégager les enseignements qu'ils contiennent, les indications qu'ils fournissent au point de vue de la recherche des causes.

Vous vous demanderez si le vagabondage n'est pas presque toujours le point de départ de la corruption de l'enfant ; les poètes l'ont quelquefois chanté, parce que la jeunesse, l'imagination, le caprice, l'amour de la liberté y sont pour quelque chose : il est plus sage de considérer les maux qu'il entraîne, le cortège de malheurs, de vicès et de crimes qui l'accompagnent. La rue est pour l'enfant une école, tout à la fois pleine de charme et de péril, dont il retient sans effort les détestables enseignements.

Votre attention se portant sur ce point initial, il vous paraîtra peut-être que la législation du vagabondage enfantin est en quelque sorte à faire, que ce vagabondage d'un ordre spécial, qui con-

(1) Doré et Berland, les jeunes assassins de la femme Dessaigne, venaient d'être condamnés à la peine de mort le 15 juin 1891.

siste en réalité dans la révolte contre l'autorité du père ou du maître, dans la vie errante, en dehors du domicile légal des parents, devrait être défini autrement que le vagabondage de l'adulte.

Ce sont les articles 269 et suivants du Code Pénal qui déterminent les éléments du délit et en fixent la peine ; à savoir : pour l'adulte, la prison, et pour le mineur de seize ans — ce que plusieurs d'entre vous ne savent peut-être pas —, la surveillance de la haute police, remplacée aujourd'hui par l'interdiction de séjour⁽¹⁾ ; des textes contenant ces étranges pénalités semblent s'adapter si mal à l'enfant qu'on peut se demander s'ils sont bien faits pour lui.

Cette question, déjà indiquée dans une de vos premières séances, vous sera encore posée ; vous examinerez, d'une façon approfondie cette fois, si la législation ne doit pas être remaniée, étendue, mise en harmonie avec la situation particulière de l'enfant, afin de mieux assurer sa protection.

Vous vous demanderez aussi s'il ne se trouve pas une idée féconde, dont il semble pourtant qu'on n'ait jamais cherché à tirer le moindre parti, dans cette disposition de l'article 271 du Code pénal, permettant au mineur condamné pour vagabondage de s'affranchir de la peine prononcée contre lui, en contractant avant sa majorité un engagement dans les armées de terre ou de mer.

Enfermé dans des textes étroits, le juge se trouve souvent sans pouvoir en présence de faits déplorables, de certaines habitudes de vie irrégulière, dont l'impunité compromet à tout jamais le sort d'un grand nombre d'enfants.

Vous serez certainement très frappés de ce qui se passe chaque jour, pour tant de malheureuses jeunes filles que le vice, aidé par la pauvreté, vient solliciter à chaque pas.

Corrompues par l'exemple, conduites par l'expérience de leurs aînées, elles vont chercher un gain facile, dans ces misérables garnis, véritables ateliers de débauche, où il n'y a jamais ni grève, ni chômage ; — de temps à autres les agents les arrêtent, mais, comme elles ont presque toutes une profession apparente, un peu d'argent dans leurs poches et qu'elles ne quittent le domicile de leurs parents que d'une façon passagère, on peut soutenir qu'elles ne sont pas vagabondes, dans le sens légal du mot.

Renvoyées tour à tour de la Préfecture de police au Petit Parquet ; mises en liberté par le magistrat ; consignées par le bureau des mœurs ; dirigées quelquefois sur l'infirmerie de Saint-Lazare,

(1) Rapprocher l'article 271 du Code Pénal de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

elles descendent un degré de plus à chaque arrestation sans qu'aucune d'elles leur offre une chance de salut, — jusqu'au jour où l'administration, de guerre lasse, consacre leur irrémédiable déchéance en les inscrivant sur ses contrôles, et les laisse arriver à un tel degré d'abjection, que ce serait presque compromettre la philanthropie que de s'en occuper encore.

Je citerai un seul fait entre mille, il est d'hier. — Une jeune fille, une enfant de quatorze ans, ayant ses parents, avait été arrêtée plusieurs fois par les agents des mœurs, et renvoyée par le Petit Parquet, désolé assurément de n'avoir aucun moyen légal de la protéger. On fait venir le père chez le commissaire de police, on l'engage à user de la correction paternelle : il dit qu'il ne veut pas s'en donner la peine. On le prévient alors que sa fille va être inscrite ; il se borne à faire cette réponse cynique : « Je n'ai pas à perdre mon temps pour elle, faites en ce que vous voudrez. »

C'est ainsi que trop souvent, par suite de l'imprévoyance de la loi et de l'indifférence des parents, la maison tolérée devient en quelque sorte la maison de correction d'un grand nombre de pauvres créatures.

Vous penserez sans doute que, sans être trop exigeant, on pourrait souhaiter quelque chose de plus moralisateur ; et quand on considère tout ce que cette corruption fournit d'éléments à la criminalité, ce qui doit surprendre, ce n'est pas de voir se multiplier les crimes commis par des jeunes gens, c'est de ne pas en voir commettre un plus grand nombre encore.

La mendicité comme la débauche touche de près au vagabondage ; ce sont les enfants du même père.

Poursuivre énergiquement, sans fausse sensiblerie, ces petits garçons, ces petites filles, qui mendient dans les rues, soit en tendant la main, soit en offrant pour la forme des fleurs ou des épingles, ce n'est pas manquer de pitié, c'est faire acte de protection ; c'est arracher ces pauvres êtres aux dangers de la rue, à d'odieuses exploitations et à d'abominables provocations⁽¹⁾.

Sans doute il arrive que la misère, le manque d'ouvrage, justifient des actes isolés de mendicité, et le nombre des vertus serait

(1) Dans la séance du 29 juin 1891 du Conseil général de la Seine, un membre, interpellant M. le Préfet de police disait avec raison : « Je prie M. le Préfet de veiller à la stricte exécution de la loi de 1874 sur la mendicité par les enfants. Certains quartiers sont inondés de ces petits mendiants ». *Bulletin municipal officiel*, n° 174.

diminué si l'aumône était supprimée; le remède ne doit-il pas être recherché surtout dans l'assistance, soit par le secours à domicile, soit par le travail? Aussi, le Comité des œuvres du travail (1) qui vient de se fonder pour vulgariser et appliquer l'idée moralisatrice de l'assistance par le travail, a-t-il pensé qu'il répondrait à vos vœux en faisant figurer des représentants de votre Comité dans son conseil d'administration.

Lorsque vous étudierez ces questions, vous vous préoccuperez surtout de la mendicité pratiquée comme un métier, de celle dont notre collègue, M. Paulian, a si bien démasqué les ruses; de celle qui, considérant le travail en ennemi, doit être à son tour réprimée comme un fléau.

Les enfants sont ses instruments et ses victimes; elle les met en avant, espérant que la pitié désarmera la justice et arrêtera son bras. La justice pourrait hésiter s'il s'agissait de punir; elle ne doit pas oublier qu'il s'agit de protéger. Vous l'encouragerez dans ses efforts et, sans doute, vous exprimerez le vœu que des faits qui frappent tous les yeux, que tout le monde connaît, qui sont dénoncés dans les journaux, dans les conférences, deviennent de plus en plus l'objet de nos constantes préoccupations, et que l'application soutenue, méthodique des lois édictées à ce sujet arrive enfin à détruire, sinon la mendicité elle-même, au moins l'exploitation de l'enfant dans l'industrie de la mendicité.

La loi, complétée, fermement appliquée, s'inspirant de plus en plus des intérêts à protéger, contribuerait ainsi à tarir dans leur source les délits de l'enfance.

Mais ne semble-t-il pas qu'il y ait, au-dessus de la magistrature sociale, une magistrature domestique pouvant suffire à tout et s'inspirant mieux que tout autre des véritables intérêts de la famille?

Il serait à souhaiter qu'il en fût toujours ainsi. La famille ne devrait-elle pas être la meilleure des écoles, et le père le plus intelligent des maîtres?

Mais il vous sera facile de constater, qu'en fait, la plupart des enfants traduits en justice appartiennent à des familles désorganisées.

Vous trouverez d'abord les orphelins. Ils forment un gros contingent : ainsi, pour l'année 1890, il y a eu, sur les 2.102 enfants

(1) *Société de propagande et d'action*, présidée par M. Léon Say, rue d'Anjou, 11.

arrêtés, 996 orphelins de père et de mère ou de l'un des deux seulement.

Mais, là même où les parents existent, l'autorité paternelle est souvent impuissante ou indigne.

Ici nous touchons à l'une des plaies qui se recommande le plus à vos méditations.

L'envoi en correction est, dans notre droit moderne, la plus haute expression de la puissance paternelle ; mais il se pratique dans des conditions qui, dans la plupart des cas, le rendent inefficace et même dangereux.

La correction peut se prolonger jusqu'à la majorité, quand elle est ordonnée par les tribunaux correctionnels : elle ne peut, aux termes des articles 176 et 177 du code civil, dépasser une période d'un mois ou de six mois selon que l'enfant a moins ou plus de seize ans, quand elle est ordonnée par le président du Tribunal civil à la demande du père ou de ceux qui sont investis de ses droits.

Restreint à un temps aussi court, l'envoi en correction, bien qu'il puisse être renouvelé pour des faits nouveaux, est-il autre chose qu'une pénitence, et l'enfant peut-il en garder une autre impression que celle du ressentiment causé par une sévérité dont il n'a pu retirer aucun bienfait (1) ?

Mais si l'autorité paternelle est souvent impuissante, souvent aussi elle est indigne.

Plus vous pénétrerez dans ces études, plus vous reconnaîtrez que la plupart des enfants dont nous nous occupons n'ont pas de pires ennemis que leurs propres parents. Quelque grand et légitime que soit le respect dû à la puissance paternelle, il ne peut aller jusqu'à laisser des enfants dans les mains de ceux qui les exploitent, les corrompent ou les maltraitent, pas plus que le respect de la liberté individuelle ne saurait mettre obstacle à l'arrestation des criminels.

Déjà l'article 335 du Code pénal admettait que lorsque les père et mère se rendaient coupables au préjudice de leur enfant de certains faits d'immoralité, la condamnation encourue les rendait incapables d'exercer la puissance paternelle.

La loi du 24 juillet 1889, généralisant ces dispositions, les a ap-

(1) Il faut faire une exception pour la maison paternelle si admirablement organisée par l'œuvre de Mettray ; mais le prix de la pension ne permet pas aux parents pauvres d'en faire usage (*Bulletin de la Société des prisons*, 1890, p. 221).

pliquées à peu près à tous les cas dans lesquels l'autorité paternelle cesse d'être protectrice et tutélaire pour devenir démoralisante et pernicieuse.

D'une part, tantôt cette loi autorise le juge, tantôt elle l'oblige à dépouiller les parents d'un pouvoir dont ils abusent ; d'autre part, elle place les enfants dont les parents ont été ainsi déchus, et dont la tutelle n'a pas été constituée dans les termes du droit commun sous la tutelle générale de l'Assistance publique, en même temps qu'elle favorise libéralement l'action de la bienfaisance, en assurant aux établissements et aux particuliers ayant recueilli l'enfant, l'exercice plus ou moins étendu de l'autorité paternelle.

On peut trouver dans cette loi, bien comprise, sagement appliquée, et qui aura la bonne fortune de pouvoir être défendue ici par ses éminents auteurs (1), un moyen de résoudre bien des difficultés. Cependant jusqu'à ce jour elle est peu connue ; les tribunaux qui se montrent disposés à en faire usage ne sont pas encore très nombreux, et, il faut bien le dire, le tribunal de la Seine ne compte pas parmi les plus empressés. En vous proposant de l'étudier, nous vous donnerons l'occasion de la vulgariser, de déterminer les procédés les plus pratiques de son application, de dissiper enfin certaines préventions, en rappelant que, loin de vouloir affaiblir l'autorité paternelle, elle veut au contraire la fortifier, en la protégeant contre ses propres excès.

Peut-être penserez-vous aussi qu'il serait utile et moral d'attacher une autre sanction aux devoirs de la puissance paternelle, de rappeler à des parents trop souvent disposés à l'oublier et à se décharger sur d'autres des obligations de la paternité, qu'ils ne peuvent impunément laisser leurs enfants à l'abandon et que l'État n'est pas fait pour les élever : l'intérêt contribuerait à les rendre plus vigilants ; la crainte de se voir imposer soit une amende, soit une contribution aux frais du placement ou de l'éducation correctionnelle, leur ferait sentir davantage le lien qui les attache à l'enfant ; ils montreraient plus d'empressement à accomplir leur devoir s'ils trouvaient moins de profit à le méconnaître. Cette idée, de haute moralité, ne se trouve-t-elle pas dans la loi de 1889 elle-même et ne devrez vous pas appeler l'attention de ceux qui l'appliquent sur les dispositions de l'article 12 qui permet au tribunal de condamner les parents déchus à payer une pension pour l'entretien de l'enfant ?

(1) M. le sénateur Th. Roussel et M. Brueyre.

DEUXIÈME PÉRIODE

PENDANT LA PRÉVENTION (QUESTIONS IX A XIX).

Après avoir examiné les mesures pouvant prévenir l'arrestation de l'enfant, il faut étudier les moyens de le protéger lorsqu'il est traduit en justice.

Le voici amené par l'agent au poste de quartier, où il se trouve côte à côte avec tout ce que la police a ramassé dans la rue. Quand il sortira, au bout de trop longues heures, dans quel lieu meilleur la voiture cellulaire, faisant sa tournée quotidienne, va-t-elle le conduire pour que sa moralité ne reçoive pas de nouvelles atteintes ? Devant qui devra-t-il comparaître pour que sa situation soit sérieusement appréciée ?

Le second asile qu'on lui donne c'est le Dépôt ; il y reste en moyenne de deux à six jours. Si vous voulez étudier de près, sans parti pris, l'intérieur du Dépôt, deux choses vous frapperont : d'une part, le dévouement charitable et ingénieux du personnel ; d'autre part, les défauts de l'installation ; et, sans vouloir préjuger votre opinion, il est probable que vous estimerez que, dans une prison où la sélection n'étant pas encore faite, le bon, ou pour mieux dire, le médiocre se trouve mêlé au détestable, il serait préférable que l'enfant ne fût pas jeté dans des compagnies plus perverses encore que celles qu'il fréquentait au dehors.

Du Dépôt l'enfant est dirigé sur la Petite-Roquette. Autrefois il était toujours en cellule ; aujourd'hui, revenant à un système qui paraissait condamné, on expérimente pour quelques-uns le régime en commun pendant les heures de travail.

Lequel de ces deux systèmes est le meilleur pour l'enfant ? Lequel protège le mieux sa moralité, le porte d'avantage à la réflexion, le rend plus docile à l'action moralisatrice des sociétés de patronage ?

C'est une des graves questions que nous vous soumettons.

Mais faut-il pour tous ces enfants la même prison et le même régime ? (1)

Les causes de leur arrestation sont diverses et n'impliquent pas un même degré de corruption.

(1) Dans sa séance du 30 juin 1890 le conseil général de la Seine, après un débat auquel ont pris part deux membres du comité, MM. Strauss et Alpy, a adopté le principe de la création d'un asile temporaire et de la séparation des enfants amenés au Dépôt.

Je prends encore mon exemple dans l'année 1890. Les 2.102 enfants arrêtés se décomposent ainsi :

Voleurs	765
Vagabonds.....	855
Mendians.....	390
Divers délits.....	92
	2.102

Je sais bien que les hommes, que l'expérience a rendus un peu sceptiques, diront peut-être que les 855 vagabonds auraient bien pu être mis sinon dans la catégorie des petits voleurs, le mot serait trop dur, au moins de ceux chez lesquels la distinction du tien et du mien est quelquefois un peu confuse. Je n'y contredirai pas absolument ; cependant il y a des différences à faire entre ces enfants. — Vous arriverez à vous demander s'il est juste, s'il est humain, s'il est raisonnable, de donner la même demeure à l'enfant dont la faute déjà grave, souvent répétée, révèle les plus mauvais instincts, et à celui auquel un simple acte d'indiscipline ou un amour excessif des champs, a valu une première arrestation. Peut-être, après y avoir mûrement réfléchi, souhaiterez-vous que l'État, la Ville de Paris et, à leur défaut, des œuvres privées puissent mettre à la disposition de la justice des lieux d'attente, d'un caractère hospitalier, où l'enfant, digne de cette faveur, resterait jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son sort.

Après avoir examiné comment doivent être organisés les lieux de détention préventive, vous vous demanderez quel est la meilleure des procédures à suivre.

Sur ce point vous trouverez le problème à demi résolu. Depuis un an il a fait un grand pas ; ce qui n'avait été dans le principe qu'une tentative personnelle et modeste (1), est devenu votre œuvre et pour ainsi dire le pivot de votre organisation. M. le Procureur de la République, que votre règlement appelle à vos séances, répondant à nos vœux, a bien voulu accorder aux enfants, au lieu de la procédure exceptionnelle ou sommaire du flagrant délit, toutes les garanties que l'instruction de droit commun assure aux inculpés adultes.

Il y a plus encore.

Pour donner à cette réforme fondamentale une définitive sanction, nous nous sommes adressés au législateur lui-même.

(1) C'est au mois de juin 1890 que la nouvelle méthode d'instruction fut mise à l'essai dans un des cabinets d'instruction.

Le moment était favorable : la commission de revision du Code d'instruction criminelle allait déposer son quatrième et dernier rapport. Très heureuse de contribuer à la protection des enfants traduits en justice, elle a, avec un empressement dont vous tiendrez à la remercier hautement, ajouté à la loi de 1863 qui déjà, vous le savez, ne peut être appliquée en matière de presse et de délits politiques, une exception nouvelle, en faveur des enfants non moins dignes d'intérêt à ses yeux; et voici dans quels termes excellents l'honorable rapporteur justifie cette importante disposition.

« La procédure spéciale au flagrant délit ne sera point appliquée aux inculpés mineurs de seize ans; il importe qu'avant de les traduire à la barre du tribunal, la justice ait pu réunir tous les documents nécessaires pour l'éclairer sur la situation des parents et la moralité de la famille, sur l'appui qu'ils pourraient recevoir des sociétés de patronage, en un mot, sur tous les précédents d'une existence qu'il est peut-être encore possible de soustraire à la flétrissure d'une première condamnation (1). » (*Applaudissements prolongés.*)

C'est un résultat considérable que nous avons obtenu; néanmoins la question figure encore sur votre programme, pour que vous puissiez en la reprenant à l'occasion, appuyer vous-mêmes auprès du Parlement les généreuses et sages résolutions de la commission.

Cependant, malgré la portée de l'innovation, le rôle du Substitut du Petit Parquet devant lequel l'enfant est d'abord amené, est encore fort important. On sait en effet que, sauf certaines exceptions telles que le flagrant délit et la plainte de la partie civile, le juge d'instruction ne peut être saisi que par un réquisitoire d'information du parquet; dès lors si le substitut, au lieu de signer ce réquisitoire, préfère classer le procès-verbal, ordonner la mise en liberté de l'enfant, le remettre aux personnes qui le réclament, il en est le maître, et assurément ce ne sera pas l'enfant, enchanté de se trouver libre, qui réclamera une plus longue enquête. Nous savons tous avec quel soin consciencieux le ministère public use de son droit d'appréciation, mais, vous plaçant sur le terrain de la théorie, il vous sera permis d'examiner s'il ne vaut pas mieux profiter de la première arrestation d'un enfant

(1) Chambre des députés. Séance du 15 janvier 1891, -- Rapport de M. Bovier-Lapierre.

pour le soumettre à une information approfondie, ou s'il faut attendre, au contraire, que plusieurs arrestations l'aient amené au point voulu de maturité pénale.

Les opinions peuvent se diviser sur ce point, selon que l'on envisage la poursuite comme un châtement ou comme une protection. On comprend qu'aux yeux de ceux pour lesquels elle est un châtement, il puisse paraître trop dur de l'infliger pour une première faute ; on s'expliquerait moins ce scrupule chez ceux qui la considèrent comme une mesure tutélaire.

Attendre pour corriger l'enfant qu'il soit devenu tout à fait incorrigible, ne serait-ce pas, avec d'excellentes intentions, agir au rebours de ses intérêts ?

La meilleure manière de lui être utile, ce n'est pas toujours de lui éviter la détention, c'est de faire de cette détention un instrument de réforme ; c'est ce qu'ont admirablement compris, depuis de longues années, les membres des sociétés de patronage ; ils utilisent le temps de la prévention en visitant l'enfant dans sa cellule, en lui portant de réconfortantes paroles.

Vous aurez à étudier de très près cette question de l'assistance dans la prison ; vous vous demanderez comment doivent se faire ces visites, où il est si nécessaire que la charité soit guidée par l'expérience ; le zèle doit s'y montrer discret, de façon à ne pas troubler le bon ordre, à ne pas affaiblir l'autorité du juge ; ce serait souvent le mettre dans une situation difficile que de faire aux enfants, sans le consulter, des promesses qui ne pourraient être ratifiées.

N'est-il pas nécessaire aussi que les permissions de visiter les jeunes détenus ne puissent être données que d'accord avec l'autorité judiciaire ? Les influences moralisatrices auxquelles il convient de les soumettre perdraient de leur force en s'éparpillant dans un trop grand nombre de mains.

Ne doivent-elles pas se concentrer surtout dans la personne du juge et de l'avocat, désigné d'office par le bâtonnier, auquel il appartient en propre d'organiser la défense des enfants traduits en justice ?

Par vos précédentes résolutions, vous avez déjà exprimé la pensée que l'entente de la magistrature et de l'ordre des avocats était nécessaire pour assurer la protection de l'enfant.

Vous aurez à définir, à préciser leur rôle, à proclamer les devoirs que la mission sociale du juge lui impose, à rappeler au défenseur comment « il peut rechercher, à côté du magistrat chargé de l'instruction, le parti le plus utile à l'avenir de ce client, que

lui recommandent la pitié, l'honneur du barreau et un intérêt patriotique, » comme le disait si bien M. le bâtonnier dans son discours de rentrée au jeune barreau, qui a répondu, avec tant de zèle, à son généreux appel (1).

Vous aurez enfin à examiner d'une façon générale les meilleurs moyens de combiner toutes ces bonnes volontés et à fixer les points devant appeler plus particulièrement le zèle, afin que l'enfant puisse en tirer le plus grand profit possible.

L'initiative de chacun, si nécessaire dans les œuvres de bienfaisance, n'aurait rien à redouter de l'adoption d'un certain nombre de principes et de procédés, dont l'expérience aurait démontré l'utilité ; et, tout en souhaitant, comme vous l'avez fait dans votre première séance, que des circulaires officielles émanant d'autorités qui peuvent agir autrement que par persuasion, viennent fixer elles-mêmes les détails les plus essentiels des procédures, vous vous êtes déjà mis à l'œuvre, et bientôt cette partie de votre programme viendra en discussion par le rapport qui vous sera fait des travaux de la sous-commission chargée, non pas de trancher, par des résolutions prématurées, les questions de votre programme, mais d'exposer, à titre d'indication, ce qui se pratique à Paris depuis un an (2) ; vous trouverez, dans ce rapport le formulaire des procédures actuellement en usage. L'indication des pièces, des renseignements que doit contenir le dossier, en vue de bien éclairer la justice sur la situation de l'enfant et de sa famille, et de préparer le placement ou l'envoi en correction (3).

Vous vous demanderez aussi si ces procédures n'arriveraient pas à un plus haut degré de perfectionnement, si les magistrats, qui en sont chargés voulaient bien, comme cela s'est déjà fait au grand avantage de tout le monde, en conférer officieusement entre eux et introduire ainsi dans leurs habitudes une unité désirable.

Sans doute ce genre d'affaires peut ne pas plaire à tous les esprits ; le mal qu'il s'agit de guérir ne se manifeste pas sous une forme dramatique et d'une façon retentissante, et, suivant la belle

(1) Depuis le mois de juin 1890, un avocat d'office est donné à tout enfant traduit devant le juge d'instruction.

(2) Voir à ce sujet : *Observations pratiques au sujet des enfants traduits en justice*, par M. A. Guillot, exposé des premiers essais de la procédure actuelle, 1890.

(3) Ce rapport présenté par M. le vice-président Flandin, à la séance du 1^{er} juillet 1891 a été suivi du vote de l'ordre du jour suivant : « Confirmant son vote du 17 juillet 1890 le Comité appelle de nouveau la bienveillante attention des pouvoirs publics sur l'utilité d'adresser aux magistrats et aux commissaires de police, tant à Paris qu'en Province, des circulaires destinées à recommander les méthodes d'instruction actuellement suivies. »

parole de celui qui, par sa présence, enviée par tant d'Œuvres, a bien voulu nous apporter aujourd'hui le plus précieux des encouragements, il s'agit de l'un de ces maux « qu'on ne peut guérir qu'en y mettant tout son cœur » (1).

Aussi il vous semblera que ce service des enfants ne sera jamais mieux assuré que quand il sera confié à des magistrats qui y seront attirés par leurs sentiments personnels ; vous vous demanderez en même temps s'il ne conviendrait pas, lorsqu'un enfant a été arrêté plusieurs fois, de le traduire autant que possible devant le même magistrat, pour que celui-ci puisse lui rappeler des avertissements trop vite oubliés.

L'étude des procédures vous conduira tout naturellement à l'examen des solutions qu'elles sont destinées à préparer, et des principes qu'il faut observer pour appliquer à l'enfant le traitement qui lui convient le mieux.

Le juge, quand il s'agit d'un enfant, est armé d'un pouvoir bien plus étendu que s'il s'agit d'un adulte. Pour ce dernier, l'acquittement ne comporte aucune restriction ; il entraîne la liberté pure et simple ; l'enfant, au contraire, lorsque le délit est prouvé, peut, s'il est admis qu'il a agi sans discernement, être envoyé en correction jusqu'à sa vingtième année.

La décision des juges ne relève que de leur volonté ; mais néanmoins ne conviendrait-il pas dans certains cas, de laisser un peu moins de place à l'arbitraire dans l'appréciation si délicate du discernement ?

Vous vous demanderez si la loi elle-même ne devrait pas édicter au profit de la petite enfance, une présomption absolue d'irresponsabilité. N'est-ce pas un affligeant spectacle que de voir parfois des enfants de neuf à dix ans, venir chercher sur les bancs de la police correctionnelle, la tutelle dont ils ont besoin ? Ne devrait-elle pas leur être octroyée sous une forme plus bienfaisante. Ne croyez pas que ces cas soient des exceptions : en 1890, 674 enfants, de moins de douze ans, sont amenés au Dépôt ; sur 152 enfants arrêtés pendant le seul mois de décembre, j'en trouve 5 de huit à neuf ans, 9 de neuf à dix ans, 20 de dix à onze ans, 9 de douze à treize ; et parmi eux, j'en remarque 4 qui ont été arrêtés deux fois, 2 qui ont été arrêtés quatre fois, 1 qui a été arrêté six fois ; 1 enfin, chose vraiment inouïe, qui a été l'objet de quatorze arrestations.

(1) M. Jules Simon.

Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaire.

L'humanité ne demande-t-elle pas aussi qu'il soit pourvu par des mesures spéciales au sort des enfants acquittés comme ayant agi sans discernement, mais qui sont atteints d'infirmités permanentes?

Faut-il que, ne pouvant être envoyés dans des colonies agricoles, où ils ne sauraient rester parce qu'ils seraient des non-valeurs, ils séjournent des mois entiers dans une prison, avant que leur libération conditionnelle soit sollicitée par des personnes bienfaisantes et que les portes d'une maison hospitalière s'ouvrent pour eux? Connaissez-vous une histoire plus navrante que celle de ce petit aveugle de treize ans qui, envoyé en correction en avril 1889, dut rester jusqu'en mars 1891, deux années consécutives, dans une cellule de la Petite-Roquette, malgré tout le bon vouloir de l'administration, regrettant à coup sûr de n'avoir pas d'établissement approprié à cette catégorie de jeunes détenus?

Ne trouverez-vous pas aussi qu'il est bien rigoureux que, dès que l'âge de seize ans a sonné, la question de non discernement ne puisse plus être posée et que la courte peine, cause principale de la récidive, s'impose implacablement à la pitié et à la raison du juge? Vous penserez à tous ces jeunes gens qui pourraient être sauvés, s'il avait été possible dans cette période tourmentée, de seize à dix-huit ans, où les passions sont en pleine floraison, d'user à leur égard du régime de la correction et de les mener ainsi jusqu'à l'âge où la discipline militaire serait venue les saisir.

L'appréciation de ce que la loi appelle le discernement n'est pas aisée; la plupart des enfants savent très bien distinguer ce qui est permis de ce qui est défendu et si la morale moderne ne leur apparaît trop souvent que sous la figure du gendarme, elle n'en existe pas moins à leurs yeux; la faute à laquelle ils se laissent aller procède bien plus de la faiblesse de leur volonté que de leur ignorance. Le juge pourrait à la rigueur trouver une certaine dose de discernement chez la plupart des enfants, mais il considère surtout leur intérêt et il accepte facilement leur irresponsabilité relative, s'il espère les sauver par un acquittement accompagné de l'envoi en correction.

Mais, même ainsi restreinte à ce point de vue utilitaire, l'appréciation du discernement n'en est pas moins très délicate et très difficile à résoudre, si on se contente des impressions si souvent trompeuses de l'audience; aussi d'excellents esprits proposent-ils

de ne statuer sur cette question qu'après avoir tenu l'enfant en observation pendant une certaine période dans des établissements spéciaux.

La protection que vous vous proposez d'organiser au profit de l'enfant traduit en justice n'est possible, chacun de vous peut s'en rendre compte, qu'à la condition de prolonger la détention préventive pendant un temps assez long (1). Avec le secours des patronages, avec les asiles temporaires, que vous souhaiterez pour les enfants dignes d'un intérêt particulier, cette prévention, dont on peut tirer un premier parti en la présentant à l'enfant comme une leçon, aurait plus d'avantages que d'inconvénients; mais déjà, au début de vos travaux, vous vous êtes demandé sans faire la réponse, si cette détention était légale; nous avons pensé que cette importante question ne devait pas rester sans solution et que votre programme devait la mentionner.

Vous examinerez si, étant admis que l'envoi en correction n'est pas une peine, il est possible, par cela seul qu'il peut durer plusieurs années, jusqu'à vingt ans, de retenir en prévention un enfant dont le délit, la mendicité par exemple, n'est puni que de quelques mois d'emprisonnement, alors que la loi consacre le droit absolu à la liberté au bout de cinq jours toutes les fois que la peine est inférieure à deux ans.

Quelle que soit, sur ce point de doctrine, l'opinion que vous exprimerez, elle aura son importance, qu'elle fournisse un argument au maintien de la pratique actuelle, ou qu'elle appelle l'attention du législateur sur la nécessité de modifier les textes.

TROISIÈME PÉRIODE

SOLUTIONS A INTERVENIR (QUESTIONS XX à XXXII)

Lorsque toutes les questions se rapportant à la période de l'instruction auront été épuisées, il vous restera à aborder l'étude des diverses solutions à donner aux poursuites.

La plus simple assurément, et celle que préférerait le juge, s'il ne songeait qu'à aller vite et à s'épargner en efforts, c'est la remise aux parents.

(1) A Paris il faut compter une moyenne de six semaines au moins.

Une mère se présente au petit parquet pour réclamer son enfant; elle se lamente, elle éclate en sanglots: le magistrat accueille sa demande pour mettre fin à cette scène attendrissante; mais trop souvent les gémissements qui l'ont ému viennent moins de l'amour maternel que du regret d'être privée d'un gain dont la mendicité de l'enfant était la source.

La question de la remise aux parents doit se résoudre surtout par les circonstances de fait; cependant vous ne jugerez pas inutile de poser quelques principes et de signaler certaines précautions à prendre.

La mise en liberté a pour l'enfant un redoutable lendemain. La prison lui a donné un plus vif besoin de liberté et de mouvement. A peine est-il dans la rue, qu'il retrouve ses camarades, ses mauvaises fréquentations, sur lesquelles il se plaît toujours à rejeter la faute qu'il a commise. Chez ses parents il est accueilli par des coups et de maladroites remontrances, et, comme un mauvais vent, tout cela disperse au loin les germes fragiles que les bons conseils reçus en prison avaient parfois déposés dans son esprit.

Nous vous proposons d'étudier les moyens de surveiller, au moins pendant quelque temps, l'enfant rendu à sa famille, de lui procurer du travail, de le faire inscrire à l'école, de le recommander à des œuvres de bienfaisance, de le signaler à la surveillance des autorités du quartier, de le fortifier enfin dans ses bonnes résolutions en lui continuant, au milieu des périls de la liberté, le patronage dont il était entouré quand il était enfermé dans les murs protecteurs de sa cellule.

Ce patronage ne pourra-t-il pas aussi, s'étendre sur la famille elle-même. Si l'enfant se remet à mendier, c'est peut-être parce qu'il n'y a pas de pain sur la table; si l'enfant vagabonde, c'est souvent parce que les dures nécessités du travail moderne appellent les parents au dehors, et vous penserez sans doute que, dans ces sortes d'affaires, la bienfaisance et la justice ont raison de se tendre la main (1).

Le placement de l'enfant est la seconde solution qui s'offre au choix du juge.

Sur ce point les sujets d'étude ne vous manqueront pas, et quand vous les aborderez, vous les verrez s'agrandir démesurément dans le cadre où votre commission a essayé de les contenir.

(1) L'assistance publique se plaît à accorder des secours aux familles signalées par les juges d'instruction et de généreux bienfaiteurs se servent souvent de leur intermédiaire (*Bulletin de la Société des prisons*, 1891, p. 611 et 826.)

Vous aurez à examiner les différentes formes sous lesquelles le placement peut être effectué : soit par petits groupes, ce qui est peut-être le meilleur ; soit par grandes agglomérations ; soit dans les établissements publics ou privés, où l'enfant peut être soumis à une surveillance plus directe ; soit chez les particuliers, où il peut se refaire une famille, mais où il peut aussi porter la contagion de ses vices et de ses maladies ; de telle sorte qu'on s'exposerait, comme cela est arrivé quelquefois, par une charité irréfléchie, à perdre plusieurs personnes dans l'espoir d'en sauver une seule.

Faut-il d'abord, en théorie au moins, préférer le placement officiel à la maison de correction ? En se privant des moyens coercitifs que fournit le régime pénitentiaire, ne céderait-on pas à une de ces illusions d'autant plus séduisantes, que le cœur les inspire ?

Les maisons de bienfaisance, perdant leur caractère, ne deviendraient-elles pas à leur tour, des maisons de correction, si elles consentaient à recevoir de véritables délinquants ?

Déjà les établissements hospitaliers ont une autorité souvent insuffisante, même depuis que la loi du 24 juillet 1889 leur a attribué dans certaines conditions les droits de la puissance paternelle ; ainsi les enfants placés, même à l'Assistance publique, peuvent se mal conduire, causer du désordre, s'évader, sans s'exposer à aucune répression. Vous aurez à vous demander s'il n'y a pas là une lacune à combler, et s'il ne serait pas possible de fortifier l'action disciplinaire des personnes auxquelles les enfants sont confiés, tout en mettant à cette autorité un frein analogue à celui du conseil de famille sur la tutelle ordinaire.

En étudiant les questions relatives au placement, il ne sera pas inutile de rappeler avec quelle prudence la justice doit intervenir de peur qu'entraînée par trop de zèle elle ne dépasse la limite de ses droits ; lorsque l'enfant est abandonné, le pouvoir tutélaire et l'action charitable du magistrat s'exercent librement, mais si l'enfant a des ascendants, rien ne peut être fait sans leur concours et vous estimerez qu'aucune considération ne saurait autoriser le juge à méconnaître l'autorité des parents, en envoyant contre leur gré un enfant à l'Assistance publique ou dans une maison privée. Sans doute lorsque, sans l'intervention des père et mère, des établissements publics ou privés, des particuliers même, ont recueilli, dans les termes de l'article 19 de la loi de 1889, un enfant moralement abandonné, les parents ne peuvent ensuite

le reprendre qu'en vertu d'un jugement du tribunal; mais si, loin d'abandonner leur enfant, ils se présentent devant le juge d'instruction pour le réclamer, il n'appartient à personne d'aller contre leur volonté, tant qu'ils ne sont pas déchus régulièrement de leur puissance. Le respect de la loi ne doit-il pas l'emporter sur toute autre considération ?

C'est surtout à l'occasion de ces placements que se manifestera utilement l'intervention de l'avocat ; mieux que le juge encore, il peut traiter avec les parents cette question délicate et les amener par de sages conseils à accepter les mesures favorables à l'éducation de son jeune protégé.

Un des principaux services que la justice attend de votre Comité, c'est l'indication des ressources que peut offrir la bienfaisance publique ou privée ; elles sont fort nombreuses, mais trop éparpillées et souvent peu connues, beaucoup aimant, selon les préceptes de la vraie charité, à taire le bien qu'ils font ; aussi n'entend-on pas tous les jours des personnes compatissantes qui, ayant rencontré sur leur route un enfant malheureux et voulant le placer, ne savent à qui s'adresser, à quelle porte frapper ; elles perdent leur temps dans des recherches difficiles et se découragent bientôt.

Vous connaissez tous la belle œuvre de l'Office central qui vient de se fonder pour établir un lien entre toutes ces ressources éparpillées. Sans concevoir un aussi vaste projet, sans prétendre organiser, le rêve serait trop beau, une sorte de coalition charitable, dont les enfants ressentiraient à coup sûr les bienfaits, vous avez pensé qu'il y avait lieu tout au moins de préparer, plus particulièrement à l'usage des juges d'instruction, qui le réclament avec instance, une sorte de tableau des institutions auxquelles ils pourraient recourir.

Vous avez approuvé dans votre troisième séance, le travail que nous vous avons présenté sur ce point, et il aurait déjà été publié, suivant vos vœux, s'il n'avait paru nécessaire de le compléter.

Votre Comité a eu bien soin de proclamer hautement à plusieurs reprises, dès le début de ses travaux, qu'il n'existait entre lui et les nombreuses œuvres s'occupant de l'enfance, d'autres liens que ceux de la sympathie, et qu'on pouvait partager ses travaux sans se faire l'auxiliaire d'aucune d'elles.

Les œuvres à leur tour ont bien raison de tenir à leur indépendance ; c'est par la diversité même de leur esprit, de leur but, de leurs moyens, qu'elles concourent si utilement au bien commun ;

mais vous penserez sans doute que ce ne serait pas porter atteinte à leur liberté, que d'aviser aux moyens de vérifier le mérite des placements qu'elles procurent. Une œuvre sérieuse ne peut craindre de faire connaître les résultats qu'elle obtient, de demander à la justice elle-même de l'aider à s'éclairer sur les placements qu'elle veut faire; elle ne saurait trouver mauvais que les magistrats qui lui ont confié un enfant tiennent à savoir ce qu'il en est advenu, si le placement annoncé a été effectif et durable, s'il est profitable à celui qu'ils ont voulu protéger. Ne serait-il pas regrettable que des enfants puissent, en s'évadant ou en étant congédiés, reprendre le cours de leur vie vagabonde, sans que la justice, qui s'était intéressée à leur sort, en soit même informée. Tout juge qui contribue au placement d'un enfant n'assume-t-il pas une responsabilité et le lendemain pourrait-il lui être indifférent ?

Si l'inculpé ne peut être ni remis à ses parents, ni placé, il ne reste plus qu'à lui appliquer les mesures pénales que le Code a édictées, c'est-à-dire la peine de l'emprisonnement, en cas de discernement, ou l'envoi en correction, en cas de non discernement (1).

S'il a commis un crime, la peine peut, aux termes des articles 67, 68 et 69 du Code pénal, s'élever jusqu'à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction; mais nous ne devons nous occuper que du cas le plus fréquent, le simple délit: la peine alors ne peut être que de moitié de la peine de droit commun.

Le législateur de 1810 ne voulait donc infliger aux enfants que des peines relativement légères. Assurément des pénalités rigoureuses ne leur conviennent pas, et on ne peut que s'associer à ce sentiment de miséricorde qui détermine les tribunaux à ne prononcer que de courtes peines toutes les fois qu'ils se voient dans la dure nécessité de condamner un enfant; mais l'expérience, l'étude plus philosophique de ces questions, a démontré que l'emprisonnement ordinaire, même peu prolongé, est fatal à l'enfant, que loin de le rendre meilleur, il en fait presque toujours un récidiviste.

Vous aurez à discuter cette question. On pourrait la croire définitivement résolue si on ne considérait que l'excellente pratique suivie à Paris notamment à la 11^e chambre, bien que depuis un an

(1) *L'éducation correctionnelle, application des articles 66 et 67 du Code pénal*, par M. Flandin. *Bulletin de la Société des prisons*, 1888, p. 328.

il y ait eu encore 17 enfants de douze à quinze ans, condamnés à des peines variant de trois jours à deux mois ; il ne semble pas d'ailleurs que cette mesure leur ait été bien profitable, car déjà, parmi eux, nous en trouvons quatre qui, à peine sortis de prison, se faisaient arrêter de nouveau pour des faits identiques.

On peut donc se demander si la jurisprudence contraire aux courtes peines est assez définitivement établie pour qu'il n'y ait pas, un jour, à craindre un retour offensif de l'opinion contraire. Devons-nous oublier que, malgré de nombreuses circulaires des différents Gardes des sceaux, malgré l'appel si pressant, si autorisé qu'adressait à la magistrature, au nom de l'Œuvre si bienfaisante des Engagés volontaires, M. le conseiller Voisin, il y a un grand nombre de tribunaux, surtout dans les départements du Nord, qui persévèrent dans les vieux errements et restent convaincus qu'ils servent beaucoup mieux les intérêts de l'enfant en lui infligeant quinze jours de prison qu'en l'envoyant en correction pendant des années.

Tandis qu'à Paris la proportion des enfants condamnés à l'emprisonnement, qui était en 1881 de 19 p. 100, est descendue en 1889 à 4 p. 100, elle n'a pas diminué dans les mêmes proportions en province ; en 1881 elle était de 15 p. 100, elle est encore de 11 p. 100, et, en 1888, il y a eu 848 enfants pour lesquels les tribunaux ont préféré la prison qui flétrit et qui corrompt au régime de la correction qui tend à réformer.

Vous voyez, Messieurs, que nous aurons encore à lutter. La question de l'éducation correctionnelle qui a soulevé tant de polémiques mérite de fixer votre attention.

Pour bien l'étudier, pour la résoudre pratiquement, vous aurez à comparer, à étudier les systèmes appliqués en France et dans les divers pays où ces questions provoquent le même élan que chez nous.

Vous arriverez à recueillir des renseignements sur l'organisation trop peu connue des maisons de correction, des colonies pénitentiaires et correctionnelles, des maisons pénitentiaires destinées aux jeunes filles, et des établissements privés participant à l'application du régime correctionnel (1) ; et lorsque les magistrats, si justement préoccupés de l'avenir de l'enfant, connaîtront davantage les lieux qui le reçoivent, ils se rendront mieux compte de la portée de leurs jugements.

(1) Loi du 5 août 1850.

Ce qui a jeté dans l'opinion publique, une certaine défaveur sur l'éducation correctionnelle, c'est qu'elle apparaît avec un caractère de pénalité qui froisse l'instinctive pitié que la jeunesse a le privilège d'éveiller ; vainement, pour l'apparence, l'appelle-t-on quelquefois *tutelle administrative*, c'est éducation correctionnelle qu'il faut dire ; et l'Assistance Publique pourrait revendiquer un droit et un titre, qui n'appartiennent qu'à elle, lorsque les parents sont déchus ou que l'enfant est abandonné.

On s'est demandé et vous vous demanderez à votre tour, si le caractère de l'envoi en correction trop souvent confondu avec une véritable condamnation, d'autant plus que la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes en a fait vraiment une peine en la substituant à la relégation pour les mineurs récidivistes, ne s'affirmerait pas plus clairement par certains adoucissements apportés à la procédure.

Vous aimerez à faire une utile comparaison entre la correction paternelle et la correction judiciaire.

L'envoi en correction est-il demandé par le père : les plus grands ménagements, le plus grand secret sont alors observés ; le président statue sans débats publics ; il n'y aucune écriture, aucune formalité judiciaire : la loi, dans sa sagesse, le veut ainsi.

L'envoi est-il, au contraire, demandé par le parquet : c'est la publicité complète, publicité de l'audience, publicité de la peine, et c'est sur les bancs de la police correctionnelle que l'enfant vient s'asseoir.

Si vraiment c'est une sorte de tutelle d'un caractère pénitentiaire que la loi veut donner à l'enfant, ne faut-il pas que les choses se passent paternellement et que rien ne rappelle la flétrissure qui accompagne les véritables condamnations ; l'enfant ne saisit pas les fictions, il ne comprend bien que les réalités.

On s'est même demandé si, lorsqu'il est démontré par l'instruction qu'il a agi sans discernement, il ne serait pas préférable pour lui que le juge puisse lui éviter la comparution à l'audience en le mettant par une ordonnance spéciale de non-lieu à la disposition de l'administration, pour être envoyé en correction ; vous examinerez si ce système, assurément très pratique, pourrait se concilier avec les droits de la défense, et les principes généraux de notre droit.

L'envoi en correction ne serait-il pas plus facilement ordonné, si une plus large part était faite à ce qui peut en atténuer les rigueurs ? Ce qui fait sa valeur, ce qui fournit à ses partisans leurs

principaux arguments, c'est qu'il met une arme puissante dans la main chargée de conduire l'enfant ; l'assistance et les établissements de bienfaisance n'ont à leur service que la persuasion et dans certains cas aussi les droits de l'autorité paternelle. Sans doute c'est souvent la meilleure des puissances ; mais en est-il toujours ainsi ? L'administration pénitentiaire a le privilège de pouvoir y joindre des moyens plus coercitifs ; elle peut transformer, pour quelques enfants indociles et rebelles, la correction en un réel internement.

Mais le véritable tempérament, ou, si vous aimez mieux, l'élément vital et moralisateur de la correction, c'est le patronage.

C'est par lui que les idées de tutelle et de régénération peuvent l'emporter sur les idées de répression ; c'est par lui que, si souvent, grâce au mécanisme ingénieux et puissant de la liberté provisoire et de la faculté de réintégration en cas de mauvaise conduite, tant de jeunes gens qui semblaient destinés à traîner de prison en prison sont devenus d'honorables patrons et de bons serviteurs de la patrie.

Vous aurez à ce sujet d'intéressantes études à faire et des vœux utiles à formuler ; vous aurez à reprendre l'examen des principes adoptés par la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et sur le patronage des jeunes détenus.

Vous aurez à vous demander si l'article 19 qui place ces détenus à l'époque de leur libération sous le patronage de l'Assistance publique, pendant trois années au moins, devrait rester une lettre morte ; s'il ne fournirait pas un excellent moyen de protéger le jeune homme qui se trouve affranchi précisément à l'heure la plus terrible de la vie ; et, à ce sujet, vous ferez peut-être cette réflexion qu'avant de faire des lois nouvelles, il faudrait commencer par se servir de celles qui existent.

Vous aurez aussi à étudier s'il ne convient pas de s'inspirer dans l'application de la loi de 1850 de cet esprit vraiment libéral qui animait ses auteurs, et qui leur faisait chercher dans le concours de toutes les forces, dans l'alliance de l'État et de l'initiative individuelle, le moyen d'accomplir, en protégeant l'enfant, en respectant sa conscience, cette grande tâche qui ne doit être le monopole de personne.

Avec cette largeur de vues que vous voulez apporter dans vos travaux, vous examinerez quels seraient les meilleurs procédés pour tirer de nouveaux bienfaits de cette loi, qui a été et est encore, dans les mains des sociétés de patronage, un si puissant moyen de maintenir dans les habitudes d'une vie honnête et labo-

rieuse les enfants sortis par libération conditionnelle des maisons d'éducation correctionnelle.

Faut-il aller plus loin? La loi du 27 mars 1891, qui permet aux tribunaux de suspendre l'exécution de la peine, aurait-elle dû s'appliquer également à l'envoi en correction? Ce que cette loi n'a pas voulu, l'administration, usant à l'extrême de son pouvoir discrétionnaire, pourrait-elle le faire indirectement, en laissant l'enfant en liberté conditionnelle, sans lui faire passer, même une heure, dans une maison de correction, ne serait-ce que pour lui faire comprendre la portée du jugement qui l'a frappé? Et ne serait-il pas à craindre que la liberté conditionnelle ne perdît toute son efficacité, si elle cessait d'être la récompense d'un certain temps d'épreuve.

Mais pour que le jeune homme, soit qu'il ait été condamné, soit soit qu'il ait été simplement soumis à la correction, puisse se régénérer, il ne faut pas que l'humiliant souvenir de son passé pèse trop lourdement sur lui.

Déjà dans la pratique, les jugements d'envoi en correction ne figurent pas sur les extraits du casier judiciaire; vous vous demanderez s'il ne faut pas aller plus loin encore; s'il convient de laisser figurer sur ces extraits tous les jugements de condamnations, sans exception. La cause des mineurs de seize ans a été, par quelques-uns de vos membres, défendue dans la commission extra-parlementaire qui vient de préparer un projet de loi sur le casier judiciaire, et elle a été facilement gagnée.

Dans le système de la commission, non seulement l'usage de ne pas mentionner les envois en correction est confirmé, mais toute première condamnation à l'emprisonnement, quel qu'en soit le motif, crime ou délit, à la condition qu'elle ne dépasse pas six mois, prononcée en vertu des articles 67, 68 et 69, c'est-à-dire lorsqu'il est jugé que l'enfant a agi avec discernement, ne sera pas portée sur le bulletin dont il pourra avoir à demander la délivrance pour se placer; de telle sorte que, s'il devient récidiviste, ce ne sera pas son casier judiciaire qu'il pourra accuser.

Vous examinerez si vous devez vous associer aux résolutions de la commission, et s'il ne convient pas, en cette matière de traiter l'enfant avec plus d'indulgence que l'adulte, et de n'excepter pour lui aucun fait de la non-inscription à l'extrait du casier (1).

(1) Pour l'adulte, la Commission, sauf le cas où l'amende sera inférieure à 25 francs, n'admet aucune exemption d'inscription pour les crimes ou les délits d'outrage public à la pudeur, d'attentats aux mœurs, de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance.

Ne serait-ce pas aussi favoriser le repentir et contribuer à la réparation de fautes dues quelquefois à la légèreté de la jeunesse que d'élargir, au profit de jeunes gens, condamnés avant seize ans, comme ayant agi avec discernement, les conditions de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, de façon à autoriser leur engagement ailleurs que dans les compagnies disciplinaires ?

Et maintenant que vous restera-t-il à souhaiter pour que ce jeune homme autour duquel vous aurez cherché à organiser une si prévoyante protection réponde à votre sollicitude, sinon que de larges horizons puissent s'ouvrir devant lui, qu'il soit arraché le plus possible à un milieu toujours prêt à le reprendre, à des occasions de mal faire auxquelles l'habitude le ramènerait bien vite ; c'est par un emploi intelligent que la société convertira en forces utiles toutes ces ardeurs d'où le vice et le crime tirent leur principale puissance.

Allez tous les jours au Dépôt ; regardez, se pressant, comme des bêtes fauves, contre les grilles des cours, ces enfants de moins de seize ans, ces jeunes gens de moins de vingt-un ans ; voyez leur physionomie que le vice a déjà flétrie, sur laquelle la souffrance a laissé son empreinte ; demandez-vous où ils iront.

Au crime, à la prison, si vous les abandonnez.

A nos territoires lointains pour les féconder par le travail ; aux frontières de nos colonies pour les défendre, souvent en héros, si vous leur tendez à temps une main secourable, si vous vivifiez les lois qui les protègent et qui les punissent, en y faisant entrer, à plein bord, des idées larges, morales et sagement miséricordieuses.

Tel est le programme que nous soumettons à votre examen ; si vous l'acceptez, nos travaux commenceront sans retard, et chacun de vous voudra bien choisir la question sur laquelle il désirera faire un rapport.

Vous aurez à décider dans quel ordre les questions devront être discutées, car, si nous avons suivi ce qui nous a paru être l'enchaînement naturel des idées, nous devons, dans le règlement de nos travaux, nous préoccuper surtout de l'actualité et de l'urgence.

Les sujets, vous avez pu le voir, ne nous manqueront pas, et l'intérêt qu'ils présentent est bien fait pour stimuler le zèle d'un Comité de propagande et d'études, où vous vous êtes sentis attirés, non par ces engouements passagers qui sont de courte durée et nuisent aux meilleures causes, mais par la conviction profonde, acquise

au contact journalier des faits, que c'est du côté de l'enfant qu'il faut porter les plus énergiques efforts, si on veut que dans notre siècle la criminalité diminue.

Ce n'est pas la première fois que des tentatives semblables ont été faites, et, profitant des travaux de nos devanciers, nous tâcherons de faire faire un pas de plus aux questions qu'ils ont étudiées.

En 1865, à la suite des révélations apportées à la tribune par M. Jules Simon sur le régime de la Petite-Roquette (1), la question des jeunes détenus est mise à l'étude, et d'importants résultats sont déjà obtenus.

En 1869, une enquête, dont les procès-verbaux ont malheureusement disparu, est poursuivie par les soins du Ministère de l'intérieur.

En 1873, nous rencontrons la grande enquête parlementaire, dont MM. Béranger, d'Haussonville et Voisin ont consigné dans leur rapport les remarquables travaux.

En 1881, une vaste enquête administrative est ordonnée par le Sénat, et, dans le rapport auquel restera attaché le nom du docteur Théophile Roussel, que les amis de l'enfance ne peuvent prononcer sans le saluer avec une respectueuse gratitude, vous trouverez les renseignements les plus complets pour résoudre les problèmes que vous pose encore le sort de l'enfant amené dans nos prisons.

En 1883, un congrès international, réuni à Paris sous la présidence de M. Georges Bonjean, juge suppléant au tribunal de la Seine, et président de la Société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, traitait les mêmes questions, et ses procès-verbaux seront pour nous un des plus précieux documents à consulter.

Au congrès d'Anvers, en 1890, les mêmes études se poursuivaient, et, dans le rapport officiel qui en a été adressé à M. le Garde des sceaux par M. le vice-président Flandin, vous verrez que la question des enfants tenait la première place.

Peu de temps avant, elle avait été discutée dans la grande Assemblée de Saint-Petersbourg, mais la solution fut ajournée à raison de la diversité des opinions à débattre et de la complexité des conclusions qu'elles pouvaient impliquer.

Comment, en effet, espérer, en quelques jours, résoudre des questions devant lesquelles les esprits les meilleurs et les plus compétents se divisent parfois ?

(1) Séance du 13 juin 1865.

Il peut vous appartenir, n'étant point pressés par le temps, de les creuser davantage.

Vous pourrez aussi, tout en continuant à obtenir dès à présent des résultats pratiques, préparer par vos rapports pour le futur congrès qui se tiendra à Paris, les éléments de solutions plus nettes et mieux motivées.

L'ensemble de vos travaux constituerait à lui seul la plus sérieuse des enquêtes, et votre comité aurait fait une œuvre utile et de premier ordre si, en 1895, il pouvait offrir au congrès international l'ensemble de vos rapports comme un témoignage de la sollicitude de la magistrature et du barreau pour la grande question de l'enfance (1).

Le but assurément ne dépasse pas les forces dont vous disposez. Comment en douter, si on considère que, malgré la diversité des doctrines, se confondant, d'ailleurs, dans le même désir de venir en aide à la faiblesse de l'enfant, il a suffi d'un sentiment d'humanité pour réunir dans les salles de ce Palais, dont le nom même caractérise si bien votre œuvre, les forces de l'État et de la charité privées ?

Mettons-nous donc à l'œuvre, et si les résultats ne devaient pas être aussi immédiats que nous pouvons le souhaiter, ayons au moins, aux yeux de ceux qui chercheront à faire mieux que nous, le mérite des bonnes intentions.

Tels sont les motifs qui ont déterminé votre Conseil de direction à vous proposer le programme suivant (2) :

(1) Dès le début des travaux du comité, M. le Garde des sceaux, a engagé les magistrats à y prendre part et a écrit à ce sujet la lettre suivante, à la date du 12 juillet 1890, à M. le premier président près la Cour de cassation, au premier président et au procureur général près la Cour d'appel de Paris, au président du tribunal de la Seine et au procureur de la République à Paris... « Monsieur le Premier Président, je viens d'apprendre que sous la présidence de M. le Bâtonnier de l'ordre des avocats près la Cour d'appel de Paris, un comité se constituerait au Palais de justice, en vue d'étudier les mesures à prendre pour la surveillance ou la protection des enfants arrêtés et traduits devant les tribunaux. — Le concours de quelques représentants de la magistrature aurait été sollicité pour participer aux travaux de ce comité.

« Je vous prie de vouloir bien faire connaître à ces magistrats que je les autorise bien volontiers à prêter leur dévouement et leur expérience à cette œuvre, qui par son caractère moral et philanthropique est digne de tous les encouragements.

« Recevez, etc.

« Le Garde des sceaux.

« FALLIÈRES. »

(2) Les noms des membres du Comité qui ont bien voulu se charger d'un rapport sont inscrits à la suite des questions.

PREMIÈRE PÉRIODE

Avant l'arrestation.

I. — Du nombre des enfants arrêtés, et des causes ordinaires de leur arrestation.

Rapporteur, M. Fourcade, avocat.

II. — De l'application des lois relatives à l'emploi de l'enfant dans certaines industries, et de leur influence sur sa moralité.

Rapporteur, M. Passez, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation.

III. — Du vagabondage de l'enfant, de sa répression, du parti à tirer de l'engagement militaire autorisé par l'article 271 du code pénal.

Rapporteur, M. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation.

IV. — De la prostitution des mineurs de seize ans. Ne conviendrait-il pas de l'assimiler au vagabondage?

Rapporteur, M. Rollet, avocat, directeur du Patronage de l'enfance et de l'adolescence.

V. — De la mendicité de l'enfant et des moyens de la réprimer. Loi du 7 décembre 1874.

Rapporteur, M. Paulian, secrétaire-rédacteur à la Chambre des députés.

VI. — De la détention par voie de correction paternelle, de sa prolongation pendant le temps nécessaire à l'amendement de l'enfant; des lieux où elle doit être subie.

Rapporteur, M. Ricaud, avocat.

VII. — De l'application de la loi du 4 juillet 1889 sur la protection des enfants moralement abandonnés et de la déchéance de la puissance paternelle.

Rapporteur, M. Brueyre, membre du conseil supérieur de l'Assistance publique.

VIII. — Est-il possible d'imposer aux parents délaissant leurs enfants une pénalité et une participation aux frais du placement, ou d'éducation correctionnelle?

Rapporteur, id.

DEUXIÈME PÉRIODE

Pendant la prévention.

IX. — Sur quels enfants la protection de la justice doit-elle s'exercer? — Tous les enfants arrêtés, à raison d'un délit ou de leur mauvaise conduite ne doivent-ils pas être mis à la disposition du Parquet et envoyés dans leur intérêt à la grande Instruction?

Rapporteur, M. Demange, avocat.

X. — Des mesures de protection à prendre au moment de l'arrestation de l'enfant en vue de le soustraire au danger du séjour en commun dans les postes de police et au Dépôt.

Rapporteur, M. Ferdinand Dreyfus, membre du Conseil supérieur des prisons.

XI. — Du système d'isolement comparé au régime en commun.

Rapporteur, M. Albert Rivière, ancien magistrat, secrétaire général de la Société générale des prisons.

XII. — De l'utilité d'établir des asiles temporaires, de nature hospitalière, pendant la durée de l'information, au profit des enfants paraissant susceptibles d'être placés, — de la surveillance à exercer par les magistrats sur les enfants dans ces asiles.

Rapporteur, M. Peyron, directeur de l'Assistance publique.

XIII. — Du magistrat et du défenseur, — leur rôle, — leurs relations avec les parents et les œuvres.

Rapporteur, M. Varin, avocat, secrétaire général de l'Œuvre des amis de l'enfance.

XIV. — Du patronage des enfants au cours de la prévention; — des moyens d'organiser les visites sans nuire à l'action de la justice et à la surveillance de l'administration pénitentiaire.

Rapporteur, M. Joret-Desclosières, avocat.

XV. — Des règles à suivre dans les instructions concernant les enfants, et de la nécessité d'adopter une méthode uniforme recommandée par des circulaires.

Rapporteur, M. Flandin, vice-président au tribunal de la Seine.

XVI. — De l'utilité de confier les dossiers d'enfants aux mêmes magistrats; d'établir des conférences, entre les présidents et substituts des Chambres correctionnelles et les juges d'instruction chargés des affaires d'enfants.

Rapporteur, id.

XVII. — Ne convient-il pas de fixer une limite d'âge, au-dessous de laquelle les enfants, dans tous les cas ou seulement à l'occasion de certains délits, ne pourraient être confiés qu'à des établissements hospitaliers? — Ne devrait-il pas en être de même, quand les mineurs de seize ans sont atteints d'infirmités permanentes?

Rapporteur, M. le Dr Motet.

XVIII. — Y a-t-il lieu de prolonger au delà de seize ans, le bénéfice de l'article 66 du Code pénal, d'une façon générale ou dans certains cas?

Rapporteur, M. Lefuel, substitut au tribunal de la Seine.

XIX. — Lorsque la peine est inférieure à deux ans de prison, ce qui impose au juge l'obligation de mettre l'inculpé en liberté au bout de cinq jours, le mineur de seize ans ne peut-il pas, néanmoins, à raison de l'éventualité de l'envoi en correction, être détenu préventivement plus de cinq jours.

Rapporteur, M. Crémieux, avocat.

TROISIÈME PÉRIODE

Solutions à intervenir.

XX. — De la remise des enfants à leurs parents, — des moyens de remédier à leur défaut de surveillance, provenant soit des exigences de leur travail, soit de leur négligence. — Est-il possible d'organiser un patronage et une surveillance au profit des enfants rendus à leur famille après ordonnance de non-lieu ou acquittement.

Rapporteur, M. Strauss, membre du conseil municipal de Paris.

XXI. — De la remise des enfants soit à l'Assistance publique, soit aux œuvres de bienfaisance; — des règles qui doivent présider à cette remise; — des obligations à remplir par les établissements. — Le consentement des parents est-il nécessaire pour le placement de l'enfant? Comment doit-il être constaté? Les magistrats peuvent-ils, en dehors du consentement des parents, confier des enfants à des tiers, et les remettre à d'autres qu'à l'Administration pénitentiaire?

Rapporteur, M. Théophile Roussel, sénateur.

XXII. — Des moyens de s'assurer, dans l'intérêt de l'enfant, de la valeur du placement proposé et de la suite qu'il aura reçu; — ne convient-il pas de retarder la cloture de l'instruction jusqu'à ce que cette vérification ait été faite; — de l'utilité de l'avis à donner par les établissements ayant recueilli un enfant de son évasion ou de son renvoi.

Rapporteur, M. Bérenger, membre de l'institut, sénateur.

XXIII. — Des garanties au profit de l'enfant dans l'exercice de la tutelle administrative et des moyens de donner aux établissements publics et aux particuliers une action disciplinaire efficace sur les enfants qui leur seront confiés.

Rapporteur, M. Ambroise Rendu, avocat.

XXIV. — Des mesures qui conviennent le mieux à l'intérêt de l'enfant: — petites peines d'emprisonnement, — envois courts ou prolongés en correction.

Rapporteur, M. Potier, conseiller à la Cour d'appel de Paris.

XXV. — Des différents systèmes d'éducation correctionnelle; du but qu'ils doivent se proposer; — des établissements pénitentiaires à l'usage des enfants.

Rapporteur, M. Georges Bonjean, juge suppléant au tribunal de la Seine, président de la société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable.

XXVI. — Des modes d'éducation correctionnelle dans les différents pays.

Rapporteur, M. Henri Joly, ancien doyen de la Faculté des lettres de Dijon.

XXVII. — Est-il possible d'éviter à l'enfant la comparution sur les bancs de la police correctionnelle, et d'adopter pour l'envoi en correction une procédure analogue à celle de la correction paternelle? Dans le cas où l'instruction démontre qu'il n'y a pas eu discernement, ne pourrait-on pas la clore par une ordonnance de non-lieu, prescrivant l'éducation correctionnelle?

Rapporteur, M. Georges Dubois, avocat, ancien substitut du Procureur général à la Cour d'appel de Paris.

XXVIII. — De la libération conditionnelle et du patronage; du concours que les œuvres privées peuvent donner à l'administration pénitentiaire.

Rapporteur, M. Bournat, avocat, secrétaire général de la société de patronage des jeunes libérés.

XXIX. — De l'utilité d'appliquer l'article 19 de la loi de 1850, organisant au profit des détenus libérés le patronage de l'assistance publique.

Rapporteur, id.

XXX. — Des réformes à introduire au régime du casier judiciaire des mineurs de seize ans, principalement en vue de ne pas mettre obstacle à leur engagement militaire.

Rapporteur, M. Brégeault, substitut au tribunal de la Seine.

XXXI. — Des moyens d'utiliser les forces vives de l'enfance.

Rapporteur, M. Klotz, avocat, secrétaire du Comité d'assistance par le travail.

XXXII. — De l'application de la relégation aux jeunes délinquants.

Rapporteur, M. Léveillé, professeur à la faculté de droit de Paris.

Adolphe GUILLOT,
Secrétaire général.

NOTA. — Les rapports seront lus et discutés en séance générale. — Le comité se propose de les réunir en un volume pour le congrès international de 1895. — En outre des questions ci-dessus, les membres du comité qui voudraient faire des lectures sur des sujets se rattachant au programme, voudront bien en donner avis au secrétaire général.

NOUVELLE-CALÉDONIE

EXTRAIT D'UN RAPPORT

de M. PARDON, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie
à M. le sous-secrétaire d'État des colonies
sur la situation de l'administration pénitentiaire en 1891
(Transportation et relégation.) (1)

« Monsieur le Sous-Secrétaire d'État,

« Après deux ans et demi d'une administration qui s'est tracé le devoir de rechercher avec bonne foi les améliorations qui pouvaient être introduites dans le régime de la transportation en Nouvelle-Calédonie, de vous les exposer avec sincérité, pour exécuter ensuite consciencieusement les réformes inspirées par l'étude simultanée de votre Département et de la commission du régime pénitentiaire, j'ai pensé qu'il serait intéressant de mettre sous vos yeux, dans un travail d'ensemble, les efforts tentés et les résultats obtenus. Je me suis appliqué à montrer ce qui a été fait pour rendre le régime des condamnés aux travaux forcés à la fois plus répressif et plus moralisateur, leur discipline plus efficace, leur utilisation plus avantageuse. J'indique aussi ce qu'il reste encore à faire, selon moi, pour achever l'œuvre si fructueuse déjà commencée.

« L'action de la loi et de la société ne s'exerce sur le condamné que par son gardien. C'est donc cet instrument immédiat et néces-

(1) Nous publions à peu près *in extenso* tout le rapport de M. Pardon et nous nous réservons de revenir prochainement sur les principales énonciations de ce document officiel.

Lors de la discussion qui s'élèvera bientôt au sein de notre assemblée générale sur la transportation, nous aurons lieu d'examiner si dans ce tableau aucune réalité n'a été omise, si le prix de revient de cette prospérité a été exactement calculé, si dans ce bilan tout le passif a été aussi consciencieusement porté que l'actif, si la fortune de l'État, c'est-à-dire la nôtre, est toujours sévèrement administrée, et scrupuleusement défendue en Calédonie. La livraison à l'amiable aux particuliers de la main-d'œuvre pénitentiaire, avouée sans trouble par M. Pardon, nous fait craindre que tout dans la réalité ne soit pas aussi limpide que dans son rapport. (*Conf.* le compte-rendu annoncé *infra* p. 1022.) (N. de la Réd.)

saire de l'ordre, de l'amendement et du travail qu'il faut d'abord chercher à rendre conscient, digne et capable de sa mission. Cette vérité a été proclamée devant tous les Congrès pénitentiaires ; l'expérience la rend plus saisissante.

Surveillants militaires.

« L'organisation du corps des surveillants militaires n'a pas été modifiée depuis le décret du 20 novembre 1867.

« Il se compose de :

	Solde.
Surveillants principaux.....	4.000
Surveillants-chefs de 1 ^{re} classe.....	3.500
Surveillants-chefs de 2 ^e classe.....	3.000
Surveillants de 1 ^{re} classe.....	2.400
Surveillants de 2 ^e classe.....	2.000
Surveillants de 3 ^e classe.....	1.600

« Une des questions importantes sur lesquelles l'attention du Département a été attirée à différentes reprises, est celle de l'amélioration de la solde des surveillants militaires....»

Le Gouverneur rappelle la dépêche du 30 octobre 1890, n° 841, dans laquelle le Sous-Secrétaire d'État avait reconnu la nécessité de prévoir au budget de 1892 un supplément de solde. La médaille militaire serait également un puissant stimulant pour eux ; or, ils sont moins libéralement traités que les gendarmes. Il affirme que c'est surtout depuis que l'inspection générale (supr. p. 487 et 492) est confiée au Gouverneur que ces modestes auxiliaires font preuve de courage, de patience et de dévouement dans leur pénible et délicate tâche.

CONDAMNÉS

Utilisation de la main-d'œuvre pénale.

« *Services publics.* — Conformément aux prescriptions de la dépêche ministérielle du 26 août 1889, le service de la transportation a mis, le 1^{er} février 1890, à la disposition du service local, 1.200 condamnés pour les travaux des routes (*Bulletin*, 1889, p. 885).

« Cette mesure a coïncidé avec la suppression des fermes pénitentiaires et la diminution, dans une notable proportion, de l'effectif du personnel transporté employé dans les ateliers de l'administration pénitentiaire. C'est ainsi que le contingent destiné aux

routes a pu être formé. Mais il fallait en même temps faire face aux autres obligations du service. On parvint à ce résultat en opérant dans tous les camps une répartition plus judicieuse des condamnés et en supprimant certains emplois inutiles ou dont le maintien n'était pas suffisamment justifié. C'est ainsi que l'effectif des plantons, des corvées éventuelles, des hommes employés au service intérieur, des canotiers, etc., fut limité aux plus strictes proportions et l'excédent remis aux disponibles.

« Presque toujours, les hommes du service intérieur ont été pris parmi les impotents. Grâce à ces réductions opérées avec fermeté et en dépit de certaines résistances locales, on put mettre également un plus grand nombre de condamnés à la disposition des habitants de la colonie, dans les conditions de l'arrêté local du 18 octobre 1880.

« Nous verrons plus loin que l'effectif des engagés, qui était de 320 au 1^{er} janvier 1888, passait à 352 au 1^{er} janvier 1889, à 407 au 1^{er} janvier 1890, et atteignait à la fin de l'année le chiffre de 537. Au 1^{er} avril 1891, ce chiffre devait atteindre environ 630. Mais ce n'est pas tout, et, en toutes circonstances, l'administration, s'inspirant de vos idées, a cherché à venir en aide aux colons. C'est ainsi que, les colons de Moindou se trouvant dans l'impossibilité d'opérer la cueillette du café, elle fit diriger sur ce centre un certain nombre de condamnés de 1^{re} classe de la catégorie des impotents ou des travaux légers qui furent mis pour quelques jours à la disposition des planteurs.

« On trouva aussi le moyen d'employer les natures les plus rebelles, les coutumiers d'évasion, les hommes astreints au port de la double chaîne. Ces transportés qui, précédemment, étaient toujours maintenus à l'île Nou, et par conséquent presque inutilisés, furent réunis en un seul groupe et affectés aux travaux du chantier du quai, pour le compte du service local. Des surveillants fermes et énergiques furent commis à leur garde, et jusqu'ici il n'y a qu'à se louer de leur travail.

« Toutes ces mesures ont eu pour effet de grossir le nombre des disponibles et de donner aux travaux un essor inconnu jusqu'à ce jour.

« Le contingent mis à la disposition du service local a été réparti sur divers points de la colonie, selon que le réclamaient les travaux. On a profité, autant que possible, des bâtiments existants pour loger les surveillants et les condamnés ; mais, sur certains points, les logements faisant défaut, on a dû édifier de nouvelles constructions sommaires où le temps et l'argent ont été économisés,

mais qui n'offrent pas toujours toutes les garanties désirables au point de vue de la garde des condamnés.

« Bien que la surveillance dans ces camps soit beaucoup plus difficile que dans les établissements fermés, les surveillants ont accepté en général avec résolution et dévouement un service rendu plus dur. Il était d'ailleurs impossible de persévérer dans l'ancien système de construction de camps qui absorbaient le temps et les crédits destinés aux routes.

« En résumé, on peut affirmer que l'on obtient maintenant un travail effectif de la part des condamnés : les travaux de l'entreprise s'exécutent avec célérité, et tous les services publics qui emploient la main-d'œuvre pénale en sont satisfaits. Chose remarquable et qui mérite une mention toute spéciale : les compagnies minières elles-mêmes, qui se plaignaient naguère amèrement de la paresse des hommes mis à leur disposition, ne font plus entendre actuellement aucune doléance à cet égard.

« *Contrats avec les compagnies.* — Je rappelle en passant que l'utilisation des condamnés par les compagnies qui ont des contrats avec l'État tient une large part dans l'œuvre de la transportation en Nouvelle-Calédonie. La main-d'œuvre pénale a, en réalité, ouvert des mines dont la production atteindra certainement 50.000 tonnes en 1891 et ira à 100.000 en 1892. La valeur de la tonne de minerai de nickel étant au minimum de 140 francs, c'est un produit annuel de 14.000.000 dû aux condamnés.

« De leur côté, les compagnies industrielles ont remboursé à l'État pour cession de main-d'œuvre en 1890, environ 366.000 francs. En outre, la compagnie du nickel nourrit ces condamnés et décharge par conséquent l'État de cette dépense.

« J'ai fait sur les chantiers des compagnies de très fréquentes visites. J'ai toujours constaté que nulle part les condamnés ne fournissent plus de travail ; ce travail est des plus rudes, la discipline de la transportation est exactement observée. Aussi faut-il reconnaître que rien ne subsiste des critiques dirigées contre un pareil emploi de la main-d'œuvre pénale, si les travaux d'utilité publique ont été, comme ils le sont actuellement, pourvus au delà de leurs besoins (*Bulletin*, 1890, p. 438 et 817).

« *Discipline.* — Tous les efforts de l'administration ont également tendu à l'application stricte et équitable du décret et des règlements disciplinaires.

« L'esprit de justice et d'impartialité dans lequel ils ont été suivis, a contribué puissamment au maintien du bon ordre, au respect de l'autorité parmi les condamnés de toutes classes et de tous camps et, ainsi qu'il a été dit plus haut, à une reprise accentuée du travail. Peut-être dans certaines périodes, l'administration s'est-elle montrée tour à tour trop facile ou trop rigoureuse dans l'exécution des pénalités disciplinaires ; on appliquait d'une manière plus rationnelle le décret du 18 juin 1880, qui est la base du système répressif pour les condamnés, et le département dut faire à ce sujet de nombreuses et importantes observations.

« L'administration locale cherche à exécuter avec une conscience scrupuleuse les instructions ministérielles concernant l'application des règlements disciplinaires. On ne rencontre plus de ces punitions extrêmes, infligées légèrement pour des motifs parfois futiles, et ayant entraîné souvent, même pour des condamnés bien notés, la rétrogradation à la 5^e classe. Les peines sont mesurées avec soin, proportionnées à la gravité des fautes et, autant que possible, adaptées à la nature du condamné. C'est surtout lorsqu'il s'agit de rétrogradations que l'on examine attentivement les dossiers, qu'on éclaireit au mieux les faits, qu'on détermine au plus juste le degré de culpabilité.

« Dans ces conditions, la peine est respectée, parce qu'elle est juste, et efficace, parce qu'elle est respectée ; elle ne soulève plus chez les coupables des sentiments de révolte ; son effet exemplaire est plus grand parce qu'elle n'est plus discutée.

« Afin d'assurer cette exacte distribution de la justice disciplinaire, des circulaires aussi fermes que précises ont été adressées aux postes de l'intérieur.

« La première, du 10 janvier 1889, prescrit l'adjonction aux états de prétoire des rapports ou pièces justificatives concernant les punitions proposées par les prétoires (cellule, cachot, camp disciplinaire).

« La seconde, du 28 janvier 1889, relative à un des cas les plus délicats, dispose que, pour les maladies dites « simulées » ou « provoquées », il y a lieu de produire un certificat motivé du médecin de l'établissement.

« La troisième, du 3 avril 1889, la plus importante de toutes, contient des observations essentielles sur la rédaction des rapports ou procès-verbaux ainsi que sur le mode d'instruire les affaires ; elle rappelle avec fermeté les instructions du Département touchant les peines disciplinaires.

« La quatrième, du 9 octobre 1889, réserve à la direction le soin de décider, sur dossiers complets, des punitions proposées par les prétoires contre les condamnés concessionnaires et engagés c'est-à-dire pour la catégorie la plus intéressante des transportés.

« Ces circulaires ont suffi pour imprimer aux prétoires disciplinaires une marche plus régulière, plus ferme et plus soutenue. Depuis lors, quelques notes envoyées à propos ont su maintenir le bon fonctionnement des prétoires.

« Il y a un point sur lequel l'attention des chefs d'établissement a été portée avec force et persistance; c'est celui même que vise en ces termes la dépêche ministérielle du 20 mars 1885 : « Il importe que ces peines soient effectivement et immédiatement subies. » De la promptitude et de la fermeté dans la répression, en effet, dépend en grande partie la discipline.

« C'est pourquoi les états de prétoire sont transmis d'urgence à la direction et renvoyés par elle sans le moindre retard, quoiqu'ils soient — au 2^e bureau et de la part du gouverneur lui-même — l'objet d'un examen scrupuleux. Les dossiers relatifs aux fautes graves sont étudiés aussitôt et le résultat est communiqué le plus tôt possible, par télégramme, au chef du camp dont dépend le condamné. Cette célérité, cette régularité, cette équité dans l'application des peines disciplinaires produisent un effet vraiment salulaire.

« Aussi, les réclamations, si nombreuses autrefois, se font de plus en plus rares. Les condamnés punis subissent leurs peines avec résignation, parce qu'elles leur semblent justes à tous égards.

« En ce qui touche les réclamations adressées au directeur de l'administration pénitentiaire et au gouverneur, la circulaire du 25 mars 1890 porte que les réclamations doivent être remises *ouvertes* au président du prétoire disciplinaire, qui en donnera immédiatement et devant ses assesseurs un bordereau détaillé. Ce bordereau est ensuite transmis à la direction avec les lettres annotées, s'il y a lieu, par le chef de l'établissement.

« Lorsque la réclamation n'est pas fondée, l'homme est sévèrement puni.

« En somme, l'échelle des punitions prévues au décret du 18 juin 1880 est observée avec un soin extrême. Le Département a donné, ce semble, aux mesures disciplinaires prises depuis plus de deux années la meilleure sanction : aucune remontrance, aucune observation n'a été faite par l'administration centrale, pendant cet in-

tervalle, relativement aux punitions graves inscrites sur ces états mensuels.

« Le tableau suivant donne un état comparatif des peines les plus graves prononcées contre les transportés :

NATURE DES PUNITIONS	NOMBRE DE PUNITIONS EN			
	1887	1888	1889	1890
Cachot.....	74	77	107	36
Cellule.....	1.458	1.372	1.302	716

« La diminution des peines en 1890 tient à plusieurs causes. La première est l'application des décrets d'octobre 1889 sur la réclusion cellulaire ; avant ce règlement, pour punir effectivement les condamnés aux longues peines, contre lesquels une augmentation de travaux forcés eût été illusoire, l'administration était obligée en quelque sorte de se substituer aux conseils de guerre et de prononcer des peines de cachot et de cellule dont elle pouvait seule disposer. Actuellement le tribunal maritime spécial statue sur tous les faits les plus graves et diminue d'autant l'action disciplinaire directe de l'administration (*Bulletin*, 1889, p. 931).

« En second lieu, les condamnés les plus coutumiers de délits disciplinaires subissent presque tous maintenant la réclusion ou la prison cellulaire, et le nombre de ces délits diminue d'autant.

« Enfin, il y a, il faut bien le répéter, une amélioration générale de la discipline, mieux caractérisée et plus continue qu'elle ne l'a été à aucune époque. Je fais observer que l'on ne peut accuser l'administration de trop d'indulgence, puisque toutes les punitions sont proposées par les prétoires. Le rejet des propositions des prétoires est presque sans exemple.

« *Incorrigibles.* — Malgré cette amélioration ainsi constatée et que je me permets de signaler comme un heureux symptôme à toute votre attention, Monsieur le Sous-Secrétaire d'État, il reste encore un certain nombre d'incorrigibles. Il est à prévoir malheureusement que ce nombre ne diminuera guère ; sur un effectif de 6.000 condamnés, comment pourrait-il en être autrement ? Les uns élevés et grandis dans le crime ; d'autres paraissant n'obéir qu'à des tendances perverses ; les derniers trop faibles et

faciles à l'entraînement : tels sont les transportés qui se refusent à toute discipline et desquels il n'y a rien ou presque rien à espérer. Leur chiffre est d'environ 200, cela fait pour l'effectif total de 6.000 condamnés une proportion de 3 p. 100.

« Encore doit-on dire que, même parmi ceux-là, quelques-uns donnent des témoignages d'amendement et de retour au bien. Il importe, dans l'intérêt de l'ordre et pour la conservation de la discipline, d'isoler le plus possible des individus aussi dangereux : il importe également de leur appliquer des règlements spéciaux, autant pour les châtier d'une manière suffisante et proportionnée à leurs fautes, que pour briser leur résistance. De là, la nécessité d'un camp disciplinaire fermé, à la fois inaccessible et infranchissable, et régi par un système de pénalités tout particulier. Pour ces incorrigibles, pour les paresseux dont il est impossible de tirer aucun travail, pour les récidivistes d'évasion, il fallait un régime spécial et ce sont les raisons qui ont amené la création du centre disciplinaire dit camp Brun.

« Le règlement provisoire du 19 juillet 1888 contenait des dispositions trop rigoureuses, dont la santé des hommes avait eu à souffrir; elles ont été atténuées : parmi les nouvelles dispositions deux sont à noter :

« 1° La ration des hommes astreints au travail ne pourra être réduite ni modifiée..... Pour les condamnés au pain sec, les rations de viande et de légumes seront remplacées par une ration de pain. Le Département a donné pleine approbation à cette dernière mesure.

« 2° Tout condamné ayant mérité pendant quatre semaines consécutives la note « bien » obtiendra une réduction de quinze jours; pendant huit semaines consécutives, de un mois et demi; pendant douze semaines consécutives, la remise totale. Grâce à ces prescriptions, la conduite des détenus du camp disciplinaire n'a pas tardé à devenir meilleure, le travail a augmenté sensiblement; enfin, pour tout dire d'un mot, une transformation réelle s'est opérée. Les réductions de peines se sont multipliées comme par une heureuse contagion, au point que l'effectif s'est abaissé de 140 à 45. Il y a plus : beaucoup de ceux qui ont gagné leur sortie par leur bonne conduite continuent à bien se conduire.

« Le nombre des remises partielles de peines obtenues en vertu des nouvelles instructions par les condamnés internés au camp disciplinaire a été de 461. Les remises totales ont été de 102. Le séjour au camp Brun est infligé généralement dans l'esprit qui a inspiré

les dépêches ministérielles du 5 mars 1881 et du 9 mai 1889. C'est aussi, en même temps, comme une peine spéciale pour les récidivistes d'absences illégales, de refus de travail, d'insubordination, et pour les autres, comme une peine intermédiaire entre les punitions disciplinaires et les condamnations du tribunal maritime spécial.

« *Résumé.* — En résumé, il est établi que, pendant les années 1889 et 1890, la discipline s'est relevée d'une manière très sensible dans tous les camps de la transportation. La conduite s'est améliorée : le travail est plus actif et plus continu ; l'esprit de subordination s'est affermi. Il y a là un progrès considérable et il est bon de le noter. Ce résultat est dû, sans doute, à un système de répression où la fermeté est alliée à l'impartialité ; mais quelques mesures matérielles telles que la suppression de la libre disposition des salaires, ainsi que le remplacement du vin et du tafia dans la ration par un supplément de pain, y ont beaucoup contribué. Le système de sélection des condamnés mis en pratique en vertu d'une décision du gouverneur du 14 novembre 1889, n'a pas non plus été étranger à l'amélioration de la discipline. Aux termes de cette décision, les transportés sont classés à leur arrivée dans la colonie en trois groupes savoir :

« Groupe A. — Condamnés passionnels ou primaires, militaires non dangereux.

« Groupe B. — Criminels d'habitude susceptibles d'amendement.

« Groupe C. — Criminels d'habitude dangereux et incorrigibles.

« Mais pour que cette sélection puisse être accomplie avec tout le soin voulu, il serait nécessaire que l'administration locale fût mieux au courant des antécédents de chaque condamné et des circonstances de son crime. Tous ces renseignements nous seraient même fournis de la manière la plus complète et la plus intéressante par les actes d'accusation. Je demande instamment au Département d'obtenir de la Chancellerie qu'un double de cet acte suive toujours le condamné dans la colonie pénitentiaire. C'est un des points sur lequel j'insiste le plus.

ÉVASIONS

« La question des évasions est une de celles qui, le Département le sait, ont le plus vivement préoccupé l'administration locale de la Nouvelle-Calédonie. Il y a là non seulement une cause de

désordres intérieurs, mais aussi de difficultés extérieures avec les gouvernements d'Australie. Il faut convenir que les résultats obtenus en 1889 et 1890 ne dépassent guère ceux des années précédentes (Conf. *Bulletin*, 1885, p. 249 et *supr.*, p. 751).

« En 1891, une amélioration très sensible se révèle ; il ne faut jamais perdre de vue lorsqu'il s'agit d'évasions que ce mot s'applique beaucoup trop largement à des faits qui ne devraient être qualifiés que d'absence temporaire.

« En effet, sur 756 évadés du 1^{er} janvier 1890 au 1^{er} janvier 1891, 169 ont été réintégrés le jour même de l'évasion, 91 le lendemain, 58 le surlendemain, etc. Pour 35 seulement, la durée de l'évasion a dépassé un mois. Pendant la même période, le nombre des réintégrations a égalé, sauf deux, le nombre des évasions, et je puis ajouter que du 1^{er} au 14 avril une autre réintégration a réduit cette différence à un seul.

« Il faut remarquer en outre que ces 756 évasions ne s'appliquent qu'à 617 condamnés, un certain nombre d'entre eux ayant à leur charge deux ou plusieurs évasions.

« Le chiffre des évasions a été grossi en 1890 par 60 évasions fournies par 100 Arabes arrivés par le premier convoi. Tous ces Arabes ont été repris sans exception (Conf. *Bulletin*, 1890, p. 250).

« Enfin, les évasions ont été facilitées par la dispersion des camps de condamnés sur les chantiers de routes et la mauvaise installation de ces camps au point de vue de la surveillance.

« Si l'on tient compte que, malgré toutes ces causes spéciales, le chiffre des évasions de 1889 et de 1890 reste au-dessous de celui de 1886, 1887 et 1888, il faut reconnaître que le service de la garde des condamnés s'est infiniment amendé, et ce résultat est dû, sans contestation possible, à ce que la discipline des surveillants militaires a été rendue beaucoup plus sévère. D'autre part, afin d'alléger la tâche du surveillant dans le service de garde, l'administration a dû prendre certaines mesures de police intérieure, telles que : 1° remplacement des contre-appels de nuit, qui offraient l'inconvénient de fatiguer surveillants et condamnés, par une garde constante assurée dans l'intérieur des camps ; les constatations se font aujourd'hui par comptage ; 2° défrichement des abords des camps et chantiers ; 3° création de locaux disciplinaires dans certains centres, tel que le Pilou, Bouloupari ; dans d'autres postes, entretien et réfection des prisons existantes....

« En résumé, en février et mars, le nombre total d'évasions ou d'absences illégales a été de 58 contre 75 arrestations.

« Les arrestations sont dues plus particulièrement à l'exactitude et à la diligence avec lesquelles l'administration a fait payer les primes réglementairement allouées aux capteurs; en d'autres termes, elles ont pour cause la stricte exécution de l'arrêté local du 23 décembre 1884.

« A cette occasion, il est utile de mentionner la part active prise par les indigènes qui, dans bien des cas, ont opéré, au péril de leur vie, l'arrestation de malfaiteurs reconnus dangereux.

« Quoiqu'il en soit, les résultats obtenus dans les trois premiers mois de 1891 et qui sont comme le fruit des efforts incessants poursuivis dans les deux années précédentes, n'avaient jamais été approchés. J'espère que le Département les constatera avec satisfaction. Ils font grand honneur à tous les agents de l'administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie, et j'espère qu'il leur en sera tenu compte à l'occasion.

EXTRADITIONS

« Non seulement l'administration s'est appliquée, d'une façon constante, à s'opposer au départ des condamnés astreints à la résidence dans la colonie; mais encore elle a donné tous ses soins à ce que les évadés signalés par les autorités australiennes fussent l'objet d'une demande immédiate d'extradition. Elle n'a pas hésité, le cas échéant, à mettre à la disposition de M. le consul de France à Sydney un surveillant militaire qui a longtemps séjourné en Australie.

« Le nombre des condamnés extradés d'Australie pendant les six dernières années a été de :

En 1885.....	2
— 1886.....	5
— 1887.....	16
— 1888.....	4
— 1889.....	8
— 1890.....	20

« Il résulte des statistiques publiées par les autorités anglaises qu'en 1889, sur 38.345 arrestations opérées en Nouvelle-Galles du Sud, il n'y en a eu que 227 concernant des Français, tandis que 516 concernaient des Allemands, et encore sur les 227 arrestations de Français, 154 se rapportaient à de légers délits ayant le caractère de simples contraventions de police.

Décret du 5 octobre 1889.

« On ne saurait terminer ces considérations sur la discipline des condamnés sans constater que le décret du 5 octobre 1889 a produit les meilleurs effets sur les natures les plus réfractaires au système de répression jusque-là en vigueur dans la colonie.

« Les faits sont venus justifier l'exposé des motifs qui précède cet acte.

« Bon nombre de condamnés que l'on considérait comme incorrigibles, parce que l'on n'avait sur eux aucun moyen de répression effectif, sont rentrés dans le devoir ou au moins se sont sensiblement amendés, et leur conduite a été, en général, satisfaisante. C'est qu'en effet, les peines de réclusion cellulaire ou d'emprisonnement édictées par la nouvelle législation constituent un châtiment effectif et salutaire dans leur rigueur.

« En un mot, l'acte du 5 octobre, fécond dans ses applications, utile par la crainte qu'il inspire, paraît appelé à faire rentrer dans le devoir les plus incorrigibles du bagne.

« Avant sa promulgation, l'administration était impuissante à réprimer les écarts de certains condamnés. On peut entre autres en citer qui avaient accumulé 200 à 300 ans de travaux forcés.

« Depuis qu'il fonctionne, le tribunal maritime spécial a prononcé 187 condamnations se répartissant comme suit, savoir :

A mort.....	3
A la réclusion cellulaire.....	148
A l'emprisonnement.....	35
Aux travaux forcés (libéré complice d'évasion).....	1

« En comparant la nature des crimes ou délits, on trouve : 40 p. 100 pour évasions ; 28 p. 100 pour refus de travail et autres fautes contre la discipline ; 6 p. 100 pour crimes contre les personnes ; 26 p. 100 pour crimes contre les propriétés.

« J'ai pu constater dans mes fréquentes visites à la maison cellulaire et d'après les déclarations mêmes des condamnés que la réclusion cellulaire ne produit tout son effet correctif qu'après les six premiers mois de détention. Aussi les transportés à six mois et à moins paraissent préférer cette peine à l'envoi au camp Brun, tandis que les condamnés à de plus longues durées sont comme écrasés par ce nouveau châtiment. La réclusion cellulaire, telle

qu'elle est appliquée à l'île Nou, est certainement la plus terrible des peines.

« Dans deux cas, dont l'un comprenait trois condamnations, le conseil privé a décidé, comme la faculté vient de lui en être rendue, l'exécution immédiate de la peine de mort sans recours en grâce. L'effet exemplaire de ces exécutions, suivant de près le crime, a dépassé ce que l'on pouvait attendre. Les crimes entraînant la peine capitale tendent à disparaître.

Engagés chez les colons.

« Les engagements chez les colons, première épreuve à laquelle sont soumis les condamnés qui feront plus tard des concessionnaires, ne sont accordés qu'après une enquête sérieuse sur les garanties que présentent les hommes. Ils doivent être de première classe et bien notés par leurs chefs directs.

« Malgré les difficultés que présentent ces choix, on a pu augmenter considérablement le nombre des engagés chez les colons.

« Au 1^{er} janvier 1888, ce chiffre était de 320 ; il était de 352 au 1^{er} janvier 1889 ; de 407, au 1^{er} janvier 1890 ; il a pu être élevé à 537 au 1^{er} janvier 1891, et atteint actuellement 630.

« L'agriculture retire de cette aide d'immenses avantages ; indépendamment du bon marché de cette main-d'œuvre, elle possède aussi des ouvriers stables, travailleurs, que la crainte de la réintégration au camp maintient dans l'activité et une respectueuse soumission. Il y a beaucoup d'analogie entre ce système et celui de « l'assignation » employé en Australie et qui a donné de si remarquables résultats.

« Je puis même dire que sur ce point, comme sur bien d'autres, les résultats que nous obtenons sont supérieurs à ceux de la transportation australienne, puisque dans les dix premières années l'État nourrissait encore presque tous les convicts, même assignés, tandis que nos colons calédoniens, non seulement entretiennent leurs condamnés, mais encore payent une redevance à l'administration.

« En ce qui concerne le condamné, l'engagement chez les colons offre l'incontestable avantage de l'initier complètement aux modes spéciaux employés dans la colonie pour les diverses cultures, modes qui diffèrent entièrement de ceux suivis en France.

« Quand il est admis à la faveur dernière de la mise en concession, il n'y a plus de tâtonnements ruineux à craindre ; le condamné sait à l'avance ce qu'il fera : quelles sont les cultures les plus profitables suivant les terrains, les saisons qu'il faut choisir pour la plantation, les soins qui conviennent aux plantes dans cette contrée et qu'il ne faut pas négliger. Il a pu, chez les colons se rendre compte du mode employé pour les constructions ; il a appris l'élevage, et tel qui était avant sa condamnation absolument ignorant des choses de la terre, un employé de commerce, un marin, un imprimeur, devient souvent un bon cultivateur et, par suite, un excellent concessionnaire, s'il veut montrer quelque assiduité à ces leçons pratiques coloniales qui sont indispensables, même aux cultivateurs français.

Suppression des débits.

« Le condamné sévèrement tenu dans les camps, surveillé d'assez près par son engagiste, quand il obtenait la faveur de l'envoi chez les colons, n'avait pas toujours la force de résister aux tentations du cabaret quand on le mettait en concession, c'est-à-dire en demi-liberté.

« ... Un décret du 30 août 1889 est venu donner enfin à l'autorité administrative les pouvoirs nécessaires, en soumettant à l'autorisation préalable toutes les maisons de commerce, même celles existantes sur le territoire pénitentiaire..... »

Malgré les réclamations et les difficultés de toute nature 34 débits sur 63 ont été fermés. La tranquillité est revenue immédiatement.

Simultanément la prostitution est poursuivie à outrance ainsi que le vagabondage.

Colonisation pénale.

« La mise en concession des transportés a été l'objet de la part de l'administration d'une attention toute particulière. Les dossiers ont été étudiés soigneusement, ce qui cependant n'a pas entravé la marche normale de la colonisation pénale.

« Un pécule de 200 francs est exigé du condamné. C'est à la fois une garantie pour l'avenir et une preuve de sa bonne conduite passée (Conf. *Bulletin*, 1888, p. 1018 et 1034 ; 1889, p. 891 ; 1890, p. 436).

« Pendant les cinq années antérieures, les mises en concession ont été, savoir :

En 1885.....	190
— 1886.....	126
— 1887.....	93
— 1888.....	117
— 1889.....	123

« Les dépossessions ont été de :

En 1885.....	82
— 1886.....	75
— 1887.....	70
— 1888.....	67
— 1889.....	43

« Pendant l'année 1898, le nombre des concessionnaires placés a été de :

132 condamnés en cours de peine,
32 libérés dont 1 de 2^e section.

« Le chiffre de dépossessions a été de 43 dont 30 pour les libérés.

« Les condamnés concessionnaires ne figurent donc que pour 1/10 dans les dépossessions : on peut en conclure que, de ce côté, l'administration a à peu près réussi.

« On ne saurait en dire autant de la mise en concession des libérés : 30 dépossessions pour 32 mises en concession sont des chiffres trop éloquentes pour conserver le moindre doute sur ce qu'il est permis d'attendre de cette catégorie d'individus.

« Cette situation s'explique d'ailleurs assez facilement. L'exploitation minière a pris dans ces derniers temps une telle extension dans la colonie que les libérés préfèrent généralement chercher là un travail rémunérateur qui leur permet, non seulement de suffire à leurs besoins, mais encore de vivre largement.

« Le choix judicieux du condamné à mettre en concession est le point principal, celui qui a la plus grande importance pour la bonne réussite de la colonisation pénale. Il faut d'abord que la période d'expiation ait été suffisante. Depuis mon arrivée dans la colonie, aucun condamné n'a été mis en concession avant neuf ans de peine effective. Quant aux autres conditions, malgré toutes les précautions prises pour faire une sélection convenable, il arrive quelquefois d'accorder cette faveur à des individus fort bien notés au point de vue de la conduite et de l'assiduité au travail pendant la période de l'amendement, et qui changent d'at-

titude lorsqu'ils ne sont plus placés sous l'action directe du surveillant.

« Toutefois, l'administration les surveille rigoureusement, et ceux qui ne se conforment pas aux prescriptions de la décision ministérielle du 16 janvier 1882 sont impitoyablement proposés pour la dépossession.

« D'autre part, des mesures énergiques ont été prises pour maintenir l'ordre et la discipline parmi les concessionnaires. Tel a été le but d'instructions très précises et très sévères qui ont été communiquées à tous les centres pénitentiaires, à la date du 29 juillet 1890, et qui visent surtout les individus se livrant ouvertement et habituellement à la débauche ou la facilitant et l'encourageant.

« La dépossession et la réintégration au camp pour les condamnés, l'internement pour les femmes qui sont en cours de peine, et le renvoi des coupables devant les tribunaux qui appliqueront, lorsqu'il y aura lieu, la peine de la relégation, telle était la sanction des nouvelles instructions qui ont été portées à la connaissance du Département.

« Enfin, toujours soucieuse de compléter l'œuvre qu'elle poursuit, l'administration s'occupe de créer à Canala un internat pour les filles. Cet établissement avec celui qui existe à Bourail et qui va être agrandi, permettra de soustraire aux influences néfastes des familles les enfants trop souvent enclins à contracter de mauvaises habitudes.

« La preuve de l'utilité de ces établissements paraît suffisamment démontrée par ce fait qu'aucun enfant de concessionnaires n'a jamais été condamné — même correctionnellement — dans la colonie ; ce fait très remarquable est certainement la meilleure justification de la loi de 1854.

« Toutes les mesures de police n'auraient pas été suffisantes, si elles n'avaient pas atteint également les libérés trouvés sur les centres pénitentiaires en état de vagabondage, sans pouvoir justifier de moyens d'existence. C'est dans cette population essentiellement nomade que se rencontraient, en général, les instigateurs, les complices de la plus grande partie des méfaits commis sur les centres pénitentiaires. Aussi les chefs de centre ont-ils été invités à signaler sans retard aux autorités les faits graves qui viendraient à leur connaissance, et à surveiller d'une façon toute particulière cette catégorie d'individus.

« L'application de ces mesures a produit d'excellents résultats : les rapports des commandants de pénitencier et chefs de centre

montrent la diminution progressive des scènes de désordres dont les centres de concessionnaires étaient naguère le théâtre.

« Cette discipline sévère, indispensable sur des établissements de colonisation qui sont de véritables localités de libération conditionnelle, permettra aux concessionnaires, qui ont réellement le désir de bien faire, de ne pas se laisser entraîner dans une mauvaise voie.

« Quelques-uns d'entre eux, du reste, ont su par leur conduite et leur travail se créer des situations fort agréables: les frères..., adjudicataires pour la fourniture de chaussures pour la transportation; ..., libéré concessionnaire, également adjudicataire du chalandage; ..., et..., fabricants d'huile; ..., fabricant de tapioca et tant d'autres, sont des exemples frappants de la nécessité possible de certaines industries.

« La culture du blé, qui a été tentée à Bourail avec succès, a amené la création d'un moulin installé par les concessionnaires... et...

« Toutes ces industries prospèrent et donnent à la colonisation pénale un essor très satisfaisant.

« Je puis citer un libéré, le sieur ..., dont la conduite et la moralité sont d'ailleurs parfaites, qui gagne actuellement de 4 à 5.000 francs par mois dans des exploitations minières.

« Les notices individuelles des concessionnaires, préparées sur place et avec le plus grand soin par le directeur de l'administration pénitentiaire et transmises au Département au commencement de l'année 1890, comportent d'ailleurs des renseignements précis sur chaque colon d'origine pénale.

« Le nombre des concessionnaires est actuellement de 1.213 répartis, savoir :

Bourail.....	667
Fowhary.....	267
Pouembout.....	200
Diahot.....	70
Baie du Prony.....	6
Total égal.....	1.213

« Une lacune importante et des plus regrettables existe cependant dans notre système de colonisation pénale: c'est le trop petit nombre des familles et le manque de femmes. J'ai essayé bien souvent de montrer l'absolue nécessité d'une égalité numérique des sexes. J'ai demandé instamment au département l'envoi des femmes

des condamnés. Ce que l'on a dit des dispositions ataviques des produits du mariage entre condamnés ne tient pas devant le fait que je citais plus haut, que, jusqu'ici, aucun enfant de concessionnaires n'a subi de condamnations. J'insiste donc encore pour l'envoi des familles de condamnés et de femmes, fussent-elles condamnées, pour être unies à nos concessionnaires (*Bulletin*, 1889, p. 892).

RÉGIME DES LIBÉRÉS.

Obligation de la résidence. — Surveillance.

« La loi du 30 mai 1854, en retenant les libérés dans la colonie après l'expiration de leur peine et en les obligeant à y résider pendant un certain temps ou pendant toute leur vie, suivant la durée de leur condamnation, n'a pas seulement voulu les tenir éloignés de la métropole ; mais elle a eu aussi en vue le but plus élevé de leur rénovation morale et de leur reclassement dans la société, devenues à peu près impossibles en Europe. Ainsi comprise, l'obligation de la résidence comporte, sans doute, un ensemble de mesures de surveillance qui place le libéré sous le contrôle incessant de l'administration ; mais elle impose également à celle-ci le devoir de procurer des moyens d'existence à cette population de jour en jour plus nombreuse, qui, dénuée de ressources, deviendrait un danger sérieux pour la colonie si le travail venait à lui manquer.

« Pour ôter aux colonies australiennes tout prétexte à réclamations, depuis l'arrivée dans la colonie de la dépêche ministérielle du 24 juin 1889, aucun libéré de la 1^{re} section n'a été autorisé à quitter temporairement la colonie dans les conditions prévues à l'article 6, paragraphe 3, de la loi du 30 mai 1854.

« La surveillance des libérés a été définitivement organisée dans ces derniers temps par les décrets des 13 janvier 1888 et 29 septembre 1890. Précisément, elle avait beaucoup varié et s'était de plus en plus relâchée par suite, d'une part, de l'incertitude à laquelle donnait lieu la légalité des mesures proposées par la colonie et, d'autre part, par l'effet des lois des 23 janvier 1874 et 27 mai 1885 restreignant d'abord, supprimant ensuite le régime de la surveillance de la haute police (*Bulletin*, 1890, p. 823).

« Depuis la promulgation de cette dernière loi et jusqu'au décret du 13 janvier 1888, les libérés avaient joui dans la colonie de la liberté la plus absolue et échappé à tout contrôle. C'est aussi la

période la plus malheureuse peut-être de leur existence : la crise ouvrière les avait cruellement éprouvés et la criminalité sous l'influence de ce malaise s'était élevée dans des proportions inusitées et inquiétantes.

Appels.

« Le décret du 13 janvier 1888 consacre le principe de l'appel, réclamé depuis 1886 par la colonie, comme moyen légal de constater effectivement la présence des libérés astreints à la résidence. Le premier appel opéré en 1888 se borna à cette constatation; mais les deux appels de 1889 et celui de 1890 furent l'occasion d'enquêtes générales qui ont porté sur la condition et les moyens d'existence de chaque libéré et qui ont donné les meilleurs résultats.

« Les libérés qui n'avaient vu, dans le dénombrement de 1888, qu'une mesure policière et vexatoire et qui ne s'y étaient soumis qu'avec défiance, ont compris, en 1889 et 1890, que l'administration ne veut pas se borner à contrôler leur présence, mais qu'elle est disposée à les patronner et à leur faciliter des engagements de travail. Aussi, ils ont mis un empressement de plus en plus marqué à répondre aux appels. C'est ainsi que le chiffre des abstentions, qui était de 520 en novembre 1889, n'était plus que de 250 en juillet 1890; il diminuera certainement encore par l'effet des dispositions insérées dans l'arrêté du 13 mars 1891, dans le but de faciliter aux libérés l'accomplissement des formalités qui leur sont imposées, sans leur occasionner des déplacements difficiles ou onéreux et sans apporter de perturbation dans leur travail (*Bulletin*, 1890, p. 94).

Effectif.

L'effectif des libérés qui au 31 décembre 1888, était de.....	3.700
s'est accru, toutes pertes déduites savoir :	
En 1889 de.....	261
— 1890 —.....	170
Il atteignait ainsi, au 31 décembre 1890, le chiffre de.....	4.131
Si l'on en déduit les absents et disparus, soit.....	281
l'effectif présent à la même date était de.....	3.850

Moyens d'existence.

« Considéré sous le rapport du travail et des ressources, ce contingent se décompose comme suit :

Concessionnaires.....	451
Engagés et vivant de leur travail.....	2.964
Libérés à la charge de l'Etat (prisons, hôpitaux et asiles).....	445
Total.....	3.850

« En résumé, la proportion des libérés à la charge de l'État est minime, elle ne comprend que les impotents ou les libérés punis de prison. Près des 9/10 de ces individus sont parvenus à se créer des moyens d'existence et à se suffire à eux-mêmes.

« Cette constatation est très importante, et, en dépit des assertions de parti pris, démontre d'une façon péremptoire qu'il y a encore place en Nouvelle-Calédonie pour la transportation pénale comme pour la relégation.

« Au point de vue des professions, la décomposition de l'effectif des travailleurs donne les proportions suivantes pour 100 :

Professions industrielles.....	30
Professions manuelles.....	49
Professions agricoles.....	21
	100

Industrie minière.

« L'industrie minière occupe dans une large mesure et dans des conditions rémunératrices la main-d'œuvre libérée (*Supr.* p. 515).

« Le centre de Thio, par exemple, occupe 431 libérés, qui, sous le rapport des professions et des salaires, se répartissent comme suit :

PROFESSIONS ET EMPLOIS	TAUX DES SALAIRES		NOMBRE DE LIBÉRÉS SALARIÉS	
	au mois.	à la journée	au mois.	à la journée
	fr. c.	fr. c.		
Boulangers	»	5 »	»	1
Blanchisseurs	»	5 »	»	2
»	»	4 »	»	2
Bouchers	60 »	»	1	»
Cantonniers	»	5 50	»	1
Charcutiers	»	5 »	»	1
Charpentiers	»	6 »	»	3
Contracteurs	»	5 »	»	1
»	»	6 »	»	1
Cordonniers	»	4 »	»	3
Cuisiniers	40 »	»	1	»
»	250 »	»	1	»
»	200 »	»	1	»
»	150 »	»	1	»
»	120 »	»	1	»
»	60 »	»	2	»
Employés	55 »	»	1	»
»	50 »	»	11	»
»	40 »	»	9	»
»	35 »	»	2	»
»	30 »	»	5	»
»	»	5 »	»	1
»	»	4 »	»	1
»	»	10 »	»	1
Jardiniers	»	8 »	»	1
»	»	5 »	»	4
»	»	4 50	»	6
»	»	4 »	»	6
»	»	3 50	»	9
»	»	4 »	»	1
Menuisiers	»	8 »	»	1
»	»	7 »	»	2
»	»	6 »	»	10
»	»	5 50	»	1
Mineurs	»	5 »	»	62
»	»	4 50	»	31
»	»	4 »	»	229
»	»	3 50	»	5
Palefreniers	»	7 »	»	1
»	»	5 »	»	2
Scieurs de long	»	7 »	»	4
Stockmen	»	4 »	»	1
Tailleurs	»	5 »	»	1
Moyenne des salaires et total des travailleurs	59 »	4 40	36	395

« Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit ici de salaires fixes. Le travail à la tâche atteint une rémunération beaucoup plus élevée et qui, pour les mineurs, dépasse souvent 10 francs par jour.

Répartition des libérés dans la colonie.

« La répartition des libérés sur les divers points de la colonie se traduit par les chiffres suivants :

Noumée (ville et commune).....	798
Pénitenciers (îles Nou et Ducos).....	439
1 ^{er} arrondissement.....	300
2 ^e arrondissement.....	947
3 ^e arrondissement.....	699
4 ^e arrondissement.....	246
5 ^e arrondissement.....	155
Manquants à l'appel.....	250
Dispensés de l'appel.....	16
Total égal à l'effectif présent.....	3.850

Répression judiciaire.

« Les tribunaux ordinaires, dont les libérés ont été rendus justiciables par le décret du 13 janvier 1888 qui les a soustraits à la juridiction des conseils de guerre, ont prononcé en 1890 :

12 acquittements et 288 condamnations, dont :

A mort.....	1
Aux travaux forcés à perpétuité.....	1
Aux travaux forcés à temps.....	3
A la réclusion.....	1
A l'emprisonnement.....	260
A l'amende.....	22

« Les peines d'emprisonnement ont été :

Egales ou supérieures à une année.....	13 fois
De un ou plusieurs mois.....	106 —
De un ou plusieurs jours.....	144 —

« La relégation a été infligée à 17 libérés, mais 8 seulement se sont vus frappés de l'interdiction de séjour qui, en raison de l'état de récidive légale de cette catégorie de justiciables, devrait de droit leur être toujours imposée à quelques rares exceptions près.

« La proportion excessive des peines de courte durée dont l'inefficacité est depuis longtemps démontrée et dont l'effet d'intimidation est absolument illusoire, dénote un énervement de la répression qui contraste singulièrement avec la rigueur impitoyable, mais équitable, des conseils de guerre.

« Si l'on compare la nature des crimes et délits, on constate que : 9 p. 100 des infractions constituent des attentats contre les personnes, 29 2/5 p. 100 contre les propriétés, et 61 3/5 p. 100 contre l'ordre public.

« L'immunité relative des personnes et des propriétés contre les attaques des libérés est due à l'état de prospérité actuel de la colonie et à la facilité que rencontrent les libérés de s'y créer des moyens d'existence réguliers.

« Il est en effet, hors de contestation, quoi qu'en disent certaines personnes de parti pris, que tous les libérés sans exception trouvent à s'employer utilement en Nouvelle-Calédonie. Les paresseux et les ivrognes seuls restent dans l'oisiveté et sont déférés aux tribunaux pour les crimes et délits qu'ils peuvent commettre pour se procurer sans travail des moyens d'existence.

Réhabilitation.

« Cette mansuétude excessive de la justice s'était également manifestée dans l'admission trop facile des demandes de réhabilitation.

« C'est ainsi que les années 1887, 1888 et 1889 ont donné 15, 10 et 16 réhabilitations accordées, contre 2, 1 et 3 refusées. J'ai dû réagir contre cette tendance à accueillir à peu près sans contrôle les demandes qui affluaient de toutes parts; il importe, en effet, d'entourer la réhabilitation de garanties propres à lui conserver le caractère d'effacement du passé que le législateur de 1885 lui a attribué.

« Ainsi, en 1890, 2 réhabilitations seulement ont été accordées, contre 3 refusées : il s'est produit jusqu'ici 168 demandes.

Obligation du livret. Contrôle des moyens d'existence. Changements de résidence.

« Le décret du 13 janvier 1888 sur le régime des libérés a été

complété par un décret du 29 septembre 1890, qui maintient l'obligation de l'appel et qui leur impose, en outre, celles :

- 1° D'être nantis d'un livret ;
- 2° De justifier de moyens d'existence ;
- 3° De faire des déclarations de changements de résidence.

« Ce dernier acte, d'une importance primordiale et qui arme fortement l'administration contre les libérés, a été promulgué dans la colonie le 31 décembre 1890, mais l'application en est forcément ajournée jusqu'à l'approbation par le Département de l'arrêté d'exécution préparé par l'administration pénitentiaire et adopté par le conseil privé le 13 mars 1891.

RELÉGATION

« Les divers travaux imposés aux relégués sur les divers chantiers collectifs tels que la Ouaménie, la baie du Prony et l'îlot Brun ont montré que l'on pouvait tirer de la main-d'œuvre reléguée employée collectivement, un parti supérieur à toute attente (1). L'île des Pins désignée comme dépôt de préparation des relégués, ne pouvant procurer un travail aux individus arrivés successivement de la métropole, il a fallu créer sur d'autres points de la colonie des centres permettant de ne pas laisser les récidivistes dans l'oisiveté.

Baie du Prony.

« C'est à la baie du Prony qu'ont été envoyés tout d'abord les relégués sortant du dépôt de préparation de l'île des Pins. Ce territoire a été affecté à la relégation par décret du 2 mai 1889.

« L'exploitation des forêts si riches de cette partie de la Nouvelle-Calédonie a procuré aux récidivistes venant de l'île des Pins un travail profitable (*Bulletin*, 1889, p. 769 ; 1890, p. 251).

« La coupe des arbres, leur transport, du sommet des montagnes au bord de la mer, le sciage et le découpage des bois ont permis d'employer utilement tous les relégués disponibles. Sous l'habile direction du chef d'exploitation, les relégués ont pu, en assez grand nombre, apprendre des métiers leur permettant de se

(1) Voir : conforme sup. p. 538 ; contraire *Bulletin*, 1890, p. 816.

créer plus tard des moyens assurés d'existence en contractant des engagements de travail.

« Quelques récidivistes, ouvriers d'art dans la vie libre, ont formé des apprentis, et c'est ainsi que l'administration pénitentiaire s'est trouvée en mesure de fournir aux particuliers et aux industriels de la colonie qui en faisaient la demande, des relégués qui, aussitôt engagés, dégrèvent le budget de l'État de leur entretien.

Ouaménie.

« La première section mobile, composée dès le principe des meilleurs sujets de la relégation, a été installée à Ouaménie (décret du 12 février 1889). (Conf. *Bulletin*, 1889, p. 409.)

« Guidés par des hommes pratiques, les relégués dont il s'agit ont travaillé avec une activité remarquable. En peu de temps, les terrains nécessaires à l'installation d'une quinzaine de familles d'émigrants libres ont été défrichés et préparés pour la mise en culture. Des cases ont été construites ; en un mot, tous ces travaux de construction ou de culture ont été menés rapidement à bonne fin. Les colons libres arrivés en novembre dernier sont installés, et l'on s'occupe actuellement de nouveaux défrichements et de la construction de cases pour recevoir de nouveaux émigrants.

Ilot Brun.

« Mais ce n'est pas seulement l'administration pénitentiaire qui a utilisé les forces vives de la relégation. Jusqu'en 1888, les divers services publics de la colonie n'avaient employé que des condamnés pour l'exécution des travaux publics. Toutefois, en raison des divers contrats passés par le Département avec des sociétés minières, il devenait difficile à l'administration pénitentiaire de satisfaire à tous ses engagements.

« Le service de l'artillerie fut le premier à employer sur ses chantiers la main-d'œuvre des récidivistes. Peu à peu, les forçats ont été remplacés sur ses chantiers par des relégués, les travaux en cours ont été continués et la plupart achevés sans difficulté par la main-d'œuvre reléguée.

« Il est facile de se rendre compte, par l'exposé qui précède, que l'administration n'a rien négligé pour préparer les récidivistes à

la vie libre qui s'offrait à eux sous forme d'engagements de travail chez les colons et les industriels.

« Toutefois, la population libre de la colonie s'étant habituée à considérer les relégués comme incapables de tout effort, et certaines feuilles locales entretenant cette croyance, ce n'est qu'avec beaucoup de peine que l'on a pu, au commencement, placer des récidivistes comme engagés.

« Peu à peu cependant, grâce à l'initiative de l'administration et aux bons services obtenus des premiers engagés, toute méfiance disparaissait, et l'on ne tardait pas à recevoir de nombreuses demandes de relégués. Les engagements de travail ont été favorisés de la façon la plus large; l'intervention administrative, indirecte, il est vrai, mais fructueuse, à coup sûr, a certainement contribué dans une grande mesure à placer chez les colons tous les récidivistes de bonne conduite.

« C'était une occasion favorable pour tenter de dégrever l'État d'une lourde partie des charges qui pèsent chaque année sur le budget, et il était naturel de ne rien négliger pour en profiter.

« Le nombre des relégués n'étant plus à la charge de l'État est actuellement de 563, savoir :

Relégués individuels.....	92
Relégués engagés.....	370
Relégués employés sur les chantiers de l'artillerie....	103
Total égal.....	563

« Ce chiffre de 563 est déjà élevé, si on le compare à ceux des années 1888 et 1889.

« En effet le nombre des récidivistes vivant de leur travail était de 2 pendant la première de ces périodes et de 158 pendant la seconde.

« Ces individus, dont l'existence s'est écoulée en grande partie dans les prisons, grisés par la liberté qui leur est accordée, subissent, malheureusement, d'une façon très fâcheuse, ce que M. Michaux appelait « la crise de la libération ». Essentiellement impulsifs, ils gaspillent trop souvent avec leurs camarades les petites avances que l'administration leur a faites sur leur pécule le jour de leur engagement.

« C'est ainsi qu'il y a eu quelques réintégrations pour ivresse et scandales dans les rues de Nouméa.

« Toutefois, lorsque ces individus ont échappé aux dangers résul-

tant de l'état d'exaltation dont je viens de parler, ils rendent de bons services à leurs engagistes et ne sont généralement l'objet d'aucune plainte. Il convient d'ailleurs de ne pas perdre de vue que si d'un côté tout a été mis en œuvre pour favoriser les engagements de travail aux relégués de bonne conduite, rien n'a été négligé, d'autre part, pour faire comprendre à ces individus qu'ils sont toujours sous la tutelle de l'administration pénitentiaire et que, dans le cas de mauvaise conduite avérée ou de paresse persistante, ils sont réintégrés sur les chantiers de relégation collective et renvoyés à l'île des Pins, ou à Prony, pour y subir une nouvelle période d'épreuve.

« Les règlements disciplinaires ont été appliqués avec fermeté, et l'effet produit par quelques exemples de rigueur a imposé aux meneurs une crainte salutaire.

« Les engagements de travail d'une part, et l'admission à la relégation individuelle de l'autre, ont contribué dans une large mesure à maintenir les relégués dans le respect des règlements.

« Les récidivistes savent bien, en effet, que ce n'est que par le travail qu'ils obtiennent les faveurs de l'administration.

« Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le nombre des relégués admis à la relégation individuelle, en y comptant ceux envoyés comme tels de la métropole, s'élève à 90, et il n'est pas inutile de constater que quatre seulement parmi ces derniers ont obligé l'administration à proposer leur réintégration à la relégation collective.

« Les mariages des femmes reléguées avec des récidivistes ou des concessionnaires transportés en cours de peines ou libérés ont été encouragés également dans la plus large mesure possible.

« Le nombre des unions contractées dans la colonie est de 38.

« En ce qui concerne les concessions, peu de relégués ont encore bénéficié de cette faveur. Il y a de l'incertitude sur les conditions légales de ces concessions et le centre sur lequel elles pourraient être accordées. Ceux d'entre eux qui ont été admis en concession ont bénéficié des dispositions du décret du 31 août 1878 et de la décision ministérielle du 16 janvier 1882.

« La relégation des récidivistes n'est donc pas, comme on l'a prétendu, une utopie.

« Sans doute, l'application de la loi du 27 mai 1885 est une œuvre de longue haleine, mais on peut dire aujourd'hui, sans être trop optimiste, qu'en Nouvelle-Calédonie cette application a été largement et utilement commencée.

« Après l'expérience si concluante faite par le directeur de la société le « Nickel », qui a déclaré hautement être très satisfait du travail et de la conduite des cinquante relégués qu'il avait engagés, les autres chefs d'exploitations minières ont également eu recours à la main-d'œuvre des récidivistes.

« Tout laisse à supposer que le nombre des engagés augmentera sensiblement. La réintégration à la relégation collective des relégués qui sont signalés comme paresseux, ivrognes ou indisciplinés, est une précieuse garantie pour les engagistes.

DOMAINE

« La constitution du domaine pénitentiaire date, il est vrai, du 16 août 1884, mais les années qui ont suivi le décret qui porte cette date ont été employées à constituer péniblement les archives et les plans minutes du service topographique pénitentiaire. De vastes territoires ne sont encore que périmétriquement connus, mais n'ont pas été délimités.

« Enfin, le service de la transportation ne possédait pas les titres de propriété de certaines parties de ses domaines, tandis que des lots d'une certaine étendue étaient occupés sans autorisation par des éleveurs.

« La régularisation des cas litigieux avait été entreprise par le chef du service du domaine de l'État; mais son départ pour la France laisse cette œuvre inachevée. C'est à ce moment que la surveillance de ces opérations, la préparation des contrats de location, la poursuite au contentieux des occupations irrégulières ou des dépossessions devant le tribunal administratif furent confiées au 2^e bureau de l'administration pénitentiaire.

« Après des mutations fréquentes d'employés, l'œuvre fut reprise avec ardeur par le chef du 2^e bureau; un classement méthodique des affaires fut entrepris et mené à bien; les questions en souffrance remises à l'étude; les affaires litigieuses suivies et les occupations irrégulières poursuivies avec une attention soutenue.

« On a pu, grâce à une procédure sévère, diminuer chaque jour les abus des colons qui avaient fini par considérer comme une propriété commune le domaine pénitentiaire; des contrats réguliers ont remplacé ces irrégularités.

« Les immeubles ont été l'objet d'une pareille revision, et sans qu'elle soit actuellement terminée, on peut assurer qu'aucun

particulier ne détient de logements sans en acquitter les loyers, après une autorisation de possession régulière.

« Les coupes de bois ont été sévèrement réprimées; on a ainsi arrêté un gaspillage qui, en portant atteinte à la fortune publique, dénudait les sommets boisés et menaçait le régime des eaux.

« Les recherches minières sur territoire pénitentiaire ont été réglementées par un arrêté du 7 février 1890, qui a ainsi coupé court aux abus qui se commettaient de ce chef et restitué au Trésor les redevances dont il était frustré (*Supr.* p. 515).

SITUATION BUDGÉTAIRE

« L'administration pénitentiaire en Nouvelle-Calédonie a subi dans ces derniers temps, sur votre inspiration, une réforme radicale qui se répercute naturellement sur la situation financière.

« Aux débuts de la transportation, tout était à faire dans la colonie. L'administration ne disposait d'autres ressources que celles qu'elle pouvait trouver en elle-même. L'industrie était à créer, le commerce à naître. L'agriculture ne produisait rien, pas même le bétail dont la surproduction devait être plus tard une gêne et un danger; les transports, ne trouvant pas de fret de retour, étaient rares et coûteux. Aucune autre entreprise que celle de l'État lui-même ne pouvait fournir à la main-d'œuvre pénale un emploi utile. Aucun débouché ne s'ouvrait à la production des concessions. Les routes eussent été poussées dans le désert. M. Georges Périn déclarait à l'Assemblée nationale, en 1873, qu'il n'y avait pas alors en Nouvelle-Calédonie une vingtaine de colons sérieux. Il était alors naturel, on peut même dire qu'il était nécessaire que la transportation cherchât à vivre d'elle-même.

« De là l'installation des établissements agricoles, des fermes et des usines sucrières, l'élévation du bétail, les exploitations forestières, les ateliers de construction et de réparation, l'organisation des services de navigation et de chalandage, de transports par terre, etc.

« Il fallait construire à la fois des pénitenciers, des magasins, des logements pour le personnel d'administration et de surveillance, dans un pays où il n'y avait ni entrepreneur ni maçons, où la main-d'œuvre indigène était inutilisable.

« Il fallait s'approvisionner de toutes les denrées que l'on ne pouvait produire directement dans un pays où il n'y avait pas de

commerce et où la navigation n'était représentée que par des bâtiments de l'État.

« Un personnel spécial était indispensable et devait fournir à la fois des agents de culture, des chefs d'usine, des ingénieurs, des contremaîtres, jusqu'à des patrons pour les chaloupes, des magasiniers, etc.

« La diversité de ces opérations, les complications administratives et de comptabilité qui en résultaient, la dispersion des condamnés, la centralisation obligée d'un organisme aussi puissant et aussi complexe, entraînaient, en outre, l'emploi de nombreux fonctionnaires et agents administratifs.

« Tout observateur impartial doit rendre justice à la rapidité, à l'ordre, à l'économie relative avec lesquels, dans des conditions aussi difficiles, l'administration sut pourvoir à d'aussi vastes besoins (*Bulletin*, 1889, p. 890 ; 1890, p. 437).

« Mais, peu à peu, autour des établissements pénitentiaires et prenants sureux, il faut bien en convenir, leur premier point d'appui, se groupèrent quelques négociants et quelques colons qui, encouragés avec beaucoup d'intelligence, purent fournir dans une certaine mesure à la population administrative des marchandises d'importation et des produits du pays.

« Progressivement, la transportation de productrice devint consommatrice. Elle demanda bientôt au pays plus de 1. 200.000 kilog. de viande qu'elle lui paya d'abord plus de 12 millions.

« La première des industries calédoniennes, l'élevage, avait pris naissance. L'administration sut comprendre qu'il ne fallait pas écraser de sa concurrence ses premiers essais. Elle cessa de produire du bétail. Elle cessa, bientôt après, de produire des légumes pour les acheter à ses concessionnaires.

« Pour amener le bétail et les denrées sur les lieux de la consommation, il fallait des routes : on y porta la main-d'œuvre rendue libre par la cessation de quelques cultures. On y joignit celle qui venait de terminer sur les différents points de la Nouvelle-Calédonie les pénitenciers et les camps.

« Dans cette première période, la transportation laissa la place largement ouverte à la colonisation libre et l'aida dès son berceau, remplissant ainsi le but que lui traçait la loi de 1854.

« La découverte des mines par des prospecteurs, dont beaucoup étaient des libérés, vint donner au pays une activité extraordinaire. Mais les métaux calédoniens, le nickel, le chrome et le cobalt, étaient peu connus. Il fallait vulgariser leur usage, pour

cela les répandre à bas prix sur les marchés d'Europe. De premières tentatives furent faites. Elles échouèrent à cause du petit nombre d'ouvriers et du chiffre exagéré des salaires. De leur côté, les éleveurs se mettaient à produire bien au delà de tous les besoins; le bétail perdant toute valeur fut abandonné, se répandit dans les réserves canaques et devint ainsi une cause déterminante de l'insurrection de 1878. Plutôt que de le détruire sans profit, on songea à créer une usine de conserves; mais, pour l'exploitation des mines, pour la fabrication des conserves, il fallait de nombreux ouvriers. On demanda à la transportation de les fournir (*Supr.* p. 901).

« Qu'elle les ait fournis trop généreusement, qu'elle n'ait pas exigé une rémunération suffisante, ce n'est pas à la colonie de s'en plaindre, et les récriminations violentes qui se sont produites à ce sujet tiennent à des causes absolument étrangères à l'intérêt public. Je me suis expliqué sur ce point. Il est certain qu'en donnant à la Nouvelle-Calédonie les moyens de mettre en valeur ses ressources naturelles, la transportation accomplissait encore, sinon dans la lettre, au moins dans l'esprit, son œuvre d'utilisation coloniale. Il est certain aussi qu'elle en retirait quelques avantages directs, les cessions de main-d'œuvre aux compagnies, aux services publics et aux colons pouvant rapporter plus de 300.000 francs au budget des ressources spéciales ou aux recettes en atténuation des chapitres XXI et XXII.

« J'ai montré ailleurs que cette même évolution avait été suivie par la transportation anglaise en Australie et l'avait fait passer, presque dans le même laps de temps, de la gestion directe à l'assignation des convicts.

« Quoi qu'il en soit, le développement industriel et commercial, auquel la transportation a été si directement associée en lui fournissant ses premiers capitaux, ses premiers consommateurs, ses premiers ouvriers, nous crée une situation nouvelle et qui se rapproche beaucoup de celle des établissements pénitentiaires de France, avec cette différence cependant qu'en France la main-d'œuvre condamnée peut faire aux ouvriers libres une concurrence péniblement supportée, tandis qu'en Nouvelle-Calédonie elle est l'auxiliaire du travail libre et que la valeur effective du travail produit est incontestablement supérieure dans un pays neuf.

« Or, les mêmes raisons qui se sont imposées de substituer dans les prisons de France, comme plus simple et plus économique, le système de l'entreprise ou de la régie mixte, qui est une véritable

entreprise, au système de la régie, existent ici. Partout l'État perd à vouloir produire lui-même. Si l'on comptait la journée du condamné à son prix de revient réel, 2 francs, aucun de nos établissements de budget sur ressources spéciales ne serait au-dessus de ses affaires.

« L'expérience que le Département a bien voulu m'autoriser à faire pour les travaux de route montre qu'un entrepreneur peut économiser la moitié de la main-d'œuvre qu'emploierait l'administration, ou, avec une main-d'œuvre égale, accomplir le double de travail. La seule adjudication des souliers tentée cette année nous donne une économie de 80.000 francs, on m'offre les bois nécessaires aux différentes administrations à 10 p. 100 au-dessous du tarif du budget sur ressources spéciales, tout en me payant 2 francs les condamnés ou relégués que l'on prendrait pour les exploiter.

« De même qu'à l'origine, l'administration suivait sa véritable voie en créant les fermes et les ateliers, de même elle obéit aux circonstances d'une situation nouvelle et différente en les supprimant. Nous y trouvons d'abord l'avantage de pouvoir porter sur les chantiers de travaux publics un nombre triple de condamnés et de compléter ainsi plus rapidement l'outillage économique de notre colonie. Nous y gagnons ensuite de simplifier assez nos rouages administratifs pour réduire dans une proportion considérable non seulement les agents techniques de travaux, de culture, les géomètres, etc., mais encore le cadre des fonctionnaires et employés des bureaux.

« L'effectif des transportés a diminué, il est vrai, de 680, du 1^{er} janvier 1889 au 1^{er} janvier 1891; mais nous avons déjà vu que l'effectif des relégués avait augmenté, dans la même période, de 830. Quant aux libérés de 1^{re} section, leur nombre s'est accru de 431. Le personnel entretenu ou pouvant l'être par le budget de la transportation a donc, en somme, augmenté de 581 têtes, sans compter un nombre de surveillants correspondant.

« Si l'on examine maintenant sur quels articles des économies ont pu être réalisées par rapport à l'exercice 1888, on trouve que les principales portent sur le personnel d'administration et de direction pour 56.000 francs; les frais de capture 3.000 francs; les dépenses de colonisation pénale, 33.000 francs; les travaux, 100.000 francs; les dépenses accessoires et frais de justice, 33.000 francs; les hôpitaux, 102.005 francs; les vivres, 210.000 francs, etc., etc.

« Si la dépense des hôpitaux et des vivres a pu être aussi réduite, cela tient à ce que l'effectif des condamnés mis à la disposi-

tion des colons ou des compagnies a été augmenté et que, pour ces condamnés, les frais de nourriture et d'hospitalisation sont supportés ou remboursés par les engagistes.

« Les seuls articles sur lesquels il a été dépensé plus en 1890 qu'en 1888 sont l'instruction, 15.000 fr., et la surveillance 30.000 francs.

« Ceci montre mieux que tout le reste dans quel sens les économies ont été cherchées. Si des rouages administratifs ont été simplifiés, si l'administration a renoncé à la régie infructueuse d'établissements agricoles ou industriels, elle n'a rien sacrifié de ce qui touche à la moralisation de la population et au maintien de la discipline.

« On pouvait s'attendre, après avoir liquidé les fermes et les usines de Koé, Fouwary, Bourail, Pouembout et le Diahot, limité au strict nécessaire les ateliers et les cultures de l'île Nou et de la presqu'île Ducos, à une réduction correspondante dans les produits du budget sur ressources spéciales. Il n'en a rien été, et pendant que les dépenses de ce budget descendaient de 116.000 francs, ses recettes montaient de 358.000 francs en 1888 à 804.000 francs en 1890.

« Il est vrai que la liquidation du bétail de Koé et de Fouwhary, la vente de certains objets parmi le matériel inutilisé par la cessation des cultures, ont constitué des recettes extraordinaires; mais ces recettes n'atteignent certainement pas un total de 200.000 francs, et, déduction faite, les produits du budget sur ressources spéciales en 1890 dépasseraient encore de 250.000 francs ceux de 1888.

« Cette augmentation est due principalement à l'accroissement des redevances pour les cessions de main-d'œuvre aux services publics, aux colons, aux industriels. Le remboursement de ces cessions a donné 366.000 francs. La société de nickel ne verse de redevance que pour les salaires, mais elle nourrit ses condamnés; de là une atténuation de dépenses.

« Il faut observer, en outre, que sur les 1.200 condamnés mis à la disposition de la colonie pour ses travaux publics, 600 environ, employés sur les routes, ont fourni gratuitement 180.000 journées.

« Cet aperçu de la gestion du service pénitentiaire en Nouvelle-Calédonie pendant l'année 1890 est la justification éclatante des réformes que vous avez inspirées.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : Noël PARDON.

LA RELÉGATION

PENDANT L'ANNÉE 1889

et la période quinquennale 1886-1890.

Avec l'année 1890, s'est achevée la première période quinquennale d'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation, exécutoire le 26 novembre suivant.

A son rapport annuel pour 1890, la Commission de classement croit devoir joindre un rappel des renseignements contenus dans les rapports précédents.

La statistique criminelle, publiée par le Ministère de la justice, fournit ainsi, tous les cinq ans, un résumé de la période écoulée. Par une concordance heureuse, les indications données par les deux documents porteront sur les mêmes années, ce qui permettra de les rapprocher utilement, pour se rendre compte des effets de la loi du 27 mai sur la criminalité et pour rechercher si elle produit les résultats qu'en attendaient le législateur et l'opinion publique.

Après ces cinq premières années d'application de la loi, il eût été désirable de pouvoir faire, dès maintenant, ces rapprochements et recherches; mais le travail de la chancellerie, sur la même période quinquennale (1886-1890) ne paraîtra guère avant dix-huit mois: la statistique criminelle récemment publiée ne porte que sur 1888; or cette année 1888 ne peut servir de base bien solide d'études: la jurisprudence n'était pas fixée d'une façon complète et définitive sur l'interprétation des diverses dispositions de la loi. En 1889 encore, la Cour de cassation revenait elle-même sur ses décisions antérieures touchant une des conditions nécessaires pour que la peine de la relégation pût être régulièrement prononcée.

L'effet produit, tant au point de vue préventif qu'au point de vue répressif, par la loi sur les récidivistes, ne se jugera bien que quand nous posséderons des renseignements complets sur la criminalité en France pendant les années qui suivront. Il convient d'attendre les documents de la chancellerie sur les années 1889 et 1890 et sur la période quinquennale ultérieure.

Il serait également fort intéressant de connaître, outre les effets de la loi sur la criminalité générale, les résultats qu'a donnés son application dans les colonies affectées à la relégation, soit pour le relèvement moral des condamnés, soit pour la colonisation elle-même.

La mission de les faire connaître incombe au département chargé des colonies: la Commission de classement ne possède aucun renseignement à cet égard; elle n'a pas reçu compétence en effet pour suivre les condamnés après leur embarquement (1). Son rôle se borne, quand les relégables sont encore entre les mains de l'administration pénitentiaire continentale, à examiner leurs dossiers, à proposer à leur égard les différentes mesures de grâce, de dispense définitive ou provisoire, de sursis, de désignation pour telle ou telle colonie, d'affectation à telle ou telle forme de relégation, prévues par la loi et le règlement d'administration publique.

Cet examen et ces propositions nous permettent de fournir à la statistique des renseignements qui ne manquent pas eux aussi d'intérêt: sur le nombre des peines de relégation prononcées, sur les juridictions qui les ont appliquées, sur les faits qui ont le plus fréquemment motivé la peine, sur les situations d'âge, de sexe, de famille, d'instruction des condamnés, sur la durée des peines antérieurement subies par eux, etc.

Tel est l'objet du présent rapport tant pour l'année 1890 que pour les cinq ans écoulés depuis que la loi du 27 mai 1885 reçoit son application.

(1) Lire *supra* un rapport adressé par le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie à M. le Sous-secrétaire d'État des colonies sur la situation de l'administration pénitentiaire en 1891 et l'utilisation de la main-d'œuvre dans cette colonie.

PREMIÈRE PARTIE

Résumé des condamnations prononcées par les Cours et Tribunaux.

....Le nombre total des condamnations à la relégation est inférieur de 196 à celui relevé pour 1889 ; sauf pendant la deuxième année qui a présenté un excédent sur la première, la réduction a été constante depuis le début de l'application de la loi : 1.610 en 1886 ; — 1.934 en 1887 ; — 1.628 en 1888 ; — 1.231 en 1889 ; — enfin 1.035 en 1890. C'est une diminution de près de moitié pendant les trois dernières années.....

....Comparé au nombre des condamnés à des peines privatives de liberté, le chiffre des relégables en 1890 est également inférieur dans toutes les Cours, celle de Dijon exceptée, à celui de la moyenne des cinq années.

On devrait se féliciter si ces résultats coïncidaient avec une diminution de la criminalité ou tout au moins de la gravité des infractions : il n'en paraît être rien malheureusement ; on constate, au contraire, une augmentation assez générale des peines autres que l'amende.....

....Sans doute plus de 7.000 individus ont été déjà frappés de la peine de la relégation ; sans doute au moment de la promulgation de la loi, il existait un assez grand nombre de récidivistes qu'une seule condamnation devait faire tomber sous son application : ceux-ci devaient fournir pour les premières années un chiffre supérieur à la moyenne et leur disparition explique dans une certaine mesure la diminution ultérieure des condamnations à la relégation.

Mais d'un côté le contingent de ces vieux récidivistes a été liquidé pour la plus grande partie dans le cours des trois premières années, et l'effet de leur disparition n'a dû être que peu sensible de l'année 1889 à l'année 1890 ; de l'autre, les statistiques ne cessent de constater l'augmentation persistante de la récidive qui vient renouveler le personnel relégable.

C'est à la récidive qu'est dû exclusivement, les états publiés par le Ministère de la justice en témoignent, l'accroissement du nom-

bre des infractions pénales, alors que diminue celui des délinquants primaires.

Pour 1888, la statistique criminelle accuse 6.700 récidivistes de plus que pour 1884.

La réduction continue du nombre des condamnations à la relégation peut surprendre, rapprochée de l'augmentation non moins continue de la récidive.

Le rapport lui attribue deux causes principales : la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation (*Bulletin*, 1889, p. 508) ; d'autre part, les hésitations des tribunaux à prononcer la peine de l'expatriation, alors que la dernière infraction ne leur paraît pas en rapport avec sa gravité.

Ces hésitations semblent persister et plutôt s'accroître.....

De la relégation dans ses rapports avec la récidive.

....Ce n'est nullement dans les ressorts où le chiffre des récidivistes est le plus important par rapport à la population qu'intervient le plus grand nombre de condamnations à la relégation.

Nature et durée des peines ayant entraîné la relégation.

....La réduction des condamnations à la relégation continue (*Bulletin* 1890, p. 789) à porter surtout sur les peines de courte durée..... et même le mouvement s'accroît encore en 1890.

DEUXIÈME PARTIE

Travaux de la Commission.

§ 1^{er}. — *Statistique des travaux.*

....La Commission n'a eu à étudier que 766 dossiers sur lesquels elle a émis les avis suivants :

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Relégation individuelle	2	»	2
Relégation collective (ordinaire).....	517	59	576
Relégation collective (sections mobiles).....	39	»	39
Dispense provisoire de la relégation (décret du 26 novembre 1885, art. 11).....	15	6	21
Dispense définitive de la relégation (décret du 26 novembre 1885, art. 11).....	1	1	2
Sursis à la relégation (loi du 14 août 1885, art. 2).....	»	1	1
Renvoi à l'Administration en vue de la grâce.	33	»	33
TOTAUX.....	607	67	674

Auxquels il convient d'ajouter 72 avis modifiant une proposition antérieure et concluant :

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.
Relégation collective (ordinaire)...	52	2	10	»	62	2
Relégation collective (sections mobiles).....	»	4	»	»	»	4
Dispense provisoire de la relégation.	1	30	»	10	1	40
Dispense définitive de la relégation	6	22	»	»	6	22
Sursis à la relégation	»	1	»	1	»	2
Grâce.....	»	»	1	»	1	»
TOTAUX.....	59		11		70	

Enfin 22 dossiers ont donné lieu à des avis spéciaux, notamment : dix-huit hommes désignés pour la troisième section mobile (Diégo-Suarez) ont été, à la suite de la suppression de cette section affectés : 11 à la 1^{re} section mobile (Nouvelle-Calédonie), 7 à la 2^e (Guyane).

§ 2. — *Relégation individuelle* (1).

La relégation individuelle a été aussi peu appliquée en 1890 que pendant les années antérieures : 2 condamnés seulement ont fait l'objet d'une proposition pour cette mesure ; et encore, est-ce uniquement parce que la conséquence devait en être pour eux le versement dans le corps des disciplinaires coloniaux.

Nous avons dans les précédents rapports indiqué les motifs qui rendaient à peu près impossible, actuellement du moins, la désignation de condamnés pour la relégation individuelle avant leur départ de France : extrême rareté des sujets réunissant les conditions de conduite et d'aptitude au travail, ou justifiant des moyens d'existence exigés par la loi et les règlements ; et, en outre, absence de colonies, autres que la Nouvelle-Calédonie ou la Guyane, sur lesquelles ces relégués puissent être dirigés.

Nous ne pourrions que les reproduire, la situation étant la même.

Aussi depuis le début de l'application de la loi, 26 condamnés dont 2 femmes ont seuls été proposés par la Commission de classement pour la relégation individuelle (2).

Les 2 femmes et 11 hommes sur 24 ont été l'objet d'une semblable proposition au moment où l'administration des colonies avait conçu l'espoir de pouvoir les diriger ailleurs que sur des établissements pénitentiaires. Cette espérance a été déçue, par suite du refus de la seule colonie qui s'était montrée tout d'abord disposée à accueillir des relégués individuels.

(1) Il n'est question dans le présent rapport que des condamnés qui ont paru pouvoir, avant leur départ, être indiqués pour la relégation individuelle. Les commissions locales des colonies ont proposé pour cette mesure un plus grand nombre de relégués dont la conduite était satisfaisante et qui avaient réussi à se créer sur les lieux de relégation des moyens d'existence. Pendant les années 1889 et 1890, 44 condamnés en Guyane, et 56 dont 4 femmes en Nouvelle-Calédonie ont bénéficié de la relégation individuelle. Au 31 décembre 1891 la mesure n'avait dû être rapportée que pour trois condamnés dont une femme.

(2) Deux de ces relégués individuels n'ont pas justifié la décision bienveillante prise à leur égard, et ont été réintégrés au dépôt.

Les 13 autres hommes avaient encore à accomplir leur service militaire ; aux termes de la loi sur l'armée la mesure proposée pour eux devait les faire verser dans le corps des disciplinaires coloniaux et il est à espérer que la discipline sévère à laquelle ils y seront soumis préparera efficacement leur relèvement et leur permettra de jouir du bénéfice de la relégation individuelle à l'expiration de leur temps de service.

§ 3. — *Relégation collective. Sections mobiles.*

Les sections mobiles, ne donnent pas beaucoup plus que la relégation individuelle les résultats que l'on en attendait.

Dans la pensée qui a présidé à leur constitution, elles devaient être employées non seulement dans les colonies pénitentiaires, mais aussi dans nos autres possessions d'outre-mer auxquelles elles eussent apporté une main-d'œuvre économique et utile pour leurs grands travaux publics.

Mais les colonies se sont montrées aussi récalcitrantes à accepter les sections mobiles que les relégués individuels.

Et la seule section qui ait été créée en dehors des territoires pénitentiaires, celle de Diégo-Suarez a même dû être supprimée.

Les sections de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane reçoivent seules des condamnés : encore celle de la Guyane, en raison de la situation climatérique du pays, ne fonctionne pas d'une façon très satisfaisante et nous avons dû restreindre cette année les désignations pour cette section.

Les 22 relégués primitivement indiqués pour Diégo-Suarez, ont dû recevoir une nouvelle affectation : 4 ont été proposés pour la relégation collective ordinaire en Nouvelle-Calédonie — 11 pour la 1^{re} section mobile — 7 pour la 2^e section.

La section mobile de la Nouvelle-Calédonie, pour laquelle il avait été désigné 69 condamnés en 1888 et 62 en 1889, en a reçu 46 en 1890.

Pour celle de la Guyane, à laquelle il en avait été affecté 57 en 1888 et 66 en 1889, le chiffre est tombé à 11 en 1890 pour les raisons indiquées plus haut.

Ces sections n'ont pas atteint encore l'effectif maximum de 400. prévu par les décrets d'organisation (*Bulletin*, 1890. p. 412) ; il ne faut pas oublier cependant que les chiffres relevés ci-dessus ne s'ap-

pliquent qu'aux propositions faites avant départ par la Commission de la métropole et que pour avoir le total du contingent actuel de ces sections il y aurait lieu de tenir compte des relégués qui, depuis leur arrivée dans la colonie, ont pu être désignés par les commissions locales. — Les renseignements à cet égard, aussi bien que sur le fonctionnement et l'utilisation des sections, sont contenus dans les notices que publie le Département des colonies sur l'exécution de la loi de relégation dans les établissements pénitentiaires.

§ 4. — *Femmes relégables.*

En cinq ans, la Commission a eu à examiner les dossiers de 498 femmes condamnées à la relégation.

Dans le nombre total des relégables, les femmes figurent pour 10,5 p. 100.....

§ 5. — *Dispense provisoire de la relégation.*

Le nombre des propositions de dispense provisoire ou définitive de départ, justifiées par l'état de santé des relégables dont le dossier a été l'objet d'un premier examen, ne cesse de décroître; il n'est plus en 1890 que de 3,4.

Cette réduction s'explique par la disparition progressive du contingent des vieux récidivistes avancés en âge, usés et anémiés par une longue existence passée dans les prisons, et qui ont presque tous subi l'effet de la loi de relégation pendant les trois premières années de son application. Les relégables dont les dossiers sont aujourd'hui soumis à la Commission de classement appartiennent à une catégorie différente. Après la liquidation qui devait forcément suivre la promulgation de la loi, on se trouve en présence d'individus qui ont subi un moins grand nombre de condamnations, sont restés moins longtemps enfermés dans les prisons et dont l'âge est sensiblement moins élevé, ainsi que le démontrent les renseignements statistiques contenus dans la troisième partie de ce rapport.....

....Moins de 10 p. 100 des relégables qui, au moment de l'expiration de leur peine, ne pouvaient être transportés en raison de leur état de santé, se trouvent, après une période d'observation et de soins,

reconnus définitivement incapables de supporter le voyage ou le régime de la relégation..... Ici encore on constate une diminution fort importante. Sans doute plus jeunes et moins fatigués sont les sujets, plus grandes sont les chances d'amélioration dans l'état de santé. Cependant là n'est pas la principale cause de la réduction, qui doit être surtout attribuée aux conclusions plus rigoureuses des commissions médicales en vue d'une dispense définitive, comme nous l'indiquerons au paragraphe suivant.

§ 6. — *Dispense définitive de la relégation.*

Aucune solution n'est encore intervenue pour régler le sort des individus qui ont été reconnus définitivement incapables, par suite de leur état de maladie ou d'infirmités, d'être envoyés dans les colonies.....

En fait, actuellement, ceux-ci sont maintenus en prison dans la métropole après l'expiration de leur peine, et la plupart adressent à la Commission de classement des réclamations nombreuses contre cette situation qui ne leur paraît justifiée par aucune des dispositions de la loi.

.....La grâce n'est qu'un expédient et, en présence du nombre des rechutes, elle atteste l'impuissance de la loi.....

Avant d'accepter les propositions de dispenses définitives faites en 1889 par la Commission médicale (Conf. *Bulletin*, 1890, p. 797), l'administration a tenu à s'assurer que les relégables en question étaient bien réellement hors d'état de supporter le voyage ou le climat des colonies et les a soumis à la vérification d'une commission spéciale de médecins réunie à Angoulême; celle-ci a reconnu que pour vingt-deux d'entre eux les conclusions des premiers médecins étaient exagérées et a émis l'avis d'un transfert en Nouvelle-Calédonie. Mais, si on a ainsi beaucoup réduit le contingent des proposés pour la dispense définitive, on a soulevé des réclamations de la part du département des colonies, dont les représentants au sein de la Commission de classement se sont faits l'écho.

Des condamnés à qui il manque à l'un un bras, à l'autre une jambe, des relégables atteints de cécité, ont été dirigés sur les lieux

de relégation ; non-seulement aucun profit ne pourra être retiré d'un travail auquel ils sont impuissants à se livrer, mais leur transfèrement même est une lourde charge pour le budget pénitentiaire colonial ; elle pourrait être évitée s'ils étaient maintenus en France dans une situation définie.

C'est un motif de plus pour que la Commission de classement insiste à nouveau et plus vivement que jamais dans le but d'obtenir de faire régler par une disposition législative, venant combler la lacune de la loi sur la relégation, le sort des individus placés dans l'état de dispense définitive, et le régime spécial devant remplacer pour eux l'expatriation des condamnés valides, comme cela a été fait pour ceux âgés de plus de soixante ans. On pourrait alors éviter ces convois d'impotents et d'infirmes qui pèsent lourdement sur le budget.

D'ailleurs l'expatriation même de ces individus n'aurait pas supprimé la question ; car il reste encore dans la métropole dix-neuf condamnés qui, après toutes les vérifications et contre-vérifications les plus minutieuses, ne peuvent en aucun cas être transférés.

Il y a là une situation anormale à laquelle il importe de mettre fin le plus tôt possible (1).

§ 7. — *Sursis à la relégation.*

En 1890, la Commission de classement n'a proposé qu'un condamné (une femme) pour la libération conditionnelle, mesure qui entraînait en sa faveur le sursis à la relégation. La proposition a été approuvée par décision ministérielle.....

Le rapport fait remarquer que la Commission est rarement mise à même d'intervenir en cette matière. La libération conditionnelle, en effet, ne peut être prononcée directement pour la relégation, et, de plus, elle ne peut être prononcée pour la peine entraînant cette relégation que si cette peine est supérieure à trois mois.

Or, le plus souvent les dossiers des relégables ne sont soumis à l'examen de la Commission de classement qu'après l'achèvement de la peine.

Cette pratique a une double conséquence fâcheuse : elle retarde le départ des relégués qui selon le vœu de la loi devraient être ex-

(1) La Commission de classement vient d'être informée que par décision de M. le Ministre de l'intérieur un des individus proposés pour la dispense définitive a été remis en liberté. Il est probable qu'il s'agit d'une décision de principe et que les autres condamnés dans cette situation vont également bénéficier d'une mesure analogue.

pédiés aux colonies à un moment aussi rapproché que possible de la libération ; il serait donc à ce point de vue désirable que la Commission pût être mise en mesure de formuler son avis avant que la peine ne fût expirée pour qu'il n'y ait plus à ce moment qu'à exécuter les décisions prises ; en outre, elle prive les relégués de toute possibilité d'être proposés pour le sursis à la relégation.

Sans doute la Commission spéciale de la libération conditionnelle, sur les propositions faites par l'administration pénitentiaire au cours de la peine, peut-être amenée à provoquer des arrêtés de mise en liberté conditionnelle, et, en fait, elle en a provoqué un certain nombre, mais elle n'est saisie que des dossiers des condamnés qui forment une demande en ce sens ou qui sont l'objet d'une présentation d'office par les directeurs des maisons pénitentiaires : tandis que tous les dossiers des relégables passent sous les yeux de la Commission de classement qui pourrait, s'ils lui étaient adressés en en temps utile, les examiner spécialement et efficacement à ce point de vue.....

§ 8. — *Service militaire des relégués.*

Pendant l'année 1890, 2 condamnés ont paru réunir les conditions voulues pour être admis à accomplir dans le corps des disciplinaires coloniaux, avec le bénéfice de la relégation individuelle, leur service militaire.

Avec les 11 individus déjà désignés à cet effet dans les années antérieures, on arrive au total très faible de 13 condamnés, à qui l'accomplissement des obligations militaires pourra servir de préparation à la relégation individuelle. Nous avons signalé (*Bulletin*, 1890, p. 793) les motifs pour lesquels le nombre en est et en restera aussi restreint. La réduction à trois ans du service actif ramenant l'expiration des obligations à l'âge de vingt-quatre ans, doit encore le restreindre.

Aucun des individus proposés pour cette mesure n'avait encore été, au 31 décembre 1890, dirigé sur le corps de disciplinaires dans lequel il doit être versé (1).

(1) Depuis le 1^{er} janvier 1891 une décision a été prise à leur égard. M. le Ministre de la marine a résolu de ne verser dans le corps des disciplinaires coloniaux que les condamnés ayant au moins un an de service actif à accomplir. Les deux relégables

§ 9. — *Renvoi au Ministre de la justice en vue de la grâce.*

Le nombre des mesures gracieuses que la Commission a eu à proposer en 1890, après avoir reconnu que la relégation avait été appliquée contrairement au texte de la loi et à son interprétation par la Cour de cassation, quoique inférieur au chiffre de 1889, est encore très élevé : 33 en 1890 contre 45 en 1889.....

...En dehors de cette hypothèse, un seul condamné, dont les antécédents n'étaient relativement pas trop graves, a bénéficié de la grâce...

....Depuis la promulgation de la loi et dans l'espace des cinq premières années de son application, sur les 7.567 récidivistes condamnés à la relégation, 323 ont obtenu par la voie de la grâce, la remise de cette peine.....

§ 10. — *Lieux de relégation.*

695 condamnés ont, dans l'année 1890, fait l'objet de propositions pour l'envoi en relégation collective : 615 en vertu d'un premier avis, 62 après expiration du délai de dispense provisoire, ou rejet de propositions de dispense définitive, de grâce ou de libération conditionnelle, 18 à la suite de la suppression de la section de Diégo-Suarez.

Ces condamnés ont été répartis entre la Guyane et la Nouvelle-Calédonie suivant les indications du tableau suivant :

	HOMMES		FEMMES	TOTAL
	Sections mobiles.	Relégation ordinaire.		
Nouvelle-Calédonie	46	340	50	436
Guyane	11	229	49	259
TOTALX	57	569	69	695

proposés en 1890, et sur les 11 condamnés précédemment désignés, un seul, réunissaient encore cette condition : les autres ont immédiatement reçu une nouvelle destination, leurs dossiers ayant été renvoyés à la Commission de classement pour modifier les propositions premières.

Contrairement aux résultats de l'année précédente, le contingent affecté à la Nouvelle-Calédonie est beaucoup plus élevé que celui de la Guyane. La Commission a été amenée à modifier ainsi les proportions par plusieurs considérations. Ainsi que nous l'avons déjà fait observer (*Bulletin*, 1890, p. 813), l'administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie, satisfaite des travaux effectués avec la main-d'œuvre des relégués a exprimé le désir qu'on multipliât les envois de ces condamnés ; d'un autre côté les difficultés du fonctionnement de la section mobile de la Guyane, motivées par les fièvres que développaient les défrichements auxquels elle était employée, ont réduit dans une forte proportion les affectations à cette section ; enfin les plaintes de l'Algérie, occasionnées par le retour de trop nombreux relégués arabes sur son territoire après évasion de la Guyane, ont déterminé la Commission à envoyer les condamnés algériens en Nouvelle-Calédonie d'où ils s'évaderont plus difficilement.

La Guyane ne reçoit plus guère dans ces conditions que les relégués dont la conduite en prison est mauvaise ou dont les antécédents judiciaires sont particulièrement graves.

6 convois de relégués sont partis de la métropole pour les colonies en 1890, ils emmenaient 977 condamnés dont 43 femmes, soit pour la Guyane, soit pour la Nouvelle-Calédonie.

Nous donnons ci-dessous le relevé de ces différents départs :

	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
16 mars	280	18	298	Guyane.
5 mai	25	»	25	Guyane.
15 juin	100	»	100	Nouvelle-Calédonie.
15 août	151	»	151	Guyane.
1 ^{er} septembre	79	»	79	Guyane.
8 novembre	299	25	324	Nouvelle-Calédonie.
TOTAL	934	43	977	

Le nombre des relégués partis est de beaucoup supérieur à celui des désignations faites dans l'année : cela tient à ce que, par suite des craintes sur l'état sanitaire de la Guyane, on avait dû retarder les départs pour cette colonie à la fin de l'année 1889, et qu'un chiffre relativement élevé de condamnés se trouvait en attente de départ à ce moment ; il se trouve ramené au 31 décembre 1890 à 343, dépassant de fort peu le nombre de 300 que nous avons toujours indiqué comme devant être le chiffre normal des relégables maintenus dans la métropole en expectative de départ.

Les condamnés sont transférés dans les colonies en moyenne dans les six mois qui suivent l'expiration de la peine à la suite de laquelle la relégation a été prononcée. Si des réclamations se sont élevées de la part d'un certain nombre de récidivistes au sujet des retards apportés à leur envoi sur les territoires pénitentiaires, elles provenaient pour la plupart de condamnés en proposition de dispense définitive ou de relégation individuelle avec versement au corps des disciplinaires coloniaux dont la situation spéciale a été indiquée au cours de ce rapport. Quelques-unes formées par des relégables dont la peine n'était expirée que depuis trois ou quatre mois, ne sauraient en aucune façon être considérées comme fondées : on ne peut organiser journellement des convois pour les colonies et force est bien d'attendre qu'un contingent suffisant soit réuni pour compléter et justifier un transport. Cependant, il serait possible de réduire encore ce délai d'attente si, conformément au vœu exprimé par la Commission, les dossiers lui étaient transmis dans les deux mois qui précèdent l'achèvement de la peine dernière, et c'est un motif de plus d'insister pour qu'il soit donné suite à ce vœu.

Si l'on relève le total complet des récidivistes qui ont été depuis la promulgation de la loi du 27 mai 1885, transférés aux colonies, on constate que, pendant cette première période quinquennale, l'effet de la loi sur la relégation a été de purger la métropole de 3.997 malfaiteurs, ainsi répartis :

ANNÉES	NOUVELLE-CALÉDONIE			GUYANE			TOTAL général.
	Hommes	Femmes.	Total.	Hommes	Femmes.	Total.	
1886.....	300	»	300	»	»	»	300
1887.....	254	32	286	600	48	648	934
1888.....	448	103	551	450	54	504	1.055
1889.....	176	53	229	450	52	502	731
1890.....	399	25	424	535	18	553	977
TOTAUX.....	1.577	213	1.790	2.035	172	2.207	3.997

§ 11. — Décès.

27 condamnés à la relégation sont décédés pendant l'année 1890. alors qu'ils étaient encore détenus dans les prisons en France.....

Ce chiffre élevé n'a pas lieu de surprendre, si l'on songe que les relégables proposés pour la dispense définitive par raisons de santé et maintenus en détention en France doivent fournir un contingent de plus en plus élevé au chiffre des décès.....

§ 12. — Situation des relégables au 31 décembre 1890.

La situation des relégables présents dans les prisons de la métropole au 31 décembre 1890, en état de dispense provisoire ou au sujet desquels la Commission de classement avait à cette date émis des dispositions non encore suivies d'exécution comprend : 343 relégables à expédier aux colonies ; 424 relégables maintenus dans la métropole.

TROISIÈME PARTIE.

Statistique.

Les renseignements recueillis sur les 674 relégables qui ont été en 1890, l'objet d'une première proposition de la Commission de classement fournissent au point de vue de la statistique des indica-

tions relevées dans divers tableaux très intéressants, mais que l'espace ne nous permet pas d'insérer. Ils concernent :

- 1° L'état civil et l'âge.
- 2° La situation de famille.
- 3° L'instruction.

.....On constate une diminution persistante du nombre des relégables complètement illettrés qu'expliquent d'ailleurs et l'âge moins élevé des condamnés et le fait que l'époque de leur naissance se rapproche de plus en plus du moment où l'instruction est devenue obligatoire en France.

Les récidivistes ayant reçu une instruction élémentaire ou supérieure ont également diminué dans une forte proportion et l'augmentation se produit exclusivement sur ceux qui n'ont que les premiers éléments de la lecture et de l'écriture, témoignage de l'influence de l'instruction sur la diminution de la criminalité (1).....

- 4° Les faits qui ont entraîné la relégation.
- 5° Les textes visés par le jugement de condamnation à la relégation.
- 6° La durée de la peine à subir avant la relégation.

.....Le relevé annuel pour 1890 donne les résultats suivants .
230 condamnés à plus d'un an ; 444 condamnés à un an ou moins.....

On ne peut manquer de trouver bien élevé le chiffre des condamnés à plus d'un an de prison en même temps qu'à la relégation ; il représente en effet le tiers des condamnés correctionnels ; il semble que les tribunaux pourraient atténuer la durée de l'emprisonnement qu'ils infligent aux récidivistes relégables sans affaiblir la répression, l'emprisonnement devant être suivi de la peine redoutable de la relégation.

Et si la répression n'en souffrait pas, l'utilisation de la main-d'œuvre de ces condamnés aux colonies ne pourrait qu'y gagner.

Beaucoup de ces récidivistes ont déjà passé de longues années en prison ; si l'on se reporte à leurs antécédents judiciaires, on constate que les récidivistes condamnés à la relégation ont déjà subi en moyenne, les hommes 7 ans et 2 mois de prison, les femmes, 5 ans

(1) *Conf. Bulletin*, 1889, p. 621 ; en sens contraire *suprà* p. 423.

et 5 mois ; ils se sont pour la plupart anémiés dans cette existence claustrale : convient-il à la veille de leur envoi aux colonies de prolonger encore leur internement dans la métropole au risque de les rendre complètement inaptes à tous travaux sur les lieux de relégation ?

7° Le nombre de condamnations encourues par les relégables.

En 1890, les 674 relégables comptaient au total 6.617 condamnations antérieures, soit 9,8 par relégable....

La Commission tenant grand compte des antécédents pour l'affectation à la Guyane ou à la Nouvelle-Calédonie, en relégation collective ordinaire ou en section mobile, on devait relever en examinant séparément les dossiers des condamnés, suivant qu'ils avaient reçu l'une ou l'autre de ces affectations, des différences sensibles dans la durée des peines antérieurement subies par eux.

Les hommes désignés pour la Guyane (relégation collective ordinaire) avaient en moyenne subi.....	8 ans et 2 mois de prison.
Les hommes désignés pour la Nouvelle-Calédonie (relégation collective ordinaire) avaient en moyenne subi.....	6 ans et 10 mois de prison.
Les hommes désignés pour la Guyane (2 ^e section mobile) avaient en moyenne subi.....	5 ans et 10 mois de prison.
Les hommes désignés pour la Nouvelle-Calédonie (1 ^{re} section mobile) avaient en moyenne subi.....	4 ans et 9 mois de prison.

8° L'origine des relégables.

Trente hommes et 2 femmes étaient nés à l'étranger. En rapprochant les lieux d'origine et les lieux de condamnation, pour les autres, on constate que ces récidivistes sont moins nomades qu'on pourrait le supposer.....

RÉSUMÉ.

Si nous relevons les résultats pratiques de l'application de la loi du 27 mai 1885 pendant cette première période quinquennale, nous arrivons aux constatations suivantes :

Du 27 novembre 1885 au 31 décembre 1890, les diverses juri-

dictions répressives de France, d'Algérie et de Tunisie ont prononcé 7.567 fois la relégation.

3.997	condamnés	ont été dirigés sur les lieux de relégation ;
343	—	sont en expectative de départ ;
870	—	condamnés à la relégation à la suite d'une peine de travaux forcés, ont été transférés sur les colonies pénitentiaires de la transportation ;
1.526	—	sont en cours de peine : il ne pourra être statué à leur égard, et ils ne pourront être transférés, aux termes de la loi, que quand ils auront purgé la condamnation prononcée contre eux en même temps que la relégation ;
344	—	ont été l'objet de mesures gracieuses ou sont proposés pour la grâce dans les conditions indiquées au cours de ce rapport ;
60	—	ont bénéficié, avec la libération conditionnelle, d'un sursis à la relégation ; ou vu leur état de santé, ont obtenu une dispense provisoire de départ ou sont proposés pour la dispense définitive ;

Soit 7.177 condamnés à la relégation.

La différence entre ce chiffre et le nombre de condamnations prononcées, soit 390 représente les récidivistes décédés et ceux qui ont été l'objet de plusieurs condamnations à la relégation.

Ces chiffres sont loin de répondre aux prévisions qui avaient été indiquées lors de la discussion de la loi, ni même à celles que nous avons cru pouvoir émettre précédemment en nous basant sur les résultats de la première année.

Tels qu'ils sont, cependant, ils fournissent un contingent important de récidivistes dont, selon le vœu du législateur, la métropole a été délivrée pendant ces cinq années.

C'est un résultat qui ne saurait être négligé, puisqu'il accuse une réduction de plus de 7.000 individus sur le nombre total des malfaiteurs d'habitude si redoutables pour la société.

L'examen des dossiers de ces relégués nous a révélé que la loi a bien atteint ceux qu'elle voulait frapper : presque tous les condamnés sont signalés comme des rôdeurs et des vagabonds, sans famille ou l'ayant abandonnée, ne retirant leurs moyens d'existence que des produits de leurs attentats à la propriété, faisant métier et profession du vol, de l'escroquerie ou de l'abus de confiance, ou se faisant

remarquer comme particulièrement dangereux au point de vue des mœurs.

Tous sont-ils atteints ? Nous n'oserions le dire. Nous avons constaté, au cours de ce rapport, les hésitations des tribunaux à prononcer une peine aussi grave pour de simples délits. « Les juges, disait déjà M. le Garde des sceaux dans un de ses rapports statistiques sur l'administration de la justice criminelle, matérialisent la peine au lieu de la proportionner, non seulement au délit, mais aussi à la perversité de l'agent. » Ce n'est pas cependant à la dernière infraction, quelquefois légère sans doute, que la loi a attaché la peine de la relégation, c'est à la réitération d'une série de délits. c'est à la constatation que, les peines antérieures ayant été impuissantes à corriger le coupable, une répression plus sévère s'impose.

Le législateur ne s'est pas d'ailleurs préoccupé que de la répression de la récidive, il a cherché à la prévenir ; des lois récentes prenant le délinquant à sa première faute permettent à son égard la plus grande bienveillance, ou, suivant le coupable au cours des peines qu'il subit, encouragent son repentir, tiennent compte des témoignages d'amendement qu'il fournit, et, par des dispositions indulgentes, l'affermissent dans les intentions qu'il manifeste de revenir au bien.

La libération conditionnelle, le sursis à l'exécution des peines, procèdent de ces idées ; mais plus se multiplient les dispositions législatives en faveur des délinquants primaires et des coupables repentants, plus devient inexcusable la récidive et plus se justifie l'application des mesures de rigueur à l'égard des malfaiteurs endurcis que rien n'a arrêté dans la voie du mal.

Le Parlement l'a bien indiqué quand il a voulu donner à la peine de la relégation un caractère obligatoire contre les récidivistes endurcis, contre-partie des mesures de bienveillance qu'il édictait ou se proposait d'édictier en faveur des coupables à leur première chute et des condamnés qui voulaient s'amender.

Les lois récentes, élaborées en vue de combattre et de réprimer la récidive, constituent un ensemble de dispositions qui s'enchaînent et se lient.

L'application large et libérale des mesures de la libération conditionnelle et du sursis à l'exécution des peines, mais par contre une

répression énergique à l'égard des malfaiteurs incorrigibles, permettront seules de combattre efficacement le développement de la récidive.

L'effet de la loi ne s'est pas encore fait sentir ; tout au plus peut-on constater un arrêt dans l'augmentation du nombre des délits de vagabondage et une réduction du chiffre des récidivistes légaux ; mais ces constatations, qui ne portent que sur l'année 1888 peuvent ne tenir qu'à une cause momentanée et accidentelle. la liquidation des vieux récidivistes dans les premières années qui ont suivi l'application de la loi du 27 mai 1885 ; d'un autre côté, le nombre de vols, des abus de confiance, des escroqueries, n'a cessé de s'élever et la petite récidive continue à s'accroître.

Il ne faut pas oublier toutefois que nous ne possédons les éléments de la statistique sur la criminalité générale que pour les deux premières années postérieures à la promulgation de la loi sur la relégation ; on n'en saurait déduire des conclusions précises ; d'ailleurs la libération conditionnelle ne faisait que commencer à fonctionner, le sursis à l'exécution des peines n'existait pas encore, et l'on ne peut songer à obtenir des effets préventifs sérieux uniquement au moyen de mesures répressives.

Si l'œuvre législative de ces dernières années contre la récidive ne peut se juger dès maintenant par ses résultats, elle permet de concevoir, pour le moment où elle aura reçu son entier développement, des espérances légitimes parce qu'elle repose sur ces deux idées qui se complètent l'une l'autre : la répression et l'amendement.

25 juin 1891.

ÉT. JACQUIN.

Conseiller d'État,

Président de la Commission de classement.

NOTICE

SUR LES

PRISONS DES COTES-DU-NORD⁽¹⁾

Comme membre de la Société, j'ai l'honneur de lui soumettre quelques réflexions qui me sont suggérées, tant par les discussions qui ont eu lieu à la Chambre, dans ces dernières années, à propos du budget pénitentiaire, que par la situation actuelle des prisons dans mon département. Ces considérations, outre qu'elles n'ont pas toutes le mérite d'être nouvelles, auraient gagné sans doute à être présentées par un organe plus autorisé : néanmoins, il m'a semblé qu'elles pouvaient n'être pas inutiles.

M. le rapporteur du budget, dans la séance du 25 février 1888 (*Bulletin*, 1888 p. 402), condamnait à la fois la loi du 27 mai 1885 et celle du 5 juin 1875, comme inhumaines et inapplicables. Au risque de passer pour un justicier endurci, je dois au contraire me déclarer partisan convaincu de ces deux lois, que vingt ans de pratique des affaires criminelles m'ont amené à considérer comme des mesures de salut public. Loin de s'exclure, elles sont pour moi le complément naturel l'une de l'autre : la relégation pour les malfaiteurs de profession, dont l'amendement ne paraît plus à espérer, au moins dans les conditions ordinaires ; l'emprisonnement cellulaire pour les prévenus ou les délinquants novices, ou qui n'ont pas encore perdu tout sentiment de dignité. J'ajouterai qu'à mes yeux un peuple s'honore en édictant de pareilles lois, qu'il affirme ainsi son honnêteté, son énergie morale, et que je regretterais profondément, pour mon pays, de voir ce viril effort aboutir à un avortement et à un aveu d'impuissance.

(1) Conf. 1881, p. 276 et *supra*, p. 328.

Je m'abstiendrai cependant, par déférence, d'insister ici sur la relégation, car je sais que beaucoup de membres de la Société, et des plus éminents, ne lui sont pas favorables : d'ailleurs elle ne touche guère à la question qui m'occupe spécialement aujourd'hui, celle du régime pénitentiaire dans les Côtes-du-Nord. Je ne puis seulement m'empêcher de relever un passage du discours de M. le rapporteur de 1888, qui, parlant des *souteneurs* et des *filles* qu'il avait vus attendant leur relégation, exprimait l'avis que « si par le seul effet d'un voyage sur mer ces individus étaient transformés en colons laborieux, ce serait un *miracle* ». Espérerait-on mieux en les maintenant sur le sol français ? Je n'affirmerai certes pas que la relégation puisse à elle seule en faire d'honnêtes gens, mais il me paraît trop évident que s'il existe pour eux une chance d'amendement, c'est dans une colonie lointaine, hors du milieu spécial où ils trouvaient à exercer leur honteux métier. En tout cas, leur expatriation aurait au moins pour effet immanquable de purger le pays d'une lèpre dangereuse et déshonorante : ce serait bien là un avantage de quelque valeur et dont on me paraît faire trop bon marché.

En ce qui touche l'emprisonnement individuel, M. le rapporteur de 1888 l'a proscrit comme la relégation et pour les mêmes motifs. Je dois reconnaître que son opinion est généralement partagée dans les Côtes-du-Nord, sauf peut-être par quelque rares magistrats ou fonctionnaires.

J'entends répéter sans cesse que le régime cellulaire est inhumain et funeste; on va jusqu'à lui appliquer la qualification de *torture morale* : « Vous n'avez pas le droit, s'écrie-t-on, d'enlever au détenu la seule consolation qui lui reste, la société de ses compagnons d'infortune ! » C'est avec une véritable stupeur, je l'avoue, que j'entends tenir un pareil langage, et rien ne me montre mieux jusqu'où l'on peut être entraîné par l'abus des mots. Je suis autant que personne opposé à toute souffrance physique infligée aux détenus; je veux qu'ils ne ressentent ni la faim, ni le froid, ni les conséquences d'une mauvaise hygiène; mais, ceci une fois obtenu, je demeure entièrement insensible à cette *torture morale*, qui résulterait uniquement de leur propre dégradation. Les adversaires de l'emprisonnement individuel conviennent qu'il pourrait être réclamé comme un bénéfice par les détenus non encore pervertis, et pour lesquels le contact flétrissant des malfaiteurs constitue une aggravation de peine excessive; n'est-ce pas là la réfutation

la plus victorieuse des critiques adressées au système et à ses prétendues rigueurs?

Je n'ignore pas que la prison cellulaire, désirée par la partie la moins corrompue des détenus, est un objet de terreur pour les autres, pour les malfaiteurs de profession, les grands coupables et les vagabonds; mais loin d'y voir un motif de la proscrire, j'estime qu'une peine faisant une telle impression est excellente en soi, qu'elle remplit seule son but et que son application est absolument légitime (*Bulletin* 1885, p. 481). La seule considération qui pût me faire hésiter serait tirée des conséquences de la peine au point de vue de la santé ou de l'état mental du détenu, s'il était démontré qu'elle le conduisit souvent à l'aliénation ou au suicide; mais, sur ce point, l'unique renseignement invoqué par M. le rapporteur se trouve contredit par un tel ensemble de documents et de témoignages authentiques, recueillis par la Société dans le monde entier, que je ne puis le considérer comme probant.

On est, du reste, obligé de reconnaître les abus et les périls de la promiscuité résultant de l'emprisonnement en commun; mais qu'a-t-on proposé pour y remédier, au lieu et place de l'emprisonnement cellulaire? Deux mesures: 1^{re} l'application moins fréquente de la détention préventive; 2^e la faculté donnée aux juges de suspendre l'exécution de la peine, en cas de premier délit. Cette dernière proposition vient d'être convertie en une loi éminemment bienfaisante et préservatrice, dont j'attends les meilleurs effets dans l'avenir; mais ne fera-t-on rien de plus? Ceux qui croiraient par ces moyens arriver à une solution du problème tomberaient dans la plus étrange illusion et n'auraient jamais touché du doigt la réalité.

La détention préventive, à Paris, s'exerce-t-elle réellement dans des conditions exceptionnelles, ou même abusives, de rigueur ou de durée? Je ne suis pas à même de discuter cette question, mais je puis affirmer qu'en province, dans le ressort de Rennes en particulier, il n'en est pas ainsi. La détention préventive n'est depuis longtemps appliquée qu'aux vagabonds, aux individus sans domicile ou bien à ceux inculpés de faits très graves et dont la disparition serait à craindre. Il est clair qu'à l'égard de ces diverses catégories, l'abandon de la détention préventive équivaldrait à celui de toute répression. Et par *vagabonds*, il ne faut pas entendre seulement, comme on affecte souvent de le faire, ceux qu'une certaine nonchalance et un manque de ressort moral, plutôt qu'une perversité réelle, ont jetés dans une voie où

ils arrivent à compter de nombreuses condamnations, toujours pour même fait. Les véritables vagabonds sont ces individus cosmopolites, habitués des maisons centrales et de correction, dont l'apparition dans un pays coïncide d'ordinaire avec les attentats les plus graves contre les personnes ou les propriétés, sans que l'on puisse le plus souvent saisir les coupables. Rien n'égale la prestesse avec laquelle ces malfaiteurs errants, à raison même de leur genre de vie, savent se dérober aux recherches : c'est ainsi (pour rappeler un souvenir entre autres) qu'en 1884 deux récidivistes étrangers au pays, qui venaient de commettre un vol avec effraction dans le canton de Plancoët, avaient déjà dans la même matinée traversé la ville de Dinan, la partie est de l'arrondissement, et pénétré sur le territoire d'Ille-et-Vilaine, lorsque la gendarmerie qui s'était mise aussitôt à leur poursuite put enfin les rejoindre et les arrêter. Ces gens, lorsqu'ils tombent parfois entre les mains de la justice, ne peuvent, en général, être inculpés que de délits secondaires, par exemple de vagabondage ou de mendicité; je ne saurais dire en pareil cas le découragement des magistrats, convaincus de l'inanité de leur tâche, obligés cependant de requérir sans cesse des répressions qu'ils savent d'avance être illusoires, et dont le seul résultat doit être de grever le budget sans aucune utilité pour la défense sociale. Les peines infligées, trop courtes généralement pour arrêter d'une façon appréciable l'action des malfaiteurs, ont de plus le défaut capital de ne produire sur eux aucun effet d'intimidation, bien au contraire. On sait, en outre, que trop souvent c'est dans les prisons que se nouent entre eux les associations et se concertent les plans d'action; de telle sorte que la société, au lieu de se défendre, entretient à ses frais ses pires ennemis et leur ménage les moyens de lui faire la guerre. On ne peut cependant songer, dans l'état de nos mœurs, à supprimer les prisons, bien qu'elles soient des foyers de démoralisation et des écoles de crime; il faut donc les transformer.

Cette nécessité, comme je l'ai dit, ne paraît être nullement comprise dans les Côtes-du-Nord. Là (de même que dans beaucoup d'autres départements, je le crains), aucun progrès ni même aucune tentative d'amélioration ne se sont encore produits, et la loi du 5 juin 1875 est restée lettre morte. Est-il vrai cependant que l'application de cette loi soit si difficile et doive entraîner des dépenses hors de proportion avec les ressources dont disposent les départements ou l'État? Serait-il donc impossible, dans les Côtes-

du-Nord, d'arriver sans dépense excessive à réaliser en partie au moins la pensée dominante du législateur de 1875 ?

Et d'abord, la prison de Guingamp est construite d'après le système cellulaire, tel qu'il était compris en 1840, cela est vrai ; mais, enfin, elle était destinée à l'emprisonnement individuel et elle y eût été affectée sans les revirements qui se sont produits depuis lors dans l'opinion. Pourquoi ce qui était possible en 1840 ne le serait-il plus aujourd'hui ? Étant procureur de la République à Guingamp, de 1877 à 1879, j'ai entendu attester par les gardiens et j'ai constaté moi-même que le régime cellulaire pouvait être appliqué dans la prison ; il y a plus, je l'y ai fait appliquer pendant plusieurs mois à d'assez nombreux prévenus, dans une affaire d'association de malfaiteurs. Je sais cependant qu'elle ne répond pas à toutes les exigences actuelles de la science pénitentiaire ; mais est-ce à dire qu'elle ne puisse être utilisée, faute de mieux, suivant sa destination primitive, du moment où il n'existe aucune impossibilité matérielle ? Les cloisons, je le veux bien, sont trop minces, les fenêtres trop rapprochées, les communications trop faciles entre détenus, etc. ; il n'en est pas moins vrai que l'emprisonnement individuel, même dans ces conditions plus ou moins défectueuses, serait encore bien préférable au régime actuel. Les gardiens et les membres de la commission de surveillance réclamaient alors, pour l'appropriation de la prison au régime cellulaire, des travaux que les uns évaluaient à plusieurs milliers de francs, d'autres à 25 ou 30 mille francs même ; je suis absolument convaincu, d'après ma propre expérience, que, sans recourir à de tels sacrifices, on pourrait continuer à Guingamp ce qui s'y est fait en 1878. Il faudrait seulement se départir un peu de la rigueur des règlements, renoncer à exiger partout d'une façon uniforme l'exécution de la loi de 1875, en accepter au moins provisoirement les applications partielles et incomplètes, enfin se contenter du possible plutôt que de ne rien faire.

La prison de Saint-Brieuc date de 1855 environ, c'est-à-dire d'une époque où l'emprisonnement individuel était tombé en complète défaveur. Il y a été consacré des sommes considérables, que l'on peut regretter aujourd'hui de voir ainsi employées ; mais il est trop certain qu'on ne saurait songer à la reconstruire ou à la transformer en entier. Les cellules qu'elle renferme, outre qu'elles ne réunissent pas toutes les conditions maintenant

exigées, sont trop peu nombreuses pour permettre d'isoler la totalité des détenus surtout à l'époque des sessions d'assises. Les visites que j'ai faites à cette maison m'ont cependant laissé l'impression qu'il serait facile d'y réaliser à peu de frais d'importantes améliorations, en augmentant sensiblement le nombre des cellules. Il suffirait de diviser certaines pièces, affectées au logement en commun de trois ou quatre détenus, par des cloisons ou des murs de refend, et de percer quelques portes. Cela fait, pourquoi n'adopterait-on pas une disposition réglementaire soumettant en principe au régime de la détention individuelle toute prison contenant un certain nombre de cellules (15 ou 20 par exemple), sauf à revenir au régime en commun pour quelques détenus, dans le cas, assez rare peut-être, où l'effectif total viendrait à dépasser celui des cellules disponibles? Je me suis toujours en vain demandé pourquoi l'on faisait de l'appropriation complète d'une prison au régime cellulaire une condition absolue de l'adoption de ce régime. Il n'est pas douteux que si l'on agit ainsi pour la prison de Saint-Brieuc, la situation actuelle ne doive se prolonger pendant plus d'un siècle.

A côté de l'édifice neuf existe encore l'ancienne prison, construite sur le même modèle que celle de Guingamp, mais abandonnée depuis vingt ou vingt-cinq ans et entièrement délabrée. Il faudrait sans doute aujourd'hui dépenser de fortes sommes pour la restaurer, et d'ailleurs elle ne remplirait qu'imparfaitement, même alors, les conditions désirables. Il est seulement permis de regretter que l'on ait ainsi laissé tomber en ruines un bâtiment dont la conservation eût peut-être facilité dans une certaine mesure l'application du régime cellulaire.

A Dinan, il n'existe pas de prison : je veux dire par là que l'édifice affecté provisoirement à cette destination, et qui n'est autre que l'ancien château-fort de la duchesse Anne, appartient à l'État qui le loue au département moyennant 5 francs par an. C'est une véritable prison de mélodrame, très remarquable au point de vue pittoresque, mais très défectueuse à tous autres égards. Cependant les hommes prévenus ont pu y être séparés des condamnés ; mais leur quartier ne renferme que deux cellules généralement réservées aux enfants, très étroites, l'une d'elles surtout, et qui l'hiver doivent être à peu près inhabitables. C'est encore bien pis dans le quartier des femmes ; les prévenues et les condamnées vivent constamment pêle-mêle, couchent ensemble dans une espèce de cave et passent la

journée dans le même atelier. Les conséquences de cette promiscuité sont faciles à prévoir; il est à ma connaissance personnelle que pendant de longues années les filles mineures et les enfants mêmes se sont trouvées là confondues avec les prostituées condamnées pour infraction à la police sanitaire. Il se passait dans un pareil milieu des scènes que l'on devine, et qui choquaient même des femmes dont la vertu ne devait pas être bien susceptible. Je n'entrerai pas ici dans le détail des révélations qui sont venues tardivement jusqu'à moi. Je ne dirai qu'un mot des gens qui venaient aux audiences correctionnelles examiner les jeunes prévenues, et qui épiaient ensuite leur sortie de la prison où ils les avaient fait instruire par des filles à leur solde. Y a-t-il de l'exagération dans ces faits qui m'ont été attestés par des gardiens? Je veux le croire, mais il m'est difficile d'admettre qu'ils fussent purement imaginaires. Les choses en étaient au point que le parquet avait pris pour règle de s'abstenir de toute poursuite contre les filles au-dessous d'un certain âge. La loi du 26 mars 1891 a été à ce point de vue un grand bienfait, mais suffira-t-elle pour remédier au mal? Il y aura toujours trop certainement des jeunes vagabondes, des enfants abandonnées, des filles inculpées de crimes, pour lesquelles la détention préventive continuera de s'imposer. Depuis quelque temps, je dois le dire, on a pu aménager deux cellules, destinées, l'une aux mineures de seize ans, l'autre aux filles publiques. Ce n'est là, toutefois, qu'un palliatif absolument insuffisant. D'abord ces cellules, véritables cachots, sont étroites, glaciales et impossibles à chauffer en hiver, car un *braseiro* y produirait l'asphyxie des détenues. Quoiqu'elles ne vailent pas grand, chose, me disait avec raison un gardien, je ne puis cependant les faire mourir! En outre, bien des femmes arrêtées comme vagabondes, sont en réalité des prostituées, que l'on ne connaît pas de prime abord et qui demeurent mêlées aux autres détenues. La sélection ne peut donc se faire d'une façon sérieuse et vraiment efficace.

Pour sortir de cette situation, je ne verrais qu'un seul moyen, mais infailible: l'Administration des beaux-arts, propriétaire de l'édifice, peut le reprendre quand elle le voudra (pour en faire, par exemple, un musée), et le département se trouvera par là-même dans l'obligation de construire une prison. Objectera-t-on que ce sera là une charge considérable pour un budget déjà grevé de bien des dépenses nécessaires? La somme à déboursier sera sans doute assez importante; cependant il ne faut rien exagérer. L'ei-

fectif *moyen* des détenus des deux sexes n'a jamais atteint à Dinan, depuis plusieurs années, le chiffre de 20; une seule fois il s'est élevé à 42 (26 hommes et 16 femmes) pendant quelques jours, mais il serait facile d'éviter un pareil encombrement en espaçant un peu l'exécution des peines. L'application de la loi Bérenger va d'ailleurs faire diminuer plus ou moins la population des prisons d'arrondissement. Je ne crois donc pas me tromper en évaluant à une trentaine au plus le nombre des cellules nécessaires à Dinan (20 pour les hommes et 10 pour les femmes). Or, dans un pays où la main-d'œuvre et les matériaux sont à un bon marché relatif, on n'aurait certes pas à prévoir des prix de revient s'élevant à 3 ou 4.000 francs par cellule, comme je l'ai vu dans les bulletins de la Société (1885, p. 518) : je suis persuadé que le prix de la cellule ne dépasserait guère ici 2.000 francs, à la condition de se borner au strict nécessaire. On devrait s'attendre cependant à rencontrer une résistance, peut-être des plus énergiques, mais on serait assuré d'en triompher, car elle n'aurait aucune base légale.

Je crois inutile de m'étendre longuement sur l'état des prisons de Lannion et de Loudéac ; je les ai perdues de vue depuis assez longtemps ; toutefois, la première a fait l'objet d'un rapport que j'ai dû rédiger en 1872, étant substitut au parquet de Lannion, d'après les instructions des chefs de la Cour de Rennes. Il s'agissait alors de la grande enquête ordonnée par l'Assemblée nationale sur notre régime pénal et pénitentiaire. Je signalais à cette occasion les vices irrémédiables du bâtiment servant de prison (portion d'un ancien couvent), tant au point de vue de la sécurité qu'à celui du bon ordre intérieur, de la moralité des détenus, de la séparation entre les diverses catégories, etc. Je présume que mes observations n'ont aujourd'hui rien perdu de leur actualité ; mais on ne peut se dissimuler qu'à Lannion comme à Loudéac, il s'écoulera probablement de longues années avant que l'on obtienne de l'autorité compétente les fonds nécessaires à la reconstruction des deux prisons.

En sera-t-il de même dans le reste du département ? Je l'ignore ; mais des faits qui précèdent il est résulté pour moi la conviction qu'une amélioration était possible, et dès lors j'ai cru de mon devoir de soumettre ces considérations à la Société.

Amédée Rouvix,

Procureur de la République à Dinan (Côtes-du-Nord).

REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : 1° Société générale pour le patronage des libérés. — 2° Engagement militaire des libérés. — 3° Enfance abandonnée ou coupable. — 4° Sauvetage de l'enfance — 5° Patronage de l'enfance et de l'adolescence. — 6° Dépôt de la Préfecture de police. — 7° Comité de défense. — 8° Placements chez les paysans. — 9° Colonie agricole de la Chalmelle. — 10° Patronage dans la Seine-Inférieure. — 11° Bon-Pasteur de Villefranche et de Rodez. — ÉTRANGER : 1° Société des libérés (Bade). — 2° Patronage à Aquila et Tarente. — 3° Secours aux familles des détenus (Milan). — 4° Circulaire sur les Sociétés de patronage (Italie). — 5° Œuvre des enfants abandonnés (Rome). — 6° Société de patronage (Brescia).

I

Société générale pour le patronage des libérés.

La Société générale pour le patronage des libérés a tenu son assemblée générale le 2 mai 1890 sous la présidence de M. Bérenger, sénateur. Nous extrayons du rapport de M. de Monléon, secrétaire général, les passages suivants :

«..... L'exercice de 1889 s'était clôturé au chiffre important de 2.988 patronnés ; l'exercice 1890 atteint celui de 3.068, soit une augmentation de 80 : malheureusement, si le nombre des admis a été plus considérable, il en a été de même des refusés.

« Attirés par l'Exposition universelle, un grand nombre d'individus avaient afflué de tous les coins de la France comptant trouver du travail à Paris. Leur espérance n'a pas été trompée jusqu'en décembre 1889, mais depuis cette époque ces malheureux se sont vite trouvés sans occupation et sans pain. Ils sont naturellement venus frapper à notre porte. Nous aurions voulu la leur ouvrir toute grande, il a fallu y renoncer, l'espace relativement restreint dont nous disposons ne nous permettant pas d'augmenter le nombre des lits ; c'est alors que nous avons pensé à nous adresser à la Préfecture de police pour obtenir que les libérés intéressants que nous ne pouvions recevoir pussent être envoyés à Xanterre. Cette faveur nous ayant été accordée nous avons pu diriger sur cette maison, en 1890, 1.443 individus.

« *Hommes.* — Sur les 4.382 hommes assistés, 2.889 ont été admis à notre Asile de la rue de la Cavalerie avec une moyenne de séjour de cinq à huit jours suivant les cas ; 50 ont été assistés sans demander l'admission à l'Asile.

« Sur les 2.889 hospitalisés, 157 ont été munis de passeports avec secours de route pour retourner dans leur pays ; c'est souvent le moyen le plus efficace de patronage, l'homme qui a une famille ou un domicile en province, ayant plus de chance d'y trouver du travail que partout ailleurs. Ces rapatriements se sont faits au moyen de secours de route obtenus par nos soins.

« Parmi nos assistés se trouvaient des jeunes gens ayant quitté le toit paternel par suite d'un coup de tête ; d'autres encore étaient repoussés par leur famille qui refusaient d'admettre l'enfant coupable. Nous avons cherché à soumettre l'un, à attendrir l'autre, enfin à ouvrir les bras de la mère au fils repentant, lui redonnant un appui, parfois un asile, et diminuant ainsi pour lui le danger de retomber. Pour dix d'entre eux le succès a été complet.

« Nous aurions voulu vous annoncer, comme l'année dernière, un nombre considérable d'engagements militaires : les circonstances ne nous ont permis d'en réaliser en 1890 que 158. Ce n'est pas que ce moyen de patronage ait été négligé, mais son emploi s'est trouvé paralysé soit par une circulaire ministérielle de janvier 1890 interdisant dorénavant à tout Français de s'engager dans la légion étrangère, soit par la nouvelle loi militaire qui ne permet aux hommes ayant subi des condamnations infamantes de s'engager dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique que du 1^{er} au 31 mars et du 1^{er} octobre au 31 décembre, tandis que jusqu'alors ils pouvaient le faire librement à toute époque de l'année (1). Si même le chiffre de 158 a été atteint, on le doit à la bienveillance de M. le général Gallimard, qui, comprenant le but essentiellement moral de notre œuvre, nous a facilité autant que possible les formalités de l'engagement.

« Nous voyons avec regret cette porte de salut moins ouverte qu'autrefois pour nos jeunes libérés ; il serait bien à désirer que

(1) A la fin de mai, les journaux annonçaient une interpellation de M. Léopold Thézard, sénateur, aux Ministres de la guerre et de la marine sur les effets de l'application de la loi Béranger au point de vue des engagements militaires.

Les Ministres devaient répondre que la loi du 15 juillet 1889 ne permet pas l'engagement des individus ayant subi des condamnations et que, pour pouvoir leur faire l'application des avantages de la nouvelle loi, il faut amender en ce sens la loi militaire.

Nous ne savons pour quelle cause il n'a plus été question de cette interpellation. (Note de la Rédaction.)

la loi en préparation sur l'armée coloniale nous donnât plus de latitude : laisser partir pour les colonies nos volontaires désireux de racheter leur passé serait pour l'État plus avantageux que d'y expédier contre leur gré des jeunes gens dont l'éloignement est si onéreux à leur famille (1).

« Le nombre des hommes pourvus de livrets d'ouvriers est descendu de 384 à 149 : c'est encore la conséquence d'une loi nouvelle, celle du 2 juillet 1890, qui les a supprimés.

« Parmi les libérés âgés de plus de soixante ans, neuf ont été admis à l'hospice de Villers-Cotterets, où ils pourront terminer en paix leur existence.

« 827 patronnés ont pu se placer avec notre aide, pendant leur séjour à l'asile, comme employés, ouvriers ou hommes de peine.

« 1.226 nous ont quittés sans avoir pu ou suffisamment voulu trouver du travail.

« Il n'est pas douteux, en effet, et c'est là la plaie de toutes les œuvres de patronage, que si beaucoup de libérés viennent à nous avec le désir de se réhabiliter par une conduite régulière et avec la ferme intention de chercher à gagner leur vie, d'autres n'échouent à notre porte qu'après avoir promené leur oisiveté voulue par tous les asiles de nuit de la capitale et recommencent ensuite cette lamentable tournée jusqu'à ce qu'ils aient été de nouveau arrêtés pour vagabondage ou même pour des délits plus graves : chez ceux-là il n'y a aucune ressource, et ils sortent de notre asile comme ils y sont rentrés aussi incorrigibles et misérables qu'auparavant. Tous nos soins tendent à nous mettre en garde contre cette catégorie d'assistés ; nous conservons des notes sur chacun d'eux et nous refusons de les accueillir de nouveau lorsqu'ils se présentent avant une année écoulée : enfin nous les faisons observer de plus près. Mais ces divers moyens ne sauraient suffire : le seul qui pût être vraiment efficace pour les tenir à distance serait une organisation du travail. Le vagabond volontaire, le mendiant de profession, le voleur d'habitude n'iront jamais où règne l'obligation du travail. Aussi tous nos efforts doivent-ils être employés à combler la regrettable lacune qui, malgré de si nombreuses et de si coûteuses tentatives, existe encore à cet égard dans notre institution.

« De grands sacrifices sont faits en ce moment même dans ce but.

(1) Voir ci-après (p. 968) la lettre au Président de la Commission de l'armée coloniale.

Peut-être aurons-nous prochainement la satisfaction de vous en annoncer l'heureux résultat.

« Un dernier moyen de patronage, qui nous a réussi souvent, est l'expatriation. Votre Conseil d'administration avait cette année voté pour cet objet un crédit de 1.500 francs, destiné à faire des avances aux sujets les plus intéressants pour faciliter leur voyage : nous avons pu en faire profiter 18 libérés.

« Ce chiffre est minime, mais vous n'ignorez pas que la plupart de nos assistés étaient dirigés vers la République Argentine et que des événements politiques récents sont venus brusquement leur fermer ce débouché. Une révolution s'est produite au moment où nous commençons à avoir quelques correspondants qui auraient facilité notre œuvre. Tout est, à l'heure qu'il est, suspendu de ce côté. Espérons que ce ne sera que pour un temps.

« Du moins avons-nous la consolation que quelques-uns parmi ceux qui sont partis aient assez heureusement réussi.

« Presque tous ont pu trouver un travail rémunérateur.

« ... Les deux derniers partis ont pu obtenir, grâce à quelques connaissances agricoles, le voyage gratuit, à titre de colons, jusqu'à Nouméa. Ils y auront une concession, et nous ne doutons pas qu'avec l'énergie qu'ils nous ont montrée avant leur départ, ils arrivent à se faire là-bas une position honorable.

« Il serait à souhaiter que la sollicitude du Gouvernement pût nous assister dans une plus large mesure ; qu'elle nous permît notamment d'envoyer dans les colonies françaises plutôt qu'à l'étranger les libérés que nous jugeons capables de racheter leur passé. Choisis avec discernement parmi les plus intelligents, les plus résolus et les plus fermes dans leur détermination de changer de vie, il n'est pas douteux qu'ils offriraient souvent plus de ressources à la colonisation que les éléments cosmopolites, d'origines inconnues et peut-être plus suspectes, qui les inondent.

« Nous nous permettons donc d'émettre le vœu que M. le Président fasse auprès des pouvoirs publics des démarches pressantes pour lever les obstacles que nous rencontrons à cet égard.

« Ne finissons pas sur ce point sans faire connaître que, fidèles à leur engagement d'honneur, quelques-uns de nos expatriés ont déjà pu rembourser à notre Société une partie des avances qu'ils en ont reçues. Nous sommes ainsi rentrés déjà dans un quart des sommes prêtées.

« *Femmes.* — Les femmes sont également venues, en plus grand

nombre, demander assistance à notre Société : 77 avaient été admises en 1889 ; le chiffre de 129 a été atteint en 1890. Si elles sont beaucoup moins nombreuses que les hommes, cela tient surtout à ce qu'il existe à Paris plusieurs œuvres pour le patronage des femmes, qui rivalisent de zèle pour les placer.

« La suppression de Saint-Lazare nous crée d'assez grosses difficultés. Il nous faut suivre les libérées à Nanterre et à Doullens. Des affiches ont été apposées dans ces prisons et aussi dans celles de Clermont, de Corbeil, de Versailles, et des régions voisines pour faire connaître aux détenues le but de notre Société et les moyens pratiques que nous avons pour les patronner efficacement.

« Ce qui manque, en effet, à notre asile de femmes, véritable école d'apprentissage, plus propre peut-être à l'heure qu'il est qu'aucune autre institution de patronage à permettre à la femme de se racheter de la servitude de la pauvreté et du vice par l'exercice d'une profession lucrative, ce qui lui manque c'est d'être connu des malheureuses qui du fond de leur misère morale aspirent à se reprendre au bien. Espérons que la publicité que nous venons de faire permettra à un plus grand nombre d'entre elles de profiter de notre assistance.

« Sur les 129 femmes patronnées, 4 ont été réconciliées avec leur famille et 39 placées par elles-mêmes ou par les soins de la Société ; 43 ont quitté l'asile au bout de quelque temps de séjour et les autres travaillent à l'atelier de brochage ; un certain nombre ont été placées comme brocheuses dans des ateliers libres.

« Notre atelier de brochage est aujourd'hui bien posé sur le marché parisien. Les éditeurs les plus importants l'occupent à l'égal des ateliers similaires les mieux tenus. Il nous a donné cette année, malgré une petite diminution de travail, un produit brut de plus de 30.000 francs, représentant environ 18.000 francs de salaires... »

« ... Nos recettes se sont élevées à 91.620 fr. 02 :

	fr.	c.
Subventions du Ministère	40.000	»
— du Conseil général de la Seine..	500	»
— du Conseil municipal	500	»
— de vingt-sept Conseils généraux	3.445	»
Souscriptions, quêtes et dons	11.145	08
Produit du travail des hommes	2.353	05
Blanchissage du linge des hommes par l'asile des femmes	235	88
Dons pour expatriations	3.352	25
Produit des travaux de brochage	30.068	36
	91.620	02

	fr.	c.
<i>Recettes</i>	91.620	02
« Les dépenses se résument comme suit :		
	fr.	c.
Dépenses pour expatriation	3.352	25
Administration	18.199	15
Asile des hommes.....	19.351	73
— des femmes.....	11.637	42
Atelier de brochage	34.598	02
	87.138	57
d'où un excédent de recettes	4.481	25

« Ainsi que vous le remarquerez, nous avons, sur le précédent exercice, diminution de recettes et augmentation de dépenses.

« L'atelier de brochage, notamment, présente une différence assez sensible, dans les deux sens. Cela vient de ce que, d'une part, l'Exposition nous avait, en 1889, amené un surcroît de travaux rémunérateurs et, d'autre part, de ce que nous avons eu, cette année, des dépenses extraordinaires, telles que rachat d'un cheval, réparation de la voiture, etc....

« ... Dans les sommes ci-dessus ne sont pas comprises celles qui concernent spécialement la libération conditionnelle, qui ne sont pas encore, cette année, entrées dans la comptabilité générale... »

Monsieur le Président ajoute :

« ... Le nombre de nos patronnés est supérieur de près de cent à celui de l'année précédente. Je vous demande la permission d'ajouter, bien que ce soit anticiper sur le compte rendu prochain, que depuis la clôture de l'exercice de 1890, nous avons réalisé dans notre fonctionnement deux améliorations dont nous avons lieu d'espérer les plus sérieux résultats.

« En premier lieu, nous avons pu enfin inaugurer le troisième asile dont vous avez précédemment voté la création. Ouvert sous le nom de *Fondation Laubespín*, pour perpétuer le souvenir de la généreuse libéralité qui, jointe à une subvention spéciale de l'État, nous a permis de l'établir, il est, comme vous le savez, destiné au patronage des libérés conditionnels, c'est-à-dire de ceux parmi les détenus auxquels l'administration a cru pouvoir, à raison de leur conduite, de leur témoignage de repentir et de leur assiduité au travail, accorder la faveur d'une libération avant terme, à charge d'être repris pour achever leur peine s'ils ne justifient pas sa confiance.

« Désormais le malheureux sans appui, qui, bien que jugé digne d'obtenir le bénéfice de la loi, ne pouvait en profiter, faute de

pouvoir justifier qu'il eût un travail assuré à sa sortie de prison, pourra avec l'aide de notre Société y être admis.

« Nous prendrons en le recueillant, l'obligation souvent onéreuse de lui procurer du travail, de le surveiller jusqu'à l'expiration du reste de sa peine, et de l'assister dans les périodes inévitables de chômage. C'est sans doute une lourde charge que ne compensera pas entièrement la subvention spéciale de 50 centimes par jour accordée par la loi dans ce cas. Nous n'avons pas hésité à l'accepter, convaincus que le concours du patronage peut seul assurer le bon effet à attendre de la nouvelle institution créée par la loi du 14 août 1885.

« Nous sommes en outre parvenus à installer à côté de nos asiles un atelier de travail. Il fonctionne déjà depuis deux mois, et les résultats obtenus nous donnent l'espoir d'y trouver enfin la solution déjà plusieurs fois cherchée sans succès. Nous avons, à l'imitation de M. le pasteur Robin, installé une fabrication de coterets. Le travail est à la portée des moins habiles. L'écoulement des produits paraît facile. La rémunération est suffisante pour nous mettre au-dessus des risques de perte. C'est un grand progrès accompli.

« Mais cela ne suffit pas. Il est essentiel de prendre ce progrès pour point de départ d'une réforme des conditions actuelles d'admission au patronage.

« M. le secrétaire général vous le disait tout à l'heure; nous sommes comme toutes les œuvres d'hospitalité, largement exploités par la paresse et l'hypocrisie. C'est un devoir de nous défendre. Car celui qui réclame, dans l'unique but de se faire loger et nourrir gratuitement, le patronage dont il ne veut pas profiter, vole, suivant une expression très juste, le malheureux vraiment digne d'assistance qu'il en prive. C'est dans l'intérêt de ces derniers que nous devons exclure les autres.

« J'ai récemment saisi de cette intéressante question votre Conseil d'administration. Il a décidé qu'à l'avenir tout individu serait prévenu que l'admission à l'un de nos asiles entraîne l'obligation de quatre journées de travail sans rémunération, en compensation de l'hospitalité reçue. Pendant ces quatre jours, qui le maintiendront à l'atelier et sous nos yeux, le libéré donnera la mesure de la sincérité de ses intentions. On jugera s'il veut et s'il sait travailler. — Si on est satisfait de lui, si on le croit en disposition de profiter efficacement du patronage, on lui accordera une prolongation de séjour déterminée et alors le régime changera. Il sera libre le matin d'aller chercher à se placer au dehors. A partir du repas de

onze heures il sera employé au travail qui pourra lui être désigné et il recevra un salaire aussi rapproché que possible de celui de l'ouvrier libre, dont la moitié seulement sera retenue pour alléger d'autant les dépenses de la Société. Ce nouveau règlement entrera dans quelques jours en exercice. Nous en suivrons l'application avec attention, prêts à y faire les modifications que pourra suggérer l'expérience.

« Son résultat sera sans doute de faire sensiblement baisser au cours de l'année le nombre des patronnés. Peu nous importe, Mieux vaut assister moins et assister mieux.... »

Bureau central, rue de l'Université, 174 — *Chef de bureau* :
M. G. VENTENAT.

Asile des femmes, rue de Lourmel, 49 — *Directrice*: M^{lle} BELLINI.
— *Directeur de l'atelier de brochage*: M. GELIN.

Asile des hommes, rue de la Cavalerie, 4 bis — *Directeur*:
M. CROCCICCHIA.

Asile des libérés conditionnels (Fondation LAUBESPIN), rue des
Cévennes, 25 — *Directeur* : M. GEORGE.

*État comparatif du fonctionnement de la Société depuis
le 1^{er} janvier 1877 jusqu'au 31 décembre 1890.*

EXERCICES	RUDGETS		PATRONAGE		
	RECETTES	DÉPENSES	PATRONNÉS admis aux asiles.	PATRONNÉS assistés en dehors des asiles.	TOTAL
	fr. c.	fr. c.			
1877....	15.728 50	10.041 10	138		
1878....	12.501 65	13.197 30	291		
1879....	13.807 90	18.057 77	265		
1880....	26.185 21	20.113 62	450		
1881....	26.726 80	26.903 01	460		
1882....	31.085 95	28.206 80	754		
1883....	33.935 »	35.185 15	800	22	822
1884....	57.637 43	54.903 33	916	73	989
1885....	66.016 50	67.115 95	985	200	1.185
1886....	83.479 15	78.514 55	1.143	205	1.348
1887....	88.618 35	89.964 75	1.389	197	1.586
1888....	86.033 01	91.691 31	2.282	177	2.459
1889....	92.578 88	79.596 79	2.884	104	2.988
1890....	91.620 02	87.138 57	4.460	50	4.511

État des opérations du patronage en 1889 et en 1890.

	1889	1890
Rapatriés avec secours de route	187	157
Réconciliés avec leur famille	16	14
Engagés militaires	389	158
Admis dans les hospices	10	12
Admis à l'hôpital	23	10
Placés dans les ateliers ou chantiers	665	886
Placés comme employés ou hommes de peine		
Pourvus de livrets d'ouvriers	204	149
Envoyés aux colonies ou à l'étranger	14	18
Libérés assistés en dehors des asiles	99	50
Renvoyés pour fautes disciplinaires	72	63
Congédiés à l'expiration du délai accordé	1.011	1.226
Arrêtés pour délits antérieurs	11	8
Disparus de l'asile sans faire connaître le motif de leur départ	162	244
Restant au 31 décembre	45	93
Envoyés à Nanterre		1.443
TOTAL ÉGAL	2.988	4.511

II

Engagement militaire des libérés.

Lettre à M. le Président de la Commission de l'armée coloniale.

Paris, 16 juin 1891.

Monsieur le Président,

La commission récemment élue par la Chambre pour étudier le projet de loi sur la constitution d'une armée coloniale, aura nécessairement à comprendre dans son examen les conditions de recrutement des nouveaux corps à former.

Veuillez me permettre à ce sujet de vous présenter et de vous prier de lui soumettre quelques observations dont l'importance sociale me paraît de nature à la frapper.

Il s'agit des obstacles, excessifs à mon sens, apportés par la loi du 15 juillet 1889 soit à l'engagement volontaire, soit même à l'incorporation dans tout autre corps que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, des jeunes gens ayant subi certaines condamnations.

La loi du 27 juillet 1872, jugeant avec raison que les fautes commises avant l'âge de l'appel sous les drapeaux sont le plus souvent des fautes de légèreté, d'entraînement, qui n'impliquent point une corruption certaine et ne méritent pas une flétrissure définitive, admettait à l'engagement volontaire tout individu non exclu du service militaire par l'article 7, ou non condamné à une peine quelconque pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs. En d'autres termes, le jeune homme qui n'avait subi ni condamnation pour un des quatre délits que je viens de citer, ni condamnation supérieure à deux ans de prison pour autre cause avec surveillance ou interdiction, pouvait s'engager.

De plus, soit qu'il fût engagé volontaire, soit qu'il fût appelé par la loi, il était versé, sans distinction, avec les autres conscrits dans les régiments de l'armée continentale. Enfin, la légion étrangère, autorisée à recevoir un contingent français assez important, même en dehors de ces conditions, devenait assez souvent l'utile refuge des malheureux qui, décidés à faire de sincères efforts pour racheter une jeunesse coupable, demandaient à la discipline militaire le soutien qu'ils ne pouvaient plus espérer de la société.

Grâce à ces facilités, les sociétés qui s'occupent de chercher à soustraire les libérés à la récidive, obtenaient d'importants résultats. Pour ne parler que de celle que je préside, elle avait pu faire engager :

En 1887	362 libérés
1888	442 —
1889	389 —

Aucun n'avait, à sa connaissance, donné lieu à aucune plainte. Un certain nombre étaient revenus du régiment avec un certificat de bonne conduite et avaient pu se reclasser au retour dans une profession honnête.

Les dispositions nouvelles de la loi du 15 juillet 1889 ont mis un obstacle à peu près absolu au bien qui se faisait ainsi.

En ce qui touche l'incorporation d'abord, l'article 5 a décidé que désormais les individus condamnés à l'emprisonnement pour crime, et ceux condamnés à trois mois au moins, ou à deux peines successives pour outrage public à la pudeur, vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, ne pourraient plus être incorporés que dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Quant à l'engagement volontaire, la loi en a à la vérité reconnu la faculté pour les cas précédents, mais elle a également décidé

qu'il ne pourrait être contracté que pour les mêmes bataillons, ce qui a presque entièrement arrêté les engagements. Ces bataillons devant en effet être absorbés de plus en plus par le contingent annuel des condamnés de la classe, les libérés se sont aussitôt rendu compte que le livret militaire, en mentionnant leur inscription sur le contrôle de ces corps, perpétuerait jusqu'à l'accomplissement entier du devoir militaire le souvenir de leur passé, et leur imprimerait jusqu'à quarante-cinq ans une tache funeste, et ils refusent de s'engager dans ces conditions.

D'autre part, la faculté d'engagement dans la légion étrangère a été retirée aux Français.

Le nombre des engagements a ainsi baissé en une année, pour notre seule Société de patronage, de 400 environ à 158. Il sera sans doute pour 1891 encore inférieur à ce chiffre.

Nous croyons que la loi de 1889 a commis une véritable faute en ordonnant la réunion de ces éléments dans un même corps. La plupart des jeunes gens qui ont subi une condamnation avant l'âge de la majorité peuvent être sauvés à la condition d'être séparés des fréquentations perverses qui le plus souvent ont causé leur chute, et d'être soumis à une bonne discipline morale.

C'est le résultat auquel aboutissait le plus souvent, pour le plus grand bien de la société comme pour le leur, leur dispersion au milieu des éléments honnêtes qui forment le fond du contingent. Il est fort à redouter que leur agglomération dans un milieu presque uniquement composé de condamnés, et la flétrissure qui pourra, comme il a été dit, leur être imprimée pendant longtemps par le livret militaire, n'aient un résultat tout contraire.

La loi est évidemment trop récente pour qu'il soit permis d'en réclamer la modification sous ce rapport avant que les faits aient fait reconnaître la faute commise.

Du moins serait-il désirable, puisque tout est à faire pour l'armée coloniale, et qu'on est généralement d'accord que les règles de son recrutement peuvent être plus larges que pour l'armée continentale, que l'écueil qui vient d'être signalé pût être évité.

Si la commission devait partager cette opinion, il suffirait de ne point emprunter à la loi de 1889, pour la loi à élaborer, la disposition de l'article 5 et celle de l'article 59, § 3, qui prescrivent l'envoi des catégories qui y sont mentionnées dans des corps spéciaux (bataillons d'infanterie légère d'Afrique). Tout au moins faudrait-il dire clairement ce qui paraît résulter des dispositions combinées des articles 59, § 3 et 5, mais ce qui n'y est point dit

expressément et que les bureaux de recrutement s'autorisent du texte mal rédigé de l'article 59 pour contester, que « l'engagement, même en dehors des corps spéciaux, est permis aux condamnés, même pour les délits réservés, à moins de trois mois ».

Je croirais juste, en outre, de l'admettre pour les condamnés qui, même condamnés à une peine supérieure ont bénéficié de la loi nouvelle du 27 mars 1891, et n'ont en conséquence été frappés que d'une condamnation conditionnelle que leur bonne conduite prolongée pendant cinq ans peut faire disparaître.

L'article pourrait dans ces deux ordres d'idées être ainsi rédigé :

« L'engagé volontaire doit : 1^o.... 2^o.... 3^o n'avoir pas été condamné à plus de trois mois de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, à moins qu'il ne lui ait été fait application de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1891. »

Il conviendrait enfin que l'engagement dans la légion étrangère pût être de nouveau ouvert aux Français.

J'ai l'honneur de me mettre à votre disposition pour le cas où vous désireriez de plus amples explications.

Veuillez agréer, etc.

R. BÉRENGER.

MM. Robin, président de la Société de patronage des prisonniers libérés protestants, et Steeg, ancien député, président de la Société centrale de patronage des libérés se sont associés à la demande de M. Bérenger.

III

Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable.

Le 26 avril a eu lieu, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de notre collègue, M. Georges Bonjean, son fondateur, la onzième assemblée générale de la Société.

Le président a donné lecture du compte rendu des travaux exécutés au cours de l'année. Les peuples heureux n'ont pas d'histoire ! Il en est de même des sociétés bien constituées. Aussi, en attendant la notice plus complète que doit nous envoyer notre collègue, nous contenterons-nous de donner quelques chiffres comparatifs(1).

(1) Conf. *Bulletin*, 1888, p. 604 et 614. ; 1889, p. 736.

Les recettes effectuées pendant l'année 1890	
se sont élevées à	357.075 fr. 39
Les dépenses effectuées pendant l'année 1890	
se sont élevées à	269.885 63

Le nombre des enfants sur lesquels s'est étendue la protection de la Société s'élève aujourd'hui à 4.241, sauf 7 ou 8 en instance d'adoption.

Les statistiques officielles nous montrent que le nombre des prévenus âgés de moins de seize ans s'est accru de 1830 à 1888 dans l'effrayante proportion de 140 p. 100; celui des adolescents de seize à vingt-un ans s'est accru dans la proportion vraiment effroyable de 247 p. 100, alors que la criminalité des majeurs ne montait que de 127 p. 100; elles nous accusent pour l'année 1888 : 7.351 prévenus âgés de moins de seize ans, auxquels il faut ajouter 1.161 enfermés par voie de correction paternelle; et 26.734 prévenus de seize à vingt ans. En présence d'aussi lamentables contingents, dont le département de la Seine à lui seul fournit à peu près la moitié, on ne peut que féliciter des œuvres qui mettent à la base de leur programme, *l'éducation*, c'est-à-dire l'éducation par l'église et par l'école. M. Bonjean, en effet, comme il l'a si bien dit dans son grand discours du 13 avril 1890, en citant nos deux savants collègues Guillot et Henri Joly, considère que l'instruction non seulement ne suffit pas pour moraliser, mais que, donnée d'une façon incomplète et impondérée comme elle l'est de nos jours, elle est une des causes les plus actives de la perversité infantine. Dans notre société rongée par le luxe, la mollesse, le goût des plaisirs, l'ivrognerie, la débauche, tous les ressorts de la volonté se détendent, tous les liens sociaux se relâchent, si l'idée de Dieu ne vient relever l'action de l'instruction, si *l'éducation* ne vient se joindre à l'enseignement.

C'est dans ses deux établissements modèles : l'école *Crozatier* et l'école d'*Orgeville*, que M. Bonjean applique ses principes. Nous en avons déjà parlé en 1888 (p. 605 et 607). Nous rappellerons seulement que la première est destinée aux pupilles qui, en raison de leur âge ou pour toute autre cause, ne sont pas jugés susceptibles d'être immédiatement appliqués à l'apprentissage d'une profession manuelle : les enfants y sont exclusivement occupés au perfectionnement de leur éducation morale, de leur développement physique, de leur instruction primaire, militaire, gymnastique et musicale. C'est là qu'ils sont particulièrement pénétrés de cette

éducation militaire qui, *sagement comprise*, produit des effets si merveilleux sur la moralisation de nos jeunes Français. On y rejette le système « des familles » en usage à Mettray, pour y pratiquer le système du casernement ou « système militaire ». (Conf. *Bulletin*, 1880, p. 486; 1883, p. 1014.)

L'école rurale d'Orgeville a pour but de donner aux pupilles les notions théoriques et pratiques nécessaires à tout cultivateur. L'apprentissage agricole, en effet, constitue, aux termes de l'article 5 des statuts, l'enseignement professionnel adopté de préférence pour les pupilles de la Société.

Nous signalerons enfin l'essai de colonisation tenté dès 1887 dans la province d'Oran à la ferme des Andalouses, où des plantations de vignes ont été faites par les enfants.

Quel qu'ait été leur mode d'éducation, la plupart des pupilles, avant de rentrer dans la vie civile, vont affermir sous les drapeaux les habitudes d'ordre et de bonne conduite qu'ils ont contractées sous la direction de M. Bonjean. Son patronage ne les y abandonne pas. Aussi, la dernière statistique qu'il nous ait communiquée présente-t-elle, pour ses patronnés militaires, une proportion de 9 p. 100 de sous-officiers et gradés, et, sous le rapport de la conduite, les proportions suivantes :

Excellente.....	37 p. 100
Bonne.....	42 —
Assez bonne.....	11 —
Médiocre ou mauvaise.....	10 —

IV

Union française du sauvetage de l'enfance.

La société l'Union Française pour le sauvetage de l'enfance, dont le siège est actuellement à Paris, rue Pasquier, n° 10, a tenu son assemblée générale le 7 juin 1891, sous la présidence de M. Jules Simon, son président.

Le rapport sur la situation générale de l'œuvre, présenté par M. l'administrateur délégué, a fait connaître le rapide essor pris par la Société et permet d'affirmer qu'elle est appelée à rendre d'importants services dans l'avenir.

Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 28 février 1891, l'Union Française a désormais une existence légale qui lui permettra d'augmenter ses ressources et ses moyens d'action.

L'asile temporaire situé primitivement place Dauphine n° 14, dans un local exigü, a été transporté à Neuilly, 28, rue Perronet, dans un vaste local entouré d'un grand jardin qui réunit toutes les conditions de salubrité désirables.

De même le secrétariat a été installé, rue Pasquier n° 10, dans les meilleures conditions.

D'après un accord avec la Société lyonnaise du sauvetage de l'enfance, l'action de l'Union Française s'étend déjà sur tous les départements du sud-est. D'autres négociations sont ouvertes pour organiser des comités locaux à Marseille, à Montpellier, à Bordeaux et tout fait espérer qu'elle ne tardera pas à rayonner sur la France entière.

Le nombre des enfants placés et entretenus aux frais de la Société est à ce jour de 182 et ce nombre est appelé à s'accroître rapidement. Mais il serait imprudent d'aller trop vite ; ceux qui ont la pratique des services de l'enfance savent que chaque fois qu'un enfant est admis, c'est une dépense engagée pour un grand nombre d'années. Dès lors, il ne faut pas que la dépense annuelle atteigne la quotité des ressources disponibles, jusqu'au jour où les sorties balanceront les entrées.

Si on envisage la situation financière de l'œuvre on est frappé du développement rapide qu'elle a pris.

	fr.	c.
Les ressources de toute nature se sont élevées, en 1890, à la somme de.....	87.175	05
Celles réalisées en 1891, jusqu'au 7 juin, jour de l'assemblée générale, se sont élevées à	148.737	05
Et ont permis d'établir un projet de budget s'élevant en dépenses à	83.667	75
D'où il ressort un excédent de recettes de.....	65.069	30

La Société a pu dès lors se constituer un capital de réserve qui à la fin de l'année atteindra environ 120.000 francs. Ce capital, pour mettre la Société à l'abri de toute éventualité ultérieure, devra encore s'augmenter de dons importants que fait d'ailleurs espérer la faveur toujours croissante de l'Union Française ; c'est quand la Société sera parvenue ainsi à posséder un fonds important de réserve qu'elle acquerra la stabilité nécessaire à l'œuvre qu'elle poursuit.

Un bulletin publié dans les premiers jours de chaque trimestre et dont le premier numéro a paru dans le courant d'avril dernier permettra de suivre pas à pas la marche régulière de la Société.

V

Patronage de l'enfance et de l'adolescence.

Le 17 juin, le Conseil supérieur de cette Société s'est réuni sous la présidence de son président, M. le procureur général Quesnay de Beaurepaire.

M. Rollet, directeur, a fait connaître la marche de la Société depuis la dernière séance. Il a donné des explications intéressantes sur le fonctionnement de l'œuvre : le nombre et les conditions des placements des enfants ; les dépenses d'hospitalisation dans l'asile temporaire de la place Dauphine, de nourriture et de vêture ; les ressources de l'œuvre, permanentes ou extraordinaires. Depuis le 2 juin, grâce à son infatigable zèle, les donations et souscriptions nouvelles se sont élevées à 6.430 francs. Des détails plus complets doivent être fournis par lui à la commission nommée à la dernière séance (supr. p. 785).

Sur la proposition de cette commission, le Conseil l'a autorisé à s'entendre avec un grand journal du matin qui a bien voulu lui promettre l'ouverture dans ses colonnes d'une souscription en faveur de l'œuvre. D'autre part le Conseil proroge les pouvoirs de cette même commission en vue d'arrêter définitivement, une fois connus les résultats de la souscription, le programme dont le projet a déjà été rédigé par M. Rivière. Un rapport sur ce programme a été présenté au Conseil le 21 juillet. Nous y reviendrons.

VI

Le Dépôt de la préfecture de police.

Le Conseil général de la Seine, dans sa séance du 29 juin, s'est préoccupé de l'internement au *Dépôt* des enfants arrêtés sur la voie publique. Cette question avait été soulevée, il y a quelques mois, par le Comité de défense, comme on le verra ci-dessous (p. 977).

M. Duplan se plaint de la promiscuité déplorable dans laquelle se trouvent les orphelins abandonnés ou perdus. Une discussion fort intéressante s'est engagée à laquelle ont pris part MM. Soignoury, secrétaire général de la préfecture de police, Paul Strauss, le directeur de l'Assistance publique, Cattiaux, le préfet de police, Bailly et Alph. Humbert.

M. Bompard appelle en outre l'attention du Préfet de police sur

la mendicité des enfants, et M. Cattiaux rappelle les locations d'enfants déjà signalées à notre Assemblée générale (*supr.* p. 551).

Finalement, le conseil adopte, à l'unanimité, un ordre du jour déposé par MM. Paul Strauss, Georges Villain et Albert Pétrot, invitant l'administration de l'assistance publique à faire toutes diligences pour aménager, à proximité du Palais de justice, un local où tous ces enfants seront placés temporairement sous la surveillance de l'Assistance publique, avec cette réserve, toutefois, que les enfants abandonnés et orphelins seront séparés des enfants prévenus d'un délit.

On adopte ensuite un amendement déposé par M. Alpy, stipulant qu'en attendant l'aménagement d'un local, l'administration devra assurer immédiatement la séparation entre chaque catégorie d'enfants (*Conf. Bulletin*, 1879, p. 245.)

VII

Comité de défense des enfants traduits en justice.

Le 1^{er} juillet, le Comité de défense des enfants traduits en justice a tenu, sous la présidence de M. le bâtonnier, sa dernière séance annuelle.

MM. Pradines, président de chambre à la Cour d'appel, et Vanier, conseiller à la même Cour, ont été élus membres titulaires.

Plusieurs membres ayant demandé dans quelles conditions les rapports sur les questions du programme seraient publiés et quelles en seraient les conclusions pratiques, il est décidé, sur la proposition du secrétaire général : 1° qu'aucun rapport ne pourra être publié au nom et aux frais du Comité si cela n'a été autorisé par un vote au scrutin secret conformément à l'article VI des statuts ; 2° qu'après la discussion des rapports le Comité devra exprimer son opinion par le vote de propositions conformes ou contraires au rapport ; 3° que les rapports dont la publication aura été approuvée seront, à la fin des travaux du Comité, réunis en un volume qui sera produit au congrès pénitentiaire international de 1895, comme le contingent du Palais de justice à l'œuvre du congrès.

Le Comité vote au scrutin secret la publication du rapport sur le programme d'étude et remercie la Société des prisons de son offre de l'insérer dans son *Bulletin*.

M. Flandin, vice-président au Tribunal de la Seine, donne lecture, au nom de la sous-commission du manuel de procédure, d'un rapport destiné à faire connaître les nouvelles méthodes de procédure pratiquées à Paris depuis l'année dernière et à signaler les avantages qu'elles peuvent présenter.

Après l'audition de ce rapport, qui soulève en même temps quelques autres questions du programme sur lequel le Comité entend réserver la discussion, les propositions suivantes sont votées à l'unanimité.

« Le Comité, considérant que les procédures sommaires sont incompatibles avec la défense judiciaire du mineur de seize ans, remercie la commission parlementaire de la revision du Code d'instruction criminelle d'avoir interdit, par le projet qui vient d'être déposé, l'application aux jeunes détenus de la procédure des flagrants délits, et décide qu'un extrait du procès-verbal sera transmis à la commission.

« Confirmant en outre son vote du 17 juillet 1890, le Comité appelle de nouveau la bienveillante attention des pouvoirs publics sur l'utilité d'adresser aux magistrats et aux commissaires de police, tant à Paris qu'en province, des circulaires destinées à recommander les méthodes d'instruction actuellement suivies à Paris, et à assurer le fonctionnement rapide et régulier de ces informations. »

Le Comité adopte aussi à l'unanimité un ordre du jour proposé par MM. Brueyre et Guillot, remerciant le Conseil général de la Seine, d'avoir pris ses vœux en considération, en accueillant, dans sa séance du 29 juin dernier, l'idée d'aménager à proximité du Palais de justice, avec le concours de l'assistance publique, un local où les enfants abandonnés ou perdus seraient temporairement placés pour échapper à la promiscuité du Dépôt (1).

La première séance est fixée au second mercredi de novembre pour entendre le rapport de M. Brueyre sur les questions 7 et 8 du programme relatives à l'application de la loi du 4 juillet 1889.

M. de Chauveron lira également un travail sur les difficultés particulières que soulève au Tribunal de la Seine l'application de cette loi.

(1) Cette question figure dans ces termes au n° XII du programme d'études : « De l'utilité d'établir des asiles temporaires de nature hospitalière pendant la durée de l'information, au profit des enfants susceptibles d'être placés; de la surveillance à exercer par les magistrats sur les enfants dans ces asiles » (*Supr.* p. 876).

VIII

Placements chez les paysans.

L'Enfant du 1^{er} juin fait un parallèle entre « nos paysans » d'autrefois, ignorants, grossiers, brutaux et « nos paysans » d'aujourd'hui, très peu instruits, peu éduqués, mais généralement doux et indulgents pour l'enfant même indocile. Rarement aujourd'hui ils le frappent : ils aiment mieux l'abandonner à ses caprices que de le corriger par des punitions. Et ils laissent à la vie le soin de l'instruire, se contentant de veiller à ses besoins matériels. En somme ils ne sont rien moins qu'éducateurs. Aussi, quand ils rencontrent une nature insoumise, aiment-ils mieux la ramener au patronage qui la leur a confiée que d'essayer un redressement qu'ils considèrent au-dessus de leurs forces.

De ceci que conclure ? Le milieu paysan est généralement moralisateur, surtout quand les pères nourriciers sont choisis avec le soin qu'y met le Patronage de l'enfance et de l'adolescence. Il est toujours infiniment supérieur à celui d'où sortent les enfants placés chez lui. Dans les bas-fonds des villes, dans la rue, on ne trouve que la débauche et le cynisme ; chez le paysan, si on ne trouve pas toujours l'honnêteté, nulle voix du moins ne s'élève contre elle. Mais ne songeons jamais à lui demander ce qu'il ne possède à aucun degré et ne peut donner : la science éducatrice.

Tout enfant indiscipliné doit résolument être soustrait à ce demi-abandon de la vie campagnarde, à ce défaut absolu d'action réformatrice : exhortations, raisonnements, gronderies, punitions, encouragements, récompenses. A tous ces pauvres êtres, que la rue nous livre énervés, surexcités, vicieux, révoltés, il faut une influence plus active, plus énergique : l'article 66 et l'éducation correctionnelle seuls conviennent.

IX

Colonie agricole de la Chalmelle.

Le 11 juin, sur un nouveau rapport de M. Georges Berry, le conseil municipal (*supr.* p. 534) a voté 60.000 francs demandés pour faire l'expérience d'une colonie agricole d'indigents. Cette

colonie municipale recueillera 60 ouvriers agricoles à qui elle donnera du travail. Le but est de créer un type qui serve de modèle à l'assistance privée pour retirer des grands centres les ouvriers tombés dans la misère et, par suite, exposés à tous les entraînements.

Aux termes du règlement « ces ouvriers recevront un salaire de 55 centimes par jour, plus le logement, la nourriture et une première fourniture de vêtements, linge et chaussures ;

«
« Seront exclus :

«
« Ceux qui quitteront la colonie sans autorisation.

« On accordera plus tard aux colons mariés, lorsqu'on pourra les recevoir à la Chalmelle, la jouissance d'une habitation, d'un jardin.

« Ils pourront y rester aussi longtemps que leur bonne conduite, leur âge et leur santé le permettront. »

« Quand la vieillesse ou les infirmités les auront mis hors d'état de gagner un salaire, ils seront de droit reçus dans un des hospices ou asiles de la ville de Paris.....»

M. Vaillant, tout en votant le projet, a critiqué sa conception. Il préfère de beaucoup celles « des colonies hollandaises et allemandes qui ne sont que des refuges temporaires et non des hospices déguisés, comme Dornahof, où les ouvriers restent deux mois environ et font place à d'autres pour aller travailler au dehors sur les indications d'une sorte de société de patronage qui dirige le refuge. En somme, en été, la population des refuges n'est guère que de 50 individus, quand elle est de 300 ou de plus en hiver, où toutes les places sont prises.

« Il y a donc là un service important rendu.

« Essayons de notre côté : ce genre d'institutions d'assistance donne ou peut donner des résultats par sa généralisation. Ainsi, en Allemagne, d'après le rapport fait en 1888 au Parlement anglais, les colonies dirigées et fondées par l'assistance privée sont en rapport avec des institutions d'assistance publique.

« C'est ainsi qu'à cette époque un millier de refuges proprement dits, où sont reçus tous les gens sans asile, forment comme l'anti-chambre des colonies sur lesquelles sont dirigés ceux des sans-travail à qui l'hospitalité momentanée de refuge n'a pas suffi.

« D'ailleurs, l'exemple allemand n'est pas probant, puisque c'est avant tout une institution d'assistance privée ou même de charité, et que la ville de Paris veut entonner la question d'assistance par le travail.

« Elle le devrait faire mieux.... »

M. Hoppenheimer a rappelé qu'on opère chaque année à Paris 15.000 arrestations pour vagabondage et 5.000 pour mendicité, ce qui, suivant lui, démontre l'impossibilité de trouver du travail. D'où il conclut qu'il faut créer la Chalmelle pour réduire ce nombre.

M. Humbert rappelle le rapport dans lequel son collègue M. Bompart a démontré combien notre législation sur la mendicité était rudimentaire, combien l'État désertait son devoir d'assistance envers les pauvres, combien l'Assistance publique se montrait impuissante devant l'étendue des misères.

Le crédit est voté par 45 voix contre 11.

Le 12 juin le conseil a nommé une sous-commission de 5 membres chargée d'assurer l'organisation et la surveillance de la colonie.

En terminant cet exposé, nous ne pouvons que nous associer aux observations si justes présentées par M. Paul Dumas (*supr.* p. 537). Quand on aura réduit de 60 les 20.000 mendiants et vagabonds arrêtés chaque année dans Paris, on n'aura pas fait faire un grand pas à la question de l'extinction de la mendicité. Mais, en revanche, on sera entré dans une voie bien dangereuse : celle de l'assistance officielle, qui amènera bientôt tous les malheureux à croire qu'ils ont droit à du travail.

A. R.

X

Le patronage dans la Seine-Inférieure.

La Normandie a toujours été l'une des provinces de France où les idées de charité et de patronage ont été le plus en faveur. On consultera avec intérêt à ce sujet *La mendicité et le vagabondage*, de notre regretté collègue, M. le conseiller Homberg.

Aujourd'hui les formes ont changé, mais, à Rouen surtout, le zèle est resté le même.

Rouen.

Je citerai notamment : la Société de charité maternelle, la Société des dames protestantes, la Société protestante des amis des pauvres, l'Assistance aux convalescents, la Société protectrice de l'enfance. Et, à côté des sociétés pour secours aux blessés, Union des femmes de France, Société des crèches, etc., on ne compte pas moins de dix-neuf maisons de charité, tenues par des religieuses de divers ordres, pour les vieillards, les infirmes, les convalescents, les orphelins, etc. Parmi les œuvres plus particulièrement pénitenciaires, les plus actives sont :

1^o Celle des « petits déshérités » ou *Refuge du Grand-Quevilly*, pour les jeunes garçons abandonnés, de Rouen et de l'arrondissement, route de Caen. Elle est fondée pour recevoir gratuitement des enfants, soit orphelins, soit abandonnés par leurs familles, soit ayant ou faisant craindre des habitudes de vagabondage, pour leur donner ou faire donner l'instruction primaire et professionnelle et une éducation morale et religieuse, leur faire perdre leurs habitudes de vagabondage et les exercer à des travaux manuels pouvant devenir pour eux une profession ; ces travaux seront plus particulièrement la culture maraîchère.

Elle est soutenue par une association fondée dans le but spécial de la développer. Elle est dirigée par les Pères du Saint-Esprit, qui dirigent également le bel établissement pénitenciaire de Notre-Dame-de-Langonnet, à Saint-Illan, près Saint-Brieuc. Le président du conseil d'administration est M. le conseiller Pellocat.

2^o Le Refuge des enfants abandonnés, fondé en 1882 par les efforts d'un ancien directeur des prisons de la Seine-Inférieure, M. de Cayla, sous le patronage de M. Bonjean. Son but est de recueillir les enfants moralement abandonnés ou vagabonds, de les moraliser et de leur donner l'habitude du travail. L'asile est au Boisguillaume : il est dirigé par un ancien militaire, M. Mouel. Son président est M. Hendlé, préfet de la Seine-Inférieure.

3^o La *Société de patronage des prisonniers libérés*, à laquelle a donné naissance la commission de surveillance, et qui a été autorisée par décision du 21 décembre 1874. Elle a comme président le Préfet, comme secrétaire notre collègue, M. Bailleul, directeur de la circonscription pénitenciaire, et fonctionne très activement. Elle accorde son assistance sous forme de secours en vêtements,

de secours de route pour les rapatriements, de placement chez les particuliers, d'engagement militaire pour les mineurs de vingt-un ans, avec le concours de la *Société de protection des engagés volontaires*. Le principe dirigeant de ce patronage est : « nulle assistance sans travail » et il n'y est dérogé qu'en faveur des vieillards ou des infirmes. Les jeunes filles sont placées chez des patrons ou travaillent en chambre ; un certain nombre sont provisoirement recueillies au refuge de Darnetal.

En outre l'œuvre du patronage a témoigné de son activité sous une autre forme, en participant à la mise en œuvre de la loi de 1885 sur la libération conditionnelle.

En 1889 il n'y avait eu, pour l'importante maison de correction de Rouen, dont l'effectif moyen atteignait le chiffre de 900 individus, que 11 hommes et 3 femmes libérés conditionnellement.

En 1890 il y a eu 31 hommes et 8 femmes.

	fr.	c.
Les ressources pécuniaires mises à la disposition du comité se sont élevées à	6.716	18
Les dépenses se sont élevées à	3.902	27
Laissant en caisse au 31 décembre 1889	2.813	91
Qui ont été reportés à l'actif de 1890 dont les ressources ont atteint le chiffre de.....	3.066	53
Soit.....	5.880	44
Et les dépenses celui de.....	2.308	90
Laissant au 31 décembre un reliquat disponible de.. reporté à l'exercice 1891.	3.571	54

Le comité est venu en aide, au cours de 1889, à 218 prisonniers (209 hommes, 9 femmes), et, au cours de 1890, à 306 (293 hommes, 13 femmes) par des remises d'effets de vestiaire.

La commission de surveillance fonctionne avec la régularité la plus digne d'éloges. Elle se réunit le premier lundi de chaque mois, soit à la préfecture, soit à la prison Bonne-Nouvelle, nomme son commissaire pour le mois suivant et entend le rapport du précédent commissaire ainsi que la lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Puis elle se constitue en société de patronage. Elle entend alors le rapport du secrétaire sur les opérations du mois écoulé, statue sur ses propositions et arrête ses résolutions pour le mois suivant.

Si dans l'intervalle une question urgente surgit, il est statué, sur la proposition du secrétaire, par le vice-président délégué, actuellement l'honorable M. Dieutre (*), ancien maire de la ville de Rouen (*Bulletin* 1889 p. 852).

4° *La Société pour le patronage et le placement des jeunes filles libérées et détenues.* Ce magnifique établissement, dont le *Bulletin* a souvent parlé (supr. p. 779), est situé route de Darnetal, 33. Il comprend : un orphelinat pour les enfants abandonnés ou orphelins, une pension payante pour des orphelins ou des enfants de familles modestes, un quartier correctionnel créé en mars 1881. Il est complété par une ferme située à 4 kilomètres sur le haut de la colline, en sorte qu'on y peut donner suivant l'origine urbaine ou rurale des pupilles, ou leur constitution et leurs aptitudes, une éducation professionnelle, industrielle ou agricole ; c'est une des applications les plus heureuses, avec extension aux travaux industriels, du principe créé par la loi de 1850 sur le patronage et l'éducation des jeunes détenus.

Dans la commune même de Darnetal, limitrophe de Rouen, a été créée depuis quelques années, une maison de refuge pour les femmes libérées des prisons de Rouen ; cette œuvre, sous le nom de *Refuge de Sainte-Marthe*, est due à l'initiative des sœurs Marie-Joseph qui remplissent les fonctions de surveillantes. Y sont reçues les libérées qui se sont recommandées par leur bonne conduite et leur travail pendant leur détention. — C'est une œuvre privée et qui ne vit que des ressources recueillies auprès des personnes charitables et du produit réduit du travail des patronnées fort peu habiles pour la plupart ; — elle tend, malgré ses débuts modestes, au milieu de difficultés de tous genres, à se développer, mais il lui faudra encore du temps et de l'argent pour secourir efficacement toutes les misères morales auxquelles son but est de venir en aide.

5° L'Œuvre du refuge de nuit et du dispensaire, dont le but est d'offrir un abri gratuit et temporaire pour la nuit, sans distinction d'âge, de nationalité et de religion, aux personnes sans asile et de procurer des secours aux enfants malades des dispensaires créés par la ville : l'Œuvre se compose de dames patronnesses, de membres adhérents et de fondateurs d'un lit. MM^{mes} Hendlé, présidente, Lebon et Duvivier, vice-présidentes, Belleville et Zetter, secrétaires, M. Bordeaux, chef de division à la préfecture, administrateur délégué. — Le refuge situé rue Bourg-l'Abbé, 31, est ouvert tous les soirs de 7 à 8 heures.

6° L'Œuvre hospitalière de nuit, fondée le 15 décembre 1882, boulevard Saint-Hilaire, 41 ; le refuge est ouvert à 7 heures du soir en été, à 6 heures et demie en hiver.

Comme complément de ces deux dernières œuvres, on peut citer celle des fourneaux économiques (M. David Dautresme, fondateur) et des bons à 10 centimes, dont la fondation date de juin 1888.

Enfin, sous les auspices des Sœurs franciscaines, *l'Hospitalité du travail des femmes*, rue des Deux-Anges, ouverte toute l'année jusqu'à 8 heures du soir.

Le Havre.

Les sociétés de charité, catholiques et protestantes, en faveur des pauvres, des malades, des enfants, des blessés, sont aussi nombreuses, aussi actives au Havre qu'à Rouen. On s'y occupe même de créer une œuvre d'assistance par le travail, à côté des asiles de nuit et de la caserne de passage. Pour les enfants, nous citerons spécialement, à la porte du Havre, l'orphelinat catholique de Bléville et l'orphelinat laïque de Sanvic ; celui-ci recueille parfois à l'audience même des enfants abandonnés ou jetés dans la mauvaise voie. Mais, au point de vue pénitentiaire, jusqu'à ce jour, bien que la population fût sensiblement égale à celle de Rouen, la commission de surveillance seule fonctionnait. Seulement au temps où M. Lœw, aujourd'hui président de chambre à la Cour de cassation, était président, des visites, des lectures, des conférences avaient été faites aux prisonniers. Depuis son départ, elles avaient complètement cessé. D'ailleurs, en aucun temps, on ne s'est occupé sérieusement du placement des libérés. Il faut reconnaître que cet acte essentiel du patronage est moins nécessaire au Havre qu'en beaucoup d'autres villes, car les travaux du port, notamment ceux de déchargement des navires, sont ouverts à tous. Il est même de notoriété que le déchargement des charbons est presque exclusivement accompli par les libérés, qui forment pour cette partie une sorte de franc-maçonnerie très fermée.

Néanmoins, nos deux collègues, MM. Bailleul et Rack, ont entrepris de constituer une société de patronage, estimant avec raison que les femmes, et surtout les enfants, toujours si nombreux dans les rues havraises, que les libérés invalides ou du moins trop débiles pour être employés aux déchargements du port, avaient, ici comme à Rouen, besoin d'une protection, d'un appui. Ils ont fait un appel énergique, qui a été entendu, et, avec l'aide de la commission de surveillance, qui constituera le cadre de la nouvelle Société, ils auront bientôt, dans la municipalité, dans le barreau, dans la magistrature, dans le monde charitable non officiel, réuni tous les éléments nécessaires à son existence.

D'autre part, les Sœurs de Marie-Joseph qui dirigent le quartier de femmes, aidées au besoin par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, qui dirigent encore les cinq bureaux de bienfaisance de la ville, contribueront puissamment à l'assistance et au placement des libérées.

Dans ces conditions, et malgré la défectueuse installation de bâtiments qui livrent tous les détenus à la plus odieuse promiscuité (*Bulletin*, 1887, p. 720) (1), il y a tout lieu d'espérer que ce patronage se montrera aussi efficace qu'il l'est à Rouen et qu'il doit l'être dans une grande cité comme le Havre.

Signalons, avant de terminer, la bonne organisation du travail, mais la mauvaise réglementation des tarifs. Cette tarification est tellement désavantageuse, par rapport à celle de Rouen, que les condamnés à moins de quatre mois, et qui par suite devraient exécuter leur peine au Havre, font appel pour être transférés à Rouen, sauf à se désister aussitôt arrivés à Bonne-Nouvelle. Des modifications ont d'ailleurs été apportées à ce tarif et seront mises en vigueur dans un mois. Les métiers exercés sont : les chaussons (34 hommes) qui ne rapportent guère que 60 centimes par jour ; les sacs en papier (35 hommes) ; le triage de café (34 hommes) ; de coton (15 hommes) assez lucratif ; l'étaupe (4 hommes). Les femmes font la lessive, du ravaudage, trient du coton et des haricots, sous la direction des Sœurs qui, ici comme à Rouen, ont été maintenues.

Dieppe, Neufchâtel, Yvetot.

Dans les autres arrondissements, les commissions de surveillance fonctionnent régulièrement et pourraient prêter à l'œuvre du patronage un concours d'autant plus facile que certaines de ces prisons sont assez bien aménagées.

A Dieppe, la commission tient ses séances périodiquement, et la prison, infiniment mieux distribuée que celle du Havre, permet la répartition des prisonniers en sept catégories différentes. On pourrait même mettre six prévenus ou condamnés primaires en cellule. Cette prison d'ailleurs serait aisément transformable.

(1) Cette promiscuité a pour les détenus un tel attrait que, au commencement de chaque hiver, on voit des groupes de vagabonds et de mendiants solliciter la police de les arrêter, et, en cas de refus, commettre des déprédations importantes de peur de n'être pas condamnés ou de n'être condamnés qu'à trop peu de jours.

Que nous sommes loin de cette austère organisation de certaines prisons de l'étranger où le détenu, strictement séparé de toutes les influences pernicieuses, ne reçoit que la ration strictement nécessaire pour ne pas mourir de faim, et où il doit conquérir par un travail opiniâtre les compléments désirés !

A Neufchâtel, la commission fonctionne très bien ; malheureusement, si les locaux sont en assez bon état, ils sont très mal distribués. Toutes les catégories sont confondues, sauf les prévenus et les condamnés hommes. Ce bâtiment, enclavé et dominé par les maisons voisines, doit être entièrement reconstruit, et sur un autre emplacement.

A Yvetot, la commission se réunit assez régulièrement. La maison d'arrêt pourrait être transformée d'autant plus aisément que le nombre des détenus est très restreint et que jadis il y avait des cellules. Ces cellules, qui ont été *doublées* par la démolition des murs de séparation, seraient sans grande dépense reconstituées.

A. R.

XI

Bon Pasteur de Villefranche et de Rodez.

La maison du Bon-Pasteur de Rodez, dite le Refuge, existe depuis une trentaine d'années environ. Elle est dirigée par les Sœurs de la Sainte-Famille, dont la maison mère est à Villefranche de Rouergue. Il y a huit religieuses chargées des différents services.

Le travail y est bien organisé.

Cette maison est moins un refuge, exclusivement ouvert aux filles repenties, qu'une maison destinée à recevoir à la fois des filles tombées et des enfants de la préservation.

Leur nombre dépasse 100, sur lesquelles la minorité a failli gravement ; d'autres avaient été compromises et placées plus ou moins dans un danger imminent ; un certain nombre ont été confiées aux religieuses plus pour éviter un mal possible que pour réparer des avaries.

Il y a sur ce nombre une trentaine de Madeleines : on appelle Madeleines celles de ces filles, coupables ou non qui, après avoir persévéré longtemps dans la vertu, et après avoir donné le bon exemple à leurs compagnes, se vouent à une pénitence plus particulière, revêtent une coiffure spéciale, et sont les modèles des autres au milieu desquelles elles vivent d'ailleurs.

Le refuge de Villefranche, dirigé par les mêmes Sœurs, est absolument semblable à celui de Rodez, quant au genre de vie et à l'esprit de famille. Peut-être y remarquerait-on un peu plus de sévérité et un peu moins d'intimité entre les Sœurs et les enfants.

A. R.

ÉTRANGER

I

Patronage des libérés dans le grand-duché de Bade pour l'année 1890⁽¹⁾.

Les soixante sociétés de district formant une Union qui s'étend sur tout le pays, ont patronné 583 personnes en 1890, au lieu de 552 en 1889. Sur ces 583 personnes, 54 avaient été déjà secourues en 1889; il y a donc eu 529 patronnés nouveaux admis en 1890. Parmi ces 583 personnes, on comptait 51 femmes, dont 9 âgées de dix-huit ans et au-dessous; 523 hommes, dont 74 âgés de dix-huit ans et au-dessous; 15 familles de détenus; 8 individus détenus préventivement. On n'a pu déterminer l'âge de 9 personnes. Il y avait 12 étrangers (6 Autrichiens, 6 Suisses).

Le patronage a donné des résultats satisfaisants pour 59 p. 100 des individus patronnés depuis plusieurs années, et pour 55 p. 100 des nouveaux admis; — et mauvais pour 20 p. 100 des anciens et 10 p. 100 des nouveaux.

D'autre part, 5 p. 100 sont devenus récidivistes.

A la fin de l'année 1890, 72 individus (10 p. 100) étaient encore sous la surveillance des sociétés de patronage. Parmi eux on comptait 26 mineurs.

En général, le nombre des femmes secourues et des mineurs patronnés a augmenté considérablement.

Au 31 décembre 1890, les sociétés de district avaient à leur disposition un fonds de réserve de 32.743 m. 47 pf. Leurs recettes sont montées à 8.338 m. 23 pf.; leurs dépenses, à 7.065 m. 61 pf.; celles en faveur des patronnés, à 3.054 m. 93 pf.

La Société de Fribourg a fait une heureuse expérience, en essayant pour la première fois de remplacer par le patronage les services de police et de sûreté publique, en ce qui concerne les détenus placés en état de libération conditionnelle ou les individus qu'une décision de justice a mis sous la surveillance de la police.

La direction centrale s'est occupée de vingt-cinq demandes de secours, qui ont pu être accueillies pour la plupart. En outre, elle a pu réaliser des progrès dans le domaine de la protection de l'enfance, et du patronage des femmes libérées dont on pouvait crain-

(1) Conf. *supr.* p. 700.

dre que le placement, à cause de leur passé vicieux, ne rencontrât les plus grands obstacles.

Quant aux jeunes libérés, on a fondé une organisation pour faciliter, d'une part, la recherche de familles où l'on pourrait placer ces jeunes gens, suivant les besoins, en apprentissage ou dans des services agricoles, et pour garantir, d'autre part, cette continuelle persistance dans le patronage dont ceux-ci ne peuvent se passer dans un moment où leurs bonnes résolutions sont mises à une épreuve aussi rude que difficile à surmonter, soit par les rigueurs du métier ou du service, soit par les mauvaises influences de leur entourage, auxquelles on ne saurait jamais les soustraire entièrement, soit par le manque d'argent ou la conscience de la pauvreté qui est leur déplorable apanage.

En ce qui concerne les femmes vicieuses on a réussi à trouver un assez grand nombre de familles habitant la campagne qui, en échange d'une rémunération ou même à titre gratuit, sont prêtes à accueillir chez elles ces femmes dépravées, afin de les habituer à l'ordre et à un travail bien réglé, et de les préparer ainsi à se placer dans des conditions normales.

Pour organiser la recherche du travail, douze associations privées à Karlsruhe, qui toutes poursuivent un but d'utilité publique, se sont réunies en une fédération, fondée dans le but d'établir et de faire fonctionner un bureau pour la recherche du travail de toute espèce.

Cette idée, née de la nécessité de combattre efficacement le manque de travail et les maux qui en résultent pour la société en général, a trouvé le meilleur accueil parmi tous les intéressés, de sorte qu'à l'aide de cotisations considérables la situation financière du nouvel établissement, qui a été ouvert le 16 février 1891 et qui doit suffire aux besoins de tout le pays, est bien assurée, et qu'on a pu réduire au chiffre le plus minime le taux de l'inscription payable soit par ceux qui cherchent des travailleurs pour leurs établissements, soit par ceux qui recherchent les occasions de travail.

Au 31 décembre 1890, la situation financière de la direction centrale s'établissait ainsi :

Fonds de réserve.....	40.610 m. 84 pf.
Recettes (y compris la contribution du Gouvernement se montant à 7.477 m. 54 pf.)....	17.811 80
Dépenses	17.339 59
Il restait en caisse.....	471 21 pf.

Une annexe contient le rapport sur l'administration de la maison correctionnelle pour les jeunes gens abandonnés et criminels âgés de quatorze à dix-sept ans, à Flébingen. C'est à la direction centrale qu'incombe la surveillance de cet établissement, qui, en 1890, a aidé au relèvement moral de 40 enfants.

FUCHS,
*Conseiller intime supérieur des finances
du grand-duché de Bade.*

II

Sociétés de patronage à Aquila et Tarente.

Deux sociétés de patronage ont été fondées cette année à Aquila et Tarente.

III

Comité d'assistance et de secours pour les familles des détenus préventivement et pour les victimes des crimes (Milan).

Il est institué pour la ville et la province de Milan un Comité d'assistance et de secours en faveur des familles des détenus préventivement, des détenus eux-mêmes et des victimes de délits d'une certaine gravité qui se trouvent dans un état de pauvreté avérée, (Conf. *Bulletin* 1882 p. 844).

Pourront être aussi secourues les familles des condamnés, à raison des conditions spéciales qui militeraient en leur faveur.

Le Comité étend en outre son action aux libérés pauvres qui se trouvent dans l'un des cas suivants :

- a) Le fait objet de l'accusation n'est pas arrivé,
- b) Le crime n'a pas été commis,
- c) Eux-mêmes n'y ont pas pris part.

Mais ne seraient pas admis à bénéficier de l'assistance et du secours du Comité, sauf des cas exceptionnels, les individus qui, quoique remplissant les conditions énoncées sous les lettres a, b, c,

seraient des récidivistes, déshonorés par des délits dus au vice et à l'oisiveté.

Toutefois leurs familles ne seraient pas privées de secours, s'il était prouvé qu'elles se conduisent honnêtement.

La règle pour déterminer la gravité des crimes se mesure à la peine prononcée par la loi, et seront préférablement assistées les victimes des crimes contre les personnes, sauf les cas de blessures légères.

Parmi les victimes des crimes, seront seules assistées celles qui n'obtiendront pas ou n'ont pu obtenir autrement la réparation du dommage causé.

Dans le cas où, dès le début, l'impossibilité d'obtenir une réparation sera évidente, le Comité ne doit pas attendre la fin du procès pour accorder un secours ; mais il devra toujours avoir terminé l'instruction sauf les cas d'urgence manifeste.

Le Comité a droit au remboursement des secours donnés aux personnes qui obtiendraient postérieurement et d'une autre façon une somme égale ou supérieure à celle obtenue du Comité.

Quant aux victimes de délits involontaires, le Comité avant d'accorder des secours devra provoquer l'intervention des sociétés ou des personnes qui sont tenues par les lois ou les conventions à la réparation du dommage.

Dans les cas exceptionnels où des récidivistes, des gens sans aveu, des vagabonds mis hors de cause, pourraient être assistés et secourus, se trouve celui où il serait prouvé qu'ils sont en état d'infirmité congénitale physique ou morale.

Le Comité a une double action : assistance morale et assistance pécuniaire.

La première s'exerce :

a) En facilitant, autant qu'il est moralement et légalement possible, la défense de l'accusé, spécialement en recherchant les preuves d'innocence et en représentant les personnes victimes des délits pour arriver à la réparation du dommage et à la liquidation de l'indemnité ;

b) En désignant et en recommandant à la charité publique et privée les personnes et les familles qui sont en situation d'être assistées et secourues par l'œuvre ;

c) En pourvoyant à la protection, à la tutelle, au placement, à l'éducation et à l'instruction des enfants des détenus, qui seraient dans un état d'abandon manifeste.

L'assistance pécuniaire s'exerce principalement :

a) En provoquant et en recueillant, directement ou par d'autres œuvres, les offrandes des particuliers, des établissements de bienfaisance, ou des dons extraordinaires ; enfin en s'efforçant d'obtenir que le produit des amendes pour contraventions aux règlements de police locale soient attribuées au Comité auquel pourraient être dévolues les sommes payées à titre de composition amiable dans les jugements ;

b) En distribuant des secours pris sur les fonds sus-indiqués, en donnant des subsides aux œuvres utiles et de bienfaisance sociale.

IV

Circulaire aux préfets sur les sociétés de patronage (1).

Le nouveau règlement sur les établissements pénitentiaires et les maisons de réforme sera publié aussitôt que possible.

Le règlement donne aux sociétés de patronage des attributions importantes et multiples, telles que :

1° D'être représentées aux conseils de surveillance institués près des établissements pénitentiaires, où sont apportées les propositions du passage des condamnés à la réclusion à des maisons de peine intermédiaires ou de révocation de cette mesure et de libération conditionnelle ;

2° De pouvoir obtenir du président du tribunal, dans des conditions déterminées, la libération des enfants arrêtés pour oisiveté ou vagabondage ou pour délits commis sans discernement ;

3° De pouvoir faire suspendre, pour les enfants, l'exécution de l'ordonnance d'internement dans un établissement d'éducation correctionnelle ;

4° De faire rendre aux parents, avant le temps fixé, les mineurs placés dans ces établissements ;

5° De faire placer ces enfants dans des familles honorables ;

6° De garder le pécule des patronnés libérés, en fournissant à leurs besoins ;

7° De faire adoucir les obligations imposées par la sûreté publique aux individus soumis à une surveillance spéciale.

(1) Ministère de l'intérieur d'Italie. — Direction générale de l'administration pénitentiaire. — 30 mai 1891.

Les sociétés de patronage ont évidemment une grande importance et le Gouvernement ne peut de son côté que désirer qu'elles soient établies dans toutes les provinces du royaume en suivant avec beaucoup d'attention celles qui fonctionnent déjà et en les aidant à marcher dans la voie du progrès constant.

Dans beaucoup de provinces elles sont déjà tentées, dans d'autres des comités promoteurs se sont formés qui travaillent avec ardeur à donner la vie à ces œuvres éminemment humanitaires ; dans d'autres les efforts de MM. les préfets sont restés inutiles.

Le Ministère, convaincu de l'absolue nécessité de faire fonctionner ces institutions dans tout le royaume, vous prie de faire tous vos efforts pour qu'une société de patronage se constitue à bref délai, de façon qu'elle puisse fonctionner dès la promulgation du nouveau règlement, car il suffit qu'au début elle ait un petit nombre de membres.

Je crois superflu de rien ajouter, sachant bien quel zèle vous apporterez à cette affaire.

Vous voudrez bien avant la fin de juin m'informer de l'état de cette question.

Pour le Ministre :

M. BELTRANI-SCALIA.

V

Œuvre des enfants abandonnés, à Rome.

On vient de publier le compte rendu matériel et moral de cette Œuvre pour la période du 26 février 1889 au 4 décembre 1890. Il y a une certaine différence avec la période du 26 mai 1888 au 26 février 1889, grâce à la gestion du commissaire royal auquel fut confiée l'Œuvre complètement tombée avec une encaisse de 259 francs et 41.080 fr. 74 de dettes. M. Bontempelli, commissaire, pour relever cette malheureuse maison, avança de ses deniers 10.000 francs et, grâce à lui et à son successeur, M. Bonocorsi, grâce aux secours donnés par le commandeur Césaire Lazzaroni, qui, depuis plusieurs années, est toujours à la tête de tout ce qui est œuvre de bienfaisance à Rome, les choses ont radicalement changé. Non seulement on a pu balancer les recettes et les dépenses, mais on a pu améliorer et étendre l'Œuvre et payer une bonne partie des dettes laissées par l'ancienne administration.

En 1890, l'administration s'est organisée de façon à donner des gages sérieux de sa solidité, comme le prouvent les chiffres suivants :

Recettes (sur lesquelles il y a environ 14.000 fr. de recettes extraordinaires) :

	fr. c.
Produits de l'Œuvre.....	15.370 78
Cotisations des sociétaires.....	4.111 75
Produits du travail des enfants.....	3.236 20
Secours.....	1.990 »
Dons.....	1.525 75
	26.234 48

tandis que les dépenses ordinaires, pour l'entretien de l'Œuvre, ne se montent qu'à 24.500 fr. 85.

VI

Société de patronage des détenus et des libérés de Brescia.

Ce compte rendu quinquennal embrasse la période de 1886-1890 et permet de constater la solidité de cette excellente association en montrant que son capital va toujours en augmentant. Il se compose de rente italienne 5 p. 100, de livrets de caisse d'épargne et d'argent en caisse ; et tandis qu'il s'élevait à 25.657 fr. 53 c. en 1886, il était de 33.228 fr. 85 en 1890, grâce à une augmentation graduelle et continue. On comprend ainsi comment, en dehors des contributions des sociétaires et des secours, cette œuvre prudente a par les intérêts de son capital des recettes plus considérables que ses dépenses ainsi que le prouvent les chiffres suivants :

	1886.	1887.	1888.	1889.	1890.
Intérêts des capitaux f.	1313.14	1380.00	1488.90	1632.15	1707.36
Secours aux prisonniers.	510.65	568.27	452.42	546.65	707.34
Autres dépenses y compris le traitement des agents de l'association.	583.28	630.01	635.79	816.03	739.09
Totaux :	1093.95	1198.28	1088.21	1362.68	1446.43

L'objectif de la Société est d'augmenter son capital pour pouvoir fonder un atelier. Eh bien, nous ne pouvons applaudir à cette idée qui substituerait à la prison fermée, mystérieuse, une sorte de prison-carcan où ceux qui auraient failli seraient mis en montre. A notre avis, les associations de patronage devraient s'efforcer d'entraîner dans leur orbite les grands industriels, les commerçants, tous ceux qui ont besoin de beaucoup de bras, et éparpiller leurs protégés, d'une façon simple, modeste, discrète, dans les divers ateliers, toujours prêts à indemniser des pertes ou à accorder pour quelque temps un supplément de salaire aux travailleurs peu expérimentés à qui ils viennent en aide. Au contraire, l'asile atelier ne fait pas rentrer dans la société le coupable qui en avait été écarté de par la loi; il fait ombrage aux industries locales, il provoque la jalousie et il entraîne la charité publique dans une voie où elle n'entre qu'à contre-cœur; il disperse l'argent en loyers, en salaires et en acquisitions de matières premières, en objets invendus et invendables; il fait naître des soupçons, des défiances et il engloutit malheureusement un capital péniblement recueilli, brisant des énergies perdues pour la charité publique à laquelle elles auraient pu largement venir en aide.

E. P.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Décret (inspecteurs généraux). — 2° Aliénés criminels. — 3° Le rôle du médecin dans la prison. — 4° La Guyane centrale et la colonisation pénale. — 5° *Nécrologie* : M. Émile Tauffer. — 6° *Bibliographie* : A. Crimes contre les criminels ; B. Criminallité à Genève ; C. Déchéance paternelle ; D. Colonisation pénale en Algérie (fin) ; E. Publications étrangères : 1° Revue du droit pénal hollandais ; 2° Travaux des jurisconsultes hongrois 7° Informations diverses : *Commission du casier et de la réhabilitation.* — *Casier et réhabilitation.* — *Conseil supérieur des prisons.* — *Commission pénitentiaire coloniale.* — *Trois questionnaires à nos collègues étrangers : pécule, écoles de gardiens, poursuites contre enfants.* — *Dépôt de mendicité de Blois.* — *Maison de Nanterre.* — *Ben Chicao.* — *Service médical des transportés.* — *Guyane (arbitrage du Tsar) Transsibérien.* — *Cadillac.* — *Libération et condamnation conditionnelles en Belgique.* — *Revue étrangère : Condamnations conditionnelles, jeunes détenus en Grèce, etc.*

I

Décret réglant l'organisation de l'inspection générale.

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — L'inspection générale des services administratifs dépendant du ministère de l'intérieur comprend deux sections : la section des établissements pénitentiaires et la section des établissements de bienfaisance.

ART. 2. — Les inspecteurs généraux des services administratifs relèvent directement du cabinet du Ministre.

ART. 3. — Ils ont deux sortes d'attributions, dont les unes s'accomplissent pendant la durée de leurs tournées d'inspection et les autres en conseil.

TITRE II

DES ATTRIBUTIONS DES INSPECTEURS GÉNÉRAUX EN TOURNÉE D'INSPECTION

ART. 4. — Les inspecteurs généraux inspectent :

1° D'une part : toutes les maisons d'arrêt, de justice et de correction, les maisons centrales de force et de correction soumises à

la régie et à l'entreprise, les pénitenciers agricoles, le service des transfèrements, les établissements publics ou privés affectés aux jeunes détenus des deux sexes, les œuvres et institutions pour le patronage des libérés et, d'une manière générale, tous les établissements relevant de l'administration pénitentiaire.

Une dame inspectrice est particulièrement chargée d'inspecter les maisons pénitentiaires destinées aux jeunes filles détenues. Elle peut être envoyée en mission dans tous les autres établissements ou institutions affectés aux femmes ou aux jeunes filles et soumis au contrôle de l'inspection générale.

2° D'autre part : les établissements généraux de bienfaisance, les hôpitaux, les hospices, les asiles d'aliénés publics ou privés, les bureaux de bienfaisance, les monts-de-piété, les dépôts de mendicité, les maisons de refuge, les orphelinats, les sociétés de charité maternelle, les crèches, les institutions de bienfaisance reconnues d'utilité publique, les œuvres privées qui reçoivent des subventions de l'État, le service des enfants assistés, celui de la protection des enfants du premier âge et celui de la médecine gratuite en faveur des habitants des campagnes, les quartiers affectés aux militaires dans les hôpitaux civils.

ART. 5. — L'attribution des tournées est faite par le Ministre dans les premiers jours de l'année.

ART. 6. — Des missions spéciales ou extraordinaires sont confiées par le Ministre aux inspecteurs généraux auxquels peuvent être adjointes les personnes dont le concours paraîtrait nécessaire pour l'examen de certaines questions exigeant des connaissances techniques.

Les inspecteurs généraux peuvent être chargés d'étudier des questions générales ou spéciales se rattachant aux divers services du ministère.

Ils peuvent également être appelés à remplir des missions à l'étranger.

ART. 7. — Les inspecteurs généraux en tournée ou en mission examinent la marche des services et l'exécution des lois, règlements et instructions ministérielles.

Ils n'ont pas qualité pour donner des ordres ou prescrire des mesures, sauf en cas d'instructions formelles ou en cas d'urgence et à charge d'en référer aussitôt.

ART. 8. — Chaque établissement, ainsi que chaque département, fera l'objet d'un rapport spécial.

ART. 9. — Ces rapports seront adressés au cabinet du Ministre, où ils seront, après enregistrement, dépouillés et analysés.

ART. 10. — Chaque inspecteur général devra consigner, dans un rapport d'ensemble, les observations d'ordre général que sa tournée lui aura suggérées.

Ces rapports sont adressés au Ministre.

ART. 11. — Les établissements de l'Algérie feront annuellement l'objet d'une mission spéciale qui, en principe, sera, successivement et à tour de rôle, confiée à chacun des inspecteurs généraux.

ART. 12. — Les inspecteurs généraux reçoivent avant leur départ les instructions du Ministre.

TITRE III

DES ATTRIBUTIONS DES INSPECTEURS GÉNÉRAUX DANS L'INTERVALLE DE LEURS TOURNÉES

ART. 13. — Les inspecteurs généraux, dans chaque section, s'assemblent en conseil, sous la présidence de l'un d'eux, désigné par ses collègues.

Le président fait les convocations, dirige les délibérations et signe les procès-verbaux. Il n'a pas voix prépondérante et son titre ne lui confère aucune autorité spéciale.

ART. 14. — Le conseil des inspecteurs généraux (section pénitentiaire) donne son avis : sur les budgets spéciaux des maisons centrales et établissements assimilés ; sur la création et la transformation d'établissements pénitentiaires, sur les projets de construction et d'appropriation de ces établissements, sur la rédaction des cahiers des charges des entreprises générales, sur les adjudications et, suivant leur importance, sur les projets de marchés de gré à gré, sur les règlements relatifs à l'organisation des travaux industriels, à la discipline et à la police intérieure, sur l'organisation et les statuts des sociétés de patronage ainsi que sur les subventions à leur accorder, sur les dispositions réglementaires touchant l'organisation et le recrutement du personnel des établissements pénitentiaires.

Il dresse un tableau d'aptitude aux divers emplois, d'après les notes fournies sur le personnel par les inspecteurs généraux en tournée. Il classe, en outre, d'après les dossiers d'examen, les candidats aux fonctions de gardien commis-greffier et de gardien-chef.

ART. 15. — Le conseil des inspecteurs généraux (section des établissements de bienfaisance) donne son avis : sur la confection ou la revision des règlements des établissements généraux de bienfaisance, sur les règlements intérieurs des asiles publics d'aliénés, sur la création ou la transformation des dépôts de mendicité et sur les règlements de ces établissements, sur la création des monts-de-piété et les règlements de ces établissements, sur les travaux à exécuter dans les asiles publics d'aliénés, lorsque ces travaux engagent des questions de système ou de régime intérieur, sur les travaux de construction des hospices et hôpitaux.

ART. 16. — Les deux sections peuvent se réunir sur la convocation de leurs présidents respectifs pour les affaires intéressant les deux services.

TITRE IV

PERSONNEL DE L'INSPECTION GÉNÉRALE. — RECRUTEMENT.

TRAITEMENT

ART. 17. — Le personnel de l'inspection générale se compose des inspecteurs généraux désignés sous le titre générique d'inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'intérieur, d'une dame inspectrice générale et de deux secrétaires, un pour chaque section, choisis parmi les rédacteurs de l'administration centrale.

ART. 18. — Les inspecteurs généraux sont nommés par décret, sur la proposition du Ministre.

Leur nombre est fixé à treize (huit pour la section de l'administration pénitentiaire, cinq pour la section de l'assistance et de l'hygiène publiques) et une inspectrice générale.

Ils sont choisis, d'une part, parmi les chefs de bureau du ministère et les directeurs de 1^{re} classe des établissements nationaux de bienfaisance et des maisons centrales ou établissements assimilés; d'autre part, parmi les personnes que leurs fonctions antérieures ou leur compétence paraissent spécialement désigner.

ART. 19. — Les inspecteurs généraux sont divisés en cinq classes, dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

- 1^{re} classe, 10.000 fr.
- 2^e classe, 9.000 fr.
- 3^e classe, 8.000 fr.
- 4^e classe, 7.000 fr.
- 5^e classe, 6.000 fr.

ART. 20. — Le traitement de l'inspectrice générale est fixé à 5.000 fr.

ART. 21. — L'architecte inspecteur général des bâtiments pénitentiaires, un architecte pour chacune des deux sections et deux dames appelées à seconder l'inspectrice titulaire peuvent être adjoints à l'inspection générale.

Ces personnes sont nommées par arrêté ministériel et considérées comme étant chargées de missions spéciales; elles reçoivent des indemnités fixes, prélevées sur le chapitre : « Inspections générales administratives ».

ART. 22. — Les secrétaires reçoivent une indemnité annuelle de 1.000 fr. imputable sur le chapitre : « Inspections générales administratives ».

ART. 23. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Fait à Paris, le 15 juin 1891.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'intérieur,
CONSTANS.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 15 juin 1881, réglant l'organisation et les attributions du corps des inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'intérieur;

Sur la proposition du Ministre de l'intérieur,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Sont confirmés dans leurs fonctions comme

inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'intérieur :

MM. Grollier.	MM. Granier.
Jeanson.	Regnard.
Acollas.	Lefort.
Fournier.	Napias.
Puibaraud.	Boursaus.
Pellat.	Drouineau.
Pluchart.	M ^{me} Dupuy.

ART. 2. — Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 juin 1891.

CARNOT.

Par le Président de la République :
Le Ministre de l'intérieur,
CONSTANS.

II

Aliénés criminels.

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique a été, en sa session de juin, sollicité de donner son avis sur la proposition de loi concernant la revision de la loi de 1838, déposée par M. J. Reinach sur le bureau de la Chambre (*supr.* p. 156). La disposition principale de cette proposition consiste à n'autoriser le maintien de l'aliéné admis dans un asile que sur une décision du tribunal prise après les réquisitions écrites du procureur de la République.

Cette intervention de la magistrature, repoussée, non seulement par les médecins mais encore par la magistrature elle-même (*Bulletin*, 1889, p. 913), n'a pas été consacrée par le Conseil supérieur, conformément aux conclusions de son rapporteur, M. le Dr Bourneville.

En ce qui concerne les aliénés dits criminels et les criminels devenus aliénés, nous rappellerons d'abord que le projet voté en 1887 (*Bulletin*, p. 351) par le Sénat prescrivait l'obligation pour l'État de faire construire ou approprier des asiles spéciaux où seraient conduits et retenus, en vertu d'une décision du Ministre

de l'intérieur, les aliénés mis à la disposition de l'autorité administrative, c'est-à-dire : 1° tout inculpé qui, par suite de son état mental, a été considéré comme irresponsable et a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêté de non-lieu ; 2° tout prévenu poursuivi en police correctionnelle et acquitté comme irresponsable à raison de son état mental ; 3° tout accusé ou prévenu poursuivi en cour d'assises ou en conseil de guerre qui a été l'objet d'un verdict de non-culpabilité, s'il résulte des débats qu'il ait été irresponsable à cause de son état mental. — Ce sont ces aliénés qu'on qualifie d'aliénés criminels, appellation regrettable puisque ces aliénés n'ont été l'objet d'aucune condamnation.

D'autre part, M. Monod avait fait observer que les criminels devenus aliénés se subdivisaient en deux catégories : 1° les criminels devenus aliénés en cours de peine ; 2° les criminels devenus aliénés à l'expiration de leur peine, et il demandait que l'on construisît des asiles différents pour chacune de ces deux catégories et distincts aussi de ceux affectés aux aliénés criminels (1).

M. le Dr Bourneville a répondu que la création d'asiles pour les criminels devenus aliénés était inutile.

Il suffira de les maintenir dans des quartiers d'aliénés annexés aux prisons s'ils sont dangereux, ou de les transférer dans l'asile départemental s'ils sont inoffensifs. C'est pour consacrer cette manière de voir que le Conseil a voté un paragraphe ainsi conçu : « Tout aliéné traité dans les quartiers annexés aux établissements pénitentiaires peut être transféré dans l'asile de son département, en vertu d'une décision du Ministre de l'intérieur, sur la proposition motivée du médecin traitant et après avis du Comité supérieur. »

Quant à la construction d'asiles spéciaux aux aliénés criminels demandée par le Sénat, la Chambre l'avait repoussée et le Conseil supérieur a maintenu ce rejet. Le vote du Conseil avait été déterminé par le Dr Magnan qui avait fait observer que les aliénés criminels sont avant tout des malades ayant droit aux mêmes soins que les aliénés ordinaires. Dans leur intérêt, loin de les réunir, il faut au contraire les disséminer dans plusieurs asiles et dans des quartiers spéciaux. — M. Bourneville a ajouté que les aliénés criminels c'est-à-dire les individus reconnus aliénés, soit avant, soit pendant l'instruction, soit au moment du jugement, sont

(1) Conf. sup., p. 813, l'opinion de notre collègue M. Proust sur les asiles belges. Voir *Bulletin*, 1887, p. 481 pour Genève ; 1888 p. 302, 485, 763, 810, 978 pour la Grèce, les États-Unis, l'Espagne, l'Italie, le Portugal ; 1889 p. 151 pour l'Italie ; et la table décennale de 1887, p. 12.

des malades et qu'il n'y a aucune raison de les envoyer au milieu des criminels devenus aliénés, pas plus qu'on ne doit envoyer des vieillards honnêtes dans des dépôts de mendicité. La place des aliénés criminels est donc dans les asiles ordinaires où ils peuvent être placés dans des quartiers cellulaires convenablement organisés au point de vue d'une surveillance rigoureuse.

Enfin en ce qui touche la sortie des aliénés criminels, le Conseil supérieur a accepté, conformément au vote du Sénat que le tribunal statuerait en chambre du conseil sur le vu de trois pièces: 1° la demande de sortie, 2° la déclaration motivée du médecin traitant, 3° l'avis motivé du médecin inspecteur.

Mais le Conseil supérieur a rejeté la disposition ainsi formulée: « Si la sortie n'est pas accordée, le tribunal en chambre du conseil peut décider qu'il ne sera procédé à aucun nouvel examen qu'à l'expiration d'un sursis qui ne peut dépasser une année. »

M. Bourneville a fait observer avec raison que ce texte mettait en quelque sorte un obstacle absolu à la sortie d'un malade dont la situation, peu après la première expertise, venait à être améliorée au point de ne plus offrir de danger et de justifier la sortie.

Ci-dessous le texte complet de la Section III, tel qu'il a été adopté par le Conseil supérieur.

SECTION III

Des condamnés reconnus aliénés ; des aliénés dits criminels ; des inculpés présumés aliénés et soumis à une expertise médico-légale.

ART. 34. — Les individus de l'un et de l'autre sexe, condamnés à des peines afflictives et infamantes ou à des peines correctionnelles de plus d'une année d'emprisonnement, qui sont reconnus épileptiques ou aliénés pendant qu'ils subissent leur peine, et dont l'état d'aliénation a été constaté par un certificat du médecin de l'établissement pénitentiaire, peuvent être conduits dans des quartiers spéciaux d'aliénés annexés à des établissements pénitenciers, et y sont retenus jusqu'à leur guérison ou jusqu'à l'expiration de leur peine.

Tout aliéné traité dans l'un de ces quartiers peut être transféré dans l'asile de son département, en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur, rendue sur la proposition motivée du médecin traitant et après avis du comité supérieur.

ART. 35. — Est mis à la disposition de l'autorité administrative pour être placé dans un établissement d'aliénés, dans le cas où son état mental compromettrait la sécurité, la décence ou la tranquillité publiques ou sa propre sûreté, et après de nouvelles vérifications, si elles sont jugées nécessaires :

1° Tout inculpé qui, par suite de son état mental, a été considéré comme irresponsable et a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêté de non-lieu ;

2° Tout prévenu poursuivi en police correctionnelle, qui a été acquitté comme irresponsable et à raison de son état mental ;

3° Tout accusé ou prévenu, poursuivi en cour d'assises ou en conseil de guerre, qui a été l'objet d'un verdict de non culpabilité, s'il résulte des débats qu'il était irresponsable à raison de son état mental.

Dans ces cas, l'ordonnance, le jugement ou l'arrêt qui prononce le non-lieu ou l'acquiescement et, en cas de verdict de non-culpabilité, la cour d'assises, par un arrêt spécial, renvoie l'inculpé, le prévenu ou l'accusé devant le tribunal, en chambre du conseil, qui statue comme il est dit au paragraphe 2 de l'article 18.

ART. 36. — Lorsque la sortie d'un des aliénés internés en vertu des articles 34 et 35 est demandée, le médecin traitant doit déclarer si l'interné est ou non guéri et, en cas de guérison, s'il est ou non légitimement suspect de rechute.

La demande et la déclaration susdites sont déférées de droit au tribunal, qui statue en chambre du conseil, conformément à l'article 45 ci-après.

La sortie accordée est révocable et peut n'être que conditionnelle. Elle est alors soumise à des mesures de surveillance réglées par la chambre du conseil, d'après les circonstances de chaque cas particulier. Si ces conditions ne sont pas remplies ou s'il se produit des menaces de rechute, la réintégration immédiate à l'asile doit être effectuée conformément aux dispositions prescrites par les articles 14 et 27 de la présente loi.

ART. 37. — Lorsqu'un inculpé est présumé aliéné, l'expertise prescrite en vue de déterminer son état mental peut, sur la demande des experts, avoir lieu dans un établissement public d'aliénés ou dans un établissement privé faisant fonction d'établissement public.

L'admission de la personne présumée aliénée a lieu en vertu d'un arrêté du préfet, pris sur les conclusions de l'autorité judiciaire.

Si l'expertise a lieu dans un établissement d'aliénés, la personne présumée aliénée peut être réintégrée en prison, par ordre du préfet, aussitôt que le chef responsable en fait la demande motivée au préfet.

III

Le rôle du Médecin dans la Prison.

M. E. Laurent examine dans un article de la *Revue Rose*, du 20 juin, le rôle que devrait jouer le médecin dans la prison.

Après avoir déclaré, ce qui n'est pas une grosse nouveauté pour le lecteur du *Bulletin de la Société des prisons*, que la science pénitentiaire de nos jours ne vise pas seulement à la répression des crimes et des délits et qu'elle doit avoir pour objectif l'éducation, le relèvement et la moralisation du condamné, il passe en revue les personnes qui doivent travailler à ce redressement moral du coupable et il examine à ce point de vue ce que peuvent faire le directeur de la prison, l'aumônier, le magistrat et enfin le médecin.

Le directeur de la prison, suivant M. Laurent, n'a rien de ce qu'il faut pour cette grande mission régénératrice. Bureaucrate arrivé lentement, en suivant les degrés de la hiérarchie administrative, il a été d'abord greffier, puis économe, puis inspecteur, avant d'être promu directeur. Il s'entend très bien à la direction matérielle des prisons, mais, bureaucrate étroit et mesquin, il ne peut jouer le rôle d'un moralisateur, ce rôle *il ne le comprend pas, la routine a fait sur son cerveau des plis que rien ne peut effacer.*

Je ne suis pas médecin, et ne saurais dire si la routine peut faire contracter au cerveau des plis ineffaçables, mais le peu que j'ai vu des prisons et des directeurs m'en a laissé une tout autre idée. J'ai vu des directeurs qui, ayant passé par la filière administrative, ont très bien compris que leur rôle d'administrateur n'était pas tout leur devoir et qui s'occupent sérieusement de moraliser leurs administrés, qui les voient souvent, les encouragent et leur promettent de s'occuper d'eux après leur peine, s'ils veulent de leur côté faire quelques efforts pour rentrer dans la bonne voie.

Tous ceux qui s'occupent de patronage des libérés savent combien de fois des directeurs de prisons font appel à leur concours pour replacer les libérés, et de quelle sollicitude ils entourent le criminel repentant.

Qu'on me dise que tous les directeurs de prisons ne font pas suffisamment à cet égard, que, par exemple, il peut y avoir quelques exceptions dans de petites prisons dirigées par de simples gardiens-chefs, je l'admettrai ; que l'administration pénitentiaire ait quelque chose à faire de ce côté pour améliorer certains choix, ou donner des instructions plus précises, soit : mais de là à une excommunication en masse de tous les directeurs de prison, et à une déclaration formelle de leur incapacité comme éducateurs et moralisateurs pénitentiaires, il y a loin et je proteste énergiquement (Conf. *Bulletin* 1886, p. 663).

Après les directeurs, les aumôniers :

« Les croyances, dit M. Laurent, s'en vont. Autrefois le prêtre pouvait sauver le criminel par la menace d'un enfer terrifiant ou l'espérance d'un paradis. Aujourd'hui la *superstition* (*sic*) n'existe plus même parmi le peuple, le criminel ne croit plus en Dieu ni à la vie future. Le prêtre reste sans prise sur lui de ce côté. »

M. Laurent est-il bien sûr que la *superstition* d'une vie future soit si généralement abandonnée, et que de ce côté le prêtre n'ait plus de prise sur le criminel ? J'ai eu l'occasion de voir beaucoup d'aumôniers catholiques ou protestants. Je ne les ai pas trouvés si convaincus de l'inutilité de leurs efforts et de la disparition de la *superstition* de la vie future chez les condamnés.

Mais je veux faire une concession énorme à M. Laurent. En admettant la disparition de cette *superstition* des religions, est-ce que les aumôniers des prisons, tous d'esprit très libéral et très large, ne sont pas tout indiqués pour faire entendre au condamné les idées de pure morale, que ne réprouvera peut-être pas M. Laurent ? Est-ce que leur caractère ne prédispose pas le criminel à écouter leurs conseils, plutôt que ceux de tout autre ? Croit-on vraiment que c'est en prison qu'on trouvera des aumôniers fanatiques de prosélytisme, cherchant à abuser de la situation du prisonnier pour faire des conversions. Il y a longtemps que les ministres du culte, s'ils y ont jamais songé, ont renoncé à cette idée. Ce n'est ni le temps, ni le milieu favorable pour des conversions, qui ne seraient qu'hypocrites et dont ils ne veulent pas. Ils sont et

restent des moralistes, religieux, je le veux bien, mais, si peu, que l'intolérance antireligieuse la plus prononcée trouve rarement à y redire.

Ajoutons, cependant, pour rendre toute justice à M. Laurent, qu'il conclut sur ce point en disant qu'on a eu tort de les chasser des prisons et que si, seuls ils ne peuvent rien, ils ne sont point des auxiliaires à dédaigner.

Quel sera donc le moralisateur idéal ? Est-ce le magistrat ?

Non, dit M. Laurent, car, pour les condamnés, le magistrat est celui qui frappe ; aussi il ne serait écouté qu'avec défiance et puis... il n'a point de goût pour les études d'anthropologie criminelle. (Parions que M. Laurent est médecin anthropologiste !) L'esprit des magistrats, faussé par les subtilités du Code, aime à *ergoter* sur les questions les plus *oiseuses* de la procédure civile (pourquoi civile ?) et s'ouvre peu aux doctrines déduites des *faits*. Ils laissent aux médecins ces sortes d'études.

Le directeur de prison, l'aumônier et le magistrat ainsi exécutés, nous arrivons au médecin.

« C'est au médecin, dit M. Laurent, qu'il *appartient* d'entrer dans la prison pour y entreprendre la moralisation et l'amendement des criminels et c'est lui qui forcément y entrera. Cela pour plusieurs raisons. »

D'abord, continue-t-il, si, avec certaines théories peut-être exagérées, le criminel est un homme anormal, s'il faut tenir un compte sérieux de l'atavisme, de l'hérédité, si c'est un malade, un aliéné, c'est au médecin qu'il appartient. Lui seul a qualité pour déterminer les degrés d'oblitération malade du sens moral et pour prescrire ce qu'il y a lieu de faire.

Il faudrait, pour cela, des médecins spéciaux, mais l'anthropologie criminelle fait tous les jours des progrès et dans quelques années il y aura toute une armée de médecins criminologistes prête au rôle de médecins des prisons comme le comprend M. Laurent.

« Le directeur de la prison resterait toujours le directeur administratif, il conserverait toujours son uniforme. A lui appartient le droit de réprimer et de punir. Au médecin incomberait le *devoir* de consoler, de prêcher l'oubli des offenses passées, de parler de *rédemption*. Il serait *simplement* (!) le directeur spirituel de la prison. »

C'est-à-dire que le médecin deviendrait l'aumônier laïque de la prison.

Je ne vois pour ma part aucun inconvénient à ce qu'un médecin joigne ses efforts à ceux des aumôniers et des directeurs pour moraliser les détenus, mais est-ce bien son rôle, alors que d'autres le remplissent déjà ? Et, pour en exclure les aumôniers et les directeurs, ne faudrait-il pas d'abord établir qu'ils ont failli à cette mission ? Suivant moi, tout au moins, c'est une preuve encore à faire.

M. Laurent termine en demandant la division des détenus en *ruraux et urbains*, afin d'éviter aux ruraux le contact démoralisateur des urbains ; la division en valides et malades ou impropres au travail ; la cellule pour le condamné à sa première faute, ou du moins, son isolement d'avec les récidivistes ; enfin un quartier spécial pour les criminels passionnels.

Mais tout cela, nous l'avons ! ou du moins en partie, et les efforts des criminalistes ne tendent qu'à l'améliorer. Nous avons dans les prisons (M. Laurent le sait-il ?) des sélections par quartiers, faites, et assez bien, par ces malheureux directeurs qu'il malmène si fort. On ne met jamais ensemble les condamnés primaires et les récidivistes, les enfants et les adultes. On a des quartiers d'amendement, et, quand les conseils généraux le voudront bien, nous aurons partout la prison cellulaire pour tous les prévenus et pour tous les condamnés à moins d'un an.

Quant aux malades, soit du corps, soit du cerveau, on tient grand compte de l'avis du médecin pour savoir quel régime doit leur être appliqué.

Là est le vrai rôle du médecin et la routine n'a pas mis encore *tant de plis au cerveau* des administrateurs, les criminalistes et les juristes n'ont point encore *l'esprit si faussé par les subtilités du Code* qu'ils ne sachent rendre justice au médecin et lui faire dans la prison la place qui lui convient ; mais, éliminer tous les autres pour lui laisser toute la place, c'est, croyons-nous, aller trop loin et j'ai peine à imaginer qu'on suive M. Laurent dans la radicale réforme qu'il demande.

G. BOGÉLOT.

IV

La Guyane centrale et la colonisation pénale.

Au retour d'une troisième exploration, plus vaste, plus féconde

encore en résultats pratiques que les deux précédentes (1), M. Henri Coudreau a fait, le 15 juin, à la Société de géographie une description trop rapide, encore incomplète de la Guyane centrale, du pays des grandes tribus de Peaux-Rouges, de ce pays de l'or.

De son voyage il rapporte des notions exactes sur le centre de cet immense territoire d'environ 150.000 kilomètres carrés dont la partie montagneuse était presque complètement inconnue. Grâce à lui, les hauts plateaux au nord des Tumuc-Humac, les Tumuc-Humac elles-mêmes, l'Oyapock et ses hauts affluents, le haut Yary et ses deux grands affluents de Koué et de Mapaony, l'Itany et l'Awa(2), l'Inini et la traversée de la Guyane centrale jusqu'à Inipi et Approuague, l'Approuague, ont maintenant une carte dressée à une échelle plus grande que la carte d'état-major de France.

Grâce à lui, qui a vécu pendant tant d'années au milieu d'elles, qui a parcouru plus de 40 de leurs villages, on connaît à présent l'état économique des populations indiennes, misérables mais hospitalières, les productions du sol, la possibilité de les exploiter, en même temps que la richesse en or alluvionnaire des criques traversées ou des petits affluents des grandes rivières parcourues.

En somme tous ces territoires du centre de la Guyane se ressemblent ; beaucoup de marécages, mais des régions hautes au sol plantureux et sain, ayant un monopole naturel pour divers produits précieux : cacao, caoutchouc, café et autres qui font aujourd'hui la fortune de l'Amazonie et de la Côte-Ferme. Il est vrai que la contrée sera difficilement exploitable tant que la population ne sera pas plus nombreuse.

Un groupe de quelques milliers d'indigènes est bien peu ; toutefois, « dans un pays vide, ce n'est point là une quantité négligeable, d'autant plus que ces Indiens sont parfaitement disposés, dit M. Coudreau, à se transporter à de grandes distances pour y travailler au compte des blancs. Et mille Indiens travaillant une saison représenteraient entre nos mains un million par an de produits agricoles, dans une colonie dont toute l'agriculture ne vaut pas aujourd'hui 300. 000 fr. par an. J'ai pressenti, à ce sujet, les Roucouyennes et leurs voisins (il est toujours bon de poser des ja-

(1) Lire dans le *Bulletin* de 1887, p. 860, de 1888, p. 773 et de 1889, p. 769, le tableau qu'il fait du pays et de son avenir, ainsi que des errements suivis jusqu'à ce jour par l'administration.

(2) Pour la délimitation de l'Awa, voir *infra* l'arbitrage du Tsar. Sur la colonisation de cette région voir *Bulletin*, 1889, p. 410.

lons pour l'avenir) : eh bien, je suis sûr de mes hommes. Et pour les défrichements, les canotages, les constructions sommaires à la mode du pays, la chasse, la pêche, il n'ont pas leurs pareils. Et il n'est pas de main-d'œuvre moins dispendieuse. »

Et il termine par ces paroles qui ont fait vibrer toute l'assemblée : « Il y a trop d'or dans notre Haute-Guyane, les indigènes de notre Far-West représentent, dans l'espèce, une force industrielle trop considérable, pour que nous nous désintéressions indéfiniment de ces territoires et de ces populations. C'est là la colonisation par excellence, la colonisation industrielle, la colonisation lucrative, la colonisation où l'on fait fortune.

Ce n'est pas ici le lieu d'établir les plans et devis d'une grande compagnie à charte ; cependant je ne saurais me dispenser de dire que, nulle part mieux qu'en Haute-Guyane, une de ces compagnies privilégiées n'aurait de chances de réussite. »

Dans cette légère esquisse, la question de l'emploi de la main-d'œuvre pénale, la seule qui nous intéresse spécialement, avait été laissée de côté. Nous avons pris la liberté de lui écrire à ce sujet et il a bien voulu, malgré ses fatigues, nous répondre immédiatement :

Monsieur le Secrétaire général,

Les questions sur lesquelles vous me faites l'honneur de me consulter demanderaient de longues pages pour être traitées avec fruit.

Je ne puis vous donner là-dessus que mon sentiment, mes impressions.

Eh bien, oui ! je crois que forçats (blancs ou autres) et relégués, peuvent être employés aux défrichements, aux travaux préparatoires à la colonisation et même à la recherche de l'or. Ils représentent, pour ces divers travaux, une force utilisable qu'il ne faut pas absolument dédaigner.

Mais... il faudrait se départir de la philanthropie peut-être un peu excessive que nos administrations pénitentiaires montrent à leur endroit.

Mais... il faudra ne pas s'effrayer d'une mortalité qui sera évidemment plus forte que celle d'aujourd'hui.

Enfin... il faut d'avance se bien persuader que cette main-d'œuvre, de si mauvaise qualité, mais utilisable, ne donnera que d'assez médiocres résultats.

Toutefois, si médiocre que soit cette main-d'œuvre, si médiocres que soient les résultats auxquels il faut s'attendre, on pourrait toujours tirer quelque chose de cette force aujourd'hui si peu utilisée.

Mais...il faudrait se résoudre à faire un peu moins d'humanitarisme et surtout il faudrait être plus pratique (1).

Je ne vous donne, Monsieur, que des sentiments généraux, je n'ai compétence ni loisir pour vous fournir des articles un peu détaillés là-dessus.

Veuillez agréer, etc.,

Henri COUDREAU.

V

Nécrologie.

M. ÉMILE TAUFFER

Notre excellent collègue, M. Émile Tauffer, vient de mourir à Zenica (Bosnie) où, quelques années après l'occupation austro-hongroise, il était allé organiser et où il dirigeait le grand pénitencier central. C'était un laborieux ! Administrateur de premier ordre, écrivain, moraliste, la science pénitentiaire n'avait pas de secrets pour lui et sa plume facile nous a donné d'admirables travaux. Tout entier à sa tâche, il ne connaissait pour tout repos que la lecture des ouvrages pénitentiaires, au premier rang desquels il mettait notre *Bulletin*. Partisan déterminé du système irlandais, il l'avait organisé à Lepoglava avec un tel bonheur, le travail jusque-là improductif avait rapporté sous son impulsion de telles sommes que le Ministre des provinces occupées ne crut pas pouvoir faire mieux que de lui confier la construction et l'organisation du nouveau pénitencier à créer au centre de la Bosnie, près de Serajevo (*Bulletin*, 1887, p. 873.)

Je me rappelle avec émotion la joie avec laquelle il m'accueillit au fond de sa vallée de Lepoglava et me fit parcourir les différents stades du système progressif organisés par lui dans le pénitencier (*Bulletin* 1886, p. 7.) Il m'eût converti au régime irlandais si ma foi dans le régime cellulaire était ébranlable !

M. Dubois, dans un magistral compte rendu, nous a fait connaître en 1888 les efforts faits et la réglementation rédigée par lui à Zenica (pages 152 à 160). M. Tauffer allait lui-même nous rendre compte des résultats obtenus, lorsque la mort nous l'a enlevé !

A. R.

(1) Je ne citerai aujourd'hui que ce chemin de fer dont l'Administration vient de faire accepter le principe et qui doit aller de Saint-Laurent du Maroni à la tête du fleuve Mana et aux Tumuc-Humac. Aux Tumuc-Humac, vous entendez bien cela relie rien à rien, à travers l'impossible. Le matériel est acheté, les travaux sont commencés... sur 2 ou 3 kilomètres. Mais j'aime mieux passer...

Si on veut établir des rails, au lieu de partir à la conquête d'un royaume dans le haut Maroni, que ne relie-t-on simplement le peu qui existe : Saint-Laurent, Mana, Sinnamary, Kourou, Cayenne, pour remonter ensuite sur Roura, Approuague, Oyapock ?

VI

Bibliographie.

A. — *Crimes contre les criminels.*

Sous ce titre, M. Robert Jugeroll a publié une étude colorée et vibrante qui aborde en quelques aperçus rapides, les graves problèmes de la criminalité humaine et de la réformation des condamnés.

Rappelant que la peine de mort, même aggravée des tortures les plus cruelles, n'a jamais pu constituer un exemple suffisant pour prévenir le retour d'attentats contre la société et les individus; que le criminel livré au supplice devenait un objet de pitié et le bourreau un objet d'horreur, que la société sortait dégradée de l'épreuve, l'auteur constate que lorsque la législation pénale s'est humanisée, que l'on a commencé, tout en prenant les mesures de défense sociale, à considérer le coupable comme un égaré qu'il faut amender, un malade qu'il faut guérir, la moyenne des crimes et délits a diminué.

Il n'y a pas d'effet sans cause, fait observer M. Jugeroll. Comment un homme est-il devenu criminel? Il faut remonter à la cause première: aux influences d'un milieu mauvais, à la misère, aux difficultés de la vie, etc. N'y a-t-il pas, dès lors, un devoir pour la société à tarir les premières sources du crime? — Plus les citoyens d'un pays trouveront de facilité pour posséder un coin de terre, un foyer, un *home*, plus le sentiment de la conservation et du respect de soi-même et du respect d'autrui se propagera. L'auteur se prononce nettement pour le morcellement des héritages et estime que les règles d'expropriation pour cause d'utilité publique devraient s'appliquer à la constitution de hameaux et bourgades au détriment des grandes propriétés avec autant de raison que s'il s'agissait d'assurer la construction d'un chemin de fer.

Un second *desideratum* de l'auteur a trait à l'éducation.

Sans médire des langues mortes, il estime que l'instruction donnée aux enfants devrait être plus en harmonie avec les nécessités de la vie moderne; qu'elle devrait mettre chacun en état de se rendre utile à lui-même et aux autres; qu'il faudrait doter tout enfant d'un métier manuel, et tendre non à un programme uniforme mais au développement des aptitudes individuelles.

Plus il y aura d'éducation vraie, moins il y aura de crimes; plus on arrivera à assurer à chacun son foyer domestique, moins on aura besoin de prisons!

Après avoir esquissé ces considérations sociales, l'auteur, revenant sur la question pénitentiaire proprement dite, s'élève contre des errements qui livrent le condamné à l'arbitraire ou aux vexations d'un geôlier, contre l'exploitation des détenus dont le travail est insuffisamment rémunéré et ne leur assure pas, à la sortie de prison, un pécule suffisant pour vivre en attendant d'avoir trouvé un gagne-pain; enfin contre tout ce qui dégrade et avilit le condamné loin de lui révéler le devoir et le bienfait de la réhabilitation et de lui en faciliter le moyen, l'exposant ainsi presque fatalement à la récidive au lieu de lui ménager un retour vers le bien.

L'auteur termine cette intéressante dissertation humanitaire et en résume en quelque sorte l'esprit, par cette citation empruntée à une prière bouddhiste: « Mon Dieu, soyez miséricordieux pour ceux qui ont commis des fautes, comme vous avez été miséricordieux pour ceux qui sont restés justes lorsque vous leur avez permis de demeurer tels. »

B. — *La criminalité à Genève au XIX^e siècle par John Cuénoud.*

Une intéressante monographie sur la criminalité à Genève vient d'être publiée par M. J. Cuénoud, ancien directeur de la police. L'auteur apporte une contribution très documentée à l'étude de cette question redevenue actuelle: *Quels moyens répressifs ou préventifs ont le plus d'influence sur la criminalité?*

Contrairement à un préjugé trop facilement accueilli, trop légèrement propagé par des ouvrages récents, la criminalité décroît. Cette décroissance s'est manifestée, à Genève comme en France, dans de sérieuses proportions malgré l'afflux de plus en plus grand des étrangers; — on sait que l'élément étranger fournit partout aux statistiques criminelles un contingent proportionnellement très élevé. — M. Cuénoud attribue la décroissance de la criminalité à Genève au développement activement favorisé de l'instruction populaire et de l'éducation morale et religieuse.

L'auteur passe en revue les causes ordinaires de la propagation du vice, l'alcoolisme, le vagabondage, la mendicité, les mauvaises lectures, l'abandon moral ou l'éducation vicieuse de

l'enfance, etc... Il cherche à déterminer la proportion pour laquelle chacun de ces maux entre, à Genève, dans l'impulsion au crime, et comment cette proportion a pu se trouver modifiée par la création de sociétés destinées à lutter contre tel ou tel de ces fléaux. Les chiffres sont éloquents; l'ouvrage de M. Cuénoud ne parle guère que par chiffres. C'est une statistique raisonnée et suggestive.

Le bureau central de bienfaisance, l'assistance par le travail, la protection de l'enfance abandonnée, les sociétés de tempérance, les mesures restrictives de la vente des boissons alcooliques, le patronage des prisonniers libérés, sont autant de moyens prophylactiques recommandés par l'auteur contre le développement de la criminalité. Le bilan de la bienfaisance genevoise est, à cet égard, le meilleur des encouragements au bien. Il faut savoir gré à M. Cuénoud de l'avoir patiemment dressé.

H. BERTHÉLEMY,
Professeur agrégé à la faculté de droit de Lyon.

C. — *Déchéance de la puissance paternelle.*

A l'occasion de la discussion tenue à notre assemblée générale sur l'article 9 de la loi du 24 juillet 1889 (*supr.* p. 348), notre savant collègue, M. Georges Leloir, procureur de la République à Nogent-le-Rotrou publie dans *la France judiciaire* de juin un excellent article dans lequel il démontre que le tribunal répressif est compétent pour statuer sur la tutelle. Par une conséquence naturelle, il estime qu'il peut statuer également sur la demande incidente formée par un particulier, en vertu de l'article 13, pour obtenir la tutelle officieuse.

Il termine en exprimant le regret que l'article 10 reste muet sur les sociétés de bienfaisance et semble leur dénier le droit, consacré dans d'autres circonstances par les articles 17 et 20, d'acquérir des droits sur les enfants dont les parents ont été frappés de déchéance. La critique est fondée en droit, non en fait; car l'Assistance publique, toujours saisie de plein droit (art. 11), s'empresse, *sous réserve de tutelle*, de déguer ses droits aux associations demanderesses; d'autre part, celles-ci peuvent directement s'adresser au tribunal qui, par le même jugement plaçant l'enfant sous la tutelle de l'Assistance publique, leur conférera les droits sollicités. Cette situation est même plus avantageuse aux sociétés que la tutelle même.

D. — *Colonisation pénale en Algérie (fin).*

Comment et avec quels éléments doit être constituée, au delà du Tell, ce dépôt central destiné à essaimer continuellement sur tous les points où des travaux quelconques de colonisation appelleraient des bras ? Il devrait être très réduit comme étendue et comme population, car il ne serait qu'un lieu de passage affecté à l'acclimatement et à l'apprentissage des nouveaux arrivés et à l'hospitalisation des malades ou des impotents. Aussitôt habitués aux travaux de la terre les valides seraient transférés sur les stations, le dépôt ne gardant que l'effectif strictement nécessaire pour ses cultures. (Les exploitations officielles sont toujours fort coûteuses !)

Il est évident que le grand pénitencier agricole de Berrouaghia (1) et la maison centrale de Lambèse (2) devraient, pour les deux provinces où ils existent, constituer ces colonies-mères, quoique le premier ait trop de terres en culture et que la seconde n'en ait pas assez. Mais il importe avant tout d'utiliser ce qui existe. On en sera quitte pour laisser à Berrouaghia beaucoup de recrues dont les bras seraient mieux employés ailleurs (la moitié seulement, environ 400 ou 500, allant au loin) et de n'en garder à Lambèse qu'un très petit nombre, employés à une petite industrie. Quant à la province d'Oran, on serait libre d'organiser, dans les conditions les plus favorables à l'application du système, une colonie-mère sur quelques-uns des 21.000 hectares dont la commission de revision propose le déclassement forestier.

M. Acolas indique, mais non limitativement, de nombreux points, dans chaque province sur lesquels devrait être dirigé l'essaimage.

D'ailleurs ce n'est pas seulement à des défrichements et à des terrassements qu'il convient d'employer les détenus, c'est aux constructions de routes, de villages, de chemin de fer, de barrages, de canaux, de citernes, de puits artésiens, à l'essartement des forêts et démasclage des chênes-lièges, au reboisement et à la restauration des pâturages. Dès maintenant, à quelques kilomètres de Berrouaghia, se trouvent quatre ou cinq points désignés par la commission dite du Centre comme propres à la colonisation. Quel obstacle à détacher du pléthorique Berrouaghia les

(1) et (2) *Bulletin* 1888, p. 667 ; 1889, p. 681. *Conf. supr.* p., 532.

détenus (il y a parmi eux des maçons, des charpentiers, des forgerons, des ouvriers fort habiles) aptes à établir l'assiette de ces quatre ou cinq villages, puis, les constructions faites, à défricher tous les espaces environnants et à planter une partie en vignes ; sauf, une fois ces travaux préparatoires terminés, à lever le camp et à aller planter les tentes plus avant, dans d'autres centres du côté de Boghari et du beau domaine de Mondjeheur (bergerie officielle) dont je constatais avec tristesse l'abandon il y a trois ans.

Dans les deux autres départements, de l'Atlas au Sahara, on procéderait de la même façon.

Quelque séduisant que soit ce plan, nous ne pouvons que persister dans les conclusions de notre première étude. Des milliers d'hectares ont été défrichés dans notre grande colonie ; pas un, après les grandes hêtacombres du maréchal Bugeaud, ne l'a été par nos compatriotes. Toute la province d'Oran l'a été par les Espagnols, les Mahonais et les Marocains, celle d'Alger par les Kabyles, celle de Constantine par les Kabyles, les Maltais, et les Italiens.

Nous ne croyons pas que nos condamnés métropolitains soient plus capables que nos colons libres de supporter sous un ciel de feu les rudes travaux de la colonisation.

A. R.

Cette même étude inspire à M. Charles Benoist les réflexions suivantes qu'il veut bien me communiquer.

« En ce qui concerne particulièrement l'Algérie, je vous : vous que je n'aurais jamais pensé à la colonisation pénale sans les articles de M. Acolas. Voici pourquoi. Ce dont l'Algérie a besoin, ce n'est pas de main-d'œuvre abondante et à bon marché. Elle en a. Elle a, comme vous le dites très bien, les Kabyles et les Marocains qui travaillent pour trente sous par jour et même moins. Ce serait peut-être d'une main-d'œuvre plus experte et plus intelligente, que des Européens seuls pourraient lui apporter. Mais, comme vous le dites encore fort bien, il y a le soleil. Sous ce climat d'Afrique, notre ouvrier d'Europe rend peu, d'autant, il faut le confesser, que ce n'est point le meilleur qui va là-bas. Toutefois, cahin-caha, avec des Marocains et des Kabyles, avec des Espagnols, des Mahonais, des Maltais et des Siciliens, la besogne arrive à être faite. Qu'il y ait déperdition dans le rendement, je le crois, mais ce qui laisse surtout à désirer, c'est bien plus que sa capacité, que

sa qualité physique, en quelque sorte, la qualité morale de l'ouvrier européen. Ce qu'il serait nécessaire, Monsieur, d'introduire et de garder en Algérie, ce sont des honnêtes gens. Entre nous, vos clients sont-ils bien ces gens-là ? La colonisation privée ne se servirait pas d'eux volontiers, soit à cause des conditions que l'administration y mettrait, soit parce qu'elle n'y trouverait point d'avantages. Les condamnés ne travailleraient pas plus que les ouvriers libres européens ; ils travailleraient à peine mieux que les Marocains et les Kabyles ; ils ne reviendraient guère à moins cher ; ils causeraient beaucoup plus d'ennuis ; ils exigeraient une surveillance constante ; ils achèveraient de corrompre ce qui, autour d'eux, ne serait pas tout à fait gâté. Restent les travaux publics et la colonisation officielle. Mais la colonisation officielle, vous savez par les longs articles que j'ai publiés ces derniers mois dans le *Temps*, que j'en réclame de toutes mes forces la *suppression*. Pour les travaux publics, le prix, en Algérie, en est si fantastique que je serais d'abord tenté d'accepter les yeux clos tout ce qui peut le réduire. Mais c'est un point douteux de savoir si, la main-d'œuvre étant payée moins cher, la note à payer serait aussi moins forte, car il n'y a pas que la main-d'œuvre en matière de travaux publics. Il me semble, du reste, qu'on emploie déjà les disciplinaires : je crois en avoir vu, qui cassaient des cailloux au bord de la grande route de Milah à Constantine. Mais, pour chaque groupe de trois, il y avait quatre surveillants, et, de dix mètres en dix mètres un factionnaire. Calculez, je vous prie, le coût total. Réflexions faites, non, Monsieur, je ne suis pas partisan de l'importation en Algérie des condamnés de nos maisons centrales. Je n'y vois point de bénéfice ; j'y vois des inconvénients et je vais jusqu'à dire du danger. Danger direct et danger indirect. J'ai peur que l'État, quand il aura cette main-d'œuvre à sa disposition et quand il se verra contraint à l'occuper à quelque chose, ne reprenne la désastreuse idée de la colonisation officielle. J'ai peur aussi, et avant tout, que le voisinage de cette laide population n'achève de perdre, en Algérie, l'Européen qui est suspect, qui n'est que trop préparé à se laisser contaminer, et l'indigène qui, de notre civilisation, n'a, pour l'instant, emprunté à peu près que nos vices. Je ne pense pas que la vermine morale soit un article d'exportation. Ce que l'Algérie réclame, je le répète, ce sont des honnêtes gens. Je n'oserais pas, dans l'état présent, lui envoyer nos détenus, me méfiant infiniment de la médecine homéopathique.»

E. — *Publications étrangères.*

1° Revue du droit pénal hollandais.

Cette importante revue qui s'occupe spécialement du droit pénal et de l'administration pénitentiaire des Pays-Bas est publiée à Leide et rédigée par les professeurs : M. S. POLS, H. VAN DER HOEVEN, G. A. VON HAMEL et J. DOMELA NIEVENHUIS. Dans son volume V (1. 2. 3.) elle contient des études nombreuses et précieuses sur les questions actuellement pendantes en législation. Nous citerons une étude étendue et profonde du professeur H. VAN DER HOEVEN sur la statistique de la récidive.

L'auteur cherche à prouver que la statistique criminelle moderne laisse beaucoup à désirer, qu'elle n'est ni complète ni toujours exacte et il préconise l'institution du casier judiciaire d'après le modèle français et le système du « Bertillonage » pour la Hollande afin de faciliter l'œuvre si importante de la statistique criminelle.

2° Travaux des juriconsultes hongrois.

L'Union des juriconsultes hongrois à Buda-Pesth, institution qui depuis des années exerce une influence des plus heureuses sur la législation de la Hongrie, s'occupe activement des questions pénales et pénitentiaires. Parmi ses publications récentes (1890-91) nous en signalerons quelques-unes. La question de la condamnation conditionnelle a fait naître des études extrêmement intéressantes des Dr^s Louis GRUBER, avantageusement connu aussi en France (supr. p. 370), Sigismond REICHARD et Isidore BAUMGARTEN, l'auteur distingué d'une étude importante sur la tentative criminelle. Ce sont des discours prononcés au sein de l'association, mais que l'on a publiés sous forme de brochures, leur valeur scientifique législative étant considérable. Nous relevons encore parmi ceux qui ont pris part à ces intéressantes discussions MM. Désidère MARKUS, Ladislaus BOBOR et Charles ILLÉS, un des meilleurs criminalistes de la Hongrie, qui est l'auteur d'un commentaire excellent du Code pénal hongrois.

Une autre publication reproduit une discussion approfondie des criminalistes hongrois sur la réforme du système pénitentiaire actuel, discussion à laquelle ont pris part notamment M. le Dr Ladislaus FAYER, professeur très estimé de droit pénal à l'uni-

versité de Buda-Pesth (supr. p. 370), et M. Eugène BALOGH, l'illustre auteur de diverses études sur la réforme pénitentiaire. Une autre étude de M. Charles ILLES a trait à la réforme des peines privatives de la liberté ; M. Isidore BAUMGARTEN discute la grave question de la détention préventive qui constitue également en France l'objet d'études sérieuses. Nous pourrions encore mentionner d'autres publications offrant un certain intérêt, l'Union des juriconsultes hongrois ayant créé une commission spéciale pour les discussions des questions exclusivement pénitentiaires qui réunit tous les hommes compétents en cette matière. Mais nous dépasserions les limites qui nous sont imposées si nous essayions de donner un compte rendu même succinct de toutes ces études et publications. Nous nous contentons de signaler les efforts sérieux faits pour le développement rationnel de la science pénitentiaire et l'intérêt qui unit et solidarise en cette matière la Hongrie avec les nations les plus avancées. On trouvera à la fin des *informations diverses* le sommaire de la revue du droit hongrois (*Magyar-Igazságy*) dont le rédacteur est M. le Dr Jean TARNAI, avocat à Buda-Pesth.

VII

Informations diverses.

Commission du casier et de la réhabilitation. — Commission pénitentiaire coloniale. — Trois questionnaires à nos collègues étrangers : pécule, écoles de gardiens, poursuites contre enfants. — Dépôt de mendicité de Blois. — Maison de Nanterre. — Ben Chicao. — Service médical des transportés. — Guyane (arbitrage du Tear). Transibérien. — Cadillac. — Libération et condamnation conditionnelles en Belgique. — Revues étrangères : Condamnations conditionnelles, jeunes détenus en Grèce, etc...

COMMISSION DU CASIER JUDICIAIRE ET DE LA RÉHABILITATION. — La commission du casier judiciaire, après avoir terminé la préparation du projet de loi, actuellement soumis à M. le Garde des sceaux, a été chargée d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de modifier la loi du 14 août 1885 qui était déjà venue apporter d'importants changements aux dispositions du Code d'instruction criminelle sur la réhabilitation.

Trois systèmes ont été proposés : l'un, par M. Bérenger, consistant à établir une réhabilitation de plein droit à la suite d'un long temps écoulé sans nouvelle condamnation ; l'autre par M. Léveillé, substituant la grâce à la réhabilitation ; le troisième par

M. Guilloit, se bornant à remplacer l'enquête en partie administrative, précédant aujourd'hui la réhabilitation, par une enquête purement judiciaire, faite par un juge spécialement commis à cet effet, de manière à prévenir le plus possible les indiscretions fâcheuses dont souffrent si souvent les demandeurs, quand les enquêtes sont abandonnées à des agents subalternes, et à exclure les influences d'ordre politique.

Ces divers projets ayant été successivement repoussés, la majorité de la commission a décidé qui n'y avait pas lieu de remanier la loi de 1835; cependant, avant de clore ses travaux, elle a, sur la proposition de M. Guilloit, émis le vœu qu'une circulaire fût adressée par M. le Garde des sceaux aux magistrats du Parquet pour les engager à apporter dans leur enquête toute la discrétion possible, de façon qu'une demande en réhabilitation ne fût pas, au grand préjudice de celui qui la présente, l'occasion de compromettantes révélations.

CASIER JUDICIAIRE ET RÉHABILITATIONS. — A l'occasion des discussions tenues en mai et juin à notre assemblée générale, nous recevons d'un magistrat qui a occupé de hautes fonctions dans plusieurs grands Parquets, la note suivante :

« Au sujet des difficultés signalées (*supr.*, p. 857), par M. le sénateur Béranger pour obtenir, avec toute la discrétion nécessaire, les renseignements indispensables à toute réhabilitation, je tiens à rapporter un incident qui s'est produit dans une procédure instruite à mon Parquet dans le mois d'octobre dernier.

« En 1875, X... était ouvrier jardinier. — Il vole au préjudice de son maître des bouteilles de vin et pour ce fait il est condamné, le 28 avril 1876, à un an de prison par le Tribunal correctionnel de la Seine.

« Après sa libération, il quitte Billancourt, où sa condamnation était connue et se fixe à A... (ville de 120.000 habitants).

« Après avoir travaillé pendant quelque temps comme garçon jardinier, il épouse en 1879 une femme qui possédait un établissement horticole. — Grâce à son intelligence et à son travail, cet établissement n'a cessé de prospérer et a acquis aujourd'hui une réelle importance.

« En se mariant, X... avait caché à sa femme une condamnation qui, si elle eût été connue d'elle, eût certainement empêché son mariage. Sur une menace de chantage de l'un de ses anciens co-dé-

tenu il sentit la nécessité de se faire réhabiliter, mais il me supplia avec instance d'éviter que dans l'enquête une indiscretion révélât ses antécédents à sa femme, convaincu que son intérieur serait à jamais troublé par la moindre divulgation, et se déclarant prêt à renoncer au bénéfice de la réhabilitation (qu'il avait méritée à tous égards) si la condamnation qu'il avait subie devait être ébruitée.

« Je fus assez heureux pour faire l'enquête réglementaire sans que rien au dehors fut révélé; j'avais recommandé la plus complète discrétion aux divers fonctionnaires avec lesquels la procédure de réhabilitation me mettait en rapport; j'avais interdit toute communication au domicile du condamné pour éviter que sa femme ne prît connaissance d'un écrit de nature à alarmer son esprit.

« Grâce à ces mesures, la femme du condamné ignore encore aujourd'hui et la condamnation infligée à son mari, et la réhabilitation dont il a bénéficié.

« Mais ce qui est possible dans une grande ville comme A... offrait des difficultés insurmontables dans une petite ville, à cause du grand nombre de fonctionnaires et de sous-ordres coopérant directement ou indirectement à la procédure de réhabilitation.

« Le fait que je viens de rapporter n'est pas isolé. Il n'est pas un magistrat du Parquet, dont la carrière ait été un peu longue, qui n'ait été témoin d'une situation aussi intéressante que celle que je viens de rapporter. Je me rappelle qu'en vérifiant les antécédents des jurés appelés à siéger devant la Cour d'assises à B... en 1881, je constatai que M. Z..., capitaine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, avait été condamné *par défaut* à l'âge de seize ans, à six mois de prison pour vol. Révéler cette condamnation en pleine audience et requérir l'exclusion du juré (suivant les prescriptions du décret du 13 juin 1848 applicable en Algérie) c'était porter un atteinte mortelle à la situation d'un père de famille estimé de tous. Je le mandai au Parquet et pour régulariser la situation je fis délivrer un certificat de médecin, *faux*, je le confesse, et fis dispenser M. Z... comme malade. Plus tard, je parvins à le faire réhabiliter en entourant la procédure des précautions que j'exposais tout à l'heure. Mais une enquête faite à B..., dont la population est en grande partie étrangère et où les affaires, dans l'esprit de la plupart des habitants, priment toute autre considération, peut-être menée discrètement. Ce résultat est impossible à obtenir dans la plupart des chefs-lieux d'arrondissement.

« Où est le remède ? Je le chercherai dans une sorte de prescription après un certain laps de temps, effaçant l'inscription de la peine au casier. Si je puis acquérir par voie de prescription la terre de mon voisin, pourquoi ne pourrais-je pas acquérir par la même voie un patrimoine d'honneur composé par exemple de dix années de conduite irréprochable ? Si une condamnation pour vol tombait après dix ans, les deux faits que je viens de rappeler ne se seraient pas produits et l'on ne risquerait pas à tout moment, à une époque où le casier est demandé à l'accès de toute carrière et apprécié *souvent sans discernement*, de rallumer les cendres d'un passé depuis longtemps racheté. En un mot, une vie d'honneur, remplie d'actions d'éclat sous les drapeaux, en Crimée, en Italie, en France, *comme celle du capitaine Z...*, ne pourra-t-elle pas faire effacer de plein droit une faute de jeunesse ; il semble que poser pareille question c'est la résoudre et, s'il y a quelques difficultés d'application, je crois qu'il serait facile de les surmonter. »

CONSEIL SUPÉRIEUR DES PRISONS. — Le 16 juin, le Conseil s'est réuni au Ministère de l'intérieur. Le nouveau directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Lagarde, a donné lecture d'une notice relative aux prisons en voie de transformation ou de construction.

M. le sénateur Béranger a de nouveau appelé l'attention du Conseil et de l'administration sur le projet de loi voté, sur son rapport (*Bulletin*, 1889, p. 34 et 158), le 1^{er} juillet 1889 par le Sénat (*ibid. loc. p.*, 877) et déjà depuis longtemps soumis à l'examen d'une commission de la Chambre des députés. Il a insisté avec force sur l'urgence d'une solution. Depuis ce vote, en effet, l'exécution de notre loi de 1875 est presque complètement arrêtée, aucun département ne consentant à s'engager dans des dépenses tant que la législation ne sera pas définitivement fixée.

Enfin, M. Béranger a signalé au Conseil la triste situation faite aux libérés par la nouvelle loi de recrutement qui interdit leur incorporation et leur engagement dans d'autres corps que les bataillons d'infanterie légère. Ces bataillons, ne contenant plus que des condamnés, seront bientôt une véritable cour de miracles. Cette situation est d'autant plus intolérable que le livret militaire suit tout citoyen jusqu'à quarante-cinq ans ; or la production d'un livret de bataillon d'Afrique équivaut à la production d'un Bulletin de condamnation (*Lire supra*, p. 970).

COMMISSION PERMANENTE DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE. — Le 23 juin, au Ministère des colonies, la commission permanente du régime pénitentiaire (*Bulletin*, 1890 p. 937), a repris le cours de ses travaux sous la présidence de M. Jacquin, conseiller d'État, qui remplace M. Dislère. Elle a commencé l'examen d'un projet de décret qui doit être rendu en exécution de l'article 16 de la loi du 27 mai 1885 et qui détermine les formes et conditions dans lesquelles doivent se produire les demandes de remise de relégation que peuvent former les relégués, la 6^e année après leur libération.

Elle a recherché les moyens d'entourer cette remise de relégation de garanties très sérieuses afin qu'elle ne puisse être accordée qu'à bon escient. La discussion a été continuée dans ses séances ultérieures et son projet, actuellement soumis à l'approbation des Ministres de l'intérieur et de la justice ne pourra être discuté par le conseil d'État qu'à la rentrée. (Le *Bulletin* de novembre contiendra le compte rendu des travaux de cette Commission depuis deux ans.)

TROIS QUESTIONNAIRES A NOS COLLÈGUES ÉTRANGERS :

1^o Questionnaire sur le pécule des détenus (1).

I. — Quel est le produit moyen du travail des détenus dans les divers établissements pénitentiaires de votre pays :

1^o par journée de détention?

2^o par journée de travail?

II. — Quel est le système adopté, dans votre pays, pour la rémunération du travail des détenus :

une part du produit net du travail de chaque détenu?

ou un salaire journalier?

ou une récompense particulière accordée de temps à autre et à titre individuel?

III. — Dans le cas d'attribution d'une part du produit du travail, quelle est la portion accordée aux *condamnés* des diverses catégories?

IV. — Cette part est-elle réduite pour les *condamnés récidivistes*, et dans quelles proportions?

(1) Prière d'adresser les réponses, le plus tôt possible, à M. Georges Dubois, 60 rue de Rome, Paris.

- V. — Quel est le système adopté à l'égard des simples *prévenus*?
- VI. — Peut-il être exercé une retenue sur le pécule ainsi réglementé, à titre de punition principale ou accessoire?
- VII. — Peut-il être accordé des prélèvements *supplémentaires* aux détenus qui se distinguent par leur travail ou leur bonne conduite?
- VIII. — Le pécule attribué au détenu sur le produit de son travail est-il mis en entier à sa disposition immédiate?
Ou une partie est-elle mise en réserve pour le moment de sa libération, et dans quelles proportions?
- IX. — Dans ce dernier cas, l'administration peut-elle autoriser, pour des circonstances exceptionnelles, des virements du pécule de réserve au pécule disponible?
- X. — Le régime de la prison est-il tel, dans votre pays, que le détenu se trouve réduit à combler le déficit de la ration alimentaire à l'aide de son pécule?
- XI. — Dans le cas où cette nécessité existe, produit-elle de bons effets au point de vue de la conduite et du travail des détenus?
- XII. — Quelles sont les dépenses autorisées sur la partie disponible du pécule?
Peut-elle être appliquée, notamment, et dans quelle mesure :
à des rations d'alimentation supplémentaires?
à l'achat d'effets d'habillement, d'outils ou de livres?
aux réparations civiles résultant du crime ou du délit qui a motivé la condamnation?
à des secours pour la famille du détenu?
à des versements aux sociétés de patronage?
- XIII. — Comment le pécule est-il administré?
- XIV. — Qui délivre les autorisations de dépenses :
sur le pécule disponible?
sur le pécule de réserve?
- XV. — Les dépenses peuvent-elles être suspendues :
en cas d'inconduite?
en cas d'insuffisance du pécule de réserve?
- XVI. — Les rations supplémentaires, au cas où elles seraient autorisées, sont-elles fournies par des cantines installées dans l'établissement, ou les fait-on venir du dehors?

XVII. — Les cantines, s'il en existe, sont-elles en entreprise ou en régie ?

XVIII. — Et quelles sont les bases adoptées pour la rédaction des tarifs des denrées vendues à la cantine ?

Quels sont les aliments mis en vente ?

Quelle est la dépense journalière autorisée ?

Quelle est l'autorité qui arrête les tarifs ?

XIX. — Le paiement de la portion disponible du pécule a-t-il lieu en argent, ou sous une autre forme, par exemple au moyen de jetons portant la marque de l'établissement ?

XX. — Le pécule de réserve est-il remis *en entier* au détenu lors de sa libération ?

Où l'Administration en conserve-t-elle provisoirement une partie, pour l'envoyer ultérieurement au lieu de sa résidence ?

XXI. — Ce pécule est-il fractionné et remis au libéré à des intervalles réguliers ou dans des conditions d'emploi justifiées, par l'intermédiaire, soit de l'Administration, soit des sociétés de patronage, soit des ministres du culte, soit des bureaux de bienfaisance ?

XXII. — Quel est le système adopté, à cet égard, dans le cas de libération conditionnelle ?

XXIII. — Le pécule disponible et le pécule de réserve peuvent-ils être saisis à la requête des créanciers du détenu ?

XXIV. — Peuvent-ils être retenus pour le remboursement au Trésor des amendes et des frais de justice ?

Si oui, dans quelles limites ?

XXV. — Le détenu a-t-il le droit de travailler pour son compte, après l'accomplissement de sa tâche journalière ?

XXVI. — Peut-il contribuer à la prospérité des sociétés de patronage par des dons volontaires sur les biens qu'il peut posséder, et dans quelle mesure ?

XXVII. — Dans quelle mesure est autorisée l'introduction, dans la prison, de secours venus du dehors ?

XXVIII. — Le montant des vivres consommés par les détenus punis, avec privation de travail, est-il remboursé sur le pécule ?

XXIX. — Dans quelle mesure sont remboursés par les détenus les bris, dégâts, dégradations quelconques, malfaçons, volontaires ou involontaires?

XXX. — Dans les maisons en entreprise, quelle est l'autorité qui statue sur les retenues à exercer sur le pécule?

XXXI. — Le pécule est-il productif d'intérêts au profit des détenus?

D'après quel taux?

Dans quelles conditions?

XXXII. — Que devient le pécule, en cas de décès pendant la détention?

XXXIII. — Quelle est l'importance que vous attachez au pécule, au point de vue de l'obstacle qu'il oppose aux rechutes?

XXXIV. — Quelle est l'importance moyenne du reliquat du pécule au moment de la libération, frais de route et d'habillement déduits:

pour les condamnés à 3 mois et au-dessous?

- au-dessus de 3 mois jusqu'à 6 mois?
- au-dessus de 6 mois jusqu'à 1 an?
- au-dessus de 1 an jusqu'à 2 ans?
- au-dessus de 2 ans jusqu'à 4 ans?
- au-dessus de 4 ans jusqu'à 6 ans?
- au-dessus de 6 ans jusqu'à 10 ans?

2° Questionnaire sur les écoles de gardiens (1).

I. — Comment votre administration pénitentiaire recrute-t-elle ses gardiens?

II. — Quel est l'âge *minimum*, quel est l'âge *maximum* :

1° que l'on demande à vos aspirants gardiens ;

2° que l'on devrait, selon vous, leur demander?

III. — Donnez-vous la préférence aux religieux ou aux hommes appartenant à une congrégation, comme celle des « Frères »?

Donnez-vous la préférence à des hommes mariés?

(1) Prière d'adresser les réponses, le plus tôt possible, à M. Henri Joly, 106 bis, rue de Rennes, à Paris.

Donnez-vous la préférence à d'anciens militaires? Et, dans ce cas, pensez-vous qu'ils doivent être d'anciens *gradés*?

IV. — Quelles que soient d'ailleurs les origines et les garanties des aspirants, croyez-vous qu'il soit nécessaire de les former dans une école spéciale?

V. — Avez-vous été à même de comparer des gardiens formés dans une école spéciale et des gardiens simplement formés dans la pratique?

VI. — Pensez-vous qu'un pays doive avoir une école normale unique et centrale de gardiens ou plusieurs écoles disséminées dans différentes circonscriptions pénitentiaires?

VII. — Convient-il de placer l'école (unique ou multiple) dans un établissement pénitentiaire, et de quel genre?

VIII. — Quel est le genre, quel est le degré d'instruction qu'il vous paraît convenable

- 1° de demander à un aspirant gardien, avant son admission dans l'école spéciale;
- 2° de lui donner, dans cette école?

IX. — Quel est le minimum de ce qu'il vous paraît nécessaire de lui demander:

- 1° en instruction générale, — morale, historique, scientifique;
- 2° en science criminelle et pénitentiaire, droit criminel, économie sociale;
- 3° en instruction technique et professionnelle, de manière à ce qu'il puisse intervenir utilement dans le travail d'une catégorie au moins de détenus?

X. — Quelle doit-être la durée de cette préparation? De quel stage pratique doit-elle être accompagnée ou suivie?

XI. — Quelles garanties d'avenir, quels avantages est-il juste d'assurer à ceux qui l'auront reçue avec succès?

XII. — Si vous avez auprès de vous une école de gardiens, comment fonctionne-t-elle? Quels sont:

- 1° les avantages particuliers;
- 2° les pratiques nouvelles;
- 3° les inconvénients, excès ou abus spéciaux que vous croyez avoir à y regretter?

3^e Questionnaire sur l'âge de la responsabilité pénale
de l'enfant (1).

I. — La législation de votre pays a-t-elle fixé un âge au dessous duquel l'enfant ne peut être traduit en justice ?

II. — Dans le cas de l'affirmative :

1^o Quel est cet âge ?

2^o Est-il apporté des exceptions à cette règle dans le cas de crimes ou de certains délits commis par les mineurs ?

3^o A quelle institution ou à quel service est confiée l'éducation de l'enfant lorsque, pour une cause quelconque, il n'est pas possible de le remettre à ses parents ?

4^o Quels moyens légaux sont mis à la disposition de ceux à qui a été remis l'enfant, si la conduite de celui-ci exige qu'il soit soumis à une discipline particulière ?

5^o Prière de nous adresser les textes légaux fixant ces différents points et, si ce n'est pas possible, fournir les dates de ces textes.

III. — En France, au-dessous de seize ans, le juge doit toujours se poser la question de discernement. En est-il de même dans votre pays ? Si oui, à partir de quel âge l'enfant est-il toujours réputé avoir son plein discernement ?

LE DÉPÔT DE MENDICITÉ DE BLOIS (2). — Le dépôt de mendicité de Blois avait été fondé en vertu d'un décret du Gouvernement provisoire du 15 mars 1848. Il a été supprimé le 1^{er} janvier 1864 par suite d'un vote du Conseil général du 26 août 1863.

Question d'économie. La dépense annuelle s'élevait à 7 ou 8.000 francs. On a traité alors avec le Dépôt de mendicité du Loiret situé à Beaugency, (traité du 30 novembre 1863 approuvé par décret du 6 janvier 1864).

Ce traité a pris fin le 31 décembre 1876, toujours par question d'économie.

Depuis lors, l'article 274 du Code pénal n'est plus appliqué dans le département du Loir-et-Cher. Les mendiants qui consentent à

(1) Prière d'adresser les réponses, le plus tôt possible, à M. Brueyre, 9 rue Murillo, à Paris.

(2) *Bulletin*, 1885, p. 531.

être internés à l'hôpital général de Blois coûtent 400 francs par tête: ils sont cinq en ce moment.

Le décret de 1808, si important et à l'exécution duquel il faudrait absolument revenir, est donc aujourd'hui lettre morte. Il n'y a que 23 départements ayant des dépôts et 28 qui envoient leurs mendiants chez ces 23.

Aussi la mendicité se développe-t-elle à son aise. Je traverse 120 fois par an une forêt. Je rencontre une foule de vagabonds. Depuis quelque temps ils mettent le feu dans les bois; ils me font peur pour les femmes isolées et les enfants. On sonne perpétuellement à nos portes. La police n'y peut rien.

Dans cet état de choses, un ancien député, M. de Sonnier, conseiller général, a pris en mains la cause des bonnes gens qu'effraye, à juste titre, le développement de la mendicité. Il a demandé, en avril dernier, le rétablissement du Dépôt de mendicité de Blois. Il avait mille fois raison, mais un autre conseiller général, M. Basseville, dans un rapport où il est question de Charlemagne, de Louis XIV, de tous les édits et de toutes les lois qui se sont occupés de la mendicité, a exposé que cela coûterait fort cher et la proposition, très fondée, de M. de Sonnier a été repoussée haut la main. Toujours l'économie.

Ce qu'il faut noter, c'est que ce même rapporteur, après avoir considéré comme démontré ce fait qu'un homme ne mendie que parce qu'il n'a pas de pain et qu'il ne demande probablement pas mieux que d'être admis dans un dépôt de mendicité, juge inutile l'article 274 et estime qu'il est tout simple d'envoyer d'office les mendiants à l'hôpital général.

Dans ses conclusions, M. Basseville reconnaît bien que l'accroissement du vagabondage et de la mendicité présente du danger, mais il exprime l'opinion qu'on pourrait reconduire à la frontière les mendiants étrangers et que les mendiants français devraient être expédiés aux colonies où on les *contraindrait* de travailler. Il s'en rapporte d'ailleurs à la sollicitude du Gouvernement.

Tout ceci a été très applaudi.

On ne saurait contester pourtant qu'un Dépôt de mendicité, comme celui qui a existé à Blois de 1848 à 1864, ou simplement un traité avec le Dépôt du Loiret, sauvegarderait la sûreté publique et coûterait notablement moins cher aux contribuables du département que les aumônes qui leur sont extorquées tous les jours par la mendicité.

L.

MAISON DE NANTERRE. — Le 6 juillet, le Conseil général de la Seine a tenu une longue discussion sur le régime disciplinaire de l'établissement. Certains orateurs déclarent que ce régime ressemble trop à celui d'une prison et n'est pas assez paternel. Ils voudraient y voir supprimer toute espèce de punitions. M. Georges Berry, notamment, demande la suppression de la cellule, qui d'ailleurs est cirée, chauffée, bien aérée et n'est jamais appliquée qu'aux détenus administratifs. Le Conseil heureusement repousse cette fantaisie humanitaire.

Dans un tout autre ordre de sentiments, M. Bompard donne lecture du passage de notre *Bulletin* (p. 590) concernant la 3^e section et, s'appuyant sur ses constatations, se demande si le résultat, au point de vue du relèvement et du reclassement des hospitalisés volontaires, répond aux sacrifices faits (1.500.000 fr. par an). Il demande en outre, toujours en s'appuyant sur ce document (p. 591), pourquoi le service anthropométrique, voté par le Conseil, n'est pas installé à Nanterre.

M. Stanislas Leven rappelle la délibération prise le 5 décembre 1887 : que le dépôt de Villers-Cotterets(1) soit exclusivement réservé à l'internement des mendiants libérés, détenus conformément à l'article 274 du Code pénal ou par mesure administrative, et que la maison de Nanterre soit spécialement affectée à l'hospitalisation des vieillards et des infirmes indigents.

Finalement le Conseil, sur les propositions de MM. Lefoulon et Lucipia, vote : 1^o la séparation complète du service répressif (1^{re} section) et des services d'hospitalisation (2^e - 5^e sections), en maintenant le premier sous la direction du Préfet de Police et en confiant les autres à la direction des affaires départementales ; 2^o la cessation du dualisme actuel des fonctions du directeur (*supr.* p. 591) en lui interdisant de diriger cumulativement la maison départementale et des services répressifs ou pénitentiaires.

BEN-CHICAO. — La commission d'assistance publique du Conseil général de la Seine avait envoyé quelques-uns de ses membres en Algérie afin de visiter la colonie agricole de Ben-Chicao.

Nous avons déjà dit (*supr.* p. 163) que l'administration trouvait les crédits votés insuffisants, parce qu'il fallait faire des remblais sur le terrain où l'on avait projeté de construire des bâtiments d'exploitation et, en outre, parce que l'on voulait édifier, à quel-

(1) Le Conseil étudie actuellement un projet d'agrandissement.

que distance de la ferme, de vastes caves pour mettre le vin récolté sur le domaine. Il a été décidé qu'on ne construirait qu'un groupe de bâtiments, que les celliers seraient établis sous les bâtiments d'exploitation : de la sorte, on se maintiendra dans le chiffre de crédit primitivement voté, soit 290,000 francs.

SERVICE MÉDICAL DES TRANSPORTÉS (1). — Au commencement de juin, le Ministre de la marine a décidé que, désormais, les visites des condamnés aux dépôts de l'île d'Oléron, en partance pour la Nouvelle-Calédonie ou la Guyane sur les paquebots de l'industrie, ne seraient plus faites par les médecins de la marine. L'Administration pénitentiaire emploiera des médecins coloniaux à ce service, qu'elle désignera pour le prochain départ.

GUYANE. — Voici le dispositif du jugement arbitral du Tsar par lequel nous sommes déboutés de nos prétentions relativement aux limites de nos possessions de la Guyane (*Bulletin*, 1889, p. 259) :

« Attendu qu'il est admis sans conteste par les deux pays intéressés que le fleuve Maroni, à partir de sa source, doit servir de limite entre leurs colonies respectives ;

« Que la commission mixte de 1861 a recueilli des données en faveur de la reconnaissance de l'Awa comme cours supérieur du Maroni ;

« Par ces motifs :

« Nous déclarons que l'Awa doit être considéré comme fleuve limitrophe devant servir de frontière entre les deux possessions.

« En vertu de cette décision arbitrale, le territoire en amont du confluent des rivières Awa et Tapanahoni doit appartenir désormais à la Hollande, sans préjudice, toutefois, des droits acquis *bona fide* par les ressortissants français dans les limites du territoire qui avait été en litige.

« Fait à Gatchina, le 13/25 mai 1891.

« Signé : ALEXANDRE. »

En exécution de cette sentence, des instructions ont été données au Gouverneur de la Guyane pour faire repasser immédiatement l'Awa par les postes en observation au delà de cette rivière.

(1) *Bulletin*, 1888, conf. p. 856.

TRANSIBÉRIEN. — Lors de son récent voyage en Sibérie, le Tsarévitch a promulgué l'ukase ordonnant le commencement des travaux et a posé le premier rail à Vladivostock.

Le prince Mestchersky (1) conseille l'emploi des forçats et des relégués (*Bulletin*, 1890, p. 841 et 850) à la construction de cette voie (conf. p. 852). On les rassemblerait de toutes les parties de la Sibérie, où le prince Mestchersky paraît croire qu'ils mènent une existence trop douce (conf. p. 853), et ils seraient mis dans les prisons construites le long de la voie future. Un nombre considérable de soldats seraient chargés de surveiller le travail.

Le grand chemin de fer sibérien est appelé à avoir une grave influence sur le système d'exil adopté jusqu'ici et arrivera même à le supprimer en partie. Il aura certainement plus d'effet que tous les écrits anglais et américains, depuis celui du Rev. Lansdell jusqu'à celui du voyageur de Windt (*Conf. Bulletin*, 1890, p. 133).

CADILLAC. — La maison centrale de Cadillac, dont nous avons annoncé la suppression (*supra*, p. 722), a été remplacée par une maison d'éducation pénitentiaire de jeunes filles. Son effectif est en voie de formation et il provient entièrement de la maison d'Auberive (2), inaugurée en 1885, et fermée à la date du 1^{er} juillet. On sait que ce dernier établissement, domaine d'ancienne abbaye, lui aussi, avait été en 1856 converti en maison centrale de femmes, puis en 1885 transformé en maison d'éducation (art. 66 et 67) agricole, industrielle ou mixte. Il avait ensuite servi de modèle pour la maison similaire de Fouilleuse (*Bulletin* 1888, p. 923).

LIBÉRATION ET CONDAMNATION CONDITIONNELLES, EN BELGIQUE (3).
Les résultats acquis sont très satisfaisants :

Sur 106 libérations conditionnelles (4) accordées en 1890, une seule révocation a dû être prononcée ; sur les 278 libérations conditionnelles accordées depuis la date de la mise en vigueur de la

(1) Extrait de la *Revue Française* du 15 juin 1891.

(2) *Bulletin*, 1887, p. 236 et 237 ; 1888, p. 924.

(3) Rapport de M. Jules Le Jeune, Ministre de la justice, à la Chambre des Représentants sur l'exécution, pendant l'année 1890, de la loi du 31 mai 1888. (*Bulletin*, 1890, p. 523, 613, 616, 620 et 674).

(4) Elles se répartissent ainsi :

loi, c'est-à-dire depuis plus de deux ans et demi, il n'y a eu que huit révocations.

Le nombre des condamnations prononcées conditionnellement est de 14.309 (1) sur un chiffre de 162.891 condamnations, et sur ce nombre, 332 rechutes ont été constatées. On compte, depuis la mise en vigueur de la loi, sur un total 447.070 condamnations, 27.504 condamnations prononcées conditionnellement et 578 rechutes, c'est-à-dire environ 2 p. 100 de rechutes.

Ces chiffres sont d'autant plus favorables que l'on ne peut pas encore considérer la période d'épreuve de la loi du 1^{er} mai 1888 comme entièrement terminée.

Pour ce qui concerne la libération conditionnelle, le temps qui s'est écoulé depuis que la loi du 31 mai 1888 s'exécute n'est pas encore suffisant pour que le personnel appelé à concourir, dans les établissements pénitentiaires, à l'application de cette loi, ait pu acquérir toute la sûreté de discernement qu'il puisera dans une

Antécédents.

83 sans condamnation antérieure;
16 en avaient encouru une;
9 en avaient encouru plusieurs.

Durée de la peine d'emprisonnement d'après la condamnation.

Moins de 1 an.	26
1 à 2 ans.	32
2 à 5 ans.	39
5 à 10 ans.	4
10 à 20 ans.	3
Plus de 20 ans.	2

Durée de l'emprisonnement restant à subir à la date de la libération.

3 mois au plus.	40
3 à 6 mois.	38
6 mois à 1 an.	19
1 à 2 ans.	9
2 à 3 ans.	1
3 à 5 ans.	1
5 à 10 ans.	0
Plus de 10 ans.	1

Motifs de la condamnation.

Vol ou escroquerie.	40
Faux ou usage de faux.	12
Coups et blessures.	11
Banqueroute.	7 etc.

(1) En réponse à la question de M. le conseiller Petit (*Bulletin*, 1890, p. 614) nous mentionnerons que sur ces 14.309 condamnations conditionnelles (correctionnelles ou de simple police): 3.863 ont été prononcées pour coups et blessures volontaires (dont 926 en simple police), 1.800 pour vol (dont 250 en simple police), 745 pour rébellion (dont 88 en simple police), 1.143 pour injures verbales, 428 pour pêche, 49 seulement (dont 34 en simple police) pour mendicité et vagabondage, etc.

expérience plus longue. De plus, l'œuvre du Patronage, — qui est le complément indispensable d'une application efficace de la libération conditionnelle et qui doit aider le libéré à se procurer des moyens d'existence à sa sortie de prison, — n'est pas encore organisée sur tous les points du pays, et plusieurs villes importantes n'ont pas de comité (1).

La situation actuelle ne peut donc que s'améliorer, mais, telle qu'elle est, elle justifie les espérances que la loi de 1888 avait fait concevoir. On peut, d'ailleurs, rendre, dès à présent, hommage au zèle des directeurs et du personnel des prisons, et au dévouement des membres des comités de patronage qui se sont constitués dès la première heure et qui ont continué de rendre de précieux services aux condamnés dignes de la libération conditionnelle.

Le chiffre peu élevé des libérations accordées, eu égard au chiffre des libérations proposées ou demandées, témoigne de la prudence qui a présidé aux décisions pendant la période d'essai qui dure encore.

Les résultats de l'exécution de la loi du 31 mai 1888 quant aux condamnations conditionnelles, sont de nature à dissiper les défiances et les craintes que l'introduction du principe nouveau dans la législation pénale avait fait naître. Pendant les 19 premiers mois, 13.195 condamnations ont été prononcées conditionnellement et 246 rechutes ont été constatées; pendant les 12 mois suivants, 14.309 condamnations ont été prononcées conditionnellement et 332 rechutes ont été constatées. Tandis que les tribunaux faisaient une plus large application de la loi, le nombre de rechutes est demeuré très faible. En additionnant les chiffres des deux périodes, on constate que la proportion des rechutes pendant un laps de temps de 31 mois, est restée aux environs de 2 p. 100.

Ce résultat paraît d'autant plus favorable que les tribunaux en sont encore à l'expérimentation de l'institution nouvelle, et ne sont pas fixés sur les conditions normales de l'application de la loi. Les tribunaux sont encore loin d'avoir fait produire à la loi tout ce qu'elle peut donner.

....En résumé, si l'on songe au chiffre élevé des récidives ordinaires qui suivent les condamnations effectives, l'expérience

(1) *Bulletin*, 1889, p. 834; 1890 p. 917.

dès maintenant acquise fait bien augurer de l'influence que l'institution de la condamnation conditionnelle exercera sur la répression pénale.

REVUE ÉTRANGÈRES — SOMMAIRES :

JOURNAL DE LA SCIENCE PÉNITENTIAIRE. (*Blätter für Gefängnis-kunde*): Organe de l'association des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire allemande.

1) Rapport sur le Congrès international d'Anvers relatif aux questions concernant la protection des prisonniers et de la jeunesse abandonnée, par M. FUCHS, conseiller de finances à Carlsruhe (Bade).

2) Est-il possible de regarder certains criminels ou délinquants comme incorrigibles et au cas d'une solution affirmative, quels moyens peuvent être employés pour la protection de la société contre cette catégorie de condamnés? Rapport au Congrès international pénitentiaire de Saint-Petersbourg, 1890, par E. SICHART, directeur de l'établissement pénitentiaire de Ludwigsbourg (Wurtemberg) (*supr.* p. 357). C'est un fait prouvé par la statistique et expliqué par l'anthropologie criminelle, qu'une partie non négligeable des criminels ne peut être corrigée par les peines. Pour protéger la société contre des criminels incorrigibles et en même temps dangereux pour l'ordre public, le législateur devrait édicter contre eux des peines privatives de liberté pour une période indéterminée et, d'autre part, contre les criminels seulement incorrigibles, sans constituer un danger public, des peines qui fussent moins d'une longue durée que d'un effet intensif, de façon à les intimider et à maîtriser pendant un temps aussi long que possible leur nature perverse, si l'on ne pouvait arriver à les corriger radicalement.

3) Étude sur la statistique pénitentiaire par le même auteur.

4) L'agriculture à la prison de Rotembourg (Wurtemberg).

5) Comptes rendus d'ouvrages et communications intéressant particulièrement les fonctionnaires des administrations pénitentiaires.

D^r S. MAYER.

SOCIÉTÉ DES PRISONS DE L'ALLEMAGNE DU NORD-OUEST. — Nord-west deutscher verein fuer Gefaengnissevesen. 20^e Bulletin (Conf. *Bulletin*, 1890; p. 605).

1) Discussion par le quinzième congrès annuel de la question suivante : Y a-t-il lieu de recommander l'introduction de la condamnation conditionnelle dans la législation pénale allemande ?
Rapporteur : M. le professeur DE KIRCHENSTEIN de Heidelberg.

2) Des peines substituées aux courtes peines privatives de liberté, par M. STELLING de Rotembourg. (Conf. supr. p. 712.)

3) Comptes rendus d'ouvrages, projets de lois, etc. concernant la condamnation conditionnelle, par M. le Dr KROHNE, directeur de la prison de Moabit, à Berlin.

4) De l'éducation correctionnelle des jeunes délinquants, spécialement en ce qui touche l'Alsace-Lorraine, par M. le baron DE GOLTZ, conseiller au ministère et président de l'administration pénitentiaire.

5) Le congrès international pénitentiaire de Saint-Petersbourg en 1890, par M. le Dr FOHRING.

6) La nouvelle loi sur l'éducation correctionnelle, pour le duché de Brunswick, du 30 mars 1890.

Dans l'établissement destiné à l'éducation, ne peuvent être reçus que des enfants âgés de six ans. Le droit à l'éducation correctionnelle cesse avec la dix-huitième année. Dans des cas exceptionnels, ce droit peut être étendu jusqu'à vingt ans, mais seulement sur l'ordre du tribunal qui a ordonné le renvoi de ces enfants, et avec le consentement de l'autorité administrative préposée à la direction de l'établissement.

La libération doit avoir lieu avant la dix-huitième année, ou, dans les cas ci-dessus, avant la vingtième année, quand le but de l'éducation correctionnelle a été atteint ou semble assuré.

La loi reconnaît aussi le principe de la libération conditionnelle avant la dix-huitième ou la vingtième année. La libération conditionnelle a lieu sous réserve d'une bonne conduite dans l'avenir. C'est l'autorité administrative préposée à la direction de l'établissement de correction qui prend toutes décisions au sujet de la libération et de la révocation en cas de mauvaise conduite.

Quant aux discussions de l'Union allemande du Nord-ouest, les conclusions n'en ont pas été favorables à l'introduction du système des condamnations conditionnelles. L'association a adopté à la presque unanimité les propositions formulées par le Dr KIRCHENHEIM. L'association n'a pu reconnaître dans cette institution un moyen de remplacer les courtes peines privatives de liberté, et admettre la nécessité, pour réformer ce genre de peines, de

recourir exclusivement à l'institution des condamnations suspensives. De la nécessité reconnue d'une réforme on n'a conclu qu'à une transformation rationnelle des peines de courte durée. L'assemblée s'est mise en présence des dangers sérieux que pourrait présenter cette institution, étant donné surtout son caractère facultatif. D'autre part, la condamnation conditionnelle, une fois admise avec un caractère obligatoire, pourrait assurer l'impunité du premier délit à un grand nombre de délinquants.

D'autre part, on a fait des propositions pour substituer à la condamnation conditionnelle, en certains cas, la peine de l'admonition judiciaire, comme aussi de substituer, dans de nombreux cas, aux courtes peines privatives de liberté la peine d'un travail forcé (mais rémunéré), qui serait remplacé, faute d'exécution, par la peine privative de liberté.

Cette peine du travail forcé semble également recommandable comme peine éventuelle au cas où l'amende n'est pas recouvrable.

La libération conditionnelle ayant été admise en France par le législateur, il n'est plus d'un intérêt actuel de rendre compte de de diverses opinions manifestées sur cette institution ; il suffit de constater qu'elle préoccupe partout les esprits des criminalistes et des pénologues.

D^r S. MAYER.

UNION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL. — Première réunion de la section allemande à Halle a. S. les 26 et 27 mars 1890. (Conf. *Bulletin*, 1890, p. 488 et *supr.* p. 540.)

L'Union a discuté diverses questions importantes parmi lesquelles nous relevons :

1^o Sous quelles conditions semble devoir être recommandée l'introduction de la condamnation conditionnelle dans la nouvelle législation pénale ?

La question a été tranchée en ce sens qu'il semble nécessaire de modifier le système pénitentiaire actuel en restreignant l'application des peines de courte durée ; c'est pourquoi il y a lieu de recourir à la condamnation conditionnelle quand il s'agit d'une peine privative de liberté jusqu'à *trois mois*.

2^o Comment la loi pénale doit-elle préciser les éléments de la récidive et quelles peines doivent être appliquées aux récidivistes (spécialement à ceux qui sont incorrigibles) ?

Après une longue discussion, on a décidé, à la presque unanimité, d'étendre les éléments de la récidive le plus possible, et même au cas où le nouveau délit ne serait pas identique au premier. Il suffirait qu'il fût du même genre, la désignation en incombant au législateur. Celui qui a commis plusieurs récidives doit subir une aggravation de peine avec internement ultérieur dans une maison de travail correctionnel, perpétuel au besoin pour les incorrigibles, avec libération conditionnelle après un délai de cinq années (Conf. *supr.* p. 437).

MAGYAR IGAZSÁGUGY (REVUE DU DROIT HONGROIS). *Fascicule de janvier 1891* (Tome XXXV). — Dans le présent fascicule de cette Revue, qui jouit d'une autorité incontestable en Hongrie et dont l'éditeur est un des juriconsultes hongrois les plus distingués, nous relevons les articles suivants ayant trait au droit pénal :

1) La mise en accusation en Angleterre, par le Dr Adolphe PUKACS.

2) L'union internationale de droit pénal.

3) Revue de la doctrine de la tentative criminelle, étude de l'illustre criminaliste italien Francesco CARRARA, traduite par le rédacteur, Dr Jean TARNAI.

Nous signalerons un compte rendu du mouvement législatif en Allemagne, en France et en Belgique ; notamment sont indiquées la proposition de la loi de M. Joseph Reinach, député, sur le traitement des personnes atteintes d'aliénation mentale, et la question du « casier judiciaire », qui depuis longtemps forme l'objet de discussions intéressantes et dont la réforme, sur l'initiative de M. BÉRENGER, occupe actuellement l'attention d'une commission instituée par le Ministère de la justice, et réunissant toutes les personnes compétentes en cette matière. Cette question importante a été également discutée par presque toutes les associations juridiques de l'étranger au cours de ces dernières années, et ne pouvait passer inaperçue en face des dangers toujours croissants de la récidive. Quoique cette institution soit réglementée autrement en Hongrie qu'en France, le principe reste le même, et les tendances internationales de notre législation pénale moderne font en effet désirer que le « casier judiciaire » soit réglé d'une manière uniforme. C'est pour cette raison que notre Revue reproduit le discours prononcé par M. Bérenger dans la séance du Sénat du 27 juin 1890,

et les observations faites par le Ministre de la justice, M. Fallières, qui se déclare chaud partisan de la réforme du casier judiciaire.

Fascicule de février 1891. — Nous relevons dans ce fascicule « La science du droit pénal », discours prononcé par le professeur Jules WLASSICH, le 19 janvier 1891, à l'occasion de sa nomination à la chaire de droit pénal à l'Université de Buda-Pest (discours d'ouverture). M. Jules Wlassich s'est distingué pendant les dernières années par ses publications juridiques en cette matière ; et ses travaux législatifs, notamment sa coopération au nouveau projet de code de procédure pénale hongrois, lui ont valu une certaine réputation en France même, où, à diverses reprises, ses études ont été appréciées dans les Bulletins de la Société de législation comparée. Nous signalerons la première partie d'une étude approfondie du rédacteur, M. TARNAI, sur les actes arbitraires (USURPATION DE DROITS, *Eigenmachl*), une étude savante de M. François VARGHA, auteur estimé en Hongrie, sur la prescription de la falsification des documents privés.

Citons encore un travail du Dr Georges MICHALY sur la statistique et la politique criminelle, et un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions des codes pénaux hongrois, rédigé par M. Louis SCHEDINS, sur l'ordre du Ministre de la justice, projet destiné à remédier aux inconvénients relevés par la pratique et provenant de diverses dispositions des codes pénaux. Il s'agit d'une réforme partielle, la réforme totale, dont on s'occupe déjà d'ailleurs, étant une œuvre qui ne doit pas être précipitée, tandis qu'il faut parer dès à présent à des dangers manifestes et urgents.

Citons enfin un compte rendu des discours de rentrée de l'année judiciaire en France. — Nous nous bornons à ces indications, ne pouvant pas épuiser les nombreuses matières contenues dans chaque livraison de la revue du Dr Tarnai.

S. M.

Fascicule de mars 1891. — Nous relevons parmi plusieurs autres une étude (première partie) de M. François VARGHA, sur la fraude (l'escroquerie), d'après le projet de réforme du code pénal que nous venons de citer ; puis, la continuation de la savante étude de M. TARNAI, sur l'usurpation arbitraire ; un compte rendu des discours et décisions de l'Union internationale de droit pénal et des communications très intéressantes de divers pays en matière de droit pénal et pénitentiaire, sous forme de chronique.

Fascicule d'avril 1891. — Ce fascicule contient la fin de l'étude savante de M. VARGHA sur l'escroquerie et autres espèces de fraudes, — une troisième partie de l'étude mentionnée plus haut du Dr Jean TARNAI sur l'usurpation illégale, — la fin du projet de réforme du code pénal actuel, rédigé par M. Louis SCHEDINS, avec les motifs, — une chronique bien intéressante renfermant les actualités des pays étrangers, notamment de la France, parmi lesquelles il faut relever un rapport sur les conclusions de la commission instituée pour réformer le « casier judiciaire », enfin, une revue des faits les plus importants en matière de législation hongroise. Citons un événement capital : la « décentralisation » de la Cour d'appel de Buda-Pest, réclamée dès 1867, et qui est de la plus grande importance pour le développement de la justice en Hongrie. C'est le mérite incontestable du ministre actuel de la justice, M. SZILAGHY, d'avoir réalisé cette œuvre difficile, qui a pour conséquence l'institution d'un grand nombre de cours d'appel pour la Hongrie, où il n'y avait — sauf la cour de Marosvasarhely pour la Transylvanie — qu'une seule cour d'appel, celle de Buda-Pest, qui avait à juger en deuxième instance toutes les affaires civiles et criminelles. Cette Cour était unique par son étendue, mais, par cela même, donnait naissance à des difficultés sérieuses. Néanmoins il fallait beaucoup d'énergie pour l'abolir ; malgré les lenteurs inévitables et les difficultés naturelles que présentait une institution tellement compliquée, la Cour de Buda-Pest (la Table royale) jouissait d'une grande et bien légitime autorité parmi la population ; elle a également exercé une influence heureuse sur le développement politique du pays par sa jurisprudence ferme et libérale.

Fascicule de mai 1891. — Nous relevons en matière pénale une étude de M. VARGHA, sur la complicité criminelle ; une traduction d'une étude savante de M. Adrien AUDIBERT, professeur de droit à Lyon, par M. Joseph KONVI, sur les deux formes connues en droit romain d'aliénation mentale (furor et dementia) (Voir la nouvelle Revue historique de droit français et étranger, XIV, 6) ; un nouveau rapport sur l'union internationale de droit pénal ; une riche bibliographie qui témoigne des efforts sérieux des juristes hongrois et du grand nombre d'ouvrages qu'ils produisent, et enfin une revue de la législation étrangère, où se trouve reproduite la nouvelle loi française du 27 mars 1891 (loi Bérenger) sur l'aggravation et l'atténuation des peines.

L'éditeur consacre enfin quelques lignes profondément émues

et touchantes au souvenir de M. Émile TAUFFER, qui vient de mourir dans la vigueur de l'âge, après avoir organisé la prison centrale de Zenica, homme excellent, dont les mérites scientifiques, dignement appréciés en France (V. *supr.* p. 1010) et ailleurs, ne seront jamais oubliés en Hongrie. Toute sa vie fut consacrée à la réforme et à l'amélioration du régime pénitentiaire. Pour notre part, nous déplorons aussi sincèrement la perte d'un homme de grand cœur, rempli des sentiments les plus élevés pour les misérables qui lui étaient confiés, et qui, jusqu'à l'étranger, a fait honneur à sa patrie.

Nous constatons encore que les sociétés hongroises pour la protection et l'appui des prisonniers rencontrent toujours plus de sympathie parmi la population qui commence à comprendre leurs nobles efforts, et que le gouvernement aussi, par des subsides assez considérables, leur prête un appui matériel sans lequel la meilleure volonté ne pourrait aboutir.

Il est à espérer que l'on avancera toujours davantage dans cette voie qui dénote un intérêt sincère pour les travaux de la science pénitentiaire, surtout en ce qui concerne la protection matérielle à donner aux libérés qui, au début de leur nouvelle existence, doivent compter sur un appui non seulement moral mais encore effectif. L'exemple donné par le gouvernement hongrois nous semble digne de l'attention générale.

Thémis du 6 avril 1891. — Dans un article (page 93) sur la criminalité en France et en Grèce, l'auteur établit : 1° que, d'après une statistique officielle, il y a eu 42.215 procès criminels en 1887 et 38.218 en 1886, que 35.583 ont été jugés en 1887 et 30.196 en 1886 ;

2° qu'en 1887, en France, où l'on comptait 38 millions environ d'habitants, il a été jugé 191.000 délits environ, tandis qu'en Grèce, où l'on comptait moins de 2 millions d'habitants, il a été jugé plus de 42.000 délits, c'est-à-dire au delà de 4 fois plus qu'en France, proportionnellement.

Thémis du 14 avril 1891. — L'amendement des condamnés mineurs (1) a préoccupé enfin le Ministère grec de la justice, après les nations civilisées et les philanthropes. Il en était temps et c'était juste, car si les majeurs sont trop endurcis, on peut, par l'éducation pénitentiaire, remplir le vœu de la loi pénale à

(1) Sur les maisons de correction en Grèce, *conf. Bulletin*, 1890, p. 774.

l'égard des mineurs et les rendre à la société en état d'exercer dignement un métier. Mais ces idées n'ont pas encore pris racine en Grèce. Les adultes mêlés aux habitués du crime deviennent leurs élèves, perdent tout sens moral et sortent des prisons condamnés à être des malfaiteurs fieffés. L'éducation pénitentiaire a produit dans tous les pays de tels résultats que la justice absout même les jeunes gens âgés de plus de dix-sept ans, quoique présumés en état de discernement, afin qu'ils y soient soumis. En Grèce, c'est à partir de quatorze ans que se pose la question de discernement et le plus souvent on acquitte pour défaut de discernement, en sorte que difficilement il peut être question d'éducation pénitentiaire.

Dans les établissements Syngros, il y a bien séparation entre les enfants de moins de quatorze ans et les autres condamnés, mais l'éducation pénitentiaire ne pourra pas leur être donnée, à moins qu'elle ne le soit même aux enfants de plus de quatorze ans, car il faut qu'ils atteignent le nombre de 100 et l'an dernier il y en a pas eu plus de 12 âgés de moins de quatorze ans dans toutes les prisons de l'État.

Thémis du 19 mai 1891. — Ordonnance royale (page 191) du 29/30 mars 1891 disposant comme il vient d'être dit.

On y dispose en outre, que les enfants dont il s'agit travaillent et sont instruits en histoire sainte, catéchisme, morale chrétienne, etc., etc. Ils apprennent toutes sortes de métiers.

Thémis du 26 mai 1891. — Le système d'exécution en public des condamnés à mort a été aboli en partie en Grèce par la loi du 28 juin 1846.

D'après une ordonnance du 9 juin 1870, c'est dans le mois qui suit la condamnation à mort que le sort du condamné doit être décidé. Mais cette ordonnance n'a jamais été appliquée et c'est pendant des années que les condamnés restent en prison dans l'agonie et dans l'espoir de la grâce.

RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIA, n° 8, avril 1891. — La colonie d'Érythrée et la transportation (*supr.* p. 808). — Une expertise médico-légale en 1665, par A. SEITI. — La législation criminelle en Angleterre. — Les condamnés à mort et le droit de grâce en France, par G. BIA MONTI. — L'esclavage dans les états des ducs de Savoie, par le comte CAIR DE PIERLAS. — La police russe. — Le Congrès criminaliste de Berne. — *Actes parlemen-*

taires : Chambre des députés : Le projet de budget pour l'exercice 1890-1891. — *Actes parlementaires étrangers* : Rapport au Sénat français sur le budget de l'administration pénitentiaire pour l'exercice 1891. — *Bibliographie* : Rapport sur les prisons de France et d'Italie en 1889. — Cours de droit criminel professé à l'Université de Pise, par F. CARRARA. — Études pénitentiaires. — Variétés : Le jubilé universitaire du professeur Giampaolo Tolomei. — Comité d'assistance et de secours aux familles des détenus préventivement et aux victimes des crimes. — Colonie pénitentiaire pour les mineurs. — Sur les demandes de grâces. — Œuvre des petits asiles temporaires de préservation et de patronage pour les femmes et pour leurs enfants. — Une réforme du travail dans les prisons. — Les délinquants. — La bestialité humaine. — La peine de la castration.

N° 10, mai 1891. — Sommaire. — La justice à Breslau aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, par G. BIANCONI. — Sur quelques lettres de Francesco Carrara, par le Dr G. BARINI. — Sur l'application du régime cellulaire en Belgique. — Statistique pénitentiaire suisse. — Passanante. — *Actes parlementaires italiens* : Projet du budget des dépenses du Ministère de l'intérieur pour l'exercice 1891-92. — Rapport de M. ROMANIN-JACUR. — *Actes parlementaires étrangers* : France. Loi sur l'atténuation et l'aggravation des peines. — Belgique, projet de loi sur l'application du régime cellulaire. — Variétés : Le nouveau directeur de l'administration pénitentiaire en France. — Notice sur le soldat Seghetti récemment fusillé. — Gardiens de prison condamnés par le tribunal militaire. — Nécrologie : Émile TAUFFER.

N° 12, juin 1891. — Sommaire. — Organisation générale de l'administration pénitentiaire. — *Actes parlementaires* : Chambre des députés. — Discussion du budget du Ministère de l'intérieur. — Sur la libération conditionnelle. — Sénat : Discussion du budget du Ministère de l'intérieur. — *Bibliographie* : Les palimpsestes des prisons par César Lombroso, SCIPION SIGHELE. — L'Institut des enfants abandonnés à Rome, G. B. — Compte rendu quinquennal de la société de patronage des prisonniers et des libérés à Brescia. — Avis de Concours. — Variétés : Le mariage des libérés conditionnels. — Le journalisme dans les prisons américaines.

RIVISTA PENALE. — Fasc. 71, février 1891. — Sommaire : I. Le

désistement de la partie lésée, civilement incapable, A. MORTARA. — II. Une question pratique sur le vol, C. SESSONA. — III. Des officiers publics pour les effets de la loi pénale d'après l'article 207 du Code pénal, C. CIALFI. — IV. De l'obligation, dans les débats criminels de lire les motifs de l'arrêt, V. FALCONI. — V. Jurisprudence contemporaine : jugements italiens, jugements étrangers. — VI. Chronique : Crise ministérielle. — Application et effets du régime cellulaire à Mazas, France. — La peine de la castration. — L'obligation du salut militaire aux magistrats en Autriche. — Statistique pénale criminelle de la Cour de cassation en France. — Les ateliers pénitentiaires à l'Exposition de Palerme. — La nouvelle maison de fous à Florence. — Modifications au casier judiciaire en France. — VII. Éphémérides. — VIII. Recueil d'arrêts. — Législation : 1° Italie : Règlement pour l'exécution de la loi sur l'hygiène et la santé publique approuvé par décret royal du 7 décembre 1889 ; décret royal du 7 décembre 1890 modifiant les art. 63 et 64 du règlement du 9 octobre 1889 ; 2° Autriche : Loi du 6 janvier 1890, sur la protection des marques de fabrique et de commerce. — IX. Bulletin bibliographique.

RIVISTA PENALE. — Fasc. 72, mars 1891. — I. Le principe des peines, J.-B. IMPALLOMENI. — II. Les réformes du Code pénal : la partie civile, F. BENEVOLO. — III. La réprimande judiciaire et le dernier paragraphe de l'art. 29 du Code pénal, L. LUCCHINI. — IV. Jurisprudence contemporaine ; jugements italiens. — V. Variétés : 1° Les médecins experts en Angleterre, A. WOOD RENTON ; 2° Le projet de Code pénal du canton de Neuchâtel (Suisse). — VI. Chronique : Une chose mal faite. — L'abus des insignes et du nom de la Croix rouge. — Vice-juges de paix communaux. — Les présidents de Cour d'assises. — Le Congrès de Londres sur les droits d'auteur. — Enlèvement de nihilistes russes à Constantinople. — Projet de loi sur les aliénés en France. — Réformes législatives et discussions pénitentiaires en Hongrie. — « Le New-York catholic protectory ». — VII. Éphémérides. — VIII. Recueil d'arrêts. — IX. Législation : 1° Autriche : Loi du 6 janvier 1890, sur la protection des marques de fabrique et de commerce ; 2° Italie, Autriche-Hongrie : Convention entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie pour la protection de la propriété littéraire et artistique, approuvée à Vienne le 8 juillet 1890, ratifiée le 29 décembre 1890 et rendue exécutoire pour l'Italie le 8 juillet 1891 ; 3° France : Loi du 19 mars 1889, sur les crieurs de journaux sur la voie publique. — X. Bulletin bibliographique.

RIVISTA PENALE. — Fasc. 73, avril 1891. — I. Étude sur la position des questions au jury, F. INNAMORATI. — II. Sur une grave question de compétence en matière criminelle, A. MORTARA. — III. L'art. 368 du Code pénal et les nouveaux principes scientifiques au sujet de l'homicide involontaire. C. MAGNOCHI. — IV. Jurisprudence contemporaine : jugements italiens. — V. Chronique : Commission de la statistique judiciaire. — Ouverture de l'année judiciaire au tribunal de Massaoua. — La loi de lynch mise en pratique contre les Italiens à la Nouvelle-Orléans. — La « Mala Vita ». — La libération du professeur Sbarbaro. — VI. Éphémérides. — VII. Recueil d'arrêts. — VIII. Législation : 1° France : Loi du 19 mars 1889, sur les crieurs de journaux sur la voie publique ; 2° Italie : Loi du 21 décembre 1890 sur le service et sur le personnel de la sûreté publique et sur les officiers de la sûreté publique. — IX. Bulletin bibliographique.

• UNION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL : 3^e année, n° 1 (Conf. *supr.* p. 1036). Nous recevons, au moment de mettre sous presse, le Bulletin de juillet de cette Société. Il contient d'intéressants comptes rendus de l'Union des juriscultes hongrois (*supr.* p. 1017), des réunions des juriscultes hollandais et scandinaves. Enfin, il annonce la publication par la *Revue générale de la science du droit pénal* des discussions tenues dans la deuxième réunion de la section allemande à Halle-sur-Saal les 25 et 26 mars 1891.

Nous analyserons tous ces travaux dans l'un de nos plus prochains bulletins.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 18 NOVEMBRE 1891

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Membres nouveaux. — Congrès de 1895. — Fin de la discussion sur le casier judiciaire : MM. Lévillé, Dubois, Yvernès, Petit, Rivière, le Sénateur Mechelin.

La séance est ouverte à 4 h. 10, sous la présidence de M. Petit.

Le procès-verbal de la séance de juin, lu par M. Bogelot, *secrétaire*, est adopté.

M. le Sénateur MECHLIN, ancien Ministre du commerce et de l'industrie en Finlande, est invité à vouloir bien prendre place au bureau, à la droite du Président.

M. le PRÉSIDENT. — M. le Sénateur Mechelin, ancien Ministre de Finlande, veut bien honorer notre réunion de sa présence.

Ceux de nos collègues qui ont assisté au Congrès de Saint-Petersbourg vous ont dit que, parmi les personnages éminents qui, en Russie, leur ont fait un si cordial accueil, M. le Sénateur Mechelin s'est montré particulièrement empressé et sympathique. Ils ont trouvé à Helsingfors, au milieu de la chaleureuse réception dont ils ont été l'objet dans un pays aussi pittoresque que beau, le meilleur des introducteurs et le plus précieux des guides dans un homme qu'ils auraient pu considérer comme leur compatriote, tant M. le Sénateur Mechelin parle élégamment notre langue, tant son cœur bat du même battement que les nôtres ! (*Applaudissements.*)

L'accord qui s'est établi à Saint-Petersbourg sur des questions purement pénitentiaires n'a été que le prélude d'un accord qu

s'est manifesté avec éclat sur un autre terrain, à Cronstadt, en face même des côtes finlandaises. Notre Société est fière de penser que l'un des hommes qui ont le plus puissamment contribué à créer les liens qui unissent aujourd'hui la Russie et la France, est un de ses anciens présidents, et, en adressant ses félicitations à M. Ribot, elle ne peut que former le vœu de voir ces liens devenir encore plus étroits, parce que l'amitié de la Russie et de la France est la meilleure sauvegarde de la paix. (*Très bien, très bien, applaudissements unanimes.*)

M. MECHÉLIN. — Je suis profondément touché de l'honneur que vous m'avez fait en m'invitant à votre réunion.

Les paroles si bienveillantes que vient de prononcer M. le Président me prouvent que ceux d'entre vous qui ont pris part au Congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg n'ont pas encore oublié l'excursion que le Congrès a faite en Finlande, excursion si vivement désirée par tous les amis de la France en Finlande, et leur nombre est considérable, je vous assure. (*Applaudissements.*) Malheureusement, le temps que nous avons pu consacrer à cette excursion a été bien court. J'espère néanmoins que nos hôtes ont eu le temps de constater combien, en Finlande, vibrent de vigoureuses sympathies pour la France et pour les Français, et je suis moi-même particulièrement heureux aujourd'hui de pouvoir constater combien la réciprocité est vraie.

M. RIVIÈRE. — J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu des lettres d'excuses et de regrets de ne pouvoir assister à la séance, de MM. le Dr Peyron, Herbette, Lefébure, Pagès, Dreyfus, Laguesse, Pons, James Nattan, Merveilleux du Vignaux, Lecour, Limpérani, de Corny, Dumas, Choppin et Boursaus.

Dans sa dernière séance, notre Conseil a admis comme membres titulaires de la Société :

MM. le rabbin Raphaël Lévy, aumônier des prisons, à Paris ;
Louvard, chef de bureau à la Préfecture de la Seine ;
Pons, contrôleur-inspecteur de la prison de la Santé ;
Henri Capitant, professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix ,
Albert Nyssens, professeur de droit pénal à l'Université de Louvain.

Nous serions tous extrêmement heureux si M. le Sénateur Mechelin voulait bien honorer notre Société de son adhé-

sion. M. Mechelin est un jurisconsulte consommé, il connaît notre législation, il parle notre langue comme les siennes. Il a joué un rôle considérable au Congrès de Pétersbourg, non seulement par sa magistrale direction au milieu des splendeurs de la Finlande, mais aussi au cours des discussions techniques. Il occupera une place non moins importante, nous l'espérons bien, au Congrès de 1895. Son entrée dans notre Société serait une force précieuse pour elle. (*Vif assentiment.*)

M. Mechelin s'incline, remercie de ce moyen qui lui est offert de continuer à vivre au milieu des membres de la Société et à suivre leurs travaux. Il déclare accepter avec reconnaissance la demande à lui adressée. Son admission est proclamée par acclamation.

Puisque j'ai parlé du Congrès de 1895, j'ai l'honneur de vous faire connaître que votre Conseil de direction va commencer ses visites aux Ministres spécialement chargés de veiller à la préparation de ce Congrès.

Immédiatement après, votre *Commission centrale* commencera à réunir successivement vos différentes commissions dans le but de les voir se constituer, prendre vie et langue; sauf, les différents rapporteurs une fois désignés, à laisser ceux-ci dresser le programme de leur travail et à désigner eux-mêmes les époques où ils désireraient entrer en communication avec leurs collègues.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons revenir à la discussion sur le casier judiciaire.

Nous avons eu, à la dernière séance, des débats extrêmement intéressants; nous avons entendu dans les deux sens se manifester des opinions soutenues avec un très grand talent, d'une part, par MM. les sénateurs Trarieux et Bérenger, et d'autre part, par MM. Camoin de Vence et Bournat, qui n'ont pas été moins applaudis. Pour que cette discussion soit complète, il faut que M. Léveillé veuille bien nous exposer le système qu'il a développé au sein de la commission et dans le journal *Le Temps*; de cette façon, la question aura été présentée sous tous ses aspects et elle pourra provoquer des observations plus complètes et plus utiles.

M. LÉVEILLÉ, *professeur à la Faculté de droit.* — Je voudrais d'abord, Messieurs, vous rassurer sur mes intentions.

L'ordre du jour (il faut bien que je le rectifie un peu) annonce un exposé du système de M. le professeur Léveillé; c'est une formule bien ambitieuse; les choses se sont passées plus simplement.

A la fin de la dernière séance, l'assemblée avait jugé qu'il fallait continuer la discussion du casier judiciaire; je me suis tout naturellement mis à la disposition de M. le Secrétaire général adjoint, d'autant plus qu'ayant été plusieurs fois visé de la façon la plus courtoise, mais en même temps la plus directe, par notre très honorable rapporteur, je considérais que je devais lui répondre. Je veux donc aujourd'hui vous présenter quelques observations, et rien de plus.

Je dois vous indiquer comment je suis entré dans cette discussion de la théorie du casier judiciaire.

La réforme du casier judiciaire a, en réalité, été provoquée par deux de nos éminents collègues, M. le sénateur Béranger et M. le conseiller Voisin. Je n'ai pas pris part à cette initiative, je n'en dois pas partager l'honneur.

La question du casier judiciaire n'était pas absolument nouvelle pour moi, mais j'étais loin d'en soupçonner la complexité. Je ne dissimule pas que mon éducation technique sur cette question a été faite par M. le sénateur Béranger et par M. le conseiller Voisin. J'ai fait partie de la commission ministérielle qui a préparé un avant-projet et qui a trouvé le sujet difficile, car elle y a consacré une vingtaine de séances; je ne sais même pas si, après l'effort accompli, il est un seul de ses membres qui soit absolument satisfait du résultat obtenu. Dans cette commission, j'ai entendu les deux hommes dont je viens de rappeler le nom, exprimer cette pensée, que le casier qui, en lui-même, est un rouage excellent, produit cependant, dans la pratique, des effets déplorables.

Je rappelle, Messieurs, qu'en fait de casier judiciaire, on distingue ce qu'on appelle le bulletin n° 1 et le bulletin n° 2. En ce qui concerne le bulletin n° 1, personne n'a proposé d'y toucher; c'est en effet l'enregistrement pur et simple de toutes les condamnations encourues par un homme, et cet enregistrement une fois réalisé est perpétuel. Le bulletin n° 1 est destiné à renseigner plus tard les magistrats, spécialement dans les cas où un homme déjà condamné comparaît à nouveau devant la justice. Mais la pratique, vous le savez, a imaginé le bulletin n° 2, et une circulaire ministérielle de 1850 avait déclaré que ce bulletin n° 2 serait mis à la disposition des tiers qui en demanderaient la communication; le bulletin n° 2 devenait ainsi, en vertu de cette circulaire de 1850, une sorte d'instrument de publicité mis à la disposition des tiers.

Plus tard on a trouvé qu'il y avait dans cette communication trop facile quelque danger; une nouvelle circulaire a décidé que

désormais le bulletin n° 2 ne serait plus remis qu'aux intéressés eux-mêmes, et non plus aux tiers. Y a-t-il eu, dans cette seconde circulaire, une transformation du système primitif ? Je ne le crois pas ; j'estime qu'il y a eu un changement dans le procédé, rien de plus. Aujourd'hui, quand on vient vous dire que le bulletin n° 2 n'est pas destiné à passer aux mains des tiers, je soutiens que cela n'est pas vrai. Il est évident que le bulletin n° 2 n'est pas destiné à révéler à un condamné qu'il a été condamné ; quand on a comparu devant les tribunaux correctionnels ou devant la cour d'assises, en général on n'oublie pas ces détails-là. En réalité, l'intéressé n'intervient que pour aller au greffe chercher une feuille de papier afin de la transmettre à un tiers. De sorte qu'aujourd'hui j'ose affirmer qu'il y a, si vous le voulez, communication indirecte, mais que le bulletin n° 2 est parfaitement un instrument destiné à passer toujours aux mains des tiers.

Aussi, qu'arrive-t-il dans la pratique ? C'est que, trop souvent, quand un homme sollicite un emploi, on lui demande tout de suite, quand on ne le connaît pas bien : Avez-vous été condamné ? — Non. — Apportez-en la preuve.

J'indique la situation telle qu'elle se réalise en fait, parce que je crois que le point de départ du problème du casier est dans la situation que je décris. Il résulte de ce que je viens d'indiquer que le malheureux qui a été condamné une fois ne peut plus présenter page blanche et voit les portes se fermer devant lui. On n'aime pas beaucoup (cela s'explique), quand on est chef d'un atelier ou d'une maison de commerce, avoir chez soi des gens tarés.

Aussi, des hommes éclairés et dévoués, qui s'occupent de patronage, ont-ils déclaré, dans la commission [ministérielle, que le malheureux libéré, même quand il avait fini sa peine, restait encore à perpétuité sous le coup du casier judiciaire, ne trouvait pas d'emploi, et ils nous ont dit très justement qu'il y avait peut-être là une cause active de la récidive.

J'ai au contraire entendu dans une des séances qui ont été consacrées par notre Société à l'examen du problème du casier judiciaire, des collègues qui ne sont pas des théoriciens, qui sont au contraire des praticiens honorés du patronage, qui par conséquent ont à cet égard une autorité exceptionnelle, affirmer que la situation actuelle était cruelle sans doute, mais qu'il n'y avait pas moyen d'y porter remède, et qui manifestaient même l'étonnement que vingt ou vingt-cinq hommes prétendus compétents

aient pu, à la Chancellerie, s'occuper pendant vingt séances de l'examen d'une réforme sérieuse.

J'ai été surpris d'entendre cette protestation qui semblait au début assez générale dans les rangs de la Société des prisons ; j'ai dû m'interroger, moi qui n'avais pas assumé la responsabilité de la réforme, moi qui ne fais pas de pratique et qui suis entré dans cette question sans aucune espèce de parti-pris, avec une impartialité absolue. J'ai réfléchi à ce que j'avais entendu ici et dans la commission ministérielle ; j'y ai réfléchi, et je dois déclarer en toute franchise, malgré la majorité qui a paru se former ici, je dois déclarer que M. le sénateur Bérenger et M. le conseiller Voisin ont, à mes yeux, fait une chose utile et juste en demandant la réforme énergique du casier judiciaire. Je suis donc sur la question de principe absolument d'accord avec eux.

Où est la difficulté maintenant ? Il s'agit de savoir dans quelle mesure se feront les innovations. Je reconnais que là la difficulté commence. Mais j'insiste sur ce point, que dans la commission ministérielle nous nous sommes en réalité trouvés unanimes dans l'affirmation de la nécessité d'une réforme. Nous n'avons été divisés que lorsqu'il s'est agi de déterminer comment nous nous y prendrions pour faire mieux que ce qui existe. Parmi nous, des criminalistes qui étudient cette question depuis des années ont parfois oscillé ; ils ont voté un jour dans un sens et quelques semaines après dans un sens contraire. Nous avons même vu, à l'une de vos séances, se produire une dernière évolution de la part de l'un des membres les plus considérables de la commission ministérielle ; je n'adresse de reproche à personne, à propos de ces oscillations, qui prouvent la sincérité des esprits.

Maintenant, je veux vous dire à quel point de vue je me suis personnellement placé, écoutant avec une vive attention tous ceux qui pouvaient m'éclairer par leurs renseignements.

J'ai un peu l'habitude, quand il s'agit de construire une théorie, d'essayer de trouver d'abord une idée mère, qui puisse gouverner les détails. Eh bien, en réfléchissant à cette question, il m'a semblé qu'il y avait avant toute chose un principe fondamental à poser, principe qui n'est pas formellement écrit dans les textes, mais qui, selon moi, se dégage du droit pénal. J'estime, en effet, que l'inscription au casier judiciaire constitue une véritable peine pour les condamnés ; il est incontestable pour moi que cette inscription est une sanction très dure des fautes commises.

Voilà un coupable qui est condamné à quelques mois de prison

ou à plusieurs années de réclusion ; il sort de la maison centrale ou de la prison départementale, il croit que l'expiation est finie ; pas du tout ; il a subi une peine relativement courte et il reste à perpétuité sous le coup du casier judiciaire qui l'empêchera de se replacer ! Dans notre ancien droit, on parlait de peines qui agissaient par voie d'humiliation ; eh bien, l'inscription est une de ces peines qui humilient et qui dégradent. Je trouve qu'elle ressemble prodigieusement à la marque. Autrefois le bourreau imprimait au fer rouge sur l'épaule du condamné certaines lettres ; c'était une flétrissure épouvantable, mais enfin cette flétrissure pouvait se dissimuler sous les vêtements et elle ne s'appliquait qu'aux grands malfaiteurs. Le casier judiciaire, la vérité est que le condamné le porte sur le front, même pour des péchés véniels, et pour toujours. Vous comprenez qu'aucun de nous ne s'apitoierait s'il s'agissait d'une condamnation pour crime, mais quand il s'agit de peccadilles, je trouve lamentable que la tache demeure perpétuelle.

Pour démontrer que l'inscription au casier est une véritable peine, j'ai invoqué encore l'article 36 du Code pénal qui prescrit l'affichage des condamnations criminelles. Cet affichage est réservé par la loi à des condamnations très sévères, il suppose des infractions d'ordre majeur, et les commentateurs les plus autorisés n'hésitent pas à écrire que cet affichage est une peine proprement dite. Eh bien, je trouve que la mention au casier judiciaire est une affiche permanente.

Je sais que cette théorie que je développe et qui a été développée également par M. le juge d'instruction Guillot a été critiquée très vivement, notamment par notre honorable rapporteur.

On parlait tout à l'heure du Congrès de Saint-Pétersbourg. Précisément l'année dernière, alors que j'assistais avec quelques-uns des membres de la Société à ce Congrès pénitentiaire, il y a eu au Sénat (cet incident a même été le point de départ de la nomination de la commission) une discussion dans laquelle M. Béranger est intervenu, dans laquelle M. le Garde des sceaux a parlé. J'avais eu le tort, étant absent, de ne pas lire le compte rendu de cette discussion à mon retour ; hier en revoyant le dossier de cette affaire j'ai trouvé justement la théorie, que je formule ici, professée dès 1890, par M. le sénateur Béranger et par M. le Garde des sceaux Fallières. Je m'étais imaginé légèrement que j'étais l'un des inventeurs de cette théorie ; je m'étais trompé ; elle avait été présentée déjà avec une netteté parfaite et par

M. Bérenger et par M. le Garde des sceaux. Voici en effet ce que je lis dans le discours de M. Bérenger au Sénat (1) :

« Pour le délinquant éternellement poursuivi par le souvenir de cette condamnation qui lui ferme toutes les portes et le suit partout, dans quelque lieu qu'il soit, le casier judiciaire est devenu *une véritable peine*, pire que la peine principale, plus dure que la prison qu'il a subie et dont jamais il ne pourra s'affranchir. La peine véritable a eu un terme. Celle-là n'en aura jamais. »

Voilà une formule excellente de la théorie que j'ai soutenue. Ce n'est pas tout. Je me souviens que, dans la dernière séance de notre Société, M. Bérenger a pris la parole ; il a développé l'idée que j'ai rappelée, et dans son argumentation, il a ajouté un mot que j'ai retenu ; pour montrer que le libéré une fois sorti de prison est exposé à mourir de faim, il a déclaré que l'inscription au casier judiciaire équivalait pour le malheureux à une interdiction de travailler. Eh bien, qu'est-ce donc que l'interdiction d'occuper un emploi ? Qu'est-ce donc que cette interdiction de travailler ? Ne voyez-vous pas que cela ressemble singulièrement à ces dégradations civiques, à ces destitutions de fonctions, à ces incapacités de vivre, qui sont encore une fois des peines d'une catégorie inférieure, s'il vous plaît de les considérer comme telles, mais des peines admises et consacrées par nos lois ?

Puis M. le Garde des sceaux, répondant à M. Bérenger, n'est pas moins affirmatif quant à la thèse que j'ai produite. Dans la même séance du Sénat, l'honorable M. Fallières indique qu'il va nommer une commission, qu'il attend le résultat des débats qui vont s'ouvrir à Saint-Petersbourg, et il ajoute ces paroles significatives :

« Je crois avoir donné satisfaction à notre collègue ainsi qu'à tous ceux qui se préoccupent de ce qui est devenu par les circulaires et par l'usage *une véritable peine accessoire*. »

Sans doute M. le Garde des sceaux ne vient pas dire qu'en l'état de notre législation l'inscription au casier judiciaire soit littéralement une peine, parce qu'il faudrait pour cela que cette qualification fût énoncée par un texte formel ; seulement il nous dit : Cela opère absolument comme une peine. Vous voyez donc qu'au point de vue de notre discussion je trouve en accord parfait M. le sénateur Bérenger et M. le Garde des sceaux. Voilà des autorités derrière lesquelles je suis heureux de m'abriter.

(1) *Bulletin*, 1890, p. 778.

Le principe fondamental une fois posé que l'inscription au casier constitue une véritable peine, quelles conséquences faut-il en déduire ? Je crois que les conséquences que j'ai essayé de tirer du caractère pénal du casier diminuent précisément les inconvénients et les dangers du casier judiciaire. Quelles sont ces conséquences ? M. le rapporteur a eu la bonté de les énoncer dans les explications qu'il a fournies, je ne fais donc que les résumer.

La première conséquence, si l'inscription au casier judiciaire est une peine, c'est que, suivant moi, le magistrat doit être libre d'ordonner ou de ne pas ordonner l'inscription au casier judiciaire.

La seconde conséquence, c'est que le chef de l'État doit pouvoir faire remise de l'inscription ; la Constitution de 1875, en effet, décide que le chef de l'État peut faire remise des peines sans restriction aucune, sans condition aucune ; si l'inscription est une peine, le texte constitutionnel doit s'y appliquer. Je n'ai jamais compris, pour ma part, la distinction que l'on fait, au point de vue du droit de grâce, entre certaines peines qui peuvent être remises par voie de grâce et certaines autres peines qui ne le peuvent pas ; de pareilles subtilités m'ont toujours semblé indignes du droit.

Une autre conséquence du caractère pénal de l'inscription, c'est qu'elle doit pouvoir être suspendue par mesure administrative.

Une dernière conséquence enfin du principe de la peine, c'est que l'inscription doit pouvoir être ordonnée à temps. La peine doit être proportionnée à la faute ; il serait déplorable que l'inscription au casier judiciaire d'une peine courte fût nécessairement perpétuelle.

Voilà les conséquences multiples que j'avais indiquées. Je ne veux insister un peu que sur la première, sur le pouvoir accordé au juge, d'ordonner ou non l'inscription, parce que c'est sur ce point que l'engagement a été très vif.

Je trouve que dans l'application de nos lois pénales, à la fin du XIX^e siècle, il n'est plus permis de dire qu'il faut avoir une défiance salutaire du juge ; je crois qu'il faut au contraire affirmer que nous devons mettre en lui une confiance très large. Comment ! le juge est placé en face d'un inculpé ; il acquitte ou il condamne suivant les élans de sa conscience ; quand il condamne il peut abaisser énormément la peine en vertu de l'article 463 du Code pénal ; je ne comprendrais pas que, pouvant ne pas prononcer la peine principale, il fût forcé de prononcer toujours et quand même une peine accessoire.

On me dit : cette faculté laissée au juge est pleine de péril ; c'est l'arbitraire remis aux magistrats.

Je sais que le mot « arbitraire » est pris en France en mauvaise part quand on l'emploie ; mais ce prétendu arbitraire, je l'appelle de son vrai nom, l'appréciation sincère et loyale du juge. Quels qu'aient été mes efforts, je n'ai pas encore pu trouver de meilleure garantie pour les inculpés que la probité des hommes devant lesquels les inculpés comparaissent ; je crois énergiquement à cette probité-là, et en vérité le cas serait étrange si moi qui n'ai pas l'honneur d'être magistrat j'étais obligé de défendre les magistrats contre eux-mêmes. Mettre la loyauté du juge en suspicion, ce n'est pas ce que j'enseigne et je voudrais bien n'avoir pas à changer mon enseignement sur la fin de ma vie.

Dans la commission ministérielle vous pensez bien qu'on s'est demandé s'il ne fallait pas dans certains cas déterminés d'avance dispenser les coupables de l'inscription au casier judiciaire de certaines condamnations ; la commission est entrée dans cette voie. Certains de nos collègues avaient affirmé qu'ils pourraient dresser une liste des infractions devant entraîner ou ne devant pas entraîner l'inscription au casier judiciaire. Nous avons nommé une sous-commission dans laquelle nous avons mis les partisans de l'idée ; je me souviens qu'on voulait m'introduire dans cette sous-commission, je declinai le mandat en déclarant que je considérais l'œuvre comme impossible. Nos honorables collègues ont travaillé pendant des semaines dans la voie qu'ils avaient ouverte ; ils avaient annoncé qu'ils apporteraient une liste ; ils en ont apporté une. L'exhibition de cette liste produisit une vive réaction. M. le juge d'instruction Guillot, qui connaît admirablement le clavier du Code pénal, en fit aisément justice. « Voilà, dit-il, une vingtaine d'infractions que vous énumérez ; vous estimez que dans ces vingt cas il devra y avoir dispense d'inscription au casier judiciaire ; c'est beaucoup ; votre liste est bien longue ; mais, si vous voulez la faire complète, elle est beaucoup trop courte. » Et alors M. Guillot, égrenant son chapelet, montra aux savants auteurs qu'ils ne devaient pas excepter de l'inscription vingt délits seulement, mais quarante ou cinquante. « Est-ce une liste de quarante exceptions que vous osez proposer au Parlement, demanda-t-il ? » La sous-commission rentra aussitôt dans l'ombre.

La commission ministérielle, qui pourtant voulait rester dans cette voie, a fini par ne plus retenir que quatre infractions : le vol, l'abus de confiance, l'escroquerie et l'outrage aux mœurs. Elle a

suggéré au Gouvernement de décider que dans ces cas-là tout au moins l'inscription au casier judiciaire serait toujours obligatoire.

Je comprends le sentiment qui a guidé la commission quand elle a retenu ces quatre cas exceptés, mais franchement n'y a-t-il de malhonnête que ces quatre infractions? Je ne crois pas qu'avec des nomenclatures faites *a priori* on puisse résoudre sûrement un problème pénal. Encore une fois, je ne crois qu'au juge. Pour moi qui ne suis pourtant qu'un théoricien, tout n'est pas dans la qualification théorique des délits. J'estime qu'il faut étudier l'homme encore plus que le fait et, s'il faut tout dire en un mot, à l'arbitraire abstrait du législateur, je préfère encore l'arbitraire concret du juge.

Il y a quelque temps, je m'étais mis à revoir l'histoire de la surveillance de la haute police, et je vous avouerai qu'à ce moment un rapprochement entre la question du casier et la question de la surveillance saisit mon esprit.

On a dénoncé autrefois, vous le savez, la surveillance de la haute police, alors qu'elle existait, parce qu'elle existait d'une façon brutale, presque toujours perpétuelle, toujours d'une façon impérative; et l'on disait: la surveillance est un obstacle au reclassement des libérés. Aussi on a remanié bien des fois cette malheureuse surveillance qui a fini par disparaître. Mais en 1874, qu'avait fait M. Dufaure? C'était un jurisconsulte, celui-là, comme nous n'en avons plus guère; et quand il composait une théorie elle se tenait. Eh bien, dans la loi de 1874, comment M. Dufaure a-t-il traité la surveillance de la haute police? Comment l'a-t-il attaquée? Justement par les quatre procédés que je recommande pour la réforme du casier.

Qu'est-ce que je demande? Je veux donner au juge un pouvoir d'appréciation; je veux que l'inscription au casier judiciaire soit une inscription à temps et non plus perpétuelle; je demande la possibilité de la suspension administrative; je demande l'intervention du droit de grâce. Ce sont là précisément les solutions que la loi de 1874 appliquait à la surveillance de la haute police. C'est une coïncidence absolue des conclusions rassure ma conscience, n'est-ce pas, jurisconsulte.

Je ne me dissimule pas cependant que j'ai été combattu de tous côtés, avec une courtoisie extrême, d'ailleurs, et je se y a des points que j'ai touchés qui paraissent faibles à beaucoup de mes honorables contradicteurs. Je n'ai pas la prétention d'imposer ma théorie; je n'ai surtout pas la prétention de vous

poser en bloc. J'ai examiné si je ne pouvais pas la détailler en quelque sorte. Je me suis demandé, sans abandonner aucune des idées que j'ai exposées ici, si je ne pouvais pas alléger mes propositions afin de les faire accueillir plus facilement par les criminalistes. J'ai formulé alors ce que M. le Rapporteur appelle mon second système ; ce qui n'est peut-être pas très exact, car ce que je présente actuellement, c'est en réalité un morceau de mon premier système ; j'ai déaché de mes propositions primitives une des conclusions ; je l'ai développée ; mais au fond ce que je propose aujourd'hui je l'ai toujours proposé. Je veux donc m'attacher uniquement à ce que j'appelle la suspension possible de l'inscription au casier judiciaire et je vous demande la permission d'insister un peu sur ce point unique, car je crois que la solution technique du problème du casier judiciaire est là presque complète.

A quel moment en effet le casier judiciaire est-il véritablement meurtrier pour le condamné ? A quel instant cet instrument produit-il le mal qu'il produit dans la pratique ? Il y a deux dates qu'il faut étudier l'une après l'autre : le jour de la condamnation et le jour de la libération.

Prenons l'inculpé qui comparait devant le tribunal répressif. Il est condamné par hypothèse à douze mois de prison ; c'est ici que pourrait intervenir le pouvoir du juge, le juge dispenserait ou ne dispenserait pas de l'inscription au casier judiciaire. Mais remarquez bien qu'à ce moment la question du pouvoir du juge est surtout une question de théorie ; à l'heure actuelle, en effet, l'inscription au casier judiciaire pourra humilier, attrister moralement le condamné ; elle ne l'empêchera pas de trouver du travail, il en trouvera à la prison. Ici le coup n'a pas frappé encore le patient.

Nous pouvons par conséquent attendre que le condamné sorte de prison. Nous arrivons à la libération ; la libération c'est l'heure de la crise. Il faut ici que nous serrions le problème de près, car c'est ce jour-là qu'il faut que le libéré mange ; et pour que ce jour-là le libéré mange il faut que ce jour-là le libéré travaille. Je sais bien qu'on me répond : mais il y a la réhabilitation qui efface le casier dénonciateur . . . Permettez, dans trois ans au plus tôt, à partir de la libération, la réhabilitation effacera le casier, dans trois ans ! Le malheureux est sorti hier de prison avec quelques sous dans sa poche, il a besoin aujourd'hui d'un morceau de pain, et vous lui dites : il y a une très belle invention, la réhabilitation, qui a été embellie en 1885, dans trois ans vous pourrez en profiter . . . Ce n'est pas sérieux ! Ce qu'il faut au misérable, c'est du pain, du

travail, non pas demain, non pas dans un an, ni dans deux ans, ni dans trois ans, mais tout de suite !

Je sais bien que dans ma théorie le droit de grâce apporterait le salut. Je ne me dissimule pas pourtant que la grâce a un défaut : elle procure une libération définitive, irrévocable ; peut-être cet homme ne mérite-t-il pas dès maintenant la faveur énorme de la grâce ; soumettons-le prudemment à un temps d'épreuve. Aussi, ce que je n'abandonne pas, c'est la possibilité de suspendre par voie administrative l'inscription d'une première condamnation au casier judiciaire.

Je vais tâcher maintenant de justifier cette proposition unique, que je maintiens envers et contre tous.

D'abord, cette mesure administrative, qui vient suspendre l'effet d'une peine, remarquez que je ne l'invente pas pour les besoins de la cause ; je la trouve consacrée par la loi de 1874 sur la surveillance de la haute police. J'ai un autre argument que je puise dans la loi de 1885 sur la libération conditionnelle. Voici un homme qui est condamné à douze mois de prison ; il subit moitié de sa peine, il a payé moitié seulement de sa dette ; l'Administration peut à ce moment lui faire remise du restant de sa peine. C'est l'Administration qui fait cela, ne l'oubliez pas ; ce n'est pas la justice ; la justice est dessaisie. L'Administration pénitentiaire est, pour moi, une seconde magistrature. Cela peut sembler de l'idéal, quand on voit certains hommes. Mais enfin je crois que cette administration doit être considérée comme une autre magistrature. Je défends la compétence de l'Administration pénitentiaire, parce que, en prison, elle peut approfondir la question qui nous occupe. Lorsqu'un juge voit un inculpé passer devant lui, il l'étudie pendant une heure, un jour peut-être, mais, quelle que soit l'habitude des magistrats, le juge peut se tromper parce que les inculpés, ce me semble, ont une physionomie spéciale ; quand ils comparaissent devant un tribunal ils n'ont pas leur figure de tous les jours ; tandis qu'un condamné, le directeur de la prison l'observe de jour en jour, au début, au milieu et à la fin de son incarcération. Je comprends très bien dès lors que l'Administration pénitentiaire intervienne ici avec une exceptionnelle autorité. Je reprends maintenant mon argumentation.

Lorsque le condamné a subi la première moitié de sa peine, l'Administration peut suspendre à son profit la seconde moitié de cette peine par la mise en liberté conditionnelle. Pourquoi l'individu condamné à douze mois de prison, ayant, par hypothèse, fait

ses douze mois, et sortant de prison, pourquoi cet individu qui a payé toute sa dette et non pas seulement une fraction, ne serait-il pas exonéré conditionnellement de l'inscription au casier ?

Je ne considère pas d'ailleurs comme un droit au profit du libéré la suspension de l'inscription au casier judiciaire ; la suspension sera toujours une faveur, que le Ministre de l'intérieur sera libre ou non d'accorder. A cet égard, je m'inspire de l'esprit de la loi de 1885. Cette mesure ne sera pas accordée à tous, elle sera accordée aux libérés intéressants, et à ceux-là seulement.

Dans ma dernière proposition, dont M. le Rapporteur a bien voulu vous rendre compte, la suspension de l'inscription au casier judiciaire qui est accordée par l'Administration n'est accordée d'ailleurs qu'à une condition, c'est qu'elle soit réclamée au profit d'un libéré par une société de patronage. J'estime que dans l'intervention de la société de patronage il y a une garantie considérable. Je parlais tout à l'heure de mise en liberté provisoire ; la mise en liberté provisoire peut être subordonnée ou non au dépôt d'un cautionnement. Ici, j'exige, comme condition de la suspension de l'inscription au casier, l'intervention de la société de patronage, qui joue vraiment le rôle d'une caution morale. Vous voyez que les garanties sont multipliées.

Enfin, veuillez remarquer le caractère que je donne à cette suspension de l'inscription au casier. Cette suspension ne doit être prononcée que pour un an. Elle a, par dessus tout, le caractère d'une épreuve ; elle est prononcée pour une durée courte ; mais elle est susceptible d'un renouvellement annuel. Je ne veux pas que l'homme dispensé de l'inscription au casier se dise immédiatement : « C'est fini ; la suspension a été décidée, je puis me moquer de l'Administration et du reste. » Je désire qu'il reste inquiet encore, qu'il garde une situation précaire, qu'il soit longtemps soumis à la surveillance attentive de la société de patronage.

Mais si le libéré a obtenu qu'il n'y ait pas d'inscription à son casier, si, placé sans doute par les soins de la société de patronage, il a obtenu d'année en année le renouvellement de cette faveur, j'estime qu'après dix ans, par exemple, l'inscription provisoirement suspendue au début, doit s'éteindre, silencieusement, discrètement, sans aucune procédure.

On a parlé dans la Commission ministérielle d'une réforme de la réhabilitation. La réhabilitation est une belle conception au point de vue du droit ; elle fait table rase des condamnations an-

térieures ; mais elle présente une difficulté : sa procédure est terrible, elle est pleine de danger — quoi qu'on fasse, — les renseignements rassemblés sur le compte du demandeur en réhabilitation sont recueillis par des subalternes et les subalternes sont bavards (1).

Eh bien, précisément, dans la commission ministérielle qui a étudié si longuement la question du casier judiciaire, on s'était demandé s'il ne serait pas possible de remanier la procédure de la réhabilitation. Je n'ai pu assister à la séance où la commission examina ce point spécial. Mais il m'est revenu que la commission n'avait rien pu trouver et que, après avoir essayé de remanier la théorie de la réhabilitation, elle avait reconnu l'impossibilité d'une réforme.

Je vous prie justement de remarquer que la suspension d'inscription au casier que je vous propose, à la condition d'être renouvelée pendant dix ans, au bout de dix ans devient définitive. N'obtiendrions-nous pas par cette suspension, provisoire d'abord, définitive ensuite, à peu près le résultat qu'on voulait obtenir par le moyen de la réhabilitation, c'est-à-dire une sorte de réhabilitation sans procédure ?

Il reste maintenant une question à discuter entre le rapporteur, M. Béranger, et moi : l'inscription qui disparaîtrait au bout de dix ans disparaîtrait-elle par l'effet d'une prescription ou par l'effet d'une péremption ?.... Livrons cette question d'étiquette, n'est-ce pas ? aux discussions des concours d'agrégation. L'essentiel pour nous est de savoir s'il y a des mesures nécessaires à prendre, et, dans le cas de l'affirmative, l'essentiel est de les déterminer.

Je conclus.

Je crois qu'il n'y pas moyen de maintenir le *statu quo*, et sous ce rapport je suis très ferme. Je crois qu'il n'y a pas moyen non plus d'admettre la clandestinité du casier : sous ce rapport je repousse très nettement le dernier sentiment de M. Béranger. Je crois qu'il faut partir du principe que l'inscription au casier judiciaire est une peine.

Nous venons de faire la loi de 1891 ; n'avons-nous pas dans cette loi donné un large pouvoir d'appréciation au juge ? Je n'aurais pas, pour mon compte, voté la loi de 1891, sans limiter prudemment la durée des peines que les magistrats pouvaient suspendre.

(1) *Conf. sup.* p. 1019 [N. de la rédaction].

Je trouve cette loi énorme ; j'étais partisan du principe, mais le principe a été gâté par la formule. Seulement j'estime que, quand en l'année 1891 on fait de ces choses-là, on ne peut plus dire aujourd'hui qu'il ne faut pas avoir confiance dans le pouvoir d'appréciation du juge.

Je répète que, s'il était possible d'arriver à une transaction, je me contenterais en somme qu'on permit à l'Administration, c'est-à-dire au Ministère de l'intérieur, lorsque la libération se produit, de suspendre l'inscription au casier en faveur du condamné primaire.

Je vous ai expliqué mon système du renouvellement ; la suspension, aboutissant à l'évanouissement silencieux de l'inscription au casier, contient peut-être une solution acceptable du problème difficile qui nous divise.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre système a été très bien compris. C'est un système qui atténue les inconvénients du projet de loi déposé au Sénat, en faisant entrer en ligne de compte la conduite tenue par les condamnés depuis leur condamnation ; dans celui du projet, au contraire, il suffit qu'un certain temps se soit écoulé sans qu'un condamné ait reparu devant la justice pour qu'il voie disparaître toute trace de sa condamnation, même alors qu'il n'a fait aucun effort pour se réhabiliter.

M. Georges DUBOIS, *avocat à la Cour d'appel, ancien substitut du procureur général*. — Je suis toujours très heureux quand je me rencontre avec un esprit aussi éminent et aussi juste que celui de l'honorable M. Léveillé, et, si la question qui s'agite était celle du traitement à infliger aux libérés incorrigibles, nous nous trouverions sur le même terrain, celui de l'expatriation volontaire ou forcée. Mais en ce qui concerne les modifications à apporter au casier judiciaire en faveur des libérés que M. Léveillé considère comme intéressants, je me sépare absolument de lui.

Il vient de faire une profession de foi très nette. Il est l'adversaire résolu du *statu quo* ; moi, je suis le partisan non moins résolu de l'état de choses actuel.

Je ne parle pas du passé, c'est-à-dire de ce qui a existé à la suite des circulaires de 1850, mais de la situation actuelle qui est celle-ci : le bulletin n° 2, c'est-à-dire le relevé complet du bulletin n° 1, n'est délivré aujourd'hui qu'aux intéressés eux-mêmes ; d'autre part, ce qui est encore un point intéressant, il ne contient jamais les

mentions d'envoi en correction des mineurs, pour cette excellente raison que l'envoi en correction n'est pas une peine. Enfin, Messieurs, dans l'état actuel des choses et à côté du casier judiciaire, une innovation législative toute récente s'est produite, cette loi du 25 mars 1891 sur la suspension de la première peine à laquelle M. Léveillé faisait allusion, loi qui, ce me semble, fait déjà une très large part à l'indulgence et en même temps, sous une forme indirecte, à la réhabilitation possible, à l'amendement et au reclassement des libérés. Car c'est là le grand mot, il faut rendre possible le *reclassement des libérés intéressants*, et le casier judiciaire serait aujourd'hui, suivant la formule des partisans d'une réforme de ce casier, « le plus grand facteur de la récidive. »

Je suis d'un avis complètement opposé, et ce n'est pas seulement sur des considérations générales, sur des considérations morales que j'appuie ma manière de voir, c'est encore sur des chiffres statistiques que j'ai trouvés dans le numéro de la *Gazette des Tribunaux* d'hier, dans un article de M. Bonneville de Marsangy fils, qui, en défendant l'intégrité du casier judiciaire, obéit non seulement à un sentiment de pitié filiale, mais, j'en suis persuadé, à une conviction raisonnée et, suivant moi, entièrement justifiée. Cet article reproduit des chiffres qui sont empruntés, si je ne me trompe, aux travaux statistiques de notre collègue, M. Yvernès. Or, voici ce qui y est constaté : pendant l'année 1888, qui est, je suppose, la dernière sur laquelle porte la statistique, 211.000 bulletins ont été demandés, soit par des administrations publiques, soit par des particuliers (nous n'avons pas à nous occuper des bulletins demandés par les parquets ou par les juges d'instruction, cela n'a pas d'intérêt dans la discussion); sur ces 211.000 bulletins, 207.000 portaient la mention « néant », c'est-à-dire accusaient une situation judiciaire absolument intacte. Si le projet de loi passe, cette mention « néant » sera suspecte plus tard; elle ne peut pas l'être aujourd'hui. Il restait donc, en 1888, 4.000 bulletins sur 211.000 portant mention de condamnations. Remarquez (c'est M. Bonneville de Marsangy qui fait cette observation) que, sur ces 4.000 individus ayant demandé leur casier judiciaire et ayant reçu un bulletin mentionnant des condamnations, 2.000 recevraient encore, après la réforme projetée, un extrait maculé, puisque certaines condamnations seulement en seraient exclues. La proportion de ceux qui profiteraient du bénéfice du nouveau projet devant être d'environ 46 p. 100, sur les 4.000 individus qui ont aujourd'hui un casier judiciaire portant mention

de condamnations, il y en aurait encore plus de 2.000 qui, dans le système de la commission, recevraient un bulletin noirci. Ainsi, il se trouverait à peine 2.000 individus pour profiter du bénéfice de la nouvelle loi ; et c'est pour obtenir un pareil résultat (2.000 condamnés en regard de 207.000 honnêtes gens, qui, eux, ont un passé sans tache et ont intérêt à le faire connaître), qu'on arriverait à bouleverser nos mœurs et nos traditions, et à jeter dans l'avenir — n'en doutez pas — la suspicion sur l'institution même du casier judiciaire.

La nouvelle loi, si elle est votée, ne sera donc rendue qu'en considération d'une infime minorité, ce qui, je crois, M. Léveillé, est contraire aux principes du droit pénal. On doit faire les lois dans l'intérêt de la société tout entière, et, dans tous les cas, dans l'intérêt de la majorité.

Voyons maintenant si, en fait, les difficultés de reclassement des libérés, causées par la production de leur casier judiciaire, sont aussi grandes qu'on le dit. Je reconnais parfaitement — je ne veux pas me retrancher derrière des arguties — que la production du casier judiciaire par l'intéressé équivaut, non pas à une véritable publicité — ceci serait exagéré, — mais à une publicité restreinte, et que des tiers arrivent indirectement, en faisant demander son bulletin par le condamné lui-même, à connaître sa situation judiciaire. Mais, en fait, l'intéressé *reste libre* de ne pas demander son casier judiciaire, et, par conséquent, s'il le demande, c'est en pleine connaissance de cause et parce qu'il tient à trouver un travail déterminé ou à être employé par un patron déterminé.

Est-ce que le casier judiciaire est demandé pour l'exercice *de toutes les professions* ? Est-ce que nous ne voyons pas tous les jours, dans d'immenses chantiers de terrassements pour la construction de chemins de fer, dans la campagne et pour une infinité de travaux, des individus employés sans que ceux qui les emploient aient l'idée de leur demander leur bulletin du casier judiciaire, et sachent même quelquefois ce que c'est que le casier judiciaire ? La preuve (je crois que M. Bonneville de Marsangy la donne aussi dans son excellent article d'hier), c'est que les chantiers de terrassements sont encombrés d'étrangers qui, certainement, ne justifient pas de leur casier judiciaire et auxquels les personnes qui les emploient n'ont même pas l'idée de le demander. Par conséquent, si les libérés dits intéressants ne veulent pas, par une sorte de coquetterie ou d'amour-propre, se cantonner dans une profession déterminée et être employés par une personne dé-

terminée, ils arriveront certainement à trouver du travail ; sur les deux mille qui profiteraient du bénéfice de la nouvelle loi, et que je veux bien croire tous également dignes d'intérêt, je pense que dix-neuf cents au moins, s'ils sont de bonne volonté, arriveront à se placer.

Dans une de vos précédentes séances, vous avez entendu les hommes les plus compétents, MM. Berthélemy et Bournat notamment, vous dire : « Le casier judiciaire ne nous gêne pas, quand nous recommandons des libérés ; nous tenons à faire connaître la vérité, parce que nous sommes d'honnêtes gens, et aussi pour sauvegarder notre responsabilité vis-à-vis de la loi elle-même ; puisque nous disons aux patrons auxquels nous proposons des libérés quelles sont les condamnations qu'ils ont encourues, en quoi leur casier judiciaire compromet-il leur placement ? » A quoi l'éminent M. Bérenger, qui obéit aux mêmes préoccupations de sincérité, répondait : « Si, le casier judiciaire est gênant, parce qu'il est brutal, parce qu'il dit simplement qu'à telle date tel individu a subi telle condamnation ; quelles étaient les circonstances qui pouvaient aggraver ou diminuer sa faute, le casier judiciaire ne le dit pas. J'aime beaucoup mieux des renseignements moraux fournis aux patrons, et nous, sociétés de patronage, nous donnons des renseignements qui équivalent au casier judiciaire comme vérité, et qui l'éclairent. »

Eh bien, Messieurs, je vous le demande, si les renseignements moraux — le commentaire, en quelque sorte, du bulletin du casier judiciaire — sont donnés de vive voix par le représentant de la société de patronage, en quoi la production du casier judiciaire lui-même peut-elle être un obstacle au placement du libéré ? Le *commentaire* — M. Bérenger est obligé de l'avouer lui-même — n'empêche pas le reclassement ; comment la production du *texte*, c'est-à-dire du casier judiciaire lui-même, peut-elle l'empêcher ? La production du casier judiciaire est, au contraire, la preuve de la sincérité des sociétés de patronage. Qu'elles produisent le casier judiciaire et l'accompagnent d'un commentaire : du moment où elles sont décidées à être sincères, je ne vois pas quels inconvénients peut avoir la représentation du casier judiciaire. En le laissant produire, la société de patronage viendra dire : « 'Tel individu a été condamné ; il ne le cache pas, car il vous exhibe son casier judiciaire ; mais cette condamnation est intervenue dans telles et telles circonstances qui rendaient la faute excusable. » Il est évident qu'en pareil cas le patron ne sera pas en défiance et acceptera

plus volontiers le libéré, car, enfin, donner le commentaire sans donner le texte lui-même.... j'avoue que je ne comprends pas.

Si mes souvenirs ne me trompent pas, M. Béranger disait encore à une précédente séance : « Les patrons ne veulent pas en écouter aussi long ; la production du casier judiciaire par le libéré est vite faite, et ils répondent en le voyant : « Vous avez subi une condamnation, je ne veux pas de vous ». Et, ajoutait M. Béranger, — j'ai été surpris de trouver cet aveu dans sa bouche, car c'est la condamnation de son système — il y a une telle surabondance de demandes d'emplois, que les patrons préfèrent s'adresser à des individus qui ont un casier judiciaire immaculé, plutôt que de discuter sur le caractère des condamnations portées à un casier judiciaire qui a cessé d'être vierge. »

Eh bien, Messieurs, si, en fait, il y a tant d'honnêtes gens sans emploi et que les patrons préfèrent les honnêtes gens aux libérés, est-ce que, en nous plaçant au point de vue non pas seulement de l'intérêt des patrons, mais de l'intérêt général, cela ne doit pas être considéré comme une bonne chose ? Quand un patron a à choisir entre un individu qui lui apporte un casier judiciaire mentionnant des condamnations et un autre individu qui lui apporte un casier judiciaire immaculé, s'il choisit le deuxième, est-ce qu'il ne rend pas service à la société ? C'est la lutte éternelle pour la vie qui s'agite entre les individus ayant un passé judiciaire et les honnêtes gens. M. Béranger avoue implicitement, dans la circonstance, qu'en cherchant à placer un libéré sans produire son casier judiciaire intégral, c'est à un honnête homme qu'on causerait un préjudice, puisqu'il suppose deux candidats au moins pour un emploi, et que les sous-entendus, les réticences du bulletin du casier judiciaire réformé auraient pour résultat de faire placer le libéré sans doute, mais en même temps, d'éliminer l'honnête homme auquel on l'assimile par ces réticences, et qui mourra peut-être de faim alors que le libéré aura trouvé du pain.

Voilà ce que j'avais à dire comme considérations d'ensemble, et avant de répondre à ce que vous disait tout à l'heure, dans un langage si éloquent et si précis, M. Léveillé. Je désirerais aussi m'expliquer sur le projet de loi de la commission extra-parlementaire, actuellement soumis au Sénat, car jusqu'à présent nous n'avions combattu qu'un fantôme ; ce projet de loi n'était pas encore publié lors des discussions antérieures. Puisqu'il est depuis quelques jours sous nos yeux, je vous demande la permission de le

discuter, non pas dans ses détails, car il est très touffu, mais dans son ensemble et dans ses grandes lignes, en prenant, par exemple, les deux points essentiels : d'une part, le silence gardé par le bulletin n° 3 sur les petites condamnations qu'il considère comme insignifiantes ; d'autre part, la question de la prescription ou de la péremption des mentions du casier judiciaire.

D'abord, en ce qui concerne les condamnations insignifiantes, je reviens à ce que je disais tout à l'heure de la loi du 25 mars 1891 : est-ce qu'elle ne donne pas déjà une satisfaction qui, à mon sens, est même un peu excessive, aux besoins dont on se préoccupe ? Voilà une loi qui permet, pour la première faute — et il n'est pas question, dans le projet de loi sur la réforme du casier judiciaire, de négliger d'autres condamnations que la première, — qui permet de suspendre l'exécution de la peine, et, lorsque, pendant cinq ans, le condamné s'est bien conduit, de faire disparaître toute mention du casier judiciaire. Ce sont les condamnations peu graves retranchées du casier judiciaire par l'effet même de la loi ; car, surtout avec la large application que les tribunaux paraissent faire de la loi du 25 mars 1891, croyez-vous qu'il y ait maintenant beaucoup de délinquants intéressants qui ne profitent pas du bénéfice de cette loi ? Pour ma part, je ne le crois pas.

On dit : ce sont des condamnations *négligeables*. Comment ! c'est vous, législateur, ou, dans le système de M. Léveillé, c'est vous, juge, qui venez déclarer, de votre propre autorité, que ce sont des condamnations négligeables. Mais le patron, l'employeur, comme disait M. Léveillé, qu'en faites-vous ? Est-ce qu'il n'est pas bon juge aussi ? L'intéressé, le meilleur juge, c'est moi, le patron : j'introduis dans ma maison des individus qui ont déjà été condamnés ; si leurs condamnations n'entachent ni la probité ni l'honneur, je l'apprécierai aussi bien, sinon mieux, que le législateur ou le juge, et je me déciderai en connaissance de cause.

Sans vouloir reprendre en détail toutes les énumérations du projet de loi de la commission, voulez-vous me permettre un ou deux exemples ? Un riche propriétaire a des chasses à garder, il veut prendre un garde particulier ; celui qui se présente a déjà été condamné pour récidive d'ivresse — ce n'est pas précisément une recommandation, — ou bien il a été condamné pour délit de chasse ; mais, comme sa condamnation n'a point atteint un mois, elle ne se trouve pas portée, d'après le projet de loi, à son casier judiciaire.

Cela, me direz-vous, est de peu d'importance ; mais je suppose

maintenant que je suis à la tête d'une grande manufacture, dans laquelle j'emploie des femmes et des enfants; je suis un patron très humain, je respecte la loi de 1874; non seulement j'entends que les femmes et les enfants soient protégés matériellement, mais j'entends aussi qu'ils soient respectés par les contremaîtres. Après le vote du projet de loi, j'engage un contremaître qui m'apporte un casier judiciaire immaculé. Ce contremaître a été condamné à un mois d'emprisonnement pour coups et blessures volontaires, mais son bulletin n° 3 n'en porte pas mention, et je place un homme brutal et violent à la tête des enfants que j'emploie.

Voici, enfin, une compagnie de chemins de fer : elle a intérêt à éviter les accidents (on prétend qu'il s'en produit encore); elle engage — toujours après le vote du projet de loi — un aiguilleur, ou un mécanicien, ou un chauffeur dont le casier judiciaire est vierge. Quelques jours après, un accident se produit, et la compagnie apprend que l'intéressant libéré qu'elle a pris de bonne foi à son service avait été condamné, pour homicide par imprudence, à un mois d'emprisonnement et à 500 francs d'amende.

Je pourrais multiplier ces exemples à l'infini. Cette situation est d'autant plus grave, que ce patron, que la simple production d'un document émané d'une institution que vous avez créée, vous, puissance publique, pourrait renseigner sur la valeur morale des individus qu'il emploie, que ce patron, dis-je, est civilement responsable des actes de ses préposés. La compagnie de chemins de fer, par exemple, sera responsable de l'accident causé par son mécanicien, dont elle n'aura pas pu connaître les antécédents par suite des réticences de son casier judiciaire, alors que la société avait un moyen si simple de les lui faire connaître. Eh bien, la compagnie de chemins de fer ou le manufacturier actionné comme civilement responsable devant les tribunaux pourrait dire au ministère public : « Comment, vous, représentant de la puissance publique, vous venez conclure devant le tribunal à ma responsabilité civile dans telles et telles conditions, parce que la loi me déclare responsable des fautes commises par mon préposé dans l'exercice de ses fonctions ! Mais, si vous m'aviez laissé la possibilité, comme autrefois, de connaître ses antécédents, je ne l'aurais pas employé ; et, dans ces conditions, à qui incombe la faute et sur qui doit retomber la responsabilité » ? Voilà ce que le patron pourrait répondre en pareil cas.

J'allais oublier un point important. D'après le projet de la commission, si je l'ai bien compris et si les renseignements qui m'ont été donnés sur la discussion d'où il est sorti sont exacts, le bulletin numéro 3 du casier judiciaire, conçu dans un esprit de réticence, ne porterait pas la mention qu'il est inexact et incomplet. Pour moi, cela dépasse tout ! Je ne veux pas me servir de mots malsonnants et parler de déloyauté officielle, mais, enfin, cela constitue vraiment un manque absolu de sincérité.

Si je suis bien informé, la proposition aurait été faite, dans le sein de la commission d'inscrire en tête de chaque bulletin numéro 3, une mention indiquant que ce bulletin ne comprend pas telles séries de condamnations exceptées par la nouvelle loi. Voilà qui eût été loyal ; mais on a reculé, et cela se comprend. Voyez-vous les pouvoirs publics inscrivant eux-mêmes sur leur enseigne : *Ici, on ne dit la vérité qu'à partir d'un mois d'emprisonnement et de 500 francs d'amende ?* Ce n'était pas digne, mais il est moins digne encore, et surtout moins honnête, de passer sous silence cette circonstance que le bulletin est incomplet.

Viendra-t-on dire : Nul n'est censé ignorer la loi ; cette loi qui aura réformé le casier judiciaire devra être connue de tout le monde ; tous les citoyens français devront savoir que, lorsqu'on délivrera désormais un casier judiciaire blanc, ce sera souvent, sinon un casier noir, du moins un casier gris. Est-ce que les gens de la campagne, les illettrés, et même la plupart des gens instruits lisent régulièrement le *Journal officiel* ou le *Bulletin des Lois* ? Il doit s'en trouver, j'imagine, qui ne les lisent même jamais. Sauront-ils que tel document officiel doit être, à l'avenir, présumé incomplet ? En aucune façon. . . Il y a là quelque chose d'absolument incorrect, je pourrais presque dire qu'il y a là comme une sorte de tromperie sur la marchandise vendue ; car, enfin, ce casier judiciaire, vous le faites payer — 3 fr. 50 seulement, il est vrai — et vous ne dites pas qu'il est de qualité inférieure. Il y a quelques années, on a promulgué une loi imposant aux marchands de vin qui vendraient des vins artificiels l'obligation de le déclarer loyalement, à peine d'une répression légale. Eh bien, vous allez mettre en circulation des casiers judiciaires. . . . de raisins secs, sans en faire la déclaration ! Cela froisse ma conscience !

J'arrive, Messieurs, à la seconde innovation — je la prends en bloc — du projet de la commission : la péremption ou la prescription — peu importe le mot — des mentions du casier judiciaire.

Il ne faut pas, dit-on, que le libéré reste éternellement sous le coup de l'humiliation qui s'attache à la peine qu'il a subie.

On peut répondre, tout d'abord, que l'humiliation fait partie du châtement, et qu'elle en est la conséquence nécessaire, peut-être la plus nécessaire et la plus utile au point de vue social. Mais voyons, cette prescription qu'on réclame, est-ce qu'elle n'existe pas déjà par l'application de cette loi du 25 mars 1891 à laquelle je me trouve constamment ramené? Cette loi a, par avance, donné satisfaction à ce qu'on vient demander sous forme d'une modification du casier judiciaire. En effet, elle permet de faire disparaître du casier, au bout de cinq ans, la mention d'une condamnation conditionnelle, c'est-à-dire de cette condamnation qui sera toujours prononcée avec un caractère suspensif, lorsque le condamné sera intéressant.

Il en est fait un large usage, de cette loi; je pourrais presque dire qu'il en est fait abus. Comme avocat, comme ancien magistrat, j'aurais mauvaise grâce à critiquer des arrêts récemment rendus; mais il en est un peut-être, auquel je puis faire allusion: c'est un arrêt qui est attaqué avec vivacité, sinon avec violence, dans le numéro de ce matin d'un grand journal. . . (1). Voici les faits: Dans le midi, des individus ayant une position officielle, un maire et un percepteur, ont eu l'indignité de détourner des deniers appartenant aux pauvres (je puis m'exprimer ainsi, puisqu'il s'agissait des fonds d'une souscription faite au bénéfice d'ouvriers ruinés par une crise). Ces individus ont été condamnés à un an d'emprisonnement — je ne me permets pas d'apprécier la peine, — et la Cour d'assises a prononcé la suspension de la peine, conformément à la loi du 25 mars 1891, par la raison. . . je pourrais presque dire sous le prétexte, et vous allez voir pourquoi. . . que ces individus n'avaient pas subi de condamnations antérieures. C'est peut-être excessif, et il s'est trouvé des personnes autorisées qui ont qualifié sévèrement cette décision.

Je disais à l'instant: « Sous prétexte qu'ils n'avaient pas subi de condamnations antérieures ». Les débats avaient révélé, en effet, que l'un de ces deux individus, le percepteur, avait commis antérieurement un autre abus de confiance s'élevant à un millier de francs; mais il n'avait pas été condamné, et la Cour s'est fondée sur cette impunité pour le considérer comme un délinquant primaire, et lui accorder le bénéfice de la suspension de sa peine.

(1) *Le Figaro* du 18 novembre.

Voilà qui vaut assurément tout ce qu'on peut imaginer comme péremption des mentions du casier !

Enfin, Messieurs, il y a encore, à mes yeux, une autre raison de ne pas admettre la péremption ou la prescription, de plein droit, des mentions du casier judiciaire au bout d'un certain temps. C'est la faculté de la réhabilitation. Cette pauvre et belle réhabilitation ! A toutes nos séances nous avons entendu les partisans de la réforme du casier judiciaire la considérer comme une institution maudite. C'est, en quelque sorte, « le baudet d'où vient tout le mal », parce que c'est à elle que se rattachent les partisans du maintien du système actuel du casier judiciaire ! ... Je suis de ceux-là, et je préconise la réhabilitation ; je crois que c'est avec grande raison qu'on peut dire que la faculté de la réhabilitation rend inutile toute modification au régime du casier judiciaire.

Mais, dit-on, la réhabilitation ne peut s'obtenir qu'au bout de trois ans. Comment, trois ans d'amendement pour être relevé des conséquences morales d'une faute ! je trouve, pour ma part, que ce n'est pas beaucoup.

On dit encore : la réhabilitation est entourée de formalités qui la rendent dangereuse, parce qu'elles réveillent le souvenir, quelquefois éteint, de la condamnation encourue. Je ne crois pas qu'aujourd'hui, et surtout depuis la loi du 14 août 1885, les conditions apposées à la réhabilitation soient excessives ; la meilleure preuve que j'en puisse donner, je la trouve dans la bouche de M. Léveillé. Il vous a dit tout à l'heure que la commission avait examiné cette question, et qu'elle avait trouvé qu'il était impossible de réduire les conditions de la réhabilitation.

M. LÉVEILLÉ. — Cela ne veut pas dire qu'elle ait approuvé la loi de 1885.

M. Georges DUBOIS. — Cela veut dire que les formalités qui sont imposées aujourd'hui sont le minimum de celles qui peuvent être exigées. Eh bien ! cette réhabilitation me paraît être un remède suffisant à la situation qui intéresse MM. Béranger et Léveillé. La réhabilitation est le stimulant moral de l'amendement du condamné. Qu'est-ce que l'on créera par la prescription ou la péremption, de plein droit, de l'inscription de la peine au casier ? On créera une réhabilitation légale, absolue, sans conditions, applicable à tout le monde, à celui qui s'est mal conduit depuis sa première condamnation, pourvu qu'il n'en ait pas subi une autre,

comme à celui qui s'est amendé. Ce condamné peut être un gredin ; il peut battre sa femme et ses enfants, pourvu que ce ne soit pas devant témoins ; il peut se griser horriblement, pourvu que ce ne soit pas en public ; il peut commettre toutes sortes de méfaits, pourvu qu'il échappe à la répression : au bout de sept ans, dans le système du projet de loi, il se trouvera réhabilité légalement, par une réhabilitation d'ordre général, aveugle, qui ne tiendra pas compte des conditions individuelles et de l'amendement de chacun.

Un exemple : Un individu a été condamné pour excitation à la débauche de sa propre fille ; sa condamnation n'est pas exemptée de la mention à son bulletin n° 3, même dans le système du projet de loi, car elle a été prononcée pour attentat aux mœurs. Pendant les sept ans qui suivent sa libération, cet individu se conduit comme le dernier des misérables ; il ne commet pas de délits caractérisés, il tourne autour du Code pénal, sans y échouer ; mais, comme celui que je dépeignais tout à l'heure, il rend sa femme absolument malheureuse, il passe sa vie au cabaret et, qui plus est, il continue à profiter de la prostitution de sa fille... pour peu qu'on suppose qu'elle est devenue majeure, il n'a plus rien à craindre. C'est toujours le même abominable drôle, mais il n'a plus commis, à proprement parler, de nouveaux délits, et, au bout de sept ans, il est réhabilité de droit, comme l'honnête homme qui, pendant le même temps, a cherché, par sa bonne conduite, à mériter de la justice de son pays — puisque ce sont les Cours d'appel qui prononcent les réhabilitations — ce certificat d'honorabilité et de retour au bien qui est, assurément, la plus belle couronne à laquelle on puisse aspirer.

Je crois donc pouvoir dire, en opposant la réhabilitation individuelle avec toutes ses garanties morales, avec cet espèce d'honneur qu'elle confère, à la réhabilitation légale, de plein droit, s'appliquant aux bons comme aux mauvais sujets, que propose la commission, et que proposait encore tout à l'heure M. Lévillé.....

M. LÉVEILLÉ. — Avec une différence qui n'a pas été saisie par vous : l'idée d'épreuve est dans ma proposition, elle n'est pas dans celle de la commission.

M. Georges Dubois. — Je vais arriver à votre système ; j'examinais d'une façon générale la question de la prescription ou la

péremption des mentions du casier, et je proclamais la réhabilitation individuelle bien supérieure à l'expédient proposé. Mais j'aurais tort, en effet, d'identifier, dans cet ordre d'idées, au système de la commission celui de M. Léveillé, qui en diffère d'une façon très appréciable.

M. Léveillé a commencé par vous exposer sa théorie sur le caractère *pénal* qu'il reconnaît aux mentions du casier judiciaire. La question, je l'avoue, m'a préoccupé. Je suis un peu inquiet à la pensée de me mesurer, sur le terrain des principes du droit pénal, avec un homme aussi autorisé que M. le professeur Léveillé.

M. LÉVEILLÉ. — Avec MM. Béranger et Fallières.

M. Georges DUBOIS. — Votre autorité me suffit; du moment où vous considérez l'inscription au casier judiciaire comme une peine, je serais assez disposé à m'incliner sans examen. Mais je n'aime pas beaucoup, en principe, à m'incliner sans examen, et ici l'examen m'amène à une conviction différente de celle de notre éminent collègue.

En théorie, je ne crois pas que l'inscription au casier judiciaire soit une peine. D'abord, le fait même qui consiste à relever chaque condamnation sur un bulletin n° 1 spécial, envoyé par le Parquet du tribunal qui a prononcé la condamnation au greffe du tribunal de l'arrondissement natal, n'est pas assurément une peine; c'est simplement une mention d'ordre administratif, destinée à fournir des renseignements à qui de droit. Comment la peine se trouverait-elle infligée, alors que le bulletin n° 1 reste enfermé dans les casiers du greffe? Alors même que le bulletin est délivré au Parquet, il n'y a pas de publicité; il n'y a donc pas de peine, car c'est la publicité qui, pour M. Léveillé, crée la peine, et, pour ma part, je reconnais parfaitement que la publication d'une peine constitue une peine morale accessoire. Ce n'est donc pas sur le principe que nous sommes en désaccord, c'est sur l'application du principe. Ainsi, il est certain que l'inscription de la condamnation au casier judiciaire et la délivrance du bulletin n° 1 au Parquet ne sont pas une peine.

Ce qui est une peine, c'est la publicité. Comment arrive-t-elle à se produire? C'est l'intéressé lui-même qui écrit au greffe et qui demande son bulletin n° 2 (ou n° 3); c'est à ce moment-là que la peine peut commencer à prendre naissance, et que l'effet afflictif se produit; c'est au moment où l'intéressé retire son bulletin du greffe et va le présenter au patron.

M. LÉVEILLÉ. — C'est au moment du besoin.

M. Georges DUBOIS. — C'est l'intéressé lui-même qui va, plus ou moins spontanément, mais par un acte *personnel* — vous ne le nierez pas — demander l'extrait de son casier judiciaire, et alors c'est l'individu qui prononcerait une peine contre lui-même ! En principe, c'est le magistrat qui prononce la peine, et l'inculpé n'a pas à la discuter ; or, ici, la peine accessoire ne pouvant naître que de la publicité donnée aux mentions du casier judiciaire, c'est l'intéressé qui, provoquant cette publicité au moment où il demande son bulletin et l'exhibe, s'infligerait la peine à lui-même !

Je crois qu'il n'est pas besoin de rien ajouter, pour être convaincu que la publicité du casier judiciaire, dans les conditions où elle se produit actuellement, ne peut pas constituer une peine, dans le sens juridique du mot.

La première conséquence que M. Léveillé déduisait de sa théorie, c'est que, constituant une peine, la mention de la condamnation sur le bulletin du casier doit être abandonnée à l'arbitraire du juge . . . ou, puisque le mot « arbitraire » paraît le choquer, à la « conscience » du juge. Le juge qui apprécie la peine principale peut apprécier, dit-il, la peine accessoire qui consiste dans la publicité de la condamnation ; et, s'il estime que la condamnation ne doit pas être mentionnée sur le bulletin n° 3, il doit rentrer dans son pouvoir d'appréciation d'ordonner que la mention de la condamnation qu'il prononce ne sera pas faite sur ce bulletin. Comment, dit M. Léveillé, vous le laissez maître de la peine principale, et vous ne voulez pas qu'il soit libre de prononcer la peine accessoire ou de déclarer qu'elle ne sera pas prononcée !

Il y a là deux situations différentes. Il est de toute nécessité de laisser le juge libre de prononcer ou non la peine principale ; cette peine doit être prononcée par quelqu'un, et c'est le juge qui doit en être chargé, puisque telle est la raison d'être de son institution. Mais on ne saurait, suivant moi, sans imprudence, remettre à l'arbitraire du juge les questions accessoires et, notamment, la question de savoir si la peine qu'il prononce sera ou ne sera pas inscrite au casier judiciaire. Cette affaire de Bessèges, à laquelle j'ai déjà fait allusion, démontre combien le pouvoir souverain du juge s'égare, lorsqu'on l'appelle à statuer sur des questions qui sont plutôt d'ordre intérieur, ou qu'il pourrait être entraîné à trancher par des considérations étrangères à sa mission de justice.

Qu'arriverait-il, si la mention des condamnations au bulletin

n° 3 était abandonnée à la volonté des juges ? Il se produirait, tout d'abord, une grande inégalité : certains tribunaux, hostiles en principe à cette demi-publicité du casier judiciaire, un peu par habitude ou par tradition locale, déclareraient *toujours* que la mention ne sera pas inscrite sur le bulletin n° 3 ; d'autres magistrats, imbus de sentiments contraires, pénétrés d'habitudes judiciaires contraires, arriveraient à ne *jamais* dispenser de l'inscription au bulletin. Et alors les patrons, recevant un bulletin vierge, et ne pouvant rechercher si cette virginité n'est pas due uniquement à l'indulgence d'une jurisprudence locale, se demanderont avec inquiétude si elle ne dissimule point, par hasard, quelque condamnation pour assassinat, bénévolement dispensée d'inscription au casier.

Je crois que le pouvoir du juge, qui est très respectable lorsqu'il s'exerce dans ses limites naturelles et nécessaires, devient très dangereux lorsqu'on prétend l'étendre sans raison. Si l'on veut pousser jusqu'à ses limites extrêmes l'extension du pouvoir du juge, il n'est plus besoin de lois pénales ; le magistrat est là pour apprécier non seulement le fait matériel, mais encore le plus ou moins d'indignité de celui qui l'a commis, la quotité et jusqu'à la nature de la peine qu'il convient d'infliger ; il appliquera la peine qui lui semblera le mieux en rapport avec l'état moral, avec *l'état d'âme* de l'inculpé qui comparaît devant lui. Ce serait donc s'engager dans une voie dangereuse, que d'étendre le pouvoir arbitraire du juge, et je me refuse à suivre M. Léveillé sur ce terrain.

Le savant professeur vous disait encore : je voudrais également qu'en pareille matière le droit de grâce et la suspension par mesure administrative pussent s'exercer ; c'est ce qui se produit en matière de surveillance de la haute police, depuis la loi de 1874.

Je ne méconnaissais pas l'existence, ni l'autorité de ce précédent ; mais, si je suis hostile à ce que je ne puis m'empêcher d'appeler *l'arbitraire du juge*, je suis non moins hostile à l'arbitraire du pouvoir exécutif et beaucoup plus hostile encore à l'arbitraire du pouvoir administratif. Je n'irai pas jusqu'à dire que le droit de grâce doit être proscrit ; mais l'exercice de ce droit par le chef de l'État présente toujours beaucoup moins de garanties que l'administration de la justice. Le pouvoir judiciaire a son indépendance ; lorsqu'il arbitre une peine, il agit dans la plénitude de sa libre appréciation. L'intervention du chef de l'État sera toujours plus suspecte, car elle peut être mise en mouvement par des considérations d'un ordre moins élevé.

Ce qui est vrai de la grâce l'est, à plus forte raison, de la suspension de la mention au casier judiciaire par voie administrative. L'action de l'autorité administrative me paraît, en pareille matière, prêter singulièrement à l'arbitraire, je viens de le dire. Voyons maintenant dans quelles conditions elle s'exercerait, suivant le système de M. Léveillé. Elle s'exercerait au profit du libéré qui serait recommandé par une société de patronage. La société de patronage viendrait dire : « J'agréé tel libéré. » L'Administration répondrait : « Fort bien, puisque vous l'agréez, cela me suffit : ses condamnations ne seront pas mentionnées au casier judiciaire. »

L'honorable M. Léveillé s'imagine qu'un pareil système servira aux libérés qui seront protégés par des sociétés de patronage ? ... Quelle erreur ! L'opinion publique saura bien vite à quoi s'en tenir. Lorsqu'une société de patronage recommandera un libéré, le patron fera le raisonnement suivant : « Cet individu est présenté par une société de patronage ; c'est dire qu'il a été condamné et que la mention de sa condamnation a été suspendue ; cette condamnation était peut-être grave ; mais voici un autre individu qui m'apporte un casier judiciaire légèrement teinté de noir et qui n'est pas recommandé par une société de patronage ; avec ce dernier, je sais à quoi m'en tenir ; je suis sûr que son casier judiciaire est sincère, et, comme sa condamnation est légère, je préfère engager celui-ci, sur le passé duquel je suis édifié avec certitude, plutôt que le libéré protégé par la société de patronage, dont les antécédents me sont dissimulés et, par suite, suspects ». Je crois donc que les intentions humaines et philanthropiques de M. Léveillé seraient déçues et que son système se retournerait contre ceux qu'il prétend protéger.

Pour en revenir à ce que je disais en commençant, je constate qu'il y a deux partis en présence depuis le commencement de cette discussion : le parti des honnêtes gens et le parti des libérés ; je veux dire qu'on oppose l'intérêt des libérés plus ou moins dignes de sympathie à celui des honnêtes gens qui le sont tout à fait.

Les honnêtes gens ont un double intérêt à la sincérité absolue du casier judiciaire. Ils ont, tout d'abord, un intérêt dont on n'a pas parlé et qui mérite cependant d'être pris en considération : c'est l'intérêt, s'ils sont calomniés eux-mêmes, de pouvoir, par la simple production de leur casier judiciaire, justifier que leur passé est immaculé et fermer la bouche à la calomnie. L'autre intérêt — celui-là on le reconnaît, — c'est de ne pas se trouver en

contact, surtout à leur insu, avec de malhonnêtes gens qui ont déjà été condamnés.

Cet intérêt des honnêtes gens est d'autant plus respectable, qu'ils sont, grâce à Dieu, en immense majorité. Eh bien, lorsqu'il existe un besoin social aussi impérieux que celui de distinguer les bons citoyens des brebis galeuses (les libérés qu'on dit intéressants ont été des brebis plus ou moins galeuses), aucune mesure de compression ne peut empêcher la vérité de se faire jour. Je considère, au contraire, qu'en pareille matière le casier judiciaire est une sorte de soupape de sûreté qu'il faut conserver, pour prévenir des formes plus violentes d'explosion de la vérité.

Supprimez ou mutilez le casier judiciaire, ce qui arrivera est bien facile à prévoir. Vous verrez se multiplier des agences de renseignements plus ou moins véreuses, comme celles qui donnent aux commerçants des renseignements commerciaux, et vous ne pourrez pas plus les atteindre que la justice ne parvient à atteindre ces agences commerciales; vous ne pourrez pas les atteindre par la loi sur la diffamation, car elles ne donneront que des renseignements confidentiels, à moins que votre libéralisme n'aille jusqu'à créer un délit nouveau de diffamation non publique.

Et alors, de deux choses l'une : ou les renseignements fournis par ces agences ne seront pas exacts, et vous aurez contribué à développer un mal social; ou ce qui est plus probable, car l'intérêt de ces agences, à défaut de leur honnêteté, les portera à être véridiques, ces agences donneront des renseignements exacts et complets. Elles les donneront complets, car, jusqu'à nouvel ordre, rien ne sera plus facile que de connaître les condamnations intervenues et d'en prendre note; les journaux judiciaires sont là; puis, il suffira qu'à Paris, par exemple, l'agence envoie un employé dans chaque chambre correctionnelle pour consulter le feuilleton d'audience, ou, si le greffier s'y refuse, pour tendre l'oreille avec soin et noter très exactement toutes les condamnations, avec l'état civil des condamnés. Ira-t-on, pour y mettre obstacle, jusqu'à museler la presse, et supprimer la publicité des audiences?

Alors, la puissance publique subira cette humiliation, de voir des agences plus ou moins honorables fournir un casier judiciaire entier, et l'opposer au casier *châtré* que fournira la société. Je dis que ce serait une sorte de honte pour le pouvoir social!

En définitive, la question ne comporte pas, suivant moi, de moyen terme. Il faut une solution nette dans un sens ou dans

l'autre. Si l'on veut supprimer le casier judiciaire, qu'on le dise franchement ; je serais étonné que, parmi les hommes d'autorité et d'expérience, il s'en trouvât beaucoup qui eussent le courage ... je dirais presque l'héroïsme... d'entrer en lutte avec les exigences très légitimes de l'opinion publique, en proposant une mesure aussi radicale. Si l'on recule devant cette suppression, qu'on maintienne le casier judiciaire tel qu'il fonctionne actuellement, dans son *intégralité* et dans sa *sincérité*. Je suis convaincu qu'il rend d'immenses services, et qu'il ne nuit pas aux quelques libérés vraiment repentants qui sont obligés d'y recourir. Il a l'avantage d'être entré dans les mœurs publiques depuis un grand nombre d'années, et d'être universellement apprécié.

Je termine, en déclarant qu'il ne me paraît pas digne que la société, qui a une source de renseignements si considérable en sa possession, puisse dire aux citoyens : « J'ai un document dont la copie peut vous être utile, un instrument dont vous pouvez vous servir, un miroir dans lequel vous pouvez vous regarder : mais je ne vous donnerai plus qu'une copie tronquée, un instrument faussé et un miroir infidèle ! » Je veux espérer que les pouvoirs publics ne s'égarent pas dans cette voie. (*Applaudissements.*)

M. YVERNÈS, *chef de division au Ministère de la justice*. — Je tiens à rassurer M. Dubois sur un point. La commission s'est naturellement préoccupée de ce mot « néant » qui doit figurer dans le bulletin. Elle comprenait très bien qu'il y avait là une solution à donner, mais elle n'a pas cru devoir la donner elle-même comme vous l'avez vu. Le dernier article du projet de loi renvoie à un règlement d'administration publique le soin de fixer la manière dont les bulletins seront établis ; par conséquent, c'est devant le Conseil d'État que la question sera élucidée.

M. Georges DUBOIS. — Il y a là une question de principe qui devrait être tranchée par la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — En ce qui concerne l'application de la loi sur la réhabilitation telle qu'elle a été modifiée en 1885, est-ce que cette application, dont on semble faire peu de cas, ne se traduit pas par une augmentation de jour en jour plus considérable du nombre des demandes ? est-ce que de quelques centaines ce nombre ne s'est pas élevé à plusieurs milliers par an ? — Je crois donc pouvoir affirmer que la loi de 1885 est une loi dont on connaît les avantages et dont on réclame fréquemment le bénéfice.

M. YVERNÈS. — En réponse à la question de M. le Président et pour corroborer sa conclusion, je puis vous soumettre des chiffres officiels. Quand on compare les avis favorables, avant la loi de 1885, et le nombre des réhabilitations accordées, il y a une sensible progression ; les cours qui rendaient autrefois des avis défavorables sont aujourd'hui plus favorables à la réhabilitation.

Le nombre moyen annuel des réhabilitations a été de :

20.....	de	1841	à	1847
88.....	—	1848	—	1850
59.....	—	1851	—	1855
62.....	—	1856	—	1860
147.....	—	1861	—	1865
326.....	—	1866	—	1870
333.....	—	1871	—	1875
482.....	—	1876	—	1880
817.....	—	1881	—	1885

En 1886 il a été demandé 1.813 réhabilitations, 1.432 accordées ;

1887	—	1.888	—	1.518	—
1888	—	2.464	—	1.974	—
1889	—	2.579	—	2.106	—
1890	—	2.850	—	2.433	—

On doit remarquer et déplorer la faiblesse du chiffre des demandes, en présence de 200.000 condamnations criminelles et correctionnelles prononcées chaque année !

Mais, s'il n'est pas plus élevé, est-ce bien à la crainte de raviver le souvenir d'une condamnation oubliée qu'il faut l'attribuer ? Je ne le crois pas. Ceux qui peuvent être arrêtés par cette appréhension forment une infime minorité. Les libérés ne se préoccupent de leur réhabilitation que lorsqu'ils peuvent avoir à souffrir de ne pas l'avoir demandée ; alors ils se décident ; mais la plupart des condamnés se soucient fort peu de savoir que leur condamnation est inscrite au casier judiciaire.

Beaucoup de libérés ignorent leur droit à la réhabilitation, les formalités à remplir ; d'autres craignent que cela ne leur coûte de l'argent ; s'ils savaient qu'ils n'ont à dépenser qu'une feuille de timbre de 0 fr. 60 ils hésiteraient moins.

Enfin, il serait à désirer qu'une notice claire et concise sur la réhabilitation fût affichée dans toutes les prisons et surtout dans les cellules, et qu'en outre, au moment de la libération, le directeur de l'établissement pénitentiaire prît à part l'homme qui va rentrer dans la société et lui démontrât les nombreux avantages de la réhabilitation.

M. GREFFIER, *conseiller à la Cour de cassation*. — Permettez-moi, Messieurs, de dire quelques mots sur le système que l'honorable M. Léveillé vient de développer avec tant de talent et de conviction. Ce système, si je l'ai bien compris, peut se résumer ainsi : le casier judiciaire maintenu avec quelques modifications, sur lesquelles on finira par se mettre d'accord ; — inscription, par conséquent, au casier de toutes les condamnations spécifiées, mais, à l'expiration de la peine, faculté pour le condamné libéré de demander la suspension ou plutôt la radiation pendant un an de l'inscription faite sur le casier judiciaire après le jugement ; cette suspension pourrait être répétée pendant un certain nombre d'années, et après le temps fixé, la radiation deviendrait définitive. Ce n'est pas la justice qui statuerait sur la demande de suspension, ce serait l'Administration, et, pour cela, elle s'entourerait de toutes les précautions qui lui paraîtraient utiles ; elle aurait surtout grand égard aux recommandations des sociétés de patronage.

Avant tout, je veux remercier M. Léveillé d'avoir renoncé à la première pensée qu'il avait conçue, celle de donner aux juges qui viendraient de prononcer la condamnation, la faculté de décider que le jugement ne sera pas inscrit au casier judiciaire ou que l'inscription en sera suspendue pendant un certain temps et sous certaines conditions. Je suis, Messieurs, un bien vieux magistrat et je crois pouvoir dire avec autant de franchise que de loyauté pourquoi je repousserais cette extension facultative des pouvoirs du juge, et même pourquoi je verrais avec plaisir qu'on lui retirât ceux que la loi de 1891 lui a dernièrement donnés. Je suis de l'école qui, contrairement au courant auquel paraît céder une école plus *moderne*, — c'est, je crois, le mot dont on se sert aujourd'hui — enseigne qu'il faut laisser le moins possible à l'arbitraire du juge dans l'interprétation des textes du droit pénal et dans leur application ; je suis de ceux qui ne veulent voir dans le magistrat sur son siège que le ministre de la loi. Que n'a-t-on pas dit, et avec raison, des peines arbitraires de l'ancien régime ! Grâce à Dieu, tout délit, toute peine sont aujourd'hui précisés et prévus par la loi, et l'office du juge consiste à mettre le fait en lumière, à dire s'il constitue un crime ou un délit, et à appliquer la peine établie. Dans l'accomplissement de ce devoir, le juge inspire à tous la plus grande et la plus légitime confiance, et, moins que personne, je suis disposé à douter de son impartialité. Sa décision est pour moi l'expression même de la vérité. Mais si,

quand il a ainsi rempli sa mission dans toute son étendue légale, le juge est appelé à une autre mission, qui n'a plus sa base dans les dispositions de la loi, mais uniquement dans les impressions de son âme, dans les sentiments de son cœur, ce n'est plus à mes yeux le juge qui va compléter son œuvre, c'est l'homme livré à la seule inspiration de ses idées personnelles morales, économiques, politiques et même religieuses. Il n'a plus pour guide la loi et ses rigoureuses prescriptions ; elle n'est plus son support et sa force, et il peut obéir, sans rendre compte à personne, à des tendances qui, je le veux bien, seront toujours désintéressées et pures, mais qui seront multiples, diverses et soumises à des causes dont il ne sera pas toujours possible de démêler la nature et le caractère. L'opinion publique, en présence d'une décision qui n'a d'autre règle que l'appréciation personnelle si arbitraire du juge, ne comprendra pas toujours la raison qui l'a guidé et certainement le magistrat pourra perdre beaucoup de son prestige et de son autorité. Je ne rappelle pas l'exemple frappant qui a plusieurs fois été cité dans cette séance ; je veux croire que les magistrats, en accordant la suspension de l'exécution d'une peine bien méritée, ont cru remplir leur devoir en conscience, mais n'est-ce pas beaucoup trop que le juste effet d'une décision salutaire puisse être effacé par des soupçons offensants pour le juge, et par des doutes plus douloureux encore pour son honneur et sa loyauté ?

Voilà pourquoi j'approuve l'honorable M. Léveillé d'avoir rayé de son projet la dangereuse mission qu'à l'origine il proposait de donner aux magistrats. J'avais vu avec satisfaction la commission extra-parlementaire du casier judiciaire repousser aussi les projets divers qui paraissaient vouloir consacrer le droit du juge de suspendre ou d'atténuer les effets d'une condamnation. J'espère qu'à son tour le Sénat ne donnera pas place dans la loi à une innovation que ne contient pas, grâce à Dieu, le projet dont il est saisi.

Mais, vous l'avez vu, l'honorable M. Léveillé, fidèle à sa pensée que l'inscription au casier judiciaire est une peine, serait d'avis de donner à l'Administration le droit de suspendre cette peine, accessoire suivant lui de la peine prononcée. Je ne crois pas qu'elle accepte le fardeau d'une pareille tâche et les inconvénients d'une si grande responsabilité ; je vois mille difficultés dans la pratique, et assurément les investigations multiples et répétées pendant plusieurs années successives occuperaient un temps si long et des agents si nombreux que l'Administration y regarderait à deux fois avant de donner son assentiment au

surcroît de travail qu'on voudrait lui imposer. J'ajoute seulement, parce que le temps me presse, que je ne saurais me montrer favorable à une semblable innovation. Elle n'améliorerait guère, je crois, la situation des condamnés, car la faveur qu'ils pourraient solliciter serait souvent refusée, presque toujours précaire et soumise, en définitive, à des investigations pénibles et répétées.

Ceci dit sur le projet de l'honorable M. Lévêillé, je terminerai ces bien longues observations, en examinant brièvement les raisons qui ont suscité contre le casier judiciaire une si ardente levée de boucliers. Je ressens d'autant plus le besoin d'exposer ma pensée à cet égard, qu'en relisant le bulletin de notre dernière séance, j'y ai rencontré deux passages d'un remarquable discours qui m'ont vraiment étonné et, je l'avoue, un peu ému. L'orateur s'expliquant sur l'opposition que rencontre le système contraire au casier judiciaire a dit d'abord : « La question est plus simple qu'elle ne paraît à un certain nombre d'entre vous, et, à proprement parler, je crois qu'elle n'existerait pas si nous n'avions l'esprit envahi et obsédé par les quarante années de *l'abus* que je combats. »

Le mot est dur : l'usage du casier judiciaire tel que la prudence de l'autorité a permis de le pratiquer ne serait qu'un déplorable abus dont les condamnés seraient les victimes ! Messieurs, si je me reporte à quarante années antérieures, à une époque où l'insitution du casier prenait son assiette et s'établissait en France, je me rappelle la faveur avec laquelle elle était accueillie, j'entends encore les éloges qu'on lui prodiguait de toutes parts ; et depuis, quand je vois tant de peuples en faire l'application sous une forme ou sous une autre, je ne peux pas croire encore que la condition des repris de justice puisse éveiller tant de sollicitude et inspirer tant de sympathies, qu'elle fasse oublier les bienfaits d'une œuvre aussi utile à la justice qu'à la société !

Mais j'ai tort, paraît-il, de parler de la société et des avantages qu'elle retire de l'établissement du casier judiciaire. Dans le même discours et à quelques lignes de celles que je viens de citer, j'ai lu les suivantes qui semblaient, comme par avance, avoir pour objet de répondre au souci que m'inspire la sécurité de la société : « Le principal argument de la thèse contraire est que les honnêtes gens tirent un grand avantage de la divulgation de la situation des condamnés. Les honnêtes gens, cela n'est pas douteux, mais je conteste qu'il en soit de même de la société dont l'intérêt peut ne pas être identique au leur : son rôle n'est pas, en effet, de

s'occuper du bien-être de quelques-uns, fussent-ils les plus dignes et les plus nombreux. . . . »

Eh quoi ! Messieurs, l'intérêt de la société ne se confond pas toujours avec celui des honnêtes gens ? Et si quelques hommes qui ont attenté à sa sécurité souffrent des mesures de préservation qu'elle a prises, il faudra faire disparaître ces mesures salutaires ! Pour ma part, je ne puis le croire et je n'estime pas que la suppression du casier, ou sa modification profonde, puisse avoir lieu sans trouble et sans danger pour la société des honnêtes gens. Je veux bien qu'on cherche quelques moyens de concilier les intérêts de tous les hommes bons et mauvais qui constituent la société, mais je n'admets pas que l'usage actuel du casier judiciaire soit un abus et qu'il soit défendu à la société de se mettre en garde contre l'armée si nombreuse de ses ennemis.

Et d'ailleurs, est-il bien vrai que le casier judiciaire soit le pire ennemi des repris de justice et qu'il ferme à lui tout seul tant de portes à leur repentir. On exagère singulièrement, si j'en crois de très honorables témoignages, les conséquences de la délivrance du bulletin n° 2 aux condamnés libérés pour satisfaire aux demandes des grandes compagnies financières, industrielles et autres. En général, les directeurs de ces administrations ne repoussent pas, sans examen du bulletin n° 2, les malheureux repentis qui les leur présentent chargés de quelques condamnations ; ils savent bien dans cette triste table des matières de la vie d'un homme discerner les condamnations qui révèlent des âmes perdues et des fautes irréparables, et celles qui n'accusent que la faiblesse, ou la violence, ou quelque défaillance du condamné dans la voie du devoir. Pour les premiers ils peuvent se montrer impitoyables, mais ils ne redoutent point d'envoyer les autres au travail des usines ou des chantiers. Mais savez-vous, me disait un grand industriel, devant quelle résistance se ferme bien souvent un atelier ? C'est devant l'énergique répulsion des ouvriers honnêtes parmi lesquels le condamné va pénétrer. Le casier judiciaire n'y est pour rien, il est inconnu dans l'atelier : mais une révélation étrangère, un incident imprévu a fait connaître et le crime et la peine subie. C'en est assez, l'ouvrier honnête ne veut point de ce compaguon et le voilà dehors. Qu'a fait le casier judiciaire à cette cruelle exécution ?

Améliorons donc, s'il est possible, dans ses détails, une institution excellente au fond, mais n'allons pas jusqu'à la supprimer ou à l'affaiblir au point qu'elle ne puisse plus suffire à son œuvre

de salut ou au moins de sécurité. D'ailleurs, et c'est par là que je termine, la loi a donné à tout condamné le moyen de faire rayer son nom du bulletin du casier judiciaire : c'est la réhabilitation. Quand fut votée la dernière loi sur la réhabilitation, et sur la suppression de certaines formalités qui la rendaient plus qu'humiliante, que d'applaudissements on donna aux auteurs de cette œuvre humanitaire et philanthropique, et comme ils étaient bien mérités ces éloges ! On vous disait il n'y a qu'un instant que le nombre des demandes de réhabilitation sollicitées et accordées depuis la loi du 14 août 1885, avait augmenté dans une proportion considérable ; qui donc pourrait en nier les heureux effets, et cependant, surtout depuis qu'on attaque le casier judiciaire, on médit de la réhabilitation. C'est trop exiger, dit-on, d'un condamné qu'il mérite par son travail et sa bonne conduite de reprendre par la réhabilitation sa place parmi les honnêtes gens. Pour moi, je l'ai déjà dit une fois dans une réunion de notre Société, la réhabilitation affranchie des formalités qu'a supprimées la loi, est une noble et grande chose et je tiens que l'homme qui a mérité de l'obtenir peut rentrer la tête haute dans la société et retrouver dans sa famille le rang, l'honneur et l'affection qu'une faute lui avait fait perdre, que quelques années de courageux efforts lui ont fait reconquérir. Ne touchons pas si facilement à des institutions sanctionnées par le temps ; réparons, si l'on veut, quelques brèches à la muraille, mais laissons l'édifice debout : la société n'est pas si puissante aujourd'hui qu'elle puisse couper les câbles et jeter l'ancre à la mer !

M. RIVIÈRE. — Bien que l'heure soit déjà très avancée, je désirerais, avant que nous ne nous séparions de notre très aimable et très illustre hôte Finlandais, avoir son impression sur notre discussion et entendre de sa bouche l'exposé de ce qui se passe en Finlande au point de vue du casier judiciaire. La Finlande est un pays petit par la population, mais grand par le cœur, par ses institutions si originales, grand surtout par l'avenir que lui assure l'active énergie de tous ses habitants. Spécialement au point de vue des institutions pénitentiaires, on peut dire qu'il marche tout à fait à la tête de la civilisation.

Vous avez lu dans notre *Bulletin* de mai dernier, une analyse très complète de son Code pénal et de son régime pénitentiaire faite par notre collègue, M. Boullaire : ce Code pénal est un modèle pour toutes les nations et notamment pour sa grande voisine, la Russie, qui, non plus que la France, n'a pas encore su

mener à bien cette laborieuse œuvre de la revision de sa législation pénale. Il serait intéressant pour nous de connaître, sur ce sujet spécial du casier, la pratique journalière du Grand-Duché. Avez-vous en Finlande le casier judiciaire, Monsieur le Sénateur ? Si vous l'avez, au point de vue de la législation et de la pratique, donne-t-il lieu aux mêmes reproches qu'en France ? Y a-t-il sur le bureau de la Diète un projet tendant à modifier l'état actuel des choses ?

M. le Sénateur MECHELIN. — Je tiens à vous déclarer tout d'abord que, en matière pénitentiaire, je n'ai pas d'expérience pratique, que je suis plutôt un théoricien.

Nous n'avons pas en Finlande de casier judiciaire établi suivant les mêmes règles qu'en France ; nous avons toutefois une institution qui y ressemble sensiblement. La loi prescrit que chaque fois qu'une condamnation est prononcée, le Tribunal doit en avertir par un *bulletin officiel* (extrait du registre) le pasteur de la paroisse dans laquelle le condamné est immatriculé, c'est-à-dire dans laquelle il a son domicile. Chez nous, d'ailleurs, cette paroisse est presque toujours celle du lieu de naissance. Si le condamné change de domicile, il est immatriculé dans sa nouvelle paroisse et le pasteur de celle-ci reçoit les bulletins conservés par le pasteur de l'ancienne. Ce sont donc les pasteurs qui sont chargés de la conservation des casiers en Finlande, ce ne sont pas les autorités civiles ; de même que ce sont eux qui tiennent les registres de l'état civil. De plus, chaque individu qui cherche du travail doit être muni de son certificat de naissance délivré par le pasteur, et relatant en outre toutes les condamnations qu'il a pu encourir. C'est donc un document qui est analogue à votre casier judiciaire, et même plus lourd à porter que le casier français. Aussi, de même qu'en France, on peut constater en Finlande que les patrons refusent de donner du travail à un homme qui présente un certificat de naissance sur lequel est mentionnée une condamnation. J'ai eu moi-même l'occasion de remarquer ce que l'honorable M. Greffier vient de relater, à savoir que les honnêtes ouvriers n'aiment pas qu'on leur donne pour camarades des libérés.

Il y a quelques années je faisais construire une maison dans une de mes propriétés, et j'avais besoin de plusieurs charpentiers. Mon intendant vint m'annoncer qu'il y avait parmi eux un ouvrier qui avait été condamné antérieurement pour homicide, et que les autres ouvriers s'opposaient, pour cette raison, à son entrée sur le chantier. J'interrogeai, je parlai à cet homme, qui

m'avoua son crime : « J'étais ivre, me dit-il, et j'ai tué mon ami ; je regrette amèrement ce que j'ai fait, mais je sors de prison et personne ne veut plus de moi..... » Après un court entretien, j'acquis la conviction que j'avais en face de moi un honnête homme. Je parlai aux autres ouvriers et je leur dis : « Dieu pardonne, moi je pardonne aussi. » J'ai retenu cet homme et je lui ai tendu la main. C'est cet acte-là qui a rendu ses camarades plus tolérants : quant à lui, il a travaillé pendant plusieurs années.

Cependant je dois ajouter que jamais on n'a critiqué le désir des ouvriers de ne pas accepter pour compagnon un individu ayant été condamné pour vol. Le sentiment populaire fait une différence entre les différents crimes (1).

Il me semble qu'en général cette question dépend de problèmes de psychologie populaire et qu'en conséquence on ne peut jamais être sûr de trouver chez des patrons ou des ouvriers ce grand esprit de tolérance et de charité nécessaire pour accueillir n'importe quel libéré. Il y aura toujours une grande difficulté à faire disparaître complètement les mentions des condamnations antérieures. Cependant lors de notre dernière Diète, au mois de janvier de cette année, un jeune jurisconsulte a proposé qu'on ne mentionnât plus sur les certificats de naissance remplissant chez nous le rôle de votre casier judiciaire, les condamnations autres que celles prononcées pour crimes graves. Les condamnations légères ne seraient pas mentionnées, afin que les honnêtes gens ne fussent pas toujours et partout repoussés par les patrons.

La commission de la Diète appelée à étudier cette question a proposé l'ajournement, ce projet exigeant plus d'étude qu'on ne pouvait lui en accorder à cette époque. Mais la question est restée à l'ordre du jour : malheureusement je ne puis vous dire ce qui sera fait, parce que je manque de renseignements sur l'état actuel de l'opinion en cette matière.

Quoi qu'il en soit, vous voyez que les mêmes problèmes s'agissent chez nous que chez vous, en présence des mêmes difficultés. C'est pourquoi votre discussion m'a vraiment intéressé.

M. LE PRÉSIDENT. — Il nous reste à remercier encore une fois M. le sénateur Mechelin d'abord de sa présence parmi nous, et, en outre, des renseignements si précieux qu'il a eu la bonté de nous donner sur la législation du Grand-Duché.

La séance est levée à six heures un quart.

(1) *Conf. p. 1209 infr.* le même sentiment existe en Corse [N. de la Réd.].

COMPTE RENDU
DES
TRAVAUX DE LA COMMISSION PERMANENTE
DU
RÉGIME PÉNITENTIAIRE AUX COLONIES
pendant les années 1889 et 1890.

I. — RAPPORT AU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES COLONIES SUR
LES TRAVAUX DE LA COMMISSION PERMANENTE DU RÉGIME
PÉNITENTIAIRE AUX COLONIES.

Paris, le 24 mars 1891.

Monsieur le Sous-Secrétaire d'État,

A la date du 15-mai 1889, vous avez décidé qu'une Commission serait chargée : 1° d'étudier les réformes qu'il y aurait lieu d'apporter dans le régime des établissements pénitentiaires coloniaux ; 2° de préparer la refonte des règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi du 30 mai 1854 pour lesquels des modifications ont été reconnues nécessaires ; 3° d'élaborer les règlements prévus par la loi du 27 mai 1885 qui n'ont pas été promulgués.

Par la même décision, vous avez bien voulu me confier la présidence de cette Commission, composée de M. Léveillé, professeur à la Faculté de droit de Paris, vice-président, et de représentants des Départements de la justice, de l'intérieur, de la marine et de l'Administration des colonies auxquels ont été adjoints des magistrats et des fonctionnaires du service colonial en congé à Paris (1).

(1) La Commission a été composée de la manière suivante :

MEMBRES PERMANENTS :

MM. PAUL DISLÈRE, conseiller d'État, *Président* ;
LÉVEILLÉ, professeur à la Faculté de droit, *Vice-Président* ;
YVERNÈS, chef de division au Ministère de la justice ;

Vous avez tenu à nous indiquer vos vues générales sur les questions à examiner et notamment sur l'emploi de la main-d'œuvre pénale. Vous avez insisté sur ce point que l'utilisation du travail des condamnés, telle que l'avait comprise l'Administration, ne répondait pas exactement aux intentions du législateur de 1854, qui avait spécifié bien nettement que les forçats devaient être employés dans les colonies pénitenciaires aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous autres travaux d'utilité publique.

Cette préoccupation de l'emploi de l'élément pénal, en vue de contribuer à la prospérité de nos établissements d'outre-mer, nous la partageons avec vous et c'est en nous inspirant de cette pensée, en ne perdant pas de vue la nécessité de concilier les désirs très respectables des colonies avec les intérêts supérieurs de l'État, que nous avons accompli l'œuvre de réorganisation que vous avez bien voulu nous confier. Cherchant, d'autre part, à tenir le juste milieu entre les tendances philanthropiques un peu domi-

MM. DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE, chef de bureau au sous-secrétariat d'État des colonies ;
DALMAS, chef de bureau au sous-secrétariat d'État des colonies ;
DANEL, inspecteur des colonies ;
PICANON, inspecteur des colonies (remplace M. Danel) ;
WILHELM, sous-chef de bureau au Ministère de la marine ;
SCHMIDT, sous-chef de bureau au sous-secrétariat d'État des colonies ;
PAULIAN, secrétaire-rédacteur à la Chambre des députés, *Secrétaire* ;
HOARAU-DESRUISSEUX, inspecteur des colonies (a remplacé M. Picanon du 11 mars au 4 novembre 1890) ;

MEMBRES TEMPORAIRES :

MM. VÉRIGNON, directeur de l'administration pénitentiaire à la Guyane (du 15 mai au 8 août 1889) (du 14 novembre 1890 et continue) ;
GACHAROU, secrétaire général de la direction de l'intérieur à la Nouvelle-Calédonie (du 15 mai 1889 au 12 février 1890) ;
CERISIER, secrétaire général de la direction à la Guyane (du 15 mai au 4 décembre 1889) ;
DELORD, président de la Cour d'appel de la Guadeloupe (du 7 juin 1889 au 14 mai 1890) ;
MADRE, vice-président de la Cour d'appel de Saïgon (du 12 juillet 1889 au 11 juin 1890) ;
MORICEAU, administrateur en Nouvelle-Calédonie (du 12 juillet au 28 novembre 1889) ;
RIVET (a), capitaine de vaisseau (du 21 au 28 janvier 1890) ;
DELOUME (a), lieutenant-colonel d'infanterie de marine (du 21 au 30 janvier 1890) ;
CARCOPINO-TUSOLI, chef du service du domaine à la Nouvelle-Calédonie (du 4 novembre 1890 au 24 mars 1891) ;

SECRÉTAIRES ADJOINTS :

NM. GERDRET et BARBOTIN, commis principaux de l'administration des colonies.

(a) Ces deux officiers supérieurs ont fait partie de la commission pour l'examen des questions relatives au service militaire des hommes exclus de l'armée.

nantes aujourd'hui et les sentiments de sévérité bien naturels chez ceux qui ont été appelés à voir de près la triste population qui alimente la transportation et la relégation, nous avons essayé d'apporter dans la rédaction des règlements disciplinaires tous les ménagements compatibles avec les exigences du bon ordre et de la discipline.

Les règlements principaux sont aujourd'hui terminés ; l'emploi de la main-d'œuvre pénitentiaire, le régime disciplinaire, celui des concessions, c'est-à-dire les trois éléments dont dépend l'efficacité de toute colonisation pénale, ont fait l'objet de propositions de notre part. La première période de notre tâche est close et j'ai l'honneur de vous rendre compte des travaux que nous avons accomplis.

Du 27 mai 1889, date de la première réunion, au 10 mars 1891, nous avons tenu cinquante-trois séances. Trente-deux affaires ont été soumises à l'examen de la Commission ; trente ont fait l'objet de rapports et il reste seulement à l'ordre du jour deux questions relatives à des projets de règlement intérieur des maisons de détention qui doivent être organisées à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, pour l'application des peines de la réclusion et de l'emprisonnement prévues par le décret du 5 octobre 1889. La Commission a ajourné l'examen de ces deux règlements jusqu'au moment de la promulgation du décret disciplinaire actuellement soumis aux délibérations du Conseil d'État.

Les travaux de la Commission se divisent, suivant leur nature et leur importance, ainsi qu'il suit :

1° Étude des projets de règlements d'administration publique et de décrets ;

2° Avis sur les projets d'arrêtés des Gouverneurs de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie rendus en exécution des lois et décrets sur la transportation et la relégation ;

3° Affaires diverses.

PREMIÈRE PARTIE

Décret sur la juridiction spéciale. — En premier lieu, la Commission a eu à s'occuper d'un projet de décret instituant des tribunaux maritimes spéciaux chargés de juger les crimes et délits commis par les condamnés aux travaux forcés internés dans les

colonies pénitentiaires (*Bulletin*, 1889, p. 931 ; 1890, p. 937 ; *supr.* p. 905).

Décret sur les pénalités. — Mais, en outre, il fallait instituer, à la place des pénalités ordinaires restant sans aucun effet sur des individus condamnés déjà à la peine la plus élevée de notre Code pénal après la peine de mort, un Code des bagnes.

En conséquence le projet élaboré par la Commission remplaçait la peine des travaux forcés par l'emprisonnement et la réclusion cellulaire. En dehors de la mort, il était établi deux degrés dans la privation de liberté qui doit être imposée aux transportés. En outre de ces pénalités, on laissait subsister, pour les évadés, les travaux forcés et la double chaîne, bien que ces peines fussent en fait à peu près inefficaces, mais elles étaient inscrites dans la loi de 1854 et elles devaient être maintenues (*Bulletin*, 1889, p. 931 ; *supr.* p. 910).

Vœu et décision sur l'application de la peine de mort. — Au cours de la discussion de ce projet de décret, l'attention de la Commission a été appelée sur les conditions dans lesquelles la peine de mort était appliquée aux condamnés aux travaux forcés.

Autrefois, lorsque deux voix au moins ne s'étaient pas prononcées, au sein du conseil privé, pour le sursis, l'exécution suivait presque immédiatement la condamnation. Mais une circulaire du 1^{er} avril 1880 a prescrit aux Gouverneurs d'envoyer dans tous les cas le dossier en France, afin que le Président de la République pût examiner s'il y avait lieu de laisser la justice suivre son libre cours.

Dans ces conditions, l'ordre d'exécution ou la grâce n'intervenait qu'au bout de six ou sept mois et le plus souvent, par suite, c'était la grâce qui était accordée. Dans l'espace de huit ans, sur 100 condamnations à mort, il n'y a eu que 4 exécutions. Aussi, cette peine était-elle devenue illusoire et l'on a constaté que certains transportés, condamnés plusieurs fois à mort et graciés successivement, avaient pu commettre impunément de nouveaux crimes, se jouant ainsi de la vindicte publique (*Bulletin*, 1889, p. 8).

Il était urgent de remédier à cet état de choses si préjudiciable à la sécurité de nos établissements pénitentiaires coloniaux. Aussi la Commission n'a-t-elle pas hésité à émettre le vœu qu'on resti-

tuât aux Gouverneurs, à l'égard des condamnés aux travaux forcés en cours de peine, l'exercice des pouvoirs qui leur appartiennent légalement en matière d'exécution capitale.

Par décision présidentielle du 4 octobre 1889, la circulaire de 1880 a été abrogée et les Gouverneurs se trouvent de nouveau armés de pouvoirs que des considérations d'humanité, dangereuses lorsqu'il s'agit de semblables criminels, leur avaient fait enlever.

Pendant les trois premiers trimestres de 1890, cinq condamnations à mort ont été prononcées, toutes à la Nouvelle-Calédonie.

Pour une seule d'entre elles, deux voix se sont élevées au conseil privé pour le sursis à l'exécution et le condamné qui en a été l'objet a vu sa peine commuée (*Supr.*, p. 73 et 911).

Par suite, quatre exécutions ont été ordonnées par le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et cette expiation presque immédiate a produit grand effet sur la population pénale.

Décret sur la main-d'œuvre pénale. — La Commission s'est ensuite préoccupée de rechercher les meilleurs moyens d'utiliser la main-d'œuvre pénale dans nos possessions d'outre-mer et de l'appliquer, conformément au vœu du législateur de 1854, aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous autres travaux d'utilité publique (art. 2 de la loi du 30 mai), en réservant toutefois aux condamnés de bonne conduite la faculté de travailler, soit pour les habitants de la colonie, soit pour le compte des administrations locales (art. 11 § 1^{er} de la même loi).

Le décret préparé par la Commission se divise en cinq chapitres (1) :

Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales.

Chapitre 2. — Emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies pénitentiaires au profit des services locaux et municipaux.

Chapitre 3. — Emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies non pénitentiaires.

Chapitre 4. — Emploi de la main-d'œuvre pénale par les particuliers.

Chapitre 5. — Assignation individuelle.

Le chapitre premier détermine les différents modes d'emploi de la main-d'œuvre pénale : travaux exécutés pour le compte de l'État, des colonies ou des municipalités, des particuliers (*Bulletin*, 1889, p. 876 et 885; 1890, p. 438, 817; *supr.* p. 901 et 929).

(1) Nous publions *infra* ce décret qui est du 15 septembre.

Le chapitre 2 fixe les conditions dans lesquelles les condamnés seront mis à la disposition des services locaux ou municipaux. Il pose le principe de la redevance, mais il admet le droit pour le Ministre d'exonérer la colonie ou les municipalités de cette redevance.

Le chapitre 3 prévoit le cas où des condamnés aux travaux forcés, constitués en sections mobiles, seraient envoyés dans des colonies non pénitentiaires pour y exécuter des travaux, soit au compte de l'État, soit au compte des budgets locaux, mais dans ce dernier cas sur la demande des colonies elles-mêmes (*Bulletin*, 1888, p. 364, 732 ; 1890, p. 127, 441).

Le chapitre 4 détermine les conditions dans lesquelles la main-d'œuvre pénale peut être mise à la disposition des particuliers. La majorité de la Commission a donc admis les contrats de main-d'œuvre, mais elle a cru devoir entourer cette concession de garanties sérieuses (*Bulletin*, 1889, p. 890 ; 1890, p. 367, 440).

Dans cet ordre d'idées, elle a estimé qu'on ne devait accorder les condamnés que pour l'exécution des travaux suivants :

- 1° Travaux d'utilité publique exécutés pour le compte de l'État, des colonies ou des communes ;
- 2° Travaux de mines ;
- 3° Travaux de défrichement et de dessèchement.

La majorité de la Commission n'a pas cru devoir comprendre dans cette nomenclature les travaux d'agriculture et d'industries diverses intéressant la colonisation. Elle a pensé que ces travaux ne rentraient pas dans la catégorie de ceux prévus par l'art. 2 de la loi de 1854. J'ajouterai que le Conseil d'État, auquel ce projet a été soumis, a partagé cette manière de voir.

Enfin le chapitre 5 régleme, sous le nom d'assignation individuelle, la faculté inscrite dans l'art. 11 de la loi, concernant la mise à la disposition des colons des condamnés de bonne conduite et qui ont donné des preuves suffisantes de leur repentir et de leur amendement (*Bulletin*, 1889, p. 890 ; 1890, p. 439, *supr.*, p. 911).

Décret sur le classement des condamnés aux travaux forcés. — Le décret du 16 novembre 1889 (*Bulletin*, 1889, p. 933 ; 1890, p. 938) prévoyait l'examen par la Commission du régime pénitentiaire des dossiers de tous les condamnés aux travaux forcés en instance de départ. En exécution de ce décret, un arrêté du

20 du même mois, a constitué les deux sous-commissions qui devaient procéder à ce classement.

Du 11 mars 1890 au 10 mars 1891, 1.675 dossiers ont été examinés. La Commission, dans un rapport spécial, vous a fait connaître les observations relatives au fonctionnement du nouveau service (1).

Mais il me paraît nécessaire dès maintenant d'insister sur ce point que la mesure édictée par le décret du 16 novembre est le complément naturel de l'œuvre entreprise par la Commission. La démarcation établie entre les malfaiteurs dangereux et les individus qui paraissent susceptibles d'amendement semble avoir produit déjà sur la population pénale une salutaire impression et l'on peut espérer que les criminels endurcis, auxquels la Nouvelle-Calédonie est désormais fermée, considéreront aujourd'hui la transportation comme une peine vraiment redoutable.

Décret sur le régime disciplinaire. — Elle le deviendra encore plus lorsque le décret sur le régime disciplinaire (*Bulletin*, 1890, p. 938) aura été promulgué (2).....

Décret sur le régime des concessions (3). — Les profondes modifications apportées au régime disciplinaire des condamnés aux travaux forcés devaient forcément amener la refonte complète du décret du 31 août 1878 réglant les conditions dans lesquelles des concessions peuvent être accordées à ces individus en vertu de l'art. 11 de la loi du 30 mai 1854.

L'application de ce décret et de la décision du 16 janvier 1882, qui en fut le complément, a été la source de certains abus et, dans certains cas, le but poursuivi n'a pas été atteint. En autorisant l'Administration à constituer la propriété au profit d'individus que la métropole rejetait définitivement de son sein, le législateur de 1854 a voulu assurer le développement industriel et agricole des colonies pénitentiaires et donner aux condamnés de bonne conduite les moyens de se créer des ressources pour le jour de leur libération. Mais, grâce aux dispositions trop bienveillantes du décret et de la décision précités, grâce aussi à des mises en concession prématurées, les condamnés ont pu bénéficier des avantages qui leur étaient concédés, sans avoir su mériter par

(1) Voir *infr.* le rapport de M. de Lavergne.

(2) Nous publions *infr.* ce décret, qui est du 4 septembre.

(3) *Supr.*, p. 912.

leur travail une faveur qui devait être pour eux la première étape de leur réhabilitation. Les trente mois de vivres qui leur étaient accordés ne servirent qu'à favoriser la paresse du plus grand nombre et les facilités qu'ils trouvaient auprès de commerçants peu scrupuleux eurent pour résultat d'endetter dans des proportions considérables la plupart des concessionnaires, qui, devenus propriétaires de leurs terrains, étaient immédiatement expulsés par leurs créanciers. Le libéré, dont on avait voulu assurer l'avenir, découragé, sans asile et sans ressources, retombait alors à la charge de l'Administration ou menait dans la colonie une existence vagabonde et souvent criminelle. Les sacrifices faits par l'État étaient perdus et l'œuvre de la colonisation pénale périssait.

La Commission, après s'être rendu compte des inconvénients, des dangers même de la législation actuelle, a recherché les moyens de porter remède à la situation qui lui était signalée. Elle pense que les nouvelles dispositions du décret qu'elle a préparé entourent la mise en concession des condamnés aux travaux forcés de garanties telles que l'on n'aura plus à redouter à l'avenir le trafic des concessions et l'éviction des concessionnaires par les usuriers qui gravitent autour des colons d'origine pénale.

La Commission a tout d'abord divisé les concessions en concessions rurales et en concessions urbaines. Cette distinction n'existait qu'en vertu de la décision du 16 janvier 1882 et, comme la loi de 1854 n'a parlé que de concessions de terrains, il a paru nécessaire d'autoriser par un texte précis l'Administration à faciliter aux ouvriers de profession les moyens de vivre de leur métier ou de leur industrie.

Pour obtenir une concession, les condamnés en cours de peine doivent être de 1^{re} classe et posséder un pécule suffisant. Les libérés doivent verser un dépôt de garantie.

Les concessions sont livrées défrichées et pourvues d'une maison d'habitation, mais la période des allocations de vivres est réduite à six mois pour le concessionnaire rural et à trois mois pour le concessionnaire urbain.

Chaque concessionnaire est tenu au paiement d'une rente annuelle et perpétuelle, montant des intérêts du capital représentant la valeur de la concession accordée.

Le concessionnaire se trouvant dans les conditions légales pour être mis en possession définitive du terrain qui lui a été concédé peut immédiatement rembourser le capital de cette rente, mais

l'Administration n'a le droit de réclamer ce remboursement que dans le cas où la concession viendrait à être aliénée par le colon d'origine pénale.

J'appelle votre attention, Monsieur le Sous-Secrétaire d'État, sur cette nouvelle disposition qui a pour but, en donnant à la concession une valeur supérieure au prix réel du terrain concédé, de mettre un terme à l'accaparement des terres par les commerçants libres établis sur les centres pénitentiaires.

D'un autre côté, le paiement de la rente impose au concessionnaire définitif l'obligation de cultiver son terrain, s'il ne veut pas encourir la déchéance prévue en cas de non-paiement.

Enfin, le décret a établi d'une manière bien nette les droits des héritiers des concessionnaires définitifs. Il a sauvegardé les intérêts de la femme et des enfants qui résident dans la colonie. Il a même modifié au profit de l'épouse survivante les dispositions du Code civil, afin de favoriser la constitution de la famille. Il a fixé ensuite les conditions dans lesquelles les ascendants, ainsi que les frères et sœurs, seraient appelés à succéder concurremment avec la veuve ou les descendants.

Mais il a été dit que les droits des héritiers du concessionnaire définitif ne pourraient être exercés que par ceux qui habiteraient la colonie. Dans le cas contraire, la concession retournerait à titre de succession à l'État et ferait retour au domaine pénitentiaire.

Il a paru, en effet, équitable de ne pas faire bénéficier les familles demeurées dans la métropole, ayant complètement abandonné ou perdu de vue le condamné, des faveurs qu'il a obtenues en cours de peine.

Enfin, le décret prévoit que des prêts ou des avances pourront être faits au concessionnaire en cas d'accident ou de mauvaise récolte. Cette mesure aura pour effet de supprimer les prêts usuraires consentis par les particuliers et qui, notamment en Nouvelle-Calédonie, se sont élevés un moment à plus de 400.000 francs.

Telles sont les principales dispositions que nous avons l'honneur de vous proposer de faire sanctionner par le Président de la République après avis du Ministre de la justice et du Conseil d'État. Il conviendra, en outre, de demander l'avis du Ministre des finances en ce qui concerne l'avance des prêts aux concessionnaires dont le montant devra être provisoirement imputable au budget sur ressources spéciales. Il importe, en effet, d'obtenir que, lors du remboursement de ces prêts, les sommes ainsi encaissées ne soient pas grevées du prélèvement de 30 p. 100 qui

constitue le bénéfice du Trésor sur tous les produits de la main d'œuvre pénale. Il y a lieu de considérer qu'il s'agit là non pas d'une recette effective, mais d'un simple mouvement de fonds en dehors des opérations ordinaires du budget sur ressources spéciales.

En résumé, les décrets sur la juridiction spéciale et sur les pénalités répriment d'une manière efficace tous les crimes et délits; — le droit de faire exécuter la peine en cas de condamnation à mort, rendu au Gouverneur, permet de châtier immédiatement le coupable que la société doit renoncer à amender; — le décret sur le régime disciplinaire assure l'ordre sur nos établissements pénitentiaires; — le décret sur la main-d'œuvre pénale réglemente l'emploi des condamnés au mieux des intérêts de l'État et de nos possessions d'outre-mer; — enfin, le décret sur les concessions complète l'ensemble de ces mesures par la préparation au relèvement des transportés réellement dignes d'intérêt. Nous pensons avoir interprété sainement les intentions du législateur de 1854, car tout en faisant une large part à la répression, nous avons en même temps ouvert la porte à toutes les bonnes volontés et à tous les repentirs.

Décret sur le régime des libérés. — Après avoir étudié les modifications que comportait le régime des condamnés aux travaux forcés en cours de peine, la Commission ne pouvait manquer de porter son examen sur la situation toute spéciale des libérés. En effet, cette catégorie d'individus a donné lieu à de nombreuses plaintes de la part des autorités coloniales qui n'ont pas hésité à signaler la libération avec résidence obligatoire, telle qu'elle est pratiquée, comme une des conséquences les plus défectueuses de la transportation.

Déjà un décret du 13 janvier 1888, en soumettant les libérés à des appels périodiques ou extraordinaires, avait remédié, dans une certaine mesure, aux dangers que faisait courir aux colonies pénitentiaires la trop grande liberté laissée aux individus de cette catégorie. La Commission a pensé qu'il était nécessaire d'entrer plus résolument encore dans la voie indiquée par l'acte sus-visé.

Si l'Administration ne peut plus demander au libéré qu'il travaille sur un chantier pénal, elle a tout au moins le droit d'exiger qu'il justifie de moyens d'existence réguliers (1)

(1) Lire au *Bulletin* de 1890, p. 823-829, le décret du 29 septembre, et notamment les art. 5 et 7. Voir également *supr.*, p. 916.

Décret sur la réhabilitation des libérés. — La Commission a eu à examiner, en même temps, un projet de décret que vous avez bien voulu lui soumettre et qui avait pour but d'apporter des restrictions, en ce qui concerne les libérés astreints à la résidence perpétuelle, à la faculté inscrite dans la loi du 14 août 1885 pour l'obtention de la réhabilitation.

La question était assez délicate, car il s'agissait en fait de modifier une loi. Toutefois la majorité de la Commission a cru pouvoir s'appuyer sur l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui donne au Chef de l'État le droit de légiférer en toutes matières à l'égard de la population libre dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion, pour adopter le projet de l'Administration.

Décret sur le service militaire des hommes exclus de l'armée. — Sur la demande du Ministre de la marine, la Commission a examiné un projet de décret déterminant les services auxquels sont affectés les hommes exclus de l'armée en exécution de l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée. (Conf. *Bulletin* 1889, p. 258.)

Décret sur les cabarets et débits de boissons. — Les Administrations pénitentiaires de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie se trouvaient désarmées vis-à-vis des colporteurs, marchands ambulants et autres qui pénétraient sur les établissements pénitentiaires et fournissaient aux transportés et aux relégués soit des liqueurs spiritueuses, soit des marchandises prohibées. Ces mêmes débitants ouvraient aux concessionnaires provisoires des crédits dont le montant atteignait quelquefois des sommes considérables et, lorsque le libéré devenait concessionnaire définitif, le terrain qui lui avait été concédé par l'Administration servait à acquitter les dettes qu'il avait contractées.

Pour remédier à ces abus et à ces dangers, le décret du 30 août 1889 (*Supr.*, p. 912) est venu : 1° astreindre à l'autorisation du Gouverneur l'ouverture de tout café, cabaret, etc.; 2° interdire aux autres marchands de vendre aux transportés en cours de peine ou aux relégués collectifs, non munis d'une autorisation, dans toute l'étendue du territoire de la colonie.

Décret relatif à la répression des évasions des réclusionnaires coloniaux. — Enfin, nous venons de terminer l'examen du projet de décret relatif à la répression des évasions des réclusionnaires

coloniaux transportés à la Guyane par application des dispositions du décret du 20 août 1853. Ce projet ne soulève aucune difficulté en principe (*Supr.* p. 944).

Décret relatif à la perception des sommes d'argent appartenant aux relégués collectifs. — La Commission n'a pas cru devoir émettre un avis favorable au décret proposé par l'Administration en ce qui touche la perception des sommes d'argent appartenant aux relégués collectifs. Elle a pensé que ses dispositions étaient contraires au texte et à l'esprit de la loi du 27 mai 1885. Le Conseil d'État, auquel cet acte avait été antérieurement soumis, avait d'ailleurs présenté des objections de même nature qui ont paru irréfutables.

DEUXIÈME PARTIE

Décret sur le domaine de la Nouvelle-Calédonie. — La Commission était saisie de quatre projets.

Le premier, élaboré par une première commission et déjà accepté officieusement par le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie, abandonnait à la Nouvelle-Calédonie 200.000 hectares, mais en laissant au Ministre le soin d'en surveiller l'emploi (*Supr.* p. 712).

Le second, transmis par M. Pardon, réservait théoriquement à l'État tout le domaine, mais il en abandonnait en fait tous les avantages à la colonie. Une partie des produits (montant des concessions, locations, aliénations consenties antérieurement ou loyers pour baux de moins de dix-huit ans) était versée au budget local. L'autre partie (produits des aliénations ou locations d'une durée de plus de dix-huit ans) était également versée au budget local, mais devait constituer une caisse spéciale, destinée à faire face à des dépenses de colonisation.

Le troisième projet, qui émanait de M. Léveillé, vice-président de la Commission, ne constituait pas de domaine local, mais il affectait le produit de l'aliénation du domaine de l'État à des dépenses de colonisation qui devaient être exclusivement employées, sous le contrôle du Département, suivant un plan d'ensemble approuvé par le Ministre. C'était un système analogue à celui que vous aviez fait prévaloir, devant le Sénat, en ce qui concerne l'Algérie.

Enfin le quatrième, dû à l'initiative personnelle de M. de La-vergne, membre de la Commission, faisant une part plus large

au domaine local, ne laissait à l'État que les réserves indigènes, le domaine pénitentiaire et abandonnait à la colonie l'administration et les produits des terrains disponibles, des mines et des forêts, sous cette réserve que le budget colonial cesserait de contribuer aux dépenses du service télégraphique pour lesquelles il versait chaque année au budget local une subvention de 110.105 francs. Il demeurait entendu toutefois que les télégrammes de service continueraient à être transmis gratuitement sur les différents points de la colonie.

C'est ce dernier système qui a été adopté par la majorité de la Commission. Je n'entrerai pas dans le détail des différents articles du projet de décret qui a été préparé d'après les bases ci-dessus indiquées. Je laisse au rapport qui vous sera adressé prochainement sur cette affaire le soin d'indiquer les raisons qui ont décidé la majorité de la Commission. La solution qu'elle propose concilie, à ses yeux, les intérêts de l'État et ceux de la Nouvelle-Calédonie.

Comme conséquence du projet de décret qu'elle venait d'adopter, la Commission étudie en ce moment un décret organisant le service du domaine de la Nouvelle-Calédonie. Il a paru nécessaire en effet, en vue de maintenir intact le domaine réservé à l'État et d'assurer l'exécution du décret constituant le domaine local, de délimiter d'une manière bien nette les attributions si délicates du fonctionnaire chargé de la surveillance des intérêts de l'État en ce qui concerne son domaine en Nouvelle-Calédonie.

TROISIÈME PARTIE

En dehors des règlements d'administration publique et des décrets à rendre en vue de l'application des lois de 1854 et de 1885, la Commission a été appelée à examiner un certain nombre d'arrêtés des Gouverneurs de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie pris en exécution des lois et règlements sur la transportation et la relégation.

Je me bornerai à indiquer sommairement le résultat de l'examen auquel ont donné lieu ces différents actes.

Guyane.

1^o Arrêté organisant la relégation individuelle sur le territoire de Maroni. (Renvoi au Gouverneur pour être modifié.)

2° Arrêté portant organisation d'une section mobile dans le haut Maroni. (Approuvé sous réserve de certaines modifications de détail.)

3° Condition d'engagement des relégués individuels employés par l'Administration pénitentiaire. (Avis de rejet.)

4° Arrêté réglant le régime d'appel auquel sont soumis les libérés tenus de résider dans la colonie. (Approuvé sous réserve de certaines modifications de détail.)

5° Arrêté réglant le mode d'application de la relégation individuelle (2° examen). (Renvoi au Gouverneur pour être modifié.)

6° Arrêté sur les salaires des transportés et des relégués. (Ajourné quant aux salaires des transportés jusqu'à la promulgation du décret disciplinaire. Renvoi au Gouverneur pour être modifié en ce qui touche les relégués dans le sens de l'arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.)

7° Arrêté déterminant les conditions d'engagement des relégués individuels employés par l'Administration pénitentiaire. (Avis de rejet.)

Nouvelle-Calédonie.

1° Arrêté concernant la relégation individuelle. (Adopté sous réserve de certaines modifications de détail.)

2° Arrêté concernant les salaires des relégués. (Approuvé sous réserve de certaines modifications de détail.)

3° Arrêté concernant les salaires et les vivres des relégués admis dans les sections mobiles. (Avis de rejet.)

4° Arrêté déterminant les salaires et les gratifications à allouer aux condamnés aux travaux forcés. (Ajourné jusqu'à la promulgation du décret sur le régime disciplinaire.)

5° Arrêté sur les engagements de travail des relégués collectifs. (Avis de renvoi au Gouverneur pour être transformé en projet de règlement d'administration publique par application de l'article 18 de la loi du 27 mai 1885.)

6° Arrêté relatif aux évasions des transportés. (Avis de rejet.)

7° Projet de règlement de détail concernant les relégués mis à la disposition de l'artillerie. (Avis de rejet.)

QUATRIÈME PARTIE

En outre des affaires dont il a été rendu compte dans le cours de ce rapport, la Commission a été saisie de quatre questions rela-

tives à l'interprétation de règlements ou de décisions concernant le service pénitentiaire et à la rédaction d'un contrat de main-d'œuvre pénale.

C'est ainsi que nous avons eu à examiner :

1° Les mesures à prendre à l'égard des surveillants qui font usage de leurs armes contre les transportés ;

2° La situation des réclusionnaires au point de vue judiciaire ;

3° L'interprétation à donner à l'art. 8 du décret du 5 octobre 1889 ;

4° Les contrats de main-d'œuvre pénale avec MM. Digeon et C^{ie}. (Il s'agissait non pas d'un contrat nouveau, mais uniquement de la fusion de deux contrats en cours.)

Comme pour les arrêtés des Gouverneurs, ces affaires ont donné lieu à des rapports spéciaux. Il résulte des renseignements fournis par les représentants de l'Administration des colonies que vous avez bien voulu, sur ces différents points, adhérer aux conclusions de la Commission.

En terminant, Monsieur le Sous-Secrétaire d'État, permettez-moi de vous rappeler le zèle et le dévouement de tous les membres de la Commission permanente du régime pénitentiaire qui, à tour de rôle, ont rempli les fonctions de rapporteurs et dont les remarquables travaux forment un ensemble de documents précieux pour l'étude des questions traitées par la Commission et pour l'interprétation des actes qu'elle a préparés.

L'œuvre accomplie est une œuvre commune. Sans doute, sur certaines questions (et, je dois l'avouer, parfois les plus importantes) des opinions contraires se sont formées, mais tous nos collègues ont tenu, même quand ils ne partageaient pas l'avis de la majorité, à s'associer d'une manière active à son travail, à rechercher les améliorations que les règlements élaborés pouvaient recevoir, soit dans le fond, soit dans la forme.

Je considère comme un devoir de vous signaler le zèle intelligent de nos secrétaires-adjoints, dont les procès-verbaux si exacts et si complets resteront comme le témoignage de nos efforts pour mener à bien la tâche difficile et parfois délicate que vous nous aviez confiée.

Veillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d'État, les assurances de ma haute et respectueuse considération.

Le Conseiller d'État, Président de la commission,
Paul DISLÈRE.

II. — RAPPORT AU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES COLONIES SUR
LES TRAVAUX DES DEUX SOUS-COMMISSIONS DE CLASSEMENT
DES CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS.

Paris, le 28 mars 1891.

Au cours de ses travaux, l'attention de la Commission permanente du régime pénitentiaire a été appelée sur une décision ministérielle du 15 avril 1887, en vertu de laquelle les condamnés aux travaux forcés étaient dirigés sur les colonies pénitentiaires d'après la seule constatation de la durée de la peine prononcée contre eux : ceux qui avaient encouru une condamnation à plus de sept années de travaux forcés étaient transférés à la Guyane ; ceux dont la peine était moindre étaient envoyés à la Nouvelle-Calédonie.

La Commission a pensé que cette méthode de classification, qui de prime abord pouvait sembler équitable et rationnelle, n'était pas toujours juste, si l'on tient compte de la culpabilité effective, des instincts, des antécédents judiciaires, du niveau moral des condamnés de cette catégorie.

Le Code a établi une échelle de peines graduée suivant la nature du crime et que l'art. 463 permet de modifier dans des limites déterminées. Mais en ce qui concerne l'exécution de la peine, il appartient à l'Administration d'établir dans l'application des catégories différentes, suivant que les individus présentent plus ou moins de chances d'amendement. Elle doit en outre, autant que possible, chercher à séparer les criminels d'accident des malfaiteurs d'habitude, afin que le contact pernicieux de ces derniers ne soit pas une entrave à l'œuvre de moralisation que l'Administration a le devoir de poursuivre.

Il a donc paru conforme à l'esprit de la loi de 1854, comme au sentiment de l'opinion publique, d'adopter à l'égard de ces individus le système de la sélection actuellement en vigueur pour la désignation du lieu d'internement des relégués.

La Nouvelle-Calédonie, en raison de son climat tempéré, à peu près identique à celui du midi de la France, exerce sur la population criminelle de la Métropole une attraction incontestable. La gravité de la peine disparaît lorsqu'il s'agit de notre colonie de l'Océan Pacifique et l'éloignement de la mère patrie n'a pas pour les condamnés aux travaux forcés cet effet redoutable qu'avait entrevu le législateur de 1854. Aussi a-t-on vu souvent certains

de ces individus accepter avec joie la condamnation qui les frappait dans l'espérance de trouver une existence facile sous des latitudes où la race européenne s'acclimate si facilement.

La Guyane, au contraire, inspire au monde des malfaiteurs une crainte salutaire. On sait que, sous l'influence de conditions atmosphériques moins favorables aux Européens, le travail est toujours plus pénible et l'existence plus difficile dans notre colonie de l'Amérique du Sud. Ce n'est donc pas sans un certain sentiment d'envie qu'ils voient partir leurs co-détenus pour la Nouvelle-Calédonie. Ce sentiment, si l'on en croit les renseignements recueillis par le Département, se manifeste de jour en jour davantage et les condamnés envisagent aujourd'hui la transportation avec une appréhension d'autant plus vive que les nouveaux règlements promulgués ou à promulguer ont rendu à la peine des travaux forcés ce caractère d'exemplarité qu'elle avait perdu sous l'influence d'idées humanitaires, sans doute généreuses, mais à coup sûr excessives.

Par suite des considérations qui précèdent, la Commission a préparé un projet de décret en vertu duquel « la désignation de la colonie pénitentiaire où sera envoyé chaque condamné aux travaux forcés sera faite par décision du Sous-Secrétaire d'État des colonies, après avis de la Commission permanente du régime pénitentiaire. »

Ce décret a été promulgué le 16 novembre 1889 et un arrêté du Sous-Secrétaire d'État en date du 20 du même mois a chargé deux sous-commissions, prises dans le sein de la Commission plénière, du soin d'opérer cette sélection. Ces deux sous-commissions sont composées de quatre membres et présidées : la première par notre vice-président, et la seconde par l'un de ses membres désigné à l'élection.

Les fonctions de secrétaires sont remplies par deux commis du Sous-Secrétariat d'État des colonies.

Aussitôt constituées, les sous-commissions se sont préoccupées d'établir le modèle des dossiers de condamnés appelés à recevoir tous les renseignements nécessaires pour éclairer leurs avis.

Ces notices comportent les indications suivantes :

1° État civil ;

2° Situation pénale ;

3° Situation personnelle au point de vue de la famille, de la conduite dans la vie libre et en prison, de la profession et de l'utilisation possible dans les colonies ;

4° Santé et aptitudes physiques.

En outre, aux dossiers devaient être joints un extrait de l'arrêt prononçant la peine des travaux forcés, une notice individuelle du parquet relatant les circonstances du crime et un avis du président des assises ou du président du conseil de guerre sur le lieu de désignation de la colonie pénitentiaire.

Cette dernière pièce a été réclamée aux parquets sur la demande du Sous Secrétaire d'État des colonies, par deux circulaires du Garde des sceaux de 10 janvier et 4 juillet 1890 et une circulaire du Ministre de la guerre en date du 17 juillet 1890.

Il s'agissait ensuite de déterminer les principes qui devaient guider les membres des sous-commissions dans les avis qu'ils avaient à émettre.

Dans le rapport qui avait précédé le décret du 16 novembre 1889, il était dit « que les criminels dangereux, ceux qui ont déjà encouru plusieurs condamnations, ceux enfin qui ne présentaient aucune chance d'amendement devaient être dirigés sur la Guyane, tandis que la Nouvelle-Calédonie serait plus particulièrement réservée aux condamnés primaires et aux individus dont on pouvait encore espérer le relèvement. »

C'est en tenant compte de ces prescriptions, basées sur la situation climatérique de nos deux colonies pénitentiaires, que les sous-commissions ont procédé du 11 mars 1890, date d'envoi des premières notices, au 23 janvier dernier, à l'examen de 1.675 dossiers de condamnés.

Nous devons dire que les sous-commissions de classement se sont trouvées amenées fréquemment à s'écarter des avis émis par la magistrature. Elles ont dû, en effet, adopter une ligne de conduite basée sur des vues d'ensemble et en tenant compte d'éléments d'information plus complets. M. le Sous-Secrétaire d'État appréciera s'il n'y aurait pas lieu d'appeler l'attention du Garde des sceaux sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à indiquer aux magistrats les considérations dont s'inspirent les sous-commissions pour la désignation de la colonie d'internement.

Nous allons chercher maintenant à établir d'après les renseignements fournis par ces dossiers les éléments d'une première statistique, qui, comparée plus tard avec les travaux subséquents des sous-commissions, permettront peut-être aux moralistes et aux jurisconsultes de tirer un enseignement utile au sujet de l'application de la loi du 30 mai 1854.

Au point de vue de l'âge nous trouvons :

131	condamnés ayant moins de 21 ans, soit 7,8 p. 100
269	— de 21 à 24 ans, — 15,9 —
433	— 25 à 29 ans, — 25,9 —
510	— 30 à 39 ans, — 30,5 —
241	— 40 à 49 ans, — 14,5 —
91	— 50 ans et au-dessus, — 5,4 —

En résumé 79 p. 100 des condamnés aux travaux forcés sont dans la force de l'âge et paraissent pouvoir fournir un travail effectif; 21 p. 100, au contraire, ayant dépassé l'âge de quarante ans, s'acclimateront plus difficilement et ne seront pas d'une utilisation facile aux colonies. Mais, si l'on considère ces chiffres avec ceux fournis par les statistiques de relégués, on remarque que la proportion des hommes de vingt-un à quarante ans est seulement de 55 p. 100. Il existe donc 45 p. 100 de relégués âgés de plus de quarante ans, qui viendront à bref délai grossir le nombre des non-valeurs.

Il convient de faire remarquer ici que, même parmi les transportés qui se trouvent dans la force de l'âge, un certain nombre ne peut être d'aucune utilité pour les travaux de colonisation. L'examen des dossiers a permis de constater que plusieurs de ces individus, soit en raison de leur état de santé, soit en raison des infirmités dont ils étaient atteints, viendraient, dès leur débarquement, grossir la classe si nombreuse des invalides et des impotents. C'est là une situation qui a pour conséquence de grever le budget colonial non seulement de frais de transport inutiles, mais encore de dépenses d'entretien et d'hospitalisation fort onéreuses et sans compensation aucune.

Malheureusement, l'expatriation étant obligatoire à l'égard des individus condamnés aux travaux forcés, il ne serait possible de les dispenser de la transportation que par une mesure gracieuse. Or, le Ministre de la justice, saisi de cette question, a répondu, non peut-être sans raison, que des considérations tirées uniquement de l'état de santé ou d'invalidité des condamnés n'étaient pas de nature à justifier des commutations de peine. Quoi qu'il en soit il a paru nécessaire dans certains cas d'appeler l'attention du Garde des sceaux sur la situation de quelques individus qu'il était matériellement impossible de diriger sur les colonies pénitentiaires et, pour la plupart d'entre eux, il a été fait droit à la demande de l'Administration des colonies. Mais cette solution n'a

constitué qu'un palliatif insuffisant et doit nécessairement appeler l'attention des pouvoirs publics, dans l'intérêt bien entendu des finances de l'État.

Il n'est pas inutile d'ajouter d'ailleurs que l'encombrement de nos pénitenciers d'outre-mer par des non-valeurs se produit dans une proportion plus élevée encore en ce qui concerne les relégués.

Les 1.675 individus se répartissent en ce qui touche l'origine, savoir :

1.176 Français, soit.....	70,2 p. 100
350 Arabes, soit.....	20,9 —
149 Étrangers, soit.....	8,9 —

L'état civil donne les chiffres suivants :

1.100 célibataires, soit.....	65,7 p. 100
366 mariés avec enfants, soit.....	21,9 —
116 — sans enfants, —	6,9 —
54 veufs avec enfants, —	3,2 —
21 — sans enfants, —	1,2 —
18 divorcés, soit.....	1,1 —

Dans la population des récidivistes, la proportion des célibataires est encore plus considérable. Elle s'élève à 79 p. 100. Cette différence s'explique naturellement par le genre d'existence de ces individus, pour la plupart sans domicile et sans relations de famille.

Au point de vue de la situation pénale nous trouvons :

590 condamnés pour crimes contre les personnes ;
1.085 — — — — — contre les propriétés.

Les condamnations pour crimes contre les personnes se répartissent ainsi qu'il suit :

467 pour meurtres, homicides volontaires, coupset blessures, soit.....	9,0 p. 100
97 pour viols et attentats aux mœurs, soit	16,6 —
26 pour les autres crimes, soit	4,3 —

Les crimes contre les propriétés donnent les proportions suivantes :

939 vols qualifiés, soit	86,5 p. 100
59 incendies volontaires, soit	5,5 —
42 faux en écriture, soit	3,8 —
35 fausse monnaie, soit	3,2 —
10 autres crimes, soit	1,0 —

D'après les peines prononcées nous trouvons :

323	condamnés à	5 ans
112	— à	6 ans
75	— à	7 ans
317	condamnés à	8 ans
2	— à	9 ans
257	— à	10 ans
41	— à	12 ans
65	— à	15 ans
180	— à	20 ans
303	— à	perpétuité.

Ce qui donne :

510 individus astreints à la résidence temporaire, c'est-à-dire.....	30,4 p. 100
1.165 individus astreints à la résidence perpétuelle, soit.....	69,6 —

En ce qui touche les Arabes, nous trouvons 98 condamnés à moins de 8 ans, soit 28 p. 100, et 252 à 8 ans et plus, soit 72 p. 100.

Parmi les 1.675 condamnés, il en existait 904 ayant encouru des condamnations antérieures, soit 53 p. 100. Sur ce nombre, 275, ou 30 p. 100, avaient encouru la relégation. Mais il y a lieu de remarquer que cette proportion de relégués n'est pas tout à fait exacte. En effet, d'une part, certaines cours ont négligé de prononcer la relégation à laquelle devaient être soumis les individus tombant sous l'application de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885. D'autre part, conformément à l'arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1886, la peine de la relégation ne pouvant être prononcée en même temps qu'une peine perpétuelle, plusieurs des individus condamnés à perpétuité ont échappé ainsi à l'application de la loi de 1885.

Nous ajouterons que, sauf trois exceptions motivées par l'état de santé de l'homme ou le peu de gravité des peines antérieures, tous les forçats condamnés à la relégation ont été désignés pour la Guyane.

Parmi les Arabes, la proportion des récidivistes n'est que de 15,9 p. 100 et, sur les 350 condamnés de cette catégorie, 2 seulement avaient encouru la relégation.

Du chiffre de 1.675 individus dont les dossiers ont été examinés par les sous-commissions, il y a lieu de déduire 50 hommes pour les motifs ci-après :

Quatre dossiers ont été ajournés pour demande de supplément d'information ; seize dossiers ont été renvoyés au Garde des sceaux en vue d'une proposition de commutation de peine, dont dont deux en raison de l'âge, deux en raison de l'état de santé des condamnés et deux en raison des circonstances du crime qui avaient été appréciées par le jury comme étant de nature à justifier une commutation.

Sur ce nombre, quatre individus seulement ont vu leur peine commuée ;

Un a été transféré à Gaillon comme atteint d'aliénation mentale.

Il reste à statuer pour onze condamnés aux travaux forcés.

Onze condamnés ont obtenu des commutations de peine sur la proposition du Garde des sceaux, savoir :

4 avant avis des sous-commissions de classement ;

5 après avis de transfèrement à la Nouvelle-Calédonie ;

2 — — — — — Guyane.

Parmi ces sept derniers, deux avaient encouru la relégation.

Treize individus sont décédés, savoir :

1 après avis de la Commission demandant le maintien au dépôt en raison de son état de santé ;

11 après avis de transfèrement aux colonies ;

1 avant avis de la sous-commission.

Trois condamnés ont été transférés à Gaillon après avis de transfèrement.

Un dossier concernait un libéré évadé de la Nouvelle-Calédonie au sujet duquel la sous-commission n'avait pas à émettre d'avis.

Deux dossiers ne sont pas encore rapportés.

En conséquence, la désignation des colonies pénitenciaires porte sur 1.625 individus, mais il convient de déduire de ce chiffre, pour établir une proportion exacte, 350 Arabes qui, sans exception, doivent être envoyés à la Nouvelle-Calédonie.

En effet, la transportation des Arabes à la Guyane présente de sérieux dangers. Malgré la plus grande surveillance, ces individus parviennent à s'évader de cette colonie et reviennent en Algérie où ils trouvent facilement les moyens d'échapper aux recherches de la police locale. Le Gouverneur de nos possessions françaises du nord de l'Afrique s'est ému de cette situation qui compromettait la sécurité publique et a demandé au Département de prendre les

mesures nécessaires pour réprimer ces évasions et il a été décidé que tous les Arabes condamnés aux travaux forcés seraient transférés dans notre colonie du Pacifique où, en raison de sa situation géographique, les évasions sont presque impossibles (*Bulletin* 1890, p. 250).

Sur les 1.275 Européens, 958, soit 75,2 p. 100, ont été désignés pour la Guyane, et 317, ou 24,8 p. 100, ont été affectés à la Nouvelle-Calédonie.

Parmi ces 1.275 Européens on compte 147 étrangers, dont 125 doivent être transférés à la Guyane, soit 85 p. 100, et 22 à la Nouvelle-Calédonie, soit 15 p. 100.

Si l'on considère la nature des condamnations prononcées, nous trouvons :

138 individus condamnés à moins de huit ans désignés pour la Nouvelle-Calédonie, soit ..	10,8 p. 100
258 individus condamnés à moins de huit ans désignés pour la Guyane, soit	20,3 —
179 individus condamnés à huit ans et au-dessus et désignés pour la Nouvelle-Calédonie, soit.	14,0 —
700 individus condamnés à huit ans et au-dessus désignés pour la Guyane, soit	54,9 —

D'après la décision du 15 avril 1887 rappelée au commencement de ce rapport, tous les condamnés à moins de huit ans auraient été transférés à la Nouvelle-Calédonie, soit 31 p. 100 au lieu de 10,8 p. 100, et tous ceux condamnés à huit ans et au-dessus auraient été envoyés à la Guyane, soit 69 p. 100, au lieu de 54,9 p. 100.

Sur les 1.625 désignés pour partir, 1.264 ont été embarqués, savoir :

652 pour la Guyane.
612 pour la Nouvelle-Calédonie.

Il reste, par suite, en expectative de départ :

306 hommes pour la Guyane,
55 hommes pour la Nouvelle-Calédonie.

Au mois d'avril prochain, les 300 forçats destinés à la Guyane seront dirigés sur cette colonie par le steamer affrété : la *Ville-de-Saint-Nazaire*.

Les résultats consignés dans le présent rapport indiquent d'une manière aussi complète que possible les travaux des sous-commissions ainsi que l'esprit qui les a guidées. La rigueur des décisions

prises et les réformes introduites déjà dans l'application de la peine des travaux forcés, réformes qui vont être complétées par les règlements actuellement soumis au Conseil d'État, paraissent de nature à assurer d'une manière suffisante la répression des attentats contre les personnes et les propriétés et l'on peut espérer que l'application de la loi du 25 décembre 1880, qui a puni d'une manière spéciale les crimes commis dans l'intérieur des prisons par des individus cherchant à échapper ainsi au régime des maisons centrales, deviendra de jour en jour plus rare.

En résumé, et nous pensons qu'il est nécessaire d'insister sur ce point, la Nouvelle-Calédonie n'est plus désormais ouverte qu'à quelques hommes devenus criminels dans une heure de folie ou de passion et qui, rappelés à la triste réalité par la peine qui les a frappés, manifestent des sentiments de repentir, dont on devait tout naturellement tenir compte dans l'exécution de la peine.

La Guyane, au contraire, est réservée à la masse de ces malfaiteurs incorrigibles et dangereux, toujours en lutte contre la société, vis-à-vis desquels la pitié serait de la faiblesse, et qui doivent expier dans toute sa rigueur le juste châtement de leurs crimes.

Vu :

Le Président,

Paul DISLÈRE.

Le Rapporteur,

L. DE LAVERGNE.

RAPPORT
AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET
POUR L'ANNÉE 1892.

(Services pénitentiaires métropolitains.)

Messieurs,

Les réductions opérées par votre Commission, ajoutées à celles dont le Gouvernement avait lui-même pris l'initiative, présentent, par rapport au budget de 1891 une différence totale en moins de 155.525 fr.

Ce chiffre peut paraître minime. Mais il faut tenir compte des économies considérables qui ont été réalisées depuis sept ou huit ans, et qui ont réduit le budget de l'Administration pénitentiaire de plus de 5.000.000 fr.

CHAPITRE 59

*Personnel du service pénitentiaire (département
de la Seine excepté).*

Crédit demandé	4.853.520 fr.
Crédit proposé par la Commission	4.814.195
Différence en moins	39.425 fr.

§ 1^{er}. — *Personnel des maisons centrales.* — Nous vous proposons, d'accord avec l'Administration, une réduction de 17.900 francs résultant des suppressions d'emploi de 2 contrôleurs à 3.000 francs

(sur 19), 2 instituteurs à 1.950 francs (1), 20 surveillantes religieuses à 400 (sur 98).

D'autre part, votre Commission est dans l'obligation de vous proposer d'inscrire une nouvelle somme de 6.000 francs au paragraphe du personnel des maisons centrales. Cette somme représente le traitement de deux économes dont la création est devenue indispensable par suite de la substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons centrales de Loos (2) et Montpellier.

Depuis la diminution considérable de la population pénitentiaire, la contenance des maisons centrales et des pénitenciers agricoles n'est plus en rapport avec l'effectif. Les établissements pouvaient recevoir, en 1890, plus de 19.000 individus des deux sexes, alors que l'effectif moyen de la même année n'était que de 14.500 détenus.

En 1890, l'Administration a supprimé la maison centrale de Cadillac (*Supr.* p. 1031), qui pouvait contenir 400 femmes. Mais les maisons centrales d'hommes sont encore trop nombreuses, et, si la population se maintient au chiffre indiqué plus haut, et, à plus forte raison, si elle s'abaisse comme il y a lieu de l'espérer, la suppression de deux, au moins, de ces établissements s'imposera à bref délai. Il y aurait de ce chef de notables économies à réaliser : le personnel d'une maison centrale coûte, en effet, environ 100.000 francs par an ; en y ajoutant les dépenses accessoires, telles que l'entretien des bâtiments et du mobilier, et les indemnités diverses, on obtient une somme bien supérieure.

La suppression d'une maison centrale s'impose dès à présent et la Commission du budget estime qu'au cours de l'année prochaine l'Administration devra préparer cette mesure, en désignant elle-même l'établissement à désaffecter dans la région où les vides existant dans les maisons centrales voisines permettront le placement facile des détenus qui devront être transférés. Nous comptons que le chapitre 59 se trouvera allégé par des économies importantes lors de la présentation de la loi de finances pour 1893.

Nous avons remarqué que les agents du personnel de garde

(1) Un seul des 14 maisons centrales d'hommes (Clairvaux) conserverait ses deux instituteurs.

Il est à noter que, dans tous les établissements pénitentiaires d'import. ant effectif, les instituteurs ont pour auxiliaires dans la tâche qu'ils ont à remplir les employés ou agents de l'administration, qui reçoivent d'ailleurs pour ce surcroît d'occupations une indemnité spéciale.

(2) *Supr.* p. 158 et 296.

sont très inégalement répartis dans les maisons centrales d'hommes.

A Beaulieu, à Clairvaux et à Fontevault la proportion est, en 1881, d'un gardien pour 17 détenus ; dans d'autres établissements, elle est d'un gardien pour 9, 10 ou 11 détenus : ce sont les prisons d'Albertville, Embrun, Eysses, Lambèse et Landerneau. Nous pensons que le personnel y est trop nombreux, eu égard au chiffre de la population, que le service pourrait y être assuré dans des conditions moins onéreuses pour le Trésor, et nous exprimons le vœu que le rapport du nombre des gardiens à celui des détenus soit, autant que possible, ramené à un chiffre uniforme, en tenant compte, toutefois, des nécessités locales.

§ 2. — *Personnel des pénitenciers agricoles de la Corse.* — Nous proposons de réduire le crédit demandé d'une somme de 600 francs, qui représente l'indemnité d'un des deux architectes. L'Administration ne fait pas obstacle à cette suppression, le service des deux pénitenciers pouvant être assuré par un seul titulaire.

§ 3. — *Personnel du dépôt de forçats.* — Pas d'observations.

§ 4. — *Personnel des maisons d'arrêt, de justice et de correction (la Seine non comprise).* — Nous vous proposons, de concert avec l'Administration pénitentiaire, de supprimer, d'une part, le traitement de 7 instituteurs externes, à 300 francs l'un, plus l'indemnité payée à des instituteurs libres, qui s'élève à la somme de 1.275 francs ; d'autre part, les traitements de 44 surveillantes religieuses, formant un ensemble de 17.600 francs, soit un total de 20.975 francs.

Dans nombre de prisons, les instituteurs ont un rôle presque nul, à cause du peu de durée de la détention ; ils peuvent, au surplus, être remplacés par les gardiens-chefs ou les commis-greffiers.

Quant aux surveillantes religieuses, un nouveau pas vient d'être fait dans la voie de la laïcisation, par suite de la nomination de surveillantes laïques dans certains établissements de courtes peines.

La dépense afférente au traitement du personnel des maisons départementales est certainement l'une des plus discutables qui soient inscrites au budget. On ne compte pas moins de 374 gardiens-chefs, un par prison : autant de médecins, de ministres du

culte, de surveillantes, et un plus grand nombre de gardiens ordinaires ; or, dans beaucoup de prisons, d'un bout de l'année à l'autre, l'effectif n'est que de 1, 2 ou 3 détenus. Il n'appartient ni à l'Administration ni à la Commission du budget de faire fermer les prisons inutiles, cette réforme étant intimement liée à celle des tribunaux et ne pouvant être faite par voie budgétaire. Mais nous ne saurions manquer d'appeler une fois de plus sur cette question l'attention du Gouvernement qui devrait, conformément au vœu exprimé par la Chambre, prendre l'initiative d'une réforme de l'organisation judiciaire devenue nécessaire, dans un intérêt d'économie et de bonne administration. Les Ministères de la justice et de l'intérieur pourraient, en attendant, examiner d'un commun accord s'il ne serait pas possible, même avec la législation existante, de supprimer quelques prisons, à effectif presque nul, sans nuire à l'instruction des délits et sans occasionner, d'autre part, des dépenses trop considérables pour le transfertement des détenus.

§ 5. — *Personnel des établissements publics de jeunes détenus.* — *Pas de changement.* — Quelques établissements ont un personnel de gardiens trop élevé eu égard à la population. Nous n'avons pas cru devoir diminuer le crédit demandé par l'Administration ; mais nous pensons que, dans l'intérêt de l'éducation des jeunes gens, qui forme la plus belle partie de sa mission, il serait bon que les agents fussent choisis avec un soin particulier. A ce propos la nomination dans les emplois supérieurs de personnes complètement étrangères aux services pénitentiaires nous semble très regrettable, à plus d'un point de vue. Elle décourage les bons fonctionnaires, condamnés à attendre indéfiniment un avancement qui leur revient de droit ; elle est la source d'un mécontentement général, qui rend les rapports difficiles entre supérieurs et subordonnés et nuit à l'esprit de discipline.

Cette observation s'applique surtout au personnel des établissements de jeunes détenus, dont la direction a été confiée parfois d'emblée à des officiers retraités, cumulant ainsi avec leur pension de retraite un traitement de 4.500 à 6.000 francs. Nous croyons que l'Administration a pris des mesures pour faire cesser ces errements, nous l'en félicitons vivement et nous espérons qu'à l'avenir elle réservera les hauts emplois, sauf exception justifiée par des compétences spéciales, aux seuls agents du service pénitentiaire.

En ce qui concerne les gardiens, on pourrait peut-être modifier la répartition du crédit, en diminuant le nombre des agents et en rétribuant mieux ceux qui rendraient le plus de services et se montreraient réellement à la hauteur de leur tâche.

On a changé récemment le nom des maisons où sont enfermés les jeunes gens : des maisons d'éducation *correctionnelle* on a fait des maisons d'éducation *pénitentiaire*. La nuance est légère, trop imperceptible, à notre gré. On a songé aussi à donner aux gardiens un costume spécial qui les différencie de leurs collègues des prisons proprement dites. L'idée était excellente, comme toutes les mesures ayant pour but de montrer aux enfants qu'ils ne sont pas des condamnés marqués pour la vie du sceau de la prison, et que les personnes chargées de veiller sur eux ne sont animées que des sentiments de bienveillance que doivent avoir les éducateurs. Mais il y aurait mieux, à notre avis, qu'un simple changement de costume. Il faudrait transformer effectivement la fonction du gardien, et faire du surveillant non un geôlier, mais en quelque sorte le conseiller, le maître d'étude des jeunes gens. Chaque gardien devrait être doublé d'un contremaître ou d'un instituteur : en le voyant prendre part à ses travaux, les diriger, l'enfant travaillerait avec plus de courage et lui témoignerait plus de confiance ; en constatant qu'on songe moins à le punir qu'à l'instruire, il se considérerait non plus comme un être déchu, destiné à être mis au ban de la société, mais comme un malheureux dont on veut faire un honnête homme.

Enseignement. — Au point de vue de l'instruction proprement dite, le personnel des maisons de jeunes détenus est à peine suffisant. On pourrait remédier à cette situation regrettable sans augmenter le crédit : il suffirait de choisir tous les agents du personnel administratif parmi les instituteurs. L'état-major de ces maisons, le travail des bureaux lui laissant de larges loisirs, consacrerait une partie de son temps à l'éducation. Il est à remarquer d'ailleurs, que, par une étrange anomalie, dans les mêmes établissements, où l'éducateur proprement dit devrait être la cheville ouvrière de tout le système de réforme, les instituteurs sont moins payés que les employés d'administration, moins payés que les régisseurs de culture et les contremaîtres. Nous appelons l'attention de M. le Ministre de l'intérieur sur ce point.

L'État ne doit pas seulement l'instruction aux enfants dont il a la garde, il doit aussi leur donner un métier, une profession

qui leur permette de gagner leur vie quand vient le moment de la libération. De louables efforts ont été faits pendant ces dernières années : on a retiré le plus grand nombre possible d'enfants des établissements privés, où souvent ils n'étaient qu'une matière à exploiter pour ceux qui les faisaient travailler ; on a fermé plusieurs établissements religieux qui offraient peu d'avantages et donnaient lieu à de graves reproches. Nous ne pouvons qu'encourager l'Administration à compléter cette œuvre de transformation.

Mais l'agglomération d'un trop grand nombre d'enfants dans quelques colonies entraîne des inconvénients d'un autre ordre : les enfants sont poussés d'une manière uniforme vers les professions agricoles ou celles qui se rattachent à l'agriculture, quoique la plupart viennent des centres urbains. Il en résulte que tout ce qu'on leur apprend devient inutile le jour où ils rentrent dans la société ; ils font des déclassés, des vagabonds qui tôt ou tard comparaisent en police correctionnelle ou en cour d'assises. De plus, il est évident que des groupes de trois cents ou quatre cents enfants sont plus difficiles à surveiller que des groupes plus restreints, et que les mauvais exemples, les funestes habitudes s'y propagent avec une rapidité contre laquelle l'Administration est souvent impuissante.

Comme pour les adultes, dont nous nous occuperons plus loin, la séparation par catégorie est désirable, dans l'intérêt de la moralisation. Les colonies de jeunes détenus se prêteraient d'ailleurs à cette division, au prix de quelques aménagements nouveaux.

Placements individuels. — Les maisons d'éducation pénitentiaire comprennent deux catégories d'enfants essentiellement distinctes : ceux qui ont été acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal comme ayant agi sans discernement, et ceux qui ont été condamnés comme ayant agi avec discernement, par application de l'article 67.

Parmi les premiers ne serait-il pas possible de faire un choix et de confier à l'Assistance publique les plus jeunes, les plus irresponsables, ceux qui ont commis les fautes les plus légères ? Sous cette tutelle, du moins, ils seraient moins frappés de discrédit, échapperaient à la contagion et recevraient un traitement plus paternel que celui qui leur est réservé dans leur promiscuité avec des enfants corrompus pour lesquels on est obligé d'employer des

moyens rigoureux (1). La question vaut la peine d'être étudiée, notamment au point de vue de la modification de l'article 66 et de la réforme de la loi du 5 août 1850 qui ne répondent plus à l'état actuel des idées pénitentiaires et philanthropiques.

Dans quelques pays étrangers, les enfants les plus intéressants sont placés dans des familles de cultivateurs ou d'artisans. Dans le grand-duché de Bade, on a remarqué qu'un grand nombre de ces enfants s'amendaient, s'attachaient à leur père d'adoption. Les résultats sont d'autant meilleurs que les enfants sont placés plus jeunes. C'est la preuve évidente que l'amendement est possible, que le vice n'est pas inné, et que, s'il trouve un terrain favorable chez certaines natures et s'y développe rapidement, chez d'autres il peut être corrigé par une éducation intelligente, à condition qu'on s'y prenne à temps (*Bulletin*, 1888, p. 200).

Le système du placement individuel est aussi pratiqué avec succès par l'Angleterre, qui envoie un certain nombre de ses jeunes détenus au Canada, où ils sont souvent adoptés par la nouvelle famille qui les élève, et dans les différents États de l'Allemagne et de la Suisse, où la science pénitentiaire a fait de grands progrès durant ces dernières années.

La dépense est inférieure à celle du régime en commun. Voici, pour l'Allemagne, quelques chiffres caractéristiques présentés au Congrès international de Saint-Petersbourg :

	Placement à domicile.	Régime en commun.
Grand-duché de Bade	149 mares.	221 mares.
Dusseldorf.....	100 —	200 —
Berlin.....	200 —	400 —

L'expérience paraît donc concluante et se recommande à notre Administration pénitentiaire. Elle pourrait peut-être avec profit s'adresser aux instituteurs et institutrices, qui moyennant un prix de journée à déterminer, se chargeraient de l'éducation d'un ou deux pupilles de l'État, ainsi que nous en avons exprimé nous-même la pensée au récent Congrès international d'Anvers.

(1) Cette mesure nous paraît des plus dangereuses et pour les familles chez lesquelles ces mauvais sujets seraient placés et apporteraient les plus pernicleux exemples, et pour les enfants eux-mêmes, qui ont besoin d'une discipline sévère (*Conf. sup.*, p. 978) [N. de la Réd.].

Congréganistes. — Enfin, il nous paraît nécessaire de renouveler les observations que nous avons déjà présentées à la Chambre et qui ont été consacrées par son vote favorable en ce qui concerne un principe dont l'application aux établissements d'éducation correctionnelle est une conséquence logique de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire.....

D'après les dernières statistiques, sur 4.000 garçons envoyés dans les colonies publiques ou privées pénitentiaires, près d'un millier sont encore placés entre les mains d'instituteurs congréganistes.

Pour les filles, la situation est moins satisfaisante encore. Sur le chiffre total de neuf établissements d'éducation correctionnelle, deux seulement sont laïques, sept sont congréganistes, et d'après les feuilles de présence que nous avons sous les yeux, sur 1.000 jeunes détenues, 500 sont placées dans les établissements des religieuses du Bon-Pasteur ou dans d'autres refuges conventuels.

§ 6. — *Personnel du service de transport des détenus.* — Depuis plusieurs années, la Commission du budget demande avec insistance la suppression du poste inutile de contrôleur-inspecteur, dont les attributions font double emploi avec celles du 5^e bureau de l'Administration pénitentiaire, et celles du gardien-comptable placé sous sa direction.

§§ 7 et 8. — *Personnel des maisons centrales de force et de correction et maisons d'arrêt, de justice et de correction d'Algérie.*

Diminutions proposées :

1 ^o Diminution du supplément de traitement colonial (quart colonial) dans les maisons centrales.	3.000 fr.
2 ^o <i>Idem</i> dans les maisons départementales	1.000 »
3 ^o Suppression de l'emploi d'un commis aux écritures	1.950 »
Total.	5.950 fr.

C'est l'application de l'article 51 de la loi du 26 décembre 1890 portant fixation du budget général de l'exercice 1891. . . .

§ 9. — *Dépenses communes à la France et à l'Algérie.* — Pas de changement.

CHAPITRE 60

*Personnel des maisons d'arrêt, de justice et de correction
du département de la Seine.*

Crédit demandé.	658.722 fr.
Crédit proposé par la Commission	641.622 »
Différence en moins	17.100 »

Nous vous proposons, d'accord avec l'Administration pénitentiaire, une réduction de 17.100 francs (sur 658.722 demandés) résultant de la suppression d'un contrôleur, d'un garde-magasin général, de deux commis-greffiers, de deux gardiens de magasin, deux gardiens convoyeurs et de la diminution des indemnités allouées aux agents faisant fonctions d'instituteurs.

L'emploi de contrôleur qui peut être supprimé sans nuire au bon fonctionnement des services est celui de la Grande-Roquette.

Les fournitures de literie, du menu mobilier, etc., pour toutes les prisons de la Seine étaient jusqu'à ces derniers temps effectuées directement par l'État et centralisées dans des locaux servant de magasins placés sous la surveillance d'un garde-magasin général. Ces divers objets devant être désormais fournis par un entrepreneur, d'après un récent marché d'adjudication publique, l'emploi de garde-magasin général peut être supprimé.

Cette modification dans la gestion économique des prisons de la Seine permet également de retrancher au personnel deux gardiens de magasin et deux gardiens convoyeurs; il est enfin possible de réduire de 14 à 12 le nombre des commis-greffiers des prisons de la Seine.

Un décret du 28 juin 1887 (*Bulletin*, 1887, p. 866) a soumis les prisons de la Seine aux « mêmes conditions d'administration et de contrôle que les autres prisons départementales ». En d'autres termes et selon l'expression consacrée, le décret prescrivait l'assimilation des premières aux dernières.

Cette assimilation est restée, jusqu'à présent, à l'état de lettre morte. Elle a bien eu lieu dans certains détails secondaires; mais quant à l'organisme même des prisons de la Seine, s'il a été détruit, il n'a pas été remplacé par un organisme nouveau.

Antérieurement au décret du 28 juin 1887, les prisons de la Seine étaient administrées et contrôlées, entièrement et exclusi-

vement, par le préfet de police, qui concentrait dans ses mains l'autorité préfectorale, les attributions de l'inspection générale et celles de la direction de la circonscription.

Pour appliquer, dans son esprit et dans sa lettre, le décret de 1887, il eût fallu que les pouvoirs du préfet de police fussent effectivement renfermés dans les limites, d'ailleurs très étendues, de ceux qui appartiennent à tous les préfets, en vertu de la loi et des règlements, et qu'une direction de la première circonscription pénitentiaire fût organisée.

On n'a fait ni l'un ni l'autre. On peut objecter que les termes du décret de rattachement impliquaient que l'action du préfet de police sur les prisons de la Seine continuerait à être la même que celle qu'exercent les préfets des départements sur les prisons de leur ressort. En fait, les instructions qui accompagnaient le nouveau décret désarmaient complètement le préfet de police. On lui retirait, au surplus, son agent essentiel, le contrôleur des prisons de la Seine, par qui il exerçait la haute surveillance et le contrôle.

Non seulement l'administration des prisons de la Seine échappait au préfet de police, ce qui était la conséquence obligée de l'assimilation, mais encore il se trouvait privé des moyens d'exercer sur ces prisons les pouvoirs des préfets ordinaires.

Le contrôle des prisons de la Seine échappait, en outre, à l'Administration.

On avait bien nommé un directeur de la 1^{re} circonscription, mais on ne lui avait conféré aucune attribution : ce qui entraîna la suppression de cet emploi le 31 décembre dernier.

Il y aurait lieu pour l'Administration d'examiner si ce poste ne devrait pas être rétabli, sans qu'il en résultât, d'ailleurs, aucune augmentation de dépense.

Chaque direction de prison possède une sorte d'autonomie et le système complet des écritures d'une circonscription. Cette organisation, qui offre peut-être quelques avantages, est extrêmement dispendieuse, et la population des prisons de la Seine ne justifie pas le luxe d'administrateurs dont elles sont pourvues.

La suppression de quelques-uns des directeurs des prisons de la Seine serait peut-être la meilleure mesure à laquelle on pourrait s'arrêter. Elle entraînerait une économie notable, qui s'augmenterait encore de la simplification des écritures, désormais centralisées entre les mains du directeur de la circonscription. En un mot, il faudrait appliquer au département de la Seine le régime qui fonctionne avantageusement dans les autres départements, et

ce serait d'autant plus facile que les établissements se trouvent très rapprochés les uns des autres. En tout cas, dans les prisons où le directeur sera maintenu, le poste de contrôleur pourra être supprimé.

Il convient de relever, à ce propos, l'abus qui est fait des indemnités de déplacement. Une somme de 2.400 francs est inscrite au chapitre 60, pour être distribuée aux directeurs des prisons de la Seine, qui ont à se rendre soit au Ministère de l'intérieur, soit au Palais de justice.

Cette dépense paraît insuffisamment justifiée.

L'Administration a également le devoir de se préoccuper de l'abaissement de la population des prisons de la Seine. Plusieurs d'entre elles ont un effectif notablement inférieur à leur contenance. La moitié des locaux de la Conciergerie et du dépôt des condamnés sont inoccupés. On pourrait donc fermer un ou plusieurs établissements, sans gêner en rien les exigences, soit de la prévention, soit de la répression.

On a parlé bien souvent de la suppression de la prison de Sainte-Pélagie, située au centre de Paris, où elle est comme un foyer permanent d'épidémies. Rien ne s'oppose à ce qu'on prenne immédiatement cette mesure, qui est vivement désirée par la ville de Paris et serait une nouvelle source d'économie. L'effectif n'y est que de 300 ou 350 détenus, qui seraient répartis dans les autres prisons, selon leur catégorie, sans dépenses supplémentaires pour ces dernières (*supr.* 315).

CHAPITRE 61

Entretien des détenus.

Le crédit inscrit au chapitre 61 (10 millions) n'est qu'une prévision de dépense, car la dépense définitive, qui est plus ou moins élevée suivant que l'effectif a été plus ou moins considérable, ne peut être connue qu'en fin d'exercice.

La population totale des établissements pénitentiaires n'a cessé de diminuer durant les dix dernières années. Aux différentes causes qui ont pu produire cette diminution, est venue s'en ajouter une nouvelle, non la moins importante. C'est la loi récemment votée par le Parlement, qui autorise les tribunaux à suspendre l'exécution des premières peines dans certains cas déterminés.

Libération conditionnelle. — Le dernier rapport du comité consultatif montre que sur 1.976 demandes présentées en 1890, 1.386 ont été l'objet d'un avis favorable, soit une proportion de 70 p. 100. Dans la période précédente, on comptait 4.078 demandes et 2.838 admissions, soit une proportion de 69 p. 100. Mais du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1891, la proportion s'abaisse à 61 p. 100.

..... Les instructions de M. le Ministre de la justice (*Bulletin*, 1888, p. 871) sont excellentes à tous les points de vue. Nous espérons que les tribunaux et les parquets voudront bien s'en inspirer.

Nous demanderons aussi à l'Administration pénitentiaire d'entrer plus largement, si c'est possible, dans les vues du Parlement, moins pour obtenir des économies que pour employer le meilleur moyen d'amendement qu'elle ait à sa disposition. Pour apprécier l'utilité de cette loi, il suffit de mettre en regard du nombre des libérations pendant une année celui des révocations. Alors qu'on libérait 1.386 détenus en 1890, 22 libérés seulement étaient repris pour de nouveaux crimes ou délits. Aucun argument ne saurait être plus décisif, et les résultats obtenus pendant les années précédentes n'étaient pas de nature à faire prévoir le ralentissement observé en 1891.

Deux autres causes contribuent à maintenir l'effectif des prisons à un chiffre trop élevé. Un certain nombre de condamnés reléguables sont conservés dans les établissements de la métropole après l'expiration de leur peine, généralement pour raison de santé (*supr.*, p. 940) : c'est une situation irrégulière qu'il est urgent de faire cesser. En second lieu, la détention préventive est quelquefois de trois, quatre et cinq mois ; nous appelons l'attention de M. le Ministre de la justice sur ce fait qui constitue un intolérable abus (*Bulletin*, 1887, p. 778 et *supr.* p. 291 et p. 954).

Journées de détention. — Nous ne vous proposons pas de réduire le crédit demandé par le Gouvernement, M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire nous ayant déclaré que le même chiffre de 10 millions voté pour l'année 1891 était devenu insuffisant et donnait lieu à une demande de crédit supplémentaire. Mais nous sommes en droit d'espérer que chacun fera ses efforts pour tenir compte des intentions du Parlement, et qu'un supplément de crédit sera inutile à la fin de 1892.

Le chapitre 61 se compose de dépenses de diverse nature. M. Saint-Romme, rapporteur du budget pénitentiaire pour l'an-

née 1891, demandait qu'il fût rédigé avec plus de clarté. On ne paraît pas avoir tenu compte de son observation.

Il est, en effet, assez difficile d'apprécier un chiffre de dépenses dans lequel se trouvent confondus le prix de journées, l'achat de matières premières, le prix de la main-d'œuvre, etc.

Pour l'entretien des maisons centrales à l'entreprise, l'Administration compte 2.414.515 journées à 0 fr. 33. C'est une moyenne formée du prix de journée des hommes, 0 fr. 41 et du prix de journée des femmes, 0 fr. 02. Mais, comme chaque maison centrale a un entrepreneur spécial, recevant un prix de journée spécial, les chiffres de 0 fr. 41 et 0 fr. 02 représentent eux-mêmes des moyennes. De sorte que le prix de journée supposé pour l'année 1892 n'est que la moyenne de deux moyennes, une approximation aussi éloignée que possible de la réalité.

Pourquoi lorsqu'il s'agit d'établir les prévisions, n'aurait-on pas recours au procédé suivi par la Commission du budget et le Parlement dans l'établissement du budget général, c'est-à-dire ne prendrait-on pas pour base la dernière année entièrement connue ? L'Administration connaissait, par exemple, au moment du dépôt du projet de budget, le chiffre total des journées de détention de 1890, dans chaque catégorie d'établissements, et la dépense correspondante. En prenant cette dépense comme prévision, on se serait rapproché autant que possible de la dépense probable pour 1892, en tenant compte, bien entendu, des différentes causes de changement ; des tableaux annexés au budget présenteraient la justification du crédit demandé, au lieu que les moyennes sont tout ce qu'il y a de plus incertain et défient toute espèce de contrôle.

Régie. — On sépare seulement les dépenses du service de régie des dépenses des établissements à l'entreprise (1) ; mais d'une manière complètement insuffisante pour permettre une comparaison entre les deux systèmes....

Nous n'avons pas l'intention d'ouvrir une nouvelle discussion sur cette question de la régie et de l'entreprise, qui a été traitée très longuement dans les précédents rapports (1890, p. 356 et *supr.* p. 292). Théoriquement, d'ailleurs, nous admettons la supériorité du système de la régie, et nous ne songeons nullement à mettre

(1) En dehors des maisons centrales, des pénitenciers de la Corse et des maisons d'éducation pénitentiaire, les prisons des Deux-Sèvres, de la Vienne et Saint-Lazare sont soumis à la régie.

en doute que l'État ne soit apte à fabriquer dans d'aussi bonnes conditions que les particuliers et à profiter des bénéfices qui peuvent résulter de la fabrication, indépendamment de toute idée de concurrence à l'industrie libre.

Il a, toutefois, deux causes évidentes d'infériorité.

En premier lieu, ses représentants, n'étant pas intéressés pécuniairement aux succès des travaux qu'ils dirigent, ont une tendance à les négliger peu à peu, aussi bien qu'à exagérer les frais généraux ; on ne peut empêcher en somme l'intérêt d'être le plus puissant des mobiles humains, et souvent le désir de bien faire ne suffirait pas à attacher le fonctionnaire à son œuvre. En second lieu, l'État ne peut être un négociant proprement dit : il lui est interdit d'exposer ses capitaux ; il n'a pas le droit de conclure des marchés à terme, en escomptant le prix des matières qui devront entrer dans la fabrication ou de fabriquer des quantités considérables de marchandises en attendant le moment de les écouler, ce que font journellement les entrepreneurs. C'est par ce moyen qu'ils réalisent quelquefois de très gros bénéfices, que parfois aussi ils se ruinent. Mais l'État n'a pas le droit de tenter des spéculations ; il ne peut faire que des opérations sûres, et il en est réduit à travailler pour lui-même.

Le travail en régie, réduit aux commandes publiques, n'en présenterait pas moins de grands avantages et permettrait de réaliser de sérieuses économies. Mais, nous rencontrons là encore deux inconvénients. D'abord, certaines administrations se refusent absolument à confier à l'État la fabrication des effets qu'elles consomment, quoique la différence du prix de revient atteigne dans certains cas 30 à 40 p. 100. Nous sommes obligés de renouveler la constatation faite dans le rapport de 1891, à savoir que le mauvais vouloir des bureaux du Ministère de la guerre (*Bulletin*, 1890, p. 366) décourage toutes les tentatives de l'Administration pénitentiaire, et qu'il est ainsi dépensé en bénéfices accordés aux adjudicataires une somme importante dont il serait facile de faire un meilleur emploi.

Il en résulte que la fabrication des établissements en régie est extrêmement restreinte et ne couvre pas, à beaucoup près, la différence du prix de journée, laquelle est, d'après le projet du Gouvernement, de 0 fr. 20 à 0 fr. 27 par individu et par jour : soit pour 1892, une somme de 440.000 francs en chiffres ronds, à laquelle il faut ajouter une somme de 250 à 300.000 francs pour la part revenant aux détenus sur le produit de leur main-d'œuvre ;

au total, 700.000 francs environ. Il faut que l'État récupère 700.000 francs par an au moyen des bénéfices que lui procure le travail en régie.

Nous ne croyons pas qu'il obtienne ce résultat, et la raison en est bien claire. La plupart des services qui font fabriquer dans les ateliers des maisons centrales, soit des vêtements, soit des imprimés, diminuent leurs dépenses de vêtements ou d'imprimés, mais ne diminuent pas leurs crédits correspondants....

..... On pourrait aisément remédier à ces inconvénients. L'Administration pénitentiaire devrait chaque année, pour l'année suivante, arrêter, de concert avec les autres administrations, un plan de travaux pour chaque nature d'objets fabriqués dans les établissements en régie. La valeur de la fourniture effectuée étant connue d'avance serait déduite sur le budget de chaque service du crédit correspondant. On mettrait obstacle, de cette manière, aux dépenses improductives et non autorisées par le Parlement. D'autre part, on faciliterait la tâche de l'Administration, qui parfois est exposée à laisser inoccupés, faute de commandes, les ouvriers des ateliers en régie : elle y mettrait alors le nombre d'hommes strictement nécessaire à la fabrication des quantités d'objets dont elle aura la fourniture. On éviterait une perte de temps et d'argent.

A cette condition seulement, le système de la régie donnera les avantages qu'on doit en attendre ; ceux qui ont été obtenus jusqu'à ce jour sont très incertains, si, au lieu de limiter notre observation au budget des services pénitentiaires, nous examinons le budget de l'État.

Concurrence à l'industrie libre. — Quelques personnes ont préconisé la régie comme le moyen de faire cesser ou d'atténuer la concurrence que le travail des prisons fait à l'industrie libre. Lorsque les détenus, disent-ils, travailleront pour l'État, les ouvriers ne seront plus fondés à se plaindre. Cette idée, qui a été soutenue sérieusement, nous paraît contestable. La concurrence ne dépend pas du caractère de la personne qui commande le travail, mais de l'importance de la fabrication et du nombre d'ouvriers employés. Si l'État confiait à la maison centrale de Melun la fourniture de dix mille paires de souliers pour la troupe, il rendrait disponible dans les ateliers des entrepreneurs la main-d'œuvre nécessaire à la confection de ces dix mille paires ; mais, de son côté, la maison centrale augmenterait son atelier de cor-

donniers en empruntant des ouvriers aux ateliers voisins, dont la fabrication devrait forcément se ralentir au profit des industries libres similaires. Quelle que soit l'hypothèse qu'on imagine, il n'y a jamais qu'un déplacement de travail. Il importe seulement que ces déplacements ne soient ni trop brusques, ni trop accentués, de peur qu'ils n'aient une répercussion trop profonde dans les centres industriels où ils se produisent. C'est un point sur lequel l'Administration a le devoir de veiller avec sollicitude, son premier devoir étant de ne pas aggraver la condition déjà trop dure des ouvriers libres par la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire.

Certaines personnes demandent qu'on emploie les détenus à l'extérieur, à des travaux publics, constructions de routes, chemins de fer, etc., (*Bulletin*, 1890, p. 363). Ce serait encore un déplacement qui n'influerait que très faiblement sur la concurrence, car l'Administration pénitentiaire choisirait de préférence pour ce genre de travaux les détenus qui sont les moins aptes aux ouvrages industriels et qui sont occupés dans les prisons à des travaux dépréciés et peu rémunérateurs. Nous ne nions pas qu'il n'y ait beaucoup à faire dans ce sens, surtout en Algérie, pour les défrichements. Cette question est examinée plus loin, au chapitre des exploitations agricoles; mais il ne faut pas songer à employer à des travaux agricoles, la presque totalité des détenus.

Le travail des prisonniers doit, en tout cas, être organisé d'accord avec les municipalités, les chambres syndicales ouvrières et les chambres de commerce, de façon nous le répétons, à ne pas nuire au travail extérieur; mais il est d'autant plus nécessaire de le réglementer avec soin que personne ne pourrait demander raisonnablement à l'Administration de laisser les détenus dans l'oisiveté : le travail, en effet, est indispensable pour le maintien de la discipline, qu'il serait très difficile d'assurer dans une population inoccupée; il diminue les dépenses publiques, soit que l'entretien des détenus soit confié à des entrepreneurs en échange de la main-d'œuvre, soit que l'État emploie lui-même cette main-d'œuvre à son usage; enfin, il est un moyen d'amendement, d'autant plus efficace que les détenus sont devenus plus aptes à exercer un métier et à gagner leur vie après l'exécution de leur peine. Cette dernière préoccupation doit, à notre avis, dominer toutes les autres.

Aussi faut-il tenir le plus grand compte des aptitudes des détenus et des situations très diverses dans lesquelles ils se trouve-

ront placés dans la vie libre. Aussi faut-il se défier de tout système qui aurait pour effet de rendre trop uniforme le traitement qui leur est appliqué. La population pénitentiaire comprend à peu près par moitié des individus venant de la ville et de la campagne ; mais, parmi ceux d'origine rurale, beaucoup ne retourneront pas dans leur village, où ils craindraient d'être trop connus, et iront grossir le nombre des malheureux des grandes villes. A plus forte raison, ceux qui sortent des villes n'iront pas se fixer à la campagne. Pour les premiers, il faudrait donner plus d'extension aux travaux agricoles, afin qu'ils conservent le goût de leur première profession et cherchent à la reprendre à l'époque de leur libération : tous les autres doivent être employés à des travaux industriels, les seuls dans lesquels ils aient quelque chance de trouver plus tard l'emploi de leur activité.

L'Administration a remarqué bien souvent que les détenus, qui étaient sortis de prison possédant un métier industriel ou agricole, n'avaient été qu'exceptionnellement l'objet de nouvelles condamnations, et que les récidivistes se recrutent surtout parmi ceux qui ne savent pas ou ne veulent pas travailler. C'est une preuve éclatante en faveur de la moralisation par le travail et de la possibilité de l'amendement. Les guérisons sont moins nombreuses qu'on pourrait le désirer ; mais elles existent, et leur rareté même justifie tous les efforts qui sont faits pour les multiplier.

Employer à des travaux agricoles ceux qui doivent retourner à l'agriculture, à des travaux industriels ceux qui iront se fixer à la ville ; faire le moins possible de ces travaux dépréciés (délissage de chiffons, d'étoupes, fabrication de sacs en papier, etc.) qui n'apprennent rien aux détenus : tels doivent être les principes à suivre en cette matière, sous les réserves que nous avons indiquées plus haut.

CHAPITRE 62

Remboursements divers pour frais de séjour de détenus hors des établissements pénitentiaires.

Crédit demandé (pas de changement)..... 37.000 fr.

CHAPITRE 63

Transport des détenus et des libérés.

Crédit demandé (pas de changement)..... 410.000 fr.

Nous croyons cependant devoir faire une observation sur l'em-

ploi de ce crédit. Les condamnés réintégrés à Mazas sont, aussitôt le délai d'appel expiré et s'ils ont une condamnation supérieure à un an, transférés à la Grande-Roquette où ils attendent leur envoi dans une maison centrale. Nous ne comprenons pas l'utilité de ce déplacement, qui depuis 1888, n'est plus fait par les maisons de la Santé et de Sainte-Pélagie.

CHAPITRE 64

Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (Services à l'entreprise).

Crédit demandé (pas de changement)... 139.000 fr.

CHAPITRE 65

Mobilier du service pénitentiaire (Services à l'entreprise).

Crédit demandé..... 56.000 fr.

CHAPITRE 66

Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (Services en régie).

Crédit demandé (pas de changement)..... 231.000 fr.

CHAPITRE 67

Exploitations agricoles.

Crédit demandé (pas de changement)..... 218.800 fr.

Ainsi que nous en avons déjà exprimé la pensée, il nous semble désirable que l'Administration développe, pour les détenus à longue peine, le système des travaux en plein air, qui fonctionne depuis nombre d'années dans les établissements de la Corse et de l'Algérie ; il aurait le double avantage d'être plus moralisateur, plus pénible (1), et partant plus répressif, et en même temps de servir à l'accomplissement de grandes entreprises d'utilité publique.

Le Ministère de l'intérieur l'a d'ailleurs compris, et, afin d'étudier les moyens de réalisation pratique, il a confié récemment

(1) La promiscuité inséparable du travail extérieur ne nous paraît pas favorable à la moralisation et le travail en plein air a toujours été considéré par les criminalistes (Rapport de M. Béranger, lu le 14 janvier 1873 ; *Officiel* p. 175) et les détenus eux-mêmes comme un adoucissement notable au régime redouté des maisons centrales (V. *infra* : les établissements de Corse.) [N. de la Réd.]

une mission spéciale au président de l'inspection générale des services pénitentiaires.

Les conclusions formulées par ce haut fonctionnaire sont particulièrement favorables au développement que nous préconisons.(Nous avons analysé ce rapport de M. Accolas *supr.*, p. 818 et 1014. — *Note de la rédaction.*)

CHAPITRE 68

Dépenses accessoires du service pénitentiaire.

Crédit demandé (pas de changement). 85.000 fr.
Ces dépenses sont ainsi réparties :

FRANCE

Maisons centrales. — Pénitenciers agricoles. — Dépôt des forçats.

Prime pour capture d'évadés, affranchissements.. 1.000 fr.

Maisons d'arrêt, de justice et de correction, chambres et dépôts de sûreté.

Fournitures de bureaux et affranchissements... 20.000 fr.

Établissements de jeunes détenus.

Établissements publics. — Gratifications et livrets de caisse d'épargne accordés aux pupilles..... 10.000 fr.

Établissements privés. — Subventions à divers établissements..... 25.000 fr.

Transport de détenus.

Loyer des remises des voitures cellulaires, impositions, eau, chauffage, éclairage, imprimés et fournitures de bureau..... 9.500 fr.

ALGÉRIE

Maisons centrales et pénitenciers agricoles.

Primes pour capture d'évadés et affranchissements. 600 fr.

Maisons d'arrêt, de justice et de correction, chambres et dépôts de sûreté.

Fournitures de bureau et affranchissements.... 5.000 fr.

Dépenses communes aux divers services.

Impressions, achats d'ouvrages pour les bibliothèques des prisons, etc..... 13.900 fr.

CHAPITRE 69

Subventions aux sociétés de patronage.

Crédit demandé, (pas de changement)..... 120.000 fr.
Il nous paraît intéressant d'indiquer la répartition de ce crédit
pour l'exercice 1890 :

Société générale de patronage pour les libérés...	40.000 fr.
Asile Saint-Léonard de Couzon.....	6.000
Société de patronage de Dreux.....	200
Comité de patronage du Val-d'Yèvre.....	4.000
Œuvre maternelle de patronage pour les mi- neures placées sous la tutelle ou l'autorité de l'Ad- ministration pénitentiaire	9.500
Œuvre ou Comité de défense intéressant les mineurs au sort desquels l'autorité judiciaire et l'Administration pénitentiaire peuvent être appelées à pourvoir.	800
Société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative.....	9.800
Société centrale de patronage pour les libérés...	6.000
Société de patronage pour les jeunes détenus li- bérés du Nord.....	2.800
Société d'éducation et de patronage des enfants protestants insoumis.....	3.000
Société de patronage des jeunes détenus et libérés du département de la Seine.....	3.000
Œuvre protestante des prisons de femmes à Paris.	2.000
Œuvre des libérées de Saint-Lazare.....	2.000
Société de patronage de Bordeaux.....	4.000
Société de patronage de Chalon-sur-Saône.....	1.000
Société de patronage de Rouen.....	2.000
Société de patronage d'Orléans (hommes).....	600
Société de patronage d'Orléans (femmes).....	600
Société de patronage de Nantes.....	2.000
Patronage de Sainte-Foy.....	2.000
Société de patronage de Lyon.....	2.000
Comité de patronage de Douai.....	500
Société de patronage de Melun.....	4.000

A reporter..... 106.800 fr.

<i>Report</i>	106.800 fr.
Comité de patronage de Mettray.....	1.000
Asile de Grillaud.....	1.500
Patronage de Frasne-le-Château.....	5.000
Comité de patronage des Douaires.....	2.000
Comité de patronage de Saint-Hilaire.....	2.000
Total.....	119.300 fr.

..... La mendicité et le vagabondage se produisent presque toujours après les courtes peines et en sont la plupart du temps la conséquence. Le dénuement dans lequel les délinquants se trouvent après avoir subi quelques jours de détention, les préventions du public contre eux, l'absence d'un système général d'assistance leur rendent très difficile la recherche de moyens d'existence et les condamnent presque toujours à devenir des habitués de la prison. Un tel état de choses constitue une véritable iniquité sociale.

Il importe de la faire cesser en assurant de l'ouvrage à ceux qui sont intéressants et bien intentionnés. Le travail est la véritable pierre de touche qui permet de distinguer l'homme malheureux du mendiant de profession. Le premier accepte avec reconnaissance l'offre qui lui est faite ; le second préfère tendre la main.

L'assistance stérile qui consiste à ne rien demander en retour à l'assisté est un acte imprévoyant et de fausse philanthropie.

Il faut faire pénétrer dans l'esprit des mendiants, des libérés, des vagabonds, cette pensée qu'ils ne peuvent rien attendre que du travail, donner une occupation en rapport avec leurs forces à ceux qui font preuve de bonne volonté et refuser l'aumône aux autres ; à la charité irréfléchie, il convient de substituer le travail moralisateur.

C'est de ces principes, consacrés par l'expérience, que les sociétés de patronage devraient s'inspirer.

L'État, convaincu de leur utilité, les seconde de tout son pouvoir et, grâce à la libéralité du Parlement, leur accorde des subsides importants : il est indispensable que les départements et les communes, qui, sauf de rares exceptions se sont tenus à l'écart de ce mouvement, s'engagent dans la même voie en accordant des subventions aux sociétés de patronage, en attendant la législation générale que nous avons proposée en vue de la création obligatoire d'asiles pour les invalides du travail et de maisons de travail pour les indigents valides sans ouvrage (*Bulletin*, 1887, p. 673).

En ce qui concerne le chiffre de la dépense, il est possible de fournir quelques chiffres puisés dans de récents comptes rendus : dans la maison hospitalière de la rue Clavel, à Paris, organisée avec travail strictement obligatoire, la dépense, y compris les frais généraux, n'a été que de 0 fr. 09 par journée. Dans les colonies néerlandaises du Zuyderzée, ouvertes aux malheureux sans abri et sans ressources, la dépense n'a été que de 0 fr. 05 par jour et par tête.

En Suisse, dans quelques cantons, le patronage est généralisé et tous les libérés qui ne sont pas indignes d'intérêt reçoivent assistance. Il y existe des colonies agricoles où sont envoyés les mendiants et les vagabonds et qui reçoivent aussi des individus qui n'ont jamais été condamnés.

L'Allemagne, depuis quelques années, a des colonies de travailleurs, et la solution de cette question paraît y avoir été poursuivie avec énergie et esprit de suite. Elle a aussi des stations de logement très nombreuses, avec obligation pour les assistés de rendre en travail le prix de l'hospitalité reçue. Les résultats obtenus se passent de commentaires. En effet, on a remarqué que les villes qui fournissent l'assistance sans travail ont dépensé 3 fr. 87 par 100 habitants et que celles qui fournissent l'assistance avec le travail n'ont dépensé que 2 fr. 56 par 100 habitants. Par conséquent, le mode d'assistance le plus moral est aussi le moins coûteux.

A un autre point de vue, une enquête faite dans quatre-vingt-trois villes a constaté, depuis cet état de choses nouveau, une diminution notable des cas de mendicité et de vagabondage.

La Suède et Norvège, l'Italie, la Russie, l'Autriche ont suivi ce mouvement.

Assistance par le travail. — Dans un pays comme la France, les colonies agricoles, les stations de secours, les refuges ou asiles comme ceux dont nous avons proposé la création dans un projet spécial constitueraient un sérieux obstacle à la recrudescence du vagabondage et de la mendicité.

De pareilles créations pourraient coïncider avec la transformation des dépôts de mendicité qui existent dans quelques départements et qui sont de véritables établissements de répression, faisant, pour ainsi dire, double emploi avec ceux affectés à l'emprisonnement correctionnel (*supr.*, p. 563). Cette transformation serait un retour à la destination première des dépôts de mendicité, qui était de procurer aux indigents un travail conforme « à leurs

forces et à leur industrie ». La création de travaux agricoles fut envisagée, dès 1798, d'après le principe qu'il convient de « ne donner aux renfermés qu'un travail commun, afin de ne pas priver d'ouvrage la classe industrielle du pays » (*supr.*, p. 546).

Le Ministre de l'intérieur, François de Neufchâteau, rappelle que « les maisons de travail, connues sous le nom très impropre de dépôts de mendicité », ont été négligées sous l'ancien régime et que nul travail n'existait dans ces dépôts « tout à la fois très coûteux et très inutiles ». Il fait ressortir qu'il serait « essentiel d'établir des travaux agricoles pour lesquels tous les hommes sont faits et auxquels on peut appliquer des individus faibles ». Il considère le travail comme le moyen « de conserver à l'homme sa dignité ».

Ces idées pourraient d'autant plus aujourd'hui recevoir en grande partie leur application que les conditions actuelles de l'industrie jettent dans le vagabondage beaucoup de malheureux qui, parvenus à un certain âge, ne peuvent plus être utilisés.

La loi, en admettant le domicile de secours, admet par là-même, dans une certaine mesure, le secours obligatoire en certains cas. Pourquoi — ce qui, pour les valides, serait plus honorable — ne pas admettre aussi le domicile de travail, qui se trouverait dans une maison départementale ou régionale ?

En fait, les libérés des prisons, les mendiants et les vagabonds sont, de temps en temps et en vertu de la loi du 13 juin 1790, ramenés à leur lieu de naissance ou à leur ancien domicile ; mais cette mesure n'a aucune efficacité (*supr.*, p. 574), car on ne prend pas soin de leur procurer du travail. Le mal n'est que déplacé et la dépense de rapatriement devient inutile.

L'assistance donnée aux condamnés libérés dans les maisons de travail ne doit être qu'une mesure provisoire, destinée à préparer leur reclassement définitif dans la société. Car il est évident que leur présence dans ces refuges ne saurait se prolonger au delà d'un certain temps sans aller à l'encontre du but poursuivi.

L'Administration, aidée par les sociétés de patronage, fait les efforts les plus louables, et les résultats obtenus sont de nature à encourager l'initiative individuelle.

M. le Ministre de l'intérieur, tout en faisant un emploi judicieux du crédit que nous mettons à sa disposition, ne devra pas négliger de provoquer la fondation de nouvelles sociétés de patronage et de maisons de secours. Dans un grand nombre de villes importantes, qui en sont encore dépourvues, les éléments ne font pas défaut.

Il y aurait d'autant plus lieu de les mettre en œuvre que l'assistance en faveur des libérés est devenue plus urgente depuis les lois sur la libération conditionnelle et la suspension des peines, qui ont pour but d'épargner aux délinquants capables de revenir au bien l'action démoralisatrice de la prison, et qui ont créé toute une nouvelle catégorie d'individus ayant plus particulièrement besoin de la protection de la société, qui, on ne saurait trop le répéter, en protégeant les malfaiteurs contre eux-mêmes, se protège elle-même et se met à l'abri de leurs méfaits.

La politique budgétaire que nous défendons ici y est également intéressée, l'assistance par le patronage étant infiniment plus économique que l'entretien dans les établissements pénitentiaires.

CHAPITRE 70

Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.

Crédit demandé (pas de changement) 30.000 fr.

Le crédit se décompose ainsi :

Achèvement d'un nouveau quartier cellulaire à la maison centrale de Landernau 10.000 fr.

Construction d'une infirmerie à la colonie publique des Douaires 10.000

Achat et installation d'appareils de vinification ; agrandissement des bâtiments de l'exploitation agricole de Berrouaghia 10.000

Total 30.000 fr.

CHAPITRE 71

Subventions aux départements pour la transformation des prisons (loi du 5 juin 1875).

Crédit demandé 105.000 fr.

La lenteur apportée dans l'application de la loi de 1875, qu'on signalait dans les rapports précédents, se remarque encore en 1891, et la somme relativement peu élevée que demande le Gouvernement pour l'année 1892 ne fait pas prévoir que la transformation des prisons fera de grands progrès.

Les Conseils généraux se montrent d'ailleurs peu disposés à se prêter à cette réforme, dont les dépenses sont mises presque en-

tièrement à la charge des départements (*supr.*, p. 1021). Or, on n'estime pas à moins de 100 millions la somme nécessaire à la transformation des prisons départementales en établissements cellulaires.

Outre que les sacrifices pécuniaires qu'il faudrait faire seraient très onéreux pour les finances départementales, on n'est rien moins que certain que les résultats en seraient favorables pour les longues peines. En France, l'expérience est trop récente et les éléments d'appréciation trop peu solides pour qu'on puisse formuler une opinion ferme. Chez les Hollandais seuls, elle paraît avoir complètement réussi, parce que l'action de l'Administration y est merveilleusement secondée par celle des sociétés de patronage.

L'emprisonnement cellulaire, pour les courtes peines, présente cependant des avantages certains, d'après l'avis d'un grand nombre de criminalistes. Mais aucun d'eux n'a détruit, en ce qui concerne les détentions prolongées, l'importance des graves critiques ainsi résumées par le savant docteur Collineau :

« Ayez l'emprisonnement cellulaire pour les courtes détentions, disait-il. Mais l'expérience prouve (1) que la détention prolongée dispose à la folie, au suicide, aux maladies lymphatiques et tuberculeuses, mais surtout à la phthisie pulmonaire ; et que ce sont les caractères les plus gais, communicatifs, sociables, qui supportent le moins la solitude et l'isolement forcé... Non, quel que soit le système de détention, la prison par elle-même ne moralise ni ne fortifie ; quelque sévère que soit l'isolement, il ne change pas le naturel. Appliqué à des êtres sensibles et intelligents, même très vicieux, il décourage, désespère, opprime, abrutit et dégrade. N'est-ce pas enfin une prétention anti-hygiénique de soumettre au même régime des caractères, des organisations, des tempéraments si divers. »

Dans tous les cas, l'emprisonnement cellulaire a des inconvénients au point de vue de l'organisation du travail ; il ne permet pas d'ouvrir des ateliers, comme ceux qui fonctionnent dans toutes les prisons importantes, et dans lesquels le travail, pour être productif, doit être fait en commun. Aux dépenses déjà trop élevées de construction, il faudrait ajouter, pour l'entretien des détenus, une nouvelle dépense qui incomberait à l'État.

A l'application uniforme de l'encellulement, et en présence des

(1) *Contr. : Bulletin*, 1888, p. 987 ; 1889, p. 82 et 835 ; *supr.*, p. 638.

résistances motivées des départements, on pourrait en beaucoup de cas substituer le régime de la séparation par groupes (1), qui est pratiquée avec succès dans plusieurs pays étrangers. La Hollande, notamment, vient de supprimer les distinctions arbitraires des crimes et des délits et des peines qu'ils entraînaient. Il n'y a plus qu'une seule peine privative de la liberté, plus ou moins rigoureuse, selon le degré de culpabilité qui est indiqué par la durée de la condamnation ; promotion des détenus d'une catégorie inférieure et plus durement traitée dans une catégorie supérieure et moins durement traitée, et *vice-versa*, selon la conduite et les dispositions témoignées : telles sont les grandes lignes de cette réforme (2).

C'est une transformation radicale, qui chez nous exigerait une refonte complète du Code pénal et des règlements administratifs : sans aller jusque-là, l'Administration pourrait, comme nous en avons exprimé le désir au sujet des enfants, créer dans ses établissements des catégories de détenus, des quartiers spéciaux pour les bons, les médiocres, les mauvais, afin de diminuer autant que possible l'influence des derniers sur les autres. Il est incontestable que les condamnés ne sont pas tous également pervertis lorsqu'ils entrent en prison ; à l'expiration de leur peine, ils ne présentent souvent aucune différence et sont la plupart également déprimés par le manque d'air et de liberté, en même temps que démoralisés par le contact des pires criminels. En outre, le même traitement infligé à tous, pour des degrés de culpabilité si divers, détruit chez eux la notion de justice et fait de tous des ennemis irréconciliables de la société.

Nous ne faisons qu'indiquer la question sans proposer une solution absolue. Nous croyons seulement que les expériences tentées à l'étranger sont dignes d'être suivies avec attention, et que l'Administration française pourrait, de son côté, faire quelques expériences partielles, en agissant avec prudence et sans engager les finances de l'État. L'existence de nos quartiers d'amendement répond en partie à cette idée ; il n'y aurait peut-être qu'à la généraliser.

Il paraît aussi indispensable d'adopter pour les longues peines la séparation individuelle de nuit. Ce régime, connu sous le nom de régime d'Auburn, ne fonctionne qu'à titre exceptionnel ; il a

(1) *Contr.*, lire la *Note officielle au Bulletin*, 1885, p. 731 ; 1890, p. 212.

(2) Sur ses difficultés lire : *Bulletin*, 1885, p. 483, et le *Système pénitentiaire des Pays-Bas* : *Bulletin de la Soc. de lég. comp.*, 1880, p. 304.

cependant donné d'excellents résultats au point de vue de la discipline et de la moralisation.

Il nous a paru intéressant, pour la Chambre, de faire une sorte d'enquête sommaire sur les résultats produits par l'application de la loi du 5 juin 1875, et nous plaçons ci-après sous ses yeux, sans commentaires, d'après les renseignements officiels qui nous ont été communiqués, les constatations relevées.

En application de cette loi, 23 prisons sont actuellement affectées à l'emprisonnement individuel. Elles renferment 4.072 cellules de détention ou d'observation, se partageant comme suit :

1. — Mazas.....	1.135	14. — Chaumont.....	123
2. — Dépôt.....	47	15. — Nice.....	255
3. — La Santé.....	464	16. — Sarlat.....	47
4. — Sainte - Mene-		17. — Les Sables-d'O-	
hould.....	31	lonne.....	50
5. — Dijon.....	37	18. — Tarbes.....	79
6. — Tours.....	104	19. — Saint-Étienne..	242
7. — Étampes.....	34	20. — Nanterre.....	456
8. — Versailles.....	56	21. — Mende.....	59
9. — Angers.....	246	22. — Niort.....	67
10. — Corbeil.....	53	23. — Bayonne.....	72
11. — Pontoise.....	91		
12. — Besançon.....	234	Total.....	4.072
13. — Bourges.....	120		

Réparties sur divers points du territoire, renfermant par conséquent des éléments de mœurs et de tempéraments variables, les prisons cellulaires existantes permettent d'apprécier avec exactitude les conditions de fonctionnement de la loi de 1875.

Annuellement, des rapports sont fournis pour chaque établissement, par le directeur et le préfet du département; ils forment la base de communications détaillées au conseil supérieur des prisons. A ces documents d'ensemble, sont annexés, pour les différents services, des rapports spéciaux des médecins, instituteurs, gardiens-chefs, etc. Le régime individuel est donc examiné sous ses aspects multiples au point de vue disciplinaire, comme aussi dans ses effets pour la santé, l'intelligence et le moral des détenus.

La diversité de mœurs et d'habitudes qui, dans la vie libre, peut être relevée, par exemple, dans le Nord ou le Midi, exerce-t-elle une influence sur la manière dont les détenus originaires

des différentes contrées supporteront l'emprisonnement individuel? L'expérience, d'après l'avis de l'Administration pénitentiaire, permettrait de répondre de façon négative (1).

A Paris (Mazas, Santé, Nanterre) l'état sanitaire est bon, les épidémies ont peu d'accès. Les résultats sont attribués à la séparation des prisonniers et à leur maintien dans des conditions d'hygiène à peu près constantes.

Le médecin de Besançon note que l'état sanitaire est très bon et ajoute qu'au moment où l'influenza sévissait en ville et dans la banlieue avec intensité, l'établissement pénitentiaire a été à peu près indemne.

A Nice, l'encellulement n'a pas d'influence fâcheuse sur la santé des détenus; il ne produit pas davantage d'effets défavorables sur son état mental. L'état sanitaire en général n'a rien laissé à désirer, malgré l'épidémie d'influenza qui a régné en ville. Ces remarques s'appliquent, sans distinction d'âge ou de sexe des détenus ou de durée d'incarcération.

Le médecin de la prison de Tarbes déclare que l'emprisonnement cellulaire ne lui paraît exercer aucune action sur la santé. Celui des Sables-d'Olonne ne relève chez aucun détenu ni anémie ni affaiblissement mental imputables au mode d'exécution de la peine.

A Tours, où, pendant l'année 1890, de nombreuses épidémies ont sévi en ville, la prison reste complètement indemne, et il est certain pour le médecin que les maladies constatées ne sauraient être attribuées au régime cellulaire. Ce praticien déclare « que le régime de la séparation individuelle, avec la régularité de vie qu'on y mène, la sobriété constante qu'on est tenu d'y apporter, a plutôt sur les détenus une influence favorable. »

Le médecin de la maison d'Angers reconnaît que les courtes peines sont facilement supportées. Quand leur durée se prolonge, il intervient soit en prescrivant le régime d'infirmerie, soit en ordonnant un régime spécial. Il conclut, de façon générale, à l'insuffisance du régime d'alimentation dans les prisons.

Sur ce point, il convient de noter que les détenus ont, dans les différents établissements pénitentiaires, la faculté d'améliorer l'ordinaire avec partie du produit du travail ou même avec l'argent qu'ils peuvent recevoir du dehors. Quant à l'affaiblissement progressif après une durée plus ou moins prolongée d'incarcération, par suite d'une sorte d'anémie spéciale, le fait n'est point

(1) Sur l'état sanitaire, lire la *Note officielle* (*Bulletin*, 1885, p. 716).

restreint aux prisons cellulaires. Il convient de remarquer d'ailleurs que, sauf exceptions individuelles, les peines subies de droit en cellule sont actuellement limitées par la loi aux condamnations à un an et un jour d'emprisonnement et au-dessous. Avec la réduction du quart accordée aux détenus soumis au régime individuel, l'isolement pour ces condamnés est donc ramené à un maximum de neuf mois. C'est sur cette catégorie de prisonniers que portent, pour la plupart, les observations médicales, elles s'étendent pourtant, dans chaque établissement, aux détenus autorisés par décisions ministérielles à subir en cellule des peines de plus longue durée.

Des constatations qui précèdent, il est permis de conclure que la loi du 5 juin 1875 n'entraîne pas de conséquences fâcheuses pour la santé de ceux qui y sont assujettis. Si des cas d'anémie sont relevés dans les maisons cellulaires, les mêmes symptômes se retrouvent chez les condamnés internés dans les établissements en commun.

La vie antérieure y prédispose grand nombre de détenus; le séjour prolongé dans les prisons de courtes ou de longues peines, le manque d'exercice au grand air, produisent à la longue une action débilissante dont ne saurait être, en fait, rendu responsable tel ou tel mode particulier d'exécution des peines.

Si les observations faites sur l'état sanitaire des détenus sont satisfaisantes, celles qui concernent l'action de la cellule sur son moral ne le sont pas moins.

Les détenus ayant un passé honnête, qu'une décision judiciaire frappe pour la première fois, et dont il est permis d'espérer le relèvement après la libération, désirent ou demandent la cellule même pour des peines de longue durée. Ils ont à cœur d'éviter la vie en commun avec des êtres pervers et le plus souvent dénués de tout sens moral.

L'isolement leur est profitable et permet à l'action salubre de la famille et du personnel de s'exercer utilement dans les visites et conversations ou dans les correspondances.

Quant aux condamnés profondément corrompus, récidivistes ou non, ils redoutent l'encellulement et préfèrent en général la vie commune, où ils trouvent des compagnons de vices et une galerie disposée à s'intéresser à leur cynisme. Il a même été constaté que certains habitués des prisons, les individus par exemple que des infractions aux arrêtés d'interdiction de séjour ramènent devant les tribunaux, s'écartent des arrondissements dans lesquels existent des prisons cellulaires.

Comme occupation et principal dérivatif à l'énerverment ou à l'ennui que pourrait produire la solitude, les prisonniers trouvent dans la cellule le travail. Il est accepté par eux comme une faveur, c'est le préservatif contre le découragement, c'est aussi, pour la plupart, le moyen d'améliorer le régime alimentaire et de se constituer un pécule pour le moment de la sortie. Les prévenus eux-mêmes, que les dispositions légales n'astreignent pas au travail, demandent en grand nombre de l'occupation. Les détenus ne semblent pas fournir sous le régime cellulaire une somme de travail individuel moindre qu'en atelier. La difficulté à surmonter provient de la nécessité d'organiser dans les prisons de cette nature des industries qui ne demandent pas la réunion de plusieurs travailleurs sous la direction d'un contre-maître.

Le temps qui n'est pas réservé au travail est consacré à la correspondance autorisée, aux visites, soit au parloir, des membres de la famille, soit dans la cellule, des fonctionnaires et employés de la maison, enfin à l'instruction ou à la lecture.

La mission de l'instituteur n'est pas sans rencontrer des difficultés. La variété de la population pénitentiaire, les degrés différents d'instruction avant l'entrée dans l'établissement, ne permettent pas toujours de songer à des leçons communes. Il faut donc faire la classe séparément à chacun de ceux qui participent à l'école. Cette tâche est remplie avec le plus grand dévouement par le personnel d'enseignement attaché aux maisons cellulaires.

CHAPITRE 72

Acquisition des terres de culture dépendant de la colonie publique des Douaires.

Crédit demandé (pas de changement) 40.000 fr.

Maurice FAURE,
Député.

RAPPORT

AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET

POUR L'ANNÉE 1892.

(Services pénitentiaires coloniaux.)

Transportation. — Relégation.

Le Gouvernement a présenté sous une forme nouvelle le budget des services pénitentiaires. Les dépenses sont toujours réparties en quatre chapitres, mais le groupement en a été modifié.

On a remarqué que la division qu'on avait voulu créer entre les dépenses de la transportation et celles de la relégation a cessé d'avoir sa raison d'être depuis que, les travaux d'établissement étant terminés, il n'y a plus à pourvoir qu'à l'entretien des transportés et des relégués, entretien dont les frais, pour les deux catégories de condamnés, sont à peu près équivalents.

Donc, au lieu de constituer les chapitres par nature de services :

Transportation. — Personnel.

Transportation. — Matériel.

Relégation. — Personnel.

Relégation. — Matériel.

on les a établis par nature de dépenses :

Chap. 23. — Administration pénitentiaire. Personnel.

— 24. — Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.

— 25. — Frais de transport.

— 26. — Matériel.

Il en est résulté une simplification avantageuse de la comptabilité et une réduction du personnel et du matériel, entraînant une économie de 113.657 francs, que la Commission vous propose de porter à 424.000 francs.

Malgré tout, un transporté ou un relégué continuera de coûter au budget une somme triple de celle d'un condamné subissant sa

peine en France. Or, si des doutes subsistent encore en France sur l'inefficacité absolue, au point de vue moral, des lois de 1854 et de 1885, il est trop certain que, pour la Guyane et la Nouvelle-Calédonie, ces lois sont devenues un véritable fléau. Dans la dernière colonie principalement, dont le territoire est plus restreint, les nombreux libérés, qui se trouvent obligés à la résidence, constituent une menace pour la sécurité et découragent et arrêtent les immigrants honnêtes qu'attireraient les abondantes richesses naturelles du pays. Le temps n'est pas loin où la question de la transportation devra occuper le Parlement autrement que par le côté budgétaire.

CHAPITRE 23

Administration pénitentiaire (Personnel).

..... La diminution proposée provient de :

Suppression de 5 emplois de commis à la Nouvelle-Calédonie.....	15.000 fr.
Suppression des postes d'huissier au Maroni et de patron d'embarcation à la Guyane	3.500
Suppression de l'emploi de chef de service du Domaine.....	10.500
Suppression des indemnités de licenciement au personnel des travaux.....	10.000
Total.....	39.000 fr.

La Commission a pensé qu'on pouvait aller plus loin elle vous propose la suppression de :

A la Nouvelle-Calédonie,

1 sous-directeur et un inspecteur de la transportation de 2^e classe.
1 chef et 1 sous-chef de bureau et 1 commis de relégation de 1^{re} classe ;

A la Guyane,

1 sous-directeur de la transportation, 1 sous-directeur de la relégation, 1 chef et un sous-chef de bureau de 1^{re} classe.

Elle considère que les inspecteurs peuvent très bien faire fonction de directeurs en cas de maladie, de congé ou de décès de ces derniers. De même, après la suppression d'un emploi d'inspecteur de quatre emplois de chefs et sous-chefs, il restera assez de fonctionnaires de ces diverses catégories pour assurer le service.

L'économie ainsi réalisée est de 71.100 francs, ce qui ramène le chapitre 23 à 2.500.000 fr.

CHAPITRE 24

Administration pénitentiaire (hôpitaux, vivres, habillement, couchage).

La Commission a diminué l'article 1^{er} du chapitre 24 de 100.000 francs, ce qui laisse encore au chiffre respectable de 63 fr. 50 la moyenne annuelle des frais d'hôpital par condamné.

Crédit proposé pour le chapitre 24 4.557.900 fr.

CHAPITRE 25

Administration pénitentiaire (frais de transport).

La Commission propose de supprimer le crédit de 100.000 francs affecté à l'article 5 (Dépenses diverses), les autres articles du chapitre étant dotés de crédits suffisants pour faire face aux frais de toute sorte auxquels donne lieu le transport des condamnés.

Le crédit du chapitre 25 est, par suite, ramené à 1.226.250 fr.

CHAPITRE 26

Administration pénitentiaire (matériel).

Répondant à l'invitation de la Commission, le Gouvernement a consenti une réduction de 100.000 francs sur le crédit de 340.000 francs affecté à l'article 3 (travaux d'utilité publique).

De son côté, la Commission a diminué 53.500 francs sur l'entretien courant, le matériel flottant, l'achat et l'entretien de mobilier, les frais d'impression et fournitures de bureaux, les dépenses imprévues.

Ce qui porte à 153.000 francs la réduction totale, que le Gouvernement a acceptée.

Le chapitre 26 se trouve ainsi ramené à 1.556.000 francs.

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES

Jusqu'à présent, l'Administration des colonies n'avait fourni que l'état des dépenses du budget sur ressources spéciales.

Nous avons demandé et nous publions le détail des recettes.

Les dépenses, calculées sur les recettes du dernier exercice connu (exercice 1889), présentent une diminution de 161.000 francs portant sur le personnel : soldes et accessoires ; salaire des condamnés ; achat d'outillage et de matières premières ; entretien et réparations d'établissements de machines et de matériel flottant.

DÉPENSES. — CHAPITRE UNIQUE.

Transportation. — Travail des condamnés. — Salaires.

Personnel. — Solde et accessoires.....	60.000 fr.
Salaires des condamnés.....	100.000
Achat d'outillages et de matières premières.....	100.000
Locations d'établissements.....	1.500
Droits divers.....	2.500
Transports et charrois.....	10.000
Achat de bétail.....	10.000
Entretien et réparation d'établissements de machines et de matériel flottant.....	35.000
Entretien de la ligne télégraphique de Cayenne..	12.000
Dépenses diverses et imprévues	2.000
Total.....	333.000 fr.

RECETTES. — CHAPITRE UNIQUE.

Nouvelle-Calédonie.

Redevances à payer par les services publics et les particuliers.....	90.000 fr.
Redevances à payer par les colons qui emploient des engagés.....	14.000
Redevances à payer par la Société du nickel (contrat de main-d'œuvre du 12 septembre 1887)...	6.000
Exploitation de bois de la baie de Prony.....	84.700
Location de l'usine à sucre de Bacouya (Bourail).	10.100
Total.....	204.800 fr.

Guyane.

Redevances p. condamnés cédés aux services publics	27.000 fr.
Redevances pour condamnés cédés aux colons....	5.000
Produit de l'exploitation des bois.....	38.500
Fournitures de matériaux, briques, moellons, etc.	8.500
Produit des cultures	9.500
Batelage, transports.....	11.600
Tannerie	20.000
Vente de bétail.....	4.000
Recettes télégraphiques	25.000
Produits divers	900
Total.....	150.000 fr.

DELGASSÉ,
Député.

LES RÉFORMES PÉNITENTIAIRES MODERNES

Pour achever le compte rendu du savant volume de M. Tallack sur les *Penological and preventive Principles*, nous ne saurions mieux faire que de suivre le plan tracé par M. Desportes (*Bulletin*, 1890, p. 201 à 211) et de reprendre l'examen de la législation pénale anglaise, ce qui nous mènera à constater que « l'organisation et l'administration des établissements pénitentiaires du Royaume-Uni ont, elles aussi, un besoin urgent de réformes. »

Les établissements anglais, dit M. Tallack, sont créés pour avoir une influence intimidante sur les détenus (p. 51), mais malgré cela beaucoup d'entre eux, à peine mis en liberté, sont repris et condamnés à nouveau. Les prisonniers sont peut-être trop bien nourris dans les maisons de détention, pourtant, il faut bien reconnaître qu'à l'état de séquestration, les hommes, pour supporter le même effort, ont besoin d'une nourriture plus substantielle. L'auteur constate en outre que le prisonnier ne peut faire que des économies très restreintes pendant sa détention ; son amélioration morale ne fait pas non plus de grands progrès, parce qu'il est privé de la discipline de famille qui a souvent un bon effet sur les hommes. Il reçoit bien des instructions pendant sa détention, mais ce mode de moralisation est superficiel et n'amène pas de grands résultats.

Le mieux est encore la détention en cellule qui effraie le détenu sans porter de contamination avec elle.

On a essayé, en Angleterre, ce qu'on avait déjà fait en Australie ; on a cherché à occuper les détenus aux travaux de la terre, mais les résultats obtenus n'ont pas été bons ; on dépensait ainsi des sommes énormes et dans le voisinage les travailleurs libres s'en moquaient, tellement les dépenses étaient exagérées et peu en rapport avec les résultats obtenus.

Les prisons préventives, M. Tallack le reconnaît lui-même, sont assez mal tenues et mal organisées ; dans les prisons en commun les prévenus sont dans un état de promiscuité désolant, les sexes ne sont pas toujours séparés, et les innocents surtout ont beaucoup à en souffrir. Dans les maisons organisées suivant le système cellulaire, les détenus sont renfermés dans de véritables placards, beaucoup trop étroits, et si, dans les prisons en commun, les déte-

nus ont à supporter une véritable torture morale, ils ne sont pas sainement dans les autres (p. 75). Les prisons pour détention préventive ne sont même pas inspectées. Depuis 1887, quelques améliorations ont été introduites, mais c'est loin d'être suffisant.

En définitive M. Tallack constate que pour les récidivistes, on n'est arrivé à rien de sérieux. L'absence de régularité dans la répression produit de mauvais résultats et, une fois en liberté, les libérés ne pensent qu'à revenir en prison pour avoir des vêtements chauds et une nourriture suffisante.

Enfin l'auteur constate que le travail des prisonniers anglais est moins fin que sur le continent, ainsi que cela a été établi du reste aux Congrès de Stockholm et de Rome. De là il faut conclure, ce me semble, que vis-à-vis des récidivistes il n'y a pour ainsi dire aucun bon résultat à attendre, au point de vue de l'amendement, et que tous les efforts doivent porter sur les enfants abandonnés ou coupables qu'on doit espérer ramener au bien, et aussi sur les individus condamnés une seule fois et vis-à-vis desquels tout espoir n'est pas par suite perdu.

L'idée religieuse, dit l'auteur de l'ouvrage dont nous rendons compte, peut seule amener la réforme des condamnés, l'instruction ne suffit pas ; l'instruction sans religion, ajoute le criminaliste anglais, est propre surtout à augmenter les mauvaises tendances, l'instruction développe le bien comme le mal et fournit en outre les moyens de mal faire.

Les condamnés doivent être séparés et classés dans les prisons ; on peut de la sorte arriver non pas à des réformes définitives, mais l'action sur le condamné existe alors et la discipline de la maison devient meilleure.

Mais ce qu'il faut avant tout, et en cela nous sommes complètement de l'avis de M. Tallack, c'est que le régime soit assez sévère et le travail suffisamment assuré pour que tout libéré soit certain, s'il fait retour à la prison, de rencontrer un régime rigoureux et un travail assez pénible.

Pour les récidivistes, les peines rigidelement cellulaires seraient les meilleures ; vis-à-vis des criminels les plus endurcis, on pourrait user du système progressiste préconisé par M. le juge Baker, de regrettable mémoire. Même tenus sévèrement, les gens incarcérés ne peuvent par leur travail arriver à couvrir les frais qu'ils causent. En Angleterre, par exemple, chaque convict coûte 35 livres sterling par an, et le travail fait rentrer l'administration dans les deux tiers à peu près du coût.

Officiers de prison. — Le recrutement des officiers est difficile ; il faudrait pour les stimuler, organiser mieux leur avancement, et ne pas leur infliger d'amende trop facilement, comme cela arrive quelquefois. Pour l'amendement des détenus, les chapelains demandent l'assistance du public ; les visiteurs sont utiles, ils encouragent les détenus et les aident à la sortie de prison.

En France, les frères de la doctrine chrétienne pourraient être employés utilement dans les prisons : la vue de ces hommes agissant pour l'amour de Dieu les rendrait meilleurs ; à Nîmes les frères de la doctrine chrétienne ont eu autrefois la direction de la prison et y ont pleinement réussi ; après 1848 on a changé de manière de faire, mais il faudrait y revenir.

Le Gouvernement doit s'occuper des individus déchargés ; il est utile de les aider à se reclasser dans la société, mais il est sage aussi de prévenir les patrons lorsque les libérés ont subi plus d'une condamnation. L'élément militaire qu'on emploie généralement dans la police n'est pas toujours profitable, ces hommes sont habitués à obéir et n'ont pas assez d'initiative.

Conclusions. — Le zélé et savant M. Tallack termine son ouvrage en déclarant que le système cellulaire est le plus sage de tous, et qu'il est préférable aux classifications si bien faites qu'elles soient. En France le nombre des détenus a augmenté, et les grands récidivistes se sont accrus de 35 à 48 p. 100. Pour les petits récidivistes, ils ont augmenté dans la proportion de 28 à 43 p. 100. En Italie, en Allemagne, les prisons sont encore des écoles de crimes, malgré tous les soins de l'Administration.

On est arrivé à la séparation individuelle, comme étant le seul système rationnel ; le système d'association conduit à l'insubordination, aux mauvaises mœurs, pour les hommes comme pour les femmes. En Angleterre, en Hollande, la séparation a amené de bons résultats. On a trop compté, en général, sur les prisons pour la réformation des détenus ; il faut des lois assurant l'accumulation des peines, et une police bien faite assurant pour ainsi dire la certitude de la répression. L'idée religieuse est la meilleure pour assurer l'amendement, c'est le seul moyen d'inspirer la crainte et de faire penser à la possibilité du pardon, mais il faut s'occuper avant tout de l'éducation des enfants, on ne saurait trop veiller sur eux, les instruire, leur procurer une industrie et les mettre en mesure de gagner leur vie en travaillant.

E. PROUST.

REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : 1° Procédure suivie à Paris contre les mineurs. — 2° Enfants maltraités et exploités. — 3° Société de patronage des détenues et des libérées. — 4° Société de patronage de Seine-et-Oise. — 5° Comité de patronage de Poitiers. — ÉTRANGER : 1° Le patronage en Belgique, *d'après M. Stevens*. — 2° Enfance maltraitée ou abandonnée (Angleterre). — 3°-6° Correction paternelle : Jeunes libérés ; Société générale de patronage ; Enfants abandonnés ou maltraités (Bologne). — 7° Bureau de charité (Ohio). — 8° Conférence de charité et de correction (Indianapolis). — 9° Société d'assistance de Trenton (New-Jersey)

FRANCE

I

Exposé de la procédure actuellement suivie dans le département de la Seine en ce qui concerne les mineurs de seize ans, arrêtés ou traduits en justice.

Notre savant collègue, M. P. Flandin, a présenté au Comité de la défense des enfants arrêtés, un très intéressant rapport sur la procédure suivie, à Paris, à l'égard des mineurs arrêtés. Notre cadre restreint ne nous permettant pas de publier ce rapport *in extenso*, nous en donnons un résumé aussi complet que possible.

A certains jours de la semaine, dit M. Flandin, à la police correctionnelle, la moitié du banc des prévenus est occupée par une file entière d'enfants, garçons et filles, qui n'ont pas encore seize ans. Toute cette jeune population est-elle mauvaise ? Faut-il l'envoyer pêle-mêle en prison pour quelques semaines ou quelques mois ? Faut-il, impitoyablement, l'envoyer en correction jusqu'à vingt ans.

Il ne faut faire ni l'un ni l'autre d'une façon absolue : il faut trier ce petit monde avec beaucoup de soin et en constituer deux lots. Dans le premier seront placés les enfants plus malheureux que coupables, accidentellement entraînés à la mendicité et au vagabondage, par suite des funestes exemples exposés à leurs yeux, et arrêtés généralement pour la première fois : à ceux-là, il faut épargner non seulement la flétrissure inutile d'une condamnation correctionnelle à quelques semaines de prison, laquelle entraîne-

rait l'inscription au casier judiciaire avec toutes ses conséquences, mais encore il faut, dans la mesure du possible, éviter l'épreuve dure, pénible, mais dans certains cas indispensable, de l'envoi en correction. Dans le second lot seront placés les incorrigibles, les vicieux, ceux déjà arrêtés plusieurs fois et qu'on ne peut espérer amender qu'en les changeant de milieu, et en les soumettant à une discipline inexorable et prolongée. Ceux-là seront envoyés dans une maison de correction, ou pour mieux dire placés sous la tutelle pénitentiaire.

Quels sont les enfants arrêtés ou traduits en justice ?

Par enfants arrêtés, il faut entendre ceux qui ont commis un délit ; celui qui, par exemple, placé chez un patron, a pris la fuite en emportant le prix des factures dont on l'avait envoyé toucher le montant ; celui qui a quitté le domicile paternel pour faire ou suivre de mauvaises connaissances, s'affilier à des maraudeurs et à des voleurs aux étalages ; celui qui se sauve de chez ses parents ou de chez son patron pour aller aux halles ou sur les boulevards à l'effet d'y pratiquer toutes espèces d'industries interlopes, habituelles aux vagabonds et aux mendiants.

Mélangés à ceux-là, il y a les enfants moralement abandonnés qu'on est souvent obligé d'assimiler aux vagabonds ou aux mendiants.

Que fait le commissaire de police lorsque des enfants délinquants ou assimilés lui sont amenés ?

Le commissaire de police cherche à préciser les motifs de l'arrestation et fait une enquête sur les antécédents de l'enfant et la moralité de ses parents.

Si le fait reproché à l'enfant est peu important, il peut, selon les cas, soit rendre l'enfant à sa famille, soit l'envoyer à l'Assistance publique.

Si l'enfant a déjà été arrêté plusieurs fois, s'il est pervers et vicieux, le commissaire de police n'hésite pas à l'envoyer immédiatement à la Préfecture de police, 1^{re} division, 2^e bureau.

La Préfecture de police reçoit l'enquête et y joint tous les renseignements qu'elle peut déjà avoir sur les parents et sur l'enfant.

Aussitôt après son arrivée au dépôt, l'enfant est interrogé par l'un des substituts quotidiennement de service au petit parquet.

Le premier soin de ce magistrat consiste à consulter l'extrait des sommiers et à voir si l'enfant a déjà été traduit.

Au cas de l'affirmative, il demande la communication immédiate des procès-verbaux classés sans suite et relatifs aux précédentes arrestations. S'il y a eu une ou plusieurs instructions il se fait remettre les dossiers et joint ces documents à l'enquête de la Préfecture de police.

Avant de saisir le juge d'instruction, le parquet apprécie s'il ne convient pas d'avertir le père de la faculté que lui donnent les articles 375, 376 et 377 du Code civil.

Si le père exprime le désir de faire usage de ces articles, le parquet fait présenter la requête, avec ses conclusions écrites, au président du tribunal, et, sur le vu de l'ordonnance conforme, le mineur est sans délai conduit soit à la maison de la Petite-Roquette, où il passera en cellule le temps marqué dans l'ordonnance, soit dans un autre établissement de correction pénitentiaire désigné par le père.

Tout ce que l'on peut essayer en si peu de temps, c'est d'amener le jeune détenu, par l'isolement où il est placé, par la suppression de sa liberté et de ses plaisirs, à faire un retour sur lui-même et à lui montrer qu'il peut être puni ; c'est ce qu'on appelle lui donner une leçon.

Remarquons que cet internement de l'enfant par application des articles 375 et suivants du Code civil n'est pas une peine ; que c'est seulement une mesure disciplinaire et que le nom de l'interné n'est même pas consigné sur les registres d'écrou. Le vrai remède à appliquer à l'enfant vicieux, pervers, soit par une coupable incurie, soit par de déplorables exemples, n'est pas celui-là. Le voici : il consiste à substituer à une détention de courte durée une tutelle effective, un changement complet de milieu, une épreuve continuée pendant plusieurs années, avec un régime approprié. Il ne faut pas s'en effrayer ; il ne faut pas oublier en effet, que pour le jeune détenu la durée de cette épreuve peut toujours être tempérée par une libération provisoire ou un placement chez un patron dès que le pupille aura manifesté des sentiments meilleurs et donné des gages sérieux d'un retour au bien.

Dès que les faits semblent au parquet empreints d'une certaine gravité, il donne immédiatement à l'enquête une suite judiciaire et il saisit le juge d'instruction (*Bulletin*, 1890, p. 162.)

Au début même de l'information, le juge d'instruction demande au bâtonnier de l'ordre des avocats de désigner à l'enfant un avocat d'office ; car plus tôt le défenseur sera désigné, mieux cela

vaudra. Le concours d'un défenseur est en effet très utile pour toutes les démarches que le juge pourra avoir à faire, en vue d'un placement, soit à l'Assistance publique, soit dans une maison de patronage, soit même, le cas échéant, chez un particulier.

Le juge demande une expédition de l'acte de naissance de l'enfant ; il fait subir au mineur un interrogatoire détaillé ; il envoie au commissaire de police : 1° une commission rogatoire à l'effet de procéder à une enquête minutieuse tant à l'égard de l'enfant que des parents ; 2° la liste des renseignements à fournir.

Si l'enfant est arrêté pour la première fois ou si le fait ayant motivé l'arrestation n'est pas grave, le juge d'instruction examine les questions suivantes :

Faut-il rendre l'enfant à sa famille ? Faut-il le confier à l'Assistance publique ? à un patronage ? à une maison de charité ? à un particulier ?

Il est à Paris un essai que le juge peut tenter — il remet l'enfant provisoirement à l'Assistance publique. Si l'épreuve est favorable l'Assistance admet l'enfant à titre de moralement abandonné et en informe le juge d'instruction qui règle sa procédure par une ordonnance de non-lieu.

Si au contraire l'enfant est reconnu vicieux, il est ramené au dépôt, à la disposition du juge qui continue son information.

Le juge a encore d'autres renseignements à prendre — il se préoccupe des dispositions de la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants et de son application, au cas où elle s'imposerait ; dans ce but il demande les extraits du casier judiciaire concernant les parents.

Le juge ne perd jamais de vue les dispositions de cette loi et il n'oublie pas que son information constituera le dossier le plus utile pour permettre plus tard au parquet de suivre, s'il y a lieu, contre les parents, une instance en déchéance de la puissance paternelle.

L'avocat désigné d'office entre immédiatement en communication avec le juge d'instruction et son rôle peut devenir extrêmement utile, car il est un certain nombre de démarches que le juge ne peut pas faire directement parce qu'il n'en aurait pas le temps : l'avocat d'office le supplée dans cette mission toute d'humanité.

L'avocat visite l'enfant dans sa prison, l'écoute, le questionne sur les sévices dont il a pu être la victime, l'éclaire sur ses torts, pénètre ses sentiments et provoque ses confidences.

Lorsque l'instruction a été réglée par un renvoi devant le tribunal, l'avocat se présente à la barre; ses explications peuvent être très utiles. L'exposé du dossier fait par lui a un autre avantage très appréciable, celui d'éclairer également l'auditoire souvent très impressionnable et toujours hostile aux décisions de mise en correction. Il est en effet des cas où le défenseur doit se joindre au ministère public pour faire comprendre que la tutelle pénitentiaire est la seule mesure de préservation qui puisse être prise dans l'intérêt même de l'enfant.

Le tribunal peut prendre l'un des partis suivants :

A. Déclarer que la prévention n'est pas établie et acquitter l'enfant.

B. Déclarer l'enfant coupable du fait qui lui est reproché, mais décider qu'il a agi sans discernement, l'acquitter et le remettre à ses parents par application de l'article 66 du Code pénal.

C. Déclarer l'enfant coupable du fait qui lui est reproché, décider qu'il a agi avec discernement et prononcer contre lui une amende ou même une courte peine d'emprisonnement (art. 69 du Code pénal).

D. Déclarer l'enfant coupable du fait qui lui est reproché, mais juger qu'il a agi sans discernement, l'acquitter et décider qu'il sera conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année (art. 66 du Code pénal).

Si l'enfant a déjà été l'objet de plusieurs arrestations, s'il est vicieux, corrompu, l'envoi en correction jusqu'à vingt ans est de beaucoup la meilleure solution.

D'après une jurisprudence nouvelle, conforme à plusieurs circulaires du Garde des sceaux, le tribunal de la Seine prononce soit l'acquittement pur et simple, suivi de la remise de l'enfant aux parents, soit l'envoi en correction, jusqu'à vingt ans accomplis.

Il a été reconnu qu'une condamnation à une courte peine, nécessairement inscrite au casier judiciaire, imprimait à l'enfant une flétrissure et compromettait inutilement son avenir (1).

La décision du tribunal peut être frappée d'appel et, si un placement avantageux pour l'enfant se présentait après le jugement, la Cour pourrait donner satisfaction aux intéressés en acquittant l'enfant.

(1) Voir *Bulletin*, 1890, p. 159.

Le jugement étant devenu définitif, que devient l'enfant?

1^{er} cas. — C'est celui où le tribunal a traité le mineur comme ayant agi avec discernement et lui a infligé une courte peine d'emprisonnement. L'Administration pénitentiaire prend soin de faire subir ces peines dans les quartiers spéciaux appelés *quartiers correctionnels*. Il en existe 6 en France : ils sont situés à Paris (la Petite-Roquette), à Rouen, à Lyon, à Nantes, à Dijon et à Villeneuve-sur-Lot.

On y reçoit :

1° Les mineurs enfermés par mesure de correction paternelle par application des articles 375 et suivants du Code civil.

2° Les garçons âgés de moins de seize ans, condamnés à l'emprisonnement.

3° Les jeunes gens qui n'ont pu être maintenus dans les établissements correctionnels pour cause d'indiscipline (1).

2^e cas. — Le tribunal a acquitté l'enfant comme ayant agi sans discernement, mais il a décidé (art. 66 du Code pénal) que le mineur serait placé dans une maison de correction jusqu'à l'âge de ou jusqu'à ce qu'il ait accompli sa vingtième année. Où l'Administration va-t-elle placer ce jeune détenu ?

A Paris, il reste provisoirement à la Petite-Roquette. Cette maison ne reçoit que des garçons. C'est un établissement cellulaire de jour et de nuit. Les enfants y restent le temps nécessaire pour que l'Administration leur trouve une place, soit dans une colonie pénitentiaire de l'État, soit dans un établissement du même genre, privé, en rapport avec l'État. Les colonies privées prennent les jeunes détenus moyennant un prix qui va en moyenne de 0 fr. 75 à 1 franc par jour.

Pendant ce séjour à la Petite-Roquette, le temps de l'enfant est partagé entre l'enseignement primaire qui lui est donné à certaines heures, des travaux manuels exécutés quelquefois en commun, le plus souvent en cellule, et quelques heures de récréation. Pendant la durée de son séjour, l'enfant est, sous la surveillance du directeur, mis en rapport avec des directeurs d'œuvres de patronage. Si l'enfant est docile, suffisamment laborieux, désireux de bien faire, les sociétés de patronage obtiennent de l'Administration supérieure la faveur d'une libération provisoire. Si l'enfant ne paraît pas encore digne d'être confié à un patronage, l'Ad-

(1) Voir *Bulletin*, 1886, p. 309.

ministration le dirige sur l'un des établissements créés en exécution de la loi du 8 août 1850.

Les établissements de l'État sont les suivants pour les garçons :

Belle-Ile-en-mer (Morbihan). Cette colonie, à la fois agricole et maritime, contient 117 hectares ; elle peut recevoir 420 pupilles. Les pupilles marins, au nombre d'une centaine, sont, par leurs exercices, destinés spécialement aux professions maritimes. Un navire fixe servant aux manœuvres, et cinq embarcations appartenant à la colonie permettent de les familiariser avec les connaissances du marin, les mouvements d'un équipage et la vie de la mer. Sous la direction de matelots expérimentés, ils vont faire la pêche autour de l'île. Dans la section agricole, à Belle-Ile, comme dans les autres colonies, les travaux sont exécutés de façon à habituer les jeunes gens à différentes sortes de culture.

Les Douaires, près de Gaillon (Eure). Cette colonie contient 220 hectares et peut recevoir 575 pupilles. — Elle est agricole (1).

Saint-Hilaire (Vienne), près de Fontevault (Maine-et-Loire), contenant 391 hectares et pouvant recevoir 455 pupilles (2).

Saint-Maurice, à la Motte-Beuvron (Loir-et-Cher), contenant 426 hectares et pouvant recevoir 285 jeunes détenus.

Le Val-d'Yèvre, près Bourges (Cher), contenant 322 hectares et pouvant recevoir au maximum 420 pupilles.

Aniane (Hérault), pouvant recevoir 500 pupilles. Cette colonie est en voie d'organisation ; on y a installé trois ateliers pour la menuiserie, la bonneterie et les cartonnages divers.

Comme établissement de l'État pour les filles, nous citerons :

Cadillac(*supr.*, p. 1031).

Fouilleuse, près Rueil (Seine-et-Oise). Cette maison est dirigée par un personnel laïque. Le domaine a 70 hectares.

Aux colonies de l'État, il faut ajouter un grand nombre d'établissements privés. Ceux qui reçoivent des garçons se divisent en deux catégories : *les écoles de réforme* où l'on n'accepte que des enfants au-dessous de douze ans, et les établissements d'éducation pénitentiaire, où l'on reçoit les jeunes adultes au-dessus de douze et au-dessous de seize ans.

(1) Voir *Bulletin*, 1890, p. 149-155.

(2) *Ibid.* 1888, p. 628.

Écoles de réforme. — Il existe deux établissements privés de cette nature où sont reçus les jeunes détenus dont le jeune âge réclame des soins en quelque sorte maternels. Ces deux établissements sont : Saint-Joseph à Frasn-le-Château (Haute-Saône) (1), et Saint-Éloi à Limoges. L'un et l'autre sont dirigés par un personnel de femmes congréganistes.

Les colonies pénitenciaires privées sont plus nombreuses que les établissements de l'État. L'Administration leur remet des pupilles ; elle conserve sur eux son autorité et son entière liberté d'action ; elle se fait rendre compte périodiquement de leur conduite, de leurs travaux et de leurs progrès, et elle examine pour chacun d'eux les propositions de libération provisoire.

Voici les principales maisons affectées aux garçons :

Autreville (Haute-Marne), personnel laïque.
Bologne (Haute-Marne), travaux industriels, personnel laïque.
Bar-sur-Aube (Aube), personnel laïque.
Jommelières (Dordogne), personnel laïque.
Sainte-Foy (Dordogne), établissement protestant (2).
Le Luc (Gard), personnel laïque.
Mettray (Indre-et-Loire), personnel laïque (3).
La Loge (Oher), exploitation agricole.
Saint-Ilan (Morbihan), personnel congréganiste.
Paris, rue Clavel, 7, école industrielle, personnel protestant (4).
M'Zéra (Algérie) (5).

La libération provisoire joue dans notre organisation un rôle qui est de nature à rassurer tous ceux auxquels il resterait encore une injuste défiance envers les établissements correctionnels.

Grâce à ce système, un enfant qui a succombé à de premiers entraînements devient dès son entrée dans la colonie le maître absolu de son avenir. Qu'il devienne docile et laborieux et il verra ses maîtres le recommander à l'Administration supérieure pour l'application d'une décision de libération provisoire.

Périodiquement, les établissements d'éducation correctionnelle adressent à l'Administration des états de propositions pour ces libé-

(1) Voir *Bulletin*, 1890, p. 445.

(2) *Ibid.* 1882, p. 819 ; 1889, p. 136.

(3) *Ibid.* 1888, p. 105 ; 1889, p. 375.

(4) *Ibid.* 1891, p. 681.

(5) *Ibid.* 1888, p. 672 et 1033.

rations provisoires suivant un modèle donné par diverses circulaires ministérielles, notamment celle du 8 avril 1884.

La dernière partie du rapport de M. Flandin se compose du texte de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés et de divers jugements donnés à titre d'exemples et relatifs à la déchéance de la puissance paternelle.

II.

Enfants maltraités et exploités.

L'emploi des enfants comme instruments de mendicité a déjà préoccupé la Société des prisons (*supr.*, p. 557). Cette même question a fait, au Conseil général de la Seine, le 28 octobre, l'objet d'une discussion et d'un vote qu'il importe de signaler, à la suite de son précédent vote du 3 avril.

Cette discussion a été provoquée par M. G. Berry, qui a déposé un projet de vœu demandant que le Ministre de la justice invite les tribunaux à appliquer énergiquement la loi du 24 juillet 1889 punissant de déchéance et de prison les parents ou tuteurs qui livrent leurs enfants à la mendicité. En outre, M. G. Berry réclamait du Préfet de police l'exécution stricte des ordonnances qui interdisent la mendicité sur la voie publique.

Non seulement le rapporteur, M. Bompard, a énergiquement appuyé ce projet de vœu, mais encore il a appelé l'attention du Préfet de police sur l'inapplication des lois qui protègent l'enfance.

« L'Administration, a-t-il dit, est-elle désarmée vis-à-vis de ces exploiters de l'enfance ? Non, Messieurs, il y a d'abord la loi du 7 décembre 1874, qui punit quiconque emploiera des enfants âgés de moins de dix ans à la mendicité habituelle « soit ouvertement, « soit sous l'apparence d'une profession, etc., les pères, mères, tuteurs ou patrons qui auront livré gratuitement ou à prix d'argent « leurs enfants, pupilles, apprentis, à des gens faisant métier de la « mendicité. »

« Outre ce texte, une loi plus récente, celle de juillet 1889, permet de prononcer la déchéance paternelle contre les parents condamnés en vertu de cet article.

« Malheureusement, a ajouté M. le rapporteur, cette loi n'est pas appliquée », et il l'a prouvé.

« Nous devons, a-t-il dit en terminant, provoquer deux espèces de mesures : nous devons d'abord émettre le vœu que le Parlement renforce la loi de 1874, puis, nous adressant au Préfet de police, nous avons à lui demander pourquoi cette loi est inappliquée et à insister pour qu'il obtienne du Parquet une exécution plus complète de la loi de 1889. »

M. G. Berry, tout en remerciant le rapporteur, a demandé à ajouter à ses conclusions deux projets de délibérations :

Le premier, tendant à l'inscription d'un nouveau paragraphe visant les intermédiaires dans la loi de 1889 ;

Le second, invitant M. le Ministre de la justice à rappeler la loi de 1889 aux tribunaux qui semblent l'oublier.

« J'ai examiné, a-t-il ajouté, la statistique des jugements d'enfants arrêtés à Paris, et j'ai vu que la magistrature avait appliqué les articles du Code pénal 625 fois et 4 fois seulement la loi de 1889. »

Dans sa réponse, M. le Secrétaire général de la Préfecture de police a reconnu que le mal existait et que la mendicité n'était pas l'objet d'une répression suffisante. Il a reconnu aussi que l'article 2 de la loi de 1874 fournissait une arme suffisante contre les personnes qui trafiquent des enfants.

« Nous avons, a-t-il dit, souvent rappelé cette loi à nos agents, et nous avons traqué les gens qui tombent sous son coup.

« Cette année, du 1^{er} janvier au 30 septembre, 96 mendiants accompagnés de 148 enfants ont été arrêtés. »

Abordant ensuite la deuxième question, celle des cabaretiers chez qui se fait le commerce de location des enfants, M. le Secrétaire général a dit qu'en effet il existait un certain nombre de ces offices borgnes.

« Nous en connaissons quelques-uns, a-t-il ajouté, mais rien n'est plus difficile que d'en prendre les tenanciers sur le fait ; ils se bornent à fournir le local, le gîte, les consommations, mais ils ne participent pas au contrat de louage, pas plus que certains autres cabaretiers ne participent aux crimes qui sont élaborés dans leurs établissements. »

Enfin sur la question de la déchéance paternelle, M. le Secrétaire général a répondu ceci :

« Jamais nous n'arrêtons un enfant sans le signaler immédiatement au Procureur de la République, à qui seul il appartient de provoquer cette déchéance. Il n'y a pas de jour où nous ne provoquions l'intervention de ce magistrat ; pas de jour où je ne signe une lettre au parquet touchant cette matière. Il appartient au ministère public de faire le reste. »

Notre collègue M. Paul Strauss, se plaçant à un point de vue plus relevé, a déclaré qu'il ne s'agissait pas ici de la conduite de la Préfecture de police.

« J'estime, a-t-il dit, que la Préfecture de police ne doit pas être un instrument inerte ; elle doit seconder d'une façon effective le parquet de la Seine, qui montre en ce moment un large esprit de libéralisme pour venir en aide à l'assistance publique ou privée.

« Il ne suffit pas que les tribunaux soient appelés à prononcer, en vertu de la loi de 1889, la déchéance de la puissance paternelle, il faut que des mesures soient prises par la Préfecture de police d'accord avec l'Assistance publique.

« Et je m'adresse ici à M. le Directeur de l'Assistance publique, je lui dis que ce n'est pas seulement la responsabilité de la Préfecture de police qui est en cause, c'est encore, et surtout celle de l'Assistance publique.

« Je demande comment il se fait que notre service des enfants moralement abandonnés ne s'adapte pas mieux aux nécessités de la situation actuelle et qu'il laisse, tout au moins en apparence, à d'autres œuvres plus jeunes et moins puissantes le soin d'aider le parquet et la magistrature. »

M. le Directeur de l'Assistance publique a répondu à M. Strauss que le nombre des enfants recueillis par l'Union française ne dépassait pas 200, tandis que ceux recueillis par l'Assistance publique se comptaient par milliers. Il a ajouté que le service des enfants moralement abandonnés avait toujours un représentant au parquet.

M. Deschamps, comme président de la 3^e commission, qui s'occupe tout particulièrement des enfants moralement abandonnés, a tenu à appuyer les observations de M. le Directeur de l'Assistance publique.

« L'Administration de l'Assistance publique, a-t-il dit, ne s'est pas laissé devancer par les sociétés privées de secours et n'a pas non plus laissé ces sociétés substituer leur action à la sienne.

« Je sais que dans certains journaux, dans *Le Temps* notamment, sous la signature de M. J. Simon, est mentionnée chaque jour l'action des sociétés civiles près du parquet, mais l'Assistance agit également chaque jour.

« Un agent spécial, M. de Chauveron, enlève quotidiennement au parquet des enfants sur le point d'encourir des condamnations. »

Pour résumer cette discussion, M. le Rapporteur a proposé l'adoption du projet de vœu suivant :

« Le Conseil général émet le vœu :

« Que le Ministère de la justice invite les tribunaux à appliquer rigoureusement la loi du 24 juillet 1889 ;

« Que le Parlement vote les dispositions les plus sévères contre tous ceux qui emploient des enfants à mendier et spécialement contre les placeurs qui organisent l'exploitation des enfants pauvres.

« Invite le préfet de police à assurer l'exécution rigoureuse dans le département de la Seine des lois des 7 décembre 1874 et 24 juillet 1889. »

Ce vœu a été adopté.

III

Société de patronage des détenues et des libérées.

Madame d'Abbadie d'Arrast nous envoie une note très complète sur cette Société dont le *Bulletin* a déjà parlé incidemment (*supr.*, p. 592).

« Le patronage des détenues et des libérées, quoique né en quelque sorte du Comité protestant de l'Œuvre des prisons, tient à demeurer distinct et indépendant de ce Comité. Et j'ajouterai que le Comité protestant tient tout autant à conserver intact sa personnalité, son organisation et, jusqu'à nouvel ordre, à rester fidèle à son but, à ses moyens d'action, et à conserver son budget distinct et ses souscripteurs. Depuis 52 ans l'Œuvre protestante des prisons

recherche à Saint-Lazare et au Dépôt les détenues protestantes, et exclusivement ces détenues-là. L'Œuvre ne considère pas sa tâche comme terminée et elle restera fidèle à son programme et à son travail spécial aussi longtemps qu'elle pourra rendre les mêmes grands services qu'elle a rendus au milieu de circonstances qui sont restées les mêmes depuis de si longues années. Sans doute la dispersion des services pénitentiaires a de beaucoup diminué le travail qu'elle trouvait auparavant à Saint-Lazare, mais il reste encore les prévenues à Saint-Lazare et elle leur demeure fidèle.

« Quant à notre nouvelle Société de patronage, à laquelle nous avons donné le nom correct et classique de Patronage des détenues et des libérées, elle agit depuis l'ouverture du quartier cellulaire de Nanterre ; je pourrais dire qu'elle agit depuis l'installation des services hospitaliers de Nanterre, en 1888, mais elle n'a pris conscience de son existence que l'hiver dernier, au commencement de mars, contrainte et forcée en quelque sorte de devenir un organisme complet pour répondre aux exigences d'une tâche grandissante chaque jour. Les quatre dames visiteuses de Nanterre M^{mes} de Witt, Mallet, Joffrès et d'Abbadie se sont un jour rencontrées pour parler de leurs moyens d'action et sont aussitôt tombées d'accord pour fonder et organiser une société qui leur permit d'aller consciencieusement jusqu'au bout de leur travail. Des statuts ont été rédigés, M^{me} de Witt a été choisie comme présidente, M^{me} d'Abbadie comme secrétaire et un appel a été adressé aux amies qui pourraient venir en aide aux misères morales et matérielles auxquelles il fallait se hâter de porter secours.

« En mai une demande d'autorisation de patronage a été adressée à la Préfecture de police, qui a gracieusement accordé l'autorisation le 22 juin : c'est à partir de cette dernière date que le patronage se considère comme sorti des limbes et venu pleinement à la lumière du jour. Ce qu'il a pu faire depuis le 22 juin appartient à l'histoire de l'année prochaine, de même que certains projets d'une exécution très prochaine. Mais en jetant les yeux sur le passé depuis mai 1890, date de l'ouverture des cellules de Nanterre, jusqu'en juin 1891, on trouve sur les registres du patronage plus de 450 noms de détenues visitées en cellule et patronnées à des titres divers par les membres du patronage. L'atelier (4, boulevard de Vaugirard) a été doublé et le personnel surveillant s'est également accru. Une sous-directrice a été adjointe à la directrice de l'asile. »

Ajoutons que 140 libérées ont été admises à l'atelier ; 16 d'entre ces dernières et 4 enfants ont été envoyés à Marseille, Lyon, Bayonne, Bordeaux, Belfort, Liverpool, etc. La Société a des correspondants dans ces villes, notamment à Lyon et à Bordeaux.

La plupart des libérées sont désormais rendues à une vie normale, à un travail régulier. Jamais on ne soupçonnerait qu'elles ont dans leur passé de si douloureux souvenirs. Dans les places où elles sont maintenant on ne sait pas d'où elles viennent et il ne tient qu'à elles qu'on ne le sache jamais.

La Société n'a pas eu que des succès à enregistrer. Sur les 140 libérées, 4 jeunes filles ont encouru de nouvelles condamnations et sont devenues des récidivistes ; d'autres ne mènent pas la vie régulière que la Société réclame d'elles ; d'autres enfin ne donnent pas de leurs nouvelles.

Le programme de la Société se résume en ces mots : pour chaque libérée, pour chaque coupable qu'il s'agit de sauver, la Société veut un patronage particulier. Autant que cela serait praticable, la Société voudrait une dame patronnesse par femme libérée ; la patronnesse aurait son œuvre à elle, venant concourir d'une allure libre et indépendante à l'œuvre commune de relèvement par les mesures qu'elle regarderait comme les meilleures.

IV

Société de patronage des enfants délaissés et des libérés de Seine-et-Oise (1).

La Société de patronage des Enfants délaissés et des Libérés de Seine-et-Oise s'est réunie, le 27 juin, à Versailles, sous la présidence de M. Harel, avocat général à la Cour d'appel de Paris, assisté de M. le comte de la Londe, président de la Société, de MM. Henri Besnard, ancien député, et Lenoir, adjoint au maire, vice-présidents, et des membres du Conseil d'administration.

Le patronage s'est occupé, pendant l'année 1890, de 113 hommes et de 11 femmes et enfants, en tout 124, dont 28 libérés (22 hommes et 6 femmes), 78 vagabonds (75 hommes et 3 femmes), 18 enfants (16 garçons et 2 filles).

Sur ces 124 : 3 ont été secourus, 6 ont pu contracter des engagements dans l'armée, 31 ont été placés, 84 ont été rapatriés.

A la fin de décembre 1890 les enfants à la charge de la Société

(1) *Bulletin*, p. 100 ; 1889 p. 735.

étaient au nombre de 16, dont 5 à l'orphelinat de Giel (Orne), 2 à l'asile départemental de Saint-Cyr, 1 à Fleix (Dordogne), 1 à Bâ (Eure-et-Loir), 6 filles au Refuge (Versailles), une fille à Conflans.

Trente et un avaient été placés en apprentissage ou rendus aux familles ou engagés volontaires.

Dans un discours très applaudi, M. Harel a retracé le rôle de cette Société de patronage. Elle s'occupe des condamnés qui, après avoir subi leur peine, se trouvent aux prises avec les difficultés de la vie, que la sortie de la prison rend plus grandes encore. Mais c'est surtout du côté des enfants qu'il y a le plus de bien à faire, les meilleurs résultats à espérer. Aussi c'est à l'enfance que la Société de Seine-et-Oise consacre la majeure partie de ses efforts et de ses ressources.

M. Harel a ensuite rendu un juste hommage au zèle et au dévouement du Directeur et des administrateurs de la Société.

V

Comité de patronage des détenus libérés de Poitiers.

Avant 1876. — Jusqu'en 1876, la *Commission de surveillance* de la prison de Poitiers, accordait exceptionnellement et, le plus souvent, sur les instances de l'aumônier devenu son intermédiaire, quelques rares secours à des libérés méritants et nécessiteux. Ces secours étaient pris sur les allocations mises par le Conseil général de la Vienne à la disposition de la Commission. Il n'existait point alors à Poitiers de société de patronage proprement dite.

Création du Comité de patronage. — Pour combler cette lacune, la *Commission de surveillance* vota le 11 FÉVRIER 1876, le projet suivant (*Bulletin*, 1880, p. 105), qui donna naissance au *Comité de patronage* actuel :

« Une association charitable est formée à Poitiers entre les membres de la *Commission de surveillance* de la prison et quatre autres personnes, qu'elle s'adjoindra, dans le but de procurer du travail et un asile aux détenus libérés repentants qui ne trouveraient pas à s'occuper.

« Le président est nommé à la majorité des voix. Un secrétaire et un trésorier lui sont adjoints.

« Le président, ou, à son défaut, celui de ses collègues qu'il

désignera, demandera communication au directeur de l'état des individus à élargir, un mois avant l'expiration de la peine, afin de pouvoir interroger tout prisonnier avant sa sortie et connaître ses dispositions.

« Il cherchera, avec l'aide de ses collègues, à leur procurer du travail ou un asile momentané. Des ressources seront mises dans ce but à sa disposition par la Société. Ces ressources seront demandées soit à la charité privée, soit au Conseil général, soit au Conseil municipal, soit au Ministre de l'intérieur.

« L'association ainsi constituée établira ultérieurement, s'il y a lieu, le règlement, qui déterminera les attributions des membres qui la composent, les conditions dans lesquelles le patronage s'exercera au profit du patronné, le mode d'adjonction, les conditions de recrutement des nouveaux membres et les relations à établir avec les comités qui pourraient se former aux chefs-lieux d'arrondissements du département de la Vienne. » (Ce règlement n'a jamais été formulé.)

Ce *Comité de patronage* a fonctionné depuis le 18 février 1876, jour de son installation, jusqu'au 13 mai 1882.

Il se composait, ainsi que l'indique la délibération du 11 février 1876, de la *Commission de surveillance* tout entière et de quatre membres étrangers à cette Commission.

A vrai dire, c'était la *Commission de surveillance* qui s'était donné des attributions spéciales. Elle était, en effet, en majorité dans le Comité, et, d'autre part, c'était elle qui nommait les quatre membres externes. De plus c'était son président qui touchait les subventions accordées par le Conseil général et qui les distribuait suivant les décisions de la Commission, par l'intermédiaire du président du comité qui n'était en définitive qu'un *délégué* de la *Commission de surveillance*.

Réorganisation. — Mais, en 1882, à la suite d'une circulaire du Ministère de l'intérieur en date du 21 mars, la *Commission de surveillance* ayant été reconstituée, l'autorité préfectorale pensa qu'il y avait lieu de reconstituer également le *Comité de patronage* qui n'était qu'une délégation de la *Commission de surveillance*.

La nouvelle *Commission de surveillance* jugea avec raison qu'il était utile de donner au *Comité de patronage* qu'elle allait choisir, une indépendance et une initiative que l'ancien Comité n'avait pas connues, et, dans sa séance du 13 mai 1882, elle décida de modifier l'état de choses établi par la délibération du 11 février 1876, en

ce sens que le *Nouveau Comité de patronage* se composerait de *sept membres*, dont *six* seraient élus en dehors de la *Commission de surveillance*, et *un* seul, pris dans le sein de cette Commission pour affirmer son droit de contrôle. C'était une véritable émancipation.

Depuis cette époque, le *Comité* fonctionne régulièrement et, tous les mois, le dernier samedi, à quatre heures et demie, son président M. le conseiller Gassan se transporte à la prison avec le trésorier M. Le Courtois, doyen de la Faculté de droit.

Les détenus libérables le mois suivant se présentent devant eux, et exposent leurs demandes. — Les extraits d'arrêts ou de jugements passent sous les yeux du Comité, qui examine spécialement le relevé du *casier judiciaire* de chaque détenu et le registre où figure le *pécule* de chacun des libérables. Ceux-ci sont interrogés sur ce qu'ils se proposent de faire au sortir de la prison, sur les lieux où ils ont l'intention de se retirer, sur les vêtements qui leur sont le plus nécessaires pour pouvoir se présenter auprès d'un chef d'industrie, etc.

Et malgré les faibles ressources dont le Comité dispose, il a été possible, au cours de 1890, de subvenir aux misères les plus urgentes, qui se sont chiffrées par une dépense de 425 fr. 60, pour linge, vêtements et secours en argent.

Ressources du Comité.—Les ressources du Comité consistent en :

1° une subvention annuelle de 300 francs votée par le Conseil général ;

2° Rentes 3 p. 100 sur l'État, 215 francs ;

3° Une subvention qui a été souvent accordée par l'État et qui s'est élevée généralement à 300 francs, mais sur laquelle il ne nous est pas permis de compter. Même en ajoutant cette subvention aléatoire, 300 francs, les revenus du Comité n'atteignent que 815 francs.

Nous espérons obtenir du Conseil municipal de Poitiers une allocation modeste mais qui nous permettra de nous montrer un peu moins parcimonieux.

L'année dernière, le Comité a secouru environ 50 détenus qui lui ont coûté en moyenne de 12 à 13 francs ; car aux 425 fr. 60 il faut ajouter les quelques vêtements qui nous sont accordés par la charité privée, que nous ne sollicitons pas autrement.

Toutefois, je dois dire qu'il y a quatre ans une somme de 100 francs nous a été délivrée à titre de legs.

Ces ressources sont assurément insuffisantes, en présence des besoins qui se manifestent.

Je place à part les détenus condamnés pour délits autres que ceux de mendicité et de vagabondage. La plupart ont des moyens d'existence à leur sortie de prison, et quand nous en trouvons qui méritent notre intérêt, nous sommes heureux de leur venir en aide. Ce sont les seuls qui nous donnent quelque satisfaction. C'est ainsi que nous avons pu placer un libéré conditionnel, qui, après avoir subi une condamnation à six années de réclusion, s'est absolument relevé et nous donne depuis plus de quatre années le spectacle d'une conduite exempte de tous reproches.

Il y a donc quelque résultat à espérer des détenus qui n'ont été condamnés qu'*accidentellement* et dont plus d'un ne demande qu'à se relever et à accueillir avec reconnaissance la main qui leur est tendue. C'est à cette catégorie de libérés que nous réservons de préférence nos encouragements et nos subsides.

C'est la catégorie la moins nombreuse.

Mendiants et vagabonds. — Les maisons de correction départementales sont surtout encombrées par les *mendiants* et les *vagabonds*. Avec ceux-ci il y a peu à espérer. — Un grand nombre de ces détenus n'ont jamais commis de vols, d'actes de violence, etc., et cependant la plupart d'entre eux voient à leur casier vingt, trente, quarante condamnations, toutes pour *mendicité* et *vagabondage*.

Ce ne sont point des hommes dangereux, mais des fainéants qui considèrent la prison comme une hôtellerie où ils viennent prendre leurs quartiers d'hiver.

Il n'y a, je le répète, rien à espérer de celui qui a contracté l'habitude du vagabondage.

En liberté, il parcourt toute la France, sûr qu'il est de ne pas mourir de faim. Il y a une carte du vagabondage qui est connue de toute la confrérie. Et les vagabonds savent parfaitement quelles sont les étapes où ils sont assurés de trouver le gîte et la nourriture. Ils n'hésitent même pas à abandonner les grands chemins pour aller demander asile aux habitations éloignées de deux à trois kilomètres, où ils savent qu'ils seront bien reçus.

C'est ainsi qu'allant dîner chez un ami, dans une maison de campagne située entre Clam et Poitiers, à plus d'une demi-lieue de la route, je me trouvais en présence d'une douzaine de vagabonds, que mon ami hébergeait et auxquels il donnait asile dans

sa grange, après leur avoir fourni le repas du soir. — Il m'avoua que la philanthropie était pour quelque chose dans sa façon d'agir vis-à-vis de ces nomades, mais qu'il obéissait surtout à un mobile intéressé, pensant avec quelque raison que l'on traiterait avec égards une maison si hospitalière, et surtout qu'on ne chercherait pas à y allumer l'incendie, la grande terreur de nos campagnards. — Nous ne corrigerons jamais un vagabond ; toutes les tentatives que nous avons faites sont demeurées sans résultat. Qui a vagabondé, vagabondera.

A ceux-là, nous nous bornons à procurer les vêtements les plus indispensables pour protéger la pudeur publique, et, en même temps, les soustraire aux rigueurs des saisons.

Et encore, nous sommes obligés de retenir à la prison leurs vieux et misérables haillons, lorsque nous leur procurons des vêtements plus confortables. Sans cette précaution, nous sommes certains qu'à peine en liberté, ils les vendraient à vil prix au premier chiffonnier qu'ils rencontreraient.

En ce qui concerne ces hommes, le Comité de patronage joue le rôle d'un bienfaiteur ordinaire ; il soulage leur misère actuelle, mais il ne saurait espérer que l'avenir en sera modifié.

Et cependant, même parmi les vagabonds, il en est pour lesquels il y aurait beaucoup à faire : je veux parler des vieillards (10 p. 100 sur l'ensemble des détenus pour vagabondage et mendicité).

Dès 1878, l'honorable comte de Bizemont, l'un de mes prédécesseurs, signalait les difficultés inextricables que nous nous trouvons souvent hors d'état de résoudre.

Voici comment il s'exprimait dans la séance du 23 octobre 1878, et je tiens à citer textuellement ses observations, parce qu'en 1891 rien n'est venu modifier un état de choses dont on se plaignait justement, il y a treize années déjà :

« Je dois, disait-il, signaler les difficultés qu'éprouve la Société de patronage à assigner utilement une destination aux hommes qui sortent de la prison à l'état de *vieillesse* ou d'*infirmité*, déguenillés, inspirant la défiance ou le dégoût, et hors d'état d'être placés et de gagner leur vie. Il est impossible de les diriger sur les refuges avec lesquels la Société correspond, car on n'y admet que des gens valides et propres au travail.

« Il n'est pas plus facile de leur donner asile dans un *Dépôt de mendicité*, car il n'en existe pas d'organisé dans le département. La Vienne relève à cet égard du dépôt de Beaugency (aujourd'hui du dépôt de Rabès [Corrèze]). Ce dépôt n'offre aux libérés qu'une

hospitalité précaire, les congédiant dès qu'il est constaté qu'ils ne sont pas capables de travail. — Que faire des libérés qui se trouvent dans cette catégorie ? *L'hôpital des vieillards* leur est fermé s'ils n'ont pas atteint l'âge de soixante-dix ans. *L'hospice des incurables* ne s'ouvre qu'à ceux dont le mal est jugé n'être pas susceptible de guérison. Dans cette situation, la Société de patronage se trouve en fort grand embarras et n'a d'autre chose à faire que de rapatrier le libéré, en le dirigeant sur son département d'origine. Mais, là encore, nouvelle difficulté ; le libéré y est souvent inconnu, et alors.....

« Enfin, ajoutait en terminant l'honorable président, ne serait-il pas possible d'améliorer le système d'administration des dépôts de mendicité ? »

Il paraît que cette amélioration est tout au moins bien difficile, car il n'a rien été tenté à cet égard, et les conseils généraux tendent de plus en plus à écarter de leur budget ou à diminuer la faible allocation annuelle qui sert à masquer l'absence d'un dépôt de mendicité départemental.

Il y aurait lieu cependant d'appeler l'attention des pouvoirs publics sur cette question du plus haut intérêt.

Et que l'on ne mette pas en avant les difficultés pécuniaires qui s'opposent, dit-on, à cette amélioration, car elles ne sont pas sérieuses.

Un vagabond arrivé à soixante-dix ans a généralement un casier judiciaire orné de quarante à cinquante condamnations, variant de un à six mois, et, à partir de soixante-dix ans, les condamnations iront toujours en se multipliant, et la prison lui servira d'hôpital.

Or, outre que la prison n'est pas faite pour un invalide pour lequel la mendicité est devenue un *cas de force majeure*, il faut bien le nourrir en prison. Cette dépense ne serait pas plus élevée dans un dépôt de mendicité. Et si l'on compte les frais qu'entraîne la répression de chacun de ces délits, à savoir quarante francs en moyenne, on arrive à cette conclusion, que l'économie et l'humanité trouveraient à la fois leur compte dans l'admission d'un vieillard incapable de tout travail dans un *dépôt de mendicité réorganisé*.

Je serais heureux, pour mon compte, qu'une voix plus autorisée que la mienne soulevât cette question qui me paraît d'une extrême importance et d'une solution facile.

Enfants (1). — Le Comité de Poitiers s'occupe surtout des vieillards et des enfants. Il s'enquiert de ceux qui ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, et les place quand aucun membre de leur famille ne peut ou ne veut les recevoir. Dans le cas contraire, si la famille n'est pas tarée, il intervient pour les faire remettre à leurs parents.

Rapatriements. — Jusqu'à ces derniers temps, nous procurions aux libérés chez lesquels tout lien de famille n'était pas brisé, un secours des plus utiles en les rapatriant, et pour cela, nous n'avions qu'à nous présenter dans les bureaux de la préfecture, qui délivraient à nos clients un passeport gratuit, au dos duquel on inscrivait cette simple mention : « *Par les voies rapides* ». Grâce à cette indication, nous obtenions le droit à *demi-place* sur les chemins de fer; et nous pouvions ainsi, moyennant un sacrifice toujours très lourd pour nos ressources, mais relativement modique, renvoyer nos libérés dans leurs familles. Cette ressource nous échappe, et, depuis le 1^{er} janvier 1891, une instruction ministérielle a décidé qu'il faudrait désormais s'adresser au préalable au ministère de l'intérieur, dans les cas très rares où l'on voudrait obtenir des frais de transport. Et cependant, c'était une mesure d'un grand avantage et d'une moralisation évidente.

Nous avons l'intention de nous adresser aux directeurs des chemins de fer pour solliciter de leur bienveillance qu'ils consentent à nous accorder *demi-place* sur la recommandation du président du Comité.

Régime moral des prisons. — Je ne veux point terminer cette note, déjà trop longue cependant, sans dire un mot de l'état de nos prisons et de l'influence qu'il exerce sur nos détenus, au point de vue de leur relèvement moral. Tant qu'on y aura laissé subsister la promiscuité des détenus, on n'aura rien fait pour leur amélioration. J'ai parlé des vagabonds et des mendiants, qui sont de beaucoup les hôtes les plus nombreux de nos maisons départementales. L'hiver arrive, le vagabond se fait arrêter; il entre dans un débit, se fait servir à boire et à manger, et, quand l'hôtelier veut être payé, il l'engage à aller chercher le sergent de ville. Arrivé à la prison, il est dépouillé de ses haillons et revêtu du

(1) Sur l'ancien Patronage de Saint-Hilaire, *Bulletin*, 1888, p. 630, et 1889, p. 736. Nous reparlerons de cette Société de patronage qui s'est reconstituée et dont les statuts ont été approuvés par décision ministérielle, en 1889, et qui reçoit une subvention de 2.000 francs.

costume réglementaire, qui est relativement confortable ; on lui fait prendre un bain de propreté, après quoi on le conduit au *chauffoir* où il rencontre des connaissances et des collègues de mendicité. Il ne travaille pas, il n'est encore que détenu ; on ne peut l'y contraindre et c'est là que se trament les petits complots, que s'étale la forfanterie malsaine d'hommes qui, au fond, ne sont peut-être pas si mauvais qu'ils essaient de le paraître. Tous les outrages aux magistrats commis à l'audience ont été prémédités là. J'appelle de tous mes vœux la *cellule de jour et de nuit*.

UN MEMBRE DU COMITÉ.

ÉTRANGER

I

Le patronage des condamnés adultes et des jeunes libérés, par M. J. Stevens.

M. Stevens s'est décidé à livrer à la publicité une remarquable étude sur le patronage, qui résume, avec l'autorité qui s'attache à sa longue expérience, tout ce qui a été dit sur cette question.

L'éminent auteur passe tout d'abord en revue les sociétés existant dans les divers pays d'Europe et des États-Unis. Sur ce point le *Bulletin* a déjà publié un travail très complet de M. Fuchs traduit par M. Turcas (1) ; nous passons donc.

M. Stevens examine ensuite quelles ont été les causes d'insuccès du patronage officiel établi en Belgique par les arrêtés des 4 décembre 1835 et 14 décembre 1848. Outre le caractère officiel de ce patronage, qui en fait moins une institution de bienfaisance et de protection qu'un moyen de tenir les libérés sous les yeux de la police, M. Stevens cite encore l'absence de conditions sérieuses pour l'admission au patronage, l'inaction des commissions administratives, l'absence d'une centralisation sérieuse et enfin d'une direction efficace.

La première condition pour réussir, pense M. Stevens, c'est de s'adresser uniquement à l'initiative privée. L'œuvre du patronage doit être libre et non *gouvernementale*.

Abordant la question de savoir quelles sont les catégories de libérés qui peuvent être admises au patronage, M. Stevens n'hésite pas à déclarer qu'il faut l'étendre au plus grand nombre

(1) Voir *Bulletin*, 1889, p. 687 et suiv.

possible de libérés des deux sexes, sans même en exclure systématiquement les récidivistes.

Le libéré sans travail est un danger; la société est donc directement intéressée à ce que les libérés soient, autant que possible, détournés de la pratique du vice et du crime. Il importe cependant d'établir, ajoute M. Stevens, que le patronage ne peut jamais être un *droit*, il doit toujours constituer une *faveur* dont pourraient profiter seulement ceux qui s'en seraient montrés dignes par une bonne conduite en prison et des témoignages non suspects de repentir.

M. Stevens estime que la population des maisons de réforme de Namur, de Ruysselede et de Saint-Hubert atteint ordinairement un chiffre trop élevé. En France, dit M. Stevens, le maximum de 300 élèves ne peut être dépassé. Le nombre paraît encore excessif. L'influence de la discipline et les chances d'amendement sont toujours en raison inverse de l'agglomération (*Bulletin*, 1888, p. 1011).

M. Stevens recommande de faire largement usage de la libération conditionnelle à l'égard des jeunes délinquants dont la réforme serait suffisamment préparée. La société de patronage proposerait leur réintégration en cas d'inconduite (1).

M. Stevens estime que le système de la surveillance de la police devrait être profondément modifié et que remise de la surveillance devrait être faite aux libérés amendés.

Quant aux libérés incorrigibles qui ne doivent pas profiter de la faveur du patronage, il faudrait, pense M. Stevens, leur faciliter les moyens de s'expatrier dans les pays d'outre-mer et les recommander à cette fin à une société de patronage.

Comme moyens d'action, M. Stevens signale les trois règles suivantes:

1° Éviter soigneusement d'user de contrainte vis-à-vis des libérés pour les engager à recourir au patronage.

2° Tâcher d'isoler les libérés autant que possible afin de les empêcher de reconstituer, après leur libération, cette vie en commun que le système cellulaire a pour but d'empêcher pendant l'accomplissement de la peine.

3° S'efforcer d'amener les libérés à se fixer dans les campagnes

(1) C'est ainsi que procède depuis de longues années la Société pour le patronage des jeunes détenus et des libérés du département de la Seine, dont le siège est à Paris, rue de Mézières n° 9 (*Bulletin*, 1888, p. 335).

ou les petites localités, le séjour des grandes villes étant éminemment dangereux pour eux.

Il est un point sur lequel nous sommes en complet désaccord avec M. Stevens. A deux reprises différentes (1) il se déclare opposé aux visites des membres de sociétés de patronage dans les prisons. « C'est avec intention, dit-il, que nous ne comprenons pas dans l'œuvre du patronage intérieur l'intervention des visiteurs officiels » et plus loin : « Nous pensons que l'élément libre ne doit intervenir auprès du détenu qu'au moment où il est rendu à la liberté ». Une expérience personnelle et journalière nous a démontré que l'œuvre de patronage n'est efficace que si elle a commencé dans la prison ; et cette nécessité des visites des membres des sociétés de patronage s'impose avec le régime cellulaire qui exige la rupture fréquente de sa monotonie et qui ouvre si largement l'accès du cœur des détenus à toutes les bonnes influences. Cette appréciation de l'éminent directeur de Saint-Gilles nous étonne d'autant plus qu'il a très nettement repoussé le patronage officiel et établi que, pour réussir, le patronage devait être une œuvre essentiellement privée. M. Stevens a peut-être bien trop écouté ici la voix du fonctionnaire et pas assez celle du philanthrope.

Un projet de statuts pour une société de patronage termine cet ouvrage que nous ne saurions trop recommander à tous ceux qui s'occupent de patronage.

C. DE CORNY.

II

Protection des enfants maltraités ou abandonnés (Angleterre).

Le *Bulletin* n'a pas encore fait mention de :

1° La Société nationale pour la répression des actes de cruauté envers l'enfance (2), fondée à Londres il y a six ans, sous le patronage de la Reine, dont les courageuses investigations à travers les taudis des villes et des campagnes permettent de poursuivre et de livrer à la justice les parents ou nourriciers coupables de barbarie envers les enfants dont ils ont charge ; 2° l'importante loi du 23 août 1889 qui a imposé à la puissance paternelle des limites depuis trop longtemps reconnues nécessaires. Désormais toute

(1) Pages 22 et 80. 1879, p. 827 :

(2) Conf. *Bulletin*, 1883, p. 234. Une société semblable à Philadelphie a en 1890 protégé 176 enfants.

personne qui a sous son toit un enfant est tenue de le soigner convenablement sous peine des travaux forcés, la procédure contre les bourreaux de l'enfance est débarrassée de ses pénalités surannées et dangereuses concernant le serment ou les témoignages ; pendant cette procédure les prévenus sont dessaisis de leur droit de garde et la victime est placée en lieu sûr à l'abri de l'intimidation et des menaces ; la police peut, pour rechercher la preuve des actes de barbarie, pénétrer, en vertu d'un mandat, dans une maison habitée ; enfin le pouvoir de retirer aux tuteurs indignes l'administration de la personne et des biens, réservé à la cour de Chancery, est étendu aux simples tribunaux de police (1).

A. R.

. III

La maison de correction paternelle (Bologne).

La maison publique de correction paternelle de Bologne, rue Cartoleria, a été ouverte en 1877 : mais dès l'année 1805 il existait à Bologne (qui est une ville très riche en œuvres charitables) des maisons spéciales pour les enfants abandonnés ou coupables. Cette maison s'appelait au début « casa di custodia », étant destinée, sous l'empire du vieux Code pénal sarde, aux mineurs de quatorze ans condamnés à la peine de la « custodia » comme ayant agi avec discernement, et aussi, abusivement, aux mineurs de quatorze ans acquittés mais envoyés en correction, aux mineurs de seize ans vagabonds, et aux mineurs de vingt et un ans détenus par voie de correction paternelle. Au mois d'octobre 1888, la direction générale des prisons, dans la louable intention de séparer ces différentes catégories de mineurs, affecta la maison de Bologne exclusivement aux enfants détenus par voie de correction paternelle. A présent, la maison doit s'appeler « istituto di correzione paterna », d'après le règlement général des prisons du 1^{er} février 1891. Ce règlement, dû à M. Beltrani-Scalia, dont nous avons à regretter la retraite des fonctions de directeur général des prisons, divise les « case di correzione » pour les mineurs condamnés, des « reformatori », pour les autres catégories de mineurs, et subdivise ces dernières maisons en : « istituti di educazione e di correzione » pour les mineurs de neuf ans et les mineurs de quatorze ans déclarés sans discernement, suivant le nouveau Code pénal italien ;

(1) Voir *Bulletin*, janvier 1890 : Rapport de M. Brueyre.

« istituti di educazione correzionale » pour les mineurs de dix-huit ans vagabonds, suivant la nouvelle loi sur la sûreté publique ; et « istituti di correzione paterna ».

La maison de Bologne est, comme bâtiment, suffisamment sûre, mais elle est très défectueuse en ce qui concerne l'hygiène et la surveillance des enfants. Un seul instituteur est chargé de l'instruction primaire ; un seul aumônier s'occupe de l'instruction morale et religieuse. On apprend aussi aux enfants la musique (on a formé un excellent orphéon), le dessin et la gymnastique. Un médecin des prisons est chargé du service sanitaire. Il y a dans la maison huit ateliers, qui donnent de bons résultats : mais il faut se préoccuper des mineurs détenus de condition civile. La vie est en commun : mais on doit introduire le système de l'isolement nocturne. Le nombre des mineurs détenus dans la maison varie de 150 à 170 : à ce jour il y en a 160, qui sont divisés par classes suivant leur conduite, et soumis à une discipline militaire.

Leur âge varie de neuf à vingt-un ans (on s'occupe justement d'une classification suivant l'âge), et ils appartiennent généralement aux provinces de l'Italie centrale et septentrionale. On trouve facilement, parmi ces enfants, des sujets d'études anthropologiques intéressantes.

Quoique la maison ne doive contenir que des insoumis à l'autorité paternelle, sur 160 mineurs, aujourd'hui encore, il y en a seulement 100 détenus pour correction paternelle, tandis que les 60 autres sont envoyés en correction, condamnés et vagabonds. Heureusement, le directeur actuel a une grande compétence. Les surveillants sont meilleurs qu'autrefois, mais, en raison peut-être du mode de recrutement, laissent encore quelque peu à désirer.

La maison de Bologne coûte environ 90.000 francs par an. La dépense n'est pas indifférente : mais il faut espérer qu'on aura des résultats moraux toujours plus satisfaisants au fur et à mesure des réformes qu'on va introduire.

IV

Société de patronage des jeunes libérés (Bologne).

A côté de ladite maison, il existe à Bologne une Société pour le patronage des jeunes libérés. Cette Société avait naturellement plus de raison d'être lorsque la maison était une véritable « casa di custodia » qu'à présent, mais cependant elle est toujours très utile. Sa fondation remonte à 1882 : dans l'année 1883 elle avait déjà envi-

ron 200 sociétaires, avec un sous-comité à Ravenne, et elle avait patronné plus d'une dizaine d'enfants. Après, son progrès s'arrêta; mais dernièrement elle a repris son action bienfaisante avec plus d'ardeur que jamais, elle a été reconnue par le Gouvernement comme personne morale, elle ne manque pas d'argent, et chaque enfant qui sort de la maison de la rue Cartoleria trouve appui auprès d'elle, n'étant pas rares les placements industriels avantageux. Le président de la Société est le docteur Joseph Veratti, qui est aussi président de la Société de protection des enfants abandonnés ou maltraités.

V

Société générale de patronage (Bologne).

Récemment on a fondé aussi une Société de patronage à Bologne, qui a déjà de nombreux et puissants adhérents, et cette Société encore aura soin en manière particulière des libérés mineurs.

VI

**Société de patronage des enfants abandonnés
ou maltraités (Bologne).**

La Société bolonaise de protection des enfants abandonnés ou maltraités (1) a été fondée le 26 mai 1889. La Société se propose de protéger les enfants abandonnés ou maltraités des deux sexes qui ne dépassent pas l'âge de seize ans. Les tribunaux ne lui renvoient encore jamais d'enfants ayant déjà commis des délits: ces enfants sont toujours renvoyés dans les maisons d'éducation et de correction. Ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel qu'elle a accordé sa protection à 2 jeunes délinquants, qui étaient déjà passés par son refuge. Son œuvre est exclusivement préventive et rappelle celle de l'Union française. Bientôt aussi elle recevra des jeunes libérés conditionnellement, d'accord avec la Société de patronage qui doit, aux termes de l'article 36 du règlement général du 1^{er} février 1891, en faire la requête au tribunal. Elle a une maison de refuge. Elle accomplit sa mission par des moyens qui varient suivant les cas. Tantôt elle veille à ce que les enfants ne

(1) Conf. *Riv. di disc. carcer.* Juillet 1890; *Bulletin*, 1879, p. 827.

fassent pas l'école buissonnière, tantôt elle s'efforce de leur faire apprendre un métier, de les placer dans des établissements charitables ou dans de bonnes familles, au lieu et place de leur famille immorale, tantôt elle veille à ce qu'ils ne soient pas maltraités, à ce qu'on leur applique les lois sur le travail des enfants, etc. On pourvoit aux dépenses avec les contributions des sociétaires, les offrandes et les subsides, avec les revenus des legs qu'on reçoit, et aussi avec une partie du produit du travail des enfants.

La maison de refuge (rue Benedetto, 14) reçoit, après une scrupuleuse enquête, les enfants moralement abandonnés, garçons et filles, de six à quatorze ans: ils y restent comme dans une famille, en attendant leur placement au dehors. Filles et garçons restent presque toujours ensemble pendant le jour. Ils y sont logés, nourris, pourvus de vêtements; ils y sont aussi occupés à l'étude et au travail, aux exercices gymnastiques et aux récréations, lorsqu'ils reviennent de l'école ou de l'atelier. L'éducation morale est confiée à une directrice qui est la véritable mère des enfants recueillis; elle s'occupe aussi de l'éducation religieuse. Il y a en outre un cuisinier et deux domestiques. Un médecin distingué donne gratuitement ses soins aux enfants. Les punitions et les récompenses sont les mêmes que dans une famille; la sortie des enfants et la visite des parents sont réglées par le Conseil de direction. Le Conseil de direction et le Comité des dames protectrices surveillent aussi attentivement tous les services de la maison: ils visitent encore, aidés dans leur inspection par quatre Comités cantonaux, les enfants placés au dehors. Cette protection au dehors peut se continuer jusqu'à seize ans. Parfois aussi on garde, pour raisons de anté, de situation, de caractère, certains enfants jusqu'à quatorze ans au refuge, même après leur placement à l'atelier. Il y en a actuellement 3 dans ces conditions.

Mais en moyenne ils ne restent au refuge que trois mois.

La maison de refuge, comme bâtiment, est simple mais charmante. Elle a deux étages et un vaste jardin. Au rez-de-chaussée sont les bureaux, les écoles, le réfectoire, la cuisine, les bains; au premier étage, le dortoir des garçons, le dortoir des filles, et la chambre à coucher de la mère de famille.

Du 1^{er} juin 1889 au 21 mars 1891 on dénombra à la Société 221 cas d'abandon ou de mauvais traitements; 67 dénonciations furent rejetées, parce que la Société ne peut s'intéresser à tous les enfants pauvres; 105 furent prises en considération; 5 enfants furent secourus en famille; 48 accueillis dans la maison de refuge. Ces

48 enfants (garçons et filles) pour un tiers sont encore dans la maison, pour un tiers furent placés dans de bonnes familles, surtout à la campagne, et pour un tiers furent placés dans les différents orphelinats ou autres établissements charitables de la ville. Les résultats moraux sont en général satisfaisants. La dépense est de 30 francs par mois au refuge et de 15 francs au dehors.

Tout récemment, la Société de protection de Bologne obtint un diplôme d'honneur de deuxième degré à l'Exposition internationale d'hygiène infantile de Milan. Sans doute, elle est encore à ses débuts, et son œuvre de sauvetage n'est pas encore parfaite : elle mérite cependant d'être connue parmi les diverses institutions qui s'intéressent à l'enfance malheureuse.

U. CONTI.

VII

Bureau de charité de l'Ohio (1).

Le 15^e rapport à la 69^e Assemblée générale de l'État d'Ohio nous apporte la triste nouvelle de la mort de son honorable secrétaire, notre excellent collègue, M. Albert G. Byers.

Le bureau de charité de cet État, le plus important et le plus peuplé de tous ceux de l'Ouest (3 millions 1/2 d'habitants), n'a pas mis moins d'activité que les années précédentes à surveiller toute l'organisation pénitentiaire. Aux termes de la loi du 15 avril 1880, en effet, il doit contrôler l'administration des prisons comme celle des institutions de bienfaisance ; tous les plans de construction de prisons ou hospices doivent lui être soumis avant leur adoption par les autorités du Comté, enfin, le gouverneur peut à tout moment lui confier une inspection et un rapport concernant une institution quelconque (*Bulletin*, 1880, p. 710).

Vœux. — Les rapports et vœux soumis par le bureau à l'assemblée générale depuis 1867, sont au nombre de 75 : un grand nombre ont été votés. Parmi ceux dont il recommande avec insistance l'adoption immédiate, nous signalons :

1^o Le système progressif, avec la répartition en classes, que l'achèvement prochain du pénitencier intermédiaire de Mansfield (*Bulletin*, 1880, p. 199) permettra d'appliquer ;

(1) *Bulletin*. 1880, p. 120 ; 1888, p. 117 ; 1890, p. 199 ; 1891, p. 146.

2° L'établissement par l'État d'un patronage pour aider les libérés à trouver de l'ouvrage (Conf. *Bulletin*, 1880, p. 121);

3° La construction d'un asile spécial pour les aliénés criminels dont le nombre est de 77 et dont l'envoi dans les asiles ordinaires présente des inconvénients;

4° L'emploi des détenus, dans l'enceinte des murs de ronde, à l'achèvement du nouveau pénitencier intermédiaire et l'emploi de ceux restant internés dans le pénitencier central actuel à des travaux de taille de pierres, de menuiserie, de serrurerie pour la nouvelle construction;

5° L'enseignement des travaux féminins et surtout de la cuisine à toutes les détenues; des travaux de jardinage et industriels aux enfants pour leur faciliter un bon placement après leur libération;

6° L'élévation du traitement du secrétaire à 2.000 dollars, et l'attribution de 500 dollars pour les enquêtes spéciales ordonnées par le gouverneur.

Congrès. — On sait que l'État d'Ohio a pris une part principale à l'organisation de la grande Société nationale des prisons, dont les branches se ramifient dans tous les États de l'Union et dans toutes les provinces du Canada et dont les Congrès pénitentiaires inaugurés en 1870, ont été le berceau de nos grands Congrès internationaux de 1875, 1878, 1885 et 1890 (*Bulletin*, 1889, p. 689). La 20^e réunion de ce Congrès national s'est tenue du 25 novembre au 1^{er} octobre 1890, à Cincinnati (Ohio): on y discuta de nombreuses questions relatives à l'organisation des prisons et à la science pénitentiaire.

Conférences. — Le bureau fut également représenté à la 17^e conférence nationale annuelle de charité et de correction, tenue en mai 1890, à Baltimore (1). Les travaux de cette conférence ont été si appréciés qu'ils ont suggéré l'organisation de conférences particulières dans un grand nombre d'États, notamment le Michigan, New-York, Indiana, Wisconsin, l'Illinois, dans le but de permettre à tous les directeurs, inspecteurs, administrateurs d'établissements d'échanger leurs vues. Malheureusement dans l'Ohio les établissements pour les enfants et les hospices ont seuls été représentés au Congrès de l'État.

(1) Conf. sur ces *Conférences nationales*, *Bulletin*, 1890, p. 706, et *infr.*, § VIII).

Cette suggestion a même gagné l'Australie où la première conférence s'est réunie le 11 novembre 1890.

Le dimanche des prisonniers. — Le bureau a en outre obtenu, sur l'invitation du Congrès national pénitentiaire de 1890, que le clergé consacra, chaque année, le 4^e dimanche d'octobre, un sermon aux questions de patronage des détenus. Le résultat a déjà été très appréciable. La même tradition s'établit dans d'autres États (*supr.* p. 91).

Enfants assistés. — 3.000 enfants ont été recueillis dans les établissements affectés à l'enfance abandonnée. Le système d'Ohio par son économie et ses résultats se distingue entre tous les autres. 179 enfants, par suite d'une regrettable violation de la loi de 1884, restent encore dans les hospices de Comtés (*Bulletin*, 1890, p. 707).

À côté de *l'industrial home* de Delaware pour jeunes filles (1), qui doit être organisé par familles groupées suivant les âges, les aptitudes et différentes conditions, l'école de réforme de Lancaster (2) pour garçons, ne donne pas tous les résultats qu'elle devrait fournir : des ateliers pour les industries du bois et du fer, du vêtement et du cuir, de même que les travaux agricoles devraient leur être ouverts.

Parole system. — L'abus qui a été fait des libérations provisoires (*Bulletin*, 1890, p. 193) a jeté dans tout le peuple un discrédit complet sur ce système, bien que le nombre des libérés soit infiniment moins grand qu'autrefois. Des influences étrangères à l'intérêt social ont été écoutées par le conseil d'administration. Depuis l'adoption de la loi du 4 mai 1885, 665 libérations, dont 130 en 1890, ont été accordées ! Il faut que le conseil n'en accorde plus que sur la proposition des directeurs, basée elle-même sur les notes des détenus. Alors seulement on pourra espérer les mêmes résultats qu'en Angleterre et dans les États de New-York, Kansas et Minnesota.

Prisons de Comté. — La promiscuité de leurs 9.400 détenus en fait des « académies du crime ». Une loi ordonnant la séparation

(1) Les entrées ont été de 975, en 1890, la moyenne journalière de 603, la dépense par tête de près de 190 dollars.

(2) 360 entrées, 288 en moyenne, coût par tête 125 dollars.

des prisonniers est actuellement pendante devant l'Assemblée générale, ayant été déjà votée par le Sénat. Le rapport en réclame énergiquement le vote d'urgence.

Pénitencier. — En attendant l'achèvement du nouveau pénitencier cellulaire qui, sur le modèle de celui d'Elmira (*Bulletin*, 1890, p. 192, et *infra*), servira d'intermédiaire entre la maison de correction et le pénitencier central ; celui-ci, installé à Colombus, a eu 2.440 entrées et une moyenne journalière de 1.600 détenus. C'est un bâtiment vieux d'un demi-siècle, complètement insuffisant. Il contient d'ailleurs un grand nombre de jeunes détenus qui devraient être à la ferme de réforme de Lancaster où on devrait créer une nouvelle classe de garçons plus âgés.

La dépense par tête est de 155 dollars et le produit du travail, en 1890, a été de 250.000 dollars.

Récidivistes. — Le rapport se plaint que la loi du 4 mai 1885 (*Bulletin*, 1890, p. 200, et *supr.*, p. 147) reste toujours inappliquée. Il recommande aux attorneys de réclamer aux directeurs, et surtout à celui du pénitencier, les antécédents de chaque prévenu poursuivi par eux.

La loi du 12 avril 1889 (vol. 96, p. 231) concernant les petits voleurs condamnés trois fois devrait aussi être étendue à tous les délits commis par les incorrigibles. Les petites peines ne font que leur procurer, aux frais des citoyens, un repos confortable après lequel ils recommencent de plus belle. Des peines cumulatives ne les amenderaient sans doute pas, mais du moins elles restreindraient le dommage qu'ils causent à la société. On les contraindrait au travail dans les workhouses et on arriverait à leur faire payer leur entretien, peut-être même à procurer quelques secours à leurs familles.

Workhouses. — L'Ohio possède, à Cincinnati et à Cleveland, deux workhouses et deux maisons de refuge.

Un seul workhouse de comté existe à Zanesville. Il est particulièrement bien tenu. Le nombre des détenus reçus par lui du comté et des comtés voisins a atteint près de 600. La moyenne journalière a été de 21, avec une dépense par tête de 58 dollars. Le travail a produit, en 1890, 6.000 dollars.

Mais de toutes ces maisons parviennent des plaintes contre les courtes peines prononcées contre des récidivistes incorrigibles.

Maisons de refuge. — Les chiffres de ces deux maisons sont assez dissemblables :

	CINCINNATI	CLEVELAND
Entrées.....	582	133
Moyenne journalière...	303	69
Dépenses, en 1890.....	56.000 dollars.	42.300 dollars (1)
Coût par tête.....	183 —	61 — (2)

A. RIVIÈRE.

VIII

18^e Conférence nationale de charité et de correction. (Indianapolis).

La Société générale des prisons, invitée à se faire représenter à cette conférence, en mai dernier, a eu le regret de ne pouvoir déléguer aucun de ses membres français. Mais son secrétaire général a prié M. Mc. Culloch, son président, de vouloir bien l'y représenter, conjointement avec ceux de nos collègues américains qui s'y rendraient.

Les principales questions discutées ont été : les mérites respectifs de l'assistance à domicile ou dans les établissements mêmes ; — le traitement de l'aliénation mentale, les uns préférant le système des grands asiles, d'autres préférant la *méthode de Wisconsin*, c'est-à-dire la dispersion dans de petits établissements créés et administrés par les Comtés sous la surveillance de l'État, d'autres préconisant le système des cottages, d'autres enfin le placement chez des particuliers, comme en Écosse ; — le placement des jeunes délinquants dans les familles, qui donne d'excellents résultats en Pensylvanie, où on trouve facilement des familles.

On a également constitué une commission de 9 membres chargés d'organiser, en 1893, une exposition concernant les institutions charitables et pénitentiaires, et de préparer un programme pour la conférence réunie à l'occasion de cette exhibition.

La conférence de juin 1892 se tiendra à Denver.

A. R.

(1-2) Ces deux chiffres comprennent les dépenses afférentes aux détenus (3.500 entrées, moyenne de 340) du workhouse dont l'administration est commune aux deux établissements.

IX

Société d'assistance de Trenton (New-Jersey).

La *State charities aid society*, fondée pour surveiller les institutions publiques charitables et pénitentiaires, créées dans le New-Jersey (1), a tenu le 15 mai une importante réunion. Son but étant surtout de remédier aux inconvénients résultant des fréquentes mutations dans le personnel des prisons et des hôpitaux pour cause politique, elle s'est occupée d'abord de cette question. Elle a ensuite insisté sur l'effet démoralisateur des petites peines d'emprisonnement et a recommandé avec énergie l'application de peines cumulatives.

Dans la prison d'État, à Trenton, le directeur, quoique très absorbé par l'administration et la gestion économique de l'établissement, apporte une grande sollicitude au patronage des libérés.

(1) Voir notamment l'école de réforme et l'école industrielle (*Bulletin*, 1882, p. 700 et 701; 1884, p. 115 et 116).

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° et 2° Décrets sur le régime disciplinaire et la main-d'œuvre des transportés. — 3° Discours de rentrée. — 4° Enfants assistés et dépôts de mendicité. — 5° Établissements pénitentiaires et patronage en Corse. — 6° Statistique de Prusse. — 7° Statistiques anglaises. — 8° Congrès de Christiania. — 9° Régime alimentaire (Suède et Norvège). — 10° Pénitencier de l'Est (Pennsylvanie). — 11° Elmira Reformatory. — 12° Maryland. — 13° *Nécrologie*: M. Thonissen. — 14° *Bibliographie*: A. Travaux forcés fin de siècle; B. Code pénal italien; C. Récidive. D. Droit pénal (Pologne). — 15° Informations diverses: *Casier judiciaire*. — *Petite-Roquette: Désaffectation, concert*. — *Travail dans les prisons*. — *Prison d'Orléans*. — *Calédonie*. — *Concours Howard (Congrès de Pétersbourg)*. — *Comité de défense*. — *Dîner pénitentiaire*. — *Revue*.

I

Régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies.

R A P P O R T

Depuis deux ans l'Administration des colonies se préoccupe d'introduire des modifications profondes dans le régime de nos établissements pénitentiaires, en vue de rendre à la peine de la transportation édictée par la loi du 30 mai 1854 son véritable caractère d'intimidation et d'exemplarité.....

....Plusieurs décrets, adoptés par le Conseil d'État, ont été promulgués, et leur application a déjà produit un effet salutaire sur les condamnés aux travaux forcés internés tant à la Guyane qu'à la Nouvelle-Calédonie..... (V. *supr.* le rapport de M. Dislère).

.....J'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le règlement sur le régime disciplinaire adopté par le Conseil d'État dans ses séances des 19 et 25 mars dernier (1).

Il a été reconnu que le décret du 18 juin 1880 ne répondait pas suffisamment aux nécessités de la situation. Préparé sous l'influence des idées philanthropiques de l'époque et de théories très élevées, sans doute, mais parfois dangereuses dans leurs consé-

(1) *Bulletin*, 1887, p. 887.

quences, ce décret, dont les auteurs semblent n'avoir envisagé que le côté moralisateur de la peine, a fait une part trop large à l'indulgence en n'édicteant contre les transportés d'autres peines que celles en vigueur dans la marine. Il en est résulté que l'élément malsain, qui forme la grande majorité de la population pénale, n'étant plus tenu en échec par la crainte des châtimens peut-être un peu excessifs que prévoyaient les réglemens antérieurs, a pu laisser impunément un libre cours à ses mauvais instincts.

Les réglemens disciplinaires concernant les condamnés aux travaux forcés doivent être à la fois coercitifs et moralisateurs; car le but principal de la peine est non seulement l'expiation du crime, mais aussi l'amendement du coupable; et ceux qui n'ont pas perdu toute notion du bien doivent être mis à même de s'amender et de se créer par le travail une existence nouvelle; d'autre part, l'Administration doit puiser dans ces mêmes réglemens les moyens de contenir ceux des transportés qui, réfractaires à tout sentiment de repentir, s'exposent volontairement aux rigueurs de la loi pénale.

C'est dans cet ordre d'idées qu'a été préparé le projet de décret ci-joint. Divisé en quatre titres, il comprend deux parties bien distinctes. La première a trait aux différentes mesures qui ont pour objet la moralisation de l'homme, son classement et les encouragemens à donner à ceux qui tiennent une bonne conduite. La seconde est relative au système répressif.

Sans entrer dans l'examen détaillé du décret, il m'a paru nécessaire d'en tracer ici les grandes lignes.

Le décret du 18 juin 1880 répartissait les condamnés en cinq classes. Le décret actuel n'en admet que trois. Cette division répond mieux aux nécessités de la répression et à l'organisation du travail dans nos colonies pénitentiaires.

La 1^{re} classe comprend les concessionnaires, les hommes admis au bénéfice de l'assignation et les condamnés qui n'ont pu être ni assignés ni mis en concession et qui sont employés, soit par l'Administration, soit par des particuliers, comme chefs d'ateliers ou de chantiers; c'est l'application stricte de l'article 11 de la loi de 1854.

Les hommes compris dans la 1^{re} classe pourront seuls, désormais, être recommandés chaque année à la clémence du Chef de l'État, ou être admis au bénéfice de la libération conditionnelle. Il n'est fait d'exception à cette règle qu'en faveur des condamnés

des 2^e et 3^e classes qui auraient accompli des actes de courage et de dévouement.

La 2^e classe comprend les condamnés qui n'ont pas d'antécédents judiciaires et ceux qui n'ont pas été jugés dignes de passer à la 1^{re} classe.

La 3^e classe est celle des malfaiteurs signalés comme dangereux et des récidivistes contre lesquels a été prononcée non seulement la peine des travaux forcés, mais encore celle de la relégation. La 3^e classe comprendra, de plus, les transportés des 1^{re} et 2^e classes qui seraient rétrogradés, soit pour inconduite, soit à la suite d'une nouvelle condamnation.

Enfin, les incorrigibles de la 3^e classe forment une section à part, dont le régime plus particulièrement rigoureux est prévu au titre IV.

En outre, l'accession à la 1^{re} classe a été rendue plus difficile, afin que le condamné aux travaux forcés ne puisse, par des faveurs anticipées, échapper aux conséquences de la condamnation qui l'a frappé.

Le projet de décret supprime la nomenclature des infractions que peuvent commettre les transportés telle qu'elle figurait au décret de 1880, et qui était de nature à entraver, dans certains cas, l'action disciplinaire de l'Administration. Trois punitions ont été prévues : la prison de nuit, la cellule et le cachot.

Le décret prévoit, par contre, la création d'une commission disciplinaire, afin d'entourer de toutes les garanties nécessaires la répression des fautes commises par les transportés et de rendre cette répression immédiate.

Après avoir indiqué le classement des condamnés, le décret détermine le régime qui doit leur être appliqué. Sous l'empire de l'ancien règlement, les condamnés recevaient une ration normale, suivant la classe à laquelle ils appartenaient, et un salaire, sauf ceux de la 4^e et de la 5^e classe.

Il est hors de doute que le principe qui domine l'exécution de la peine des travaux forcés, c'est l'obligation du travail, obligation puisant sa source et ses sanctions dans la loi qui l'impose comme une expiation et aussi comme un moyen de moralisation. Le transporté qui se refuse au travail est donc un rebelle qu'il faut punir. La conséquence de ce principe est qu'à l'inverse de la société civile, où le travail accompli exige un salaire afin de reconnaître à l'artisan l'effort qu'il a donné, le travail du bagne ne

doit pas être rémunéré, puisqu'il est obligatoire et qu'il est la raison même de la peine. On ne saurait admettre, en effet, que la société paye au transporté le prix d'un travail qui constitue sa peine.

Mais il était nécessaire de trouver un moyen de contraindre à une tâche journalière les condamnés qui voudraient opposer à l'Administration la force d'inertie et sur lesquels les punitions disciplinaires n'auraient plus d'effet.

Dans l'ancien droit et jusqu'en 1854, le refus de travail était réprimé par des châtimens corporels. A cette époque, le forçat marqué du sceau de l'infamie, repoussé de la société, n'était pour ainsi dire plus un homme aux yeux de la loi, qui ne voyait en lui qu'un instrument de travail.

La transformation du système pénal, en modifiant la situation des condamnés, a fait disparaître ces châtimens. Il ne pouvait être question de revenir sur cette mesure, mais on devait rechercher une sanction efficace à l'obligation du travail sans avoir recours à cet expédient des salaires, qui dénature la peine en énervant son application. L'article 12 du projet de décret résout cette grave question.

Après avoir admis en principe que l'homme condamné au travail forcé ne doit recevoir aucun salaire, mais seulement des gratifications en nature, l'article 12 décide que le condamné valide n'a droit qu'au pain et à l'eau ; au transporté il appartiendra de mériter par son travail les compléments de ration qui lui sont nécessaires pour améliorer sa ration normale. Celui qui n'aura pas accompli la tâche qui lui est imposée sera donc réduit au pain sec et à l'eau, jusqu'au jour où il se sera plié aux exigences de sa situation.

Les condamnés, en général, sont portés à croire que le régime de la transportation est sensiblement moins dur que celui des maisons centrales. Il paraît possible d'affirmer que le nouveau décret sur le régime disciplinaire, strictement exécuté, détruira rapidement cette croyance ; mais, s'il fait une large part à la répression, il laisse, en même temps, la porte ouverte à toutes les bonnes volontés et à tous les repentirs, ainsi que l'a entendu le législateur de 1854.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Président, de vouloir bien, si vous partagez les vues d'ensemble que j'ai eu l'honneur d'exposer dans le présent rapport, revêtir de votre signature ce

décret qui a été adopté par le Conseil d'État et revêtu du contre-seing de M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Jules ROCHER.

D É C R E T

TITRE I. — *Du classement des condamnés dans les colonies pénitentiaires.*

Article 1^{er}. — Les condamnés aux travaux forcés qui subissent leur peine dans les colonies pénitentiaires sont divisés en trois classes, déterminées d'après la situation pénale, la conduite et l'assiduité au travail des condamnés.

Il est établi, pour chaque condamné, une notice individuelle faisant connaître son état civil, son signalement, sa situation de famille, et sur laquelle est reproduite l'extrait du casier judiciaire en ce qui le concerne.

Il est inscrit, chaque mois, sur cette notice, les renseignements relatifs à la conduite et au travail du condamné, ainsi que les récompenses ou les punitions dont il a été l'objet.

Art. 2. — La 1^{re} classe comprend les transportés les mieux notés.

Les condamnés de cette classe peuvent seuls :

1^o Obtenir une concession urbaine ou rurale dans les conditions prévues par l'article 11 de la loi du 30 mai 1854 et les règlements d'administration publique;

2^o Être employés chez les habitants de la colonie dans des conditions à déterminer par un décret ultérieur.

Art. 3. — Les condamnés de la 1^{re} classe qui n'auraient pu obtenir ni une concession, ni le bénéfice de l'assignation, peuvent être employés soit sur un établissement agricole pour y être soumis à un stage en vue de l'obtention d'une concession rurale, soit dans les chantiers ou ateliers de l'administration pénitentiaire et des services publics.

Ils peuvent, en outre, être employés chez des particuliers, mais seulement comme chefs de chantiers ou d'ateliers.

Art. 4. — Les condamnés placés à la 1^{re} classe peuvent seuls être compris dans les propositions de remise, de réduction de peine ou de libération conditionnelle transmises par le Gouverneur de la colonie.

Toutefois, des propositions exceptionnelles peuvent être faites en faveur des condamnés de 2^e ou de 3^e classe, qui auraient accompli des actes de courage et de dévouement.

Art. 5. — Les condamnés de la 2^e classe sont employés à des travaux de colonisation et d'utilité publique pour le compte de l'État, de la colonie, des municipalités ou des particuliers, dans les conditions prévues par les règlements d'administration publique sur l'emploi aux colonies de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés.

Art. 6. — Les condamnés de la 3^e classe sont affectés aux travaux les plus particulièrement pénibles. En outre, ils sont entièrement séparés des condamnés des autres classes. Si les locaux le permettent, ils sont isolés la nuit ; ils couchent sur un lit de camp et peuvent être mis à la boucle simple. Ils sont enfermés dans les cases pendant tout le temps qu'ils ne passent pas sur les travaux. Ils sont astreints au silence de jour et de nuit pendant le travail comme pendant le repos.

Sont exceptées de la règle du silence les communications indispensables à l'occasion des travaux ou du service.

Art. 7. — L'affectation des condamnés aux différentes colonies pénitentiaires est faite par le Ministre chargé des colonies, et leur répartition dans la 2^e ou la 3^e classe par le Ministre de la justice, avant le départ de chaque convoi, sur la proposition d'une commission composée de représentants des Départements intéressés.

Art. 8. — Le groupement des condamnés d'après leurs antécédents judiciaires et leurs aptitudes est effectué, à leur arrivée dans la colonie, par le Directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 9. — Le passage d'un condamné à la classe supérieure a lieu par décision du Directeur de l'administration pénitentiaire, sur l'avis de la commission disciplinaire instituée au titre III du présent décret.

Les condamnés de la 3^e classe ne peuvent être proposés pour la 2^e classe s'ils n'ont été effectivement employés pendant deux ans aux travaux de leur classe dans la colonie.

Aucun condamné à temps de la 2^e classe ne peut être proposé pour la 1^{re} classe s'il n'a accompli la moitié de sa peine. Pour le condamné à perpétuité ou à plus de vingt ans de travaux forcés, le délai minimum est de dix ans.

Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le passage à la 1^{re} classe pourra être accordé, par décision spéciale du Ministre chargé des colonies, aux condamnés de la 2^e classe qui auront accompli, soit le quart de la peine en cas de condamnation temporaire, soit au moins cinq ans si la peine dépasse vingt ans.

Art. 10. — Le renvoi d'un condamné à une classe inférieure peut être prononcé par le Directeur de l'administration pénitentiaire, après avis de la commission disciplinaire, pour toute punition de cellule ou de cachot.

Art. 11. — Tout transporté qui est condamné dans la colonie à la réclusion cellulaire ou à l'emprisonnement pour crimes ou délits est placé à la 3^e classe à l'expiration de cette nouvelle peine et y est maintenu pendant une période au moins égale à la durée de la peine prononcée, sans qu'elle puisse être inférieure à deux ans.

Si le condamné à la peine de la réclusion cellulaire ou de l'emprisonnement bénéficie des dispositions de la loi du 14 août 1835, sur la libération conditionnelle, il est également, lors de sa réintégration sur un établissement de transportation, placé à la 3^e classe et y est maintenu au moins pendant un an.

Tout transporté à temps condamné à une nouvelle peine des travaux forcés par application des dispositions de l'article 7 de la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés, est placé à la 3^e classe, et y est maintenu pendant une durée au moins égale à celle de la nouvelle condamnation prononcée contre lui, sans qu'elle puisse être inférieure à deux ans.

Tout transporté à perpétuité condamné à la double chaîne, par application des dispositions de l'article de loi relaté au paragraphe précédent, est placé dans un des quartiers ou camps disciplinaires prévus au titre IV du présent décret et y est maintenu pendant au moins un an. En outre, il est maintenu à la 3^e classe au moins pendant toute la durée de sa peine de double chaîne.

Art. 12. — Le condamné valide qui n'a pas accompli le travail qui lui est imposé n'a droit qu'au pain et à l'eau.

Tout condamné ayant effectué le travail qui lui était imposé obtient, pour la journée du lendemain, un bon de cantine donnant droit à la ration normale déterminée par un arrêté du Ministre chargé des colonies.

Tout condamné qui aura obtenu dans la semaine quatre fois la ration normale aura droit, le dimanche, à la ration normale.

Les condamnés peuvent, par leur travail et leur conduite, obtenir un ou plusieurs bons supplémentaires dont la valeur est fixée par arrêté ministériel. Si ces bons ne sont pas consommés le jour même, la valeur en est versée au pécule.

Le pécule peut être employé soit en menus achats autorisés par arrêtés locaux, soit en envois de fonds aux familles.

Art. 13. — Les condamnés, à l'exception de ceux placés sous le régime de l'assignation ou en concession, ne peuvent détenir aucune somme d'argent ou valeur quelconque.

TITRE II. — *Des punitions disciplinaires.*

Art. 14. — Les punitions disciplinaires qui peuvent être infligées aux condamnés, suivant la gravité des cas, sont les suivantes :

- 1° La prison de nuit ;
- 2° La cellule ;
- 3° Le cachot.

Pendant la durée des punitions qu'ils encourent, les condamnés qui travaillent ne reçoivent aucun bon supplémentaire.

Dans aucun cas, les punitions disciplinaires prévues au présent article ne peuvent se cumuler avec les peines prononcées pour le même fait par les tribunaux maritimes spéciaux.

Art. 15. — Les condamnés punis de prison de nuit couchent sur un lit de camp et sont mis à la boucle simple. Ils sont enfermés après le repas du soir et sortent de prison le matin au lever. Ils sont, dans la journée, astreints au travail de leur classe.

La prison de nuit est infligée pour un mois au plus.

Art. 16. — Les condamnés punis de cellule sont enfermés isolément ; ils couchent sur un lit de camp et sont mis à la boucle simple pendant la nuit. Ils sont astreints au travail d'après une tâche déterminée.

Ils ne peuvent recevoir aucune visite ni écrire, si ce n'est au Directeur de l'administration pénitentiaire, au Gouverneur ou aux Ministres. Ils sont réunis dans un préau pendant une heure chaque jour et obligés de marcher à la file en silence, sous la conduite de surveillants. Ils sont mis au pain sec un jour sur trois sans préjudice de l'application du paragraphe 1^{er} de l'article 12.

La cellule est infligée pour deux mois au plus.

Art. 17. — Les condamnés punis de cachot sont enfermés isolément; ils couchent sur un lit de camp et sont mis à la double boucle pendant la nuit; toutefois, en cas de révolte ou de violence, ils peuvent être mis par l'agent chargé de la surveillance des locaux disciplinaires à la double boucle de jour et de nuit pendant un temps qui ne peut excéder trois jours. Il est rendu compte immédiatement de cette mesure à l'autorité supérieure.

Les condamnés punis de cachot ne peuvent, en outre, recevoir aucune visite ni écrire, si ce n'est au Directeur de l'administration pénitentiaire, au Gouverneur ou aux Ministres. Ils sont mis au pain sec deux jours sur trois.

Le cachot se subit dans un local obscur. Il est infligé pour un mois au plus.

S'il a été prononcé contre un transporté plusieurs punitions de cachot devant être subies consécutivement et dont le total excède la durée d'un mois, les huit premiers jours qui suivent l'expiration de chaque mois en cachot obscur sont subis dans un local clair.

Art. 18. — Tout cachot doit être visité tous les huit jours au moins par le médecin de l'établissement, qui rend compte de cette inspection par un rapport adressé au commandant du pénitencier.

Art. 19. — Les condamnés qui, punis de cellule ou de cachot, se disent malades sont visités par le médecin.

Art. 20. — Les surveillants peuvent prononcer la punition de prison pour deux nuits. Pour les cas plus graves, ils doivent se borner à faire un rapport au chef de l'établissement ou de camp. Ils peuvent toutefois, dans l'intérêt de l'ordre et de la discipline, faire arrêter et mettre provisoirement en prison ou isoler le délinquant, à la condition d'en rendre compte immédiatement à l'autorité supérieure.

Art. 21. — Les punitions disciplinaires de la prison de nuit et de la cellule prononcées contre des condamnés en cours de peine placés en concession, pour des fautes dont la gravité ne serait pas de nature à entraîner le retrait de la concession, peuvent, par une disposition spéciale de la décision disciplinaire, être converties en journées gratuites de travail pour l'exécution de travaux d'intérêt général ou d'utilité publique sur les centres de colonisation.

Le nombre des journées gratuites de travail ainsi imposées aux transportés concessionnaires est déterminé par la décision disciplinaire et ne peut excéder quinze pour une peine de prison de nuit et trente pour une peine de cellule.

Des arrêtés des Gouverneurs, pris en conseil privé et soumis à l'approbation du Ministre chargé des colonies, déterminent dans quelles conditions a lieu la conversion des punitions.

TITRE III. — *De la Commission disciplinaire et du prononcé des punitions.*

Art. 22. — Dans chaque pénitencier, il est créé une commission disciplinaire devant laquelle sont traduits les condamnés tombant sous l'application de l'article 14, à l'exception de ceux qui peuvent être punis par les surveillants dans les termes de l'article 20.

Art. 23. — La commission est présidée par le fonctionnaire chargé du commandement de l'établissement, assisté de deux fonctionnaires employés ou agents de l'administration pénitentiaire, désignés par le Directeur.

Art. 24. — Le Directeur ou le sous-directeur en tournée peut présider la commission. Dans ce cas, le fonctionnaire le moins élevé en grade se retire.

L'inspecteur de la transportation en mission ou de passage dans un pénitencier assiste de droit aux séances, mais sans voix délibérative.

Art. 25. — Un surveillant militaire désigné par le chef de l'établissement remplit les fonctions de greffier de la commission. Il inscrit sur un registre spécial toutes les punitions prononcées.

Art. 26. — La police des séances de la commission appartient au président.

Ils ne peuvent recevoir aucune visite ni écrire, si ce n'est au Directeur de l'administration pénitentiaire, au Gouverneur ou aux Ministres. Ils sont réunis dans un préau pendant une heure chaque jour et obligés de marcher à la file en silence, sous la conduite de surveillants. Ils sont mis au pain sec un jour sur trois sans préjudice de l'application du paragraphe 1^{er} de l'article 12.

La cellule est infligée pour deux mois au plus.

Art. 17. — Les condamnés punis de cachot sont enfermés isolément; ils couchent sur un lit de camp et sont mis à la double boucle pendant la nuit; toutefois, en cas de révolte ou de violence, ils peuvent être mis par l'agent chargé de la surveillance des locaux disciplinaires à la double boucle de jour et de nuit pendant un temps qui ne peut excéder trois jours. Il est rendu compte immédiatement de cette mesure à l'autorité supérieure.

Les condamnés punis de cachot ne peuvent, en outre, recevoir aucune visite ni écrire, si ce n'est au Directeur de l'administration pénitentiaire, au Gouverneur ou aux Ministres. Ils sont mis au pain sec deux jours sur trois.

Le cachot se subit dans un local obscur. Il est infligé pour un mois au plus.

S'il a été prononcé contre un transporté plusieurs punitions de cachot devant être subies consécutivement et dont le total excède la durée d'un mois, les huit premiers jours qui suivent l'expiration de chaque mois en cachot obscur sont subis dans un local clair.

Art. 18. — Tout cachot doit être visité tous les huit jours au moins par le médecin de l'établissement, qui rend compte de cette inspection par un rapport adressé au commandant du pénitencier.

Art. 19. — Les condamnés qui, punis de cellule ou de cachot, se disent malades sont visités par le médecin.

Art. 20. — Les surveillants peuvent prononcer la punition de prison pour deux nuits. Pour les cas plus graves, ils doivent se borner à faire un rapport au chef de l'établissement ou de camp. Ils peuvent toutefois, dans l'intérêt de l'ordre et de la discipline, faire arrêter et mettre provisoirement en prison ou isoler le délinquant, à la condition d'en rendre compte immédiatement à l'autorité supérieure.

Art. 21. — Les punitions disciplinaires de la prison de nuit et de la cellule prononcées contre des condamnés en cours de peine placés en concession, pour des fautes dont la gravité ne serait pas de nature à entraîner le retrait de la concession, peuvent, par une disposition spéciale de la décision disciplinaire, être converties en journées gratuites de travail pour l'exécution de travaux d'intérêt général ou d'utilité publique sur les centres de colonisation.

Le nombre des journées gratuites de travail ainsi imposées aux transportés concessionnaires est déterminé par la décision disciplinaire et ne peut excéder quinze pour une peine de prison de nuit et trente pour une peine de cellule.

Des arrêtés des Gouverneurs, pris en conseil privé et soumis à l'approbation du Ministre chargé des colonies, déterminent dans quelles conditions a lieu la conversion des punitions.

TITRE III. — *De la Commission disciplinaire et du prononcé des punitions.*

Art. 22. — Dans chaque pénitencier, il est créé une commission disciplinaire devant laquelle sont traduits les condamnés tombant sous l'application de l'article 14, à l'exception de ceux qui peuvent être punis par les surveillants dans les termes de l'article 20.

Art. 23. — La commission est présidée par le fonctionnaire chargé du commandement de l'établissement, assisté de deux fonctionnaires employés ou agents de l'administration pénitentiaire, désignés par le Directeur.

Art. 24. — Le Directeur ou le sous-directeur en tournée peut présider la commission. Dans ce cas, le fonctionnaire le moins élevé en grade se retire.

L'inspecteur de la transportation en mission ou de passage dans un pénitencier assiste de droit aux séances, mais sans voix délibérative.

Art. 25. — Un surveillant militaire désigné par le chef de l'établissement remplit les fonctions de greffier de la commission. Il inscrit sur un registre spécial toutes les punitions prononcées.

Art. 26. — La police des séances de la commission appartient au président.

Art. 27. — Le président fait connaître à chaque condamné les motifs de sa comparution devant la commission. Il interroge le délinquant sur les faits qui lui sont reprochés et entend les personnes qui peuvent fournir des renseignements utiles.

La décision est prise à la majorité des voix, hors la présence de l'intéressé, et lui est notifiée par le greffier.

Toutes les punitions prononcées par la commission sont portées, par la voie de l'ordre, à la connaissance du pénitencier.

Art. 28. — Les condamnés ayant des réclamations à formuler sont admis, à des époques déterminées, à les présenter devant la commission, qui les examine et les transmet, avec son avis, au Directeur de l'administration pénitentiaire.

Les lettres adressées sous pli fermé par les transportés, soit au Directeur de l'administration pénitentiaire, soit au Gouverneur de la colonie, soit au Ministre chargé des colonies et au Ministre de la justice, et remises aux fonctionnaires et agents des services de la transportation, sont, par leurs soins, transmises sans retard à destination.

Art. 29. — Toutes les propositions du commandant de pénitencier pour le changement de classe des condamnés, le classement et le déclassement dans la catégorie des incorrigibles, etc., sont accompagnées de l'avis de la commission disciplinaire.

Art. 30. — Des relevés, certifiés conformes, de toutes les punitions prononcées par la commission disciplinaire dans le cours de chaque mois sont transmis au Directeur de l'administration pénitentiaire, par les soins des commandants des établissements.

Ces relevés indiquent les noms des condamnés qui sont en cellule ou au cachot depuis plus de deux mois.

Art. 31. — Lorsque les centres ou camps annexes dépendant d'un pénitencier en sont trop éloignés, le chef de centre ou de camp est investi, par décision spéciale du Directeur de l'administration pénitentiaire, du pouvoir de prononcer la punition de la prison de nuit. Les punitions de cellule et de cachot sont infligées par la commission disciplinaire de l'établissement.

Art. 32. — Dans les centres ou camps non rattachés à un pénitencier, la punition de la prison de nuit est prononcée par le chef de centre ou de camp.

Les autres punitions sont infligées par le Directeur de l'administration pénitentiaire, au vu des rapports qui lui sont adressés à cet effet.

Art. 33. — Les chefs de centres et de camps rendent compte, chaque mois, suivant le cas, au Directeur de l'administration pénitentiaire ou au commandant de pénitencier, des punitions infligées par eux. Ils tiennent un registre spécial sur lequel sont inscrites toutes les punitions qu'ils prononcent et où sont portées aussi les punitions infligées sur leur rapport, soit par le Directeur de l'administration pénitentiaire, soit par la commission disciplinaire de l'établissement.

Art. 34. — Les punitions infligées aux condamnés ne peuvent être remises par voie de mesure générale.

Toute punition peut être augmentée, réduite ou remise par le Directeur de l'administration pénitentiaire.

TITRE IV. — *Des quartiers et camps disciplinaires pour l'internement des incorrigibles.*

Art. 35. — Les condamnés de la 3^e classe reconnus incorrigibles sont entièrement séparés des autres transportés et soumis à un régime spécial.

Art. 36. — Les condamnés classés dans la catégorie des incorrigibles sont placés, soit dans des quartiers disciplinaires situés sur les pénitenciers spéciaux de répression, soit dans des camps disciplinaires établis à cet effet pour l'exécution de travaux publics au compte de l'État ou de la colonie.

Art. 37. — La désignation de pénitenciers spéciaux en vue de l'internement des incorrigibles et la création de quartiers et de camps disciplinaires sont faites par arrêtés du Gouverneur, pris sur la proposition du Directeur de l'administration pénitentiaire et soumis à l'approbation préalable du Ministre chargé des colonies.

Art. 38. — La désignation des condamnés qui doivent être placés dans les quartiers ou camps disciplinaires est faite par le Directeur de l'administration pénitentiaire, sur la proposition des commandants de pénitenciers, après avis de la commission disciplinaire, ou sur la proposition des chefs de centres et de camps non rattachés à un pénitencier.

La notice individuelle prévue à l'article 1^{er} est jointe aux propositions.

Art. 39. — La durée de séjour aux quartiers ou camps disciplinaires n'est pas limitée ; elle est entièrement subordonnée à la conduite et au travail des condamnés ainsi qu'à leurs fautes antérieures. Elle ne peut être inférieure à six mois.

Art. 40. — Tous les trois mois, des notes individuelles sont données, sur chacun des condamnés placés dans la catégorie des incorrigibles, par la commission disciplinaire de l'établissement ou, à défaut, par une commission spéciale désignée à cet effet par le Directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 41. — La commission disciplinaire ou la commission spéciale prévue à l'article précédent formule des propositions en faveur des condamnés qui n'ont encouru aucune punition depuis trois mois au moins et qui lui paraissent avoir mérité leur renvoi du quartier ou camp disciplinaire. Ce renvoi est prononcé par le Directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 42. — La ration des hommes placés dans la catégorie des incorrigibles est celle des condamnés de 3^e classe.

Ils ne peuvent recevoir aucun bon supplémentaire.

Art. 43. — Les condamnés des quartiers et camps disciplinaires sont, comme les autres condamnés de la 3^e classe, employés aux travaux les plus particulièrement pénibles. Ils sont placés sur des chantiers spéciaux, où ils ne doivent avoir aucun contact avec les autres transportés.

Ils sont astreints à toutes les obligations imposées aux condamnés de la 3^e classe par l'article 6 du présent décret, et, lorsqu'ils ne sont pas isolés la nuit, ils couchent sur un lit de camp avec la double boucle.

Art. 44. — Les punitions qui peuvent être infligées aux condamnés dans les quartiers et camps disciplinaires, suivant la gravité des cas, sont les suivantes :

- 1^o La salle de discipline ;
- 2^o La cellule ;
- 3^o Le cachot.

Art. 45. — Les condamnés punis de « salle de discipline » sont réunis sous la garde permanente d'un ou de plusieurs surveillants dans un local où ils sont tenus de marcher au pas et à la file depuis le lever jusqu'au coucher du soleil ; la marche est interrompue toutes les demi-heures par un repos d'un quart-d'heure, durant

lequel les condamnés sont assis sur des dés en pierre ou en bois, suffisamment espacés.

Les repas sont pris sur place pendant l'une des interruptions de marche. Le silence le plus absolu doit être observé.

La salle de discipline est prononcée pour un mois au plus.

Art. 46. — Les punitions de cellule et de cachot sont subies dans les conditions déterminées aux articles 16 et 17 du présent décret.

La cellule est infligée pour quatre mois au plus, le cachot, pour une durée maxima de deux mois ; à l'expiration du premier mois et au cas de plusieurs peines de cachot devant être subies consécutivement, les huit premiers jours à la suite de chaque mois en cachot obscur sont subis dans un local clair.

Art. 47. — Les punitions sont infligées aux incorrigibles dans la forme tracée pour les autres condamnés. Les surveillants peuvent prononcer la punition de la salle de discipline pour deux jours.

Dans les centres ou camps trop éloignés d'un pénitencier, les chefs de centres et de camps, investis de ce pouvoir par décision spéciale du Directeur de l'administration pénitentiaire, et, dans ceux non rattachés à un pénitencier, tous chefs de centres et de camps peuvent prononcer la punition de salle de discipline pour huit jours ou la cellule pour deux mois ; les autres punitions sont infligées par le Directeur de l'administration pénitentiaire.

TITRE V. — *Disposition transitoire et dispositions diverses.*

Art. 48. — La répartition des condamnés présents au moment de la promulgation du présent décret dans les colonies pénitentiaires entre les trois classes prévues à l'article 1^{er}, sera faite par le Gouverneur, sur la proposition du Directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 49. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures concernant le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies, et notamment le décret du 18 juin 1880.

Art. 50. — Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont char-

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Paris, le 4 septembre 1891.

CARNOT.

II

Emploi aux colonies de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés.

D É C R E T

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Article 1^{er}. — Les condamnés aux travaux forcés qui ne sont pas affectés à des travaux de colonisation ou à d'autres travaux d'utilité publique pour le compte de l'État peuvent être mis, pour les mêmes travaux, à la disposition des colonies ou des municipalités. Ils peuvent également être employés à des travaux de colonisation exécutés par des particuliers.

Art. 2. — Les condamnés qui, en exécution de l'article 11 de la loi de 1854, sont autorisés à travailler pour les habitants de la colonie ou les administrations locales, sont placés sous le régime de l'assignation.

CHAPITRE II. — *Emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies pénitentiaires au profit des services locaux ou des municipalités.*

Art. 3. — Des condamnés aux travaux forcés peuvent être mis, dans les colonies pénitentiaires, à la disposition, soit du service local, soit d'une municipalité, pour l'exécution de travaux de colonisation ou autres travaux d'utilité publique.

Un arrêté du Ministre chargé des colonies détermine les travaux d'utilité publique auxquels ces hommes seront employés. En cas d'urgence, le Gouverneur autorise provisoirement l'affectation des condamnés aux travaux nécessaires, sous réserve d'en rendre compte immédiatement au Ministre.

Art. 4. — Les condamnés placés dans ces conditions restent soumis au régime général de la transportation, notamment en ce qui concerne la nourriture, l'habillement et la discipline.

Art. 5. — La colonie ou la municipalité doit, chaque mois, rembourser à l'État le prix d'entretien des hommes mis à sa disposition.

Le prix de l'entretien est fixé chaque année, par le Ministre, d'après la moyenne des dépenses supportées de ce chef par l'État pendant les cinq dernières années.

Toutefois, le Ministre peut, en considération de la situation spéciale des colonies pénitenciaires et à raison de la nature des travaux qu'il s'agit d'exécuter, exonérer la colonie ou les municipalités de tout ou partie de ces dépenses.

CHAPITRE III. — *Emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies non pénitenciaires.*

Art. 6. — Les condamnés aux travaux forcés peuvent être constitués en sections mobiles et envoyés dans les colonies non pénitenciaires pour l'exécution de travaux d'utilité publique, soit au compte de l'État, soit au compte des budgets locaux. L'envoi des condamnés a lieu cependant sur la demande des administrations coloniales.

Ils sont soumis aux règles édictées par l'article 4. Leur garde est assurée par des surveillants militaires placés sous le commandement d'un surveillant principal ou d'un surveillant chef, chef de camp.

Des décrets, rendus sur le rapport du Ministre chargé des colonies, déterminent les colonies où sont envoyées les sections mobiles, ainsi que les travaux à exécuter.

Art. 7. — Si ces travaux sont exécutés aux frais du budget local, toutes les dépenses sont supportées par ce budget ; toutefois, l'État peut prendre à sa charge tout ou partie des dépenses résultant des transports des condamnés à l'aller et au retour.

Art. 8. — Après l'achèvement des travaux à l'exécution desquels elles auront été affectées, les sections de transportés seront dirigées sur une colonie pénitenciaire ou sur une autre colonie où il y aurait des travaux à entreprendre.

CHAPITRE IV. — *Emploi de la main-d'œuvre pénale par les particuliers.*

Art. 9. — La main-d'œuvre pénale ne peut être mise à la disposition des particuliers que pour l'exécution des travaux suivants :

Travaux d'utilité publique exécutés pour le compte de l'État, des colonies ou des communes ;

Travaux de mines;
Travaux de défrichement et de dessèchement;
Travaux d'agriculture et industries diverses intéressant la colonisation.

Il ne sera employé, pour ces derniers travaux, que des condamnés parvenus à la première classe.

Art. 10. — Les arrêtés de concession de main-d'œuvre déterminent le travail auquel les condamnés doivent être affectés et le lieu dans lequel ils doivent être employés.

Toute rétrocession de main-d'œuvre est expressément interdite et entraîne l'annulation de l'arrêté de concession et la saisie du cautionnement.

Art. 11. — Les contingents de condamnés mis à la disposition des particuliers sont fixés à cent hommes au moins et à deux cents hommes au plus.

Art. 12. — Les arrêtés concédant la main-d'œuvre pénale fixent la durée de cette concession sans toutefois qu'elle puisse dépasser:

1° Pour les travaux d'utilité publique, la durée du marché et trois ans au maximum;

2° Pour tous les autres travaux, un an.

Les arrêtés de concession peuvent être renouvelés d'année en année.

Art. 13. — L'administration désigne les condamnés et pourvoit à leur remplacement individuel.

Le remplacement peut avoir lieu, soit sur la demande du concessionnaire, soit d'office dans le cas de force majeure ou par application de mesures disciplinaires. Les désignations faites d'office par l'administration ne peuvent donner lieu à aucune réclamation de la part du concessionnaire.

Art. 14. — Les concessionnaires doivent employer, tous les jours, sauf les dimanches et jours de fêtes légales, les condamnés mis à leur disposition. Dans le cas où, avant l'expiration de la concession, ils désirent renoncer à la main-d'œuvre pénale ou réduire le nombre des condamnés mis à leur disposition, ils doivent en adresser la demande deux mois à l'avance à l'administration. Pendant cette période de deux mois, ils demeurent responsables du prix des journées de travail, même s'ils renoncent à employer des condamnés.

Art. 15. — Les condamnés sont logés dans un camp établi aux frais du concessionnaire.

Il en est de même du personnel de surveillance.

L'emplacement de ce camp et les conditions dans lesquelles les cases doivent être construites, aménagées et entourées sont fixés, dans chaque cas, par arrêté du Gouverneur, en conseil privé.

Art. 16. — Le concessionnaire doit établir à ses frais, sur le camp affecté aux condamnés, une infirmerie où seront soignés les hommes atteints d'indispositions légères ou de maladies peu graves. Il doit y avoir dans cette infirmerie un nombre de lits complets égal au moins à 5 p. 100 de l'effectif employé.

A la Guyane, la proportion est fixée à 10 p. 100 de cet effectif.

Art. 17. — Le concessionnaire doit établir à ses frais, sur le camp des condamnés, des locaux disciplinaires, conformément au type adopté par l'administration pénitentiaire pour ses camps mobiles.

Art. 18. — Les condamnés sont assujettis au même nombre d'heures de travail que sur les chantiers de travaux publics de l'État.

Tout travail de nuit est expressément interdit.

[Les art. 19 et 20 règlent les modes de fixation du prix de la journée et de paiement à l'État. . .]

...Les hommes affectés au service intérieur des camps sont compris dans l'effectif des hommes fournis au concessionnaire, mais sans que leur nombre puisse dépasser 5 p. 100 de l'effectif.

Art. 21. — L'administration pourvoit à la surveillance, à la nourriture, à l'habillement, au couchage et à l'hospitalisation de tous les hommes mis à la disposition du concessionnaire, sauf en ce qui concerne les réserves stipulées à l'article 15.

Art. 22. — Le concessionnaire assure, à ses frais, le transport des vivres et du matériel de la côte au camp des condamnés.

Art. 23. — Le remplacement des condamnés punis, malades, ou manquants pour quelque cause que ce soit, a lieu tous les deux mois.

Art. 24. — Les condamnés mis à la disposition du concessionnaire demeurent soumis à tous les règlements en vigueur.

Le personnel de la surveillance doit non seulement s'assurer que la discipline est observée, mais encore que les condamnés travaillent effectivement.

Le concessionnaire doit se soumettre à toutes les vérifications ou inspections que l'administration juge convenable de faire faire en ce qui concerne le régime et la discipline des condamnés mis à sa disposition.

Art. 25. — Le concessionnaire verse, à titre de garantie, dans les conditions du décret du 18 novembre 1882, sur les adjudications et marchés passés au nom de l'État, un cautionnement représentant cent francs par homme mis à sa disposition.

Ce cautionnement lui est remboursé, à l'expiration de sa concession, sur le vu d'un certificat délivré par le Directeur de l'administration pénitentiaire et constatant l'entier accomplissement des clauses de l'arrêté de concession.

Art. 26. — Le concessionnaire doit faire élection de domicile au chef-lieu de la colonie.

Art. 27. — En cas de non-exécution des prescriptions des articles 15, 16, 17 et 22, il y est pourvu, après mise en demeure, aux frais, risques et périls du concessionnaire.

Art. 28. — Dans le cas de fautes graves commises par le concessionnaire, en cette qualité, les hommes mis à sa disposition peuvent lui être retirés par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, le concessionnaire entendu.

Cet arrêté est soumis à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE V. — *Assignment individuelle.*

Art. 29. — Les individus condamnés aux travaux forcés qui ont, pendant trois ans, subi leur peine dans la colonie et qui sont parvenus à la première classe peuvent être autorisés à travailler chez les habitants, aux conditions déterminées dans les articles suivants.

Le délai de séjour dans la colonie est porté à cinq ans pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité et réduit à deux ans et demi pour les individus condamnés à cinq ans.

Art. 30. — L'habitant qui désire se faire assigner des condamnés adresse sa demande au Directeur de l'administration pénitentiaire. Il indique le nombre de condamnés dont il a besoin, la localité où il les placera, l'emploi spécial auquel il les destine.

Il ne peut être accordé plus de quinze condamnés à un habitant.

Art. 31. — Le Gouverneur, sur le rapport du Directeur de l'administration pénitentiaire et après avis du Directeur de l'intérieur,

sur les garanties que présente le colon, décide si la demande peut être accueillie.

L'habitant qui n'a point exécuté, par sa faute, des contrats antérieurs déjà intervenus avec l'administration, ne peut, pendant une période de trois ans, obtenir le bénéfice d'une nouvelle assignation.

Art. 32. — Le Directeur de l'administration pénitentiaire passe, au nom de l'assigné, le contrat avec le colon.

Art. 33. — L'assignation est consentie pour une durée qui ne peut excéder un an. Elle peut être renouvelée pour une même limite de temps.

L'assignation et le renouvellement sont constatés par écrit.

Art. 34. — A toute époque, la réintégration de l'assignation est effectuée :

- 1° Sur la demande motivée du patron ;
- 2° Sur la demande motivée de l'assigné ;
- 3° D'office par l'administration.

L'administration reste toujours libre de réintégrer l'assigné par mesure d'ordre public ou par mesure générale, sans qu'il en résulte aucun droit en faveur du patron, soit vis-à-vis de l'administration, soit vis-à-vis de l'assigné.

Les réintégrations sont prononcées, le patron entendu ou dûment appelé, par le Gouverneur, sur la proposition du Directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 35. — Le changement de résidence ou d'emploi d'un condamné, opéré sans l'autorisation écrite et préalable de l'administration, entraîne la résiliation du contrat et le retrait de l'assigné.

Art. 36. — Tout prêt, toute vente à crédit sont interdits entre le patron et l'assigné, sous peine de retrait de l'assigné.

Art. 37. — Le patron doit à l'assigné :

- 1° Un logement salubre et des effets de couchage ;
- 2° Une nourriture au moins égale à la ration réglementaire ;
- 3° Une somme mensuelle fixée d'après un tarif arrêté par le Gouverneur et soumis à l'approbation du Ministre. Cette somme est affectée pour 2/5 au budget sur ressources spéciales et 2/5 au pécule réservé de l'assigné ; le reste est directement versé par

l'employeur à l'assigné; mention en est faite sur un livret remis à ce dernier par l'administration;

4° Les soins médicaux et, s'il y a lieu, les frais d'hospitalisation calculés à deux francs par jour et pour une période qui ne pourra excéder trente jours par an.

Un cautionnement de 50 francs par chaque assigné est versé par le patron au moment de la signature du contrat.

Art. 38. — Le patron doit veiller sur la conduite de l'assigné. Chaque mois il adresse à l'administration pénitentiaire un avis constatant la présence de l'assigné et les fautes commises. Il doit prévenir sans retard l'administration du décès, de l'évasion ou de toute autre circonstance grave intéressant la position de l'assigné.

Art. 39. — L'assigné doit porter les effets d'habillement qui lui sont fournis par l'administration.

Art. 40. — Le logement particulier de l'assigné est soumis, en tout temps, aux visites et aux recherches des agents de l'administration pénitentiaire dûment autorisés, des gendarmes et de la police. . . .

Fait à Fontainebleau, le 15 septembre 1891.

CARNOT.

III

Les discours de rentrée des cours d'appel.

A la Cour d'Angers, un remarquable discours, déjà publié par la *Gazette des Tribunaux* du 26 octobre, a été prononcé par M. G. Le Poittevin, substitut du procureur général sur « la réforme du casier judiciaire ».

A la Cour de Poitiers, M. Volf, substitut du procureur général, a traité « Du juge criminel ». D'après l'honorable magistrat, la médecine légale est appelée à prendre une importance de plus en plus considérable dans l'appréciation des responsabilités, et il est à désirer que les juges criminels acquièrent des connaissances spéciales leur permettant d'être eux-mêmes un peu des experts.

Il s'est élevé contre l'institution du jury.

A la Cour de Bourges, le discours a été prononcé par M. Robert, substitut du procureur général, qui avait pris pour sujet : « la

loi Bérenger sur l'atténuation et l'aggravation des peines et le sursis ».

A la Cour de Montpellier, M. le substitut Rey a parlé de « la question du casier judiciaire » dans un sens favorable au projet de réforme développé par M. Lévêillé (*supr.* p. 1047).

A la Cour de Lyon, M. Vialla avait pris pour sujet de son discours de rentrée : « le projet de loi relatif aux enfants assistés ».

A la Cour de Rouen, le discours prononcé par M. l'avocat général Réguis avait pour titre : « Le casier judiciaire ».

A la Cour d'Amiens, le discours d'usage a été prononcé par M. Desrosiers, avocat général, qui a pris pour thème : « l'enfant protégé dans sa vie et sa moralité ».

Il ne traite, d'ailleurs, cette question qu'au point de vue des enfants du premier âge, c'est-à-dire non coupables : travail dans les établissements industriels, professions ambulantes, moralement abandonnés.

L'honorable avocat général se déclare opposé au rétablissement des tours, « ce système étant trop meurtrier ». Il demande la création, dans chaque arrondissement, d'un asile destiné à recevoir les enfants abandonnés.

L'enfant recueilli serait placé en nourrice chez des gens qui, souvent, deviendraient pour lui de véritables parents adoptifs.

Arrivant à parler de l'infanticide, M. Desrosiers est d'avis qu'on sauvegarderait plus efficacement les intérêts de la société, tout en tenant compte des droits de l'humanité, si l'on appliquait à l'infanticide les règles du droit commun qui régissent l'homicide volontaire, si l'on réprimait ce crime, tantôt comme assassinat, tantôt comme meurtre, suivant qu'il aurait été perpétré avec ou sans préméditation. Ce serait un retour à la loi de 1791, qui ne considérait pas l'infanticide comme un crime d'une nature spéciale (Conf. *Bulletin*, 1889, p. 149 : C. P. italien).

Les cours d'assises auraient la faculté de ne prononcer, le cas échéant, que la peine de la réclusion, et l'on réagirait ainsi contre la très regrettable tendance du jury à renvoyer des coupables complètement impunis pour éviter de leur voir appliquer une peine trop forte ; ce serait le plus sûr moyen, pense-t-il, de diminuer le nombre des infanticides.

A la Cour de Douai, M. Schuler a parlé des « principales modifications apportées au Code pénal depuis 1810 en ce qui concerne

le pouvoir du juge ». L'orateur s'est très longuement étendu sur la loi Béranger.

IV

Enfants assistés et Dépôts de mendicité.

M. J. de Crisenoy continue (*Bulletin*, 1889, p. 359) la publication de ses intéressants extraits des Annales des assemblées départementales sur les questions d'assistance. Le tome V relatif à l'année 1890 vient de paraître.

ENFANTS ASSISTÉS, MALTRAITÉS, MORALEMENT ABANDONNÉS

Pour la Seine, le volume donne d'intéressants détails sur l'organisation de Ben-Chicao, sur les constructions, les plantations de vignes et les produits (*supr.* p. 1029) ; de même sur l'hospice Denfert, sur les écoles de Moulins et d'Yzeure (*supr.*, p. 472), enfin sur les 309 (sur 817) admissions au service des enfants assistés prononcées en 1889 par l'intermédiaire du parquet et de la préfecture de police, et sur l'action commune des magistrats et de l'Assistance publique pour éviter dans certains cas l'application des articles 67 et 66 (*V. supr.* : Enfants maltraités).

Dans le Rhône, les enfants assistés indisciplinés devront être internés dans des établissements spéciaux et soumis à un régime sévère propre à les corriger (Conseil général, 15 septembre 1890 : Conf. *supr.*, p. 331).

Dans la Haute-Vienne, le Conseil recherche si une des colonies agricoles fondées en Algérie ne pourrait être utilisée pour les pupilles.

Dans la Seine-Inférieure, comme partout, les moralement abandonnés comptent une forte proportion d'indisciplinés. La colonie de Melleville, ne pouvant recevoir que 30 enfants, est complètement insuffisante, ce qui oblige à conserver dans les hospices ces éléments de perversion (août 1890).

DÉPÔTS DE MENDICITÉ

Montreuil-sous-Laon. — Au 1^{er} janvier 1890, 662 hospitalisés, dont 469 au compte du département : chiffre moyen 645 (*Bulletin*, 1889, p. 362 et 496), dépenses totales 318.000 francs, prix de journée 0 fr. 82.

Le domaine agricole a occupé 322 pensionnaires, dont 124 femmes, et donné un produit de 50.000 francs pour 35.000 dépensés en frais d'exploitation.

Pour compléter l'hospice actuel, le Conseil général s'occupe de créer un pensionnat pour d'anciens employés, petits rentiers, etc., qui trouveraient là, à bon compte, l'aisance : ce serait un béguinage rustique.

Cher. — L'asile d'incurables de Saint-Fulgent va recevoir le 1^{er} janvier 1892 tous les reclus du Petit-Vernet (*Bulletin*, 1889, p. 496). Ils y seront placés dans deux quartiers spéciaux situés aux deux extrémités de l'établissement et ayant des entrées distinctes de celles des quartiers des malades.

L'appropriation coûtera 5.000 francs et le personnel dirigeant ne sera pas augmenté, sauf qu'on créera une deuxième section avec sa comptabilité distincte. Le prix de journée, au Petit-Vernet, était de 0 fr. 54 et sera prévu au même taux que celui des incurables (0 fr. 90) mais en y comprenant le salaire des gardiens.

Le crédit des incurables est augmenté de manière à avoir 68 lits au lieu de 58.

Côte-d'Or. — Le Conseil général, conformément au projet de loi sur les aliénés, projette la création d'un asile d'incurables à côté de l'asile d'aliénés.

Toulouse (*Bulletin*, 1889, p. 360 et 496). — L'hospice de la Grave contient un quartier qui recueillait 211 mendiants en 1889. Sous prétexte que 26 seulement appartenaient au département, le Conseil général l'a supprimé et s'est contenté d'allouer un nouveau crédit de 3.000 francs à l'asile de nuit et de 1.000 francs au service des pensions agricoles. — Répondant à l'objection qu'une telle suppression entraînerait l'autorisation de la mendicité dans tout le département, le préfet a cru pouvoir répondre que l'augmentation du nombre des mendiants serait inappréciable, tant il y en a déjà ! et que d'ailleurs l'institution des dépôts avait fait son temps, attendu qu'ils sont alimentés principalement par des délinquants qui relèvent de la juridiction correctionnelle, ou par des infirmes qui relèvent des services hospitaliers.

Bordeaux (*Bulletin*, 1889, p. 365, 366, 496). — Le 1^{er} septembre 1890, le Conseil général vote la séparation plus complète entre les condamnés et les hospitalisés, attendu qu'au nombre de ces derniers se trouvent beaucoup d'honnêtes gens déchus ou de vieillards et

incurables attendant une place à l'hospice Pellegrin : ces deux catégories, en 1889, étaient respectivement de 234 et 249. Une commission pour réaliser cette amélioration sera convoquée.

Le Conseil accorde au dépôt une subvention annuelle de 10.000 francs et la jouissance d'un immeuble de 400.000 francs.

Le Perron (Isère). — L'asile-dépôt est dans une voie excellente (*Bulletin*, 1889, p. 363). Mais la présence de 62 vieillards infirmes ou gâteux rend urgente la construction d'un quartier d'incurables pour les séparer des autres. La démolition de vieux bâtiments et le travail des reclus fourniront les matériaux et la main-d'œuvre.

Le nombre des vagabonds internés au Perron augmente chaque année dans des proportions inquiétantes (93, dont 10 seulement de l'Isère). Le confort dont ils y jouissent les attire, et, aussitôt relâchés, les y ramène, au grand préjudice des finances départementales. La commission du Conseil général voudrait enrayer ce mouvement de vagabonds qui désolent les campagnes, en appliquant plus largement l'internement, mais en le rendant plus dur, et, d'autre part, en imposant aux départements d'origine une part de la dépense (23 août 1890).

Châlons (Marne). — Dans le beau dépôt de Châlons (*Bulletin*, 1890, p. 942), au contraire, le nombre des internés récidivistes étrangers diminue sensiblement depuis son ouverture (octobre 1885). Depuis cette date, 529 mendiants, dont 422 étrangers, ont été admis (411 d'office, et 118, dont 96 de la Marne, sur leur demande).

Mais, observe le directeur, il faut que l'internement soit sévère et prolongé ; nous exigeons le gain d'un pécule suffisant, et la moyenne de la rétention administrative prescrite par l'article 274 du Code pénal est de deux mois. Les résultats au point de vue de la diminution de la mendicité sont excellents.

Meurthe-et-Moselle. — Les propositions faites le 22 août 1890 par le préfet pour l'appropriation du château de Faulx sont ajournées à avril pour insuffisance de prévisions et indication des moyens d'imposer aux communes intéressées le paiement des frais de séjour de leurs mendiants. Les dépenses d'appropriation et de mobilier étaient prévues pour 65.000 francs pour 60 reclus, plus 18.000 francs de dépense annuelle, dont 1 franc par journée. On n'estimait d'ailleurs le produit que 5.500 francs, déduction faite de la moitié attribuée à titre de pécule, les industries devant

être peu importantes et peu lucratives en raison de l'âge et des infirmités des ouvriers.

Quant à la contribution des communes, le préfet imposait 70 p. 100 de la dépense annuelle à la ville de Nancy, cette ville fournissant cette proportion de mendiants condamnés, sauf, si les communes d'origine refusent leur contribution, à rapatrier chez elles leurs mendiants....

Meuse. — Le département ayant affecté au service de la Meuse le dépôt de Montreuil (Aisne), le préfet a interdit la mendicité, ce qui a permis aux tribunaux de condamner les mendiants. En fait, tous ces condamnés ont dû être mis en liberté à l'expiration de leur peine, par suite du refus des communes d'acquitter leur quote-part de frais d'entretien. 4 mendiants non condamnés, seulement, ont été internés à l'asile-dépôt. Pour les mendiants étrangers, les plus dangereux, l'autorité reste complètement désarmée. En résumé, le décret de 1808 est absolument méconnu dans son esprit (20 août 1890).

Orne. — Le Conseil, le 21 août 1890, vote son crédit annuel de 7.500 francs pour entretien de reclus au dépôt du Mans.

Dans toutes les communes, l'Administration procède au renouvellement des souscriptions quinquennales qui ont produit près de 100.000 francs; 200 communes seulement ont refusé. Grâce à cet effort, la répression du vagabondage se poursuit vigoureusement : on a arrêté en 1890 un tiers de vagabonds et de mendiants errants de plus qu'en 1889.

Seine-Inférieure. — Le Conseil général demande à l'Administration d'étudier un modèle de refuge pour les mendiants nomades qui grèvent et terrorisent les petites communes chaque soir. Un crédit spécial sera inscrit au budget de 1891 pour aider les communes. On recommande le système des *granges municipales* usitées en Annam et dans quelques communes de France et préconisées par la *Revue des établissements de bienfaisance* de février 1891.

Vosges. — Le Conseil préconise la création de *fermes-refuges* dont plusieurs expériences heureuses ont été faites dans le département, et qu'il préfère aux hospices cantonaux proposés par le projet de loi sur l'assistance publique dans les campagnes. Les assistés y fourniraient la somme de travail utile dont ils sont encore capables et y formeraient une sorte de bureau de placement pour les agriculteurs (21 août 1890).

Alger. — Voté en 1874, le dépôt de Beni-Messous (*Bulletin*, 1888, p. 672) a reçu, en 1889, 571 pensionnaires, dont 475 volontaires, ouvriers sans travail, appliqués à la culture de 80 hectares, plus 25 incurables, 65 vieillards pour le compte de l'État et des communes, 30 enfants assistés, et 27 aliénés au compte du département. C'est tout à la fois une colonie agricole et un refuge. La plus notable partie des frais a été acquittée par des souscriptions individuelles, l'allocation du département n'étant que de 12.000 francs, et le produit de 36.000 francs.

A. R.

V

Les établissements pénitentiaires et le patronage en Corse.

La Corse, pays essentiellement agricole, contient deux sortes d'établissements: 1° des prisons départementales dans chacun de ses cinq arrondissements; 2° des pénitenciers agricoles (maisons centrales de correction) affectés à l'exécution des longues peines prononcées principalement contre les Arabes.

Les institutions de patronage n'existent pas; j'ajoute que, sur une terre où la famille reste unie par une solidarité qui rappelle celle des familles slaves, elles n'ont pas de raison d'être.

PRISONS DÉPARTEMENTALES

Le *Bulletin* les a déjà décrites (1878, p. 518). Il a décrit les horreurs de la prison de Corte, cet outrage à la civilisation. Il a montré l'insuffisance du nombre des cellules (12) à Sartène, où il y a peu de prévenus, il est vrai, mais où les condamnés sont si nombreux que le parquet est obligé de s'entendre avec le gardien-chef avant de les inviter à se constituer. L'impossibilité de l'agrandir et sa situation en contre-bas de terrains privés et même d'une route d'où il serait facile de tirer sur les détenus ou les surveillants, rendent nécessaires sa complète reconstruction.

De même à Bastia, une population moyenne de 100 hommes et 10 femmes ne peut tenir dans ce vieux bâtiment, mal distribué, sans préau pour les femmes, où tous les condamnés (primaires et récidivistes) sont livrés à l'oisiveté et à la promiscuité la plus lamentable. Il faudrait la reconstruire près du palais de justice: on

supprimerait ainsi ces longs transfèrements à pied qui, dans ce pays aux passions violentes, sont trop souvent l'occasion de manifestations scandaleuses; on a vu tour à tour des accusés hués ou acclamés par la population, suivant le courant du jour.

De même enfin à Ajaccio et à Calvi, où toute transformation est impossible.

Malheureusement le centime additionnel en Corse ne donne que 6.094 fr. 67. C'est dire à quelles difficultés financières se heurte cette réforme si urgente.

Il me reste à noter, en regard de ces constatations, la belle ordonnance de la nouvelle prison cellulaire qui, à la fin de cette année, va être livrée à l'Administration pénitentiaire à Corte.

Elle a la forme d'un **L**. A gauche, en entrant, l'administration, et, au-dessus, la chapelle-école (41 stalles); à droite, la prison des femmes (11 cellules). En face, une longue galerie à deux étages sur laquelle s'ouvrent 47 cellules.

Chaque cellule a un cube de 30 à 32 mètres, est chauffée par une bouche d'un calorifère à air chaud saturé à basse température; elle est ventilée au moyen de trappes de réglage situées au-dessus de la porte d'entrée, et de gaines en poterie de 16 centimètres de diamètre logées dans les murs et servant en même temps de tuyaux d'évent des vases de propreté. Toutes ces gaines aboutissent dans les combles de la détention et sont mises en communication avec l'air extérieur au moyen de trois grandes cheminées d'appel en tôle forte galvanisée fixées sur la toiture. Chaque cellule possède en outre un lavabo, une tinette mobile, un mobilier complet. La fenêtre s'ouvrira, sans doute, à la volonté du détenu, au moyen d'une tige métallique rattachée au loqueteau à ressort fixé au-dessus du châssis ouvrant. Mais avant d'arrêter ce système on examine, au Ministère, un nouveau système imaginé en octobre 1886 par l'architecte départemental.

A l'extrémité de la galerie centrale rayonnent 6 préaux cellulaires. Seuls, le gardien-chef et le portier ont leur logement dans la maison (Conf. *supr.*, p. 720).

Le prix de revient de la cellule ne semble pas devoir être supérieur à 3.475 francs, avec un dépassement de 11.500 francs sur le montant des devis approuvés; le terrain a été cédé gratuitement par la ville.

Malheureusement ce bel établissement est situé au sud-est, près de la gare, aux *Porette*, dans la partie de la ville la plus exposée aux courants d'air du Restonica et du Tavignano, alors qu'il eût

été si facile de l'élever, moins loin du tribunal, au nord, près de la gendarmerie.

Les fièvres minent tous les habitants de ce quartier presque désert et notamment les employés de la gare. Espérons que les détenus, protégés par leurs cellules, à l'abri des imprudences et des refroidissements, resteront à peu près indemnes. Mais en sera-t-il de même du personnel ?

La population est en moyenne de 22 ou 23 détenus, qu'on garde jusqu'à un an.

On voit donc que matériellement le régime cellulaire pourra régulièrement fonctionner. En sera-t-il de même au point de vue moral ? L'oisiveté est un mal redoutable, en Corse plus qu'ailleurs. Dans ce pays sans industrie il est extrêmement difficile de trouver du travail. Nous avons vu à Bastia 4 ou 5 détenus seulement employés à la vannerie et le gardien-chef m'affirmait l'impossibilité de trouver aux autres une occupation. Il faut que l'Administration avise. Ce qui est déplorable à Bastia serait intolérable dans une prison cellulaire : si Corte ne peut fournir de la matière première à ses détenus, qu'on en fasse venir du continent. L'Administration ne doit pas, sous prétexte d'économies, « se contenter de faire de l'incarcération, au lieu de faire du système pénitentiaire (1) ».

Il est également regrettable de voir l'inaction de la commission de surveillance, qui, là comme partout, devrait former le cadre des visiteurs dans les cellules. Et pourtant, en Corse plus encore qu'ailleurs, les visites sont nécessaires. Le tempérament méridional en général, celui du berger corse en particulier, souffre de la solitude et de la contrainte cellulaires. Quelques-uns même prétendent que le berger corse ne pourra jamais se résoudre à les subir et qu'il préférera même se jeter dans le maquis ou commettre un crime pour mériter Nouméa.

Ces appréhensions sont-elles fondées ?

La cellule sera dure pour les Corses comme pour les continentaux, peut-être un peu plus. Qu'importe ? S'ils s'y ennuiant trop, ils s'efforceront de n'y plus entrer.

J'ai déjà dit que le patronage, en Corse, n'était point une nécessité comme ailleurs. D'une part, les liens de famille sont toujours très étroits, d'autre part, le passage par la prison ne constitue

(1) Paroles de M. Mettetal, président de la grande commission pénitentiaire, en sa séance du 21 janvier 1873.

nullement une tare. C'est là surtout que *le crime fait la honte et non pas l'échafaud* (*Conf. sur la Finlande; supr. p. 1034*).

Une condamnation pour vol ou attentat aux mœurs seule peut faire obstacle à la rentrée du libéré dans son milieu social. Or, presque toutes les condamnations prononcées contre les indigènes le sont pour coups, meurtres, incendies, dégradations à la propriété rurale. Le berger retourne donc sans peine à son troupeau; quant au citadin, il trouve toujours facilement du travail. Seule, la peine de l'interdiction de séjour est terrible dans ses conséquences, parce qu'elle rend ce reclassement au milieu des siens impossible.

Quant à celles prononcées contre les milliers d'Italiens (Lucquois) qui envahissent chaque année l'île, la plupart *ammoniti* (*Bulletin*, 1888, p. 267) elles ne sauraient comporter d'autre conséquence que l'expulsion des coupables.

PÉNITENCIERS AGRICOLES

On sait que le pénitencier agricole de Casabianda, malgré la fertilité de son sol, malgré le 12 ou 15 millions enfouis dans ses constructions et ses installations, dut, après 25 ans d'existence, être abandonné en 1886, en raison des fièvres qui dévastent toute la côte orientale de l'île (*Bulletin*, 1886, p. 709; 1887, p. 19).

Depuis cette suppression, 2 pénitenciers seulement subsistent : Castelluccio, à l'ouest; Chiavari, au sud d'Ajaccio.

Castelluccio.

Cet établissement avec son annexe de Saint-Antoine (*Bulletin*, 1886, p. 710) (1), avait au 5 octobre dernier une population de 198 condamnés arabes dont 32 réclusionnaires. Elle décroît fortement depuis quelques années. Elle pourrait être de 650 dont 150 à Saint-Antoine.

Le Dr Tavera, inspecteur faisant fonctions de directeur, a sous ses ordres un greffier-comptable, un économiste, un régisseur, un commis aux écritures, un vétérinaire, un gardien-chef et

(1) La pépinière a été abandonnée par le service pénitentiaire en raison de son insalubrité et est remise par l'Etat à M. Galoni d'Istria qui reçoit en outre un prix annuel de 3.000 francs, moyennant quoi il doit fournir des arbustes au département.

29 surveillants dont 22 de garde. Un aumônier externe dit la messe le dimanche.

Le domaine couvre 335 hectares, dont 120 ou 130 en vignes ; le reste en orge, pâturages, jardinage, maquis, rochers, etc... De belles récoltes sont données par les orangers, les citroniers, les amandiers (1.400 kilos d'amandes). Il y a 5 chevaux, 8 mulets, 14 vaches. Le sol y est, comme à Chiavari, d'une déclivité qui ne permet presque partout que l'usage de la pioche.

La production vinicole est de 450 à 500 hectolitres. Ce rendement très inférieur peut être attribué à trois causes : 1° mauvaise qualité de la main-d'œuvre. L'Arabe est un détestable travailleur, inerte, maladroit, inintelligent, sans ressort. Le Kabyle est un peu moins mauvais, mais, quoique formant plus de la moitié de la population, ne produit presque rien. Il faudrait que ces ouvriers fussent encadrés parmi des Européens. A la moindre réparation d'instruments ou de bâtiments on est obligé de louer des ouvriers libres qui coûtent fort cher (menuisiers, serruriers, tonneliers, forgerons, etc...) Si à cela on ajoute la difficulté de se faire comprendre, on concevra la difficulté, notamment pour la taille de la vigne, de bien diriger ce monde de fainéants mal intentionnés ; — 2° l'inexpérience du personnel dirigeant. L'administration pénitentiaire n'a pas d'école d'agriculture et elle rougirait de demander des conseils à sa collègue de l'Agriculture (*Bulletin*, 1880, p. 693) ; elle doit donc faire ses écoles elle-même et aux frais des contribuables ; — 3° absence d'engrais minéraux. Les crédits manquent ! Mais avec quelques cents francs on triplerait la production... — Notre mode de comptabilité générale est parfois très nuisible aux intérêts de l'État. On ne vend jamais un animal en bon état parce que la recette profiterait à un autre Ministère : on fait travailler des bœufs jusqu'à vingt-cinq ans au lieu de les engraisser ; de même, faute de crédits, on ne fait pas de croisements, on laisse la race s'abâtardir... De même faute de crédits pour construire un cellier, chaque année la fermentation de la récolte fait piquer le reste de l'ancienne (160 hectolitres restent de 1890).

Le prix de revient de la journée de détention a été en 1890 de 0 fr. 95 (et même de 0 fr. 58 d'après le rapport de M. Maurice Faure), chiffre qui me paraît un peu trop inférieur à celui déclaré en 1883 par M. Choppin (*Bulletin*, 1883, p. 559) ! Il s'obtient en divisant le montant de la dépense (différence entre le débit et le crédit) par le nombre de journées de détention.

La discipline est très satisfaisante. Il y a 16 cellules mais 4 ou

5 récalcitrants seulement. La salle de discipline ne contient jamais foule.

Les évasions sont très rares (2 par an environ).

Sur les cinq dortoirs 3 seulement sont occupés, les gardiens sont impuissants à y empêcher l'étalage des vices les plus monstrueux.

L'école, au temps où il y avait des Européens, était fréquentée surtout par eux. Depuis leur départ les fonctions d'instituteur sont remplies par le commis aux écritures qui reçoit à ce titre une allocation de 600 francs. Il s'applique surtout à faire aux Arabes des leçons de choses, c'est-à-dire à leur apprendre le plus possible de mots français. Il tient environ 240 séances par an.

Saint-Antoine, quoique moins sain, reçoit les 39 convalescents, On comprend sous ce mot les vieillards, les invalides impropres aux travaux agricoles : ils y cassent des pierres ; quelques-uns font quelques légers travaux de culture.

La situation de Castelluccio, dominant tout le fond du golfe d'Ajaccio, est admirable. Le climat y est délicieux : la brise de mer y souffle même la nuit, aussi les nuits y sont-elles toujours fraîches alors qu'à Ajaccio, où elle ne souffle que le jour, elles sont extrêmement pénibles.

L'état sanitaire est excellent. L'infirmerie n'a en moyenne que 3 ou 4 malades : la plupart syphilitiques et scorofuleux, quelques-uns phthisiques ; peu de fiévreux. A ce propos j'ai recueilli de M. le Dr Tavera, dont les études sur ce sujet sont justement célèbres, des renseignements précieux sur la prétendue immunité des Arabes à l'égard des fièvres paludéennes. Le savant docteur les a étudiés à Casabianda et à Castelluccio et il demeure convaincu que les Arabes, par l'effet de l'accoutumance, seraient moins exposés à l'endémie palustre, s'ils n'étaient tributaires, en naissant, de cette triple association pathologique : syphilis, scorofules et tubercules, qui ouvre les portes de l'organisme à toutes les maladies et en décuple la gravité. Il est certain que les Arabes, indemnes de ces affections constitutionnelles, bien constitués, sains et robustes, opposent une plus grande résistance que les Européens aux microbes paludiques. Mais il y a loin de là à proclamer leur immunité.

D'une manière générale ces accidents, chez eux, sont moins francs, mais plus insidieux et plus graves parce qu'ils se greffent sur d'autres états pathologiques préexistants.

Ceux qui, parmi les Arabes, offrent la plus grande résistance

à l'action maremmatique, ce sont les nègres, qui, sans être réfractaires, sont bien moins accessibles à cette cause morbifique que leurs coréligionnaires.

La cause tiendrait à leur conformation organique, et plus spécialement au tissu pigmentaire qui donne à leur peau cette belle couleur d'ébène. Il serait à désirer, au point de vue humanitaire, qu'on pût les affecter exclusivement au dessèchement des marais.

Chiavari.

Chiavari, avec ses deux fermes annexes (1) de Laticapso (200 détenus) et Graticella (38 impotents, aveugles, manchots, etc...), avait au 6 octobre dernier une population de 653 Arabes et 12 continentaux, tous réclusionnaires, sauf une quinzaine. Les effectifs, qui ont atteint jusqu'à 1.100, tendent fortement à diminuer. On regrette surtout la disparition de la main-d'œuvre européenne, ce qui oblige à louer des ouvriers libres (maréchaux-ferrants, tonneliers, etc...) à gros prix.

Le personnel supérieur comprend : un directeur, un inspecteur, un régisseur de culture, un conducteur de culture, un économiste, deux commis aux écritures, un maître de chais, un greffier-comptable, un médecin, un instituteur. Un aumônier externe dit la messe le dimanche.

Le service de surveillance comprend un gardien-chef, trois premiers gardiens et cinquante-sept gardiens.

Le domaine est de 2.300 hectares dont 200 en vignes, produisant 2.000 hectolitres, 100 en prairies naturelles et luzerne, 60 en céréales (orge, avoine, seigle), 1.000 ou 1.200 en bois et maquis.

La taille de la vigne est dirigée par trois conducteurs très habiles à la tête de deux brigades recrutées parmi les 80 détenus les plus intelligents. On installe en ce moment un alambic de 50 hectolitres à bascule pour l'eau-de-vie de marc.

Un barrage construit au-dessus des bâtiments pour l'irrigation des terres en été retient 3.000 mètres cubes.

Beau jardin, dont les fleurs sont vendues en bouquets à Ajaccio : pépinière.

Magnanerie près et au-dessus des écuries.

Les écuries contiennent 26 chevaux et 25 chevaux ou pouli-

(1) Les deux annexes de Coti et de Rupioni ne sont plus occupées.

ches de service, 6 mulets et 8 mules de service, 18 vaches, 700 moutons, 150 cochons, 10 bœufs de travail et 100 volailles.

Ici comme à Castelluccio les Arabes se montrent indolents et inférieurs aux Kabyles et aux Tunisiens.

9 sont employés comme cordonniers, 29 comme tailleurs avec deux contremaîtres arabes, 7 à la boulangerie, 6 à la cuisine et au réfectoire, 13 à la buanderie.

Le prix de revient est de 0 fr. 9691 (0 fr. 64 d'après le rapport de M. Maurice Faure) ce qui mettrait la journée un peu au-dessus de celle de Castelluccio ; mais, on prétend que Castelluccio majora chaque année la valeur du sol, ce qui diminue proportionnellement le montant apparent de la dépense..... (1).

Extrême docilité des détenus : sur 24 cellules, 10 sont inoccupées, la salle de discipline n'a que 8 punis. 8 évasions par an, presque toujours au début de la détention.

Il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer les tentations des évasions en Corse. Le maquis n'est habitable quisi l'on a la complicité de parents et d'amis. L'Arabe pas plus que l'évadé continental n'est sympathique aux indigènes et ne peut arriver à vivre, une fois en liberté.

L'état sanitaire est assez satisfaisant, maintenant que tous les grands défrichements sont terminés : 17 ou 18 malades en moyenne en tout. Chose digne de remarque : Laticapso, quoique plus élevé que Chiavari, est plus malsain.

Le pénitencier est élevé au milieu des eucalyptus sur un promontoire au centre d'un majestueux cirque de montagnes, de forêts, de crêtes aiguës. En avant s'étend ce merveilleux fiord d'azur au bord duquel est assise la blanche ville d'Ajaccio, au pied de ses montagnes dentelées. Je connais peu de situation plus admirable.

En résumé, les deux pénitenciers corses offrent beaucoup plutôt le spectacle d'une spéculation agricole que celui d'une application rationnelle d'un système répressif quelconque. La question de moralisation n'est pas même posée, toute la population appartient à une race étrangère, le travail y est aussi peu actif que possible, les dépenses sont excessives, l'alimentation y est supérieure et la discipline inférieure à celle des maisons centrales de France. Toutes ces conditions sont absolument anormales et il est difficile

(1) Au point de vue financier, lire le beau rapport de M. Béranger. *Journal officiel*, annexe de la séance du 18 mars 1873, p. 170.

de tirer de leur examen une conclusion autre que celle formulée par M. d'Haussonville à la séance du 18 juillet 1873, à propos de Casabianda : « Rentrons dans des conditions normales ou évacuons ».

A. RIVIÈRE.

VI

La statistique pénitentiaire du royaume de Prusse de 1886 à 1889.

La dernière analyse de la statistique pénitentiaire de la Prusse, publiée dans le *Bulletin*, comprenait les années 1884 à 1886 (1). Nous donnons aujourd'hui les résultats fournis par l'examen des trois statistiques de 1886 à 1889.

I. — *Exercice 1886-87.* — Le chiffre des détenus au 31 mars 1887 était inférieur de 2,31 p. 100 à celui existant au 31 mars 1886. (La diminution avait été de 2,18 p. 100 pendant la période précédente 1885-86.)

Le nombre des réclusionnaires s'est abaissé de 2,46 p. 100 (au lieu de 3,54 p. 100 en 1885-86).

Le nombre total des individus de toutes les catégories, qui ont passé par les établissements pénitentiaires du royaume de Prusse, a été supérieur de 1,22 p. 100 à celui constaté pour l'exercice 1885-86. (L'augmentation avait été de 3,04 p. 100 en 1885-86 sur la période précédente.)

Le régime de l'emprisonnement individuel a été appliqué à 13.632 individus (11.486 hommes et 2.146 femmes) soit 11,30 p. 100 du nombre total des détenus (au lieu de 12,10 p. 100 en 1885-86).

Le nombre des cellules disposées pour l'isolement de jour et de nuit était de 5.268 au lieu de 5.260 pendant la période précédente 1885-86. On comptait en outre 4.282 cellules de nuit au lieu de 4.244 en 1885-86.

On remarque, en ce qui concerne spécialement les réclusionnaires, libérés en 1886-87, que les cas d'emprisonnement individuel ayant duré jusqu'à trois mois représentent une proportion de 25 p. 100; ceux ayant duré de trois mois à un an, une proportion de 32 p. 100 et ceux ayant duré plus d'un an 43 p. 100.

La proportion des détenus punis a été de 0,39 p. 100.

La proportion de la moyenne des malades à la moyenne du

(1) *Bulletin*, 1888, p. 305 et suiv.

nombre total des détenus s'est élevée à 4,10 p. 100 et celle des morts comparée au chiffre total des détenus à 0,67 p. 100.

On a compté 25 suicides. Une femme seulement s'est suicidée.

La proportion des individus atteints d'aliénation mentale, eu égard au nombre total des détenus, a été de 0,09 p. 100.

II. — *Exercice 1887-88.* — Le chiffre des détenus au 31 mars 1888 était inférieur de 1,78 p. 100 à celui existant au 31 mars 1887.

Le nombre des réclusionnaires s'est abaissé de 1,04 p. 100.

Le nombre total des individus de toutes les catégories, qui ont passé par les établissements pénitentiaires du royaume de Prusse, a diminué de 5,02 p. 100 sur la période précédente.

Le régime de l'emprisonnement individuel a été appliqué à 14.436 individus (11.930 hommes et 2.506 femmes), soit 12,60 p. 100 du nombre total des détenus.

Il y avait 5.284 cellules disposées pour l'isolement de jour et de nuit. On comptait en outre 4.284 cellules de nuit.

Pour les réclusionnaires libérés en 1887-88, les cas d'emprisonnement individuel ayant duré jusqu'à trois mois représentent une proportion de 24 p. 100; ceux ayant duré de trois mois à un an, une proportion de 32 p. 100, et ceux ayant duré plus d'un an, 44 p. 100.

La proportion des détenus punis a été de 0,41 p. 100.

La proportion de la moyenne des morts comparée au nombre total des détenus a été de 0,57 p. 100.

On a compté 12 suicides d'hommes et aucun parmi les femmes.

La proportion des individus atteints d'aliénation mentale, eu égard au nombre total des détenus, est de 0,10 p. 100.

III. — *Exercice 1888-89.* — Le chiffre des détenus au 31 mars 1889 était supérieur de 0,06 p. 100 à celui existant au 31 mars 1888.

Le nombre des réclusionnaires s'est abaissé de 2,82 p. 100.

Le nombre total des individus de toutes les catégories, qui ont passé par les établissements pénitentiaires du royaume de Prusse, s'est élevé de 3,75 p. 100 sur la période précédente.

Le régime de l'emprisonnement individuel a été appliqué à 14.168 individus (12.062 hommes et 2.106 femmes), soit 11,90 p. 100 du nombre total des détenus.

Il y a eu 5.692 cellules disposées pour l'isolement de jour et de nuit. On a compté en outre 4.231 cellules de nuit.

Pour les réclusionnaires libérés en 1888-89, les cas d'emprisonnement individuel ayant duré jusqu'à trois mois représentent une

moyenne de 23 p. 100 ; ceux ayant duré de trois mois à un an, une proportion de 36 p. 100 et ceux ayant duré plus d'un an, 41 p. 100.

La proportion des détenus punis a été de 0,40 p. 100.

La proportion de la moyenne des morts, comparée au nombre total des détenus, a été de 0,38 p. 100.

On a compté 20 suicides parmi les hommes et un seul parmi les femmes.

La proportion des individus atteints d'aliénation mentale, en égard au nombre total des détenus, a été de 0,09 p. 100.

TURCAS,

juge au tribunal de la Seine.

VII

Statistiques anglaises.

(Prisons et workhouses.)

Si nous rapprochons les chiffres statistiques donnés le 15 juin par la *Revue des deux-mondes*, page 885, de ceux publiés par notre *Bulletin*, pages 612 et suivantes, nous trouvons que le nombre des condamnés internés dans toutes les prisons locales (1) du Royaume-Uni a été en 1890 de 223.159.

Leur moyenne journalière est de 13.877 auxquels il faut ajouter 6.525 convicts existant à la clôture de l'exercice (31 mars 1890).

Plus de la moitié sont récidivistes. Les prévenus et accusés sont au nombre de 17.000. Leur entretien coûte à l'État, déduction faite du produit des travaux (industriels, agricoles, publics), 18 millions.

Les maisons de réforme éduquent 1.270 jeunes délinquants, tandis que les écoles industrielles reçoivent 21.400 jeunes abandonnés.

Le *workhouse* est le refuge des misérables qui, définitivement déchus, s'abandonnent à perpétuité. Autrefois il ne contenait en majorité que cette catégorie de pensionnaires : mendiants, paresseux invétérés, ouvriers honnêtes vaincus par l'adversité. Aujourd'hui, comme dans nos dépôts, l'élément hospitalier domine (2) et le reste

(1) Toutes les prisons locales sont construites d'après le système cellulaire : leurs dimensions sont 91 pieds sur 8 1/2 soit 773 pieds cubes. Depuis le 1^{er} janvier 1887, les convicts subissent en cellule les neuf premiers mois de leur peine, et cette cellule est souvent celle de la prison locale. Les nouvelles cellules qu'on vient de construire pour les prisons de convicts ont les mêmes dimensions que celles des prisons locales ; les anciennes n'avaient que 580 pieds cubes. Le prix de revient, grâce au travail pénal, n'est que d'environ 1.500 francs ; avec le travail libre, il est d'environ 2.000 francs (*Conf. Bulletin*, 1880, p. 354).

On remarquera l'étrange anomalie qui consiste à n'infliger la cellule que pendant neuf mois aux convicts, lorsqu'elle est appliquée pendant deux ans aux détenus ordinaires (*Bulletin* 1890, p. 754).

(2) A Liverpool sur 3.000 pensionnaires il y a 2.400 malades.

n'est guère composé que de vieillards, de filles ou matrones plusieurs fois condamnées. De là l'horreur instinctive du travailleur anglais en présence des doubles murailles de l'asile paroissial (*supr.*, p. 563).

Il préfère encore recourir au *casual ward*, refuge essentiellement temporaire, dépendant du *workhouse* et fonctionnant d'après les mêmes principes, mais du moins qui ne garde pas éternellement ses hôtes infortunés (*supr.*, p. 572). Et pourtant, froid comme tout ce qui est officiel, le *casual ward* ne lui donnera jamais, en échange du dur travail qu'il exige, ni la parole consolante dont peut-être il a surtout besoin, ni la référence qui lui procurera une place ou du travail. Aussi dans tout Londres n'y a-t-il pas plus de 1.200 individus qui sollicitent l'hospitalité rébarbative des *casual wards* (*Bulletin*, 1886, p. 1019).

VIII

Congrès de Christiania.

La troisième session de l'*Union internationale de droit pénal* a eu lieu à Christiania du 20 au 25 août dernier, sous la présidence de M. Birch de Reichenwald, ancien ministre norvégien.

Le programme des questions qui devaient être soumises à ce Congrès était assez complexe ; elles se rattachaient à trois ordres d'idées principaux, à savoir : au problème de l'assiette et du recouvrement des peines pécuniaires, à celui des droits de la partie lésée et à celui de la récidive.

C'est surtout quant à la question des peines pécuniaires que de nombreuses et importantes résolutions ont été prises par l'Assemblée : il a été décidé, après des débats approfondis, que le principe de l'application des amendes devait être étendu et substitué dans un grand nombre de cas à celui de l'emprisonnement ou de peines plus sévères, mais que les amendes devaient être rendues proportionnelles aux ressources des condamnés. L'assemblée a même paru se rallier à un système d'après lequel certains condamnés à l'emprisonnement pourraient, en payant une amende, obtenir une réduction de la peine corporelle. En revanche, elle s'est prononcée contre la substitution de l'emprisonnement à l'amende en cas d'insolvabilité ou de retard ; mais elle a émis le vœu qu'on facilitât le payement des peines pécuniaires, en autorisant, autant que possible les condamnés à se libérer par fractions.

La question de la réparation du préjudice causé et des droits de la partie lésée a aussi longuement occupé le Congrès de Christiania, dont les idées à cet égard nous sont révélées par un remar-

quable rapport qui avait précédé la discussion et qui est dû à la plume de M. Prins (de Bruxelles), notre collègue. M. Prins fait observer dans ce rapport que l'institution de la poursuite d'office et l'organisation du Ministère public ont peu à peu habitué l'esprit public à ne plus voir dans l'exercice de la justice répressive que la sauvegarde de l'ordre social, la défense de l'intérêt théorique de l'État, et à négliger, avec le soin de l'intérêt privé, les droits et les exigences des parties lésées ; il ajoute que la théorie moderne de l'amendement du coupable a contribué de son côté à développer un régime répressif où l'on s'occupe plus du sort du détenu que du sort de sa victime. Pour remédier à cet oubli, qui lui paraît excessif, des intérêts de la victime, M. Prins propose, d'une part, que le Ministère public soit admis à requérir d'office contre le condamné solvable, en même temps qu'une peine, des dommages-intérêts envers la partie lésée ; il propose, d'autre part, que lorsqu'il s'agit de délits légers, de ces délits que l'ancienne législation nommait délits privés, on renforce le principe en vertu duquel, dans certains cas, le délit ne peut être poursuivi que sur une plainte. Il faudrait en outre introduire dans la pénalité l'idée de réparation et, pour cela, employer à la réparation du dommage une partie au moins du pécule du condamné ; question délicate que celle-là (le rapporteur est le premier à le reconnaître) ! car il y a des dettes non moins sacrées, auxquelles le pécule doit être employé à faire face ; mais c'est une question de mesure. Puis, il serait peut-être à propos de combiner le système de la condamnation suspendue et celui de la libération conditionnelle avec l'obligation d'une réparation, et, dans certains cas, subordonner la libération définitive à cette réparation effectuée dans un temps donné.

Le Congrès de Christiania s'est occupé d'autres questions encore et il s'est montré notamment favorable à l'attribution d'indemnités aux victimes des erreurs judiciaires. Il a décidé, au cours de ses délibérations, la fondation d'un Institut qui aura son siège à Berlin⁽¹⁾ et sera destiné à favoriser l'étude du droit pénal et des questions pénitentiaires et l'élaboration d'un ouvrage intitulé : *La législation pénale contemporaine examinée au point de vue du droit comparé*, qui comportera dix volumes et sera publié à Berlin, dans un délai de six ans, en allemand et en français.

(1) Nous reparlerons de cette fondation Holtzendorff dont notre Société est appelée à élire un des membres du Comité.

IX

Régime alimentaire en Suède et en Norvège (1).

Il est assez universellement reconnu, et les derniers rapports de la Commission du budget le constataient, que le régime hygiénique de nos détenus est trop doux et que notamment leur alimentation est trop soignée (Conf. *supr.* p. 985, note 1).

Nous avons consulté notre éminent collègue, M. le conseiller d'Olivecrona et M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire de Norvège sur la pratique de leurs deux pays, et nous en avons acquis la preuve que sur ce point spécial ils ne sont pas en avance sur nous.

Suède. — « Loin que nos condamnés soient limités au strict nécessaire pour ne pas mourir de faim et soient réduits à conquérir tout surplus ou adoucissement par un travail opiniâtre, on est au contraire en droit d'affirmer que leur nourriture est, à beaucoup d'égards, bien supérieure à celle dont une foule de familles ouvrières doivent se contenter pendant la plus grande partie de l'année.

« Les détenus ne maigrissent nullement avec notre *ration réglementaire d'entretien* (*Bulletin*, 1881, p. 289).

« Les vagabonds reçoivent à peu près la même nourriture que les condamnés à une peine quelconque, mais encore plus de pain. »

Norvège. — « Il y a encore quelques années, on imposait, dans nos maisons centrales, un régime assez rigoureux. Les prisonniers recevaient assurément plus que le strict nécessaire pour ne pas mourir de faim. Mais les rations ordinaires se trouvaient, à la longue, être assez restreintes. On accordait donc, à titre d'encouragement, à ceux qui travaillaient assidûment, une ration supplémentaire. En introduisant le système des pécules (en 1886), on a pourtant cru devoir modifier les règles relatives à l'alimentation. Maintenant les rations ordinaires sont suffisantes, peut-être même trop copieuses, et les rations supplémentaires ne se donnent que dans la prison cellulaire d'Aakeberg, où la nourriture est un peu moins abondante que dans les autres maisons pour hommes, et où l'on peut accorder à des prisonniers accomplissant un travail fatigant, une ration supplémentaire de 110 grammes de pain, 16 grammes de beurre et, au besoin, d'un demi-litre de lait.

« Le régime ordinaire de cette prison ressort du tableau suivant :

(1) Sur les prisons de ces deux pays, *Bulletin*, 1880, p. 869 ; 1881, p. 284 ; 1886, p. 97 ; 1888 p. 868.

JOURS	DÉJEUNER	DINER	SOUPER
Dimanche.	220 gr. de pain. 1/2 lit. de gruau d'avoine au lait. 16 gr. de beurre ou de graisse.	1 lit. de soupe aux pois. 65 gr. de lard. 110 gr. de pain. 70 gr. de galette d'avoine.	220 gr. de pain 1/2 lit. de lait.
Lundi.	220 gr. de pain. 1/2 lit. de soupe à la bière. 16 gr. de beurre ou de graisse.	0 lit. 75 de bouillie de gruau d'orge. 0 lit. 40 de lait. 220 gr. de pain. 16 gr. de beurre ou de graisse.	Comme le dimanche.
Mardi.	Comme le dimanche.	1 lit. de soupe à la mélasse. 100 gr. de hareng. 50 gr. de pommes. 110 gr. de pain. 70 gr. de galette d'avoine.	Comme le dimanche.
Mercredi.	220 gr. de pain. 1/2 lit. de gruau d'avoine au lait.	1 lit. de bouillon. 95 gr. de viande. 110 gr. de pain. 70 gr. de galette d'avoine.	Comme le dimanche.
Jeudi.	Comme le lundi.	0 lit. 75 de bouillie de gruau d'avoine. 0 lit. 40 de lait. 16 gr. de beurre ou de graisse. 220 gr. de pain.	Comme le dimanche.
Vendredi.	Comme le mercredi.	1 lit. de soupe au lait. Lobscouse préparé de 95 gr. de viande et 1/2 lit. de pommes. 110 gr. de pain. 70 gr. de galette d'avoine.	Comme le dimanche.
Samedi.	Comme le dimanche.	1 lit. de soupe à la bière. 100 gr. de hareng. 1/2 lit. de pommes. 220 gr. de pain.	Comme le dimanche.

« Les règlements des autres maisons centrales ne diffèrent pas beaucoup de celui de la prison d'Aakeberg quant à l'alimentation. Les rations que reçoivent les femmes sont pourtant plus petites que celles des hommes. Les prisonniers ne sont pas autorisés à se procurer d'autres vivres que ceux qu'ils reçoivent de l'administration, et il n'y a pas de cantines dans nos prisons.

« Quant au résultat de ce régime, au point de vue du poids, dans les maisons centrales, il est très satisfaisant dans 3 maisons sur 4, et ces trois maisons sont justement celles où la durée de la détention est la plus longue :

« A Bodsfangslet, où, sur les 188 libérés soumis aux pesées, 140 avaient été condamnés de six mois à un an, 63 seulement avaient augmenté en 1888-1889, 118 avaient diminué, et 7 étaient restés stationnaires.

« A Akershus Strafanstalt, où, sur les 96 libérés pesés, 43 avaient été condamnés à plus de trois ans, 48 avaient augmenté, et 42 seulement avaient diminué.

« A Trondhjems Strafanstalt, où, sur 86 pesés, 62 avaient été condamnés à plus de trois ans, 59 avaient augmenté, et 27 seulement diminué.

« A la maison de Christiania, où, sur 80 pesés, 30 avaient été condamnés à plus de trois ans, 39 avaient augmenté, et 28 seulement diminué.

« J'ai parlé jusqu'ici des maisons centrales, c'est-à-dire des prisons où se subit la peine des travaux forcés. Dans les prisons départementales, où se subit l'emprisonnement, les détenus ne sont pas obligés à travailler. La peine de l'emprisonnement est de trois sortes : les arrêts ou emprisonnement simple, l'emprisonnement avec la nourriture ordinaire des prisons, l'emprisonnement au pain et à l'eau. Les prisonniers condamnés aux arrêts peuvent se procurer la nourriture qu'ils désirent. Ceux qui subissent l'emprisonnement avec la nourriture ordinaire, reçoivent de l'administration une ration suffisante. La loi dit que la nourriture doit s'accommoder à l'usage de la contrée où est située la prison. Le régime alimentaire de ces prisons n'est donc pas partout le même.

« Les vagabonds et les mendiants sont détenus dans des établissements distincts (maisons de travail, *Bulletin*, 1886, p. 373). Le régime de ces établissements est différent, mais les détenus y reçoivent toute la nourriture dont ils ont besoin. »

X

Pénitencier de l'Est (Pennsylvanie).

Le *Bulletin* a souvent parlé (1) de ce pénitencier d'État, le plus ancien des établissements cellulaires de l'Amérique du Nord, après le pénitencier de l'Ouest à Pittsburg (2) (comté d'Alleghany) dans le même État. Le 61^e rapport annuel du bureau des Inspecteurs du pénitencier au Gouverneur contient néanmoins des chiffres et des enseignements à retenir. La population en 1890 a été sensiblement la même qu'en 1886 (*Bulletin*, 1888, p. 900 : moyenne de 1.057. La dépense journalière a été de 33 cents = 3 fr. 50; alors que cette dépense dans les différents établissements pénitentiaires est en moyenne de 4 fr. 50 par tête :

Virginia Penitentiary, Richmond.....	905	18,7 3 10
Albany Penitentiary, New-York.....	818	30,0 3 10
Sing Sing Prison, New-York.....	1.513	30,9
Auburn Prison, New-York.....	1.220	31,1
Maryland Penitentiary.....	681	31,3 6 10
Wisconsin State Prison, Madison.....	522	32,4 1 10
Eastern State Penitentiary, Pennsylvania..	1.057	33,0 6 10
Indiana State Prison, South Jeffersonville..	569	33,2 6 10
Rusk and Huntsville Combined, Texas.....	3.326	36
Connecticut State Prison, Hartford.....	323	36,4 6 10
Vermont House of Correction.....	64	36,7 9 10
Indiana State Prison, North, Indianapolis...	751	37,1
New-York Reformatory, Elmira.....	1.070	39,6 8 10
Illinois State Penitentiary, Joliet.....	1.380	41,1
San Quentin, California.....	1.381	41,8 4 10
Ohio Penitentiary, Columbus.....	1.599	42,5 4 10
Kansas State Penitentiary.....	889	43,1 5 10
Clinton Prison, New-York.....	828	43,3
New Jersey State Prison, Trenton.....	973	44,7 6 10
Folsom, California.....	623	45,8
Southern Illinois Penitentiary.....	660	48,4 7 10
Central Prison, Ontario, Canada.....	372	48,5 7 10
Illinois State Reformatory, Pontiac Est....	350	49,8 5 10
Western State Penitentiary, Pennsylvania..	733	51,0 2 10
Vermont State Prison.....	87	54,6 4 10
Massachusetts State Prison, Boston	586	63,8 4 10

(1) Lire sur l'application du système cellulaire dans ce pénitencier la belle étude de M. Richard Vaux, président du bureau des inspecteurs, dans le *Bulletin* de 1884, p. 763-776. *Conf.* 1890, p. 197.

(2) *Bulletin*, 1884, p. 767 et 769; *supr.* p. 155.

Minnesota State Prison, Stillwater.....	353	67,9 4/10
Massachusetts Reformatory	681	69,0 4/10
Rhode Island State Prison.....	125	92,6 4/10
Nevada State Prison, Carson.....	96	97

Les crédits votés par le Parlement concernent : 1° le traitement du personnel ; 2° l'entretien des bâtiments appartenant à l'État ; 3° la bibliothèque du pénitencier qui comprend 8.700 volumes, dont 800 allemands et 48 français (1) ; 4° une petite somme remise à chaque détenu après sa libération et proportionnée à la distance entre son domicile et Philadelphie (elle varie de 5 à 10 dollars).

Les frais d'entretien de chaque détenu, déduction faite du produit du travail, sont à la charge de son Comté d'origine. Ils sont de 1 franc par jour, le travail rapportant environ 1 franc et ceux à la charge de l'État atteignant 1 fr. 30.

Le total des suppléments de travail payés aux convicts en 1890 a été de 6.000 dollars. Les détenus les emploient à assister leurs familles et, quand ils n'ont pas de famille, les mettent de côté pour le jour de la libération.

Jeunes détenus. — Les jeunes délinquants primaires sont transférés à l'école industrielle de Huntingdon, spécialement affectée à cette catégorie, et où ils reçoivent un enseignement industriel leur permettant de se rendre plus tard utiles à eux-mêmes et à la société.

Catégories. — La différence du traitement est absolue entre les récidivistes ou incorrigibles et les condamnés primaires. Pour les seconds on considère avec raison que la séparation individuelle est la condition première de toute régénération (Conf. *Bulletin*, 1890, p. 198).

Aliénés. — Le rapport déclare que s'il y a beaucoup d'aliénés dans les établissements cellulaires, il n'y en a pas plus que dans les prisons en commun et que cela tient uniquement à ce que le nombre des faibles d'esprit est beaucoup plus grand dans la population pénitentiaire que dans la population libre. Il recommande le renvoi des aliénés criminels dans des asiles spéciaux (comme celui de New-York : *Bulletin*, 1888, p. 485) de préférence à leur internement dans les asiles ordinaires. Mais il blâme ce renvoi

(1) Lire, sur l'Œuvre des bibl. pénit. internat., *Bulletin*, 1890, p. 563.

avant l'expiration de la peine, parce qu'il provoque la simulation et que les simulations donnent plus de peine aux surveillants que la folie réelle (*supr.* p. 1001).

École de gardiens. — Le rapport déclare que cette école pour l'instruction de tout le personnel est devenue indispensable pour maintenir l'unité de direction dans l'administration. Toutes nouvelles instructions sont ainsi portées à la connaissance de tous par un mode uniforme et personne désormais n'a de prétexte pour les ignorer ou les mal appliquer.

Patronage. — Le Bureau de charité (Board of State Charities) visite officiellement et régulièrement la prison. Une dame, qui fait partie du Bureau, fait de fréquentes et utiles visites aux prisonniers. Les Sœurs de la Miséricorde, le médecin, la *Société des Prisons* (*Bulletin*, 1878, p. 633), l'aumônier multiplient aussi leurs visites (*Bulletin*, 1888, p. 901), tandis que des associations des différentes confessions apportent aux prisonniers tous les dimanches les secours et les consolations de la religion. 835 détenus ont reçu, au cours de l'année 1890, 5.330 visites. Enfin, après la libération, l'agent de la Société des Prisons veille à tous les besoins des patronnés et les suit aussi longtemps qu'il peut.

A. RIVIÈRE.

XI

Elmira Reformatory (1).

Cette célèbre maison de correction, qui a servi de modèle à tant de pénitenciers en projet ou en construction dans le Massachusetts, la Pennsylvanie, l'Ohio, le Minnesota, le Kansas, le Texas, la Californie, etc..., et qui a motivé tant de réformes dans les systèmes pénitentiaires de presque tous les États de l'Union, a été admirablement décrite, d'après une brochure allemande, par notre collègue, M. Dubois, dans le *Bulletin* de 1890, p. 186-192. Mais les efforts incessants d'une administration toujours inquiète de nouveaux perfectionnements ont déjà réalisé des progrès que deux livres anglais et américain (2) nous font connaître et que nous croyons devoir résumer.

(1) *Bulletin*, 1885, p. 989; 1888, p. 118.

(2) *The Elmira Reformatory*, par Alexandre Winter; 15^e rapport du Conseil d'Administration d'Elmira pour l'année finissant au 30 septembre 1890.

Organisation de l'Institution. — On connaît la conception du fondateur, M. Brockway ; c'est celle même qui a fondé l'*Union internationale de droit pénal* : l'introduction de peines indéterminées ou illimitées (du moins jusqu'au maximum fixé par la loi pour chaque infraction) est nécessaire à l'établissement d'un système moral, logique et efficace ; il ne suffit pas de séparer les délinquants d'habitude des délinquants d'accident, les passionnels des instinctifs ; il faut appliquer à chacun le traitement qui convient à sa nature, de même que dans un hôpital chaque malade est traité d'une manière particulière. Ce traitement doit consister : au physique, dans le développement du système musculaire ; au moral, dans l'affermissement de la volonté en constituant le détenu son propre maître et l'artisan de sa libération. Cette libération (*on parole*) lui est accordée dès qu'il s'est montré amendé et capable de se suffire à lui-même.

Ce système est-il destiné, comme le lui a prédit M. le professeur von Liszt, à faire le tour du monde ? Dans ce pays, où la population des prisons a monté de 1 pour 3.500 habitants en 1850, à 1 pour 850 en 1880, a-t-il bien réellement donné les prodigieux résultats (83,1 p. 100 des libérés *sur parole d'honneur* sortiraient amendés) affirmés par M. Brockway ? Une expérience de 15 années ne permet pas de répondre.

Nous ne reparlerons pas, après M. Dubois, du régime journalier des détenus, des différences entre les classes, de la promotion d'une classe à l'autre, de l'alimentation, du repos du dimanche, du règlement des cellules, de l'école, de la bibliothèque, du journal rédigé et publié dans la prison même et distribué tous les dimanches aux détenus des deux premières classes (*supr.* p. 152). Nous renverrons pour les détails nouveaux aux deux ouvrages précités. Mais nous nous arrêterons à ce qui, après la culture morale et intellectuelle, tient le plus de place à Elmira : le régime du travail, considéré au point de vue de la production et de l'apprentissage.

Utilisation de la main-d'œuvre. — Le système de la régie, si favorable au contrôle du travail pénitentiaire et au complet développement de toutes les facultés de l'individu (1), y est appliqué depuis 1884 avec le plus grand succès, comme dans les prisons

(1) Sur les avantages respectifs de la régie et de l'entreprise, V. *Bulletin*, 1890, p. 356.

d'État de New-York, où il est dirigé par un directeur et une commission aux appointements de 3.000 dollars. Elle est composée de trois membres et porte le nom de « Commission de la réforme du travail des prisons ». Ce système a été également adopté, à la place du système de l'entreprise dans d'autres États, comme le New-Jersey, la Pennsylvanie, l'Ohio, la Californie. Mais on rencontre aussi très fréquemment appliqué en Amérique (*Bulletin*, 1890, p. 183) le système du paiement à la pièce, dans lequel l'État reste complètement maître de la direction du travail des détenus et reçoit de l'entrepreneur un prix fixé pour chaque objet fabriqué.

Avec un capital de roulement de 22.500 dollars, Elmira fabriquait jadis sur une grande échelle la verroterie, les chaises et les pipes. Le capital général engagé dans la gestion en régie représentait 200 dollars par tête de travailleur. Malheureusement, depuis la trop fameuse loi de 1888, qui a exercé une si préjudiciable influence sur l'organisation du travail pénitentiaire et sur sa production (1), il est interdit de continuer la confection des chaussures et de la verroterie, tandis qu'une autre loi restrictive de 1889 réduisait à rien le cannage des chaises et la confection des balais. On a ainsi été amené à limiter à 5 heures le temps du travail et à employer les forces des détenus à des exercices militaires. Néanmoins le coût par tête a été de 145 dollars en 1890 contre 150 en 1889 (la population, au 17 novembre 1890, était de 1.150). A ce sujet, des détails extrêmement instructifs se trouvent dans le rapport et dans l'étude de M. Winter.

Apprentissage. — Mettre entre les mains du détenu un métier qui lui permette, après sa libération, de gagner honorablement sa vie, telle est la première préoccupation de la direction. La statistique montre que plus de 75 p. 100 des condamnés n'ont pas de métiers et que 94 p. 100 des attentats sont commis contre la propriété. Aussi se préoccupe-t-on peu des bénéfices qu'il rapportera à l'établissement. On a surtout en vue les avantages ultérieurs que la société retirera de son reclassement dans la vie laborieuse. On choisit avec un soin scrupuleux la profession pour laquelle il a le plus d'aptitudes et qui est exercée dans le pays où il doit se rendre ou par ses parents. Malheureusement, la fatale loi de 1889

(1) Il rapportait 60 ou 70 p. 100 du coût de l'entretien de chaque détenu : en 1888 il ne rapporte plus que 30 p. 100, et rien en 1889. Tel est le résultat le plus clair de la faiblesse du Gouvernement à l'égard des réclamations plus bruyantes que justifiées du remuant « *labor party* » parti ouvrier.

apporte les plus regrettables entraves à l'établissement de métiers variés (*Bulletin*, 1889, p. 188 et 189).

Quoi qu'il en soit, en 1890, 1.111 détenus ont reçu dans vingt-six métiers différents une instruction professionnelle, à laquelle ils consacrent deux heures par jour, tandis qu'ils donnent cinq heures au travail productif.

Exercices militaires. — Deux fois par semaine, deux heures leur sont consacrées, à la place de l'instruction professionnelle. Chaque jour à quatre heures il y a parade. La santé des hommes se trouve très bien de cette gymnastique, de même que leur tenue et leur esprit de discipline.

Éducation physique. — Bon nombre de condamnés arrivent à Elmira absolument déprimés et incapables de suivre le régime de l'établissement. Dès 1886, M. Brockway imagina d'organiser pour eux une classe à part, dans laquelle un régime scientifiquement conçu d'hydrothérapie, de gymnastique, d'alimentation, etc., arrivât à les régénérer physiquement et, par suite, intellectuellement. Un bâtiment spécial a été construit, long de 50 mètres sur 9, ainsi qu'un gymnase couvert de 33 mètres sur 9. En 1890, 31 détenus y ont subi le traitement. Les résultats ainsi obtenus par le médecin et l'instituteur ont été merveilleux.

Self-supporting system. — L'Administration s'efforce que le produit du travail couvre tous les frais de l'établissement. Partant de cette idée que le détenu ne doit être mis en liberté sur parole qu'après avoir prouvé qu'il est capable de s'entretenir lui-même (*Bulletin*, 1888, p. 190). M. Brockway a établi une règle d'après laquelle chaque détenu, pour tout le travail fait, reçoit un salaire fixé d'avance et sur ce salaire doit acquitter toutes les dépenses faites par lui : nourriture, logement, vêtements, etc., le surplus lui demeurant acquis. Si le détenu n'arrive pas par son travail à couvrir ses dépenses, on le considère comme encore incapable de gagner sa vie dans la liberté et on continue son éducation professionnelle.

Ce système, prétend son inventeur, a pour but et pour effet de développer tous les ressorts de la volonté, tout en procurant à l'État le paiement presque intégral de toutes ses dépenses d'entretien.

— Nous estimons qu'il présente de grands dangers ; car il tend à faire passer l'économie avant les besoins physiques et moraux. Un pénitencier n'est pas un bazar ; le meilleur n'est pas celui qui rapporte le plus.

Projets. — La chapelle est en voie d'agrandissement, de même que l'aile du nord dans laquelle un crédit de 200.000 dollars permet de construire 504 nouvelles cellules. Le Conseil d'administration réclame avec insistance la construction d'une nouvelle prison ou la transformation d'une des prisons de l'État pour l'éducation des jeunes gens de seize à trente ans, gardés ici et susceptibles d'amendement.

A. RIVIÈRE.

XII

Prisons (Maryland).

M. Griffith, président de *Prisoners Aid Association*, a visité les prisons de neuf comtés de la côte orientale du Maryland et a constaté de grands progrès dans la façon dont on s'occupe des prisonniers et la tenue des établissements; la population pénitentiaire diminue notablement (*supr.*, p. 155 *Bulletin*, 1886, p. 812 et 814).

Mais dans la prison de Cecil, il trouve deux aliénés internés depuis plusieurs années. Il trouve cet internement d'autant plus injustifiable que le comté possède un très bel asile d'aliénés (*supr.*, p. 1001).

Les shériffs combattent avec une louable persévérance le chômage, qui était la plaie de ces établissements. A Cambridge notamment, le schériff a acheté d'excellentes matières premières avec lesquelles il leur fait confectionner leurs propres vêtements.

XIII

Nécrologie.

M. Thonissen.

Notre éminent collègue M. Léon Aucoc, président de l'Académie des sciences morales et politiques, a prononcé à l'occasion de la mort de notre regretté collègue, l'illustre Thonissen (1), un discours auquel nous empruntons les passages suivants :

«..... La place que M. Thonissen occupait dans son pays était modeste en apparence. Il a été pendant près de quarante ans professeur de droit criminel à l'Université de Louvain et il n'a jamais abandonné sa chaire. S'il a été depuis 1863 membre de la Chambre des représentants de Belgique, il ne s'y est fait remarquer que par ses travaux juridiques; c'est seulement en 1884, à l'âge de soixante-sept ans, qu'il a été nommé Ministre

(1) Conf. *Bulletin*, 1880, p. 960, l'hommage rendu par ses élèves.

d'État, et qu'il a été ensuite appelé au Ministère de l'intérieur et de l'instruction publique, où il n'est resté que peu de temps.

« Mais sa situation scientifique dans son pays et en Europe était considérable.

« C'est surtout dans l'histoire de la législation criminelle qu'il a été vraiment un maître...

« Il avait entrepris une vaste histoire du droit criminel chez tous les peuples du monde. Cherchant toujours à perfectionner cette législation qui doit concilier les droits de la liberté individuelle avec les exigences de la sécurité générale, partisan résolu de l'abolition de la peine de mort, très préoccupé de faire servir les peines à l'amélioration des coupables, il voulait en appeler à l'expérience de l'humanité pour trouver la solution de ce redoutable problème. Il n'a pas achevé sa tâche. Mais il en a laissé des parties considérables, touchant à des points qui n'avaient point été creusés avant lui et dont la haute valeur a été reconnue par les juges les plus autorisés. Il a débuté par l'*Histoire du droit criminel de l'Inde, de l'Égypte et de la Judée* (1869). Il a fait une étude aussi intéressante et aussi approfondie sur le *Droit pénal de la République athénienne* (1875) ; puis laissant de côté les institutions romaines qui lui paraissaient suffisamment connues, il a exposé l'*Organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale sous la loi salique* (1881).

« Si ses travaux historiques n'ont pas été poussés plus loin, c'est que ses dernières années ont été absorbées par un remarquable rapport parlementaire, achevé en 1885, sur le projet de Code de procédure pénale présenté à la Chambre des représentants, et qui forme deux volumes in-quarto. Ici ce n'est plus l'histoire qu'il invoque pour établir les vrais principes, c'est la législation de tous les peuples modernes qui, depuis le commencement de ce siècle, ont fait des réformes importantes dans le droit criminel... »

XIV

Bibliographie.

A. — Travaux forcés fin de siècle.

Sous ce titre, un anonyme a publié dans *La Nouvelle-Revue* du 1^{er} juillet un intéressant article qui, à côté d'un certain nombre d'inexactitudes ou d'exagérations, contient un grand nombre de vérités utiles à publier.

A la première heure les travaux forcés répondirent bien à

leur signification, car les forçats édifièrent eux-mêmes leurs bagnes (*Bulletin*, 1886, p. 51). Mais bientôt on supprima tout travail : des cas fréquents d'aliénation mentale en résultèrent. Le Code pénal de 1791 et le décret du 5 octobre 1792 qui plaçaient les bagnes dans les attributions de la marine en refirent des centres de *travaux forcés*. On créa de nouveaux bagnes à Lorient, Nice, le Havre, Cherbourg, puis au Mont-Saint-Michel en 1844 et 1845. L'ordonnance du 28 août 1828 avait séparé des autres les condamnés à plus de 20 ans, mais, ce critérium n'étant pas infaillible, on la rapporta en 1836.

Déjà l'ordonnance du 1^{er} juin 1837 avait supprimé la chaîne et créé la voiture cellulaire. L'idée de la transportation comme moyen de moralisation fut pratiquement posée au milieu des troubles de 1848 (entre temps, 1839, on était revenu au bagne sans travail !). La loi du 8 juin 1850, abrogeant l'article 17 du Code pénal, désignait comme lieux de *déportation* Nouka-Hiva et Waïtouki, aux Marquises. Et dès la fin de l'année une commission reprit la question au point de vue général. Mais elle recula devant une application absolue de la transportation à tous les condamnés aux travaux forcés. Elle ne l'admit que pour des isolés « à titre de récompense, et cette pensée se retrouve intacte dans la loi de 1854 ». Une 2^e commission opta pour la Guyane le 21 février 1851. Toutefois, et malgré la loi, le décret du 27 mars 1852 offrit la transportation à tous les volontaires.... Pour protéger la chiourme débordée, le décret du 31 mai 1852 rétablit les anciennes pénalités du bagne, une circulaire du 23 juillet 1853 maintint en maisons centrales nombre de condamnés (malgré quoi, il fallut encore la loi de 1881).

Enfin vient la loi de 1854. L'auteur en critique vivement la trop molle application. « On en est réduit, pour punir les récalcitrants, à les mettre en prison (*Bulletin*, 1889, p. 932; 1891, p. 905, 910) ! C'est l'inversion des peines ou plutôt c'est le travestissement du Code pénal. » Bonne nourriture, placements comme garçons de famille, concessions à des condamnés en cours de peine, peu de travaux publics, surveillants souvent traduits en justice pour meurtre ; enfin l'ordre du Gouverneur Pallu de la Barrière (1) a été la nuit du 4 août du bagne. En somme la transportation n'a été que la translation des bagnes et tout cela nous coûte 11.176.000 francs !

(1) Les inscrits aux travaux de routes auront « une vie que rechercheraient d'honnêtes paysans de France ! »

Et pourtant le décret du 31 août 1878, qui fixait trois périodes, était excellent : répression (réglementée par décret du 18 juin 1880), amendement, récompense (concessions). Mais dans la pratique ! on a abusé des concessions, qui, dès le jour de la libération sont abandonnées, les bons y étant contraints par les mauvais, au moyen de pillages, incendies, etc. Les évasions sont nombreuses, la prostitution générale et les exemples trouvés chaque soir par les enfants au foyer paternel, en sortant de l'école, sont tels que l'internat s'impose (*supr.*, p. 914). Le recrutement est détestable : budgétivores innombrables (inspecteurs, sous-inspecteurs, agents généraux de culture, agents de colonisation de 2^e et 3^e classe, agents de culture de 4 classes, etc.), la plupart décavés, mais utilement apparentés et protégés. Aussi les résultats coloniaux sont-ils navrants : routes, égouts, quais, docks, bassin de carénage sont en projet, *l'arsenal* est un misérable petit chantier bon pour réparer les goélettes, et les avaries des bâtiments de la station doivent être réparées à Sydney ou à Cockatoo-Island, s'ils peuvent s'y rendre ! L'Administration a accaparé les meilleures terres ; le seul décret du 16 août 1884 lui en a livré 110.000 hectares et elle en acquiert à titre onéreux !

Les dernières et les plus vigoureuses critiques s'adressent au budget sur ressources spéciales. L'amiral Cloué, en 1880, recommande de louer aux services publics les condamnés à raison de 0 fr. 50 par jour pour faire monter les recettes, qui diminuent et qu'il se promet d'augmenter. « Il en a trouvé le moyen, puisque en 1890 les recettes du budget étant encore de 212.022 fr. 19, il demande au crédit de 1891, eu égard aux prévisions des recettes, 494.718 fr. 44 : soit une augmentation de 282.696 francs en un an ! »

Cet article, on le voit, contient de nombreuses critiques auxquelles de récents décrets ont en partie essayé de remédier. Beaucoup d'entre elles sont sans fondement ou ont aujourd'hui perdu leur fondement. La lecture de notre *Bulletin*, notamment en juillet et en décembre, permettra facilement de redresser ces erreurs.

Il nous a paru, néanmoins, assez suggestif pour mériter une mention.

A. R.

B. — *Code pénal italien.*

Nous nous reprochons de n'avoir pas encore signalé deux excellents travaux consacrés à ce Code par notre savant collègue

M. Alex. Cellier et par M. Turrel, avocat général et conseiller d'État de la principauté de Monaco.

I. L'étude de M. Cellier (1) avait été présentée au Congrès scientifique international des catholiques (*supr.* p. 493). L'auteur suit le plan du Code, tout en tenant compte des modifications apportées au projet primitif de M. Zanardelli, à la suite des observations présentées par M. Lacointa (*Bulletin*, 1888, p. 793) et par notre Société (1889, p. 4). Il compare le système pénitentiaire de ce Code avec celui du Code néerlandais, analysé déjà par M. Rivière dans le *Bulletin de législation comparée* de 1889, p. 300, et par M. Camoin de Vence (*Bulletin*, 1889, p. 454). Il analyse et discute les travaux postérieurs de M. Paoli dans *la France judiciaire*, 1890, p. 353, de M. le conseiller Delacroix dans la *Loi* du 29 juin 1890, et les *Discours de rentrée* de MM. Masse et Giacobbi en 1890.

II. La traduction (2) du chef du parquet de Monaco, même venant après celles de M. Lacointa (*supr.* p. 68) et de M. Sarraute, juge à Périgueux, se fait remarquer par son exactitude et par son élégance. On peut seulement regretter que les commentaires ou critiques placés dans l'introduction en note de l'analyse du Code ne soient pas plus nombreuses. La conclusion est conforme à celle de l'éminent magistrat italien Crivellari (3). « Le nouveau Code est une synthèse exacte de la véritable école italienne...., on y trouve en même temps un choix de dispositions empruntées aux meilleurs Codes étrangers. »

C. — *La récidive, dans le Code pénal italien.*

« La science est par sa nature internationale, dit notre collègue, M. Ugo Conti, au début de son intéressante étude sur les dispositions du Code pénal italien en matière de récidive. Aussi le nouveau Code italien a-t-il été au moment même de son apparition, l'objet de traduction et de commentaires nombreux (4). »

Aujourd'hui M. Ugo Conti étudie un titre du Code pénal italien, le titre VIII, celui qui a trait à la récidive. Il expose le système italien et signale les différences existant entre la loi française et la loi italienne.

Il fait remarquer avec raison qu'à côté de la récidive générale le législateur italien prévoit aussi et punit plus gravement la réci-

(1) Brochure chez Alphonse Picard. 1891.

(2) Pedone Lauriel (Collection de codes étrangers).

(3) Le Code pénal, 8 vol. in 8°, en cours de publication à Turin.

(4) *Bulletin* 1888, p. 793, et suiv.

dive spéciale, c'est-à-dire la rechute dans une infraction *della stessa indole* (de la même nature) que celle pour laquelle la précédente condamnation a été prononcée; il est évident que le récidiviste *in eodem*, le récidiviste *spécialiste* est toujours plus dangereux que le récidiviste commun.

En terminant M. Ugo Conti signale deux lacunes dans le Code italien.

La première c'est de n'avoir pas prévu et puni avec sévérité, comme la seconde récidive spéciale, la récidive générale réitérée.

La seconde, c'est de n'avoir pas prévu et puni distinctement les troisième et suivantes récidives dans le délit d'habitude par excellence, c'est-à-dire dans le vol.

La question de la récidive est partout à l'ordre du jour. Aussi l'étude de M. Ugo Conti mérite d'être signalée à tous les points de vue.

C. DE CORNY.

D. — *Étude pour servir à l'histoire de la réforme du droit pénal et de l'instruction criminelle en Pologne.*

Notre savant collègue, M. Éd. KRZYMUSKY, professeur à la faculté de droit de Cracovie, expose la valeur et le but de deux écrits de Joseph Szymanowski, membre du Comité polonais chargé, en exécution de la loi du 28 juin 1791, de préparer un projet de code, devant embrasser toute la législation en matière civile et pénale et porter le nom de *Code de Stanislas-Auguste*.

Un de ces écrits a pour titre : *Des délits, des crimes et des peines*, et développe des principes devant servir à un projet de code pénal ; l'autre intitulé : *De l'instruction criminelle*, trace les principales règles, auxquelles devrait se conformer le législateur. Ces deux écrits se trouvent imprimés dans un ouvrage du Dr Ostrozynski, publié par la section philosophique et historique de l'Académie des sciences de Cracovie sous le titre : *Le dernier projet de droit pénal et d'instruction criminelle en Pologne*.

L'auteur a en vue :

1° Le rapport existant entre les écrits de Szymanowski et les autres travaux ou projets présentés par le Comité polonais.

2° L'appréciation du système et du style des écrits de Szymanowski.

3° La comparaison des idées de Szymanowski avec celles de Beccaria et Filangieri qui étaient alors les plus illustres et les plus populaires représentants du mouvement humanitaire dans la science du droit.

Dans ses conclusions, l'auteur porte un jugement tout opposé à celui émis par M. Ostrozynski.

I. M. Ostrozynski considère les écrits de Szymanowski comme des projets achevés de législation et leur prête par suite une autorité pareille à celle que possède le *Recueil de lois judiciaires*, projet élaboré en 1776, et présenté à la diète de Varsovie de 1778 par André Zamoyski(1). Selon l'auteur, ces écrits ne sont que des mémoires rédigés par un des membres du Comité, et exprimant son opinion personnelle au sujet de quelques-unes des plus importantes questions du droit pénal et de l'instruction criminelle.

II. M. Ostrozynski voit dans ces écrits des œuvres originales, tandis que, d'après l'auteur, ils n'avaient pour but que de faire parvenir à la connaissance de la commission législative certaines idées de Szymanowski, sans spécifier si ces dernières étaient le produit de sa pensée, ou étaient puisées à une source étrangère (Filangieri et Beccaria).

XV

Informations diverses.

CASIER JUDICIAIRE. — Le Garde des sceaux a déposé sur le bureau du Sénat le projet de loi élaboré par la commission extra-parlementaire. Il l'a fait précéder d'un exposé des motifs et accompagner d'un volume contenant le rapport de M. Brégeault (*supr.* p. 827) et les procès-verbaux de la commission.

Le 5 novembre le Sénat a élu membres de la commission chargée d'examiner ce projet MM. Léopold Thézard, Lecler, Jules Cazot, Morellet, Mazeau, Ranc, Bardoux, Bérenger et Jules Godin.

La commission après avoir nommé président M. Cazot, a consacré quatre premières séances à l'examen de l'article 1^{er} du projet.

DÉSFFECTATION DE LA PETITE-ROQUETTE. — Sur la proposition de l'Administration, le Conseil général a voté le 21 octobre, au rapport de M. Lucipia, le projet suivant : « Il y a lieu d'acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans la limite d'une dépense maxima de cent soixante mille francs (160.000 fr.), le terrain portant le n° 4 dans le mémoire susvisé de M. le préfet de la Seine, terrain situé à Montesson (Seine-et-Oise), sur la route du Pecq à Sartrouville (hectomètres 65 à 70) bordant la Seine.

(1) Sur ce projet *Bulletin*, 1880, p. 83.

« Des sondages préalables seront exécutés pour reconnaître l'état du sous-sol sur lequel doit être édifié l'établissement ».

Sur ce terrain d'une contenance d'environ 30 hectares, seraient construits les bâtiments d'une colonie agricole et horticole (maison d'éducation pénitentiaire) en remplacement de la Petite-Roquette (1). Le budget prévoit une dépense de 2 millions.

« Le Conseil, dit le rapporteur, a voté depuis plusieurs années un crédit pour la réorganisation des prisons. Ce crédit a été reporté à cette année et c'est sur lui que nous prenons les 160.000 francs d'acquisition du terrain. Il restera un reliquat considérable qui suffira, et au delà, aux constructions. Le rapport, du reste, vous sera soumis en temps utile. »

Aucune décision n'a été prise quant à l'affectation de la Petite-Roquette, mais nous espérons qu'on ne la démolira pas (2), car il y aurait tout avantage à y transférer le plus honteux de « tous les bâtiments qui, sous le nom de prison, déshonorent Paris », nous avons nommé Saint-Lazare.

UN CONCERT A LA PETITE-ROQUETTE. — (Conf. *Bulletin*, 1880, p. 690): Le 13 septembre dernier, les frères Lionnet, assistés de MM. Melchisédec, Mounet-Sully et de nos meilleurs artistes, ont organisé une représentation théâtrale dans la chapelle-école cellulaire de la Petite-Roquette devant tous les enfants rangés dans leurs petites alvéoles. C'était le 3^e concert depuis 1880. Inutile de peindre l'émotion, la joie de l'auditoire, pendant ces trois heures d'inoubliables sensations. Elles ont suggéré à un grand journal du soir des réflexions que nous croyons devoir reproduire: « Mais y a-t-il là autre chose qu'un divertissement, peut-on espérer que les morceaux chantés ou récités, tous choisis, comme l'on pense, avec un soin scrupuleux, auront sur l'âme des enfants une salutaire influence? Peut-être, sans doute, chez les mieux doués ou les moins corrompus, obtiendra-t-on un effet si souhaitable, mais, pour l'ensemble, que restera-t-il de ce spectacle, sinon le souvenir d'une illumination soudaine qui rendra plus dure encore la nuit de leur existence lugubrement monotone? Un contraste aussi violent entre le régime de la prison et la brusque évocation de la vie parisienne dans ce qu'elle a de plus séduisant ne risque-t-il pas d'aviver les regrets de la liberté perdue, d'aiguiser bien des convoitises, bien des rancunes et d'enflammer bien des colères? Oh! certes, nous ne voudrions pas exagérer et il est fort possible

(1-2) *Supr.* p. 822 et 160.

que nos appréhensions ne soient pas justifiées. Nous nous demandons toutefois si ces concerts, ces représentations théâtrales, ces bals, etc., que l'on a introduits d'abord timidement, puis avec éclat dans certains établissements pénitentiaires ou hospitaliers peuvent toujours donner ce qu'en attendent les organisateurs. Et, en tout cas, pour ne parler que des jeunes détenus, il nous semble que quelques promenades à la campagne (1), en plein air et en pleine lumière, ou encore une petite atténuation de traitement accordée aux plus méritants, contribueraient davantage à assainir, au physique et au moral, ces natures précocement dégradées... »

TRAVAIL DANS LES PRISONS. — Il y a trois ans, les vanniers (*Bulletin*, 1890, p. 362) engagèrent une campagne contre les entrepreneurs qui faisaient fabriquer dans les prisons de la vannerie à 50 p. 100 au-dessous des prix payés habituellement aux ouvriers. Peu à peu aux vanniers se joignirent les chaisiers, les cordonniers, les ferblantiers, les ouvriers en manches de cannes et de parapluies, les mouleurs, les cartonniers, les bijoutiers en faux, les galochiers monteurs, les coupeurs chemisiers, les serruriers, les tapissiers et la Ligue pour l'émancipation de la femme. Les membres de ces diverses corporations formèrent alors une « Ligue contre le travail dans les prisons ».

Cette Ligue a tenu, le 8 septembre, à la Bourse du travail, une réunion à laquelle assistaient 200 personnes environ, dont quelques anarchistes, qui, naturellement, estiment que le seul moyen de supprimer le travail dans les prisons, c'est de supprimer.... les prisons.

La majorité de l'assistance a été moins radicale, et a voté un ordre du jour demandant « que les prisonniers soient payés selon la valeur réelle du travail qu'ils fourniront et que tous les travaux exécutés dans les prisons soient mis en régie. »

Toute adjudication à des entrepreneurs privés serait donc supprimée, et, pour que les prix soient bien les mêmes que ceux payés dans l'industrie libre, des représentants de chambres syndicales concourraient à les contrôler et seraient appelés à entrer dans les commissions des prisons.

Le 16 novembre cette même Ligue a tenu une 2^e réunion à la suite d'une visite que le Ministre l'avait autorisée à faire dans un certain nombre d'établissements pénitentiaires. Le rapporteur de cette enquête, M. Alibert, cite des chiffres fantastiques : à Rennes

(1) Il faudrait réfléchir aux évasions possibles et probables ! (Note de la Réd.)

les 4/5 de la population ouvrière libre se trouveraient sans travail, 400 vanniers dans le Vaucluse et plusieurs milliers dans le midi seraient dans la même situation, à Saint-Dizier plusieurs centaines d'ouvriers en fer seraient affamés. Et tout cela parce que les détenus ne sont pas oisifs dans les prisons! En conséquence, on vote :

- 1° La suppression absolue du travail industriel dans les prisons;
- 2° En attendant, que le travail effectué dans les prisons soit payé au même taux que le travail libre;
- 3° Que le travail auquel sont astreints les prisonniers soit organisé non au point de vue de l'exploitation, mais seulement en vue de la réforme et de l'avenir du condamné.

Une commission choisie parmi les trente-sept syndicats adhérents à la Ligue, a été chargée de remettre ces vœux au président de la Chambre des députés.

Le Conseil général de la Seine, le 14 octobre, a renvoyé à l'une de ses commissions une proposition de M. Prudent Dervillers demandant « qu'il soit interdit de faire travailler dans les prisons plus de huit heures par jour et à des prix inférieurs à ceux fixés par les chambres syndicales ouvrières ». Cette proposition invoque également la concurrence que le travail des prisons ferait aux travailleurs libres. Elle devrait être complétée par la demande d'installation de salles de billards et de buvettes destinées à faciliter l'emploi des huit heures de repos sollicitées pour les détenus...

Enfin le 15 novembre, un congrès régional ouvrier réuni à Montpellier, a voté la suppression totale du travail dans les prisons et, par extension, dans les couvents; et prié le groupe socialiste de la Chambre des députés de déposer immédiatement un projet de loi dans ce sens sur le bureau de la Chambre.

PRISON D'ORLÉANS. — Dans sa session du mois d'août, le Conseil général a voté la reconstruction de la maison d'arrêt sur un nouvel emplacement et d'après le système cellulaire (Conf. *Bulletin*, 1887, p. 342).

Cette reconstruction est devenue indispensable par suite de la cession à la ville d'Orléans d'une partie des dépendances de la prison actuelle pour le percement d'une rue entre la place du Martroi, située au centre de la ville, et la gare du chemin de fer.

Les travaux sont évalués à 490.000 francs.

NOUVELLE-CALÉDONIE (main-d'œuvre). — Ce n'est pas sans un certain étonnement que, sur une colonie qui possède 3.700 libérés, 5.800 condamnés et 2.500 récidivistes, nous lisons dans des jour-

naux sérieux des notes de ce genre : « Nos industriels et nos colons attendent avec la plus vive impatience la reprise de l'immigration néo-hébridaise, qui leur fait tant défaut (3 février). . . »

« A part quelques individus qui, par principe, sont toujours mécontents, on a vu arriver ici des Tonkinois avec la plus grande satisfaction ; en effet, les ouvriers libres sont très rares ; les indigènes sont incapables d'un travail régulier ; les condamnés, malgré toute la bonne volonté de l'Administration, sont donnés en nombre insuffisant ; les indigènes des archipels voisins sont en général d'une constitution qui les rend impropres au service des mines ; enfin, les libérés ont des prétentions exorbitantes et changent à chaque instant de chantier.

« Et cependant, il faut pouvoir exécuter les travaux de culture, chaque jour plus importants en raison du développement que l'on donne aux plantations de café. Il faut aussi assurer la marche des exploitations minières existantes et de celles qui se créent chaque jour. Le commerce également a besoin d'une main-d'œuvre stable.

« Aussi les Tonkinois ont-ils été bien accueillis et en trouve-t-on dans les maisons particulières, dans les magasins, chez les colons de l'intérieur, dans les mines, partout en un mot, et partout aussi les patrons et les travailleurs sont satisfaits.

« La santé de ces Tonkinois, par suite des fatigues inséparables d'une longue traversée, et surtout d'une longue détention dans les pénitenciers de Poulo-Condore, laissait, au début, quelque peu à désirer ; mais, grâce aux sages mesures prises par l'Administration, leur état sanitaire est aujourd'hui très satisfaisant..... »

« Après de laborieuses négociations pour obtenir du Gouvernement chinois l'autorisation nécessaire à l'engagement de travailleurs pour l'exploitation des mines de nickel de la Nouvelle-Calédonie, les premiers chargements de Chinois vont enfin partir prochainement pour notre colonie. C'est du nord, du Chang-Toung et de la Mandchourie que paraissent devoir être tirés les quelques milliers de travailleurs dont on a besoin (24 septembre) . . . ».

Surtout en présence du décret du 15 septembre, publié ci-dessus, nous avons ne pas comprendre cette pénurie de main-d'œuvre.

Mais surtout nous déplorons les choix qui sont faits. Dans une colonie neuve, qui est avant tout une colonie de peuplement, où tout est à créer et où les rares colons libres immigrés ne semblent pas précisément réussir (1), comment a-t-on pu avoir l'idée d'intro-

(1) Malgré les affirmations contraires adressées de Nouméa (*Supra*, p. 117, 121 et 923.)

duire les Chinois, ces sangsues des pays nouveaux, les Chinois, repoussés de l'Australie, des États-Unis, de tout l'Amérique du Sud ? Et comment, dans cette même colonie de peuplement, transporte-t-on des Annamites, alors qu'on manque de bras à Obock, à Konakry, au Gabon-Congo, à la Guyane, où, d'ailleurs, les blancs vivent et travaillent difficilement. Après avoir transféré à Haïphong 150 pirates provenant du pénitencier de Poulo-Condore, qui vont être affectés à la construction de la route de Tien-Yen à Lang-Son, on en a transféré en Calédonie environ mille qui eussent rendu les plus grands services en Guyane dont ils supportent très bien le climat. Les décrets sur l'indigénat (1881) et sur la transportation des Annamites (1890) donnent toutes facilités à cet égard (*supr.*, p. 163); et on comprend d'autant moins cette mesure que les Annamites ne peuvent travailler aux mines, non plus d'ailleurs que les Néo-Hébridais qui deviennent à peu près exclusivement garçons de ferme: pour eux non plus pas d'évasions à craindre, comme pour les Arabes, dont 900 évadés revenus en Algérie ont motivé les plaintes du Gouverneur général (1).

A. R.

CONCOURS HOWARD (CONGRÈS DE PETERSBURG). — Le *Messenger officiel de l'Empire* nous fait connaître en ces termes les appréciations du jury (2) sur les deux ouvrages qui « se distinguaient par le plus de mérite » :

« 1° L'ouvrage en langue anglaise, avec traduction en français, intitulé *John Howard, sa vie, son œuvre, avec un examen général des prisons passées et présentes*, portant la devise *Parcere subjectis*, constitue un travail exposant d'une façon suffisamment complète et claire les idées de Howard ; si quelques-unes de ses parties sont moins complètes, l'ensemble de l'œuvre est bien systématisé.

« 2° L'étude en langue française intitulée *John Howard, sa vie, son œuvre*, ayant pour devise *Parum est coercere, nisi emendes*, est une exposition brillante de l'influence des idées de Howard dans l'histoire de la réforme pénitentiaire, et se fait remarquer dans ce sens parmi les autres ouvrages.

« Prenant en considération cependant que ni l'un ni l'autre

(1) La décision qui a substitué, pour les Arabes, la Calédonie à la Guyane (*Supr.*, p. 968 et 944) où ils supportaient le climat bien mieux que les Européens, est infiniment préjudiciable aux intérêts de la colonisation. Il eût été cependant facile avec un peu plus de surveillance d'éviter un tel nombre d'évasions, alors que de Corse on n'en constate qu'un si petit nombre.

(2) V. les conditions du concours, *supr.*, p. 651, note 1.

n'avaient l'amplitude exigée par le thème du concours, le jury reconnut juste de leur décerner à chacun une petite médaille d'or. Il trouva en outre que, vu le mérite littéraire considérable de ces deux ouvrages, il serait juste de partager entre leurs auteurs, en parts égales de mille francs, la prime en argent fixée par le Gouvernement russe....

« Après l'ouverture des enveloppes cachetées, il fut constaté que : 1^o l'auteur de l'ouvrage *John Howard, sa vie et son œuvre, avec un examen général des prisons passées et présentes* était M. Arthur Griffiths, inspecteur des prisons en Angleterre ; 2^o l'auteur de l'ouvrage *J. Howard, sa vie, son œuvre* (1) était M. Albert Rivière, membre du Conseil de direction français de la Société générale des prisons. »

Nous sommes heureux d'apprendre que ce sont précisément deux membres de notre Société qui ont été reconnus par le jury dignes de partager la première récompense, généreusement accordée par le Gouvernement russe.

COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE (2). — Le 2 décembre, le Comité a entendu le rapport de son secrétaire général sur les résultats obtenus en 1891.

M. Guillot a rappelé que la Commission de la Chambre des députés a inséré dans le projet du nouveau Code d'instruction criminelle la défense absolue d'appliquer aux mineurs de seize ans la loi de 1863, et a comparé le nombre des enfants soumis par le parquet de la Seine à la grande instruction en 1888 et en 1891 :

Ce nombre en 1888 est de 567 sur 2.313 enfants arrêtés ; il est en 1891 de 867 sur 2.421.

Comparant ensuite le nombre des enfants confiés, soit à l'Assistance publique, soit à des établissements privés et protégés ainsi contre de nouveaux dangers, sous le régime du flagrant délit, et en 1891, il trouve :

8 en 1888, et, en 1891, 208, sur lesquels l'Assistance publique en a recueilli 116 à elle seule.

Il remarque, néanmoins, que le nombre des envois en correction n'a pas sensiblement diminué : 149 en 1888, 130 en 1891 ; et il s'en félicite avec raison.

De même le nombre des libérés conditionnels reste de 14, contre

(1) Cet ouvrage a été publié *supr.*, p. 651-680.

(2) *Supr.*, p. 463 et 976.

19 en 1888. S'il tend à s'abaisser, c'est qu'on n'applique plus l'envoi en correction qu'à des enfants tout à fait pervers.

Malheureusement, pour les petites filles, le nombre des envois en correction tend à diminuer : sur 336 entrées à la Petite-Conciergerie, 21 seulement ont été envoyées en correction et il voit dans ce fait une des causes des progrès de la prostitution.

M. Guillot déplore ensuite qu'un trop grand nombre d'enfants soit remis dans la rue ou rendu à des parents souvent indignes sans une enquête approfondie : 1.113 sur 1.936 arrêtés, sans compter ceux relâchés sur l'heure par les commissaires de police ou les bureaux de la Préfecture ! On s'explique ainsi que tant d'enfants soient repris dès le lendemain même de leur arrestation ; à ce point que sur 10 enfants qui entrent à la Petite-Roquette, 7 en moyenne ont déjà été arrêtés précédemment. Aussi insiste-t-il sur la création, au Parquet de la Seine, d'une section spéciale chargée de l'application de toutes les lois civiles et pénales concernant l'enfance.

Une autre proportion à déplorer est celle des acquittements : un tiers en 1888 ; près de moitié en 1891 (109 sur 254 enfants traduits), de telle sorte que les acquittements d'audience ont augmenté en raison inverse des efforts recommandés aux magistrats pour assurer le sort de l'enfant au cours de l'instruction.

Mais, en revanche, le nombre des mineurs de seize ans condamnés à l'emprisonnement est descendu de 149 en 1888 à 15 en 1891.

Le revers de ce succès consiste dans la prolongation de la détention préventive : elle est montée de 18 jours à 22 1/2. Mais si le salut est au prix de cette attente, il suffit de chercher à la rendre le moins pénible possible : il suffit d'établir, suivant la formule de la question XII (*supr.* p. 977, note), des asiles temporaires d'un caractère hospitalier. A cette occasion M. Guillot rappelle la délibération du Conseil général (*supr.* p. 975), puis le projet de colonie agricole (*supr.* p. 1234), enfin la liste des établissements de bienfaisance publics ou privés auxquels les juges d'instruction peuvent s'adresser, dressée par la sous-commission du Comité sous ce titre : « Observations pratiques recommandées à la sollicitude des magistrats ».

Après avoir mentionné le programme d'études (*supr.* p. 867) et le *Manuel* de procédure (*supr.* p. 1146), il termine en remerciant le Procureur de la République de sa circulaire du 31 octobre dernier destinée à assurer l'application uniforme et rapide des mé-

thodes recommandées : « Je recommande très instamment à MM. les substituts, dit l'auteur de la circulaire, d'interroger les jeunes inculpés dans le plus bref délai possible ; toute prolongation de leur séjour au Dépôt, où ils restent malheureusement en moyenne de deux à six jours, astreints au régime en commun, constitue pour eux un danger ».

Après la lecture de ce rapport, M. Brueyre a lu son mémoire sur l'application de la loi de 1889. Ce magnifique travail qui sera discuté par le Comité dans sa séance du 14 décembre, sera publié par nous dans le *Bulletin* de janvier.

BANQUET DE LA GRANDE MORSKAIA. — Le 1^{er} décembre a eu lieu au Lion d'Or le 2^e dîner annuel des membres français du Congrès de Saint-Petersbourg. M. le sénateur Mechelin avait été prié d'y assister, ainsi que sa famille. Des toasts pleins d'humour et de cordialité ont été portés à la Finlande et à la France par MM. Th. Roussel, Mechelin, Xavier Blanc, Maruéjouls, Herbette, etc....

RÉGIME ALIMENTAIRE (Seine). — Dans les *Archives de l'anthropologie criminelle et des sciences pénales* du 15 septembre 1891, M. le docteur Émile Laurent publie un article intéressant sur le *Régime hygiénique et alimentaire des détenus dans les prisons de la Seine*. Il insiste avec raison sur ce qu'une des premières conditions hygiéniques est une bonne aération. Croirait-on qu'il y a encore à Sainte-Pélagie des mansardes où les détenus ne reçoivent que deux à trois mètres cubés d'air par lit ? Heureusement Sainte-Pélagie est destinée à disparaître.

A Mazas, à la Santé, l'aération est bonne. Nanterre ressemble plutôt à un palais qu'à une maison de détention. « Mais c'est de mode ; on construit des palais pour les idiots et les voleurs, pendant que les gens honnêtes et intelligents meurent de faim et de froid dehors. »

M. Laurent fait quelques critiques sur le costume, le régime alimentaire, le mode de travail.

TABLE DU QUINZIÈME VOLUME

N° 1. — Janvier 1891.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 17 DÉCEMBRE 1890	1
Nomination de M. G. Dubois, comme vice-président ; de MM. les présidents Flandin et Turcas et de MM. Lévêillé et Rivière, comme membres du Conseil de direction.	
Communication de M. le Président.	
Rapport de M. le comte <i>Le Courbe</i> sur la question des dangers des courtes peines aux Congrès de Rome et de Saint-Petersbourg.	
RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA DEUXIÈME SECTION DU CONGRÈS INTERNATIONAL D'ANVERS, par <i>M. Berthélemy</i>	29
RAPPORT SUR LE CONGRÈS INTERNATIONAL D'ANVERS, par <i>M. de Maulzon</i>	32
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
Œuvre de l'hospitalité de nuit. Asile Albert Bran- denburg à Bordeaux	47
REVUE PÉNITENTIAIRE.	
1° Statistique judiciaire pénale de l'Italie en 1887	61
2° La criminalité en Prusse et dans l'empire d'Alle- magne de 1881 à 1887 par M. <i>Le Courbe</i>	63
3° 21 ^e rapport de la Société générale des prisons de Francfort-sur-le-Mein, par M. <i>Dubois</i>	67
4° Projet de loi austro-hongrois sur les condamnations conditionnelles	67
5° Bibliographie : le Code pénal italien de 1889, tra- duit, annoté et précédé d'une introduction par M. Lacoïnta, par M. <i>Ch. Petit</i>	68
6° Informations diverses : <i>A la Nouvelle-Calédonie. —</i> <i>Prisons anglaises ; D'troit et Concord ; Sibirie. — Un</i> <i>moyen d'identification en Chine. — Revues étrangères.</i>	73

N° 2. — Février 1891.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 21 JANVIER 1891	81
Nomination de M. Rivière, comme secrétaire général adjoint.	

SEANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 18 FÉ-	
VRIER 1891	
Observations de M. <i>Bogelot</i> : M. <i>Rivière</i> , M ^{me} <i>Dupuy</i> .	165
Rapport de M. le pasteur <i>Robin</i> sur le Congrès d'Anvers (répression de la mendicité) : MM. <i>Flandin</i> et <i>Rivière</i> .	
LETTRE SUR LE PATRONAGE DES FAMILLES ET L'ÉDUCATION DES MORALEMENT ABANDONNÉS, par M ^{me} <i>Dupuy</i>	192

PROJET DE LOI SUR LES ENFANTS ASSISTÉS par M. <i>I. Brueyre</i> .	195
PROJET DE LOI BELGE SUR LA RÉPRESSION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ, par M. <i>Jules Le Jeune</i>	202
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES PRISONS DE RUSSIE, DE 1879 à 1889, par M. <i>J. Boullaire</i>	223
UNE VISITE AUX PRISONS DE PÉTERSBOURG, MOSCOU ET HELSINGFORS, par M. <i>A. Rivière</i>	230
EXPOSITION PÉNITENTIAIRE DE SAINT-PÉTERSBOURG, par M. <i>E. Pagès</i>	256
PROJETS DE CODES PÉNAUX ET DES SYSTÈMES PÉNITEN- TIAIRES DE L'AUTRICHE-HONGRIE, par M. <i>S. Mayer</i> .	268
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
1° L'Œuvre des libérées de Saint-Lazare.....	272
2° Asiles-ouvroirs.....	274
3° Colonie agricole de la Chalmelle.....	281
4° Maison du Bon-Pasteur.....	283
5° Patronage de l'enfance et de l'adolescence.....	284
6° Le journal <i>L'Enfant</i>	285
<i>Étranger :</i>	
1° Société de patronage pour les libérés des prisons de Genève, par M. <i>G. Bogelot</i>	286
2° New-York catholic protectory, par M. <i>L. L</i>	287
3° Patronage de l'Armée du Salut.....	290
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° Le budget à la Chambre ; libération conditionnelle ; enfants abandonnés et assistés ; régie.....	291
2° Congrès de Berne.....	298
3° Rapport annuel de l'Association Howard, par M. <i>P. Vial</i>	290
4° Ile de Phu-Quoc.....	301
5° Bibliographie.....	
A. Crimes et peines : MM. <i>Georges Vidal, Arthur</i> <i>Desjardins et Francisque Bouiller</i>	303
B. Nos jeunes détenus, par M. <i>Adolphe Guillot</i>	305
C. Tatouage ; affaire Gouffé, par M. <i>C de Vence</i>	308
6° Informations diverses : <i>Commission du casier judi-</i> <i>ciaire. — Union d'assistance à Passy. — Sainte-</i> <i>Pélagie. — Décès de M^{lle} Dumas</i>	312
 N° 4. — Avril 1891.	
SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 18 MARS 1891.	317
Rapport de M. <i>Joret-Desclosières</i> sur les comptes de 1890 et le budget de 1891,	

Admission de membres nouveaux.	
Communication de M. Berthélemy sur le Sauvetage de l'enfance et le Patronage des libérés, à Lyon : MM. Bournat, Brueyre, Rollet, M ^{re} Dupuy, MM. Duvrèger, Flandin, Dubois et Rivière.	
COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE LA 2 ^e SECTION DU CONGRÈS DE SAINT-PÉTERSBOURG, par M. J. Lévillé.....	353
LES CONDAMNATIONS CONDITIONNELLES, par M. Émile Worms..	370
LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EN HONGRIE, par M. S. Mayer.	409
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE DE 1886, par M. Rioul Gripon.....	414
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE EN 1888, par M. Paul Dumas.....	422
LOI SUR L'ATTÉNUATION ET L'AGGRAVATION DES PEINES, par M. Charles Parmentier.....	436
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
1 ^o Société centrale de patronage des libérés, par M. A. Rivière.....	448
2 ^o Comité de défense des enfants traduits en justice, par M. Victor Bournat.....	463
3 ^o Patronage de l'enfance et de l'adolescence.....	469
4 ^o Asile maternel pour jeunes filles abandonnées.....	469
5 ^o Le « Foyer chrétien ».....	471
6 ^o École de réforme d'Yzeure.....	472
7 ^o Dépôt de Moulins.....	475
8 ^o Société de patronage des libérés de Bordeaux.....	475
9 ^o Société de patronage des libérés de Seine-et-Marne..	479
10 ^o Colonie agricole de Sainte-Foy.....	481
<i>Étranger :</i>	
1 ^o 22 ^e rapport de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein, par M. J. Drioux.....	483
2 ^o Patronage des libérés dans le Luxembourg.....	484
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1 ^o Décret organisant l'inspection dans les colonies.....	487
2 ^o Congrès scientifique international des catholiques...	493
3 ^o 29 ^e Congrès des Sociétés savantes.....	497
4 ^o Congrès aliéniste de Rouen, par M. de Beauvais.....	499
5 ^o De l'incorrigibilité, par M. Raux.....	503
6 ^o La Santé et son école de gardiens, par M. A. R.....	508
7 ^o Richesses minières en Nouvelle-Calédonie.....	515
8 ^o Notice nécrologique : le baron Kervyn de Lethenove..	527
9 ^o Bibliographie.	
A. Le crime et ses causes, par M. Paul Baillière....	528
B. Écrous et élargissements	532

10° Informations diverses : Colonisation et main d'œuvre pénale en Algérie. — Commission du budget. — Guyane. — Casier judiciaire. — Colonie de la Chalmelle. — Revues étrangères.....	532
--	-----

N° 5. — Mai 1891

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 15 AVRIL 1891	541
Admission de membres nouveaux.	
Communication de M. Grosseteste-Thierry, sur la répression de la mendicité en Allemagne, en Hollande, en Angleterre et en France, et de M. le pasteur Robin, sur Merxplas : MM. Bogelot, Brueyre, Joly, Duverger, M ^{me} Dupuy, MM. Bournat, Rivière, les pasteurs Arboux et Langereau.	
DE LA RÉPRESSION DU VAGABONDAGE, par M. Lecour.....	570
LA MAISON DE NANTERRE	589
LA FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE POUR LES LIBÉRÉS, EN ALLEMAGNE, par M. Georges Dubois	595
STATISTIQUES DES PRISONS DE LA GRANDE-BRETAGNE (1889-1890), par M. Léon Lallemant.....	612
LES PRISONS DE SAINT-GILLES ET LOUVAIN.....	631
LE RÉGIME PÉNITENTIAIRE EN FINLANDE, par M. G. Boullaire.	645
HOWARD, SA VIE, SON ŒUVRE, par M. A. Rivière.....	651
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
1° L'école industrielle de la Rue Clavel, par M. A. R..	681
2° Société de patronage des libérés de l'Allier.....	687
3° Société de patronage des libérés de la Nièvre.....	689
4° Patronage dans le Cantal	690
5° Patronage de la Lozère.....	690
6° Bon-Pasteur de Varennes-les-Nevers	691
7° Bon-Pasteur de Bourges	695
8° Le Refuge (Blois).....	695
9° Sauvetage de l'enfance (Annonay).....	696
10° Société internationale pour l'étude des questions d'assistance.....	699
<i>Étranger :</i>	
1° Patronage des libérés dans le grand-duché de Bade en 1889	700
2° Fondation Skarbek (Galicie).....	701
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° École des gardiens de Melun	705
2° Nouvelle-Calédonie et Guyane.....	708

3° De la suppression des courtes peines	712
4° La prison de Huy, par M. <i>Hubert Boens</i>	713
5° Prisons de Grèce	717
6° Le christianisme dans les prisons de Byzance, par M. <i>Ant. Pétales</i> , traduit par M. <i>Ch. Pluyette</i>	717
7° Prison cellulaire de Mende	719
8° Le nouveau règlement des maisons centrales du grand-duché de Bade	721
9° Informations diverses : <i>Cadillac</i> . — <i>Subventions à des sociétés de patronage</i> . — <i>Congrès des Sociétés savantes</i> . — M. <i>Herbette</i> . — <i>Revue étrangères</i> ..	722

N° 6. — Juin 1891.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 13 MAI 1891.	725
Admission de membres nouveaux.	
Communication de M. <i>Herbette</i> : M. le Président.	
Observations de M. <i>Duverger</i> sur la loi de 1889: M. <i>Berthélemy</i> .	
Rapport de M. <i>C. de Vence</i> sur le casier judiciaire: MM. <i>Berthélemy</i> , <i>Bogelot</i> , <i>Bournat</i> , le pasteur <i>Robin</i> et <i>Herbette</i> .	
LA PEINE DES TRAVAUX FORCÉS SUBSTITUÉE A LA PEINE DE MORT, rapport de M. <i>G. Haussmann</i> , député	749
CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES DE 1891 (Autorité pater- nelle), par M. <i>L. Brueyre</i>	756
ENCOURAGEMENTS ET RÉCOMPENSES A ACCORDER AUX DÉTENUS.	765
LES RÉFORMES PÉNITENTIAIRES DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEM- BOURG POUR 1891, par M. <i>L. Brueyre</i>	769
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES:	
France:	
1° Protection de l'enfance	776
2° Société de protection des engagés volontaires	780
3° Patronage de l'enfance et de l'adolescence	784
4° Œuvre de la chaussée du Maine	785
5° Société de patronage des prisonniers libérés de Sens ..	786
6°-7° Préservation et Bon-Pasteur à Pau	788
8° La famille de l'Orphelin (Cantal)	790
Étranger:	
1° Maison de travail de Gênes	791
2° Commission des prisons du Massachusetts	793
3° L'Union des écoles du dimanche du Maryland	795
4° Société de secours aux prisonniers (Maryland)	795
REVUE PÉNITENTIAIRE:	
1° L'Œuvre pénitentiaire de M. <i>Herbette</i> , par M. <i>Ch. Petit</i> .	797

2° Maison centrale d'Embrun, par M. A. R.....	801
3° La « Carcel modelo » de Vitoria (Espagne), par M. L. Lallemant.....	803
4° La colonie d'Erythrée et la déportation, par M. C. de Vence.....	808
5° Asiles d'aliénés belges.....	812
6° Bibliographie.	
A. L'accusé devant la loi pénale, par M. A. G.....	816
B. Colonisation pénale en Algérie, par M. A. R.....	818
7° Informations diverses: <i>Petite et Grande-Roquette</i> . — <i>Prisons de Lyon</i> . — <i>Prisons des Basses et Hautes-</i> <i>Alpes</i> . — <i>Mendicité</i> . — <i>Comité central des Œuvres</i> <i>du travail</i> . — <i>Assistance aux familles des détenus</i> . — <i>Casier judiciaire</i> . — <i>Mission en Hollande</i> . — <i>Les prisons de Rome aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e</i> <i>siècles</i> . — <i>Côtes-du-Nord</i>	829

N° 7. — Juillet 1891.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 17 JUIN 1891.....	829
Admission de membres nouveaux.	
Congrès de 1895.	
Suite de la discussion sur le casier judiciaire: MM. le Président, Lecour, Trarieux, C. de Vence, Bérenger, Bournat.	
COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE (Rapport au nom du bureau), par M. Adolphe Guillot.....	867
NOUVELLE-CALÉDONIE, EXTRAIT D'UN RAPPORT DU GOUVER- NEUR, M. Noël Pardon.....	899
LA RELÉGATION EN 1889 ET DANS LA PÉRIODE 1886-1890, par M. Et. Jacquin.....	932
NOTICE SUR LES PRISONS DES CÔTES-DU-NORD, par M. Amédée Rouvin.....	952
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
1° Société générale pour le patronage des libérés	960
2° Engagement militaire des libérés par M. R. Bérenger.	968
3° Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable.....	971
4° Union française du sauvetage de l'enfance.....	973
5° Patronage de l'enfance et de l'adolescence.....	975
6° Le Dépôt de la préfecture de police.....	975
7° Comité de défense des enfants traduits en justice...	976

8° Placements chez les paysans.....	978
9° Colonie agricole de la Chalmelle, par M. A. R.....	978
10° Le patronage dans la Seine-Inférieure, par M. A. R.....	980
11° Bon-Pasteur de Villefranche et de Rodez par M. A. R.....	986
<i>Étranger :</i>	
1° Patronage des libérés dans le grand-duché de Bade en 1890, par M. Fuchs.....	987
2° Sociétés de patronage à Aquila et à Tarente.....	989
3° Comité d'assistance et de secours aux familles des détenus (Milan).....	989
4° Circulaire sur les sociétés de patronage (Italie).....	991
5° Œuvre des enfants abandonnés, à Rome.....	992
6° Société de patronage des détenus et des libérés de Brescia.....	993
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° Décret réglant l'organisation de l'inspection générale.....	995
2° Aliénés criminels.....	1000
3° Le rôle du médecin dans la prison, d'après M. E. Laurent, par M. G. Bogelot.....	1001
4° La Guyane centrale et la colonisation pénale, par M. Henri Coudreau.....	1007
5° Nécrologie: M. Émile Tauffer.....	1010
6° Bibliographie.....	
A. Crimes contre les criminels.....	1011
B. La criminalité à Genève au XIX ^e siècle, d'après M. Cuénoud, par M. H. Berthélemy.....	1012
C. Déchéance de la puissance paternelle.....	1013
D. Colonisation pénale en Algérie (<i>fin</i>), par M. A. R.....	1014
E. Publications étrangères : 1° Revue du droit pé- nal hollandais ; 2° Travaux de jurisconsultes hon- grois.....	1017
7° Informations diverses : <i>Commission du casier judi- ciaire et de la réhabilitation. — Casier judiciaire et réhabilitation. — Conseil supérieur des prisons. — Commission permanente du régime pénitentiaire. — Trois questionnaires à nos collègues étrangers : pécule, écoles de gardiens et responsabilité pénale de l'enfant. — Le dépôt de mendicité de Blois. — Maison de Nanterre. — Ben-Chicao. — Service médical des transportés. — Guyane (Arbitrage du Tsar). — Transsibérien. — Cadillac. — Libéra- tion et condamnation conditionnelles en Belgique. — Revues étrangères.....</i>	1018

N° 8. — Décembre 1891.

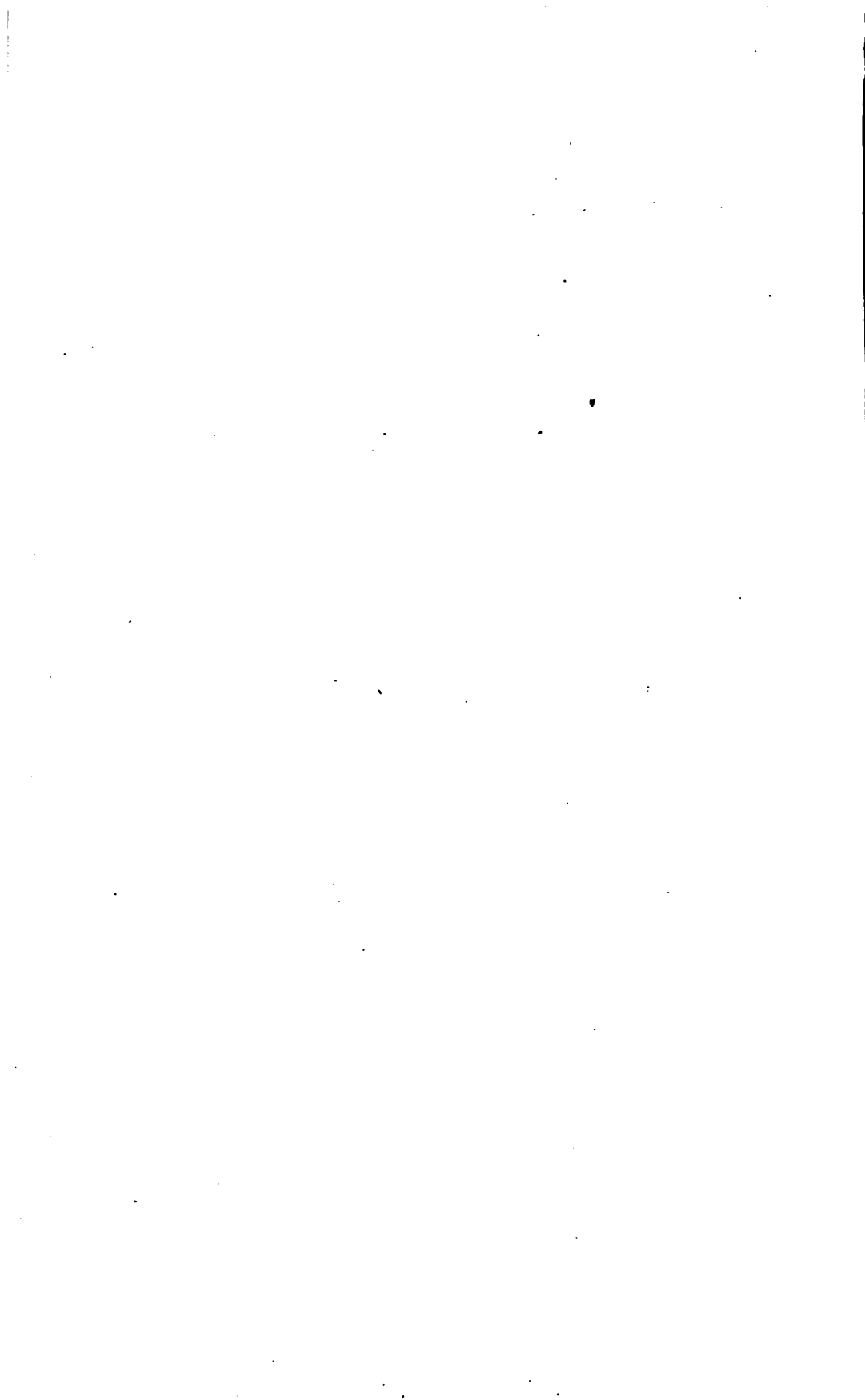
SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 18 NOVEMBRE 1891	1045
Allocation de M. le Président.	
Congrès de 1895.	
Fin de la discussion sur le casier judiciaire : MM. Lévillé, Dubois, Yvernès, Petit, Rivière, le sénateur Mechelin.	
RÉGIME PÉNITENTIAIRE AUX COLONIES (Travaux de la Commission permanente, 1889-90.)	1085
RAPPORT AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET POUR L'ANNÉE 1892 (Services pénitentiaires)	1109
LES RÉFORMES PÉNITENTIAIRES MODERNES (fin)	1113
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>Fance :</i>	
1° Procédure suivie à Paris contre les mineurs	1146
2° Enfants maltraités et exploités	1154
3° Sociétés de patronage des détenues et des libérées	1157
4° Société de patronage de Seine-et-Oise	1159
5° Comité de patronage de Poitiers	1160
<i>Étranger :</i>	
1° Le patronage en Belgique, d'après M. Stevens	1167
2° Enfance maltraitée et abandonnée en Angleterre	1169
3-6° Correction paternelle; Jeunes libérés; Société générale de patronage; Enfants abandonnés ou maltraités (Bologne)	1170
7° Bureau de charité (Ohio)	1171
8° Conférence de charité et de correction, à Indianapolis	1178
9° Société d'assistance de Trenton (New-Jersey)	1179
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° et 2° Décrets sur le régime disciplinaire et la main-d'œuvre des transportés	1180
3° Discours de rentrée des Cours d'appel	1200
4° Enfants assistés et dépôts de mendicité	1202
5° Établissements pénitentiaires et patronage en Corse ..	1206
6° Statistique pénitentiaire du royaume de Prusse, de 1886 à 1889	1214
7° Statistiques anglaises	1216
8° Congrès de Christiania	1217
9° Régime alimentaire en Suède et Norwège	1219
10° Pénitencier de l'Est (Pensylvanie)	1222

11° Elmira Reformatory.....	1224
12° Prisons (Maryland).....	1228
13° Nécrologie : M. Thonissen.....	1228
14° Bibliographie.	
A. Travaux forcés fin de siècle.....	1229
B. Le Code pénal italien.....	1231
C. La récidive en Italie.....	1232
D. Droit pénal en Pologne.....	1233
15° Informations diverses: <i>Casier judiciaire. — Désaf- fection de la Petite-Roquette. — Un concert à la Pe- tite-Roquette. — Travail dans les prisons. — Prison d'Orléans. — Nouvelle-Calédonie. — Concours Ho- ward (Congrès de Pétersbourg). — Comité de défense. — Dîner pénitentiaire. — Revues.....</i>	1234

Ex. C. W.

Melun. — Imprimerie administrative.

1/5/26



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 23 avril 1889.)

QUINZIÈME ANNÉE

1891

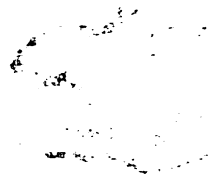
PARIS

LIBRAIRIE MARCHAL ET BILLARD, 27, PLACE DAUPHINE

MELUN

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE

1891



2/



